

# **LES AVATARS DE L'ANARCHISME**

**La révolution et la guerre civile  
en Catalogne (1936-1939)  
vues au travers de la presse anarchiste**

## **THÈSE**

présentée à la Faculté des Sciences Sociales et politiques  
de l'Université de Lausanne  
pour l'obtention du grade de docteur ès sciences politiques.  
par

**MICHEL FROIDEVAUX**

1985  
Lausanne





UNIVERSITÉ DE LAUSANNE  
FACULTÉ DES SCIENCES SOCIALES ET POLITIQUES  
Av. Vinet 19 - 1004 Lausanne - Tél. (021) 37 28 58

**IMPRIMATUR**

Le Conseil de la Faculté des Sciences sociales et politiques de l'Université de Lausanne, sur proposition d'une commission formée des professeurs Laurent MONNIER, Jean-Pierre AGUET, Mary NASH (Université de Barcelone) et de Monsieur Rudolf DE JONG (Institut International d'Histoire Sociale à Amsterdam), sans se prononcer sur les opinions du candidat, autorise l'impression de la thèse de Monsieur Michel FROIDEVAUX, licencié ès sciences politiques, intitulée :

**LES AVATARS DE L'ANARCHISME**

*La révolution et la guerre civile  
en Catalogne (1936 - 1939)  
vues au travers de la presse anarchiste*

Lausanne, le 15 novembre 1985

Le doyen de la Faculté

Jean-Pierre Aguet





## LES AVATARS DE L' ANARCHISME

- 1 \* PRÉAMBULE
- 14 \* Remerciements
- 15 \* Sigle des organisations politiques et syndicales  
+ abréviations, noms propres, accents
- 17 \* L'ANARCHISME EN ESPAGNE (82 p)  
Des premières théories socialistes à l'Association Internationale des Travailleurs - De 1881 au début du XX<sup>ème</sup> siècle + Le congrès d'Amsterdam - La semaine tragique - "L'Ecole Moderne" - Formation de la CNT (1910-1919) - Le pistolérisme (1919-1923) - La dictature et la fin de la monarchie (1923-1931) - La république (1931-1936/1939); la république prometteuse (28 juin 1931-19 novembre 1933); la république conservatrice (19 novembre 1933-fin 1935); le Front populaire + cartes Espagne/ Catalogne / Barcelone - Implantation de l'anarchisme en Espagne.- Présentation de la presse anarchiste + tableau des journaux dépouillés.
- 99 \* IRRUPTION DE LA GUERRE CIVILE (53 p)  
LES PREMIÈRES SEMAINES A la veille de l'embrasement - Echéec du soulèvement en Catalogne + carte de la guerre de fin juillet à septembre 36 - Enthousiasme révolutionnaire et exubérance des premiers temps - Représailles et répression,- La Casa CNT-FAI - Métamorphoses de la presse - Croissance de la presse anarchiste.  
- Femmes -
- 157 \* LA REVOLUTION SOCIALE (180 p)
- 159 MENTALITÉS EN ÉBULLITION  
L'argent - Le monde est à nous - En finir avec les apparences du vieux monde - Publicité - Contre le hasard inique - La corrida controversée - Sport/Hygiène - Cadre de vie repensé.
- 186 EDUCATION ET PEDAGOGIE  
Culte porté au livre - Autodidactisme - Le C.E.N.U. - Université - Enfants et guerre.
- 218 RÉFORMES DES MOEURS  
Sexualité - La pornographie - La prostitution.
- 251 AIDE SOCIALE  
Vieillesse - Réfugiés - Médecine - Psychiatrie.
- 275 AFFICHES
- 286 CRÉATION ARTISTIQUE ET SPECTACLES  
Esthétique et arts plastiques - Cinéma - Théâtre - Music-hall - Bals - Poésie - Littérature - Chanson - L'art et la révolution.
- 350 \* ENTRÉE DES ANARCHISTES AUX GOUVERNEMENTS (13 p)
- 365 \* LES ÉVÉNEMENTS DE MAI 37 (38 p)  
Les préludes - Déroulement des événements - Les journées des 4,5,6,7 mai - Le dénouement - "Les amis de Durruti" - Bilan politique des journées de mai.
- 403 \* ORDRE ET REPRESSION (80 p)  
Définition des *enemies* du nouveau régime - Le clergé et la liberté de cultes - Contre les fainéants, les commerçants profiteurs et les responsables du pronounciamento.  
INSTITUTIONS DE LA REPRESSION : - la police - Contrôle des frontières - La justice - Garcia Oliver, ministre anarchiste de la justice - Terreur révolutionnaire, peine capitale et châitiment - Répression contre les révolutionnaires - Système pénitenciaire.  
Renforcement du contrôle social.
- 487 \* PROBLEMES MILITAIRES (108 p)
- 491 COMMENT CONDUIRE LA GUERRE OU LE CHOIX D'UNE STRATÉGIE  
Mise en place des troupes - Dissolution des milices et militarisation - La colonne Durruti - Le Bataillon de la Mort - Mobilisation - Discipline - Stratégie.
- 535 GUERRE CIVILE ET PSYCHOLOGIE  
Eloges de la bravoure - Dévaloriser l'ennemi - Mise au pilori de la mollesse et de la lâcheté
- 542 VIE AU FRONT ET EFFETS DE LA GUERRE À L'ARRIÈRE  
Témoignage de Orwell - Désertion, auto-lésion et psychiatrie face à la guerre - Contestation des défilés et de l'embrigadement juvénil - Cocasserie militaire - Femmes et front - Durrutiôlatrie - De l'union sacrée et de l'appel aux fibres nationalistes.
- 576 GUERRE ET ANARCHISME  
Décalages et contradictions - Critiques de circonstance adressées au pacifisme - Guerre et/ou révolution - Anarchisme et violence.

597	•	AUTOGESTION (259 p)	
		Courants de l'autogestion espagnole	
607		HISTORIQUE DE LA COLLECTIVISATION	
		Les industries de guerre - Le Conseil de l'économie - Le décret de collectivisations - Les journées de la Nouvelle économie - REFLEX DE LA COLLECTIVISATION : - Vicissitudes des ministres anarchistes - Difficultés monétaires de l'autogestion - Attaques contre la collectivisation - La suppression du Conseil d'Aragon - PRESSE ET AUTOGESTION.	
648		L'INDUSTRIE	
		L'industrie textile - Industries chimiques - Les tanneries - Industrie du verre - Collectivité Cros - Pirelli - Industries diverses - Métallurgie - Arts graphiques - Mines - Ciment - Bois.	
690		LA CONSTRUCTION	
		Construction collectivisée - Architecture	
703		L'AGRICULTURE	
		Politique agraire de la Généralité - Les anarchistes et la question agraire - Exemples de collectivités rurales - Maturisme rural - Pêche.	
738		SECTEUR TERTIAIRE	
		TRANSPORTS - Chemins de fer - Tramways - Autobus - Métro - Taxis. "Gastronomie" - Alimentation - Boissons. Souliers/cuir - Coiffeurs et barbiers - Vente ambulante.	
767		<u>ECUEILS, RÉALISATIONS ET CONTRADICTIONS DE L'AUTOGESTION ESPAGNOLE</u>	
		La question du marché - Monnaie et système financier.	
779		AUTOGESTION ET CLASSES MOYENNES	
		Intégration des techniciens et des "cois blancs" dans la nouvelle économie - Echech des anarchistes face à la petite bourgeoisie.	
799		DIMENSIONS PSYCHOLOGIQUES ET SOCIALES DE L'AUTOGESTION	
		Responsabilité - Problèmes de fonctionnement interne - Vers la naissance d'une néo-bureaucratie - Comment rétribuer - Encadrement et discipline : - Réduire l'absentéisme - Surveillance de la vie du travailleur - "Il est nécessaire de créer une mystique du travail" - Hommages à Stakhanov et Taylor.	
839		SYNDICAT, AUTOGESTION ET ÉMANCIPATION	
		Tout aux syndicats - Syndicat et État - En guise de réflexions sur l'autogestion espagnole.	
859	•	CONCLUSIONS (60 p)	
861		RAIDEUR DU TEMPS	
866		ANÉANTIR LE POUVOIR	
		Scénarios acratiques + Le tout-syndical ou syndicat-tout - Du vide du pouvoir - De la reconduction et de l'amplification de la bureaucratie.	
882		L'ÉTAT ET LE PHÉNOMÈNE RÉVOLUTIONNAIRE	
885		FINS ET MOYENS	
896		ÉVOLUTION DU MOUVEMENT ANARCHISTE	
		L'École de Militants - Presse - Auto-culte - Désabusement ...	
915		LES AVATARS DE L'ANARCHISME	
923	•	ANNEXES	
924		CHRONOLOGIE	
941		JOURNAUGRAPHIE + Liste des bibliothèques consultées	
947		BIBLIOGRAPHIE	





## P R E A M B U L E

Les périodes où les peuples veulent faire véritablement l'histoire plutôt que de la subir ne sont pas fréquentes. Et moins encore celles où les hommes et les femmes aspirent à transformer de fond en comble l'édifice des relations sociales.

L'Espagne de 1936 fut l'une de ces périodes. Avec comme spécificité, la présence massive et active de l'anarchisme, soit du mouvement qui a poussé le plus loin l'idée de la suppression du pouvoir dans le projet d'une société à liberté maximale.

La révolution et la guerre civile espagnoles ont servi de révélateur à l'anarchisme. Pour la première (et seule) fois, le courant libertaire était en mesure d'influencer profondément et de manière décisive un processus global de changement social. L'ampleur et la radicalité des transformations effectuées dans un temps très court, sous l'impulsion, pour une bonne part, de l'action spontanée des masses ouvrières et paysannes, créaient des conditions propices à la mise en oeuvre du projet libertaire. Les anarchistes, par conséquent, se retrouvaient au pied du mur, comme *contraints* de démontrer la validité de leurs thèses.

Mais qu'est-ce que l'anarchisme ? A l'égal des autres pensées proposant une philosophie générale de l'homme et de la société, l'anarchisme est rétif aux définitions concises. De plus, étant anti-dogmatique par nature, l'anarchisme comprend diverses approches, parfois contradictoires. Cependant, plusieurs éléments peuvent être retenus, en précisant que, bien que l'anarchisme n'ait été formulé comme doctrine qu'à partir de la seconde moitié du XIX<sup>ème</sup> siècle, la sensibili-

té libertaire offre, quant à elle, un caractère intemporel, a-historique. L'anarchisme représente un plaidoyer passionné pour la liberté de l'individu et une critique fondamentale du principe d'autorité. La subordination de l'homme au *pouvoir* — sous ses formes politiques (gouvernement, Etat), religieuses (Eglise), judiciaires-policières, économiques (exploitation du travail), militaires (armée) sociales (école, famille, sexualité, préjugés, ...) — est considérée comme foncièrement négative, car empêchant l'épanouissement de l'individu et, par contre-coup, celui de la collectivité. L'individu, pour l'anarchisme, est potentiellement capable de se passer des carcans étouffants et des tutelles dévalorisantes qu'incarnent les institutions politiques habituelles. Rejetant l'idée de Dieu, qui enlèverait à l'homme sa propre volonté et son identité, les anarchistes luttent pour l'instauration d'une société en mouvement, multiforme, fondée sur des associations libres d'individus et de collectivités.

L'anarchisme aspire à la liberté dans l'égalité. L'Etat, perçu tout à la fois comme la cause et la résultante de l'existence de classes antagonistes, est déclaré irréformable et promis à l'abolition. Le fédéralisme, soit la construction sociale de la périphérie vers le centre et du bas vers le haut, doit supplanter le centralisme et les hiérarchies imposées.

Pour les anarchistes, il ne s'agit donc pas de s'emparer du pouvoir, mais bien de le détruire, en faisant éclater le noyau de l'autorité politique — Etat/gouvernement — en une myriade d'entités géographiques et économiques où les personnes auront la possibilité de reprendre l'initiative de l'organisation de leur existence. La révolution accoucheuse de la société du futur ne saurait dès lors être instaurée d'en haut, car elle viendra du peuple, et sans passer par des partis ou par le parlementarisme qui ne servent qu'à perpétuer le système du pouvoir politique. Très défiants à l'égard de la politique, les libertaires — et, en particulier, les anarcho-syndicalistes, surtout présents en Espagne — mettent l'accent sur l'économique, sur l'autogestion du travail en

tant que reconstruction de la société toute entière. Le salariat est appelé à disparaître, grâce à la mise en commun des instruments de production et de la richesse sociale. L'anarchisme s'inscrit dans la mouvance socialiste du XIX<sup>ème</sup> siècle; néanmoins, il déborde le cadre des idéologies politiques traditionnelles car il ne concerne pas seulement une classe en particulier — se situant, par exemple, au-delà du débat droite/gauche — et parce qu'il est porteur d'une philosophie générale et d'une éthique universelle.

Miroir ultime du pouvoir et de l'oppression politique, l'anarchisme sera précisé au fil de cette étude et en fonction même des contradictions aigües qu'il eut à affronter durant la guerre civile. Pour confronter les postulats libertaires à *l'épreuve des faits*, j'ai choisi la Catalogne, car cette région comportait des caractéristiques remarquables : - enracinement profond et durable d'un mouvement anarchiste, - adhésion massive des couches populaires aux idées anarcho-syndicalistes (cas unique dans l'histoire du mouvement ouvrier), - possibilité pour le courant libertaire, vu son poids prépondérant, d'intervenir de façon déterminante dans la révolution, - effondrement de l'Etat et de ses piliers, consécutif à l'échec du soulèvement militaire et situation de *non-pouvoir*. Par ailleurs, la Catalogne qui fut l'une des puissances de la Méditerranée durant tout le Moyen Age et dont le territoire (presque aussi grand que la Hollande) correspond au 1/16 de l'Espagne, constituait (et demeure avec le Pays Basque) la région la plus développée économiquement et industriellement de la péninsule ibérique. Aussi l'exemple catalan, le plus "européen" de l'Ibérie, permet d'observer les problèmes que devait affronter le mouvement libertaire dans la remise en marche d'une économie moderne. Le sentiment autonomiste catalan et Barcelone comme ville métropole ont également représenté des données stimulantes pour l'ancrage de mon étude.

Le coeur de ma recherche a été la problématique du pouvoir. Durant la guerre civile, la mise en question intrinsèque du pouvoir revêtit une ampleur sans précédent (et sans équivalence postérieure) . Par pouvoir, j'entends le sens courant et *négalif* du terme, c'est-à-dire la domination politique d'une classe ou d'une caste, la coercition érigée en institution, l'autorité imposée des gouvernants. A l'instar d'autres notions cardinales, le terme de pouvoir possède de multiples significations, par sa constante présence dans cet ensemble grouillant de relations, de comportements, de groupes, de structures, de codes, ... qu'est une société. Le pouvoir politique comporte aussi une fonction *positive* d'organisation, de régulation sociale et d'accumulation de connaissance pour les acrates que sont les anarchistes, cette fonction ordonnatrice avait à être supplantée par de nouvelles bases.

Afin d'essayer de traquer le phénomène du pouvoir contesté, j'ai retenue une série de thèmes qui ont constitué des objectifs de ma recherche : - possibilité de changer radicalement et sur une courte durée l'ensemble d'une société, - question de la fin et des moyens ou l'adéquation des procédés utilisés et des buts proclamés, - faculté de réduire le pouvoir politique et le mode autoritaire d'administration jusqu'à l'éclatement et l'atomisation, - autogestion comme dynamique capable de mettre hors circuit l'Etat, - réalité d'une révolution sociale effectuée activement par la majorité de la population avec de nouvelles valeurs communes, - attitude adoptée à l'égard des "contre-révolutionnaires" et des "ennemis" par les tenants du nouvel ordre social, en d'autres termes le problème de la répression.

La révolution espagnole de 1936 a certainement représenté le dernier grand soubresaut du mouvement ouvrier *historique*. On y trouvait encore vivaces des éléments tels qu'une conscience de classe découlant de très fortes inégalités sociales, un prolétariat urbain et rural, des *masses*, bref un projet de société tout à fait autre porté par un *peuple opprimé*. Les aspirations audacieuses et

généreuses du socialisme du XIX<sup>ème</sup> siècle résonnaient donc encore parmi les *travailleurs* espagnols alors qu'elles étaient éteintes ou en voie d'extinction dans le reste de l'Europe.

Au cours de cette étude, j'ai essayé de présenter une vue globale du phénomène révolutionnaire en Catalogne, en choisissant surtout la période la plus féconde en bouleversements, celle qui va de juillet 36 aux événements de mai 37. Les causes de la déconvenue, de l'impasse ou de l'échec relatif de l'anarchisme seront abordées principalement d'une manière *interne* et indépendamment de l'issue militaire du conflit. Bien que j'éprouve des sympathies pour la philosophie libertaire, j'ai voulu établir une distanciation d'avec mon sujet et produire une étude critique, à l'écart de l'esprit "*militant*" propagandiste et en dehors de la défense acharnée d'une dogmatique, fût-elle anarchiste. J'ai tenté, en recourant précisément à la sensibilité critique libertaire, d'introduire une analyse non complaisante de l'action contradictoire des anarcho-sindicalistes espagnols. Autant dire que l'on ne trouvera guère ici la problématique des différents partis, la conduite adoptée par l'UGT (l'autre grand syndicat espagnol), la chronique des batailles militaires, la vie dans le camp nationaliste, le ballet des diplomaties, mais l'on ne rencontrera pas non plus la *petite cuisine intérieure* ou les préoccupations purement statzaires du mouvement anarchiste de la CNT-FAI. En dépit de cette limitation volontaire à la trajectoire des anarchistes, cet essai a l'ambition, certainement démesurée, de fournir quelques enseignements de portée générale quant au changement social.

\*

En introduction, les faits saillants de l'anarchisme hispanique vont être rappelés de manière linéaire avec, en arrière-fond, les principales phases de l'histoire moderne de l'Espagne. Une chronologie détaillée, placée en annexe, permet de suivre le déroulement de la guerre civile, tant en Catalogne que dans le reste de l'Espagne et au plan international.

Afin d'appréhender mon sujet central de façon quelque peu inédite, j'ai choisi d'utiliser des sources originales, à savoir la presse anarchiste paraissant en Catalogne durant la guerre. A ma connaissance, cette presse libertaire n'a jamais, jusqu'à présent, fait l'objet d'une étude systématique. Sous cette dénomination sont compris les organes anarcho-syndicalistes, émanation de la Confédération Nationale du Travail (CNT), les publications anarchistes de la Fédération Anarchiste Ibérique (FAI) ou de la Fédération Ibérique des Jeunes-Libertaires (FIJL), les journaux libertaires édités par des anarchistes individualistes ou par des groupes situés quelque peu en retrait, les bulletins d'entreprises autogérées (influencés ou se réclamant directement de l'anarchisme) et encore quelques journaux du front aragonais-catalan, publiés par des colonnes de miliciens libertaires. J'ai également pris en compte quelques publications de la Généralité de Catalogne, comme les bulletins de certains départements où les anarchistes détenaient un poids important, ainsi que diverses feuilles, créées après les événements de mai 37, exprimant un point de vue *révolutionnaire* (marxisme dissident, positions teintées d'esprit anarchiste). Par ailleurs, j'ai également retenu quelques journaux paraissant en France, comme des publications anarchistes très motivées par la situation espagnole, de même que certaines feuilles pacifistes. Au total, j'ai dépouillé plus de 150 journaux. Je ne prétends pas à l'exhaustivité, mais je crois avoir étudié la très grande majorité des périodiques anarchistes de Catalogne (probablement près du 85 à 90 %); j'ai employé toutes les sources anarchistes de presse qui s'offraient, ne retrouvant malheureusement pas la trace bibliothécaire de quelques titres et devant constater que divers journaux étaient vraisemblablement perdus pour toujours.

L'analyse de cette presse a pu se déployer sur une grande variété de titres, étant donné que le déclenchement de la révolution s'accompagna de la création d'un très grand nombre de nouveaux journaux. La démarche que j'ai suivie pour partir à l'assaut de cette montagne de papier imprimé a été essentiellement

celle d'une approche *empirique, subjective*. En effet, il ne pouvait être question de l'abondance des publications à étudier, de procéder par le moyen d'une analyse de type quantitative. D'autre part, en raison même du caractère global de mon sujet central — le pouvoir —, j'étais tenu d'embrasser une multitude de thèmes et un foisonnement que récusait le recours à une méthode stricte, calibrée, rigide, peu adaptable, telle que la méthode quantitative. Me trouvant, de plus, seul à mener cette recherche, je ne pouvais pas user de moyens d'analyses trop sophistiqués ou trop lourds à mettre en oeuvre. Sur la base de ma connaissance préalable de la matière à appréhender, j'ai établi une grille d'analyse pour essayer de *tamiser* la presse anarchiste. Cette grille comporte dix-neuf thèmes (pouvoir, problèmes militaires, autogestion, collaboration politique, répression organisation du mouvement anarchiste, presse/information, sphère internationale, sphère psychologique, vie quotidienne, création artistique, morale/éthique, éducation, homme nouveau, femmes, classes moyennes, références théoriques/doctrinales, individu, masses, plus une section de chronologie). En règle générale, cette grille a fonctionné convenablement, les thèmes retenus correspondant aux sujets traités avec régularité par les journaux.

Je dois reconnaître certaines distorsions imputables, me semble-t-il, à toute étude copieuse d'une presse du passé, des failles qu'il ne faudrait pas passer sous silence. Fort de mon expérience, somme toute limitée, j'ai dégagé quelques facteurs matériels, parfois bien terre à terre, qui ont une incidence sur le cours d'une recherche de presse :

- facteur lié au cheminement d'une recherche, c'est-à-dire que l'application d'une grille d'analyse évolue avec le cours même de la recherche; ainsi, les premiers journaux dépouillés seront tout naturellement davantage pris en compte, auscultés, car il s'agit de tester la viabilité de la thématique retenue; la matière à défricher se présente sous la forme d'un kaléidoscope presque éblouissant (même si l'on a fait auparavant des repérages de quelques journaux représen-

tatifs, comme ce fut mon cas). Au fil du dépouillement des titres choisis, émergent les textes qui relèvent de l'originalité, d'options particulièrement bien exposées, et, surtout, des constances se dégagent, des sujets frappent par l'insistance de leur fréquence de traitement. Par tout un jeu de comparaisons empiriques et de déductions, le paysage mental de l'époque commence à se dessiner. Ce qui atteste de la banalité ou de l'exceptionnel, ce qui témoigne des obsessions ou des espérances, ce qui participe des convergences ou procède de dissensions, bref l'air du temps et des idées se remet peu à peu à circuler dans l'esprit du chercheur ... Les éléments de style, de mise en page, d'illustrations se précisent également au fur et à mesure des compilations.

Pour ma part, je pense que le dépouillement d'un même journal se pratique différemment selon qu'il est étudié au début ou à la fin d'une étude. En raison de la masse de publications à regarder, il n'est guère envisageable de tous les analyser deux fois afin de corriger des distorsions *naturelles* dues à ce facteur de l'évolution de la recherche.

- les trous dans les collections conservées; les journaux dont la collection est intégralement conservée ne représentent pas la majorité des publications que j'ai retenues. D'autre part, certains titres figurant pourtant au catalogue de bibliothèques s'avèrent, en fin de compte, introuvables ou des journaux présentent un état de conservation très précaire, ce qui rend la lecture des articles difficile, voire impossible. Ces trous, ces lacunes ont pour effet que seule est analysée la matière journalistique qui subsiste, alors que les failles — les Nos et les articles manquants — auraient pu amener des correctifs, des contradictions, des confirmations, des éléments inédits, ...

Cette *problématique des trous* renvoie, en plein, à l'objet de mon étude, à savoir la tentative d'appréhension d'une réalité globale, durant une période relativement courte, mais à l'aide de matériaux incomplets, épars. Un nombre élevé de journaux étudiés permet toutefois de corriger et de combler quelque peu les vides des collections; néanmoins, dans le cas de courants peu représentés par des organes de presse, des lacunes substantielles demeurent et peuvent fausser la bonne perception des idées et des thèmes jadis propagés.

- serviabilité et amabilité des bibliothécaires; le chercheur, pour la bonne marche de ses investigations, dépend de la plus ou moins bonne volonté du personnel des bibliothèques; là où l'accueil est aimable, il restera volontiers et inversement; là où on lui transmet avec efficacité les titres demandés, il pour



ra travailler avec efficacité et inversement. En règle très générale, le contact semble meilleur dans les bibliothèques de petite taille que dans des instituts ~~massifs~~ d'archivages, froids et pesamment paperassiers.

- aléas des moyens de reproduction des morceaux choisis (difficultés ou impossibilité de faire des photocopies, problèmes de retranscription du microfilm en photocopie, rendant parfois la lecture ardue).

- facteur temps de travail à disposition. Même en bénéficiant, comme dans mon cas, de conditions matérielles avantageuses, un choix s'impose quant à la manière d'utiliser le temps à disposition pour sa recherche. Ainsi, telle bibliothèque s'avère plus riche que prévu, alors que le temps envisagé pour son utilisation ne peut être rallongé en proportion. À l'opposé, telle bibliothèque ne présente finalement que peu de documents, le temps disponible étant confortable, ce sont les quelques journaux conservés qui vont être étudiés en détail. Cette disproportion découlant du facteur temps de travail privilégiera donc certains journaux au détriment d'autres titres, uniquement pour des considérations de répartition géographique des bibliothèques et du temps employable.

Cette presse anarchiste multiforme est à considérer comme un formidable recueil d'indices. En traitant donc cette matière de manière *impressionniste* et en usant de *panachages*, j'ai été très sensible aux textes offrant un caractère durable, a-temporel, non uniquement réductibles aux spécificités de l'époque; de pareils textes, débordant leur période d'élaboration, peuvent demeurer riches d'enseignements. Le paradoxe de ma recherche a été de vouloir présenter l'histoire, le cheminement de quelque chose d'a-temporel, d'a-historique comme l'est, à mon avis, fondamentalement l'anarchisme. Cependant, cela ne signifie pas que n'aient pas été retenus les articles qui expriment les grands enjeux du moment, de même que les commentaires sur le processus révolutionnaire et ses difficultés. J'ai également pris en considération les sujets de préoccupation revenant avec insistance et le *poids* respectif attribuable aux publications (voir à ce sujet, une typologie des journaux, dans le chapitre "Présentation de la presse anarchiste", qui essaye de qualifier l'orientation des titres dépouillés).

Parmi cet amoncellement de papier imprimé, je me suis senti particulièrement touché par les textes *vivants* (et même *pittoresques*) comme les reportages, les interviews, les petits billets qui traduisent souvent mieux les espoirs, les embarras ou les déceptions de l'époque. Je me suis aussi attaché à recueillir des informations sur la vie quotidienne, si importante pour mesurer l'ampleur d'un changement social.

Certains petits journaux, connaissant une faible distribution (par exemple *Al Margen*) ont pourtant été spécialement retenus dans la mesure où ils exprimèrent des positions originales, détonnantes et dignes d'intérêt pour l'étude de l'évolution des idées libertaires.

J'ai dû regretter le peu de relations existant entre le journal anarchiste et ses lecteurs : les lettres des lecteurs sont très rarement publiées et les journalistes n'encouragent guère leur public à réagir ou à se manifester dans le cadre d'"enquêtes-sondages".

Au-delà de ce manque de "prise de parole" des lecteurs s'esquisse la question de l'opinion publique. Du fait de l'existence de classes sociales très nettement marquées, je pencherai plutôt pour le concept d'opinion populaire. Dans quelle mesure, les journaux anarchistes influençaient-ils cette opinion populaire ? Et les textes des publications de la CNT-FAI reflétaient-ils la réalité sociale vécue par le plus grand nombre ? Autrement dit, la presse libertaire représente-t-elle un moyen adéquat pour appréhender la révolution espagnole ? Autant de questions fondamentales auxquelles il n'est pas du tout aisé d'apporter de réponses satisfaisantes et définitives. Le *réel* est trop riche pour qu'un miroir, même composé de dizaines et de dizaines de journaux facettes, puisse prétendre le refléter dans son entier. A contrario, ce qu'on lisait dans les colonnes de la presse anarcho-syndicaliste reproduisait-il vraiment la réalité

du moment ? Et même dans l'hypothèse *absurde* où, malgré la propagande, malgré les intérêts forcément partisans, cette presse aurait été parfaitement crédible et sûre, la démarche historiographique — par les choix, par les raccourcis, par les synthèses qu'elle impose — en serait, ensuite, nécessairement venue à en briser l'harmonie, à en rompre la cohérence, et déjà par le simple fait de l'espace, bien sûr limité, du livre. Il s'avère, de toute manière, ardu de vouloir mesurer l'impact, l'influence que pouvait avoir la presse dans l'agitation de la guerre civile. Dans l'Espagne de 36, les milieux populaires avaient une soif intense de savoir, un vif désir de connaissance et les nouveaux journaux correspondirent à un tel besoin. L'analphabétisme sévissait largement parmi les couches populaires — quoique dans une moindre proportion en Catalogne — mais il ne formait pas un obstacle incontournable à la diffusion des articles, car certains textes étaient repris par des radios, tandis que sur le front, dans les entreprises ou dans les champs, la lecture des journaux pouvait se faire à haute voix et en commun. J'estime qu'à un demi-siècle de distance, la presse est nettement plus fiable et riche pour saisir l'état des esprits et l'atmosphère de la guerre civile que des tentatives, certes très louables, d'histoire orale, réalisées plusieurs dizaines d'années après et sur la base de la mémoire, forcément fragmentée et *actualisée*, des témoins.

Dans les citations des articles choisis, le style est parfois maladroit la syntaxe hésitante. Ces décalages ne sont pas vraiment dus à des erreurs de traduction (du moins je l'espère !), mais proviennent bien plutôt d'un manque d'habitude de certains collaborateurs à s'exprimer par écrit. Quant à l'emphasis présente dans beaucoup de textes, elle s'explique par la fougue et la furie de l'époque, par le militantisme bouillonnant et sans doute aussi par un penchant de la langue espagnole pour une certaine grandiloquence.

Il est très peu fait, dans l'ensemble, référence aux *pères putatifs* et autres théoriciens de l'anarchisme; et s'il fallait, malgré tout, établir un petit classement, Bakounine et Malatesta viendraient en tête. Une telle absence de goût pour la filiation doctrinale correspond finalement à l'*esprit* liber-

taire lui-même et démontre, d'autre part, que des masses d'affiliés se reconnaissent dans l'anarchisme sans avoir eu besoin de se *gaver* des oeuvres complètes des grands penseurs.

\*

Cette étude a eu pour origine un mémoire de licence en sciences politiques, réalisé sur le même sujet avec Patrice Favre, et présenté, en 1975, à l'université de Lausanne. Pour mener à bien mon travail, j'ai bénéficié d'une bourse du Fonds national suisse de la recherche scientifique qui m'a permis de vivre à Barcelone de 1978 à 1980 et de me rendre dans une vingtaine de bibliothèques et instituts (notamment à Salamanque, Amsterdam et Milan).

\*

Comme le constatait le libertaire italien Luigi Fabbri (*Archivo CNT-F.* 26 février 38) en commentant les aléas des anarchistes espagnols : " Chaque mouvement important perd une part de lui-même à chaque pas qu'il fait dans le sens de la mise en action de son programme. Le contraste entre l'idéal absolu et la réalité relative, comme le frottement use une machine théoriquement éternelle et parfaite. " L'objectif que je me suis proposé a été précisément d'étudier les vicissitudes et décalages qui, comme autant de grains de sable, cailloux et rochers, usèrent les postulats de l'idéal et se mirent à obstruer le passage vers une société libertaire.

Ainsi, *Les AVATARS de l'anarchisme* seront considérés à partir des trois sens que revêt ce mot. D'abord, sous l'aspect des métamorphoses, évolutions, transformations vécues par le courant libertaire; puis, sous l'angle des difficultés, mésaventures, impasses subies par le mouvement anarcho-syndicaliste enfin, selon l'origine (indienne) du terme qui qualifiait les différentes incarnations des dieux sur terre, mais qui, dans le cas de l'acratie, s'applique à la confrontation concrète de la théorie idéale avec la réalité historique et ses multiples aspérités.



Je tiens ici à remercier chaleureusement les personnes qui m'ont apporté une aide dans mon travail, en particulier, Severino Campos, Marianne Enckell, Patrice Favre, Thierry Froidevaux, Marie-Christine Mikhailo, José Peirats, Adrien Porchet, Alejandro Sancho, Susana Tavera, le personnel des bibliothèques et archives consultées, les personnes qui ont conseillé et orienté ma recherche, Mary Nash, Jean-Pierre Aguet, Laurent Monnier, Rudolf de Jong. J'exprime aussi ma gratitude à Antoinette Mussard pour sa minutieuse et consciencieuse relecture du texte, ainsi qu'à Danièle Mussard pour son immense patience et son constant soutien.

\*

Au cours du dépouillement des publications, j'ai également pris en compte les illustrations (photos, dessins, caricatures, portraits, publicités, gros titres, ...). Cette iconographie anarchiste représente plusieurs centaines de sujets correspondant à 31 thèmes; elle est conservée sur microfilm. Pour des raisons budgétaires et de qualité de reproduction, il n'a malheureusement pas été possible d'introduire ces illustrations dans ce texte.

## SIGLES DES ORGANISATIONS POLITIQUES ET SYNDICALES

Acción Catalana Republicana	Parti catalan républicain
A.I.T.	Association Internationale des Travailleurs (anarchiste, continuation de la 1 <sup>ère</sup> Internationale.)
C.E.D.A.	Confédération Espagnole des Droites Autonomes (dirigée par Gil Robles)
C.N.T.	Confederación Nacional del Trabajo (Confédération Nationale du Travail, fondée en 1910 (anarcho-syndicaliste)
Esquerra	Esquerra Republicana de Catalunya (E.R.C.) (Formation catalaniste de gauche, créée en avril 1931; leader Luis Companys)
F.A.I.	Federación Anarquista Iberica (créée en 1927)
F.I.J.L.	Federación Iberica de Juventudes [Jeunesses] Libertarias (créée en 1932)
G.E.P.C.I.	Federación Catalana de Gremios y Entidades de Pequeños Comerciantes e Industriales (syndicat de commerçants et d'industriels affilié à l'UGT durant la guerre).
I.C.	Internationale Communiste (la Troisième) ou Komintern
Izquierda Republicana	Gauche Républicaine (produit de la fusion en 1934 des forces de Manuel Azaña, Casares Quiroga et Marcelino Domingo; leader Manuel Azana).
J.S.U.	Jeunesse Socialiste Unifiée (contrôlée par les communistes; leader Santiago Carillo).
JJ.LL.	Juventudes Libertarias (Jeunesses Libétaires)
J.C.I.	Jeunesse Communiste Ibérique (POUMiste)
G.P.U. ou GUEPEOU ou N.K.V.D.	Police secrète soviétique.
Lliga Catalana	Parti conservateur catalan (dirigé par Francisco Cambó)
P.C.E.	Parti Communiste Espagnol (fondé en 1920; principaux leaders José Diaz, Jésus Hernández Dolores Ibárruri dite "La Pasionaria")
P.N.V.	Parti Nationaliste Basque
P.O.U.M.	Parti Ouvrier d'Unification Marxiste (fondé en 1935 par la fusion de "La Gauche Communiste, du "Bloc Ouvrier et Paysan" et du "Parti Communiste Catalan"; parti marxiste dissident; principaux leaders Andrés Nin, Juan Andrade, Joaquín Maurín)
P.S.O.E.	Parti Socialiste Ouvrier Espagnol (fondé en 1879; principaux leaders Francisco Largo Caballero, Indalecio Prieto, Juan Negrin).
P.S.U.C.	Parti Socialiste Unifié de Catalogne (fondé le 24 juillet 1936 par la fusion de trois formations : - la "Fédération Catalane du Parti Socialiste", - le "Parti Proletarien Catalan", l'"Union Socialiste de Catalogne"; le PSUC est le parti communiste en Catalogne; principaux leaders : Juan Comorera, Miguel Valdés, Rafael Vidielia).
S.I.A.	Solidarité Internationale Antifasciste (mouvement anarchiste)
U.G.T.	Unión General de Trabajadores (Union Générale des Travailleurs; fondée en 1888) (syndicat proche du PSOE).
Union des Rabassaires	Mouvement syndical paysan catalan (fondé en 1934, il représente le principal appui populaire de l'Esquerra; leader José Calvet).
Unión Republicana	Union Républicaine (née de la scission du Parti Radical de Alejandro Lerroux survenue en 1934; parti de centre gauche dirigé par Diego Martínez Barrio.)

## ABREVIATIONS

*Boletín de Información CNT-FAI pour Boletín de Información CNT-AIT-FAI*  
*Solá pour Solidaridad Obrera*  
 (...) = coupure(s) dans le texte ou l'article cité  
 [...] = adjonction ou commentaire personnel  
 [Fin] = indication de la fin réelle d'un article cité

## NOMS PROPRES

Certains noms de personnes ou de lieux sont parfois écrits en catalan ou en castillan, selon la langue employée dans le texte d'origine cité. Par exemple Frederica (catalan) ou Federica (castillan) Montseny.

## ACCENTS

Je prie par avance le lecteur de bien vouloir excuser les omissions et les erreurs d'accents dans l'orthographe des mots espagnols ou catalans, dûs à l'absence d'une machine à écrire ad hoc et à une connaissance non parfaite de la langue castillane et catalane.





# L'ANARCHISME EN ESPAGNE



## L'ANARCHISME EN ESPAGNE

L'Espagne demeure le seul pays où l'anarchisme s'est inscrit durablement dans un mouvement de masse.

Jusqu'à la fin de la guerre civile, l'anarchisme menaça à diverses reprises, par le poids de son mouvement, les fondements de l'ordre politique de la société espagnole et, lors de l'échec du soulèvement nationaliste dans certaines parties du pays, spécialement en Catalogne, il se trouva pour la première fois en mesure de commencer réellement à réaliser son projet de société.

La trajectoire historique de l'anarchisme espagnol passe par de longues périodes de répression, contraignant à la lutte clandestine ou à l'exil, suivies de phases de reconstruction publique des groupements. Une extraordinaire vitalité déployée par ses militants permet au mouvement de renaître.

La caractéristique majeure de l'anarchisme espagnol est son profond enracinement populaire, parmi les ouvriers et les paysans, élément qui explique que la philosophie libertaire s'y soit traduite essentiellement sous la forme de l'anarcho-syndicalisme.

### DES PREMIÈRES THÉORIES SOCIALISTES À L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

Il est historiquement aisé et conventionnel de dater l'éclosion de la doctrine anarchiste en Espagne. En effet, c'est au mois d'octobre 1868 que l'italien Giuseppe Fanelli, ingénieur et ami de Bakounine, fut envoyé en Espagne afin d'y propager les idées de la tendance libertaire de la Première Internationale.

Ne parlant pas espagnol, Fanelli<sup>1</sup> ne put établir aucun contact à Barcelone,

1. Fanelli avait rencontré Bakounine en 1866 à Ischia. Ex-Garibaldien et ex-Maziniériste, Fanelli accomplit de longs séjours en prison et se rallia aux idées du révolutionnaire russe, tout en étant député au Parlement italien. (...) "en sa qualité de député, il voyageait gratuitement sur tous les trains italiens. Il passait donc son temps en voyages, à prêcher la révolution sociale dans les villages et, la nuit, il reprenait le train pour dormir." Gerald Brenan, *Le labyrinthe espagnol*, p. 103

mais il se rendit à Madrid où il réussit à gagner aux idées révolutionnaires un groupe de jeunes ouvriers, parmi lesquels figurait l'un des futurs théoriciens de l'anarchisme espagnol, le typographe Anselmo Lorenzo. Le premier noyau de l'Internationale était ainsi créé. Au cours des quatre mois de son séjour dans le pays, Fanelli parvint à susciter un profond enthousiasme qui se concrétisa rapidement dans la création de groupes d'adeptes de l'Association Internationale des Travailleurs (AIT), en particulier en Andalousie, en Catalogne, à Madrid et à Valence. \*

\* \* \*

Les théories socialistes dans l'Espagne du milieu du XIX<sup>ème</sup> siècle avaient rencontré un écho limité. En retard dans son industrialisation en comparaison de la France et de l'Angleterre, le pays avait pourtant connu de nombreuses et vives luttes sociales.

Depuis 1835 s'étaient constituées des sociétés ouvrières de résistance et, en 1840, la première coopérative de consommation était créée à Barcelone. En 1846, Fernando Garrido, un disciple de Charles Fourier, fonda à Madrid le journal *La Atracción*, considéré comme la première publication espagnole de tendance socialiste et en 1847, sous la direction de Narciso Monturiol, fut créé à Barcelone *La Fraternidad* qui préconisait le communisme de Cabet.

Une école sociétaire fouriériste se développa à Cadix sous l'impulsion de l'officier de marine Joaquín Abreu y Orta, alors que la pensée de Saint-Simon était propagée à Barcelone auprès de jeunes radicaux par le médecin Pere Felip Monlau.

Le premier groupement important de type syndical, "l'Union de Classes" apparut en 1854 "dans une Catalogne déjà imprégnée par les idées de Proudhon"<sup>2</sup>.

Dans les années 1850, les campagnes du centre et du sud connurent de nombreux soulèvements à la suite du morcellement des biens communaux.

En juillet 1855, la première grève générale qu'a connue l'Espagne paralyse durant 8 jours Barcelone et diverses autres villes catalanes. Au cours des années suivantes, plusieurs insurrections paysannes éclatent en Andalousie, région des

\* La complexe question de l'explication du succès de l'implantation de l'anarchisme en Espagne sera traitée dans un chapitre à part, à la fin de cette introduction.

2. César M. Lorenzo, *Les anarchistes espagnols et le pouvoir 1868-1969*, p. 15

grandes propriétés terriennes (latifundias).

Une coalition de courants politiques libéraux et démocrates aidée par des militaires mécontents provoqua le détronement de la reine Isabelle II, en septembre 1868, et ouvrit une période de libertés, souvent appelée "révolution démocratique" qui dura cinq ans et qui permit aux forces ouvrières de sortir d'une certaine clandestinité pour oeuvrer au grand jour.

Les nouvelles libertés politiques eurent comme conséquence un accroissement de l'action sociale et offrirent des conditions propices au développement dans le pays de l'Association Internationale des Travailleurs (qui avait été fondée à Londres en 1864).

L'échec d'un soulèvement des républicains fédéralistes de Catalogne, du Levant et d'Aragon en automne 1869, pour protester contre l'approbation d'une constitution qui établissait la monarchie comme régime pour l'Espagne, consomma la séparation entre le républicanisme fédéral et l'ouvriérisme révolutionnaire, les éléments républicains en rébellion ayant témoigné de grande incapacité et de fluctuation. Cet échec, ainsi que des promesses (impôt, service militaire) non tenues par le gouvernement provisoire, influença fortement les couches populaires dans leur méfiance, voire leur aversion, à l'égard de la politique et des politiciens.

La branche espagnole de l'A.I.T. fut créée en juin 1870 à Barcelone lors d'un congrès rassemblant 89 délégués, représentant 150 sociétés ouvrières, soit environ une vingtaine de milliers de travailleurs, en majorité catalans. Elle se dota du nom de "Fédération de la Région Espagnole" en vertu des idéaux internationalistes qui amenaient à estimer que des nations comme l'Espagne, l'Italie, la France, ... étaient autant de "régions" d'une seule patrie humaine.

La structure de l'organisation a pour base la section de métier qui rassemble dans une localité les travailleurs d'une même profession, les sections d'un même métier se regroupant ensuite au plan national. D'un point de vue géographique, l'ensemble des sections de métiers d'une localité forme la Fédération Locale, qui s'occupe des caisses de résistance, des coopératives et de l'instruction. Les Fédérations locales se rassemblent à l'échelle nationale pour constituer la Fédération Régionale

Espagnole dotée d'un Conseil Fédéral désigné par le congrès.

La Fédération Régionale Espagnole (F.R.E.) s'inspira étroitement des statuts de la Fédération Jurassienne (Suisse), la branche de l'Internationale où les idées libertaires s'étaient le plus implantées.

La première Internationale adopta en Espagne les positions de la tendance bakouninienne exprimée dans l'Alliance de la Démocratie Socialiste. Le programme de cette alliance, rédigé par Michel Bakounine, était guidé par l'égalitarisme économique et le collectivisme (abolition de la propriété privée et du droit d'héritage), il rejetait l'Etat, la politique et le parlementarisme, insistait sur l'importance du principe fédéraliste avec en corollaire l'internationalisme, prônait l'athéisme, mettait l'accent sur une instruction égalitaire et proclamait l'impérieuse nécessité de la révolution sociale.

La fin tragique de la Commune de Paris, au printemps 1871, qui marqua le début du déclin de l'A.I.T., ne stoppa pourtant pas le développement de l'Internationale en Espagne (où se réfugièrent divers dirigeants de la Commune), car ce fut le seul pays avec l'Italie où l'A.I.T. continua de croître. Devant la crainte d'une reproduction en Espagne d'une "commune", le gouvernement durcit nettement son attitude envers les internationalistes et le Conseil Fédéral dut se transférer à Lisbonne. Fuyant la répression déclenchée contre les membres de la Commune de Paris, Paul Lafargue, gendre de Karl Marx et membre du Conseil de l'A.I.T., se réfugia à Madrid où il fonda le journal *La Emancipación* et regroupa les premiers cercles de marxistes espagnols qui militèrent pour la création d'un parti ouvrier.

Lors du schisme survenu au congrès de La Haye au début septembre 1872 et qui consacra la rupture entre les courants marxistes et libertaires de l'Internationale, la branche espagnole se rangea aux côtés des fédérations qui avaient refusé - au nom du fédéralisme - l'accroissement des pouvoirs du Conseil Général de Londres et repoussé la thèse de la nécessaire action politique de la classe ouvrière constituée en parti politique.

Sitôt après l'éclatement intervenu à La Haye, les fédérations anti-autoritaires se réunirent à Saint-Imier dans le Jura suisse. Les résolutions adoptées firent "date";

pendant très longtemps, elles seront des références constantes pour les anarchistes et certains syndicalistes révolutionnaires."<sup>3</sup> La troisième résolution, qui portait sur la nature de l'action politique du prolétariat, vaut particulièrement la peine d'être citée car elle fut l'un des textes fondamentaux de l'anarcho-syndicalisme ibérique (et international).

"Considérant (...) : que les aspirations du prolétariat ne peuvent avoir d'autre objet que l'établissement d'une organisation et d'une fédération économiques absolument libres, fondées sur le travail et l'égalité de tous et absolument indépendantes de tout gouvernement politique, et que cette organisation et cette fédération ne peuvent être que le résultat de l'action spontanée du prolétariat lui-même, des corps de métier et des communes autonomes;

Considérant que toute organisation politique ne peut rien être que l'organisation de la domination au profit d'une classe et au détriment des masses, et que le prolétariat, s'il voulait s'emparer du pouvoir, deviendrait lui-même une classe dominante et exploitante;

Le congrès réuni à Saint-Imier déclare :

1. Que la destruction de tout pouvoir politique est le premier devoir du prolétariat;
2. Que toute organisation d'un pouvoir politique soi-disant provisoire et révolutionnaire pour amener cette destruction ne peut être qu'une tromperie de plus et serait aussi dangereuse pour le prolétariat que tous les gouvernements existants aujourd'hui;
3. Que, repoussant tout compromis pour arriver à l'accomplissement de la révolution sociale, les prolétaires de tous les pays doivent établir, en dehors de toute politique bourgeoise, la solidarité de l'action révolutionnaire."

C'est en Espagne que l'A.I.T. rencontra le plus grand rayonnement parmi la population laborieuse. Selon l'historien catalan Josep Termes "vers la fin de 1872, à l'époque du congrès de Cordoue, la Fédération Régionale avait de 25'000 à 30'000 affiliés, groupés dans cent fédérations locales constituées et autant en voie de constitution. La plus grande de toute continuait à être celle de Barcelone, qui alors avait plus de 10'000 affiliés, c'est-à-dire un tiers, ou plus, du total. (...) Les deux tiers des forces internationalistes étaient en Catalogne (et de celles-là la moi-

3. Marianne Enckell, La Fédération jurasienne, pp 79-81. Ed. La Cité, Lausanne 1971

tié à Barcelone) et la majeure partie du tiers restant se distribuait entre le Pays Valencien, l'Andalousie et, à un moindre degré, en Castille."<sup>4</sup>

En février 1873, après l'abdication du roi Amédée de Savoie, la Première République est proclamée. Durant les onze mois de son existence, elle se caractérisa par son choix du fédéralisme<sup>5</sup> et par son anticléricalisme. Divisés devant l'attitude à adopter vis-à-vis de la République, les membres de la F.R.E. ne jouèrent pas un rôle moteur en cette circonstance.

Le bouillonnant mouvement cantonaliste qui proclamait la décentralisation du pays en une multitude de cantons autonomes s'étendit principalement dans le sud où de nombreuses villes et bourgades rompirent tout lien avec le pouvoir central. Des militants internationalistes participèrent parfois à des organismes locaux de pouvoir, les juntas cantonales révolutionnaires, aux côtés de républicains bourgeois, préfigurant, dans une certaine mesure, la future collaboration politique des anarchistes en 1936.

Lors des événements d'Alcoy (au début juillet 1873 dans la province de Valence ville qui était le siège du Conseil Fédéral de la F.R.E., un groupe d'anarchistes joua un rôle de premier plan dans la radicalisation d'une grève générale en émeute insurrectionnelle. Le maire fut tué, la municipalité destituée par un "comité de salut public" dirigé par le maître d'école Severino Albarracín, mais, au bout de cinq jours, le soulèvement tourna court par l'intervention de l'armée dans la ville.

En dépit des déclarations officielles d'apolitisme, les internationalistes de Barcelone participèrent aux élections municipales de 1873. L'Internationale à Barcelone suivit une ligne plus modérée que celle du Conseil Fédéral.

4. Josep Termes, *Federalismo, anarcosindicalismo y catalanismo*, pp 33-34. Cet historien spécialiste de la Première Internationale est l'auteur de deux autres études documentées et complètes : *El movimiento obrero en España: La Primera Internacional (1868-1881)* et *Anarquismo y sindicalismo en España: La Primera Internacional (1868-1881)*.

5. Pi y Margall (1824-1901) traducteur de Proudhon et principal introducteur de ses doctrines en Espagne, théoricien du fédéralisme espagnol et leader du Parti Fédéraliste, fut élu président de la République.



La fragile République fut renversée en janvier 1874 par le coup d'Etat du général Pavía.

L'autoritarisme du nouveau régime, qui restaurera une année plus tard la monarchie bourbonne, proscrit le fédéralisme et l'internationalisme, dont les partisans furent contraints de passer à la clandestinité ou de prendre le chemin de l'exil.

Durant sept années, la Fédération Régionale Espagnole survit dans la clandestinité en butte à une répression systématique.

La nécessité de travailler dans la clandestinité amena les instances dirigeantes à structurer pyramidalelement la F.R.E., en l'organisant par le biais de groupes secrets. Le noyau dirigeant trouvait des avantages dans cette situation puisqu'il pouvait agir au-travers de petits groupes radicalisés au lieu de devoir, à l'instar de l'époque antérieure, s'appuyer sur des masses syndicales peu enclines à accepter l'action radicale.

A noter que ce goût des sociétés secrètes, de l'activisme de petites minorités et d'une direction centralisée, élitiste, voire occulte, du mouvement révolutionnaire est une constante obscure de la pensée de Bakounine, une faille en contradiction vive avec ses affirmations continuelles contre l'autoritarisme, le parti politique comme moyen, la centralisation et aussi son rejet viscéral d'un gouvernement au nom de la seule "intelligence scientifique".

Durant ces années de clandestinité forcée, la F.R.E. prit part aux congrès de l'A.I.T. anti-autoritaire jusqu'au congrès belge de Verviers (septembre 1877) qui marqua la disparition de la Première Internationale (la branche marxienne de l'A.I.T. s'étant éteint auparavant lors de la conférence de Philadelphie en juillet 1876).

Des divergences sérieuses se firent jour parmi la direction de la F.R.E.. Les tenants (minoritaires) de l'insurrectionnalisme — la révolution sociale immédiate par la voie insurrectionnelle — proposaient également la justification des représailles tant contre les représentants des exploités que contre leurs biens. D'autre part, un courant majoritaire, implanté principalement en Catalogne, optait pour la lutte syndicale, l'opposition au capitalisme des travailleurs organisés en sections syndicales représentant l'embryon de la future société où les moyens de pro-

duction seraient gérés par ces mêmes associations de travailleurs.

Au moment de sa dissolution en 1881, la F.R.E. ne comptait plus que 48 fédérations locales (avec quelque 3'000 militants) contre 112 en septembre 1876, alors qu'à son apogée, soit en août 1873, elle avait totalisé jusqu'à 270 fédérations locales. <sup>6</sup>

Durant les années d'existence de la F.R.E. apparurent plus de vingt hebdomadaires internationalistes. Les deux seuls titres qui purent dépasser trois ans d'âge furent publiés en Catalogne, *La Federacion* à Barcelone et *La Revista Social* à Manresa. <sup>7</sup>

6. Chiffres tirés de l'étude de Josep Termes, op cit, pp 43 et 45.

7. Renseignements extraits de l'article de Susanna Tavera i Garcia, La premsa anarcosindicalista (1868-1931), in Recerques, No 8, Barcelone ?

DE 1881 AU DÉBUT DU XX<sup>ÈME</sup> SIÈCLE

L'arrivée de libéraux au gouvernement, en février 1881, signifia une certaine ouverture politique. Une nouvelle Fédération espagnole put alors se reconstituer au grand jour, lors d'un congrès célébré à Barcelone en septembre, sous l'appellation de Fédération des Travailleurs de la Région Espagnole (F.T.R.E.). Cette organisation connut des débuts prometteurs et à la fin 1882, elle avoisinait les 60'000 membres avec quelque 700 sections.

L'implantation géographique de la Fédération se situait majoritairement en Andalousie avec environ 60 pour cent des affiliés, puis en Catalogne et enfin, avec de petites sections, dans le pays valencien et en Castille.

La conception de la lutte sociale différait sensiblement entre les militants catalans et andalous. Les premiers - composés en bonne part d'ouvriers d'industries et de manufactures - plaçaient leurs efforts dans la mise sur pied d'un syndicalisme non réformiste, homogène et se déployant dans une stratégie dépassant les luttes à court terme, alors que les anarchistes andalous - en majorité des journaliers agricoles et viticoles - envisageaient la révolution sociale comme un objectif atteignable dans l'immédiat par des actions locales de soulèvements ou d'émeutes.

Entre 1860 et 1900, la structure de la population laborieuse espagnole fut marquée par une grande stabilité en raison de la lente croissance de l'industrie; durant cette période, le secteur primaire (agriculture) occupe entre 60 et 65 % de la population active, le secteur secondaire (industrie) emploie 14 à 15 % et le secteur tertiaire (services), le 18 à 20 %. Il faut remarquer que dans la population de "l'industrie" se trouvent rangées encore une grande proportion de personnes qui se consacrent à des activités artisanales.<sup>8</sup>

8. Entre 1860 et 1900, la population active représenta le 40 % de la population totale. Chiffres tirés du chapitre "El anarquismo en Espana", écrit spécialement par Pere Gabriel pour l'édition espagnole du livre de George Woodcock : El anarquismo, pp 331-332.

La ténébreuse affaire de la Mano Negra (Main Noire) qui éclata en 1883 bloqua l'essor de la F.T.R.E. . Dans la province de Cadix et de Séville, plusieurs meurtres sont commis que les autorités attribuent à une société secrète "La Mano Negra" prétendument dirigée par des militants internationalistes et dont le but serait de renverser le gouvernement et l'aristocratie terrienne en recourant aux moyens les plus extrêmes. Il semble ressortir de cette mystérieuse affaire que "les autorités profitèrent du procès de la Mano Negra pour freiner rapidement et efficacement le mouvement ouvrier " et "pour infliger un dur coup à tout l'extrémisme agraire. Il fut utilisé comme prétexte quelques délits de droit commun qui ne furent jamais prouvés, mais qui donnèrent lieu à une répression implacable de tout groupe rural organisé. (...) Il y eut des centaines de prisonniers, beaucoup de déportés et quinze hommes condamnés à mort." <sup>9</sup>

Au congrès de Valence (octobre 1883), la F.T.R.E. prend officiellement position en condamnant les assassinats de la Main Noire et en dénonçant l'amalgame opéré par le gouvernement entre le banditisme et la lutte révolutionnaire.

L'affaire de la Main Noire, ainsi que la décision de dissoudre nominalement la Fédération pour passer à la clandestinité (septembre 1884) entraînèrent la fin de la F.T.R.E. qui s'éteignit finalement en octobre 1888. A sa place est mise sur pied l'Organisation Anarchiste de la Région Espagnole qui se veut le lieu d'un large rassemblement "de tous les individus, sociétés, groupes, cercles, journaux, etc. qui acceptent l'anarchisme sans distinction de procédés ni d'écoles économiques". En octobre 1889, l'Organisation change de nom pour s'appeler Pacte d'Union et de Solidarité, et qui par le biais de liens très souples, durera une dizaine d'années.

L'intensité des luttes sociales placèrent à nouveau l'Andalousie sur le devant de la scène politique. Dans la nuit du 8 janvier 1892, Jerez fut le théâtre d'une tentative d'insurrection particulièrement conséquente; cinq à six cents paysans marchèrent sur la ville, brandissant des fourches et des faucilles, dans le dessein de délivrer des prisonniers et de s'emparer de la cité. Au même moment,

<sup>9</sup> Clara E. Lida, -Anarquismo y revolucion en la Espana del XIX, p. 257 et - La Mano Negra, p. 23.

d'autres localités des environs connurent des soulèvements, propulsés par des paysans anarchistes. Contrairement à d'autres tentatives précédentes, le soulèvement de la région de Jerez était bien organisé, quoiqu'il fut rapidement réduit. Les insurgés avaient assassiné deux ou trois passants considérés comme des bourgeois. La répression déclenchée par les autorités se caractérisa par sa virulence : quatre inculpés furent exécutés au garrot, une vingtaine d'autres sont condamnés à de longues peines de travaux forcés, dont Fermin Salvochea (une peine de 12 ans), apôtre légendaire de l'anarchisme andalou, qui pourtant se trouvait emprisonné à Cadix lors de ce soulèvement.

Les implacables représailles exercées par le gouvernement provoquent des mouvements de protestation et de colère dans le reste du pays. "Entre 1892 et 1893, plus de vingt mille espagnols furent maintenus durant un temps considérable en détention préventive. Beaucoup de ces personnes avaient été torturées dans une intention de les obliger à révéler des noms de dirigeants anarchistes. Cette répression de grande envergure entre 1892 et 1897 poussa quelques anarchistes à recourir à la terreur et à l'assassinat." <sup>1</sup>

Une série d'attentats qui affectent surtout Barcelone déferla à partir de 1893. Les principaux actes de terrorisme furent l'explosion d'une bombe dans le théâtre du Liceo (20 spectateurs tués, en novembre 1893) et le lancement d'une bombe contre une procession (12 personnes tuées et une quarantaine blessées en juin 1896). Ce dernier acte de terrorisme déclencha une rafle géante parmi les milieux anarchistes catalans qui se termina par un procès intenté contre 87 militants incarcérés au fort militaire de Montjuich. Ce procès, fondé sur des déclarations obtenues par la torture et qui se solda par cinq condamnations à mort, souleva une grande indignation dans le pays et à l'étranger. Une vaste campagne de sensibilisation des esprits s'organisa pour demander la révision du procès de Montjuich, ainsi que ceux de la Mano Negra et de Jerez.

1. Temma Kaplan, *Origines sociales del anarquismo en Andalucía*, p. 207.

Les actes de terrorisme, qui pouvaient trouver une base dans certaines affirmations de nihilisme exprimées lors du congrès anarchiste international de Londres (juillet 1881) dans la mesure où il fut alors prôné l'étude des sciences techniques et chimiques en tant que "moyen d'attaque et de guerre", demeurèrent (comme en France) le fait d'individus isolés et généralement coupés du mouvement organisé, lequel, dans sa majorité, manifesta ses distances vis-à-vis des attentats "qui, identifiant anarchie et violence aveugle, amèneront certains à se définir comme "libertaires" (ou : *áoratas*) par opposition aux nihilistes" <sup>1</sup>

Durant les vingt dernières années du siècle, les milieux anarchistes furent traversés d'un intense débat idéologique.

La doctrine du communisme anarchiste supplanta peu à peu les thèses collectivistes. Les discussions tournaient, en particulier, autour de la question de la rétribution du travail dans la société future.

La conception collectiviste, diffusée auparavant par Proudhon et Bakounine, prévoyait une rétribution du travail par la collectivité en fonction du temps de labeur accompli, en vertu du principe *à chacun selon son travail*.

Le courant de l'anarcho-communisme, représenté par Pierre Kropotkine, Errico Malatesta, Carlo Cafiero et Elisée Reclus, affirmait la nécessité de considérer comme étant commun, non seulement les instruments, mais aussi le produit du travail. Il préconisait, avec un certain optimisme, le rejet de tout contrôle social et la *prise au tas* estimée possible dans une économie délivrée du gaspillage et de l'Etat, et où la production serait rationnellement organisée, vision résumée par la formule *de chacun selon sa capacité à chacun selon ses nécessités*.

Toutefois, les disputes théoriques entre *collectivistes* et *communistes* se pondérèrent progressivement et vers les années 1890 prévalut l'idée, lancée par

1. Jacques Maurice, L'anarchisme espagnol, p. 31.

Fernando Tárrida del Mármol, d'un *anarchisme sans adjectif*, conception qui se refuse à la discussion détaillée d'un programme préalable pour la future organisation sociale.

Les idées-forces de la doctrine \* sont ainsi condensées par José Alvarez Junco dans les conclusions de son étude détaillée sur "L'idéologie politique de l'anarchisme espagnol (1868-1910)" :

"Le répertoire d'idées (ideario) anarchiste est une conjonction de la conception démocratico-rationnel-industriel propre de la bourgeoisie libérale (...) et de la critique du capitalisme depuis la perspective de la classe travaillante, avec des vues à la collectivisation des biens sociaux. Sur des points comme l'antimilitarisme ou l'antipatriotisme, cette dualité est très claire (car la critique se fait, à la fois, depuis le cosmopolitisme rationaliste et humanitaire et depuis la perspective de la classe opprimée). (...) Ce que l'anarchisme partage avec le reste du libéralisme démocratique radical espagnol (...) est beaucoup : souveraineté individuelle, anti-théisme et anticléricalisme, foi dans le progrès, cosmopolitisme, (...).

Les concepts de Nature et d'harmonie (...) [sont] d'authentiques pivots sur lesquels tournent non seulement le reste des suppositions philosophiques acrates, mais aussi quelques principes pratiques fondamentaux, comme le spontanéisme, dont les considérations atteignent le terrain moral, le système politique et économique de la société future, les relations sexuelles, la pédagogie et l'organisation et des tactiques révolutionnaires (terrain dans lequel la mise au point idéaliste et optimiste, l'action conformément aux principes et non aux situations concrètes, a fréquemment de graves répercussions). (...)

L'insistance de la foi anarchiste dans la science et le progrès, ce qui soumet à des rectifications les interprétations consacrées de l'anarchisme comme expression d'un idéal pré-industriel ou comme impulsion fondamentalement éthico-religieuse de type millénaire. (...)

La définition et analyse du concept d'anti-politicisme, véritable moëlle épinière des tactiques anarchistes et trait original et distinctif par excellence face au reste des groupes révolutionnaires." <sup>1</sup>

\* Au demeurant, "idéologie un peu anonyme, une espèce de *mentalité* collective", "un courant politique qui se caractérisa en bonne mesure par ne pas être une doctrine, sinon une attitude (dans laquelle gestes et symboles sont parfois plus importants que des paroles)."; pages 8 et 10.

1 . José Alvarez Junco, La ideologia politica del anarquismo espanol, pp584-587.

Au long de son histoire, l'anarchisme espagnol a vécu le singulier paradoxe que dans LE pays où les idées libertaires ont précisément rencontré le plus intense rayonnement, l'originalité de pensée et les innovations conceptuelles de ses théoriciens indigènes se sont avérées bien faibles.<sup>1</sup>

A remarquer que l'anarchisme individualiste - théorisé par le philosophe allemand Max Stirner - a toujours été très minoritaire en Espagne et n'y a trouvé que fort peu d'adeptes.

1 . J. Alvarez Junco note ainsi dans l'introduction de son étude : "La rare originalité doctrinale de l'anarchisme espagnol et sa dépendance des classiques russes ou français est telle que plus d'une fois, l'intérêt d'une recherche comme celle-ci a été mise en doute. Mais si cet argument avait été décisif, on devrait abandonner totalement l'histoire de la pensée politique espagnole, dont le caractère tributaire - spécialement de sources françaises - est notoire au long de tout son parcours."

Ce spécialiste de l'idéologie anarchiste donne un résumé synthétique des thèmes spécifiques abordés par les principaux théoriciens espagnols : "Anselmo Lorenzo toucha de préférence la relation individu-société, la critique du darwinisme, celle du pouvoir, l'anti-politicisme et, dans ses dernières années, le syndicalisme; Ricardo Mella, l'organisation économique de la société future (collectiviste), l'anti-politicisme et la critique du système démocratique; José Prat, l'analyse des classes sociales, l'anti-réformisme, l'anti-politicisme et le syndicalisme; Fermin Salvochea, les attaques au militarisme et au patriotisme; J. López Montenegro, l'anticléricalisme et, plus tard, la grève générale; Francisco Ferrer, l'enseignement, le syndicalisme, l'anticléricalisme et l'antimilitarisme; le futur *Azorín*, l'antimilitarisme et la criminologie; Salvador Suñé, le communisme et le spontanéisme organisatif; Teresa Claramunt, l'anti-politicisme et le féminisme; *Soledad Gustavo* (Teresa Mañé), l'enseignement et le féminisme; Fernando Tárreda del Mármol, la mise au point "scientifique" de la question sociale, la critique du pouvoir et l'anti-politicisme; Juan Montseny (*Federico Urales*), la critique morale, la violence, l'enseignement."

J. Alvarez Junco, op cit, pages 8 et 9.



Le socialisme marxiste espagnol assit ses structures par la fondation, en juillet 1879 à Madrid, du Parti Socialiste Ouvrier Espagnol (P.S.O.E.), puis, en août 1888, d'une centrale syndicale de type réformiste, l'Union Générale des Travailleurs (U.G.T.), qui lui sera organiquement rattachée.

Le suffrage universel est rétabli en 1890, ce qui permet par la suite aux socialistes de se présenter devant l'électorat, avec un programme marqué par la modération et inspiré des thèses et tactiques du guesdisme et de la social-démocratie allemande. Mais le contexte de la société espagnole, caractérisé par la dureté des luttes sociales et la défiance d'une bonne part du prolétariat à l'égard de la politique, ainsi qu'une longue tradition de fraude électorale accompagnée de la forte pression exercée par les caciques sur l'électorat campagnard, concoururent à gêner considérablement le développement du P.S.O.E.. En 1899, l'UGT ne regroupait qu'une quinzaine de milliers de militants alors que le PSOE, dont le leader fondateur était le typographe Pablo Iglesias, n'était parvenue qu'à faire élire cinq ou six conseillers municipaux.

Ce n'est qu'avec le début du siècle que la centrale syndicale socialiste parvint à décoller pour dépasser les cinquante mille membres vers 1905, son implantation étant surtout profonde parmi les métallurgistes du Pays Basque, les mineurs des Asturies et à Madrid.

La perte de Cuba, de Puerto Rico et des Philippines en 1898, qui sonna le glas de l'empire espagnol d'outre-océan (le Maroc demeurant en partie espagnol), souleva une crise de conscience parmi les intellectuels et aviva l'opposition des régions développées industriellement et portées vers l'autonomisme, comme la Catalogne et le Pays Basque.

En Catalogne, les conservateurs essayent de canaliser le sentiment régiona-

liste catalan par la création, en avril 1901, d'une formation politique - la Lliga Regionalista - dirigée par le financier Francesc Cambó, qui dominera le catalanisme jusqu'en 1923. Afin de faire obstacle à la percée électorale du catalanisme politique, qui résolument opposé au centralisme pouvait menacer l'*unité* de l'Etat espagnol les milieux politiques gouvernementaux appuient discrètement, mais avec efficacité le politicien Alexandre Lerroux qui fondera, en 1908, le Parti Radical. Ancien journaliste, Lerroux, habile démagogue, se signala par son anticatalanisme, son anticléricalisme farouche et par son républicanisme volontiers ouvriériste, ce qui lui acquit durant quelques années une réelle influence parmi les couches populaires.

Dans les années 1901-1902<sup>éclatent</sup> de nombreuses grèves générales dans le pays, placées sous le signe de la vaste revendication de la journée de huit heures.

En février 1902, Barcelone est paralysée par une grève générale d'une semaine, déclenchée pour appuyer les ouvriers métallurgistes en grève depuis deux mois. Le mouvement toucha près de cent mille ouvriers, mais se solda par un cuisant échec : les métallurgistes devaient continuer à travailler 10 heures et plus de 1'500 licenciements furent prononcés.

Les durs revirements enregistrés en ces occasions par la tactique de la grève générale, qui ne s'avéra pas être la "recette" capable d'ouvrir le passage à une généralisation de la révolution, déconcerta les milieux prolétariens et engendra une crise parmi le mouvement ouvrier libertaire qui dura près de cinq ans.

\*  
\* \*  
\*

## LE CONGRÈS D'AMSTERDAM

Il vaut la peine de s'arrêter sur l'important débat d'idées qui se déroula en août 1907 lors du congrès anarchiste international d'Amsterdam, au sujet de l'attitude à adopter à l'égard du syndicalisme, dans la discussion sur "Syndicalisme et Anarchisme".

Le syndicalisme révolutionnaire français, structuré dans la Confédération Générale du Travail (C.G.T.), venait par la Charte d'Amiens (octobre 1906) d'affirmer son autonomie : "La CGT groupe, en-dehors de toute école politique, tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat." Coupés du monde ouvrier et conscients de l'insurmontable impasse des attentats individuels, nombre d'anarchistes français décidèrent, à partir des années 1890, d'entrer activement dans les syndicats; leurs efforts parvinrent à orienter les syndicats hors de la lutte légaliste dans laquelle les sociaux-démocrates les avaient placés. Fernand Pelloutier (au-travers des Bourses du Travail) et Emile Pouget (par son intense activité de propagandiste) furent les principaux instigateurs de ce virage vers une radicalisation du combat syndical. A partir du début du siècle, le courant du syndicalisme révolutionnaire chercha à se dégager de toute tutelle - fut-elle anarchiste - en se constituant en une sorte de "Parti du Travail".<sup>1</sup>

Lors du congrès d'Amsterdam, Pierre Monatte défend et illustre l'expérience française d'un syndicalisme révolutionnaire autonome et indépendant :

"Le syndicalisme révolutionnaire français, à la différence du socialisme et de l'anarchisme qui l'ont précédé, s'est affirmé moins par des théories que par des actes et c'est dans l'action plus que dans les livres qu'on doit aller le chercher. (...) Le syndicalisme, qui est la preuve d'un réveil du mouvement ouvrier, a rappelé l'anarchisme au sentiment de ses origines ouvrières; d'autre part, les anarchistes n'ont pas peu contribué à entraîner le mouvement ouvrier dans la voie révolutionnaire et à populariser l'idée de l'action directe. (...). En France, la C.G.T. laisse loin derrière elle, par la force numérique autant que par l'influence exercée, le Parti socialiste : elle prétend représenter elle seule la classe ouvrière, et elle a repoussé hautement toutes les avances qui lui ont été faites depuis quelques années. L'autonomie a fait sa force et elle entend demeurer autonome. (...)

1 . L'expression était employée par les syndicalistes révolutionnaires, en particulier par Pouget qui en fit le titre d'une de ses brochures en 1905.

Voir Christian de Goustine, Pouget Les matins noirs du syndicalisme, p. 85, Ed. de la Tête de Feuilles, Paris 1972 et Jean Maitron, Le mouvement anarchiste en France, tome I, pp 322-323, Ed. Maspéro, Paris 1975.

le syndicalisme révolutionnaire [est] la doctrine qui fait du syndicat l'organe, et de la grève générale le moyen de la transformation sociale. Mais - et j'appelle sur ce point, dont l'importance est extrême, toute l'attention de nos camarades non français - ni la réalisation de l'unité ouvrière, ni la coalition des révolutionnaires n'auraient pu, à elles seules, amener la C.G.T. à son degré actuel de prospérité et d'influence, si nous n'étions restés fidèles, dans la pratique syndicale, à ce principe fondamental qui exclut en fait les syndicats d'opinion : un seul syndicat par profession et par ville. La conséquence de ce principe, c'est la neutralisation politique du syndicat, lequel ne peut et ne doit être ni anarchiste, ni guesdiste, ni allemaniste, ni blanquiste, mais simplement ouvrier. Au syndicat, les divergences d'opinion, souvent si subtiles, si artificielles, passent au second plan; moyennant quoi, l'entente est possible. Dans la vie pratique, les intérêts priment les idées. (...) Le syndicalisme, a proclamé le congrès d'Amiens en 1906, se suffit à lui-même. Cette parole, je le sais, n'a pas toujours été très bien comprise, même des anarchistes. Que signifie-t-elle cependant, sinon que la classe ouvrière, devenue majeure, entend enfin se suffire à elle-même et ne plus se reposer sur personne du soin de sa propre émancipation. Quel anarchiste pourrait trouver à redire à une volonté d'action si hautement affirmée ?

Le syndicalisme (...) ouvre à l'anarchisme, trop longtemps replié sur lui-même, des perspectives et des espérances nouvelles. Que tous les anarchistes viennent donc au syndicalisme : leur oeuvre en sera plus féconde, leurs coups contre le régime social plus décisifs. (...) "

Errico Malatesta réfuta avec énergie les prétentions du syndicalisme révolutionnaire à vouloir se substituer à la doctrine anarchiste. Au nom des principes de l'anarchisme, Malatesta développa une critique du courant purement syndicaliste, en relevant les limites que lui imposaient ou dictaient la défense d'intérêts matériels concrets et l'amélioration des conditions de travail, éléments d'action qui ne portaient pas en eux-mêmes un potentiel de transformation révolutionnaire de la société :

Le syndicalisme, ou plus exactement le mouvement ouvrier (le mouvement ouvrier est un *fait* que personne ne peut ignorer, tandis que le syndicalisme est une doctrine, un système, et nous devons éviter de les confondre) le mouvement ouvrier, dis-je, a toujours trouvé en moi un défenseur résolu, mais non aveugle. C'est que je voyais en lui un terrain particulièrement propice à notre propagande révolutionnaire, en même temps qu'un point de contact entre les masses et nous. (...) Je veux aujourd'hui comme hier, que les anarchistes entrent dans le mouvement ouvrier. Je suis, aujourd'hui comme hier, un syndicaliste, en ce sens que je suis partisan des syndicats. (...) Le mouvement ouvrier n'est pour moi qu'un moyen - le meilleur évidemment de tous les moyens qui nous sont offerts. Ce moyen, je me refuse à le prendre pour un but, et mêm-

me je n'en voudrais plus s'il devait nous faire perdre de vue l'ensemble de nos conceptions anarchistes, ou plus simplement nos autres moyens de propagande et d'agitation. Les syndicalistes, au rebours, tendent à faire du moyen une fin, à prendre la partie pour le tout. Et c'est ainsi que dans l'esprit de quelques-uns de nos camarade le syndicalisme est en train de devenir une doctrine nouvelle et de menacer l'anarchisme dans son existence même.

Or, même s'il se corse de l'épithète bien inutile de révolutionnaire, le syndicalisme n'est et ne sera jamais qu'un mouvement légalitaire et conservateur, sans autre but accessible - et encore!- que l'amélioration des conditions de travail. (...)

L'erreur fondamentale de Monatte et de tous les syndicalistes révolutionnaires provient, selon moi, d'une conception beaucoup trop simpliste de la lutte de classe. (...)

Au sein de la "classe" ouvrière elle-même, existent, comme chez les bourgeois, la compétition et la lutte. Les intérêts économiques de telle catégorie ouvrière sont irréductiblement en opposition avec ceux d'une autre catégorie. Et l'on voit parfois, qu'économiquement et moralement, certains ouvriers sont beaucoup plus près de la bourgeoisie que du prolétariat. (...)

Encore une fois, l'organisation ouvrière, la grève, la grève générale, l'action directe, le boycottage, le sabotage et l'insurrection armée elle-même, ce ne sont là que des *moyens*. L'anarchie est le *but*. La révolution anarchiste que nous voulons dépasse de beaucoup les intérêts d'une classe : elle se propose la libération complète de l'humanité actuellement asservie, au triple point de vue économique, politique et moral. Gardons-nous donc de tout moyen d'action unilatéral et simpliste. Le syndicalisme, moyen d'action excellent à raison des forces ouvrières qu'il met à notre disposition, ne peut pas être notre unique moyen. Encore moins doit-il nous faire perdre de vue le seul but qui vaille un effort : l'Anarchie ! " 1

La coupure, le divorce entre ces deux conceptions antagonistes, apparut au grand jour lors du congrès d'Amsterdam, n'eurent pas de retombées directes en Espagne, où la voie médiane qu'est l'anarcho-syndicalisme s'imposa finalement. Toutefois, le débat d'idées soulevé à Amsterdam demeure, par sa clarté, un cadre d'analyse et de référence particulièrement propice pour mesurer la trajectoire du mouvement anarcho-syndicaliste espagnol.

\*  
\*  
\*

1 . "Compte-rendu analytique des séances du congrès anarchiste tenu à Amsterdam, août 1907", textes reproduits par Henri Dubief, *Le syndicalisme révolutionnaire*, pp 13-142, Ed. Armand Colin, Paris 1969 et par Jean Maitron, *Ravachol et les anarchistes* pp 139-157, Ed. Julliard, Paris 1964. Voir aussi Daniel Guérin, *L'anarchisme*, chapitre Les anarchistes dans les syndicats, pp 90-95, Ed. Gallimard, Paris 1970.

Une tentative de regroupement syndical d'anarchistes, de socialistes, de syndicalistes et de quelques républicains s'opéra en Catalogne à partir de l'été 1907 pour se prolonger durant deux ans sous l'appellation de "Confédération Régionale de Solidarité Ouvrière". \*

Cette confédération syndicale faisait réplique à une vaste coalition électorale régionale - la Solidarité Catalane - qui rassemblait toutes les forces politiques, mis à part les socialistes et le parti radical de Lerroux, et qui avait remporté un triomphe aux élections d'avril 1907, en s'adjugeant 40 des 44 sièges correspondants à la région.

Mais cette expérience, qui s'apparente au syndicalisme révolutionnaire (elle était placée sous le signe de l'union ouvrière, de la neutralité politique et du combat pour "un régime social fondé sur la base rationnelle du travail par la solidarité humaine" <sup>1</sup>) et qui essaya de s'élargir hors de Catalogne, était condamnée à se heurter aux stratégies inconciliables de l'apolitisme anarchiste, du parlementarisme socialiste et de l'électorisme des membres du parti radical.

Le passage à une stratégie syndicale signifia, comme le souligne J. Romero Maura, "un changement profond dans la physionomie de l'anarchisme : le groupe d'affinités perd de l'importance". Bien sûr, des groupes d'affinités demeurent, basés donc sur le principe du regroupement d'individus de mêmes penchants et tempéraments, mais en perdant "leur caractère de cadre de référence principal ou unique dans la vie militante". Les discussions entre anarchistes militants se dérouleront dans les locaux du syndicat, les cafés ou encore dans des centres d'études sociales. Par ailleurs, avec le déclin du groupe affinitaire "vient un autre phénomène consubstantiel à l'anarcho-syndicalisme : l'intellectuel est relégué. Les idées persistent sur le

\* La nouvelle organisation fait paraître, à partir du 19 octobre 1907, l'hebdomadaire *Solidaridad Obrera*, qui sera par la suite le principal organe de l'anarcho-syndicalisme espagnol.

1. Xavier Cuadrat, *Socialismo y anarquismo en Cataluña (1899-1911) Los orígenes de la CNT*, pp 184-185.

moment (...), mais le militant syndicaliste n'a plus besoin des conseils de l'intellectuel, quoiqu'il soit un intellectuel syndicaliste." D'autres valeurs supplantent la réflexion conceptuelle, théorique : "Energie, persévérance, et habileté dans ses relations avec les compagnons de travail, c'est tout ce que nécessite l'anarchiste fédéré pour remplir honnêtement son rôle". L'heure est à "l'homme d'action, qui prend ses décisions en fonction des idées comme il les entend, et des exigences qui résultent de la lutte concrète dans laquelle il est engagé." <sup>1</sup>

1 . Joaquim Romero Maura, *La rosa de fuego, republicanos y anarquistas : la política de los obreros barceloneses entre el desastre colonial y la semana trágica (1899-1909)*, pp 498-499.

## LA SEMAINE TRAGIQUE (Fin Juillet 1909)

L'opposition à la guerre coloniale menée au Maroc pour mater la résistance des indigènes provoqua à Barcelone de graves émeutes connues sous le nom de la Semaine Tragique.

Le gouvernement dirigé par le conservateur Miguel Maura, après des revers militaires essuyés dans le Rif, mobilisa, au début juillet 1909, 20'000 réservistes pour les envoyer au Maroc depuis Barcelone.

La nouvelle déclenche la colère parmi la population barcelonaise qui multiplie aussitôt manifestations et meetings. La grève générale est déclarée le 26 juillet par un comité composé de syndicalistes, socialistes et anarchistes. Devant la paralysie de la ville, les autorités décrètent la loi martiale, ce qui a pour effet de transformer les protestations en insurrection; la ville se couvre de barricades. D'autres villes catalanes proches sont gagnées à leur tour par le soulèvement.

Durant une semaine, les combats font rage à Barcelone; mais l'armée, avec l'arrivée de renforts, vient peu à peu à bout des insurgés qui, inorganisés et à court de munitions, doivent se rendre. Le bilan des affrontements est très lourd : une centaine de morts, quelques centaines de blessés et de nombreuses églises, collèges religieux et couvents brûlés sous l'impulsion de sentiments anticléricaux virulents.

La Semaine Tragique fut une insurrection spontanée, une révolte sans objectif définis et manquant de direction coordonnée. Aussi bien les républicains du Parti Radical que les républicains catalanistes refusèrent de s'associer aux protestations populaires. Le refus du Parti Radical de prendre part à l'insurrection, malgré les fougueuses proclamations anticléricales habituelles de ce parti, occasionna la fin de l'influence Lerrouxiste dans les milieux ouvriers.

La répression gouvernementale se développa sur une très large échelle : détention de milliers de personnes, près de deux cents déportations, cinq exécutions capitales, dont celle de Francisco Ferrer Guardia que les autorités essayèrent contre



toute vraisemblance de faire passer pour l'instigateur des événements.<sup>1</sup>

### "L'ÉCOLE MODERNE"

Francisco Ferrer (1859-1909), père de "L'Ecole Moderne, était surtout haï par les milieux catholiques, qui voyaient dans sa pédagogie, fondée sur le rationalisme, une sérieuse menace pour le maintien du quasi-monopole religieux en matière d'instruction

Ferrer, ancien conspirateur républicain, longtemps réfugié en France, devint libertaire vers 1890. Sa pédagogie est fondée sur un enseignement scientifique et rationnel qui rejette les préjugés et les dogmes patriotiques, militaristes et religieux. Pour lui, l'éducation sera "au service de la RAISON NATURELLE (celle qui se déduit des véritables nécessités humaines) et non de la RAISON ARTIFICIELLE du capital et de la bourgeoisie. Cette raison (l'artificielle) que la bourgeoisie prétend inculquer au peuple au travers de l'école des démocraties bourgeoises, seulement en apparence laïque et unique."<sup>1</sup> Dans *L'Ecole Moderne*, la pédagogie est articulée autour des axes suivants : primauté des études pratiques sur les études livresques, encouragement de l'autodidactisme, individualisation de l'enseignement, introduction de la co-éducation, insertion d'élèves d'origines sociales diverses, suppression des examens, des prix et des châtiments.

En 1910, la population de Barcelone s'élevait à près de 600'000 habitants et parmi les personnes de plus de 7 ans, un individu sur deux était analphabète.<sup>1</sup> Dans un tel contexte, "le rationalisme pédagogique fut un essai d'*alternative scolaire* pour les masses analphabètes des campagnes et, spécialement, des cités industrielles."<sup>1</sup>

1 . L'invraisemblable procès intenté contre Ferrer, mené par un conseil de guerre, suscita un vaste mouvement de protestation internationale, qui aboutit, finalement, à la démission et au discrédit du président Maura.

Francisco Ferrer fut fusillé dans les fossés du fort de Montjuich. Ses dernières paroles, adressées aux soldats du peloton, furent : "Mes petits, visez bien. Ce n'est pas votre faute. Je suis innocent. Vive l'Ecole Moderne!" Cité dans la biographie écrite par sa fille Sol Ferrer, *Le véritable Francisco Ferrer*, p. 267.

1 . Pere Solá, *Las escuelas racionalistas en Catalunya 1909-1939*, p. 23

1 . Entre 1885 et 1910, la population de Barcelone s'était accrue de près de 50 %, principalement à cause de l'émigration rurale. Chiffres tirés de l'étude de Pere Solá, *op cit*, p. 17

1 . Prologue de Pedro Costa Musté à la réédition de *La Escuela Moderna* (Ed. Tusquet, Barcelona 1976), p. 41.

L'entreprise de Ferrer connaîtra un large retentissement. La première école est ouverte à Barcelone en octobre 1901 et en 1905, l'Ecole Moderne possède déjà 147 succursales dans la province de Barcelone. Des établissements sont créés dans d'autres grandes villes espagnoles et le mouvement s'est bâti des antennes au Portugal, au Brésil, en Suisse et à Amsterdam. L'Ecole Moderne dispose de sa presse, de sa propre maison d'édition, d'un institut de formation des instituteurs et elle met sur pied la Ligue Internationale pour l'Education de l'Enfance.

Le sentiment de Ferrer, postulant que, sans une mentalité nouvelle éveillée par une pédagogie soustraite à l'idéologie des couches dominantes, la révolution échouera dans son but d'émancipation de l'homme, influença fortement les milieux anarchistes.

La conception éducative de l'anarcho-syndicalisme espagnol de 1901 à 1939 "s'inspira directement et essentiellement de l'idéologie pédagogique rationaliste de Ferrer".<sup>2</sup>

1 . "L'école des anarcho-syndicalistes est (...) une école laïque de classe, de la classe ouvrière. Mais une école avec vocation, dirions-nous, universelle. Elle prétend être valable pour toutes les classes dans la société communiste révolutionnaire ou post-révolutionnaire. Son idéologie et sa méthode sont celles de l'enseignement *scientifique, rationnel et humanitaire* de Ferrer. Ses propagandistes alimentent toutes sortes d'espérances dans la décisive valeur de la propagation d'une culture critique et émancipatrice." Prologue de Pedro Costa Musté, op cit, p. 23 et p. 31.

## FORMATION DE LA CNT (1910-1919)

Reporté en raison des événements de la Semaine Tragique, le congrès constitutif de la Confédération Nationale du Travail se tint, au Palais des Beaux-Arts de Barcelone, les 30,31 octobre et 1<sup>er</sup> novembre 1910.

Une centaine de délégués, représentant presque autant de sociétés ouvrières totalisant une trentaine de milliers d'adhérents, se mirent d'accord pour que la Solidarité Ouvrière catalane devienne une confédération à l'échelle nationale. La CNT naissante déclarait vouloir fédérer les travailleurs espagnols en une seule organisation et le congrès se disait donc nettement favorable au projet d'une fusion avec l'UGT. L'on précisait que le syndicalisme avait à être considéré non pas comme une fin, mais comme un moyen de lutte permettant l'émancipation de la classe ouvrière. Les délégués exprimèrent leur attachement aux méthodes de l'action directe et firent également part d'une certaine prudence quant au lancement d'une grève générale, considérée comme "devant être essentiellement révolutionnaire" et possible seulement que de conditions générales favorables ou dans le cas d'une riposte aux "aventures guerrières" des Etats.

Pourtant, en dépit de cette réticence, le premier congrès ordinaire de la jeune CNT (septembre 1911) opta précisément pour se lancer dans une grève générale de type révolutionnaire. Mais, malgré quelques succès régionaux, en particulier aux Asturies et au Levant, le mouvement, auquel participa l'UGT, ne fit pas long feu, et la CNT fut déclarée interdite par le gouvernement de José Canalejas (ce chef du parti libéral sera d'ailleurs assassiné, le 1<sup>er</sup> novembre 1912, par un ouvrier anarchiste). Ainsi, la toute récente CNT se retrouvait forcée à la clandestinité et condamnée à oeuvrer dans l'ombre jusqu'au milieu de l'année 1914, où elle put recommencer à agir au grand jour.

En Catalogne, cette même année vit la naissance de la Mancomunitat (littéralement union, association), qui marquait la reconnaissance par l'Etat central d'une identité régionale particulière. Durant onze ans, la Mancomunitat, sorte de gouvernement provincial, entreprit de grands efforts de développements : travaux publics, culture (normes orthographiques du catalan), enseignement (création d'écoles supérieures), réseau téléphonique.

L'Espagne, demeurée neutre, fut épargnée par la première guerre mondiale. Les trois premières années de la guerre correspondirent à une période économique prospère et à un boom industriel, les belligérants venant s'approvisionner et se fournir outre-Pyrénées. Face au conflit mondial, la plupart des libertaires espagnols continuèrent à maintenir leur habituel antimilitarisme et antipatriotisme, et ils réunirent, en mai 1915, au port militaire de El Ferrol, un "Congrès International de la Paix".

Un pacte d'unité d'action fut conclu en juillet 1916 entre la CNT et l'UGT (prédominante dans le Nord et le Centre du pays) qui dura jusqu'en 1920. Durant l'année 1917 sévit une crise politique, aggravée par la forte hausse du coût de la vie, qui conduisit à une vaste grève générale en août. L'intervention de l'armée mit un terme aux désordres et se solda par l'arrestation de plus de deux mille personnes, dont plusieurs leaders socialistes qui avaient dirigé la grève. Le caractère politique de l'origine de ces troubles et la rapide remise en liberté des hommes politiques condamnés renforcèrent parmi de nombreux cercles ouvriers le discrédit vis-à-vis de la politique et du parlementarisme.

Le déclenchement de la révolution russe eut un profond retentissement parmi le mouvement ouvrier espagnol, car il signifiait la réalité possible d'un changement social complet sous l'impulsion du prolétariat insurgé.

Les CNTistes catalans se réunirent en congrès du 28 juin au 1<sup>er</sup> juillet 1918 dans le quartier barcelonais de Sans. La rencontre regroupa 164 délégués, représentant 73'860 affiliés (dont 54'572, soit le 73 %, pour la seule ville de Barcelone). Le congrès de Sans fut celui qui aboutit à la création du Syndicat

unique, qui rassemble en une seule entité les différents métiers d'une même branche ou industrie. Ainsi, dans des domaines comme le textile, le transport, l bâtiment, les arts graphiques, la chimie, ...il n'existe plus qu'un seul syndica

Au plan local, puis au plan régional, les divers syndicats uniques se fédèrent, la réunion de l'ensemble formant la confédération. L'avantage de cette nouvelle structuration était de dépasser les rivalités entre corps professionnels, entre ouvriers/employés qualifiés et manoeuvres. La coordination des actions devenait intersectorielle, ce qui permettait de présenter un front commun et une meilleure efficacité dans les conflits avec le patronat. Contrairement à ce que soutenaient ironiquement ses détracteurs, le syndicat unique de la CNT ne voulait pas empêcher d'autres centrales syndicales d'exister, bien que le qualificatif d'*unique* ait eu une connotation hégémoniste ... Le congrès nomma le peintre en bâtiment Salvador Seguí comme secrétaire général de la Confédération Régionale de Catalogne (seul poste à être rétribué) et désigna l'horloger Angel Pestaña comme directeur du journal *Solidaridad Obrera*. A partir du congrès de Sans, la CNT connut un développement considérable; les conférences et tournées de propagande se multiplièrent à travers le pays, des groupes de paysans andalous rejoignirent la confédération, et pour la seule Catalogne, les effectifs se virent multipliés par cinq en l'espace de six mois (345'000 membres au début 1919) !

Le deuxième congrès de la CNT se tint en décembre 1919 au théâtre de Comédie de Madrid. Il témoigne de la croissance très rapide de la confédération, car 437 délégués sont présents, en représentation de quelque 700'000 affiliés (dont une forte majorité en Catalogne avec 427'000 membres). Le congrès ratifie les accords de Sans sur le syndicat unique, mais se prononce toutefois contre la mise sur pied des fédérations nationales d'industrie. Les délégués, réaffirmant leur attachement "aux principes de la Première Internationale soutenus par Bakounine" décident néanmoins d'"adhérer provisoirement" à la III<sup>ème</sup> Internationale bolchévique. Ce rapprochement avec le communisme, dans l'élan général de la

révolution russe, sera de courte durée, car lorsque les anarchistes espagnols furent mieux informés de la réalité de la dictature soviétique, en particulier après les rapports, au retour d'URSS, de Angel Pestaña (1920) et de Gaston Leval (1921), ils rompirent tous les ponts avec le bloc léniniste.<sup>1</sup>

## LE PISTOLÉRISME (1919-1923)

Au cours de cette époque de reflux économique, Barcelone fut le théâtre d'une exacerbation des conflits sociaux qui s'accompagna d'une succession sanglante d'affrontements armés entre les partisans d'un syndicalisme extrême et les tenants d'un ordre patronal immuable.

En février 1919 éclata à Barcelone la grande grève de "la Candiense", du nom populaire de la plus importante compagnie d'électricité, au capital anglo-canadien. Jusqu'en avril, la capitale et la province catalane furent agitées de troubles très sérieux, qui conduisirent à la proclamation de la loi martiale, à l'intervention de l'armée et à l'arrestation de nombreux dirigeants libertaires. Au cours de cette même année, l'Andalousie connut également une vague déferlante d'agitations paysannes. La misère, des conditions de vie très précaires — l'on estime qu'en 1919, en Espagne, le revenu moyen par tête d'habitant n'atteignait pas la moitié de la moyenne des pays industriels d'Europe — poussaient les paysans et les ouvriers à se lancer à fond dans la bataille sociale.

Pour répliquer aux revendications mises en avant par la CNT et aussi par crainte de contagion de l'effet de la révolution russe, les organisations patronales catalanes créèrent, en octobre 1919, les "syndicats libres". D'entente

1. Sur cette période de création et de consolidation de la CNT, voir notamment les ouvrages suivants : "Congreso de constitución de la CNT" avec des notes de Francesc Bonamusa; Adolfo Bueso, "Como fundamos la CNT", cet auteur a également rédigé des mémoires en deux tomes, "Recuerdos de un cenetista" (1909-1939); (dans cette même veine, voir aussi les "Records d'un sindicalista llibertari català 1916-1943" de Joan Manent i Pesas et Simó Piera, "Records i experiències d'un dirigent de la CNT"); Joan Salvat-Papasseit, "Humo de fàbrica, pàgines llibertàries"; Manuel Lladonosa, "El congrés de Sants"; Angel Pestaña, "Informe de mi estancia en la URSS" (1920) et "Consideraciones y juicios acerca de la tercera internacional" (1922)

avec la police, ces syndicats jaunes, composés surtout d'hommes de main et de truands à gages furent chargés de harceler les militants CNTistes et de mener, à coup de pistolet, des opérations punitives. Du 23 novembre 1919 au 25 janvier 1920, un degré supplémentaire fut atteint dans les conflits par un look-out général décidé par la Fédération patronale de Catalogne qui toucha environ 200'000 travailleurs.

Le pistolérisme et le contre-pistolérisme ravagèrent la capitale catalane. Les détentions fréquentes des leaders anarchistes, considérés comme relativement modérés sur le plan des moyens, permirent aux partisans d'un syndicalisme extrême de se constituer en bandes pratiquant le terrorisme contre les patrons. Entre 1917 et 1922, Barcelone enregistra la macabre statistique de 809 attentats dont 440 dirigés contre des ouvriers et 218 contre des entrepreneurs et des cadres. Le général Martínez Anido, en tant que gouverneur civil de Barcelone de 1920 à 1922, se distingua par la cruauté de ses méthodes répressives, parmi lesquelles la "loi de fuite" qui consistait à abattre sans autre des personnes appréhendées et qui cherchaient, soi-disant, à s'enfuir. Dans le flot de violence et de contre-violence, il faut signaler l'assassinat de Francisco Layret, avocat défenseur des CNTistes (30 novembre 1920), celui du président du Conseil Eduardo Dato par trois anarchistes (8 mars 1921), celui de Evelio Boal, secrétaire général de la CNT (18 juin 1921), l'attentat contre Angel Pestaña (25 août 1922) et le meurtre de Salvador Seguí (10 mars 1923) — surnommé "el Noi del Sucre" ("le gars du sucre", car il avait durant, son adolescence, travaillé dans une sucrerie) — dirigeant CNTiste, tenu pour modéré, réaliste et adversaire de la violence aveugle. Pendant cette époque de répression *sauvage* contre la montée du mouvement ouvrier, l'on constate que le patronat catalan, malgré ses sentiments régionalistes, n'hésitait pas à faire appel au gouvernement central et parfois à l'armée pour rétablir *son* ordre économique dans la province.

Une conférence nationale de la CNT, réunie le 11 juin 1922 à Saragosse, se mit d'accord pour quitter la Troisième Internationale/Komintern et pour refuser l'adhésion au Profintern (internationale syndicaliste dirigée par Moscou). On opta

cependant pour se joindre à l'AIT renaissante (dont le congrès de reconstitution eut lieu, sous l'impulsion de Rudolf Rocker, à Berlin, du 25 décembre 1922 au 2 janvier 1923). Les libertaires se séparaient ouvertement de la révolution bolchévique qui avait écrasé militairement, sous la direction de Léon Trotsky, la révolte de Kronstadt (mars 1921) et qui avait décimé les troupes de l'anarchiste ukrainien Nestor Makhno.

Vers la fin de l'année 1922 se créa à Barcelone le groupe des "Solidarios" (Solidaires)- Ce fut le plus résolu et le plus célèbre des groupes d'action anarchistes. Composé de fortes personnalités, sorte de révolutionnaires semi-professionnels, il réunit des hommes qui, plus tard lors de la guerre civile, occupèrent des postes clés dans le domaine militaire ou (à leur tour) dans la répression policière. Le noyau des "Solidarios" était formé de Juan García Oliver (garçon de café), Aurélio Fernandez (mécanicien), Francisco Ascaso (garçon de café), Buenaventura Durruti (ajusteur), Ricardo Sanz (ouvrier du textile), Rafael Torres Escartin (garçon pâtissier). Ce groupe semi-clandestin, qui devait compter une cinquantaine de membres avait d'abord été mis en place pour riposter aux pistoleros, en frappant non plus les hommes de main du patronat, mais directement les dirigeants eux-mêmes. Les "Solidarios" commirent des hold-up et des attentats, notamment l'assassinat (4 juin 1923) de Juan Soldevilla Romero, cardinal-archevêque de Saragosse. Sur le plan de la doctrine et de la stratégie, ces *justicier-guérilleros* étaient partisans d'un insurrectionnalisme volontaire devant amener à la "prise du pouvoir". Impressionnés par une certaine efficacité bolchévique, les "Solidarios" envisageaient la mise sur pied d'une "armée révolutionnaire" et voulaient, par des assauts incessants, mener un combat implacable contre les privilégiés.

Dans la longue guerre du Maroc, l'armée espagnole avait subi, en juillet 1921, une déroute retentissante à Annual (environ 15'000 soldats et civils tués) contre les troupes d'Abd El Krim. La défaite la plus humiliante de l'histoi



re militaire espagnole causa des gros remous dans la classe politique, alors que la poursuite de la guerre marocaine devenait de plus en plus impopulaire et provoquait des mutineries. Une commission d'enquête chargée de déterminer les responsabilités devait remettre son rapport devant les Cortès en octobre 1923. Cependant, le roi Alphonse XIII et la haute hiérarchie militaire, craignant les révélations du rapport, mais aussi la constante détérioration de l'ordre public due aux attentats et aux grèves, en vinrent à souhaiter la mise en place d'un régime autoritaire. Aussi, ce fut finalement avec soulagement que la Cour ratifia le pronunciamiento du capitaine général de Catalogne, Miguel Primo de Rivera. Le coup d'Etat se passa sans effusion de sang, à Barcelone, dans la nuit du 12 au 13 septembre 1923. Ce putsch, appuyé paradoxalement par le patronat catalan, ne suscita pratiquement pas de réaction populaire. L'opinion publique était en effet fatiguée des désordres; elle était lasse des partis politiques pratiquant un parlementarisme torve et incapables de trouver une issue aux graves questions qui secouaient le pays. D'autre part, les socialistes, l'UGT et la CNT ne réagirent que mollement à l'arrivée du dictateur, étant peu enclins à défendre un régime parlementaire qui avait fait surtout le jeu de la traditionnelle oligarchie des classes possédantes. Le 15 septembre, soit quelques heures après le pronunciamiento, le Roi demanda donc à M. Primo de Rivera de former le gouvernement.<sup>1</sup>

1. Sur cette phase agitée et sanglante, voir notamment les ouvrages suivants : Pere Foix, "Los archivos del terrorismo blanco, el fichero Lasarte 1910-1930"; Manuel Casal Gómez (ex commissaire de police barcelonais), "La Banda Negra" (le pistolérisme à Barcelone de 1918 à 1921); Angel Pestaña, "El terrorismo en Barcelona"; Salvador Seguí, "Escritos" (anthologie de textes réunis par Isidre Nolas) la biographie consacrée par Manuel Cruells au "Noi del Sucre"; voir également le film de Antonio Drove (1979), "La verdad sobre el caso Savolta" (d'après le livre du même nom); à consulter aussi "El sindicalismo en Barcelona" (1916-1923) de Alberto Balcells et le "pavé" très documenté de Antonio Bar, "La CNT en los anos rojos, del sindicalismo revolucionario al anarcosindicalismo" (1910-1926) et aussi "El movimiento obrero español 1886-1926" du leader CNTiste Manuel Buenacasa.

## LA DICTATURE ET LA FIN DE LA MONARCHIE (1923-1931)

Le régime autoritaire créé par le général Primo de Rivera rétablit l'ordre public et mit un terme au climat de terrorisme. La CNT, qui sortait affaiblie par le pistolérisme, fut dissoute par le dictateur, condamnant ainsi la confédération à la clandestinité et ses dirigeants soit à l'exil soit souvent à de très longues peines de prison préventive.

Il ne faudrait cependant pas penser que la dictature de Primo de Rivera fût d'une conception directement fasciste. Il s'agissait bien plutôt d'un régime autoritaire, mettant la démocratie parlementaire sous tutelle et fixant des restrictions aux libertés civiques. Jusqu'en décembre 1925, le régime consista en un directoire militaire, puis il se transforma en une dictature civile. Miguel Primo de Rivera, andalou considéré comme un bon vivant et dont les orgies et les écarts de langage étaient notoires, n'avait pas la stature d'un leader charismatique, ni de programme politique défini. Cette dictature paternaliste, peu brutale, est à placer dans un contexte européen de régimes à poigne, issus de coups de force : Italie fasciste de Benito Mussolini (dès octobre 1922), Turquie de Mustafa Kémal (depuis octobre 1923), Pologne du maréchal Pilsudski (à partir de mai 1926), modèle suivi plus tard dans les Balkans (en Yougoslavie par le roi Alexandre, en Roumanie par le roi Carol, en Bulgarie par le roi Boris). Dans la péninsule ibérique, au Portugal, un coup d'Etat mit fin, en mai 1926, au régime républicain; deux ans plus tard, Antonio de Oliveira Salazar fut nommé ministre des finances, puis en 1932, il devint, après la création d'un parti unique, Premier ministre et jusqu'à sa mort (en 1970) chef inamovible, détenant ainsi le *record* de longévité au pouvoir des dictateurs apparus dans l'Entre-Deux-Guerres.

Primo de Rivera imita certaines structures mussoliniennes dans le sens d'une économie dirigiste et de relations corporatistes dans le travail. De grands

travaux publics furent entrepris (routes, voies ferrées, stades, hydrographie) et des monopoles furent installés pour le téléphone et pour le pétrole (Campsa). Jusqu'en 1927, la santé de l'économie s'améliora, les salaires s'élevèrent, les investissements augmentèrent (notamment par des capitaux étrangers comme la Standard Electric et la General Motors) et la production s'accrut sensiblement. Ensuite, la situation régressa et des grèves éclatèrent à nouveau. En Catalogne, la dictature correspondit à une plus grande arrivée d'émigrants d'autres régions: ainsi la moyenne annuelle des migrants qui avait été de 22'500 durant la période de 1911-1920 passa à 32'000 pour la décade 1921-1930 (puis retomba à 12'630 durant l'époque républicaine). A Barcelone, la dictature entreprit de gros travaux pour l'extension du métro et organisa la grande exposition internationale de 1929 à Montjuich.

La dictature réussit durant plusieurs années à s'assurer le concours des socialistes et du syndicat UGT. Cette collaboration paradoxale, qui vit même le dirigeant socialiste Francisco Largo Caballero accepter de siéger au Conseil d'Etat, facilita l'essor de l'UGT, *protégée* par le nouvel Etat.

En matière de politique extérieure, le principal succès de Primo de Rivera fut de parvenir à terminer la guerre du Maroc, en s'alliant avec la France et en obtenant la reddition de Abd el Krim (mai 1926). Sur le plan intérieur toute fois, l'Union Patriotique, le parti créé par le dictateur ne parvint pas à s'imposer. La bourgeoisie catalane qui, derrière La Lliga, avait d'abord soutenu le nouveau régime, s'en détourna, après que Primo de Rivera ait pris des mesures restreignant l'autonomie de la province, comme l'abrogation, en 1925, de la Mancomunitat. Le dédain du régime envers le monde intellectuel provoqua l'exil ou s'accompagna de harcèlements contre des personnalités telles que le philosophe Miguel de Unanuno ou l'écrivain Ramon del Valle Inclán. De nombreux complots furent ourdis contre la dictature, rassemblant un très large éventail de tendances qui cherchaient à déclencher un pronunciamiento de type libéral.

Déjà en novembre 24, des anarchistes avaient essayé, tout à fait en vain, de franchir la frontière, à la manière de commandos révolutionnaires, près de Vera de Bidasoa (au Pays Basque) et d'attaquer, dans le même temps, la caserne barcelonaise d'Atarazanas. Ces opérations se soldèrent par des dizaines d'arrestations et par plusieurs peines de mort prononcées. En Catalogne surtout, les anarchistes se mirent à nouer des contacts avec des représentants de partis autonomistes et républicains, en particulier avec les formations dirigées par l'avocat Lluís Companys et par le colonel Francesc Macià, en vue de conspirer contre la dictature.

Le mouvement libertaire se dota d'une organisation spécifique par la création, en juillet 1927 à Valence, de la Fédération Anarchiste Ibérique, qui était destinée à maintenir une identité acrate dans le mouvement de masse anarcho-syndicaliste, guetté par un possible *réformisme* ou par une éventuelle *politisation*. La FAI se composait de groupes autonomes, rassemblés d'une façon souple et formés chacun d'une dizaine de personnes, qui se retrouvaient pour des motifs affinitaires d'opinions, de goûts, de caractères. Théoriquement, la FAI concernait aussi le Portugal, un représentant lisutarien au moins siégeant au Comité Péninsulaire; d'ailleurs, le premier secrétaire en fut Germinal de Sousa. Jusqu'en 1930, la FAI eut une influence limitée, étant contrainte d'évoluer dans l'ombre, mais l'on trouvait cependant des faïstes très dynamiques dans les comités en faveur des prisonniers et dans les groupes d'action. La plupart des militants de la FAI étaient également membres de la CNT et occupaient <sup>souvent</sup> des postes clés dans les comités ou dans les journaux de la confédération. L'on ne pourrait pas pour autant affirmer que la CNT était directement inféodée à la FAI; l'organisation spécifique cherchait bien plutôt à agir comme un *poisson pilote* afin d'entraîner dans son sillage de pureté acratique *le gros poisson syndical* que représentait la CNT. Ce fut surtout en Catalogne que la FAI recruta des adhérents

*La Revista Blanca*, journal de la famille Urales-Montseny réapparut à partir de 1923 et se caractérisa par une réserve envers le syndicalisme réformiste, visant à être une fin en soi. Ce groupe de presse militant lança en 1925 la formule hebdomadaire de "La Novela Ideal" (Histoire Idéale) qui présentait — sous forme de courts romans et à la manière de la littérature de gare — des récits édifiants, à caractère social, destinés à l'éducation des masses. A l'intérieur de la CNT, une intense controverse mit aux prises, en 1928-29, les deux leaders Angel Pestaña et Juan Peiró. Le premier était partisan d'admettre la "législation Laborale" de la dictature et de s'intégrer dans les comités paritaires régissant les relations de travail. Le second réaffirmait fortement les principes d'action directe et d'apolitisme de la confédération. Pestaña se retrouva en position de solitaire et se retira avec fracas de la CNT.

Le 28 janvier 1930, Primo de Rivera donna sa démission au roi. Constatant qu'il ne bénéficiait plus de l'appui de la hiérarchie militaire et qu'il n'était pas parvenu à forger un consensus autour de sa personne (même les grands propriétaires terriens lui étaient devenus défavorables en raison de timides réformes entreprises), le dictateur quitta brusquement le devant de la scène et mourut quelques mois plus tard à Paris, âgé de soixante ans.

Le roi appela le général Dámaso Berenguer, ancien haut commissaire au Maroc, afin de présider un directoire de ministres et pour tenter de redorer la blason de la monarchie bourbonnienne. Cependant, les sentiments visant à l'instauration de la république gagnèrent rapidement du terrain et de nombreux intellectuels et hommes politiques connus se déclaraient en faveur d'un changement constitutionnel. En août 1930 fut signé à San Sebastián un pacte d'action commune contre la monarchie, réunissant divers courants républicains, les autonomistes catalans et galiciens, et des socialistes. A la fin de ce même mois, la *Solà* put réapparaître. Contacté par cette convergence républicaine, le comité national de la CNT se dit alors prêt à appuyer une conspiration anti-monarchiste à condition que soit

acceptés la libération de ses 9'000 prisonniers et le principe d'une amnistie totale pour les détenus.

A la mi-décembre 1930, un mouvement insurrectionnel tenta sans succès de se propager à travers le pays; la garnison de Jaca, en Aragon, se soulève, mais ses deux chefs — García Hernández et Fermín Galán (futurs martyrs de la République) — sont arrêtés et fusillés; à Madrid, plusieurs aviateurs, dont le très célèbre pilote Ramon Franco (frère du général), essayent vainement de bombarder le palais royal. Parallèlement, la situation sociale s'était aggravée des grèves très dures ayant éclaté dans le bâtiment à Madrid et dans les transports à Barcelone.

Se sentant aux abois, le général Berenguer propose des élections législatives, mais, devant la défiance de la plupart des partis, il remet sa démission le 14 février 1931. Le roi appelle un autre militaire, l'amiral Aznar qui annonce pour avril la convocation d'élections, non plus générales, mais municipales, traditionnellement plus favorables aux conservateurs.

Ces élections, qui avaient valeur de plébiscite pour le régime monarchiste, se déroulèrent dans une ambiance de grande exubérance. Mettant provisoirement sur la touche leur habituel anti-électorisme, les anarchistes votèrent massivement pour les formations républicaines. Les résultats des urnes firent apparaître clairement la victoire de l'alliance républicano-socialiste dans les villes (41 capitales de provinces sur 50). Les campagnes, sous la pression des caciques, demeuraient monarchistes et les partisans de la couronne maintenaient même une légère avance numérique sur l'ensemble du pays. Face à ce désaveu, le roi Alphonse XIII préféra prendre le chemin de l'exil.

Le mardi 14 avril 1931, la République fut proclamée par des foules en liesse, d'abord à Eibar au Pays Basque, puis à Barcelone et ensuite à Madrid.

L'ère de la monarchie constitutionnelle, commencée en 1874, était terminée, l'Espagne allait vivre durant huit ans au rythme effréné de la III<sup>ème</sup> République. <sup>1</sup>

1. Sur cette période, voir entre autres : Jean Bécarud & Gilles Lapouge, "Anarchistes d'Espagne"; Robert W. Kern, "Red years, black years, a political history of Spanish anarchism, 1911-1937"; Juan Gomez-Casas, "Historia de la FAI" et "Historia del anarcosindicalismo español"; Albert Balcells, "La polémica del 1928 entorn de l'anarquisme a Catalunya" (discussions sur l'implantation de l'anarchisme entre le communiste dissident Joaquim Maurín et Juan Peiró); au sujet des contes édificateurs rédigés par des militants anarchistes, voir "Narraciones anarco-sindicalistas de los años veinte" (Salvador Seguí, Salvador Cordón, Angel Pestaña, Pedro L. de Gálvez) et "Contes anarchistes espagnols 1870-1930", traduit et présentés par Jacques Badet.

## LA REPUBLIQUE (1931-1936/39)

Dans les milieux populaires, beaucoup d'espoirs furent placés dans la république naissante. Les ouvriers et les paysans pauvres comptaient sur la nouvelle démocratie pour instaurer une réelle justice sociale et mettre un terme à des privilèges séculaires. Aussi, l'impatience était-elle grande de voir rapidement d'importantes réformes être mises en oeuvre.

Si le très brusque passage de la monarchie à la république s'effectua sans violence, il n'en alla pas de même des cinq années suivantes qui virent se développer une très vive agitation sociale, marquée de dures grèves, d'attentats et de tentatives d'insurrections.

Le gouvernement provisoire, présidé d'abord par le catholique conservateur Niceto Alcalá Zamora, puis par le républicain de centre gauche Manuel Azaña incarnait un large éventail politique, allant des socialistes jusqu'à des conservateurs, anciens monarchistes. La nouvelle république n'eut pas de mal à bénéficier de la reconnaissance internationale. La première tâche qui incombait au gouvernement fut l'organisation des élections pour les Cortès constituantes, fixées au 28 juin.

La CNT, qui avait conspiré pour accélérer la chute de la monarchie, accueillit d'abord positivement la république. Mais, la timidité et la lenteur des changements déçurent les anarcho-syndicalistes, excédés aussi par la volonté affichée par le nouveau gouvernement de vouloir s'immiscer entre travailleurs et patrons dans les problèmes du travail (notamment par les jurys mixtes décrétés le 7 mai 1931, par le ministre socialiste du travail Largo Caballero et qui rappelaient les comités paritaires de la dictature). Du 11 au 16 juin 1931, la CNT tint son troisième congrès national au théâtre du Conservatoire de Madrid, avec 418 délégués représentant 535'565 adhérents. La principale décision du congrès



fut d'accepter, sous l'impulsion de Juan Peiró, la création des fédérations nationales d'industries. Cette nouvelle structuration était destinée "à réunir tous les syndicats de l'industrie que la fédération nationale représente et à coordonner son action industrielle sur le terrain technique, économique et professionnel". Elle fonctionnait parallèlement au système des syndicats uniques, fédérés par localités, par cantons, par régions et enfin au plan national. L'adoption des fédérations nationales d'industries était conçue comme la réplique syndicale à la concentration économique toujours plus grande du capitalisme. Sur la question des Cortès constituantes, un certain malaise régna parmi les délégués qui, tout en réaffirmant un anti-étatisme de principe, étaient divisés quant à savoir s'il fallait présenter au nouveau régime "un plan de revendications minimales".

#### LA RÉPUBLIQUE PROMETTEUSE (28 JUIN 1931-19 NOVEMBRE 1933)

La coalition de gauche et de centre gauche ressortit largement majoritaire des élections législatives de juin, alors que les formations de la droite (monarchistes, agrariens, basco-navarais) ne recueillirent que 10 % des suffrages et que le taux d'abstention atteignit 30 %.

Le 9 décembre, la nouvelle constitution est adoptée, basée sur une assemblée unique, d'une mouture assez proche de celle de la république de Weimar. La constitution instaure un Etat laïc, proclame la séparation de l'Eglise et de l'Etat, limite clairement l'emprise de l'Eglise sur la société civile. En janvier 1932 du reste, l'ordre des Jésuites est dissous, le mariage civil et le divorce sont admis, les cimetières sont sécularisés. Les nouvelles dispositions constitutionnelles annoncent aussi la possibilité d'autonomies régionales et prévoient la faculté pour l'Etat d'intervenir dans l'économie, par la voie de nationalisations. A relever que le droit de vote était très généreusement accordé pour l'époque, puisqu'il était attribué à tous les Espagnols des deux sexes de plus de vingt-trois ans.

Au sein du mouvement anarchiste, une crise grave avait éclaté en août 1931 au travers du "Manifeste des Trente". Revêtu de trente signatures, parmi lesquelles celles de plusieurs leaders confirmés (Juan López, Angel Pestaña, Sebastía Clara, Juan Peiró), le manifeste s'en prenait aux minorités d'activistes qui "cultivaient le mythe révolutionnaire", tout en réaffirmant que "la Confédération est une organisation révolutionnaire, mais non pas une organisation qui cultive le tumulte, l'émeute, qui a le culte de la violence pour la violence, de la révolution pour la révolution".

" Nous souhaitons une révolution née d'un profond sentiment du peuple, comme celle qui maintenant est en train de se forger et non pas une révolution que l'on veut nous offrir, que certains individus prétendent apporter, car si eux y parvenaient, en s'appelant comme ils veulent, fatalement, ils se transformeraient en dictateurs le jour suivant leur triomphe. "

Le manifeste des Trente posait au grand jour la question de la stratégie en préconisant une attitude de responsabilité, de temporisation et de renforcement graduel du potentiel révolutionnaire. Par le manifeste, une partie de la CNT tenait à se démarquer publiquement des faïstes bouillonnants, des groupes insurrectionnalistes, du genre des "Solidarios" et aussi d'une tendance à l'*anarcho-bolchevisme*, attirée par une *efficacité* putschiste. Durant plusieurs années, un schisme exista au sein du mouvement libertaire, séparant les partisans de la révolution tout-de-suite-et-peu-importe-les-moyens de ceux qui cherchaient à composer éventuellement avec la jeune république et à asseoir solidement les bases du mouvement révolutionnaire. La CNT, dirigée alors majoritairement par des éléments *radicalisés*, expulsa ou démit les partisans *réformistes* des Trentistes, qui ensuite se retrouvèrent en marge de la confédération dans des "Syndicats d'Opposition".

A fin janvier 1932, un soulèvement anarchiste se produit dans la région minière du Haut-Llobregat. Le communisme libertaire est installé brièvement par les mineurs CNTistes qui proclament la suppression de l'argent et de la propriété privée. L'insurrection est toutefois matée en moins d'une semaine par la garde civile. A mi-février, c'est au tour des groupes anarchistes de Tarrasa, ville de l'indus-

trie textile proche de Barcelone, de tenter un mouvement révolutionnaire, qui ne durera que quelques heures. De nombreuses condamnations sont prononcées qui provoquent à leur tour des manifestations de protestation dans d'autres villes (au Levant, en Andalousie) et de nouvelles arrestations.

Dans ce contexte de très vive agitation, la crise mondiale de 1929 fait sentir ses effets en Espagne : les exportations de produits agricoles, de minerais et de textiles faiblissent, les investissements autochtones et étrangers baissent sensiblement, tandis que la traditionnelle émigration hors d'Espagne s'interrompt à tel point que le solde migratoire, entre 1931 et 1936, accuse une différence pour le retour au pays de 100'000 personnes.

L'extrême-droite essaye, de son côté aussi, de déstabiliser le nouveau gouvernement. Le 10 août 1932, le général Sanjurjo, directeur du corps des carabiniers, ex-directeur de la garde civile et aussi ex-sympathisant républicain, lance simultanément un putsch à Madrid et à Séville. Cette tentative de pronunciamiento échoue et ses instigateurs sont arrêtés. Une pareille réaction est symptomatique de l'hostilité d'une large partie de la hiérarchie militaire, encore attachée à la monarchie et inquiète de la réorganisation de l'armée espagnole entreprise par la république, qui mit prématurément à la retraite de nombreux officiers suspectés de manque de loyalisme. Par ailleurs, l'armée espagnole (qui sous la monarchie<sup>ne</sup> comptait pas moins de 800 généraux et 15'000 officiers) demeure farouchement centralisatrice et unitaire; elle regarde avec défiance la politique fédéraliste suivie et l'octroi de l'autonomie à certaines régions.

Le 9 septembre 1932, le statut d'autonomie de la Catalogne, et la réforme agraire sont adoptés par les Cortès. Les catalans disposaient avec la Généralité d'un conseil exécutif, d'un parlement, d'une administration. La Généralité fut surtout active dans les domaines de l'instruction, des travaux publics, de la culture. La question de l'ordre public resta en suspens, de même que divers transferts de compétences entre l'Etat central et l'Etat catalan naissant. Le parti de l'Esquerra Republicana (Gauche Républicaine), apparu à la fin de la dic-

tature, constituait la principale formation politique de la province. Le premier président de la Généralité, Francesc Macià, en était le leader. La reconnaissance officielle d'une identité spécifique stimula la culture en langue catalane, en particulier l'édition (600 livres en 1930, 865 en 1936) et la presse (27 journaux et un millier de revues).

Dans un congrès réuni à Madrid en 1932 se fondèrent les Jeunesses Libértaires (JJ.LL.). Sous la dénomination de Fédération Ibérique des Jeunesses Libértaires, les forces juvéniles de l'anarchisme espagnol (contrairement à la FAI, le portugais n'y furent pas présents) se rassemblèrent pour faire connaître les idées anarcho-sindicalistes auprès des jeunes générations. A noter que les catalans, contrairement aux militants castillans du Centre, n'étaient pas favorables à une organisation juvénile au plan national. Du sein surtout des JJ.LL. catalanes sortirent des personnalités et des dirigeants qui jouèrent un rôle actif lors de la guerre civile, notamment par leur constante réticence face à la pratique de collaboration politique de la CNT-FAI.

La principale mesure visant à moderniser le pays fut la réforme agraire. Longtemps et âprement discutée, le but majeur de cette réforme visait à mieux répartir la propriété et l'exploitation des terres. Au début des années trente, dans une population totale de près de 24 millions d'habitants, l'agriculture venait encore largement en tête des secteurs économiques, avec environ 45 % de personnes actives, alors que l'industrie en employait 27 % et les services 28 %.

Les problèmes endémiques de l'agriculture espagnole tenaient à la structure de la propriété foncière et à la médiocre mise en valeur des terres. Les grands propriétaires terriens, présents surtout en Andalousie et en Extrémadure, disposaient de plus de la moitié de la surface cultivable espagnole avec des domaines dépassant les 100 hectares. Ces latifondistes vivaient généralement loin de leurs propriétés, à Séville ou à Madrid, et négligeaient leur exploitation. Dans les régions où le latifondisme prédominait, un nombreux prolétariat agricole

végétait dans des conditions miséreuses, en ne pouvant trouver du travail que quelques mois par année. Le manque d'irrigation, le mauvais état des routes, la méconnaissance des possibilités de l'agronomie, la faible mécanisation expliquaient le médiocre rendement obtenu généralement par les paysans espagnols. A souligner toutefois que la bande méditerranéenne avec le Levant et la Catalogne, ainsi qu'une partie de la côte Cantabrique, bénéficiaient de meilleures conditions climatiques et de résultats nettement supérieurs.

La réforme agraire prévoyait un système complexe d'expropriation de terres de très gros propriétaires ou de terres non cultivées, mais sans englober les bois et les pâtures. Cependant, la lenteur d'application des mesures adoptées, le difficile calcul des indemnités, la maladresse de certaines clauses qui pouvaient inquiéter aussi les moyens propriétaires, le budget dérisoire affecté au nouvel Institut de Réforme agraire, la réaction coordonnée de l'oligarchie terrienne (appuyée par le parti radical de Alejandro Lerroux), tous ces éléments concoururent à vider de sa substance et à rendre vaine la profonde et urgente transformation qui aurait pu donner une assise solide à la république.

Les masses de paysans pauvres, les nuées de petits propriétaires aux conditions économiques fragiles furent amèrement déçus par l'impuissance de la réforme agraire. Le mécontentement et le désenchantement redonnèrent vigueur aux occupations de terres et aux insurrections agraires.

En janvier 1933, plusieurs insurrections d'inspiration anarchiste se produisirent à travers le pays. Ces soulèvements propulsés surtout par les FAIste (dont García Oliver) s'étendent à la Catalogne, au Levant et à l'Andalousie. Par manque de coordination et de préparation, ces petites épopées isolées sont brisées rapidement par la police dans les villes (Barcelone, Tarrasa, Lérida) et en quelques jours dans les zones rurales, dans les villages où le communisme libertaire a été fièrement proclamé. Cette vague d'agitation trouva une conclusion particulièrement dramatique dans le village de Casas Viejas, dans le sud de la province de

Cadix. La répression y fut menée par la garde d'assaut — corps de police créé spécialement pour la défense de la république — avec une cruauté injustifiable, étant donné que la brève expérience de communisme libertaire s'y était déroulée sans brutalité. Le bilan est très lourd : plusieurs paysans sont brûlés vifs dans une ferme et une dizaine d'autres sont sommairement exécutés. L'émoi provoqué dans l'opinion par cette tuerie, commise sous le couvert du maintien de l'ordre républicain, est considérable. Même les partis de droite se mettent à accuser le gouvernement de Manuel Azaña d'"assassiner le peuple". Le prestige de la république ressort gravement entaché de cette affaire tragique, qui s'ajoute à d'autres opérations de répression où des méthodes trop rudes et même la sinistre "loi de fuite" avaient été employées.

La conjoncture économique continue de se détériorer avec un accroissement constant du chômage qui atteint près de 600'000 personnes en août 33, alors que, fait très grave au vu des objectifs de la réforme agraire, le pourcentage des sans-travail dans les campagnes a grimpé de 54 % à 65 % en une année et demie.

En Catalogne, dans le prolongement de la polémique entre FAIistes maximalistes et Trentistes possibilistes, Angel Pestaña se choisit une troisième voie personnelle par la création, en avril 33, du Parti Syndicaliste. Pourtant, malgré sa forte stature, Pestaña ne réussit jamais à conférer à son parti un réel relief politique et n'attira sous sa bannière *hétérogène* que très peu d'adhérents.

Le paysage politique de l'extrême-droite s'amplifia par la fondation, le 29 octobre 33, de la Phalange Espagnole. Créée et dirigée par José Antonio Primo de Rivera, le fils de l'ancien dictateur, la Phalange était surtout un organisme combattif, paramilitaire, qui puisait son inspiration dans le modèle de l'Italie mussolinienne. En février 34, la Phalange fusionna avec les J.O.N.S. (Juntas Offensives Nacionales Syndicalistes) de Ledesma Ramos, qui se situait dans la lignée du nazisme (Adolf Hitler était devenu chef du gouvernement allemand en janvier 1933). Ces deux formations représentèrent le fer de lance du fascisme espagnol et constituèrent la base du "Movimiento nacional" (Mouvement National) que le

généralissime Franco dirigea en autocrate à partir de 1937.

L'amorce d'un statut d'autonomie pour le Pays Basque fut approuvée par plébiscite le 5 novembre 33. Dans cette région, l'institutionnalisation du particularisme n'alla pas aussi loin que dans la Généralité catalane, à cause de la vive résistance de la Navarre (fief de la droite monarchiste de tendance carliste en Galice également, une ébauche d'autonomie administrative fut préparée, mais avec une ampleur encore moindre.

Les tragiques événements de Casas Viejas, la dégradation du climat social et une série de crises gouvernementales amenèrent le président de la république à dissoudre les Cortès et à fixer au 19 novembre de nouvelles élections législatives.

#### LA RÉPUBLIQUE CONSERVATRICE (19 NOVEMBRE 1933-FIN 1935)

Le résultat des élections donna largement la victoire à la coalition du centre droit et de la droite réactionnaire. Désunis, les socialistes et les républicains de gauche furent lâchés par une partie des milieux populaires, sensibles à la très active propagande anti-électorale qu'avaient menée les anarchistes et qui avait abouti à un taux d'abstention dépassant 40 % en Catalogne et dans une grande partie de l'Aragon et de l'Andalousie. Dans leur vive campagne abstentionniste, les anarchistes avaient brandi le slogan "Face aux urnes, la révolution sociale". L'insurrectionnisme anarchiste passa par conséquent aux actes en lançant le 8 décembre<sup>33</sup>, au moment même où les nouvelles Cortès avaient leur première session, une vaste action de soulèvement qui toucha surtout l'Aragon et le sud de la Rioja. Le mouvement est dirigé depuis Saragosse par un "comité révolutionnaire" (Buenaventura Durruti, Cipriano Mera, le Dr Isaac Puente) et durera

cinq jours, au cours desquels de nombreux villages de la région de l'Ebre proclament à leur tour un éphémère et fragile communisme libertaire. Le goût immodéré de l'activisme émeutier, la foi démesurée dans le volontarisme de minorités audacieuses et un singulier manque d'analyse quant aux possibilités *révolutionnaires* réelles du moment historique conduisirent une nouvelle fois cette convulsion insurrectionnelle au fiasco. Dans cette troisième tentative, l'échec se solda par un bilan humain très lourd : 87 morts, plusieurs centaines de blessés, 700 condamnations. La CNT-FAI sortit très affaiblie d'une telle mésaventure et dut se montrer sensiblement moins active durant les deux ans du "Bienio Negro" (appellation donnée à cette période de la république).

Le régime conservatorio-réactionnaire fut dominé par la CEDA, le parti de Gil Roblès. La Confédération Espagnole des Droites Autonomes se voulait anti-laïque et anti-socialiste. Elle rassemblait des propriétaires terriens et la bourgeoisie effrayée par les réformes républicaines. Gil Roblès — qui se faisait appeler le "Jefe" (Chef) et qui disposait d'une jeunesse de parti aux allures fascisantes — jouissait de l'appui de l'Eglise.

La hiérarchie de l'Eglise avait très mal reçu l'avènement de la république. Le programme de laïcisation, la profonde transformation du système scolaire, les mesures économiques introduites par la nouvelle constitution avaient fortement déplu au clergé. Dans les années trente, l'Eglise espagnole formait comme un Etat dans l'Etat; elle comprenait 20'000 religieux, 35'000 prêtres, 60'000 nonnes et presque 5'000 communautés. Par les écoles de paroisses et par les congrégations religieuses dans l'enseignement secondaire, l'Eglise détenait une place prépondérante dans l'enseignement, en orientant l'instruction dans un sens diamétralement opposé aux idées de la pédagogie moderne. La richesse du clergé demeurait énorme : 11'000 domaines, estimés au printemps 31 par le ministère de la justice à 130 millions de pesetas, un patrimoine de propriétés urbaines tout aussi imposant, de multiples participations financières dans l'économie (banques, mines de cuivre du Rif marocain, transports avec la compagnie maritime Transmédi-



tenarienne, les chemins de fer du Nord, les tramways de Madrid, et un long etcétéra de placements en tous genres ...).

A partir du milieu du XIX<sup>ème</sup>, l'Eglise espagnole était devenue la partenaire active des grands propriétaires terriens, de l'aristocratie et de la haute bourgeoisie, au point de se couper d'une grande partie des masses populaires. Alors que ce pays était jadis réputé pour sa ferveur catholique, avec le tournant du XX<sup>ème</sup> siècle, les habitants des villes deviennent médiocrement pratiquants et souvent portés sur l'anticléricalisme. La religion garde surtout du poids dans certaines campagnes conservatrices et auprès de beaucoup de femmes. Dès l'avènement de la république, les instances dirigeantes du clergé cherchèrent constamment à cimenter la réaction au nouveau régime démocratique en souhaitant, au nom de l'intégrisme, le retour à l'ancienne société monarchiste. La droite arrivée au pouvoir, les mesures défavorables à l'Eglise furent supprimées, à l'exception de l'expulsion de l'ordre des Jésuites.

Suite à leur cuisante défaite aux élections législatives, les socialistes en vinrent à repenser leur stratégie et un courant important prit des options de radicalisation, dans le sens des analyses de l'extrême gauche. Ainsi, certains secteurs du PSOE et de l'UGT (dont Largo Caballero, nommé secrétaire général au début 34) se mettent à prôner une tactique révolutionnaire afin d'instaurer une république prolétarienne. Ces secteurs recherchent des alliances au sein du mouvement ouvrier, en adressant bien sûr aussi plusieurs appels à la CNT. Mais à part la signature, le 28 mars 34, d'un pacte d'unité d'action UGT-CNT des Asturies, la Confédération demeura ailleurs sur la réserve, usée qu'elle était par ses infructueux essais insurrectionnels.

En octobre 34 survint l'explosion majeure de la période républicaine. Le 4 octobre, le président du gouvernement, le radical Alejandro Lerroux forme un nouveau cabinet qui s'ouvre à trois ministres de la CEDA, formation qui ne cache pas son dédain pour la république. Ce remaniement est ressenti par les grou

pes républicains et par les socialistes comme une provocation contre la démocratie nouvelle.

A Madrid, la grève générale est proclamée par l'UGT et par les socialistes, soutenus par les communistes, mais non par la CNT. Dès le 5 octobre, le mouvement est condamné à l'échec. A Barcelone, la rébellion émane de la Généralité elle-même, et le président Luis Companys annonce, le 6 octobre, "l'Etat catalan dans le cadre de la République fédérale espagnole". Dans les mois précédents une vive tension avait opposé le gouvernement central à la Généralité, qui avait adopté une loi agraire, favorable aux rabassaires (petits paysans catalans), tandis que le Tribunal constitutionnel la déclarait illégale. Le soulèvement catalan auquel la CNT refusa de s'associer, fut rapidement réduit et de nombreuses arrestations furent opérées, dont celles des membres de la Généralité. Le statut d'autonomie fut, par conséquent, abrogé.

C'est en Asturies, dans le bassin minier d'Oviedo et dans la région de Gijón, que l'insurrection prend, durant une dizaine de jours, des allures de révolution.

Sous le nom de U.H.P. (Union des Hermanos/Frères Prolétaires), une fusion de tous les courants ouvriers s'y était réalisée, facteur qui permit à cette expérience de "Commune Asturienne" de vivre les prémices de la révolution sociale : milices populaires, occupation et saisie d'usines (avec parfois la fabrication de munitions), organisation du ravitaillement, suppression de la monnaie, mise en place d'un début de pouvoir révolutionnaire issu d'un large réseau de comités, ... Mais le mouvement révolutionnaire asturien se retrouva isolé du reste de l'Espagne. Le gouvernement envoya l'armée, plus précisément la Légion étrangère et des unités marocaines, car les troupes métropolitaines ne semblaient pas assez fiables. Sous la direction des généraux Franco et Goded, les opérations militaires, menées avec le concours de l'aviation et de la marine, vinrent à bout de la résistance ouvrière. Dans cette guerre civile en miniature, outre la destruc-

tion de la ville d'Oviedo, l'on estime qu'il mourut de 1'500 à 2'000 personnes (dont 320 policiers et militaires) et qu'il y eut environ 3'000 blessés. Pendant les mois d'octobre et de novembre, les opérations de répression, particulièrement atroces aux Asturies, aboutirent à près de 40'000 arrestations et à de nombreuses peines de mort prononcées.

Les réformes adoptées durant les trois premières années de la république sont définitivement bloquées. Le clivage entre la gauche et la droite devient un fossé et l'hostilité entre les classes s'exacerbe. En mai 35, Gil Robles est nommé ministre de la guerre; il s'empresse aussitôt de placer le général Franco à la tête de l'état-major général. Dans cet esprit de contre-réforme, une procédure est même menée à l'encontre de l'ancien président du Conseil, Manuel Azaña, accusé de complicité avec le soulèvement d'octobre.

En Catalogne, la scène de l'extrême-gauche s'anime par la création, le 25 septembre 35, du POUM (Parti Ouvrier d'Unification Marxiste). Né de la fusion du Bloc Ouvrier et Paysan de Joaquim Maurín et de la Gauche Communiste de Andrés Nin, ce parti, qui demeura modeste par le nombre de ses adhérents, exerça toutefois une influence réelle à cause de la rigueur et de l'originalité de ses positions, exprimées dans son organe *La Batalla*. Parti marxiste révolutionnaire et léniniste, le POUM condamnait le communisme officiel de l'URSS et des P.C. européens. Se déclarant antistalinien, le POUM ne se voulait pas pour autant une formation trotskyste, bien que plusieurs de ses dirigeants (A. Nin, Juan Andrade) aient été d'anciens disciples de Léon Trotsky, qui, du reste, n'eut pratiquement aucun ascendant sur les révolutionnaires espagnols. A l'extérieur de la Catalogne, le POUM était pratiquement inexistant.

D'une façon générale, le marxisme occupait peu de place en Catalogne. Le socialisme espagnol, marqué par le centralisme et par un goût bureaucratique, ne s'était pas implanté parmi les milieux ouvriers catalans, largement anarcho-syndicalistes. Le parti communiste espagnol (PCE), fondé en 1920, demeurait très minoritaire et isolé au sein du courant ouvrier espagnol. Très faible dans la pro

vince catalane jusqu'à la création, au début de la guerre civile, du Parti Socialiste Unifié de Catalogne (PSUC), il est représenté parmi les mineurs asturiens, à Malaga, Cadix et surtout à Séville. Jusqu'en 1930, le PCE n'était formé que de quelques centaines de militants et, au début de la guerre civile, on estime qu'il atteignait à peine 30'000 adhérents (alors que l'UGT ou la CNT dépassait chacune, à ce même moment, le million de membres).

A la suite de graves scandales financiers — celui du "straperlo" (roulette truquée) dans un vaste projet de casinos et celui d'un détournement de fonds au ministère des colonies — qui éblouissent le parti radical, la coalition gouvernementale se désintègre. Ces scandales, qui s'ajoutent à de nombreux remaniements ministériels précédents, conduisent le président Alcala Zamora à dissoudre, le 7 janvier 36, les Cortès et à fixer de nouvelles élections législatives pour le 16 février.

## LE FRONT POPULAIRE

Les excès répressifs des gouvernements du Bienio Negro, les contre-réformes sociales, la montée de l'extrême-droite, la désarticulation du programme régionaliste amenèrent un rapprochement du centre gauche avec les organisations ouvrières. Cette confluence se retrouva dans le cadre d'un programme de Front Populaire, adopté le 15 janvier 36 à Madrid par huit formations : la Gauche Républicaine (de Manuel Azaña), l'Union Républicaine (de Martinez Barrio), le parti socialiste, l'UGT, le parti communiste, la Fédération nationale des Jeunes socialistes, le parti syndicaliste et le POUM. Peu avant la guerre civile, le parti régionaliste galicien (ORGA) rejoignit le Front populaire car, bien que plutôt conservateur, il souhaitait qu'un statut d'autonomie pour la province galicienne soit rapidement installé. Le programme électoral du Front populaire était modéré, demandant

surtout l'amnistie pour les prisonniers politiques et réaffirmait les idées de justice sociale, de réforme agraire et de reconnaissance des régionalismes du début de la république.

Cette fois, la CNT conseilla généralement — et discrètement — le vote utile, à savoir de voter républicain afin de faire libérer les trente mille prisonniers politiques, qui étaient encore derrière les barreaux, et de faire réengager les salariés licenciés pour motifs politico-syndicaux.

Le Front populaire obtint un peu plus de 4'100'000 voix sur 9'200'000 suffrages exprimés. Les abstentions furent sensiblement moins élevées qu'en 1933 et, en cette occurrence, la loi électorale du scrutin majoritaire, favorisant les grandes formations, joua pour la gauche et pour le centre (+ les Basques) qui occupèrent au parlement 56 % et 13,5 % contre 30,4 % à la droite. Le Front populaire avait remporté la victoire dans toutes les villes de plus de 150'000 habitants et dans les régions industrielles; la droite — CEDA de Gil Robles, Acción Popular (catholique), les Agrariens, Renovación Española (monarchistes bourbons de Calvo Sotelo), les Traditionalistes (monarchistes carlistes de Manuel Fal Conde) — se maintenait surtout en Castille, en Navarre (bastion des carlistes) et aux Baléares (fief du financier Juan March). En Catalogne, la coalition de droite à laquelle s'était jointe la Lliga, recueillit près de 41 % des suffrages contre 59 % pour le Front populaire.

Postérieurement et dans un même esprit d'affirmation antifasciste, en France, un autre Front populaire remportera les élections du 3 mai 36, puis adoptera, au milieu de grèves et d'occupations d'usines, des accords instituant la semaine de 40 heures, les congés payés, les délégués ouvriers et de fortes augmentations de salaires.

Sitôt après la victoire du 16 février, des mesures concrètes sont prises pour ouvrir les prisons aux détenus politiques, pour faire réadmettre les ouvriers et paysans congédiés pour raisons politiques (4'500 demandes, en Catalogne, de mars à mai) et pour relancer les lois agraires adoptées auparavant. Le

mouvement ouvrier et syndical, dans une dynamique unitaire, recommence à développer ses activités, malgré la dépression économique qui allait en s'accroissant, notamment en Catalogne dans les secteurs de la construction, du textile et de la métallurgie.

Sous le nom de Jeunesse Socialiste Unifiée (JSU) fusionnèrent, le 1<sup>er</sup> avril, les jeunesses du PSOE et celles du PCE au net avantage des communistes qui, sous la direction de Santiago Carillo (alors encore socialiste), en prendront le complet contrôle. La crise interne du PSOE alla en s'aggravant avec le refus de la majorité du parti de collaborer au gouvernement. La tendance réformiste, emmenée par Indalecio Prieto, se déclarait, en effet, partisane d'une entente avec les partis républicains au sein d'un gouvernement d'union démocratique, tandis que le courant majoritaire et maximaliste — animé par Largo Caballero (surnommé alors le "Lénine espagnol"), Luis Araquistain, Alvarez del Vayo et appuyé par le gros des membres de l'UGT — s'engageait sur la voie de la rupture révolutionnaire.

A Saragosse, du 1<sup>er</sup> au 11 mai 36, la CNT tient son quatrième (et plus long) congrès national. Dans la salle de l'Iris Park se trouvent réunis 649 délégués, représentant 982 syndicats et 550'595 affiliés. Ce congrès marque la réunification de la confédération, avec la réintégration des Trentistes et de leurs Syndicats d'Opposition (comptant 60'621 adhérents). Le rassemblement de Saragosse voit aussi l'affirmation du concept de communisme libertaire, pour lequel 150 rapports préalables avaient été déposés. Le communisme libertaire sera réalisable, une fois l'Etat et le capitalisme supprimés, sur la base de la "Commune autonome" et par la mise en oeuvre de relations fédératives à la fois syndicales et *politiquement* géographiques. L'on rappelle avec conviction que "la pierre angulaire" de la société émancipée repose sur les deux piliers de l'individu et du Syndicat. La vision communaliste (Isaac Puente, Federica Montseny) l'emporte sur la conception minoritaire qui place l'accent sur une économie industrielle et planifiée (Diego Abad de Santillán) [sur ce sujet, voir le chapitre consacré à l'autogestion] .

Le congrès dans la dynamique des "alliances révolutionnaires" et dans la lignée de l'octobre asturien de 34, décida de proposer publiquement à l'UGT "un pacte révolutionnaire", en posant cependant des conditions, pour le moins difficiles à remplir pour un syndicat d'obédience socialiste, comme "la reconnaissance explicite de l'échec du système de collaboration politique et parlementaire". A Saragosse, l'on discuta aussi du chômage et de la réforme agraire, mais aussi de thèmes moins traditionnellement syndicaux, tels que la délinquance et la prison, l'amour libre et la sexualité, l'éducation, le naturisme, la religion, l'art, ...

Contrairement à ce qui a été parfois soutenu, le grand rassemblement de la capitale aragonaise n'a pas débouché systématiquement sur des vues simplistes, inspirées d'enthousiasmes béats. Dans le rapport final sur "la situation politico-militaire", on lit, par exemple, que "le panorama politico-social international, considérablement aggravé par le chômage forcé, nous démontre clairement qu'il débouchera, fatalement et de façon tragique, sur une nouvelle guerre" "l'inutilité de la Société des Nations" pour prévenir un tel cataclysme étant patente. Ailleurs, il est aussi question des "premières mesures de la Révolution" ou de la "défense de la Révolution" contre une éventuelle "invasion étrangère capitaliste" et contre "les tentatives de restauration du régime détruit". Néanmoins, bien que les congressistes se refusent à tomber dans "l'erreur des politiciens qui présentent des solutions définitives pour tous les problèmes, solutions qui, dans la pratique, échouent bruyamment" et que l'on constate que "structurer, avec une précision mathématique, la société du futur serait absurde, étant donné que beaucoup de fois il existe un véritable abîme entre la théorie et la pratique", il n'empêche que la problématique concrète du passage à la société libertaire fut très insuffisamment prise en compte. L'impression générale dégagée par le congrès de Saragosse est celle d'un aveuglement. D'une part, les anarchistes se disent conscients qu'"en Espagne, il y a plus de possibilités révolutionnaires que dans n'importe lequel des pays qui l'entourent" (ou qu

"l'Espagne traverse une situation franchement révolutionnaire), et d'autre part, aucune stratégie de transition n'est véritablement élaborée. Ce contre-sens frappera cruellement les libertaires et, par suite, leurs *ennemis* lors de la guerre civile.

Durant le printemps et le début de l'été 36, il règne en Espagne une atmosphère très lourde, faite d'occupation de terres et de grèves très violentes (telle celle du bâtiment de juin-juillet à Madrid où s'affrontèrent même brutalement les UGTistes et les CNTistes). Un climat de terreur — qui épargne en partie la Catalogne — s'établit, ponctué d'attentats, d'enlèvements, d'assassinats, de saccages de bâtiments religieux ou de locaux politiques et syndicaux. Entre le mois de février et la mi-juillet, le bilan des troubles est édifiant : 113 grèves générales et 216 partielles, 269 morts et 1'287 blessés dans les attentats et les affrontements avec la police. Le gouvernement (dirigé depuis le 19 avril par Casares Quiroga, Manuel Azaña ayant remplacé Alcalá Zamora à la présidence de la république) essaye en vain de prendre des mesures pour rétablir l'ordre; dès les élections de février déjà, les généraux Franco et Goded, suspectés de putschisme, avaient été déplacés aux Canaries et aux Baléares; la Phalange, qui était ouvertement favorable au terrorisme, voit son siège fermé et son leader José Antonio Primo de Rivera arrêté; des mesures de détention sont aussi prises contre des activistes anarchistes ou d'extrême-gauche.



Dans une phase de montée des fascismes et face à l'exacerbation de haines politiques, la jeune et frêle république s'avérait impuissante à trouver et à imposer une issue démocratique. D'autant que les rumeurs persistantes de soulèvement militaire allaient sous peu se matérialiser en tragique réalité.<sup>1</sup>

1. Sur cette très riche période républicaine, voir entre autres : John Brademas, "Anarcosindicalismo y revolución en España (1930-1937)"; Carlos M. Rama, "La crisis española au XX<sup>ème</sup> siècle"; César M. Lorenzo, "Les anarchistes espagnols et le pouvoir (1868-1969)"; Eulàlia Vega, "El trentisme en Catalunya (1930-1933)"; Angel Pestaña, "Por que se constituyó el partido sindicalista"; Gérald Brey & J. Maurice, "Historia y leyenda de Casas Viejas"; Actes du "Congreso confederal de Zaragoza CNT"; Eduardo Comín Colomer, "Historia del anarquismo español 1836-1948 (livre rédigé, au sortir de la guerre, par un historien franquiste et qui vaut surtout pour le détail des événements retracés); Antonio Elorza, "La utopía anarquista bajo la segunda república española"; Diego Abad de Santillán, "Memorias 1897-1936"; voir aussi : Albert Balcells, "Cataluña contemporánea, II (1900-1936) et "Trabajo industrial y organización obrera en la Cataluña contemporánea (1900-1936)"; Mary Nash, "Mujer y movimiento obrero en España, 1931-1939" et "Mujer, familia y trabajo en España, 1875-1936"; Manuel Tunon de Lara, "La II República", vol. I et II; Jacques Maurice, "La reforma agraria en España en el siglo XX (1900-1936)"; Pierre Broué, "La révolution espagnole 1931-1939"; E. Témine, A. Broder et G. Chastagnaret, "Histoire de l'Espagne contemporaine"; Gérald Brenan, "Le labyrinthe espagnol"; Manuel Grossi, "L'insurrection des Asturies"; Manuel Cruells, "El 6 d'Octubre a Catalunya"; Guy Hermet, "L'Espagne de Franco"; A. Sieberer, "Espagne contre Espagne".

## LES PROVINCES DE L'ESPAGNE



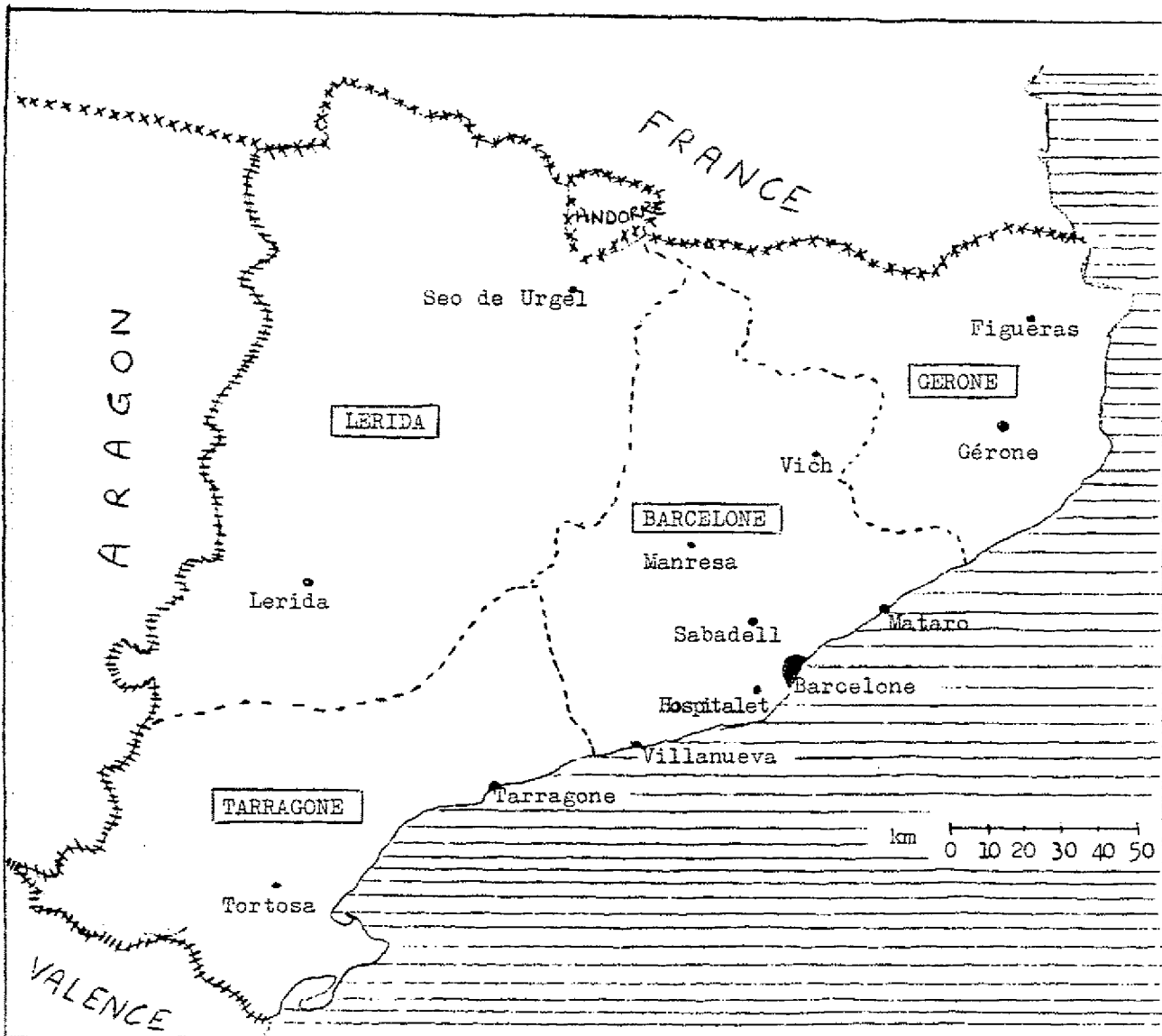
Superficie de l'Espagne : 504 750 km<sup>2</sup>  
( y compris Baléares et Canaries )

0 50 100 200 km

En 1936, l'Espagne compte 25 villes de plus de 50'000 habitants :

1. Barcelone . . .	1.150.000	13. Palma de Mallorca	93.000
2. Madrid . . . .	1.050.000	14. Santander . . . .	90.000
3. Valence . . . .	350.000	15. San Sebastian . .	86.000
4. Séville . . . .	240.000	16. La Coruña . . . .	79.000
5. Malaga . . . .	204.000	17. Alicante . . . .	78.000
6. Saragosse . . .	190.000	18. Oviedo . . . .	78.000
7. Bilbao . . . .	175.000	19. Gijon . . . .	78.000
8. Murcie . . . .	166.000	20. Cadix . . . .	75.000
9. Grenade . . . .	124.000	21. Lorca . . . .	74.000
10. Cordoue . . . .	117.000	22. Xeres . . . .	72.000
11. Carthagène . .	102.000	23. Vigo . . . .	65.000
12. Valladolid	97.000	24. La Lina . . . .	63.000
		25. Almeria . . . .	55.000

En 1936, la population de l'Espagne est de 24 millions  $\frac{1}{2}$  d'habitants



Superficie de la Catalogne : 32 200 km<sup>2</sup>  
 Population de la Catalogne : 2 732 000 habitants

Superficie de la province de Barcelone : 7 691 km<sup>2</sup>

Villes :

- Barcelone : 1 746 000 habitants
- villes du grand Barcelone :
- Hospitalet : 33 500 h.
- Mataro : 28 000 h.
- Sabadell : 44 500 h.
- Villanueva y Geltru : 15 600 h.
- Manresa : 31 200 h.
- Vich : 14 000 h.

Population de la province de Barcelone : 1 746 000 habitants.

superficie Catalogne = 1/16 Espagne  
 population Catalogne = 1/9 Espagne

Superficie de la province de Gérone : 5 865 km<sup>2</sup>  
 Population de la province de Gérone : 33 000 h.  
 Villes : - Gérone : 22 000 h.  
 - Figueras : 14 100 h.

Superficie de la province de Lérida : 12 151 km<sup>2</sup>  
 Population de la province de Lérida : 320 000 h.  
 Villes : - Lérida : 38 500 h.  
 - Seo de Urgel : 4 116 h.

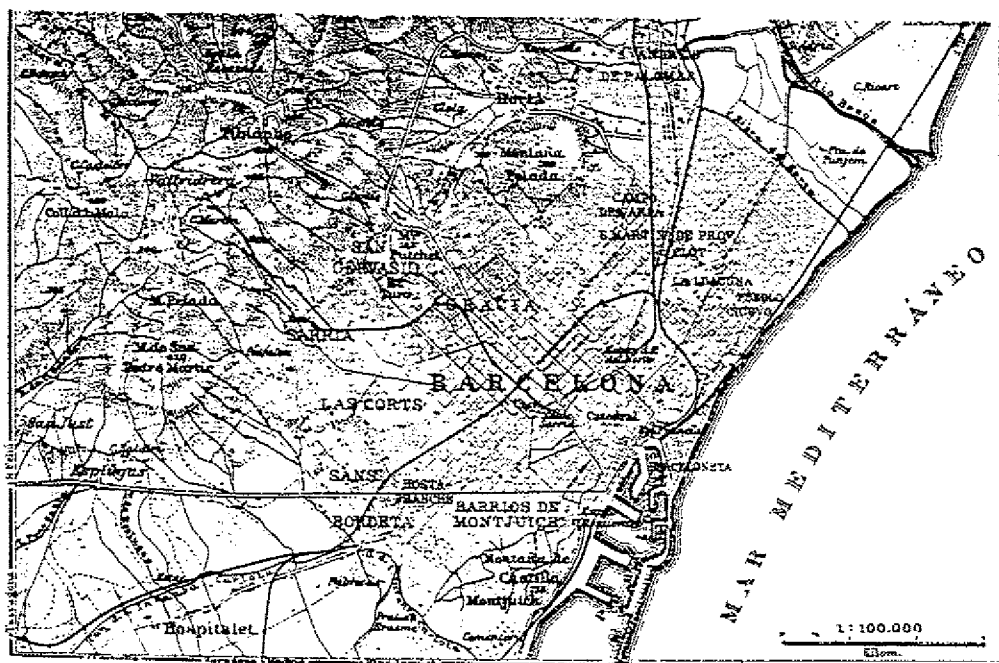
Superficie de la province de Tarragone : 6 490 km<sup>2</sup>  
 Population de la province de Tarragone : 355 000 h.\*  
 Villes : - Tarragone : 30 000 h.  
 - Tortosa : 35 300 h.

chiffres tirés de "L'encyclopédie Quillet"

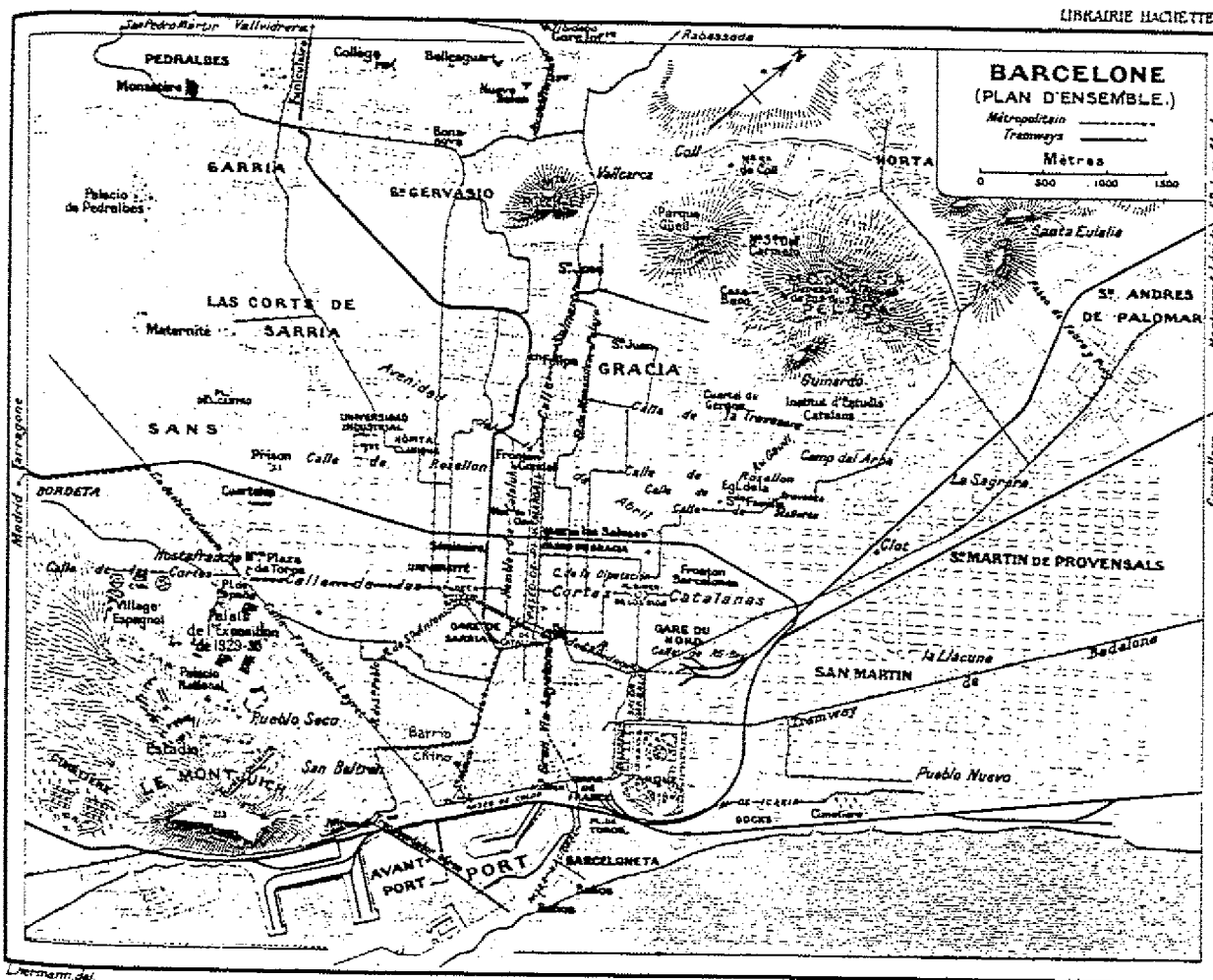
© 1934, édition 1938

\* seul chiffre correspondant à l'année 1926

les chiffres de la carte d'Espagne des 25 villes de 60 000 h. sont tirés du livre de A. Sieperer "Espagne contre Espagne" (1937)



Barcelone et ses environs.  
 (Tiré du guide "Baedeker" Espagne et Portugal, Leipzig 1920)



Plan général de Barcelone  
 (Tiré du "guide bleu Hachette" Espagne, Paris 1935)

## IMPLANTATION DE L'ANARCHISME EN ESPAGNE

La présence massive de l'anarchisme en Espagne soulève plusieurs interrogations. Pourquoi les idées libertaires ont-elles à ce point trouvé en Espagne une terre d'asile ? Pourquoi durant la seconde moitié du XIX<sup>ème</sup> siècle et lors de la première moitié du XX<sup>ème</sup> siècle, le mouvement ouvrier et populaire, en tout cas en Catalogne, a-t-il été majoritairement influencé par l'anarchisme ?

La volonté manifestée par beaucoup d'historiens de découvrir une explication à une telle implantation est certes tout à fait légitime et compréhensible. Pourtant, l'acharnement manifesté par certains historiographes à vouloir élucider le binôme *anarchisme et Espagne* semble surtout provenir d'un discrédit solide à l'égard des idées libertaires, considérées implicitement comme extravagantes, incongrues; sinon, pourquoi *ailleurs* ne rencontre-t-on pas autant de démonstrations historiographiques pour éclaircir d'autres *énigmes*, comme, par exemple, les raisons du succès du marxisme en Russie ou en Chine, les causes de l'engouement pour le christianisme en Europe, la formule du bipartisme aux USA, etc., etc...

Afin d'obtenir une réponse complète à cette interrogation, il faudrait, à la limite, fournir une explication d'ensemble sur l'Espagne, sur les étapes et les causes de son évolution, sur ses mentalités, sa culture, ... On aboutirait alors à une tautologie, l'Espagne se renvoyant à elle-même, l'anarchisme se définissant en lui-même et dans le reflet que l'Espagne se donne d'elle... Mais sans pousser le raisonnement jusque-là, on peut constater d'abord que l'anarchisme a existé ou existe sur les cinq continents et que les idées libertaires présentent aussi un parcours *a-temporel*, *a-historique*. Dans le cas hispanique, l'on pourrait croire, pour employer une boutade empruntée au chanteur Léo Ferré ("Les anarchistes") que si l'anarchisme a eu autant de succès en Espagne, c'est qu'on ne le comprend pas !

Il est, toutefois, raisonnablement possible d'avancer plusieurs hypothèses pour répondre, du moins en partie, à notre interrogation et qui tiennent à la fois au pays Espagne et à la pensée anarchiste.

L'Espagne n'ayant pas vraiment connu de révolution libéralo-bourgeoise (à la manière de l'Angleterre du XVII<sup>ème</sup> et de la France du XVIII<sup>ème</sup>), les clivages sociaux y demeurèrent très forts, établissant un terrain propice au développement d'idées politiques radicalisées, porteuses de révolution intégrale dans la mesure même où il semblait qu'il n'y avait pas grand chose à sauver du "vieux monde" et que la société officielle apparaissait statique, inamovible.

Le peuple espagnol restait généralement attaché à la sphère locale, à la commune et à son autonomie, tandis que, par ailleurs, les sentiments régionalistes étaient vivaces. L'amour pour la "patria chica" (le village ou la ville d'origine) était une donnée de la mentalité politique d'outre-Pyrénées. L'idée fédéraliste (Pi y Margall l'avait déjà exposée en Espagne dès 1854), qui constitue un élément consubstantiel de l'anarchisme, cadrait donc particulièrement bien avec le contexte ibérique, façonné par un relief très montagneux, séparant les régions les unes des autres. Ainsi l'Etat, en tant que symbole du centralisme, était d'emblée suspect. L'anarchisme fut surtout implanté dans les parties *périphériques*, comme la Catalogne, le Levant, l'Andalousie, la Galice, l'Aragon (mais peu au Pays Basque); en Castille, bastion du centralisme, la CNT-FAI avait peu d'adhérents, sauf dans la métropole madrilène.

Au plan des institutions politiques, le système parlementaire espagnol n'avait jamais vraiment fonctionné. Dans les campagnes et par le poids du caciquisme, les élections étaient fréquemment manipulées et truquées. La royauté, l'armée, l'oligarchie aristocratico-financière faussaient trop le jeu parlementaire pour que le régime de la démocratie pluraliste jouisse d'un large crédit populaire. L'impression habituelle était que le parlementarisme représentait quelque chose de factice et d'importé. Dans ce domaine aussi, la convergence entre

l'apolitisme/anti-parlementarisme des anarchistes et les données espagnoles se réalisait. Le moyen de l'action directe individuelle ou collective était préféré aux lentes palabres législatives se déroulant dans la Madrid bureaucratique et centraliste. L'ampleur et la férocité de la répression contre le mouvement ouvrier jouèrent en faveur de l'anarcho-syndicalisme, car la légendaire brutalité de la Garde civile et les interventions de l'armée pour rétablir *l'ordre* renforcèrent les sentiments anti-étatiques. Dans l'hypothèse d'une Espagne officielle/nantie moins systématiquement fermée aux revendications des milieux populaires, l'anarcho-syndicalisme, à l'instar du syndicalisme révolutionnaire en France ou en Italie, aurait peut-être évolué vers des positions réformistes.

Au sujet de la mystique anarchiste, de la foi acratique en une société régénérée et fraternelle, beaucoup d'historiens ont vu une survivance du sentiment religieux. Pendant très longtemps, le catholicisme a effectivement imprégné la vie espagnole et une certaine *bonne parole anarchiste* a pu prendre la relève d'un certain besoin d'absolu. Mais, lorsque dans un pays que la religion a fortement marqué (voir par exemple aussi les débuts de la révolution française), un mouvement d'idées devient profondément populaire, il transporte avec lui des restes de dévotion ou d'extase. Une autre approche de cette question est fournie par l'écrivain français Pierre Drieu La Rochelle, qui voyait dans la réussite de l'anarchisme en Espagne (et dans le monde méridional) comme la manifestation de la Réforme protestante que les pays méditerranéens n'ont pas connue. L'anarchisme, qu'il soit espagnol ou non, peut présenter quelques parentés avec le christianisme mais une constatation semblable pourrait être faite, et voire amplifiée fortement pour d'autres courants du socialisme et notamment pour le marxisme. Les libertaires espagnols ont surtout retenu de l'Évangile une soif ardente d'égalité. Dans la mesure où, en Espagne, l'État faisait cause commune avec l'Église, l'anti-étatisme des anarchistes se nourrissait d'anticléricalisme et réciproquement.

Le retard de l'Espagne a souvent été invoqué pour expliquer la réussite de l'anarchisme. Certes, par rapport à de nombreux pays européens, l'Espagne avait une économie moins développée, en particulier dans l'agriculture. S'il est vrai que dans le cas de l'Andalousie, il a pu exister, parmi ceux qui se réclamaient de l'anarchisme, des "formes primitives de révolte" (millénarisme/retour à l'Age d'Or), il n'en demeure pas moins que ce fut dans la région la plus avancée économiquement et industriellement, soit en Catalogne — et souvent chez des catalans de souche — que la mouvance libertaire rencontra son principal point d'ancrage. La version Espagne pays archaïque, donc propice à cet autre archaïsme que symboliserait l'anarchisme ("nostalgie du passé pré-industriel", "petit-bourgeois", "instinctif-immature", "vieillesse idéologique") procède donc le plus souvent d'un préjugé tenace ou d'une méconnaissance plaqués sur un schéma espagnol simplifié. A contrario d'ailleurs, nombre de mesures sociales et économiques, qui seront prises par la CNT-FAI durant l'époque révolutionnaire de la guerre civile, témoignent clairement du souhait de vouloir *moderniser* résolument le pays et ses habitudes.

Plusieurs valeurs exaltées par l'anarchisme — rôle central de l'individu, besoin de dépassement par l'action, mystique de la liberté, affirmation de la résistance à l'oppression, sens de la dignité ("fierté") personnelle par le refus de l'autorité extérieure — se retrouvent probablement dans l'*esprit* de l'hispanité. Mais il serait certainement faux de vouloir circonscrire l'anarchisme à un certain *tempérament* espagnol et de recourir tel quel aux topiques du folklore.

Un élément supplémentaire qui a conduit à un pareil succès réside dans la nature même du mouvement anarchiste ibérique. En effet et contrairement aux partis politiques, le mouvement libertaire espagnol possède une vaste vocation sociale qui venait souvent pallier aux carences d'infrastructures de la société officielle. Ainsi, les libertaires s'occupèrent activement d'enseignement (cours.



écoles parallèles), de santé (consultations-dispensaires), de culture ("ateneos" populaires) et d'alphabétisation, de divulgation sexuelle (informations et contraception), ...

Pourquoi ce mariage — non, cette union libre-entre Espagne et anarchisme ? L'explication ou plutôt les raisons en sont multiples et parfois contradictoires. De plus, elles peuvent varier selon les époques considérées.<sup>1</sup>

Ce qui demeure cependant, c'est que nulle part ailleurs, l'anarchisme n'a occupé une place aussi déterminante au coeur d'un processus de révolution sociale. Et tel va maintenant être le sujet de cette étude.

1. Sur la complexe question de l'implantation de l'anarchisme, voir notamment et outre certains titres déjà mentionnés : Eléna de la Souchère, "Explication de l'Espagne"; Pierre Vilar, "Histoire de l'Espagne"; E.J. Hobsbawm, "Les primitifs de la révolte dans l'Europe moderne"; Raymond Carr, "España 1808-1939"; Franz Borkenau, "Spanish cockpit"; Murray Bookchin, "The spanish anarchists 1868-1936" et l'introduction à "The anarchists collectives" (de Sam Dolgoff); textes d'une polémique entre 1926 et 1932, parus dans *L'Opinió* et réunis par Albert Balcells, sous le titre "El arraigo [enracinement] del anarquismo en Cataluña" (articles de Joaquín Maurín, Juan Peiro, Andrés Nin, Jaime Miravittles, ...); texte de Rudolf de Jong, "El anarquismo en España" (in "El movimiento libertario español", éd. Ruedo Iberico); texte de J. Romero Maura, "The spanish case" (in "Anarchism today, edited by Daniel E. Apter & James Joll); texte de Susana Tavera, "Notes sobre l'anarco-sindicalisme basc i català" (colloqui Basc-Català d'Historia, Sitges 1982); article de Pierre Drieu La Rochelle, "Ce qui meurt en Espagne" (in *La Nouvelle Revue Française*, 1936, volume CCLXXVIII).



## PRESENTATION DE LA PRESSE ANARCHISTE

Dans le mouvement anarchiste espagnol, la presse a joué un rôle irremplaçable. Terrain de germination et d'expérimentation des idées, lieu de transmission des décisions et des consignes du mouvement, instrument de diffusion de la connaissance et de la culture ouvrières, la presse a été indissociable des heures claires et sombres des libertaires espagnols.

La presse était le forum où se discutaient les orientations, où les tendances s'affirmaient et où les grands événements de l'heure se voyaient commentés. Les journaux anarchistes espagnols ont présenté un aspect multiforme, tant par leur nature que par leur zone de rayonnement. On peut distinguer, en gros, deux types de publications : celles qui émanent des organisations anarchistes structurées, en particulier les journaux de la CNT, et celles qui sont animées par des groupes d'opinions libertaires. Les publications organisationnelles (CNT, FAI, JJLL) s'adressaient en priorité à l'intérieur du mouvement, occupaient un rôle d'information interne, traitaient de problèmes spécifiques à telle branche professionnelle et débattaient de problèmes statutaires. Les journaux d'opinions libertaires fonctionnaient comme des tribunes ou comme des laboratoires pour la discussion des nouvelles théories émises par les penseurs ou par des groupes d'individualistes.

La plupart des titres de la presse anarchiste émanaient des syndicats. Il s'agissait d'organes de Fédérations rassemblant l'ensemble des syndicats de la CNT à l'échelle locale, régionale, voire nationale, ou de bulletins de telle ou telle branche professionnelle, publiés aussi à ces diverses échelles géographiques. Il existait, néanmoins, parallèlement ou en marge, des journaux d'opinions libertaires. Ces publications indépendantes provenaient donc de noyaux

d'individualistes ou étaient l'expression des groupes d'affinités, qui réunissaient sur la base d'affinités culturelles, éthiques, philosophiques, de tempérament, ... un cercle de personnes, mues par des desseins semblables. Certains titres étaient rédigés, en partie ou complètement, en langue catalane; pour la période de la guerre civile, on peut estimer à environ dix à quinze pour cent la part de ces journaux. Le nationalisme catalan ne se limitait pas uniquement à un courant de composition bourgeoise et une partie des milieux populaires, notamment parmi les libertaires, était sensible à l'affirmation du particularisme régional.

Dans le fonctionnement des journaux, il convient de distinguer les grands organes de presse du mouvement anarchiste des bulletins à rayonnement modeste. Les journaux de premier plan dans le mouvement CNT-FAI avaient à leur tête un directeur, officiant comme rédacteur en chef, responsable de l'orientation et du contenu de la publication. Pour *Solidaridad Obrera* par exemple, la nomination du directeur se faisait par voie de référendum auprès des syndicats anarcho-syndicalistes de la région catalane. Ainsi, à la veille de la guerre civile, le comité régional de la CNT, en date du 11 juin 1936, rendit publics les résultats de la consultation qui toucha 98 syndicats et qui désignait à "une majorité écrasante" Liberto Callejas comme directeur de *Solidaridad Obrera*<sup>1</sup>. Les personnalités qui assumèrent la direction des grands journaux anarchistes — la *Soli*, *Tierra y Libertad*, *CNT*, *Catalunya*, ... — furent souvent soit des responsables de haut niveau, d'abord militants confirmés puis leaders du mouvement, soit alors des plumes talentueuses devenues ensuite des "locomotives" syndicales. Tel fut le cas, entre autres, de Diego Abad de Santillán, Juan Peiró, Angel Pestaña, Frederica Montseny. Dans les grands journaux, le directeur

1. L. Callejas, qui "exerçait déjà cette charge de manière intérimaire" précédait dans l'ordre, Felipe Alaiz, Manuel Perez, Manuel Villar, Diego Abad de Santillán et Federica Montseny; *Solidaridad Obrera* du 12 juin 36.

pratique peu courante au sein du mouvement anarcho-syndicaliste, était rétribué pour son activité. Il incombait au directeur de choisir son équipe rédactionnelle. Les collaborateurs étaient, en majorité, des militants éprouvés, qui avaient un certain goût pour l'écriture et, en principe, une certaine capacité à manier la plume. Il se trouva également quelques "pros" pour participer à la conduite de la presse anarchiste. Parmi ces journalistes de formation et de filiation libertaire, il convient de citer Felipe Alaiz, Jacynto Toryho et Eduino de Guzmán.

"Nègre" journalistique dès l'âge de 16 ans, Eduardo de Guzmán fut d'abord rédacteur, à Madrid, dans diverses feuilles fantomatiques (les "sapos"/crapauds), qui, sous plusieurs titres différents et avec des tirages ne dépassant pas une cinquantaine d'exemplaires, formaient pratiquement le duplicata d'une seule petite publication et ne continuaient de sortir que pour abuser les annonceurs publicitaires ... Ensuite, il participa à diverses feuilles de gauche et à la presse anarchiste; il fut, durant la guerre, directeur de *Castilla Libre* (quotidien de la CNT de Madrid). Fait prisonnier dans le port d'Alicante, lors de l'ultime et dramatique débâcle républicaine, condamné à mort, il purgea finalement neuf ans de prison et ne fut réhabilité véritablement comme journaliste qu'en 1978. Pendant une bonne partie du franquisme, il subsista en écrivant des dizaines et des dizaines de romans policiers, mettant en scène le F.B.I., et des histoires de western, sans jamais avoir été aux USA !

Avec le recul du temps, E. de Guzmán juge "très préoccupante la si grande disparition de journaux" :

" A Madrid, en 1935, avec un million d'habitants, il se publiait 18 quotidiens et, en plus, ces journaux avaient une diffusion très supérieure à celle qu'ils ont aujourd'hui, mais bien sûr pas en termes absolus. Alors, il était tout à fait normal, par exemple, qu'un ouvrier s'achète deux journaux. " <sup>2</sup>

2. Entretien très attachant de Eduardo de Guzmán avec Anunchi Bremón paru dans *El País*, dimanche, 14 avril 1985, sous le titre "histoire d'un perdant".

Des intellectuels, d'origine bourgeoise, collaborèrent quelquefois à la presse anarchiste, mais la grande masse des articles provenaient d'ouvriers et d'employés syndiqués qui avaient acquis leur bagage culturel en autodidactes. L'exemple le plus célèbre d'auto-instruction est certainement celui du verrier Juan Peiró, qui fut directeur de la *Soli* et de *Catalunya*, et aussi ministre de l'industrie, et qui n'apprit à écrire qu'à l'âge de 22 ans ... La voie de l'autodidactisme explique sans doute cette fraîcheur, cette ingénuité que l'on rencontre dans beaucoup de textes qui abordent bravement les grands problèmes historiques ou scientifiques. La soif de connaître, le goût de l'effort personnel incitaient ces militants — intellectuels en devenir — à considérer la culture comme un terrain à conquérir.

A côté du directeur, les journaux anarchistes connaissaient le poste d'administrateur (poste rétribué dans les journaux importants). Il était chargé de s'occuper des questions financières, techniques et pratiques nécessaires à la bonne marche de la publication. Les grands journaux étaient liés organiquement et financièrement aux instances du mouvement anarchiste et ne possédaient pas de réelle *indépendance* structurelle.

La diffusion de la presse anarchiste se faisait par abonnement, par vente militante auprès des sympathisants, par vente à la criée dans la rue, près des lieux de travail, lors des manifestations et également, parfois, pour les grands titres, par vente dans les kiosques (surtout durant la guerre).

Le financement des journaux provenait de ces divers canaux de distribution et en particulier de l'abonnement. La cotisation syndicale prévoyait, généralement, une quote-part pour financer la presse; lors du congrès de Sants de 1918, il fut décidé que, sur la cotisation syndicale versée par les affiliés à la CNT, le cinquième irait garnir les caisses de la *Soli*. D'autres recettes utiles à la santé de la presse pouvaient provenir de campagnes de soutien, de bénéfices retirés de fêtes et de kermesses ou encore de l'insertion d'annonces

publicitaires (surtout durant la guerre civile).

L'impression des feuilles anarchistes s'effectuait souvent dans des imprimeries sympathisantes, grâce à des "copains" des arts graphiques ou sur les rotatives que le journal avait réussi à acquérir. Avec les saisies du début de la guerre, la situation matérielle des journaux révolutionnaires se trouva grandement améliorée.

Certains journaux exerçaient une activité éditoriale annexe, en publiant des livres et des brochures. Ce fut le cas de *Tierra y Libertad* et de *La Revista Blanca* de la famille Urales-Montseny. Pour *La Revista Blanca*, l'édition, en particulier, des "Novela Ideal" et "Novela Libre", nouvelles socio-édifiantes largement diffusées, permettait de couvrir les déficits de la revue.<sup>3</sup> Par ailleurs des journaux organisaient des tournées de propagande ou mettaient sur pied des conférences et autres débats contradictoires. Parmi les activités annexes, il faut également mentionner l'animation de radios par des équipes de journalistes libertaires, intervention sur les ondes qui se développa lors de la guerre civile

Le lectorat de la presse anarchiste se composait surtout de personnes qui adhéraient ou sympathisaient déjà aux idées libertaires. Cette presse apparaissait comme tournée avant tout vers *l'intérieur* du courant libertaire et, en tous les cas, peu d'articles sont destinés à un public extérieur au mouvement ouvrier. Nous sommes donc en présence d'une presse qui ne s'adresse, prioritairement, qu'à une fraction de l'opinion populaire en ne touchant que la part radicalisée et progressiste du monde ouvrier. Mais, il ne faudrait pas pour autant minimiser l'influence des journaux anarchistes au sein des milieux populaires. En effet, la lecture pour le militant des feuilles de la CNT-FAI lui apportait la matière qui ali-

3. Renseignements tirés de la thèse (encore inédite) de Susana Tavera à l'université de Barcelone, chapitre "El anarquismo y la propaganda", p. 159. Cette étude est très riche en informations et m'a été fort utile.

mentait ses discussions sur le lieu de travail, au café ou en famille. Surtout lors d'événements importants, les grands journaux anarchistes, avec leurs éditions spéciales et leurs tirages exceptionnels, s'arrachaient et trouvaient un cercle de lecteurs beaucoup plus vaste; telle fut la situation qui prévalut lors du début de la révolution et durant les événements de mai 37.

Le travail de recrutement de nouveaux membres et de propagande large se faisait principalement au travers des brochures et des tournées des conférenciers. La CNT-FAI avait très peu recouru au moyen de l'affiche, mais, durant la guerre civile, cette forme de propagande graphique très directe fut abondamment utilisée. Dans les premiers temps de la révolution, et afin d'affirmer clairement la présence prépondérante des anarchistes, l'on vit aussi partout — murs, véhicules, badges, foulards, ... — fleurir les inscriptions de la CNT et de la FAI. Ce climat de frénésie autour des initiales des organisations acratiques permit, paraît-il, à un homme de Barcelone, craignant la répression révolutionnaire, de trouver le chemin de son salut : muni d'un pot de peinture et d'un pinceau, il parcourut le trajet Barcelone-La Junquera en traçant des "Vive la FAI", puis réussit à passer la frontière et à se réfugier en France ! <sup>4</sup>

La durée d'existence des journaux anarchistes était bien sûr liée à la santé de leurs syndicats respectifs ou des groupes qui les éditaient; d'autre part, la conjoncture politique, avec la plus ou moins grande liberté d'expression octroyée par les divers gouvernements, conditionnait l'essor des publications. Le tirage dépendait aussi de ces paramètres; toutefois, il demeure ardu d'articuler des chiffres quant à l'ampleur des tirages, car des besoins évidents d'auto-propagande brouillent les pistes, ainsi que la mémoire souvent défaillante des témoins. La proclamation de la II<sup>ème</sup> République et surtout le déclenchement de la

4. Anecdote contée par Rafael Abella, "La vida cotidiana durante la guerra civil, la España republicana", p. 102.



révolution donnèrent une forte impulsion à la presse libertaire (voir ce chapitre). Les journaux anarchistes qui ont véritablement traversé les décennies, quitte à disparaître quelques années, furent *Tierra y Libertad* (première édition en 1898), *La Revista Blanca* (dès 1898) et *Solidaridad Obrera* (dès 1907). Pour beaucoup de titres, il n'est guère ou pas du tout possible de rétablir leur collection complète et de connaître leur réelle durée d'existence; les numéros disponibles sont épars, les lieux d'édition pas toujours clairement établis. Les troubles de la guerre, les rigueurs de la répression nationaliste ont dispersé beaucoup d'archives et détruit nombre de bibliothèques.



Le pluralisme, la diversité ont toujours été des constantes de la presse libertaire espagnole. La période de la guerre civile n'a pas fait exception à cette absence de règles. L'intensité du moment historique a cependant incité les diverses composantes du mouvement anarchiste à essayer de *pactiser* autour de thèmes considérés comme essentiels : militarisation des milices, entrées aux gouvernements, position à l'égard du reste du camp antifasciste. Mais l'unanimité ne s'est pas établie; des clivages, parfois irréductibles, se sont fait jour. Le besoin d'unité de vues était réclamé par la direction de la CNT-FAI, tandis que quelques journaux, peu nombreux en regard de l'ensemble des titres anarchistes, n'hésitaient pas à faire part de leurs réticences et à proclamer leurs divergences (*Acracia*, *Ideas*, *Al Margen*, en partie *Guerra di Classi*, puis après mai 37, *El Amigo del Pueblo*, *Anarquía FAI*, *Alerta*, *Liberación* et, en partie le journal satirique *Criticón*). Une poignée de grands journaux comme la *Sol*, *Tierra y Libertad* ou le *Boletín de Información CNT-FAI* jouèrent le rôle d'organes phares, de feuilles de référence et servirent de porte-parole officiels. Néanmoins, en dépit de ce lien ombilical avec les instances dirigeantes de la CNT-FAI

l'on peut trouver au sein d'un même No de la *Soli* par exemple, des positions différentes sur des sujets aussi importants que l'entrée ou non aux gouvernements, la violence/terreur révolutionnaire, la militarisation. Les événements étaient trop denses et allaient trop vite pour permettre d'arrêter facilement une attitude ... Au fil des semaines pourtant, un discours convergent, en accord avec les thèses officielles, s'inscrivit dans les pages des grands journaux anarcho-syndicalistes.



La presse anarcho-syndicaliste se situait très certainement au-delà d'une simple presse propagandiste, car elle distillait constamment des idées, des considérations de nature philosophique, éthique, culturelle, ... En cela, un journal libertaire allait généralement *beaucoup plus loin et beaucoup plus en profondeur* qu'un organe de parti politique. Sensiblement moins *disciplinée* et *monolithique*, la presse anarchiste cherchait davantage à convaincre, à persuader qu'à asséner des recettes ou des arguments massues. Cette conception journalistique découlait de l'esprit libertaire lui-même qui place très haut l'autonomie de la personne et refuse de *prendre le pouvoir* sur l'autre, de manipuler l'individu. Cependant, malgré cette ampleur de vues, la tentation de l'efficacité propagandiste fut forte durant la guerre (avec notamment la création de l'Ecole de Militants CNT-FAI ou avec le désir de la direction des organisations de contrôler davantage le contenu des journaux).

Au cours de la période de la révolution sociale, la presse anarchiste dut, pour reprendre une formulation de l'historien français Jacques Ellul, passer d'une "propagande d'agitation" — subversive et oppositionnelle — à "une propa-

gande d'intégration" :

Celle-ci "a pour but de stabiliser le corps social, de l'unifier, de le renforcer. Elle sera, par exemple, l'oeuvre principale de tout mouvement révolutionnaire, une fois le pouvoir conquis. (...) Le passage de la propagande d'agitation à la propagande d'intégration est extrêmement difficile : c'est sur ce problème que presque tous les mouvements révolutionnaires achoppent. " <sup>5</sup>

Le mouvement révolutionnaire anarchiste n'a certainement pas échappé à cette complexe transition et les pages qui vont suivre essayeront d'illustrer une telle contradiction.



En vue de compléter cette présentation de la presse libertaire, voici quelques tableaux destinés à préciser l'origine géographique et la nature des 133 publications catalanes dépouillées.

Comme pour les autres journaux politiques de la province, il ressort clairement que la plupart des titres anarchistes étaient édités en milieu urbain et tout spécialement dans la métropole barcelonaise.

5. Jacques Ellul, chapitre "La propagande" de l'ouvrage collectif "L'information" Ed. Larousse, Paris 1977. Sur ce même thème, voir aussi l'étude de Jean-Marie Domenach, "La propagande politique", Presses Universitaires de France, Col. "Que sais-je ?", Paris 1950 (1ère éd.).



CARTE DE CATALOGNE  
AVEC LES LIEUX D'ÉDITION DES PUBLICATIONS DÉPOUILLÉES

93

## ABREVIATIONS POUR LA TYPOLOGIE DE LA PRESSE UTILISÉE

*(quelques abréviations figurent déjà dans la liste générale des sigles, placée au début, et les mentions, nombreuses, à l'AIT/Association Internationale des Travailleurs/ n'ont pas été retenues, car elles étaient presque systématiques dans les titres de journaux anarcho-syndicalistes)*

A = anarchiste

Camp = campagne; publications traitant principalement de thèmes agraires

casti = langue castillane

cata = langue catalane; certains journaux étaient "mixtes", contenant à la fois des textes en catalan ou en castillan; en ce cas la première indication de langue correspond à celle qui était le plus utilisée

Cult = culturel; journaux traitant de sujets culturels et/ou artistiques

Entr - Col = entreprise collectivisée; journal d'entreprise autogérée où peuvent cohabiter diverses tendances politiques et où l'on note souvent une forte présence anarchiste

Etran = publications anarchistes rédigées en langues étrangères ou destinées à une diffusion hors d'Espagne

Géné = Généralité; bulletins et publications de la Généralité de Catalogne

Indép = journal anarchiste indépendant, non lié (directement) à la CNT-FAI

Indiv = publication anarchiste individualiste

Indu = industrie; publication traitant principalement de thèmes liés au secteur secondaire

Interne = publication destinée à un usage interne

JJLL = Jeunesses Libertaires

Jour = journal

Lar-Pub = publication destinée à un large public

Loc = local; publication dont l'audience, la diffusion, la vocation, le contenu sont limités à l'échelle d'une ville ou d'un village

Mili = journaux du front, de milices ou de casernes

Nat = échelle nationale; publication dont l'audience, la diffusion, la vocation le contenu sont destinés à la dimension du pays tout entier

Oppo = publication anarchiste oppositionnelle/critique face à la ligne de la direction CNT-FAI

PpOf = publication importante de la CNT-FAI qui peut être considérée comme un organe porte-parole officiel

**Q** = quotidien

Q-Repr = quotidien repris par la CNT-FAI (généralement durant les premières semaines ou les premiers mois de la guerre; le contenu de ces quelques quotidiens n'était pas forcément tout à fait anarcho-syndicaliste)

Reg = régional; publication dont l'audience, la diffusion, la vocation, le contenu sont destinés à l'échelle d'une région, d'une province

Rep = journaux républicains et/ou antifascistes

Ter = tertiaire; publication traitant principalement de thèmes liés au secteur tertiaire (services, transports, distribution, administration, ...)

Théo = revue anarchiste de réflexion générale et de doctrines

Urb = Urbain; publication traitant des problèmes spécifiques de la ville ou implantée dans un quartier de grande ville

Uti = autre journal consulté et utile

TYPLOGIE DE LA PRESSE DÉPOUILLÉE EN CATALOGNE
---

Total des journaux retenus en Catalogne	133 titres	119 titres dans la province de Barcelone 7 titres dans la province de Gérone 2 titres dans la province de Lerida 5 titres dans la province de Tarragone
---	------------	--

---

JOURNAUX DU MOUVEMENT ANARCHISTE (110 titres)

- Journaux de la CNT : 6 titres (4 Loc/1 Reg/1 Nat)
- Journaux de la CNT, porte-parole officiels : 4 titres (1 Reg/3 Nat)
- Journaux de la CNT, secteur industriel : 7 titres (3 Loc/2 Reg/2 Nat)
- Journaux de la CNT, secteur tertiaire : 17 titres (6 Loc/6 Reg/5 Nat)
- Journaux de la CNT, agriculture : 2 titres (1 Loc/1 Reg)
- Journaux de la FAI : 2 titres (1 Loc/1 Nat)
- Journaux de la CNT-FAI/anarchistes, large public : 9 titres (1 Loc/6 Reg/2 Nat)
- Quotidiens repris/contrôlés par la CNT-FAI : 6 titres
- Journaux internes de la CNT et de la FAI : 7 titres (2 Reg/5 Nat)
- Journaux de la CNT-FAI : 12 titres (11 Loc/1 Reg)
- Journaux de la CNT-FAI en langues étrangères : 5 titres
- Journaux des Jeunesses Libertaires (JJLL) : 12 titres (6 Loc/5 Reg/1 Nat)
- Journaux anarchistes des milices : 3 titres
- Revues anarchistes théoriques : 4 titres (4 Nat)
- Publications anarchistes individualistes : 2 titres (2 Reg)
- Journaux anarchistes culturels : 3 titres (1 Loc/2 Reg)
- Journaux anarchistes indépendants, non liés directement à la CNT-FAI : 2 titres (1 Loc/1 Reg)
- Publications anarchistes oppositionnelles : 7 titres (2 Loc/5 Reg)

*// Journaux du mouvement anarchiste écrits totalement en catalan : 3 titres,  
partiellement en catalan : 13 titres*

AUTRES JOURNAUX (23 titres)

- Journaux des entreprises collectivisées/autogérées : 7 titres (7 Loc)
  - Journaux de casernes : 1 titre
  - Publications de la Généralité de Catalogne : 5 titres
  - Journaux antifascistes/républicains : 6 titres (5 Loc/1 Reg)
  - Autres journaux consultés et utiles : 4 titres (1 Loc/2 Reg/1 Nat)
- 

Comme toute classification arithmétique, cette typologie pêche par manque de nuances, car plusieurs journaux pourraient se retrouver sous diverses catégories ou parce que certains titres évoluèrent au cours de la guerre. La classification essaye de retenir la caractéristique majeure présentée par chaque titre dépouillé

PROVINCE DE BARCELONE

**BARCELONE**

- Acero, CNT/Indu/Nat  
 Agrupació professional de periodistes, Jour/Rép/Loc (cata)  
 Alerta ... !, A/Oppo/Reg  
 Almanaque proletario, CNT-FAI/Lar-Pub/Nat  
 Al Margen, A/Indiv+ Indép + Oppo/Reg  
 Amanecer, CNT-FAI-JJLL/Loc/Urb  
 El Amigo del Pueblo, A/Oppo/Reg  
 Anarquia FAI, A/Oppo/Reg  
 A.N.P.P., CNT/Ter/Nat  
 Archivo CNT-FAI, (quotidien) CNT-FAI/Etran  
 Archivo CNT-FAI, (hebdomadaire) CNT-FAI/Etran  
 Artes Graficas, CNT/Ter/Loc  
 La Aurora, CNT-FAI/Q.-Repr/Loc (Voir La Jornada, El Popular,  
 La Razon, Renovacion)  
 Bakunin, A/Mili/Reg  
 Boletín de la Agrupación Los de Ayer  
 y Los de Hoy, A/Lar-Pub/Loc  
 Boletín del Comité nacional de la CNT para  
 exclusivo uso de los sindicatos, CNT/Interne/Nat  
 Boletín de la Escuela de Militantes, CNT-FAI/Interne/Reg  
 Boletín Film, CNT/Ter/Loc  
 Boletín de Información CNT-AIT-FAI, CNT-FAI/PpOf/Nat [Q]  
 Boletín de Información/Comité Nacional de la CNT,  
 CNT/Interne/Nat  
 Boletín de Información y orientación organica del Comité  
 Peninsular de la FAI, FAI/Interne/Nat  
 Boletín del Militante, FAI/Interne/Nat  
 Boletín del sindicato unico del ramo de la construcción de  
 Barcelona y sus contornos (puis dès le No 2) Boletín del  
 sindicato de la industria de la edificación, madera y  
 decoración, CNT/Ter + Ind/Loc  
 Boletín de Los trabajadores de banca, ahorros, seguros y afines  
 de Catalunya, CNT/Ter/Reg  
 Bulletin d'Information CNT-AIT-FAI, CNT-FAI/Etran  
 Butlletí de la Conselleria de Sanitat i assistència social de la  
 Generalitat de Catalunya, Jour/Géné (cata)  
 Butlletí mensual d'estadística de la Generalitat de Catalunya,  
 Jour/Géné (cata)  
 ¡¡Campo!!, CNT/Camp/Reg (casti & cata)  
 Catalunya, CNT/PpOf/Reg (cata) [Q]  
 CNT, CNT/PpOf/Nat [Q]  
 CNT Marítima, CNT/Ter/Nat  
 Comité Pro Heridos, CNT/Lar-Pub/Reg  
 Comité pro Victimas del fascismo, CNT-FAI/Lar-Pub/Reg  
 Comunicaciones Libre, CNT/Ter/Nat  
 Conselleria d'Economia de la Generalitat de Catalunya  
 Jour/Géné (cata)  
 Conselleria de Serveis Publics de la Generalitat de  
 Catalunya, Jour/Géné (cata)  
 Crítica, A/Indép/Lar-Pub/Reg (casti & cata)  
 Diario de la Marina, CNT/Ter/Reg [Q]  
 Diecinueve de Julio 1936 Epana, CNT-FAI/Lar-Pub/Nat  
 Durutti, A/Mili/Reg  
 Esfuerzo, JJLL/Reg  
 L'Espagne Antifasciste, CNT-FAI/Etran  
 Espectaculo, CNT/Ter/Loc  
 Espejos, Cristales y Vidrios Planos, CNT/Indu/Loc  
 Establiments Col.lectivitzats Liber, Entr-Col/Loc(cata&casti)  
 Evolución, A+JJLL/Cult/Reg  
 Faro, JJLL+A/Reg  
 Federació Obrera, CNT/Ter/Loc (cata & casti)  
 Fuego, JJLL/Cult/Reg  
 La Gaceta de las Artes Graficas, Uti/Ser/Nat  
 Gastronomía, CNT/Ter/Reg  
 Guerra di Classi, A/Indép. + Oppo/Loc (en italien)  
 Higié, CNT/Ter/Reg (cata)  
 Horizonte, JJLL/Cult/Loc  
 Horizontes, Entr-Col/Loc (casti & cata)  
 Horizontes Nuevos, CNT/Indu/Loc  
 Hoy, CNT/Indu+ Ter/Reg  
 Ideas, Entr-Col/Loc (cata & casti)  
 Ilustración Iberica, A/Lar-Pub/Reg  
 Información para el militante, CNT-FAI/Interne/Reg  
 Iniciales, A/Indiv + Indép/Reg  
 Inquietud, CNT/Entr-Col/Cult/Loc  
 Instant, CNT/Q.-Repr./Reg  
 La Jornada, CNT-FAI/Q.-Repr/Loc  
 Juventud Libre, JJLL/PpOf/Nat  
 ¡Liberación!, A&Rep/Oppo/Reg  
 Libertad, A/Oppo/Reg  
 Luz y Fuerza, CNT/Ter/Nat  
 Martillo, CNT/Indu/Reg  
 Mar y Tierra, CNT/Ter/Nat  
 Mas Lejos, A/Theo/Nat  
 Mi Revista, A/Lar-Pub/Reg  
 Momenta, Rep/Ter/Reg (cata)  
 Mujeres Libres, A+CNT/Nat  
 La Noche, CNT/Q.-Repr/Reg  
 Nou Magisteri, CNT/Ter/Reg (cata)  
 Nuestra Revista, CNT/Ter/Loc  
 ¡¡Nuestro!!, CNT/Ter/Reg  
 El Periodismo en Barcelona, Uti/Loc  
 El Popular, Q.-Repr/CNT-FAI/Loc  
 Porvenir, A/Cult/Reg  
 Proa, CNT/Mil/Nat  
 El Productor Hispano Americano, Uti/Ter/Reg  
 El Quijote, A/Cult/Reg  
 La Razon, Q.-Repr, CNT-FAI/Loc  
 Renovación, Q.-Repr, CNT-FAI/Loc  
 Ressorgiment, Entr-Col/Ter/Loc  
 La Revista Blanca, A/Theo + Cult/Nat  
 Revista Natura, A/Cult/Loc  
 Ruta, JJLL/PpOf/Reg  
 Service d'Information de la CNT et de la FAI, CNT-FAI/Etr  
 S.I.A.S., Jour/Géné (cata)  
 Síntesis, Entr-Col/Indu/Loc  
 Solidaridad Internacional Antifascista, A/Interne+Etran/  
 Nat+Reg  
 Solidaridad Obrera, CNT/PpOf/Nat+Reg [Q]  
 Tiempos Nuevos, A/Theo+Cult/Nat  
 Tierra y Libertad, FAI/PpOf/Reg+Nat  
 Timon, A/Theo/Nat  
 Umbral, A/Lar-Pub/Reg  
 Union Petrolifera, CNT/Indu/Nat  
 La Veu de Catalunya, CNT/Q.-Repr/Reg (cata)  
 Visions de guerra i renaguarda, Uti/Reg+Nat  
 La Voz del Pueblo, A/Reg

PROVINCE DE BARCELONE (SUITE)

## BADALONA

*Boletín del sindicato de la industria fabril y textil de Badalona y su radio,* CNT/Indu/Loc (casti & cata)  
*Diari Oficial de Badalona,* Rep/Loc [Q]  
*La Moral,* Entr-Col/Loc  
*Via Libre,* CNT-FAI/Loc

## GRANOLLERS

*Orientaciones Nuevas,* CNT/Loc (casti & cata)

## HOSPITALET DE LLOBREGAT

*Ideas,* CNT-FAI/Oppo/Theo/Loc

## IGUALADA

*Bulletí CNT-FAI,* CNT-FAI/Loc (cata & casti)

## MANRESA

*Trabajo,* CNT/Loc (casti & cata)

## MATARO

*Llibertat,* Rep + A/Loc (cata) [Q]

PROVINCE DE GERONE

## FIGUERAS

*A La Lucha,* JJLL + CNT-FAI/Loc  
*Brollador,* Rep + CNT-FAI/Loc (cata)  
*Vibraciones,* A/Loc (casti & cata)

## GERONE

*Fuerza y Cerebro,* JJLL + FAI/Loc

PROVINCE DE LERIDA

## LERIDA

*Acracia,* CNT-FAI/Oppo/Theo/Loc [Q]

PROVINCE DE TARRAGONE

## REUS

*Adelante,* CNT-FAI/Loc

## TARRAGONE

*El Guerrillero,* Jour/Mili

## PREMIA DE MAR

*Alba Roja,* CNT-FAI/Loc

## SABADELL

*Superación,* CNT-FAI/Loc [Q]

## SITGES

*Baluard de Sitges,* Rep/Loc (cata & casti)  
*Full Municipal,* Rep/Loc (cata & casti)

## TARRASA

*Vida Nueva,* CNT/Loc [Q]

## VILAFRANCA DEL PANADES

*S.U.T.,* CNT/Camp/Loc (casti & cata)

## VILLANUEVA Y GELTRU

*Vida Nueva,* JJLL + CNT-FAI/Loc

## PUIGCERDA

*Sembrador,* JJLL/Loc

## RIBAS DE FRESE

*Pluma Libre,* JJLL/Loc

## RIPOLL

*Humanismo,* CNT-FAI/Loc (casti & cata)

## SEO DE URGELL

*Cultura y Bienestar,* JJLL + FAI/Loc

## TORTOSA

*Ciudad y Campo,* CNT-FAI/Camp + Urb/Loc [Q]  
*Oriente,* CNT-FAI/Camp + Urb/Loc

## VALLS

*Acció Sindical,* CNT/Camp + Urb/Loc (cata & casti)



AILLEURS EN ESPAGNE

## FRONT D'ARAGON

*El Frente*, CNT-FAI/Mili  
*Frente y Retaguardia*, JJLL/Mili + Loc  
*Línea de Fuego*, CNT-FAI/Mili [Q]  
*Más Alla*, A/Mili

## MADRID

*ABC*, Jour [Q]/Rep // *SEVILLE*, *ABC*, Jour [Q]/nationaliste

## ONTENIENTE (VALENCE)

*El Productor*, CNT-FAI-JJLL/Loc

ETRANGER

## FRANCE

## PARIS

*L'Espagne Antifasciste La Nouvelle*, A/Nat  
*I.W.M.A.*, A(bulletin de l'AIT/en anglais)  
*La Paix en Espagne*, bulletin pacifiste

## ANGLETERRE / LONDRES

*Spain and the world*, A/Nat

## SUISSE / GENEVE

*Informations d'Espagne*, A/Nat

## USA / NEW-YORK

*Spanish Revolution*, A/Nat

## VALENCE

*Libre Studio*, CNT/Cult/Reg  
*Nosotros*, FAI/PpOf/Reg [Q]  
*Semaforo*, UGT + CNT/Cult/Reg

## NIMES

*L'Espagne Nouvelle*, A/Théo + Oppo/Nat

## FALAISES (CALVADOS)

*Revue de la presse libertaire et syndicaliste espagnole*, AIN  
 (puis lu dans la presse ....)



# IRRUPTION DE LA GUERRE CIVILE



## IRRUPTION DE LA GUERRE CIVILE

### LES PREMIERES SEMAINES

#### A LA VEILLE DE L' EMBRASEMENT

La presse anarchiste du mois de juin et du début juillet 1936 présente beaucoup d'éléments qui montrent à quel point l'on était alors conscient de l'imminence d'un coup de boutoir des militaires.

La censure gouvernementale était active et presque tous les numéros de cette période de *Solidaridad Obrera* et de *Tierra y Libertad* ont subi moult blanchissements ou noircissements de textes. Les protestations à l'encontre de cette pratique sont bien sûr énergiques et répétées; ainsi, ce gros titre en première page du No du 1<sup>er</sup> juillet de *la Soli*<sup>1</sup> qui lui, étrangement, n'a pas été écorché : "La tactique du silence prévaut. La censure gouvernementale déchire, mutile et détruit sans pitié les travaux journalistiques. C'est une honte et une moquerie. A bas la censure !".

Les critiques et attaques à l'égard du gouvernement sont âpres, le Front Populaire étant considéré comme "un instrument de la bourgeoisie" :

"Nous n'avons pas à déposer notre confiance dans le Front Populaire, instrument de la bourgeoisie et facteur déterminant du fascisme. Un Front Populaire qui garantit la survivance du régime capitaliste; qui emprisonne des ouvriers et appuie les grands propriétaires; [début coupé par la censure] qui maintient la Presse bâillonnée et suspendue les garanties constitutionnelles, ne pourra mériter notre confiance, ni celle de la classe travailleuse en général. Ceux qui ont confiance en lui, c'est parce qu'ils sont inconditionnellement au côté de la bourgeoisie et contre la révolution prolétarienne qui est en gestation dans les entrailles vives du pays." <sup>2</sup>

1. Solidaridad Obrera était populairement abrégée en Soli.

2. Solidaridad Obrera, 10 juillet 1936.

A cette époque, le gouvernement est également mis en accusation en raison de son attitude de dureté à l'égard des réfugiés antifascistes. <sup>3</sup>

Plusieurs incidents graves mirent aux prises dans le pays des militants des deux grandes centrales syndicales. A Malaga, du 10 au 15 juin, des affrontements qui opposent CNTistes aux membres de l'UGT et du Parti Communiste font 3 morts; les locaux syndicaux sont fermés et de nombreuses arrestations opérées. Mais c'est à Madrid que la tension sera la plus forte au travers de la grève des 70'000 ouvriers du bâtiment, qui a été lancée le 1<sup>er</sup> juin. Dirigée d'abord conjointement par les deux centrales, la grève est ensuite prolongée dans un sens de radicalisation par la CNT qui ne veut pas se contenter des améliorations accordées par l'arbitrage du ministère du travail, mais entend pousser le mouvement vers une opération de type insurrectionnelle. La situation dégénère et des combats meurtriers éclatent entre anarchistes et UGTistes soutenus par des communistes, mais aussi avec des phalangistes qui cherchent à anéantir la grève; la police ferme les locaux de la CNT et de nombreux militants sont arrêtés, parmi lesquels les dirigeants David Antona et Cipriano Mera.

*La Soli* parla des "lamentables événements de Madrid" (15 juillet), de la même manière qu'elle avait déjà appelé un mois auparavant (13 juin) à l'apaisement et à la réconciliation du prolétariat :

"Que cesse la détonation des coups de feu et que triomphe la sérénité. L'état de guerre civile dans le prolétariat détruit toute tentative de préparation révolutionnaire contre nos ennemis historiques et facilite la victoire fasciste. Sérénité. Cessez le feu, camarades !"

La menace du fascisme est clairement stigmatisée dans les colonnes des journaux anarcho-syndicalistes. Ainsi vers la fin du mois de juin (le 18), *La Soli*

3. Cette question fait l'objet du plus gros titre en dernière page de l'édition du 20 juin de la *Soli* : "Les réfugiés antifascistes de l'étranger ont le droit à l'asile et il n'y a pas de cause qui puisse le restreindre. Nous demandons leur liberté et la garantie qu'ils puissent rester dans notre pays. Le gouvernement républicain face au droit d'asile. Les émigrés antifascistes sont traqués, emprisonnés et expulsés." Voir aussi le principal article de la dernière page du No du 7 juillet : "Le droit d'asile doit être invulnérable". *Tierra y Libertad* a aussi traité du sujet dans deux textes : "Pour le droit d'asile" du 19 juin et "La République poursuit les réfugiés politiques comme l'avait fait avant la monarchie".<sup>26 juin</sup> Dans le premier article, l'on pouvait lire : "(...) Nous ne demandons pas que la loi soit égale pour tous, parce que nous savons que ce n'est pas ainsi, et que cela ne sera jamais tant qu'elle sera loi. Mais cela ne nous empêche pas de plaider pour le droit d'asile pour les antifascistes de toute couleur, anarchistes, communistes ou socialistes, car nous ne voulons pas faire de distinction sur ce point. Tous méritent notre appui et notre solidarité."

dit expressément qu'il faut s'"organiser pour créer des effectifs réels" et se "pré-  
parer pour faire face au fascisme". C'est à Barcelone surtout que la CNT-FAI avait  
mis au point un plan détaillé <sup>4</sup> pour faire échouer la rébellion militaire :

103

"Nous ne devons pas nous tromper. Le fascisme avance décidé pour imposer ses méthodes de terreur à tous les peuples d'Europe. Nous devons être en alerte, car le contraire serait fermer les yeux à la réalité. (...) et il est déjà l'heure d'être disposés à la défense, si nous ne voulons pas qu'une vague de barbarie dévaste notre pays." <sup>5</sup>

La conception que les anarchistes avaient du fascisme apparaît comme étant *moderne* dans le sens où le phénomène n'est pas limité à la seule manifestation politique de l'extrême droite, mais appréhendé comme un état d'esprit, une démarche qui conduit à la dictature et au *totalitarisme* :

"Le fascisme, en Espagne, sera écrasé par la CNT. Il ne passera pas. (...) Que ce soit le fascisme de gauche ou de droite, dans ce pays il est condamné à mourir broyé sous le poids de la CNT." <sup>6</sup> " Contre le fascisme, oui; mais aussi contre n'importe quelle classe de dictature; parce que la dictature est aussi le fascisme, qui que ce soit qui l'exerce." <sup>7</sup>

4. Juan García Oliver dans ses mémoires "L'écho des pas" précise la nouvelle attitude défensive qu'avait adoptée la CNT-FAI : "En nous rendant compte de quelles seraient les conséquences du triomphe électoral des gauches [en février 1936] , nous dûmes réviser nos conceptions de lutte. D'être nous les attaquants d'une société dépourvue, à devenir une organisation avec sa propre défense, face à une armée qui disposait de l'initiative il y avait là une longue distance. Il s'imposait de réaliser une évaluation la plus complète possible de l'emplacement des casernes de la garnison de Barcelone, du nombre de troupes prêtes au combat, des voies d'accès des troupes, des centres stratégiques susceptibles d'être pris par les rebelles, des moyens de communication entre l'armée et la rue et ses centres de commandement." Ce plan prévoyait de ne pas attaquer directement les casernes "pour la plupart des forteresses de construction récente" afin de ne pas gaspiller le peu de munitions à disposition et optait pour "laisser sortir les troupes à la rue et loin de leurs casernes, les attaquer par l'arrière" par intermittence. Il s'agissait de "faire des Ramblas [la principale artère de la ville ancienne] le point clef de nos opérations, mais en dominant les voies de communication qui depuis les quartiers confluaient au Port, où nous devions nous rendre forts, pour empêcher d'être écartés dans les quartiers ouvriers, où la dispersion serait notre pire ennemi." Cette stratégie de lutte, de guérilla urbaine s'appuyait sur des Comités de défense présents dans les quartiers et coordonnés par un Comité de Défense confédéral. Le central téléphonique [la Telefónica] devait être utilisé pour propager de fausses nouvelles aux insurgés sur la marche des opérations et il était prévu que le groupe anarchiste de la base aérienne du Prat bombarde la caserne de San Andrés, où plus de 20 000 fusils étaient à prendre. J. Garcia Oliver, El eco de los pasos, p. 172.

5. Soli, 8 juillet.

6. Soli, 12 juillet. A noter dans ce texte l'utilisation de la formule *Il ne passera pas* qui se retrouvera plus tard comme slogan principal de la Madrid républicaine assiégée *Ils ne passeront pas*.

7. Soli, 18 juillet.

La conjuration militaire prévoyait initialement le soulèvement pour le mois de mai, puis à fin juillet, mais l'assassinat du leader monarchiste Calvo Sotelo survenu à Madrid le 13 juillet et le puissant impact psychologique de cet événement hâtèrent les opérations. Cet assassinat fut réalisé par des gardes d'assaut<sup>8</sup> pour venger celui de leur camarade, le lieutenant Castillo, commis la veille par des phalangistes. A la base, le pronunciamiento militaire avait pour chef le général Sanjurjo, exilé au Portugal pour avoir déjà comploté contre la République. Le soulèvement, dès ses débuts, pouvait compter sur l'aide de l'Italie fasciste et de l'Allemagne nazie.

Le mouvement ouvrier, et plus particulièrement les anarchistes, pressentaient l'imminence d'un coup d'Etat militaire. Le gouvernement, par contre, demeure hésitant et refuse de prendre les mesures énergiques qui seules auraient peut-être pu déjouer les plans des militaires. Mais agir à l'encontre des généraux d'extrême droite, c'eût probablement été s'aliéner une grande partie de l'armée et ainsi se priver d'un des piliers indispensables du régime; par ailleurs, dans le cas d'un conflit avec l'armée, le gouvernement aurait probablement dû s'appuyer sur les organisations ouvrières qui, par la suite, fortes des positions conquises, n'auraient pas manqué de réduire la marge de manoeuvre des hommes politiques *bourgeois* qui se trouvaient à la tête du gouvernement de Front Populaire. "Tous les reproches faits au gouvernement, écrivent Broué et Témine, se rapportent à un seul et unique défaut : sa faiblesse"<sup>9</sup>.

(Il va sans dire que, pour les organisations anarchistes, ce qui est reproché au gouvernement n'est pas à proprement parler sa faiblesse, son manque d'autorité, mais bien sa réticence à prendre les mesures qu'imposait la menace persistante d'un soulèvement des généraux).

8. La Guardia de Asalto (garde d'assaut) avait été créée en 1931 afin de contrebalancer la puissante et impopulaire Guardia Civil (garde civile) dont l'attachement au nouveau régime républicain était des plus douteux. Comme cette dernière, la garde d'assaut était une espèce de gendarmerie, chargée de maintenir l'ordre dans les villes alors que la garde civile s'occupait plutôt des campagnes.

9. Pierre Broué et Emile Témine, *La révolution et la guerre d'Espagne*, p. 76.



Le 14 juillet, un groupe de députés basques se rend auprès du Président du Conseil afin de s'enquérir s'il est vrai que le gouvernement a fait arrêter le général Mola, considéré par tous comme un des chefs de la conspiration; Casares Quiroga proteste vivement et leur répond : "Mola est un général loyal à la République".

L'on prête au même Casares Quiroga ce mot prononcé en fin d'après-midi, le 17 juillet : "Ils se soulèvent ? Très bien, moi, par contre, je vais me coucher".

Informé depuis longtemps qu'un complot militaire se préparait, le gouvernement atermoie et surtout, le moment venu, refuse de distribuer des armes au peuple comme les syndicats et le leader socialiste Largo Caballero le demandent instamment. Plutôt que de prendre des décisions qui pourraient faire pencher la balance dans un camp ou dans l'autre, le gouvernement reste dans l'expectative, se bornant à se raccrocher à une légalité à laquelle plus personne ne croit et, surtout, que personne ne respecte plus. Il s'oppose à donner des armes aux travailleurs, mais encore minimise l'ampleur du soulèvement et s'efforce de parvenir avec les généraux insurgés à un ultime compromis. Cette attitude du gouvernement central va se retrouver, à de rares exceptions près, dans toutes les provinces du pays.

Dans cette atmosphère d'ébullition, à Barcelone, paradoxalement, les jeunes libertaires convient, pour la soirée du jeudi 16, à un "grandiose meeting international contre la guerre", auquel prendront part une fine brochette d'orateurs du mouvement libertaire espagnol et international.<sup>10</sup> Cependant, le meeting fut finalement suspendu sur ordre des autorités.

10. L'affiche de ce meeting reproduite dans la Soli du 15 juillet comporte les noms des personnalités suivantes : "Fidel Miró, pour les Jeunesses Libertaires; Max Müller, pour les Jeunesses Anarcho-syndicalistes Suédoises; Professeur Brocca, pour l'Internationale des Résistants à la Guerre; la Docteur Amparo Poch, pour l'Internationale Section Féminine; Hem Day, pour le Comité International de Défense Anarchiste; Félix Martí Ibáñez, pour les Idéalistes Pratiques; Manuel Perez, pour les anarchistes de Barcelone; Augustin Souchy, pour le Bureau International Antimilitariste; Federica Montseny, pour la CNT. Des messages de D.A. de Santillan, Georges Pioch et Barthélémy de Light seront lus. La présidence, pour les Jeunesses Libertaires, sera de Delso de Miguel." *L'Internationale des Résistants à la Guerre* fut fondée en 1921; au-delà des appartenances politiques ou religieuses, les membres de cette organisation luttent contre toute espèce de guerre en cherchant à abolir ses causes. *Le Bureau International Antimilitariste contre la Guerre et la Réaction* fut fondé à La Haye lors du III<sup>ème</sup> congrès international antimilitariste. "Selon sa déclaration de principe, le B.I.A. combat le militarisme afin de rendre impossibles la guerre et l'oppression des classes et des races." cité par Barthélémy de Light, *Contre la Guerre Nouvelle*, Paris 1928, p. 163.

"Une semaine contre la guerre" était alors organisée dans la métropole catalane. Un texte de la Soli insistait sur le fait "qu'il ne faut pas dédier une semaine contre la guerre", mais que "contre la guerre, il faut aller toujours, toute l'année, toute la vie", car "la jeunesse ne doit pas empoigner les armes" et "les mères doivent défendre leurs enfants comme des lionnes et les pères avec les poings et les dents, si nécessaire".<sup>11</sup>

En même temps donc qu'ils se préparaient à livrer bataille aux militaires insurgés, les anarcho-syndicalistes prônaient les vertus du pacifisme et de la résistance à la guerre. L'on note ici une contradiction, un décalage qui n'iront qu'en s'accroissant sous l'effet de l'implacable logique d'une guerre civile.

Au coeur de l'été ibérique, les acteurs de la tragédie qui allait s'abattre sur la péninsule pendant 33 mois se sont mis en place.

Dans les rangs anarcho-syndicalistes, on croit avec fougue et foi que "la démocratie bourgeoise a fait banqueroute" et que "l'heure du prolétariat a sonné"<sup>12</sup>: "c'est seulement en faisant la révolution sociale que le fascisme sera écrasé"<sup>13</sup>.

La vieille société agonise et une civilisation nouvelle est sur le point de naître : "Face à *notre* bourgeoisie avare, despotique, avec des réminiscences féodales s'élève, plein de vitalité, le prolétariat, qui doit créer un monde nouveau et une vie nouvelle."<sup>14</sup>

Pour la première fois dans l'histoire, un mouvement anarchiste allait être en mesure d'agir de manière décisive sur un processus global de changement de société.

11. Solidaridad Obrera, 12 juillet. Dans ce même ordre d'idées, voir aussi l'article "Notre idéal de paix" du 15 juillet.

12. Editorial de la Soli du 28 juin intitulé "La banqueroute de la démocratie bourgeoise".

13. Solidaridad Obrera, 17 juillet.

14. Editorial de la Soli du 28 juin.

## ECHEC DU SOULEVEMENT EN CATALOGNE

Dans un pays accusant des différences économiques, sociales et politiques aussi marquées que l'Espagne, les réactions au pronunciamiento allaient obligatoirement être fort diverses.

Le soulèvement militaire se déploya surtout à partir du Maroc espagnol. Les forces militaires stationnées en Afrique du Nord représentaient une armée spécifique avec un potentiel offensif bien supérieur à celui des troupes métropolitaines. C'est au Maroc qu'était basée la Légion Etrangère (appelée aussi le Tercio), une puissante unité de choc qui s'était, entre autres, illustrée, dans la répression de la révolte des Asturies en octobre 1934.

Le général Francisco Franco venant par avion de Las Palmas des Canaries arriva le 18 juillet au Maroc où il prit la tête des garnisons insurgées. La stratégie du coup d'Etat prévoyait que les généraux Mola depuis le Nord, Goded depuis le Nord Est et Franco depuis le Sud convergeraient vers le centre pour s'emparer de la capitale.

De toute l'Espagne, ce fut à Barcelone que le soulèvement militaire se heurta à la plus vive hostilité populaire.

La rébellion s'étendit sur deux jours, de l'aube du dimanche 19 juillet à la soirée du 20 juillet.

Lors des jours précédents, des armes furent saisies par des militants anarchistes au cours d'attaques de magasins de chasse et à l'intérieur de plusieurs navires mouillant dans le port. D'autres armes purent être obtenues dans certains arsenaux, grâce à la complaisance de sergents des forces de l'ordre, alors que divers véhicules étaient également séquestrés.

Le plan du putsch était simple et logique : depuis les diverses casernes situées dans la périphérie, les colonnes de la garnison, soit environ 5'000 soldats, devaient converger vers le centre afin de dominer sa partie basse, l'ancien quartier; là se

108 trouvaient les édifices stratégiques : la Généralité, la Direction de l'Ordre Public, la Capitainerie Générale, la Conseillerie du Gouvernement, le Central Téléphonique et la Gare.

A l'aube, les colonnes de soldats sortirent de leur caserne pour marcher sur le centre, mais, bien vite, elles durent se confronter à des groupes de travailleurs et à des détachements des forces de police.

Comme prévu, et afin de mobiliser et stimuler la population, les sirènes des usines furent très tôt actionnées.

La garde civile, fait remarquable, demeura finalement fidèle au régime républicain. Comme la garde d'assaut et la police de la Généralité s'étaient engagées à défendre le gouvernement légal, toutes les forces de l'ordre participèrent à Barcelone à la lutte contre le pronunciamiento, élément qui facilita et hâta la victoire populaire.

Le soulèvement était dirigé par le général Fernández Burriel, mais c'était au général Manuel Goded de venir par avion de Palma de Majorque afin de prendre le commandement de la Catalogne.

Le putsch s'avéra beaucoup plus difficile à réaliser que prévu et, rapidement, l'avance des troupes en rébellion fut stoppée et des unités isolées. Les officiers insurgés furent désorientés devant cette tactique de guérilla urbaine défensive, en bonne partie improvisée, mais relativement coordonnée. A plusieurs reprises, des soldats rompirent les rangs pour aller fraterniser avec l'audacieuse population combattante.

Constatant que "le sort lui avait été contraire", le général Goded se rendit et, par radio, délia ses hommes de tout engagement en les priant de déposer les armes afin d'éviter que le sang continue de couler.

Le caractère téméraire de la riposte apportée par les éléments populaires descendus dans la rue, ainsi que l'âpreté des combats sont démontrés par le nombre élevé de victimes tombées durant ces deux journées.<sup>1</sup>

1. Les chiffres des victimes des affrontements diffèrent : Le Boletín de Información y Propaganda CNT-FAI du 22 juillet estime que plus de 550 personnes sont mortes; Tierra y Libertad du 29 juillet articule le nombre de 638 tués. Le nombre de blessés se situe autour de trois mille. Parmi les anarchistes tués se trouvait Francisco Ascaso, célèbre pour son activisme intrépide.

Les ouvrages de Manuel Cruells, La revolta del 1936 a Barcelona et de Abel Paz, Paradigma de una revolución, ainsi que le résumé de la résistance anarchiste de Juanel, dans le No d'octubre 36 de Tiempos Nuevos, donnent une relation détaillée de la bataille de Barcelone.

Le déroulement du soulèvement dans l'ensemble de l'Espagne est minutieusement décrit par Luis Romero dans son livre Tres días de Julio.

A la date même du soulèvement, devait s'ouvrir à Barcelone "L'Olympiade du Peuple" mise sur pied pour contrecarrer les Jeux Olympiques qui eurent lieu cette même année dans la capitale nazie. L'esprit des joutes populaires se démarquait des Olympiades traditionnelles, car des manifestations folkloriques s'ajoutaient aux compétitions sportives. Financés par la Généralité et les gouvernements de Front Populaire de Madrid et de Paris, ces jeux comptaient sur la participation de cinq mille sportifs et trois mille membres de groupes folkloriques. Au vu du déclenchement des hostilités, les délégations regagnèrent leur pays, à l'exception toutefois de quelques sportifs qui choisirent de demeurer sur place pour combattre par la suite les troupes nationalistes.

La défaite subie par le pronunciamiento à Barcelone produisit un effet considérable et galvanisa, en particulier, la population de Madrid pour se lancer à l'assaut des positions des insurgés. En Catalogne, la conséquence de la bataille de Barcelone fut encore plus forte et plus directe pour stopper et défaire les intentions putschistes. Ainsi à Lérida et à Gérone, l'état de guerre fut proclamé le matin du 19 et les villes sont occupées par la garnison, aidée de la garde civile, sans rencontrer de véritable résistance. Cependant, lorsqu'est connue la nouvelle de l'échec de Barcelone, une fraction importante des troupes se met à désertir, laissant les officiers insurgés isolés et démoralisés. Avec l'arrivée de renforts venus de Barcelone, les casernes sont assaillies et les rebelles réduits. La quatrième et dernière capitale des provinces catalanes, Tarragone, ne connut aucun soulèvement grâce à l'attitude loyaliste du commandant de la place. Une situation semblable prévalut à Seo de Urgell, à Manresa et à Mataró, où le colonel responsable de la garnison, après avoir lancé ses troupes à la rue, leur fit réintégrer leurs cantonnements lorsqu'il se rendit compte que l'ordre qu'il avait reçu ne provenait pas du commandant de sa division.<sup>2</sup>

2. Au sujet des revers du soulèvement en Catalogne, voir Manuel D. Benavides, *Guerra y revolución en Cataluña*, pp 141-151; Vicente Guarnier (qui était en juillet 36 responsable de l'ordre public en Catalogne). *Cataluña en la guerra de España*, pp 127-129; Carlos Rojas, *La guerra en Cataluña*, pp 52-57.

Le film (1976) de Jaime Camino, *Les longues vacances de 36*, montre des familles de la moyenne et de la petite bourgeoisie surprises dans leur détente estivale, dans des petits villages des environs de Barcelone, par le soulèvement militaire; ce sont des gens qui resteront en marge du conflit, n'ayant pas grand chose à craindre de la révolution, ils ne sont pas plus motivés pour partir au front ou participer aux transformations en cours. Dans l'incertitude, il est préférable de rester en famille à la campagne, prolongeant les vacances de façon imprévue. Pour les enfants, ce sera de singulières longues vacances, teintées d'une étrange expérience de la liberté.

Pour connaître comment le pronunciamiento fut vécu dans les petites et moyennes localités de Catalogne, un questionnaire adressé à tous les syndicats confédéraux par la CNT-FAI et publié dans le Boletín de Información (le 8 septembre 36) nous fournit de précieuses indications. Au travers des quinze réponses publiées, on s'aperçoit que dans les villages et petites villes, le putsch ne s'est généralement pas traduit par des affrontements de rues et que souvent, il n'y eut pas même un quelconque combat. Il ressort, que la plupart du temps, les militants des organisations de gauche s'attendaient à un soulèvement.

Ainsi à Gava, ville de 6'300 habitants proche de Barcelone, "depuis le 18 juillet, on avait l'impression que les événements se rapprochaient et c'est pourquoi la CNT fut la première qui se lança à la rue dans toute son étendue, en réquisitionnant tout le nécessaire pour cela. (...) La CNT en se lançant, dès le premier moment, ne rencontra aucune opposition de la part du peuple [sic] et le mouvement pouvant être dominé dans la capitale, il n'y eut aucune tentative d'aucune sorte." En ce qui concerne l'attitude du clergé : "Ils essayèrent de s'enfuir, mais ils furent détenus. Un collègue de nonnes se rendit sans résistance, et elles furent détenues et respectées". L'église de la ville est la seule mention qui figure à la question "— Quels édifices ont été la proie des flammes ?". (...) "Les forces armées étaient de la garde civile, 7 hommes et un caporal, et elles étaient dans l'expectative, mais en voyant que le mouvement échouait, ils dirent être du côté du peuple. Celles des carabiniers au nombre de 7 et un sous-lieutenant se mirent dès le premier moment au côté de la cause commune." 3

Dans le village de Montmelo de 1004 habitants, située à 23 km au N.E. de Barcelone "le 18 juillet, dans la soirée, 4 compagnons de notre organisation sortirent pour aller se promener à Mollet [ville proche] et là, ils furent informés d'avoir l'oeil vigilant, parce que d'un moment à l'autre éclaterait le soulèvement fasciste et qu'il était indispensable qu'ils ne nous prennent pas endormis. Comme il n'y eut pas de lutte, il n'y eut aucune victime. Les compagnons de la CNT se firent maîtres absolus du village, donc ils montèrent à la Mairie et le compagnon Moreno fit une allocution au peuple, en expliquant que les hommes de la CNT oeuvraient de cette façon afin de veiller à la sécurité de la Révolution. (...) Le curé de cet endroit y fut jusqu'au matin du 21, sans que son attitude fut belliqueuse, étant donné qu'il ne sortait pour rien dans la rue, jusqu'à ce que l'après-midi du même jour, il disparût et nous ne savons rien de lui. (...) Ici, nous n'avons brûlé aucun édifice. —Quels ont été les trésors trouvés ? Nous avons trouvé les bijoux de l'église que nous avons remis, sans savoir s'ils étaient d'or ou de métal. à la Généralité." 4

3. Boletín de Información CNT-FAI, 20 octobre 36; 4. idem, 22 octobre 36

A Ribas de Freser, ville de 3'090 habitants située au pied des Pyrénées dans la province de Gérone, "en prenant connaissance par la radio que les militaires se jetaient à la rue, nous (CNT) sortîmes les pistolets que nous avions, bien que nous en ayions peu, et nous commençâmes à faire des perquisitions quand nous rejoignirent l'Esquerra Republica de Catalunya et l'UGT. - Combien de victimes y eut-il ? Il n'y eut pas de nécessité, parce que dès les premiers moments personne ne fit de résistance. - Comment a été noyé le soulèvement ? Il n'y eut pas de nécessité, parce que les seuls qui se soulevèrent, ce fut nous. (...) Trois curés en exercice s'échappèrent et nous en avons un autre qui nous sert de secrétaire dans la construction. Les nonnes de l'enseignement nous les avons congédiées et celles de l'hôpital, nous les avons habillées en personnes (...) Aucun [édifice n'a brûlé] : dans toutes les églises, on a sorti tout l'intérieur et on l'a brûlé. Ce qui était en bois se garde comme bois à brûler pour les écoles." <sup>5</sup>

A Suria, localité de 1'400 habitants située à une vingtaine de km au N. de Manresa, "ici, le mouvement actuel n'arriva pas à se déclarer comme dans d'autres localités distinctes à cause du peu de force qu'avaient les partis de droite. Lorsque les travailleurs apprirent que, dans toute l'Espagne, le mouvement militaire factieux s'était déclaré, immédiatement eut lieu une entrevue des représentants de CNT-UGT et d'Esquerra décidant de nommer un Comité Révolutionnaire qui commença tout de suite à fonctionner et comme première mesure, fit appeler le sergent de la garde civile de ce village auquel on communiqua la formation du dit Comité qui était celui qui assumait depuis ce moment toute la responsabilité du village ; par conséquent il devait se mettre à la disposition de celui-ci, avec toutes les forces à ses ordres, chose qu'il fit sans aucune réserve. Aussitôt après, l'on commença les perquisitions et les désarmements de toutes les personnes importantes de droite, en recueillant une grande quantité de fusils de chasse et de pistolets, quelques rifles et une grande quantité de bombes que l'on envoya avec la dynamite existante dans la poudrière des mines, pour le cas où la défense du peuple en aurait besoin." <sup>6</sup>

A La Figuera (près de Falset, prov. de Tarragone) <sup>7</sup>, San Quirico de Besora (20 km au N. de Vich) <sup>8</sup>, à Canet de Mar (43 km au NE de Barcelone) <sup>9</sup>, Riera de Gaya (13 km à l'E. de Tarragone) <sup>10</sup>, Manlleu (8 km au N. de Vich) <sup>11</sup>, de même qu'à Masnou (15 km à l'E. de Barcelone) <sup>12</sup>, il n'y eut aucun soulèvement militaire. A Villa Galan, gros village de 2'287 habitants au S.E. de Tortosa sur le delta de l'Ebre et anciennement appelée Jesús María, les affrontements du putsch firent 3 victimes et "le soulèvement fut noyé en passant de l'esprit combattif à un esprit constructif, avec le but de créer la nouvelle économie." <sup>13</sup>

5. Idem, 28 oct. 36; 6. Idem, 29 oct. 36; 7. Idem, 5 oct. 36; 8. Idem, 21 oct. 36;

9. Idem, 7 nov. 36; 10. Idem, 16 nov. 36; 11. Idem, 20 nov. 36; 12. Idem, 3 déc. 36;

13. Idem, 22 déc. 36.

A Vich, agglomération de 15'101 habitants (enfants non compris) se trouvant à 69 km au N. de Barcelone, "les travailleurs de cette ville, apprenant par la radio ce qui se passait dans le reste de la péninsule, se dirigèrent aux Syndicats respectifs de la CNT et de l'UGT pour résoudre la manière de faire avorter la rébellion si la réaction se jetait dans la rue à Vich. Plus tard se réunirent les représentants des Syndicats avec les juntes des associations politiques de la ville et on s'accorda pour nommer un Comité et en même temps pour surveiller les routes et autres endroits stratégiques. Les ouvriers, connaissant la situation dans la capitale, se réunissent le 20 juillet en assemblée du peuple, se mettant d'accord de ne pas aller au travail pour protester contre les faits qui se déroulent. Pendant ce temps, dans la capitale, on luttait à l'avantage de la cause du prolétariat. Le jour suivant, les travailleurs se réunissent à nouveau et se déterminent pour ne pas retourner au travail tant que nos camarades donnent leur sang pour la liberté. Le 22, déjà maîtres de la situation en Catalogne, commencent à arriver des groupes prolétaires de toutes parts pour encourager et aider les ouvriers de la localité à entreprendre l'oeuvre d'assainissement qui partout se réalisait. La rapide intervention de quelques citoyens et des Comités put éviter que se détruisent le Musée et le retable de la Cathédrale d'une grande valeur artistique. Le 24, la masse populaire trouva soigneusement caché un trésor de plus de 14 millions de pesetas au Palais Episcopal. Cette trouvaille provoqua l'indignation du peuple, lequel accélère avec plus d'impétuosité sa tâche de nettoyage. CE QUI AU DEBUT PARAISSAIT UN SIMPLE MOUVEMENT POLITIQUE SE CONVERTIT EN UNE GRANDE REVOLUTION [souligné par moi]. Les ouvriers de Vich, comprenant le préjudice qu'ils causaient à l'économie et à leurs propres intérêts, se remettent au travail. Le 30, la milice populaire s'organise. Durant ces jours, plusieurs camarades se sont déplacés à la capitale pour grossir les colonnes qui partent pour le front d'Aragon pour lutter contre le fascisme criminel.(...) - Combien de victimes y eut-il ? Durant les premiers jours de la Révolution, il y eut seulement une victime et malheureusement en se tirant, involontairement, une balle de pistolet dans le local du Syndicat.(...) Comme la réaction ne sortit pas dans la rue, elle n'eut pas de raison d'être noyée, mais oui, elle fut défaite et répandue hors de sa tanière, sans faire aucune résistance. (...) L'attitude de la garde civile et des carabiniers qui étaient l'unique force armée qui existait dans la localité, fut de grande adhésion et d'aide au peuple, car elle se mit à son côté depuis le premier moment." 12

Les réponses, souvent ingénues et parfois complaisantes, apportées à ce questionnaire montrent avec netteté que l'initiative d'une réplique au pronunciamento partit des syndicats et des organisations de gauche et ne provint point des organes du régime républicain. La collaboration politique des anarchistes avec les autres formations politiques antifascistes fut donc dès le début une attitude spontanée, logique

12. Idem, 30 avr., 1<sup>er</sup> mai et 3 mai 1937.



et imposée par la menace directe d'anéantissement que représentait le coup d'Etat nationaliste. Les organisations ouvrières, et en Catalogne particulièrement les anarcho-syndicalistes, se retrouvent de facto les *maîtres* de la situation et se voient auréolées de prestige. Ce sont elles qui vont tout naturellement prendre la tête de la reconstruction d'un nouvel édifice politique et d'un ordre social nouveau.

Quatre jours après avoir déclenché leur pronunciamiento, les nationalistes contrôlaient à peu près le tiers du territoire espagnol, dont les plus importantes zones céréalières. D'une manière générale, les régions qui donnèrent leur appui au soulèvement correspondent à celles qui avaient voté pour la droite lors des élections de février 1936. Telle est la situation qui se produisit en Navarre, en Vieille Castille et aux îles Baléares, sauf à Minorque. En Galice et aux Asturies, les militaires insurgés ne contrôlaient qu'incomplètement la population hostile; en Andalousie, dans les capitales de province, les garnisons se soulevèrent presque partout avec succès, tandis que les campagnes demeuraient résistantes. En Aragon, ce furent les forces de police qui rendirent possible la victoire du putsch. Au Pays Basque, les deux provinces les plus nationalistes (Guipuzcoa et Biscaye) restèrent fidèles à la République et le littoral méditerranéen se maintint en accord avec sa tradition de gauche.

Les régions industrielles du pays, ainsi que les trois plus grandes villes (la capitale, Barcelone et Valence) se trouvaient donc dans la zone républicaine.

La stratégie offensive des insurgés sera dès lors d'établir des liaisons entre les parties disloquées qu'ils sont parvenus à dominer.

Selon diverses estimations, un peu moins de la moitié de l'armée de terre demeura fidèle au régime républicain, proportion plus élevée dans certaines troupes comme l'aviation et le génie. La flotte de guerre, par suite de mutineries de comités de marins sur les navires et d'exécutions d'officiers, se rangea presque entièrement au côté du gouvernement. Les deux tiers des forces de l'ordre restèrent également en faveur de la République.

Au total, les putschistes disposent d'environ 100'000 hommes, alors que le

gouvernement en contrôle théoriquement un peu plus. "Cependant, ces chiffres se voient déséquilibrés par le fait que les rebelles comptèrent avec la quasi totalité des 47'000 hommes de l'Armée d'Afrique, qui était en plus techniquement la mieux préparée."<sup>13</sup>

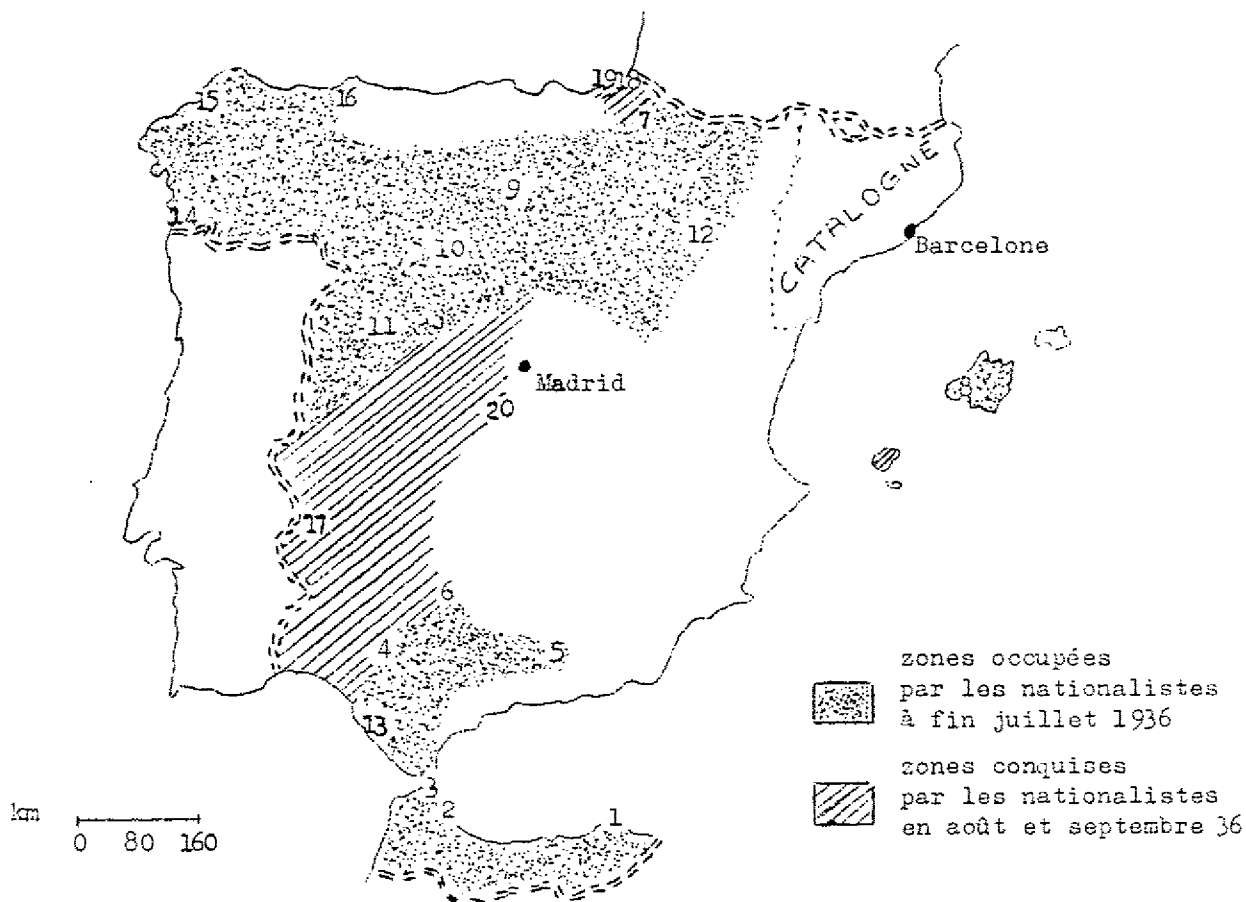
Presque la moitié des 15'300 officiers de l'armée se trouvaient dans la zone républicaine, mais le gouvernement ne put en employer qu'environ 3'500, ce qui assura une supériorité aux rebelles dans *l'art de la guerre*.

Le chef désigné du pronunciamiento, le général Sanjurjo mourut le 20 juillet au Portugal dans un accident d'avion, alors qu'il décollait vers Burgos pour se mettre à la tête du mouvement.<sup>14</sup> Avec les morts de Calvo Sotelo et de Sanjurjo, la détention prolongée du leader de la Phalange José Antonio Primo de Rivera, la reddition du général Goded, les personnalités les plus en vue du camp nationaliste devinrent le général Queipo de Llano (responsable de l'intrépide soulèvement victorieux de Séville), Franco et le général Emilio Mola qui, à partir de la Navarre, commandait le secteur Nord. Queipo de Llano s'occupa principalement de propagande par le biais de ses impétueuses causeries radiophoniques de chaque soir et Mola disparut dans un accident d'avion (en juin 37), conjonction d'éléments qui permirent finalement à Franco de concentrer en ses mains la direction des armées et le pouvoir politique.

13. Xavier Tusell, réédition du journal "ABC/double quotidien", présentation du fascicule No 2. ABC était un quotidien conservateur paraissant à Madrid avec une édition à Séville. Le déclenchement de la guerre brisa l'unité doctrinale de la publication, l'édition de Séville reflétant l'idéologie nationaliste, tandis que le quotidien publié à Madrid épousa des points de vue proches du gouvernement républicain. ABC fut le seul quotidien au cours du conflit à continuer de paraître dans les deux zones avec un titre identique, mais en offrant bien sûr des arguments, des analyses, des informations totalement contradictoires de mêmes faits politiques et militaires.

14. Son avion ne parvint pas à prendre suffisamment d'altitude et s'écrasa contre des arbres. Hugh Thomas, *La guerra civil española*, Tome II, p. 81, avance l'hypothèse que l'accident serait dû à l'insistance du général à vouloir emporter avec lui une lourde valise "qui contenait un uniforme complet qu'il désirait utiliser comme chef du nouvel Etat espagnol".

## EVOLUTION DE LA GUERRE CIVILE DE FIN JUILLET A AOUT/SEPTEMBRE 1936



## CHRONOLOGIE DES VILLES TOMBÉES AUX MAINS DES NATIONALISTES

- |                               |                                     |
|-------------------------------|-------------------------------------|
| - 18 juillet : Melilla (1)    | - 14 août : Badajoz (17)            |
| Tetouan (2)                   | - 4 septembre : Irun (18)           |
| Ceuta (3)                     | - 13 septembre : San-Sébastien (19) |
| Seville (4)                   | - 27 septembre : Tolède (20)        |
| Grenade (5)                   |                                     |
| Cordoba (6)                   |                                     |
| Pampelune (7)                 |                                     |
| Palma (8)                     |                                     |
| - 19 juillet : Burgos (9)     |                                     |
| Valladolid (10)               |                                     |
| Salamanque (11)               |                                     |
| - 20 juillet : Zaragosse (12) |                                     |
| Cadix (13)                    |                                     |
| Vigo (14)                     |                                     |
| La Coruña (15)                |                                     |
| Oviedo (16)                   |                                     |

## ENTHOUSIASME      REVOLUTIONNAIRE

## EXUBÉRANCE DES PREMIERS TEMPS

Le soulèvement vaincu en Catalogne, les premiers jours vont être vécus par le gros de la population comme l'aube d'une ère nouvelle.

La foule, une fois les combats terminés, envahit les rues. "Le fascisme a été vaincu pour toujours" <sup>1</sup>, "la République est immortelle" <sup>2</sup> titrent les journaux. Une atmosphère de fièvre et de fougue parcourt la Catalogne. Sans tomber dans le travers d'une *lecture* par trop contemporaine des journées de juillet, il convient d'en souligner l'aspect de fête, de liesse, d'enthousiasme populaire s'accompagnant du sentiment diffus d'être au seuil d'une vie foncièrement *autre*.

Les rapports sociaux vont, durant les premiers mois surtout, se modifier en profondeur; les anciennes réticences s'estompent, permettant l'établissement de nouveaux rapports humains, que l'on souhaitait fondés sur une sorte de fraternité généreuse, allant de pair avec une *prise de parole* susceptible de briser les habitudes de méfiance et d'indifférence.

Au lendemain des affrontements, Barcelone offre un panorama de désolation. Des barricades décomposées bouchent les principales artères, des câbles de tramway jonchent la chaussée, les ordures se sont entassées et l'odeur des chevaux tués lors des combats empeste. La ville doit être nettoyée et son approvisionnement repris, opérations qui seront du reste remarquablement vite menées à bien.

L'ordre de la vieille société a volé en éclats, la bourgeoisie et le capitalisme semblent avoir disparu. La grève générale, déclenchée pour faire front au putsch militaire, se métamorphose en manifestations d'allégresse tranchant avec la monotonie du labeur quotidien.

1. La Jornada, 22 juillet 1936.

2. Renovación, 24 juillet 1936.

De partout va surgir une nuée de comités afin de récolter et de coordonner les efforts et initiatives en vue de reconstruire un nouvel ordre social. Dans cette situation de *table rase* - les institutions étatiques de la République étant placées hors circuit - les comités, soit l'expression directe et spontanée de *la base, des masses*, vont assurer et concentrer durant quelques mois la direction de la vie publique à l'échelon local. Le puissant phénomène de la *comitéphilie*, de la *comitécratie* est judicieusement mis en relief par l'historien Rafael Abella :

" Dans le travail, l'initiative avait une couleur confédérale, fait visible dans l'empressement pour se syndicaliser, dans le déluge d'annonces de convocations pour constituer des comités, entité magique qui consommait l'une des aspirations maximales des postulats révolutionnaires : l'abolition du commandement unipersonnel. La répugnance à l'autorité imposée, point clef de la grande aspiration libertaire, avait rasé toute sorte de présidences, directions, gérances et chefferies. Des siècles de hiérarchisation s'étaient écroulés en quelques heures. Il ne restait plus d'excellentissimes, ni d'illustrissimes, ni de votre seigneurerie; une définition abrégait le dernier vestige d'attribution fonctionnelle : le "responsable". # 3

La situation politique entièrement nouvelle créée par la victoire des forces populaires obligea toutes les organisations qui contribuèrent à l'échec du pronunciamiento à une mise en question de leurs rôles et de leurs fondements. En effet, à la différence des autres révolutions auxquelles est fréquemment attribuée, durant leur toute première phase, une essence *anarchiste*, nous nous trouvons, en Catalogne, en présence d'une aspiration profonde et largement partagée à une société libertaire, qui représentait dans l'esprit d'une grande partie des masses la réalisation d'un espoir et d'une lutte de plus d'un demi-siècle. En d'autres termes, la volonté de maintenir et de renforcer, au fil des bouleversements qui secouent l'ensemble de la Catalogne, le principe libertaire d'organisation constituera l'une des principales spécificités de la révolution espagnole.

Les organisations anarchistes face à ce contexte vont paradoxalement, à l'instar des autres courants républicains, se trouver déconcertées devant la complexité et les prolongements d'une situation qui, pourtant, était la condition nécessaire, de par la vacance du pouvoir politique qu'elle avait amenée, à l'accomplissement du projet

3. Rafael Abella, *La vida cotidiana durante la guerra civil*, tome II, *La Espana republicana*, pp 52-53. C'est le seul ouvrage qui brosse avec soin le tableau d'ensemble de la vie quotidienne dans les deux camps.

libertaire. Ce désarroi sera abordé lorsque sera traité la création du Comité Central des Milices Antifascistes.

\* \* \* \* \*

A Barcelone, l'atmosphère est placée sous le signe du prolétariat :

"L'enthousiasme déborde partout. Le mot *comarade* est prononcé avec onction; les passants se parlent les uns aux autres sans se connaître, se tutoyant et en s'appelant camarades. Il semble qu'une vague d'amour et de solidarité a inondé la ville barcelonaise.

Aucun objectif à atteindre, aucune entreprise à entreprendre n'est impossible; tout était possible, tout était facile et faisable pour ces multitudes bigarrées, joyeuses et encouragées par la victoire, qui, au milieu de vivats de triomphe, passaient dans les rues de la Barcelone confédérale, révolutionnaire et héroïque." <sup>4</sup>

Des habitudes sociales sont spontanément modifiées : au moment de se quitter, l'on ne dit plus adieu (A Dieu), mais salut; plutôt que de serrer la main, l'on se salue avec le poing levé. Les vêtements chics ou distingués ont subitement disparu et ont fait place au *mono*, le bleu de travail :

"Les Ramblas se sont remplies de vêtements ouvriers. Tout s'est changé en gens en manches de chemise. Un fleuve d'humanité prolétarienne qui a brisé les digues." <sup>5</sup>

Sous le titre "Arme au bras", quelques "corollaires de la révolution" sont présentés par Tierra y Libertad (No du 28 juillet); à travers plusieurs scènes de la vie quotidienne ou de conversations typiques, le changement des mentalités est mis en lumière, de même que la volonté des anarcho-syndicalistes de moraliser la vie sociale, tentative qui d'ailleurs n'évita souvent pas l'écueil du puritanisme :

"Dans un bar de zone populaire.

- Un café.

- Voilà.

Puis, une autre voix, un peu rude :

- Un anis de telle classe.

- On ne le sert pas.

- Un cognac.

- Pas non plus.

4. Article de Kyralina, "Face à une date historique : scènes du 19 juillet", Tiempos Nuevos, Nos 7-8, juil.-août 1937.

5. Article de A. M. Carrasco, "A la lumière de la première sentinelle libertaire", La Aurora, 8 août 1936.

- Pourquoi ?
- Parce que l'alcool est incompatible avec la révolution.

\* \* \* \* \*

- Nous étions nus et la révolution nous habille.
- Cela prouve que la révolution ne détruit pas, mais construit.
- Nous avons une machine à coudre et nous l'avons rachetée.
- Cela prouve que la révolution est la morale du travail.

\* \* \* \* \*

- Cette vitrine de peintures pour le visage est maintenant beaucoup plus artificieuse, beaucoup plus grotesque.

- Naturellement. L'on a vu les couleurs de la flamme, qui sont les couleurs les plus vives du monde.

\* \* \* \* \*

- J'ai remarqué que ces derniers jours, les cravates se voient à peine.
  - Parce qu'il fait chaud.
  - Non, il s'agit d'autre chose.
  - De dissimuler ?
  - Je crois qu'il ne s'agit pas toujours de dissimuler. Il s'agit de ce que la révolution antifasciste, populaire a aussi supprimé ce licou qu'est la cravate.
  - Mais, et ceux qui travaillent à la fabrication des cravates ?
  - Des licous tu veux dire ... Eh bien, ils auront du travail utile à faire.
- Et pas peu ... (...)

\* \* \* \* \*

En réalité, ce qui importe le moins maintenant, c'est la préoccupation pour la nourriture.

La nourriture et les soins peuvent être préoccupants, mais surtout pour les mineurs et les faibles, pour les blessés et les malades plus que pour personne. Mais l'obsession de la misère a fini d'être une obsession. Elle s'est convertie en problème soluble, parce que, une fois pour toutes, elle se pose dans ses véritables termes.

\* \* \* \* \*

Dans l'hôpital barcelonais qui jusqu'à présent s'appelait avec un nom de saint, Saint Paul, rebaptisé Hôpital Général de Catalogne (...); il y a quelques courtes années, il fallait faire profession de foi catholique pour qu'un malade puisse y vivre. "

\* \* \* \* \*

Durant les premières journées suivant le 19 juillet, le problème de la circulation automobile est aigu, et Barcelone est livré à un trafic démentiel :

"La ville : chaque voiture (et Dieu sait s'il en circule, des voitures ! et à quelle vitesse ! et avec quelle débauche de klaxons !) se hérissent de canons de fusil. Sur chaque camion, des hommes armés. Sur chaque carrosserie, en grosses lettres hâtivement tracées à la chaux ou à la peinture blanche, les initiales des organisations dont se recommande le véhicule." <sup>6</sup>

L'été et l'automne seront caractérisés par une circulation frénétique, un peu comme si à l'accélération de l'histoire devait correspondre la conduite automobile à toute allure. Beaucoup de véhicules ayant été saisis, et en raison de l'inexpérience et de l'audace de moult conducteurs, de nombreux accidents se produiront. A Barcelone, une place de taureaux dut même être transformée en cimetière d'automobiles. La presse publia régulièrement des appels pour la restitution de voitures réquisitionnées ou saisies. Un avis, adressé à fin novembre aux conducteurs d'automobiles, demandait aux usagers de suivre les dispositions prises par "notre cher compagnon Vicente Perez, conseiller des Services Publics de la Mairie" en matière de limitation de vitesse, de respect des règles de circulation et de stationnement :

"Il n'est pas possible de continuer un jour de plus cette course effrénée à la mort, que les conducteurs de véhicules de toutes classes entreprennent pour le plaisir de la vitesse. Si nous nous arrêtons pour penser au nombre de victimes qui sont tombées renversées par le déchaînement de la circulation sur la voie publique, nous formerions une statistique importante, que beaucoup de critiques empoisonnées de la situation actuelle, et pas peu de journalistes étrangers, ont imputée à un prétendu "terrorisme rouge". " <sup>7</sup>

<sup>6</sup> Jean-Richard Bloch, Espagne, Espagne !, p. 21.

<sup>7</sup> Boletín de Información CNT-FAI, 30 novembre 1936.



Au cours de cette période de confusion et d'exubérance, nombreux sont les individus qui perdent leur documentation personnelle (papiers d'identité ou carnet syndical). La presse se fait l'écho de cette vaste étourderie, qui peut parfois être volontaire dans le cas de ceux qui voudraient se refaire une identité nouvelle.

La distraction touche aussi les étrangers, comme en témoigne cet entrefilet paru dans le Boletín de Información CNT-FAI du 11 août, où on lit que la philosophe française Simone Weil, "compagne envoyée spéciale de l'hebdomadaire "Le Libertaire" a égaré sa documentation rédigée par ce journal, qui l'autorisait à passer en Espagne en mission d'information" et invite celui qui la trouverait à la restituer à la Maison de la CNT-FAI.

Le poids prépondérant des anarcho-syndicalistes en Catalogne trouva sa confirmation pratique dans l'importance considérable qui fut attribuée au carnet syndical de la CNT, transformé en objet d'âpres convoitises.

"L'inconcevable. Un compagnon s'est présenté à nous pour dénoncer un fait constitutif d'une gravité énorme.

Des perquisitions sont en train de s'effectuer au domicile de nos camarades dans le but d'emporter les carnets de la Confédération.

Un carnet de la CNT constitue aujourd'hui la récompense maximale de libre passage pour les citoyens.

Il n'y a pas encore beaucoup de temps que le même carnet avait libre passage pour occuper une cellule de la prison Modèle." <sup>8</sup>

8. Solidaridad Obrera, 2 août 36.

## REPRÉSAILLES ET RÉPRESSION

Le déferlement de la victoire populaire n'alla pas sans entraîner une vaste répression à l'encontre des individus et des couches considérés comme *ennemis*.

La présence des armes, disséminées dans la population, entraîna de nombreux abus. Fusils et pistolets étaient fièrement exhibés, à la fois en tant que signe tangible du triomphe et comme symbole de la défense et de la garantie de la mosaïque du nouveau pouvoir prolétarien. Dix jours après le soulèvement, des barricades sont maintenues, bien que "tout paraît indiquer qu'à Barcelone, la tranquillité renaît." Des militants anarcho-syndicalistes expliquent leur présence aux barricades :

"Nous ne pouvons nous endormir, les compagnons qui se sont déplacés dans d'autres régions pour combattre le fascisme sont nombreux et à nous qui restons, ils nous ont laissé le dépôt sacré : une Barcelone totalement pacifiée, et nous avons le devoir de l'arrêter comme ils nous la léguèrent. Pour cela, en vue d'éviter que, profitant de leur départ, ils [les rebelles] puissent tenter de promouvoir une nouvelle algarade, nous nous fortifions et nous passons le jour et la nuit avec les armes dans les mains. " <sup>1</sup>

Les armes sont partout arborées. C'est un *peuple en armes* qui parcourt Barcelone, en emportant en tous lieux sa panoplie guerrière, au restaurant, au marché, mais aussi dans les salles de cinéma (un panneau à l'entrée priait de laisser les armes au vestiaire). <sup>2</sup>

A partir du 24 juillet, des colonnes de miliciens et de miliciennes partent, aux cris de "A Saragosse", afin de combattre les nationalistes en Aragon.

Parallèlement à la répression déclenchée contre les *ennemis de classe* favorables aux rebelles et menée par les organisations antifascistes, des groupes et des individus incontrôlés vont se livrer, pour leur propre compte, à des actes de pillage, perpétrer des exécutions sommaires ou encore régler des comptes personnels.

1. Boletín de Información CNT-FAI, 29 juillet 36, 2<sup>ème</sup> édition.

2. Dans un manifeste intitulé "Au peuple travailleur !", publié à Barcelone le 21 juil 36, les Comités Régionaux de la CNT et de la FAI en appellent ardemment aux "Camarades Ouvriers, Hommes de Conscience libre, tous debout, armes en mains, pour écraser définitivement le fascisme! Peuple travailleur, tiens-toi prêt. Organise-toi en milices, ne rends ni les armes, ni les munitions. Ne perds pas le contact avec les syndicats, ta vie et ta liberté sont entre tes mains". Texte traduit et reproduit dans le No du 24 juillet, Edition spéciale en langue française du Service d'Information de la CNT et de la FAI.

Les premières semaines furent marquées par une vague de perquisitionnisme, de contrôles incessants, d'arrestations hâtives. Même le prestigieux historien autrichien de l'anarchisme, Max Nettlau se vit arrêté, parce que considéré comme un espion allemand<sup>3</sup>. La Solidaridad Obrera publia le 1<sup>er</sup> août une mise au point dans l'espoir de faire cesser l'envoi de lettres au journal concernant des dénonciations anonymes de fascistes, "procédé qui accuse un manque de noblesse et un excès de lâcheté morale."

Pour essayer de contenir et de canaliser ce flot de mesures policières improvisées ou malhabiles et également pour mettre un terme aux actes de pillage et de banditisme, la CNT-FAI publia une série de mises en garde afin de se démarquer de la responsabilité de brigandages que d'aucuns voulaient entièrement lui imputer :

"Nous ne nous fatiguerons pas de répéter que n'importe quel acte de pillage doit être repoussé vaillamment et dénoncé à l'organisation. Ceux qui se protègent avec nos initiales pour commettre des actes de banditisme ne seront pas mieux traités que des vulgaires fascistes scélérats, parce que réellement, ils ne peuvent pas être plus que cela. Les travailleurs conscients, romantiquement enrôlés dans nos files, qui ont souffert toutes les insultes et toutes les humiliations d'adversaires du plus bas aspect moral, ne sont pas capables de réaliser des faits comme ceux que l'on nous dénonce. Mais cela ne suffit pas : il est nécessaire que personne ne puisse les réaliser et encore moins en prenant nos devises pour drapeau".<sup>4</sup> Afin de stopper les perquisitions domiciliaires commises par des groupes armés se disant appartenir à la CNT, à la FAI et au Parti Ouvrier d'Unification Marxiste (POUM), actions qui aboutissent au "discrédit de notre organisation", "déhonorent le mouvement révolutionnaire du peuple" et "sèment la terreur par Barcelone", "nous décidons de sortir de cette irresponsabilité monstrueuse, non plus avec des paroles, mais avec des faits et des résolutions implacables. Comme appendice du Comité des Milices Antifascistes fonctionne une Commission d'Investigations, qui se chargera de vérifier toutes les dénonciations qui se font autour des activités des éléments compromis dans le mouvement fasciste passé. Cette Commission est la seule, à part la Direction Supérieure de Police, qui, depuis ce moment, a le droit d'ordonner et d'effectuer des perquisitions domiciliaires. *Tout ce qui se fera en marge d'elle sera une violation de la loi*".<sup>5</sup>

3. Federica Montseny intervint rapidement pour le faire libérer; cf Converses amb Federica Montseny de Agustí Pons, pp 138-139.

4. Tierra y Libertad, 29 juillet 36.

5. Idem, 30 juillet 36.

Le climat de répression et de méfiance eut pour effet de jeter un effroi certain parmi les couches de la bourgeoisie qui craignaient d'être molestées.

C'est ainsi que pour prouver leur *neutralité*, des citoyens peu rassurés cherchent à se protéger en affichant la couleur blanche :

"N'avez-vous pas vu ces milliers de chiffons blancs qu'il y a couvrant des balcons et des fenêtres par Barcelone ? Quelques rues semblent vêtues ou déguisées de blanc. Les troupes fascistes, on l'a déjà vu, emploient la couleur blanche pour dissimuler une embuscade.

Aux balcons et fenêtres de Barcelone, les tentures blanches sont les tentures de la neutralité absolue.

Au milieu de la commotion provoquée par le fascisme, il y a des milliers de citoyens dont l'unique préoccupation est de mettre un chiffon sur le balcon.

Des morts ? Des blessés ? Bah ! L'essentiel est que le chiffon blanc ne manque pas." 6

L'attitude adoptée lors des combats du soulèvement militaire par une importante part de la population, en particulier par les classes moyennes, fut celle d'une expectative prudente; mollement ou nullement politisées, anxieuses, ces franges - décontenancées par l'ampleur des changements - ne se résignèrent à prendre parti que lorsque la dynamique révolutionnaire apparut comme majoritaire et dominante. Alors, certains se mirent à jouer la carte de l'antifascisme avec d'autant plus de zèle qu'ils se devaient de faire oublier leur pusillanimité du début. L'unique journal satirique anarchiste de la guerre civile (à tout le moins en Catalogne), *Críticón* (*Critiqueur*) brocarda la duplicité de nombreux virulents *antifascistes* dans un article intitulé "Et toi, qu'est-ce que tu fis le 19 juillet ?" :

"(...) Nous le rencontrons à la place de la République. Là, beaucoup d'heures ont passé dans l'attente de voir sortir de la Généralité ou de la Mairie quelque politicien de relief à qui dédier un sourire.

- Qu'as-tu fait toi le 19 juillet ?

Il se trouble un peu devant l'inattendu de la question.

- Ne sois pas embarrassé. Nous sommes de *CRÍTICÓN* et nous désirons sonder ta clarté de visage avec quelques questions. Que fis-tu le 19 juillet ?

Il se rassure. Il sort un petit carnet de notes. Ensuite, il répond résolu :

- Le 19 juillet, je ne fis rien de particulier. Le bruit de ceux qui combattaient dans la rue me rendait perplexe. Qu'est-ce que je ferai ? me demandai-je. Sor-

6. *Tierra y Libertad*, 31 juil. 36, Jean-Richard Bloch, op cit p. 29, décrit ainsi ce phénomène insolite de blancheur : "Beaucoup de fenêtres et de balcons arborent des serviettes de toilette, et jusqu'à des mouchoirs blancs, -touchants emblèmes de paix, qui s'étranglent à crier : "Amis ! Amis ! Nous sommes des amis !"".

tir ? Rester ? Et je restai. La vérité est que personne ne savait alors ce qui allait se passer et moi, prudent de nature, j'optai pour attendre. Ainsi se passèrent plusieurs jours. A la fin, je me décidai. Le peuple avait vaincu et il fallait se mettre au côté du peuple. Je laissai le chapeau, la cravate et la peur à la maison. A la lutte ! me dis-je, et aussitôt que je fus sur les Ramblas et vis passer les premiers miliciens, je levai le poing. Et d'avoir levé le poing au passage des milices et au départ des personnages, je vais comme ci comme ça et j'ai même obtenu une réputation révolutionnaire.

- Et tu vis bien ?

- Bien sûr voyons ! " 7

\* \* \* \* \*

Dans le désir d'en finir avec le passé et ses oppressions, il y eut des déchainements de passions, du fanatisme, de la cruauté, en particulier à l'encontre des ecclésiastiques, outrances que l'on retrouve, du reste, dans nombre d'épisodes de l'histoire de l'Espagne moderne.

L'anticléricalisme virulent et l'hostilité de beaucoup de couches populaires à l'égard de la religion se manifesta par l'incendie et la mise à sac de nombreux églises et couvents; à Barcelone, les seuls édifices religieux qui bénéficièrent d'une protection furent la cathédrale et le monastère de Pedralbes.

L'Eglise Catholique, étant comme institution partie prenante (sauf au Pays Basque) du soulèvement nationaliste, se retrouva, dans les zones où le pronunciamiento échoua, en butte à des représailles.

Au cours des premières semaines, la presse anarchiste est prolixe en informations anticléricales. Sous le prétexte commode que les lieux du culte pouvaient servir de dépôts d'armes et de bases d'opération pour les factieux<sup>8</sup>, la plupart des

7. Criticón, 18 septembre 1937.

8. Voir le texte "L'Eglise et le fascisme en Espagne" paru dans L'Espagne Antifasciste CNT-FAI-AIT du 22 août 36; cet article conclut qu' "on ne peut pas être avec Christ et Juan March [célèbre homme d'affaires qui finança le pronunciamiento] ; être des inquisiteurs et prétendre avoir droit à la pitié. L'Eglise d'Espagne a désormais lié sa destinée au sort du fascisme."

bâtiments religieux sont touchés par l'ardeur iconoclaste et *purificatrice*.<sup>9</sup>

L'*immolation* des biens religieux s'effectua souvent avec une certaine gravité, comme s'il fallait s'acquitter de la tâche de gommer les signes extérieurs de cet *opium du peuple* que l'on souhaitait révolu.

L'autrichien Franz Borkenau fut témoin à Barcelone, en fin de soirée le 5 août de l'autodafé d'une église : "En rentrant à l'hôtel, je vis une église livrée aux flammes et ce fut pour moi une nouvelle surprise. Là où je m'attendais à trouver une populace en proie à une fureur quasi démoniaque, je n'aperçus que l'exécution d'une besogne administrative, L'église incendiée se trouvait à l'un des coins de la vaste place de Cataluña. Un petit attroupement s'était formé devant le brasier (il était près de onze heures du soir). Les gens regardaient en silence ce spectacle qui ne les chagrinait certes pas, mais ne suscitait pas non plus en eux d'exaltation particulière. Les pompiers étaient sur place, veillant à ce que le sinistre ne s'étende pas aux immeubles voisins. Pour éviter tout accident, personne n'était autorisé à approcher de l'église en flammes, et les gens se conformaient avec une surprenante docilité à cette injonction. Je suppose que les premiers incendies d'églises avaient suscité davantage de passion."<sup>10</sup>

Une transformation des édifices religieux, un *recyclage* est à l'ordre du

9. Le Boletín de Información CNT-FAI offre des précisions sur les destructions locales; ainsi à Sitges, "la totalité des églises et couvents ont été brûlés. Un des couvents a été converti en caserne des milices antifascistes", tandis qu'à Villanueva y Geltru, "tous les édifices religieux ont été respectés, bien qu'ont été détruits tous les objets considérés comme inutiles par le peuple. Le Cercle Catholique est devenu Syndicat d'Alimentation et salle à manger Populaire." (29 juil. 36). A Tarragone, "deux églises ont été brûlées et les autres ont été nettoyées de toutes les images religieuses. (...) Huit curés ont été tués. (...) Un grandiose et splendide couvent de nonnes sert de local pour les syndicats de la CNT, où s'est établie la Fédération Locale." (29 juil., 2<sup>ème</sup> édition) A Vallmoll (12 km au N de Tarragone), "lorsque le mouvement commença, l'église prit feu pour empêcher que depuis elle, les forces fascistes attaquent." A Valls (16 km au N de Tarragone), le tableau à fin juillet de la nouvelle configuration de la ville nous est brossé à grands traits sous le titre "Comment s'écoule la vie à Valls" : "Il règne un grand enthousiasme dans le peuple. - Il y eut à peine de lutte dans les rues, ce qui a facilité le travail de réorganisation. - L'ordre de retour au travail donné par la Généralité, avec les consignes de quelques rares améliorations, ont été reçues avec dédain et manque de chaleur. - On observe comment l'influence de la CNT est celle qui rime entre le peuple, lequel montre des grands désirs d'une plus grande et plus profonde transformation. - Beaucoup de détentions et de perquisitions ont été réalisées, en notant la rareté, comme partout (en raison de l'affluence des miliciens) d'armement. - Le comité des milices est constitué de la forme suivante : deux pour l'Esquerra, un du POUM, deux pour l'Union Socialiste de Catalogne, un de l'UGT et cinq confédéraux et éléments affiliés à l'anarchisme. - Dans cette localité, une cuisine populaire s'est installée, qui est contrôlée par la CNT. - La Fédération Locale des syndicats de la CNT s'est installée dans ce qui fut couvent des nonnes françaises et qui a été réquisitionné par le comité des milices. - Les églises n'ont pas été incendiées devant la crainte qu'il ne se produise quelque sinistre dans la ville, mais tous les objets de celles-ci ont été détruits." A Pla de Cabra (9 km au N de Valls), "comme à Valls, tous les objets qu'il y a dans les églises furent brûlés, en respectant les édifices", et le cacique du village fut tué durant la courte lutte qu'il y eut. (30 juil. 36).

10. Franz Borkenau, Spanish Cockpit, Rapport sur les conflits sociaux et politiques en Espagne (1936-1937), pp 77-78.

jour :

"Chaque église fermée, une école ouverte; chaque couvent démoli, une bibliothèque efficace; chaque sacristie détruite, un laboratoire en action, et chaque terrain désertique, un bocage." <sup>11</sup>

Des notes de drôlerie, teintées d'esprit revanchard, parsèment la narration d'événements, de petits faits qui alimentent la chronique anticléricale des premiers temps. La constatation est établie qu' "après le *rousissement* des temples de ces jours, le mariage sacramental va devenir un problème de mathématiques embrouillées"; par ailleurs, le feu est vanté comme le plus efficace procédé pour "désinfecter des antres remplis de parasites" : " Le feu allumé ces jours dans les églises a opéré comme un insecticide décisif".<sup>12</sup> Les flammes sont vues comme un moyen régénérateur, capable de nettoyer les objets réceptacles de la foi et, par là-même, de désacraliser les inclinations religieuses : "Quand il paraissait que tout ce qui brillait était destiné à être la proie des flammes, on a pu constater qu'en se brûlant dans la rue, cela a été la seule fois qu'un autel a brillé. En plus, il est résulté que tout était crasse, complètement crasse (...) Magasins d'inutilité. Véritables tas d'ordures. Cela n'est rien d'autre que ce qui a été brûlé." <sup>13</sup>

Quelques aspects relevant de l'insolite ou de la cocasserie émailent aussi ces assauts d'antireligion. Le Bulletin d'Information CNT-FAI nous dit que "le groupe de la CNT qui est entré le premier au couvent des Maristes, qui est situé dans la rue Père Claret, a rencontré dans une cellule de frères une caisse de préservatifs et de peinture pour les lèvres." <sup>14</sup> Ce même bulletin publie des extraits d'une correspondance amoureuse adressée par une "femme élégante" à un père dominicain et nous précise que "ces notes galantes, avec une autre multitude de données existeront dans

11. Tierra y Libertad, 31 juil. 36. Le Baluard [rempart] de Sitges, organe du "Comité de Défense de Sitges", prévoit, avec quelque lyrisme, une métamorphose belliqueuse des cloches : "Les cloches de l'ex-église, qui tant de fois ont retenti, invitant le peuple à s'endormir dans une religion embrouillée et pourrie, serviront pour que leur retentissement fasse la paix de tout le mal qu'elles ont fait. Le Comité de Défense de Sitges les a destinées, comme une contribution de guerre, à être fondues pour la construction de canons. La mitraille qu'ils lanceront défera toute la carcasse, faite à base de tromperie, de la misère et de l'ignorance." No du 19 septembre 36.

12. Tierra y Libertad, 1<sup>er</sup> août 36, deux textes : "Se marier à l'église est aujourd'hui un problème" et "Après le feu, la lumière".

13. Solidaridad Obrera, 25 juil. 36.

14. Boletín de Información CNT-FAI, 25 juil. 36.

Le musée anti-religieux qui s'installera ("Avec l'aide de Dieu") quand le temps le permettra."<sup>15</sup> A San Juan de las Abadesas (50 km au N de Vich), la cachette où étaient dissimulés les fonds du clergé se trouve derrière un autel et un "curé, qui croyant qu'on allait le tuer se mit à pleurer, implorant pitié parce que ... il était père de famille!! Après avoir dûment vérifié que son fils se trouvait à Vich, étudiant pour le baccalauréat, on le mit en liberté et maintenant le curé va par le village, vêtu en laïque naturellement, content et très gai, et reconnaissant de l'humanité démontrée par les fils du peuple".<sup>16</sup>

Dans l'ensemble, la virulence et la violence manifestées contre les membres du clergé ternirent l'image de la révolution au plan de l'opinion publique internationale. A cet égard, les photos, abondamment reproduites, de l'exhibition profanatique de cadavres momifiés d'un couvent de Barcelone, produisirent un effet fort négatif.

Pour la métropole catalane, on estime que 277 prêtres et 425 religieux, dont l'évêque, furent assassinés.<sup>17</sup>

\* \* \* \* \*

15. Idem, 6 août, texte "Aimez-vous les uns les autres"; 16. Idem, 17 août.

17. Albert Balcells, *Cataluña Contemporánea II (1900-1936)*, p. 40. Le poète surréaliste Benjamin Péret gagna Barcelone dès le début de la guerre et s'engagea d'abord dans le POUM, bien qu'il fut surtout attiré par le mouvement anarchiste. Dans une lettre adressée le 11 août à André Breton, Péret fait part de son exaltation devant le spectacle de l'anti-christianisme : "Mon très cher André, si tu voyais Barcelone telle qu'elle est aujourd'hui, émaillée de barricades, décorée d'églises incendiées dont il ne reste plus que les quatre murs, tu serais comme moi, tu exulterais. (...) Des églises incendiées ou privées de leurs cloches, on ne voit que ça en Catalogne, tout le long de l'affreux petit tortillard que j'avais emprunté pour aller de Puigcerda à Barcelone et qui m'a paru une promenade féérique." Cité par Jean Bécarud et Gilles Lapouge, *Anarchistes d'Espagne*, pp. 134-135.



L'ex-paquebot Uruguay, ancré dans les eaux du port de Barcelone, servit de prison pour les conjurés du pronunciamiento et les individus considérés comme factieux. Selon le quotidien La Razón, au 5 août, l'on dénombre 223 détenus à bord.<sup>18</sup>

Ce fut sur ce navire que se déroula le procès contre les généraux Goded et Burriel.<sup>19</sup> Les deux hommes furent fusillés à l'aube du 13 août au fort de Montjuich, en présence de "3 000 citoyens qui assistèrent à l'exécution comme témoins de ce que la volonté populaire s'accomplissait". Après l'administration du tir de grâce, "la troupe et les personnes présentes défilent aux cris communs de Vive la République, vive la CNT, la FAI et le COMMUNISME LIBERTAIRE ! , et le rideau descend sur ce petit drame, dépourvu de la grandeur que lui aurait donné un procédé expéditif quand le peuple condamna".<sup>20</sup>

A propos d'autres exécutions de militaires de haut rang, Tierra y Libertad formule le commentaire suivant : "Dix ou douze généraux de plus sont tombés. Les uns exécutés spontanément par le peuple et les autres, condamnés et exécutés par les tribunaux qui les jugent. En d'autres temps, nous aurions exprimé notre répulsion pour ces sanctions maximales. Aujourd'hui, non. Le jugement sévère de l'Histoire nous dicte que nous soyons implacables dans les heures suprêmes de cette révolution, dans laquelle nous avons été violemment précipités."<sup>21</sup>

Quel abîme entre ces justifications de circonstance et l'affirmation théorico-philosophique d'un Malatesta, clôturant son essai sur "La Terreur révolutionnaire" par cette réflexion : "Si pour vaincre, on devait élever des potences sur les places publiques, je préférerais être battu."<sup>22</sup>

18. Solidaridad Obrera du 2 août avance le chiffre de "250 militaires fascistes" sur l'Uruguay.

19. Le reporter Louis Delaprée, envoyé spécial de Paris-Soir, assista, le 12 août, au jugement des deux généraux : "*L'Uruguay*, aux flancs rongés de lèpre, triste comme un invalide méprisé, fait encore figure d'honnête bateau quand on grimpe le raide escalier de sa coupée. Mais dès qu'on a mis le pied à bord, on comprend que ce vieux coureur d'océans, englué dans les eaux lourdes du port, n'est plus qu'une cage à prisonniers." Louis Delaprée, *Mort en Espagne*, p. 40 (Delaprée mourut le 11 décembre 36, après que l'avion dans lequel il avait pris place au départ de Madrid fut abattu).

20. Tierra y Libertad, 13 août 1936; 21. Idem, 27 août 36.

22. Errico Malatesta, *La Terreur Révolutionnaire*, brochure des Ed. de l'Emancipateur, Bruxelles 19??, p. 6.

## FEMMES

La victoire sur le coup d'Etat nationaliste ouvrit la voie à une modification en profondeur de la condition de la femme.

Lors des combats des journées de juillet, des femmes se trouvèrent aussi dans la rue pour faire le coup de feu, puis certaines s'engagèrent dans les premières colonnes en partance pour le front.

Dans le contexte de dépassement des normes de la vieille société, le statut de la femme se transforma vite et spectaculairement. La guerre civile touchant l'ensemble du corps social, la femme va se retrouver en situation active, en mesure ou contrainte de prendre l'initiative. A l'ancienne passivité et à l'effacement public, imposés par l'idéologie catholique espagnole, vont succéder l'affirmation et la prise de responsabilité.

Extérieurement, le changement était bien visible. Les femmes pouvaient porter des pantalons, adresser franchement la parole à des hommes sans plus devoir s'inférioriser ou baisser les yeux, et elles pouvaient aussi arborer et utiliser des armes. Dans les premiers temps de la révolution, la figure de la milicienne est célébrée.

Lors du départ de la colonne Durruti vers le front d'Aragon, Tierra y Libertad (7 août), en décrivant la concentration des volontaires sur la grande avenue du Paseo de Gracia, adresse un hommage enflammé et quelque peu paternaliste aux miliciennes : "Les femmes de l'expédition. Elles sont nombreuses et jeunes. Elles partent habillées de "monos" bleus, sur leur tête brillent des foulards rouges et noirs, des rubans de la même couleur ou des casquettes militaires de campagne. De leur ceinture pend un pistolet ou de leurs épaules un fusil. Jamais elles ne furent tant belles, tant séductrices que dans ces moments où leurs yeux irradiaient vers l'extérieur tout le feu lumineux de leur avidité de liberté. Elles marchent à la croisade [sic; terme que les nationalistes choisirent - avec l'actif accord de l'Eglise - pour qualifier leur mouvement] salvatrice avec un courage ferme et décidé de détruire aussitôt que possible ces canailles, qui toujours ont tant fait couler le sang des fils du peuple.

Chères compagnes, nous ne doutons pas que la tâche sera dure, mais nous avons confiance que votre énergie et votre jeunesse sortiront triomphantes de la bataille. Votre valeureuse action a été un grand exemple de solidarité et d'amour, qui vous fait dignes de toutes les estimations du mouvement libertaire."

Une organisation joua, en Espagne, un rôle moteur dans la libération de la femme, il s'agit de "Mujeres Libres" ("Femmes Libres").

Créée en avril 1936 à Madrid, Mujeres Libres avait pour particularité d'être à la fois un courant libertaire et féministe prolétarien. L'organisation fut mise sur pied afin d'amener les ouvrières au mouvement anarchiste ibérique et pour dévoiler les problèmes spécifiques, liés à la condition même de la femme.

Mujeres Libres avait la vocation de constituer un mouvement de masse des femmes travailleuses et au cours de la guerre civile, l'organisation se développa rapidement pour regrouper environ 20'000 affiliées, réparties en 147 groupes, avec une prédominance en Catalogne (40 groupes dans la province, sans compter les quartiers de Barcelone).

L'historienne de l'organisation, Mary Nash, analyse la théorie de la "double lutte" que la femme, selon Mujeres Libres, devait mener de front : "En premier lieu, la femme membre d'une société, au même titre que l'homme, devait mener une lutte sociale pour renverser le système social et économique en place et établir une société où n'existerait pas l'exploitation de la classe ouvrière : à savoir une société Communiste Libertaire. En outre, la femme, à la différence de l'homme, devait aussi lutter pour en finir avec sa propre exploitation comme femme, c'est-à-dire que le second volet de la double lutte de la femme serait la lutte pour sa propre libération en tant qu'individu." (...)

"Si Femmes Libres concevait la libération de la femme comme seulement possible dans le cadre de la Révolution Sociale, elle estimait qu'elle n'en serait pas un résultat mécanique, mais qu'elle devait constituer un mouvement convergent et autonome. C'est pourquoi elle insistait constamment sur l'idée déjà ébauchée au début du siècle par l'anarchiste Teresa Claramunt de la nécessité d'une auto-émancipation de la femme. Consciente aussi de la contradiction inhérente à la position de nombreux militants anarchistes sur tout ce qui a trait à la femme, elle considérait que son émancipation pourrait difficilement se réaliser à l'intérieur des organismes existants au sein du mouvement libertaire espagnol. C'est pourquoi elle considérait comme indispensable l'existence d'une organisation spécifiquement féminine qui assumerait la tâche d'impulser l'auto-émancipation et la libération de la femme en lui insufflant une orientation libertaire pour qu'elle défende simultanément les intérêts de la classe ouvrière et ceux de la femme." <sup>1</sup>

1. Mary Nash, *Femmes Libres, Espagne 1936-1939*, pp 19-19 et 17. Les trois fondatrices et principales animatrices du mouvement étaient Lucia Sanchez Saornil (Secrétaire Nationale), Mercedes Comaposada (rédactrice du journal Mujeres Libres) et Amparo Poch y Gascón (doctoresse, elle fut directrice de la Maison de la Femme Travailleuse de Barcelone, soit l'Institut de Femmes Libres, à partir de décembre 1937).

37 L'organisation Mujeres Libres affirma avec constance qu'elle entendait demeurer autonome au sein du mouvement libertaire espagnol et refusa toute instrumentalisation aux trois entités déjà existantes (la CNT, la FAI, la FIJL/Fédération Ibérique des Jeunesses Libertaires), en soulignant que cette volonté d'indépendance la distinguait précisément des autres groupements féminins, qui eux étaient subordonnés à des partis politiques. Les rapports entre les militants du mouvement libertaire et Mujeres Libres furent souvent empreints de paternalisme ou d'animosité, et, dans l'ensemble, les relations furent caractérisées par des frictions.

Les activités de Mujeres Libres se développèrent concrètement dans la sphère de la culture (création d'instituts, cours de formation générale et professionnelle donnés dans les groupes, campagne contre l'analphabétisme), avec l'objectif de permettre à la femme de s'élever socialement et de se dégager de son état d'ignorance.

Dans le domaine du travail, le groupement féministe libertaire combattit pour l'égalité des salaires, l'installation de crèches gratuites dans les usines et les quartiers ouvriers, la mise sur pied de réfectoires populaires.

Mujeres Libres accorda une place importante à la question sexuelle, en soulignant que les campagnes précédentes pour la liberté sexuelle n'avaient pas amélioré la condition de la femme et avaient même produit des effets négatifs en renforçant la vision machiste de la femme comme objet sexuel; de plus, ces tentatives s'étaient écartées de l'idée, chère aux anarchistes, de *l'Amour Libre*, forme de vie dans laquelle l'homme et la femme, en complète indépendance et égalité, parviendraient à une communion totale et franche. Le mariage fut la cible de critiques résolues, de même que l'attitude de beaucoup de militants en la matière. "Bien que les anarchistes, en théorie, ne légalisaient pas leurs unions, dans la pratique, les mariages civils étaient courants; même quand ils avaient des difficultés à institutionnaliser leurs mariages, les militants anarchistes se chargeaient eux-mêmes de les valider; cela avait lieu dans les Athénées, dans les Syndicats, et même au front." <sup>2</sup>

2. Mary Nash, op cit, p. 25

Dans un texte intitulé "Projet de création d'une usine de mariages en série", paru dans le journal *Mujeres Libres* (VIII<sup>ème</sup> mois de la Révolution), la persistance du goût du mariage en pleine révolution est brocardée avec humour au-travers d'une proposition loufoque, qui tourne en dérision le besoin de cérémonial et de contrat officiel en matière amoureuse. L'humour est une denrée somme toute rare dans la presse anarcho-syndicaliste, aussi vaut-il la peine de reproduire l'intégralité de ce projet canular-desque. <sup>3</sup>

### 3. *Projet de création d'une usine de mariages en série.*

La camarade Révolution nous fait part de sa grande peine. Les gens continuent à se marier ... La camarade Révolution croyait que l'esprit et la morale des gens se seraient un peu améliorés, mais elle se rend compte que l'esprit et la morale des gens ne sont pas susceptibles d'être améliorés. Les gens continuent à se marier ... Devant cette épouvantable réalité, nous essayons de rendre hygiéniques ses inévitables conséquences. Les hommes continuent à aimer certaines modalités d'oppression. Voyons au moins s'ils iront jusqu'à s'exposer eux-mêmes au pilori.

#### PROJET

**Emplacement.** - L'usine de mariages en série sera située loin de tout centre urbain. Il n'est pas convenable que les tragédies se déroulent à la vue du public, car elles démoralisent énormément. De plus, les difficultés d'accès à l'usine donneront plus à réfléchir aux sots.

**Matériaux de construction.** - Ils seront de telle qualité qu'ils étoufferont tout bruit. Ce qui se passe à l'intérieur n'intéresse personne et il vaut toujours mieux ne pas écouter les interjections de ceux qui viendront demander des comptes sur le mauvais résultat de leur affaire.

**Dépendances.** - Une salle d'attente, divisée en compartiments pour deux personnes à l'aide de cloisons élevées à mi-hauteur. L'isolement est rigoureux pour le cas où il y aurait des épidémies. Un salon de cérémonies et un toboggan pour la sortie.

La rapidité est nécessaire pour qu'il n'y ait pas lieu de se repentir. A chacun sa croix.

**Matériel.** - Il sera de deux sortes : a) obligatoire; b) facultatif.

a) Une douche froide; un Comité pleinement convaincu de la très grande importance de sa mission; un écriteau qui dira : Passe si tu l'oses; un tampon rouge ou rouge et noir pour le cachet.

b) Un bâton.

**Bibliothèque.** - Un exemplaire des Commandements du Bon Sens.

**Dépendances annexes à l'usine.** - Un magasin de rivets, de fers à chevaux, d'anneaux et de chaînes. Une trichromie allégorique de la liberté.

**Fonctionnement de l'usine.** - Il est bref. Les individus attendent, par couples, dans des compartiments pour deux. Ils passent ensuite au salon de cérémonies. Ils ne peuvent rien faire, absolument rien, avant d'avoir obtenu le cachet. On leur tamponne un petit reçu, les deux joues, et le linge de corps de chacun.

Alors, le Comité, cérémonieusement, leur dit les Commandements du Bon Sens qui peuvent se résumer à trois :

1. Lorsqu'il y avait un curé, c'était le curé qui vous trompait; maintenant, c'est nous qui vous trompons, puisque c'est pour cela que vous venez.
2. Celui qui ne peut se passer de la garantie de la propriété et de la fidélité mérite que les plus viles oppressions pèsent sur son coeur (danger d'asphyxie).
3. Le passage par l'usine donne droit à un brevet d'idiot et prédispose à deux ou trois déboires quotidiens. Nous savons ce que nous nous faisons.

La cérémonie est gratuite. Le malheur de ceux qui y vont est déjà suffisamment grand. Ensuite, on leur met le collier et la chaîne, on leur fait embrasser la trichromie du Communisme Libertaire et on les projette par le toboggan.

Pour éviter toute altération dans la bonne marche de l'usine, il faut mettre cette pancarte à la sortie :

Les réclamations ne sont pas admises.

Mujeres Libres s'occupa également du problème de la prostitution, en proposant la solution de centres de réhabilitation et de réinsertion sociale (Libériorios de prostitución), mais ce plan ne put guère être mené à bien, en raison du peu de soutien des organisations du mouvement libertaire et des organismes officiels.

L'éducation et la pédagogie tinrent une grande place dans les préoccupations des féministes libertaires. Repoussant toute pratique autoritaire dans les classes, ainsi que l'éducation des enfants selon une idéologie politique déterminée, il était prôné une formation globale de l'enfant par la collectivité et les parents, l'école devant être rattachée en permanence avec la vie quotidienne et le monde réel.

La co-éducation était partie prenante de ce système éducatif (qui rejetait les distinctions de sexe) comme facteur qui améliorerait les rapports hommes-femmes.

Mujeres Libres se caractérisa par sa profonde implantation prolétarienne et par l'ample éventail de ses préoccupations et activités.

En dépit de certaines simplicités d'analyses, le féminisme libertaire des années de la guerre civile présente la particularité de demeurer encore actuel par la vigueur de nombre de ses positions.

## LA CASA CNT-FAI

Sitôt l'échec du soulèvement militaire consommé, les partis et organisations antifascistes réquisitionnèrent des immeubles pour y installer leurs sièges, leurs bureaux, leurs sections.

La plupart du temps, les bâtiments choisis appartenaient à de grandes sociétés ou à des bourgeois de haut rang, qui avaient fui devant la révolution naissante, ou qui avaient été l'objet de la répression.

A Barcelone, la prédominance des organisations prolétariennes se concrétisa par la saisie et la transformation d'édifices de prestige placés en plein centre ville.

Le Parti Ouvrier d'Unification Marxiste s'était établi sur les Ramblas à l'hôtel Falcon, le Parti Socialiste Unifié de Catalogne à l'hôtel Colon sur la place de Catalogne, le Comité Central des Milices Antifascistes à l'Ecole Nautique. La CNT-FAI avait, quant à elle, jeté son dévolu sur l'immeuble cossu des associations patronales, situé sur la Via Durruti, à deux pas de la cathédrale.

Durant toute la guerre, *la casa CNT-FAI* sera le centre névralgique, le *quartier général* de l'anarchisme catalan et espagnol.

Deux semaines après le 19 juillet, le quotidien *La Noche* (qui par la suite sera contrôlé par la CNT) publie un reportage ardent sur cette ruche de la révolution, "le nerf de la vie nouvelle" : " S'il y a quelque chose - encore sans nom - qui est en gestation dans la ville ou dans la péninsule, c'est ici qu'il faut prendre le pouls de la fièvre qui nous consume et nous énerve ; qui nous galvanise aussi. Ici se trouvent le Comité Régional de la CNT, la Fédération Locale des Syndicats Uniques et, enfin, les points les plus élevés de l'énorme triangle dont la base est formée par les masses et les individus des Syndicats et groupes de la FAI. Dans ce même édifice, le Comité de Ravitaillement, important centre depuis lequel l'ordre du ravitaillement citadin est irradié, veille à ce que les Syndicats - celui de l'Alimentation dans ce cas - avec la coopération d'individualités compétentes se présentent, pour le moment, comme irremplaçables. (..)

Pour l'artiste, comme pour le reporter, le meilleur est la mimique et le jazz

de fragments de conversations rapides, de rumeurs et de discussions entrecoupées par la nécessité de tout assembler et ordonner : c'est ici qu'est le problème.

Des queues indéfinissables par le mélange de types et d'habillement. Nous avons vu le docteur Mira, psychiatre illustre, à côté de la bonne femme débraillée de la banlieue, le guerrillero indescriptible, hérissé d'un armement de friperie, côte à côte avec le garde civil ou le marin, qui se présentent au contrôle de la benzine ou de la circulation - ici, comme aux autres entités qui composent le Comité Central [des Milices Antifascistes], en définitive GOUVERNEMENT [souligné par moi], jamais aussi sûr de l'identité de vues avec le peuple, de la collaboration populaire et de la préservation inconditionnelle de la confiance et de l'appui dans sa mission ordonnatrice. "1

Pendant tout le cours de la guerre, la Casa CNT-FAI, mais aussi les locaux des syndicats, seront le lieu d'une animation et d'une agitation incessantes. Le va-et-vie continu, une certaine insouciance et de la désinvolture parmi les délégués et visiteurs, ne facilitaient bien sûr guère le travail et c'est pourquoi, en octobre, le Comité Régional de Catalogne fit une mise au point pour demander beaucoup plus de mesure dans les démarches et les déplacements :

" QUELQUES DETAILS QUE NI LES SYNDICATS, NI LES CAMARADES, NI PERSONNE NE PEUVENT OUBLIER :

Que ne doivent pas se faire, comme c'est le cas, tant et tant de commissions. Chaque jour, nos secrétariats sont envahis par des douzaines de délégations qui viennent ... pour quoi ? Dans beaucoup trop d'occasions pour rien ou seulement pour se promener. Pour n'importe quel motif, un voyage est effectué. D'autres commissions viennent pour exposer des problèmes qui pourraient très bien se résoudre par correspondance de la même façon que cela se faisait avant le 19 juillet. Et il reste encore beaucoup de démarches qui se font de manière inadéquate, alors que suffirait pour les résoudre la Fédération locale ou respectivement le Comité de la contrée, sans nécessité d'arriver jusqu'au Comité Régional.

Qu'il existe encore la monnaie et c'est pourquoi, comme chaque chose a sa valeur

1. La Noche, 1<sup>er</sup> août 1936. Voir aussi le reportage de Solidaridad Obrera du 6 sept. 36 Casa Regional de la CNT y de la FAI". Le Boletín de Información CNT-FAI, 25 août 36, indique les différents numéros de téléphone de la Casa CNT-FAI, ce qui nous permet de connaître les services qui fonctionnaient dans la citadelle administrative de l'anarchisme syndicalisme : "Premier étage : Central interne; Section Information; Section Comptabilité; Section Ravitaillement; Comité Régional; Restaurant; Fédération Locale; Secrétariat; Boletín de Información et délégation de Solidaridad Obrera. Deuxième étage : Secrétariat de la Construction; Comité des Relations de l'Industrie Textile; Section de Contrôle des Techniciens. Troisième étage : comptabilité de la Fédération Locale. Quatrième étage : Commission du Développement; Comité de Contrôle Ouvrier; Comité des Relations de l'Industrie Optique. Cinquième étage : Section Propagande de la CNT et de la FAI; Section de Cinéma; Section d'Enquête.



et que cette valeur est cotisable , les délégations doivent, en partant de leurs localités respectives, se munir du précieux métal pour payer leurs dépenses. Ce Comité, qui est seulement alimenté par les DEUX centimes par timbre confédéral qui lui reviennent, ne peut pas se coltiner ces dépenses pour le soin des délégations. Par conséquent, il ne procure pas de benzine gratis, ni de logement, ni rien. Il précise, de plus, que la limitation des dépenses s'impose, puisque nous considérons l'économie comme quelque chose qui nous est propre, dans cette heure de reconstruction, nous devons restreindre les dépenses, de la même façon et avec le même intérêt qu'elles se restreignaient en périodes de pauvreté. "2

Au moment de sa réquisition, le dernier étage de l'immeuble des associations patronales était occupé par l'appartement privé de Francisco Cambó, grand brasseur d'affaires, leader de la Ligue Catalane et amateur d'art passionné. L'appartement recelait des trésors artistiques qui furent rapidement confiés par la CNT-FAI à la Généralité afin d'être placés au Musée d'Art de Catalogne.<sup>3</sup>

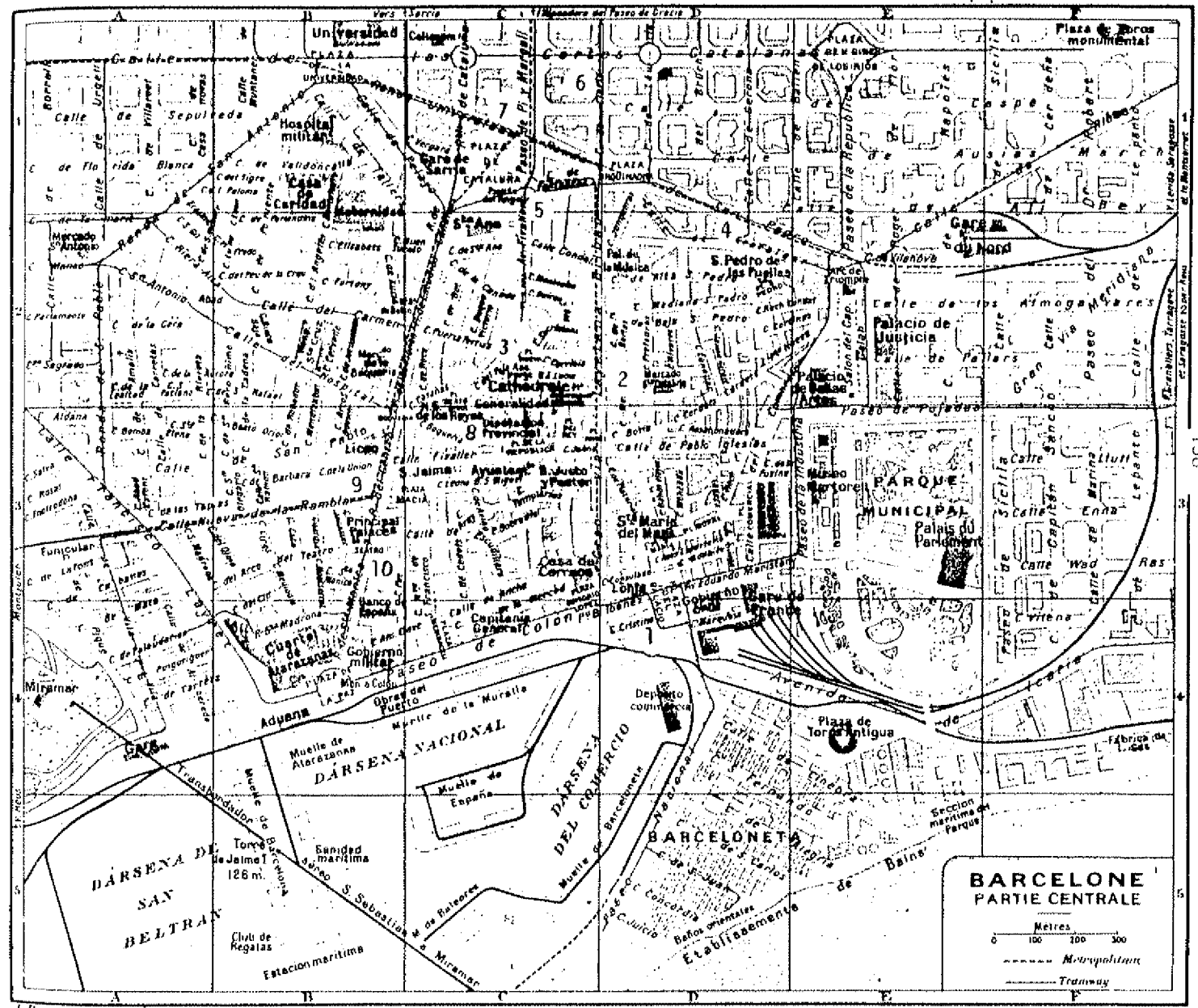
2. Boletín de Información CNT-FAI, 3 octobre 36.

3. Cambó avait pu s'enfuir à l'étranger, laissant derrière lui sa collection d'objets précieux, son importante bibliothèque et une considérable collection de tableaux de maîtres. Voir à ce sujet le témoignage de Jacinto Toryho - à cette époque directeur des services de propagande CNT-FAI et également de Solidaridad Obrera - qui s'occupa de l'inventaire et du transfert de ce trésor; J. Toryho Del triunfo a la derrota, pp 31-49.

PETIT PLAN DE LA BARCELONE REVOLUTIONNAIRE

- 1. Comité Central des Milices Antifascistes
- 2. Casa CNT-FAI
- 3. Jeunesses Libertaires
- 4. Rédaction de *Solidaridad Obrera* (dès sept. 36)
- 5. Telefonica
- 6. Patrouilles de contrôle
- 7. Siège du PSUC
- 8. Rédaction de *La Batalla*
- 9. Rédaction de *Tierra y Libertad*
- 10. Siège du POUM

"Guide Bleu", Hachette, Paris 1935.



L. Bernuau del

IMP. DUFTENOY, PARIS

## MÉTAMORPHOSES DE LA PRESSE

Le déclenchement de la guerre civile et l'irruption de la révolution eurent une forte incidence sur la presse.

Les moyens d'information en cette période trouble, agitée, virent leur influence considérablement accrue en se trouvant placés au carrefour de la propagande, des luttes politiques et de l'effort de guerre. Dans la mesure où, durant les premiers mois surtout, l'Etat et les autorités classiques connurent une éclipse, la presse eut à se substituer aux canaux des anciennes informations officielles. Ainsi, les journaux de cette époque offrent un mélange de communiqués à caractère *para-officiel*, de nouvelles générales de l'évolution de la guerre, en plus des articles d'opinions.

Les organes, considérés comme ayant servi ou pouvant servir la cause des *factieux*, furent prohibés et leurs bureaux et imprimeries saisis. A Barcelone, nombre de quotidiens furent repris en main par les organisations antifascistes ou par la Généralité.

L'éclatement de la révolution, avec son corollaire de prise de la parole par chacun et par tous, provoqua un immense intérêt à l'égard des moyens de communication. Une nuée de nouvelles publications virent le jour.

Dans cette épopée tragique qu'est toute guerre civile, la presse, dans une large mesure, s'aligna sur le contexte de bellicisme ambiant. Au nom de l'effort de guerre à soutenir, de la cohésion antifasciste à maintenir, les publications du camp républicain se firent un devoir de forger un moral de guerre. Un thème sera commun aux organes antifascistes, celui du sacrifice à accomplir afin d'emporter la victoire.

Le bouillonnement des premiers temps invitant les humbles, les démunis, les

1. Le POUM s'appropriâ des locaux de El Correo Catalan (organe carliste qui disparut le 19 juillet) pour lancer le quotidien *La Batalla* (La Bataille). Le PSUC créa *Treball* (Travail), quotidien en catalan (imprimé sur les presses de l'ancien journal catholique *El Matí*); à partir de février 37, le PSUC contrôla *La Rambla*, autre quotidien publié en catalan. L'Esquerra Republicana de Catalunya continua à éditer deux quotidiens *La Humanitat*, son organe officiel et *Última Hora*, très lié à la formation catalaniste. Quant aux petits partis, l'Acció Catalana Republicana maintint son porte-parole *La Publicitat* et l'Estat Catalá reprit, en catalan, la publication du *Diario de Barcelona*. Le personnel de *Las Noticias* transforma le journal en coopérative ouvrière sous le signe de l'UGT. Le gouvernement de la Généralité contrôla *El Noticiero Universal*, alors que le puissant quotidien conservateur *La Vanguardia* se métamorphosa en organe proche des milieux républicains modérés et, par la suite, du gouvernement Negrin.

habituels laissés-pour-compte à vouloir s'exprimer, à souhaiter établir d'autres relations sociales ne trouva guère de véritable correspondance dans la presse. Le style, le ton des journaux républicains d'alors ne s'ajustèrent que d'assez loin sur le phénomène spontané, sauvage de prise de parole. Le changement en matière de presse se traduisit principalement dans le fort accroissement des tirages, l'augmentation de la fréquence de parution de certains titres et surtout par le nombre élevé de création de nouveaux journaux.<sup>2</sup>

Des syndicats, des communes, des départements administratifs, des usines, des quartiers, des entités culturelles décidèrent de se doter d'un organe d'information pour affirmer leur identité, faire connaître leurs activités et faire partager leurs points de vue.

Souvent, à l'échelle des villages et des villes, le Comité Antifasciste local (ou ce qui en tenait lieu) publia un bulletin pour informer ses *administrés* et préciser les orientations du moment.

Au front surgit toute une presse de tranchée, constituée de bulletins à vocation plutôt interne et fréquemment confectionnés par telle formation militaire correspondant à une tendance politique ou syndicale spécifique.

Dans un pays comprenant une large frange d'analphabètes, la radio joua un rôle de premier plan pour toucher directement la population et les *masses*.

L'essor de cette nouvelle presse fut contrarié par l'action de la censure, exercée depuis des officines gouvernementales et justifiée en fonction des impératifs de guerre. Cependant, le poids de la censure ne s'exercera pas tellement en raison du secret à observer autour de certaines opérations militaires, mais l'arme de la mise au pas de la pensée sera surtout employée dans la lutte entre les courants politiques antagonistes. L'exercice de la censure était étroitement subordonné à l'état des rapports de forces politiques du moment. La censure constitua un *baromètre* fournissant des indications sur les points marqués par telle tendance au détriment de tel autre courant politique.

2. Des chiffres concernant la capitale catalane nous sont fournis par le répertoire des "matériaux sur la guerre espagnole conservés à l'Institut Municipal d'Histoire" de Barcelone. Bien que non exhaustive, la nomenclature des "publications périodiques" (journaux en tous genres et de toutes natures) éditées à Barcelone est recensée comme suit : publications nées avant 1936 : 203 titres; nées en 1936 : 88 titres; nées en 1937 : 130 titres; nées en 1938 : 54 titres et nées en 1939 (jusqu'à la fin janvier, chute de Barcelone) : 4 titres. Cuadernos de Historia Economica de Catalunya, No XI, juil. 1974, pp 91-122.

## CROISSANCE DE LA PRESSE ANARCHISTE

Cette étude de l'anarchisme dans la révolution espagnole étant basée sur l'analyse des journaux libertaires, il vaut la peine de s'arrêter sur les conséquences de la guerre et de la révolution en matière de presse acratique.

Placés au premier plan de la révolution sociale, les anarchistes connurent une augmentation considérable de leur influence. Le processus révolutionnaire ayant été déclenché et inspiré dans une large mesure par l'idéologie libertaire, il devint capital pour les organisations anarchistes de développer leur appareil de presse.

A Barcelone, quelques jours après le 19 juillet, un bureau d'information et de propagande est mis sur pied dans la Casa CNT-FAI, et fonctionnera comme office de presse officiel de l'anarchisme espagnol.

La première tâche de ce bureau fut la publication du *Boletín de Información CNT-FAI*. De parution quotidienne (avec parfois deux éditions), le bulletin ronéotypé se donnait pour " mission primordiale de corriger toutes les fausses nouvelles que des informations déficientes ou falsifiées mettent en circulation "; le tirage était limité puisque, en septembre 36, il ne dépassait que de peu les "150 exemplaires",

le bulletin n'étant destiné qu'à " toute la Presse locale et à des correspondants étrangers, ainsi qu'à diverses localités de la région et des provinces. " <sup>1</sup>

Le bureau comprenait une section étrangère qui publia, avec plus ou moins de régularité, des bulletins en français, en allemand, en anglais, en italien, en russe, en suédois, en hollandais et en espéranto. Le dynamisme polyglotte en matière d'information de la CNT-FAI ne trouve pas d'équivalent en Catalogne (ou dans le reste de l'Espagne) parmi les autres courants politiques. <sup>2</sup>

1. Solidaridad Obrera, 6 septembre 36. Dans les premiers temps surtout, divers quotidiens barcelonais non anarchistes reprenaient volontiers des informations et des analyses issues du *Boletín*

2. Une *Édition française* de Solidaridad Obrera parut sous le nom de *L'Espagne antifasciste*, d'abord à Barcelone (août), puis à Paris (sept. 36-janv. 37) avec un rythme bi-hebdomadaire. Un *Bulletin d'Information CNT-AIT-FAI* fut publié, à un rythme plus ou moins hebdomadaire, par la " Section française " de Barcelone, " section unie où les camarades anarchistes de toutes les tendances sont fraternellement accueillis ". (No 1 23 ou 25 novembre 36).

Il est utile de mettre en relief les motifs et les objectifs invoqués, lors de leur lancement, par quelques journaux anarchistes représentatifs.

Le journal *Pluma Libre* (Plume Libre), organe des Jeunesses Libertaires de Ribas de Freser, est présenté (No 2, 6 septembre 36) avec foi et candeur par un de ses rédacteurs, du nom de Leonor, qui souligne la mission culturelle entreprise :

" *Plume Libre*

Organe des Jeunesses Libertaires de cette localité, il vient vivre parmi les ouvriers et ouvrières de Ribas, comme défenseur et ami des producteurs, et comme tel, il doit être reçu.

Plume Libre offre ses pages à tous ceux qui ont la nécessité de mettre à découvert des injustices et autres galimatias du même genre.

Plume Libre sera comme une mère très aimante qui prodiguera des caresses à tous ceux qui aiment la culture, comme la mère qui prend grand soin de ses enfants.

Plume Libre vient combler un vide de suprême nécessité, la base principale qui doit tous nous unir en une embrassade fraternelle par la compréhension, la culture; elle se sent plus que satisfaite de contribuer à une oeuvre si grande.

Plume Libre vient travailler avec beaucoup de volonté et de courage pour faire un labeur pratique et durable.

Plume Libre a une crainte, ignorant l'accueil qu'elle rencontrera et si elle se verra déçue dans son louable essai de semeuse ? Si elle rencontre suffisamment de chaleur, sa semence germera et ses fruits seront excellents.

Plume Libre vient souriante pour propager la bonne nouvelle, parce qu'elle est optimiste; ceux qui lui ont donné vie sont jeunes et remplis de nobles aspirations et leurs poitrines battent à l'unisson de leurs postulats; c'est pour cela qu'elle sourit.

Plume Libre prend congé de ses nouveaux camarades avec un salut à la révolution et à tous en général, pour son triomphe, qui est le triomphe du peuple et de la liberté. "

Une telle emphase, empreinte de pédanterie et de gravité, dans la présentation du programme de la rédaction est commune à beaucoup de publications anarcho-syndicalistes. Propos d'abnégation, déclarations de sacrifices, comme si la lutte au nom de la culture exigeait des résolutions volontaristes et pompeuses. <sup>3</sup>

3. Dans ce même No 2 de *Pluma Libre*, la rédaction dresse le bilan du lancement du premier numéro, en concluant sur l'aspect financier de l'opération : " Nous n'avons rien gagné, mais des frais ont été couverts, cela nous suffit; nous ne sommes pas des marchands, ni des trafiquants, ce n'est pas le négoce qui nous guide, bien au contraire; nous nous sacrifierons tant moralement que matériellement, en remplissant scrupuleusement nos obligations, à condition de voir réaliser nos rêves culturels. "

Le rôle croissant joué par les syndicats et l'augmentation du nombre de leurs affiliés donnèrent lieu à la création de journaux spécifiques, correspondant à tel lieu ou à telle branche d'activités.

Ainsi, le *Boletín CNT-AIT* du *Syndicat de l'industrie textile de Badalona et son rayon* précise (No 1, janv. 37) les raisons qui ont présidé à son lancement :

" Le pourquoi de la publication de ce bulletin,

L'importance de l'Industrie Textile locale, le nombre important d'affiliés à ce Syndicat et la nécessité, ressentie depuis longtemps, qu'il existe un lien de relation entre nous qui administrons cette Organisation et le reste de ses associés, a incité ce Comité Central à aller vers la publication de ce Bulletin, en embrassant tous les aspects de la vie syndicale, professionnelle et d'ordre technique.

Nous ne prétendons pas, en donnant vie à cette publication, réaliser une oeuvre extraordinaire, étant donné que les moyens économiques dont nous disposons et la répartition gratuite de ce Bulletin ne nous le permettent pas. Nous prions seulement tous les affiliés à ce Syndicat de prêter attention aux thèmes et informations qui s'y publient, en étant sûrs que, indirectement, nous contribuerons tous ensemble à l'oeuvre de rapprochement et de fusion des volontés, tant nécessaire dans ces moments difficiles pour la classe travailleuse en général et, tout particulièrement, pour ceux dont la subsistance dépend de cette Industrie,

LE COMITE CENTRAL "

La mise en application des principes de gestion collective engendra la publication de journaux d'entreprises ayant le caractère de bulletins internes, mais se voulant surtout feuilles destinées à informer l'extérieur des tâches en voie d'accomplissement et des réflexions du personnel sur les grands problèmes du moment.

Témoin le journal *Inquietud*, porte-parole du groupement culturel (CNT) des industries *Pirelli* de Barcelone, que sa rédaction présente (No 1, 28 fév.37) dans les termes suivants :

" (...) Dans *Inquietud* entreront toutes les initiatives si elles sont louables. Si elles sont senties.

Les conceptions étroites des sectaires appointés n'y trouveront pas écho.

Par contre, tous ceux qui ont de la culture un sens large et élevé pourront collaborer dans ses pages. (...)

Le désir est aussi exprimé par tous les responsables de cette publication que celui qui nous honore de sa collaboration soit, avant tout, un antifasciste convaincu.

Les journaux d'entreprises sortaient parfois sous l'égide commune des deux grands syndicats, comme à Barcelone *Horizontes*, porte-parole des ouvriers de General

*Motors* :

" Présentation [No 1, 18 sept. 36]

Un journal de fabrique. Le premier journal de fabrique que la révolution triomphante fait naître. Non seulement un journal d'ouvriers d'une organisation déterminée, mais l'expression vive de l'heureuse conjonction d'ardeurs et de possibilités, d'espérances et de réalisations, des ouvriers de la CNT et de l'UGT qui vivons ensemble tous les jours dans la même tâche, et que pour cela nous savons jusqu'à quel point nos besoins et nos aspirations sont identiques.

Que nous proposons-nous avec la création de ce journal ?

Nous avons devant nous une responsabilité extraordinaire. Nous devons mettre sur pied une industrie nouvelle dans notre pays et nous devons le faire vite; il y a beaucoup de raisons, de mille ordres différents, qui nous obligent, et, en plus, nous devons rendre impérissable l'union ouvrière que nous vivons maintenant, parce que avec elle et seulement avec elle, la conquête d'un monde meilleur, plus libre et plus humain nous sera possible. (...)

Que ce premier journal de fabrique cesse bientôt d'être le seul à Barcelone; que la semaine qui vient nous ayons à saluer, remplis de joie, l'apparition de beaucoup d'autres qui soient, comme lui, l'expression de volonté, d'union et de victoire de la classe travailleuse. (...)

Les formations anarchistes combattantes eurent quelquefois leur journal.

Les anarcho-syndicalistes étant engagés massivement sur le front d'Aragon, c'est dans cette province que parurent la plupart des journaux de guerre, comme *Más Alla* (Plus Loin), porte-parole de la division Francisco Ascaso dans la région de Huesca, *Línea de Fuego* (Ligne de Feu), porte-parole de la Colonne de Fer CNT-FAI sur le front de Teruel, *Nosotros* (Nous), journal de la même colonne (qui s'élèvera avec vigueur et fracas contre la militarisation des milices) publié dans la région de Valence et *El Frente* (Le Front), bulletin de guerre de la Colonne Durruti.

La Soli (4 sept. 36) apporte quelques précisions sur ce dernier journal; le bulletin est confectionné, "au bord de l'Ebre", par trois rédacteurs : " Que de fois -disent-ils - nous avons laissé la plume ou le composteur pour empoigner le fusil et courir à nos postes de combat. Et combien d'autres fois, le vrombissement des coups de canon n'a-t-il pas encouragé davantage nos coeurs afin de fortifier l'idéal pour lequel



nous luttons. "

145

El Frente est imprimé par des membres du Syndicat des Arts Graphiques de Barcelone qui se sont engagés et il est " réparti gratuitement dans les villages des environs et il est spécialement distribué entre les lutteurs. J'ai vu ceux-ci, s'abriter des rayons du soleil, dans la tranchée, pour lire avidement le contenu de cette petite publication typographique, mais grande dans son expression idéologique. "

La presse au service de la guerre est illustrée, par exemple, dans le fait que, ainsi que le proclame en gros titre le quotidien La Noche ( 7 août 36), " tous les jours, l'aviation lance sur les populations en rébellion des milliers de quotidiens barcelonais ". Ce *bombardement idéologique* participe de la volonté d'user de la presse comme moyen par excellence de mobilisation des consciences et des énergies.

La Noche (14 août 36) adresse un appel au lecteur, qui montre l'importance accordée au pouvoir conscientisateur et solidarisateur des journaux et des livres :

" LECTEUR !

Quand tu n'as plus besoin de cet exemplaire que tu as entre tes mains, ne le jette pas à la corbeille à papiers. Tes frères qui luttent au front pour la Liberté, les blessés et malades qui se trouvent dans les hôpitaux, les personnes hébergées dans les maisons d'Assistance sociale manquent de lecture et de moyens pour se la procurer. Fais que ce journal, et d'autres, ainsi que la plus grande quantité de livres dont tu n'as plus besoin procurent un instant de délasserement et de distraction à ceux qui luttent et à ceux qui souffrent. Tu réaliseras une bonne oeuvre. "

\* \* \* \*

Il vaut la peine de prendre en compte le cas original de la publication bimensuelle *Mi Revista* (Ma Revue). Dans un esprit et une présentation de magazine, d'illustré grand public, *Mi Revista* s'efforça d'aborder les grands thèmes du moment guerrier et révolutionnaire sous une forme simple et attractive. Le journal, lancé à Barcelone à mi-octobre 36 et dirigé par Eduardo Rubió Fernández, était censé refléter les points de vues anarcho-syndicalistes. *Mi Revista*, publication populaire mais avec des aspirations de papier glacé et d'impression soignée, faisait voisiner les articles/reportages sur tel ou tel responsable CNTiste dans l'exercice d'officielles fonctions avec les derniers potins sur l'actualité du music-hall et du cinéma.

Le journal, sous-titré *Illustration d'actualités* s'était doté d'une maxime non-

flante (No 1, 15 oct. 36) : " Notre devise sera celle-là, qui, bien que littérairement elle ne soit pas neuve, le sera sans doute dans la pratique : Penser haut, sentir profond et parler clair. " Mi Revista est une mine pour son iconographie et une source pour l'étude de l'anarchisme en voie d'intégration à l'appareil administratif/étatique.

L'analyse de certains titres de journaux libertaires, créés en Catalogne après le 19 juillet, prouve le formidable élan d'espoir qui s'empara des militants avec le déferlement de la révolution, espoir teinté de solennité et de détermination quelque peu grandiloquentes: *Adelante* (En avant), *A la Lucha* (A la lutte), *Alba Roja* (Aube Rouge), *Amanecer* (Point du jour), *Ciudad y Campo* (Ville et Campagne), *Cultura y Porvenir* (Culture et Avenir), *Esfuerzo* (Effort), *Faro* (Phare), *Fuego* (Feu), *Fuerza y Cerebro* (Force et Cerveau), *Horizonte/Horizontes Nuevos* (Horizon /s ... Nouveaux), *Hoy* (Aujourd'hui), *Humanismo* (Humanisme), *Ideas* (Idées), *Juventud Libre* (Jeunesse Libre), *Más Allá* (Plus loin), *Más Lejos* (Plus loin), *Orientaciones Nuevas* (Orientations Nouvelles), *Porvenir* (Avenir), *Ruta* (Voie), *Sembrador* (Semeur), *Superación* (Dépassement), *Umbral* (Seuil), *Vía Libre* (Voie Libre), *Vida Nueva* (Vie Nouvelle).

\* \* \* \*

La propagande anarchiste utilisa les puissants moyens de la radio, alors encore peu répandue. On dit du reste que la guerre civile espagnole innova en matière d'utilisation intensive du téléphone et aussi dans le domaine de *la guerre des ondes*.

Dans un pays où de larges couches de personnes ne maîtrisaient pas l'écriture, le moyen radiophonique offrait des ressources toutes particulières.

A fin juillet 36, le bureau d'information et de propagande CNT-FAI monta un original service de " Radio Ambulante " dirigé et animé par Jacinto Torrho.

" Depuis la Radio Ambulante, nous orientons les habitants barcelonais sur les problèmes actuels, nous donnons des informations de la marche des milices antifascistes par les terres d'Aragon, nous lisons les articles de fond de Solidaridad Obrera, le Bulletin qu'édite ce Bureau, les accords pris lors des assemblées, etc., etc. (...)

Face à chaque Syndicat, à côté de chaque Athénée, en chaque lieu où il y a

concentration de public, la voiture s'arrête et nos camarades prononcent leurs discours.

Le public accueille avec des vivats et des applaudissements tous les orateurs de la CNT et de la FAI. "4

En août, deux équipes de radio ambulante parcoururent les régions de Ripoll, Vich, Solsona et Berga. Un compte rendu fervent des actes propagandistes est fourni :

" (...) Nos équipes de radio ambulante sont en train d'éveiller une grande curiosité et de l'enthousiasme. Nous parlons sur les places, dans les rues, partout où se présente une occasion propice et que c'est nécessaire. (...) les manifestes, nous les distribuons dans tous les villages, et là les hommes et les femmes nous les arrachent des mains. Ce sont elles qui dans toutes nos manifestations donnent la note de sympathie et démontrent, avec leur présence, qu'elles se sont incorporées résolument dans les luttes sociales. "5

Un émetteur de radio CNT-FAI fonctionna, depuis Barcelone à partir de fin août 36 sur les ondes " extra courtes " et " normales ", les programmes étant, en principe, audibles " dans toute l'Amérique et l'Europe entière ".

En plus des langues déjà utilisées par les Bulletins d'Information réalisés à partir du Bureau CNT-FAI, des émissions étaient diffusées en polonais, en lithuanien et en portugais.

A titre indicatif, voici par exemple le programme de "Radio CNT-FAI" du 14 décembre 36 :

- " 17h00 - Les hymnes "Fils du Peuple" et "Aux Barricades".
- 17h10 - Edition parlée de "Solidaridad Obrera", Informations télégraphiques et téléphoniques directement des divers fronts antifascistes.
- 17h45 - Musique variée.
- 18h00 - Informations télégraphiques et téléphoniques des divers fronts antifascistes. En catalan,
- 18h30 - Information Organique Confédérale. Assemblées, Convocations, Brèves Nouvelles, Avis, etc.
- 18h45 - Musique variée.
- 19h00 - Notre compagnon J. Ayala, du Syndicat des Peaux, dissertera sur un thème syndical.
- 19h30 - (idem 18h30).
- 19h45 - Musique variée.
- 20h00 - Nouvelles de dernière heure. Informations télégraphiques et téléphoniques des divers fronts antifascistes et de l'étranger. En castillan et en catalan.
- 20h30 - (idem 18h30).
- 21h00 - Communiqués officiels de guerre. En quelques langues étrangères.
- 21h15 - Lecture d'articles en castillan et en catalan.
- 22h00 - Français,
- 22h30 - Anglais,
- 23h00 - Retransmission dédiée aux catalans absents de la Patrie.
- 23h30 - Portugais. "6

4. Boletín de Información CNT-FAI, 27 juillet 36. 5. Idem, 17/20/21 août 36.

6. L'Instant, 12 décembre 36 et Boletín de Información CNT-FAI, 31 août 36, Tierra y Libertad, 3 septembre 36.

Dans d'autres localités de Catalogne, la CNT-FAI disposa de stations de radio, comme à Tarragone, où un " émetteur de radio qui appartenait au clergé local fut saisi " <sup>7</sup> et à Tarrasa, où le quotidien Vida Nueva diffusait chaque jour depuis sa rédaction deux " journaux parlés avec des articles journalistiques et des conférences culturelles d'une palpitante actualité " en plus des dernières nouvelles des " divers fronts de lutte antifasciste ". <sup>8</sup>

\* \* \* \*

La diffusion de la presse militante et anarchiste fut augmentée par la multiplication des points de vente. Outre les kiosques traditionnels, la vente à la criée se développa du fait des circonstances politiques très favorables. <sup>9</sup>

Disposant de moyens matériels et financiers fortement accrus et ayant largement *pignon sur rue*, le tirage des journaux anarcho-syndicalistes fit des bonds en avant. Il est fort difficile d'articuler des chiffres à propos des tirages atteints, l'exagération propagandiste, la mémoire et ses lacunes brouillant singulièrement les évaluations; toutefois, en guise d'estimation, voici quelques tirages de publications libertaires de premier plan.

Tout d'abord, la Solidaridad Obrera, principal quotidien anarchiste d'Espagne, qui durant les années de la II<sup>ème</sup> République oscillait entre 25 à 35'000 exemplaires atteignit les 60'000 exemplaires (avec parfois 3 éditions par jour) durant la guerre civile <sup>10</sup>. D'autres chiffres sont articulés au sujet de la Soli; selon Juan Ferrer, responsable CNTiste de Igualada (qui dirigea le quotidien anarchiste Catalunya), la moyenne du tirage avant juillet 36 fut de 7'000 ex. et de 180'000 ex. en 1937 <sup>11</sup>, alors que Severino Campos parle d'un maximum de 250'000 ex. durant la guerre <sup>12</sup> et que le

7. Boletín de Información CNT-FAI, 29 juillet 36 (2<sup>ème</sup> édition).

8. Vida Nueva, 29 mars 1937.

9. La Soli, à part une équipe de vendeurs ambulants, disposait de 2 ou 3 camionnettes spécialement destinées à la vente directe dans la rue. Témoignage recueilli de Severino Campos, dirigeant anarchiste, qui s'occupa du journal Ideas et fut aussi secrétaire du Comité Régional catalan de la FAI.

10. Chiffres extraits de l'article de l'historienne Susanna Tavera "Solidaridad Obrera, un diari obrer barceloní, in L'Avenc, No 18, juil.-août 1979, pp 38-40.

11. Article de J. Ferrer, dans la Solidaridad Obrera publiée en exil à Paris, 2 décembre 1954, cité par V. Richards, Enseignements de la révolution espagnole, chap. VIII, note 26.

12. Témoignage de S. Campos. Dans le No du 31 juillet 36, la Soli précisait dans un entrefilet qu'en raison du tirage grandissant, une machine de La Vanguardia devait maintenant être utilisée.

quotidien CNTiste Vida Nueva, en avril 37, avance le chiffre de 210'000 ex.<sup>13</sup>.

Au début<sup>de</sup> septembre 36, La Soli s'installa dans une luxueuse maison, située à la Ronda de San Pedro, ancienne demeure d'un vicomte; un rédacteur, signant Gali, fait part de ses impressions embarrassées devant l'opulence des lieux.

" Dans le nouveau local où nous avons installé notre Rédaction, il y a une sensation de bien-être qui gêne, dans un étrange paroxysme, la sensibilité la plus rétive. L'air, la lumière et le soleil entrent à flots et donnent un tonique réconfortant à nos nerfs, très nécessaire après les jours agités qui ont précédé. L'affluence, le va-et-vient vertigineux de la vie laborieuse citadine, si présente dans notre sensibilité, stimule notre courage afin de parvenir aux entreprises les plus ardues.

L'admirable situation stratégique de notre domicile nous permettra d'installer un service de haut-parleurs et de grands panneaux pour communiquer au peuple un résumé anticipé des dernières informations de notre édition.

Que pouvons-nous désirer de plus ? Nous travaillons dans de bonnes conditions hygiéniques, en respirant le plus fervent enthousiasme, et le peuple, notre peuple authentique, vivra dorénavant en contact continuuel avec nous et avec nos inquiétudes. "14

Le quotidien de la CNT-FAI de Lérida, *Acracia* (Acratie) dirigé par José Peirats (de août 36 à mai 37) avait un tirage de 8'000 ex., de même que l'hebdomadaire *Ruta*, organe des Jeunesses Libertaines (dont Peirats fut également le rédacteur en chef de mai 37 jusqu'à la fin de cette année).<sup>15</sup>

13. Article du 2 avril 37 "Les comptes clairs". Afin de montrer le poids majoritaire des affiliés à la centrale anarcho-syndicaliste, le journal publie un tableau à partir de la quantité de papier utilisée par les quotidiens de Barcelone :

<u>Consommation quotidienne</u>			
Solidaridad Obrera	} 12'000 kg	Las Noticias	} 3'750 kg
CNT Catalunya		UGT Treball	
La Noche		PSUC La Rambla	
	El Noticiero		

Au lecteur d'en tirer les conclusions, et au cas où il manquerait encore quelque chose, voyons les tirages.

<u>Tirage quotidien</u>			
Solidaridad Obrera	210'000 ex.	Las Noticias	28'000 ex.
CNT Catalunya	25'000 ex.	UGT Treball	20'000 ex.
La Noche	20'000 ex.	PSUC La Rambla	7'000 ex.
Total quotidien:	255'000 ex.	El Noticiero	32'000 ex.
		Total quotidien :	87'000 ex.

Sans commentaires "

14. Solidaridad Obrera, 11 septembre 36; voir aussi l'article du 17 sept. intitulé "Ce qui fut demeure d'un vicomte est en train de s'assainir, puisque à sa place y a été installée la Rédaction de notre champion aimé *Solidaridad Obrera*".

15. Témoignage de José Peirats.

Le porte-parole bilingue (catalan/castillan) de la CNT dans la région de Valls-Montblanch, *Acció Sindical* (Action Syndicale) fournit pour son tirage le chiffre de 1'700 ex.<sup>16</sup>

\* \* \* \*

La formule du journal mural fut très peu utilisée. En Catalogne, il semble que, seul parmi les publications anarchistes, l'hebdomadaire *Esfuerzo* des Jeunes Libertaires ait opté pour un très grand format à placarder dans la rue ou sur les lieux de travail, de distraction, ... Toutefois, les manifestes, proclamations, prises de position émanant des organisations anarchistes n'étaient pas seulement distribués sous forme de tracts, mais également collés sur les murs.

L'hebdomadaire anarchiste de Barcelone *Faro* émit un appel pour le développement de la presse à afficher :

" Le journal mural signifie :

L'expression concrète de toute initiative,

Le développement de la mentalité formatrice, éthique, intellectuelle et économique dans la jeunesse.

Ses déductions du processus révolutionnaire,

Les aspirations de la nouvelle génération,

Chaque groupe de jeunesse doit posséder le journal mural. "<sup>17</sup>

\* \* \* \*

Dans l'ensemble, on note que peu d'appels à la collaboration rédactionnelle sont lancés depuis les journaux anarchistes vers leurs lecteurs.

Conçus et réalisés par des militants *responsables*, par des *cadres* de l'organisation, les publications de la CNT-FAI cherchent avant tout, en guise de collaboration extérieure, des articles revêtus d'une signature représentative, provenant d'un syndiqué ou d'une entité anarchiste organisée<sup>18</sup>; le point de vue d'un individu, d'un sympathisant indépendant est donc peu prisé par la presse anarchiste (de large diffusion), paradoxe de taille pour le courant politico-philosophique censé défendre, par excellence, l'individu.

16. *Acció Sindical* (No 3), 22 octobre 1936.

17. *Faro* (No 1), 12 novembre 1937

18. La rédaction de *Vida Nueva* demande par exemple (11 décembre 36) que " les manuscrits qui nous sont remis (...) doivent être avalisés par un timbre ou une signature responsable. "

La demande adressée par l'hebdomadaire *Durruti*, porte-parole de la caserne barcelonaise du même nom, en direction de ses lecteurs en uniforme afin qu'ils soient actifs et prennent la plume pour s'exprimer de la façon qui leur convient, apparaît donc comme peu courant, en regard du gros de la presse anarcho-syndicaliste :

" (...) Il est très intéressant de lire les articles que les autres écrivent, les bonnes idées que nous voyons dans leurs lignes, mais à vous, ne vous arrive-t-il pas d'écrire, de condenser votre pensée en des lettres. Bien sûr, si vous ne l'avez jamais essayé, vous restez avec la plume dans la main, devant la feuille blanche et vous finissez par dire : c'est impossible, je ne sers pas pour écrire. - Et de cette manière, vous vous contentez de lire. Et maintenant, je vous demande : - Lire autant ne vous inspire rien ? Je n'ignore pas votre réponse : - Les idées qui nous encouragent pour continuer la lutte nous inspirent, nous voyons si elles concordent avec notre façon de penser et nous assimilons celles que nous croyons être les plus satisfaisantes.

Très bien, alors qu'attendez-vous ? Prenez du papier et une plume et mettez vous à écrire toutes ces idées qui bouillonnent dans votre esprit. Ne faites pas attention, pour le moment, ni à la syntaxe, ni à l'orthographe de votre composition. Une fois vos idées versées sur le papier, revoyez-les ; si vous remarquez quelque chose qui ne concorde pas, corrigez-le, et, peu à peu, votre travail sera bon.

Notre porte-parole DURRUTI n'exige ni de grands paragraphes, ni des phrases fleuries.

Seulement des *idées* qui inspirent des idées révolutionnaires à ceux qui les lisent, qui sont pour l'esprit ce que les aliments sont pour le corps, et sans lesquels on ne peut pas vivre. " 19

\* \* \* \*

La langue catalane fut présente dans une partie non négligeable des journaux anarchistes. Des périodiques faisaient voisiner le castillan et le catalan, tandis que certains titres étaient entièrement publiés en langue catalane. Dans le domaine de la presse, l'anarcho-syndicalisme prit en compte la culture et les traditions catalanes.

A côté des autres quotidiens anarchistes de Barcelone paraissant en catalan ( *L'Instant*, contrôlé par la CNT dès septembre 36 et *Catalunya*, créé en février 37), *La Veu de Catalunya* (La Voix de Catalogne) offre un exemple instructif de journal, qui

19. Article de Rim "Vaincre des difficultés", *Durruti*, 20 mars 37.

après l'échec du pronunciamiento, en vient à passer sous le contrôle de son personnel.

Existant depuis 1899, La Veu de Catalunya " comptait parmi les plus importants des journaux dévoués aux factieux. (...) La première solution qui prévalut fut la mise sous séquestre de l'imprimerie par la Généralité. Un délégué du Gouvernement fut chargé de faire paraître le journal en lui assurant une direction politique nouvelle. En bon fonctionnaire, il s'en tint à la routine habituelle du journal et dut être remplacé par un directeur politique de gauche. (...) Le résultat, ni chair, ni poisson, manquait absolument d'intérêt et d'attrait pour le public. La vente tombait à zéro, les ouvriers étaient sur le point de perdre leur gagne-pain.

C'est alors que le personnel de l'imprimerie décida de collectiviser complètement les éditions Editorial Catalunà, y compris les ateliers, l'administration et la rédaction du journal. Ceci eut lieu le 29 août. Depuis lors et sous la direction d'un comité délégué par les ouvriers eux-mêmes, La Veu de Catalunya est publiée régulièrement et normalement. (...) Le journal atteint un tirage quotidien de 20'000 exemplaires; il est distribué à Barcelone et dans toute la Catalogne, et défend, selon les convictions des ouvriers qui y travaillent, les principes de la CNT et de la FAI. "20

\* \* \* \*

L'attitude des journaux anarcho-syndicalistes face au problème de la censure fut ambiguë. Chantres de la liberté et, en conséquence, de la liberté d'expression, les anarchistes, par définition, auraient dû s'opposer ou, à tout le moins, être réticents à l'égard de l'arme de la censure.

Or, dans l'été révolutionnaire de 36, les anarchistes se sentant en position de force s'abritèrent derrière les impératifs de la guerre pour accepter et vanter l'institution de la censure, en espérant sans doute être en mesure d'influencer l'exercice de la censure à l'encontre des courants par trop modérés ou hostiles aux changements sociaux.

Au Département de Guerre, à Barcelone, la Section de Presse et Censure de Guerre était dirigée par " le compagnon Magriña ", ainsi qu'il nous est dit dans un article de Jaime Balius dans La Soli du 29 août 36, qui présente les activités de cette " section qui a une importance capitale " et " une mission très délicate " :

" (...) La censure est une activité gouvernementale que depuis SOLIDARIDAD OBRERA, nous avons combattue avec un profond acharnement. Dans nos colonnes, nous avons raillé tous les censeurs et ceux qui avaient un penchant pour le crayon rouge.

20. L'Espagne Antifasciste, 4 novembre 36. Cet article intitulé "La Presse et la Révolution, les responsabilités ouvrières en matière de presse" s'achève ainsi : "Nos camarades français ne devraient-ils pas s'inspirer d'un tel exemple, lorsque le patron de quelque immonde torchon fasciste les force à imprimer contre leurs frères espagnols les calomnies et les injures que l'on sait ?" Le 8 janvier 37, "La Veu de Catalunya suspend sa publication par manque de matières premières " (par manque de papier).



Mais dans une situation de guerre, il n'y a pas d'autre solution que de se soumettre aux conditions dans lesquelles nous nous débattons.

Le camarade Magrina nous fait toutes sortes de suggestions. Il partage notre manière de mettre en accusation l'aspect de la censure. Mais il nous dit très justement que la guerre c'est la guerre. "

Le principe du contrôle préalable et de la supervision du contenu des journaux en d'autres termes la censure, s'avéra être finalement contraire, voire funeste, pour la presse anarchiste. Au nom de l'effort de guerre et de son préalable, la cohésion du camp antifasciste, les opinions critiques et la *presse d'opposition* furent muselées et parfois interdites. Au fur et à mesure de la guerre, placés devant les assauts de plus en plus baillonneurs de la censure gouvernementale, les organisations anarchistes eurent du mal à protester et à lutter contre les ciseaux de Dame Anastasie, dans la mesure même où peu auparavant, elles avaient contribué à l'auréoler de justifications.

Le journaliste et historien José Peirats - qui fut ouvertement critique, réticent envers l'intégration de la CNT-FAI dans le système politique classique - apporte un témoignage sur la censure, à travers un questionnaire personnel portant sur la confection, durant la guerre civile, de la presse libertaire en Catalogne.

Question. - La censure gouvernementale (jusqu'à juillet 1936 et après les événements de mai 37) posait-elle beaucoup de difficultés ?

- La censure gouvernementale, qui fut quasi permanente, en monarchie comme en République, et après les faits révolutionnaires de juillet-août 1936, ne cessa jamais de fonctionner, ou par caprice gouvernemental contre les journaux anarchistes, ou se retranchant derrière la nécessité de discrétion qu'imposait la guerre. Sous ce dernier prétexte, le gouvernement commettait de véritables abus et arbitraires. Il fallait présenter des épreuves des articles au censeur, qui marquait les articles interdits avec un crayon rouge. C'est ce qui s'appelait "censure préalable". En plus, un juge spécial dénonçait, en portant plainte, les entrefilets qu'il jugeait criminels. Alors, il ordonnait la saisie du journal et la procédure judiciaire.

Question. - Existait-il des consignes pour ne pas parler des opérations militaires républicaines qui avaient échoué ?

- Il y avait des consignes, toujours imprécises et sujettes à l'interprétation arbitraire du censeur. De plus, les bulletins de guerre étaient censurés avant d'être remis aux agences de presse qui étaient soumises au cabinet de presse du gouvernement. C'est-à-dire que toute information officielle à publier au moyen de telles agences, dans leurs services aux journaux, était déjà "censurée" préalablement. Parfois, la publi-

cation de quelques informations préalablement censurées, parce que le critère du gouvernement avait changé, occasionnait plainte et saisie du journal, Cette dernière arrivait quelquefois. La censure ne se trompait jamais.

\* \* \* \*

Dans cette époque révolutionnaire, l'attitude du journaliste doit être la rupture avec les compromissions, qui étaient la règle des journaux du capitalisme, car dans cette " ère nouvelle ", " la Presse ne peut pas continuer à mentir " :

"Jusqu'à présent, il était extrêmement facile de disposer de journaux, quand on avait de l'argent ou que l'on souhaitait en avoir. Il est facile de compter avec les ressorts de la politique et avec les ressorts de l'argent pour corrompre, infecter, mentir, flatter et commander. (...)

La Presse d'intérêts doit se taire. Le peuple, dans une de ses batailles les plus courageuses, a dit avec une clarté zénithale que commence une ère nouvelle. Le journaliste ne doit pas être le garçon de courses des autorités, ni le serviteur d'aucun privilège. Il doit travailler proprement avec tous les autres hommes utiles pour nettoyer et moraliser la vie. Sans cette moralisation, il n'y a pas de professionnalisme respectable (...). " 21

Dans un article sur la presse à Barcelone, Tierra y Libertad insiste sur le fait que même au cas où un régime coopératif viendrait à se charger de la publication des grands quotidiens de Barcelone, la question de leur contenu et de leur forme continuerait à devoir être posée, avec la probité et la rigueur exigées par les temps nouveaux. L'on touche ici à l'un des problèmes cruciaux auquel doit faire face la voie autogestionnaire, celui de savoir si tout peut être collectivisable ou si le processus de la gestion collective n'est pas tenu d'exclure de son champ des activités dont la nature s'écarte par trop de ses fondements éthico-philosophiques.

" En premier lieu, pourquoi doit-il y avoir tant de journaux, si tous disent la même chose ? (...) si nous observons le passé, tant lointain qu'immédiat, nous verrons que dans la Presse de rotative, il n'y avait pas de caractéristiques différentielles. Si elles existaient, elles étaient parfaitement dédaignables à cause de leur frivolité, de leur sectarisme politique et religieux, de leur ardeur pour les affaires, de leur indifférence pour la morale. Les pages d'annonces étaient des maisons de rendez-vous pour des racoleuses, des vieux verts et des jeunes décadents.

On faisait une apologie céleste, et, à la page suivante, une veuve inconsolable exhibait ses charmes pour les coter au bordel. Des usuriers et des négociants de breu-

21. Tierra y Libertad, 29 juillet 1936.

vages assaillaient ces pages de publicité et se les mangeaient comme la langouste un champ de blé.

Mais les pages intérieures n'étaient rien d'autre que potions, emplâtres et cataplasmes. L'illustre idiot tel ou tel se faisait photographier trois ou quatre fois dans chaque numéro, en présidant des solennités comme la chanteuse la plus impudique. (...)

L'association est l'un de nos idéaux : mettre en collectivité toutes nos activités, c'est ce que nous désirons fermement; mais, nous apportons à l'association un contenu social, éthique, fraternel, de culture, de progression économique et technique; nous n'apportons aucune chronique de tauromachie, ni non plus aucun compte rendu d'élection de *miss*, ni l'exaltation d'olibrius ou de profits.

Que le personnel des journaux s'unisse pour travailler en collectivité en se passant du patron et du salaire nous paraît une excellente initiative. Mais il faut changer les disques, les programmes. <sup>22</sup>

\* \* \* \*

Prise entre les exigences de discrétion imposées par les opérations militaires et la défense et illustration des nouvelles structures politiques à mettre en place, la presse anarcho-syndicaliste se distanca d'une attitude *critique* pour se faire souvent l' "auxiliaire de l'information officielle" <sup>23</sup>.

Placés entre l'adhésion à l'antifascisme, en tant que camp militaire belligérant, et la collaboration politique poussée jusqu'aux responsabilités gouvernementalo-étatiques, les journaux anarcho-syndicalistes se trouvèrent *coincés* dans l'affirmation dynamique de leur projet acratique et *entravés* dans l'exposé de leurs divergences et oppositions avec les autres courants républicains.

Fondamentalement presse d'opinion militante, la presse anarchiste - en n'étant plus en mesure de se déployer dans la manifestation de son identité *subversive* - se vit instrumentalisée comme propagande officieuse des nouvelles instances politiques. Cependant, durant les premiers temps, en raison du bouillonnement révolutionnaire, les consignes et le contrôle des instances supérieures (de la CNT-FAI ou de l'administration républicaine) représentaient une tutelle relative sur les journaux libertaires, et, par ailleurs, le tempérament critique, frondeur, rebelle de nombre de militants/jou

22. Tierra y Libertad, 30 juillet 36, article "Une petite digression, le régime corporatif de presse à Barcelone".

23. L'Instant, 23 octobre 36, éditorial "Importance de la presse dans une guerre".

nalistes anarchistes ne s'évanouit pas en quelques semaines.

Au vu de l'intégration politique des sphères dirigeantes de l'anarchisme espagnol, quelques publications choisirent d'exposer un point de vue oppositionnel, parmi lesquelles il convient de distinguer *Acracia* de Lérida et *Ideas* de Hospitalet de Llobregat (localité de la banlieue sud de Barcelone).

A signaler enfin que les grands journaux anarchistes pâtirent de l'absence d'une véritable agence de presse libertaire, lacune qui les obligeait à reprendre les informations provenant d'agences de presse marxisantes ou républicaines bourgeoises

# LA REVOLUTION SOCIALE



## MENTALITES EN EBULITION

L'ensemble des rapports humains et des relations sociales fut touché par le raz de marée révolutionnaire.

Dans le bouillonnement des premiers temps, à côté des problèmes d'urgence posés par la guerre, s'expriment, pêle-mêle, des propositions et des interrogations sur des questions de fond quant à un mode d'organisation sociale, enfin *fraternel* et *équitable*.

Les usages, les normes, les conventions sont passés en vrac au crible de la vaste mise en question, à laquelle chacun peut prendre part.

Toute l'organisation sociale est à repenser.

Rien n'est à écarter de la grande lessive des conformismes.

Le tourbillon révolutionnaire appelle à faire table rase des funestes habitudes héritées du vieux monde.

Dans la nouvelle ère, il ne devait, par exemple, plus exister de délits de sang, ni de crimes passionnels.

C'est dans cette perspective d'harmonie que *Tierra y Libertad* (28 juillet 36) lance un " appel aux combattants professionnels de l'Etat " [aux forces de l'ordre] afin que " Amis dans la guerre circonstancielle, nous devons aussi être amis dans la paix imperturbable du travail créateur " :

" (...) Ne tenons pas compte des réserves mentales. Nous croyons que ce qui rapproche ou peut rapprocher les hommes, c'est la franchise, la limpidité des intentions, la noblesse dans la pensée et l'expression. (...)

Luttez contre toutes les réactions. Vous avez combattu avec nous contre la réaction fasciste. Il reste d'autres réactions qu'il faut abattre et anéantir. (...) Tous ensemble, nous pourrons rendre le travail encore plus digne, en faire un droit exigible

au lieu du pénible devoir qui est lié avec l'abject concept de la propriété qu'ont les hommes. Aidez nous dans la paix comme vous nous avez aidé dans la guerre et votre métier n'aura plus de sens. Il n'y aura plus de voleurs, parce qu'il n'y aura plus de propriété. Il n'y aura plus de crimes passionnels, parce que l'être humain ne désirera jamais avoir de propriété sur autrui, et l'on sait déjà que la propriété de la femme est cause du crime; il n'y aura plus aucun de ces délits qui s'appellent de sang, parce que le raisonnement remplacera l'arbitraire : personne ne se convaincra de prétendues destinées, parce que les hommes seront maîtres de leurs propres destins et choisiront leur profession avec la sécurité d'une vie décente et libre entre la liberté et la décence de tous.

Rien de plus que cela et aussi rien de moins que cela. "

L'avenir se présentait comme porteur de tous les espoirs. Arrosé d'allégresse et d'optimisme, le peuple pouvait se lancer " en avant avec la révolution " :

" (...) Le présent, c'est la résurgence du peuple. C'est la renaissance à la vie libre. L'on respire la *Liberté* à plein poumon.

(...) Le présent est plein. Une nouvelle société se proclame à plein poumon. Enchaîné depuis tant de siècles, le peuple savoure la *Liberté*. Une joie imperturbable s'est nichée dans toutes les poitrines. Le dynamisme du peuple armé est irrésistible. En avant ! , c'est la fraternelle télépathie de la fourmillière révolutionnaire." <sup>1</sup>

La nouvelle époque permet de ne plus avoir " peur de la vérité ". La franchise, la transparence dans le comportement doit dorénavant supplanter les faux-semblants et les mensonges de jadis.

" Ni drapeaux, ni applaudissements, ni discours médités ne doivent distraire le peuple dans son rapide chemin de reconstruction. Que des noyaux de coopérateurs soient décidés à être prêts à tout moment pour cette création tant désirée de la nouvelle ère sociale, dont la vie a été forgée dans le travail, vivifiée dans l'aspiration de jours meilleurs et que, désireux de procurer un bien-être aux générations à venir, ils doivent fournir l'effort maximum, sans la vanité d'honneurs, ni de hiérarchie et sans option de lucre; en possédant une seule ambition : LE DEVOIR ACCOMPLI. CEUX-LA AURONT VECU SANS PEUR DE LA VERITE. " <sup>2</sup>

1. Tierra y Libertad, 13 août 36.

2. Ruta, 17 octobre 36, art. "La peur de la vérité".



Un parallélisme peut être ébauché entre certaines proclamations du mouvement surréaliste et divers changements intervenus dans l'Espagne révolutionnaire de 36.

Un même espoir, une même fougue se dégagent dans un cas comme dans l'autre pour MAINTENANT et ICI *transformer le monde* - s'attaquer au matériel - et *changer la vie* - transformer l'existential.

Bien que les révolutionnaires espagnols n'aient pas été, dans leur grande majorité, influencés par la sensibilité surréaliste, il n'en demeure pas moins que, dans toute une série de ruptures des comportements sociaux, se retrouve une même quête d'une émancipation totale de l'homme.

Il en va ainsi dans le cas des prisons.

A la célèbre proclamation surréaliste de 1925 "*Ouvrez les prisons*" répondit concrètement l'été 36 de Barcelone.

Sitôt le soulèvement militaire réduit, à Barcelone, les prisons sont ouvertes.

Outre les prisonniers politiques de gauche, c'est l'ensemble du contingent pénitentiaire qui recouvre la liberté, à l'exception toutefois de détenus considérés comme fascistes.

Les droits communs, qui étaient vus le plus souvent comme des victimes du régime capitaliste, comme des prisonniers sociaux, sont élargis, en estimant que, dans une société régénérée, la délinquance deviendra un problème mineur et d'ordre psychologique.

*Le Service d'Information [en français] de la CNT et de la FAI* rapporte, dans son édition spéciale du 24 juillet 36, la libération des prisonniers de Barcelone :

" Les détenus de la "Modelo" [la prison Modèle était la principale geôle de la ville] de Barcelone ont été libérés.

Dimanche après-midi, lorsque les prisonniers de la "Carcel Modelo" de Barcelone eurent connaissance du soulèvement fasciste et de la victoire du peuple, il se produisit une certaine effervescence dans la prison. Devant l'attitude des détenus, les gardiens eux-mêmes ouvrirent les portes, et les prisonniers furent reçus avec joie par le peuple amassé devant la porte de la prison.

Naturellement, la liberté n'a pas atteint les éléments fascistes détenus à la "Modelo", parmi lesquels figure l'odieux personnage des anciens syndicats libres, le chef des "postoleros", Ramon Sales. "

La prison de femmes de la Ronda de San Pablo fut *ouverte* lors des combats du 19 juillet, et cet établissement carcéral, vers fin août, fut purement et simplement démoli. En accord aigu avec les idées anarchistes, c'est "un cauchemar qui disparaît", une destruction accomplie avec cérémonial au milieu d'une foule enthousiaste. 3

\*  
\*  
\*

## L ' ARGENT

Dans le désir de rompre avec les relations d'autrefois, l'argent fit de vives attaques en tant que symbole et moyen de la richesse et de l'inégalité.

Durant les journées de juillet, on dit que des banques furent prises d'assaut et les caisses de billets qu'elles contenaient non pas dérobées, mais transformées en brasiers.

Par des actes spectaculaires, et le recours au feu purificateur, l'on souhaitait montrer le détachement et le mépris à l'encontre de l'argent.

*Acció Sindical* (22 octobre 36) relate qu'à Esplugas de Francolí (50 km NO de

3. Voir l'article La prison de femmes disparaît, *La Noche*, 21 août 36.

Tarragone), le patron d'une boulangerie, qui va prendre la tête de la grande boulangerie collectivisée de la localité a brûlé publiquement les créances qu'il avait sur sa clientèle afin de démontrer sa "bonté et son désintérêt" :

" (...) l'acte consista à brûler publiquement et devant le Syndicat de la CNT, les carnets, les traites et les billets à ordre que sa clientèle lui devait et dont la valeur était d'environ 25'000 pesetas et pour démontrer plus son désintérêt, ce sont les titres de ses propriétés (puisqu'il les a apportées à la Collectivité) qui servirent de mèche pour allumer le feu, tous ces sales papiers arrosés d'essence (tant les titres que les billets à ordre et les traites) pour faire d'eux une flamme, une flamme pour donner lumière à l'égalité, si ainsi le faisaient tous les autres industriels et commerçants. "

Baignés de l'optimisme des premiers temps, divers milieux libertaires croyaient être en train d'assister à "l'agonie de l'argent", <sup>4</sup>

La leader anarchiste Federica Montseny partageait une pareille confiance, en louant un mois après le 19 juillet, cette " expérience sociale et économique sans précédent " vécue par le peuple espagnol.

" (...) Les paysans se rendent en ville, non pas pour "vendre" leurs produits mais pour effectuer l'échange avec les produits industriels, avec l'outillage agricole dont ils ont besoin. La monnaie, dépréciée sur le marché international, est toutefois admise encore par le peuple comme moyen d'échange nécessaire dans cette période de transition, mais personne ne songe plus à thésauriser, car chacun s'attend sans s'en émouvoir à la disparition plus ou moins prochaine de toute forme d'argent. "<sup>5</sup>

En fait, une partie importante du public ne souscrit point à cette croyance, et selon la loi économique qui veut que *la mauvaise monnaie chasse la bonne*, les pièces de monnaies se firent assez vite rares, précautionneusement retirées du marché, pour ne laisser en circulation que les billets, le papier monnaie.

Du reste, un contrôle sur l'exportation des devises fut rapidement instauré et *Tierra y Libertad* annonça le 1<sup>e</sup> août qu'à la Gare Maritime de Barcelone, l'administration des douanes, "en accord avec le Conseiller de l'Intérieur, celui des Finances et le Comité du Front Populaire" avait établi une surveillance minutieuse des passa-

4. Selon l'expression du Groupe Reclus dans son article La question de la monnaie, *Tierra y Libertad*, 17 septembre 36.

5. *L'Espagne Antifasciste*, 22 août 36.

gers partant pour l'étranger afin d'"éviter de cette manière l'évasion de capitaux".

Dans le contexte de transformation profonde et égalitaire de l'économie, la persistance de l'argent pouvait représenter un obstacle, avant tout d'ordre psychologique, puisque les relations humaines étaient à démonétiser.

Tel est le sens des diatribes que l'on pouvait lire dans les journaux des Jeunesses Libertaires, en particulier dans *Pluma Libre*.

Dans l'article "L'argent" (6 septembre 36), Giovanni Papini vitupérait contre ce "puant véhicule du mal" :

" La monnaie porte en elle-même, avec la graisse des mains qui l'ont prise et tripotée, la contamination avec le crime. De toutes les choses immondes que l'homme a fabriqué pour salir la terre et se salir, la monnaie est, peut-être, la plus immonde. " Quant à E. Mura, dans son texte "Maudit argent" (31 janvier 37), il voue d'emblée aux gémonies cette "source inépuisable des arrogants", ce "torrent impétueux des despotismes", car "par lui existent les prostituées, s'alimentent les passions; l'on déprécie les ouvriers et l'on manque du plus strict nécessaire; lui fait que naissent dans les hommes des instincts de cruauté; pour le posséder, des crimes se commettent; on travaille pour lui, et non pour être utile à la société. "

La position théorique de l'anarcho-syndicalisme face à la question de la monnaie était d'aller vers la suppression de l'argent.

Pourtant, aux trois fonctions traditionnelles de la monnaie, instrument de commune mesure des valeurs, moyen d'échange et instrument de conservation de la valeur, seule la dernière fonction de par l'accumulation de richesses qu'elle permettait, était complètement mise en cause.

La conception anarcho-syndicaliste sur le sujet a été précisée par Diego Abad de Santillán, qui représentait, au sein du mouvement libertaire espagnol, le courant qui mettait l'accent sur l'importance de la question économique.

Dans la revue *Tiempos Nuevos* qu'il dirigeait, Abad de Santillán s'occupait d'un "consultoire de sociologie et d'économie". A la veille de la guerre civile, dans le No en date du 1<sup>e</sup> juillet 36, un lecteur lui donna l'occasion de résumer sa position sur le problème de la monnaie :

" [Question] - Emploiera-t-on la monnaie dans le régime communiste-libertaire

[Réponse] - Malatesta fut le premier qui s'engagea à poser la question sur la signification de la monnaie dans la révolution. C'est un moyen d'échange qui a subsisté au travers des transformations politiques, économiques et religieuses. Tout a changé, mais la monnaie est restée. (...)

Nous aspirons à la suppression de la monnaie, ce qui n'implique en aucune manière la suppression des signes d'échange. (...)

En résumé, la monnaie capitaliste représentée par les devises étrangères sera conservée pour les échanges internationaux dans la post-révolution.

Dans le régime intérieur, la monnaie capitaliste sera supprimée et rendue inutile, en la privant de tout cours.

En substitution de la monnaie capitaliste, le carnet de producteur sera établi, qui impliquera la possibilité d'un *quantum* déterminé de consommation.

Le travail ["reconnue l'obligation du travail"] sera rémunéré ou grevé avec des heures de labeur, selon les nécessités, mais le droit à la consommation sera égal pour tous, les assemblées des organismes producteurs locaux, régionaux ou nationaux étant celles qui doivent régler cette plus petite ou plus grande journée de travail pour faciliter l'affluence aux lieux de travail moins recherchés ou pour diminuer l'offre dans les lieux les plus sollicités. "

Dans la partie consacrée à l'autogestion, les aléas de la monnaie en période de bouleversement économique, de même que la question des rétributions seront analysés.

\*  
\*  
\*

## LE MONDE EST À NOUS

Une des fortes conséquences psychologiques de la victoire populaire contre le soulèvement militaire fut la reprise, la restitution des objets de première nécessité placés dans les monts-de-piété.

Dans son histoire orale de la guerre civile, l'historien anglais Ronald Fraser a recueilli le témoignage de Alejandro Vitoria, à l'époque trésorier de la Jeunesse Socialiste, qui décrit l'atmosphère des rues de Barcelone, au début de la révolution, en parlant de quelque chose d' "hallucinant comme un rêve " :

" Nous tous, peu importe à quelle organisation nous appartenions, nous nous sentions des envies énormes de participer. Je ne me souviens pas exactement comment ça se passa, mais le fait est que je me trouvais dans un bureau de la Vía Layetana à restituer des billets de gages du mont-de-piété. Les femmes ouvrières entraient sans arrêt, nous leur mettions le timbre sur le billet et elles sortaient à la recherche de leurs objets, principalement des machines à coudre. Ce fut un grand moment de ma vie. Je me sentais très heureux. Nous étions en train de démolir les valeurs du capitalisme bourgeois ... " <sup>6</sup>

Un symbole puissant des premiers effets palpables de la révolution à Barcelone fut la transformation, "au service du peuple", de "l'aristocratique Hôtel Ritz".

*La Noche* consacra la quasi totalité de la dernière page de son édition du 5 août à la saisie de l'hôtel par la F.O.S.I.G. (syndicat de la gastronomie), qui enleva le nom de Ritz pour lui substituer le No 1 (de la chaîne d'hôtels contrôlés par cette même F.O.S.I.G.).

" Un changement brusque dans le panorama et dans les perspectives. Hier refuge des gens privilégiés, avec des carnets de chèques dans la poche, pour qui la vie était facile, commode et gaie. (...) Et le peuple n'entraît là que pour y travailler en servant les seigneurs.

Aujourd'hui, c'est autre chose. Les longues livrées ont disparu. Dans ces salles passe maintenant une foule de gens modestes, d'ouvriers, de miliciens et tous ceux qui, en raison des circonstances, se présentent au restaurant populaire du Ritz. Le public entre là pour travailler, comme avant, non au service des puissants, mais au service du peuple lui-même. Le changement a été absolu. (...) "

Le journaliste s'entretient avec deux représentants du Comité et du personnel

" - La F.O.S.I.G. procéda à la saisie - nous expliquent-ils - avec des vues sur l'avenir. Cela était une industrie de luxe et on doit la modifier dans le sens d'un service nécessaire, mais dans lequel il faut se passer du faste. Le soixante pour cent des ouvriers de l'industrie gastronomique vivait du luxe et du vice. L'industrie doit être quelque chose de très différent. Nous avons saisi ce local, en pensant que c'est celui qui réunit les meilleures conditions pour le développement de cette expérience. (...) Vu sa signification antérieure, on pouvait le prendre com-

me un symbole des conquêtes ouvrières,

- Le personnel reprit-il tout de suite le travail ?
  - Aussitôt qu'on lui donna cet ordre.
  - Est-ce totalement le même qu'avant ?
  - C'est le même, sauf à de rares exceptions, très peu, trois ou quatre qui étaient "indésirables".
  - Combien êtes-vous ?
  - Deux cent quarante. Compte que seulement à la cuisine, une cinquantaine y travaillent et quatre-vingt à la salle à manger.
  - Le service de restaurant populaire exigera-t-il un grand effort ?
  - Naturellement. Dans les premiers jours, ce fut quelque chose de démesuré, on arrivait à servir 1'500 petits déjeuners, trois mille déjeuners et trois mille dîners.
  - Enorme.
  - Tout le monde voulait manger ici, Il venait des gens de tous les arrondissements; jusqu'aux quartiers des faubourgs les plus éloignés de Barcelone.
  - Cela s'explique. En raison de ce que nous disions avant du symbole, tout le monde désirait réaliser la conquête de cette demeure de privilégiés. Et, plus misérable était l'individu, plus de raisons y avait-il pour qu'il vint manger ici.(...)
  - On accède à la salle à manger au moyen de bons, n'est-ce pas ?
  - Oui, c'est ainsi. Les bons sont fournis par les mairies des IV<sup>e</sup> et V<sup>e</sup> arrondissements et la F.O.S.I.G., qui les donne aussi, les contrôle. On tâche qu'ils aillent dans les mains des personnes qui en ont réellement besoin.
  - Et les provisions ?
  - Elles proviennent du Comité de Ravitaillement, mais nous ne recevons pas tout ce dont nous avons besoin. C'est clair que nous avons confiance que ce Comité essayera de s'occuper de nos besoins, pour que nous puissions à notre tour nous occuper de ceux qui se présentent ici. (...)
- En sortant, nous voyons une longue queue d'hommes et de femmes très modestes qui vont manger dans ces salons, où jamais ils ne pensèrent qu'ils arriveraient à entrer.
- Le changement a été brusque, Le Ritz au service du peuple.  
L'Humanité en marche. (Fin) "

La *Solà* (1<sup>e</sup> août 36) salua aussi l'accès populaire au Ritz, "considéré comme *tabou maximum*" et déclara :

" Pourquoi ne pas confesser, par exemple, que nous avons ressenti une intense satisfaction quand nous avons été témoins des queues de citoyens devant le Ritz, trans

formé en réfectoire populaire ?

Qui ne connaît la phrase déjà célèbre, qui dit que tout le monde ne peut pas manger au Ritz ? "

\*  
\* \*  
\*

#### EN FINIR AVEC LES APPARENCES DU VIEUX MONDE

Au cours des premiers mois, une grande importance était accordée au vêtement et à la parure. Ainsi, le port ou le non-port du chapeau, signe d'habillement attaché à la bourgeoisie, souleva une vive polémique.

Le détonateur du litige fut un article du nommé Sixto dans *Solidaridad Obrera* (11 août 36) qui avançait que le chapeau était "une pièce anti-esthétique.

Les membres du Syndicat de la Branche du Vêtement, section chapeaux, réagirent aussitôt en prétendant (12 août) que ne "pas le porter est insalubre", citant, à l'appui de leur thèse, des rapports médicaux et concluant, en bonne logique, leur protestation par cette profession de foi : "Tout le monde doit porter le chapeau !!! " et "Vive le chapeau !".

Sixto commenta avec bienveillance la déclaration des chapeliers, en constatant que l'"une des industries espagnoles qui, au plus haut degré, a besoin de l'appui de la bourgeoisie, est la chapellerie" et que, par ailleurs, "la classe travailleuse d'Espagne n'est pas habituée, dans l'ensemble, à couvrir sa tête avec le chapeau." Le journaliste rectifia volontiers son point de vue, car "comme anarchistes, nous n'avons pas à entretenir une ligne qui divise les appréciations entre travailleurs."

Toutefois, plus de deux mois plus tard, l'attitude de défiance à l'égard du chapeau persistait, raison pour laquelle les travailleurs des fabriques de chapeaux de Barcelone manifestèrent dans la rue (tous chapeaux fièrement arborés) "pour protester de ce qu'on ne porte pas le chapeau et spécialement les femmes".<sup>7</sup>

La question paraissait suffisamment grave pour que *La Veu de Catalunya* en fit le thème de son éditorial du 20 octobre 36.

Après avoir rappelé qu'il est "ridicule" de "se vêtir d'une manière négligée ... pour avoir l'air d'ouvriers !" et qu'"un ouvrier, manuel ou intellectuel,

7. *Solidaridad Obrera*, 22 octobre 36.



sans cesser d'être un ouvrier authentique et fermement révolutionnaire" peut fort bien porter le chapeau, le vêtement ne pouvant "être signe de privilèges", le quotidien CNTiste plaça l'accent sur les conséquences économiques de "l'art de bien se vêtir" :

" dans la fabrication et la vente des chapeaux interviennent des milliers de travailleurs, ouvriers manuels, succursales, démarcheurs. Une faille de l'économie sur ce point n'affecte et ne porte pas seulement préjudice à ceux qui en vivent directement, mais elle affecte aussi toute l'économie, par la répercussion que la faille comporte dans d'autres secteurs. "

Magnanime, l'éditorial tenait bien à préciser que "nous ne dirons pas précisément qu'on fasse usage de la casquette, de la calotte, du béret ou du chapeau; que chacun fasse ce qu'il lui plaît; nous ne sommes pas ici pour faire campagne dans le sens d'une préférence déterminée."

Et l'article se terminait en reprenant les "paroles de l'appel des chape-liers" : " Ouvriers, compagnons. Tous à se vêtir et à donner la sensation que Barcelone est la ville la plus progressiste et la plus laborieuse du monde et que c'est la terre, aussi, où le producteur gagne suffisamment pour couvrir ses besoins. "

Dans sa rubrique de *Mi Revista*, intitulée "Observations en passant" du 15 novembre 36, Eduardo Rubio s'en prend aux anciens et anciens amateurs d'élégance, en leur reprochant de vouloir maintenant se travestir en personnes s'habillant vulgairement et d'enlever par là-même de l'ouvrage aux travailleurs de la mode.

#### " Les dissimulés

Il y a dans les rues et lieux publics de Barcelone, une infinité de gens, hommes et femmes, qui se distinguèrent toujours en s'habillant bien, en donnant à gagner aux bons tailleurs et aux modistes de haute couture; ces gens essayent de dissimuler leur élégance, en s'habillant de vêtements qu'ils n'auraient jamais portés.

Cela est tout simplement stupide; personne ne crut à aucun moment, en pensant sereinement, que bien s'habiller, en donnant à gagner leurs journées aux ouvriers, aux tailleurs, aux cordonniers, fut un motif constitutif de persécution, ni même de suspicion. La persécution et la suspicion, c'est le procédé qui les donne pas le vêtement; et, en tout cas, le suspect serait le dissimulé, parce que cela a le caractère du déguisement.

Nous y sommes ? "

Les exhortations à se couvrir la tête semblent avoir porté tout de même quelques fruits, puisque, à mi-février 37, *Mi Revista* dans sa rubrique "On parle à

Barcelone ..." traitait "... de l'abondance de chapeaux qui commence à se voir sur la tête des antifascistes."

L'intérêt attaché aux signes extérieurs, aux anciens codes esthétiques se retrouve dans le cas de l'apparat, traditionnellement présent dans les lieux de spectacle.

*Tierra y Libertad* partit en guerre contre les uniformes des ouvriers, s'éleva contre l'existence de classes dans les salles et mit en cause les habitudes du vedettariat.

" Pour après. Socialisation du spectacle ?

Oui, c'est possible. Nous supposons qu'on en finira avec les uniformes générales des concierges de cinéma, tant en désaccord avec la dignité humaine.

\* \* \* \* \*

Nous supposons que les absurdes classes dans le spectacle disparaîtront. Après ce qui s'est passé, c'est même grotesque qu'un spectateur s'assoie dans une loge magnifique et un ouvrier dans ce qui est appelé "le poulailler".

Les poulaillers sont très indiqués pour les poules mouillées. " 8

Un autre article sur "Le nouveau régime du spectacle et son complément, ce qu'il y avait en trop et ce qui manque" salue la disparition des uniformes, en souhaitant, dans la foulée, la fin du rôle de vedette :

" Du moment qu'ont été supprimés ces uniformes grotesques de superintendants, imposés par les entreprises aux employés pour satisfaire la stupidité d'un certain public impressionnable, aimant avoir toujours devant les yeux des costumes de carnaval, il conviendrait que se diffuse le besoin d'en finir avec la vedette, non seulement en supprimant son scandaleux salaire, mais aussi en démontrant avec des faits qu'elle n'est pas nécessaire pour obtenir les plus beaux effets de beauté expressive. Jusqu'à maintenant, la vedette chantait ou récitait entre des figurants malheureux, qui étaient seulement en scène pour accompagner de clochettes le personnage, ni plus ni moins que les odalisques qui accompagnent le sultan dans le sérail. Mais toute oeuvre doit avoir un sens dans son *ensemble*, sans élargir capricieusement un rôle pour qu'une vedette reluise comme un empereur entre ses sujets. " 9

Les réformes entreprises par l'influent syndicat du spectacle de la CNT, pour changer les us et coutumes entourant les scènes artistiques, étaient parfois

8. *Tierra y Libertad*, 30 juillet 36.

9. Idem, 20 août 36.

brièvement synthétisées, comme dans cet avis , placé au bas de la rubrique des programmes de théâtres et de cinémas, du quotidien CNTiste *Diario de la Marina* (14 mai 37) :

" Notes. - Tous les théâtres sont contrôlés par la CNT. La revente et la claque sont supprimées. Tous les théâtres fonctionnent en régime socialisé et pour cette raison, il ne se donne pas d'entrées de faveur. "

De leur côté, les pompiers barcelonais ne tinrent pas à demeurer à l'écart de la redéfinition des uniformes et de la contestation des privilèges de castes :

" Comment agit le corps des pompiers

Les employés municipaux affectés au Corps des pompiers de la Mairie de Barcelone se constituèrent, après le 19 juillet, en section du Syndicat des Services Publics (CNT). Le 27 juillet fut légalement constitué le Comité.

En date du 13 août et suivant les directives du mouvement révolutionnaire, les ouvriers pompiers élirent leur Comité de Contrôle, dont font partie des compagnons de la CNT et de l'UGT.

Travail de ce Comité

Sa première décision fut la suppression des privilèges et des signes distinctifs que représentaient les rangs dans les classes de premier et second contremaîtres et de pompiers au traitement préférentiel. (...)

Projets

Les camarades pompiers ne limitent pas leur travail à éteindre des incendies. Ils ont établi le travail intensif au profit de la ville et de la révolution, s'étant offerts, durant leurs heures libres, pour tous ces travaux qui peuvent profiter à la révolution. Le critère de cette section est d'aboutir à l'unification des salaires. Arriver par la libre élection des compagnons à la nomination des camarades qui doivent occuper les charges de direction des différentes spécialités. L'habit luxueux, appelé de gala, a été supprimé et comme uniforme de rue, on en a choisi un très simple. "10

Contrairement à l'élégance vestimentaire qui continua, dans les premiers temps du moins, à être encouragée, la bijouterie souleva l'irritation parmi les milieux anarcho-syndicalistes, car elle incarnait trop la richesse et les privilèges de l'argent.

10. *Boletín de Información CNT-FAI*, 11 septembre 36.

Le *Boletín de Información CNT-FAI* relate (le 19 novembre 36) la réaction scandalisée de miliciens de la colonne Durruti, de passage à Barcelone, constatant qu'il existait encore des bijouteries, et prône une reconversion rapide des activités de joaillerie.

" Nous ne pûmes leur répondre sur le moment, parce que leurs paroles nous surprirent, car depuis le mouvement [depuis le 19 juillet], nous n'avons pas eu le temps de nous promener dans les rues du centre, où dans les vitrines, les brillants rivalisent avec le soleil, qui servaient à orner et parer les dames entretenues par les mégalomanes qui se sont rebellés armes en mains, "

Le journaliste constate que, dans ces vitrines, on offre aussi à l'acheteur des bijoux pour manteaux, alors qu'au front les miliciens manquent de pardessus, indispensables en cette époque de pluies.

" Si ici, nous pensons qu'ils sont nécessaires, ils le seraient encore plus au front, et si les ouvriers qui les confectionnent, à l'égal de ceux qui polissent les diamants en vivent, il n'en est pas moins sûr qu'ils continueraient aussi d'en vivre si nos autorités les achetaient, les envoyaient au front, saisissaient tous les bijoux et les convertissaient en machines productrices d'éléments nécessaires à la défense de nos libertés. "

Une année plus tard, *Al Margen* (deuxième quinzaine de novembre 37) déplore, sous la signature de Cyrano, la persistance des bijouteries, constatant de ce fait le maintien d'inégalités économiques qui permettent à certains de s'offrir de coûteuses futilités.

" Les bijouteries continuent d'exhiber leurs inutiles articles, estimés à des prix exorbitants. Apparemment, il reste encore des gens qui disposent de moyens économiques pour les investir en bagatelles.

Eux, ça ne les intéresse pas, ça leur est indifférent qu'au front, les soldats aient froid. Ils pourraient aider à le calmer par leurs contributions, mais ils considèrent qu'il ne vaut pas la peine de s'occuper de ces choses, puisque l'intéressant pour eux, c'est le caprice, le luxe, la frivolité, "

\*  
\* \*  
\*

## PUBLICITÉ

Dans la vaste interrogation quant à la validité de certaines activités économiques, la publicité n'échappa point à une redéfinition de son rôle.

Le soulèvement militaire provoqua une chute de la publicité et les profondes transformations de l'économie modifièrent considérablement la notion même de marché, terrain de prédilection pour l'exercice de la publicité.

Le régime d'économie de guerre qui finit peu à peu par s'imposer ne fut bien sûr guère favorable au secteur publicitaire.

D'autre part, le contrôle d'une bonne partie de la presse par les organisations politico-syndicales, et la disparition d'un certain nombre de journaux jugés inappropriés au contexte révolutionnaire, diminuèrent sensiblement le volume de travail des publicitaires.

*Mi Revista* décida d'enrayer le déclin de la publicité, en se faisant dès son premier No (15 octobre 36) le défenseur convaincu des mérites de la réclame commerciale.

Les arguments avancés sont en gros les justifications classiques de la défense de la publicité - faire connaître les produits, augmenter les ventes, amener un appui financier aux journaux - rehaussés, en la circonstance, du souci de maintenir l'emploi dans la branche et de combattre le chômage, en "promotionnant" les produits de la nouvelle économie.

" L'annonce

C'est le levier de la vente; annoncer est en plus, dans ces circonstances, un devoir, car c'est le pain des compagnons qui vivent de la publicité, de ceux des arts graphiques, des ouvriers intellectuels qui, avec leur plume façonnent, l'idéal commun et c'est la manière de promouvoir la circulation de publications qui sans l'annonce ne pourraient pas vivre. "

" Annonces ... Annonces ... Annonces ...

(...) Il est certain que l'annonce, comme tant d'autres extériorisations de l'activité humaine, doit subir des transformations fondamentales, filles des circonstances; mais il serait lamentable d'avoir à attribuer sa crise actuelle au manque d'initiative de l'industrie et du commerce catalan pour créer de nouvelles affaires, des marques et des spécialités qui, remplissant les multiples nécessités du moment révolutionnaire, peuvent contribuer au développement de l'industrie de guerre. "

L'article, signé par P. Prat Gaballí, "La publicité commerciale et industrielle" apporte une réflexion sur la place que la publicité doit occuper dans la nouvelle économie :

" (...) La publicité commerciale et industrielle subit un effondrement lorsqu'éclata le soulèvement, comme conséquence immédiate de celui que subirent le commerce et l'industrie. Les pages des journaux et les stations de radio restèrent sans annonces et les ateliers d'arts graphiques sans commandes. Au bout de trois mois de révolution et de guerre, sous le contrôle ouvrier, une grande partie du commerce local a recouvré et réactivé ses échanges et les fabriques réajustent leurs cadres de production et de distribution pour atteindre tout le rendement que permettent l'extension présente des marchés de consommation intérieure, l'approvisionnement de matières premières et les conditions de propagande, transport, finances et crédit.

La Presse et les émetteurs, dans leurs conditions actuelles de vie, ont besoin de la publicité commerciale et industrielle pour assurer leurs salaires, couvrir tous leurs frais et réaliser la mission qui leur est confiée pour le maintien de l'esprit de lutte. Les ateliers d'arts graphiques ont dans l'impression de matériel publicitaire le plus grand pourcentage de leurs revenus et ils ne pourraient subvenir aux salaires de leurs ouvriers si la consigne du moment était d'annuler les commandes de matériel publicitaire et de s'abstenir de transmettre de nouvelles commandes.

Il n'y a aucune raison pour que le commerce local, dans tous les secteurs qui sont revenus à des chiffres de vente analogues à ceux du temps normal ou qui les ont dépassés, cesse de faire une publicité au moins aussi intense que celle qui se faisait à la veille de la révolution. Quelques Comités ouvriers, justement orientés, l'ont déjà compris ainsi. Mais il faut insister pour que cette idée pénètre dans l'esprit de tous.

(...) N'oubliez pas, cependant, que la publicité est une dépense de promotion, que si les ventes sont descendues, elles descendront davantage en supprimant l'annonce et que, au contraire, elles augmenteront de nouveau en la rétablissant. "

Des entreprises collectivisées ou sous contrôle ouvrier placèrent parfois des annonces publicitaires dans la presse, mais, dans l'ensemble, le volume de la réclame commerciale baissa sensiblement, la propagande politico-militaire supplantant la promotion des articles économiques.

Plusieurs dessinateurs publicitaires, parmi lesquels Renau, Solé, Moliné et Antoní Clavé, se recyclèrent dans les affiches de propagande républicaines, travaillant soit avec des officines gouvernementales soit avec des partis ou des syndicats.

La nouvelle économie en gestation, avec la conception fort différente de la concurrence qu'elle impliquait, s'inscrivait en faux contre tout type de publicité tapageur, lié à la situation de concurrence monopolistique. En effet, la planification et la définition communautaire des besoins allaient, par principe, à l'encontre de la recherche exacerbée par telle ou telle firme d'un monopole, ou plutôt de l'image d'un monopole à imposer au public des consommateurs, les entreprises n'ayant plus à se présenter comme des fiefs exclusifs de telles ou telles qualités rattachées à leurs marques. Le nouveau fonctionnement de l'économie impliquait une autre promotion des produits, une publicité davantage informative, par branches économiques ou de prestige, supplantant la propagande commerciale conquérante de firmes farouchement rivales.

A relever qu'en certaines occasions, la publicité se mit au diapason de l'ambiance belliqueuse, comme par exemple dans le cas de ces comprimés pharmaceutiques recourant à l'imagerie du tank ou de soldats, mitraillettes au poing, pour ... combattre et vaincre les rhumatismes et autres migraines.

## CONTRE LE HASARD INIQUÉ

La loterie nationale fut mise au pilori par divers milieux anarcho-syndicalistes. Que le hasard, en pleine révolution, puisse encore offrir la fortune à un quelconque chanceux était perçu comme une injure à l'éthique égalitariste et comme un camouflet à l'honnête labeur de la classe prolétarienne. Quant au rôle de croupier, très actif, tenu en l'occurrence par l'Etat, il permettait de réexposer de classiques critiques à l'encontre de l'immoralité du pouvoir.

*Solidaridad Obrera* (13 décembre 36), sous la plume de Ezequiel Endériz, pesta contre le maintien de ce dérivatif si populaire :

" Et roule la boule ... !

Quelques centaines d'employés de la Loterie Nationale sont tombés sur Valence comme tant d'autres bureaucrates madrilènes. (...) Mais pour justifier leur existence à Valence, ils prétendent, à ce qu'il paraît, continuer à faire des tirages et encore plus de tirages. (...)

Un journal de Madrid a déjà protesté contre la continuation de ce néfaste tripot espagnol, comme si, dans l'oeuvre révolutionnaire entreprise, la Loterie n'était pas un des vices qu'il faut faire disparaître, et nous, pour notre part, nous adhérons à l'opinion de ce confrère, parce que, depuis toujours, nous croyons que s'il y avait quelque chose d'immoral dans l'Etat espagnol, c'était cette roulette indécente, où il y a plus de zéros que de numéros qui peuvent sortir.

Nous savons bien que le peuple est un joueur invétéré, qu'il a beaucoup de vices. Mais aucun n'est aussi directement favorisé par l'Etat que celui de jouer, sous prétexte qu'avec ses bénéfiques, le Ministère des Finances a un revenu très assaini. Avec une telle raison, l'on pourrait aussi nationaliser les lieux de beuverie et les maisons de prostitution, parce que ces deux faiblesses, à la fois, ont l'habitude de procurer de grands gains à leurs exploités,

La question est bien simple. La Loterie Nationale, est-ce oui ou non une immoralité ? Oui ? Alors, il faut en finir avec elle, même si cela coûte à l'Etat quelques millions par an. "

Le rédacteur fait ensuite remarquer le côté amer de la chance du vainqueur, puisque " cet argent, tombé comme par un effet surnaturel, amène au foyer, qui avant



état paisible et normal, la dissolution et la ruine morale ", l'argent entraînant " la peur du travail qui rendait si peu "; en conclusion, la responsabilité de l'Etat est dénoncée : " Tant que l'Etat espagnol maintient et exploite une Loterie, il ne peut demander de la moralité à ses citoyens, Il donne le plus grand exemple d'immoralité. "

Aussi bien *EL Frente* (8 février 37) que *Ruta* s'associèrent à la critique résolue de la Loterie; *Ruta* consacra les deux pages centrales de son édition du 12 décembre 36 aux "consignes" du moment, au nombre desquelles figurait la guerre au jeu, associée à la lutte contre la pornographie :

" Guerre au jeu. La loterie nationale est le plus honteux des jeux. Les billets de loterie doivent servir à la même chose que la littérature pornographique, à être brûlés. "



## LA CORRIDA CONTROVERSÉE

Rien de ce qui touchait à la vie sociale n'échappa au débat d'idées révolutionnaires; la corrida provoqua des remous, dont *Solidaridad Obrera* se fit l'écho.

Tout commença par l'organisation, à Barcelone, d'une course de taureaux au bénéfice des milices.

Floreal, dans sa rubrique "coups de bec" (19 août 36), fit l'éloge de cette manifestation :

" Sang et or

Le festival taurin, qui a eu lieu dimanche dans les arènes de la Monumentale, dépassa les calculs des organisateurs. Notre peuple, celui des grandes émotions sociales, remplit au complet l'énorme cirque et vibra de ferveur et d'enthousiasme à toutes les manifestations populaires et artistiques qui lui furent offertes.

Nos camarades, les prolétaires de l'art taurin, ont contribué à l'adoucissement des faits de guerre et à la collaboration de la victoire avec de l'or et du sang.

Près de cinquante mille pesetas qui vont grossir la somme pour les milices !  
Et le sang jeune des héros de l'arrière, laissa dans l'arène une empreinte

glorieuse de sacrifice : Curro Caro, qui fut blessé gravement et Juan Luis de la Rosa qui, heureusement, n'eut pas de complication majeure dans son contre-temps.

Sang et or, militaires traîtres, qu'un peuple offrit en hommage à ceux qui luttent ! "

Ricardo Sans, responsable en vue de la CNT, qui s'occupait dans la caserne de Bruch de la formation des colonnes de miliciens, exprima, sans ambages, le dégoût qu'il éprouvait face à la corrida et par-dessus tout la pitié que lui inspirait l'attitude enthousiaste et morbide des spectateurs.

Par ce biais, c'est la problématique du pain et des jeux qui, en pleine guerre, se trouve posée par un dirigeant anarcho-syndicaliste, qui, en bonne logique libertaire, répugne toutefois à recourir à des mesures autoritaires afin de faire disparaître ce genre de spectacles, tant prisés des foules.

*Solidaridad Obrera* recueillit (23 août 36) l'aversion de Sanz, sous le titre "Les corridas de taureaux doivent être abolies, quand ainsi l'exige la conscience du peuple" :

" (...) - En tant que spectacle, comment t'apparut la corrida de taureaux ? demandons-nous à Ricardo Sanz.

- Je n'avais jamais été à une course de taureaux. J'y fus dimanche, parce que j'avais une représentation : celle des Milices qui luttent contre le fascisme. Et j'y fus, en plus, pour le but du spectacle, Il s'agissait de recueillir des fonds pour poursuivre la lutte contre un de nos plus dangereux ennemis et bien que moi, comme anarchiste, je dois regarder avec répugnance ce que les flamencos ont appelé Fête Nationale, j'y fus en endurant toute la journée et en ressentant une profonde pitié pour tous. Pour les toréadors, pour le public et pour les taureaux. Pour les toréadors, à cause du rôle que la vie leur a réservé; pour le public, à cause de l'idiosyncrasie qui l'amène à se divertir avec le danger du prochain et pour le taureau, le plus noble de tous les éléments qui jouent dans ce spectacle, à cause du harcèlement constant dont il est l'objet de la part des gens montés à cheval, les picadors, ça ne s'appelle pas ainsi ?, des gens à pied, banderilleros et matadors, valets d'arène et du public, celui-là pour moi, le plus victime de tous. Cela dit, je ne suis pas partisan de la suppression par décret, ou par la violence, des corridas de taureaux. Nous, les anarchistes, hommes libres dans toute la valeur du mot, nous ne croyons pas à l'efficacité de la contrainte, Les corridas de taureaux doivent être abolies, quand ainsi l'exige la conscience du peuple, qui, dans tous les sens, est en train de démontrer aujourd'hui tout ce qu'il vaut et tout ce

qu'il ressent profondément. Nous, face aux programmes magnifiques de couleurs, devant les noms rutilants de la tauromachie, nous disons : des livres, des livres, mais avec de la substance, de ceux qui élèvent l'individu et le dignifient. (...) Ce sont les livres, ceux qui doivent avoir le dernier mot, en ceci comme en tout. Cela dit, on peut aller parfois aux taureaux et croire que c'est une chose barbare et niaise. On peut aussi aller dans une église et ne pas croire en elle. Dans les temples, il n'y avait pas avant seulement du fanatisme. Il existait de l'art. "

Des corridas eurent encore lieu jusqu'en 1937 avec le prétexte de festivals antifascistes. Pourtant, la suspension des courses intervint finalement en raison de la fuite ou du passage en zone nationaliste de nombreux toréadors fameux<sup>1</sup>, à cause des problèmes accrus d'alimentation qui conduisirent les taureaux à l'abattoir plutôt que vers les arènes et, en définitive, parce que ce genre de joutes populaires détournait les esprits de la guerre à livrer contre les nationalistes.

Malgré les critiques énoncées depuis les milieux anarchistes et aussi depuis les rangs socialistes, la tauromachie ne disparut donc pas du fait de l'évolution des consciences populaires, mais en raison de facteurs extérieurs et momentanés.

\*  
\*  
\*

1. Des toréadors, après être intervenus dans des corridas de bienfaisance antifasciste, obtenaient un sauf conduit sous prétexte d'un contrat à remplir en France, et disparaissaient. Dans la *Solá*, Ezequiel Endériz publia, dans sa rubrique Le masque et le Visage, une diatribe empreinte d'un machisme très espagnol contre les "petits toréadors" : "Ces petits toréadors, jolis et crâneurs, inventeurs de l'escroquerie de l'habit de lumières qui ont dégénéré leur propre profession en tauréant des chèvres à la place de taureaux, ne pouvaient adopter que l'attitude fasciste. C'est une attitude digne de leur pédérasie habituelle. Ce sont plus des patrons que des artistes. Plus des propriétaires terriens que des toréadors. Plus des comédiens que des bestiaires. " Article publié en 1937 et reproduit par Rafael Abella, op cit, p. 363.

## SPORT, HYGIÈNE

Le sport et l'esprit de compétition qu'il secrète étaient volontiers considérés comme un instrument qui permettait jadis de maintenir les masses dans l' "ignorance".

Durant une partie de la guerre, des rencontres sportives continuèrent à se dérouler, comme des championnats de football et de pelote basque. A noter, au passage, que les cynodromes (pistes de courses pour chiens avec paris) continuèrent à fonctionner.

Comment le sport fut-il jugé, en pleine révolution, par les anarcho-syndicalistes ?

Deux tendances se dégagent à l'égard des activités sportives, l'une qui voit dans le sport le moyen de développer des esprits sains dans des corps sains, et l'autre qui estime que dans les circonstances guerrières de l'époque, la pratique sportive représente un gaspillage d'énergie.

A Ribas de Freser (station balnéaire des Pyrénées), *Pluma Libre* se fit l'interprète des vertus sportives en consacrant un texte au football et un autre aux joies de la natation associées à l'hygiène.

Le nommé Sin Fronteras (Sans Frontières) s'adressant (6 septembre 36) "Aux jeunes en particulier", les mit en garde afin qu'ils optent pour "le sport éthique et rationnel" en ne cherchant "jamais à faire du sport un despotisme", et les rendit attentifs au fait que le livre demeure "le meilleur ami de l'homme" :

" En me dirigeant vers vous, jeunes, ce n'est pas pour vous attaquer sur vos divertissements, bien au contraire, c'est simplement pour exposer tous les préjugés que comporte toute sorte de sport mal compris, particulièrement le football.

Vraiment, personne n'ignore que, durant toute l'activité footballistique, avant que le mouvement factieux, hypocrite et inhumain se soulève, le sport était sa main droite, arme efficace pour le maintien de l'ignorance chez les jeunes et

dans le peuple en général.

En premier lieu, j'aimerais vous dire que tout sport est bon, mais pas comme il l'a été jusqu'à présent. Il est tout à fait nécessaire de se dégager de toute ambition en lui, d'éviter toutes sortes de haines entre les joueurs, qu'ils soient ou non de l'endroit, et seulement de cette façon vous éviterez que le terrain soit un lieu de bagarre entre compagnons pour le transformer en une réunion de frères sans haines ni rancunes. "

Dulas, de son côté, milite pour le projet d'une piscine, en précisant cependant "mais pas pour le *prochain hiver*, [car] c'est le temps des réalités et non des paroles, nous ferons l'appel à temps " :

" Les régimes bourgeois espagnols étaient incapables de percevoir quoi que ce soit en faveur de ce que signifie hygiène, santé et beauté. Ainsi, nous voyons dans les villages et les villes, des maisons qui ont plutôt l'air d'immondes tas de fumiers, sans ventilation, sans lumière, transformées en porcheries malsaines. Nous autres, nous nous proposons d'élever la morale du citoyen. Que ferons-nous en ayant de magnifiques promenades et une campagne luxuriante avec un climat extrêmement sain, si, à ces qualités, nous n'ajoutons pas l'hygiène du corps. Cela donne le vertige de penser que beaucoup de jeunes gens et de jeunes filles de notre temps, sans en redevoir aux aînés, se promènent très arrangés, alors que, sous leurs vêtements, la saleté a l'habitude de régner.

Malheureusement pour nous, les logements ne sont pas à la hauteur de certains pays et l'on ne possède pas les ustensiles nécessaires; pour cela et pour d'autres raisons, nous défendons l'idée d'une *piscine vaste et magnifique*, avant toutes les constructions d'un autre genre.

Y a-t-il quelque chose de comparable à un peuple fort, avec des fils robustes avec un épiderme propre et des corps qui jouissent d'une santé excellente ? Non, mille fois non ! (...)

La silhouette de chaque personne [au soleil et à l'air libre] se dignifie et se perfectionne à un degré maximum, si à cela nous ajoutons le petit exercice, la gymnastique méthodique après le bain. (...)

Enlevons de l'esprit de la jeunesse ces préjugés de chasteté sur l'hygiène, qu'on vienne aux bains de bonne heure et dans une bonne piscine. "

La revue *Al Margen*, bien qu'étant une publication exprimant des points de vue d'individualistes anarchistes, s'étonne (deuxième quinzaine de novembre 37), sous la plume de Cyrano, que, dans ce temps guerrier, des personnes s'adonnent au sport :

" En pleine guerre, il y a encore des sportifs qui gaspillent leurs forces pour passer le temps et le faire passer aux autres. On joue à la boxe, au ballon

et à d'autres sports.

Il me semble que dans les circonstances actuelles, les robustes professionnels du sport ont un lieu plus approprié pour mettre en action leurs qualités ... "

## CADRE DE VIE REPENSE

La tornade révolutionnaire bousculait sur son passage toutes les idées considérées comme reçues, et donc établies.

Le cadre <sup>de vie</sup> n'échappa point à la remise en cause globale du mode de vie sociale. Le principe clef de la mise en commun des moyens de production, de la richesse sociale et des ressources naturelles permit de poser en termes inédits la question de l'habitat.

L'art d'utiliser le sol et de construire pouvait désormais, théoriquement du moins, se développer à l'échelle de tout le territoire et toucher concrètement toute la population. Dans la partie consacrée à l'autogestion, nous verrons les changements survenus dans le fonctionnement de la branche de la construction et les propositions d'une nouvelle architecture. Il est toutefois des mesures tangibles, prises en pleine période révolutionnaire, qui méritent déjà d'être signalées.

Tout d'abord, les loyers connurent une baisse sensible, provenant d'auto-réductions (ou de non-paiements) de la part des locataires. La Généralité chercha à officialiser la situation en édictant, le 12 août 36, deux décrets, l'un qui entérinait la situation de fait, en rendant obligatoire la baisse des loyers dans toute la Catalogne, et l'autre, qui proclamait la dissolution des Chambres Officielles de la Propriété Urbaine. <sup>1</sup>

Le désir intense de *tirer un trait sur le passé* se traduisit de façon spontanée et spectaculaire dans le changement des noms des lieux et des rues.

D'innombrables localités avaient leur nom placé sous le patronage d'un saint;

1. D'après la chronologie établie par Bernard Cattia, qui a traduit et recueilli un précieux ensemble de documents sous le titre "Problèmes de la construction et du logement dans la révolution espagnole 1936-1939".

l'a-religiosité du moment dépouilla de toute référence sacrée ces appellations pour les laïciser.

En Catalogne, les changements portèrent sur un grand nombre de localités.

Par exemple, San Andrés de Palomar (Saint André du Colombier) fut modifié en Armonía del Palomar (Harmonie du Colombier), San Clemente del Llobregat (nom d'une rivière) se changea en Cirerer del Llobregat (Cerisier du L.) ou encore San Adrián del Besós (nom d'une rivière) en Pla del Besós (Plaine du B.).

Dans les villes, le nom des rues et des places connut, bien entendu, une métamorphose, malgré les transformations déjà intervenues en 1931, avec la proclamation de la République.

A Barcelone, un tronçon des Ramblas, qui était dédié à Santa Mónica fut rebaptisé Rambla de la Révolution de Juillet, la place consacrée à l'évêque Urquinaona fut attribuée au pédagogue libertaire Francisco Ferrer y Guardia, alors que la Ronda de San Pedro (Boulevard Saint Pierre) fut dénommée Ronda de Fermín Salvochea (nom d'un célèbre anarchiste andalou), ...

A Vich, pour éviter que la désignation des rues ne soit par trop sujette aux changements des vogues politiques, l'on opta pour l'attribution d'un numéro à chacune des rues, en réservant l'affectation de noms de " personnes méritoires " à des " institutions populaires, comme les écoles, athénées, édifices publics, etc. ".<sup>2</sup>

L'aménagement du territoire devait être revu, à commencer par le développement immodéré des grandes agglomérations.

En ce sens, la métropole catalane était (déjà) considérée comme surdéveloppée et surpeuplée.

Dans un article de *Tierra y Libertad* (13 août 36), " A l'aube sociale tant espérée, Temps nouveaux, problèmes nouveaux ", après avoir rappelé que les concentrations citadines étaient le résultat du besoin de main d'oeuvre bon marché de la part du capitalisme et, par ailleurs, de la construction de grandes oeuvres publiques ( à Barcelone

2. Rubrique "Reflets citadins" : "Nomenclature des rues", Vida Nueva (Tarrasa), 4 février 37.



le métro, l'exposition internationale de 1929<sup>3</sup>), la question de la "décongestion urbaine" est posée dans le contexte du nouvel ordre social :

" DECONGESTION URBAINE.

(...) Les choses sont maintenant en train de changer radicalement. Le contrôle ouvrier n'est pas seulement sur le lieu de travail, mais il doit avoir aussi le droit à l'initiative constructive. La Fédération locale des Syndicats Uniques de Barcelone a le droit de démolir, par exemple, la partie infecte de Barcelone et d'y faire des maisons hygiéniques, construites collectivement et profitables collectivement à la population utile. C'est cela qui est intéressant, comme sont intéressants, en premier lieu, les travaux d'utilité générale, telle que l'urbanisation des quartiers populaires maintenus jusqu'à présent dans une totale négligence, en ce qui concerne la lumière et le pavage, parce que ces attentions étaient réservées aux quartiers de gens aisés. (...)

Barcelone est surpeuplée et beaucoup de régions sont désertes. L'important, c'est de décongestionner la ville en faveur de la campagne et non pas de favoriser l'excessive concentration humaine.

La grande ville est un artifice favorisé par les spéculateurs, étant donné que, à plus grande accumulation de population, plus grande cherté du sol. " 4

3. Voici quelques chiffres au sujet de l'émigration à Barcelone, comprenant les soldes migratoires (s.m.) et l'accroissement naturel (a.n.) de la population.

Périodes	s. m.	a. n.	
1901-1910	57'112	30'080	Chiffres tirés de "Informe económico de Cataluña, Cámara Oficial de Comercio, Industria y Navegación de Barcelona, 1968, p. 66 et cités par A. Balcells, Cataluña Contemporánea II (1900-1936), p. 62.
1911-1920	205'174	2'375	
1921-1930	376'081	75'275	
1931-1940	132'597	-1'360	

4. Sur cette question, voir aussi le texte du "groupe Reclus" : "La décongestion des villes est une nécessité immédiate et urgente", Tierra y Libertad, 1<sup>er</sup> octobre 36.

## EDUCATION ET PEDAGOGIE

*"Dans la conscience de tous, le besoin est latent de transformer une éducation qui s'est avérée impuissante à éviter le massacre actuel et ceux que les impérialismes veulent déchaîner sur le monde. "*

Ruta, 17 octobre 36

La pédagogie a toujours été un thème clé pour les anarchistes. L'individu étant la pièce maîtresse du projet social libertaire, il appartient d'accorder une place très grande à sa formation intellectuelle et culturelle, de manière à favoriser l'éclosion de personnes autonomes et responsables.

Repoussant le *réformisme* politique, les libertaires - en matière d'éducation - sont pourtant d'avis que les nouvelles générations sont à préparer progressivement et dès maintenant, la jeunesse ayant la capacité de régénérer les vieilles mentalités.

Dans la période de bouillonnement révolutionnaire qui fut celle de l'Espagne de la guerre civile, la pédagogie *moderne*, qui avait été mise en oeuvre dans des établissements privés, *alternatifs*, put être introduite dans l'ensemble du système scolaire.

Comme pour toutes les transformations radicales de la vie sociale qui avaient été entreprises, la guerre finit implacablement par imposer sa logique destructrice totalitaire. La pédagogie n'était alors considérée que pour canaliser et orienter l'enthousiasme juvénile.

Avant que les revers militaires républicains n'anéantissent les expériences sociales novatrices, un credo très fort était placé dans l'instruction et dans la culture, et ce, tout particulièrement, dans les milieux libertaires.

Malgré le bruit et la fureur de la guerre, une grande attention fut accordée à la mise en place d'une pédagogie renouvelée.

## CULTE PORTÉ AU LIVRE

Considéré comme l'instrument majeur de la diffusion des connaissances, le livre fit l'objet d'un véritable culte. Le livre est célébré comme la principale arme dans le combat à mener contre l'ignorance, perçue comme un facteur propice au développement du fascisme.

*Pluma Libre*, dans son No 3 (13 septembre 36), consacre toute sa première page à un hymne aux livres, considérant " que l'heure est arrivée d'en terminer avec le vestige de victimes causées par l'ignorance, le livre étant l'arme de poids pour cela ":

### " Livres

Ceci nous cause une grande émotion, toujours et à tout moment, quand nous voyons un livre dans les mains de n'importe quel jeune, parce que nous constatons, avec satisfaction, la louable préoccupation qu'a la jeunesse d'aujourd'hui de vouloir se former une culture pour gagner l'estime de tous et, en même temps, propager ses connaissances acquises avec une volonté inébranlable et une constance de fer pour savoir ou, au moins, avoir une notion plus ou moins concrète des différentes branches qui constituent le savoir humain.

Cela ne nous ennue pas et ne peut jamais nous ennuyer de prêter un livre à qui que ce soit, même s'il nous est rendu complètement abîmé et inutilisable, pourvu qu'il soit abîmé d'être tant lu, de passer de mains en mains; le livre s'est brisé, mais il a été utile, pour beaucoup d'aspirants à l'instruction, de connaître, de se former une opinion claire et concise; en un mot, propre discernement, propre personnalité; toute personne avec ces qualités, c'est incontestable qu'elle est une valeur positive, digne de considération et d'estime pour tous. (...)

En revanche, ceux qui les regardent avec indifférence, ceux qui les traitent indûment, ceux qui méconnaissent ce que représente et ce qu'est un livre, ceux-là sont les jeunes vieux, ceux qui ne battent pas à l'unisson des nécessités du moment. Les rétrogrades ! les incapables de grands gestes et les peureux des grandes entreprises. (...)

Il est admirable, le travail actif que réalisèrent les jeunes libertaires en plein fracas combatif contre le maudit ennemi du livre qu'est le fascisme. Jeunes courageux, défendons et sacrifions-nous avec plaisir pour la culture; dans ces moments critiques de lutte, mettons aussi à côté du fusil le livre comme symbole d'un lendemain heureux, pleins d'espérances optimistes. (...)"

L'amour porté au livre se concrétisa par la création de bibliothèques à l'échelle d'entreprises et de communes.

Par ailleurs, la création de groupes de jeunes libertaires s'accompagnait souvent de la mise sur pied de petits centres culturels de rencontres et d'études.

Le reporter du quotidien de Lérída, *Acracia*, Klein participa à la soirée de constitution du groupe des jeunes libertaires du village de Pobla de Cervol (ou Pobla de C/i'érvoles), situé à environ 60 km au SE de Lérída.

" (...) Pas de discours. Il y eut, ça oui, une parfaite camaraderie. L'on dirait que ces quatorze compagnons ne purent s'accommoder à l'idée d'avoir devant eux tant d'horizon libre.

Cet éblouissement s'observe dans beaucoup d'endroits de Catalogne. C'est une joie contenue par la profonde responsabilité que voient sur leurs épaules ceux qui se sentent responsables; une préoccupation pour le problème de la guerre, pour les collectivités naissantes, pour l'initiative culturelle qui a des difficultés si grandes si l'on doit travailler. (...)

La conversation allait en s'animant :

- Je crois, dis-je, qu'il convient que vous commenciez ici la bataille de la culture.

Acquiescer à cette initiative n'était pas chose obligée, mais sentie. L'accord ne tarda pas à s'exprimer.

- Mais comprenons-nous : il y a une organisation de la culture qui ne peut pas se confondre avec l'organisation ouvrière, La culture n'est pas une chose organique, ni hiérarchique; (...) Personne ne se moque d'un peuple qualifié, ni les gouvernants, ni les bourgeois. (...)

Comme quelqu'un désire fixer des heures d'étude, un camarade dit :

- Que chacun vienne quand il le peut. (...) Dans les heures d'ouverture de la bibliothèque, qu'il y ait la liberté d'y venir. C'est seulement avec la liberté que nous obtiendrons la vocation pour lire et, en plus, l'initiative pour choisir la lecture. Si nous venons lire parce qu'il y a un règlement et que l'on ne peut manquer, nous ne lirons pas avec profit. La lecture doit être volontaire et spontanée. De la même manière que l'on boit quand on a soif, on lit ou on étudie quand l'intelligence a soif. Lire ou étudier, parce que les autres lisent ou étudient conduit à la pédanterie. (...) " 1

La constatation, déçue que la jeunesse ne fréquentait malgré tout pas avec suffisamment d'assiduité les bibliothèques, revient avec fréquence dans la presse anarcho-syndicaliste.

1. Article repris dans *Sembrador*, 27 décembre 36.

A Puigcerdá, par exemple, la commission de la bibliothèque, formée par les jeunesses libertaires, s'adresse à la population pour lui rappeler de ne pas oublier de fréquenter ses salles de lecture :

" (...) Parce que c'est quelque chose que l'on ne s'explique pas que beaucoup de jeunes demeurent dans les cafés des heures et des heures, sans s'intéresser à autre chose qu'à leur verre de liqueur, ou que les jeunes demeurent chez eux comme des nonnes et que la bibliothèque soit vide.

Les camarades des deux sexes ont le devoir de venir à nos centres de culture, où ils pourront se forger une personnalité cultivée et libre, éloignée de toute influence de chapelle ou de croyance de parti. (...) " <sup>2</sup>

Sous l'égide du Département de Culture de la Généralité, un service de livres pour le front fut organisé : " Déjà dans la première semaine d'août 36, le Groupement d'Ecrivains Catalans, qui venait de se constituer à Barcelone, commença à envoyer au front d'Aragon des caisses de livres - romans, poésie, oeuvres diverses - jusqu'à un total de plus de seize mille volumes. La consigne était "Des livres pour le front !" et elle fut suivie par les autres organisations antifascistes. " <sup>3</sup>

Dans le domaine de l'action culturelle, l'organisation Culture Populaire, créée après la victoire électorale de la gauche en février 36, joua un rôle important, au plan espagnol, dans la diffusion de la culture, par l'ouverture de bibliothèques, la préparation d'expositions, le démarrage d'émetteurs radiophoniques et par sa collaboration aux "foyers du combattant" et aux "coins de la culture"; à remarquer également que cette organisation mit sur pied la première discothèque ambulante d'Espagne, dotée de plus de 2'000 disques.

La lutte contre l'analphabétisme parmi les combattants fut entreprise par les Milices de la Culture, fondées par le Ministère de l'Instruction Publique. Les Milices de la Culture firent preuve d'une intense activité éducative, mais soulevèrent les

2. *Sembrador*, 27 décembre 36.

3. Article du romancier Francesc Trabal publié au "début de 1937" dans la revue *Nova Ibèria* (Nouvelle Ibérie) du Commissariat de Propagande de la Généralité; cité par Edmon Vallès, *Història gràfica de la Catalunya autonoma, La guerra*, p. 338.

critiques des anarchistes et de certains républicains, car dépendantes d'un ministère étroitement contrôlé par les communistes, <sup>elles</sup> déployaient un zèle prosélyte excessif dans le recrutement de nouveaux adhérents pour le PCE. Le combat entrepris contre l'analphabétisme fut mené principalement à l'arrière auprès des paysans et des ouvriers de fabrique. Un Corps d'Auxiliaires fut constitué, corps formé de bacheliers, d'universitaires, de diplômés, etc. <sup>4</sup>

Les passions idéologiques rivales exacerbées provoquèrent çà et là d'importantes entorses à l'amour quasi universel porté au livre, par le biais d'une épuration des ouvrages de bibliothèques : mise à l'index ou destruction des volumes.

Ainsi, à Sitges, où le Conseil Municipal, dans sa session des 29 et 30 décembre 36, décida de "faire une révision des livres existants à la Bibliothèque Santiago Rusiñol [principale bibliothèque publique de la ville] et d'en éliminer ceux qui sont de tendance fasciste ou réactionnaire. " <sup>5</sup> A Figueras, la Section d'Art, constituée par le Comité Antifasciste local a pour but de créer " un important musée régional ", mais " une des autres missions plus essentielles de cette Section est celle du contrôle des livres et des Bibliothèques publiques et privées, et, à cet effet, les ordres suivants ont été dictés : ramassage de tous les livres d'aspect religieux et d'auteurs réactionnaires; saisie des bibliothèques particulières des éléments factieux et répartition de ces livres dans les bibliothèques des organisations ouvrières. " <sup>6</sup>

## AUTODIDACTISME

L'hymne au livre célébré dans de nombreux milieux libertaires procède du goût prononcé pour les études effectuées en autodidacte. Le livre permet, en effet, à celui qui fait preuve de suffisamment de volonté et de persévérance d'acquérir par lui-même les connaissances et la culture de son temps. La sensibilité individualiste des anarchistes se retrouve dans l'attitude de l'autodidacte, qui compte sur lui-même

4. Au sujet de l'action culturelle, voir Ramon Safon, *La educación en la España revolucionaria*, pp 58-63.

5. *Full Municipal de Sitges*, 30 janvier 37

6. *Brollador*, 8 octobre 36

pour se forger son propre paysage culturel,

Dans l'article intitulé: L'autodidacte, paru dans *Evolución* (No 1, septembre 37), José Peirats décrit avec ferveur l'effort personnel accompli vers " l'auto-culture " :

" (...) il est intéressant de démontrer le parallélisme existant entre l'individu et l'autodidacte. Celui-ci est aussi un individualiste face aux canons de la culture standard.

Il n'est pas rare que ce soit l'impossibilité matérielle de pouvoir s'abreuver aux sources du savoir organisé qui fasse surgir l'autodidacte. Le quatre-vingt-dix-neuf pour cent du contingent anarchiste est en Espagne un exemple vivant d'autoculture [souligné par moi] . La culture universitaire est inaccessible au porte-monnaie des travailleurs. (...)

La volonté de l'individu, en même temps que ses dispositions naturelles, représentent les matières premières pour les formations individuelles. L'autodidacte est une valeur permanente. Ses connaissances, conquises à la force du poignet dans la lutte contre la nuit de l'ignorance, sont quelque chose d'une solidité capable de rivaliser avec le fragile et superficiel savoir des étudiants immatriculés, fiers et guindés comme des demoiselles, même s'ils portent des pantalons.

Stimulons l'autodidactisme, sans refuser la méthode et le système, la collaboration du professeur apte et compétent et la juste valeur qu'elle représente. (...)"

Pour réaliser son idéal de société acratique, l'anarchisme doit pouvoir s'appuyer sur des individus conscients et responsables, assez maîtres d'eux-mêmes pour être précisément en mesure de se passer de l'Autorité et du Pouvoir.

C'est dans cette perspective que le développement intellectuel-mental des individus revêt toute son acuité.

*¡ Humanismo !*, organe de la CNT et de la FAI de Ripoll et " hebdomadaire de dépassement et de combat ", illustre l'importance de la question en titrant sur toute la première page de son No du 31 octobre 36 :

" Travail et Etude. SANS LA TRANSFORMATION ET LE DEPASSEMENT DE LA CONSCIENCE INDIVIDUELLE, LA VERITABLE TRANSFORMATION SOCIALE N'EST PAS POSSIBLE. "

" (...) Les vieilles et fausses valeurs morales et intellectuelles se sont effondrées à cause de notre poussée rénovatrice et parce qu'elles représentent les fondements qui soutenaient, avec leur fausse culture et leur ignoble morale, les mentalités ignorantes et incultes, en les modelant au gré du privilège et du pouvoir,

qui annulaient en elles tout geste viril et revendicatif. (...)

Il faut tout rénover. Il faut principalement rénover les consciences au moyen de l'étude et de l'amour, pour les rendre dignes et méritantes d'une vie meilleure et plus en harmonie avec la science et le progrès.

Travailleurs, travaillez sans repos et étudiez pour vous perfectionner et le monde sera vôtre. (fin) "

L'homme nouveau qui forgera une société d'émancipés doit être un homme instruit.

Le Dr Félix Martí Ibañez, avec son enthousiasme coutumier, en dresse le portrait :

" La société future a besoin de créer un homme nouveau. Un travailleur manuel, mais doté d'une vaste culture générale et d'une profonde connaissance technique de son travail. Un ouvrier intellectuel qui possède des manuels la constance, la simplicité, l'abnégation et les autres vertus civiques du prolétariat. (...) " <sup>7</sup>

7. Article Aube prolétarienne, Poing et Front dans la Nouvelle Ere, *¡¡Muestro !!*, No 1, 1<sup>e</sup> avril 37.



## LE C.E.N.U.

*Si la révolution française de 89 est connue comme la Grande Révolution et elle l'est pour avoir proclamé les droits de l'homme, la nôtre sera la Révolution Suprême, parce qu'elle proclame les droits de l'enfant, établissant l'unité de la vie, et elle fera que jamais plus il n'y ait des âmes d'esclave ni des âmes de tyran.*

Juan Puig Elias

(conférence radiophonique, septembre [?] 36)

En Catalogne, le fait saillant en matière pédagogique fut la création du CENU (Conseil de l'Ecole Nouvelle Unifiée).

C'est par décret, en date du 27 juillet 36, que la Généralité fonda ce nouvel organisme - " inspiré des principes rationalistes du travail et de la fraternité humaine " - et destiné à restructurer l'enseignement dans la Catalogne révolutionnaire.

En conformité avec son poids majoritaire dans cette province, la CNT eut le rôle prédominant au sein du CENU et, en accord également avec son souci d'une composition *démocratique* des nouveaux organes de régulation de la vie sociale, la centrale anarcho-syndicaliste, à l'instar du Comité Central des Milices Antifascistes, veilla à une participation large et équilibrée des autres formations antifascistes.

Dans le CENU, les postes clés revinrent d'abord aux représentants des deux grandes centrales syndicales, soit à la CNT (respectivement au Syndicat des Professions Libérales) et à l'UGT (à la Fédération Espagnole des Travailleurs de l'Enseignement, en Catalogne la Fédération Catalane des Travailleurs de l'Enseignement).

Le CENU était constitué de six secteurs, qui correspondaient à l'enseignement primaire, secondaire, supérieur, technique, professionnel et artistique, le tout étant chapeauté d'un comité exécutif.

La présidence du comité exécutif revint à un CNTiste, Juan Puig Elias, président de la section culturelle de la CNT, disciple de Francisco Ferrer et directeur

de l'école Nature. <sup>1</sup>

L'objectif central du CENU était la mise en place d'une école unique de caractère public, fondée sur les principes de gratuité, de laïcité et de mixité, afin de créer le cadre pédagogique cohérent qui accompagne l'enfant dès son entrée à l'école jusqu'à son incorporation dans le monde du travail; la constitution du CENU devait permettre la scolarisation complète (et obligatoire) de la jeunesse, en prévoyant, par ailleurs, la disparition de l'enseignement privé, contrôlé principalement par l'Eglise.

Dans un texte de présentation du CENU, "l'enfance rachetée", le principal artisan du projet, Juan Puig Elias, plaide, à l'aide d'images volontiers bucoliques, pour une école émancipatrice de l'enfant et se gardant de vouloir lui imposer tel ou tel dogme politique.

" (...) Qu'est-ce que l'Ecole Nouvelle ? ... Que veut l'Ecole Nouvelle ? ...

(...) Que tous les centres d'enseignement aujourd'hui divisés en primaire, secondaire, supérieur, écoles spéciales possèdent la coordination d'une oeuvre unique, dans laquelle l'enfant, selon ses facultés et ses goûts, se transforme graduellement en un homme producteur (métier ou études),

Un travail toujours utile à lui-même et à la société.

Ni école ouvrière, ni école bourgeoise, l'Ecole Nouvelle Unifiée, dans laquelle chaque enfant, par le seul fait d'être né, ait le droit que l'école soit pour lui une mère intégrale qui nourrit son corps, son coeur et sa pensée, jusqu'à ce qu'il arrive à être un homme qui soit en mesure de se suffire à lui-même. (...)

Chaque secte et chaque parti a désiré modeler l'âme de l'enfant selon ses goûts et ses dogmes.

Ainsi se sont formées des ouailles sans jugement propre qui ont changé de couleur politique, sociale ou religieuse, mais qui ont conservé le même sentiment gré-gaire et la même structure morale,

L'Ecole Nouvelle, en revanche, affirme que l'enfant est le bouton de la fleur, qui, en s'ouvrant, doit avoir une couleur et un parfum propres; elle repousse de la même façon la prétention de peindre les pétales de la rose que celle de déformer le monde

1. La escuela Natura, installée à Barcelone dans le quartier du Clot, était fréquentée par environ 300 élèves, issus des couches modestes, souvent anarchisantes, et qui payaient un écolage très bas. Cette école *alternative*, appelée également La Farigola, était fort estimée dans les milieux libertaires. Vers le début de 1937, cette école déménagea dans le quartier de Guinardó et prit le nom de La Torre dels Pardals. Les élèves de l'école publièrent le bulletin ronéotypé *Revista Natura*. Un portrait, très élogieux, de J. Puig Elias fut publié dans *Mi Revista* (1<sup>e</sup> janvier 37).

aux possibilités illimitées de chaque enfant en le moulant au goût de n'importe quel couleur ou secteur.

Nous désirons entourer l'enfant, l'Ecole Nouvelle entourera l'enfant d'une atmosphère physique et morale qui soit pour lui ce que la terre bien labourée, l'eau et le soleil sont pour la plante et la fleur, (...) " 2

Pour mettre en pratique son slogan - Aucun enfant sans école et aucune école sans maître - , le CENU réquisitionna de nombreux édifices, comme des villas, des couvents, des appartements ou des grands locaux. Un groupe d'architectes, en collaboration avec les syndicats de la construction, réalisèrent fort rapidement les transformations nécessaires. Un matériel scolaire moderne fut introduit dans les classes et les tables, par exemple, furent conçues pour être occupées individuellement.

L'effort de scolarisation semble considérable, si l'on en juge par les chiffres à disposition, ici recoupés : en Catalogne, la population scolaire passa de 127'000 élèves, chiffre de la veille de la guerre civile, à 200'000 élèves en 1937. A Barcelone, après 5 mois d'existence, le CENU annonçait la création d'écoles pour accueillir un effectif de 50'000 enfants.

Même si ces données sont gonflées ou exagérément optimistes, elles n'en illustrent pas moins le vaste travail entrepris afin d'ouvrir de nouvelles écoles.

\*  
\*  
\*

Un problème épineux se posa pour mener à bien la réforme scolaire entreprise, celui des maîtres : " Nous pouvons dire, sans figure de rhétorique que les maîtres sont les piliers de la Révolution. " <sup>3</sup> Le déclenchement de la guerre avait dispersé les enseignants, certains luttant sur le front. Les maîtres disponibles, diplômés ou non, furent appelés à la rentrée scolaire et à mi-octobre de nouvelles nominations eurent lieu. Leur traitement fut sensiblement augmenté et en janvier 37, un certificat d'aptitude pédagogique légalisa la situation des titulaires.

2. Conférence radiophonique, dont des extraits furent repris dans A.N.P.P., Bulletin de l'Association Nationale des Professeurs Privés, septembre 36, dans *Mi Revista*, 15 octobre 36 et dans *Revista Natura*, décembre 36.

3. *La Veu de Catalunya*, 23 décembre 36, éditorial Maîtres et professions libérales.

Les deux centrales syndicales encadraient les enseignants. Contrairement à l'UGT qui, depuis longtemps, regroupait les enseignants, la CNT, jusqu'à la guerre civile, n'eut pas de véritable section accueillant les pédagogues. Ainsi, au Congrès de Saragosse, en mai 36, le Syndicat des Professions Libérales, où se trouvaient des enseignants, ne réunissait qu'un nombre total de 230 membres. La crainte d'un corporatisme étroit, du réformisme et d'une participation à la bureaucratie scolaire motivaient ce vide syndical, que l'historien Pere Solà analyse judicieusement : " Jusqu'à un certain point, l'on peut expliquer l'absence d'une organisation de maîtres étatiques anarchistes : une organisation qui milite pour la destruction de l'Etat ne pouvait accroître et défendre les intérêts corporatistes des (précisément !) fonctionnaires étatiques ... Nous verrons comment dans cela, comme dans d'autres aspects, l'organisation confédérale se montre peu conséquente après juillet 1936 ... " <sup>4</sup>

Le Syndicat CNT des Professions Libérales connut, par le poids des anarcho-syndicalistes dans les rouages de la nouvelle société, une croissance importante.

Le Congrès régional des Syndicats de la CNT, réuni à Barcelone, à fin février 37, afin de discuter de la réorganisation des syndicats sur la base des industries, définit quelles catégories professionnelles pouvaient désormais faire partie de ce nouveau "Syndicat de l'Enseignement et des Professions Libérales" :

" Professeurs d'école primaire. Idem d'école secondaire. Universitaires. Education musicale. Langues. Education physique. Couture. Beaux-Arts. Ecole d'Arts et Métiers. Science pure. Ecrivains. Employés de bureau (fonctionnaires de la culture). Avocats. Garderies. Résidences (orphelinats). Colonies scolaires. Section divers. " <sup>5</sup>

L'essor syndical dans cette branche se concrétisa, en juin 37, par la constitution de la Fédération Nationale des Syndicats de l'Enseignement (CNT).

La guerre accrut le développement des colonies scolaires, situées hors des grandes villes. Il fallait éloigner les enfants des périls de la guerre et les mettre à l'abri des restrictions alimentaires. La Catalogne et le Levant, de par le

4. Pere Solà, *Las escuelas racionalistas en Cataluña (1909-1939)*, p. 185.

5. José Peirats, *La CNT en la revolución española*, Tome II, p. 43.

nombre élevé de réfugiés que ces deux régions hébergaient, regroupèrent la majorité des 560 colonies qui existèrent dans le camp républicain.

En octobre 36, par voie de décret, le CENU élargit ses attributions à l'ensemble des activités de la culture.

\*  
\*\*  
\*

Deux reportages effectués dans des écoles du CENU (implantées dans des immeubles saisis) offrent de vivantes indications sur le sens et la portée des transformations scolaires accomplies. Bien qu'il s'agisse d'établissements à caractère pilote, les propos des enseignants interrogés possèdent un caractère général quant aux expériences entreprises.

L'un des articles, *Mi Revista*, 1<sup>er</sup> avril 37, est consacré à une école de Barcelone, située dans un ancien édifice de la Lliga, au confluent des rues Claris et Mallorca. Ce centre scolaire compte 700 élèves pour trois maîtres et sept maîtresses.

Le reporter, qui signe "un vieux Cénétiste", s'entretient avec la directrice du collège, Violeta Fernández :

" - (...) Nos classes sont fréquentées par des enfants de familles modestes qui, dans le temps, avant le soulèvement militaire, allaient au même collège que les enfants de familles de position sociale, mais dans les classes appelées de "charité", sujets à toutes sortes de vexations et humiliations. Donc, actuellement, ces garçons et ces filles se trouvent dans les mêmes classes, ce qui équivaut au triomphe de l'équité, ce dont se rendent parfaitement compte les petits en voyant disparaître certains odieux privilèges, sans, pour autant, avoir recours à aucun procédé extrascolaire, ni contraindre en aucune manière l'intelligence infantine. Ce sont des choses qu'ils ont vécues et vivent et parce que ce sont des choses qui font partie de leur vie, ils savent en tirer toutes les conséquences, impossibles à obtenir par aucun autre procédé, pour qu'ils se rendent parfaitement compte de l'équité sociale.

- ... ? [Parfois, dans les interviews, les questions ne sont pas reproduites, mais symbolisées par trois points, suivis d'un point d'interrogation.]

- La coéducation a servi aussi pour tourner en ridicule tous les faux préjugés d'avant, car elle a démontré la permanente source d'enseignements qu'elle introduit, principalement dans cette période où se rencontrent, dans une classe, des garçons et des filles mal préparées à cause de la crainte infondée répandue par les partisans de l'école traditionnelle.

- ... ?

- Les garçons et les filles de nos classes jouissent d'une large liberté dans tous les sens, dans une limite prudente, imposée de manière douce et indirecte par les professeurs, ce qui fait qu'ils [ les enfants ] se considèrent eux-mêmes comme partie intégrante de la classe et qu'ils ont le sens de la responsabilité.

- ... ?

- Notre école a des salles spacieuses et modernes, La lumière et le soleil sont des facteurs importants pour la vie de l'école; mais notre désir est d'élargir le rayon d'action de l'enseignement, en l'orientant vers un complet éloignement de la vie scolaire intellectuelle, en la basant uniquement sur la vie de la Nature, dont on peut tirer les meilleurs enseignements et au moment opportun.

- ... ?

- Pour atteindre cela, nous avons beaucoup de projets; et si les circonstances nous sont favorables, un jour prochain, notre désir est de donner l'enseignement d'une manière normale et spontanée en pleine Nature, en gardant l'école uniquement comme atelier ou laboratoire de ce qui s'est appris durant la journée, transformée en lieu de travail et d'expérimentation.

- ... ?

- Il a disparu, ce respect formaliste et inquisitorial dont s'entouraient, devant les petits, les anciens professeurs religieux, tout idiots qu'ils fussent. Le nouveau maître, avec toute sa dignité, conscient de sa mission délicate, ressent une véritable tendresse pour ses petits. Humanisme pur, sans fiction.

La directrice nous a dit très courtoisement :

- Pas de règlements, ni de normes qui signifient étroitesse et rigidité. Les professeurs sont libres, et tous, sans lier leur propre caractère, se sont imposés, comme impératif de leur conscience, cette consigne : Respecter, aimer et enseigner avec plein d'enthousiasme aux futurs hommes de demain,

Et elle a ajouté avec une satisfaction sincère :

- Plus qu'une sélection de maîtres, nous constituons un groupe de camarades; tous, nous nous aidons fraternellement, sans faire des manières, ni rangs de facultés. (...) "

Le reporter s'entretient ensuite avec un maître nommé Ollé, qui s'occupe d'une classe de 57 élèves; l'enseignant inflige "la sanction maximale" à un garçon qui, durant trois jours, n'avait pas fait ses leçons (problèmes de racine cubique).

" - Demain, tu ne viens pas à l'excursion collective - gémit tristement Ollé, bon psychologue, regrettant de recourir à la peine maximale.

Le puni se montrait déçu, abattu, mais serein. Il savait que ceci se méritait et bien plus, "

Le reporter demanda alors clémence au maître pour ce "si brave indolent"; "Ollé nous comprend et nous dit très sérieux : - Nous verrons .., "

L'autre reportage, paru dans *Ideas* le 29 décembre 36 et signé par Abella et Alonso, décrit la marche de l'"Ecole Moderne de Hospitalet".

Dans cette ville de la périphérie sud de Barcelone, le CENU est formé de trois membres de la CNT, trois de l'UGT et trois de l'E.R.C. .

Au local du CENU, un représentant de la CNT et un de l'UGT précisent la nature des changements pédagogiques intervenus :

" (...) Depuis le premier moment, ces trois organisations furent tout à fait d'accord quant à l'esprit qui devait guider la Nouvelle Pédagogie, faisant passer avant tout intérêt idéologique et tactique qui caractérise chaque organisation, l'intérêt de l'enfant, homme de demain et base de la Société Future.

Après quelques réunions, l'on approuvait à l'unanimité un plan d'enseignement présenté par les représentants de la CNT et qui était tout à fait en accord avec les idées rationalistes du fondateur de l'Ecole Moderne, Francisco Ferrer y Guardia. (...) L'on convoqua tous les maîtres de Hospitalet, aussi bien les municipaux, les nationaux que les particuliers, pour les informer de la création du CENU et de la nécessité que tous s'y inscrivent en suivant leurs orientations et déterminations. Il y eut unanimité de jugement. (...)

- Quel est l'effectif scolaire de Hospitalet ?

- En tenant compte que l'âge scolaire est compris entre cinq et quatorze ans, il y a à Hospitalet 8'000 enfants.

- Vont-ils tous déjà à l'école ?

- Pas encore. Nous devons tenir compte qu'avant le 19 juillet, environ 4'000 enfants fréquentaient les centres scolaires; par conséquent, il y en avait 4'000 autres privés d'assistance scolaire. Nous avons réussi à en placer plus de deux mille et nous avons bon espoir, que dans quelques mois, nous n'aurons plus un enfant qui déambule dans les rues. (...) Pour le moment [fin décembre 36], nous avons déjà créé 10 groupes scolaires, avec plus de 50 salles au total.

- Le CENU de Barcelone prend-il en charge les honoraires des maîtres ?

- Nous pensions cela dans les premiers temps, mais la Généralité, pour des raisons qu'elle seule connaît, ne nous a pas encore donné un centime. Devant ce fait, nous nous sommes pas effrayés et, bien qu'avec beaucoup de difficultés, nous sommes en train de nous tirer d'affaire, la Municipalité payant les honoraires des maîtres et toutes les dépenses qu'occasionne l'accomplissement du programme du CENU. "

Les reporters visitent le groupe scolaire qui réunit "les meilleures conditions", le groupe baptisé, bien sûr, du nom de Francisco Ferrer et qui "est enclavé dans un véritable bois" et "ressemble à un petit château d'une légende mythologique" :

" En entrant dans son enceinte, nous surprenons une classe à l'air libre. (...)

Quand ils se rendent compte de notre présence, les petits désirent que nous les photographions et devant les promesses que nous le ferons après, ce sont de bons petits et ils nous permettent de faire une "photo" *au naturel* de la classe à l'air libre. Rapidement, nous fraternisons avec tous. Les enfants se donnent de la peine pour nous montrer leurs travaux. Tous désirent savoir s'ils le font bien, étant donné qu'à personne il ne vient à l'esprit de demander s'ils le font mal. De là, nous déduisons l'esprit de dépassement que ressentent les enfants, étant donné qu'ils ont une idée du bien et du mal. A tous, nous répondons qu'ils le font bien, mais que l'effort est nécessaire pour se dépasser. (...) "

Une institutrice expose le programme d'enseignement, en mettant l'accent sur l'importance du dessin, du jeu et des excursions :

" [Dans le premier degré], l'enseignement est éminemment [sic] verbal, à base de narrations, de contes et de leçons de choses. Ils pratiquent le dessin spontané, sans méthode, reflétant sur le papier toutes les idées graphiques qui leur viennent à l'esprit, ce qu'ils font avec délectation. (...) [au deuxième degré] , ils continuent à pratiquer le dessin spontané. (...) [au troisième degré] , le dessin est spontané et appliqué. On les initie à la rédaction libre. Et, enfin, nous avons le quatrième degré, où les études sont générales. (...) Là, ils lisent, écrivent, rédigent, résolvent des problèmes arithmétiques, ils commentent les lectures. Les sciences naturelles ont la prédilection, Zoologie, Botanique, Minéralogie, Art, Anatomie et Physiologie, Hygiène, Astronomie, Orthographe, Grammaire, Histoire et enfin tout ce qui constitue un élément pour déterminer une culture rationnelle, bien qu'elle soit primaire, mais avec la solidité suffisante pour faire de l'enfant un homme bon, sain et intelligent.

Le jeu, nous le pratiquons à tous les degrés, car nous savons l'énorme influence qu'il a sur l'enfant. Nos jeux sont des leçons et, sinon, ils nous servent à nous les maîtres, en notre qualité d'observateurs, pour connaître l'enfant, puisqu'alors, il se montre tel qu'il est. Le jeu est donc un précieux auxiliaire de la pédagogie et un instrument pour faire des déductions psychologiques, qui aident à connaître la personnalité de chaque enfant, déterminant ses goûts et connaissant ses défauts. Selon ce qu'est chaque enfant, comme tempérament ou comme sentiment, il sera nécessaire d'avoir avec lui une ligne de conduite particulière.

Nous pratiquons aussi l'excursionnisme. Les enfants ressentent pour lui une véritable vocation. Les jours où l'on part à la campagne sont des jours de bonheur pour les petits. Au contact de la Nature, il semble qu'ils reviennent à eux et la joie que procure une liberté à l'état vierge est comme une réminiscence de notre primitivisme. Nos excursions sont profitables, non seulement dans l'aspect hygiénique, mais aussi dans l'aspect éducatif. (...) N'importe quel objet est matière d'étude et en nous aidant de l'harmonie de la Nature, nous faisons s'éveiller chez l'enfant le sentiment de l'esthétique et de la poésie, qui sont symboles du juste et du beau. Une fourmillière



re nous sert de base pour leur donner des leçons de sociologie et sans qu'ils s'en rendent compte, nous les préparons à être solidaires. (...) "

\*  
\*  
\*

Le CENU, sous couvert d'efficacité pédagogique, publia un rapport sur "l'enseignement pour les anormaux". Le plan prévoyait un contrôle, une classification dans le sens d'une médicalisation de tous les élèves :

" (...) L'idée de base du projet réside dans la création de grands services de consultation médico-pédagogiques - un pour cinq mille enfants - dans lesquels des médecins spécialisés établiraient la fiche de chaque élève, en faisant constater sur celle-là ses prédispositions et antécédents héréditaires, ses possibilités physiologiques, etc., etc., c'est-à-dire la fiche biologique comprenant aussi la partie mentale à la charge d'un pédagogue-psychologue et d'un visiteur hygiéniste. Un service de consultation sur quatre pourrait disposer d'un spécialiste dentiste, un oculiste, un psychologue, un psychiatre et un oto-rhino-laryngologiste.

Tous ces centres de consultation médico-pédagogiques constitueraient des laboratoires pour l'observation périodique des enfants. Les petits seraient examinés deux ou trois fois par année scolaire dans le but de contrôler les variations à faire figurer dans les fiches s'y rapportant. (...) "

Ce système prévoyait l'établissement de groupes spéciaux pour enfants retardés mentaux ou légèrement anormaux afin de compenser leur retard relatif et, par ailleurs, envisageait des institutions spécifiques pour les anormaux mentaux, les anormaux du caractère, les sourds-muets, les épileptiques, les tuberculeux, etc.

Si l'adoption de moyens et de méthodes différentes pour des enfants connaissant des difficultés se comprend aisément, il n'en va nullement de même - d'un point de vue libertaire - pour la démarche qui consiste à mettre systématiquement en fiches chaque élève.

A relever qu'au fichage prévu dans le monde scolaire succédait le fichage professionnel dans le monde du travail, par le biais du carnet syndical ou de producteur, l'individu *tutellisé* étant suivi à la trace son existence durant.

\*  
\*  
\*

Du fait du climat régionaliste et autonomiste de la Catalogne, les méthodes pédagogiques modernes furent reçues avec intérêt comme pour se démarquer des conceptions plus traditionnelles défendues par l'Etat central. Dans les années 1930, la Catalogne était à l'avant-garde des idées pédagogiques et c'est dans cette province que les théories éducatives du français Célestin Freinet avaient fait le plus d'adeptes.

Avec l'institutionnalisation des nouvelles pratiques pédagogiques dans le cadre du CENU, le passage de l'ensemble du corps enseignant aux nouvelles méthodes scolaires n'alla pas sans embûches.

Ainsi, la fin du statut traditionnel du professeur, entouré de marques extérieures de déférence, ne fut pas du goût de tous les maîtres, si l'on en juge par l'indignation exprimée dans l'hebdomadaire *A la Luoha* (12 février 37) où, en gros caractères, le conservatisme de certains enseignants est stigmatisé :

" Il est dénigrant qu'en pleine Révolution, il y ait des professeurs qui veulent encore continuer à se faire appeler pompeusement "messieurs". C'est dénigrant et honteux. "

La mise en place de la nouvelle organisation scolaire se heurta parfois à des écueils. "Un délégué du CENU" à Tortosa se fit l'écho de la déception de la population en écrivant dans *Oriente* (29 octobre 36) l'article "Quand fonctionneront normalement les écoles ? ". La coordination administrative entre Barcelone et les CENU régionaux avait des lacunes, les charges et les compétences semblant mal définies.

" (...) Nombreux sont les maîtres et maîtresses qui se trouvent en condition de diriger des écoles, mais remplis du doute de ne pas savoir qui leur garantit un salaire avec quoi vivre, ils demeurent en inactivité, malgré leur volonté.

Le peu d'entre eux qui exercent relativement, à peine s'ils peuvent se rendre utiles, à cause du grand nombre d'élèves qui fréquentent leurs classes.

Tout cela, à part d'autres confusions dans le domaine moral et pédagogique, fait que, parmi les maîtres, règne un véritable et complet mécontentement.

D'autre part, les réclamations générales des parents au sujet du manque d'attention dans lequel se trouvent leurs enfants, étant donné le nombre considérable d'enfants qui fréquentent les écoles, nous épuisent, nous les délégués du CENU, car à cause du confusionnisme - disons-le ainsi - dans cette question, nous ne savons pas à quoi nous en tenir, ni ne pouvons délibérer, en raison des facultés limitées qui nous sont concédées par le CENU central. (...)

Le changement du système scolaire donna la possibilité aux parents d'intervenir et de participer plus directement dans la marche des écoles.

Dans le cas qui est relaté par *Brollador* (Source, 8 octobre 36), les habitants du village de Orriols - par le Syndicat et le Comité - communiquent leur protestation "aux compagnons de l'Ecole Nouvelle Unifiée de Figueras" au sujet de "l'immoralité" des deux maîtres, qui de 1917 à 1936 se sont occupés des élèves de la localité :

" (...) Faites bien attention, corruption sexuelle; le premier était marié et cherchait les femmes des autres - et il faut tenir compte que dans un village qui vivait dans la plus complète innocence - tout était pour lui. Ses préférences ne se limitaient pas au sexe féminin et les enfants ne faisaient pas non plus exception; seulement avec ceux-ci, il agissait à une beaucoup plus grande échelle, arrivant à un tel extrême que beaucoup de parents se virent obligés d'amener leurs enfants aux médecins de Barcelone. (...)

En 1929, il y eut un autre maître dégénéré (...); la dégénérescence de celui-là arrivait à un tel extrême, qu'il abusait des enfants du village et même de ses propres enfants.

Alors, le village protesta, mais il put s'en tirer; quant à la justice, elle ne fit rien. (...)

Ces doléances des villageois se terminent par la demande de nomination d'une commission d'enquête, le village préférant encore être quelques mois sans école que de voir cet instituteur travailler dans le cadre du CENU.

La rédaction de *Brollador* commenta ce texte en mettant l'accent sur la "délicate tâche" que représente "l'épuration" de certains professeurs.

## UNIVERSITÉ

L'université était également englobée dans le plan du CENU. L'idée centrale de la réforme universitaire était d'ouvrir l'institution afin que les couches naguère défavorisées, les milieux populaires, puissent accéder aux études supérieures.

Le voeu que la culture appartienne désormais au peuple est exposé dans l'article de C. Canal, *Inquietud* (28 février 37), "En faveur de la Culture et du Maître" :

" (...) Tout, absolument tout, dépend de la culture. (...)

Le moment est arrivé dans lequel tous les hommes pourront savoir; les Universités et les Instituts ne nous seront plus défendus; ils sont à nous, complètement à nous; et maintenant, nos professeurs, ceux qui ont rêvé d'une société pleine de splendeur, pourront y prêcher à leur aise, sûrs qu'ils seront écoutés et que l'on profitera de ce qu'ils expliquent. L'on ne poursuivra plus un maître parce qu'il est idéaliste. (...) "

À Barcelone fut créée "l'Université Populaire" sous l'impulsion des Jeunesses Libertaires et de divers groupes culturels prolétariens. Cette université était soutenue financièrement par les syndicats et par les organismes officiels et entretenait des relations avec l'université officielle, dans le sens d'une structuration en commun des programmes. Au début de l'automne 36, l'Université Populaire s'occupait principalement de l'organisation de cours pour les ouvriers, mais dans un autre esprit que ceux que patronnaient auparavant l'"Université bourgeoise".

"L'École Officielle du Travail" (appelée aussi "Université Industrielle" ou encore "Université du Peuple") fonctionna également à Barcelone. Des liens étroits souhaitaient être tissés entre les écoles techniques, l'Université et les branches d'activités syndicales.

Cette institution multiforme qui préparait aux professions industrielles, artisanales et agricoles est ici décrite par Lorenzo Brunet, qui y enseignait le dessin et la couleur :

" (...) Notre Université Industrielle est un modèle d'institutions modernes et un grand centre de culture populaire, dont font partie l'École de Travail pour Ou-

vriers et Maîtres industriels, l'Ecole professionnelle pour Ouvriers et Maîtres artisans, l'Institut d'orientation et de sélection professionnelle pour toute classe de techniciens, l'Institut de perfectionnement et de recherche de l'Ecole d'Experts et Techniciens industriels. "

Les étudiants étaient formés dans un esprit de pragmatisme et d'efficacité :

" Nous avons besoin de toute urgence d'hommes préparés et instruits pour donner un élan à nos richesses et entreprises. Les anciennes méthodes dans le travail éducatif doivent être abandonnées, avec lesquelles l'élève passe des années avec des textes qui, au lieu de l'instruire et d'éveiller son intelligence, l'assomment et il n'apprend rien. (...)

L'on vise à la formation d'hommes intelligents et pratiques, non à celle d'intellectuels rêveurs. (...) " 2

Au travers des journaux d'étudiants anarchistes, comme *Evolución* (Organe Régional de la Fédération Estudiantine des Consciences Libres) ou *Fuego* (Organe Régional de la Fédération Ibérique Estudiantine Révolutionnaire), le profil et les préoccupations de l'universitaire libertaire se dessinent avec netteté. L'étudiant anarchiste se doit d'être volontariste, appliqué et au service de la communauté.

Selon son secrétaire (*Evolución*, septembre 37), la Fédération Estudiantine des Consciences Libres incarne "l'esprit rebelle et iconoclaste de l'étudiant" :

" (...) Nous rendons tribut à l'Art et à la Science; la libre-pensée est notre norme. Nous sommes la négation de l'Etat et du Capital. Le désir ardent de Culture nous anime; la mettre au service du peuple est un devoir. C'est pourquoi nous abominons la politique. Elle est l'antithèse du Progrès, parce qu'elle revalorise l'oppression.

Nous avons un symbole : LE LIVRE. Nous avons un drapeau : LA LIBERTE. Nous avons un but : L'ANARCHIE. (...)

Une année après le début de la révolution, le ton des étudiants libertaires est à l'amertume. Les nouvelles autorités académiques cherchent à ignorer les projets de changements et le Ministère de l'Instruction Publique, dirigé par le communiste Jesús Hernández, a imposé le paiement des immatriculations, qui sont 100 % supérieures

1. Voir l'article de *La Noche*, 21 septembre 36, "L'Université Populaire; un titre présuppose une capacité; les programmes se structurent par les Comités des deux Universités; tous les peuples, races et langues auront leur place dans l'Université Populaire."

2. *Mi Revista*, 15 décembre 36; article repris par *Tiempos Nuevos*, mars 37.

à celles de l'époque antérieure au 19 juillet :

" Aujourd'hui, après tout le temps écoulé depuis ce geste mémorable, certains tiennent à ressusciter toutes les tares qui corrompaient l'ancienne société et qui étaient la cause du malaise général de la classe ouvrière, et ce sont précisément ceux qui, durant quelque temps et jusqu'à aujourd'hui, se font appeler "camarades". " 3

L'on note parmi les considérations des étudiants anarchistes, le souhait fermement exprimé de se démarquer de l'image classique de l'étudiant, celui d'un fils à papa, regardant de haut l'ouvrier et qui, grâce à l'argent, parviendra à amasser des connaissances.

*Fuego* (mai-juin 38) essaye d'inclure l'étudiant parmi le monde des travailleurs en insistant sur la nature utile et sociale de l'activité académique :

" (...) L'étudiant est un être qui travaille. Il travaille ? Oui, il travaille avec l'intellect. Etudier, c'est travailler. C'est préparer des hommes conscients, soutiens de la nouvelle société, sans classes, ni culte. L'étudiant est un être social, préluant de l'intellectualité de l'avenir. L'étudiant, être social, doit forcément se rattacher au milieu ambiant qui l'entoure. (...)

Notre idéal est clair : nous luttons pour une Culture libre de tout joug politique. (...)

"Un étudiant ouvrier révolutionnaire" résume la devise des "Etudiants Révolutionnaires" :

" Vivre pour étudier, étudier pour lutter, lutter pour vivre.

Aspirations : la VIE

Buts : l'HUMANITE

Armes : la CULTURE et la RAISON

Nous acceptons, dans les moments actuels, la discipline et la guerre, comme des armes qui ouvrent notre chemin de Liberté, non comme des instruments homicides.(...)'

\*  
\*  
\*

La profonde campagne éducative lancée sous l'impulsion du CENU toucha également les adultes.

A fin juillet 36 (le 30), *Tierra y Libertad* en appelle déjà à la création de

nombreuses écoles pour faire échec à l'analphabétisme :

" Des écoles, des écoles !

Quinze, vingt, trente mille écoles populaires libérées du patriotisme et de religion !

Et ne pas les limiter aux mineurs, C'est un malheur qu'il y ait un pourcentage énorme d'analphabétisme parmi les adultes, Cette dette avec l'analphabète, il faut la payer. L'adulte peut apprendre en un trimestre à se suffire à lui-même afin d'entrer comme lecteur dans la vie de la culture,

Pour l'adulte aussi, il doit y avoir des écoles. Des écoles pour tous ! (...)

La liberté populaire a les mains libres pour empoigner le livre quand il ne faut pas empoigner l'arme. (...) "

L'enseignement pour les adultes semble avoir été organisé principalement par les syndicats. A Tarrasa, ce fut la Fédération locale des syndicats CNT, en accord avec les professeurs de l'École F. Ferrer, qui mit sur pied un cours d'arithmétique et de grammaire destiné à "tous ceux que les nécessités et les exigences de la vie bourgeoise avaient arrachés de l'école. " <sup>4</sup>

4. *Vida Nueva*, 21 avril 37.

## ENFANTS ET GUERRE

Dans quelle mesure les enfants peuvent-ils demeurer en marge, en retrait d'une conflagration guerrière, au surplus lorsqu'il s'agit d'une guerre civile ?

Du côté nationaliste, on désirait officiellement mêler les enfants au conflit, en les préparant paramilitairement et en incluant des considérations directement idéologiques dans les programmes scolaires. Le gouvernement nationaliste agissait en la matière à la façon du fascisme mussolinien.

Dans le camp républicain, l'attitude adoptée envers la jeunesse est moins claire. Si les enfants n'y sont pas systématiquement "embrigadés" à l'école en faveur de la cause militaire républicaine, il n'empêche que le contenu des programmes scolaires n'est pas idéologiquement neutre et que, parfois, telle ou telle formation républicaine (en particulier les communistes) organise des unités de soldats en herbe, avec petits uniformes et fusils d'opérette.

Au demeurant, la guerre était une chose tellement insolite, dérégulée, grisante aux yeux des enfants, leurs jeux s'en imprègnent spontanément<sup>1</sup> et, par ailleurs, les enfants ne restent pas en dehors du climat de passion politique exacerbée qui agite leur famille et la société tout entière.

Comment les anarcho-syndicalistes se comportèrent-ils à l'égard des enfants ?

Un premier élément de réponse peut nous être donné par la lecture de la presse juvénile.

A ma connaissance, la *Revista Natura*, porte-parole de l'École Nature est le seul journal rédigé en grande partie par des enfants d'une école libertaire catalane qui ait été conservé, et encore ne reste-t-il que le premier No, celui de décembre 36.

1. Voir à ce sujet le roman de Juan Goytisolo, *Duelo en el paraiso* (deuil au paradis), qui présente un groupe d'enfants, perdus dans la débandade de la fin de la guerre, imitant tragiquement leurs aînés jusqu'au point d'exécuter l'un d'entre eux, considéré comme traître. Le quotidien de Tarrasa, *Vida Nueva*, déplora (25 janvier 37), dans sa rubrique "Reflets citadins", "la désinvolture infantile" qui incitait les enfants dans leurs jeux à vouloir "copier les adultes dans leur aspect extérieur, viril et ronflant, avec toute la rudesse du geste brusque, l'attitude résolue et la parole sèche et dure. (...) Et ainsi, nous voyons dans la rue les enfants en train de jouer à la guerre, brandissant des armes, blasphémant et jurant et même faisant usage de tabac, tout pour ressembler, selon leur pensée naïve et restreinte, le plus possible aux adultes. "



En lisant les 5 pages de cette revue ronéotypée, on arrive à la conclusion que les élèves de l'Ecole Nature furent profondément marqués et influencés par les thèmes politiques agités par leurs aînés.

Le contenu de la revue fait alterner des textes de professeurs et des articles d'élèves, plus trois dessins. La première page est entièrement consacrée à la mort de Durruti, dont le portrait en milicien couvre les deux tiers; l'épithète sur "l'héroïcité du grand Durruti" s'achève ainsi :

" La mort du défenseur du peuple se vengera. Nous ne le vengerons pas avec des fleurs, ni avec des défilés. Durruti serait plus satisfait si, au lieu de lui apporter des fleurs, nous le vengions au front.

Assez de fleurs ! Tous au front pour venger Durruti !! "

Mis à part un court article sur le mercure, tous les autres textes portent sur des questions relatives à la politique et à la guerre (comme par exemple, la pauvreté et la richesse/9 ans, la liberté de l'Aragon/13 ans, le communisme libertaire, où un garçon de 12 ans explique à son tour qu'on ne saurait "confondre le Communisme Libertaire avec le Libertinage", sans oublier les deux autres dessins consacrés à une représentation symbolique de la misère "avant le 19 juillet" et du bonheur "après le 19 juillet").

A la dernière page, dans la section "plaisanteries et les combles de ...", on trouve, outre une histoire sur le général nationaliste Queipo de Llano, cette petite blague très en accord avec l'air du temps révolutionnaire :

" Est-ce que le patron est à la maison ?

Oui Monsieur, entrez et prenez une chaise,

Nous les prendrons toutes car nous venons pour saisir. "

Un appel au militantisme juvénile est lancé en page 3 :

" APPEL !!!

En particulier à tous les élèves de l'Ecole Nature (de treize à dix-sept ans) : Dans l'Athénée Libertaire du quartier du Clot, un Groupe de petits libertaires s'est formé, avec des représentants de toutes les Ecoles du quartier.

Ceux qui veulent et désirent s'affilier à ce Groupe peuvent s'adresser au compagnon (...) "

La lecture de la *Revista Natura* amène au constat que, dans leur école, les en-

fants n'étaient pour le moins pas placés à l'écart des débats idéologiques; une atténuation de cette affirmation réside dans le fait que beaucoup des élèves de cette école provenaient de familles anarchistes et que, dans le bulletin de l'école, ils aient tenu à répéter des discussions entendues chez eux.

Par contre, nulle ambiguïté ne subsiste dans le cas du journal *Libertario, el pequeño miliciano* (Libertaire, le petit milicien). Cette publication, conçue par des adultes, s'adresse aux enfants en vue d'accroître leurs pulsions belliqueuses anti-nationalistes.<sup>2</sup>

Quant au journal *Porvenir/Pervenir* (Avenir), qui paraissait à Barcelone simultanément en castillan et en catalan, il offre la forme d'un compromis pour orienter dans un sens général, l'éducation de la jeunesse, tout en n'encourageant pas à l'ingurgitation de catégories idéologiques partisans.

Confectionné dans la Casa CNT-FAI de la Via Layetana-Durruti, *Porvenir*, à l'orée de son premier No (1937) s'autoprésente à ses jeunes lecteurs :

" (...) Notre publication est nécessaire, parce qu'elle ne vient pas se joindre au cercle des autres publications enfantines, malheureusement et malencontreusement remplies de niaiseries et de fadaises. Cela fait longtemps que nous avons constaté le grand besoin, ressenti par tous, de créer quelque chose avec l'abnégation suffisante, en méprisant le mercantilisme et le commerce qui se fait aux dépens des enfants; quel que chose qui réponde à ce dont véritablement les enfants ont besoin et méritent. (...)

Le contenu de votre revue, chers enfants, vous fera rire, vous amusera sainement, et vous instruira aussi, en bénéficiant du plaisir de ce qu'apprendre est un jeu agréable et non une discipline douloureuse et pénible.

PORVENIR est pour vous et c'est votre revue. Vous pouvez y écrire, y dessiner et y faire tout ce qu'il vous plaît de bon. (...)

*Porvenir* est une publication attrayante, pleine de dessins en couleurs, qui entend dépayser ses jeunes lecteurs en leur livrant des historiettes faites d'aventu-

2. Je n'ai pu trouver la trace en bibliothèques de ce journal, n'en connaissant que la couverture, reproduite dans Hugh Thomas, op cit, Tome IV, p, 236, sur laquelle figure un dessin de miliciens défilant dans la rue et en partance pour le front avec comme légende "A Saragosse !"; à côté du graphisme du titre, un très jeune milicien est dessiné, visant, avec son fusil, un ennemi imaginaire.

res, de blagues, d'étonnements, le tout s'entourant volontiers d'un souci d'instruction et d'un certain esprit de boy-scoutisme. Les thèmes strictement politiques n'y sont pas abordés; par contre, des questions plus larges, telle que la violence y sont traitées.

Deux articles parlent directement de la guerre et de la violence, pour mettre en garde les enfants devant ces phénomènes nocifs :

L'un, "Les enfants aiment la paix" (No 8, 1938) condamne " la thèse selon laquelle les enfants doivent apprendre à être des soldats avant d'être des hommes, [ce qui] est inadmissible en tous points. " (,,,) " L'on dirait que le sentiment des enfants se montre indemne devant le sentiment guerrier et l'inquiétude spirituelle qui, aujourd'hui, trouble les adultes. "

L'autre texte, "Ecartez-vous de la violence" (même No) recommande aux enfants de ne pas avoir recours à la force : " Lecteurs : (...) Les choses ne doivent jamais se résoudre par la violence, sans avoir essayé auparavant toutes les réconciliations amicales possibles, (...)

L'homme peut briller par ses qualités artistiques, par sa bonté, son talent, par ses qualités; mais jamais parce qu'il a des muscles d'acier et veut utiliser sa force pour le peu noble but d'imposer violemment sa volonté. "

A remarquer que ces réserves à l'endroit de la violence interviennent à un moment où, sur les champs de bataille, les troupes républicaines subissent de sérieux revers.

Un feuilleton inséré dans *Forvenir* avait une orientation anarchiste précise, il s'agit de "L'Oncle Elisée" qui raconte de belles et édifiantes histoires à son neveu orphelin qu'il a recueilli; l'Oncle Elisée n'était autre que le célèbre géographe et théoricien libertaire Elisée Reclus, présenté ainsi aux juvéniles lecteurs :

" (...) Oncle Elisée était un éminent scientifique, un grand géographe. Et en plus du savant, et pas précisément de ceux qui dans les blagues nous sont décrits comme "distracts", il était un homme en or si l'or était le meilleur du meilleur. Aimable avec ses semblables et en particulier affectueux avec tous les enfants. "

\*  
\*  
\*

En réaction contre la politisation de l'enfance, un courant d'opinions se manifesta au sein des milieux libertaires, principalement parmi les jeunes libertaires

Le symbole de cette réaction est une affiche publiée par la FIJL et la FAI in-

titulée "N'empoisonnez pas l'enfance !". L'affiche montre le visage d'un enfant pleurant de désarroi face à une main qui semble lui imposer trois chemises/uniformes (la rouge des socialistes, la bleue avec cravate rouge des communistes et la noire des anarchistes eux-mêmes). Le contenu de l'affiche est sans équivoque et incite, de façon pathétique, à ne pas politiser l'enfance avec des idées qui ne pourraient être reçues que fanatiquement par des jeunes âmes. <sup>3</sup>

Le souhait, en pleine guerre civile, de ne pas contaminer politiquement les enfants est une attitude remarquable et dénote une rare capacité d'auto-distanciation et d'auto-critique qui est à mettre au crédit de certains milieux libertaires.

Nombre de textes montrent l'inconséquence éthique de l'embrigadement de l'enfance.

Parmi eux, "Sauvons l'enfant" - signé du nommé Ricetti de Sabadell et paru dans le premier No (29 décembre 36) de *Ideas* - souligne avec une clarté particulière l'enjeu de la subordination politique des enfants; en voici la reproduction intégrale

" Sauvons l'enfant

Le coup d'Etat militaire du 19 juillet a actualisé un lieu commun contre lequel nous avons lutté toujours, nous les amis de l'enfance et de la liberté.

Se servir de l'enfant comme instrument de propagande en faveur d'une cause quelconque ou l'enrôler comme pionnier d'une fraction politique ou sociale déterminée, suppose une ignorance crasse des droits de l'enfant ou bien une mentalité aussi réactionnaire que celle de tous ceux qui, jusqu'au 19 juillet, se servirent de l'enfant pour leurs fins égoïstes de prosélytisme ou pour exploiter son innocence à des fins de lucre.

Le même spectacle déplorable que nous offraient hier les écoles confessionnelles et laïques dans leur désir de s'emparer de l'âme de l'enfant en faveur d'une secte religieuse ou d'une politique déterminée, la même scène peu édifiante que donnaient ces enfants qui demandaient l'aumône pour les âmes du purgatoire ou pour restaurer tel ou tel autel, nous les donnent aujourd'hui ces tout petits innocents en uniforme en acclamant, dans des défilés militaires, une cause qu'ils n'arrivent pas à comprendre, ou quand ils parcourent les maisons et les rues avec une tirelire en demandant de l'aide pour les miliciens, de la même manière qu'ils le faisaient hier au nom d'au-

3. Cette affiche est reproduite dans *Carteles de la Republica y de la Guerra Civil*, p. 299. Elle date d'avant mai 37, car elle est discernable, à l'arrière-plan, dans un document photographique relatif aux combats des événements de mai 37 à Barcelone (photo dans H. Thomas, op cit, tome III, p. 326).

tres, mais que, aujourd'hui comme hier, cela ne manque pas d'être une exploitation de l'innocence et de la pitié que le demandeur éveille chez le donneur.

Faire participer l'enfance, de façon directe ou indirecte, à cette guerre cruelle qui ensanglante le peuple espagnol, c'est être dépourvu de tout sentiment. Si notre pacifisme et notre haine de la guerre accepte les actuels événements comme une chose fatale, pourquoi et au nom de quel idéal humain faisons-nous des enfants les participants d'un conflit qu'ils ne parviennent pas à comprendre et aux conséquences duquel nous essayons qu'ils n'arrivent pas à participer ?

Eloignons l'enfant de tout danger matériel que pourrais<sup>nt</sup> lui occasionner les furies déchaînées de la barbarie guerrière, mais sauvons aussi son esprit de cette manifestation brutale. Faisons que son attention se concentre dans le jeu, dans l'étude, dans une morale élevée d'amour et de solidarité. Eveillons en lui de saines pensées, en le stimulant à être bon par la bonté même et en lui faisant comprendre qu'il n'y a pas de guerre juste, qu'il n'y a pas de haine qui puisse se sanctifier. Que toute manifestation de force est une survivance de l'animalité qui n'obtient

que soumission, obéissance, hypocrisie et non pas persuasion et conviction.

Si nous le faisons ainsi, nous aurons enterré définitivement un passé saturé d'ignominie et duquel l'enfant portait la pire part, Si, au contraire, nous persistons dans l'erreur, la nouvelle génération qui continue notre oeuvre se trouvera incapable de façonner l'édifice de la nouvelle société, basée sur une éthique plus humaine que l'actuelle.

Sauvons l'enfant et nous aurons sauvé l'avenir."

La question des enfants permet de reformuler une sensibilité qui avait été balayée par les opérations militaires.

"Eloigner les enfants de la maladie de la guerre"<sup>4</sup>, car selon l'expression du Dr Félix Martí Ibañez "nos enfants ont vécu durant les mois de guerre une interminable leçon de "choses" "<sup>5</sup>, telle était le critère que l'on souhaitait voir présider à l'achat des jouets pour les petits :

" (...) L'enfant ne devrait pas connaître la guerre, mais les hommes non plus et si les hommes ne la connaissaient pas, il n'y aurait pas chez les petits le désir morbide d'imitation. (...)

Oui, il est lamentable que des jouets de guerre aillent à l'enfant, mais il est plus lamentable encore que les hommes, qui devaient être des apôtres de paix encouragent la guerre, et que le pacifisme soit aussi faux et aussi banal que le patriotisme des militaires qui inventèrent un jour la loi de Juridiction pour, un autre jour,

4. Expression tirée de l'article L'enfant et la guerre, *Fuego*, mai-juin 38

5. Article Jouets Infantiles, *Mi Revista*, 15 janvier 37.

vendre - comme de nouveaux Judas - la Patrie pour quinze lires et pour quinze marks, qui font trente deniers. " 6

Le conditionnement politico-guerrier de l'enfant est considéré par Angel Toñeñas (*Ruta*, 31 octobre 36) comme "une déviation de la *culture*" pouvant conduire à un "néo-fascisme"

" (...) De là que "CERTAINS INDIVIDUS" [probablement les communistes], profitant de l'indépendance scolaire que nous avons toujours préconisée fassent naître devant nos propres yeux une "Discipline Militaire", discipline que nous reconnaissons comme facteur d'une possible naissance du "néo-fascisme".

Des idées indomptables bouillonnent dans mon cerveau, en voyant les éternels défilés d'enfants engainés dans leurs uniformes aux couleurs voyantes. Je vois devant moi naître des nouveaux "BALILLAS" [enfants organisés par le régime fasciste italien]."

La même crainte d'imiter les méthodes du fascisme dans la manipulation de l'enfance est fermement exprimée par l'hebdomadaire *Humanismo* (26 juin 37) dans l'article "Laissons libres les enfants" :

" (...) En Italie, il y a des "balillas" et en Espagne - avec un grand cynisme - il y a des "pionniers". (...)

L'église et le fascisme se servent de l'inexpérience des enfants pour leur faire haïr ceux qui ne pensent pas comme eux. Le Parti Communiste, le PSUC et le POUM, quoiqu'ils se disent des ennemis acharnés de l'église et du fascisme, dans ce domaine sont en train d'imiter sa néfaste et impudique oeuvre, empoisonnant l'enfance et en faisant de la propagande pour que ceux qui sont encore libres viennent dans leurs rangs se renseigner sur leurs idéaux.

Vouloir convaincre d'un idéal des consciences mûres et intelligentes, qui en ont un autre, peut-être plus pur et noble est quelque chose de difficile. Cependant, cueillir de tendres bourgeons du champ humain, en leur enseignant des chansons, des prières, des images, les faire défiler avec leurs uniformes respectifs, les faire penser de telle ou telle façon, leur faire haïr ceux qui ne pensent pas comme eux, c'est quelque chose de facile. (...)

Laissons l'enfance libre et nous aurons un avenir prospère et heureux. "

Cette déontologie propagandiste qui affirme ne pas vouloir considérer l'enfance comme un terrain de prosélytisme idéologique ne supprime pourtant pas l'idée cen-

trale que les jeunes générations sont celles qui sont appelées à vivre dans la société d'harmonie qui est en gestation. L'homme nouveau, à créer pour rendre pleinement possible ce monde d'affranchis, nécessite une certaine éducation de la jeunesse. Ainsi, le contenu pédagogique diffusé dans cette perspective n'est et ne peut pas être *neutre*. Les références étroitement politiques peuvent être absentes dans l'éducation de l'enfant, mais une vision du monde et de la société subsiste, qui tend à orienter les jeunes esprits dans une direction et une sensibilité prédéterminées.

A cet égard, un texte du Dr Martí Ibañez sur les jouets, rédigé à l'occasion de "la semaine de l'enfant" (organisée au début janvier 37 par la Généralité avec la collaboration de l'UGT et de la CNT) exprime, clairement et avec franchise, la thèse d'une mythologie *dirigée* à développer dans les âmes enfantines.

" (...) Donnons-leur des mythes pour qu'ils puissent recommencer à rêver. Ils ont vécu l'histoire authentique; laissons-leur vivre un peu de légende. (...)

Nos enfants ont vécu plusieurs mois comme des adultes. Laissons-leur recouvrer cette puérité dont ils ont besoin pour leur bonne santé mentale, en leur donnant des jouets qui leur permettent de récupérer leur personnalité infantile. Parce que cette génération de gosses confiée à notre garde signifie pour nous une grave responsabilité morale et matérielle. C'est la carrière de laquelle il faudra extraire l'or prolétaire de la légion des travailleurs de demain, qui développeront dans la plénitude nos programmes révolutionnaires. Et nous ne pouvons pas ne pas répondre aux espérances de l'enfant en lui réduisant ses possibilités spirituelles.

Supprimer avec le mythe, parfumé de désert et de nuit orientale, des Rois mages, les jouets du début d'année, ce serait exercer une brutale mutilation dans l'esprit de l'enfant. Et de la même manière que l'organisme humain a horreur du vide et remplit avec du tissu conjonctif inerte les creux que laissèrent des organes internes extirpés, cela équivaldrait à créer un vide psychique qui devrait se remplir avec quelque chose. Extirpé le mythe des Rois mages dans l'âme enfantine, il se créerait automatiquement le contre-mythe ou bien l'idée que la Révolution les privait de leurs illusions et de leurs jeux. Et cela, qui serait terriblement dangereux, nous ne pouvons, ni n'avons voulu le faire. L'enfant aura ses jouets et en plus son mythe, évocateur d'une nouvelle vision poétique de son monde de merveilles. Dans le moule de l'esprit infantile, l'intelligence fabriquera l'Histoire et l'imagination la légende. Histoire d'une guerre qui les conduisit, à travers un sentier de peines, larmes et sang, vers un monde nouveau et heureux, avec des maisons propres et ensoleillées, des écoles lumineuses et aimables, des tables avec du pain et des parents

avec du travail; (...) Ainsi, pendant que les Rois mages s'éloigneront pour toujours sur leurs chameaux pour les sables argentés de lune, de l'autre côté viendront les coursiers de lumière du prolétariat triomphal, pour apporter non pas le don de l'or, la myrrhe et l'encens, mythe solaire et théurgique, mais l'offrande de valeur, d'héroïsme et d'abnégation de sa conduite et le cadeau de friandises et de jouets à ses enfants. " 7



Au chapitre de l'éducation, les anarcho-syndicalistes furent donc partisans d'un système pédagogique unifié, intégré dans le nouvel Etat républicain.

L'enseignement rationaliste qui fut mis en oeuvre maintenait le cadre de l'école (lieu spécifique, normes, discipline) et cherchait à rattacher étroitement le monde scolaire avec le monde du travail. Les enfants étaient éduqués dans le sens de la nouvelle société et les notions de travail, d'activités *utiles* étaient particulièrement soulignées.

La culture transmise aux enfants possédait une nature somme toute *classique*, l'accent étant toutefois placé sur le côté *pratique* des connaissances inculquées.

A la révolution politico-économique n'a donc pas correspondu une *révolution culturelle*, génératrice de modes de pensée et de sensibilités intellectuelles nouvelles. Au volontarisme manifesté dans les changements des structures sociales n'a pas égalé une capacité de changement dans le domaine intellectuel. Les vicissitudes de la guerre et les aléas de la révolution peuvent sans doute expliquer ce décalage de la sphère culturelle, à moins que le culturel précisément ne soit encore plus ardu à *changer* radicalement et sur une courte période.

L'unification des structures scolaires nécessitait un processus de centralisation, cheminement bien sûr peu en accord avec les vieux principes fédéralistes libertaires. Par souci d'une certaine efficacité, la volonté était exprimée de constituer un vaste moule unique, encadrant de près chaque élève. Face à ce mouvement de

7. Les jouets de guerre, *Mí Revista*, 15 janvier 37



centralisation, des réticences se firent jour dans le sens d'une fédération volontaire des écoles rationalistes, placée en dehors et, le cas échéant, contre l'Etat. Mais, là aussi, le pourrissement de la guerre suspendit le débat et les réformes pédagogiques, la tâche des enseignants se trouvant de plus en plus accaparée par les problèmes matériels d'approvisionnement et de protection.

A relever enfin l'un des aspects les plus novateurs que l'on rencontre au coeur des expériences éducatives tentées, celui des droits de l'enfant.

L'enfant est respecté, ses désirs sont pris en compte et des droits lui sont reconnus.

## REFORMES DES MOEURS

Un certain nombre de mesures concrètes furent prises dans la sphère juridique afin de réformer les mœurs.

La mesure la plus spectaculaire fut la légalisation de l'avortement.

Un décret de la Généralité, en date du 25 décembre 36, annonça cette innovation juridique radicale, dont voici les cinq premiers articles :

" Art. 1 - Est autorisée l'interruption artificielle de grossesse dans les hôpitaux, les cliniques et les institutions sanitaires dépendant de la Généralité de Catalogne et dans lesquels est organisé un Service spécial pour une telle fin.

Art. 2 - Sont considérés comme motifs légitimes pour le recours à l'avortement les raisons d'ordre thérapeutique, eugénique ou éthique.

Art. 3 - Les cas de demandes d'avortement non-thérapeutiques ni eugéniques s'effectueront exclusivement sur la demande de l'intéressée, sans que ses parents, ni aucun de ses proches ne puissent ensuite présenter des réclamations quant au résultat de l'intervention.

Art. 4 - L'interruption de la grossesse ne pourra s'effectuer dans les cas qui dépassent trois mois, à moins qu'il n'existe des justifications thérapeutiques.

Art. 5 - Sauf raisons thérapeutiques l'exigeant, l'interruption de grossesse ne sera autorisée pour une même femme, qu'une seule fois par an. "

Le sens de ce décret nous est commenté par le rapporteur du projet, le Dr Félix Martí Ibanez :

" (...) Que représente cette réforme radicale ? Avant tout, diminuer le chiffre d'avortements, [ce] qui paraît paradoxal ; parallèlement à cette institution fonctionnent les autres centres en projet, destinés à la diffusion populaire des moyens anti-conceptionnels, alors que notre idéal eugénique est que la femme possède une solide culture eugénique qui lui permette d'éviter l'avortement et de ne recourir à lui que comme ultime moyen, de telle sorte que les moyens anti-conceptionnels lui donnent la facilité d'éviter la grossesse quand celle-ci n'est pas désirée. En second lieu, la réforme eugénique de l'avortement en finira avec ceux qui [en] font le trafic, réduira la mortalité féminine due à cette cause, permettra l'étude scientifique et statistique de cela, et, en outre, supprimera la tragédie de tant de vies féminines ruinées pour ne pas avoir su pratiquer l'avortement libérateur. (...) " <sup>1</sup>

1. Reprise et traduction par le Bulletin d'Information CNT-AIT-FAI, 20 janvier 37, d'un texte paru dans Solidaridad Obrera.

Le divorce, qui avait été introduit durant la II<sup>ème</sup> République, connut un net assouplissement et les formalités furent grandement simplifiées.

Sous le titre " L'émancipation de la femme est arrivée à Sitges ", un cas de " divorce révolutionnaire " est relaté par le *Baluard de Sitges* (26 septembre 36), dans lequel les époux, qui ont des enfants, se sont déterminés par " accord mutuel ".

L'acte de divorce contient les signatures des anciens époux, de deux témoins et de deux représentants de la Délégation de Défense. Le document comporte, de plus, les timbres du Comité Local Antifasciste de Sitges et des Milices Antifascistes de Sitges.

La cause du divorce tire son origine des " caractères incompatibles, ce qui détermine une complète incompréhension ".

Voici la reproduction des trois clauses de l'acte du divorce :

" Premièrement.- Enriqueta Arnau [ex-épouse] s'engage à ce que celui, qui depuis ce moment devient un simple ami, puisse toujours s'il le désire, en sa qualité de père des filles, dont celle-ci a la garde, les visiter, en prendre en soin en cas de nécessité, ainsi que veiller à leur éducation quand les fillettes, en raison de leur âge, le réclament.

Deuxièmement.- Angel Martínez [ex-époux] s'engage à respecter, en tout et pour tout, celle qui jusqu'à ce moment était son épouse, ainsi qu'à s'occuper de la part économique, dont ses filles ont besoin pour leur entretien et leur éducation, en rendant compte à ce Comité, au cas où l'éducation qu'elles reçoivent ne serait pas en accord avec les principes révolutionnaires qui instruisent le mouvement actuel.

Troisièmement.- Dans le but d'éviter de mauvaises interprétations, l'on assigne à Angel Martínez la somme de vingt pesetas par semaine, au début, pour contribuer à l'entretien des filles, somme qui augmentera d'une manière progressive et toujours en accord avec la croissance des fillettes, ainsi que de ses moyens économiques. La dite somme prendra effet dans cette Délégation de Défense. " 2

2. Solidaridad Obrera (10 avril 37) prouve que la révolution connaît aussi le cocasse, en relatant, avec goguenardise, dans sa rubrique d'information locale sous le titre "Mon mari ne meurt pas !", le cas d'un divorce quelque peu boulevardier et bouffon. La señora R., femme riche, se retrouve enceinte sans être mariée. Afin de garder la face et son honorabilité, elle décide de se marier et finit par jeter son dévolu sur son vieu domestique, âgé de soixante-dix ans. Le domestique, élevé au rang d'époux, rajeunit, retrouve des forces et se lance dans une vie intense et sportive. Contrairement aux vœux de son ex-patronne, le mari ne décline pas et ne se rapproche donc pas du tombeau. Après cinq ans de mariage, l'épouse comparaît à la Salle des Divorces pour demander le divorce, en invoquant pour motif que son mari ne meurt pas. L'époux est d'accord de divorcer, mais afin de pouvoir aborder convenablement la vieillesse, il demande une pension mensuelle de 2'000 pesetas. La relation de cette affaire singulière se termine ainsi : "Madame R. a dit qu'elle y pensera".

Malgré la mise en question générale des vieilles institutions, l'attachement au mariage - comme le déplorait Mujeres Libres - demeura tenace.

Les nouvelles autorités patronnèrent les unions matrimoniales et les syndicats anarcho-syndicalistes conférèrent souvent une légalité aux alliances de leurs membres.

*Pluma Libre* (17 janvier 37) donne une description d'une " union libre " officialisée par le syndicat CNT, qui, du même coup, opérerait une transmutation étrange en enlevant à cette union sa substance libertaire et individuelle pour la banaliser dans le moule classique du mariage laïc.

" Une union libre à Ribas.

Dans l'après-midi du dimanche 3 janvier eut lieu, au syndicat de la CNT, une union libre. A 16 heures et en présence du comité, les compagnons Luís Castany et Petra Ceballos Somaniego, habitants de cette ville, se sont unis librement. Premier événement effectué dans ce syndicat, raison pour laquelle nous le rendons public pour qu'il propage l'exemple entre les compagnons.

Après les paroles de rituel, prononcées par le camarade président et l'exécution des "Fils du Peuple" [hymne de la CNT] par le phonographe de notre organisation, l'acte se termina.

Comme vous pouvez le voir, il n'y a pas eu besoin de curés et de juges pour célébrer une union entre deux qui s'aiment et ne croient pas aux liens sacrés, qui se rompent aussi. Nous désirons qu'ils vivent le plus heureux possible dans une harmonie aussi effective. Salut camarades, ainsi se font les choses. Vivez heureux !

NOVELLÓN "

Dans le même ordre de métamorphose vers la conformité, la Rédaction et l'Administration de l'hebdomadaire *Vida Nueva* présente (18 octobre 36) ses meilleurs voeux de bonheur à deux rédacteurs du journal, qui venaient de contracter l'"union civile".

La *récupération* par l'Etat de l'union libre pour intégrer ce mode de vie dans le nouveau système juridique fut saluée comme un grand progrès par *Solidaridad Obrera*.

Dans l'article (11 avril 37) au titre triomphalement surprenant "L'Etat a reconnu le mariage anarchiste", le principal quotidien anarcho-syndicaliste rend hommage au ministre CNTiste de la justice, "le compagnon Garcia Oliver, qui, sans être un homme de loi à l'ancienne et d'usages bourgeois vermoulu, déploie une activité digne d'éloge, bien que certains supposent que ses dispositions ne sont pas aussi radicales que les

circonstances le requièrent " :

" (...) Le plus intéressant des dernières dispositions, c'est un décret reconnaissant aux veuves des miliciens morts en campagne, bien qu'avant le décès de l'être cher ils n'auraient pas légalisé leur situation matrimoniale en accord avec la législation, les mêmes droits que ces veuves qui légalisèrent leur mariage. (...)

Cette disposition nous rappelle la phase d'un procès intenté contre notre vieil ami et lutteur Saavedra, à qui le juge demanda, en dressant le procès-verbal :

- Etes-vous marié ou célibataire ?

- Marié - répondit le camarade anarchiste -, "mais en accord avec mes idées".

Et le juge fit figurer dans les papiers, textuellement, l'expression décrite, reconnaissant ainsi la légalité du mariage anarchiste, de la même façon qu'aujourd'hui, la loi, et depuis les hauteurs, l'a décrété, comme signe rénovateur et révolutionnaire du temps que nous vivons. "

\* \* \* \* \*

Les statistiques publiées par la Généralité montrent que la courbe des mariages augmenta sensiblement dans les trois derniers mois de 1936, puis s'établit, durant les six premiers mois de 1937, à un niveau légèrement plus élevé que celui du début de 1936.

Quant aux naissances, l'on remarque, neuf mois après le 19 juillet, soit vers les mois de mars et avril 37, une légère augmentation de nouveaux-nés, ce qui tendrait à prouver que, dans l'exubérance des journées révolutionnaires de l'été 36, on fit davantage l'amour, quoiqu' en veillant, dans l'ensemble, aux précautions contraceptives.<sup>3</sup>

Parfois, les prénoms donnés aux nouveaux-nés étaient à l'unisson des nouvelles conceptions sociales, en empruntant à la révolution des concepts ou des noms d'illustres

3. Chiffres extraits du Butlletí Mensual d'Estadística de la Generalitat de Catalunya, Nos 12-1, déc. 36-janv. 37 et Nos 7-8-9, jui.-août-sept. 37. Une note signale que les données pour 1936 et 1937 sont provisoires.

Pour les mariages, le chiffre le plus élevé de l'année 36 pour la Catalogne (2'452) correspond au mois d'octobre et le plus bas au mois de février (1'248) (alors que pour juillet, mois d'exception, on n'enregistra que 976 mariages); pour les six premiers mois de 37, le chiffre le plus haut (1'902) a été enregistré en janvier et le plus bas (1'532) en juin.

En ce qui concerne les naissances, les mois de mars (3'616) et avril (3'311) sont les plus élevés des six premiers mois de 1937 (le chiffre le plus bas, 3'007, étant celui du mois de février); à titre comparatif, pour l'année 1936, le chiffre le plus haut (4'360) correspond au mois de mars, suivi du mois de mai (3'947) et le plus bas au mois de décembre (3'363).

Il convient de relativiser passablement ces données statistiques, en raison d'abord des effets perturbateurs du déclenchement de la guerre et de la révolution sur l'appareil administratif, et aussi, dans le cas des naissances, à cause de l'afflux de réfugiées (dont certaines enceintes), élément qui a pu fausser les chiffres habituellement récoltés à partir de la seule population de Catalogne.

lutteurs prolétariens. A *l'homme nouveau* futur, c'est-à-dire aux enfants, de nouveaux prénoms étaient à donner.

Dans cet ordre d'idées, l'hebdomadaire *Vibraciones* (11 juin 37) publia un entrefilet intitulé "naissance" :

" Notre compagnon et conseiller municipal Antonio Orts a vu sa famille augmentée avec la naissance d'une jolie enfant, qui, connaissant les convictions idéologiques de notre compagnon, répondra à un nom de notre calendrier libertaire.

Nos félicitations à Orts et à sa compagne. "

Dans la perspective des moeurs nouvelles à propager, il était envisagé d'introduire l'éducation sexuelle à l'école et de la faire figurer dans les programmes scolaires.

Toutefois, vers fin décembre 36, il apparaît que pas grand chose n'avait été entrepris pour divulguer les connaissances sexuelles auprès des enfants.

" (...) On a disserté sur divers aspects et nuances de la nouvelle école et, parmi tant de "dilettantes" de la réforme éducative, nous n'avons pas entendu parler un seul moment de l'éducation sexuelle, base de l'équilibre organique de l'homme et de son éducation intégrale. (...)

L'enfant doit être éduqué dans la connaissance des organes et fonctions de son corps. L'instinct est affermi par une saine éducation sexuelle et évite ses perversions. (...) " 4

De l'avis de l'hebdomadaire *Vibraciones*, l'éducation sexuelle aura sa place comme une branche importante de l'éducation, car " l'assistance aux classes d'eugénisme et de sexologie sera considérée d'une nécessité aussi inéluctable que l'étude de la grammaire et de l'arithmétique. " 5

La revue libertaire *El Quijote*, de sociologie, science et art, défendant "l'école rationnelle", constate que, dans la majorité des cas, l'enfant " arrivant à la puberté, ignore complètement la mission de ses organes génitaux. "

Partant du principe que " rien ne doit être caché à l'enfant de ce qui concerne son organisme ", le maître, en donnant les leçons de physiologie, " expliquera avec la même simplicité le fonctionnement du coeur, le travail accompli par les globules rouges et blancs, etc, qu'il expliquera à ses élèves la description, le fonctionnement et la mission des organes procréateurs.

De cette manière, quand le sexe se réveille et avec une voix angoissée exige de satisfaire ses nécessités, il saura couper court à la littérature pornographique et à ceux qui, consciemment ou inconsciemment, l'encouragent et il leur jettera à la

4. La Révolution Espagnole et l'éducation sexuelle de l'enfant, art. de Ramon Calopa, Ideas, 29 décembre 36.

5. Le travail sera la loi vitale du nouveau régime de vie, Vibraciones, 30 juillet 37.

figure le mal qu'ils sont en train de faire à la jeunesse avec leur travail corrupteur." <sup>6</sup>

\* \* \* \* \*

223

Dans le domaine de la maternité, des réformes furent accomplies afin d'améliorer les conditions matérielles de l'accouchement. La guerre empêcha la réalisation de beaucoup de projets, mais l'idée de base était de permettre l'accès égalitaire aux soins.

A Hospitalet (banlieue sud de Barcelone), en février 37, une maternité fut inaugurée en présence de nombreux habitants. Située dans une ancienne tour et " entourée d'un jardin feuillu plein d'arbres fruitiers, ce qui la rend parfaite pour le but pour laquelle elle a été dédiée ", cette maison disposait d'un solide équipement (salle d'opération, couveuse, laboratoire) et pouvait accueillir jusqu'à 20 patientes.

" (...) En commençant cette oeuvre, l'on voulut la destiner au peuple en général, pour que toutes les femmes, quel que soit leur statut économique puissent y être accueillies quand elles le préfèrent. (...)

Tous les coûts, tant ceux d'admission, d'intervention chirurgicale, de séjour, d'alimentation seront complètement gratuits pour les femmes qui démontrent que leur état économique ne leur permet pas de faire face à ces besoins extraordinaires. "

Quelques précisions nous sont fournies sur le financement de cet établissement

" Coïncidant avec l' inauguration de cette Maternité, la Conseillerie de Santé et Assistance Sociale a mis en circulation des timbres, dont l'acquisition est obligatoire dans les cafés, bars, bureaux de tabac, cinémas et quelques autres endroits et volontaire pour tous ceux des citoyens qui désirent contribuer à l'oeuvre de l'Assistance Sociale qui est entreprise à Hospitalet. (...) " <sup>7</sup>

Toujours dans la localité de Hospitalet, une initiative en matière de garderie d'enfants mérite d'être présentée.

Il s'agit d'une initiative *pilote, exemplaire* due " aux ouvriers de la fabrique de filatures de coton de Tecla Sala (Torrente Gornal) " et qui pouvait recevoir une quarantaine d'enfants par jour.

L'introduction de cet article-reportage, réalisé par J. Abella, est significative quant au sérieux voué à *la capacité constructive du prolétariat* et révélatrice de la fierté grave entourant les nouvelles réalisations collectives :

" Souvent l'on a dit que les ouvriers n'avaient pas de capacité constructive, que toutes leurs aspirations se réduisaient à se remplir l'estomac et lorsque quelque

6. Ecole Rationnelle, l'Education Sexuelle de l'Enfant, art. de Germinal Gracia, El Quijote, No 1, 11 septembre 37.

7. La Voix de la Contrée, La Maternité de Hospitalet, art. de J. Abella, Ideas, 11 février 37

demande d'ordre moral, hygiénique, culturel ou social était faite au capitalisme dans notre lutte contre ses privilèges, on alléguait que cela était l'oeuvre de quatre utopistes cinglés. Aujourd'hui, les ouvriers démontrent partout le concept élevé qu'ils ont des choses et de la Révolution. Les conquêtes qui leur sont les plus précieuses sont celles qui se dirigent spécialement pour créer une nouvelle mentalité dans le moral, une nouvelle esthétique dans le physique et une nouvelle justice dans le social. Si nous tenons compte que ces conquêtes se réalisent en pleine guerre, quand les obstacles de tout ordre sont innombrables, nous en déduirons immédiatement qu'une fois celle-ci terminée, dans une époque de relance économique, les ouvriers, de leur propre initiative, seront capables de transformer tout le caduque, le vieux et le mauvais de cette société agonisante en de nouvelles bases qui rendront la Révolution impérissable. "

Cette garderie, baptisée "Maison de l'Enfant" a été mise sur pied par des " compagnons [il n'est curieusement pas fait mention du rôle actif de compagnes ou d'ouvrières] du Conseil d'Entreprise ", qui décidèrent d'agir " devant le spectacle d'enfants de moins de cinq ans abandonnés des mères ouvrières, des conditions dans lesquelles celles-ci devaient nourrir leur enfant au sein et du manque d'une orientation médico-pédagogique de ceux-ci. "

Le reporter pose quelques questions à l'infirmière titulaire de la garderie, qui le "reçoit avec le sourire et l'affabilité de celle qui est habituée à s'occuper d'enfants " :

" - Quel personnel y a-t-il pour s'occuper des petits dans cette maison ?

- Un médecin qui visite quotidiennement les enfants, deux aides, l'une qui commence à cinq heures du matin et termine à une heure et demie de l'après-midi et une autre qui commence à cette heure et termine à dix heures du soir, et moi comme infirmière titulaire durant les heures du jour.

- Quand les enfants peuvent-ils être admis ici ?

- Pour ce qui est des nouveaux-nés, immédiatement après que la femme ait repris le travail et pour les autres enfants jusqu'à cinq ans, quand les mères le désirent.(..

- Est-ce que les enfants mangent tous ici ?

- Absolument. On indique aux mères, qui peuvent allaiter leurs enfants, les heures auxquelles elles doivent le faire, et, à cet effet, une chambre leur est destinée. Moi-même et les aides, nous nous occupons des enfants qui doivent être nourris artificiellement, moyennant la préparation et la distribution de biberons. Les plus grands qui mangent déjà des aliments solides, ont leur petite salle à manger, où on leur sert un menu approprié à leur âge et à leur constitution physique. (...)

- Est-ce que les mères facilitent votre travail ?

- En général, oui; bien que certaines, obstinées dans des préjugés ancestraux



en ce qui concerne la diététique, ne conçoivent pas qu'un enfant ne puisse manger, par exemple, de la charcuterie et s'entêtent à nous en amener ici pour que nous en distribuions au sien.

Ce thème entraîne un moment la conversation sur la nécessité de créer des cours de puériculture qui servent d'orientation aux mères, en les instruisant sur la diététique, la thérapeutique, l'hygiène, etc. Nous suggérons cette idée aux Conseils d'Entreprise, Comités de Contrôle et Syndicats, pour qu'ils entreprennent pour leur compte une campagne dans ce sens. (...)

- Vous occupez-vous de la partie éducative et instructive des enfants ?

- Dans l'aspect moral, nous mettons un soin extrême pour orienter l'enfant vers un chemin de bonté et de beauté, en le préparant pour l'entrée à l'école primaire. (...) 3

## SEXUALITE

Les relations entre les sexes ne demeurèrent pas à l'écart de la spirale révolutionnaire.

Dans un pays profondément imprégné par le catholicisme, la question sexuelle était sujet *tabou*.

Longtemps, les courants laïques radicalisés et, en particulier, les milieux anarchistes s'efforcèrent de battre en brèche le silence imposé par l'Eglise sur la sexualité. A l'instar de ce qui se faisait dans d'autres pays, les milieux libertaires avaient divulgué les moyens de contraception, milité pour la limitation des naissances et oeuvré pour le développement de l'information sexuelle, comme la prévention des maladies vénériennes.

Le déclenchement de la révolution allait permettre d'*officialiser* cette propagande en faveur d'une sexualité plus *consciente*.

La plupart des textes consacrés, dans la presse libertaire, à la sexualité insistent sur la nécessité de faire appel à la raison afin de poser correctement la question sexuelle. Considérée comme une activité naturelle et saine, la sexualité doit être vécue comme une relation privilégiée entre individus respectueux de leur propre personne.

Pourtant, dans la lignée de la tradition judéo-chrétienne, paradoxalement, l'anarcho-syndicalisme cherchera souvent à ramener la dimension sexuelle à la procréation, comme pour se rassurer devant le vaste *inconnu* consécutif aux ruptures des barra-

ges sexuels.

Le long article de Armando Albalat " Révolution et Sexualité ", paru dans *Ruta* (1<sup>er</sup> janvier 37) pose clairement les termes des autres relations à instaurer entre les sexes et plaide pour une " nouvelle morale sexuelle ", " saine et naturelle " :

" Dans ces moments de leur révolutionnaire et de changement des valeurs sociales, dans ces heures de triomphe magnifique du monde du travail sur l'autocratie bestiale de l'Espagne capitaliste, dans ces instants où, sur les ruines et décombres de temples religieux s'édifie l'école libre, une nouvelle morale sexuelle s'impose. La jeunesse révolutionnaire, cette jeunesse alimentée aux sources de la sexualité moderne, saine et scientifique, doit stimuler par son exemple la grande masse de la jeunesse inconsciente, pour se défaire des vieux préjugés amoureux, vices d'une société obscure, qui est en train d'agoniser sous les coups décisifs du prolétariat espagnol en armes. (...)

Le grand révolutionnaire en matière sexuelle, comme dans divers autres domaines de la vie : Freud (...) a démontré l'importance énorme de l'énergie sexuelle comme centre vital conducteur de l'individu, aux trois plans de la personnalité physico-émotionnelle, d'où il se dégage que l'affaiblissement génital se répercute simultanément sur toute la personnalité.

Le flot d'énergie qui découle du centre générateur de l'homme, celui-ci doit le sublimer et le canaliser à des fins créatrices, pour son perfectionnement et au profit de la collectivité, de manière professionnelle, artistique, révolutionnaire - ainsi qu'il convient dans ces moments - et non pas gaspiller inutilement cette abondance de richesses individuelles, qui peuvent être très profitables pour notre santé, hautement bénéfiques pour la communauté et, réciproquement, pour nous autres.

Ceci ne veut pas dire, en aucune manière, renoncer aux plaisirs de la vie amoureuse, mais établir un contrôle des impulsions génitales, qui dans des moments de violence guerrière et de débordement des instincts, comme présentement, trouvent le terrain parfait pour se déchaîner et causer des dégâts irréparables. L'homme nouveau, produit de cette grande Révolution doit être un homme sain et équilibré et non une bête sans contrôle. (...)

Ce que nous proposons, c'est un amour dans lequel toute personne peut disposer de son corps, comme chose sienne, selon ses propres normes de tempérament et ses affinités spirituelles. La morale catholique-bourgeoise est régie par la subjugation totale de la femme à l'homme et par l'autorité absolue qui la soumet, pour des raisons économiques et religieuses, au caprice de celui-ci, tandis qu'elle n'est pas libre de son propre corps et de son tempérament; par conséquent, ce qui détermine son mariage n'est pas son idéal amoureux, mais des facteurs de caractère économique. Et s'il n'en est pas toujours ainsi au début, cela peut l'être plus tard.

La nouvelle vie sexuelle changera si la femme obtient la libération économique; mais cela n'est pas encore tout : la vie amoureuse est complexe; la nouvelle génération de la Révolution triomphante devra éliminer beaucoup de préjugés qui tuent spirituellement la jeunesse au moment du passage délicat de la puberté à la vie adulte. (...) Au lieu d'une compréhension mutuelle des sexes, il existe, à cause d'une pédagogie désastreuse et d'une morale perverse, une lutte stérile qui détruit le meilleur de la vie de l'homme et de la femme : sa vie intime et sa propre vie. (...)

Nous voulons un amour naturel, clair, vaste et joyeux, sans faux liens ni dogmatisme hypocrite, nous réclamons le droit que nous avons tous de vivre intégralement notre propre vie naturelle.

L'homme nouveau éliminera le néfaste préjugé de la virginité qui, entre autres choses, exige des compagnes une chose ridicule qu'on appelle chasteté, pendant que les hommes se permettent de fréquenter, comme des bêtes, les prostituées du quartier, en dégradant ainsi leur corps et leur âme et en ne permettant cependant pas à leur amie le moindre regard à un passant.

Nous devons avoir et former de futures générations d'hommes forts, sains et intelligents. La sexualité doit être traitée à la lumière de la raison, puisque c'est un instinct particulièrement puissant dans l'homme, le plus puissant après celui qui nous oblige à nous alimenter. Elle mérite toutes les attentions, spécialement dans ces moments révolutionnaires, et nous devons aborder cette question comme chose de la Révolution. (Fin) "

Le thème de la sexualité fut principalement souligné par les militant(e)s des Jeunesses Libertaires ou par certains anarchistes individualistes. Un souci constant anime les réformateurs du sexe, celui d'éviter absolument que la libération des moeurs ne s'accomplisse en marge ou au détriment, ou encore au mépris, des valeurs éthico-spirituelles.

Le dépassement des néfastes blocages du passé est à effectuer par la mise en oeuvre d'une dialectique délicate, celle qui (ré)concilie l'amour et la sexualité.

Tel est le sens majeur de l'article de Enrique Vaño " Amour et sexualisme" (*Pluma Libre*, 28 février 37), où l'on remarque la crainte que le sexe en liberté n'en vienne à se débrider, à retourner au stade des instincts.

" Amour et sexualisme; il y a là deux nécessités, la nécessité d'aimer et la nécessité de jouir. L'une de l'âme et l'autre du corps, l'une de l'homme et l'autre de l'animal, l'une du coeur et l'autre du sexe. De l'amour et du sexe, la Nature se sert

pour perpétuer et reproduire les espèces et les genres. Et c'est en vertu de ces deux lois que se consomme et se cristallise le plus éminent des actes, la plus digne des actions, la plus sublime réalisation : la loi de paternité, c'est-à-dire la sublimation et la spiritualisation du sexe. (...)

L'amour est une abstraction - dans sa conception large; le sexe, et en parlant avec plus de clarté, le sexe ou le coït, au contraire, est tangible et positif, il est dans l'orbite de nos actions et actes matériels, peu importe l'extension et l'importance qu'on leur donne. (...)

Il faut vivre la vie le plus intensivement et pleinement possible dans son triple sens : physique, émotionnel et intellectuel. Tout n'est pas sexe. Tout n'est pas amour. Tout n'est pas intelligence. (...)

Aimons donc, avec noblesse et élévation d'esprit, mais non instinctivement, ce qui veut dire la bête qui jouit; aimons rationnellement, humainement, eugéniquement. Seulement et uniquement. Ainsi, nous mènerons à bon terme la plus délicate et éminente des missions, celle d'être pères conscients, celle d'être, enfin, les artisans capables de ce lendemain tant rouge, tant aimé, tant apprécié et transcendant : le communisme libertaire. (Fin) "

\* \* \* \* \*

En matière de sexualité *consciente*, un homme joua, en Catalogne et en Espagne, un rôle de tout premier plan : le Docteur Félix Martí Ibañez.

Né en 1931, Félix Martí Ibañez déploya en faveur de l'"eugénisme sexuel" une activité extraordinairement nourrie, en qualité de médecin interne de l'hôpital clinique de Barcelone, spécialisé en psychologie sexuelle et comme journaliste, orateur, philosophe, romancier, conférencier. Rappelons que l'eugénisme, notion très prisée par les anarcho-syndicalistes, est l'étude scientifique des conditions les plus favorables à la reproduction humaine; dans le sens plus large qui lui était alors conféré, l'eugénisme se présentait, à la fois comme connaissance et comme pratique d'une sexualité rationnelle et socialement harmonieuse.

Figure populaire des milieux libertaires, ce brillant intellectuel s'efforça, soit au plan théorique, par ses innombrables articles <sup>1</sup>, ses brochures, ses livres, soit au plan pratique, par son travail hospitalier, par sa participation à des expériences de cliniques populaires, de propager l'éducation sexuelle parmi la population.

1. Voici une liste de journaux (qui ne prétend pas à l'exhaustivité), auxquelles le Dr F. Martí Ibañez prêta sa plume, incroyablement prolifique, durant la guerre civile : *CNT Marítima*, *Boletín Comité pro Heridos (pour les Blessés)* CNT-AIT, *Estudios*, *Higiéa*, *Mi Revieta*, *Nuestro* (avec une série d'articles sur ... l'histoire du chemin de fer), *Porvenir* (conte pour enfants),

Au début de 1937, âgé seulement de 24 ans, il fut nommé, sur proposition de la CNT, pour occuper les postes de sous-secrétaire de la Santé du gouvernement de la République et de directeur général de la Santé et de l'Assistance Sociale de la Généralité

Outre ses articles volontiers longs et lyriques, Félix Martí Ibañez entretenait un contact direct avec les lecteurs par le biais de "consultorio" (consultation/courrier) *médico-eugénique* - dans *Tiempos Nuevos (Temps Nouveaux)* - ou *psychico-sexuel* - dans la revue de Valence *Estudios (Etudes)*.

" Dans le consultorio, Martí Ibañez employait presque toujours un schéma identique : après la question du lecteur ou de la lectrice - dans la plupart des cas, c'étaient des femmes - préalablement synthétisée, venait la réponse (introduction au thème, en le situant "scientifiquement", exposé et solution - provisoire, étant donné que la définitive était liée à l'avènement de la Révolution - du cas en question). La réponse était longue dans le cas de *Estudios*, mais concise dans *Tiempos Nuevos* et comportait un leitmotiv final triomphaliste, en guise de final heureux, dans lequel il décrivait le futur idyllique pléthorique de liberré, honnêteté, compréhension, égalité, vérité ... qu'impliquait la Révolution. " 3

En guise d'exemple des sujets proposés par les lecteurs, voici quelques questions traitées dans le No de janvier 36 de *Tiempos Nuevos*. A noter que dans ce consultorio médico-eugénique, le lecteur ne pouvait pas transmettre " plus de deux questions " rédigées de façon " claire et concise ".

" Question : La théorie psychanalytique admet-elle l'influence traumatique dans l'étiologie des névroses ? - Juan Romero (...)

Question : Existe-t-il quelque traitement médico-naturiste pour soigner la calvitie précoce ? - Un lecteur des Temps Nouveaux (...)

Question : 1<sup>ère</sup>: Est-ce une façon pour la femme d'éviter d'être enceinte que de marcher déchaussée sur un sol froid et de boire de l'eau, après la relation physique ?

2<sup>ème</sup>: Quel insecticide est recommandable contre les parasites appelés morpions ?

Réponse : 1<sup>ère</sup>: Non Monsieur, pas du tout.

2<sup>ème</sup>: Utilisez le produit dénommé Cuprex "

2. En août 38, il prit part à New-York, avec d'autres délégués, au Congrès Mondial de la Jeunesse pour la Paix. Après la guerre civile, il émigra aux Etats-Unis et travailla dans une grande entreprise de produits pharmaceutiques. Il mourut en 1974, toujours exilé aux USA.

3. Ignacio Vidal dans son introduction, pp 18-19, à l'anthologie du "Consultorio Psíquico Sexual", publié dans la revue mensuelle de Valence *Estudios* (du No 149, janv. 36 au No 165, juin 37). Le consultorio était souvent illustré de vues de femmes nues, photographiées dans un esprit naturiste. Certaines données biographiques sont dues aux informations recueillies par Ignacio Vidal.

Dans un article de synthèse, " Une nouvelle morale sexuelle comme base des conquêtes révolutionnaires " (*Tiempos Nuevos*, février 37), le Dr Martí Ibañez dresse un premier bilan mitigé des effets de la révolution sur le comportement sexuel et plaide avec véhémence (en recourant au langage champêtre) contre tout établissement de " préceptes rigides " et de " normes de conduite collective ".

" (...) Les premières journées révolutionnaires provoquèrent l'affleurement social d'une double attitude érotique : d'une part, l'exacerbation effrénée de beaucoup d'instincts réprimés jusqu'à présent (...), et, d'autre part, l'attitude tourmentée de beaucoup de puritains de l'amour, effrayés devant le libertinage qu'ils craignaient de voir se rapprocher. (...)

Crions-le bien haut pour que notre voix résonne dans tous les coeurs : La révolution sexuelle n'a pas encore eu lieu ! Les mêmes chaînes qu'autrefois persistent. Brisés les fers coercitifs qui placèrent sur chaque individu des lois antibiologiques et une fausse pudeur collective, chaque individu continue d'être attaché par des liens intimes. Et dans le meilleur des cas, en possédant encore une conscience révolutionnaire, il ne sait que faire de sa liberté dans le domaine sexuel. (...)

(...) beaucoup de révolutionnaires d'aujourd'hui tanguent lamentablement dans le domaine sexuel, tombant dans un libertinage douloureux ou dans un sec ascétisme. (...)

Affirmation préalable : il serait naïf et dangereux, ce qui représenterait une rechute dans les marécages érotiques capitalistes, déjà bouchés par l'alluvion prolétarienne, de vouloir forger une morale sexuelle collective, dont les normes rigides encadreraient la vie sexuelle de la société prolétaire. Ce serait substituer le puritanisme blanc au rouge et, sous les nouveaux préceptes, pour beaux et nobles qu'ils soient, le vin pétillant des désirs ardents insatisfaits continuerait de bouillonner dans les tonneaux de l'instinct. La sexualité est peut-être l'aspect le plus spécifiquement individuel de notre personnalité et prétendre faire rentrer la vie amoureuse dans le cadre de fer d'une morale collective signifierait, ou bien tuer le chaud et palpitant mystère de la sexualité sous un tas de préceptes, ou bien la laisser bouillonnante et rebelle sous ceux-ci. Non. Maintenant précisément, il importe plus que jamais de cultiver notre individualité érotique. Dans l'Autrefois capitaliste, nous semâmes la graine de la liberté sexuelle qui peut aujourd'hui se récolter. Et notre mission dans l'Aujourd'hui prolétarien est d'être jardinier de la fleur érotique individuelle. Arrosez-la avec ce nectar fécond qui s'appelle *culture génétique*, qui, dans l'actualité, est plus nécessaire que jamais pour les gosiers assoiffés de l'inquiétude érotique. (...)

Malgré ce souhait affiché de ne point édicter de nouvelles règles de comportement sexuel, le docteur Ibañez stigmatise " les dégénérescences sexuelles volontai-

res " qui profiteraient de la révolution pour se donner libre cours :

" La Révolution ne s'est pas faite pour que ceux qui, jusqu'au moment présent, craignaient la société et leur conscience, trouvent, sous prétexte que la Révolution autorise tout, une justification adéquate à leurs excès impulsifs. Attention ! C'est tout le contraire ! La Révolution est un filtre qui tamise les conduites et laisse les indésirables dans le crible. Etre révolutionnaire, c'est surtout être digne, conscient et propre. Et les excès, les infractions, les dégénéralions sexuelles volontaires seront balayées par l'éthique révolutionnaire, comme les feuilles sèches par le vent automnal. La Révolution, en rompant les fils écrasants de la morale catholique, ne va pas être un étendard qui cache de sales marchandises passionnelles. Et que tous ceux qui, protégés par un drapeau révolutionnaire, se réjouissent devant de possibles sauvageries sexuelles réfléchissent sur leurs devoirs. Les authentiques révolutionnaires - qui possèdent une morale autodidacte et spontanée - sont disposés à immoler au pied de leur étendard tous ceux qui essayent de le souiller avec une basse attitude érotique

Ni libertinage, ni monachisme. Le sexe doit surgir du creuset révolutionnaire purificateur et limpide. Avec des ailes pour voler librement, mais avec une boussole qui marque une direction déterminée. (...)

Comment pourra s'orienter la nouvelle éthique révolutionnaire ? Avant tout, en connaissant ce qui ne devra pas se faire, qui est d'éviter, en premier lieu, l'établissement de préceptes rigides et de normes collectives. Ce qui, vu dans le miroir des affirmations, montre, comme image réversible, que nous devons créer pour le sexe des directions et non des chemins fixes, des orientations élastiques et humaines par leur compréhension, et, de plus, qu'il faut rapidement forger dans chaque individu,

le désir de résoudre par lui-même ses problèmes érotiques et non pas par des imitations d'autrui.

Individualiser le sexe, le libérer des vieilles tyrannies, c'est la première forteresse à conquérir. (...)

La lenteur des esprits à évoluer dans le sens de l'éthique sexuelle anarcho-syndicaliste peut être illustrée par cette petite anecdote, située à Barcelone en avril 37, et qui démontre la perplexité vertueuse de nombre de militants devant la réalité encore *triviale* de certaines moeurs.

Rubrique "Un peu de tout" :

" Un spectacle dénigrant.

Dans la rue Hernan Cortès, tous les matins, un groupe de jeunes a l'habitude de se former pour s'adonner, en pleine rue, à la corde à sauter.

Dans le même endroit se placent une série de fainéants pour voir ou distinguer quelque chose que les jeunes filles doivent tenir caché.

Quand la corde se prend dans les jupes de l'une d'elles et montre plus que le convenable, il se fait un tapage de mille diables.

Ce spectacle ne pourrait-il pas être évité par propre morale ? " 4

\* \* \* \* \*



Dans leur campagne pour plus de *salubrité* dans les moeurs, les anarcho-syndicalistes eurent deux obsessions : la lutte contre la pornographie et, surtout, la lutte pour " l'abolition de l'amour mercenaire " <sup>5</sup>, c'est-à-dire la prostitution.

## LA PORNOGRAPHIE

Le combat entrepris contre la pornographie est révélateur d'un puritanisme latent, décelable dans la plupart des milieux libertaires espagnols.

Le credo anarcho-syndicaliste d'une sexualité épurée, naturelle et naturiste, se heurte au contenu cru, amoral de la pornographie.

Les militants anarchistes craignaient, semble-t-il, que la pornographie n'introduise dans leur vision sexuelle - illustrée de fait surtout par des corps de femmes aux postures ostentatoirement *naturelles* - une dimension dévergondante, scabreuse et, finalement, subversive à l'égard du nouvel ordre sexuel en voie d'édification.

Par ailleurs, la pornographie était obligatoirement reliée à la notion d'oisiveté et elle était considérée comme un des symptômes majeurs de la décadence des moeurs bourgeoises.

Dans le contexte de la guerre antifasciste et de la nouvelle société à échafauder, la pornographie était jugée comme une chose propre à gaspiller et à dilapider l'énergie et la volonté des combattants du monde nouveau. Ainsi, un milicien succombant aux tentations de la pornographie était un homme au potentiel combattif amoindri pour monter à l'assaut des troupes fascistes.

La presse anarcho-syndicaliste, en particulier les journaux des jeunesses libertaires, fourmille de diatribes à l'encontre de la pornographie.

Un grand titre de *Tierra y Libertad* (28 juillet 36) indique avec clarté l'esprit de cette croisade moralisatrice : " Vive la liberté ! Mort au libertinage ! ".

5. Titre d'un article du Dr Martí Ibañez paru dans S.I.A.S., mars 37.

Dans un éditorial, " La liberté ne veut pas dire libertinage ", *La Veu de Catalunya* (9 décembre 36) précise que " liberté ne peut se confondre avec libertinage, parce que, comme le libertinage représente un déséquilibre des basses passions opposé aux lois naturelles, la liberté, par contre, est accordée et fondée dans la Nature même. "

L'hebdomadaire des jeunesses libertaires de la région du Panadès, *Vida Nueva* déplore également la confusion faite autour de liberté/libertinage et en vient à constater que le véritable amour libre n'est encore pratiqué que par un petit nombre :

" (...) Actuellement, l'amour libre, seuls peuvent le pratiquer (et le vivent déjà) les individualités choisies, les naturistes, les végétariens, etc., etc. Les hommes conscients, avec une mentalité choisie et élevée,

Pour que les majorités puissent l'essayer, il faut comme principal élément, ne pas voir la femme dans l'aspect physique ou sexuel, mais dans l'intellectuel et le moral. " 6

Sous la plume de H. Josefa, *Vida Nueva* (23 janvier 37), dans l'article " Les Jeunesses Libertaires et la pornographie ", préconisait des mesures énergiques contre cette "honte" :

" La jeunesse lit de la pornographie. Elle atrophie ses sentiments. Elle ne profite pas de ce qu'elle lit. Sa mentalité s'ankylose. Elle ne sert à rien d'utile.

La pornographie a une seule utilité. Celle de faire que qui boit à sa source s'empoisonne. Qu'il soit un médiocre, un inculte, en plus des dommages sexuels qu'elle amène au moyen de son excitation érotique. (...)

Les Jeunesses Libertaires représentent la Liberté, la Justice, la Culture. En aucune manière, elles ne peuvent rien permettre qui s'oppose à ces trois grandes activités de la vie. Elles prennent la décision de détruire de la littérature. De la mauvaise. De la pornographique. (...)

Rendons-nous au kiosque, De la littérature pornographique, Nos nerfs sont secoués de rage. Nous la prenons et la brûlons, (...)

Le recours à l'autodafé, au feu purificateur, en lieu et place du débat d'idées et de la propagande fut encouragé par diverses instances de l'organisation des Jeunesse Libertaires, comme en témoigne l'une des résolutions du congrès de Catalogne du 11 novembre 36 : " Il est décidé aussi, sur proposition de l'Hôpital Général, que les J.L. se

6. *Vida Nueva* (Villanueva y Geltrú), 20 décembre 36, article de F. M. "L'amour libre et la liberté".

rendent aux kiosques où est vendue de la littérature pornographique et qu'on la brûle. " 7

Dans ce même esprit, l'hebdomadaire *Ruta* récapitule (en gros caractères) les tares de la pornographie et en appelle à de vigoureuses sanctions.

" Jeunesse ! Camarades ! La pornographie empoisonne la conscience, émousse les sens, dégrade les inclinations humaines.

La pornographie entraîne les vices solitaires et la dégénération sexuelle, tout ce qui amène les plus funestes conséquences dans nos organismes.

Où vous voyez de la pornographie, brûlez-là ! S'il y a récurrence, les mesures doivent être beaucoup plus énergiques. " 8

Il n'était pas non plus question d'admettre, sous couvert de charges anticléricales, des représentations pornographiques :

" Jeunesses Libertaires, nous devons poursuivre ces libelles qui, à l'abri du mouvement libérateur que nous vivons et avec le prétexte de ridiculiser des curés et des nonnes, remuent la vase de la plus effrontée pornographie illustrée. " 9

Aux yeux d'un certain Gan Nin, auteur d'un article intitulé "Comme toujours ... dans le présent" (*Oriente*, 29 octobre 36) - et que ne renierait probablement pas un curé de campagne -, c'est une " brigade spéciale " qu'il faut créer afin de se consacrer à " l'annihilation totale de cette classe de profiteurs " qui vivent de " livres, à couvertures et dessins intérieurs indécentes ", de " textes pornographiques grossiers, bas, sales, maladroits, inqualifiables " et de " petits romans verts, enfin de ceux qui pervertissent et corrompent la jeunesse innocente ".

\* \* \* \* \*

Les campagnes menées contre la pornographie irritèrent quelque peu E. Rubio Fernández, directeur du bi-mensuel *Mi Revista*.

Habitué à insérer dans son magazine des photos de starlettes peu vêtues, E. Rubio Fernandez réagit afin de démontrer que des nuances de taille s'imposent pour distinguer la " pornographie et l'esthétique " et afin de réhabiliter le nu

7. *Ruta*, 21 novembre 36.

8. *Idem*.

9. *Ruta*, 19 décembre 36, article de N.N. "Il faut assainir l'oeuvre révolutionnaire de l'arrière".

" Nous avons lu dans un journal un certain cri d'alarme, lancé contre la pornographie imprimée, qui selon le chroniqueur, se cultive maintenant publiquement.

Nous n'avons pu apprécier l'exactitude de la justification de cette alarme. (...)

Il y a un certain genre de produits imprimés, spécialement graphiques, sans prétention aucune de littérature ni d'art, que tout le monde, jusqu'à leurs propres auteurs et éditeurs, considèrent comme pornographie industrielle. (...) En Espagne, il est vrai que depuis quelque temps, la pornographie n'est pas clandestine, mais manifeste; elle se déploie dans les vitrines des librairies et elle est annoncée dans les dernières pages de quelques quotidiens. Le nudisme !

Mais, il faut distinguer, pour l'éviter, avec beaucoup de soin les concepts qui délimitent admirablement le terrain de l'esthétique et de la pornographie - que le collègue en question, à première vue, ne distingue pas -, il faut savoir apprécier la distance qui existe entre le nu serein de la sculpture grecque et le nu lubrique des alcôves pompéiennes.

Parce que le nu pour être nu n'est pas immoral.

Non, frère, pourquoi doit-il l'être !

La morale authentique, rigoureuse, sent ce qui est sain; l'autre, celle des pudibonderies et des tartufismes n'est pas morale; tout au plus de la petite morale, cette petite morale dont fait parade, après le repas, n'importe quel commerçant en légumes, qui attaque jusqu'aux statues.

Et ça sent très mauvais ! " 10

\* \* \* \* \*

Par leurs assauts contre ce qu'ils considéraient comme *pornographique*, les anarcho-syndicalistes s'érigeaient en juges de ce qui pouvait convenir ou non à leurs contemporains, renouant ainsi le fil des pratiques intolérantes et pudibondes du catholicisme.

Dans le recours à la censure de certaines formes d'expressions, le risque était implicite de vouloir se faire les arbitres ou les seuls dépositaires des bons critères, de la bonne ligne en matière de création artistique, et, finalement, de subordonner l'activité artistique aux besoins politico-guerriers du moment.

Au travers de ce genre de campagnes pour moraliser la vie publique, mais aussi en conséquence, l'existence privée et intime des individus, se profilait un dirigisme

des esprits et la volonté, à terme, de régenter les pensées.

Il est piquant de remarquer que dans la zone contrôlée par les nationalistes, une campagne semblable fut entreprise contre la pornographie, associée, en la circonstance, avec la littérature "révolutionnaire" ( " littérature socialiste, communiste, libertaire et, en général, dissolvante " ou encore de " tendance antipatriotique "). Sous le même couvert de " dégradation de l'intelligence docile de la jeunesse et d'ignorance des masses ", la pornographie était, là aussi, mise au pilori. <sup>11</sup>

La pornographie (ou ce qui est rangé sous ce vocable à la définition variable et incertaine, au gré des lieux et des époques) peut constituer un indice de l'état de tolérance, de libéralisme et de souplesse d'un régime. Les attaques convergentes lancées par les anarcho-sindicalistes contre la pornographie ne représentaient probablement qu'un premier signe vers une certaine mise au pas des esprits, au nom de la raison du nouvel ordre social en construction.

11. Voir à ce sujet l'art. "Le chef de l'Ordre Public de Cordoue entreprend une énergique campagne contre les livres pornographiques et révolutionnaires" et "La diffusion de la littérature pornographique et dissolvante est déclarée illicite" (décret du gouvernement de Burgos) dans le quotidien ABC de Séville du 26 septembre et 27 décembre 36

## LA PROSTITUTION

*L'entreprise la plus urgente à mener à bien dans la nouvelle structure sociale, c'est de supprimer la prostitution.*

Journal *Mujeres Libres*,  
65<sup>ème</sup> Jour de la Révolution.

Plus encore que le thème de la pornographie, la question de la prostitution fit l'objet de très nombreux articles dans la presse anarchiste.

La prostitution était considérée comme l'exemple même de la turpitude des moeurs bourgeoises; elle représenta le principal cheval de bataille dans la réforme de la sexualité.

Le commerce de l'amour symbolisait la toute puissance des rapports de type marchand, la prostitution apparaissait comme le domaine par excellence de la corruption par l'argent.

Les anarcho-syndicalistes réduisaient volontiers le phénomène de l'amour marchand au seul mode de vie bourgeois, où les *vices* et le dérèglement des moeurs découlaient directement de l'oisiveté et de l'opulence. La prostitution résultante de la misère constituait la forme ultime du salariat, comme système où l'individu est contraint pour vivre de vendre sa force de travail, et en l'occurrence son corps.

La responsabilité de la société capitaliste est mise en exergue par le Docteur Félix Martí Ibanez, dans une conférence sur " l'abolition de l'amour mercenaire ", prononcée au micro de l'émetteur "E.C.N. 1 de radio CNT-FAI" :

" (...) La société capitaliste maintint toujours à distance les prostituées. Après les avoir créées, elle veilla ensuite à les expulser de son sein et à leur lancer pour leur mordre les talons, la meute hululante du mépris. La littérature, créée autour des prostituées par le capitalisme, tendait à glorifier ses tares dans le meilleur des cas et à la présenter lyriquement dans un abîme de perdition, au fond duquel la fleur

du bordel se montrait hérissée par les épines du péché. (...)

Combattre la prostituée comme le fit Charlemagne, l'exalter comme Alphonse Dominique de Sade ont été des façons opposées d'arriver à la même finalité : maintenir la mercenaire loin de notre compréhension et contribuer ainsi à sauvegarder la "morale virginale des bourgeois", comme le dit Bertrand Russel, soutenant le contre-jour goyesque du bordel.

La Révolution a balayé les semailles de préjugés et de faussetés répandues par la bourgeoisie. L'automne révolutionnaire entraîne les feuilles sèches de la basse sexualité d'autrefois, avec ses tourments, et laisse le sol propre pour que, sur lui, avance à pas rapides le nouveau concept de l'amour. La prostitution n'est pas une institution indispensable, comme quelque sociologue l'indiqua, pour canaliser les "réactions antisociales de l'homme civilisé", relique de ces temps dans lesquels l'amour était relié à la violence et au rapt. La prostitution est le maillon visible de cette chaîne rouillée que forme la vieille morale sexuelle, dont les premiers et occultes anneaux sont submergés dans le fond de notre esprit et produisent l'hypocrisie sexuelle, le bas concept de l'érotisme, l'inégalité amoureuse entre hommes et femmes, les entraves économiques qui, jusqu'à présent, s'opposèrent à la liberté d'amour. (...)

En usant le problème de la prostitution avec une lime humaniste, jusqu'à le laisser dénudé de toute sa gangue rhétorique, il reste presque toujours le drame de femmes qui affrontèrent leur spontanéité sexuelle avec le critère tranchant d'une société qui n'acceptait d'autre amour que celui qui était encadré dans l'église. (...) Je crois en la liberté d'aimer. A cause de son immense valeur eugénique et spirituelle et parce que, dans l'authentique et monogamique liberté d'aimer, ne peuvent coexister ni la prostitution, ni le donjuanisme, plaies typiques de sociétés fanatisées religieusement et soumises au régime capitaliste. L'éminente liberté d'aimer sera, dans le futur l'aube de lumière pour les nouvelles générations, qui, en raison de leur nouvelle morale et de leur éducation sexuelle droite et propre, ne donneront pas lieu au développement de la prostitution. (...) <sup>12</sup>

L'argent étant le moteur de l'amour vénal, certains commentateurs postulèrent, innocemment, qu'avec la disparition souhaitée de la circulation monétaire, la prostitution ne pourrait plus fonctionner ...

" Aucune femme ne se vendra, parce qu'elle ne sera pas une matière cotisable comme les pois chiches ou les vêtements. Pour se vendre à un homme, celui-ci ne pourra donner de l'argent, parce que sa circulation sera annulée par la socialisation du tra-

12. Conférence du Dr Félix Marti Ibanez, L'abolition de l'amour mercenaire, Boletín de Información CNT-AIT-FAI, 20 mars 37 et reproduit également dans le No 1, mars 37, de S.I.A.S.

vail, et il ne pourra pas non plus acquérir des objets de luxe ou d'alimentation, puisque la remise de ceux-ci dans les magasins d'approvisionnement s'effectuera exclusivement en fonction de mérites de travail, LE DROIT DE PRODUIRE CONCÉDERA LE DROIT DE CONSOMMER.

De cette manière, la prostituée, la mieux achetée, n'existera pas; la liberté pour les deux sexes de pouvoir satisfaire pleinement les besoins sexuels, rendra superflue la commerçante du sexe. (...) " 13

Dans une société capitaliste où le salariat est la règle, chacun est concerné par le phénomène du monnayage, de la vente - à un degré ou à un autre - de sa propre personne. Ainsi, la question de la prostitution se trouve posée dans sa dimension quasi universelle.

" Le problème de la prostitution, dans le régime capitaliste que nous luttons pour détruire, nous atteint tous, au moins dans l'un de ses divers aspects. L'honnête ébéniste qui fait des meubles de luxe se prostitue, comme se prostitue l'étudiant qui cultive ses aptitudes avec les sous d'origine familiale, que lui croit honnêtes; le poète se prostitue qui met un prix à ses poésies. Le problème de la prostitution est de tous et atteint tout le monde. Si nous sauvons l'esprit, c'est au prix d'une vente matérielle. Dans une économie capitaliste, il ne peut en être autrement, puisque sa base même foment la grande prostitution, l'exploitation entre humains qui empêche toute possibilité de se libérer. Mais les hommes oublient facilement leurs fautes et remarquent celles du prochain.

Ainsi s'explique qu'en parlant de prostitution, nous nous référons exclusivement à la misère des femmes qui, pour subsister, se voient obligées de vendre l'un des organes de leur corps. (...) " 14

\* \* \* \* \*

Le danger des maladies vénériennes propagées par la prostitution est très souvent souligné.

Les miliciens sont tout particulièrement mis en garde contre ces maladies susceptibles d'entamer fâcheusement leur capacité guerrière.

La logique de la guerre impose un contrôle étroit des corps, et donc de l'activité sexuelle.

Le bulletin *Bakunin*, organe de la caserne barcelonaise du même nom, publia une mise en garde sous forme de " dix préceptes pour éviter les maladies vénériennes "; il y est principalement prôné l'abstinence sexuelle :

" (...) 5<sup>ème</sup>. - La continence sexuelle dans la jeunesse n'est pas préjudiciable,

13. Article signé S.D.R., "Le travail sera la loi vitale du nouveau régime de vie", dans *Vibraciones*, 30 juillet 37.

14. Texte "Prostitution", *Fuerza y Cerebro*, 21 mai 37



bien au contraire, elle offre une garantie sûre d'une bonne et saine succession.

6<sup>ème</sup>. - Les relations avec des pervers et des personnes qui se donnent facilement au premier venu sont dangereuses, étant donné que presque tous sont contaminés. Ces relations, il faut les éviter à tout prix. (...) "

Ces préceptes ne présentent pas de conseils pratiques, ni de mesures d'hygiène prophylactiques, elles se bornent à recommander de consulter tout de suite un médecin, au cas où des symptômes anormaux apparaîtraient. <sup>15</sup>

Dans la ville de garnison qu'était devenue Lérida, les maladies vénériennes, par le biais de la prostitution, avaient, semble-t-il, provoqué des ravages au sein des troupes. D'autre part, lors des premiers départs enthousiastes des milices vers le front, un certain nombre de professionnelles de l'amour s'étaient jointes aux colonnes, ce qui amena quelques complications au front pour le maintien strict d'un moral de guerre et facilita le développement des maladies vénériennes.

Le quotidien *Acracia*, organe de la CNT-FAI de Lérida, déplore les dégâts causés par la prostitution génératrice de contamination vénérienne :

" Profils de la vie locale,

Pertes superflues.

La prostitution est un produit naturel de la guerre. Il est naturel qu'à chaque nouvelle guerre, un des plus grands dangers soit son développement démesuré. Lérida, en raison de sa proximité du front de lutte, ou pour d'autres causes qu'il faudrait rechercher, a vu depuis le premier jour les pertes que cela a causé.

Obéissant à des impulsions peu claires, dans les premières expéditions de milices vers l'Aragon, nous pûmes être témoins, lors de leur passage par notre capitale, qu'avec elles allaient beaucoup de ces femmes, qu'on appelle de mauvaise réputation. Les résultats ne se firent pas attendre; peu de jours après, le Dispensaire de la Lutte Antivénérienne de notre ville se vit obligé d'hospitaliser beaucoup d'entre elles et presque une centaine de miliciens attaqués de maladies vénériennes. A partir de cette date, on s'est donné pour bonne la consigne : "Garde-toi des maladies vénériennes comme des balles elles-mêmes". (...)

Le nombre de malades vénériens est si grand que nous pouvons assurer sans crainte de nous tromper qu'il est beaucoup plus grand que celui produit par les balles ennemies. (...) " <sup>16</sup>

15. Bakunin, 16 janvier 37.

16. *Acracia*, 12 février 37.

Le déclenchement de la guerre et de la révolution amena une soif sexuelle intense. Dans les casernes, la privation déboucha parfois sur une " folie sexuelle ", à en croire le nommé Valle, "délégué de presse 1<sup>a</sup>.-4<sup>o</sup>" qui, dans *El Guerrillero* (No du 6 mai 37), hebdomadaire du Régiment de la 2-3<sup>ème</sup> Division cantonnée à Tarragone, en invoque " l'équilibre moral " afin de " vaincre la chair " :

" De la morale.

Elle ne peut pas causer bonne impression ni à vos chefs, ni à vos Commissaires, ni à moi soldat insignifiant, la folie sexuelle qui a atteint quelques-uns d'entre vous, ni la marche que quelques-uns d'entre vous veulent entreprendre par l'imaginaire chemin de rose du plaisir sexuel. Je vais vous parler d'équilibre moral avec des paroles qui, bien qu'é émises par mon cerveau, ont été filtrées par mon coeur.

Il existe des camarades (heureusement pas beaucoup) qui passent leurs journées en glorifiant les excellences de l'amour acheté et en induisant aux pires des vices, avec leur conception erronée du bonheur, des compagnons dont la chair n'engagea jamais de contacts avec aucun sexe pourri et dont les lèvres ne connurent pas d'autres baisers que ceux de la mère qui les engendra,

Camarades !! Quelques secondes de spasmes ne peuvent se comparer à toute une vie saine et pure, dans laquelle vous trouvez le bonheur par la tranquillité de votre esprit; la caserne de maintenant doit être et est une école qui forge des hommes forts physiquement et moralement, des hommes aptes pour défendre les postulats d'une Société plus juste et plus humaine de prolétaires honnêtes.

Camarade, lutte et vaincs ta chair !!!

Salut.

VALLE

Délégué de presse 1.<sup>a</sup>.4.<sup>o</sup> "

Les permissions devaient se passer de façon convenable et ne pas donner lieu à des comportements déréglés.

Aux dires de *El Frente*, bulletin de la Division Durruti (8 février 37), l'arrière manquait de " sérieux ", connaissait une " débauche de frivolités ", avec " certains secteurs de démoralisation ", " en premier lieu la prostitution ".

L'arrière ne se rendant pas compte suffisamment de l'effort de guerre à accomplir, ce n'était pas une raison pour que les miliciens se laissent aller lors de leur permission.

" Compagnons qui vous en allez en permission, un mot : Employez cette permis-

sion qui vous est concédée, non pas pour vous dégénérer ou vous dépraver. Beaucoup emploient ces jours pour passer de vice en vice et de beuveries en ripailles, et ainsi s'écoulaient tous les jours passés en ville. (...) " 17

Sous le titre "Au nom de la Révolution, plus de moralité", Carmen Adell s'adresse aux miliciens pour qu'ils occupent leur temps de permission à accroître leur culture par le livre et par l'étude, et elle leur recommande, avec fougue, d'épargner leurs énergies plutôt que de les dissiper sexuellement :

" (...) Maintenant, en pleine Révolution, on boit et se prostitue; et ce ne sont pas les anciens privilégiés, ni les anciens fils à papa; non, ce sont ceux qui se disent révolutionnaires.

Quelle peine et quelle honte je ressens si dans la rue je tombe sur un ivrogne déguisé en milicien ! Et je dis déguisé, parce que l'uniforme de milicien, seuls devraient le porter ceux qui sont capables de sentir et d'honorer la Révolution.

Si nous devons donner une nouvelle direction à la société, nous ne la donnerons pas précisément en fréquentant les bordels. Miliciens, comprenez ! Hommes, raisonnez ! Quand, au front, vous livrez un combat duquel vous sortez indemne, ne gaspillez pas vos énergies en combats voluptueux; elles doivent seulement servir pour anéantir l'ennemi. Votre pensée doit seulement être une : gagner la guerre ! Et si parfois vous sentez que le poulain se cabre en demande d'expansion, sachez chevaucher comme un bon cavalier; saisissez fortement les rênes de votre volonté, préférez l'homme à la bête, et ... dominez-la ! Quand vous le sentez rendu à votre volonté, levez la tête avec orgueil et vous aurez gagné la bataille la plus difficile à livrer et, encore plus, à gagner. Quand vous aurez fait cela, soyez bien assuré que vous aurez fait un pas gigantesque vers votre libération morale. (...) " 18

Probablement las de réclamer sans grand succès plus de tenue morale ou la fermeture des maisons de tolérance, on eut parfois recours à l'argumentation qui disqualifiait la prostitution, en raison de liens supposés qu'elle entretenait avec " la cinquième colonne " 19, avec l'espionnage au profit des nationalistes.

A Gérone, *Fuerza y Cerebro*, dans le texte "La prostitution et l'espionnage" s'attaqua résolument aux lieux de frivolité immorale, qui représentaient finalement un

17. El Frente, 26 avril 37.

18. Vida Nueva (Villanueva y Geltru), 20 février 37.

19. La cinquième colonne est le nom donné, bien imprudemment, par le général Mola au début de la guerre, aux éléments nationalistes demeurés dans Madrid et qui constituaient une *colonne* supplémentaire clandestine venant s'ajouter aux quatre colonnes qui cherchaient à encercler la capitale.

danger pour la "sécurité de la guerre" :

" (...) Nous voyons continuellement les Cabarets, Bals, "Taxis", Music-halls, bordels, etc, etc, fréquentés par une fourmillière de miliciens, qui pullulent dans ces lieux, beaucoup de fois en état d'ébriété; exemples d'inconsistance qui discréditent la morale révolutionnaire et réfutent la noble action que nous soutenons. (...)

Les prostituées, femmes dépourvues de tout scrupule, esclaves de l'argent et du luxe, la majorité d'entre elles font les jeux iniques qu'on leur propose, du moment que ceux-ci sont bien rétribués par ceux qui en font la demande.

Et nous savons déjà ce qu'il en est des nombreux vols, escroqueries et chantages qui, en temps normaux, se sont toujours commis dans les faubourgs de la pègre; et davantage maintenant, dans des circonstances belliqueuses, dans lesquelles se répand à foison l'espionnage.

(...) avant tous les divertissements populaires, et par dessus les luxures humaines, se trouve la sécurité de la guerre, qui représente la garantie maximum de la société. (...) " 20

\* \* \* \* \*

A Barcelone, le phénomène de la prostitution était depuis longtemps déjà fort important.

Tout un quartier, le *barrio chino* (quartier chinois) était spécialisé dans l'industrie de l'amour.<sup>21</sup> Dans cette grande ville portuaire, l'irruption de la guerre accrût, vraisemblablement, la prostitution. A moins que dans le contexte des grands débats quant à la régénération de la société, la question de la prostitution, traitée de front, ait été particulièrement discutée et, en particulier, dans les journaux anarchistes.

Quoiqu'il en soit, le problème était de taille et si l'on en croit les chiffres avancés, en janvier 37, par l'hebdomadaire *Vida Nueva*, " il y a déjà quelques années, l'on calculait à plus de 30'000 celles qui exerçaient la prostitution dans la capitale catalane. " 22

L'évolution défavorable de la guerre pour le camp républicain entraîna un af-

20. Fuerza y Cerebro, 21 mai 37.

21. Pour une description du phénomène passé et présent de la prostitution à Barcelone, voir André Barey Vivre à Barcelone, José Maria Carandell Guia secreta de Barcelona, Xavier Domingo Les mauvais lieux de Barcelone et le roman de A. Reyre de Mandiargues La marge

22. Article de Jacinto S. de Mora, Evitons le commerce sexuel, Vida Nueva (Villanueva y Geltru) 3 janvier 37. A titre de comparaison, un rapport publié en 1980 par l'"Institut de Réinsertion Sociale" déclarait qu'à Barcelone environ 45'000 femmes (dont le 70 % contrôlées par des clans de proxénètes) se consacrent à la prostitution, in Tele/eXpres, 16.4.1980.

flux de réfugiés à Barcelone et, par contre-coup, un accroissement de la prostitution.

" (...) L'augmentation fantastique de la prostitution vient aggraver cette situation [de débordement sexuel]. En raison des circonstances propres de notre lutte, des milliers de réfugiées se sont vues obligées de se lancer dans la prostitution clandestine, pour avoir une source de revenus. " 23

Sous le titre " les réfugiés dans les bordels ", *Alerta ... !*, "journal au service de la révolution prolétarienne", dénonce les conditions d'hébergement faites aux réfugiés, alors qu'à Barcelone, " tant de maisons, tant d'énormes édifices demeurent vides et inhabités ".

" Les réfugiés dans les bordels.

La solution ne peut être plus honteuse, ni plus dénigrante. Les réfugiés ont si peu de valeur pour les autorités qu'ils n'ont pas mérité d'autre logement que les maisons closes, les antres de corruption, les bordels.

A Barcelone, on ne permet pas aux "prostituées" de TRAVAILLER plus que jusqu'à minuit. A cette heure, elles doivent laisser les chambres avec leurs lits pour que les "réfugiés" les occupent. AINSI, COMME NOUS LE DISONS : LES REFUGIES DORMENT DANS LES LITS, QUI QUELQUES MOMENTS AVANT ONT SERVI DE COUCHE DE PROSTITUTION. La police, "le commissaire des pensions" a donné des ordres à tous les "bureaux d'amour" pour qu'à minuit juste cesse la "vente" et que les lits soient disponibles pour les réfugiés, qu'ils envoient avec le bon correspondant pour dormir,

Les "Meublés" ont également l'ordre de ne plus recevoir de visites nocturnes à minuit. Il y a seulement une exception pour ceux qui sont dirigés par des étrangers, à qui on permet d'étendre le "négoce" jusqu'à TROIS HEURES DU MATIN.(...) " 24

\* \* \* \* \*

En vue d'éradiquer la prostitution dans la Barcelone prolétarienne, le projet fut émis de raser, tout simplement, le quartier chaud spécialisé en ce domaine, soit le Barrio Chino.

Le journal *Hoy* (Aujourd'hui), porte-parole du Comité Régional en Catalogne des Industries de la Construction, du Bois et de la Décoration CNT-AIT, recueillit les intentions des membres du Groupement Collectif de la Construction à Barcelone :

" (...) - Avez-vous des projets ?

- Bien sûr. Nous désirons nous attaquer une fois pour toutes, pic démolisseur

23. Article En Espagne, la sexualité débordée, *Mar y Tierra*, 8 décembre 37

24. *Alerta ... !*, 20 novembre 37.

en main, au *Barrio Chino*, école et Musée du vice, Nous désirons hygiéniser le logement."

Ce même journal réaffirme, dans un autre texte ("Temps Nouveaux"), la volonté d'assainir ce quartier :

" (...) La valeur du travail propre est si formidable que si l'on met au grand jour l'infect *Barrio Chino*, si dans sa superficie il y a des jardins et des maisons, avec lumière et air, la croûte du vice, la lèpre du crime et le cancer de la prostitution disparaîtront. Est-ce qu'une prostitution occulte et dorée, hors de là, pourra subsister ? Bah ! Notre pic démolisseur arrivera là aussi. (...) " <sup>25</sup>

Déjà, *Tierra y Libertad* (13 août 36) avait appelé de ses vœux à la reconversion des maisons closes :

" Nouveaux temps, nouveaux problèmes

(...) Hygiène et culture.

Il y a ici deux nécessités urgentes : hygiéniser la vie et la dignifier. Que chaque taverne et que chaque bordel se transforme en une piscine, qui se transforme en une centaine de hauts robinets pour douche. (...) "

Devant le spectacle " révoltant de voir à Barcelone, à certaines heures, les hommes faisant la queue à la porte des bordels ", *Ruta* (28 novembre 36), sous la plume de "Rebledias", exprime son indignation :

" Ce Barrio Chino et ce qui n'est pas Barrio Chino

Moi, je croyais que la Révolution que nous avons commencé en finirait immédiatement avec les antres du vice, avec les centres de corruption et avec les cafés et bars protecteurs du vagabondage et des embusqués. (...)

Jusqu'à présent, seuls les anarchistes de Madrid sont dans la morale anarchiste.

A Barcelone, à Valence (où il y a aussi un *barrio chino*), il est honteux de voir les miliciens qui n'ont pas le courage d'aller au front, ces lâches escanilles embusqués derrière un fusil, promener et traîner les armes dans les bordels et dans les bars qui les entourent. (...)"

A noter que, paradoxe de l'histoire, c'est le régime franquiste, soucieux d'une respectabilité de façade, qui s'attaqua fermement au Barrio Chino, en faisant raser sa partie inférieure, alors qu'un décret loi, du 3 mars 1956 (conformément à la Convention de Genève de 1949) abolit - officiellement - la prostitution et ferma les maisons closes.

\* \* \* \* \*

La question de la prostitution illustre bien la lenteur des esprits à évoluer et la grande difficulté de rompre brutalement avec des habitudes ancestrales.

A défaut d'être en mesure de supprimer réellement la prostitution, les anarcho-syndicalistes se rabattirent parfois sur un *réformisme* destiné à accommoder la condition des prostituées, comme peuvent en témoigner ces écriteaux fixés, à Barcelone, dans des lupanars pour rappeler le respect de la dignité humaine :

" Camarade, traite bien la compagne que tu choisis.

Pense qu'elle peut être ta fille, qu'elle peut être ta soeur. " 26

Carlos Semprun-Maura, dans son livre "révolution et contre-révolution en Catalogne", parle même d'une éventuelle - et hypothétique - transposition de la formule autogestionnaire aux maisons closes :

" Les communistes, voulant prouver la "folie collectivisatrice" des anarchistes, ont dit que les fameux bordels du non moins fameux "barrio chino" de Barcelone furent également collectivisés. Mais nous n'avons pas trouvé trace de cette intéressante initiative dans les documents et les livres traitant ce sujet ... " 27

L'organisation féministe libertaire Mujeres Libres, comme nous l'avons signalé plus haut, entreprit une vaste campagne pour extirper la prostitution. Par voie d'affiches, Mujeres Libres plaidait pour les "libératoires de prostitution" : "Une vie vous est donnée qui vous formera pour un travail digne et une existence humaine".

Mujeres Libres, dans un texte publié dans *Ruta* (21 janvier 37), indique les orientations de sa campagne pour supprimer la prostitution :

" Les music-halls et les maisons de prostitution continuent d'être bondés de foulards rouges, rouges et noirs et de toutes sortes d'emblèmes antifascistes.

C'est une incohérence morale incompréhensible que nos miliciens - lutteurs magnifiques des libertés tant aimées sur les fronts - soient à l'arrière, ceux qui soutiennent et étendent même la dépravation bourgeoise, dans l'une de ses formes les plus pesantes d'esclavage : la prostitution de la femme. On ne s'explique pas que des esprits disposés dans les tranchées à tous les sacrifices nécessaires pour vaincre dans une guerre à mort, favorisent dans les villes l'humiliant achat de la chair de leurs soeurs de classe et de condition. (...)

26. Cité par Rafael Abella, *La Vida Cotidiana durante la guerra civil*, tome II, p. 56.

27. C. Semprun-Maura, p. 97. Dans leur histoire officielle de la guerre, les communistes espagnols affirment effectivement que les anarchistes, "dans leurs aberrations, en arrivèrent à «syndicaliser» les maisons de prostitution de Barcelone, qui étaient exploitées au bénéfice des Comités de la FAI. " [!:] Extrait de "Guerra y revolución en España 1936-1939, Tome II, chap. "Les anarchistes et l'industrie catalane", p. 32.

Le Groupement Mujeres Libres proposa la création des libéatoires de prostitution sur la base des normes suivantes :

- a) Recherche et traitement médical
- b) Traitement économique et éthique pour encourager, parmi les accueillies, un sens de la responsabilité.
- c) Orientation et formation professionnelle.
- d) Aide morale et matérielle chaque fois que cela leur sera nécessaire, même après s'être rendues indépendantes des libéatoires.

Nos compagnons de la Santé sont décidés à mener rapidement à terme cette initiative. Mais, ce travail sera inefficace si vous, combattants, n'y collaborez pas avec une attitude résolument émancipatrice.

Mujeres Libres " 28

Des précisions nous sont données par le docteur Félix Martí Ibañez sur le fonctionnement et les attributions des libéatoires de prostitution, centres rattachés à l'assistance, branche qui est " fondamentalement dans sa conception moderne, une véritable thérapie sociale dans le domaine technique et une oeuvre de solidarité dans l'aspect moral " :

" (...) Le libéatoire de prostitution ne sera pas un lieu où magiquement le fantasme du mercenarisme peut s'aventurer. Le libéatoire est une station de transit à travers lequel la prostituée peut se réadapter à une vie neuve, à la société et au travail.

Une fois réalisé le recensement de prostituées, apparaîtront les libéatoires, établissements avec l'apparence et l'agrément d'un foyer - jamais avec des similitudes de prison - dans lesquels existeront trois types d'activités : sanitaires, de rééducation et Psychothérapie et de travail. Le traitement médicamenteux, les cures d'eau et de soleil, restaureront au préalable l'architecture biologique de la patiente. Après une thérapie psychothérapique, la psychologie médicale et la Psychotechnique appliquées à l'internée, lui permettront de se ressocialiser, de se réadapter à un monde près duquel elle vivait, mais depuis dehors, jamais en ne s'y sentant à l'intérieur.

28. Solidaridad Obrera apporta son appui à la campagne de Mujeres Libres; ainsi, par cette "Lettre ouverte au Groupement Féminin "Mujeres Libres" "(29 décembre 36) : " Par la ville, et avec l'épigraphie "libéatoires de prostitution" se détachent, collées aux murs des affiches qui évoquent la misère sociale, le cancer social de la prostitution. (...) Louable est votre oeuvre, compagnes de "Mujeres Libres", contre la prostitution. Votre propagande par affiches a un profond sens sentimental, qui incite à la compassion, à la pitié envers ces malheureuses qui doivent être rachetées, libérées de l'ambiance corruptrice du bordel. (...) "



Dans un troisième type d'activités, l'ancienne prostituée, après avoir fait un temps d'épreuve dans l'école d'apprentissage de l'établissement, en sortira pour passer par les bourses de travail pour exercer un métier ou une profession libérale.

L'épuration du faux "art frivole", une vaste campagne d'éducation sexuelle populaire et l'implantation obligatoire pour chaque femme d'avoir à justifier ses moyens d'existence, contribueront au succès de cette initiative, qui a été encouragée, avec tant d'entrain, par des groupes féminins et révolutionnaires divers. (...)

La rédemption des mercenaires de l'amour doit être l'oeuvre d'elles-mêmes, [point de vue qui fait directement référence au célèbre principe de la Première Internationale : l'émancipation des travailleurs doit être l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes]

en acceptant les moyens qu'aujourd'hui nous leur proposons pour recommencer leur vie. Plus loin, la face du monde doit changer. Dans une société d'êtres libres, qui savent faire de l'amour un ensemble intégral et harmonique où la passion érotique est infiltrée d'idéalisme, l'hydre de la prostitution ne pourra pas se remettre à croître. (...)<sup>2</sup>

Tout laisse à penser que la mise sur pied des libérateurs de prostitution ne fut guère, voire pas du tout, concrétisée. Le contexte de guerre, les problèmes économiques de plus en plus aigus et le poids des habitudes empêchèrent (pour reprendre une expression du Dr Martí Ibañez) de "convertir les prostituées en travailleuses responsables et conscientes".

Voyant que rien ou fort peu ne changeait, J. R. Cebrian dans *Ideas* (4 mars 37) faisait part de sa défiance à l'encontre des mesures administratives destinées à mettre un terme aux "écueils" que constituent les bordels :

" (...) Avoir confiance dans des décrets, c'est perdre son temps : parce qu'il ne faut pas oublier que les Mairies, comme aussi la Généralité, retirent de ces sales négoes comme d'une mine d'or ... Tu dois le faire toi, peuple noble, généreux, juste et humain et tu ne dois pas espérer que les autres le fassent. (...)

Si nous espérons que ces nouveaux bureaucrates fassent l'oeuvre sociale que nous désirons tant, nous les anarchistes, les idéalistes et les "Mujeres Libres", soyez sûrs que tout, absolument tout, restera comme c'était ... pire si augmentent ceux qui nous haïssent tant !

Exigez jeunes ! que l'on trouve du travail à nos soeurs, en les arrachant ainsi de ces antres de douleur. (...) " 30

29. Article L'abolition de l'amour mercenaire, op cit.

30. De semblables réticences sont exprimées par Fuerza y Cerebro (21 mai 37) : " (...) Espérer qu'un décret supprimant la prostitution résolve le problème, c'est trop naïf. Il ne suffit pas de fermer les bordels, ni d'empêcher les racolages dans la rue, ni d'adopter des mesures plus ou moins sanitaires; c'est dans l'âme de l'homme qu'il faut détruire la prostitution, qu'il faut la fermer définitivement. (...) "

L'action d'envergure menée par les anarcho-syndicalistes pour abolir la prostitution se situa dans le contexte plus large d'une campagne pour *raisonner* les esprits et les faire dévier d'une certaine *folie sexuelle* des premiers temps. La prostitution, de fait, s'inscrivait en faux à l'égard de la nouvelle société composée d'émancipés.<sup>31</sup>

Combattre le *vice* que draine et nourrit la prostitution afin d'éviter que la "société libre qui se crée" ne devienne une "Société de vicieux"<sup>32</sup>, telle pourrait être en résumé la tâche de moralisateurs que se fixèrent les anarcho-syndicalistes de manière à ramener le peuple dans la *juste voie* du labeur et de l'effort de guerre.

A relever que cette démarche moralisatrice était partagée par les autres courants révolutionnaires d'alors, et par divers milieux républicains, les anarchistes ayant toutefois creusé davantage leurs espoirs de voir la prostitution anéantie.

Dans leur croisade contre la prostitution et la pornographie, les anarcho-syndicalistes essayèrent d'imposer un type de comportement sexuel et cherchèrent à contrôler l'activité des corps, sous couvert de vouloir empêcher la déstabilisation de la famille prolétarienne et la dépravation de la jeunesse.

31. " Un peuple, qui admet en son sein certaines professions, humiliantes pour la personnalité humaine, pour élever le trésor national, jamais ne pourra s'élever.

La prostitution entrave la socialisation et l'avance de la Révolution ". Article de José Maria Ruiz, Les bordels ... !, Alba Roja, 4 mars 37.

32. Ruta, 31 octobre 36.

## AIDE SOCIALE

Dans son profond désir d'atténuer, voire de supprimer les inégalités, la révolution prit fortement en considération les laissés-pour-compte, les démunis et les exclus de la société.

La révolution économique, par l'introduction de l'autogestion généralisée, devait réduire considérablement les inégalités matérielles. La révolution sociale, partant de préoccupations morales et humanitaires, aspirait à limiter les conséquences des inégalités de naissance, en apportant son appui aux personnes physiquement ou mentalement handicapées.

Ce mouvement d'aide aux faibles ne reposait plus sur la charité, considérée comme une attitude hautaine camouflant les racines politiques des injustices, mais tenait à se fonder sur l'élargissement de l'esprit de solidarité.

Le Conseiller de la Santé et de l'Assistance Sociale de la Généralité, le CNTiste Pere Herrera, dans l'éditorial du premier No de *S.I.A.S.* (revue porte-parole de ce département) développa l'idée de la " solidarité effective " :

" (...) C'est (...) le moment pour faire s'écrouler la vieille légende qui présentait les révolutionnaires uniquement comme des êtres destructeurs et méprisants de leur vie et de celle d'autrui, et, avec notre activité constructive et humanitaire, de donner un haut exemple digne d'être imité. (...)

Il sera démontré que notre *solidarité* est l'aide franche, étendue et désintéressée, alors que la *charité* des autres était une farce honteuse couvrant les multiples saletés produites par le capitalisme.

Même dans la manière pratique de prêter assistance, il existe une distinction fondamentale, facilement perceptible. Avant, l'argent, la recommandation ou l'hypocrisie étaient le brevet d'identité indispensable pour être pris en considération. Maintenant, il n'est pas requis autre chose que d'être nécessaireux; les castes ont disparu et toutes les personnes sont considérées sur un strict plan d'égalité; l'oeuvre que nous entreprenons emploie dans la même proportion

la science et les principes humanitaires les plus larges. " 1

Les anarcho-syndicalistes, dans leur participation aux gouvernements (Généralité et gouvernement central), s'occupèrent beaucoup d'assistance sociale et de santé. Le souci des libertaires pour les problèmes sociaux concrets et leur manque de goût et d'habitude pour les combinaisons politiques expliquent probablement leur importance présence à des postes de haute responsabilité en matière d'aide sociale.

Ainsi, lorsque les anarcho-syndicalistes décidèrent de participer à la direction de l'Etat, c'est à Federica Montseny que revint le portefeuille de la Santé et de l'Assistance Sociale, tandis qu'en Catalogne, ce même département, dans le cadre des divers gouvernements de la Généralité, fut le plus souvent attribué à des représentants de la CNT (Antoni García i Birlan, Pere Herrera, Josep Juan i Doménech, Aureli Fernandez, Valeri Mas i Casas et Robert Alfonso Vidal).

En dépit du poids des impératifs de la guerre, les anarchistes, placés pour une fois en situation d'agir véritablement sur les choses, préférèrent transiger avec leur doctrine acratique - au risque d'aller au-devant de contradictions insurmontables - afin d'entreprendre, *ici et maintenant*, des transformations tangibles; comme le résuma F. Montseny : " en un mot, je prétendais faire une oeuvre réformiste à l'intérieur de mon sens révolutionnaire " 2.

Cette volonté *réformiste* que *malgré tout* les anarchistes déployèrent dans les diverses sphères des affaires sociales est exposée par la ministre anarchiste dans son article " L'air rénovateur de la Révolution, ce que sont et ce que seront la Santé et l'Assistance Sociale " :

Il vaudrait mieux dire, ce qu'étaient et ce que seront la Santé et l'Assistance Sociale.

Parce que maintenant, avec les tracas des problèmes posés par la guerre

1. S.I.A.S., No 1, mars 37. Jusqu'au No 3 (juin-juillet 37), le Dr Félix Martí Ibañez est le directeur technique de la revue, Sim fonctionne comme directeur artistique et J. M. Francès occupe le poste de rédacteur en chef. A propos de la nouvelle orientation de l'assistance sociale, voir aussi l'éditorial (S.I.A.S., avril-mai 37) de Aureli Fernandez, nouveau conseiller CNTiste de ce département.  
2. Federica Montseny "Mi experiencia en el Ministerio de Sanidad y Asistencia Social", conférence prononcée le 6 juin 37 à Valence, p. 14.

avec la constante préoccupation de celle-ci, l'oeuvre rénovatrice, réalisatrice de nouvelles conceptions sociales appliquées à l'exercice d'un pouvoir [sic] émanant de la Révolution et du Peuple, est limitée et conditionnée à l'excès. Mais, malgré tout, l'oeuvre se fait. Modérément, sans bruit, profitant du moment favorable, de la circonstance propice où tant de vieilles valeurs sont restées subverties, pour mettre en pratique toute une nouvelle conception des hommes et des choses. " 3

Les chocs et les collisions doctrinales que ne purent pas éviter les anarchistes dans leur option de pragmatisme sont patents en matière de santé et d'aide sociale, où une vaste redistribution des attributions fut déployée en faveur de l'Etat et au détriment des organismes privés.

L'enjeu était donc de mettre un terme à " la Bienfaisance, fanfaronne, ostentatrice, humiliante "4 et de lui supplanter un système d'entraide basé sur la solidarité sociale. La recherche d'une efficacité immédiate entourée du sceau de la légalité eu ... comme résultat de doter l'Etat de compétences très étendues. L'Etat, institution présentée, en la circonstance, comme étant neutre, se vit confier la mission et les prérogatives d'incarner la solidarité sociale. A lire le bilan, dressé par F. Montseny des sept mois de son ministère, on a le sentiment que souvent la propension était d'insister sur la notion de solidarité nationale, représentée par l'Etat, plutôt que de maintenir l'idée de solidarité sociale, considérée sans doute comme trop vague.

F. Montseny raconte que l' "une des plus grandes batailles livrées et gagnées par les anarcho-syndicalistes " fut " l'incorporation par un Décret " de " la bienfaisance privée à l'Assistance Sociale " :

" Je me souviens qu'alors je me dis que moi, comme anarchiste, je ne pouvais faire cela. C'est-à-dire que moi, comme anarchiste, je ne pouvais tuer l'initiative privée, empêcher qu'un monsieur meurt et lègue sa fortune à un but X.

Je dois me demander avec étonnement : Est-il possible que des hommes plus ou moins socialistes, que des hommes qui partagent avec nous la responsabilité d'un Gouvernement en pleine étape révolutionnaire, se sentent alarmés par quelque chose d'élémentaire, par quelque chose pratiqué dans les pays où la charité n'existe plus, où la bienfaisance privée s'est transformée totalement et

3. S.I.A.S., mars 37.

4. Article de F. Montseny, op cit.

s'est convertie en organisation de la protection de la propre Société aux victimes que la Société a faites ?

Je dus livrer la bataille et je la gagnai. Je la gagnai, en arrivant à incorporer à l'Etat, puisque que c'était dans l'Etat que je l'incorporais, tout l'énorme trésor perdu, remis jusqu'alors aux mains du clergé et des entrepreneurs qui utilisaient la religion pour obtenir que les riches acquièrent une place préférentielle au ciel, à condition de laisser leur fortune pour telle ou telle autre cause, cette cause n'étant jamais utilisée, et les administrateurs et dispensateurs, de préférence au ciel, vivant de l'usufruit. Et je pensais faire de grandes choses avec tout cet énorme capital flottant, avec tous ces millions qui étaient morts et que personne ne bougeait. " 5

Après les événements de mai 37 et une fois amorcé le déclin de leur influence politique, les anarcho-syndicalistes reconsidérèrent le rôle de l'Etat. Minorisés au sein des institutions républicaines, ils n'étaient alors plus enclins à croire que le pouvoir étatique se confondait avec la Société. Un repli sur des positions classiques de réticence face à l'Etat s'amorça, qui se traduisit également dans la conception de l'assistance sociale.

Dans sa rubrique "L'interview d'aujourd'hui", le quotidien *CNT* (18 juillet 38) donna la parole au Dr Félix Martí Ibañez, ex-haut responsable administratif de la Santé et de l'Assistance Sociale, qui mit en cause la tendance à la monopolisation étatique de l'aide aux défavorisés.

" (...) L'Assistance Sociale doit recueillir la vibration émotive du peuple [intertitre]

- Crois-tu que l'Assistance Sociale doit être une fonction exclusive de l'Etat ?

- D'une certaine façon, l'Assistance Sociale qui, jusqu'au 19 juillet, fut, dans ses oeuvres les plus humanitaires et sociales, fonction, en général, des institutions ouvrières particulières, est aujourd'hui un produit de l'interaction de l'oeuvre officielle et du travail très méritoire des deux grandes entités d'aide et de solidarité avec le nécessaire [allusion probable à la CNT et à l'UGT].

L'Assistance Sociale perdrait beaucoup de son humanisme et cesserait de recueillir la vibration émotive du peuple en étant monopolisée par l'Etat. Pour cela, toujours plus dans le futur, les organismes officiels doivent cultiver et favoriser l'oeuvre des institutions ouvrières, consacrées à un tel but. Plus encore, il doit faire d'elles les bras puissants qui exécutent ces grandes initiatives auxquelles nous nous référons. "

5. Conférence de F. Montseny, op cit, p. 13.

Le souhait de supprimer les conséquences des inégalités économiques s'exprima également dans le cas des bidonvilles.

En fait, peu d'articles dans la presse libertaire traitèrent de front la question de la misère en bidonville. Ainsi, le reportage de Francis Gil, paru dans *Tiempos Nuevos* (avril 37), sur l'important bidonville en bordure de mer de Barcelone fait figure d'exception. Intitulé "un «peuple» oublié", cet article plaide pour la population particulièrement indigente de ces baraques, que la révolution sociale n'avait pas encore pris en compte, huit mois après son déclenchement.

" Tous les barcelonais savent qu'il existe un lieu dans la ville, ou plutôt hors de la ville, en marge de la vie urbaine : un peuple pauvre qui vit dans des baraques au bord de la mer. Tous le savent, mais peu ont foulé le sable de ces quartiers, peu ont vu ce peuple vivre et se mouvoir, qui est souvent évoqué comme une légende pittoresque et toujours oublié en tant que société humaine. "

[Cette zone de cabanes s'étendait (et se situe encore ) au bas du quartier de Pueblo Nuevo, sur près d'un demi kilomètre le long du rivage.]  
 " Pour arriver à l'extrémité de «Pékin» - c'est le nom populaire du quartier de baraques - il faut marcher une demi-heure entre les voies de chemin de fer ou bien sur le sable; il n'y a pas d'autre chemin plus commode. Il n'est pas étrange, par conséquent, que les barcelonais et leurs Mairies aient ignoré jusqu'à aujourd'hui la réalité de la population ouvrière la plus méprisée et la plus maltraitée, celle que la société bourgeoise jeta sur la plage avec les détritibus et les eaux des cloaques; elle fut condamnée à la misère, à la tragédie et après à l'insulte, les noms les plus péjoratifs lui furent appliqués et elle fut présentée au monde comme un cas collectif de dégénération, de fainéantise, d'abrutissement. (...)

Nous avons conversé avec les compagnons du service de défense des côtes qui vivent avec la population maritime, et ces camarades ne font pas de phrases, ni ne parlent du quartier de «Pékin» comme d'un monde fantastique; ils nous guident, nous donnent des indications, avec simplicité, avec naturel, avec seulement un geste de douleur quand ils nous montrent les maisons et disent : - Ceci est très mal, il faudrait l'arranger.

Nous avons parlé aussi avec des compagnons du Comité révolutionnaire de Pueblo Nuevo. Nous leur avons montré notre indignation devant le spectacle des cabanes inhabitables qui subsistent encore après huit mois de révolution;

nous leur demandons s'ils savent pourquoi cette injustice continue, pourquoi des maisons confortables n'ont pas encore été données à ces familles ... L'un deux nous dit : - J'ai vécu ici durant trente ans. C'est dire que je les connais. Beaucoup de fois, l'on a parlé d'arranger cela : jamais il ne s'est rien fait. Nous sommes désabusés à tel point que si un jour on l'arrange, ça nous paraîtrait un rêve. Mais, c'est très difficile, très difficile !

- Pourquoi si difficile ? A Barcelone, il y a beaucoup de maisons qui pourraient héberger cette population !

- Mais c'est que ces gens ne peuvent s'éloigner de la mer ... Ils vivent de la mer ... Ils ont besoin de la mer ... Beaucoup sont nés ici : ils ne pourraient vivre ailleurs. (...) La majorité sont des pêcheurs ...

- Mais les gens disaient qu'ils étaient des mendiants.

- Des mendiants ! Ce sont des pêcheurs. Certains ont leur barque. D'autres tirent ce qu'ils peuvent de la mer. La mer est leur vie, bien que parfois elle détruise leur maison. Bien sûr que quand ils sont vieux et ne peuvent plus travailler, certains vont à la ville pour ramasser des papiers et des mégots. (...)

- Bon, mais l'on pourrait construire des maisons ici, près de la mer, dont ils ont besoin.

- Cela oui. Il y a quatre ans, quand cette tempête détruisit la moitié de Pékin, la Mairie de Barcelone vota un demi-million de pesetas pour construire ici un quartier et héberger les familles qui restèrent sans maison et celles qui vivaient encore dans les baraques. Je ne sais pas ce qui se fit avec ce demi-million, mais je sais que les maisons n'existent toujours pas et que les familles dépossédées par la mer durent recommencer à construire leurs cabanes de bois et de fer blanc plus haut, là où les vagues n'arrivèrent pas. (...) "

L'article se conclut par un appel pressant, avec référence à la supposée nature "ouvrière"/"travailleuse" de cette population miséreuse, appel qui très probablement ne rencontra que peu de suites concrètes :

" Est-il possible de vivre ainsi ?

Est-il possible que Barcelone, la Barcelone neuve qui est sortie du 19 juillet, consente que vivent ainsi deux cents familles de travailleurs ?

Véritablement, la Révolution a été incomplète; elle n'est pas arrivée partout; elle n'est pas encore arrivée aux plages de Sommorostro.

La misère de nos frères doit-elle encore se prolonger longtemps ? "



## VIEILLESSE

Parallèlement à la protection de l'enfance et à l'aide à la femme nécessiteuse, une réelle préoccupation se manifesta à l'égard des vieux.

Les rentes et pensions furent élevées ou introduites dans certains secteurs qui ne les connaissaient pas.

Les vieux, perçus avant tout comme d'anciens travailleurs ou d'anciennes mères de famille, devaient avoir le droit de vivre dignement la fin de leur existence.<sup>1</sup>

Des subsides matériels allaient aux plus démunis, tandis que de nombreuses demeures étaient saisies pour être transformées en maisons de retraite ou en asiles.

Jaime Balius se fit le défenseur passionné du troisième âge, dans un article de *Solidaridad Obrera* (6 septembre 36) au titre explicite : " La vieillesse doit être revendiquée. Les personnes âgées doivent sentir l'affection du foyer ", texte où il allait jusqu'à mettre en cause la notion d'asile.

J. Balius effectua, à Barcelone, une visite dans un ancien édifice religieux (construit par Gaudí, à la rue Ganduxer) transformé en maison pour les vieux. Bien qu'il ne mette nullement en cause la " conduite de l'administrateur " et du " personnel à ses ordres ", gens " au grand coeur ", J. Balius en vint à poser des questions fondamentales sur l'attitude à adopter envers le troisième âge, " étant convaincu que la révolution ne peut faire les choses à moitié et qu'elle doit se préoccuper avec grand intérêt de nos personnes âgées ".

(...) " Les personnes âgées, on ne doit pas les confiner dans une maison. Malgré l'affection que l'on met dans cette oeuvre, elle aura toujours un arrière-goût d'établissement public et malgré l'effort mis dans la sélection du personnel de ces établissements, l'on ne pourra pas éviter que nos vieux voient dans leurs soigneurs des fonctionnaires.

Nous souhaitons éviter cet inconvénient. Nous croyons qu'il existe une bonne solution. Les vieilles personnes qui n'ont pas de famille en Catalogne, on doit les envoyer au lieu dont elles sont originaires. On doit leur désigner un lieu de résidence qui doit être la maison d'un ami, qui recevra de la société le nécessaire pour l'entretien et l'assistance du vieux.

1. Voir à ce sujet l'article publié par *Tierra y Libertad*, 27 août 36, "Les Vieux Jeunes, Un appel à l'opinion publique en faveur des vétérans de la vie."

Les asiles sont des lieux de torture morale, malgré l'intérêt que l'on met à contrecarrer les inconvénients des regroupements. De cette horreur sociale, nous connaissons quelque chose par notre propre expérience. Dans les prisons, nous avons vérifié une telle assertion.

La révolution consiste, comme nous l'avons dit, à envoyer les vieux dans la localité qui les vit naître. Cela est la solution la plus humaine au problème de la vieillesse. (...)

N'abandonnons pas les vieux. La révolution les revendiquera. Nous sommes sûrs de cela et nous veillerons à ce que ne soit pas un rêve de plus. [Fin] "

La guerre ne rendit pas possible l'idée de décentralisation et d'atomisation de l'assistance, proposée par J. Balius, et l'asile fut la voie prioritairement choisie.

Des réformes furent introduites afin d'insuffler un peu de vie aux maisons pour vieux, en redonnant davantage d'autonomie et de responsabilités aux pensionnaires, et, par ailleurs, des projets d'écoles spécifiques pour l'assistance et les soins à l'égard du troisième âge virent le jour. <sup>2</sup>

*La Noche* (30 septembre 36) publia un reportage de Joaquim Montero sur " La maison des Vieux " de Arenys de Mar (ville côtière à 40 km au N de Barcelone), où l'on remarque notamment la libéralisation du régime intérieur et l'introduction de la mixité dans les relations entre pensionnaires.

" (...) Dans cette ville de Arenys, il y avait une institution comme tant d'autres éparpillées dans toute la Catalogne et qui portaient le même nom : "Petites soeurs des pauvres", institutions de caractère confessionnel, régies par des religieuses et dont le régime était le régime sévère et hermétique de tous les Asiles. (...)

Le peuple, en supprimant les Asiles dégradants des Petites soeurs des pauvres, considérant justement qu'ils ne sont pas nécessaires là où nous sommes tous pauvres et frères, se saisit de cet édifice. Mais il n'abandonna pas les vieux déshérités, bien au contraire, il les libéra de l'étroit emprisonnement. (...)

Peu de jours après le commencement de la révolution antifasciste, la CNT prit en charge le nouveau refuge (...) et accueillit en son sein, dans un régime de liberté et en leur accordant air et soleil, un nombre de vieux, non seulement d'Arenys, mais de toute la région, qui se compose de 45 hommes et de 40 femmes, dont s'occupent avec soin huit femmes qui ont substitué à la

<sup>2</sup>. Voir sur ces sujets, l'article de Maria Lluïsa Queralt "L'assistance sociale aux vieux ", *S.I.A.S.*, juin-juillet 37.

rigueur religieuse le compagneurisme humain. "

Le journaliste évoque ensuite un couple marié qui, " hébergé dans le même asile, séparé l'un de l'autre depuis beaucoup d'années, chacun vivant dans une division distincte, peut aujourd'hui se promener bras dessus, bras dessous, peut-être en se rappelant une vieille idylle. "

Un souci quant au sort des vieux militants anarchistes s'exprima également. La reconnaissance à accorder aux vieux lutteurs participait sans doute implicitement de l'idée que la révolution oeuvrait fondamentalement pour les générations futures, mais qu'il était légitime que les précurseurs voient leurs efforts militants récompensés dans le présent.

Un organe de liaison, le *Bulletin du Groupement Anarchiste, Ceux d'hier et ceux d'aujourd'hui* (rattaché à la FAI) fut créé à Barcelone, dont le but principal fut de promouvoir le projet de la " Maison Auberge Anselmo Lorenzo pour Vieux Militants de l'Organisation Ouvrière ". Une souscription fut ouverte auprès des syndicats et un " grand picnic " fut organisé (le 27 juillet à Vallvidrera).

Le programme de cette fête de soutien s'articulait ainsi :

" Matin : Concert par la Fanfare de la CNT de Granollers (composée de 50 professeurs).

Conférence, par le compagnon González Pacheco, sur le thème L'anarchisme en Argentine.

Après-midi : Théâtre de Polichinelles et Clowns, à l'attention de nos enfants.

Epreuves de résistance entre carnivores et végétariens [!].

Récital de Poésies et Concours de chansons Révolutionnaires.

Le Théâtre de la Nature mettra en scène le drame " Les Mauvais Bergers " de Octave Mirbeau, traduit en catalan par notre compagnon Felipe Cortiella. "

Dans un texte de présentation de la " Maison Anselmo Lorenzo ", signé Anselmo Ruiz, l'idée d'un système d'organisation rappelant les institutions autoritaires et fermées était d'emblée rejetée :

" (...) Je ne crois pas que les compagnons du Groupement pensent que cette institution puisse se créer comme se constitue une caserne, un asile ou un bordel. Il serait lamentable que, dans cette oeuvre humaine, soit employé un régime de captivité disciplinée, appliqué au nom de l'hygiène et autres

balivernes, sans tenir compte que comme oeuvre pour travailleurs, elle doit être faite et soutenue par eux, ou ce qui revient au même : elle doit aller de pair avec les postulats de l'Organisation : liberté, liberté absolue, mais intelligente et disciplinée. "

Ce Groupement organisa, à son siège de Barcelone, un cycle de conférences, dont la tribune était " libre et à disposition de tous ceux qui, dans le champ idéologique de l'émancipation du prolétariat, désirent exposer leurs idées. "4

4. Afin de mieux connaître les intérêts et les motivations de ce Groupement, voici les thèmes des conférences présentées (le dimanche après-midi) en été 1937. "Juillet : le 4 - Conférence à la charge du philosophe et homme de lettres Fed. Planella Guille sur le thème : La suppression de l'argent et la nouvelle organisation sociale; le 11 - L'influence de la viande et de l'alcool sur l'idée et la pensée, par José Iglesias; le 18 - Le camarade Guardiola disserterait sur Comment doit se comprendre le Naturisme. Août : le 1<sup>er</sup> - Conférence par le compagnon Juan Casanovas. Thème : Le sentiment révolutionnaire anarchiste; le 8 - Conférence par le compagnon José Iglesias. Thème : Naturisme et Anarchisme; le 15 - Conférence par le compagnon Joaquín Duret. Thème : Le Naturisme devant l'Histoire; le 22 - Conférence par le compagnon Mariano Brines. Thème : La jeunesse anarchiste doit être le facteur déterminant de la Guerre et de la Révolution; - le 29 - Conférence par le compagnon Félix Martí Ibañez. Thème : La socialisation de la Médecine. "

## REFUGIES

Les revers militaires républicains et la diminution du territoire contrôlé par les antifascistes provoquèrent un afflux de réfugiés vers le Levant et vers la Catalogne.

Un large effort de solidarité fut demandé à la population pour accueillir ces cohortes d'enfants, de femmes et de vieux déracinés par la guerre.

Les syndicats s'adressèrent à leurs membres pour leur demander de recevoir chez eux des réfugiés.<sup>1</sup> Des organismes destinés à l'enfance, tels que "L'Aide Infantile de l'Arrière" (rattachée au Comité Central d'Aide aux Réfugiés) mirent sur pied des centres de refuge et d'éducation, comme celui installé à Barcelone à l'étage supérieur du Palais de Pedralbes<sup>2</sup>, édifice qui fut, plus tard, le siège du gouvernement républicain, après son transfert de Valence dans la capitale catalane.

Cependant, les réfugiés ne furent pas toujours reçus de bonne grâce. La ministre CNTiste de la Santé, Federica Montseny reconnut que " beaucoup de fois ", ils furent accueillis " avec hostilité " : " Nous dûmes déclarer l'accueil obligatoire; nous dûmes dire que celui qui refuserait de recevoir un réfugié, serait considéré comme coupable des mêmes responsabilités qu'un opposant au régime. "

F. Montseny raconte dans sa conférence-bilan sur son expérience au Ministère de la Santé quelques souvenirs au sujet des réfugiés, " cette armée lamentable, cette population flottante, aux nerfs détruits, aux âmes transies, aux yeux noyés de larmes, qui sont perdus, répandus dans toute l'Espagne. "

" Nous visitâmes le coin le plus caché. Je me souviens qu'un jour en Catalogne, durant une excursion de deux jours, j'allai à Prades. Prades est un village perdu sur la cime d'une montagne [à env. 40 km au N de Igualada]. Prades est un village éloigné, où ne passe aucune voie ferrée. Et à

1. Voir, par exemple, l'appel publié par *Artes Graficas*, 25 novembre 36.  
2. Article "Aide Infantile de l'Arrière", *Mi Revista*, 1<sup>er</sup> janvier 37.

Prades, près de la fontaine, déchaussés dans le froid de mars, il y avait un groupe d'enfants. Je leur demandai : D'où sortez-vous ? Et ils me dirent : Nous sommes de Malaga. Ces enfants de Malaga avaient abouti à Prades, au coeur de la haute montagne catalane. Ici, comme dans tous, absolument tous les villages d'Espagne. On les prenait, on les mettait dans un train, on les envoyait dans une ville et depuis cette ville, on les répartissait de village en village, de commune en commune. Il y avait des populations qui ne voulaient pas les recevoir, et quand le train arrivait, tout le village se rassemblait à la gare et disait : Nous ne voulons pas de réfugiés. Les réfugiés ont des poux.

Ah ! Vous ne savez rien de cela. Vous ne savez pas qu'à Almeria, quand nous avons voulu nettoyer les réfugiés, quand nous avons mis sous la douche des stations d'épouillage ces hommes, ces femmes et ces enfants, élevés dans un milieu totalement différent, habitués aux villages sales, aux terres desséchées et inhospitalières, ils regardèrent l'eau avec la même crainte que les chiens et ils s'agitèrent en donnant des coups de dents contre ceux qui les lavaient et protestèrent, en disant : Nous, nous ne sommes pas fascistes ! Qu'avons-nous fait pour que vous nous laviez ?

Cela est vrai, c'est terriblement historique. " 3

## MEDECINE

Une semblable volonté égalitaire se développa en faveur d'un large accès aux soins médicaux. Le concept de médecine populaire fut intensément diffusé et la socialisation complète du secteur médical fut envisagée.

Le projet de socialisation de la médecine se fondait sur le refus que la maladie puisse donner lieu à un commerce, générateur de profits.

Le docteur Félix Martí Ibañez présenta dans *Tiempos Nuevos* (janvier 37), alors qu'il était le dynamique directeur général de la Santé et de l'Assistance Sociale de la Généralité, son plan de " Socialisation de la Médecine ". A l'instar de l'autogestion économique, la transformation du domaine de la santé devait passer par la décentralisation, aboutissant à la municipalisation ou à la communisation des services, et impliquait la syndicalisation de l'ensemble des travailleurs de la branche.

" (...) Une base économique puissante pour la Médecine ne peut lui

être donnée que par la municipalisation même ou par l'adaptation du médecin à la contrée dans laquelle il vit, et ainsi villages et communes ou conseils municipaux, contrées et villes, contribueraient à soutenir la Santé en accord avec les possibilités économiques de chaque région.

La base préalable de toute organisation générale de la Santé est la connexion, grâce aux réseaux syndicaux, de tout le personnel sanitaire et son encadrement dans des nouveaux organismes, souples, dotés d'une grande élasticité et capables de remplir complètement les besoins sanitaires de l'individu et de la collectivité. (...)

L'unité professionnelle [par "un Syndicat Unique de la Santé"] suppose aussi l'unification et la collectivisation des moyens de travail. Cela signifie la suppression totale de l'organisation sanitaire privée et la collectivisation de tous les hôpitaux, sanatoriums, cliniques, laboratoires, centres de recherches et autres établissements sanitaires. La libre concurrence ne peut plus ni ne doit persister dans la Santé et tous les instruments de celle-ci doivent être maniés par des mains populaires. (...)

Dans la Médecine socialisée, chaque contrée doit posséder une vie autonome et subvenir dans la mesure de ses forces à ses besoins sanitaires, si bien que la nouvelle Santé aura une solide base régionale.

Je suis fermement persuadé que la base future de toute l'organisation sociale révolutionnaire sera la région. " 1

Ce souhait de socialiser complètement la médecine se heurta à la résistance de praticiens. Imposer la formule collectivisatrice à l'ensemble du corps médical, c'était finalement une mesure contestable d'un point de vue libertaire, puisque l'on supprimait toute possibilité de travailler en tant qu'indépendant dans une profession de type libéral. Toujours en regard de la philosophie anarchiste, la transformation des médecins en une sorte de catégorie de fonctionnaires municipaux ne se justifiait guère, puisque l'établissement d'un *code de conduite* et de nouvelles règles de déontologie, évitant les abus de la commercialisation de la médecine, auraient probablement autorisé la poursuite de l'exercice indépendant du métier pour les praticiens tenant à conserver leur autonomie.

A Tarrasa, la socialisation totale de la santé ne fut pas acceptée par une partie du corps médical, ce qui poussa la CNT locale à développer

1. Sur ce point voir également l'interview donnée au quotidien *CNT* (18 juillet 38) par le Dr Martí Ibañez, "La Santé doit dériver totalement vers la Médecine sociale". Ce médecin dressa un très long bilan de "Dix mois de travail de la CNT dans la Santé et l'Assistance Sociale" dans *Mí Revista*, n°15 oct.+1<sup>er</sup> nov.

considérablement une institution sanitaire ouvrière - "La Médica Popular" - afin de permettre à ses membres d'être soignés dans un cadre en accord avec les nouvelles bases socio-économiques.

" (...) Récemment, l'on a essayé par les sanitaires de notre organisation, d'établir une mesure de socialisation dans la médecine, qui émancipera notre localité de la tutelle, que les toubibs de notre ville avaient établie, comme réduit bourgeois, sur celle-ci. Cette mesure n'a pas eu l'accueil nécessaire pour établir ce type d'assistance sanitaire. " 2

Dans sa série, "Reportages de *Vida Nueva*", ce quotidien publia (16 mars 37) un entretien avec " le compagnon cultivé ", le Dr Palau, qui participait au fonctionnement de " La Medica Popular ", " institution prolétarienne digne d'éloge " :

" (...) - ... ?

- La "MEDICA POPULAR" fut fondée au début mars de l'année 36 par des éléments - 40 exactement - appartenant à notre organisation prolétarienne [à la CNT] . Actuellement, nous comptons plus de 1'000 affiliés. Mais les projets que nous désirons mettre en pratique demandent que la consistance économique de l'institution soit assurée par un minimum de 3'000 membres.

- ... ?

- L'augmentation des associés est due à ce que, depuis un mois, la Fédération Locale des Syndicats Uniques a pris la "MEDICA POPULAR" sous ses auspices, ce qui fit que le nombre d'associés passa de 425 à 1'050, nombre qu'elle compte actuellement. "

Le Dr Palau rend ensuite hommage au Dr Félix Martí Ibañez, " collaborateur enthousiaste et désintéressé ", " chirurgien célèbre qui actuellement est en train de réaliser un magnifique travail au front, comme opérateur de la Colonne Durruti "; à noter que F. Martí Ibañez, décidément omniprésent, faisait également partie de l'équipe de dix docteurs et une obstétricienne de la Médica Popular, en tant que spécialiste des maladies nerveuses. Durant cet entretien, on apprend que les médecins offrent leur collaboration, en sachant d'avance " que la "MEDICA" ne pourra pas pendant longtemps rétribuer nos services ". Sous peu, vu l'augmentation des associés, l'institution allait se déplacer dans " un magnifique local ", dans lequel 30 lits seront installés 3, "qui seront plus que suffisants pour pouvoir accueillir

2. Article de Rico Garcia, "La Médica Popular", *Vida Nueva*, 9 mars 37.

3. Le déménagement eut effectivement lieu, voir le texte consacré à la Médica Popular, paru en février 38, dans *Ilustración Iberica*. Et un nouveau déplacement dans un local encore plus grand était alors envisagé, à cause de l'augmentation continue du nombre des membres.



toute la population de Tarrasa dans tous les cas qui se présentent. "

" - ... ?

- Les conditions de la "MEDICA POPULAR" sont très avantageuses. Pour 5 pesetas par mois <sup>4</sup>, l'associé a le droit à l'assistance médicale et chirurgicale gratuite dans tous les cas. A l'instant précis de l'admission, il acquiert la totale plénitude de ses droits, sans avoir à se soumettre à aucun délai d'attente. En plus, il a les médicaments (ordonnances), dont il a besoin pour le traitement de sa maladie, complètement gratuits et les médicaments spéciaux au prix coûtant. (...)

C'est une institution d'aide mutuelle, inspirée par un besoin humain et régie par des idéaux qui nous sont chers à tous. Notre "MUTUELLE" décida, lors de sa fondation, que si un habitant de Tarrasa avait besoin de ses services et que sa situation économique ne lui avait pas permis de s'associer, il serait humainement accueilli. "

\*  
\*  
\*

La nouvelle politique déployée en matière de santé passait par l'élévation générale du sens de l'hygiène, en tant que prévention contre les foyers des maladies infectieuses.

La guerre et son cortège de calamités imposèrent des mesures de lutte contre les épidémies.

Les combats provoquèrent bien sûr nombre de blessés, dont certains se retrouvèrent invalides pour le restant de leurs jours.<sup>5</sup>

La Casa CNT-FAI publia à Barcelone deux bulletins destinés à sortir le blessé de sa solitude et à lui donner la possibilité de nouer des contacts avec d'autres compagnons d'infortune, ces feuilles servant aussi de support à des campagnes de solidarité financière.<sup>6</sup>

L'attitude à l'égard des blessés et des invalides était empreinte

4. A titre comparatif, le prix de vente du quotidien *Vida Nueva*, en décembre 36 était de 15 centimes. La cotisation mensuelle à payer par l'associé représentait donc environ 33 fois le prix d'un journal quotidien militant. Selon l'article de *Ilustracion Iberica*, op cit, une modification des statuts créa un système de cotisation familial (5 pesetas) et de cotisation individuelle (3 pesetas).

5. Voir le reportage "Visions de l'arrière : les mutilés de guerre" effectué à Sitges dans un ancien palace, converti en hôpital et en home de convalescence; *Mi Revista*, 1<sup>er</sup> mars 37.

6. Comité pro-victimas del fascismo CNT-AIT-FAI (automne 36) et Boletín del Comité pro heridos [blessés] CNT-AIT (juin-sept. 37).

de volontarisme et d'optimisme obstiné, afin de ne pas démoraliser davantage ces victimes de la guerre et, par contre-coup, la population de l'arrière. *Solidaridad Obrera* (7 octobre 36) fit paraître un reportage sur l'ambiance de la rue, sous le titre " Avec la Barcelone populaire antifasciste" présentant des photos et des commentaires de personnes humbles, dont "un invalide de la CNT" :

" Image émouvante de la rue. Un compagnon invalide, avec sa voiture, qui devant nos questions, nous montre le carnet de la CNT. Il ajoute à ce geste, que si la révolution a besoin de lui avec sa petite voiture derrière une barricade, lui est prêt à tout. "

\*  
\*  
\*

La campagne pour introduire massivement les principes d'hygiène supposa souvent, dans certains milieux anarchistes, la lutte contre l'alcool et le tabac.

Ainsi, la boisson et la fumée étaient parfois condamnées en tant que telles, irrémédiablement :

" (...) Jeunes filles qui aspirez à avoir des enfants forts et sains, exigez la fermeture des tavernes, cafés, bars et brasseries, où vos promis ou compagnons s'enivrent, en vous inoculant ensuite les milliers de microbes qui traînent dans la boisson et dans la nicotine. " <sup>7</sup>

Toutefois, les reproches adressés, en particulier, à l'encontre de l'alcool, se basaient surtout sur des considérations de gaspillage (économique et d'énergie individuelle) dans le contexte de la moralisation de l'arrière :

" L'alcool, c'est de l'argent. L'alcool, c'est du poison. En échange de poison, on nous donne des armes. Nous avons besoin de beaucoup d'armes pour vaincre le fascisme. Tout le vin, tout l'alcool doit s'employer pour gagner la guerre. Nous permettons seulement que Queipo se soûle [le général Queipo de Llano, qui assura la victoire nationaliste

7. Article de J. R. Cebrián "La Santé Sociale : tabagisme et alcoolisme", *Orientaciones Nuevas*, 27 mars 37. Une même réprobation catégorique figurait sous la signature de Tania, *Pluma Libre* (6 septembre 36), dans son texte intitulé "Le vice" : "(...) Tous, plus ou moins, nous avons vu des cas de personnes attaquées par le vice, des alcooliques ou d'autres par la maudite maladie vénérienne, et tout cela il faut l'éviter, en pensant au futur, en pensant à l'avenir de nos enfants."

à Séville, était montré comme un soudard ivrogne par la propagande républicaine]. A l'arrière, il ne doit se consommer ni vin, ni alcool. DES ARMES DES ARMES ! " 8

L'organe de la CNT-FAI de Puigcerdá, *Sembrador* (25 octobre 36), dans sa lutte pour " une société libre, sans parasites ni crève-la-faim " déplorait lui aussi que l'arrière ne fut pas encore assaini :

" (...) La mendicité n'a pas encore totalement disparu, ni les ivrognes dans les rues, ni les pédérastes ni les prostituées et ceux qui vivent."

[A noter que les allusions désobligeantes contre les homosexuels sont rares dans les journaux libertaires que j'ai dépouillés. La question homosexuelle n'était que très peu abordée.]

En matière de santé et d'hygiène à imposer, les milieux des jeunes libertaires furent spécialement actifs, à l'instar de leur conduite pour moraliser les mœurs.

L'homme de lettres et historien britannique Gerald Brenan, hispanophile sensible et spécialiste de la période révolutionnaire espagnole, résume avec philosophie le sentiment que lui inspirent les anarchistes ibériques et leur rigueur morale :

" Je les considère comme merveilleusement utopiques. J'ai toujours eu une grande sympathie pour le mouvement anarchiste, pour l'éthique profonde des anarchistes ... j' étais seulement gêné par le strict sens moral des comités et par leurs décisions; ils considéraient néfaste de fumer, de boire ... , et à moi tout cela me plaisait ... " 9

8. *Ruta*, 5 décembre 36.

9. Entretien avec Gerald Brenan (dans sa maison de la région de Grenade) par Carlos Monge et José L. Moreno-Ruiz, dans *Historia Libertaria*, No 1, Madrid, nov.-déc. 1978.

## PSYCHIATRIE

De la même manière que dans les établissements destinés aux vieux, le caractère clos et répressif des asiles d'aliénés heurta naturellement la sensibilité libertaire. La révolution déclenchée, des réformes furent introduites afin d'assouplir et d'humaniser les asiles psychiatriques; mais il ne semble pas que l'hôpital psychiatrique, en tant qu'établissement spécifique et retranché de la société, fut mis en question et que, par conséquent, un grand nombre de malades aient pu quitter l'asile pour être suivis de façon ambulatoire.

Dans l'optique anarchiste, une grande partie des troubles psychiques trouvaient leur origine dans des causes socio-culturelles, dues à l'iniquité et à l'obscurantisme de l'ancienne société catholico-capitaliste. A terme, ces déformations mentales étaient censées s'atténuer considérablement avec la constitution de la nouvelle société, de même que pour ce qui relève de la délinquance, provenant principalement des inégalités économiques. Le reliquat de la délinquance, qui sévirait tout de même dans la société émancipée, ne devrait plus être du ressort de la prison - institution à abolir - mais devait être traitée par des thérapies psychiatriques. La guerre ne permit pas la réalisation de cette dialectique, et, là également, l'essentiel de ce qui fut entrepris fut du domaine de la réforme.

La gestion des maisons psychiatriques correspondit à la formule adoptée pour les grandes entreprises à caractère public, à savoir un système mixte, à mi-chemin entre l'étatisation et la socialisation autogestionnaire : la Généralité désignait la direction et celle-ci était contrôlée par le personnel.

Un décret de la Généralité, en date du 12 mars 37, institua ce système : " Tous les Hôpitaux et Etablissements Psychiatriques sont

régis par un Conseil Administratif présidé par un Directeur et composé par un Intendant (tous deux nommés par le Conseil de la Santé) et par des représentants du personnel médical et du personnel subalterne. "1

Cependant, ici aussi, les décrets édictés depuis les sphères gouvernementales trouvaient une application plus ou moins effective selon la tendance politico-syndicale du personnel des établissements.

Ainsi, dans l'exemple de l'important hôpital psychiatrique de Vilaboi (dans la banlieue de Barcelone)<sup>2</sup>, anciennement dirigé par une congrégation religieuse et appelé jadis San Baudillo de Llobregat, il semble que c'étaient les travailleurs de l'asile qui avaient la haute main sur la marche de l'établissement :

" (...) Actuellement, l'Hôpital Psychiatrique de Vilaboi est une institution du peuple, consacrée à l'assistance spécialisée de toutes les anomalies psychiques et son but essentiel consiste dans le traitement des malades mentaux, dont l'entretien est à la charge, maintenant, des corporations publiques. Il est régi et administré par ses travailleurs qui ont désigné un Conseil Administratif qui a de larges facultés, une complète liberté d'action pour mener à bien le meilleur aménagement des services.

La réalité positive du sens social des sanitaires de Vilaboi a été exprimée objectivement dans la brièveté d'un règlement intérieur de l'hôpital, que les religieux n'eurent jamais parce qu'il ne convenait pas à leurs buts et à leurs intérêts spéculatifs. "

Cet asile comptait près de 3'000 malades mentaux, encadrés par un personnel d'environ 300 membres et par 33 médecins, psychiatres et spécialistes. La transformation opérée par le personnel passa par l'abolition du "commerce indigne effectué par la congrégation religieuse avec la charité, le malheur humain et avec la misère organique de l'individu et les changements introduits supprimèrent le recours aux mauvais traitements et aux " instruments de torture ".

"Comme dans tous les aspects de la Révolution, il revient, une fois de plus, à la Catalogne, à Barcelone, à la CNT, de prendre l'initiative pour la socialisation de la Santé, fait mis en évidence à Valence

1. Reproduit dans *S.I.A.S.*, avril-mai 37.

2. Reportage de Carlos Alonso Alvarez "L'esprit constructif de la CNT, l'oeuvre sociale entreprise dans les asiles psychiatriques de Vilaboi", *Solidaridad Obrera*, 17 avril 37.

durant le IV<sup>ème</sup> Congrès National de la Santé. (...) L'Espagne est entrée dans un nouveau cycle historique dans lequel l'"Etat" ? [sic] doit être un serviteur du citoyen et non pas son bourreau. [Fin]"

Un long reportage de Ada Martí (*Mi Revista*, 1<sup>er</sup> mars 37), au titre dostoïevskien de "Dans la demeure des morts vivants", décrit l'atmosphère de l'asile barcelonais de San Andrés.

Cet établissement, dirigé par le Dr Torres, ne semblait pas avoir été auparavant régi par des religieux, élément qui explique que les changements intervenus avec la révolution furent moins amples qu'aillieurs. Le Dr Torres était partisan du " système moderne freudien ", rejetant les anciennes conceptions où " le malade mental, victime de l'ignorance et du fanatisme religieux, alors dominant, était considéré comme prisonnier de l'esprit malin - oh [commente la reporter] les merveilleux et obsédants « possédés » dostoïevskiens ! " La thérapie employée dans cette maison visait à la réintégration sociale du patient, par le travail en ateliers :

" Toujours sous la direction du médecin et sous la surveillance, bien sûr dissimulée, des infirmiers - qui, parfois, peuvent être les patients eux-mêmes, déjà en voie de guérison - , les malades, quand leur état le permet, peuvent reprendre leur ancien métier, ou s'ils le désirent, en apprendre un nouveau. Cela présente le triple avantage de distraire le malade, en l'empêchant de se concentrer sur lui-même, de l'habituer au travail et de développer en lui le sens de la responsabilité et de le rendre, de cette façon, apte, une fois obtenue sa guérison, à sa réintégration dans la vie courante. Ce système, tant qu'il n'est pas possible d'implanter le régime hétéro-familial - vie de famille, en petites colonies ou groupes - et homo-familial - avec la propre famille ou une autre étrangère qui en tient lieu, déjà en vigueur dans beaucoup de pays - est celui qui a donné les meilleurs résultats jusqu'à présent.

A son entrée dans l'asile, la journaliste est frappée par l'aspect "lugubre" et par "le froid assez intense" de l'établissement, "mélange de couvent et de prison, malgré les efforts de ses dirigeants actuels", "ambiance qui ne peut qu'influencer d'une manière mauvaise sur la mentalité, déjà délicate, de ses habitants".

" Je demandai au Dr Torres s'il ne lui paraissait pas plus convenable, pour le régime hygiénique et curatif des malades, que soit démolie ce grand et laid édifice, pour le reconstruire de nouveau, sous forme de pavillons autonomes entre eux; comme un bel essai de fédéralisme, dans la demeure des morts-vivants ... Mais le Dr Torres se charge, avec un sourire entre l'ironie et la compassion, de détruire nos illusions ...

- Pour l'instant - nous dit-il - il est nécessaire de se contenter de quelques améliorations. Plus tard, nous verrons ce qui peut se faire. Cela ne dépend pas de nous, mais de la question économique. Pour le moment, et entre autres choses, il est nécessaire d'acquérir quelques appareils modernes, indispensables pour l'actuel régime thérapeutique, d'installer le chauffage central ... "

Ada Martí entreprend la visite de l'hôpital, en commençant par la section des hommes :

" (...) Ici, bien sûr, l'union trop continue des deux sexes n'est pas possible. Il pourrait en résulter un danger pour la prochaine génération ... Le docteur, à titre de curiosité et pour nous montrer le système de liberté et, surtout, de cordialité qui règne dans l'établissement, comme meilleure manière de développer chez le malade l'instinct collectif - le premier qui se perd parmi ce genre de maladies, dans lesquelles la misanthropie et le culte du *moi* acquièrent une fécondité et un enracinement insoupçonnés - et pour nous montrer la relation sociale entre les compagnons, nous emmène pour entendre une conférence que donne l'un des malades, ancien prêtre - n'ayez pas peur, chers lecteurs, celui-là, bien que ceci paraisse étrange, ne nous trompe pas ! - et pas mauvais orateur. Le thème, religieux en rien et assez bien choisi, la fin de la monarchie française sous le règne de Marie Antoinette, me parut pas mal bâti. Il y ena encore certains qui aujourd'hui font pire ... et sont payés. Quant à l'assistance qui remplit la salle, elle est, comme dirait un chroniqueur *ancien régime* [en français dans le texte] choisie et distinguée ... Les malades - le mot « fou », selon les théories psychiatriques modernes, doit être supprimé - écoutent avec grande attention les paroles de leur semblable ..., chose que nous ne savons pas toujours faire, nous qui nous appelons « sains » ... "

La reporter voit ensuite la salle à manger, où la nourriture " qui paraît abondante et bien assaisonnée - riz et ragoût - offre un meilleur aspect que l'édifice ". Puis, A. Martí nous brosse quelques croquis de malades : - Andrès, environ quarante ans, "un authentique prolétaire, bon enfant et sincère", "cas de schizophrénie" qui ne "tardera

pas à sortir" et qui déclare "vouloir aller au front pour que les fascistes, ces canailles, ne gagnent pas"; - "un autre genre intéressant bien que complètement distinct, c'est Ramos. Ramos se prend pour Dieu, rien de moins que Dieu ! Bien sûr que ce serait pire s'il se prenait pour Hitler ou pour Mussolini ..."; - un ancien avocat, arrêté durant la dictature de Primo de Rivera pour la parution d'un article critique, jeté en prison où il perdit la raison et qui "murmure des paroles incohérentes, vagues, sans nous voir".

La visiteuse passe ensuite à la section des femmes. "Là, l'impression pénible, inévitable dans ces établissements, s'intensifie. La femme, dans ce genre de maladies, présente toujours un aspect mille fois plus lamentable que l'homme. Soit parce que son organisme, plus délicat, se détériore aussi plus facilement, soit que son intelligence, moins cultivée - mais pas inférieure - que celle du mâle, fassent son anormalité plus monotone, plus triste et moins pittoresque que celle de celui-ci, soit encore à cause du caractère criard et désagréable qu'elle acquiert généralement. (...) Chez la femme, (...) les états d'excitation, plus ou moins intenses, constituent la règle. A de rares exceptions, l'hystérisme, l'hyper-excitation, presque toujours d'origine ovarienne, est la phase dominante dans la folie de la femme. (...) Une nouvelle morale plus ample, plus propre et, surtout, plus humaine pourrait, sinon en terminer, du moins diminuer, d'une grande façon, le nombre considérable de malades et de déséquilibrées que la femme, depuis la puberté à la ménopause - les deux époques féminines critiques -, apporte aux asiles d'aliénés. Le fait que la majorité des femmes enfermées dans ceux-ci, le soient de quatorze à quarante-cinq ans est une preuve assez évidente, à mon point de vue, de la nécessité de créer une nouvelle morale sexuelle. Par égoïsme, puisque ce n'est pas par humanité, l'homme doit se détacher de ce préjugé stupide et routinier qui fait dépendre l'honneur d'une femme d'une membrane, parfois inexistante. "

Après avoir fait le portrait de femmes atteintes de "folie érotique" et de "folie maternelle", Ada Martí rencontre des malades, "au visage paisible et bon", qui "dans la solitude presque béatifique d'un beau recoin, lisent tranquillement ou font du tricot pour les miliciens, pour « leurs » miliciens, ni plus, ni moins que le font d'autres femmes dans nos parcs et jardins publics. Ici aussi, comme dans les confins les plus reculés, l'écho de notre grande Révolution est arrivé. "

L'impression produite par cette visite dut être particulièrement forte, puisque la reporter envisagea alors que "peut-être un jour je me déciderai à faire un livre de ces notes tracées au hasard ... "



En guise d'"épilogue", A. Martí répète les propos que lui exprima le Dr Torres quant "à ce qu'il considèrerait comme le plus nécessaire pour la guérison de ses malades: - La même chose que pour toute personne saine - nous dit-il - : Liberté et Travail ! [Fin] "

La psychiatrie eut à s'occuper des traumatismes provoqués directement par la guerre. Les combats et les atrocités ébranlèrent la santé psychique de soldats et de civils.

Un secteur de la psychiatrie se spécialisa dans le traitement des troubles consécutifs à la guerre. <sup>3</sup> Le Dr R. Aquès publia dans *Hygia* (janvier-février 37), "revue mensuelle d'Hygiène et de vulgarisation sanitaire" ("contrôlée par le syndicat des Professions Libérales de la CNT"), une étude sur "l'angoisse de guerre" : " Ces exacerbations de l'émotivité en temps de guerre constituent de véritables épidémies psychiques propagées depuis le front de bataille vers l'arrière et désignées par l'illustre professeur Renon sous le nom d'«angoisse de guerre»[en français dans le texte] ".

" (...) Ces altérations (...) occasionnent un véritable état pathologique désigné sous le nom d'«aeisme», à cause de la curieuse répétition dans leur symptomologie des trois voyelles A.E.I.

En effet, l'AEISME est manifeste avec les symptômes d'anxiété, aboulie, émotivité, excitabilité, énervement, irritabilité, insomnie et inquiétude. "

Après s'être penché sur la situation mentale du combattant, sous l'angle du cas de manque de bravoure - en citant le Dr F. Xercavins : "Est-ce un lâche ou est-ce un malade ? Peut-être un lâche, mais très souvent, c'est un neuro-émotif de constitution" - l'auteur de cette étude propose un remède, somme toute idéologique, pour faire échec à l'absence de volonté combattive :

" L'aboulie caractéristique de beaucoup de psychoses belli-

3. Voir l'article du Dr Salvador Vives, délégué spécial de la Généralité aux services de Psychiatrie de Catalogne, sur "La psychiatrie et la guerre, les maladies mentales en temps de guerre et de révolution, l'action de la Conseillerie de la Santé et de l'Assistance Sociale", dans *S.I.A.S.*, mars 37.

queuses, il faut la réduire avec une contre-suggestion fondée sur des raisonnements pratiques pour raffermir la volonté et redresser le courage avec l'espoir d'un avenir meilleur et l'illusion [sic] d'une prochaine fin de toutes les souffrances morales, en s'affrontant valeureusement avec les inévitables vicissitudes de la vie. "

Ce langage de médecin militaire illustre la subordination de la psychiatrie au service des nouvelles institutions politiques et son alignement sur les consignes idéologiques du moment. Une pareille attitude de *servilité* était particulièrement marquée dans le domaine militaire envers les concepts d'efforts de guerre à soutenir et de moral du combattant à préserver à tout prix. La nouvelle *normalité* par rapport à laquelle se définissait et se plaçait la psychiatrie était celle d'une société engagée dans une *guerre juste* et opérant une révolution prolétarienne.

## AFFICHES

La forme de propagande la plus directe de la guerre civile fut l'affiche. Dans le camp républicain en particulier, les formations politiques, les centrales syndicales, les organismes officiels voulurent chacun faire passer leurs préoccupations et leurs mots d'ordre par la voie de l'affiche,

Des nuées de posters politico-sociaux déferlèrent sur les territoires contrôlés par les républicains : " En Catalogne, il ne reste presque plus de murs où ces dessinateurs [CNTistes] qui ressentent la révolution n'ont pas fait figurer quelque facette du moment " <sup>1</sup>.

Les affiches de la guerre civile n'ont pas fait exception à la logique d'efficacité de la propagande politique plastique, qui exige un contenu simple, un texte réduit à l'essentiel et le recours à une symbolique élémentaire. Un tel message devait donc comporter une image choc, capable de retenir l'attention du passant et une légende brève, facilement mémorisable,

Comme la radio, l'affiche pouvait toucher largement les couches analphabètes de la population. Le *petit peuple* était beaucoup plus aisément accessible aux consignes et aux directives par le moyen de l'affiche que par le truchement d'analyses intellectuelles de la situation, faisant appel à un ensemble de connotations culturelle-politiques,

A preuve de la formidable capacité de *mobilisation* des esprits que constitue l'affiche, cette petite anecdote, rapportée ou arrangée par Federico Millán (*La Noche*, 24 septembre 36) dans son reportage " Les affiches, vibrantes sonneries de clairon " :

" (...) L'affiche de guerre possède un pouvoir écrasant, incontestable.

Ecoutez

Ce que nous allons vous relater est absolument vrai,

1. Conférence radiophonique du président (non désigné) de la section des dessinateurs CNT, *Boletín de Información CNT-FAI*, 10 avril 37.

Peu de jours après l'étouffement de la rébellion fasciste en Catalogne, nous arrivons au café, où nous avons l'habitude d'aller,

Nous demandons des nouvelles de Paco, «le cireur».

- Vous ne le saviez pas - nous dit le camarade, Il s'est inscrit dans les Milices, Il viendra bientôt, (...)

Ni par son aspect, ni par son organisme - chétif, malingre et, semble-t-il, maladif - nous ne supposions jamais que Paco [«le sympathique cireur de bottes du café»] prenne avec audace une arme pour se lancer dans la bataille, (...)

Peu après, nous le vîmes arriver, avec son bonnet de milicien, avec son mousqueton à l'épaule, Il paraissait autre, Fier, martial, rayonnant d'enthousiasme, (...)

Paco nous dit :

- Voyez, ça a été l'affaire d'une minute, (...) Ce matin, je sortais de chez moi, Au coin de ma rue, ils avaient collé une affiche, C'était le visage d'une femme ... L'affiche disait en catalan : «Engagez-vous, les milices ont besoin de vous !», Le regard de cette femme du dessin se fixa dans ma tête et se mit dans mon coeur, A huit heures, je sortais de chez moi et, à dix, j'étais engagé, (...)

Le jour suivant, il partait pour le front aragonais, "

La production d'affiches républicaines durant la guerre est estimée entre 1'000 et 1'500 pièces par Carmen Grimau, spécialiste de la question <sup>2</sup>,

Les auteurs des affiches se recrutaient principalement parmi les dessinateurs humoristiques et les graphistes de la publicité,

En Catalogne, le Syndicat des Dessinateurs Professionnels joua un rôle de premier plan dans la création des affiches. Constitué en avril 36 et rattaché à l'UGT, ce groupement rassembla, en fait, des plasticiens provenant d'un large éventail antifasciste/républicain,

Carlos Fontseré, membre influent du comité de ce syndicat (bien qu'en 1936, il n'ait eu que 20 ans), raconte que ce furent les dessinateurs qui prirent, avant les appareils des formations politico-syndicales, l'initiative de créer et de faire diffuser des affiches : " L'explosion des affiches de 36 constitua le «certificat» de la Révolution " <sup>3</sup>,

2. Carmen Grimau, El cartel republicano en la guerra civil, p, 10.

3. Carlos Fontseré, "El Sindicato de Dibujantes Profesionales", texte paru dans Cartes de la Republica y de la Guerra Civil, op cit, p, 356.

" (...) Le bourgeois et le citoyen normal de Catalogne crurent que la révolution ne pouvait durer plus que quelques jours; et ceux qui lui donnaient une plus grande marge de confiance disaient qu'elle ne pouvait pas dépasser quinze jours. Mais, quand au bout de trois ou quatre jours, apparurent dans les rues de Barcelone une quantité d'affiches collées contre les murs, cela donna la sensation qu'il y avait une volonté derrière tout le mouvement populaire, qui n'était pas un tumulte passager ou qui s'était formé comme conséquence du mouvement fasciste, mais que c'était une révolution qui commençait et qui avait des désirs de continuer." 4

Dans ses souvenirs, C. Fontseré précise qu'il fut à l'origine de l'idée consistant à peindre des slogans révolutionnaires sur les wagons de chemin de fer, décoration qui recueillit un vaste écho parmi les miliciens et les populations. A relever que Fontseré, qui alla trouver le commandant anarchiste Ricardo Sanz, à la caserne Bakounine du quartier barcelonais de Pedralbes, pour lui faire approuver son projet, fut reçu tout à fait positivement, mis à part le slogan prévu sur la maquette d'un wagon - " Vive la révolution sociale ! " - , que le leader anarchiste, "avec une certaine réticence, trouva prématuré." 5

4. Propos de Carlos Fontseré dans un entretien avec José Renau, recueilli par Maria Ruipérez, dans la revue *Tiempo de Historia*, No 49, décembre 1978. José Renau introduit en Espagne le photo-montage, participa aux activités du PCE, pour lequel il réalisa des affiches, et, au cours de la guerre, il fut directeur général des Beaux-Arts de la République. Carlos Fontseré réalisa de multiples affiches pour divers groupes de gauche et sa sensibilité libertaire ("un anarchisme de type tolstoïen, p. 365) le conduisit à mettre également ses dons artistiques au service de la CNT-FAI. Le témoignage d'Arturo Ballester, autre artiste important qui créa des affiches pour les anarchistes, a été enregistré par Ana Torralva et Javier Valenzuela dans la revue *Bicicleta*, No 26, avril 1980. Le valencien A. Ballester s'affilia au début de la guerre au Syndicat Unique des Professions Libérales CNT-AIT et créa beaucoup d'affiches pour le Comité National de la CNT, mais aussi pour le PSOE et pour des ministères, en plus d'illustrations pour des revues, dont *Umbral*. Ce nonagénaire, invalide et pauvre, se rappelle le temps où, bien que davantage libéral que libertaire, il collaborait avec la CNT : " Moi, avant de dessiner, je pensais au thème. J'avais toujours la tête qui me tournait. La CNT ne me disait pas qu'il fallait faire les choses de telle ou telle façon. Je les pensais, je les faisais et ça leur plaisait. Quelle époque. Il y avait de la liberté en ces temps-là. Et du respect, eh ! J'étais un ouvrier de plus à Ortega [imprimerie de Valence où un comité ouvrier UGT-CNT "intervint dans l'entreprise au début de la guerre] , qui, tous les samedis, faisait la queue devant le guichet de caisse, avec le directeur et le concierge. Quelles choses, hein !"

5. C. Fontseré, "El Sindicato de (...)", op cit, pp 370-371. Cette démarche auprès de R. Sanz se situe probablement vers fin juillet-début août 36.

Les affiches étaient imprimées par le procédé de la lithographie et elles comptaient, généralement, trois couleurs. Leur tirage oscillait entre cinq et dix mille exemplaires, pour un format situé autour de 70 X 100 cm et 100 X 140 cm.

A noter que, durant la guerre, les graffitis furent rares sur les murs des villes républicaines; les graffitis et autres inscriptions *sauvages* étaient le fait de courants minoritaires, cherchant à s'exprimer en dehors des canaux légaux de communication. Est-ce à dire que l'esprit d'opposition ou le goût de la contestation furent gommés par la révolution ? Le climat de la guerre civile et la crainte de représailles très dures découragèrent les éventuels contestataires (partisans des nationalistes, membres de la 5<sup>ème</sup> colonne, puis, après les affrontements internes de mai 37, adeptes de la poursuite intégrale de la révolution et/ou Poumistes en butte à la répression systématique). Un autre élément de réponse quant à la quasi absence des graffitis réside dans la possibilité relativement large d'exprimer malgré tout, et au besoin par des feuilles imprimées et diffusées clandestinement, des opinions radicales, farouchement révolutionnaires et s'inscrivant dans le cadre de l'antifascisme.

Dans son long article (*Mi Revista*, 1er novembre 36), " Impressions publicitaires du moment : les affiches de guerre à l'arrière ", Antonio Funosas présente le rôle des affiches comme un instrument de communication et de transmission des consignes du haut vers le bas, doté de la faculté précieuse de galvanisation et de *disciplinage* des masses :

" (...) L'affiche doit servir pour fixer, dans la conscience du peuple, les consignes, les devoirs, les obligations, tant en relation avec le front de bataille que pour les occupations et les travaux à l'arrière (...). De la même manière, l'affiche doit maintenir et élever le moral à son degré maximum, tant pour ceux qui partent pour le front, que pour ceux qui (...) se trouvent en permission ou en convalescence (...), que pour ceux aussi qui, soit en raison de leur âge ou de leur sexe, doivent précisément rester à l'arrière,

L'affiche de guerre est une exaltation continue de patriotisme, ce qui enthousiasme les masses, ce qui les rend conscientes de leurs devoirs, de leurs obligations

ce qui fixe dans leur esprit des phrases, paroles, idées qui les poussent à oeuvrer, à obéir, à être un peuple et une armée disciplinée, organisée,

L'affiche de guerre constitue un cri sur le mur, l'exaltation et l'alerte au milieu de la rue et, pour cela, la forme, la couleur, le texte et l'action doivent être bien combinés. Si, dans l'affiche commerciale, la légende doit être courte, très expressive et totalement en relation avec le produit ou l'article qu'elle doit annoncer, comment ne devrait-elle pas l'être dans l'affiche de guerre ?, que nous pourrions définir en disant qu'elle devient une «agression» au passant,

Liberté ! Davantage d'armes ! Davantage d'hommes ! Davantage de munitions !, disent certaines. Vous ne passerez pas ! disent d'autres. Attention avec les espions ! Les miliciens ont froid ! Paysan, la récolte est l'arrière-garde de celui qui lutte !, voyons-nous dans d'autres séries, Discipline !, conseillent d'autres. Engage-toi, le peuple a besoin de tes bras ! Garde-toi des maladies vénériennes comme des balles ! Ecrasons le fascisme !, exaltent les voix fixées dans le mur. Et il ne manque pas non plus : l'affiche qui veille sur ceux qui ont dû quitter leurs maisons, (...), les affiches pour l'enrôlement, celles qui demandent des journaux pour le front, celles qui incitent à des collectes et à des festivals pour soulager les souffrants, pour rendre moins grave la guerre pour le trésor public, (...), l'affiche, dans laquelle une petite fille enchanteuse et un petit garçon au visage encourageant invitent leurs compagnons, les enfants de leur âge, à aller à l'école, non pas à l'école d'autrefois, à la vieille école, mais à l'Ecole Nouvelle Unifiée, "

Les affiches républicaines de la période 1936-1939 contiennent le condensé des thèmes saillants de la propagande émanant des formations antifascistes et des institutions républicaines. La typologie de ces affiches s'articule autour des grandes catégories suivantes : - la mobilisation des esprits à l'arrière-garde (adhésion au programme de telle ou telle formation, effort de guerre à soutenir, solidarité avec les combattants), - la conduite de la guerre ("engagez-vous", mise en place de l'Armée Populaire, discipline), - la participation à la nouvelle économie (expression de fierté pour l'oeuvre autogestionnaire, responsabilisation du travailleur, affirmation du rôle des syndicats et appel à une union CNT-UGT), - la lutte pour l'instruction et la culture (hygiène et santé, valorisation de la femme, enfants à protéger et à éduquer),

La diversité foisonnante des affiches éditées et le nombre énorme de murs recouverts de propagande amenèrent certains doutes quant à l'impact encore possible d'un tel déferlement.

Un éditorial du quotidien CNTiste *L'Instant* (16 novembre 36), intitulé "La fonction de la propagande", demande que de l'ordre soit mis dans la conception de la propagande, par un processus de sélection et de centralisation afin que les affiches conservent leur efficacité. *L'Instant* exprime donc le souhait que les appareils des formations antifascistes se substituent aux initiatives individuelles :

" (...) Toutes les rues ont été envahies par les affiches. Alors qu'on parle de la nécessité de limiter la consommation de papier et que les journaux réduisent le nombre de leurs pages, les affiches continuent d'apparaître avec une grande profusion. (...)

Nous affirmons que nous sommes arrivés à la limite de l'utilité de l'affiche. (...)

Très peu d'affiches ont de l'efficacité. Et ce peu d'affiches effectives sont suffisantes pour l'objectif commun. (...)

Si toutes les idées et toutes les représentations, au lieu d'être amenées dans la rue d'une manière, disons, individuelle, étaient orientées et sélectionnées par un Comité unique, par un organisme de liaison, l'on pourrait sélectionner et, en définitive, accroître la propagande.

Les mouvements de masse ont besoin de l'allocution, du meeting, de la presse de l'affiche, mais il est à conseiller de les employer avec une grande sobriété, d'une façon qui assure l'efficacité et élimine toutes les dépenses inutiles d'énergie. (Fin) "

Le journal satirique *Criticón* (29 mai 37), sous la plume du nommé "Mingo" (littéralement: de celui qui fait scandale) signala également le gaspillage représenté par les trop nombreuses affiches, mais déplora surtout que les affiches, même patronnées par la CNT-FAI, n'osent plus parler de la révolution. Quelques semaines après les affrontements de mai 37, l'affiche reflétait donc les aléas de la révolution bloquée et les graves oppositions du camp républicain, un reflet



discret, où intervenait l'auto-censure et éventuellement la censure :

" Affiches et panneaux d'affichage

A l'arrière : Des affiches, Une pluie d'affiches criardes à qui mieux mieux. Cela ressemble à une exposition à l'air libre et libre de tout contrôle. Des drapeaux et encore des drapeaux. Jeu de couleurs. Il manque un bon archiviste, un excellent collectionneur d'affiches et d'affichettes, Il y en a pour tous les goûts. A Barcelone, c'est un article qui abonde. Dans les rues et dans les places, des panneaux d'affichage très peu esthétiques; mais ce sont des panneaux d'affichage qui annoncent on ne sait combien de choses. On dirait que la révolution a besoin d'annonces, comme si elle était un établissement d'articles variés. (...)

Une seconde révolution a été déclenchée, celle de coller des affiches allusives pour la CNT et la FAI; mais les auteurs d'annonces si importantes sont tant ... révolutionnaires qu'ils n'en prennent jamais la responsabilité. En peu de mots : ce sont des révolutionnaires de papier, et nous savons déjà que le papier sert à beaucoup de choses et les panneaux d'affichage aussi; ceux-là ont de bons pieds, et avec de si bon pieds l'on peut courir beaucoup. (...)

Presque toutes [les affiches] disent gagner la guerre et très peu faire la révolution. (...)

Ecrasons la guerre ! Vraiment, Saprísti, nous ne le savions pas. C'est une nouveauté. Mais, et la révolution, alors ? Et la socialisation, alors ? Ah, de cela, pas une parole. Même pas le penser. Même pas le fixer sur les affiches; ce serait un attentat au triomphe de la cause prolétaire. Et tant de papier gaspillé pour ça ? Parler autant d'union, d'abnégation, de loyauté, de sincérité, de travail et de sacrifices ... Habiletés politiques de politiciens inhabiles, parce qu'à la fin de la journée, l'on découvre le jeu. Et ensuite, on dit qu'à l'arrière, il ne se fait rien ! ... Que le peuple est exigeant ! N'est-ce pas peuple ?

Tout est question d'annonces mal ou bien interprétées; pour cela, il y a une collection brillante d'affiches ultra modernes. Au moyen de ces réclames, on peut réclamer que disparaissent de la vie publique tant de féerie graphique et tant d'embarras pour le piéton. "

*Criticón* tance certains dessinateurs, à la conduite ambiguë ou versatile, qui s'adaptent, avec trop de facilité et d'astuce, à l'évolution de la situation politique. Dans cet ordre d'idées, C. Fontseré rapporte l'anecdote significative du dessinateur Paco Ribera, qui peignit un portrait en couleurs de Durruti, très largement reproduit durant la guerre, et qui, après l'entrée des troupes nationa-

listes à Barcelone, se chargea de réaliser le portrait officiel du généralissime Franco.<sup>6</sup>

Quelle a été la spécificité des affiches anarchistes ?

Une première remarque amène à relativiser la possible existence d'un type d'affiche anarchiste très différenciée, dans la mesure où les affiches républicaines/antifascistes furent souvent confectionnées dans des ateliers collectifs où les procédés et les modes d'expressions se mélangeaient. De plus, certains dessinateurs mirent leur talent au service des différentes formations républicaines, en restant plutôt fidèles à leur propre style qu'en s'adaptant au genre idéologique de telle ou telle organisation.<sup>7</sup>

Plusieurs caractéristiques peuvent toutefois être dégagées de l'étude de l'iconographie anarchiste.

Tout d'abord, et en conformité avec l'accent placé sur la valeur et le rôle essentiel joué par l'individu, l'affiche anarchiste privilégie la personne par rapport à la masse ou au groupe. Cependant, cette caractéristique doit être quelque peu atténuée par le fait que le mouvement anarchiste espagnol se fonda sur le syndicalisme, la pratique syndicale passant par un vaste regroupement des forces populaires et mettant l'accent sur la recherche unitaire.

6. C. Fontseré, op cit, p. 360. Au sujet de la brusque adaptation de l'iconographie aux changements politiques, Fontseré cite aussi (p. 361) le cas du dessinateur Martí-Bas, qui avait, au printemps 36, présenté, dans un concours placé sous la devise "A bas la guerre !", une série d'affiches anti-bellicistes, mais dont les textes furent peu après arrangés dans un sens martial afin de convenir à la propagande de guerre.

7. Voici une liste, non exhaustive, de dessinateurs qui ont signé des affiches éditées par le mouvement anarchiste en Catalogne et dans le reste du camp républicain. Une partie de ces dessinateurs collaborèrent donc avec d'autres formations politiques, tandis que certains illustrèrent également les pages de la presse libertaire. Les dessinateurs cités ici ne le sont parfois que sur la base de leur pseudonyme ou de leur seul nom de famille :

Alma, Ambrós, ~~Sadà Vilà~~, Arturo Ballester, V. Ballester, Bardasano, Barquet, Bauset, Bofarull, G. Cadena, Camps, Cervera, Companys, Carlos Fontseré, Gallo, García Escrivá, Gimenez, Helios Gómez (qui fut le premier président du Syndicat des Dessinateurs Professionnels), Aleix Hinsberger, Iturzaeta, Ituy, Les, Angel L.L., José María Gallo, Monleón (dessinateur valencien qui fut l'un des premiers à utiliser la technique du photo-montage et collabora activement à la revue libertaire *Estudios*, revue de la capitale du Levant qui soignait particulièrement sa présentation), Muro, Ricard Obiols, Oriol, Quismay, M. Ruiz, San Miralles, Sierras, Sim (Rey Vila), Eduardo Vicente, Wo, Wolf.

En Catalogne, le "Grup Art Lliure" (Groupe Art Libre) rassembla des dessinateurs et des peintres. En 1938, par exemple, Les et Barquet, du groupe Art Lliure, confectionnèrent pour la FAI une affiche <sup>de guerre</sup> ronflant de : "La FAI, sur le front sanglant et sur le front du travail, lutte pour l'HUMANITE".

Ce souci de l'individu prôné, tout de même davantage par le courant anarchiste, qui avait poussé *naturellement* les militants à l'antimilitarisme et qui les avaient conduits, dans le cadre de la guerre civile, au scepticisme ou au refus de la militarisation des milices, se traduit dans les affiches de guerre par l'éviction de la représentation de l'armée traditionnelle, corps rigidement organisé et placé sous un commandement militaire unique. La guerre, sur les affiches anarchistes, est faite de l'"exaltation de l'homme isolé, lutteur seul face à l'adversité ennemie"; "le combattant des milices anarchistes n'est pas un soldat, c'est un milicien; pour cela, son image ne sera jamais celle d'un militaire uniformisé (bleu de travail, casque)," <sup>8</sup>

En raison du rôle moteur des anarchistes dans la révolution, l'affiche libertaire fut celle qui vanta le plus les mérites du changement social, en louant particulièrement la dynamique autogestionnaire présente en ville et à la campagne.

Les affiches réalisées à Barcelone, bastion de l'anarchisme et grande ville d'Espagne qui fut la plus longtemps éloignée du front, offrent une plus grande variété de thèmes, de projets et d'images de la société future que celles réalisées à Madrid ou à Valence. Les événements de mai 37 mirent, là-aussi, un frein à l'iconographie célébrant la révolution,

L'imagerie anarchiste exalte la jeunesse et la santé, elle fait ressortir la volonté de dépassement de l'homme dans son combat contre les forces du *Mal* et dans sa confrontation avec la Nature,

Que ce soit dans la bataille contre le fascisme ou dans la campagne pour l'accroissement de la production, l'image du lutteur représenté sur les affiches est celle d'un homme fort, aux énormes bras d'acier, à la carrure énergique et au regard fermement déterminé. Le modèle de ce super combattant fait souvent songer aux macistes des films de péplums. Ce modèle d'homme puissamment décidé

8. Carmen Grimau, op cit, pp 148 et 157.

dégage " un fort sentiment machiste ; l'on insiste sur les grands lieux communs : *virilité, vaillance, force*, etc. Ce sentiment phallocrate est présent dans toute la propagande espagnole républicaine, mais il se trouve particulièrement [je ne serais pas aussi affirmatif] dans un secteur comme l'anarchisme, qui, cependant, compte dans ses rangs la plus importante organisation féministe d'Espagne : *Mujeres Libres*,"<sup>9</sup>

Dans l'iconographie guerrière, le fascisme est volontiers représenté sous les traits grossiers d'une bête, monstre hideux (serpent lubrique, gorille cracheur de feu) que l'on écrase vaillamment à coups de marteau ou de bottes, à moins que ne soit tout bonnement utilisée une énorme locomotive (du syndicat des cheminots CNTistes de Madrid/affiche de Iturzaeta) pour broyer cette animalité maléfique. La presse anarchiste usa également de la métaphore de la bête, poussant ainsi le manichéisme à son comble, afin de rabaisser et de déprécier au maximum le camp adverse. La propagande reniant à l'ennemi sa nature humaine, pour lui substituer celle de la bête, ouvrait, de cette manière, la voie à l'atrocité et à la barbarie.

Avec le recul, ce qui étonne dans les affiches de la guerre, c'est qu'elles dégagent finalement une réelle parenté plastique, voire symbolique, entre les deux camps. La zone républicaine ayant toutefois poussé un peu plus loin dans le sens d'une sorte de réalisme socialiste hispanisant.

Au-delà des luttes idéologiques, l'iconographie rassemblait un même type de pensée, exacerbée par la volonté de vaincre à tout prix l'autre camp, et qui imposait le recours à des représentations extrêmes.

9. Carmen Grimau, *op cit*, pp 161-162.



## CREATION ARTISTIQUE ET SPECTACLES

Le monde nouveau en construction réclamait un art en accord avec les changements intervenus.

A l'art mode d'expression destiné à une élite financière et culturelle, devait succéder un art par et pour le peuple.

Les transformations sociales, la brusque évolution des consciences étaient à prendre en compte par les artistes s'ils désiraient être perçus et reconnus par le vaste public, qui revendiquait bien haut ses origines prolétariennes.

Il était souhaité que le contenu et la forme de la création se fassent accessibles et se placent dans la voie d'une simplification, seule capable d'être largement reçue.

Quelle place revenait à l'artiste dans la nouvelle société ?

D'une part, et en conformité avec les thèses socialistes, l'artiste reconnu comme tel voyait son bien-être matériel assuré par la société. D'autre part, l'artiste entité individuelle prononcée, était appelé à saisir les aspirations populaires afin de les sublimer dans l'expression même de son talent personnel.

Il apparaît que l'artiste, dans le court terme et en tant qu'individu professionnellement spécialisé dans la création, n'ait pas été mis en question. La révolution était vue comme un moyen d'élargir considérablement le champ de l'art, en employant pleinement les facultés et les dons des artistes. Ainsi, il ressort que l'art n'était pas conçu comme une activité pouvant être pratiquée *massivement et telle quelle* par tout un chacun.

*L'homme nouveau* à forger dans les esprits des masses était imaginé comme un être possédant une conscience et une culture accrues, bien que, généralement, il n'était pas envisagé que cet individu supérieur s'adonne lui-même directement à une activité artistique.

## ESTHETIQUE ET ARTS PLASTIQUES

Grâce à la révolution, l'on estimait que la beauté n'avait plus à être considérée comme un monopole dont jouissaient les classes privilégiées, puisque l'art avait maintenant droit de cité et que l'on désirait qu'il descende dans la rue.

C'est dans un tel esprit que quelques jours après la réduction du soulèvement militaire, *Solidaridad Obrera*, sous le titre "Corollaires de la révolution" (25 juillet), proclame avec détermination que " les oeuvres d'art sont à tous comme les routes " ;

" Les oeuvres d'art ? En premier lieu, le monde autoritaire et hiérarchique les voulait, non pas pour leur art, mais pour leur qualité d'or et d'argent. Et si, pour les sculptures qui valent un million, c'est une valeur arbitraire, c'est parce que ces oeuvres d'art, seuls les riches peuvent les avoir, ceux qui falsifient des billets et qui, à cause de cela, ont les millions qu'ils veulent. Mais, ce n'est pas ça. Les oeuvres d'art sont à tous comme les routes. Mettre l'oeuvre d'art dans un antre particulier, c'est la détournement de sa principale signification, de son objectif propre. L'art est à tous et jamais en art, «tous» ne peuvent devenir les monopolisateurs de tout.

\*\*

Toutes les oeuvres d'art dans la sculpture de pierre ont été faites par des auteurs sans nom, par des artistes populaires inconnus. Les bourgeois laissèrent mourrir de faim ces artistes ignorés et maintenant ils veulent revendiquer leurs oeuvres. La vie vaut plus que l'art !

\*\*

De la vie sort l'art et tout le reste. De l'art ne peut sortir la vie.

L'organisation de la production et de la cité directement par les travailleurs/producteurs eux-mêmes comportait aussi un souci d'esthétique afin de transfigurer le décor de l'existence et en vue de mettre des couleurs sur la grisaille du quotidien.

Une pareille envie de beauté tangible était affirmée par le *Boletín de Información CNT-FAI* dans un éditorial (19 octobre 36), intitulé "Avec le signe de l'esthétique, en aidant l'économie révolutionnaire" :

" (...) Personne n'a dit que la révolution devait encourager le développement du mauvais goût : au contraire, il est nécessaire de démontrer au monde entier que les révolutionnaires espagnols sentent la beauté et l'art et que la vie nationale, malgré les ravages de la guerre civile, s'est améliorée avec de beaux effets esthético-hygiéniques. Donc rien qui suive des modes décadentes ou qui cache des économies ruineuses.

Tant l'homme que la femme doivent s'habiller le plus décentement possible, coiffés de leurs respectifs chapeaux, casquettes ou bérets, de quelque chose qui soit le complément obligé de la parure personnelle. [allusion à la campagne alors en cours pour le port du chapeau]

La rue, la maison, les édifices publics doivent rehausser leur tonique décorative. Il est grand temps que nous ne soyons plus pour tout le monde le pays de misérables aristocrates et d'orgueilleux vauriens, comme on nous connaît, afin d'ouvrir la voie à une population qui produit et qui consomme harmonieusement dans une résurrection de vie nouvelle, modèle de ce que doit être la société universelle du proche avenir. [Fin] "

L'autogestion des entreprises s'accompagna parfois d'une volonté esthético-artistique se situant à mi-chemin entre la belle ouvrage de l'artisanat et le design de la production industrielle. Dans cette démarche, les ouvriers de l'industrie collectivisée du verre de Barcelone " pensent ressusciter l'art dans cette section. Les bourgeois l'avaient tué avec leurs concurrences. Ils ont même l'idée d'embellir la ville. " 1

La question générale de l'art dans la révolution fut traitée en profondeur par le Dr Félix Martí Ibañez, homme-orchestre de la pensée anarchiste espagnole.

Avec son emballage coutumier, mais également avec sa grande capacité d'analyse synthétique, Martí Ibañez - lui-même romancier à ses heures - se pencha sur la " brèche que la Révolution Sociale a ouverte dans la muraille dogmatique qui enfermaient les rebelles de l'Art " et qui a signifié " l'avènement d'une nouvelle spiritualité parmi les masses prolétaires ". Martí Ibañez plaida dans ce long texte - "Pour un art révolutionnaire" (*Tiempos Nuevos*, décembre 36) en faveur d'un art enraciné dans la vie et dans les émotions populaires, capable de réconcilier les créateurs et les masses.

" L'Art renaît ! (...) L'Art se met au service de la Révolution !

1. Article "L'industrie du verre (verre plan) à l'avant-garde de la révolution", repris de *Solidaridad Obrera* par le *Bulletin d'Information CNT-AIT-FAI* du 20 mars 1937



Accueillons avec plein d'enthousiasme la nouvelle direction artistique ! Parce qu'elle représente le salut de l'Art et la spiritualisation du Processus Révolutionnaire. (...)

Il a fallu l'arrivée de la Révolution pour que surgisse une légion de jeunes artistes - escadrille héroïque - , ceux que, en accord avec la terminologie d'un grand conducteur de masses, nous pourrions appeler les « ingénieurs des âmes ». (...)

Sur beaucoup de lèvres jaillit la question : Que sera l'Art s'il se soumet à une idéologie sociale ? Mais ceux qui pensent ainsi sont ceux qui falsifièrent et prostituèrent toujours l'Art, ceux qui, sous le masque de leur drapeau artistique et le lieu commun de l'indépendance de leur Art, dissimulèrent leur indifférence absolue devant le problème social. Il est naturel que ceux-là se cachent le visage avec les mains quand, arraché le masque du grotesque simulacre artistique dont ils faisaient étalage, est apparu dans son inexpressif décor un Art vide de tout contenu humain. Non, cet Art sous cloche de verre, cette délicate vitrine qu'élaborèrent des artistes en gants blancs pour la distraction de la minorité, ne remplissait aucune mission et, par conséquent était irrémissiblement acculé à la consommation et à la mort.

Avec une phrase vaillante et une parole qui sentait la franche révolte, André Gide l'a dit au récent Congrès International des Ecrivains : « ... L'Art en perdant le contact avec la réalité et avec la vie, se transforme vite en artifice ... c'est toujours par la base, par le sol, par le peuple qu'un art recouvre sa force et se rénove. » L'Art en Espagne avait déjà perdu tout contact avec les masses ouvrières. Une minorité d'intellectuels, jalousement constitués en garde noire du nationalisme, avaient encouragé le pernicieux concept de l'aristocratie de l'esprit et créé un Art de serre, dont les plantes étaient des orchidées exotiques, qui languissaient dans des vases, faute du chaud baiser de la terre prolétarienne. Chaque fois qu'un renouveau culturel était tenté, c'était au nom d'un supposé révolutionnarisme intellectuel, qui ne représentait en somme rien d'autre, qu'une réaction de caste menacée dans ses privilèges. (...)

« La Révolution rend sa fierté à l'individu » a dit André Malraux. Pour notre part, nous disons que la Révolution restaure les essences juvéniles de l'Art. (...)

Quelles caractéristiques possédera ce [nouvel] Art ? Avant tout, il n sera plus un Art oxygéné et à crinoline, ni un Art limité à être le reflet de réalités, il sera un Art de communion populaire, qui chantera la vie et ses manifestations et dessinera à l'homme nouveau un Art Universel et humain.

Qu'est-ce qui, en définitive, subsiste de l'Art ? Ce n'est pas la forme qui varie sans cesse d'une époque à l'autre. (...) Ni la lumière ou la couleur ; c'est ce dont eut besoin l'esprit du peintre, et non pas ses pinceaux.

C'est le contenu humain de l'oeuvre d'Art, ce qu'elle a de personnel et à la fois de collectif qui lui confère un passeport d'universalisme humaniste.

L'Art révolutionnaire est par conséquent celui qui façonne les couches profondes de la vie humaine, celui qui recueille les vibrations sociales, battements de l'Humanité qui rit et qui pleure : les plans essentiels de la vie. Le pain et la justice sont avant l'intellect dans la vie des peuples. (...)

L'Artiste révolutionnaire, surgi aux barricades - le crayon joint au fusil - est celui qui a embrassé, depuis le 19 juillet, la marche triomphale de la Révolution. (...)

L'artiste révolutionnaire n'est plus une orchidée de salon, mais une plante dont les racines sucent la sève fraîche et féconde de la masse populaire. Et cet artiste ne chantera pas des poèmes pour mouchoirs ou des drames d'alcôve, ni des frivolités d'antichambre, mais il sera le poète du travail, de l'amour, du rire, de la douleur et des idéaux du peuple. (...)

Donc pour nous, les amoureux de la Révolution, le nouvel Art se présente investi de la mission de vernir lyriquement le ciment et le fer de la société prolétaire future, en incorporant d'un seul coup les masses au train vertigineux de l'évolution artistique. "

Au sujet de la nouvelle esthétique à diffuser, le peintre anarchiste Gustavo Cochet joua un rôle de premier plan, par ses articles et par ses interventions publiques <sup>2</sup>. Adeptes d'une expression naturaliste sociale (hommes au travail, comme par exemple des dockers déchargeant un bateau) ou partisan de dessins (lourdement) allégoriques en faveur de la révolution, Gustavo Cochet exhorta les artistes à se rallier à la nouvelle société. Il défendait la conception d'un art simple et clair au service du peuple et tenait à mettre en garde ses contemporains contre " l'art décadent " expression de l'ancienne "société dégénérée et matérialiste ".

Dans son appel intitulé "Aux artistes", *Ideas* (4 février 37), Cochet s'en prend aux créateurs qui n'ont pas compris ou admis que le bouleversement politique intervenu avait amené une nouvelle sensibilité et une relation entre public et artiste beaucoup plus étroite. A noter le rôle de plaque tournante que, dans l'esprit de Cochet et de ses compagnons anarchistes, le syndicat était appelé à jouer pour régulariser le champ de la création artistique.

2. Gustavo Cochet y Hernandez, né en Argentine en 1894, passa de nombreuses années à Barcelone. Après la guerre, il retourna dans son pays d'origine, où il mourut en 1979.

" (...) Après six mois de révolution [les artistes et les intellectuels qui ont toujours été au service de la bourgeoisie] ne semblent pas s'être rendu compte [de ce qui s'est passé] ; ils se présentent aux syndicats en les confondant avec une agence de placement ou avec une institution de bienfaisance : ils se lamentent et pleurnichent comme si, au syndicat, il y avait un saint pour qui réciter une prière et prendre le voile. (...)

Si vous ne comprenez pas que vous ne pouvez plus continuer à être les fainéants de cette société bourgeoise exécrationnelle et, à la bonne heure, abolie, si vous ne vous constituez pas en nouveaux travailleurs, si vous n'orientez pas ni n'acheminez l'art dans une nouvelle direction vis-à-vis du peuple, en faisant renaître l'art populaire, si, enfin, vous ne vous persuadez pas qu'il n'y a pas à attendre davantage l'aumône d'une commande dans les ministères ou dans les institutions officielles, le syndicat ne pourra rien en votre faveur. Le Syndicat doit être vous-mêmes et sa force sera votre raison d'être et cette raison s'abritera surtout dans votre oeuvre, dans le nouvel élan que vous donnerez à l'art et à l'intelligence. "

Au travers de sa conférence radiophonique, prononcée au micro de la radio E.C.N. 1 /CNT-FAI et intitulée "Le Salon Permanent et la Maison de la Culture" (*Boletín de Información CNT-FAI*, 12 mars 37), Gustavo Cochet précise les "saines" conceptions dans lesquelles l'art, dorénavant, avait à puiser son inspiration.

" (...) Le principe essentiel de l'artiste, du médecin, du maître, a toujours été basé sur un amour désintéressé de l'humanité, des choses de la vie de la nature et, bien sûr, dans le futur, ceux-ci seront les seuls qui agiront, puisque seront écartés les faux artistes, les marchands de la science, les maîtres sans foi dans leurs postulats. (...)

Que l'on prenne surtout en considération que l'art généralement décadent et superflu au service d'une société dégénérée, matérialiste, doit oublier dans un nouveau réveil, tout un passé dégradant, et revenir aux sources de l'art pur, qui sont dans la terre, dans le peuple, dans les choses simples et claires, et pas du tout dans des excentricités prétentieuses, ni dans des délassements et des romantismes d'hystériques et de malades, tout commencement devant partir d'une base saine et pure, totalement renouvelée. Tout artiste qui n'est pas capable de comprendre cela, qu'il se consacre à autre chose. (...)

L'art pour le peuple ne veut pas dire faire un art superflu, de vulgarités et de bêtises ; qui connaît les masses populaires sait qu'elles peuvent autant s'émouvoir devant une partition de Beethoven, une peinture de Goya que devant un calendrier stupide et vulgaire ou d'autres bagatelles ; mais là,

le peuple est encore vierge et il n'est pas responsable du mépris dans lequel l'aristocratie de l'argent et l'intelligence l'avaient condamné à l'ignorance, mais cela aussi est un avantage. Donnons-lui de grandes oeuvres, intenses, vibrantes et profondes; le peuple les captera, pourvu qu'elles aient pour base un vif sentiment de l'existence de l'homme, de la terre et de l'espace. Ce que nous ne pourrons jamais obtenir, c'est qu'il accepte l'oeuvre moderne des artistes supérieurs, aristocrates, décadents et hypersensibles, raffinés et dégénérés. Quand je parle des artistes, il est clair que je pense aux peintres et aux sculpteurs, etc., mais en aucune façon, j'ometts d'inclure, dans mes critiques et affirmations, tous les écrivains, poètes, hommes de science, c'est-à-dire les intellectuels. "

Outre ces considérations d'*épurgateur de l'art*, G. Cochet exposa dans cette conférence son projet original de création d'un Salon Permanent d'Art qu'il avait proposé, peu avant, au Conseiller de la Culture de la Mairie de Barcelone.

A la place du Salon Officiel qui se tenait chaque année, il s'agissait de mettre sur pied un Salon continu, lieu de confrontations multiples, où l'artiste pourrait mesurer l'impact de ses oeuvres et dans lequel, se trouvant reconnu comme créateur professionnel, il serait gratifié d'un salaire digne :

" (...) L'idée d'un Salon Permanent ne signifie pas la création d'un bazar où de la pacotille infecte se déchargerait, mais, au contraire, celle d'un lieu sacré où l'artiste offrira au peuple le fruit de ses aspirations, pas comme un vil commerçant, mais comme un poète et il gagnera son salaire qui honore, sans besoin de protection ni de l'aumône de personne.

Dans ce Salon, les oeuvres seront exposées individuellement ou par groupes; il y aura une salle où se donneront des conférences et des concerts, et où seront débattus tous les problèmes artistiques. Au lieu de jurés toujours partiels, les oeuvres considérées comme mauvaises, s'affronteront avec celles des artistes consacrés, et des controverses publiques se dérouleront jusqu'à que soit bien expliqué et prouvé pourquoi une oeuvre est ou n'est pas un pastiche méprisable, de façon que pour le mauvais artiste, qui jusqu'à présent pouvait s'abriter derrière des influences et des protections, il ne reste pas d'autre choix que de se dépasser ou de renoncer à ce à quoi il ne sert pas.

La finalité pratique ne sera pas pour cela désavantageuse. Le Salon permanent sera comme une ruche dans laquelle tous travailleront dans un intérêt commun. Si un artiste n'était pas facilement accepté, ce ne serait pas

pour autant une raison pour le condamner à la misère; une caisse commune équilibrerait les besoins de tous. "

Quant au projet de Maison de la Culture - que "les compagnons organisent" - , Gustavo Cochet le conçoit comme un lieu d'irradiation des idées. Selon lui, les hommes qui fréquenteront cet endroit devront être "antitraditionnalistes", la tradition signifiant "obstacle au progrès" et injustice sociale; ils ne seront pas non plus des "politiciens", la politique étant synonyme de "confusionnisme", de "ruse", d'"arrivisme", d'"absence de scrupules" et enfin, ils ne devront pas être des "nationalistes", car "l'intelligence, le savoir, la pensée, le sentiment humain des hommes ne peut pas être contenu par les limites des frontières ou par une race."

Repoussant la "manie" d'établir par avance des statuts et des règlements, Cochet s'attache à décrire le sens de cette maison de la culture :

" Creuset dans lequel vont se fondre les idées et les pensées de tous les hommes de bonne volonté, de tous les hommes de bon coeur dont sortira la lumière qui irradie tous les territoires de la terre. Ainsi, comme les peuples primitifs attendaient la parole de leurs prophètes, les peuples modernes écouteront la parole réconfortante des hommes généreux et altruistes, qui les guideront sur le chemin de la vie.

La Maison de la Culture doit arriver à être grande, à être une entité forte, mais non pas par ses nombreuses cotisations, par ses subventions officielles, par le palais qui abrite son siège, par ses activités pompeuses, non; elle sera grande selon l'idéal qui nous anime, selon l'acharnement, l'effort, la passion que nous y mettons. "

G. Cochet insiste, enfin, sur le fait qu'en ces circonstances, la guerre prime sur toute autre source d'inspiration.

" (...) Nous ne devons pas oublier que ce ne sont pas des moments pour écrire des livres que personne n'a l'humeur ni le temps de lire et pas non plus pour peindre des tableaux, que personne ne peut contempler. Les oeuvres d'art se font dans la paix et pour la paix. Dans ces moments, on ne peut concevoir que des strophes épiques et des gravures révolutionnaires. Tout doit respirer la guerre avec ses angoisses et ses ruines, avec ses aspirations et ses espérances."

Le président de la section des dessinateurs du syndicat des professions libérales de la CNT prononça également une conférence au micro de la radio E.C.N.1/CNT-FAI, au cours de laquelle il développa le thème de l'artiste-dessinateur "ouvrier de l'intellect". Ce responsable culturel prêchait aussi en faveur d'une moralisation de la condition de l'artiste et prônait la fin du parasitisme de l'indolence.

" (...) Je suis affligé, très affligé de voir que dans la magnifique épopée que nos braves prolétaires sont en train d'écrire avec leur sang, les intellectuels et les artistes en général et nos compagnons dessinateurs en particulier, sauf de rares exceptions, regardent cela avec une indifférence telle qu'elle confine au mépris. Je ne comprends pas, je ne peux pas comprendre comment l'unique travail qu'ont réalisé ces compagnons a été celui de décrocher un carnet syndical et de promener leur indolence sur les Ramblas de Barcelone.

Si on leur demande comment ils contribuent à la cause, ils répondent que leur travail viendra ensuite. Après ? et pourquoi après ? Est-ce que l'ouvrier de l'intellect a le sang moins rouge que celui de l'ouvrier manuel ?

Quand le vieux système de castes s'écroule sous le poids de son ignominie, il est suicidaire d'en créer un autre dont le privilège soit de regarder la révolution de loin et, ensuite, de jouir de ses fruits. (...)

L'on doit en finir avec le type d'artiste parasite, qui, sous une prétendue bohème, cache la boue des vices, l'artiste négligé doit disparaître, couvert de tâches, tapeur, tête brûlée, dévergondé, héritage de temps passés et que la littérature vulgaire et décadente a consacré comme un classique. L'artiste cesserait d'être un artiste s'il ne vivait pas l'ambiance qui l'entoure.

Curieusement, après toutes ces admonestations, le président de la section des dessinateurs défend pourtant l'indépendance du créateur :

" En raison de la spiritualité de notre travail, il est logique que nous, les artistes, ne puissions pas avoir des normes fixes; on ne domine pas l'esprit et prétendre le contraire serait mettre le vent en cage. "3

Une intéressante expérience d'animation culturelle, ouverte à tous les amateurs d'art, se déroula à Barcelone dans le cadre de l'Estudio Libre de Bellas Artes (Atelier Libre des Beaux-Arts), "patronné par les Jeunesses Libertaires."

3. *Boletín de Información CNT-FAI*, 10 avril 37.

Des étudiants, membres de la Fédération Estudiantine des Consciences Libres, participaient régulièrement aux activités de cet Atelier et à son bulletin mensuel baptisé *Horizonte*.

" Actuellement [juillet 37], dans l'Atelier Libre des Beaux-Arts, il est donné des leçons de musique, de rhétorique et poésie, de psychologie, grammaire, chant, etc., par des professeurs distingués de l'Atelier et du Syndicat du Spectacle, tout étant absolument gratuit pour ceux qui démontrent de l'intérêt pour les Beaux-Arts. "

Mis à part le travail pédagogique de l'Atelier, des "soirées ou réunions hebdomadaires" étaient organisées "avec la plus grande régularité et le plus grand enthousiasme". Voici, à titre d'exemple, le programme des soirées qui eurent lieu au cours des quatre samedis du mois de juin 37 :

- le 5, récital de piano (par Julio Pons); - le 12, autre récital de piano (par Leopoldo Cardona avec des oeuvres de Chopin, Granados, Albéniz et de lui-même) ; - le 19, soirée consistant "en d'animées dissertations philosophico-littéraires entre les participants, dont faisaient partie de véritables valeurs de la pensée et des lettres"; enfin, lors de la soirée du 26, "un groupe de jeunes intelligents [sic] de notre Section d'Art Scénique dirent un récital poétique de compositions de García Lorca, Alberti, Machado, Léon Felipe et Benavente. " 4

A l'égal du gouvernement républicain, la CNT-FAI insista sur les efforts réalisés en faveur de la sauvegarde des richesses artistiques du passé

En avril 37, une exposition d'art "des oeuvres sauvées par la CNT-FAI se déroula à Barcelone dans la Galerie de la Section des Beaux-Arts du syndicat unique des professions libérales.

L'exposition fut ainsi commentée, avec quelques accents de nationalisme, par le *Boletín de Información CNT-FAI* :

" (...) Dans la majorité, ce sont, comme toute l'époque qu'elles illustrent, des sujets religieux, de sobres peintures castillanes, celles d'une riche couleur représentant le Levant lumineux, les splendides peintures pleines de la suffisance de la Renaissance italienne. Enlevées par les anarchistes, quelquefois à la lueur des flammes destructrices, elles ont dû leur sauvetage à ce sentiment de la beauté qui est inné chez notre peuple, et qui, cette fois

4. *Horizonte*, "Bulletin de l'Atelier Libre des Beaux-Arts, patronné par les Jeunesses Libertaires", No 3, 1<sup>er</sup> juillet 37.

ci a triomphé de toutes les provocations que le fanatisme religieux adressa toujours en Espagne à ceux qui ne partageaient pas ses croyances. La Révolution a tué l'esprit intransigeant de Torquemada [cardinal qui fut inquisiteur général au 15<sup>ème</sup> siècle], mais elle sait confier aux générations futures le souffle impérissable d'une race héroïque, qui eut aussi son époque de sainteté. " 5

5. Texte repris et traduit dans le *Bulletin d'Information CNT-AIT-FAI*, 17 avril 37. Voir aussi l'article sur cette même exposition (dont le peintre G. Cochet rédigea la préface du catalogue) paru dans *Mi Revista*, 1<sup>er</sup> mai 37, et signé par Lorenzo Brunet (professeur de Beaux-Arts à Barcelone). L'éditorial "Le sens artistique du peuple", paru dans *L'Instant* (9 décembre 36) loue également les mesures de protection des biens artistiques prises par la population contre "un possible bombardement" de Barcelone.



## CINEMA

De tous les arts, le cinéma est le moyen d'expression qui suscita le plus d'intérêt et d'espoir parmi le courant anarcho-syndicaliste.

Art au passé récent, et davantage encore pour le parlant, le cinéma était considéré comme un domaine non figé, comme un mode d'expression au potentiel particulièrement riche.

Et surtout le cinéma représentait le support idéal de la communication de masse, l'art populaire par excellence, un art capable de toucher l'esprit et le coeur des citoyens/spectateurs aussi bien dans les centres urbains que dans les lointains villages.

Grâce à ses possibilités techniques souples, le cinéma documentaire s'imposait comme l'instrument approprié pour constituer la chronique vivante et durable de la guerre et de la révolution. Par le biais du cinéma, le souci de retenir et de fixer le présent était manifeste, tant pour les contemporains des événements filmés que pour les futurs spectateurs des générations à venir. Le recours au reportage filmé et organisé témoignait d'une fierté certaine des révolutionnaires envers leurs entreprises.

A Barcelone, l'échec du soulèvement militaire fut filmé sur le vif :

" Une semaine après les combats de Barcelone, le peuple de cette ville voyait défiler sur les écrans des salles de spectacle (toutes placées sous contrôle ouvrier) les scènes d'épopée auxquelles lui-même avait participé.

[contrairement aux] magnifiques réalisations russes, le "Potemkine", "Tchépaïeff", "La Mère", etc... [qui] datent toutes d'une période de paix civile et sont de simples reconstitutions historiques, pour la première fois, une révolution est filmée directement par les combattants révolutionnaires eux-mêmes. " 1

1. *L'Espagne Antifasciste*, No 1, 22 août 36.

Le poids majoritaire de la CNT en Catalogne se répercuta spécialement dans le domaine du cinéma.

La centrale anarcho-syndicaliste saisit les 116 salles de cinéma en service à Barcelone (de même que les théâtres, music-halls, cynodromes,.. La décision fut prise par les travailleurs de la branche, regroupés pour la plupart dans le syndicat unique des spectacles publics CNTiste <sup>2</sup> ; un comité économique du cinéma se constitua rapidement, qui se rendit " maître et seigneur des spectacles barcelonais jusqu'au début de 1938 " <sup>3</sup>.

La prédominance de la centrale confédérale n'alla pas sans provoquer des tiraillements avec les autres formations républicaines. Le Comité Economique du Cinéma (C.E.C.) s'était arrogé un droit de veto à l'encontre des films qui ont " un goût réactionnaire marqué ou une tendance à discréditer les postulats de liberté et d'humanité, que défend la CNT " <sup>4</sup>. C'est ainsi que des situations conflictuelles éclatèrent, lorsque le C.E.C. s'opposa à la projection du film soviétique *Marins de la Baltique* (1937) considéré comme une apologie " d'une idéologie déterminée " ou lorsque, après les événements de mai 37, fut distribué le court métrage *Manifeste de la CNT-FAI*, qui présentait l'analyse anarchiste des affrontements.

Durant la guerre, la fréquentation des salles de cinéma augmenta, facteur propice qui incita le C.E.C. à se lancer lui-même dans la production et dans la distribution sous la forme du Syndicat de l'Industrie du Spectacle Films (S.I.E.), dont les fonds provenaient en droite ligne des recettes ver-

2. Ce syndicat avait été créé en 1930. Une assemblée des travailleurs du spectacle eut lieu le 1<sup>er</sup> août 36 et opta pour la socialisation de toutes les salles, qui, dès le 9 août, furent réouvertes. Voir l'interview de Miguel Espinar, président du Comité Economique du Cinéma, *Mí Revista*, 15 octobre 37.

3. Article de Ramon Sala et Rosa Alvarez, "Cinéma : bombes et fantaisie, trois ans de production cinématographique", inséré dans le tome VI, pp 124-150 de la série de Hugh Thomas, op cit. R. Alvarez a publié, par ailleurs, "Le cinéma en Catalogne durant les années de guerre civile". Au début de 1938 fut formée une commission intervenant dans les spectacles publics et rattachée à la Généralité. Dès lors, la gestion des spectacles fut partagée avec l'UGT, sous le contrôle du gouvernement catalan.

4. Point 26 des statuts du C.E.C. reproduit dans le *Boletín de Información CNT-FAI* du 8 août 36 et cité dans l'article documenté de R. Sala et R. Alvarez, op cit, p. 130.

sées par les spectateurs. Les réticences des professionnels du cinéma à collaborer avec le S.I.E., l'inexpérience des personnes responsables du projet et le manque de connaissances techniques empêchèrent que cette tentative soit menée de façon convaincante.

Le premier film de long métrage produit par le S.I.E., intitulé *Aurore d'Espérance*, rencontra un succès mitigé. Dirigé par le réalisateur Antonio Sau et commencé à fin 36, le film était prêt pour sa projection en mars 37, mais il dut finalement attendre septembre 37 pour sa première sortie publique, en raison des divergences qu'il provoqua parmi la direction anarcho-syndicaliste. *Aurore d'Espérance* contait un destin édifiant, résumé ainsi par *Espectáculo*, revue bi-mensuelle du Syndicat des Spectacles Publics CNT (15 août 37) :

" L'odyssée d'un ouvrier sans travail qui voit ses efforts pour donner un nouvel emploi à son activité demeurer stériles. Sa douleur et celle de sa compagne devant les petits enfants condamnés à mourir de faim. Le constant et tragique déclin de ces vies sur la pente de l'infortune. Le cri de révolte du chômeur, entraînant ses multiples frères de malheur dans un mouvement de protestation; et enfin, l'éclatement de la révolution amenant aux victimes de l'injustice sociale une aube claire de revendications. Tableaux, tous dotés d'une grande force émotive, réalisés avec un vérisme surprenant. "

Le deuxième long métrage réalisé sous le patronage de la S.I.E. fut *Bas Quartiers*. Mis en scène par Pedro Puche (qui avait déjà réalisé un film sur le même thème *Ne me tue pas/Les mystères du Barrio Chino*), *Bas Quartiers* se situait dans la perspective de rédemption des mœurs, chère aux anarcho-syndicalistes. *Espectáculo* condensa son argument comme suit :

" Une expression très fidèle de la vie dans ces secteurs sociaux aux composantes humaines de très petite origine. Tracé vigoureux de caractères et de situations. Luttres dramatiques entre des produits de relâchement et des êtres qui ne se contaminent pas avec les impuretés du milieu. Vifs contrastes de lumière et d'ombre obtenus avec une main experte de graveur. Oeuvre de fond hautement instructive. "

Selon l'opinion des critiques Ramon Sala et Rosa Alvarez, " il s'agissait d'un mélodrame feuilletonesque plus propice à déchaîner le rire qu'à dé-

noyer l'émotion " ou encore " d'un drame anarchiste lacrymogène et artificiel." <sup>5</sup>

Toujours dans la ligne du drame social, la S.I.E. finança *Libération* réalisé par Amachitis (alias Josep Amich i Bert). Ce troisième et semble-t-il dernier long métrage produit par les anarcho-syndicalistes catalans traitait le thème de la prostitution sous l'angle mélodramatique, si l'on se réfère au synopsis, empli de pathos, donné par *Espectáculo* (15 août 37) :

" Une officiante de l'amour mercenaire arrachée à l'infection morale du bordel par un aveuglement de beauté virile, qui allume la première affection pure dans son corps. L'exploitation de la rachetée et de son aimé, aveugle celui-ci, par un homme riche, qui voit en elle un objet de sa salacité comme en lui un objet de son implacable sordidité. Le geste humainement brutal de l'aveugle contre la loi inexorable de l'hérédité montrée dans le fruit de ses amours. Et comme épilogue d'un dramatisme si impétueux, les deux victimes de l'adversité libérées par la justice populaire dans le glorieux réveil que vit aujourd'hui notre patrie. "

Le Syndicat de l'Industrie du Spectacle Films produisit également un nombre important de courts métrages.

La palette des thèmes mis sur pellicule allait de la comédie musicale avec enfants au film comique, en passant surtout par des reportages de guerre et de propagande, genre où la CNT fut l'organisation la plus prolifique. Du reste, *Reportage sur le Mouvement Révolutionnaire* que Mateo Santos tourna à Barcelone, sitôt après le revers subi par les militaires insurgés, est considéré comme le premier film réalisé dans le camp républicain. <sup>6</sup>

La revue *Espectáculo* fournit (15 août 37) une description synthétique des courts métrages tournés sous l'égide du S.I.E.. Voici le résumé des courts métrages réalisés :

" *Nous, nous sommes ainsi.* - Réalisation : Valentín R. González. - Intégré dans le cadre vibrant de la révolution, un sujet dans lequel, à la beauté de son thème, s'allie le charme d'être joué et interprété presque en totalité par des enfants. La joyeuse bande enfantine met dans l'oeuvre une sympathique note de

5. op cit, p. 131. José Maria Caparros Lera dans son étude sur "Art et Politique dans le Cinéma de la République (1931-1939)" offre deux chapitres monographiques sur *Aurore d'Espérance* et *Bas Quartiers*, avec des fiches technico-artistiques détaillées et d'intéressants commentaires sur le contenu des films (notamment un entretien que cet historien eut en été 1979 avec Antonio Sau).

6. Ce film, d'une durée de 10 minutes, témoigne de la fureur anticléricale des premiers temps. Son commentaire intégral est reproduit dans "La guerre d'Espagne vue par le cinéma", No spécial des *Cahiers de La Cinémathèque* (Toulouse-Perpignan), No 21, 1977.

brouhaha, avec des dialogues, des chansons et des danses exécutées à la perfection, cela étant d'autant plus louable si l'on tient compte du très jeune âge des artistes.

*Prostitution.* - Réalisation: catalane [Domingo Martín] .- Une diatribe très ferme et bien fondée contre la tare sociale qui donne son nom à la production.

*Comme des forcenés.*- Réalisation : catalane.- Comme le sujet précédent, celui-ci nous offre une critique vive et acérée contre l'alcoolisme, en mettant en relief les ravages d'un vice aussi funeste, tant dans l'organisme individuel que dans le social.

*Remember.*- Réalisation : Joaquín Giner.- Apologie de la vie de l'ouvrier depuis la "semaine tragique" de Barcelone, avec sa non moins tragique dérivation de l'exécution de Ferrer Guardia jusqu'au 19 juillet 1936, qui a marqué un autre jalon dans l'histoire nationale.

*Catalogne.*- Réalisation : Valentín R. González.- Film inspiré de la célèbre oeuvre du même nom du glorieux Isaac Albéniz, avec l'évocation de ces brillants motifs musicaux, refondus par le maître Mario Mateu.

*La dernière.*- Réalisation : Pedro Puche.- Un thème tragi-comique réalisé avec une ample vision artistique et cinématographique.

*Bois.*- Un intéressant documentaire sur ce produit végétal avec une exposition détaillée de toutes les opérations auxquelles il est soumis, depuis le moment de sa coupe dans les bois jusqu'à sa définitive application dans des utilisations industrielles ou des oeuvres artistiques.

Quatre films de propagande de l'actuel mouvement belliqueux et révolutionnaire avec les titres : *Sur la brèche, Front et arrière, Et toi... que fais-tu* et *1936*, réalisés respectivement par Ramón Quadreny, Joaquín Giner, Ricardo de Baños et Ferrán.

*Faquete.*- Réalisation : I.F. Iquino.- Sujet comique, basé sur les péripéties d'un jeune homme étourdi dans ses exercices successifs de policier et de photographe ambulant. Ce film porte comme sous-titre *Le photographe public No 1*.

Enfin, les documentaires de guerre suivants ont été filmés :

*Criminels !!!, Front de Teruel, Le cercle de Huesca, La prise de Carrascal de Chimillas, Le bombardement de Apiés*, cinq reportages sous le titre générique de *Madrid tombe du fascisme, La visite du général Pozas au front d'Aragon, 19 Juil let, Enterrement de Durruti, Mouvement révolutionnaire, Les aiglons de la FAI, Prise de Siétamo, Farlete, Aide à Madrid, L'Aragon travaille et lutte, Division héroïque, La chaise vide, Sous le signe libertaire, Pour l'Armée Populaire et*

*La dernière minute.* " 7

La plupart des films de fiction financés par la S.I.E. jouaient à pleines notes la partition du mélodrame de la tragédie sociale, les malheureuses victimes connaissant toutefois finalement une éblouissante rédemption, thématique que l'Armée du Salut n'aurait probablement pas renié ...

Ces films se révélant être des échecs, tant artistiques que commerciaux, la S.I.E., vers la fin 1937, mit fin aux fonctions de l'équipe de production et opta pour l'intégration de véritables professionnels du 7<sup>ème</sup> Art, quand bien même leur engagement politique était des plus flous. C'est dans cette lancée que Francisco Elias commença, à fin 37, le tournage, avec un important budget, de la comédie *Je ne veux pas ... Je ne veux pas !*, qui présentait une critique des milieux de la grande bourgeoisie; en raison de nombreux contre-temps (dont l'arrestation pour activités pro-nationalistes d'un de ses interprètes) et du fait du déclin de l'influence de la CNT, ce film ne connut enfin sa première, et sans aucun problème, qu'en 1940, dans l'Espagne franquiste!

La S.I.E. installa un vaste studio à Montjuich, dans un ancien

7. José Maria Caparros dans "Le cinéma républicain espagnol 1931-1939" dresse une liste des films tournés durant cette époque. Quant à la production générale de la CNT-FAI, cet historien indique les chiffres de 6 longs métrages, 3 courts métrages et 60 (ou 62) documentaires (actualités et reportages) pour la période 1936-1939 (cf tableau p. 250). Sur la base des films anarchistes cités par cet auteur, voici une liste complémentaire des productions cinématographiques catalanes : 1936 : - *Alerte*; - *Barcelone travaille pour le front* (de Mateo Santos); - *Francisco, femme fatale*; - *Sietamo* (il y eut deux films, de 30 minutes chacun, sur cette localité aragonaise); - *La dernière*. 1937 : - *Ainsi naît une industrie*; - *La Colonne de Fer vers Teruel*; - *Congrès d'activistes internationaux*; - *Armée de la victoire. Un épisode: Le cas Ambrosio*; - *En forgeant la victoire* (de M. Santos); - *Le Front et l'Arrière* (de Joaquin Giner); - *Manifeste CNT-FAI*; - *Marimba* (de Valentin R. Gonzalez); - *Le Noires*; - *Notre sommet*; - *La sauvegarde du milicien* (de Félix Marquet); - *Solidarité du peuple avec les victimes du fascisme*; - *20 novembre*; - *Trois dates glorieuses* (de F. Marquet); - *Teruel est tombé* (de Miguel Mutino); - *Prise de Teruel* (de F. Marquet); - *Volontaires de la liberté*. 1938 : - *Acier libertaire* (de Ramon de Banos); - *Ainsi vit la Catalogne ou Vie et morale de l'arrière* (de V. R. Gonzalez); - *Sous les bombes fascistes*; - *Bombes sur l'Ebre* (de F. Marquet); - *Sur la brèche* (de Ramon Cuadreny); - *Images de l'arrière* (de V. R. Gonzalez). 1936-1938 : *L'Espagne graphique*. Ces listes ne prétendent pas à l'exhaustivité, ni à une totale précision temporelle, mais elles citent probablement le gros des films tournés sous la bannière de l'anarcho-syndicalisme catalan.

pavillon de l'exposition de 1929<sup>8</sup>. C'est dans ces locaux que André Malraux commença en juillet 38 le tournage de *L'Espoir/Sierra de Teruel*, avec une équipe composée en majorité de professionnels étrangers.<sup>9</sup>

A noter que la production de la CNT madrilène fut nettement moindre que celle de Catalogne, la place occupée par la Confédération dans la capitale expliquant des moyens beaucoup plus modestes.<sup>10</sup>

\* \* \*

Le Parti Communiste Espagnol fut, dans le domaine cinématographique également partisan de la centralisation et de l'unité, sa production étant uniquement orientée dans le film de propagande de guerre et inspirée par une idéologie antifasciste commune. La société "Film Populaire" fonctionna en tant que maison de production et de distribution (des films soviétiques), rattaché au PCE.

Le gouvernement républicain s'occupa aussi de production cinématographique, mais en ne finançant que la réalisation d'une vingtaine de films propagando-documentaires.

En Catalogne, le Commissariat de Propagande de la Généralité (créé en octobre 36 et dirigé par Jaume Miravittles) mit sur pied une section de cinéma appelée "Laya Film". Cette section s'occupa de la distribution en Catalogne des films soviétiques et de la production d'une trentaine de documentaires et d'une soixantaine de bandes d'actualités (*L'Espagne au jour le jour*

8. Voir le texte "Une visite aux splendides ateliers scénographiques de la S.I.E", *Espectáculo*, 30 août 37 et aussi l'article "Perspectives du cinéma en Catalogne", *Conselleria d'Economia de la Generalitat de Catalunya*, janvier 37.

9. L'écrivain espagnolo-français Max Aub prit une part considérable à cette réalisation, financée en bonne partie par le gouvernement républicain. Le viceroi nationaliste mit un terme au tournage, qui dut se poursuivre dans les studios français; le film fut terminé au milieu de l'année 39, mais le gouvernement Daladier interdit sa sortie, en estimant qu'il représentait une provocation pour le gouvernement établi du général Franco et ce n'est qu'en 1945 que *L'Espoir* connut sa première. Le cinéaste hollandais Joris Ivens tourna, au début 37 *Terre d'Espagne*, financé par un groupe d'intellectuels américains de gauche et avec un commentaire de Ernest Hemingway. Ces deux films prestigieux sont trop souvent présentés comme seule expression du cinéma républicain, en laissant dans l'ombre les nombreux documentaires, reportages, journaux filmés qui ont alors été réalisés par les diverses formations.

10. La CNT madrilène produisit le long métrage *La Castille se libère* (dirigé par le réalisateur professionnel Adolfo Aznar), une comédie désinvolte *Notre coupable* (de Fernando Mignoni) et *Caïn !*, film inachevé, aux multiples déboires, de Santiago Ontañón.

qui sortirent avec régularité jusqu'à l'occupation de Barcelone par les troupes nationalistes, en janvier 39.

\* \* \*

Quelle fonction spécifique les anarcho-syndicalistes attribuaient-ils au cinéma ?

Dans l'esprit des militants de la CNT, le cinéma avait pour rôle prioritaire d'élever le niveau de conscience des masses. Le temps était venu d'en finir avec l'idée d'un cinéma de simple distraction, palliatif que les milieux capitalistes fournissaient au peuple pour mieux endormir son esprit critique.

Le dénommé Les, auteur de commentaires de divers courts-métrages et membre du "groupe de cinéma Kine au service du Syndicat des Spectacles Publics de Catalogne CNT-FAI" analysait (*La Noche*, 25 septembre 36) le moyen exceptionnel d'éducation des masses que constitue le septième art :

" (...) Le cinéma, cette arme formidable, éducative et critique, cette propagande irrésistible qui pénètrent et s'emparent des consciences, soulignant avec l'impératif de l'image rythmique toute la puissance de la volonté des masses, ne doit pas être employé, dans des mains prolétaires, seulement comme un moyen de divertissement. Le champ des possibilités du cinéma est immense. Tout peut être réalisé avec les moyens que la technique cinématographique met à la portée du poète de l'image, qui sait concevoir un rythme juste et donner une plasticité à l'idée condensée qui pénétrera dans l'intelligence primitive des masses analphabètes, en les convainquant de la nécessité de l'heure révolutionnaire, de la consigne du moment et de l'idéalité de toujours. "

La fin de cet article nous apprend que Les et le groupe Kine se trouvent en Aragon : " Avec ces intentions, nous sommes venus dans les terres d'Aragon, nous, quelques jeunes inconnus qui sommes en train de salir du celluloid pour le présenter au verdict du peuple antifasciste. "

Dans *Fuerza y Cerebro* (3 avril 37), Máximo Costa préconisait également un usage moral "positif" de "l'arme formidable" qu'est le cinéma :

" (...) Bien en-dessus de tous les aspects de l'art, aucun n'offre de possibilités aussi magnifiques que celui appelé septième art. Jamais comme dans les circonstances présentes, le cinéma n'a été une arme aussi formidable, qui bien maniée est d'une énorme et positive efficacité. (...)



En toute sincérité, nous déclarons que si, en pleine ère révolutionnaire, le cinéma n'était pas dignifié et que nous devions continuer à être tributaires des trafiquants de bêtise filmée, nous défendrions la fermeture de toutes les salles de projection, convaincus de rendre un fameux service à la cause de la culture, au bon goût et à la révolution. (...)

Que disparaissent définitivement de l'écran les étoiles du « bluff », la femme vampire, le jeune premier efféminé et autres spécimens de dégénération.

Nous devons créer notre art cinématographique, vigoureux et racialement ibérique, avec un contenu révolutionnaire qui soit un document vivant de notre lutte et de notre capacité constructive.

La technique cinématographique, commercialisée par le capitalisme, convertie en instrument de propagande étatique dans certains pays, nous pouvons la transformer en arme de lutte positive dans le terrain moral. "

Le cinéma était également investi de la mission de représentation extérieure de la révolution.

" (...) Dans l'actuelle guerre civile, le cinéma occupe une place de responsabilité maximale. Nous aurons du crédit à l'extérieur si notre cinéma sait bien parler et de façon véridique; nous aurons de meilleures armes, si nous parvenons à intéresser chaque jour davantage les travailleurs du monde à notre geste libératrice; nous nous rendrons chaque jour plus capables, si les images, comme dans un miroir, nous montrent nos visages et nos âmes. " 11

Sur quelles bases allait s'édifier cette nouvelle esthétique cinématographique ?

La CNT, par sa situation prédominante dans le secteur du spectacle disposait de moyens financiers importants. Toutefois, du côté des compétences humaines, artistiques et techniques, les carences furent nombreuses.

Déjà, le 3 septembre 36, le "Groupe Kine productions *Tierra y Libertad*" attirait, dans ce journal, fermement l'attention sur le fait que "*Ne fait pas du cinéma qui veut, mais qui peut*" :

" Art nouveau. Pour un sens vital du cinéma

Ce n'est pas l'heure de balbutiements ni de quelconques vacillations. C'est le moment pour que se démontre avec netteté ce qu'est capable de faire la classe ouvrière et la classe intelligente [sic], techniquement préparée. Par conséquent, dans le cinéma, nous soutenons que ce n'est pas la bonne voie si tout le monde et n'importe quel camarade - malgré qu'il soit bien pourvu de

11. Texte de Les, du groupe Kine, op cit.

bonne volonté - emploie le celluloïd - pas très abondant - dans des entreprises sans âme, sans rythme d'images, sans harmonie géométrique de plans, sans passion de poète et de peintre, sans éléments d'intelligence et de jugement, nécessaires dans le cinéma. Cela discrédite, ruine - déjà à l'avance - l'industrie naissante du nouveau cinéma que l'Espagne peut donner au monde. (...)

Il est nécessaire d'avoir vu trois, quatre, cinq fois un film de René Clair pour *apprendre*, ou un de King Vidor, de Mamoulian, de Pabst, ou de Sternberg, (...) pour avoir conscience du « pourquoi » et du « comment » du cinéma. Ce n'est pas une machine qui tourne le film; c'est un cerveau et un cœur, ou c'est une symphonie de cerveaux et de cœurs. De cela, rien ou presque rien ne s'est vu jusqu'à présent. Est-ce qu'il va s'ensuivre que les bourgeois *peuvent* faire un bon cinéma avec des perspectives réactionnaires et que les ANARCHISTES ne *peuvent* faire un bon cinéma dans des perspectives révolutionnaires ?

En comptant, comme l'on compte, sur une connexion syndicale pour une bonne organisation de l'industrie sur des bases économiques fermes, l'AUTRE, le cœur, l'intelligence, la capacité créatrice qui existe latente chez peu d'hommes - résumé du pouvoir créatif de la masse - et qui se multiplie lorsqu'un entraînement continu et un labeur studieux accompagnent les conditions précitées l'*autre* - répétons-nous - doit venir quand on l'attend le moins et on l'attend le moins. [Fin] "

En Catalogne, le réalisateur anarchiste Mateo Santos développa, au travers d'articles, l'idée clef que "le cinéma doit avoir l'esprit de la révolution". Au fil de l'évolution de la guerre civile, M. Santos se fait de plus en plus critique et amer quant à l'absence d'une véritable apparition d'un cinéma nouveau, *différent et révolutionnaire*. Dans ses textes, il se réfère volontiers au cinéma soviétique, comme à une expérience réussie de "cinéma de masses" et il ne cache pas son admiration pour une partie des cinémas américains et européens qui, bien que tributaires du contexte capitaliste, ont su refléter, esthétiquement et techniquement, les grandes anxiétés et espérances de leur époque.

Mateo Santos collabora surtout avec la revue *Tiempos Nuevos*. Dans le No de décembre 36, après avoir regretté que, dans les studios, il se tourne encore des films "absolument éloignés" des moments historiques que l'Espagne vit, Santos disserte sur l'art dans la révolution :

" Il y a chez quelques-uns le désir, très louable, que le cinéma espa

agnol atteigne une catégorie artistique. Rien ne peut s'opposer aux inquiétudes de ceux qui sentent le cinéma comme un art. Moi, je suis l'un de ceux qui a le plus défendu l'idée que notre cinéma parvienne à cette émotion esthétique, qu'aucun des réalisateurs hispaniques n'a su lui donner.

Cependant, beaucoup plus important que cette catégorie artistique du cinéma est - en ces moments surtout - une catégorie révolutionnaire. Oui, le cinéma hispanique doit se mettre au service de la révolution, sans dérobes ni vacillations. L'oeuvre purement artistique - qui sans émotion humaine n'atteint jamais aucun rang - ou de fondements classiques, il faut la laisser pour une époque moins agitée et contraignante que celle que nous vivons. Maintenant, le cinéma, à l'égal du théâtre et des autres arts, doit être un représentant, propagandiste actif et efficace de la révolution. Penser autre chose, c'est séparer le cinéma, et l'art en général, des consignes du moment, lui donner une signification distincte et même opposée à celle du moment révolutionnaire, le distancier du peuple qui lutte pour être libre. (...)

Si la Russie, en pleine période révolutionnaire, sut créer le cinéma de masses, le cinéma qui a le sang et les nerfs du peuple, pourquoi l'Espagne, dans des circonstances semblables, doit-elle continuer à produire des films avec un critère bourgeois, inspirés d'une vieille morale, au lieu de créer le cinéma qui réponde pleinement à l'esprit de sa révolution ? "

L'entière subordination de l'*inspiration* de l'artiste à l'époque politico-guerrière est affirmée, dans le No de février, avec encore plus de virulence par ce même Mateo Santos :

" Le cinéma, comme tous les arts littéraires, plastiques, lyriques, ne peut se soustraire à la révolution. Tant qu'il ne répond pas, en cette heure historique, aux consignes et à l'esprit de la révolution mise en marche et dans un chemin ascendant, il dégénérera, qu'on le veuille ou non, en un travail négatif et en conséquence contre-révolutionnaire.

Ce n'est pas le moment le plus propice pour tracer des normes esthétiques au cinéma espagnol, désorienté, ni ais et stupidement banal depuis ses débuts. L'artistique, dans cette époque constructive, doit demeurer forcément dépendant de l'actuel, qui possède, par la force des faits, un dramatisme et une émotion bien supérieurs à tout ce que peut imaginer, le dos aux événements, n'importe quel écrivain, pour inventive que soit sa façon d'inventive.

Dans un article publié, en décembre 38, dans *Amanecer*, "organe du comité de liaison CNT-FAI-FIJI du quartier de Pueblo Nuevo" à Barcelone, M. Santos précise le contenu et la hiérarchie des valeurs esthétique-idéologiques du

nouveau cinéma qui reste encore à créer :

" Sans soumettre le cinéma à une discipline de parti ou d'organisation ouvrière, lui marquer une ligne politique déterminée, en le transformant en une [?, mot illisible] de parti, il doit être actuellement la preuve la plus véridique de notre lutte dans les parallèles que tracent la guerre et la révolution. Cela ne signifie pas, loin de là, que l'objectif cinématographique doive «faire le portrait» des hommes, mais des faits, qu'il faille capter les visages, mais des gestes. C'est-à-dire que ce doit être un cinéma dans lequel le personnage n'a pas plus de valeur que le paysage, que l'ambiance dans laquelle il est situé, et beaucoup moins, bien sûr, que l'idée, le sentiment et l'élan qui le portent à l'action.

Mais est-ce cela notre cinéma de guerre ?

C'est clair que non; personne, ni individuellement ni collectivement, ni l'homme ni le syndicat, ni l'Organisation n'ont su ou voulu le faire. Et c'est dommage, parce que ce serait le seul cinéma qui pourrait intéresser aujourd'hui hors d'Espagne et le seul qui pourrait, dans l'avenir, posséder le rang de rigoureux document historique. [Fin] "

La déception d'avoir vu gâchées les possibilités de mettre sur pied un cinéma nouveau <sup>12</sup> est formulée par Santos avec encore plus de morosité dans l'article "Cinéma pré-révolutionnaire" (*Tiempos Nuevos*, oct.-nov. 38) :

" (...) Le Syndicat Unique des Spectacles Publics eut dans ses mains toute la production cinématographique, mais elle ne sut pas qu'en faire. Il se fia trop dans la supposée capacité de ceux qui manquaient du plus insignifiant antécédent révolutionnaire, en en éloignant, par contre, d'autres qui pouvaient leur en fournir d'abondants."

Santos exprime cependant ensuite son attachement aux "premières bandes tournées - documents et reportages - certaines inédites, d'autres mutilées par un montage absurde qui leur supprima le rythme, la grâce et le contenu révolutionnaires; dans ces petites oeuvres se trouvent les seuls photogrammes dignes du moment, les seuls, en plus, qui constituent un précieux document démonstratif de l'énorme travail développé par les syndicats et les hommes de la CNT et de la FAI, les uns dans les centres de production et les autres dans les tranchées

Tout le reste qui s'est fait, mieux vaudrait qu'il ne se soit pas réalisé ou qu'il ait pris feu une fois vue la copie. <sup>13</sup>

12. Un même pessimisme avait déjà été affiché par "Acrata" dans son texte "Pour un cinéma social" (*A la lucha*, 26 février 37) : "Après 7 mois de révolution, de structuration d'un nouvel ordre politico-social, nous voyons avec peine comment se continue ce même terrain de négligence, de manque de constructivité. Parce que s'ils [les cinéastes espagnols du passé capitaliste-bourgeois] étaient des incapables, nous, nous ne pouvons continuer à en être aussi."

13. Dans ce texte, Mateo Santos rendait hommage au "travail admirable" et au courage des opérateurs/cinéastes Adrien Porchet et Félix Marquet. J'ai rencontré, à Genève, en septembre 1981, Adrien Porchet qui, très aimablement a parlé de son activité cinématographique durant la guerre civile.

Appartenant à une famille de cinéastes suisses, Adrien et son frère Robert vinrent, au printemps 1931, travailler en Espagne comme chefs opérateurs sur des comédies et des drames de long métrage.

" A cette époque, dit A. Porchet, je n'avais pas d'opinions politiques, d'ailleurs, je n'en ai pas tellement maintenant non plus, mais je lis les journaux, je m'informe ... A ce moment là, j'étais syndiqué auprès de la CNT, au Syndicat des Spectacles Publics. J'avais une très mauvaise réputation vis-à-vis de certains producteurs et metteurs en scène, parce que je défendais les ouvriers, les électriciens, les machinistes ... A midi, j'aurais dû aller manger au restaurant avec la direction, tandis que le personnel technique n'avait droit qu'à des plats froids. Alors, je leur ai dit il n'y a rien à faire, je préfère rester avec mes copains de la technique; il y eut aussi des histoires, car parfois je disais à mes copains, venez on va aussi au restaurant ! Et on me prenait pour un révolutionnaire, pour un agitateur. Avec les bons rapports que j'entretenais avec le personnel technique, les autres chefs opérateurs commencèrent à me faire des réclamations sous prétexte que je ramassais tout le boulot; c'est vrai qu'il m'arrivait de travailler sur deux films en même temps, à raison de deux fois sept heures par jour, sautant d'une production à l'autre."

Lors du pronunciamiento, Adrien Porchet (âgé de 29 ans) se trouvait à Barcelone :

" J'étais en train de finir un film qui s'appelait "Hogueras en la noche" ("Feux dans la nuit", titre prémonitoire ...), et le soir du 19 juillet, je ne m'étais pas rendu compte qu'il y allait avoir une révolution; je croyais qu'il s'agissait de nouveau de grèves, de manifestations. Très peu de temps après, des miliciens du syndicat des spectacles publics de la CNT sont venus au studio et nous ont dit qu'ils avaient besoin d'un opérateur pour le front. Alors, ils m'ont embarqué au front."

Porchet part avec une des premières colonnes de miliciens vers l'Aragon, où il fait partie, à Bujaraloz, près de Huesca, de la colonne de Durruti. A la tête d'une équipe cinématographique de neuf miliciens, il est le seul à posséder de réelles connaissances techniques : " Nous travaillions en 35 millimètres. J'avais une Debrie de 120 mètres et deux petites Bell et Howell 30 mètres à la main celles que j'utilisais le plus. Un jour, il y eut une attaque de la cavalerie et de l'aviation fasciste, à une dizaine de kilomètres plus loin. On m'a dit: "tu viens au front avec nous". Je leur ai répondu: "je fais mes actualités et mes films de guerre ici". L'un d'entre eux m'a collé un revolver aux fesses, en m'avertissant: "soit tu viens au front avec nous, soit tu restes ici"... Et c'est ainsi que j'ai été en première ligne et que je me suis mis à filmer directement les combats. Peu à peu, je me suis habitué à la guerre. Je participais aux réunions d'état-major. Je me souviens que Durruti m'avait engueulé en me recommandant de poser ma caméra et de prendre un fusil, mais je lui avais répondu : je leur donne plus de courage à tes hommes, moi avec mon appareil qu'avec un fusil !

J'avais une totale indépendance dans le choix de mes sujets. J'aurais même pu filmer des exécutions de fascistes ou de curés, mais ça je ne l'ai jamais voulu. Au front, je menais la même vie que les miliciens. Il y avait des moments de grand calme et dans l'ensemble une très bonne ambiance entre les miliciens, en raison du sens poussé de l'autodiscipline. Les bobines étaient envoyées à Barcelone pour être développées. Pour le son, il existait des camions d'enregistrement mais l'opérateur qui s'occupait du camion de son de la Fox nous avait déclaré qu'il était d'accord d'assurer la sonorisation, à condition qu'on lui tire une ligne du front à Barcelone, sinon il refusait, alors bien sûr, on n'a pas pu tourner avec du son !

Ce qui fut vraiment dur, c'était de devoir filmer, avec ma caméra sur l'épaule, des copains miliciens blessés ou tués. Mais, dans ces moments-là, on a une autre mentalité. Lorsque, en novembre 36, Durruti est parti défendre Madrid avec certains éléments de sa colonne, je suis retourné vivre à Barcelone. "

Dans la capitale catalane, Adrien travailla dans le syndicat des spectacles publics de la CNT. Il fut le chef opérateur du premier long métrage, *Aurore d'Espérance*, produit par le syndicat anarcho-syndicaliste. Adrien tourna, ensuite, des actualités pour la CNT et il couvrait des manifestations, des congrès .. Durant les événements de mai 37, Porchet et sa caméra furent aux premières loges et il filma, entre autres, les combats de la Telefonica (sur la grande place de Catalogne) qui furent le prélude à ces jours sanglants.

Adrien quitta Barcelone peu avant l'entrée de l'armée nationaliste. Il parvint à emporter avec lui quelques négatifs, coupés dans ses bobines de films, qu'il cédera plus tard à l'agence Havas et au New-York Herald Tribune de Paris.

Les Pyrénées franchies, une autre vie était à recommencer dans l'exil, puisque ce suisse avait fait de l'Espagne sa terre d'adoption et qu'il avait entrepris les démarches pour se faire naturaliser. Avec son épouse et sa fillette, Adrien se réfugia d'abord à Paris, puis regagna, au début de la II<sup>ème</sup> guerre mondiale, la Suisse, où il a continué à travailler comme cinéaste.

De cette époque agitée et difficile, Porchet conserve le souvenir d'un enthousiasme largement partagé, "*beaucoup de gens souhaitant modifier profondément la société*". Il conserve une grande estime pour Buenaventura Durruti et se souvient, avec émotion, de Félix Marquet, un milicien qu'il forma au front comme cameraman.

Outre son travail de directeur de la photographie de *Aurore d'Espérance*, Adrien Porchet a signé la photographie d'une dizaine de films tournés au front d'Aragor

Dans le No 3, mars 37, de *Boletín Film*, organe du "Comité de production du syndicat unique des spectacles publics / section de presse", Félix Marquet rend hommage, au travers d'un entretien ("Comment se filma *La prise de Sietamo*"), à la bravoure et au talent de Porchet. Dans ce même numéro, voir aussi l'intéressant texte de Manuel P. de Somacarrera, "Pour l'histoire du cinéma, Le premier reportage de la révolution", qui raconte ses souvenirs, en tant que collaborateur de Mateo Santos, des toutes premières bandes tournées à Barcelone, peu après le 19 juillet.

Des interviews et des reportages journalistiques nous fournissent la possibilité de mieux cerner le fonctionnement concret de la mise en collectivisation de la branche du cinéma.

Dans beaucoup de villes de Catalogne, les spectacles publics, à l'instar de Barcelone, furent du ressort presque exclusif de la CNT.

Ainsi à Badalona où l'hebdomadaire CNT-FAI *Via Libre* (30 janvier 37) montra une pareille prédominance dans un reportage sur la "Création et le développement du Syndicat des Spectacles Publics", qui traitait principalement (par la plume de Juan Sans Sicart) de la situation locale du cinéma :

" (...) Dans le secrétariat du Syndicat des Spectacles Publics, le compagnon Herrera, avec les autres compagnons du comité vont, indistinctement, m'informer des innombrables problèmes qu'ils ont eu à vaincre et des projets qui les animent.

- Quels furent les premiers travaux que vous avez faits ?

- Nous avons rencontré les entrepreneurs de cinéma de Badalona, qui étaient au nombre de 8, et nous leur avons exposé la nécessité de donner une nouvelle orientation à ce genre d'activités. Pour cela, il était nécessaire qu'en raison des multiples travaux que représente le fait de s'occuper des différentes salles et pour éviter une fois pour toutes l'exploitation dont nous étions l'objet, ils nous fixent un salaire afin de pouvoir vivre et afin de couvrir le mesquin budget familial.

- ...

- Ils nous répondirent qu'ils ne pouvaient accéder à notre demande, parce que les affaires ne rendaient pas suffisamment pour pouvoir couvrir l'énorme dépense que représentait notre demande, qui provoquerait un déficit dans leurs livres de caisse. Alors, nous nous saisîmes de toutes les salles.

- Combien gagnez-vous ?

- Les placeurs pour toutes les séances de la semaine, y compris le samedi et le dimanche, après-midi et soir, 14 pesetas par semaine. Le deuxième opérateur 30 pesetas et le premier opérateur 37.

- ... ?

- Tout le personnel est de la CNT et nous sommes allés à la collectivisation des Spectacles Publics, en ayant 89 compagnons, répartis dans les différentes salles de Badalona et de ses environs. Il y a un Comité économique dont fait partie le Comité du Syndicat, qui règle la vie économique du spectacle.

- ... ?

- Nous avons en plus 7 professeurs de musique, qui reçoivent la moi-

tié de leur salaire, bien qu'ils ne travaillent pas.

- Et qu'en est-il des bénéfiques ?

- Depuis que nous contrôlons les cinémas, entre les festivals pour les milices, pour la culture, pour l'enfance, pour la Santé et l'Assistance Sociale, pour les hôpitaux, etc., etc., nous avons remis un total de 58'564 pesetas. Chaque semaine, nous remettons une moyenne de 800 pesetas pour la bien-faisance, cette semaine nous leur avons remis 853,65 pesetas. Nous contribuons aussi à rendre vivant Radio Badalona en lui donnant 150 pesetas par mois à titre de publicité, chose que les entrepreneurs n'avaient jamais faite.

- ... ?

- Une chose qui nous a remplis de satisfaction, et nous l'avons organisée avec plaisir, fut la Semaine de l'Enfant. En voyant les visages de satisfaction qu'ils avaient en sortant des séances cinématographiques, nous nous sommes considérés comme suffisamment payés pour nos peines.

- ... ?

- Nous continuons de donner des séances de cinéma pour les écoles, en accord avec les normes pédagogiques modernes du CENU. Nous alternons les salles pour donner la place aux éclats de rire <sup>14</sup> des hommes de demain, que nous désirons aider pour qu'ils ne connaissent pas les misères humaines. En un mot, qu'ils ne passent pas par où nous sommes passés.

- Avez-vous inclus des variétés dans vos programmes ?

- Oui. Nous devons rendre justice à un genre qui était sur le point de disparaître. Avec la classe patronale, il avait déjà disparu. Nous lui avons redonné vie et chaque semaine, nous destinons 2'000 pesetas aux artistes.

- Et qu'en est-il des programmes de cinéma ?

- Quotidiennement, nous nous mettons en quatre pour pouvoir plaire au public. Bien sûr, nous ne passerons aucun film qui ait un goût réactionnaire marqué ou qui tende à discréditer les postulats de Liberté, qui sont en vigueur dans la CNT

14. Afin d'illustrer les origines d'une telle hilarité juvénile, voici le court et émouvant compte rendu d'une séance pour jeunes, paru deux mois auparavant (*Via Libre*, 26 novembre 36), sous le titre de "critiques cinématographiques":  
" (...) Jeudi passé, 19 novembre, eut lieu une séance cinématographique au cinéma de la Santé, organisée par l'"Ecole Santé et Joie" et Spectacles Publics.

Le grand local se remplit complètement des petits, tous élèves des Ecoles du Quartier et de Artigas. Il n'y avait que des visages souriants et des cœurs remplis de joie.

Le programme fut agréable et abondant. Des films culturels, musicaux, des dessins animés et un film, qui fut le divertissement de la salle, des insurpassables Stan Laurel et Oliver Hardy.

Dans la rue et face aux portes du local, un grand nombre de gens s'arrêtèrent, en entendant les éclats de rire des tout petits, et ça les gêna ... de ne pas être petits.

Un remerciement sincère à Spectacles Publics (CNT) et aux écoles qui donnent un haut exemple, dans les différents aspects, de la manière d'occuper de la conscience de l'enfant. [Fin] "



- ... ?

- Nous nous donnons constamment du mal pour pouvoir rendre vivantes toutes les branches du spectacle. Avant, les patrons ne travaillaient qu'avec les grandes maisons et abandonnaient les modestes. Nous, nous leur louons aussi des films, parce que dans ces maisons, il y a des travailleurs et ce sont des frères et des hommes comme nous. " 15

La restructuration dans un moule unique du cinéma à Barcelone supposa une redéfinition des salaires et des tâches du personnel de la branche.

Des statuts méticuleux, en partie reproduits dans *Mi Revista* (15 novembre 37) précisaient l'échelle - étroite - des rétributions, des placeurs aux électriciens, en passant par les dames pipi ou les musiciens d'orchestre :

" (...) Article 4 des statuts :

"Les bénéfices obtenus dans la semaine se diviseront entre le total de tant pour cent correspondant à tous les travailleurs, encadrés dans les lieux de travail, et le coefficient qui en résulte sera multiplié par chacun de tant pour cent, et le résultat de cette opération sera le salaire hebdomadaire qui correspond à chaque travailleur".

L'article 7 expliquait le pourcentage de cette formule :

" Les différentes caractéristiques de travail auront le pourcentage suivant :

[employés du]Syndicat	100%	Concierges	80%
Opérateurs	100%	Veilleurs de nuit	95%
Guichets	90%	Placeurs	90%
Suppléant de guichet	50%	Portiers	90%
Lavabos	65%	Nettoyage	50%
Suppléant des lavabos	33%	Electriciens	100%
Cycliste	90%	Suppléant électricien	50%
Suppléant cycliste	45%	Electricien de trois salles	100%

15. Au sujet des films étrangers, "une réunion eut lieu à Paris entre le représentant du Comité Economique du Cinéma et ceux des maisons étrangères distributrices en Espagne", lors de laquelle il fut décidé que "*tant que durent les circonstances anormales que subit l'Espagne*, aucune somme ne serait exportée à l'étranger, accord que justement le ministre de l'Industrie a confirmé, en refusant la demande de devises d'une maison américaine, en plus du motif que celle-ci ne pouvait constituer une exception parmi ses semblables". Interview de Miguel Espinar, op cit, *Mi Revista*, 15 octobre 37.

Il est probable que dans ces conditions, les spectateurs catalans virent surtout les films étrangers (mis à part les soviétiques) qui étaient déjà en distribution avant le 19 juillet.

Suppléant électricien de trois salles	100%
Musiciens (18 pour chaque cinéma), chaque musicien	100%
Orchestre tournant de 18 musiciens, chaque musicien	100%
Chefs, effectifs de six et un suppléant, chaque maître	100%
Deux numéros de variétés dans deux salles	100%
Deux machinistes et un suppléant par salle, chacun	100%
Auteurs, le 1 pour 100 de la recette brute du guichet par salle." 16	

En regardant la liste des quelque soixante-dix films programmés à Barcelone en novembre 37 et publiée par *Mi Revista* (15 novembre 37), l'on constate que l'écrasante majorité des réalisations provenait des grandes firmes américaines de production (Metro-Goldwyn-Mayer, Paramount, Columbia, Artistes Associés, Warner Bros, 20 th. Fox, Universal, ...).

\* \* \*

La revue *Espectáculo* reproduisit (15 août 37) une interview de Liberto Callejas, sous le titre "De directeur de *Solidaridad Obrera* et *CNT* à placeur de cinéma". De son vrai nom Perelló Sintes, Liberto Callejas était un militant en vue du mouvement anarchiste, connu surtout pour ses capacités journalistiques

L'interview de cette figure, quelque peu pittoresque, de l'anarcho-syndicalisme ibérique est retranscrite intégralement, car l'esprit qui y prévaut est certainement très révélateur de la configuration mentale de l'époque :

" De directeur de *Solidaridad Obrera* et *CNT* à placeur de cinéma

L'on a parlé des profiteurs de la Révolution. C'est possible que cela soit arrivé. Nous ne le nions pas, ni ne l'affirmons. Bien, ce que nous affirmons

16. Ces statuts en 35 points furent adoptés en août 36; le premier point précisait d'emblée que "les salaires seront uniformes pour toutes les caractéristiques de travail des branches de l'industrie cinématographique". L'article 11 précisait la durée de la journée de travail, qui "sera de 5 à 10 heures, à l'exception des femmes du nettoyage qui travailleront 4 heures par jour et qui auront un congé par semaine". Texte figurant dans José Peirats, op cit, tome 1, pp 328-331.

L'article de *Mi Revista* nous indiquait "le chiffre insoupçonné" de 1'257'524 pesetas, comme salaires versés chaque mois au personnel travaillant dans les cinémas de Barcelone. Toujours dans *Mi Revista*, un autre article (1<sup>er</sup> décembre 37) sur le Comité Economique du Cinéma soutenait, que dans ce système qui établit "la rémunération ou le salaire par le procédé juste et équitable de pourcentages, l'ex-patron s'y est incorporé comme un travailleur de plus dans le personnel de la salle avec un 200 pour cent du pourcentage type". Le C.E.C. avait, par ailleurs, fondé des caisses versant des pensions aux retraités de la branche, "institution complètement inconnue dans l'industrie du spectacle" et versait des indemnités maladies pour le personnel souffrant.

c'est que cette plante n'a pas poussé dans la CNT. Une preuve catégorique. Liberto Callejas.

La Révolution surprit notre compagnon comme directeur de *Solidaridad Obrera*. Avec des ennuis de santé, il supporta les premiers combats du mouvement libérateur. Les premiers mois de la Révolution passés et le fascisme vaincu totalement [sic] en Catalogne, Callejas sollicite un repos pour récupérer sa santé. Il quitta la direction de *Solidaridad Obrera* et, une fois l'énergie retrouvée, il s'inscrivit au Syndicat de l'Industrie du Spectacle. - Y a-t-il une place de placeur vacante au cinéma Colon ? Te convient-elle ?

Liberto accepta. Un journaliste bourgeois ne l'aurait pas fait, à cause de ces préjugés stupides que même la Révolution n'a pas réussi à faire disparaître. Mais Liberto est anarchiste cent pour cent. Cela veut dire que pour lui il ne peut y avoir de hiérarchies de travail, ni de catégories de type moral. Notre compagnon se montre maintenant aussi satisfait que lorsqu'il dirigeait l'organe confédéral. Alors, il était un ouvrier de la plume; aujourd'hui, il l'est du spectacle.

Nous surprenons Liberto en plein travail.

- Vois-tu des différences entre le public de la Révolution et celui qui le précéda ?

- Des différences notables. Les nouvelles méthodes ont créé une nouvelle sensibilité dans le peuple. Celui-ci se sent plus libre, moins tyrannisé et il ne désire, en aucune manière, revenir à ce que représentait l'esclavage et la soumission au patron.

- Comment le spectateur reçoit-il les productions en relation avec le mouvement révolutionnaire que nous sommes en train de vivre ?

- Il y a encore beaucoup à faire dans ce sens. En conséquence de la guerre, de nouvelles productions de caractère n'ont pas pu se réaliser. Cependant, le public blâme avec âcreté tout ce qui a une couleur réactionnaire dans le théâtre et dans le film, et il le démontre à vive voix dans les salles. Que les auteurs et les Comités de Production en prennent note.

- Ne crois-tu pas que la FAI devrait utiliser les éléments producteur cinématographiques dont elle peut disposer pour arriver à la formation d'une production acrate ?

- Evidemment; bien que je ne crois pas que l'Art puisse s'enfermer dans les moules d'une quelconque idéologie, si large qu'elle soit. L'Art est à tout le peuple, quoiqu'on en pense.

- A ton avis, quelles productions littéraires révolutionnaires pourraient être portées à l'écran ?

- La littérature révolutionnaire est très intense. En adaptant seulement à l'écran tout ce qu'ont écrit les grands mentors de l'anarchisme, il y a

rait de quoi inonder tous les cinémas d'Espagne. Par exemple, la production littéraire de Maxime Gorki, dont on a seulement filmé jusqu'à présent "La Mère", remplirait plus qu'il n'en faut la réalisation cinématographique. Personne non plus n'a essayé de porter à l'écran l'oeuvre hautement humanitaire de Berta Sutner "A bas les armes !", qui, dans ces temps de violence, serait tout un poème pour les enfants et pour les grands ...

Voici les paroles de Liberto Callejas [son pseudonyme signifie littéralement Affranchi des Ruelles], une des valeurs les plus pures du mouvement confédéral, et qui, par sa conduite unie à celle de tant d'autres, a tissé la Chlamyde [manteau des anciens Grecs] d'austérité et d'émotion révolutionnaire, qui pend des épaules de ce colosse des idées et de la lutte pour un futur plus juste et plus humain. Nous avons nommé notre CNT bien aimée.

Hector Sitges

"

## THEATRE

Comme pour le cinéma, la CNT à Barcelone va pendant plus d'une année avoir la haute main sur les théâtres.

Le 15 août 36, les théâtres sont réouverts sous le régime de la socialisation des spectacles publics et le 21 août, le Comité Economique du Théâtre (de la CNT) va jusqu'à interdire les représentations qui ne sont pas avalisées par son sceau.

La Généralité avait créé, peu avant (26 juillet), le Commissariat des Spectacles de Catalogne, chargé des théâtres, cinémas, music-halls. Cet organisme transforma très rapidement l'ancien théâtre du Liceo en Théâtre National de Catalogne, le théâtre Poliorama en Théâtre Catalan de la Comédie et il nationalisa le Palais de la Musique. L'Institut du Théâtre, également contrôlé par la Généralité, s'occupa de la formation des comédiens.

Lorsqu'on analyse les "Normes du nouveau régime des théâtres établies par le Comité Economique du Théâtre (CNT) de Barcelone"<sup>1</sup>, adoptées le 14 août 36

on remarque une convergence étroite avec les préceptes qui guidèrent la restructuration economico-esthétique du cinéma : - contrôle économique complet par le syndicat, - système de rétribution uniformisé, - souhaits hautement proclamés de forger un nouvel art, à vocation éducative, pour un public populaire, - volonté d'assainir moralement le contenu des spectacles :

" La Socialisation du Théâtre

Le rêve de tous les éléments du théâtre s'est réalisé. (...) Tous <sup>sorti</sup> mûris par un esprit social élevé, des aspérités ont été limées, des auréoles ont été effacées, les liens ont été resserrés et le miracle a été possible de ce que. Avec une rémunération unique et minimale, avec une fraternité absolue - qui était endormie jusqu'à présent - la grande famille théâtrale, enrôlée dans un programme de socialisation, sans intervention d'aucun capitaliste et se rendant comp-  
1. Texte reproduit par J. Peirats, op cit, Tome I, pp 331-332 et dans l'ouvrage documenté de Robert Marrast "El teatre durant la guerra civil espanyola", pp 227-230; ce livre reconstitue avec minutie la vie du théâtre dans la zone républicaine.

te de l'importance historique et sociale du mouvement actuel, se lance à la rénovation, dans tous les aspects, de la vie du théâtre.

Il ne s'agit pas seulement d'une révolution économique. Le théâtre va se renouveler spirituellement. De divertissement bourgeois, il va occuper un rang éducateur. Du théâtre va disparaître toute l'obscénité, vulgarité et grossièreté. Le théâtre sent l'orgueil de son devoir et rejettera tous les éléments qui confondaient les planches de la scène avec un comptoir de marchand ou un guichet de bordel. (...)

Pour donner une preuve de l'effort réalisé, on doit tenir compte que, de la vedette la plus cotée, comme Hipólito Lázaro, Marcos Redondo, Enrique Borrás, jusqu'à l'ouvrier qui accomplit son service dans la plus humble occupation, on assigne des honoraires à répartir du fonds commun pour la recette de tous les théâtres. "

Ce "miracle" de la rétribution uniformisée souleva rapidement une forte résistance de la part des vedettes des planches et de nombre de comédiens qui ne voulaient pas accepter leur *rabaissement* au principe du salaire unique. Dans le secteur du spectacle où la carrière des artistes est directement tributaire de leur popularité auprès du public et où la personnalité, le talent, le charisme d'un acteur peuvent faire à eux seuls le succès d'un spectacle, l'idée d'un nivellement complet des rémunérations était plus ardue à justifier que dans d'autres domaines économiques. La carrière d'un artiste est financièrement aléatoire et il ne peut guère être envisagé une *sécurité artistique de l'emploi*; par ailleurs, c'est finalement le public, en connaissance de cause, qui accepte de payer la gloire de l'artiste.

La collectivisation dans le spectacle eut donc à renoncer à l'égalitarisme économique. Juan Saña, militant de la CNT qui occupa des postes de responsabilité dans la restructuration du cinéma et du théâtre catalans, a raconté à l'historien Ronald Fraser les raisons cocasses qui firent échouer la fixation du revenu unique.

"(...) Le salaire «unique» introduit dans le théâtre prit rapidement fin dans des circonstances dramatiques quand le fameux ténor Hipólito Lázaro se présenta au théâtre Tivoli, où le syndicat donnait un cycle d'opéras à des prix populaires. Lázaro devait chanter le rôle principal. Avant que le public ne commence à arriver, il monta sur scène et adressa la parole à la compagnie.

« Maintenant, nous sommes tous égaux » dit-il, « et pour le prouver,

nous touchons tous le même salaire. C'est épatant, et puisque nous sommes tous égaux, aujourd'hui, je vais m'occuper des entrées à la porte et l'un de vous peut monter ici et chanter le rôle principal.» Evidemment que cela fit mouche. Auparavant, il y avait déjà eu plusieurs protestations. Ce soir-là, nous nous réunîmes entre plusieurs leaders du syndicat, et nous convînmes, comme bon principe, de ne pas partir avant d'avoir donné une solution digne à ce problème ...

Cela ne tarda pas. Les acteurs et les chanteurs de premier rang, comme Lázaro et Marcos Redondo, seraient payés 750 pesetas par représentation c'est-à-dire une augmentation de 5'000 pour cent sur les anciennes 15 pesetas par jour. Les artistes de deuxième et troisième catégorie recevraient de grandes augmentations, mais différenciées. Même aux placeurs, on augmenta le salaire. "

Juan Saña constate a posteriori que "le salaire unique ne fonctionna pas. Les six semaines de vacances accordées au début, inutile de dire qu'elles ne se firent jamais. Mais les prix des entrées de cinéma furent réduits, les pourboires furent abolis, les théâtres étaient toujours pleins à ras bord. (...) Quiconque de ceux qui venaient du front, avec une permission, aurait cru que Barcelone était constamment en fête pour ce qui a trait aux spectacles." <sup>2</sup>

Dans la capitale catalane, le Comité Economique du Théâtre (C.E.T.) répartit un genre pour chaque salle (lyrique, comédie castillane ou catalane, vaudeville, mélodrame, revue, variétés). Dans chaque local, un sous-comité fut chargé de gérer la salle sous sa responsabilité. Le C.E.T., comme celui du cinéma, était divisé en trois sections : - programmation (choix des oeuvres, calendrier des premières ou des reprises), - publicité, - fournitures (décoration, costumes, accessoires, ...).

*La Noche* (26 septembre 36) consacra un reportage (de Joaquín Mortero) au "Théâtre socialisé de Catalogne", où l'on apprenait que "Barcelone maintient ouvert 12 théâtres et 112 cinémas qui fonctionnent chaque jour, l'après-midi et le soir". Au siège du Comité des Spectacles Publics (situé à la petite place

2. Ronald Fraser, op cit, Tome I, p. 310. Rafael Abellá dans sa "Vie quotidienne ..." (op cit, p. 360) rapporte une autre anecdote, quelque peu triviale, mais révélatrice de l'obstruction tenace faite par certaines vedettes à l'instauration de la rétribution uniforme : "On dit que la mexicaine Margarita Carbajal, un jour qu'elle était de mauvaise humeur, déclara en arrivant : - Aujourd'hui, c'est moi qui m'occuperai des lavabos; que la préposée aux cabinets se déshabille et fasse la représentation."

de Los Angeles), le journaliste apprit que 1'412 personnes travaillaient dans les théâtres de Barcelone - la branche du spectacle en faisant vivre environ quinze milles - et que, parmi la quinzaine de sections professionnelles qui y étaient regroupées, figurait même la section des souffleurs :

Avec le déclin politique de la centrale anarcho-syndicaliste, son poids dans le secteur théâtral fut mis en cause par l'UGT et par la Généralité qui souhaitaient voir s'implanter le régime de la municipalisation des spectacles. En juillet 37, la Généralité prit le patronnage de la Fédération Catalane des Sociétés de Théâtre Amateur, très nombreuses dans la province. Les théâtre et cinémas de Sabadell, puis de Tarrasa furent municipalisés en été 37. La lutte entre les deux conceptions du régime économique destiné à encadrer le spectacle s'exacerba lorsqu'en janvier 38, Juan Comorera, Conseiller de l'Economie de la Généralité et également secrétaire du PSUC, décréta le contrôle de toutes les entreprises de spectacles; aussitôt éclata une grève des travailleurs du spectacle, appuyée par la CNT, qui ne s'interrompit finalement qu'à la suite de l'action de médiation menée par Juan García Oliver (alors président du Comité Exécutif du Syndicat du Spectacle).<sup>3</sup>

Les nouveaux responsables prolétariens du théâtre s'enorgueillissaient d'avoir mis un terme à une série de pratiques de vil commerce, qui sévissaient dans le milieu du spectacle.

C'est dans un tel sens que se place l'article de Vicente Carreras (*Mi Revista*, 19 juillet 37), "Le Théâtre et la Révolution, Histoire, développement et disparition de la claque", dont voici la conclusion :

" (...) Pour notre part, nous dirons que si nous avons supprimé la claque de nos théâtres, ce n'est parce que l'on prétendait faire disparaître l'hilarité du public, ni les larmes, ni moins encore les applaudissements,

3. Au sujet de l'organisation du C.E.T. et des relations avec les travailleurs syndiqués à l'UGT, voir l'interview de Marcos Alcón, président de ce comité, *Mi Revista*, 15 décembre 37. Le climat d'entraide antifasciste était déjà alors très dégradé, car M. Alcón déclara que "la CNT compte beaucoup d'ennemis", à propos d'une récente descente de la police dans les locaux du comité, celui-ci détenant en caisse environ soixante-dix mille pesetas - destinées aux rétributions - tandis que, selon la loi, on ne pouvait en détenir plus de trois mille. L'incident fut clos, lorsque le versement des salaires commença à s'effectuer devant les policiers.



quand ils sont justes. Celle-ci doit être véritablement impossible, si l'on tient compte que le bon théâtre n'est pas autre chose que des morceaux arrachés à la réalité même. Que le public d'entre la masse soit l'unique souverain, avec le droit d'applaudir ou de blâmer, selon le degré d'animosité qu'il éprouve. Ce qui ne pouvait exister plus longtemps, pour l'« hygiène » de l'art de Thalie, c'était la manière inique dont les théâtres étaient exploités par des gens sans scrupules, qui faisaient de nous tous, art, artistes et public, la proie commerciale de leurs appétits malsains ... [Fin] "

\*  
\* \*  
\*

Dans l'ensemble, la production théâtrale de la guerre civile se caractérisa par la mise en scène d'oeuvres conventionnelles.

On présenta au public des oeuvres qu'il appréciait, telles que vaudevilles, comédies légères et dramatiques, opéras et la fort populaire zarzuela (genre d'opéra comique où les couplets chantés alternent avec le parlé).

Face à ce manque d'audace et au peu d'innovations dans le registre dramatique, un différend singulier se fit jour entre d'une part, des instances dirigeantes de la CNT (via des articles critiques dans la *Solà*) et

la base des travailleurs du spectacle, considérée *d'en haut* comme trop routinière et insuffisamment disposée à insuffler un esprit révolutionnaire aux spectacles qui étaient montés.

Toutefois, la nécessité de faire vivre le personnel des spectacles, et, par conséquent, de remplir les salles avec des programmes à coup sûr *populaires*, atténua l'acuité de ce conflit artistico-idéologique.

Il convient cependant de signaler que quelques oeuvres, de contenu social ou révolutionnaire, furent portées à la scène.

Le théâtre Apolo, situé dans le Paralelo, quartier barcelonais spécialisé dans les spectacles, fut même réservé aux drames sociaux. La compagnie du comédien Salvador Sierra et la compagnie du Théâtre Social et Politique de Benito Cebrián (affilié à l'UGT) y montèrent des pièces résolument engagées et aux titres tranchés : *Les enfants de monsieur le curé*, *Je ne désirais pas être mère*.

*L'Espagne debout* <sup>4</sup>, *A bas les armes* ou encore *Le paradis fasciste*.

Le travail accompli par Julain Gorkin en faveur d'un théâtre politique moderne mérite d'être mentionné. Gorkin, qui était l'un des principaux dirigeants du POUM et qui fut membre du Comité Central des Milices Antifascistes, avait adapté la version espagnole de la pièce *Danton* de Romain Rolland et en proposa la création au Syndicat des Spectacles Publics. La pièce fut représentée à fin novembre 36, dans une mise en scène de Ramon Caralt, et connut un grand succès. Au troisième acte, quelque cent quatre-vingt acteurs se trouvaient sur scène, contingent du reste fort en accord avec le concept de "théâtre de masse", qui guidait cette réalisation. J. Gorkin, qui déploya une grande activité dans le théâtre, fit également venir à Barcelone, avec l'appui du gouvernement catalan, le célèbre metteur en scène Erwin Piscator, qui y donna des conférences à mi-décembre 36.

La pièce de Joan Oliver, *La Faïm*, montée en juin 38 et considérée comme l'une des oeuvres les plus abouties du théâtre catalan de la guerre, exposait une réflexion sur la dialectique destruction/construction, déclenchée par la révolution.

A souligner également que des troupes intervinrent au front pour montrer des spectacles aux soldats, telles que les "Guerillas du Théâtre", incorporées dans le Cinquième régiment.

\*  
\*  
\*

Afin de réagir contre la médiocrité ou l'équivoque politique de la plupart des pièces proposées au public barcelonais, certains secteurs de la CNT, emmenés par Mariano R. Vázquez, secrétaire du comité national de la Confédération décidèrent de prendre une initiative concrète : ils transformèrent l'ancien Cirque Barcelonais en le rebaptisant du nom de Théâtre du Peuple et en en confiant la direction à Rodolfo González Pacheco. Ce vieux militant anarchiste argentin s'était réfugié en 1912 en Espagne et avait pris une part active au mouvement

4. En ce qui concerne cette pièce de Alvaro de Orriols, "reportage scénique de la révolution en trois actes et six tableaux, en vers et en prose" et qui connut plus de deux cents représentations (R. Marrast, op cit, p.130), la revue satirique *Criticón* l'incluait ainsi dans sa fantaisiste rubrique des spectacles : "*L'Espagne debout*.- Formidable drame social, avec une absence absolue de curés et de fils de curés."

libertaire.

Comme le souligne l'historien Robert Marrast (p. 143) "la création du Théâtre du Peuple va être décidée et menée à terme par la direction de la CNT contre la volonté de la base". Les sphères dirigeantes du Syndicat de l'Industrie du Spectacle publièrent un communiqué appuyant cette initiative :

"(...) Nous avons chargé un vieux lutteur, le compagnon Rodolfo González Pacheco, de la formation d'un théâtre de masses, qui soit l'instrument artistique au-travers duquel la volonté créatrice des travailleurs s'exprimera. (...) La Barcelone ouvrière et révolutionnaire possède maintenant le théâtre qu'elle mérite. Et cela est notre justification et notre orgueil." <sup>5</sup>

Cependant, le Comité Economique du Théâtre tint, quant à lui, à se démarquer d'une pareille expérience.

Cette situation conflictuelle, où l'on voit les dirigeants syndicalistes voulant apporter au peuple, à leur base, un genre de théâtre prolétarien, censé exprimer les souhaits des masses, alors que ces dernières étaient plutôt portées sur des spectacles de divertissement ou des revues frivoles, fut résumée par Helmut Ruediger, qui fonctionna comme représentant de l'Association Internationale des Travailleurs (A.I.T.) en Espagne :

" A Barcelone, un militant allemand et un autre argentin fondèrent un théâtre du peuple, premier essai révolutionnaire de caractère scénique, qui était tenacement combattu par les éléments conservateurs du syndicat. (...) Si ce théâtre du peuple put vivre un peu plus de temps que le syndicat voulait lui concéder on le dut à une énergique intervention personnelle du camarade Vazquez auprès de la Fédération locale de Barcelone, c'est-à-dire une intervention du suprême dirigeant contre la base." <sup>6</sup>

Mariano R. Vazquez, dans la *Solà* (27 juillet 37), avait salué avec enthousiasme et soulagement le tournant que symbolisait selon lui l'ouverture du Théâtre du Peuple :

Un an est passé durant lequel rien ne s'est transformé profondément

5. "La vida del teatro a Barcelona" de Josep Artis, p. 201, cité par R. Marrast, p. 143.  
6. H. Ruediger "El anarcosindicalismo en la revolución española", texte de 55 pages édité à Barcelone, en 1938, par la CNT. Reproduit par R. Marrast, op cit, pp 143-144. La première pièce représentée au Théâtre du Peuple fut *Venciste Monatkoj ! (Tu vaincus Monatkoj !)* de l'auteur russe Isaac Steimberg. Présentée à l'occasion du premier anniversaire du début de la guerre civile, cette oeuvre fut mise en scène par Guillem Busquets, avec un décor du "peintre scénographe Gustavo Cochet".

dans le spectacle. Tous les efforts réalisés jusqu'à présent ont été stériles. La vulgarité d'avant ne s'est pas déplacée, ni des planches, ni de l'écran. (...) Maintenant, il y a quelque chose. Maintenant a surgi le poing de fer qui a brisé le cercle vicieux. Il s'agit du Théâtre du Peuple. "

La création du Théâtre du Peuple fut vivement applaudie par certains journaux libertaires, comme *Tiempos Nuevos* et *El Quijote*.

Sous le titre "Une heureuse initiative", *Tiempos Nuevos* (juil.-août 37) par la plume du mystérieux J.M.M., dresse d'abord lui aussi le constat de l'éche subi jusque là par le théâtre socialisé :

" (...) Le bon théâtre n'a pas eu de succès en Espagne. Dans ces derniers temps, où il aurait pu sérieusement être tenté, personne n' a réalisé des tentatives pour le renouveler, peut-être à cause de ce manque de stimulation que donnent les foules. Que les *confédéraux* et les *spécifiques* me pardonnent, lesquels, de façon si inopportune et malheureuse, se mirent à écrire et à représenter des drames. Ils l'ont mal, terriblement mal fait. Malgré notre disposition généreuse, nous ne pourrons jamais leur pardonner les mauvais moment qu'ils nous ont fait passer. (...)

La Révolution n'a rien produit de neuf avec le théâtre durant l'année que nous avons vécue. Il n'y a pas eu beaucoup de temps non plus. Nous sommes des acteurs de ce drame terrible de l'Histoire et il n'y a pas le temps, ni la sérénité nécessaires pour l'enregistrer. Plus tard, on verra ce que cette époque représente pour le progrès et la civilisation. Mais il est urgent de faire maintenant quelque chose, nous ne pouvons continuer d'être ancrés dans la routine et la mauvaise tradition. (...)

*Tu vaincus, Monatkof !* , lutte cruelle au travers de toute l'oeuvre, qui oblige le spectateur à penser douloureusement, les conclusions étant laissées à sa bonne compréhension. Peut-être qu'à cause de cela, il finit par ne pas plaire au public, au goût pervers, un tant soit peu messianique et déiste, qui désire qu'on lui donne les choses terminées : le bourgeois mort, l'outrage vengé et la justice triomphante. De là, le vide qui persiste chez quelques spectateurs devant les problèmes que suscite *Tu vaincus, Monatkof !* ".

Dans *El Quijote* (sept. 37) L. Sarrau commenta très favorablement la signification de l'ouverture du Théâtre du Peuple :

"«L'Art a une mission parallèle à celle de la sociologie», nous dit [Rodolfo Gonzalez] Pacheco en parlant du Théâtre du Peuple.

Et c'est ainsi. L'artiste a la mission de faire comprendre à son prochain ce qu'il ressent et comprend déjà. (...)

Le Théâtre (une des branches les plus importantes de l'Art) ne doit pas être une manière de passer le temps. Depuis la scène, on doit travailler pour l'avenir."

Avec amertume et dépit, le dénommé Cyrano, dans sa rubrique caustique "A la pointe de l'épée", paraissant dans *Al Margen*, dressa toutefois (dans le N de la deuxième quinzaine de décembre 37) le constat de l'immobilisme du théâtre

" De temps à autre, nous entendons qu'on parle de la "révolution du théâtre". C'est possible que quelque chose ait été révolutionné; au moins, ceux dont s'occupaient les anciens et antipathiques imprésarios ne sont plus là. Cel dit, si nous pouvons admettre que ceux qui sont à la tête des théâtres sont des révolutionnaires, il n'en va pas de même pour les oeuvres qui sont représentées. Les auteurs de vulgarités ont encore la faveur pour le goût des estomacs satisfaits, des bourgeois.

Qu'advientra-t-il quand non seulement ceux de l'Entreprise soient des révolutionnaires, mais que les auteurs le soient aussi ? "

## MUSIC-HALL

La capitale catalane possède une longue tradition dans le genre du music-hall. Le quartier du Paralelo, en particulier, offre une large palette de revues légères et de spectacles de variétés.

Le déclenchement de la guerre accrut encore le besoin de distraction et le goût de l'évasion. Barcelone connut, sur une large échelle, le phénomène de *repos du guerrier*, les permissionnaires souhaitant oublier l'âpre vie du front, avec ses horreurs et ses privations. La population civile recherchait, elle aussi, volontiers, à s'extraire d'un présent fait de pénuries et de lourdes incertitudes.

Aussi, l'univers délibérément gai, luxuriant et futile de la revue et du cabaret permettait de sortir d'un quotidien harassant.

La conduite adoptée par les anarcho-syndicalistes à l'égard du monde du music-hall est ambiguë. En effet, d'une part la propension coutumière à l'ascétisme et à la rigueur morale des anarchistes leur faisait considérer ce genre de spectacles frivoles avec aversion et réprobation, mais d'autre part, ils avaient à tenir compte des goûts de leurs contemporains, du maintien du moral du combattant et aussi des intérêts économiques des personnes vivant de cette branche des loisirs.

A l'instar du cinéma et du théâtre, les music-halls furent collectivisés et un organisme ad hoc fut également constitué sous la forme du Comité Economique du Music-Hall.

Un panneau fixé au-dessus des guichets des music-halls de Barcelone invitait le spectateur à faire preuve d'égards envers les chanteuses, ballerines et girls qui évoluaient sur scène :

- " - Un moment, compagnon :
- Le Syndicat Unique des Spectacles Publics te demande le respect maximum pour toutes les compagnes que tu vas voir sur scène.
- Ce sont des travailleuses comme toi.

- Pour la bonne marche du spectacle, ne perturbe pas celui-ci.
- Regarde l'art avec le sentiment de celui-ci.
- Le Comité. " 1

*Tierra y Libertad*, organe quotidien de la FAI et garant de la pureté des principes ou plus simplement gardien d'une certaine conception de la pureté et de la décence, avait manifesté, bien vite (20 août 36), sa répulsion à l'en-droit des spectacles frivoles :

[Cet article a été difficile à déchiffrer, car il était mal imprimé]

" (...) Le spectacle conserve parfois, malgré des améliorations, son caractère pornographique. Il se donne encore des revues, alors que le spectacle est collectivisé, dans lesquels l'[obscénité ?] est l'unique plat fort [...] de la jeunesse, attraction pour les vieux verts.

Il se donne encore des revues frivoles, dans lesquelles uniquement [se produisent ?] des stars nuageuses et [?] décadentes en propageant des modes pas moins décadentes et en diffusant le poison pornographique, la vanité [...] e la gesticulation équivoque.

Si nous devons encore voir dans les théâtres ces genres qui font beaucoup d'invertis, franchement [pourquoi avoir?] collectivisé le spectacle. "

Contrairement aux admonestations lancées depuis une partie importante de la presse anarcho-syndicaliste, des journaux comme *Mi Revista* et *Espectáculo* se firent les défenseurs du music-hall, que le passage à la syndicalisation généralisée était censé avoir régénéré.

Dans *Mi Revista* (19 juillet 37), Manuel P. Somacarrera consacra un reportage à ce sujet controversé sous le titre "Les filles syndiquées des «music-halls»" :

" (...) Dans cette époque, le «music-hall» était une grande vitrine de vices et d'aberrations qui avaient quelque chose d'un carnaval tragique et douloureux. On spéculait avec la prostitution et l'on couvrait le vol. Tout était toléré, du moment que le rendement se répercutait dans les recettes, toujours gardées par les trafiquants du capitalisme, qui défiguraient toute idée artistique dans un vil commerce, où il se faisait de tout, sauf de l'art. Les femmes devaient boire comme des bêtes, pour que le «propriétaire» ne les jette pas à la rue, et se soumettre à tous ses ordres. Parfois, elles apparaissaient sur les scènes, comme

1. "La Vida del Teatre a Barcelona", op cit p. 190, cité par R. Marrast, p.121. Un tel panneau appelant à un comportement respectueux évoque directement celui fixé à l'entrée des bordels; voir le chapitre sur la prostitution.

leur mère les enfanta, et, en d'autres occasions, en couvrant légèrement le plus indispensable, mais en exhibant toujours leur corps avec une telle variété de mouvements, que le peuple se sentait possédé par des instincts sataniques et féroces. (...) "

Le reporter décrit ensuite les transformations introduites par la conscience syndicale dans le monde de la frivolité :

" Mais, actuellement, le «music-hall» a un autre aspect plus familial [sic], accueillant et sympathique. On dirait que l'on y respire presque la même atmosphère qu'au théâtre. Les spectateurs ne sont plus obligés de «consonner». En déposant deux pesetas au guichet, l'on obtient un billet qui permet de voir «tout le programme». Les artistes ne sont pas non plus obligées de fréquenter le public et moins encore d'accepter qu'il dépasse les bornes dans ses caprices. (...) Les femmes ne vont plus au-devant du public vêtues en Eve. (...) La nouvelle moralité introduite dans le spectacle frivole, qui le rapproche davantage du théâtre sans perdre sa véritable physionomie originelle, a été très bien accueillie par le public, qui se rend aux «music-halls» chaque fois avec plus d'assiduité et en plus grand nombre. (...) "

Le journaliste expose également les améliorations apportées par le passage à la syndicalisation, les filles ayant "été disciplinées pour qu'elles donnent un meilleur rendement artistique " :

" Lorsque les artistes de ce qui est appelé le genre des variétés se sont syndiquées, les nouvelles «girls» ont surgi, qui réjouissent aujourd'hui avec leurs rires et leurs évolutions chorégraphiques, les salles dédiées au culte de la frivolité bien comprise. La «girl» syndiquée a été danseuse ou chanteuse, mais ses connaissances artistiques étaient autant limitées que ses vêtements. (...) Nous avons eu l'occasion de parler avec plusieurs de ces filles et leurs opinions au sujet de leur manière de vivre ont très peu différé de l'une à l'autre. - Oui, c'est vrai que nous travaillons maintenant plus qu'avant - a dit une blonde en «maillot» [en français dans le texte] durant la répétition d'une revue; mais nous sommes mieux vues et plus appréciées du public. - Tu l'as dit ma vieille - réplique une autre aussi jolie fille, pendant qu'elle lève les jambes avec facilité. - Bien que nous dormions moins qu'avant, nous avons appris tant de choses que nous n'avons rien à envier aux «girls» de l'écran. Ensuite, une troisième intervint, aux cheveux noirs et au visage enfantin : - Il n'y a plus de crainte à travailler au «music-hall», même si l'on est presque une gamine. En d'autres temps, mes parents ne m'auraient pas laissé être artiste, pour éviter des ennuis. En fin de compte, dans le «music-hall» on cultive maintenant l'art pour lui-même. Les artistes n'ont plus besoin de vendre leur corps, parce qu'elles sont considérées et rémunérées comme telles. "



La revue *Espectáculo* vanta également les mérites de "la transformation du music-hall" (10 juillet 37), en insistant sur la dignité nouvelle conquise par la femme :

" (...) Le cabaret était quelque chose comme le «paillasson du vice» et le Music-Hall en était l'antichambre. (...)

La Révolution prolétarienne a sauvé beaucoup de consciences. Rien de si généreux, de si digne, de si beau, que cet idéal de rédemption humaine qui est le nôtre.

La femme est libre. L'artiste aussi,

Et c'est sa propre liberté qui lui apprend à s'estimer elle-même : ni esclave de la société, ni esclave de l'homme. (...)

Les travailleurs du Syndicat de l'Industrie du Spectacle, en accord avec l'esprit anarchiste de la CNT et de la FAI, ont contribué à sauver des tares bourgeoises ces victimes du Music-Hall, que nous pouvons aujourd'hui appeler camarades, étant donné qu'elles travaillent avec un désir d'élévation artistique et morale, digne de toute estime. " 2

Le souhait de proposer des spectacles d'une meilleure qualité artistique se retrouvait aussi, par exemple, dans le sujet d'une conférence autour du nudisme, donnée au siège social de la section des Artistes cinématographiques

" Amichatis Montevo, de la Section des Scénographes, donna une conférence très animée, en raison de l'originalité de sa présentation : la causerie fut accompagnée de fonds de musique mélodique qui furent exécutés au piano par leur compositeur, le compagnon Miguel C. Augé, de la Section Musicale. (...) Le thème de la conférence, « Scénographie et nudisme » fut une véritable démonstration avant-gardiste : Renovation Révolutionnaire, pureté d'idées et désirs de liberté spirituelle, exprimée dans une causerie agréable et audacieuse, qui conquiert complètement le public. " 3

2. Dans un autre article, "Le Music-hall à Barcelone", signé par Rosento Ilurba, (*Espectáculo*, 30 août 37), la responsabilité des travailleurs du spectacle est soulignée, car "il est nécessaire de confectionner des programmes attrayants, si l'on ne veut pas que le public, ennuyé, laisse les salles vides", ce qui pourrait entraîner la fermeture de locaux. En conclusion, un appel est formulé pour l'amélioration des programmes : "Organisateurs, artistes, auteurs, musiciens, travailleurs du théâtre, tous unis par le glorieux lien de notre Syndicat, peuvent et doivent s'efforcer de transformer le music-hall à Barcelone, dans ce qu'il doit logiquement être, un spectacle frivole, agréable, artistique, moral, digne du peuple travailleur et du moment que nous vivons. Si nous ne faisons pas ainsi, le music-hall va nous rester dans les mains et si c'est pour assister à son agonie, mieux vaut le tuer d'un seul coup." Avec le recul des ans, l'un des responsables CNTistes des spectacles, Juan Saña, se rappelle la campagne de moralisation des music-halls qui avait été entreprise : "Nous parvînmes à nettoyer et à fermer les *music-halls* (ou l'important n'était pas ce qui se faisait sur scène mais ce qui se passait dans les loges des spectateurs) en les transformant en vaudevilles, là où l'art se situe dans la parole parlée et dans les malentendus, et en spectacles de variétés." Témoignage recueilli par R. Fraser, op cit, p.310.

3. *Boletín de Información CNT-FAI*, 4 décembre 36.

## BALS

Les bals furent également la cible de vives critiques, émises surtout depuis les publications des jeunesses libertaires.

Il était reproché aux bals de constituer un dérivatif, éloignant les esprits des graves préoccupations, relatives à l'effort à accomplir pour la guerre et pour la reconstruction sociale, les jeunes y gaspillant leurs énergies et leur temps.

Plus fondamentalement, le bal était vu par beaucoup d'anarcho-syndicalistes comme une activité louche, teintée d'immoralisme, qui favorisait l'établissement de rapports troubles, peu sains entre les sexes.

A Gérone, *Fuerza y Cerebro*, organe des jeunesses libertaires alla jusqu'à réclamer l'interdiction pure et simple des bals. P. Porta s'étonnait (11 mars 37) de la conduite d'inconscience d'une partie de la jeunesse :

"Il semble qu'à Gérone, il y a une multitude de jeunes qui réclament qu'on les laisse danser le dimanche. (...) Ce que je ne m'explique pas, c'est que, dans les moments que nous vivons, quand 24 heures par jour sont peu pour consacrer des efforts à gagner la guerre et à faire triompher la révolution, il y ait, par contre, des jeunes ouvriers qui ne savent pas comment employer leur temps et qui, comme moyen suprême, désirent l'employer en dansant".

Dans le numéro du 3 avril 37 de cette publication, le Comité des Jeunesses Libertaires s'adressa à l'opinion publique de la ville pour lui faire savoir que cette organisation n'était pas seule, contrairement aux "calomnies" et aux "mensonges" répandus par certains autres groupements de jeunesse, à avoir demandé au maire la fermeture immédiate des bals; en effet, un meeting, réunissant les différentes organisations de jeunesses antifascistes, suivi d'une manifestation avaient déjà eu lieu dans ce but.

" En étant nous-mêmes accusés d'être les seuls responsables de la fermeture des bals et après avoir suffisamment éclairé ce point, nous ajoutons il y a des organisations intéressées à nier leur propre action, ce qui est com-

me nier leur propre personnalité (si elles ont en une), en refilant à d'autres organisations la responsabilité de leurs actes, avec pour seul but de se rendre sympathiques à de quelconques mécontents éventuels, afin qu'ils rentrent dans leurs rangs. "

L'argument du gaspillage d'énergie et de benzine est employé par *Pluma Libre* (14 mars 37) pour maugréer contre la danse :

" J'ai observé [signé "un libertaire de Campdevánol"] - et je crois que je ne suis pas le seul - qu'il est navrant de voir, chaque dimanche, des jeunes de différents villages de cette contrée qui, pour assister au bal, viennent en auto, en consommant de la benzine, ce qui est une dépense, [dans un travail] complètement inutile."

L'auteur de ce texte considère même que ce genre d'actes de négligence constituent " des oeuvres contre-révolutionnaires et que, comme telles, il faudrait les sanctionner pour ce qu'elles méritent. (...) Il y a des hommes, qui pour le simple fait de tenir une femme entre leurs bras durant dix minutes, en mesure avec de la musique, ne voient pas le résultat de ce qu'ils font. "

L'organe hebdomadaire des jeunesses libertaires de Catalogne, *Ruta*, déplorait aussi régulièrement les moeurs trop insouciantes et légères, ainsi que le trop grand nombre de distractions dissolues et douteuses offertes au public. Rien que dans son édition du 26 décembre 36, par exemple, trois textes distincts mettaient en garde le lecteur contre les dangers et le caractère moralement trouble de ces divertissements :

page\_2 : "(...) Il n'y a seulement qu'une réalité, la guerre et la révolution que nous faisons simultanément. Il ne doit avoir qu'une occupation : travailler inlassablement pour que cette guerre se termine vite, couronnée par la victoire. (...)

Pour plus de la moitié, les cinémas, théâtres, cafés sont en trop. Tous les bals, cabarets, jeux de paume, music-halls sont en trop. Il faut fermer les portes à ce règne de fils à papa parasites et fainéants, qui promènent leur indifférence dans ces antres de l'oisiveté.

Nous ne souhaitons pas que Barcelone présente un aspect funèbre. Mais nous exigeons, au nom de ceux qui luttent au front, que disparaissent ces manifestations frivoles et mondaines, qui sont en marge de la réalité cruelle et sanglante que nous vivons. "

page\_3 : " Queues devant les bordels, Queues immenses devant les portes des cinémas. Jamais autant que maintenant les cafés, music-halls et cabarets n'ont connu une telle affluence. Des nourritures somptueuses dans des restaurant

où mangent les nouveaux riches. "

page\_7 : " (...) Le bal est l'antichambre du bordel, tuant les énergies du lutteur. Fermons-le [ainsi que "le cabaret et la taverne"]. Cinémas et théâtres, une mission : le travail antifasciste; sinon, fermons-les. Tout être qui fréquente ces lieux mérite le mépris. " <sup>1</sup>

1. Enrique Martin, dans son livre "Souvenirs d'un militant de la CNT", raconte (p. 113) un épisode, à son sens "pittoresque", qui fut une sorte d'opération punitivo-répressive pour moraliser l'arrière et qui se déroula à Barcelone, vers fin août 36 : "Dans la Cité Condale, les spectacles publics fonctionnaient normalement, comme si nous n'étions pas en guerre et qu'il n'y avait pas eu une révolution. Près du Théâtre du Liceo, sur les Ramblas, il y avait un grand salon de bal, dans lequel jouait un orchestre. A partir de 8 heures du soir, le local se remplissait de putains et de gens divers, pour lesquels la guerre n'avait aucune importance. Cependant, quand au front de bataille il y avait des milliers de jeunes volontaires offrant leur vie pour vaincre le fascisme, il n'y avait pas à permettre, à l'arrière, l'existence d'indifférents, qui se fichaient comme de l'an quarante que la guerre se gagne ou se perde.

Une nuit, les Patrouilles de Contrôle Révolutionnaires se présentèrent au bal et obligèrent tous les hommes à se regrouper. Les femmes furent réunies de l'autre côté. Aux uns et aux unes, on leur reprocha leur mauvaise conduite dans ces moments de lutte, ce qui représentait une insulte et un mépris envers ceux qui luttaient au front de bataille. Ensuite, on retint les femmes dans le salon de bal. On conduisit les hommes au port, où il y avait deux bateaux, avec du charbon à décharger, en les obligeant à travailler jusqu'à deux heures du matin. Après, on leur servit un « sandwich » et une bière. On les ramena au salon de bal, où la musique recommença à jouer. On les invita à chercher à nouveau les femmes et à continuer de danser, mais avec le visage, les habits et les chemises tachés de poudre de charbon, aucun d'eux ne se décida à le faire.

Alors, nous les avons quittés, en leur disant :

- Nous sommes en révolution et cela ne doit pas se tolérer. Si la leçon ne vous a servi à rien, ne vous étonnez pas que nous reversons dans quelques jours.

Et le salon de bal du Liceo resta désert durant une bonne période. "

## POESIE

De la même manière que la révolution entraîna la création d'une nuée de journaux, les circonstances exaltantes et tragiques de cette époque amenèrent nombre de personnes à prendre la plume pour exprimer leurs espérances et leurs peines.

Aux poètes consacrés ou aux professionnels de l'écriture vinrent s'adjoindre une multitude d'auteurs qui ressentaient l'impérieux besoin de faire part de leur vérité.

L'épopée de la guerre et de la révolution suscita une extraordinaire chanson de geste, vaste *création collective* spontanée et multiforme.

L'historien Serge Salaün, qui a étudié le phénomène du *Romancero* (Romance, chanson de geste) dans le camp républicain au cours de la guerre civile a recensé, bien que de façon incomplète, quelque deux milles noms d'"auteurs" de poèmes : " Cette prodigieuse production forme dans son ensemble une espèce de chanson de geste (dans son sens le plus primitif et authentique) de la guerre d'Espagne et apparaît comme une des expériences de poésie populaire et prolétaire les plus belles et les plus réussies de tous les temps, au moins pour notre siècle. " <sup>1</sup>

Dans le champ de la poésie libertaire, quatre figures se détachent; ce sont celles de Antonio Agraz (qui était responsable de la rubrique "romances de la CNT" dans le quotidien madrilène *CNT*), de José García Pradas (qui dirigea le quotidien *CNT*), de Félix Paredes (qui s'occupa de la section poétique du quotidien anarchiste de Valence *Fragua Social*) et de Léon Felipe.

La presse libertaire de Catalogne ne réserva pas une place considérable à la poésie, contrairement à la presse anarchiste de Castille ou du Levant,

qui, selon Serge Salaün lui faisait effectivement un accueil plus large.

1. Serge Salaün, "Romancero de la guerra de Espana", tome I, "Romancero libertario", p. 11. Voir aussi, à titre plus général, "Le romancero de la résistance es pagnole", anthologie poétique bilingue (Ed. Feltrinelli, Milan 1960 et Ed. Maspéro, Paris 1976).

Le poète Léon Felipe déploya une grande activité en Catalogne. L. Felipe chercha à se faire *le haut parleur* des aspirations révolutionnaires du peuple, en enracinant complètement sa propre inspiration dans ce qu'il considérait comme les désirs fondamentaux du prolétariat.

Sous les auspices du bureau de propagande CNT-FAI, il donna une conférence, le 28 mars 37, au cinéma Coliseum de Barcelone, sur le thème de " la poésie révolutionnaire". En fait, "le chanteur du peuple" - ainsi que l'appelle E. Rubic Fernández (*Mi Revista*, 15 avril 37) - disserta surtout sur la situation politique du moment, en justifiant, avec force pathos, le sens de la lutte révolutionnaire entreprise par les masses espagnoles. L'image de Don Quichotte est employée, à l'aide de plusieurs connotations nationalistes, pour valoriser le combat livré au fascisme du monde entier par le peuple espagnol.

Voici quelques extraits (tirés de *Mi Revista*, 15 avril 37 et de *La Noche*, 29 mars 37) de cette conférence, qui fut prononcée devant un parterre plein, que l'on nous décrit comme d'abord recueilli, puis enthousiaste :

" Léon Felipe commença ainsi :

Camarades, vous avez déjà tous parlé : les grands responsables, les petits responsables, les politiciens, les commerçants; les démagogues ont aussi parlé; tous ont parlé. Moi seul manque. Parce que le poète n'a pas encore parlé. (...)

Poètes, commencez à apprendre de nouvelles définitions ! Toutes les métaphores sont terminées. Il n'y en a plus qu'une : la métaphore sociale. Maintenant le peuple, poète épique, poète géant, écrit son poème sur les pages de l'Histoire; mais ce ne sont pas les plumes qui l'écrivent, ce sont les pistolets, les fusils, les mitraillettes, le sang de ceux qui sacrifient leurs vies. (...)

Je suis uniquement une voix. Je suis l'écho des désirs ardents du peuple espagnol. (...) Le poète est cette substance nationale qui, dans un moment déterminé, a la force de se dresser et de chanter les gestes du peuple.

Si le peuple espagnol produit la grande métaphore sociale, c'est qu'il est un grand poète épique. Au-delà de l'Histoire demeure écrit le poème de l'homme. (...)

En Espagne, il y a **uniquement deux factions** : celle qui lève les mains pour proclamer son sang bâtard et celle qui ferme les poings pour demander justice.

Nous avons besoin d'une étoile rouge de sang, mais de sang qui ne soit pas étranger. L'Espagne est révolutionnaire. Le Quichotte l'était aussi. La liberté, nous la portons comme un tatouage. (...)

Je ne suis pas un démagogue, parce que je ne vous parle pas de bonheur mais d'héroïsme. Avec la poésie, je veux vous emmener au sommet des identités les plus pures. "

Le directeur de *Mi Revista*, E. Rubio Fernández, exprima la profonde émotion qu'il avait éprouvée à l'écoute du poète :

" La voix du poète a aussi sonné pour condamner les responsables de l'arrière, qu'il a traité de déserteurs et de lâches, qui ne sont soucieux que de défendre leur butin récent, qu' eux, ils appellent saisie.

Après la satire de Léon Felipe, il y eut à oublier, pour quelques heures au moins, beaucoup de discours de meetings avec les ficelles et les phrases toutes faites, paravents d'ambitions politiques, qui sonnent comme du fer blanc. Discours creux, vides, sans plus de sincérité que celle que les gens veulent, de bonne foi, leur accorder, précairement, fatigués de la répétition des mêmes clichés et que, en comparaison avec la qualité et la diction énergique du poète, ils deviennent encore plus rapetissés, comme quelque chose d'une garde-robe, pauvre et décolorée. " <sup>1</sup>

## LITTERATURE

Pour se déployer, la création littéraire exige, probablement plus que les autres arts, un environnement de relative quiétude, qui rende possible une distanciation. Les circonstances âpres et agitées de la guerre empêchèrent la maturation d'oeuvres littéraires réellement marquantes. Selon l'avis de la plupart des historiens de la littérature espagnole, la qualité des quelque cinquante romans publiés dans le pays entre 1936 et 1939 dans les deux zones est nettement inférieure à la production romanesque antérieure. <sup>1</sup>

Ce même constat d'une littérature généralement piètre, voire médiocre est aussi dressé, avec sagesse, par l'écrivain Ramón J. Sender, considéré précisément comme l'un des très rares auteurs du camp républicain (avec Arturo Barera et José Herrera Petere) qui, en plein conflit, a réussi malgré tout à rédiger des pages présentant un véritable intérêt artistique :

" Tout ce que nous pouvons dire de la littérature des guerres civiles c'est qu'elle n'est pas le produit d'un esprit serein, mais exalté. Ce n'est pas la raison qui écrit, mais la passion stimulée par l'esprit d'agression ou de défense et par l'opportunité et la nécessité de combattre.

Quand ces circonstances sont réunies, il y a beaucoup à craindre que l'oeuvre littéraire ne puisse pas nous offrir grand chose. Ni dans le camp de Franco, ni dans le nôtre, il ne s'écrivit rien de notable. (...)

1. Maryse Bertrand de Muñoz, qui a consacré plusieurs études à la littérature et la guerre civile, a recensé, en 1979, près de 800 romans qui, depuis 1936, ont été édités dans le monde autour du conflit espagnol, dont 600 écrits par des espagnols (dans le pays ou en exil). Plus de la moitié de ces 800 romans sont entièrement centrés sur la période de la guerre proprement dite. M. Bertrand de Muñoz, "La pluma y la espada [La plume et l'épée]", *La literatura del conflicto (1936-1939)*", Tome VI, de Hugh Thomas, op cit, pp 83-84.

Voir aussi l'étude dirigée par Marc Hanrez, avec la collaboration de trente-deux auteurs, "Les écrivains et la guerre d'Espagne", qui analyse les répercussions du conflit sur la création littéraire des deux camps.

Le dossier s'ouvre sur cette pensée du philosophe grec Démocrite : "la guerre civile nuit aux deux parties; vainqueurs et vaincus y trouvent également leur perte."



Il y eut beaucoup de noms nouveaux dans les revues militantes et aucun n'est resté. Par contre, plusieurs écrivains déjà connus avant la guerre écrivirent des pages adéquates à la situation. Mais il y avait deux absurdités fondamentales : personne ne pouvait accepter l'assassinat comme norme inévitable (la mort dans les guerres civiles n'est pas impersonnelle comme dans les guerres impérialistes) et personne n'osait le condamner, parce qu'il se serait signalé aux organisations des «services spéciaux», dont tous avaient peur, comme c'est naturel. Enfin, tous étaient dans une situation fausse. " 2

La situation d'art d'urgence, caisse de résonance directe au service des ardeurs et des frénésies du moment, ne réussit donc, dans l'ensemble, guère à la littérature. 3

En juillet 37 eut lieu, à Madrid et à Valence, le Congrès de l'Association Internationale des Ecrivains Antifascistes, auquel prirent part de nombreux grands noms de la littérature du monde entier, qui donnèrent une large publicité à cette rencontre, directement placée sous le signe du soutien, sans réserve, à la cause républicaine.

\*  
\* \*  
\*

Les articles au sujet de la littérature sont forts rares dans la presse anarchiste de Catalogne.

2. Ramon J. Sender, article "Desde este parentesis" [Depuis cette parenthèse" ... avant de nouvelles guerres], texte servant de préface au No spécial (mars 1978, N 48-49) de la revue littéraire barcelonaise *Camp de l'arpa* sur "Litteratura y guerra civil".

3. Quelques écrivains étrangers eurent, néanmoins, un peu plus de chance. A la fin 37, André Malraux publia *L'Espoir*, qui connut en France et à l'étranger un succès considérable. Ernest Hemingway, qui avait écrit en automne 37 à Madrid une pièce intitulée *La Cinquième colonne*, fit paraître (en 1940) son roman *Pour qui sonne le glas*, que le cinéma hollywoodien allait largement faire connaître ... et défigurer. Arthur Koestler, alors reporter et agent du Komintern en Espagne, fut fait prisonnier, après la chute de Malaga, par les troupes nationalistes et condamné à mort, mais, finalement, il fut libéré (échangé) grâce à la pression de larges milieux britanniques. Dans son *Testament espagnol* (1937), il transcrivit, avec une remarquable lucidité et une franchise sans complaisance, le cheminement intérieur d'un homme confronté avec l'imminence de sa mort par exécution. Quant au livre de Georges Bernanos, *Les grands cimetières sous la lune* (1938), il s'agit plutôt de l'expression brillante et courageuse de l'écrivain royaliste français (qui vivait alors aux îles Baléares) contre l'ampleur de la répression menée par les troupes nationalistes : " où que le général de l'épiscopat espagnol [F. Franco] mette maintenant le pied, la mâchoire d'une tête de mort se referme sur son talon, et il est obligé de secouer sa botte pour la décrocher." (p.88).

La question délicate de l'engagement des gens de plume fut abordée par *Solidaridad Obrera*, deux semaines après l'échec du soulèvement militaire (30 juillet). Le quotidien anarchiste se prononça résolument pour la mobilisation des journalistes, mais, par contre, il se déclara en faveur de l'indépendance des philosophes et des littérateurs.

" Les plumes doivent être considérées comme des armes de lutte et de travail.

Principalement les plumes qui travaillent dans les pages de la Presse. Les philosophes et les littérateurs, ça les regarde : nous ne nous mettons dans la tête de personne, parce que personne, au nom de la liberté, ne peut s'immiscer dans une tête qui pense. Les plumes de journal, c'est autre chose. Les journalistes sont des ouvriers manuels, et dans les moments présents dans lesquels se joue l'avenir de la classe ouvrière, nous en appelons, avec une cordiale intention, à tous les journalistes pour qu'ils se mettent au côté du peuple. "

La plume infatigable du Dr Félix Martí Ibanez s'engoua aussi pour la littérature. Son texte "Le sexe dans la littérature" (*Mi Revista*, 1<sup>er</sup> mai 37) établit, avec ardeur, le joint entre son métier de psycho-sociologue et ses propres incursions sur le terrain romanesque. F. Martí Ibanez place très haut le rôle de l'écriture, en affirmant que "dans aucun autre domaine ~~comme dans~~ le domaine sexuel, la littérature<sup>ne</sup> peut réaliser une mission d'assainissement et de purification " :

" (...) La pointe de la plume va labourer des sillons de lumière dans l'âme d'une génération et il importe beaucoup au bon laboureur de la culture, qu ce soit un sillon profond et droit, pour que là germe la bonne semence.

Sur le parvis de la nouvelle Ere - comme en d'autres temps, les précurseurs de l'Art nouveau se tenaient aux portiques de la Renaissance - une légion de jeunes écrivains, en formation correcte, attendent, brandissant leurs plumes, l'heure d'entreprendre la tâche de donner à la société révolutionnaire une culture en harmonie avec les récentes conquêtes idéales. (...)

La littérature n'aspire pas à améliorer la réalité, en peignant son possible embellissement; elle se contentait de savoir que le monde et ses choses étaient laides ou sordides, sans oser les modifier au moyen du roman. La nouvelle circonstance historique impose une littérature saine, créatrice et optimiste, qui n'a pas peur de modeler des oeuvres avec la boue de la vie quotidienne, mais qui réalise de belles sculptures avec une manière aussi misérable, et qui sait même arracher des irisations polychromes aux marécages du quotidien. (...)

La littérature, ou bien traite le thème sexuel avec une précision anatomique de salle de dissection ou le dénature en arrosant la plastique de l'amour avec un encensoir pseudo-romantique. L'amour est vu au travers de la loupe du matérialisme le plus vulgaire ou on le décrit doté d'ailes, dont il manque en réalité. Dans les deux cas, le romancier fausse sa mission. Non, l'homme de lettres doit essayer de rendre digne le sexe, de revaloriser un nouveau romantisme amoureux, de distiller dans les fleurs plastiques de l'amour sexuel les gouttes de miel cachées, sans se délecter de descriptions de photographe débutant, sans passer non plus sur les raisons sexuelles, en voltigeant avec une rythmique bourdonnante d'abeille, qui craint de se poser dans une fleur en croyant qu'elle ne trouvera pas son pollen.

Tout peut être beau et intéressant, si l'écrivain a la conscience de sa mission et l'âme poreuse aux beautés de la vie. (...)

Quelque chose dans mon roman *Moi, Rebelle* et davantage dans *Aventure* - mon prochain roman - essaye de façonner littérairement un reverdissement - printemps sexuel - de ces bourgeons de réalisme romantique, qui forment la première étape décrite dans cet article. Je crois que les écrivains, en général, comprendront et accepteront le glorieux devoir de concéder au sexe - propre et pur - une carte de citoyenneté dans leurs romans. "

## CHANSON

Ce véhicule d'émotions éminemment populaire qu'est la chanson fit aussi l'objet d'une redéfinition en accord avec la société révolutionnaire.

Plusieurs initiatives furent lancées afin de stimuler l'éclosion d'une *nouvelle chanson*.

La *Solà*, le 23 août 36, reproduisait un appel du Comité Economique du Syndicat Unique des Spectacles Publics pour "La Semaine de la chanson de la rue", qui se préparait au Théâtre du Cirque de Barcelone pour le début septembre et qui se fixait pour tâche "de contribuer et de travailler à la renaissance et à la dignification de la chanson" :

Le C. E. du S.U. des S.P."a commencé à recevoir des chansons, paroles et musique, d'auteurs notables, consacrées à la «Semaine festival de la chanson de la rue». (...) Durant cette semaine (...) seront chantées toutes les chansons, qui dans une forme correcte, poétique et vibrante, expriment le sentiment du peuple dans le moment actuel, et qui soient quelque chose comme le fut «La Madelon» dans les rangs des «poilus» durant la Grande Guerre.

Le peuple veut une chanson qui soit comme un compliment, une oraison, un bravo à ceux qui luttent. Ceux qui luttent désirent une chanson comme un défi à ceux qu'ils ont en face d'eux. Nos poètes, nos musiciens, doivent s'efforcer d'offrir au peuple la chanson que le peuple espère; cette chanson qui fait battre la poitrine et les yeux se brouiller, allume le regard et hâte le rythme. Cette chanson est comme une fleur qui tombe au passage du milicien, comme une colombe [sic] qui vole sur lui ..."

Un concours pour la création d'un hymne à la révolution fut lancé en automne 36, compétition que *La Noche* (8 octobre) exposait ainsi :

" Produira-t-on enfin l'Hymne de la Révolution ?

Le Syndicat Unique des Professions Libérales ouvre un concours pour un hymne au 19 juillet.

Le Syndicat des Spectacles Publics demande aux auteurs qu'ils composent la chanson de la rue.

Il s'impose que les milices populaires aient leur chanson de marche.'

## L'ART ET LA REVOLUTION

" S'il existe un écrivain espagnol dont l'oeuvre n'a pas répercuté la guerre abominable qui nous a été imposée ou il n'est pas écrivain ou il n'est pas espagnol. On put défendre, dans certain temps passé, que se maintenir éloigné des luttes sociales ou internationales était une position morale hautaine et en conformité avec certaines théories que l'esprit revendique très haut; l'époque est autre; nos années de lutte, celui qui ne lutte pas meurt ou est mort sans le savoir. Je ne soutiens pas ici «que celui qui n'est pas avec moi est contre moi», mais que ceux qui ne sont ni avec les uns ni avec les autres n'existent pas; et ce qui n'existe pas peut mal survivre. "

Max Aub, Barcelone, mars 1938

L'on peut affirmer, globalement, que le nouvel art qui était appelé à naître avec la révolution a échoué dans l'oeuf.

Tant sur la forme que sur le fond, très peu d'oeuvres sont parvenues à proposer une expression véritablement et authentiquement novatrice.

La situation historique était par trop contraignante, les esprits trop contaminés par des préoccupations belliqueuses ou par des tâches de reconstruction sociale pour qu'un espace mental propice s'ouvre aux créateurs.

Bien sûr, le temps d'expérimentation a été court, moins de trois ans. mais il n'empêche que durant cette trentaine de mois, fort peu de tentatives artistiques ont été vraiment menées à bien.

Dans le camp républicain (et aussi dans celui des nationalistes), parmi les formations se réclamant du monde ouvrier, l'art était en état de subordination par rapport au politique. Ainsi, l'on éprouve souvent le sentiment que *L'art était la simple continuation de la propagande par d'autres moyens.*

1. Max Aub, préface à l'édition du livre "Théâtre de circonstance", qui réunit plusieurs de ses pièces de combat. Cette préface ne fut jamais publiée; elle est reproduite par Robert Marrast (traducteur français de M. Aub), op cit, p.281

Il était proclamé que l'art remplissait une mission pédagogique, l'activité artistique devant servir à élever le niveau de conscience et l'instruction des masses. Une notion *utilitaire* était donc, presque systématiquement, accolée à l'art.

L'idée était fort répandue que, hors du domaine politique, l'art n'avait guère de droits à l'autonomie. L'art devait être *engagé* et l'artiste était fermement invité à se mettre au service de la cause prolétarienne, à se muer en *militant* pour agir, par son talent, sur l'esprit du public afin de galvaniser les âmes ouvrières.

Dans sa volonté de rompre avec le passé bourgeois, le mouvement anarcho-syndicaliste et les courants socialistes insistent sur la nécessité de se démarquer de ce qu'ils nomment l'art *dégénéré* ou l'art *décadent*. Outre que ce genre d'épithètes fait fâcheusement songer au discours des régimes totalitaires (URSS, Reich allemand, ...) qui en usèrent abondamment, le rejet global de tout un pan de la création artistique de cette époque correspond à une incompréhension ou à une ignorance des formidables bouleversements artistiques des trente premières années du siècle, et se révèle plutôt être un attachement *conservateur* à une tradition *sage* ou formellement *rassurante*.

Comment, en conséquence, les révolutionnaires anarchistes espagnols pouvaient-ils donc considérer la peinture abstraite ou encore la musique *moderne* des années 1930 ? En comparaison avec le bouillonnement artistique et esthétique amené par les premières années de la révolution russe, la production de la guerre civile espagnole paraît maigre.

Le nouveau *pouvoir* en place, de type politico-syndical, assurait aux artistes qu'il reconnaissait comme tels une sécurité matérielle et les nouvelles sphères dirigeantes se montraient prêtes à leur fournir les moyens nécessaires à la réalisation de leur travail.

Métamorphosé en salarié ou même en fonctionnaire, l'artiste se retrouvait tributaire d'organes de décisions, à caractère centralisé. Pour un peintre, un musicien ou un écrivain, leur possible activité passait par l'accord de

tel ou tel comité de branche syndicale, politique ou administrative. A l'esthète privé, collectionneur ou mécène disposant de ressources financières, succédait le système du syndicat/Etat commanditaire artistique; en d'autres termes, à l'initiative et à l'appui de personnes privées, dispersées et aux goûts très diversifiés, se substituait un régime de commandes passées selon des critères convergents et centralisateurs. A terme se profilait le risque d'une esthétique unique, d'un mode d'expression artistique uniformisé, d'une création balisée et banalisée, cet "ordre" et cette "harmonie" étant établis, puis imposés par des organismes administratifs.

Ce danger d'une créativité atrophiée par des tutelles administratives avait été déjà remarquablement mis en lumière par Bertrand Russell, dans son essai "Roads to freedom", écrit au début de 1918. Le philosophe britannique, qui avait des sympathies pour la pensée libertaire et qui repoussait le socialisme étatique, mit en garde contre les tendances liberticides qui sont contenues dans certains éléments de tout projet socialiste. Ainsi, dans son chapitre VII, "La science et les arts en régime socialiste", B. Russell posait des questions dérangeantes pour l'ordonnement des théories, mais des questions d'un enjeu essentiel, telle que celle de la liberté d'expression. Le souci fondamental de Russell était que le socialisme, qui annonçait une ère de sécurité matérielle pour tous n'en vienne à limiter l'expression de la pensée et à bloquer son évolution.

" (...) Ni l'art, ni aucune activité créatrice ne peut s'épanouir sous un régime qui exige de l'artiste qu'il fasse preuve de son aptitude devant un quelconque organisme officiel avant d'avoir le droit de suivre son inspiration. Il est à peu près certain qu'un artiste vraiment exceptionnel sera jugé incompetent par ceux de ses aînés qui seraient généralement considérés comme qualifiés pour émettre une opinion. (...)

Aucun système ne fera s'épanouir l'art, ce qu'il lui faut, c'est la liberté. (...)

A cet égard, B. Russell prend concrètement l'exemple de l'édition :

" En régime socialiste, il n'y aura pas, comme à présent, d'éditeurs privés : il y a lieu de croire qu'en régime de socialisme d'Etat, l'unique éditeur sera l'Etat, tandis que dans un régime anarcho-syndicaliste, ou de *Guild Socialism*, toute l'édition sera entre les mains de la Fédération du Livre. En

pareil cas, qui décidera quels manuscrits imprimer ? Il est certain qu'il y a là un terrain favorable à l'établissement d'un index bien plus sévère que celui de l'Inquisition. Si l'Etat était l'unique éditeur, sans doute refuserait-il les livres défavorables au socialisme d'Etat. Si c'était la Fédération du Livre qui décidait en dernier ressort, pourrait-on espérer que paraissent au grand jour des ouvrages qui la critiqueraient ? En dehors de ces difficultés politiques, nous aurions pour la littérature cette même censure, exercée par d'éminents fonctionnaires, que nous étions d'accord pour trouver néfaste lorsque nous considérons les beaux-arts en général. (...)

La seule manière de parer à ces difficultés, que l'on soit en régime de socialisme d'Etat, de Guild Socialism ou d'anarchisme, semble être de faire en sorte que l'auteur puisse payer pour voir publier son livre, si celui-ci est tel que l'Etat ou le Guild ne veuillent pas l'imprimer à leurs frais. Ce moyen, j'en suis conscient, est contraire à l'esprit du socialisme, mais je n'en vois pas d'autre pour assurer la liberté. (...)

La règle absolue devrait être de ne jamais refuser de livre, quelle qu'en soit la matière, du moment que l'auteur offrirait d'en payer la publication au tarif normal. (...)

En ce qui concerne la publication et l'exécution de musique nouvelle, il est probable qu'un système analogue soit souhaitable. " 2

Dans le cas de la guerre civile, les limitations bureaucratiques-politiques, décrites par Russel, des possibilités matérielles d'expression ont pu, ça et là, entamer ou empêcher l'activité d'artistes, mais il semble que le désordre de cette époque n'ait pas rendu possible un interventionnisme systématique du nouveau pouvoir dans la création. Mais, en germe, une réglementation de l'art se profilait dans diverses structures syndicalo-politiques. En matière d'art, il apparaît que le radicalisme politique, incarné en l'occurrence par les anarcho-syndicalistes et les marxistes révolutionnaires (POUM, gauche du PSOE), se révélait plus directif, plus *autoritaire* que les courants républicains modérés du centre et du centre gauche. Quant à la position des communistes, elle était, sans équivoque, pour un contrôle étatique étroit de l'art.

Par rapport au *fonds d'idées* émises sur l'art par les grands penseurs libertaires, l'expérience anarcho-syndicaliste espagnole se situe nettement en d

2. Bertrand Russel "Le monde qui pourrait être", sous-titré "Socialisme, anarchisme et anarcho-syndicalisme" (trad. française de "Roads to freedom"), Ed. Denoël-Gonthier, Paris 1973, pp 170-174.



ça d'une telle vision ample, généreuse et audacieuse de la création.<sup>3</sup>

Probablement que l'origine majoritairement prolétarienne des militants de la CNT-FAI et leur manque relatif de *culture*, de même que l'accent mis sur le syndicalisme, fréquemment au détriment de l'esprit libertaire, expliquent que l'art ait été jugé comme une activité disciplinable, contrôlable et modelable à des consignes. Alors que les penseurs de l'anarchie considéraient positivement l'artiste comme une personnalité affirmant son moi singulier face aux conventions sociales et le percevaient comme un individu en avance sur la sensibilité de son temps, et donc souvent porté à la révolte contre les blocages de ses contemporains, les anarcho-syndicalistes de la guerre civile restreignaient volontiers la dimension de l'artiste à un rôle de propagandeur besogneux des vues officielles de la nouvelle société. Aussi, le créateur se retrouvait subordonné à l'idéologie politique du moment et il n'avait plus qu'à taire ou à adopter son expression personnelle au goût des dirigeants ou à celui prêté aux masses.

Il est à penser qu'en cas de victoire du camp républicain et prolétarien, la création artistique aurait eu encore sans doute à supporter longtemps un carcan, maintenu par les nouvelles sphères dirigeantes, au nom alors des efforts exigés par l'énorme oeuvre de reconstruction du pays.



Pour clore ce chapitre, trois textes représentatifs seront cités qui, chacun à leur manière, expriment le malaise, l'embarras qui étaient ressentis autour du problème de l'art dans la révolution.

Le bureau de propagande CNT-FAI organisa au cinéma Coliseum, une conférence donnée par H. Noja Ruiz (et retransmise "dans toute l'Espagne" par les émetteurs E.C.N. 1 Radio CNT-FAI et Radio Barcelone) sous le titre de "L'art

3. Voir à ce sujet l'essai original de André Rezler, "L'esthétique anarchiste", Ed. Presses Universitaires de France, Paris 1973. A signaler aussi l'étude de Alfredo M. Bonnano, "Estetica dell'anarchismo", Ed. La Fiaccola, Ragusa (Italie) 1976.

Après avoir défini l'art comme "l'expression de la beauté" et comme "le résultat de la sensibilité ou de la façon dont la sensibilité de l'artiste réagit face à la réalité qui l'entoure", le conférencier précise que "l'artiste qui mérite un tel nom doit vibrer à l'unisson de son époque et doit essayer de la refléter dans l'oeuvre qu'il réalise".

"(...) Bien sûr qu'il faut établir la distinction nécessaire entre l'art de la révolution et l'art révolutionnaire. (...)

L'art révolutionnaire n'est pas celui qui copie des scènes de la révolution, mais celui qui positivement contribue à la formation d'une nouvelle mentalité dans les hommes, celui qui rompt avec tous les modèles établis et essaye de créer des moules nouveaux. Dans ce domaine, tous les artistes qui ont démontré quelque inquiétude, ont été révolutionnaires. "

H. Noja Ruiz, à l'appui de ses dires, parle d'un artiste qui selon lui est véritablement "révolutionnaire", en se référant à Borrás Casanovas "jeune peintre dont vous aurez pu admirer un magnifique portrait de Bakounine que reproduit *Tierra y Libertad* ", - portrait du genre tableau de grand homme, au demeurant fort conventionnel ... !

Gil Bel, dans *Espectáculo* (15 août 37), tint à attirer l'attention sur "les dangers du mal nommé Art Social", en s'élevant contre la démagogie dont usaient les auteurs, tant au théâtre qu'au cinéma, non sans faire preuve lui-même d'un fort penchant pour le populisme. Cet article, qui n'est pas trop long, vaut la peine d'être reproduit dans son intégralité :

" Dangers du mal nommé Art Social

Au théâtre comme au Cinéma, la bonne volonté des personnes qui y collaborent ont enfermé ces arts dans un cercle falsifié et réduit.

Nous nous référons à cette vision - et conception - limitées des livres appelés « sociaux », qui, s'ils ne possèdent pas grand chose de social - et encore très vieilli - , n'ont rien de l'Art.

Un pareil esprit, que nous voyons actuellement, donne l'impression qu'avec les masses, on veut répéter l'« espagnolade » [oeuvre d'art ou de littérature où l'Espagne est représentée sous le rapport de son pittoresque plutôt que sous celui de sa réalité profonde], dans un sens « social ».

Et ce n'est que médiocrité.

L'auteur qui souhaite recueillir l'âme populaire, doit monter - au lieu de descendre comme lui - le prétend - jusqu'à la hauteur dans laquelle vivent

4. Conférence reproduite dans *Solidaridad Obrera*, 23 mars 37. Le compte-rendu nous signale que, comme pour la plupart des actes publics de la CNT-FAI, la manifestation se termina par la diffusion des "hymnes révolutionnaires" "Les Fils du Peuple" et "Aux Barricades" que les personnes présentes écoutèrent debout."

aujourd'hui les foules prolétariennes, avec toute la force de leurs problèmes, si lointains, heureusement de ces feuilletons du siècle passé, que les auteurs nous donnent.

Les littérateurs ont toujours eu le préjugé de concevoir leurs oeuvres pour un public qui, selon eux, leur est inférieur. Il n'en est pas ainsi. La sensibilité, l'expérience, l'histoire et l'effort prolétaire placent les travailleurs, non seulement au-dessus du niveau que les auteurs veulent leur donner, mais bien au-dessus d'eux et de leurs oeuvres.

L'émotion, dès qu'elle se recherche et se tripote, est fausse. Et ce qui concerne le lieu commun sentimental, nous sommes d'avis qu'il est d'une vieillesse répugnante.

Notre Révolution ne s'est pas faite pour sauver ni contempler des bordels, des mendiants, des «bons curés» et les vices de ceux-là, sur lesquels chacun a sa réflexion depuis qu'ils existent et qui ne sont, en fin de compte, pas autre chose qu'un obstacle de plus.

Nous distraire avec cela reviendrait à demeurer arrêtés, ou mieux encore, à retourner en arrière. Alors que ce qu'il nous faut, c'est tout le contraire : marche accélérée, pensées jeunes, mondes nouveaux.

La bourgeoisie utilisait le Cinéma et le Théâtre dans un double sens commercial et abrutissant. Ce que nous sommes en train de faire, c'est de l'imiter, avec une maladresse manifeste, étant donné que non seulement nos oeuvres sont abrutissantes, mais ne font pas recette. "

Dans *El Quijote* (11 septembre 37), Ramon Saladrigas Ballbe exprime ses doutes et ses déceptions quant à un véritable changement artistique et quant à une transformation des habitudes régissant le monde artistique (chapelles, copinages, ...). Il s'interroge sur la coupure antagoniste séparant les intellectuels et les artistes d'une part et le prolétariat révolutionnaire et même ses dirigeants d'autre part :

" Art Révolutionnaire ?

Tous les grands mouvements révolutionnaires, comportant un caractère nettement démocratique, que l'histoire enregistre, tous, absolument tous, se sont caractérisés, à leurs débuts, par la phobie contre les intellectuels, sinon de la part des dirigeants, en tous cas de la part de la masse en général. Il est difficile d'expliquer de façon satisfaisante ce phénomène. Peut-être trouvons-nous une explication dans la conduite particulière de beaucoup d'intellectuels et d'artistes complètement identifiés avec la bourgeoisie et dans le manque de culture dont souffre malheureusement l'opprimé, principale force motrice de tous les mouvements libérateurs, qui fait qu'il ne comprend pas l'importance capitale du

travail de l'intellectuel dans la formation de la conscience et de la mentalité du peuple.

Mais, notre grande épopée libératrice commencée le 19 juillet, bien qu'elle ne se soit pas vue totalement libérée du phénomène désigné précédemment, s'est caractérisée surtout par une autre circonstance, préjudiciable surtout peut-être pour la révolution naissante. Nous nous référons concrètement à l'épidémie d'«ART REVOLUTIONNAIRE ET D'ARTISTES REVOLUTIONNAIRES» qui nous est tombée dessus.

Nous ne savons pas concrètement à qui imputer l'invasion des sans papiers, qui sont en train de noyer l'art sous un amas d'oeuvres infâmes et qui se présentent avec la dénomination pompeuse d'artistes «révolutionnaires»; mais ce qui nous étonne davantage, c'est que ce soient les Syndicats et autres organisations, pierres angulaires de notre révolution, qui donnent leur aval et protègent n'importe quel intrigant, qui, par le seul fait de se dire être un persécuté du régime antérieur, devrait être infailliblement un grand artiste. Ce sont ces mêmes syndicats et partis qui patronnent ces expositions d'«art révolutionnaire» qui ont été jusqu'à présent presque toutes une série de choses ridicules et sans valeur, belle démonstration de la capacité de ces pseudo-artistes révolutionnaires, qui semblent s'être proposés de convertir les manifestations de l'art en un vulgaire mascarade. Peu, très peu sont les artistes, dont on peut parler avec éloges, qui ont pris part à ces célèbres expositions d'art révolutionnaire. Quelques uns déjà consacrés antérieurement, par mercantilisme, nous ont servi des oeuvres grossières, en prétendant faire de l'art pour le peuple et en le faisant en réalité pour la populace; les autres, la plupart étant des parfaites nullités qui prétendent dissimuler leurs échecs en se disant persécutés. (...) "

L'auteur de l'article admet ensuite pour l'artiste inconnu " le droit à la popularité et à la gloire ", mais en précisant qu'il ne faut " jamais présenter l'inconnu comme le «grand artiste révolutionnaire» et l'élever au plus haut, car avec cela nous ne discréditons pas seulement l'«artiste» et celui qui le patronne, mais nous rendons ridicule la révolution, notre révolution, pour laquelle tant ont donné et donneront leur sang, et pour laquelle nous ne devons pas permettre qu'un quelconque arriviste nous la déshonore, en nous présentant devant l'étranger, ennemi qui n'attend que l'occasion de nous discréditer, comme un peuple sans culture et sans le plus minime sens artistique. [Fin] "



## ENTREE DES ANARCHISTES AUX GOUVERNEMENTS

L'événement qui a marqué, pour le mouvement libertaire, la plus évidente contradiction, soit l'entrée d'anarcho-syndicalistes comme ministres dans le gouvernement de la Généralité, puis dans le gouvernement central (27 septembre et 4 novembre 36) sera abordé, principalement, sous l'angle de la manière avec laquelle la presse anarchiste relata cette rupture d'avec le traditionnel anti-étatisme.

Pour faire *passer la pilule* de la collaboration gouvernementale, la presse anarcho-syndicaliste joua souvent sur le vocabulaire, recourant aux subtilités du langage pour essayer de masquer la crudité de la nouvelle du revirement ...

Les raisons invoquées par les anarchistes pour justifier l'active participation au gouvernement vont être schématiquement énumérées, en notant que l'entrée dans la Généralité donna lieu à un moindre déploiement d'arguments.

Les justifications découlant de la situation de guerre furent le plus souvent évoquées :

- La division de l'Espagne en deux camps, suite au pronunciamiento, impliquait un regroupement et une solidarité entre les forces antifascistes.

- L'entrée dans le gouvernement supposait une intégration des nombreuses milices anarchistes au sein d'un organisme de direction de la guerre afin d'obtenir une efficacité accrue dans la conduite des opérations militaires.

- La participation dans l'Etat signifiait la possibilité pour les troupes anarchistes d'être mieux, et équitablement, fournies en armements.

Du point de vue de la lutte politique, au sens large du terme, les justifications suivantes furent avancées :

- L'entrée dans les instances gouvernementales procédait d'une homogénéisation du paysage politique républicain, car cette participation à la tête de l'Etat n'était qu'un prolongement de la pratique collégiale avec les autres formations antifascistes dans les comités/conseils locaux et régionaux.

- La collaboration politique au gouvernement correspondait au refus profond de vouloir aller vers l'imposition d'une *dictature* anarchiste.

- La présence au gouvernement présentait de nombreux avantages pour infléchir divers ministères et l'administration dans un sens favorable aux anarcho-syndicalistes.

- Etre au coeur de l'Etat, cela permettait de consolider par *en haut* la révolution et de garantir légalement les conquêtes révolutionnaires.

- Au plan international, faire partie du gouvernement, c'était voir reconnue, à l'extérieur, l'influence anarcho-syndicaliste, et c'était être en mesure de freiner la pénétration de l'URSS en Espagne.

Les décisions d'intégrer les gouvernements furent peu débattues au sein du mouvement libertaire. La guerre, l'urgence des problèmes économiques empêchèrent une vaste discussion de type démocratique. Toutefois, il serait certainement erroné d'en déduire que la participation gouvernementale fut imposée d'en haut, par les dirigeants, à la base. En automne 36, il n'existait pas de clivage entre l'*appareil* anarcho-syndicaliste et les simples militants, dans la mesure où il n'existait pas véritablement, ni d'un côté ni de l'autre, une analyse clairement définie et diffusée et une stratégie arrêtée.

L'entrée au gouvernement de la Généralité se trouva d'abord discutée, à la fin août 36, lors d'un plenum de fédérations locales et cantonales du Mouvement Libertaire de Catalogne (réunissant conjointement pour la première fois CNT, FAI et FIJL). La participation à l'exécutif catalan fut finalement adoptée et

ce fut le congrès régional des syndicats uniques, rassemblé à Barcelone du 24 au 26 septembre (avec 505 délégués représentant 327 syndicats), qui ratifia officiellement, mais en séance secrète, l'entrée à la Généralité.

Pour le gouvernement central, trois plenums nationaux de fédérations régionales de la CNT, tenus les 15 septembre, 28 septembre et 18 octobre 36, entérinèrent le principe de la participation à l'exécutif républicain.<sup>1</sup>

Dans le cas de ces deux processus de gouvernementalisation, l'on remarque que les anarcho-syndicalistes reçurent de pressantes invitations de la part d'hommes politiques républicains ou socialistes (notamment de Luis Companys et de Largo Caballero) à se joindre à l'exercice partagé du pouvoir. L'on note aussi la renonciation à vouloir imposer la formule d'un comité-conseil-gouvernement qui aurait été l'incarnation du prolétariat révolutionnaire en armes, représenté à la tête du pouvoir, exclusivement ou principalement, par les deux centrales syndicales.

Au fur et à mesure des semaines, les exigences des anarcho-syndicalistes quant aux modalités d'une éventuelle participation au pouvoir, allèrent en s'effilochant.

Le cas de la *Solidaridad Obrera* illustre bien une telle évolution :

5 août 36 : Au sujet de l'attitude à adopter pour la FAI, le quotidien préconise une présence énergique des anarchistes dans les Comités antifascistes et le refus des combinaisons politiques.

6 septembre : A propos de la formation du gouvernement Caballero, la *Solá*, bien que déplorant, en éditorial, qu'"il ne représente pas la véritable physionomie espagnole" estime cependant qu'"il peut être interprété comme signifiant une légère avance sur le chemin des revendications du prolétariat". Après avoir regretté qu'une "Junta Nationale révolutionnaire, incluant toutes les orga-

1. Les méandres et hésitations précédant l'entrée aux gouvernements sont présentés en détail et analysés avec soin par Cesar Martinez Lorenzo, op cit, chapitre III, VII et VIII. Il convient, toutefois, de relativiser les propos de cet auteur quant au rôle considérable attribué à Horacio M. Prieto, secrétaire en 1936 du Comité national de la CNT, dont cet historien, ce qu'il omet de préciser, n'est autre que le fils.



nisations ouvrières et paysannes" n'ait pas été plus tôt formée, l'éditorial demandait au nouveau gouvernement "de tenir compte de la noblesse et du désintérêt de l'organisation confédérale [la CNT], ce qui est notoire de par le fait qu'elle collabore depuis la rue et qu'en revanche, elle renonce à la participation gouvernementale."

23 septembre : A la suite d'accords pris lors d'un plenum national de régions, réuni peu avant à Madrid, la *Solé* affirme, en éditorial, que "la CNT va s'incorporer — nous croyons que personne ne tentera de l'en empêcher, parce que ce serait suicidaire — dans la direction de la guerre, de la politique et de l'économie de la nation. Pour cela, elle propose la création d'un Conseil National de Défense, composé de cinq représentants de l'UGT, de cinq de la CNT et de quatre républicains, Conseil qui viendra remplacer le Gouvernement actuel. Le Conseil National de Défense sera présidé par Largo Caballero et Manuel Azaña sera maintenu à la présidence de la République."

29 septembre : L'entrée des anarchistes au gouvernement catalan est très favorablement commentée en éditorial, sous le titre "La Révolution continue d'avancer".

29 octobre : La *Solé* revendique fermement "l'intervention de la CNT dans la direction de la guerre" : "La CNT réclame et exige sa représentation dans la direction et dans la responsabilité de la guerre. Et elle l'exige sans perdre de temps. Ce qui a été fait en Catalogne doit se faire aussi à Madrid."<sup>2</sup>

Malgré cette acceptation progressive, graduée de l'exercice du pouvoir gouvernemental, il y eut, ici et là, dans la presse anarchiste quelques textes qui réaffirmaient l'orthodoxie acratique. Dans ce registre, l'article le plus saillant fut publié, le 3 septembre 36, par le très officiel *Boletín de Información*

2. Une évolution comparable de renonciation aux postulats radicaux de l'anarcho-syndicalisme afin de parvenir à entrer aux gouvernements est présente dans beaucoup d'autres journaux CNTistes, notamment dans *La Noche*, 7 septembre 36, où Anton David, secrétaire du comité national de la CNT, déclare dans une interview que sa centrale souhaiterait prêter sa collaboration dans divers départements, étant d'avis que les circonstances exigent "la nécessité indispensable d'un Gouvernement fort"; *La Voz del Pueblo*, 31 octobre, affirme que la CNT, "dans ces moments décisifs assume une responsabilité et que, par conséquent, elle doit aussi avoir de l'autorité" et revendique pour la centrale "une représentation dans le Gouvernement qui lui revient en droit propre"; *Mi Revista*, 1<sup>er</sup> novembre, faisant référence aux bienfaits de "l'influence de l'intervention ouvrière au Gouvernement de la Généralité et à son efficacité dans sa gestion", plaide pour la représentation du prolétariat — "l'authentique vitalité" de l'Espagne — dans le gouvernement de Madrid.

CNT-FAI (et le même jour par *L'Espagne Antifasciste*) sous le titre cinglant de "L'inutilité du Gouvernement". Au vu de son importance théorique, en voici le contenu intégral :

" « Les pays riches ont l'habitude d'avoir une population pauvre ».

Cette phrase d'un économiste bourgeois exprime, de manière imagée, les tares de cette Société dans laquelle les peuples en général vivent dans la plus grande misère *depanperacion* . Concrètement, nous pouvons dire que la faiblesse des peuples permet le renforcement des Gouvernements.

L'existence d'un gouvernement de Front Populaire, loin de constituer un élément indispensable à la lutte antifasciste, correspond en réalité à une grossière imitation de cette même lutte.

Il est inutile de rappeler que, face à la préparation du « putsch » fasciste, les Gouvernements de la Généralité et de Madrid n'ont absolument rien fait. Ils n'ont utilisé leur autorité que pour cacher les manoeuvres que les éléments réactionnaires réalisaient et dont le gouvernement était l'instrument conscient ou inconscient.

La guerre qui se déroule en Espagne est une guerre sociale. L'importance du pouvoir modérateur, basé sur l'équilibre et la conservation des classes, ne saurait imposer une attitude définie dans cette lutte qui a ébranlé les fondements de ce même État, qui ne dispose plus de la moindre sécurité. Il est, de plus, exact de dire que le gouvernement de Front Populaire en Espagne n'est rien d'autre que le reflet d'un compromis entre la petite bourgeoisie et le capitalisme international.

Par la même force des faits, ce compromis n'a qu'une valeur que transitoire et devra laisser la place aux revendications et à la ligne de conduite établies en vue d'une profonde transformation sociale.

On verra alors disparaître la plaie des négociants et des conservateurs qui agissent aujourd'hui à l'ombre des républicains et libéraux de Barcelone, Valence et Madrid.

L'idée de remplacer ces gouvernements, gardiens débilés du « statu quo » de la propriété et de la finance étrangère, par un Gouvernement fort, basé sur une idéologie et une organisation Politique « révolutionnaire » ne saurait aboutir qu'à un ajournement de l'explosion révolutionnaire.

Il ne s'agit donc ni que le marxisme prenne le pouvoir, ni d'une auto-limitation de l'action populaire par opportunisme politique. L'état « Ouvrier » constitue le point final d'une action révolutionnaire et le début d'un nouvel esclavage Politique.

La coordination des forces du Front Populaire, l'organisation de l'approvisionnement en vivres au moyen d'une large collectivisation des entreprises est d'un intérêt vital pour parvenir à notre but. C'est là, bien évidemment, l'intérêt de l'heure. Cela s'est réalisé jusqu'à maintenant de façon non gouvernementale, décentralisée, démilitarisée. On peut appliquer bien des perfectionnements à ces tâches nécessaires. Les Syndicats de la CNT ou de l'UGT utilisent et peuvent utiliser encore davantage toutes leurs forces pour un tel perfectionnement. Au contraire, la constitution d'un gouvernement de coalition avec ses luttes de basse politique entre majorités et minorités, sa bureaucratisation sur la base d'élites sélectionnées et la guerre fratricide que se livrent les tendances opposées, c'est tout ce qui rendrait impossible la réalisation de notre travail de libération en Espagne.

Cela signifierait l'effondrement rapide de notre capacité d'action, de notre volonté unificatrice et le début d'une débâcle imminente face à un ennemi encore passablement fort.

Nous espérons que les travailleurs espagnols et étrangers comprendront la justesse des décisions prises en ce sens par la CNT et la FAI.

Le discrédit de l'état est la finalité du socialisme. Les faits démontrent que la liquidation de l'état bourgeois, réduit par asphyxie, résulte de l'expropriation économique et non précisément d'une orientation spontanée de la bourgeoisie «socialiste».

La Russie et l'Espagne en sont des exemples vivants. "

L'entrée d'anarchistes, au début novembre, dans le gouvernement central, l'active participation à la tête de l'Etat républicain donna lieu à davantage d'articles justificatifs que l'incorporation, survenue un mois avant, de CNTistes dans la Généralité. Afin de maintenir une certaine pureté extérieure à la FAI, les ministres anarchistes qui participèrent au gouvernement ne le firent que comme représentants *exclusifs* de la CNT.

La jonction de l'anarcho-syndicalisme avec l'étatisme va être maintenant évoquée sous l'angle du vocabulaire utilisé ou par le rappel de certains raisonnements spécialement oiseux avancés par la presse anarchiste.

*Solidaridad Obrera* (30 septembre) pour qualifier l'incorporation à la Généralité parla de "participation à la direction de la fabrique gouvernementale

"de nouvel organisme régulateur de la révolution" et Manuel Buenacasa s'éleva, avec vigueur, contre ceux qui "disent que la Confédération entre dans la politique et que, par conséquent, elle abandonne son apolitisme traditionnel. Ceux qui affirment cela savent parfaitement qu'ils mentent en disant ce qu'ils disent. (...) Ceux qui se contredisent, ce sont nos adversaires. Seule la CNT continue de donner des leçons de logique aux uns et aux autres." *Vida Nueva* (de Villanueva y Geltrú, 18 octobre) sur l'air de *avant/après* fut d'avis que "si nous regardons et analysons bien l'envergure des circonstances actuelles, nous verrons que ces postes de la Généralité et ceux des Municipalités qui, hier étaient pervertis par l'appât du lucre, ne sont, aujourd'hui, plus autre chose que des places d'honneur et de responsabilité maximale dans la lutte contre le fascisme." Et *Aeracia*, pourtant peu indulgent envers la collaboration politique, reproduisit (30 septembre) en première page "une prière cordiale" du Comité Régional de la CNT catalane adressée aux "compagnons journalistes" pour leur signifier qu'ils n'avaient plus à commenter personnellement "les positions de l'organisation confédérale", car "ce sont les organismes responsables de celles-ci qui ont autorité [sic] pour cela" et que, notamment, la presse devait être maintenant clairement avertie "qu'il ne s'est pas constitué un Gouvernement, mais un nouvel organisme, propre aux circonstances que l'on traverse, et qui se dénomme Conseil de la Généralité."

Dans le cas de l'adhésion au gouvernement central, les ressources et méandres du langage furent employés sur une plus large échelle. La *Solà* se distingua par un goût singulier de l'argumentation, comme dans cet article fameux, paru en première page de son édition du 4 novembre, et intitulé "La CNT, le Gouvernement et l'Etat" où il est démontré, comme par un *coup de baguette magique anarchiste*, que le Gouvernement a cessé d'être le gouvernement et que l'Etat n'est plus l'état :

" L'entrée de la CNT dans le Gouvernement central est l'un des faits les plus transcendants qu'ait enregistré l'histoire politique de notre pays. Depuis toujours, par principe et par conviction, la CNT a toujours été anti-étatiste et ennemie de toute forme de Gouvernement.

Mais les circonstances, presque toujours supérieures à la volonté humaine et bien que déterminées par elle, ont changé la nature du Gouvernement et de l'Etat espagnols.

A l'heure actuelle, le Gouvernement, en tant qu'instrument régulateur des organes de l'Etat, a cessé d'être une force d'oppression contre la classe ouvrière, de même que l'Etat ne représente plus un organisme qui divise la société en classes. Tous deux cesseront, à plus forte raison, d'opprimer le peuple avec l'intervention de membres de la CNT dans leurs organes.

Les fonctions de l'Etat seront réduites, avec l'accord des organisations ouvrières, à régulariser la marche de la vie économique et sociale du pays. Et le Gouvernement n'aura pas d'autre préoccupation que celle de bien diriger la guerre et de coordonner l'oeuvre révolutionnaire sur un plan général. "

Un tel optimisme emphatique se retrouvait dans un autre texte de cette même édition au titre sans équivoque "Hier, on a gagné la guerre et la Révolution a triomphé" :

" (...) Depuis hier, à neuf heures et demie du soir, nous respirons à pleins poumons et, certainement avec nous, toute la classe ouvrière et paysanne d'Espagne. L'entrée de nos quatre compagnons dans l'ENGRENAGE DIRECTEUR DU PAYS [souligné par moi], c'est la garantie la plus absolue que personne ne pourra détourner la marche ascendante des événements et les désirs qui palpitent dans tous les coeurs prolétaires. C'est de plus, la garantie absolue du triomphe de la guerre."

Le *Boletín de Información CNT-FAI* appuya aussi à fond le tournant gouvernementaliste, en l'expliquant par la dégradation de la situation militaire dans le centre et autour de Madrid<sup>3</sup> et en présentant le gouvernement comme étant finalement l'organe du "Patrimoine National" :

" (...) La CNT assume sa part de responsabilité dans la direction gou-

3. Un manifeste du Comité National de la CNT, publié par ce même *Boletín* le 6 novembre, insistait sur "le facteur tout à fait principal de notre décision qui est la délicate situation de nos fronts de guerre et, tout principalement, ceux du Centre, où l'ennemi est déjà aux portes de Madrid".

vernementale — qui est, disons-le, une chose publique. Cela veut-il dire que nous nous sommes déclarés gouvernementaux ? Non. Nous nous sommes incorporés dans la direction et dans l'administration du Patrimoine National et si nous le faisons, c'est à cause de notre conviction, que tout ce qu'on appelle un Gouvernement, c'est l'intérêt du peuple. Comme représentants authentiques de celui-ci, nous désirons l'administrer directement et d'un commun accord avec tous ces facteurs et éléments qui se rencontrent dans la lutte antifasciste. De plus, le Gouvernement actuel, plus que Gouvernement, doit être considéré comme un Conseil Révolutionnaire." <sup>4</sup>

*La Veu de Catalunya*, de son côté, manifesta beaucoup de lyrisme pour célébrer l'incorporation au gouvernement, qualifiée de "fait sensationnel" :

" Finalement, le Front Populaire du 16 février a eu son éclosion définitive, avec l'entrée au plus haut Conseil de la République des éléments confédéraux et anarchistes. (...)

C'est l'Anarchie à la direction de l'Espagne; la torche de la liberté illuminant l'Espagne et le monde. Remarquable coïncidence : ces jours s'accomplit le cinquantenaire de l'inauguration de la fameuse Statue de la Liberté de New-York. Juste au bout de cinquante ans, non plus comme une statue conventionnelle, mais comme réalité vivante, la Liberté, l'Anarchie est dressée avec sa torche non pas symbolique, mais réelle, au sommet de l'Espagne." (4 novembre)

Un mois plus tard (3 décembre) dans un éditorial consacré à "la CNT au Gouvernement", ce quotidien anarchiste, publié en catalan, tressait dialectiquement des lauriers en l'honneur de la réconciliation entre l'Anarchie et le Pouvoir :

"(...) Ainsi, par ce sens de la responsabilité et des réalités qui caractérise la CNT, le cas s'est présenté, cas que l'on peut dire unique, d'une convivialité et d'une coïncidence entre Anarchie et Pouvoir : thèse et antithèse dépassées par une synthèse historique qui est donnée pour la première fois à l'Humanité, et dont la réalisation était réservée à l'Espagne. L'Anarchie faite Pou-

4. *Boletín de Información CNT-FAI*, 4 novembre 36; à relever alors l'emploi systématique de la majuscule pour le mot gouvernement. *Mí Revista* (15 novembre) valorisa l'entrée, en précisant toutefois dans deux textes que "cela ne doit signifier pour personne une marche contre l'apolitisme déjà proverbial de la Confédération" et que "nous entendons que cet événement ne pourra faire croire à quiconque de bonne foi que ni la CNT, ni la FAI ne vont perdre leur caractère apolitique bien défini et affirmé aujourd'hui peut-être plus que jamais."

voir et le Pouvoir fait Anarchie : cette chose qui semblait une impossible métaphysique <sup>5</sup>, physique et morale; cette chose qui était tenue comme une contradiction flagrante, irréalisable à cause de l'irréconciliabilité de ses termes même cette chose est un fait en Espagne. Et cette chose est un fait par l'entrée de CNT et de la FAI au Gouvernement de la République, avec la collaboration commune et avec la compénétration parfaite de toutes les autres forces antifascistes.

\*  
\* \*  
\*

Le cas du journal *L'Espagne Antifasciste*, CNT-FAI-AIT, mérite d'être pris en compte pour la réserve qu'il exprima au moment de l'entrée de ministres anarchistes au gouvernement central. Cette publication, plus ou moins hebdomadaire, parut à Barcelone jusqu'à début septembre 36, puis à Paris, en se voulant "l'édition française de *Solidaridad Obrera*". Sa rédaction était assumée par des militants anarchistes français, bénéficiant sans doute d'une solide culture libertaire, et qui étaient plus enclins à prendre un recul face à la marche des événements espagnols. N'étant pas aussi directement impliqués dans la guerre civile que leurs compagnons ibériques, ils avaient l'avantage d'être en mesure de se distancier afin de poser la problématique de la révolution espagnole dans un cadre plus vaste. Le scepticisme présent dans *L'Espagne antifasciste* envers la jonction gouvernementale de la CNT-FAI se retrouve aussi dans les positions de réserve prises par une partie importante des anarchistes étrangers à l'égard de la reconnaissance de l'étatisme affichée par leurs compagnons d'outre-Pyrénées

Les Nos 19 et 20, datés des 11 et 14 novembre 36, révèlent bien le désarroi qui s'empara de nombreux anarchistes étrangers, tiraillés entre leur

5. Dans un autre éditorial (10 décembre 36) intitulé "La Montseny" et traitant des qualités de la ministre, l'on ne quittait pas tellement le terrain de la métaphysique : " (...) L'anarchisme est une conception de voyants, d'illuminés, de mystiques, si vous voulez; mais, ce n'est pas un rêve de fous. (...) L'anarchisme ne peut méconnaître, ne méconnaît pas les lois de la gravité, les lois de la biologie et de la psychologie humaines. Et cela veut dire sens de la réalité et, en conséquence, sens de la responsabilité; et, pourtant, sens de l'adaptation, sans abdiquer ni rectifier la moindre chose dans les questions de doctrine et de philosophie. (...) Rectifier les théories et principes anarchistes, non !"

solidarité et leur fidélité aux principes anarcho-syndicalistes.

Dans un article-éditorial, ce journal se livrait à une interrogation âpre sur la validité des postulats de l'anarchisme, en osant mettre à nu l'ampleur du décalage entre théorie idéaliste et praxis.

" Idée juste et idée fausse

Lorsque la révolution d'octobre 1917 éclata en Russie, le parti bolchevique somma les anarchistes de cesser leur activité d'à côté, d'arrêter leurs critiques et leur opposition, car, disaient-ils, « l'heure n'était plus de se livrer à des spéculations, ni de s'arrêter aux vétilles ». Et les bolcheviques exigèrent que les anarchistes abandonnent leurs positions de principe, qu'ils renoncent à leur opposition, qu'ils soutiennent le nouveau gouvernement « ouvrier et paysan qu'ils y participent efficacement pour écraser les blancs et sauver la révolution etc, etc ... Une partie des anarchistes s'y prêta, collabora au gouvernement et adhéra, tôt ou tard, au bolchevisme. Ceux qui ne cédèrent pas furent décimés : arrêtés, emprisonnés, exilés, fusillés. Le mouvement anarchiste (et anarcho-syndicaliste) fut écrasé. La lutte héroïque des « makhnovistes » en Ukraine contre l'imposture bolchevique a été l'un des derniers épisodes de la tragédie russe.

Lorsque, maintenant, la révolution éclate en Espagne, et que la situation devient sérieuse, grave, *une solution pareille est soumise aux anarchistes et anarcho-syndicalistes espagnols* : « L'heure n'étant point de se livrer à des spéculations, ni de s'arrêter aux vétilles », ceux-ci sont invités à renoncer à certains principes, à collaborer étroitement avec les partis politiques, à entrer au sein du gouvernement.

Eh bien ! A tous les anarchistes qui, chaque fois, s'y prêtent, *une conclusion définitive, irréfutable s'impose*. La voici :

Chaque fois que le problème devient concret et sérieux, chaque fois que la vie exige une solution vraie, réelle, exacte, chaque fois que les révolutionnaires en général, et les anarchistes en particulier, sont obligés de se prononcer nettement, de prendre position et d'agir en conséquence, nous sommes obligés de remettre nos idées aux archives et de participer à l'application des idées que nous supposions fausses. Or, est fausse justement et incontestablement toute idée qui, au moment sérieux, au moment précis où il faut l'appliquer, s'avère chaque fois non valable, stérile et inapplicable. Il faut la rejeter définitivement. Car une idée qui est impraticable au moment même où il faut la pratiquer, ne vaut pas un sou.



Les anarchistes qui acceptent un gouvernement et y participent, doivent avoir le courage de proclamer cette conclusion irréfutable en toute franchise, avec toute la netteté indispensable. Car cette conclusion s'impose à eux implacablement.

Quant à ceux des anarchistes qui ne s'y prêtent pas, qui résistent, qui ne marchent pas, leur situation est réglée d'avance : il faut les travailler, il faut chercher à les persuader, il faut les intimider, les menacer et, finalement, faute de succès, il faut les arrêter, les emprisonner, les exiler, les fusiller ...

C'est la logique des choses. Il n'y a pas d'autres solutions possibles. Et il faut avoir le courage de le constater. A moins ... à moins que l'abdication d'une partie des anarchistes, soit due à *une grave erreur du début* ? ... Mais alors, il faut *l'avouer en toute franchise* et chercher, d'un commun effort, à *la réparer*. Sinon, *la conclusion reste valable*. Car, toute idée qui n'arrive pas à se réaliser, au moment précis où il le faut, *grâce à une simple erreur*, ne vaut pas grand'chose non plus. L'aveu franc de l'erreur et l'effort nécessaire de tout pour la réparer prouvent seuls la vigueur et la vérité de l'idée. [Fin] " 6

*L'Espagne Antifasciste* (14 novembre) fit clairement part de ses critiques envers la minceur théorique de l'argumentation avancée par les instances anarcho-syndicalistes espagnoles. A la suite de l'insertion d'un article de *Tierra y Libertad* ("Espagne et Russie"), le journal publia un commentaire pertinent, d'ailleurs aussi long que l'article lui-même, afin de manifester son inquiétude devant la greffe de l'anarchisme et du pouvoir et pour mettre en garde contre la domestication du mouvement libertaire qui pouvait signifier, à terme, son annihilation :

" (...) Nous voulons dire ceci : 1<sup>o</sup> Incontestablement, les partis politiques en Espagne se préparent activement à décimer le mouvement libertaire par deux moyens classiques : d'une part en «domestiquant» les anarchistes, en le 6. A l'intérieur de ce même No du 11 novembre, à la fin du texte officiel "La CNT, le Gouvernement et l'Etat", de même qu'au bas d'un communiqué de la CNT expliquant l'entrée, on trouve deux "Notes de la rédaction", qui expriment l'étonnement, la réserve et l'embarras des rédacteurs français, qui précisent que "nous attendons donc de notre Service d'Information des renseignements et des documents plus amples et plus précis pour pouvoir nous faire une opinion et prendre position."

«apprivoisant», en leur faisant accepter et goûter le poison du *pouvoir*; d'autre part, en organisant contre le mouvement anarchiste, dès à présent et très soigneusement, une puissante *force armée*, capable de l'écraser au moment voulu;

2<sup>o</sup> Naturellement, tout dépendra, en fin de compte, des rapports de puissance entre les deux forces opposées : celle des imposteurs politiques, et celle des masses anarchisantes aidées par les anarchistes.

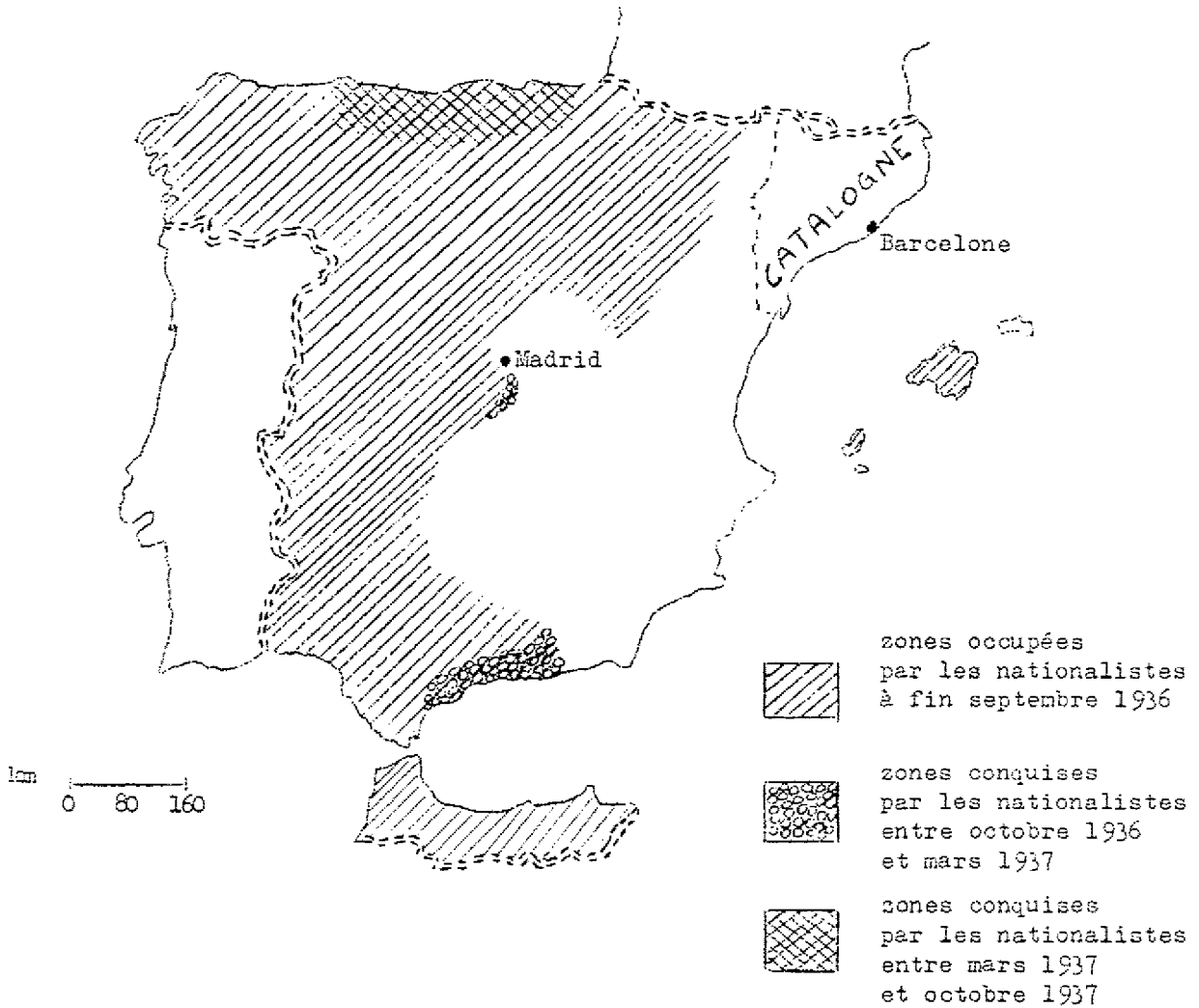
Il se peut que, d'une part, les anarchistes ne se laissent pas faire; que, d'autre part, les masses ne se laissent pas faire non plus, et qu'enfin, le cas échéant, la force armée libertaire s'avère supérieure à celle des imposteurs.

Bref, il se peut que la force des anarchistes et des masses anarchisantes, très avancées sur le chemin de la révolution, soit telle que toute tentative d'instaurer en Espagne un régime politique «type URSS» échouera.

Mais si les camarades espagnols, mêlés à la masse anarchisante, etc., se sentent réellement si forts, pourquoi alors, au bout de quatre mois de lutte, se voient-ils dans l'obligation (*déjà*) de céder le pas à l'idée gouvernementale et étatiste, de s'incliner devant certaines exigences que les partis politiques osent (*déjà*) formuler, de ne pas opposer, *dès à présent*, leur force et leur attitude, *ouvertement et franchement*, à leurs ennemis éventuels ?

Cette question reste totalement ouverte. Et elle reste pleinement inquiétante. Fin "

## EVOLUTION DE LA GUERRE CIVILE DE OCTOBRE 1936 A OCTOBRE 1937





## LES EVENEMENTS DE MAI 37

Les journées tragiques du mai barcelonais représentèrent l'aboutissement sanglant des options antagonistes découlant du 19 juillet. Dans l'imbroglie des affrontements qui transformèrent Barcelone, et la province tarragonaise, en un funeste théâtre où se joua une guerre civile en pleine guerre civile, il apparut souvent que les hommes et leurs stratégies politiques furent comme dépassés par la portée de leurs fatras d'actions.

En toile de fond de ces combats, livrés au sein même de la *famille* antifasciste, planait la vive menace d'un incendie susceptible de ravager, de l'intérieur, le camp républicain, au cas où un cessez-le-feu ne pourrait pas intervenir rapidement.

Le schisme violent de mai 37 ne fut toutefois que l'éclatement d'un abcès que des suites de rivalités et de rancunes avaient nourri. Moins de dix mois après la mise en échec populaire et républicaine du pronunciamiento, le camp antifasciste était ainsi menacé de désintégration. D'une part, la révolution, propulsée par les anarcho-syndicalistes et le POUM, s'essouffait, comme si le processus révolutionnaire avait été rejoint, *rattrapé*, parfois *digéré* par les modes classiques, hiérarchiques d'organisation sociale, notamment par la militarisation des milices, le décret de collectivisations ou l'intégration des anarchistes aux gouvernements. D'autre part, les organismes du pouvoir républicain étaient en voie avancée de restauration, les classes moyennes réapparaissaient comme force politique et les communistes se faisaient les actifs défenseurs de l'ancienne légalité et les ardents propagateurs de la contre-révolution. Ajouter à ces clivages une situation économique difficile imposant une vie quotidienne faite de queues et de privations, une série de revers des troupes

républicaines sur les champs de bataille un enlèvement progressif du camp antifasciste sur la scène diplomatique et un interventionnisme autoritaire de l'URSS dans les affaires intérieures de l'Espagne, et l'on aura compris que les conditions étaient plus que réunies pour que vole en éclats le fragile alliage de l'unité antifasciste.

## LES PRÉLUDES

Le début de l'année 37 connut déjà une atmosphère maussade, voire morose.

Arthur Koestler, alors correspondant de guerre pour le journal britannique *News Chronicle*, s'arrêta à Barcelone vers la mi-janvier et relata ainsi ses impressions :

" Je n'y passai qu'une journée, l'aspect de la ville était plutôt attristant. Il n'y avait ni pain, ni lait, ni viande; de longues queues stationnaient devant les magasins. " Et Koestler poursuit en décrivant le climat politique qui régnait à cette époque : " Les anarchistes tenaient le gouvernement pour responsable de cet état de choses et s'agitaient beaucoup; leurs papillons étaient collés à toutes les vitres des tramways. L'excitation atteignait dans la ville un degré malsain. Ce n'était pas seulement le conflit de politique mondiale qui se jouait sur ce théâtre écarté, mais aussi les tragiques divergences intérieures de la gauche européenne. " Ses impressions se terminent par cette remarque très significative : " J'étais content de n'avoir pas à écrire d'article sur Barcelone. " <sup>1</sup>

Les formations politiques et syndicales rivales se rejetaient généreusement les causes et la responsabilité du marasme économique; le PSUC, l'UGT catalane et les partis catalanistes essayèrent d'utiliser les difficultés afin d'étayer leur opposition contre la collectivisation. De leurs côtés, la CNT-FAI ou le POUM, via la *Soli* ou *La Batalla*, protestaient véhémentement contre la

1. Arthur Koestler, "Un testament espagnol", pp 12-13. Il est néanmoins à souligner que les impressions que donne George Orwell de Barcelone, lors de son arrivée en décembre 36, sont très différentes. Ce contraste s'explique peut-être par fait que Koestler avait déjà parcouru le camp républicain (et le camp nationaliste) au cours des mois précédents.

forte inégalité subsistant dans les salaires et contre les disparités liées à l'émergence d'une couche de nouveaux riches. En date du 17 décembre 36, la *Sol* dénonçait déjà qu'"il est honteux qu'il se trouve des personnes touchant par mois quatre, cinq, six mille pesetas et même plus, tandis que d'autres n'arrivent même pas à deux cents pesetas mensuelles".<sup>2</sup>

L'arrivée de nouvelles couches privilégiées — grâce au bénéfice d'opérations commerciales du type marché noir et au travers de la constitution d'une bureaucratie syndicale ou étatique — est symptomatique des obstacles rencontrés par les courants révolutionnaires dans leurs essais en vue d'instaurer une société d'égalité économique. Ceci touche particulièrement les anarcho-syndicalistes qui, antérieurement à la guerre civile, ne postulaient pas moins que l'abolition du salariat.

La sérieuse détérioration économique jointe aux nécessités de la conduite de la guerre incitaient *naturellement* les diverses formations politiques à envisager la constitution d'un gouvernement fort, doté de pouvoirs très étendus. Luis Companys, président de la Généralité, s'exprima sans ambages à ce sujet :

" Mais, Messieurs, avec tous les problèmes que nous avons à résoudre, il y a plus d'une douzaine de motifs qui imposent la constitution d'un gouvernement fort, avec pleins pouvoirs, qui imposent l'autorité à tous, étant donné qu'en définitive, le gouvernement n'est pas autre chose que l'autorité déléguée de toutes les forces antifascistes, politiques et syndicales, qui sont représentées dans ce Conseil. " <sup>3</sup>

Le chef du gouvernement catalan situe ici très clairement la problématique du pouvoir et place les courants révolutionnaires au pied du mur; les anar-

2. Texte cité par Louis Nicolas, qui écrivit sur l'Espagne de nombreux articles pour la revue syndicaliste française *La Révolution prolétarienne* (ici, No 237, de décembre 36). Ces articles ont été réunis en un volume sous le titre de "A travers les révolutions espagnoles".

3. Déclarations aux journalistes reproduites par *Solidaridad Obrera* du 9 décembre 36, in L. Nicolas, op cit, p. 123.

cho-syndicalistes sont tout spécialement visés, car ayant accepté la collaboration politique et, conséquemment, l'entrée au(x) gouvernement(s), il n'y a pas de raisons, en bonne logique étatiste qu'ils refusent le renforcement des attributions et des compétences du pouvoir, renforcement dicté par la dégradation de la situation socio-économique. En fait, la sorte de mise en demeure émise par le président Companys jette un éclairage intense sur les aléas, les vicissitudes d'anarchistes (en passe d'intégration politique) confrontés au pouvoir. Dans une période aussi mouvante et agitée que peut l'être une période révolutionnaire, le pouvoir politique, s'il subsiste ou s'il parvient à se reconstituer, tend, de par sa logique propre, à s'accroître, à s'"enfler" et tend également à agir (en fonction des conditions socio-économiques singulières) de manière très autoritaire.

C'est dire que des anarchistes acceptant d'être englobés dans la sphère du pouvoir politique se retrouvent entraînés à devoir reconnaître la nécessité du renforcement des prérogatives du gouvernement, et que, "objectivement", ils contribuent à faciliter la mise en place d'un Etat fort.

Il est significatif que la demande d'un pouvoir fort provienne d'un *modéré*, d'un leader des couches moyennes catalanistes, couches qui, à priori, sont peu enclines à réclamer une centralisation accrue des attributions gouvernementales. Toutefois, une telle requête s'explique en raison du contrôle de l'appareil étatique que les classes moyennes, à fin 36, étaient parvenues à s'assurer (avec le soutien, bien sûr efficace et puissant du PCE); par la suite, ce fut au moyen de l'instrument de coercition qu'est l'Etat que les couches moyennes allèrent amplifier leurs oppositions et leurs attaques contre l'ensemble du mouvement révolutionnaire.

\*  
\* \*  
\*



À la fin d'avril 37, de multiples signes laissaient présager l'imminence d'un affrontement armé au sein de la coalition antifranquiste. La presse anarchiste, tout en déplorant la dégradation du climat politique et en dénonçant des actes répressifs contre-révolutionnaires, s'évertuait à essayer de calmer les esprits. La lecture de la *Solà* offre plusieurs exemples de cette détérioration :

En date du 14 avril, dans la rubrique "Boussole" signée d'un certain "Th" et sous le titre "Avoir l'air et ne pas être", ce quotidien s'en prenait résolument aux communistes et à leur propagande à propos de la parution d'une brochure, rédigée par les communistes bulgares, sur la guerre civile, "une brochure d'illustrations, non pas contre le fascisme, mais contre la CNT et les anarchistes".

" La propagande de la cause antifasciste hispanique est déficiente. Ou mieux : déficientissime.

Mais pas celle qui est réalisée contre la CNT. Celle qui est réalisée contre nous, les anarchistes, est excellentement montée, dirigée par des spécialistes et subventionnée avec magnificence.

Les éternels ratés de toujours écument, par toute l'Europe, leur haine de la FAI. Parce qu'ils nous détestent plus que le fascisme.

Ici, ils nous « passent de la pommade », ils font parfois notre éloge; ils nous appellent camarades et tout ça. C'est une sympathie épidermique, superficielle, jésuitique. "

Le 17 avril, la *Solà* titrait, en gros caractères, sur sa dernière page

" La persécution contre la CNT s'accroît : On assassine nos militants et l'on suspend officiellement notre presse. "

A nouveau dans la rubrique "Boussole", le certain "Th" tire, le 20 avril, la sonnette d'alarme en intitulant son billet "L'arrière en pleine folie"

"Un ouragan de folie a envahi l'arrière. (...)

L'arrière est victime d'une attaque d'aliénation mentale, d'une attaque de démence suicidaire. Démence qui peut tout détruire et rendre le sacrifice stérile.

Ici, à l'arrière tout est rancœur, envie, fausseté, haine. Chacun fait grossièrement venir l'eau à son moulin. On ment avec norme. Plus encore : on a converti le mensonge en un instrument essentiel et indispensable. (...) « Compa-

gner», « camarade », sont deux vocables orphelins, parce qu'il leur manque la sincérité, de la sincérité et de la chaleur fraternelle. Cet arrière, quel dommage ! Une mer de concupiscences asphyxiantes. Une calamité !

Et, pour en arriver là, neuf mois d'une guerre terrible ? [Fin] "

Sur un thème semblable de la "désintégration de l'arrière", l'éditorial du 29 avril cherchait à attirer l'attention sur le grave danger du moment, sous le titre éloquent de "Comment la guerre et la Révolution peuvent se perdre".

Une série d'assassinats de dirigeants politiques contribua encore à empoisonner l'atmosphère. Le 24 avril, une tentative de meurtre se produisit contre le préfet de police communiste Rodríguez Salas, puis le lendemain, Roldán Cortada, secrétaire de la Fédération des employés municipaux de l'UGT, fut assassiné.<sup>4</sup> Peu de temps après, le président anarchiste de la ville frontalière de Puigcerda, Antonio Martín, fut tué au cours d'un combat avec les gardes d'assaut et les gardes nationaux républicains; durant cette période, le ministre des finances Juan Negrín envoya des carabiniers sur les postes de la frontière pyrénéenne, qui avaient été jusqu'alors sous le contrôle des comités révolutionnaires.

Le sentiment qu'un simple incident suffirait à mettre le feu aux poudres poussa la presse, au tout début mai, à lancer appels sur appels afin de tenter d'éviter que la situation dégénère tout à fait.

Ainsi *¡¡Campo !!*, le 1<sup>er</sup> mai, mettait en garde, avec des lettres énormes et en première page : " ÇA SUFFIT ! Il est plus révolutionnaire d'éviter les incidents que de spéculer sur eux. " De son côté, *Orientaciones Nuevas*, le 1<sup>er</sup> mai

4. Par la plume de Ricard Mestre Ventura, le quotidien anarchiste *Catalunya*, 26 avril, déplora cet assassinat : "Ils m'ont tué un ami". Le 28 avril, *Catalunya* répliqua vertement aux journaux *Treball* et *La Rambla*, organes du PSUC, qui la veille avaient prétendu que le journal anarchiste justifiait ce meurtre. Cette polémique macabre témoigne du climat de passions exacerbées qui sévissait alors. Le lendemain, *Catalunya* publia une note du ministre Garcia Oliver sur "les faits criminels qui se répètent", destinée à calmer les esprits : "(...) Nous vivons dans un régime de démocratie dans lequel tous les problèmes peuvent trouver une solution au moyen de l'intelligence et de la compréhension, sans nécessité d'avoir recours à des procédés violents". Le 30 avril, *Acracia* publiait l'éditorial "Sérénité et énergie", qui commençait par "Nous nous trouvons devant une situation extrêmement grave" ...

également, déplorait, sous titre "Ça suffit !! ..." et par la plume de J. Barnet des "Boulangeries Socialisées", que "l'atmosphère contre-révolutionnaire se diffuse et se propage partout" et regrettait amèrement "que l'on flaire dans l'air, de la part de certains individus, une haine contre tout ce qui a un profond sens révolutionnaire".<sup>5</sup>

A Barcelone, la traditionnelle fête du travail ne fut pas célébrée le samedi 1<sup>er</sup> mai. L'on craignait de part et d'autre, preuve supplémentaire du pourrissement du climat antifasciste, que les cortèges ne dégénèrent en affrontements et que le jour dédié aux travailleurs ne soit le prétexte à un bain de sang. Ainsi dans la capitale du prolétariat mondial en révolution, le premier 1<sup>er</sup> mai de la *nouvelle ère* ne pouvait être l'occasion de réjouissances publiques sous peine de voir voler en éclats meurtriers la fameuse unité ouvrière tant proclamée ...

L'observateur particulièrement lucide que fut George Orwell décrit bien le détestable climat d'alors :

" Sous l'aspect extérieur de la ville, sous ses dehors contrastés de luxe et de pauvreté grandissante, et sous l'apparente gaieté de ses rues, avec leurs étalages de fleurs, le bariolage de leurs drapeaux et des affiches de pro-

5. D'autres journaux anarchistes témoignent pareillement de l'empoisonnement de la situation. Ainsi, le *Boletín de Información CNT-FAI*, dans son édition du 1<sup>er</sup> mai, déclare, fermement et comme par avance, que "La force publique ne peut pas être utilisée contre le peuple"; de son côté, le *Bulletin d'Information CNT-AIT-FAI*, en date du 1<sup>er</sup> mai, s'en prend aux manoeuvres contre-révolutionnaires, stigmatise le péril des luttes internes et insiste sur la nécessité de garder son sang-froid et son calme, en précisant que sang-froid ne signifie point la faiblesse. Le *Bulletin CNT-FAI* de Igualada, 1<sup>er</sup> mai, après avoir constaté que "l'on ne comprend pas comment les passions à l'arrière se sont aigries de telle sorte qu'elles peuvent impliquer la perte de tous", en appelle pathétiquement à "la cordialité, à la compréhension, à moins d'orgueil" et à la fin des "dialogues fratricides à coups de pistolet". Dans son premier No daté du 1<sup>er</sup> mai, le *Boletín de Información y orientación organica del comité peninsular de la FAI* commençait son éditorial par "Nous vivons incontestablement l'un des moments les plus graves de la Révolution" et prônait un remède organisationnel afin de pallier à la détérioration du climat : "En premier lieu, toutes les questions doivent être posées par la voie organique, les accords de l'organisation doivent être accomplis strictement et l'on doit agir avec une *discipline intelligente et volontaire*."

pagande, et leur animation, couvait un affreux sentiment de rivalité et de haines politiques. Il n'y avait pas à s'y méprendre. Des gens de toutes nuances disaient, envahis par un mauvais pressentiment : « Il ne va pas tarder à y avoir de la casse. »<sup>6</sup>

Le dimanche 2 mai, Alfredo Martínez, du Comité régional des Jeunesses libertaires et secrétaire du Front de la Jeunesse révolutionnaire, prit l'initiative de réunir, dans le local des Jeunesses libertaires, une assemblée extraordinaire de tous les organismes de Jeunesse de Catalogne. La réunion eut lieu comme prévu. Les discussions portèrent, bien sûr, sur l'ambiance de guerre civile qui s'était emparée de la métropole catalane et sur le devoir des jeunes du pays d'éviter toute provocation fatale. Pendant le déroulement des discussions, les délégués purent entendre des décharges répétées d'armes à feu. Alors que la réunion n'était pas encore arrivée à son terme, deux jeunes libertaires firent irruption dans l'immeuble et déclarèrent que, non loin du lieu de la réunion, depuis le siège de l'Etat Catalá, des coups-de-feu partaient et qu'un jeune anarchiste avait déjà été grièvement blessé. Toutefois, ce jour-là, les incidents n'aboutirent pas à un conflit généralisé, la ville dans son ensemble restant calme.

#### DÉROULEMENT DES ÉVÉNEMENTS

Dans l'après-midi du lundi 2 mai, le conseiller à l'intérieur de la Généralité, Artemi Aiguadé décida de tenter quelque chose contre les anarchistes. A. Aiguadé était membre de l'Esquerra et bien que, formellement, il eût accepté la collaboration avec la CNT dans le cadre de "l'union antifasciste", il ne cachait guère son intention d'en finir, dès le moment propice venu, avec "ceux de la FAI".

6. George Orwell, *La Catalogne libre*, p. 125.

Estimant enfin le moment favorable, il signa un ordre de saisie de la Telefónica (Direction des téléphones) que Rodríguez Sales, Commissaire général de l'ordre public (sorte de préfet de police) et membre du PSUC, fut chargé de mener à bien.

Le Central téléphonique de Barcelone faisait partie de la Compañia Telefónica National de España, qui était une filiale de l'International Telephone and Telegraph Corporation. La Telefónica était sous contrôle ouvrier et administrée par un comité composé de membres de la CNT et de l'UGT. Toutefois, la Telefónica se présentait comme un fief des anarchistes, consacrant leur pouvoir de fait dans de multiples domaines de la vie sociale. Comme maîtres de la Telefónica, les anarcho-syndicalistes s'étaient octroyés le droit d'écouter et d'intercepter les conversations. Ainsi, les téléphones du gouvernement de la Généralité, du président de la Catalogne, du président de la République Manuel Azaña (qui était venu se réfugier à Barcelone en octobre 36 déjà afin de se rapprocher de la frontière française ...), tous ces appels se trouvaient sous surveillance de la CNT-FAI. Un tel monopole frondeur, voire insolent, des anarchistes sur les communications téléphoniques irritaient, logiquement, les autres formations antifascistes.

L'action de la police contre la Telefónica ne rencontra, d'ailleurs, qu'un succès limité puisqu'elle ne parvint à occuper que le rez-de-chaussée de l'immeuble, les étages supérieurs restant en mains cénétistes. La riposte de ceux-ci fut rapide et efficace. De plus, la très centrale Plaza de Cataluña, où est sis l'édifice, de même que les rues adjacentes, furent sillonnées de camions dans lesquels des travailleurs armés de fusils-mitrailleurs avaient pris place. Des tirs sporadiques furent entendus dans le centre de la ville (notamment sur les célèbres Ramblas), mais aucun affrontement véritable eut lieu entre les diverses fractions.

L'occupation de la Telefónica, si l'on s'en tient aux lois catalanes et au Décret sur les Collectivisations en particulier, était parfaitement illégale et injustifiable. En outre, elle avait été décidée sans consultation des autres membres du gouvernement qui, semble-t-il, ignoraient ce qui allait se passer — en tout cas, cela se devine aisément, les conseillers cénétistes l'ignoraient ...

Le jour même, les membres cénétistes de la Généralité exigèrent que le Conseiller à la Sécurité intérieure et le Commissaire général de l'ordre public soient démis de leurs fonctions pour avoir outrepassé leurs attributions. Un tel acte eut, normalement, dû être la conclusion qui sanctionne des agissements qui constituaient, sans conteste, un flagrant abus de pouvoir. Mais, au sein du gouvernement catalan, on retrouva le partage habituel en deux blocs antagonistes et le PSUC et l'Esquerra se refusèrent obstinément à faire les concessions (pourtan bien relatives) demandées par les libertaires. Le président Companys lui-même, qui, en dernier lieu, eût pu, en s'engageant à satisfaire les revendications cénétistes, tenter d'éviter une rupture définitive, se solidarisa avec son conseiller. Ainsi, au matin du 4 mai, la rupture était consommée et le recours à la violence devenait, désormais, inévitable.

Divers indices permettent d'avancer que le conflit ne fut pas réellement prémédité : - l'absence de déplacements de troupes du front vers Barcelone, - le fait qu'aucun renfort policier n'arrivât d'emblée depuis Valence (siège du gouvernement central), - la réaction des militants de la CNT-FAI qui fut spontanée et non liée à un plan pré-établi. Après que les premiers combats eurent été déclenchés, chaque partie devait fatalement, le climat de violence et la défiance générale ayant placé chacun dans un engrenage infernal, prendre les armes pour défendre ce qu'elle considérait, comme un acquit menacé ou comme une nécessité stratégique.

## LES JOURNÉES DES 4,5,6,7 MAI - BREF APERÇU DES ÉVÉNEMENTS

MARDI 4 MAI

Le matin du 4 mai, les ouvriers commencèrent à dresser les premières barricades autour de la Généralité. A l'aube, les premiers coups-de-feu retentirent. Les combats firent rage autour de la Généralité, ainsi que dans d'autres points de la ville, jusqu'à la tombée de la nuit. A 13 heures, le gouvernement rendit publique une note dans laquelle il signifiait que la mission pour "rétablir la paix" avait été confiée à Artemi Aiguadé, conseiller à Sécurité Intérieure ! A cette fin, la Généralité exigeait le "concours du peuple".

Les incidents prirent ce jour-là une résonance nationale puisque, dans la soirée, le ministre cénétiste Garcia Oliver, accompagné de Marianet R. Vazquez (secrétaire du comité national de la CNT) et de membres importants de la CNT catalane, se rendirent au palais du gouvernement.<sup>1</sup> L'atmosphère générale était si tendue que, selon l'historien et militant anarchiste José Peirats, les délégués cénétistes craignaient un piège, hypothèse qui pourrait être étayée par le détail suivant : Dans le discours conciliant qu'il prononça depuis la Généralité, Garcia Oliver insista sur le fait qu'il parlait "librement".

1. Dans ses mémoires, Garcia Oliver relate son arrivée à Barcelone et décrit le chaos guerrier qui s'était emparé de la ville. Le ministre, Marianet (ainsi que deux délégués de l'UGT) arrivèrent de Valence par avion. Leur auto doit les laisser ensuite à "la première barricade que nous rencontrons à l'entrée de la ville". "C'était quelque chose avec quoi nous n'avions pas compté. Nous aurions à aller à pied, esquivant les barricades des nôtres et de ceux qui n'étaient pas des nôtres. De ces derniers, les plus dangereux seraient ceux postés aux parapets des locaux sociaux, politiques ou syndicalistes. Mais comment savoir où ils se trouvaient pour pouvoir les éviter ? Il n'y avait pas d'autre solution. Nous devions continuer à aller de l'avant. Le plus sûr était qu'ils nous tuent les uns ou les autres. Jusqu'à la Casa CNT-FAI, nous aurions à marcher au moins deux heures dans une ville de rues solitaires et de débouchés hérissés de fusils menaçants. (...) Nous réussîmes à arriver, entre les tirs et les bombes à main qu'on nous lançait de toutes parts, à la grande porte, fortement défendue par des mitrailleuses, de la Casa CNT-FAI." Vers la fin de l'après-midi, ce fut de nouveau un périlleux gymkhana pour rejoindre avec trois autres leaders anarchistes (Marianet, Abad de Santillan, Roberto Alfonso de la Fédération Local des syndicats) le Palais de la Généralité afin d'y prononcer des discours radio-phoniques apaisants. La distance n'était que de 400 mètres, mais le parcours truffé de dangereux obstacles : "Nous nous partageâmes en deux. (...) Afin de ne pas faire une trop belle cible pour les tireurs, nous ne marchions pas ensemble, collés l'un contre l'autre. Nous allions chacun par l'un des côtés du trottoir, en nous protégeant comme on pouvait, sous les auvents des balcons et les porches des maisons." Malgré toutes ces embûches, ils arrivèrent, sains et saufs, à la Généralité. (pp 422-425).

Ce jour-là, en outre, les canons antiaériens situés à Montjuich (collin dominant Barcelone), à l'époque aux mains cénétistes, demeurèrent pointés en direction du Palais.

Alors que les leaders des différents groupes tentaient de trouver une issue à la situation de guerre civile, les combats se poursuivaient et plusieurs assauts contre la Généralité étaient repoussés.

### MERCREDI 5 MAI

Si la matinée fut calme, les combats reprirent de plus belle dans l'après-midi. De nombreux tanks circulèrent autour de la place de Catalogne et dans les Ramblas (en fait ces tanks de la CNT-FAI étaient des voitures blindées plutôt que de véritables chars de guerre). Les véhicules cénétistes avaient un objectif tactique précis : réussir la jonction avec les libertaires luttant à la place de Catalogne afin d'isoler la direction du PSUC.

Ce 5 mai, la force publique resta quelque peu à l'écart des affrontements. Ce furent les organisations politiques qui se livrèrent à une "véritable extermination mutuelle"<sup>2</sup>. A 12 heures, une note officielle annonçait qu'un nouveau gouvernement avait été formé (les deux membres à l'origine des événements du 3 mai n'en font plus partie), mais cela ne changera rien, bien au contraire, aux combats en cours. Cependant, ce jour-là constitue un tournant, car il verra surgir deux éléments nouveaux, dont l'un particulièrement lourd de conséquences : l'entrée en scène du gouvernement central; l'autre est l'amorce des persécutions politiques systématiques qui se produiront dans les semaines et les mois qui suivront les journées de mai.

Dans la soirée, deux vaisseaux de la marine républicaine pénétrèrent dans le port de Barcelone (les commandants des deux bateaux allèrent au Palais de la Généralité "saluer le président Companys et se placer sous ses ordres).

2. Selon l'expression de Manuel Cruells, op cit, p. 67.



Le même soir, le gouvernement central nomma le général Pozas à la tête de la quatrième division militaire (la Catalogne). La Généralité perdait désormais deux de ses attributions les plus importantes : la Défense et l'Ordre public. Plus concrètement, cela signifiait le premier pas vers la fin de l'autonomie catalane, la *reprise en mains* de la région par le centralisme du gouvernement de Valence.

L'imprimerie du POUM fut saisie par la police, tandis que plusieurs personnes furent arrêtées et du matériel de guerre emporté (fusils et bombes artisanales). La voiture officielle qui transportait Antonio Sesé, conseiller du nouveau gouvernement et membre influent de l'UGT, essuya des coups-de-feu tirés de l'immeuble du syndicat des Spectacles publics de la CNT. A. Sesé fut tué et les militants et policiers qui l'escortaient, retenus prisonniers.

Les deux intellectuels anarchistes italiens Camillo Berneri et Francesco Barbieri furent enlevés, chez eux, par des hommes armés et retrouvés assassinés quelques heures plus tard.

Des faits de même nature se produisirent dans d'autres villes de Catalogne.

Peu avant minuit, un communiqué conjoint CNT-UGT fut diffusé, qui exhortait à la reprise du travail.

#### JEUDI 6 MAI

Malgré le communiqué CNT-UGT demandant la reprise du travail, celle-ci ne s'effectua pas (excepté pour les commerçants vendant des denrées alimentaires qui, eux, ouvrirent boutique). Dans plusieurs points de la cité, les barricades paraissaient abandonnées. Si la matinée fut calme, à partir de midi, quelques escarmouches se produisirent dans le bas de la ville, mais elles n'eurent pas l'intensité des jours précédents.

Le 6 mai connut de profonds changements politiques. En fin d'après-midi, le président Companys s'adressa à la population et annonça — avec d'habiles circonlocutions afin de minimiser la portée de l'événement — que le général Pozas, délégué du gouvernement central, prenait désormais la charge de conseiller à la Défense dans le nouveau cabinet catalan. Le même après-midi, l'UGT tint une réunion extraordinaire au cours de laquelle il fut décidé d'expulser les membres du POUM, car ce dernier était "l'organisation qui favorisa le mouvement contre-révolutionnaire<sup>(sic)</sup> des derniers jours" et "qu'il ne s'est pas tenu aux côtés du Gouvernement de la Généralité".

A la fin de la soirée, les microphones installés dans la Conseillerie de la Sécurité Intérieure diffusèrent en catalan et en castillan une nouvelle encore plus significative, qui confirmait le processus déjà entamé depuis octobre : " Les patrouilles de Contrôle, en accord avec les organisations qui les composent, ont décidé de se soumettre au Gouvernement de la Généralité, et se sont placées à la disposition du délégué du gouvernement central, le lieutenant-colonel Arrando, pour agir selon ses conseils et assurer le triomphe de la cause antifasciste". En conséquence, on assistait à la disparition définitive de l'un des derniers vestiges des organes de double pouvoir qui avaient surgi en juillet 36.

#### VENDREDI 7 MAI

Le 7 mai marqua le retour à la "normalité" (pour reprendre le vocabulaire employé à l'époque). La Généralité et les anarchistes étaient parvenus à un accord à cinq heures du matin. Les dirigeants libertaires, à ce moment-là, désiraient surtout *sauver la face* et ne pas donner l'impression qu'ils avaient été vaincus ou dupés. Après d'âpres négociations, ils obtinrent, formellement, une évacuation générale des barricades (ce qui montrerait à la population qu'il n'y avait, en fait, ni vainqueurs ni vaincus). Le gouvernement et les différents

organisations s'engageaient également à relâcher les prisonniers qu'elles avaient faits pendant ces jours de lutttes. Dans une grande partie de la ville et des faubourgs, le travail recommença. Peu à peu, la ville reprit son aspect habituel. mais les barricades, bien qu'abandonnées, restaient toujours dressées, comme si les groupes en présence, peu confiants dans le fragile équilibre retrouvé, se tenaient toujours prêts pour de nouvelles escarmouches (les forces qui avaient appuyé la Généralité furent d'ailleurs les plus réticentes à démolir les barricades - autour du siège du PSUC, elles restèrent en place jusqu'aux premiers jours de juin). La voiture de la ministre de la Santé, Federica Montseny fit l'objet de coups-de-feu tirés depuis une barricade du PSUC.

Au début de la soirée, la pression du gouvernement de Valence va se faire plus concrète avec l'arrivée d'une centaine de camions remplis d'"Asaltos" (gardes d'assaut). Cinq mille gardes défilèrent dans les artères de la ville, en tirant même des coups-de-feu devant la Casa CNT-FAI.

Cet envoi massif de policiers eut l'allure d'une invasion, impression qui fut renforcée par l'attitude des "Asaltos" qui se comportèrent à Barcelone comme dans une cité conquise.

## LE DÉNOUEMENT

"Bien que personne ne voulût officiellement le reconnaître, dans l'atmosphère on sentait qu'il y avait une situation de vainqueurs et de vaincus, et cela provoque toujours rancunes et haines".<sup>1</sup>

Le samedi 8 mai, la *paix* était conclue. Les différentes parties avaient donné à leurs membres respectifs des consignes d'apaisement. La violence des rivalités qui avaient dressé les organisations les unes contre les autres fut soigneusement diluée dans des déclarations lénifiantes ou optimistes. Mais mai 37 avait été, dans une large mesure, une émeute populaire : la riposte immédiate des

1. Manuel Cruells, op cit, p. 82.

masses barcelonaises à la provocation de la Telefónica fut, pour une large part spontanée; sans qu'il y ait eu concertations et délibérations, les militants anarcho-syndicalistes et poumistes descendirent dans la rue les armes à la main.

On comprend les raisons qui purent pousser les ouvriers à reprendre si vite la lutte armée. La première (comme déjà indiqué au début de ce chapitre) était le climat général, l'ambiance de guerre civile larvée dans laquelle vivait, à l'arrière, Barcelone depuis le mois de janvier 37. La tactique du PSUC appuyée par la petite bourgeoisie et l'Esquerra ne pouvait manquer de susciter des réactions violemment hostiles dans la population ouvrière, qui avait vu ses conquêtes peu à peu dépouillées. La seconde raison tenait au caractère particulièrement maladroit de l'action de Aiguadé/Rodríguez Salas contre les cénétistes. Faire intervenir, à Barcelone, la force publique contre la CNT, c'était, très probablement, provoquer une riposte violente. Pendant des dizaines d'années, les anarcho-syndicalistes avaient considéré la garde civile, puis la garde d'assaut comme leurs ennemis immanquables, comme le symbole de la répression et de l'arbitraire. Malgré les changements politiques, la méfiance viscérale des milieux populaires envers la force publique ne faisait de doute pour personne. De plus, l'accroissement de l'influence du PSUC et de l'URSS en Catalogne, concomitamment avec l'effritement de l'influence réelle des Comitès, rendait clair même aux yeux des moins conscientisés, le processus d'*étatification* en cours et la reprise en mains qui avait lieu à tous les niveaux.

Un des termes de la paix avait été que chaque groupe s'abstiendrait de toutes représailles et libérerait les prisonniers politiques. Cependant, ceci resta au niveau des bonnes résolutions. Si la CNT-FAI relâcha assez vite ses prisonniers (la plupart des historiens et des témoins semblent s'accorder à ce

sujet), il en alla tout différemment dans le camp adverse.<sup>2</sup>

Dans la capitale catalane, selon les estimations de la plupart des historiens, les combats de rues causèrent la mort d'environ 500 personnes et firent de 1'000 à 3'000 blessés.

Ailleurs dans la province, il se produisit aussi des affrontements. A Tarragone et à Tortosa, le scénario fut le même qu'à Barcelone. Les centraux téléphoniques, qui étaient gérés par un comité de contrôle CNT-UGT se virent attaqués par des forces de police, ce qui déclencha les hostilités armées. Des affrontements farouches opposèrent alors la CNT-FAI au PSUC-UGT et à l'Esquerra, appuyés par la police. A Tortosa, les anarcho-syndicalistes eurent le dessus jusqu'à ce que la colonne de gardes d'assaut, dépêchée depuis Valence, par le gouvernement central pour rétablir l'ordre à Barcelone, n'y fasse halte. A Tarragone, les combats, entrecoupés de négociations, se terminèrent par un revers sérieux pour la CNT-FAI. Dans ces deux villes, les locaux anarcho-syndicalistes furent mis à sac et leurs principaux dirigeants arrêtés, puis exécutés sous forme

2. Plusieurs journaux anarchistes protestèrent contre la non-libération des prisonniers politiques et pour vilipender l'existence des geôles, tenues par les communistes. Ainsi *Esfuerzo*, "périodique mural des Jeunesses libertaires de Catalogne" (seconde semaine de mai 37) exigeait "LES PRISONNIERS DEHORS !" : "D'authentiques REVOLUTIONNAIRES souffrent l'ignominie de l'emprisonnement. Des jeunes et des ouvriers qui sauvèrent la Catalogne du fascisme, des femmes et même des enfants, SE TROUVENT CAPTIFS." Sur cette même page-affiche, on apprenait par de gros encadrés que deux dirigeants de ces jeunes avaient été victimes de la répression : "Fidel Miro, enfermé" et "Alfredo Martínez, disparu". A. Martínez était membre du Comité Régional des Jeunesses libertaires de Catalogne et secrétaire du Front de la Jeunesse révolutionnaire. Son cadavre ne fut jamais retrouvé, ni ne put être identifié parmi les douze corps des Jeunesses libertaires retrouvés dans le cimetière de Sardañola (dans la périphérie nord de Barcelone) e qui étaient "horriblement mutilés, avec les yeux arrachés et les langues coupées". (J. Peirats, op cit, tome II, pp 156-157 et 263). *La Noche* du 13 mai dénonça, en éditorial (repris le lendemain par le *Diario de la Marina CNT-AIT*), "les prisons officieuses". Selon ce quotidien, il y avait des prisonniers, enfermés illégalement, jusque dans le "beau Patio des Orangers de la Généralité", "à la caserne Karl Marx, au Comité Central du PSUC, dans la Maison de l'Estat Catalá". "Peu nous importe que de pareils prisonniers appartiennent à telle ou telle organisation syndicale, mais quand on est en train de parler de l'empire de la Loi, et de légalisme, surtout de la pacification des esprits et d'unité d'action, nous estimons que c'est un mauvais chemin celui qui suppose la rétention illégale d'hommes pour lesquels, en tout cas, ce ne sont pas les partis politiques qui sont compétents pour les juger."

de *paseos* dans les champs des environs. A Vich et dans plusieurs villages de la contrée, la CNT-FAI fut en butte à de rudes assauts concertés des policiers alliés à la petite bourgeoisie catalaniste.<sup>3</sup>

A Lerida et dans les zones proches du front d'Aragon, du fait de la présence massive de colonnes de soldats libertaires, les éléments catalanistes et communistes n'osèrent pas se lancer dans un soulèvement, de même à Gérone, où la prédominance de la CNT-FAI dissuada toute tentative.

Tout au long des combats, les quotidiens anarchistes avaient multiplié les appels pour le retour au calme et pour que cessent les hostilités.

Ainsi *Catalunya*, tout en donnant un compte-rendu détaillé des événements, implorait, en lettres énormes en première page, la "sérénité, sérénité" (5 mai) ou déplorait que "malgré le bon sens et les recommandations des Comités responsables, la vie ne s'est pas du tout encore normalisée" (6 mai). Pareil son de tocsin dans les éditoriaux de *La Noche*, aux titres révélateurs : "Frères, la Paix !" (5 mai), "Il faut calmer les nerfs" (6 mai), "Le chemin du bon sens" (7 mai) et dans ceux publiés par le *Boletín de Informacion CNT-FAI* ou par la *Solà* (7 mai) qui misaient sur le retour à "l'unité ouvrière et syndicale" afin de dépasser les haines.

Sitôt la "paix" rétablie, la presse anarchiste valorisa très fortement l'entente revenue. Pourtant, au fil des jours du retour à une morne *normalisation*, une vive amertume commença à s'exprimer. Parmi les libertaires, l'impression dominante était que la révolution avait été bloquée et que le *vieux monde* avait repris l'initiative.

Avant de tirer un bilan politique des événements de mai, il est toutefois nécessaire de présenter le singulier groupement des "Amis de Durruti".

3. Sur les événements de mai en Catalogne, voir José Peirats, op cit, tome II, pp 157-161 et M. Cruells, op cit, pp 87 à 90. Ce dernier auteur fait remarquer que "dans les villages, peut-être parce que les gens se connaissaient davantage les uns les autres, les répressions postérieures aux événements furent plus directes et plus cruelles, proportionnellement, qu'à Barcelone." Au sujet de Tortosa, voir aussi l'article paru dans *Anarquía FAI* du 12 juillet 37 : "Relation de ce qui se passa à Tortosa lors du mouvement du 4 mai 37".

## "LES AMIS DE DURRUTI"

Ce fut à l'occasion des événements de mai que ce petit groupe se fit connaître à cause de son attitude de farouche intransigeance.

"Les Amis de Durruti" s'étaient constitués au début du mois de mars 37. La *Solà* du 5 mars publia un communiqué, signé de "la Commission organisatrice", présentant les buts du groupement et appelant aux adhésions :

" Sur l'initiative de quelques camarades de l'anarchiste Buenaventura Durruti, qui sut finir sa vie en accord avec les ardents désirs de libération qui modulèrent toute sa glorieuse action personnelle, on a pensé à l'opportunité de constituer un groupement qui perpétue la mémoire de l'homme qui symbolisa, par son honnêteté et par sa valeur, l'étape révolutionnaire commencée au milieu de juillet. (...)

«Les Amis de Durruti» ne sont pas un cercle de plus. Nous, nous prétendons que la révolution espagnole se compénètre de la sève révolutionnaire de notre Durruti. "

Le communiqué précisait encore que "pour s'inscrire dans notre association, il est indispensable d'appartenir à la CNT et de prouver un passé de lutte et d'amour aux idées et à la révolution". Les inscriptions étaient reçues, "d'une manière transitoire, à la Rambla de Catalunya 15, premier étage (Section des Journalistes de la CNT) de 5 à 7 de l'après-midi".<sup>1</sup>

Le quotidien *La Noche*, 18 mars 37, fournit d'utiles précisions quant à la formation de ce groupement, en décrivant la manière dont, la veille, s'était déroulée la réunion de constitution :

" (...) Le local social — situé à la Rambla de las Flores, 1<sup>er</sup> étage — débordait de monde. Divers camarades du front et de l'arrière prirent part à la discussion. Tous les camarades qui firent usage de la parole réaffirmèrent leur adhésion la plus absolue aux postulats de la CNT et de la FAI. On parla, en termes généraux, de la trajectoire révolutionnaire suivie depuis le 19 juillet et l'on sentait le désir ardent de tous les camarades réunis que la Révolution

1. Dans leur étude, "Les Amis de Durruti, les trotskystes et les événements de mai", Frank Mintz et Miguel Peciña signalent qu'un communiqué de naissance — d'une teneur très proche — parut le 8 mars 37 dans *Frente*, bulletin de la División Durruti, réalisé à Pina de Ebro.

continue d'avancer. L'on fustigea aussi durement des manoeuvres contre-révolutionnaires précises. L'ambiance de la réunion distillait un profond sens révolutionnaire. (...)

Notre Durruti présida d'une forme incorporelle la constitution du groupement. L'on remarqua qu'il n'existait pas un désir d'idôlatrie, mais que l'on voulait mener à bien les desseins du malheureux camarade. (...)

Le comité est constitué de la manière suivante : Secrétaire, Félix Martínez; vice-secrétaire, Jaime Balius; trésorier, José Paniagua; comptable, Antonio Puig Garreta; membres : Francisco Carreño, Pablo Ruiz, Antonio Romero, Serafin Sobias, Eduardo Cervero. Les rapporteurs, par les camarades Pablo Ruiz, J. Marin, Jaime Balius, Francisco Carreño, José Esplugas. "

On notera, au passage, les clairs signes d'attachement et d'*allégeance* à la CNT-FAI que firent à leurs débuts les responsables des "Amis de Durruti"

Qui furent les membres de ce groupement ?

Il apparaît que les "Amis de Durruti" étaient formés d'anarchistes déçus par le cours de la révolution et par l'esprit de compromis adopté par les instances dirigeantes de la CNT-FAI. Ce groupement était, en particulier, composé de miliciens qui avaient quitté, au début mars, le front d'Aragon (dans le secteur de Gelsa) en opposition et en refus avec les décrets de militarisation. Par ailleurs, les "Amis de Durruti" attiraient certains libertaires dépités par les avancées de la contre-révolution et qui se voulaient partisans de méthodes d'action plus radicales. Enfin, il n'est probablement pas absurde de penser qu'un nombre non négligeable des membres y avaient adhéré par sentimentalisme, par dévotion envers la figure tant vénérée du héros Durruti, qui avait un tel ascendant sur les foules (voir le chapitre "Durrutidolâtrie" dans la partie des "Problèmes militaires").

L'on ne sait pas très bien comment se manifesta le groupement au cours des mois de mars et d'avril. A part un ou deux meetings, il semblerait que l'association se consacrait plutôt à des discussions internes; le 19 avril, un meeting fut donné à Barcelone avec la participation de la plupart des membres



du comité, plus Francisco Pellicer. Les orateurs critiquèrent le problème du ravitaillement, mirent l'accent sur le lien intime entre la révolution et la guerre, prônèrent la rapide socialisation des richesses du pays et vitupérèrent les nouveaux riches.

D'autre part, le groupement s'exprima dans *La Noche* par le truchement d'une série de textes, signés par le directeur d'alors de ce quotidien, Jaime Balius, et portant sur une analyse générale de la situation (avance de la contre-révolution, importance révolutionnaire de la Catalogne). Le 2 mai, au théâtre Goya de Barcelone, les "Amis de Durruti" organisèrent un meeting, présidé par De Pablo. Cette réunion, qui eut lieu le dimanche matin, débuta par la projection du film "Dix-neuf juillet", se poursuivit par un discours de J. Balius, dans lequel "il expliqua toutes les aspirations du prolétariat espagnol pour le triomphe de ses idéaux de justice, en faisant ressortir les sacrifices et la combativité de la CNT pour parvenir à cette fin". Ce meeting se termina par les allocutions de Liberto Callejas et de Francisco Carreño en hommage à la figure exemplaire de Durruti. *La Noche*, qui donna le lendemain un compte-rendu de l'assemblée, précisait aussi que "le président avait commenté la signification de la réunion, en disant qu'avec celle-ci, on levait une fois de plus le drapeau de la CNT et de la FAI pour affirmer les postulats révolutionnaires".

Sur la base du contenu de ces réunions ou de ces articles, on distingue mal ce qui pouvait faire des "Amis de Durruti" une fraction véritablement marginale, hétérodoxe au sein du mouvement anarcho-syndicaliste. En fait, il faudra attendre le déclenchement des combats de mai à Barcelone pour remarquer leurs différences réelles.

Au début du mois de mai, selon J. Balius, le groupement comptait de quatre à cinq mille membres.<sup>2</sup> Même si ce nombre semble nettement exagéré par un

2. Chiffre avancé par J. Balius, principal animateur des "Amis", dans une lettre adressée, en 1946, à l'historien B. Bolloten; op cit, p. 437.

besoin d'auto-propagande postérieure, quelques centaines, voire quelques milliers d'adhérents ne représentaient de toute façon pas un poids bien important dans la Barcelone *hypermilitante* de ces années. De plus, "Les Amis de Durruti" n'étaient pas dotés de leaders connus ou très populaires parmi les milieux libertaires.<sup>3</sup>

Le deuxième jour des combats, le mercredi 5 mai, "Les Amis de Durruti" distribuèrent un tract sur les barricades afin de repousser l'idée d'un cessez-le-feu et pour réclamer "une Junte révolutionnaire" :

CNT	FAI
<u>Groupement «Les Amis de Durruti»</u> TRAVAILLEURS ... !	
Une Junte révolutionnaire - Exécution des coupables. Désarmement de tous les Corps armés. Socialisation de l'économie. Dissolution des Partis politiques qui ont agressé la classe travailleuse. Ne cédon pas la rue. La révolution avant tout. Nous saluons nos camarades du POUM qui ont fraternisé avec nous dans la rue. VIVE LA REVOLUTION SOCIALE ... A bas la contre-révolution !	

Le lendemain, jeudi 6 mai, la *Solá* publia une note contenant la réaction outrée des Comités régionaux de la CNT et de la FAI, qui "désavouaient catégoriquement" ce tract et un autre qui avaient été mis en circulation. La *Solá* commenta ensuite cette note :

3. Dans ses Mémoires, Juan García Oliver brosse un portrait très négatif des trois responsables des "Amis de Durruti" (Francisco Carreño, Jaime Balius, Pablo Ruiz), en leur reprochant, sans doute en partie par rancœur d'ex-leader/ministre non suivi dans ses directives, leur manque de filiation anarchiste et leur aventurisme. Quant à la portée de leur action en mai, le jugement de García Oliver est sévère, mais plus tempéré : "«Les Amis de Durruti» ? Ils n'eurent aucune participation dans la préparation et le déclenchement des événements. Ils agirent, tout au plus, comme de petits capitaines profiteurs". *El eco de los pasos*, op cit, p. 420.

" Nous ne réussissons pas à comprendre avec quelle autorité [sic] peuvent se consacrer à lancer des consignes particulières ceux qui se disent militants d'organisations responsables qui soutiennent des normes de conduite propres et une discipline. Nous trouvons un tel procédé encore plus inexplicable, quand ces consignes sont en opposition absolue avec ce que les organisations auxquelles ils appartiennent maintiennent et conseillent à tous leurs affiliés et, de manière plus directe, à leurs militants. "

A signaler que *La Noche*, pourtant théoriquement dirigée par Jaime Balius, reproduisit toute cette note et les commentaires de la *Solà* incitant à une vigoureuse remise au pas, voire à l'exclusion des "Amis de Durruti" de la famille CNT-FAIste.

Dans la tourmente des combats fratricides, dans cette guerre civile au coeur de la guerre civile, il était en effet vital pour une organisation de l'ampleur de la CNT-FAI de contrôler ses rangs et de présenter, en ces moments dramatiques, un front uni vers l'extérieur. D'autant que les principaux leaders anarcho-syndicalistes tentaient désespérément de négocier un cessez-le-feu avec les états-majors des autres formations.

Au cours des affrontements, "Les Amis de Durruti" n'entreprirent, vu leur très faible taille et leur modeste armement<sup>4</sup>, aucune opération militaire spécifique. Et lorsqu'en fin de semaine, la *paix* fut conclue, ils se retirèrent du devant de la scène barcelonaise, certains membres devant passer à la clandestinité. A ce moment, ils ne furent pas capables d'exploiter le vif désenchantement qui s'empara de nombreux anarchistes de base, amèrement déçus de l'issue en cul-de-sac des combats.

Afin de justifier leurs positions et pour se *dédouaner* envers le mouve-

4. "Le groupe ne possédait que quelques fusils, mais une grande quantité de grenades à main", selon le témoignage du couple de révolutionnaires helvétiques Pavel & Clara Thalman qui eurent des contacts étroits avec "Les Amis de Durruti" au cours de longues discussions ou lors de distributions de tracts; *Combats pour la liberté*, pp 160, 184-5, 190-1, 197.

ment anarchiste, le groupement se mit à publier le journal *El amigo del pueblo*, porte-parole des "Amis de Durruti", dont la diffusion modeste s'effectua, sans doute, semi-clandestinement.

Sous ce titre, emprunté au journal dirigé par le révolutionnaire français Jean-Paul Marat, huit numéros parurent de la mi-mai au 21 septembre 37.<sup>5</sup> Le leitmotiv de *L'ami du peuple* sera, tout au moins, dans les cinq premiers Nos, de réaffirmer hautement leur attachement aux postulats de la CNT-FAI et de réfuter complètement l'image d'"agents provocateurs" qui avait été accolée, de divers côtés, aux "Amis de Durruti".<sup>6</sup>

Dans le No 2, 26 mai 37, il est fait état d'un certain rayonnement et de "nouveaux Groupements des "Amis de Durruti" :

" Il vient de se constituer plusieurs groupements des "Amis de Durruti dans les quartiers des faubourgs de Barcelone et dans diverses localités de Catalogne.

D'ici peu, nous compterons avec de nouveaux locaux à Sanls, Terrasa, Gracia et Sabadell.

Nous invitons tous les camarades qui s'identifient avec notre ligne de conduite pour qu'ils constituent des groupements des "Amis" et qu'ils se mettent en contact avec nous. "

Les numéros suivants ne fournissent guère de nouvelles d'une telle croissance, mais, par contre, le No 3, 12 juin, se félicitait d'avoir reçu "un communiqué de la Fédération Locale des Jeunesses Libertaires et du Comité de Déferse Juvénik, dans lequel est exprimée une vive sympathie envers notre Groupement'

5. Selon les Editions Etcétera et le Collectif de Documentation Historico-Social de Barcelone qui ont, en 1977, reproduit en fac-similé le journal et des tracts, "un No fut rédigé dans les cachots de la Via Layetana [où se trouve le Commissariat Général] et un autre en prison; le papier utilisé était soustrait, par des militants cénétistes, des envois effectués par la fabrique de papier pour d'autres journaux anarchistes et ils étaient imprimés sur les mêmes rotatives que ceux-ci, clandestinement; du No 5 au No 8, ils furent imprimés à Perpignan, bien que ce point ne soit pas tout à fait clair."

6. Ainsi le premier No, non daté et largement *caviardé* par la censure, précisait-il notamment : "Les noms n'importent pas, mais comme on nous a traité d'agents provocateurs, il est nécessaire que nous disions qui rédige notre journal. Le camarade Jaime Balius se charge de la direction et les camarades Roig, Ruiz, Domingo Paniaga de la rédaction."

Le No 4 (22 juin) donnait connaissance de l'arrestation de Jaime Balius "De la même manière qu'au bon temps de Primo de Rivera, notre compagnon Balius a été détenu pour le délit de penser et d'écrire". Toutefois, mis à part ce numéro, l'adresse du journal — Rédaction et Administration : Rambla de las Flores, 1 — a figuré sur toutes les couvertures, ce qui laisse supposer que le siège de la publication ne fut pas fermé.

La lecture de *El Amigo del Pueblo* apporte un éclairage plus précis sur le contenu de la pensée idéologique du groupement. Pour ce qui est du domaine économique, "Les Amis de Durruti" ne se distinguent pas de la CNT-FAI, puisqu'ils veulent "une direction de la vie économique et sociale par les syndicats"; dans le terrain géo-politique non plus, puisqu'ils "demandent une structuration libre des communes". Par contre, ils sont plus violemment critiques que certains secteurs oppositionnels (tels que ceux gravitant autour des journaux *Ideas*, *Ruta* et une partie des Jeunesses libertaires) à l'encontre du ministérialisme des dirigeants de la CNT-FAI. Ils se montrent prêts à collaborer activement avec le POUM et à prendre plus ouvertement et énergiquement sa défense, lorsqu'après mai, ce parti sera en butte à la persécution.

Mais, ce qui représente vraiment l'originalité des "Amis de Durruti" réside dans leur affirmation qu'il est nécessaire d'avoir "une théorie" et "un programme" révolutionnaires et que la création d'une "Junta révolutionnaire" est indispensable.<sup>7</sup>

Pour ce qui est d'"une théorie révolutionnaire", les "Amis de Durruti" repoussent la spontanéité et l'improvisation comme inefficaces et néfastes; ils veulent une "pensée directrice" qui montre la voie à suivre, soit en l'occurrence

7. Cette thèse est formulée principalement dans les éditoriaux "Une théorie révolutionnaire", No 5, 20 juillet et "Nécessité d'une Junta révolutionnaire", No 6, 12 août 37. "Les Amis de Durruti" éditèrent aussi une brochure de 28 pages, "Vers une nouvelle Révolution", qui reprend leur analyse du déroulement de la révolution et présente leur programme, mais d'une manière moins approfondie que dans les articles de leur organe.

l'élimination de la petite bourgeoisie et une hégémonie complète, *totale*, dévolue au prolétariat. Ils insistent sur les tergiversations, le flou, la mollesse idéologique dont a fait preuve la CNT-FAI sitôt après le 19 juillet.

" (...) La trajectoire descendante doit être attribuée exclusivement à l'absence d'un programme concret et de quelques réalisations immédiates.

Nous sommes tombés dans les filets des secteurs contre-révolutionnaires au moment précis où les circonstances se déroulaient d'une manière nettement favorable pour le couronnement des aspirations du prolétariat. Pour ne pas avoir donné libre cours à cet élan de juillet, en une nette orientation de classe, nous avons rendu possible une prédominance petite-bourgeoise qui, en aucune manière, n'aurait dû se produire si, dans les milieux confédéraux et anarchistes, avait précédé une décision unanime d'installer le prolétariat à la direction du pays. (...)

L'improvisation a toujours donné des résultats désastreux. Notre présomption, selon laquelle les concrétions sociales se forment sans qu'existe une force déterminante qui veille jalousement sur la sauvegarde des prémisses de la révolution, est tout à fait déplacée. En juillet, ce qui était déterminant, c'était la CNT et la FAI qui ont commis la sottise selon laquelle une révolution de type social pouvait partager ses battements économiques et sociaux avec les facteurs ennemis. Et cela fut l'erreur maximum, car nous avons encouragé la petite bourgeoisie qui s'est retournée furieuse contre la classe travailleuse lorsque, par l'effet des détours de la guerre, elle a obtenu un ferme soutien dans les prétendues puissances démocratiques.

En mai, de nouveau, la même affaire s'est posée. De nouveau fut mis en jeu la suprématie dans la direction de la révolution. Mais les mêmes individus qui en juillet, s'effrayèrent du danger d'une intervention étrangère, commirent pendant les journées de mai l'erreur de vision qui culmine avec le fatidique «Cessez-le-feu», erreur qui, plus tard, s'est traduite, malgré la trêve concertée, par un désarmement insistant et une répression impitoyable de la classe ouvrière. Nous en avons indiqué la raison. Nous avons beaucoup de preuves. Lors des journées de juillet, certains militants, qui ont participé aux formations hybrides, affirmaient publiquement qu'il fallait renoncer au communisme libertaire. Mais ce qui ne peut pas se comprendre, c'est qu'après cette négociation, une affirmation claire et catégorique ne se soit pas présentée.

De sorte que, en nous débarrassant d'un programme, c'est-à-dire le communisme libertaire, nous nous sommes livrés en entier à nos adversaires qui posaient et posent un programme et des directives. Depuis cet instant, notre mise à l'écart s'est profilée, puisque nous avons donné raison aux partis que nous a-

vions combattu si furieusement et à qui nous remettons sur un plateau cette attitude résolue que personne ne pouvait nous disputer. Le manque d'esprit de classe a contribué à l'étape de déclin dont nous sommes témoins. Au travers de discours déterminés, des expressions de dimension contre-révolutionnaire ont été lancées. Et dans nos interventions, nous avons été à la remorque de la mésocratie [sic, ?], alors que ce devrait être l'organisation majoritaire en juillet qui devait disposer, en un sens absolu, de la chose publique. Quant aux partis petits-bourgeois, il fallait les écraser en juillet et en mai. Nous pensons que n'importe quel autre secteur, en situation de disposer d'une majorité absolue comme celle que nous avons, se serait érigé en arbitre absolu de la situation. (...)

Sans théorie, les révolutions ne peuvent aller de l'avant. Nous, « Les Amis de Durruti »<sup>8</sup>, avons formulé notre pensée qui peut être l'objet des révisions propres aux grands bouleversements sociaux, mais qui a ses racines en deux points essentiels qui ne peuvent être éludés : un programme et des fusils. "

Quant à la "nécessité d'une Junte révolutionnaire", cet organisme est prévu comme une "tutelle", à caractère non étatique, qui devra diriger la révolution. Là encore, la spontanéité ou une certaine capacité constructive des masses était mise en cause au profit d'un organe susceptible de défendre puissamment la révolution :

" (...) Un des aspects que nous considérons comme le plus transcendant (...) est celui qui se rapporte à la défense de la révolution.

Nous, les militants de la CNT et de la FAI qui nous regroupons dans "Les Amis de Durruti", nous croyons que forcément il faut veiller sur la pureté des choses essentielles de la révolution durant les jours fiévreux<sup>8</sup> de la frénésie insurrectionnelle, et nous sommes complètement convaincus qu'il faut, durant une période plus ou moins longue, exercer une tutelle devant tendre à orienter le rythme de la révolution sur le sentier qui apparaît, toujours, dans les premiers instants. (...)

8. Dans le texte, l'adjectif employé est algique (algido) qui est un terme médical signifiant douleur, fièvre. Le vocabulaire, le style et la syntaxe de ces éditoriaux sont compliqués, d'un abord peu aisé et plutôt rébarbatifs. Ce qui n'est pas un moindre paradoxe pour ce groupement qui se voulait si proche du prolétariat, de la base et du simple ouvrier ... Cet article est probablement dû à la plume de Jaime Balius, ancien étudiant en médecine — lui-même "invalide, à la suite d'une poliomyélite et qui marchait péniblement à l'aide de béquilles" (P. & C. Thalmann, op cit, p. 184) — et intellectuel d'extraction bourgeoise un peu honteux : "L'on m'a toujours regardé avec une certaine méfiance. Moi, camarades, je ne suis pas sorti de l'atelier, ni de la fabrique. Je viens d'une famille bourgeoise. J'étais étudiant en médecine. Et au travers de la salle de dissection, des hôpitaux, des prisons et de l'exil, j'ai pu dépasser mes origines jusqu'à arriver à m'identifier absolument avec le prolétariat." (*El Amigo del Pueblo*, No 4, 22 juin 37) En tout cas il ne semble guère, que pour ce qui est du langage, ce penseur soit arrivé à une si intime identification avec le parler et le lire des prolétaires...

Acceptant cette thèse, il nous faut chercher concrètement à approcher la manière de structurer cet organisme dirigeant et défenseur de la révolution.

Les formes étatiques, avec leur engrenage compliqué, ont complètement échoué. La machine étatique s'asphyxie et finit par créer de nouvelles promotions de privilégiés et de défenseurs de quelques améliorations qui concernent un nombre réduit d'individus. Il y a besoin, pour le bon fonctionnement de la société naissante, d'une formule plus souple et plus malléable qui permette d'accomplir honorablement les fonctions sociales inhérentes au nouveau mouvement qui surgit.

La constitution d'une junte révolutionnaire est une prémisse inévitable. Cette junte sera constituée par une représentation authentique des travailleurs qui sont descendus dans la rue les armes à la main. Les hommes des barricades sont ceux qui défendent la révolution et ce sont les seuls qui ne vendront ni ne trahiront les résultats du triomphe.

Du mouvement de juillet, nous devons tirer la conclusion qu'il faut écraser sans pitié les ennemis de la révolution. Cela a été l'une des erreurs capitales que nous payons maintenant largement. Cette mission de caractère défensif incombera à la Junte révolutionnaire, qui doit être inexorable avec les secteurs adverses.

La durée de la tutelle que doivent exercer les travailleurs révolutionnaires dépendra du temps que mettra le nouvel ordre des choses à se consolider. "

Dans leur brochure "Vers une nouvelle Révolution", "Les Amis de Durruti" précisent quelque peu la structuration et le rôle de la "Junte révolutionnaire", dont le groupement est conscient tout de même qu'elle représente une "légère variante de l'anarchisme" :

" *Constitution d'une Junte révolutionnaire ou Conseil National de défense.* - Cet organisme se constituera de la manière suivante : Les membres de la Junte révolutionnaire seront élus démocratiquement dans les organismes syndicaux. L'on tiendra compte du nombre de camarades déplacés au front qui, forcément, devront être représentés. La Junte ne s'immiscera pas dans les affaires économiques qui incombent exclusivement aux syndicats.

Les fonctions de la Junte révolutionnaire sont les suivantes :

- a) Diriger la guerre
- b) Veiller sur l'ordre révolutionnaire
- c) Affaires internationales
- d) Propagande révolutionnaire.



Les charges seront renouvelables périodiquement pour éviter que personne ne s'attache à celles-ci. Les Assemblées syndicales exercent le contrôle des activités de la Junte. " (pp 25-26)

La conception de cette Junte contient des traits qui font songer à la notion léniniste de dictature du prolétariat. Bien que ne voulant pas s'exercer dans un cadre étatique, une telle junte se présente comme une tutelle destinée à diriger le processus révolutionnaire et à encadrer les travailleurs. "Les Amis de Durruti" envisageaient donc la prise du *pouvoir*, l'écrasement sans pitié des opposants, le recours sur une large échelle à la contrainte. Ils se révélaient partisans d'une praxis efficace, autoritaire, dérivée des méthodes bolchevistes, tout en continuant cependant à avancer des thèses anarcho-syndicalistes. L'historien Cesar Lorenzo souligne bien ce "mélange curieux de contradictions" :

" Ils voulaient imposer une Junte révolutionnaire où ne participeraient que des ouvriers et des combattants du front et des barricades (en d'autres termes les marxistes révolutionnaires et les anarchistes intransigeants) et ils préconisaient l'adhésion obligatoire aux syndicats, le travail obligatoire, la mobilisation de toute la population, l'interdiction de la liberté de cultes, l'élimination de la petite bourgeoisie et des partis politiques, mais d'un autre côté, ils défendaient les communes libres et souhaitaient l'abolition de toute hiérarchie, la dissolution de la police et la suppression de l'armée. " <sup>9</sup>

Malgré leurs vibrations bolchevisantes, "Les Amis de Durruti" se défendaient mordicus de ne pas être marxistes. En effet, ils continuaient de faire référence au canevas de l'anarcho-syndicalisme et refusaient tout amalgame. Par exemple, dans l'article "A mon corps défendant, J'ai besoin d'une mise au point" (*El Amigo del Pueblo*, No 4, 22 juin 37), Jaime Balius tenait fermement à préciser : "Je ne vais pas me faire l'écho de versions infamantes. Mais je ne peux pas passer sous silence, qu'autour de ma personne, il s'est forgé une légende de marxisme que

9. Et Cesar Lorenzo (op cit, p. 270) continue ainsi : "En réalité, la position des "Amis de Durruti" était fondamentalement négative : ils attaquaient avec une rare violence verbale les communistes, les catalanistes, les socialistes, Negrín et Largo Caballero, les politiciens, l'Etat, le Parlement et aussi les dirigeants de la CNT et de la FAI, les réformistes libertaires et le Parti syndicaliste."

je désirerais voir rectifiée". D'autre part, à propos d'une désertion massive dans le secteur de Zuera (à 46 km de Huesca, en Aragon), on lisait sur la dernière page du huitième et dernier No de *El Amigo del Pueblo* (21 septembre 37) le titre suivant : "Cinquante officiers et six cents soldats marxistes passent aux fascistes" (le texte signalait au sujet de la défection de cette troupe que "trente officiers de la Division Karl Marx ont été fusillés"). Il ressort donc que "Les Amis de Durruti" voulaient se démarquer du marxisme, bien que, toutefois ils entretenaient des contacts, des échanges, des relations avec des courants marxistes révolutionnaires.

Ainsi, contrairement à ce qui a été souvent prétendu par différents bords, "Les Amis de Durruti" n'étaient pas *infiltrés* ou ne formaient pas un appendice ou un sous-marin du marxisme-trotskyisme. Du reste, en Espagne le courant trotskyste était d'une ampleur lilliputienne. Léon Trotsky avait excommunié et rompu publiquement avec le POUM, après que cette formation, au début 36, se fut jointe au Pacte de Front Populaire. Au moment où commençait la guerre civile, il n'y avait, à proprement parler, aucune organisation trotskyste rassemblant les partisans de la IV<sup>e</sup> Internationale. Aussi lorsqu'arrivèrent, après juillet, quelques militants étrangers, ils essayèrent, sans succès, de se faire admettre au sein du POUM.

En lisant le livre des spécialistes de la question — Frank Mintz et Miguel Peciña, "Les Amis de Durruti, les trotskystes et les événements de mai" l'on constate à quel point les trotskystes étaient *micro-groupeuscules* et proposaient un *produit idéologique d'importation* :

" (...) Les combattants trotskystes, qui préféraient s'auto-dénommer bolcheviques-léninistes, furent présents tant à Madrid qu'à Barcelone, bien qu'en nombre très réduit. Organisés politiquement, il n'y eut pas plus de CINQUANTE [souligné par moi] personnes entre les miliciens<sup>10</sup> et les civils; dans leur majorité 10. Malgré l'échec de la négociation pour l'intégration organique en tant que fraction [au sein du POUM], une vingtaine de trotskystes s'enrôlèrent dans le bataillon Lénine avec les internationaux du POUM et, à la fin août [36], ils partirent à Huesca, prêts à entrer en combat." F. Mintz & M. Peciña, op cit, p. 40.

c'étaient des Français, des Italiens réfugiés en France et des Belges." 395

Comme si leur nombre dérisoire n'était pas suffisant, les trotskystes s'étaient scindés en deux chapelles antagonistes :

" (...) Effectivement, deux groupes rivaux arrivèrent à se constituer : celui de «Voix Léniniste» et celui de «Le Soviet»<sup>11</sup>, du nom de leurs bulletins respectifs. Le premier était le groupe officiel, reconnu par Trotsky, duquel les représentants les plus marquants furent «Munis» (Fernandez Grandizo), le poète surréaliste Benjamin Péret et le polonais «Moulin» (Winter). Le second groupe, bien que se réclamant de Trotsky, ne reconnaissait pas l'autorité du Secrétariat pour la IV<sup>e</sup> Internationale. (...) Le principal animateur du «Soviet» était «Fosco» (Nicola di Bartolomeo) militant italien établi à Barcelone depuis mai 36. "

Lors des événements de mai, le groupe du «Soviet» se limitait à sept ou huit personnes et celui de «Voix Léniniste» comptabilisait, à Barcelone, une quinzaine de membres ... Entre cette poignée de trotskystes étrangers et discordants et "Les Amis de Durruti", il n'y eut ni alliance, ni pacte, mais une concordance de vues, en mai, pour déclarer vouloir rejeter le cessez-le-feu.

"Les Amis de Durruti" n'eurent finalement qu'une influence minime. Pourtant, dans l'histoire des idées anarchistes, ils demeurent comme un courant qui chercha à supplanter les carences de réalisation politique du projet libertaire en recourant à une praxis bolcheviste. Mais, pour l'histoire de la révolution espagnole, "Les Amis de Durruti" resteront aussi comme des *romantiques* attardés, en quête d'hypothétiques barricades, comme le signala "à chaud" le penseur libertaire Paul Lapeyre : "«Les Amis de Durruti» furent les ultimes romantiques dans une révolution qui avait déjà dépassé en août 36 le stade du romantisme." <sup>11</sup>

11. Jugement énoncé dans un passionnant débat qui opposa, avec franchise et cordialité, en février et mars 38 dans les colonnes de *L'Espagne Nouvelle* André Prudhommeaux et Paul Lapeyre. Sous forme d'une "Tribune Libre", ce journal anarchiste de Nîmes publia les opinions de ces deux espagnophiles sur "Les Amis de Durruti". Au vu des arguments échangés, il s'avéra que Prudhommeaux (directeur de ce journal) était plutôt pour et que Lapeyre était contre, les deux exprimant, de toute manière, des réserves sur ce groupement. Débat reproduit dans le livre de F. Mintz & N. Pecina, op cit, pp 92 à 107. Dans son livre sur "Le message révolutionnaire des Amis de Durruti" (Paris 1983), Georges Fontenis dresse un bilan globalement positif du groupement : "Ce qui restera leur apport fondamental, c'est la résolution du dilemme guerre-révolution, leur prise de position authentiquement révolutionnaire, l'affirmation de la nécessité d'un pouvoir ouvrier en opposition à la collaboration ministérielle, la prééminence d'une analyse de classe, la dénonciation du flou théorique et de l'improvisation. La nécessité d'une junta révolutionnaire est peu à peu affinée, cette junta étant conçue comme l'émanation des organismes de base et non des états-majors des diverses organisations." (p. 58). G. Fontenis leur reproche cependant aussi un certain romantisme suranné : "«Les Amis de Durruti n'ont pas su rompre avec un romantisme révolutionnaire parfois échevelé, ni même avec un certain culte du héros. Ces défauts, apparemment mineurs, ont sans doute contribué à obscurcir leurs analyses et leur ont interdit d'accéder à une vue toujours claire des réalités." (pp 56-57)

Dans l'agitation du printemps et de l'été 37, prendre le mythique Durruti comme étendard, c'était accaparer l'énorme poids posthume du chef anarchiste. La vive réaction de la CNT-FAI à l'encontre du Groupement de ses "Amis" <sup>12</sup> était aussi fondée, dans cette crainte de *manipulation* des masses, par ce simple jeu de références au personnage Durrutesque, auquel on pouvait, à titre posthume, prêter les intentions les plus contradictoires ...

12. Voir notamment à ce sujet deux textes parus dans le *Boletín de Información y orientación organica del Comité de la FAI* (20 mai et 6 juin 37) relatant les "sanctions publiques" prises par la Fédération Locale des Syndicats de Barcelone, puis par un plenum régional catalan (CNT-FAI-FIJJL) contre les "tardifs" "Amis de Durruti" qui avaient de leur côté lancé une maladroite accusation de "trahison" à l'égard de la direction anarcho-syndicaliste, accusation grave qu'ils essayeront de relativiser dans des articles de *El Amigo del Pueblo*.

## BILAN POLITIQUE DES JOURNÉES DE MAI

Le *mai sanglant* présenta le double caractère d'un événement à la fois inévitable, inéluctable et fortuit, contingent.

Les événements de mai marquèrent le début d'une répression ouverte contre le courant révolutionnaire et tout spécialement contre le POUM. Le 15 juin, Largo Caballero et les quatre ministres anarchistes quittent le gouvernement central. Juan Negrín lui succède, consacrant l'affermissement de l'influence des communistes.

Ce qui fut commencé dans l'illégalité, et d'une manière que l'on peut qualifier d'improvisée, va être poursuivi systématiquement et, cette fois-ci, au niveau légal et institutionnel. Le 16 juin, le POUM fut dissous, Andrés Nin et les principaux leaders du parti arrêtés. Une intense campagne de discrédit tendant à assimiler les POUMistes à des "contre-révolutionnaires" ! et à des "agents de Franco et de Hitler", déferla sur toute l'Espagne, orchestrée bien sûr par la presse de l'Internationale Communiste dans le reste de l'Europe.

En définitive, c'est le POUM qui se retrouva le bouc émissaire et la principale victime de mai 37. Le processus, visant à éliminer de la scène politique les communistes dissidents, avait déjà commencé sous l'impulsion de l'URSS et de ses amis politiques dès novembre 36; ainsi, le 16 décembre 36, Andrés Nin, unique représentant du POUM à la Généralité en avait été exclu. Le POUM fut le seul mouvement marxiste non affilié à la III<sup>ème</sup> Internationale, à avoir une véritable implantation populaire. De plus, bien qu'il fut presque uniquement un parti catalan, plusieurs de ses dirigeants (Nin, Maurin, Gorkin) eurent une influence considérable sur le mouvement ouvrier espagnol et même étranger.<sup>1</sup> Dans la période qui

1. A ce propos, il convient de rappeler qu'Andrés Nin occupa, dans les années 1920, d'importantes fonctions au sein de la CNT (dont il fut secrétaire du comité national en 1921). Nin fit partie de la délégation CNTiste qui se rendit à Moscou en 1921 pour le III<sup>e</sup> congrès de l'Internationale et pour le congrès de fondation de l'Internationale Syndicale Rouge (Profintern). Il décide alors de rester en URSS et de travailler pour le Profintern. En 1930, du fait de sa participation à l'Opposition de Gauche, il est expulsé, avec sa famille, de l'URSS. Il rentra à Barcelone après la fin de la dictature de Primo de Rivera et fut proche des positions de Trotsky jusqu'en 1934.

précéda la guerre civile, les rapports entre le POUM et la CNT-FAI furent souvent empreints de tension, mais la guerre civile eut pour effet de rapprocher les deux mouvements.

La répression, puis l'élimination du POUM, peut s'expliquer, principalement, par deux causes :

Premièrement, en tant que mouvement se réclamant du marxisme-léninisme, le POUM se situait, de fait, au coeur même de l'affrontement entre le stalinisme et les courants oppositionnels (avant tout le trotskysme). Il est un *témoin critique* de la politique du PSUC et du PCE, de même que de l'intervention soviétique en Espagne. Par ailleurs, c'était la seule organisation marxiste véritable bénéficiant, en Catalogne, d'une réelle assise populaire. Fondé au début de 1936, le POUM comptera, suivant les estimations de 3 à 10'000 membres en juillet 36 pour en compter environ sept fois plus à la fin de la même année déjà.<sup>2</sup>

Dans l'optique soviétique, il était inconcevable, pour des raisons tant internes qu'externes, de tolérer qu'un courant communiste hostile à la politique de l'URSS puisse s'exprimer ouvertement, et, outre cela, qu'il soit un des protagonistes d'une transformation révolutionnaire.

La politique intérieure de l'URSS était marquée par l'élimination systématique de toute opposition, réelle ou supposée (procès de Moscou, déportations en masse). Tout désaccord, toute opposition n'étaient jamais considérés intrinsèquement, mais constamment assimilés à une trahison faisant le jeu "objectif" de l'impérialisme des puissances capitalistes ou du fascisme international.

Secondement, la politique internationale de l'URSS, de même que l'action du Komintern, donnaient la priorité à la lutte contre les Etats fascistes, cela en recherchant l'alliance des démocraties bourgeoises (France, Angleterre) et en s'efforçant de rallier et de rassurer les classes moyennes, le tout, bien sûr,

2. Cf C. Semprun Maura, op cit, p. 45, G. Orwell, op cit, p. 249 et, bien sûr, l'"Histoire du POUM" de Victor Alba. Sur la répression contre le POUM et l'assassinat de Andrés Nin, voir le livre-témoignage d'un des dirigeants de ce parti Julian Gorkin, qui a choisi un titre explicite : "Le procès de Moscou à Barcelone

étant incompatible avec toute perspective révolutionnaire. La signification concrète en était la subordination du sort du prolétariat aux intérêts de l'URSS et des démocraties. Dans le cas de l'Espagne, inutile de dire que la situation était véritablement révolutionnaire *selon tous les critères*, aussi bien d'un point de vue léniniste que dans une optique phalangiste. L'action de l'Union soviétique fut à cet égard en totale cohérence avec les objectifs qu'elle avait arrêtés.

Le POUM représentait un danger potentiel pour le communisme soviétique. car au travers de ses analyses et de son action, c'était le leadership doctrinal de l'URSS auprès des masses ouvrières européennes qui pouvait être mis en question. La répression qui s'abattit sur le POUM fut le premier maillon de la chaîne qui devait amener, dans un deuxième temps, l'élimination du courant libertaire.

Contrairement au POUM qui se situait déjà en-dehors de la sphère gouvernementale, le rôle des anarchistes était ambigu. De fait, tout au long des événements, ils se trouvèrent placés des deux côtés de la barricade. Durant les différentes péripéties qui accompagnèrent ces journées, les *anarchistes gouvernementaux* furent isolés à divers titres. En tant que membres d'un gouvernement, ils ne furent pas (vraiment) consultés, mais tenus à l'écart des prises de décision; en tant que dirigeants du mouvement anarcho-syndicaliste, ils se voyaient séparés de leur *base*. De plus, c'est à eux que revint la tâche ingrate d'assurer le cessez-le-feu et de jouer le rôle de médiateurs. Cependant, la tournure que prit le cours des événements qui suivirent les Journées de mai (la répression systématique féroce qui frappa le POUM, la mauvaise volonté manifeste à appliquer les accords passés concernant les prisonniers) placèrent les représentants anarchistes dans une situation qui les forçait à adopter une position tranchée, à sortir de leur réserve et à se démarquer des autres partis qui composaient le Front Populaire.

Lors d'un meeting destiné à commémorer la première année de la guerre civile et qui, interdit par le gouvernement central pour le 19 juillet, fut finalement

ment célébré le 21, Federica Montseny, ancienne ministre de la santé, protesta en ces termes contre le nouveau cours politique :

" (...) Le peuple russe détruisit la tyrannie des Tsars, mais créa la tyrannie de Staline avec, comme suite les exécutions et, après celle de Toukatchevsky, d'autres se succédèrent. Il est nécessaire que les peuples prennent garde à la tendance qui, confrontée au fascisme, représente une conception autoritaire de la vie (...). Ici, en Espagne, nous avons toujours eu un peu de convenances et d'honneur. Nous lutterons toujours avec des armes propres. (...) On essaye d'importer des procédés d'autres pays afin d'accuser d'espions les membres de tout un parti pour les jeter en prison et leur intenter un procès dans l'ombre. (...) On finit par nous dire que l'on a trouvé les cadavres de Nin et de deux autres de ses camarades. Cette nouvelle n'a pas été confirmée alors que le Gouvernement ne la dément pas en nous disant où se trouve Nin; nous devons la tenir pour certaine. On ne peut <sup>pas</sup> impunément passer par dessus la volonté et la dignité d'un peuple, arrêter des hommes, les accuser de quelque chose qui n'a pas été prouvé, les enfermer dans une maison affectée à cela, les faire sortir de nuit et les assassiner. Cela ne peut se faire, car l'Espagne est un pays qui n'a pas encore perdu la dignité et la virilité. " <sup>3</sup>

Le tournant politique de l'après-mai eut, de façon paradoxale, pour effet d'aplanir, du moins provisoirement, la vigueur des manifestations ouvertes d'opposition au sein du courant anarcho-syndicaliste. Dans la mesure où les ex-ministres anarchistes se retrouvaient *oppositionnels*, prenant, ipso facto, leurs distances vis-à-vis de la collégialité gouvernementale, les cénétistes hostiles à la participation perdaient en partie une des causes essentielles de leurs réticences. Du reste, dans leurs rapports sur les événements de mai, les instances dirigeantes de la CNT-FAI adressèrent de vives et profondes critiques à leur anciens partenaires-ministres, en attaquant les manoeuvres communistes et l'activ.

3. José Peirats, op cit, Tome II, pp 261-265. A souligner, le net revirement de cette anarchiste-gouvernementale qui se traduit par une attaque résolue et directe contre l'URSS et par une mise en cause de l'attitude du pouvoir central. Par ailleurs, on remarquera le caractère ethnocentrique et viriliste des propos tenus..



complicité des formations catalanistes.<sup>4</sup>

Au sujet de mai, la CNT-FAI parla même d'une sorte de vaste complot, téléguidé par les communistes. Cette thèse d'un complot n'était pas bien originale elle avait été aussi agitée par les communistes contre les révolutionnaires-agents-du-fascisme et elle avait été brandie par les républicains pour vilipender les agissements des services d'espionnage de Franco. En tout état de cause, l'explication du *cataclysme* de mai 37 par une machiavélique machination ne résiste pas à l'analyse historique, à commencer par l'absence, chez les belligérants, de la préparation d'un dispositif militaire pour se lancer dans les combats de rues et par le non retrait de leurs troupes respectives du front.

La poursuite de l'expérience révolutionnaire constituait, en schématisant, l'enjeu politique majeur de mai 37. La continuation du processus révolutionnaire dépendait, avant tout, de plusieurs variables :

- le maintien d'une autonomie régionale effective
- l'existence d'un véritable débat politique (de nature *pluraliste*) à l'intérieur du camp républicain
- une concertation ouverte sur la question militaire.

Le choc de mai signifia l'épilogue des possibilités d'extension de la révolution. Le refus du cessez-le-feu, comme le voulaient "Les Amis de Durruti", généralisation de l'affrontement armé<sup>5</sup>, ne débouchaient pas sur des perspectives

4. Voir notamment les manifestes du Comité Péninsulaire de la FAI et du Comité National de la CNT que le *Bulletin d'Information CNT-AIT-FAI* reproduisit et traduisit dans son édition du 22 mai 37, ainsi qu'un autre manifeste rédigé par le Comité National de la CNT à Valence, le 6 juin 37, et que le journal (édité en Normandie) *Lu dans La Presse Libertaire-Syndicaliste espagnole* publia en traduction dans son No du 15 décembre 37.

5. Ainsi que le prônait le chef de la IV<sup>ème</sup> Internationale, Léon Trotsky, qui, du Mexique, avançait des analyses fort peu sérieuses et fondées sur la situation espagnole, comme le démontre Ignacio Iglesias dans son étude sur "Trotsky et la Révolution Espagnole". En voici un exemple "vraiment délirant" (tiré des "Escritos sobre España", Ed. Ruedo Iberico, Paris 1971, p. 160) : "Si le prolétariat de Catalogne s'était emparé du pouvoir en mai 1937 — comme il l'avait fait réellement le 7 juillet 1936 —, il aurait trouvé un appui dans toute l'Espagne. La réaction bourgeoise-stalinienne n'aurait même pas pu trouver deux régiments pour écraser les ouvriers catalans. Dans le territoire occupé par Franco, non seulement les ouvriers mais encore les paysans se seraient rangés du côté de la Catalogne prolétarienne, ils auraient isolé l'armée fasciste et auraient introduit en elle une irrésistible décomposition". I. Iglesias commente : "En prenant ses désirs pour des réalités, Trotsky se laissait bercer par un optimisme qui malheureusement n'avait plus cours en ces temps, en Espagne. Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'il ignorait totalement la situation qui existait aussi bien dans le secteur républicain que dans celui des franquistes." (p. 89)

viables. La poursuite des combats au sein de la *tribu* antifasciste aurait amené une guerre civile à l'intérieur de la guerre encore plus *sale* que celle-ci. Les colonnes de miliciens-soldats des diverses formations auraient abandonné le front d'Aragon pour venir s'exterminer à Barcelone ou à Tarragone et dans d'autres lieux encore de Catalogne. Le gouvernement central aurait dû dépêcher d'importantes troupes pour essayer de ramener le calme, tandis que, dans le reste de l'Espagne républicaine, une révolution catalane n'aurait pas été réellement appuyée ... Il va sans dire que ces batailles intestines auraient tout de suite été mises à profit par l'armée nationaliste pour conquérir le terrain vacant ... Et comme le faisait très bien remarquer alors l'anarchiste français Paul Lapeyre, les chances d'une révolution catalane étaient nulles au plan international :

" Enfin, si malgré tout cela la révolution avait triomphé en mai, elle aurait seulement débouché sur un rapide triomphe de Franco. Serait-il possible de penser, en effet, que la France ou l'Angleterre qui se refusaient à aider l'Espagne républicaine, auraient aidé l'Espagne libertaire ? Or, actuellement, l'industrie espagnole tire toutes ses matières premières de l'étranger. On ne doit pas oublier, en effet, que les principales mines sont aux mains des nationalistes. Privés d'armes — tant russes que françaises —, privés de matières premières nécessaires pour les fabriquer, qu'auraient fait les libertaires espagnols ? " <sup>6</sup>

Après neuf mois de gestation révolutionnaire, mai 37 *accoucha* d'une situation bloquée. Le bruit des fusils et des canons avait supplanté le flot des paroles et des textes, l'heure n'étant plus à une vaste confrontation d'idées mais à la recherche, par la force des armes, de l'hégémonie.

En définitive, mai 37 marqua le début du déclin de l'influence anarcho-syndicaliste et signifia, globalement, la relégation, au second plan, de l'ensemble des forces politiques qui co-existaient ou s'affrontaient en Catalogne. Mai 37 signifia aussi un tournant psychologique, le commencement d'un processus de découragement, de démoralisation des milieux populaires, qui avaient rêvé et lutté pour l'avènement d'une société régénérée.

6. Débat, déjà cité, de mars 38 avec A. Prudhommeaux dans *L'Espagne Nouvelle*.

# ORDRE ET REPRESSION



Traditionnellement, les anarchistes voient dans la fonction répressive, exercée par l'Etat, le symbole majeur du pouvoir, s'imposant par l'autorité judiciaire et par la coercition policière.

Dans cette analyse, l'Etat, instrument des couches dominantes, ne parvient à protéger les privilèges et les inégalités qu'en s'appuyant sur les appareils juridiques et policiers.

Comment les anarchistes, avec leur aspiration à une société sans classes et fraternelle, agissent-ils pour maintenir et pour imposer le nouvel ordre social ?

L'impérieuse nécessité de réduire à l'impuissance les *ennemis* du régime, dans la logique de la situation de guerre civile, représenta un écueil de taille pour une action sereine et pondérée de la nouvelle justice. Comme il advient dans ce genre de conflits exacerbés et généralisés, une indivision prononcée des tâches et des compétences régna souvent entre la justice et la police.

Tout au long de la guerre civile, l'action de la justice fut directement dictée par des considérations politiques et par les rapports de force respectifs des composantes du camp républicain.

C'est en matière de justice et de répression que la contradiction et le décalage entre théorie et pratique se révélèrent le plus sensibles pour les anarchistes, qui se retrouvaient en position de *maîtres* du nouveau *pouvoir*. Pour la première fois, ils étaient, comme on dit, bel et bien *du côté du manche*, et ils eurent à assumer une pareille situation.

La justice nouvelle détermina son action sur la base des valeurs propulsées par la révolution et la légalité de la nouvelle société puisa sa légitimité principalement dans deux principes : le travail et l'égalitarisme. Si la justice bourgeoise avait essentiellement servi les intérêts du capitalisme la justice révolutionnaire défendait, quant à elle, ouvertement les intérêts du prolétariat.

L'ordre révolutionnaire à faire respecter n'était pas un ordre figé, stabilisé, mais un cadre politico-juridique en mouvance du fait même du processus de bouleversement social.

A l'instar du combat militaire commun à livrer contre les nationalistes, la justice était à partager entre les composantes du camp républicain. La notion de l'ordre variant selon les diverses options politiques des formations républicaines.

Pour la CNT, fort logiquement, c'est "l'ordre syndical qui est l'ordre révolutionnaire". L'économie étant la clé du problème social et les syndicats étant en passe de " contrôler et d'administrer toute la production ", " l'intervention directe dans toute la vie sociale des organismes syndicaux " est résolument préconisée. <sup>1</sup>

Dans le but d'assurer le nouvel ordre social, le "Comité de Défense de Sitges" par exemple, mettait en garde, en août 36, les adversaires du nouveau régime, en établissant une distinction entre la grande bourgeoisie, à laquelle un traitement implacable était promis, et la classe moyenne, qui était incitée à la réflexion :

" (...) Que personne n'oublie, absolument personne, que bien qu'à l'horizon se dessine un monde nouveau plein de bonheur et d'amour, il y a au centre un abîme que l'on ne peut conjurer seulement qu'avec des sacrifices supérieurs à celui de la vie.

Il ne nous échappe pas que beaucoup sentiront la nostalgie du passé; les uns, en raison de leur vie de plaisir et d'aisance, maudiront le nouvel ordre de choses; (...) ce sont les militaires, les propriétaires terriens et la

1. Editorial du *Boletín de Información CNT-FAI*, 24 décembre 36, "L'ordre syndical est l'ordre révolutionnaire".

haute banque.

Les autres, ce sont les trompés de la vie, ceux qui, en échange d'une vie facile et simple, n'ont pas eu de difficulté à dissimuler les plus répugnants larcins effectués par les premiers. Ce sont la mal nommée classe moyenne et une foule d'ouvriers.

Les premiers sont en droit de se défendre et nous avons le devoir de les anéantir. Pour les seconds, leur mission est autre et nous les invitons à la réflexion. (...) Notre justice sera implacable pour ceux qui, aveugles à la réalité, continuent à faire le jeu d'intérêts qui ne sont pas les leurs et qui nuisent à la collectivité. " 2

Aux premiers mois de justice révolutionnaire, qui suivirent l'échec du putsch militaire et où l'épuration fut particulièrement sanglante, succéda une justice plus classiquement républicaine. Une légalité mixte, mélange de conceptions révolutionnaires et de tradition juridique républicaine, s'imposa en mettant le hola aux abus les plus criants des pratiques révolutionnaires débridées.

Avec le retour à une certaine normalité, la délinquance et les délits de droit commun firent leur réapparition.

L'hebdomadaire *Vibraciones* déplorait, dans son premier No (11 juin 37), la " renaissance des fléaux sociaux ", en incriminant l'attrait qu'exerçait à nouveau l'argent :

" (...) Durant dix mois, les bureaux juridiques, les Tribunaux populaires et les prisons avaient des causes uniques, des uniques délinquants les ennemis de la cause antifasciste. Les délits de vol et d'assassinat pour vol avaient été éliminés des sphères judiciaires. (...) les égoïsmes et les désirs cupides ont recommencé à naître.

Ce désintérêt pour l'argent et la reconnaissance tacite que sa rétention était une immoralité et un préjudice pour les intérêts collectifs ont considérablement diminué jusqu'au point extrême de présenter un sérieux danger pour les conquêtes révolutionnaires, obtenues à force de sang prolétarien versé dans les rues.

Il est nécessaire pour la morale collective et pour le bien commun qu'il se fasse tout le possible pour accroître le désintérêt envers l'argent

2. Editorial du *Baluard de Sitges*, 27 août 36.

sinon, avec la limitation des ressources économiques personnelles et le peu d'attachement à la vie, conséquences de la guerre, les fléaux sociaux que le capitalisme engendre vont renaître, entraînant notre pays au chaos et à la désolation la plus affligeante. [Fin] "

#### DEFINITION DES ENNEMIS DU NOUVEAU REGIME

La situation de guerre civile exigeait des mesures fermes pour réduire à l'impuissance les adversaires actifs du nouveau régime.

Deux catégories principales d'*ennemis* apparurent à l'arrière du camp républicain : les fascistes et les "parasites".

Sous le couvert de l'adjectif fasciste étaient regroupés les partisans, pas nécessairement agissants, des nationalistes. Ainsi, la Cinquième Colonne bien sûr, les membres des anciennes classes privilégiées, de même que le clergé étaient considérés comme ennemis de la nouvelle société.

La volonté de "nettoyer" l'arrière des partisans du soulèvement militaire et d'asseoir le nouvel ordre politique passèrent par un renforcement du contrôle général de la population. Au début janvier 37, la Généralité adopta un décret précisant ce qui relevait d'une attitude fasciste et/ou contre-révolutionnaire. Sous le titre de "Décret de Justice", le *Bulletin d'Information CNT-AIT-FAI* (9 janvier 37) reproduisit, tel quel, le texte de cette mesure :

" Le Conseil de la Généralité, sur proposition du Conseiller à la Justice, a approuvé le décret suivant :

Article premier. - Est considéré fasciste tout acte qui contribuera à aider la rébellion militaire et le mouvement fasciste du 19 Juillet 1936

Article 2. - Est considéré contre-révolutionnaire tout acte dirigé contre la nouvelle structure politico-sociale, issue, par voie de conséquence du soulèvement du 19 Juillet 1936, ou qui tente de perturber l'ordre juridique créé pour sa défense, et, pour préciser :

a) la rébellion armée contre les organismes politico-administratifs créés par la révolution;

b) le maintien de relations avec des organisations contre-révolutionnaires dans les pays étrangers;

c) l'espionnage, transmission, réception ou compilation de nouvelles de caractère politique ou économique, en vue de les transmettre aux factieux



aux gouvernements étrangers, organisations ou personnes contre-révolutionnaires;

- d) le sabotage de la nouvelle économie;
- e) l'activité défaitiste sous toutes ses formes;
- f) la propagande et l'agitation contre-révolutionnaires;
- g) l'action défaitiste.

Article 3. - Un acte nuisible, non prévu expressément à l'article précédent, ni assimilable par analogie à celui-ci, sera sanctionné par les lois déjà en vigueur, qui en détermineront la nature et la gravité. "

Dans le même genre d'admonestations, le *Boletín de Información CNT-FAI* (24 novembre 36) avait publié une liste des " motifs pour lesquels un individu est traître à la cause révolutionnaire et antifasciste ", sorte de catalogue où étaient rangés, pêle-mêle, les petites et grandes raisons qui font que quelqu'un devienne suspect et soit considéré alors comme un très mauvais milicien, citoyen et antifasciste :

" Pour dépenser inutilement des munitions.

Pour abandonner le poste qu'on lui désigne au front ou à l'arrière.

Pour perdre l'envie de travailler quand il faut fortifier les positions conquises à l'ennemi.

Pour jeter le pain qui reste après les repas, sans tenir compte qu'il faut économiser les vivres.

Pour faire des banquets, au front ou à l'arrière, en faisant une consommation exagérée de mets dont nous pouvons avoir besoin pour terminer la campagne entreprise.

Pour qu'une famille occupe seule des appartements et des villas qui peuvent en héberger plusieurs commodément.

Pour dilapider l'argent dans des vices, alors qu'il y a tant de réfugiés qui connaissent les privations.

Pour dépenser de l'essence en promenades ou en commissions qui peuvent se faire à pied.

Pour protester, au front, de la nourriture, du froid ou de la pluie, sans tenir compte que dans la guerre, on ne peut pas avoir de confort.

Pour employer ou détériorer des meubles d'une valeur artistique ou des antiquités qui ne peuvent servir que pour conserver le trésor artistique national et, en dernier cas, pour les vendre et acheter des armes avec leur produit.

Pour imiter la vie de la bourgeoisie, en donnant un mauvais exemple à ceux qui luttent sur les fronts. "

Les fonctionnaires importants de l'ancien régime, encore en activité, suscitaient de la méfiance dans les rangs anarchistes.

C'était le cas, en particulier, des militaires. L'hebdomadaire des Jeunesses Libertaires de Figueras, *A la Lucha* (26 février 37), déplorait vertement " la situation de privilège dans laquelle les camarades (?) militaires de l'ancien régime accomplissent leurs activités ", ce qui représente la " continuation de la soumission à la hiérarchie, aux étoiles, à l'insigne ". Il fallait " nettoyer, une bonne fois pour toutes, l'arrière des éléments qui, non seulement maintenant, mais depuis longtemps, sont opposés au régime, non seulement prolétarien, mais aussi républicain bourgeois. "

Dans l'optique anarchiste, une "épuration sociale" devait s'appliquer en profondeur à l'encontre des fonctionnaires d'Etat. A défaut d'abolir l'Etat, une réforme de ses appareils était à entreprendre afin de " lutter contre la planque et le piston comme plaies de privilèges et de fléaux sociaux ".

" Si la révolution n'était pas une épuration réelle de tous les vices qui lui donnèrent une telle envergure et qui lui confèrent le caractère de véritable transformation, elle cesserait d'être une telle révolution.<sup>1</sup>

1. Article "Epuración social", *Boletín de Información CNT-FAI*, 15 octobre 36.

## LE CLERGÉ ET LA LIBERTÉ DE CULTE

De par le soutien actif au soulèvement militaire d'une bonne partie du clergé, les ecclésiastiques eurent à subir des représailles.

Le vieux fond d'anticléricalisme se déchaîna spontanément avec le déclenchement de la révolution, qui connut durant ses premières semaines la plupart des destructions d'édifices religieux et des exécutions d'ecclésiastiques. <sup>1</sup>

Les chiffres de la persécution religieuse dans l'Espagne républicaine ont varié au fil des ans et des besoins des propagandes. Selon les recherches et les recoupements du prêtre Antonio Montero, le nombre des religieux tués dans le camp républicain s'élèverait à 6832, dont environ 1400 pour la seule Catalogne. <sup>2</sup>

Le pouvoir du clergé abattu, les biens de l'Eglise détruits ou

1. C'est durant cette période d'exaltation destructive et de fanatisme antireligieux que les journaux anarchistes célébraient la démolition des lieux du culte. A Puigcerdà, *Sembrador* (25 octobre 36) salua "les travaux de destruction de ce qui fut un antre de corruption spirituelle." "Chaque pierre qui est abattue de l'ex-caveau découvre davantage le profil pierreuse de la haute tour de forme octogonale, qui semble s'exprimer à mesure qu'elle est isolée de la charogne qui l'enveloppait, comme si elle s'était rendu compte qu'après tant d'années où elle a été utilisée pour des buts pernicieux, le moment va enfin arriver pour elle d'avoir un emploi bénéfique pour ceux qui ressentent le besoin de se délasser, depuis son sommet, dans la contemplation d'un très beau paysage." *Solidaridad Obrera* se félicita qu'à Gérone plus de 50 curés étaient affectés, avec des pelles et des pioches, à la démolition des églises. Le quotidien anarcho-syndicaliste commentait, avec cynisme, le sort fait à ces prêtres : "On voit comment, avec leur oeuvre destructive, ils contribuent à la construction d'un monde nouveau, libéré de la néfaste routine religieuse.

Et ceux qui, un jour, propagèrent le célibat commencent à regarder les femmes. Ils comprennent que certains pères de l'église furent injustes avec la femme et beaucoup de ces anciens curés veulent aujourd'hui se marier. Ils sont redevenus joyeux et, oubliant le précepte chrétien « Tu sanctifieras les fêtes », ils travaillent même le dimanche, à cause des nécessités de la guerre. Voilà une rédemption qu'ils n'avaient jamais dû rêver. [Fin] " Article "Des curés qui démolissent des églises", repris de *Solidaridad Obrera* et traduit par le *Bulletin d'Information CNT-AIT-FAI* du 30 décembre 36.

2. Estimation citée par Carlos Rojas, *La guerra en Catalunya*, pp 66-67 et par Burnett Bolloten, *La révolution espagnole*, p. 68. En 1983, le Pape Jean-Paul II béatifica officiellement 6'832 personnes, soit ce même nombre de victimes, à savoir "tous les religieux assassinés par les républicains pendant la guerre civile"; information publiée par *France Soir* du 4 novembre et reprise par *Le Canard Enchaîné* du 9 novembre 1983.

saisis, quelle attitude allait-elle être adoptée à l'égard des croyants ? La question de la liberté de culte, de la liberté de pratiquer sa foi se posa assez rapidement, tous les fidèles ne pouvant, pas et de loin, être taxés de fascistes ou de sympathisants des militaires rebelles.

A l'intérieur du camp républicain, les anarchistes furent les moins enclins à accepter d'aborder le problème de la liberté de culte.

Etant les principaux inspirateurs de la révolution, les anarchosyndicalistes s'attribuaient une responsabilité quant à l'orientation idéologique des masses. Ils étaient des plus réticents à voir renaître publiquement une pratique religieuse qui avait tant imprégné la population espagnole.

Le journal de caserne *Durruti* (25 mai 37) rejetait catégoriquement l'idée d'une reprise des activités religieuses, car "demander la liberté de cultes, c'est aller contre la révolution."

" (...) Quand un peuple fait sa révolution, il rompt avec tout ce qui l'avait réduit à l'esclavage et avec ce qui l'avait soumis à la condition de serf, plébéien ou salarié. Non seulement il cherche son amélioration économique, mais il fait son possible pour extirper totalement tout ce qui signifiait un obstacle pour son progrès et sa culture, comme la mythologie ou culte religieux et le militarisme. (...)

Qu'ils ["les politiciens et les amants du culte"] laissent le peuple libre, que si le peuple désire le culte et la politique, lui-même s'occupera de faire sa politique et son culte. En un mot, que personne n'essaye de faire reculer le peuple, parce qu'il sera renversé par lui ... "

Dans sa rubrique de *Solidaridad Obrera*, "Le masque et le visage" (28 janvier 37), Ezequiel Endériz critiqua vivement les déclarations du ministre des affaires étrangères, le socialiste Alvarez del Vayo, faites pour rassurer l'opinion internationale sur la situation de l'Eglise en Espagne républicaine.

#### "Liberté de culte.

Il semble que Alvarez del Vayo s'est vu obligé à la Société des Nations de définir les limites de notre Révolution. « L'Espagne sera - a-t-il dit - une démocratie sociale et, par conséquent, avec la liberté de culte ».

Admirable. Nous savons déjà ce que valent les paroles des diplomates et, plus encore, si ceux-ci se lancent dans les réunions de Genève. (...)

Toute l'énergie face à l'Eglise, c'est peu. Les religions sont des maux incurables dans les peuples. Lenine a dit que la religion était l'opium. Cela reste au-dessous de la vérité. L'opium endort, énerve. Il enlève peu à peu les énergies organiques de l'homme. Mais il ne dépasse pas la physiologie animale. La religion entre dans la moelle de l'esprit, dans la vie de ce qu'ils appellent l'âme; elle s'installe comme un microbe qui détruit lentement la personnalité de l'homme. Au bout de l'existence d'un de ces êtres gagnés par l'Eglise, il ne reste plus rien de son être primitif. Tout est substance religieuse en lui, qui produit parfois des réactions mystiques et d'autres fois, des réactions rancunières ou criminelles; toujours, bien sûr, des positions d'intolérance, toujours des défenses contre la liberté des autres.

Nous ne savons pas jusqu'à quel point nous pouvons parler de «liberté de culte», nous qui savons le mal que produisent les religions positives, le déisme. La «liberté pour le mal» est un principe excessivement libéral. Si nous ne concédons pas la liberté de se soûler, de se prostituer, de se suicider [sic], devons-nous permettre la liberté de se fanatiser? (...)

Parce que, en suivant le chemin entrepris, au mieux nous faisons une Révolution qui finira par un «tedeum» de grâces ... [Fin]"<sup>3</sup>

*Mi Revista* (15 septembre 37) publia un article de Alfredo Arnau consacré à "La liberté de culte sous la République, la vérité autour de la persécution religieuse". La direction du journal tint à se distancier quelque peu du contenu de certains propos exprimés dans ce texte par un pasteur protestant et par un prêtre catholique qui présentaient, chacun à leur manière leur foi chrétienne comme compatible avec les valeurs de justice et d'équité de la nouvelle société. Cet article précise qu'à cette époque le Commissariat de propagande de la Généralité éditait en plusieurs langues un *Bulletin d'Information Religieuse* et un *Bulletin d'Information Catholique*, tandis que le dimanche soir, l'émetteur de ce Commissariat diffusait une émission religieuse

3. Boutade à caractère prémonitoire. En effet, le lendemain même de l'entrée des troupes nationalistes à Barcelone, une immense messe fut célébrée sur la place de Catalogne: "Ce fut à la foi une messe d'actions de grâces pour la victoire, une cérémonie expiatoire pour tant d'attentats et de profanations, la solennisation de la reprise du culte public." (*Le Patriote Illustré*, "revue hebdomadaire" française, Paris?, 12 février 1939). La prise des villes par les troupes nationalistes s'accompagna immédiatement de cérémonies religieuses; ainsi à Tarragone, un grand culte eut lieu à la cathédrale où "les fidèles, en quittant la basilique, poussèrent des vivats enthousiastes au Christ Roi, à Franco et à l'Espagne". (*ABC* (de Séville), 22 janvier 39).

Le gouvernement républicain avait adopté des mesures d'ouverture à l'égard des chrétiens pratiquants. Le 7 août 37, il publia un décret autorisant le culte privé et, déjà au début de cette année, le ministre de la justice, le basque Manuel de Irujo, seul membre catholique du gouvernement, avait fait libérer de nombreux prêtres emprisonnés. En 1938, la messe était célébrée dans diverses unités de l'armée et, dès le mois d'octobre de cette année, les Basques purent publiquement tenir des services religieux à Barcelone.

La question de la liberté de culte interpellait directement la capacité de tolérance des anarchistes, par définition athées et anti-cléricaux par circonstances historiques.

Dans l'ensemble, le mouvement anarcho-syndicaliste se montra fort réticent à admettre la reprise des pratiques religieuses publiques. A souligner que la furie anti-religieuse releva surtout de la base, des masses en colère plutôt que de la direction anarcho-syndicaliste, dont certains membres s'arrangèrent pour sauver discrètement la vie de prêtres menacés.

L'imprégnation de la société espagnole par l'Eglise catholique avait été si puissante que la crainte d'une renaissance de cette énorme influence paraissait logique. Cependant, une bonne partie du courant anarcho-syndicaliste n'évita pas l'écueil d'estimer convenable la totale interdiction de la liberté de croyance religieuse.

Dans le camp nationaliste, ces problèmes de *conscience* autour de la tolérance pour les idées contraires étaient pratiquement informulés et informulables, le régime du généralissime Franco ayant clairement opté pour un État proche des conceptions totalitaires du fascisme.

## CONTRE LES FAINÉANTS, LES COMMERÇANTS PROFITEURS ET LES RESPONSABLES DU PRONUNCIAMENTO

L'économie nouvelle étant fondée sur des principes communautaires et d'équité, les personnes qui cherchaient à profiter indûment du nouveau système étaient abondamment vitupérées.

Souhaitant rompre avec l'immoralité et le gaspillage du capitalisme, l'économie socialiste entendait fonctionner sur des bases de solidarité et selon une rationalité supérieure, facteurs qui excluaient les intermédiaires superflus et les paresseux égoïstes.

Les désœuvrés, les oisifs, les tire-au-flanc, les clochards et autres vagabonds firent l'objet d'une intense campagne de dénigrement.

Déjà au début d'août 36 (le 4), *Solidaridad Obrera*, dans sa vigoureuse rubrique "Coups de fouet" déclara la guerre aux "professionnels du délit et de la mendicité" :

" Ceux qui peuvent faire échouer n'importe quel mouvement révolutionnaire sont, entre autres, les professionnels du délit et de la mendicité.

Dans notre nouvelle structure sociale, le corrupteur et le quémardeur sont aussi pernicieux que peuvent l'être le bourgeois, le curé ou le fasciste.

\* \* \*

Miliciens ! Préservez l'ordre que vous avez conquis ! Il faut en finir pour toujours avec la plaie des parasites et des parias que maintenaient les vieilles oligarchies bourgeoises.

Ni voleurs, ni mendiants.

Terminez-en avec cette écoeurante pourriture. "

Cette volonté affichée de se démarquer du lumpenprolétariat est une constante de la presse anarchiste de la guerre civile. Il est piquant de noter au passage que les anarcho-syndicalistes se situaient ainsi dans la lignée du dédain et de la méfiance exprimée par Marx envers le prolétariat en haillons, alors que Bakounine plaçait précisément des espérances sur ce sous-prolétariat

frondeur et rebelle à toutes les autorités ...

"Le problème, en attente de solution, des indigents" qui, "en nombre croissant pullulent en Catalogne" suscita le texte ferme de P. Herrera dans *Solidaridad Obrera* (6 janvier 37). L'auteur distingue deux catégories de désœuvrés et reconnaît qu'un grand nombre d'indigents ne sont rien d'autre que des travailleurs licenciés du fait de la restructuration de l'économie ou à cause du manque de matières premières, tandis qu'il peste contre cette autre " grande quantité d'éléments qui, dans des époques antérieures, et avec la justification de l'inégalité sociale existante, vivaient comme ils pouvaient, d'expédients et en ramassant du vieux papier, en ne réalisant rien d'utile pour la société. "

" (...) Cela ne peut continuer, et nous devons employer le maximum d'énergie pour appliquer le remède requis. L'oisiveté, mère de tous les vices nous fait sentir dans la présente occasion sa tragique existence. (...)

En pensant aux remèdes, nous devons reconnaître comme primordial de créer du travail pour tous et de rendre obligatoire son acceptation. Les premiers désœuvrés, auxquels nous nous sommes référés, ne poseront pas de difficultés et cesseront, en travaillant, de constituer un problème. Les seconds résisteront et il faudra leur faire comprendre que les temps ont changé et que l'heure est arrivée de pratiquer l'amour du travail, que nous proclamions pour quand il ne serait plus sous le signe de l'exploitation. Comme ce ne sera pas facile qu'ils s'adaptent et qu'ils emploieront, comme jusqu'à maintenant, les arguments les plus variés pour justifier leur rébellion [sic] , il est nécessaire que nous collaborions tous avec les moyens à notre portée pour la dompter. Les Syndicats, surtout, doivent être inflexibles avec ce genre d'éléments, s'ils ne veulent pas voir réduites à néant toutes leurs aspirations rénovatrices. Une fois que du travail est offert à celui qui en manque, il doit l'accepter et en vivre. S'il résiste, on doit tout lui refuser, en le considérant comme le plus grand ennemi de la société, sans hésiter à le priver des moyens élémentaires de subsistance.

Nous qui fondons la nouvelle société sur le travail, nous ne pouvons nous faire les complices de la fainéantise, en lui donnant des facilités pour son développement. Nous ne devons pas oublier que dans des époques de transition, comme la présente, elle est l'un des ennemis majeurs qui nous guettent et à qui nous ne pouvons pas faire de quartier; le propre instinct de conservation et la révolution en marche nous l'interdisent. [Fin] "



Comme dans d'autres domaines en rapport avec la morale, les jeunesses libertaires se montrèrent encore plus promptes à condamner la fainéantise que le reste du mouvement anarchiste ne le fit.

*Ruta* (7 novembre 36) reproduisit les fermes dispositions prises par un organe révolutionnaire de la ville de Lorca (province de Murcie) contre les désœuvrés, en souhaitant qu'une pareille rigueur fasse école :

" Le Comité du Travail de l'Alliance Révolutionnaire ordonne :

Tous ces citoyens, qui, jusqu'à maintenant, avaient une position aisée par laquelle ils ont eu des facilités à vivre en parasitisme permanent, n'apportant avec leurs efforts aucun bénéfice à la société, devront immédiatement se présenter auprès de ce département du Travail pour s'inscrire sur les listes de travail et pour être affectés au poste qu'il faut occuper.

Il est également annoncé qu'à partir de la publication de cet écrit, celui qui, un jour ouvrable, se trouve sur la voie publique, dans des établissements récréatifs, des tavernes et autres lieux de délassement en situation inactive, en n'étant pas muni d'un document syndical ou d'un carnet d'associé comme travailleur, sera détenu et mis à la disposition du Comité de Justice de cette Alliance, pour être sanctionné comme improductif, s'il n'a pas démontré auparavant avoir une profession profitable et noble [sic], et que, pour des raisons étrangères à sa volonté, il se trouve en chômage.

Celui qui n'obéit pas à ces dispositions ou se cache pour ne pas les accomplir, sera considéré comme factieux.

Salut !

Note de la Rédaction. - Il est grand temps que partout des mesures identiques contre le parasitisme soient prises. Les nécessités de la guerre l'exigent. La morale et le succès de la Révolution l'exigent aussi.

Il est urgent d'en terminer avec tout type de parasites.

De deux choses l'une, soit travailler, soit le front ! " <sup>1</sup>

Dans cette campagne pour normaliser l'arrière sous le signe de l'uniformisation de l'obligation du travail, une propension à vouloir englober, de gré ou de force, l'ensemble du corps social à l'effort guerrier et révolu-

1. Propos à mettre en parallèle avec quelques phrases en gros caractères, dans le même No de *Ruta*, d'un meeting des Jeunesses Libertaires du Centre : "il est temps de faire un labeur constructif. Le jeune qui n'occupe pas un poste dans la lutte contre le fascisme doit être éliminé". Dans ce même esprit répressif, voir aussi l'article de R. Tarin, "Le parasitisme d'hier et d'aujourd'hui", *Ruta*, 5 décembre 36 et le texte de Buenavista, "L'épuration de l'arrière" dans *Trabajo*, 3 juillet 37.

tionnaire est patente. Les désirs de certains individus de demeurer en marge de la société, qu'elle soit capitaliste ou prolétarienne, sont balayés au nom de l'indispensable participation de chacun aux activités de la ruche sociale. Les individualistes réfractaires à la vie collective, de même que certaines minorités souhaitant rester sur la frange de la société, sont mis au pas.

L'écrivain et militant anarchiste Gaston Leval (1895-1978)

relata à l'historien et homme de lettres allemand Hans Magnus Enzensberger un épisode du passage de la colonne Durruti sur le front d'Aragon, où un camp de bohémiens eut à souffrir des prétentions besogneuses du chef anarcho-syndicaliste :

" Au cours de son avance sur l'Aragon, la colonne de Durruti rencontre un camp de bohémiens. Des familles entières campaient là en plein air. C'était ennuyeux dans le sens où ces gens ne tenaient aucun compte de la ligne de front et passaient d'un côté à l'autre au gré de leur fantaisie. La possibilité qu'ils servissent d'émissaires à Franco n'était pas exclue. Durruti considéra le problème. Après quoi, il se rendit à leur camp et leur dit : « Pour commencer, les amis, vous allez changer de vêtements et vous habiller comme nous. » Les miliciens étaient tous vêtus de lourds bleus de mécano ou de combinaisons et cela sous le soleil brûlant de juillet. Cette idée n'eut pas l'heur de plaire particulièrement aux gitans. « Allez sortez de vos nippes ! Ce que portent les travailleurs est assez bon pour vous ! » Les romanis virent que Durruti n'était pas d'humeur à plaisanter et obéirent. Mais Durruti n'avait pas fini : « A présent que vous voilà vêtus en travailleurs, vous allez pouvoir vous mettre au travail, poursuivit-il au milieu des pleurs et des grincements de dents. Les paysans d'ici ont fondé une collectivité et décidé de construire une route pour que leur village ait une voie d'accès à la grand-route. Voici des pelles et des pioches. Au boulot ! » Que restait-il à faire aux gitans, sinon se soumettre ? De temps à autre, Durruti venait personnellement vérifier l'état des travaux. Il s'amusait royalement d'avoir obligé les bohémiens à se servir de leurs mains. « Le seno' Durruti est là ... », se chuchotaient les gitans, avec leur accent andalou; et ils tendaient bien haut un poing fermé en guise d'un salut dont Durruti saisissait fort bien l'intention réelle. " 2

\*  
\*  
\*

2. Interview effectuée le 27 mai 1971 à Paris et reproduite dans Hans Magnus Enzensberger, Le bref été de l'anarchie, La vie et la mort de Buenaventura Durruti, pp 221-222.

La lutte menée contre le parasitisme toucha également aux pratiques commerciales afin de mettre hors circuit les spéculateurs, agioteurs et autres accapareurs. Cette campagne, afin d'assainir le milieu du commerce, s'appliqua, en particulier, à la petite bourgeoisie.

Dans l'ensemble, les mesures adoptées contre certains commerçants peu scrupuleux correspondaient finalement surtout à la situation de guerre, exigeant à l'arrière un contrôle étroit de l'économie (rationnements, réglementation des échanges). La révolution économique autogestionnaire émergea relativement peu sur le secteur de la distribution et sur le système financier, aussi les protestations exprimées par la presse libertaire ne sont-elles guère différentes des plaintes formulées par d'autres courants antifascistes à l'encontre de commerçants ne respectant pas les consignes de l'effort de guerre, avec la nuance d'un ton très ferme, les anarcho-syndicalistes n'ayant pas, contrairement aux partis républicains, puis au parti communiste, de clientèle électorale/politique parmi le petit commerce.

Les journaux anarchistes protestaient contre les prix abusifs pratiqués par certains commerçants.

Au début décembre 36, *Solidaridad Obrera* consacra un éditorial<sup>3</sup> pour stigmatiser " la spéculation de la petite bourgeoisie ", en laissant planer une menace de disparition des couches moyennes commerçantes avec la consolidation de la nouvelle économie collective :

" (...) Ce n'est qu'en attendant que la nouvelle économie révolutionnaire proprement dite ait réglé définitivement la situation, que nous acceptons l'existence de la petite bourgeoisie, en ce qui concerne la petite propriété, le petit commerce et la petite industrie.

Cette modeste couche sociale, qui se sentit sérieusement menacée au début de la révolution, s'est rassurée en se rendant compte de notre compréhension et de notre estime. Avec la garantie que ses intérêts ne courraient aucun danger, la petite bourgeoisie se consacra tranquillement à ses affaires. Mais comment a-t-elle répondu à notre générosité ? Au sujet de la

3. Editorial repris et traduit par le *Bulletin d'Information CNT-AIT-FAI* du 11 décembre 36.

vente des produits, nous devons répondre qu'elle s'est comportée très mal, et si elle persiste dans la même voie, nous serons dans l'obligation de prendre des mesures énergiques pour en finir coûte que coûte avec certains abus. [Fin]"

Avec le prolongement de la guerre civile et la dégradation des conditions économiques, le combat entrepris contre les commerçants profiteurs se durcit.

Le quotidien *La Noche* dédia toute la dernière page de son No du 16 avril 37 à dénoncer les abus dans l'alimentation, en offrant à ses lecteurs, sous forme de trois tableaux (poissons, viandes, légumes), les prix officiels de vente, "contrôlés par la Mairie" de Barcelone, de quelques dizaines de denrées : "On doit traiter d'une main ferme ceux qui volent le peuple". Ce même journal (26 juin 37), toujours à propos des "scandaleux abus de ceux qui commercent aux dépens du peuple" alla même jusqu'à réclamer "la peine de mort au voleur !".

Concrètement, des peines furent parfois infligées à des commerçants malhonnêtes et se résumèrent à des amendes ou à des corvées imposées.

A Barcelone, par exemple, la Commission de la Santé Municipale, en décembre 36, " a condamné trois laitiers à une amende de 2'000 pesetas chacun pour avoir vendu du lait mouillé et mêlé d'amidon. En outre, on a fermé leurs laiteries pour un temps indéterminé et ils furent dénoncés au Commissariat d'Ordre Public pour attentat à la Santé Publique et, enfin ces voleurs, on devrait les mobiliser et, avec une pioche et une pelle, les obliger à creuser des tranchées pour la défense de Barcelone ".<sup>4</sup>

\*  
\*  
\*

Afin de réprimer les complicités du soulèvement militaire, la Généralité créa, par décret, le 9 janvier 37, la Commission des Responsabilités, qui suscita une énorme vague de délations et dont les objectifs étaient de :

" a) Déterminer les responsabilités, par concomitance, des éléments qui ont  
4. *Bulletin d'Information CNT-AIT-FAI*, 22 décembre 36. *M. Revista* déplora également l'attitude de nombre de commerçants dans sa rubrique "On parle à Barcelone de ..." : "... du peu d'effet que fait parmi les agioteurs de l'alimentation, la campagne entreprise contre eux; ... de la nécessité que les abus se terminent et que les accapareurs soient effectivement sanctionnés." (15 décembre 36) et "... à l'abus imperturbable des commerçants et des queues intolérables pour le pain". (1<sup>er</sup> janvier 37).

déchaîné la guerre; b) Déterminer les appropriations définitives et les saisies préventives et les appropriations provisoires; c) Accorder la retenue provisoire des soldes de comptes courants, des livrets et des comptes d'épargne, des dépôts d'argent et de valeurs de tous genres, des personnes qui encourent ces responsabilités, et d) Faire des propositions au sujet du destin des immeubles appropriés. "

Un reportage de Maximo Silvio dans *Mi Revista* (1<sup>er</sup> mai 38) présenta le président de cette Commission des Responsabilités, Martín Barrera, ancien dirigeant de la CNT (il avait été l'administrateur de *Solidaridad Obrera*) qui, dans le début des années 1930, avait rejoint, comme quelques autres dirigeants de l'anarcho-syndicalisme, le régionalisme petit-bourgeois catalan de l'Esquerra.

" (...) - Combien de dossiers ont-ils passé par la Commission des Responsabilités ? - demandons-nous à Martín Barrera.

- Quelque soixante-dix mille dossiers sont parvenus en notre pouvoir. Cela dit, actuellement, nous en avons en cours environ sept ou huit mille.

- Et combien ont-ils déjà été résolus dans un sens ou dans un autre ?

- Plus de neuf cents. Le chiffre paraîtra peut-être un peu exigu, étant donné le grand nombre d'affaires qui sont arrivées dans nos bureaux; mais il faut tenir compte que l'étude et la résolution de toutes les affaires sont excessivement laborieuses.

- ... ?

- Premièrement, nous ouvrons le dossier et nous publions tout de suite un édit dans le *Journal Officiel* et dans la Presse quotidienne, en citant l'intéressé et en appelant toutes les personnes qui désirent déposer favorablement ou défavorablement. Ensuite, avec tous les détails, nous faisons un rapport pour vérifier les accusations ou les déclarations qui ont été faites à la décharge de la personne faisant l'objet de l'instruction, rapport qui passe pour étude chez un membre, cela rigoureusement à tour de rôle, et, une fois que celui-ci s'est prononcé, toute la Commission étudie l'avis, le discute et dicte la sentence correspondante, sentence qui est sans appel. "

Le président de la Commission tient ensuite à déclarer que toutes les affaires tranchées l'ont été "avec un large sens d'équité et de justice" : " Pas question de représailles : seulement la justice. (...) Beaucoup de dossiers instruits contre des prêtres ont été résolus favorablement pour les prévenus, qui ont prouvé qu'ils n'avaient encouru aucune responsabilité. "

Au travers du fonctionnement de cette Commission chargée donc d'établir les "responsabilités", l'on s'aperçoit que le succès populaire recueilli par cette initiative judiciaire et l'avalanche de dénonciations qui s'ensuivit aboutirent rapidement à une saturation de la répression. L'accumulation de 70'000 dossiers, pour la seule Catalogne, engorgeait les rouages de la machine répressive, rendant problématique toute sélection et tout règlement cohérent des milliers d'affaires signalées. L'ampleur de la délation et de la vindicte populaires diluait n'importe quelle notion rigoureuse et administrative de la culpabilité, et entravait l'application d'une répression organisée.

## INSTITUTIONS DE LA REPRESSION

Dans ce chapitre, l'action des institutions de maintien de l'ordre et de la répression va être exposée dans ses trois composantes principales : la police, la justice et le régime pénitentiaire.

### LA POLICE

Durant plusieurs mois après le 19 juillet, la Généralité perdit le contrôle de l'ordre public et de la justice.

Les patrouilles de contrôle, émanation directe du *peuple en armes* et formées de représentants des syndicats et des formations antifascistes, se chargèrent en fait des activités de police.

Les anciens corps de police républicains furent épurés et la Garde Civile dissoute<sup>1</sup>, puis transformée, avec le recrutement de milliers de nouveaux membres, en Garde nationale républicaine.

En dehors de ces organismes, chaque parti ou organisation syndicale avait formé ses propres forces de police et ses commissions d'investigation, qui furent rapidement surnommées du nom russe de *tchékas*, "avec leurs agents secrets, leurs geôles privées, leurs commandos."<sup>2</sup>

1. Voir l'article de Kyra, *Tierra y Libertad* (8 octobre 36), qui salue l'abrogation de ce corps de gendarmerie, sous le titre : "La Garde civile, la fin d'une histoire de sang."

2. César M. Lorenzo, op cit, pp 115-116. Cet auteur tient à préciser que la tchéka de la CNT "aux ordres de Manuel Escorza, fut la plus importante et la plus perfectionnée" (p. 116). Carlos Semprun-Maura, op cit p. 56, apporte une réplique à cette affirmation : "C'est assez comique de voir un sympathisant anarchiste comme César M. Lorenzo faire l'éloge de la police et des ... «tchékas». Et, n'en déplaise à notre auteur, ce ne fut pas celle de la CNT, qui fit le «meilleur travail», c'est-à-dire parlons clair, qui *tortura et assassina le plus de gens* (donc une infime minorité de fascistes) mais, comme leur nom d'ailleurs l'indique, ce furent les «tchékas» des agents soviétiques de l' IC [Internationale Communiste] et du PC espagnol. La terreur stalinienne en Espagne fut de loin la mieux organisée et la plus efficace (en «zone républicaine» s'entend, car de «l'autre côté ce fut encore pire)."

L'utilité et le rôle de ces diverses *tahékas* furent, non pas réellement la lutte contre les nationalistes, mais une manière de prolonger par des moyens extrêmes la compétition, les rivalités entre les organisations politiques et syndicales.

La cohésion des courants qui se retrouvèrent dans le camp républicain ressort, sous un tel angle, comme très relative et fragile. De fait, ce que recherchaient les différentes organisations, par le biais des *tahékas*, c'était de renforcer et d'accroître leur poids, leur influence, leur puissance afin de se tailler une place majeure au sein des structures antifascistes (principalement à l'intérieur du Comité Central des Milices Antifascistes et, ensuite, dans la Généralité), capable de leur permettre de contrôler et de disposer des forces de police officielles, de la violence légale et, conséquemment, de prohiber les *tahékas* des autres formations politiques.

Le poids prédominant de la CNT-FAI, au début de la guerre, se manifesta dans le domaine policier. Les patrouilles de contrôle étaient dominées par les anarcho-syndicalistes, le secrétaire général en étant le CNTiste José Asens. Le C.C.M.A. disposait d'une espèce de département de Sûreté révolutionnaire, appelée Section d'Investigation, dirigée par l'anarchiste Aurelio Fernández, et auquel étaient subordonnées les patrouilles de contrôle. Cette section d'Investigation ou de Recherche possédait de vastes attributions, dont certaines (contrôle des frontières) avaient été soustraites au gouvernement central.

" D'elle émanaient les ordres de réquisition, de perquisition ou d'arrestation; non seulement elle veillait au respect de l'ordre et à la répression des menées fascistes sur toute l'étendue de la Catalogne, mais elle s'occupait aussi de la surveillance des frontières terrestres et maritimes, contrôlant le passage des marchandises, des biens et des personnes. " <sup>3</sup>

Avec le rétablissement du pouvoir gouvernemental républicain, les prérogatives policières, que s'étaient octroyées la CNT-FAI, furent battues en brèche. Dans la logique étatique, il était indispensable que le gouvernement

3. César M. Lorenzo, *op cit*, p. 115.



contrôle à nouveau étroitement les organes répressifs et de maintien de l'ordre, afin que son autorité soit applicable et crainte.

En mars 37, la Généralité publia un décret réorganisant les Services d'ordre public de Catalogne sous la forme d'un Corps Unique de Sécurité, mesure qui sonnait le glas officiel des patrouilles de contrôle. A ce moment, les anarcho-syndicalistes étaient représentés au gouvernement catalan par 4 membres (sur les 11 de ce Conseil) et ils durent, à contre-cœur, accepter la centralisation des forces de police, écartelés entre leur participation collégiale au gouvernement et leur pratique révolutionnaire à la base.

La *Soldi*<sup>4</sup> expliqua longuement les raisons de son insatisfaction et ses craintes devant ce "nouvel appareil directif de l'ordre" qui n'est pas "compénétré intimement des postulats idéologiques qui interviennent dans l'élaboration de la nouvelle structure de la société" :

" (...) Nous vivons aujourd'hui une situation très spéciale. Pressés par les circonstances, nous nous voyons obligés de transiger, sur quelques aspects avec nos alliés. Comme dans cette grande croisade libératrice, les partis, les idéologies et les intérêts les plus différents sont alliés, les organes nés de la Révolution ont un caractère neutre qui, en réalité, ne satisfait aucun des secteurs qui se trouvent dans le bloc antifasciste. Nous répétons que ce qu'il y a de spécial dans la situation nous oblige à faire contre mauvaise fortune bon cœur et à accepter des choses, que, dans une époque normale, nous aurions repoussées.

Nous le disons franchement, sans détours ni ambages, le décret d'Ordre Public ne nous satisfait pas. Nos représentants dans le Conseil de la Généralité ont fait tout leur possible, essayant de le limer et de lui ôter toutes ces aspérités réactionnaires, qui étaient en lui. Ils y sont arrivés à moitié. Et, quoique organisation disciplinée, nous le respectons, mais nous ne renonçons pas pour autant à travailler pour le remplacer par un nouvel instrument légal qui reflète plus exactement la véritable situation politique et révolutionnaire de notre région.

Nous ne dissimulons par certaines craintes. L'expérience allemande doit nous servir à quelque chose. Là-bas aussi, on créa un corps de Sécurité étranger à tout parti politique et révolutionnaire : la Reichswehr. Cet

4. Article de *Solidaridad Obrera* intitulé "Le corps unique de sécurité ne peut manquer d'idéal révolutionnaire", repris et traduit dans le *Bulletin d'Information CNT-AIT-FAI*, 20 mars 37.

instrument répressif, né en pleine révolution, et qui servit, entre les mains des social-démocrates, à écraser les extrémistes, se transforma au bout de quelques années, utilisé par le «nazisme» criminel et assassin, en un instrument formidable de répression contre le prolétariat en y incluant les social-démocrates.

Une des choses qui nous choquent le plus dans le décret de la Généralité, c'est l'interdiction absolue pour tous les fonctionnaires, gardes, officiers, d'adhérer à une organisation politique et syndicale. On spécifie bien dans ce décret, que ceux qui n'observent pas cette disposition seront punis par expulsion du Corps auquel ils appartiennent.

Comme on peut l'observer, la création d'une force coercitive incolore, sans contenu révolutionnaire, qui serve docilement «celui qui commande» est une proposition ferme. Et si aujourd'hui, en Catalogne, c'est le peuple qui commande à travers les organisations antifascistes, demain ce sera peut-être un parti plus ou moins libéral qui monopolisera l'Etat comme cela est déjà arrivé parfois. (...)

Nous estimons erronée la création de ce Corps Unique de Sécurité, absolument étranger aux luttes et aux aspirations du peuple travailleur. Toute Révolution a le devoir, si elle ne veut pas se nier elle-même, de créer les organismes régulateurs de ses conquêtes, à sa propre image. L'initiative du 19 juillet est indiscutablement prolétaire. Si la classe ouvrière ne donne pas une physionomie propre à tout ce qui surgit de cette situation, elle perd une des possibilités les plus précieuses, et nous devons alors confesser que la contre-révolution a gagné du terrain. [Fin] "

Tout au long de la guerre civile, des anarchistes ont donc participé à la police, en occupant souvent des postes de direction. Quels types d'anarchistes acceptèrent ainsi de passer de *l'autre côté de la barrière*, pour se métamorphoser en *flics* ?

Avec le recul du temps, Federica Montseny fait part de sa réflexion<sup>5</sup>, quelque peu amère, sur les anarchistes transformés en policiers :

" La réalité, c'est que les hommes les plus capables étaient restés dans les collectivités, ce furent ceux qui mirent en marche les fabriques. Les plus intrépides et les plus idéalistes partirent au front. Que va-t-il rester ? Il va rester une sorte de gens qui n'étaient ni très intrépides, ni

5. Converses amb Federica Montseny (1977), par Agustí Pons, p. 142.

capables et qui vont se prêter à faire ce travail de police. Pour la majorité de nos compagnons, idéalistes, ce travail de police leur répugnait et ils ne vont pas vouloir le faire. Je pense que ce qui se passa pour nous devait aussi se passer dans les autres partis. Pour les meilleurs éléments de chaque parti cette besogne de police leur répugnait et c'est pourquoi, dans les Patrouilles de Contrôle vont aboutir des gens qui n'étaient pas le meilleur de tous les partis. Cela va donner comme résultat que les Patrouilles de Contrôle n'avaient, du point de vue idéologique, pas grand-chose dans la tête. Ceci est franchement, honnêtement, mon opinion sur les Patrouilles de Contrôle. Cela ne veut pas dire qu'il n'y avait pas quelques personnes qui avaient la peine et qui s'y étaient engagés, parce qu'elles croyaient nécessaire une tâche de «nettoyage» [en français dans le texte], parce qu'elles croyaient leur présence nécessaire. Mais, celles-la étaient la minorité. "

Le journal *Mi Revista* contrasta d'avec le reste de la presse libertaire en exposant franchement, et avec régularité, les rouages répressifs du nouveau régime. Sous forme de reportages illustrés, les lecteurs purent faire connaissance avec les hauts policiers anarchistes, dont le travail d'épuration était complaisamment étalé. Les chefs de la "police révolutionnaire" posaient volontiers pour le photographe de la revue en se plaçant derrière d'imposants bureaux, en laissant parfois entrevoir la bretelle soutenant leur pistolet et en arborant souvent un air sévère et inflexible.

Dans son No du 1<sup>er</sup> décembre 36, *Mi Revista* présenta, sous le titre de "La CNT et la FAI dans l'action officielle", "Le compagnon Eroles dans la Direction des Services de l'Ordre Public" et donna la parole au nommé Solans, "Secrétaire du Chef des Services de Sécurité Intérieure" :

" (...) Pour Eroles et ses «nains» [surnom de ses adjoints], la fatigue n'a aucune force, le découragement ne le connaît pas, les enquêtes les plus difficiles, les affaires les plus compliquées et les détentions les plus dangereuses sont menées à bien avec fermeté, avec exactitude. Chaque affaire est un succès de tous. Tout se fait en silence, à cause de sa modestie. Mais, il faut leur rendre justice.

Bon. Et l'autre police, la professionnelle ? se demandent certains. Elle travaille aussi, mais totalement en indépendance des «nains» de Eroles, qui ne sont pas des policiers et qui se vantent de ne pas vouloir l'être. Elle travaille aussi, mais d'une autre façon. Aujourd'hui, elle est très assaini en comparaison avec le régime qu'établirent des bourreaux, comme Bravo Portillo,

Maqueda, Carbonell et tant d'autres, dont la vie professionnelle fut une chaîne d'immoralités, de mauvais traitements, de vol, et dont la devise était toujours la persécution, de préférence des hommes d'idées, et contre lesquels ils firent jouer tous les procédés de cruauté. "

"Le Groupe d'Investigation Central" fit l'objet d'un article dans le No du 1<sup>er</sup> janvier 37. Présidé par "le compagnon Jaime Riera", ce groupe "fonctionne en silence, sans ostentation, mais avec une inégalable efficacité"

" (...) Le Groupe d'Investigation, qui accomplit avec tant d'enthousiasme un travail aussi pénible que persévérant, est composé, en plus du président, des compagnons Bonet, de la CNT, de Chueca de l'UCT, de Coll pour l'«Esquerra Catalana» et de Torrent du POUM.

La nature de sa gestion conseille une discrétion jamais suffisante et la modestie de ceux qui le composent ne donne pas beaucoup l'occasion de faire ressortir les importants et transcendants services rendus à la cause antifasciste.

Riera a, en plus, ses «nains». Il n'y avait pas de raison que seul Eroles en ait. (...)

Ainsi donc, nous qui connaissons de près la gestion des «nains» - qui bien sûr n'ont rien de «nains» - de Riera, nous devons nous réjouir de ses succès, que beaucoup de policiers professionnels aimeraient connaître pour eux, comme nous l'avons dit en beaucoup d'occasions. "

"Un autre triomphe de la police révolutionnaire", digne d'"un sujet de cinéma", contre la 5<sup>ème</sup> Colonne de Barcelone fut largement célébré sur 3 pages dans le No du 1<sup>er</sup> avril 37. L'action "fructueuse et efficace" de Dionisio Eroles, Juan Solas et de leurs "fameux «nains»", qui se servirent de la filature et de la pose de micros dissimulés, enthousiasma le rédacteur en chef, E. Rubio Fernandez, auteur du reportage; il se félicita, au passage, de l'absence de scrupules et de solidarité des gens de la 5<sup>ème</sup> Colonne, qui les poussaient, selon lui, à se dénoncer très largement les uns les autres devant les enquêteurs "révolutionnaires" ...

Quant à "L'action du Commissaire général de l'Ordre Public de la province de Gérone", elle fut exposée au travers d'une interview (No du 1<sup>er</sup> février 37) avec ce responsable :

Le Commissaire Général, "notre bon ami Amadeo Oliva" est d'avis que "le plus grand succès de son action" est qu'"en aucun cas, nous nous sommes

vus obligés d'employer la violence. Si nous faisons exception de la réaction qui se produisit logiquement lors des premiers jours qui suivirent le soulèvement militaire contre les éléments en vue de la droite—qui, par leur conduite ou par leur identification avec le soulèvement, s'étaient transformés, aux yeux du peuple, en complices du fascisme—et les incidents que provoqua l'agression de la ville de Rosas par des navires pirates [tentative de débarquement de troupes nationalistes survenue à fin octobre<sup>36</sup>], l'ordre le plus parfait a été la caractéristique des vastes contrées de la province de Gérone. "

Un autre aspect lié à la "Révolution constructive" fut la "visite", effectuée par E. Ruboio Fernandez, au "Laboratoire de Technique Policière de Catalogne" (1<sup>er</sup> mai 37). "Installé dans un précieux palais de la Diagonale" [la deuxième plus grande artère de Barcelone], cet organisme dépendait de la Généralité, via la Conseillerie de Sécurité Intérieure, et comprenait plusieurs sections :

" Criminologie et Chimie. Dactyloscopie. Photographie. (...) Calligraphie et Dessin. Musée Criminologique. Musée des armes à feu et des armes blanches. Bibliothèque. Académie (...) où l'on apprend à être policier."

L'article est richement illustré de photos. L'une d'elles nous montre l'une des vastes "salles du Fichier central où sont archivés les dossiers des fascistes et des délinquants communs, qui contient plus de 250'000 [deux cent cinquante mille !] dossiers".

Dans la conclusion, le journaliste rend hommage au "magnifique travail entrepris" par le directeur, "le compagnon José Sagrero" qui a pour but de "rehausser le prestige d'un organisme très méprisé" : "Aujourd'hui, la Catalogne peut s'enorgueillir de solliciter une place d'honneur entre les nations du monde qui disposent de laboratoires policiers parfaits et bien organisés."

" Et quant au personnel qui consacre ses efforts à cet instrument très vital de la Justice en Catalogne, le plus grand éloge, le plus complet celui qui s'accorde le mieux avec ces temps de Révolution constructive, c'est de dire que ce sont de véritables travailleurs. Travailleurs convaincus de l'efficacité de leur oeuvre, travailleurs modestes, qui travaillent en silence à une construction neuve. "

Les lecteurs de *Mi Revista* purent encore se familiariser avec l'activité du Dr Callís, "chef de la Section de Criminologie et de Chimie du Laboratoire de Technique Policière de Catalogne" ("La science au service de la Révolution", 15 mai 37), tandis qu'un reportage décrivit "L'Ecole de Police de Barcelone, là où se forment les policiers de la nouvelle Espagne révolutionnaire" (15 novembre 37).

Cependant, le texte majeur au sujet des relations entre les anarcho-syndicalistes et la police est l'interview réalisée par (les initiales) F.A., à Valence en février 37, de Antonio Moreno "important militant de la CNT et secrétaire du Conseil National de la Sûreté" (No du 1<sup>er</sup> avril 37). Ce policier de très haut rang se chargea de réorganiser la police d'Etat dans le sens de la modernité et de l'efficacité (matériel, formation), restructuration exigeant une concentration des divers corps et une centralisation accrue des décisions. Cette évolution vers une *technocratie* des forces du maintien de l'ordre était présentée comme allant amener davantage de "respect", d'"égalité" et de "démocratie". Antonio Moreno justifia son action policière au nom de "la capacité constructive" de la CNT. A noter la déférence nouvelle à l'égard de l'idée de la police qui amène l'usage systématique du P majuscule.

" (...) - ... ?

- La Police espagnole a évidemment eu une infinité de défauts, pour que cela se termine, nous allons créer une Police efficace, capable d'être égale à celles de l'étranger. Pour cela, on a pensé à créer les trois Sections auxquelles fait référence le Décret du 26 décembre dernier, lesquelles doivent se distribuer de la manière suivante : Frontières, Judiciaire et Recherches.

La Section des Frontières aura à sa charge la surveillance des frontières, chemins de fer, hôtels et, en général, tout ce qui concerne l'entrée et la sortie des étrangers en Espagne; la Section Judiciaire doit se consacrer à la poursuite des délits et délinquants de droit commun et la troisième c'est-à-dire les Recherches spéciales, aura à sa charge ce qui se rapporte aux réunions et aux manifestations publiques, activités contraires au régime et toutes les autres démarches que les chefs de service leur confieront."

Une "Section d'Avant-garde" [sic] était également prévue "pour

accourir là où l'ordre public s'est altéré". (...)

- ... ?

- Non, le Corps de Sûreté que nous allons créer n'a aucune similitude avec le précédent. Il est distinct en tout. Il a une morale nouvelle des principes de justice inégalables. Il est, pourrions-nous le dire ainsi, un modèle dans son genre. "

Le chef policier CNTiste loue, dans la suite de cette interview la "base démocratique" de son système, grâce à la participation des fonctionnaires de police à la prise des décisions les concernant et par l'existence des "Conseils de Provinces" où seront représentés les deux centrales syndicales et les partis qui forment le front antifasciste. Le Secrétaire Général du Conseil National de la Sûreté place également beaucoup d'espoirs dans le développement de la formation professionnelle et de l'instruction de ses agents, ainsi que dans "l'étude minutieuse" de la radiotélégraphie. En guise de conclusion, A. Moreno se penche sur le singulier accouplement anarchie-police :

" - ... ?

- Oui, vous avez raison : c'est un paradoxe que nous, les anarchistes, nous soyons en train de collaborer dans les ministères, parmi lesquels celui de la Justice, aux Directions des Prisons et aux Conseils de Sûreté.

Mais, vous devez tenir compte que le moment l'exige ainsi.

Le concept que le Dictionnaire a de l'Anarchisme est non seulement ridicule, mais honteux, en démontrant chez ses définisseurs une ignorance crasse et une méconnaissance absolue de la personnalité des anarchistes, alors que nous mettons dans toutes nos interventions un profond sens humain et un sens profond de la responsabilité. En ce moment où l'Espagne consolide les fondations d'une nouvelle Société, la capacité constructive de la CNT réussit à démontrer sa valeur. Elle dépose aussi son empreinte humanitaire dans la rigidité des Réglements du Corps de Sûreté, en rendant la discipline plus consciente et dans une forme basée sur le respect mutuel. Elle fera qu'il existe une compénétration fraternelle entre les chefs [sic] et les subordonnés, ce qui évitera la plus grande douleur à ceux qui, par les hasards de la vie ou en raison de défauts mentaux, ont le malheur de commettre le délit. [Fin]"

## CONTRÔLE DES FRONTIÈRES

Les tâches de surveillance des frontières, à l'instar de ce qui se passa pour la police, furent exercées, durant les premiers mois, par des comités révolutionnaires.

En Catalogne, la CNT-FAI se targua d'avoir une grande influence sur les questions douanières.

Le paradoxe alla même parfois jusqu'à un point que des anarcho-syndicalistes prétendirent qu'ils étaient davantage capables de protéger les frontières du territoire étatique que les anciens douaniers.

Le quotidien *La Noche* consacra toute la dernière page de son édition du 3 septembre 36 à la présentation du très important poste frontière de Port-Bou. Un "Comité de Contrôle, travaillant en étroite collaboration avec celui des Milices" y réalisait un "travail très profitable pour la défense des intérêts matériels de la République".

Comme c'était souvent le cas dans les quotidiens de cette époque, un chapelet de titres choc chapeautait le reportage :

" Les arguties des contrebandiers de capitaux.

Quinze mille francs cachés dans une jarrettière féminine.

Un phare d'automobile converti en coffre-fort.

Des pièces en or dans les tubes de pâte dentifrice.

La perspicacité des fouilleuses et des carabiniers de Port-Bou fait échouer les plus habiles tentatives de ceux qui, en fuyant l'Espagne, désirent emporter un petit capital. "

Les douaniers antifascistes et les fouilleuses racontent, avec fierté au reporter, leurs succès contre ceux qui cherchent à sortir des objets de valeur non déclarés ou des sommes d'argent supérieures au montant autorisé.

La personne non en règle dans sa documentation ou qui a essayé de passer des valeurs en fraude, "vingt-cinq à trente cas par jour", doit "retourner à son point d'origine, pour qu'elle voie si les milices confirment le passeport ou si, convaincue qu'ici on n'est pas mal, elle se décide à rester en Espagne."



A Barcelone, outre l'autorisation du service officiel de concession de passeports du Département de l'Ordre Public, accordés avec le "haut visa du conseiller de la Sûreté", il fallait pour sortir du pays obtenir l'aval de la FAI. Situation résumée avec orgueil par *Mi Revista* (15 décembre 36) dans un article intitulé "Les clés de la frontière ont un bon gardien de la FAI", où le cynisme et le goût de l'exercice du pouvoir sont complaisamment étalés :

"On avait besoin, comme garantie de la régularité dans le franchissement des frontières, d'un homme énergique, intelligent, droit et, surtout, juste. (...)

[en plus du visa du Département de l'Ordre Public], *quelqu'un* était indispensable, qui soit une garantie par-dessus l'engrenage bureaucratique connexe *quelqu'un* qui apporte aux organisations ouvrières, collaboratrices et responsables de la marche officielle de la Catalogne, l'assurance que les frontières étaient fermées pour ceux qui ne devaient pas s'en approcher ...

Cet homme, la FAI le donna. Cet homme, c'est Portela.

Portela - comme il le dit - c'est la FAI pure accomplissant une mission avec une rectitude et une exactitude uniques et indispensables.

Nous qui avons travaillé aux côtés de Portela, nous connaissons bien sa minutie et ses précautions pour déjouer des astuces et des tromperies, qui, avec lui, furent des échecs retentissants et des jeux infantiles.

Ainsi, à première vue, l'on supposerait que l'*octroi* de sortie, en ayant tout en règle, est une démarche facile. Profonde erreur ! *Tout en règle*, presque tous ceux qui ne le sont pas le sont pourtant, car le miracle du cadeau ou de l'influence obtient presque tout, jusqu'à la protection immorale et illégale de quelque consul. Il obtient, je répète, presque tout; le *presque* qui manque pour être le *tout*, c'est le visa de Portela. (...)

Ce que dit Portela : Pourquoi désirent-ils s'en aller ? Ne voulaient-ils pas faire une grande Espagne ? Bon, qu'ils la fassent ici. Où est-ce que ça serait meilleur ? Maintenant, c'est l'occasion. L'Espagne a besoin de l'aide de tous.

Ceux qui entourent Portela dans son travail sont *les siens*; ils savent coopérer à sa gestion, être son aide efficace et opportune, et ils ne détonnent jamais. Même les très gracieuses compagnes dactylographes sont opportunes. Surtout Alba [sic].

Tel est pris qui croyait prendre ... pour celui qui va [au bureau] 109.

La frontière franco-espagnole fut *reprise* aux comités révolutionnaires par le gouvernement central en avril 37, le pouvoir d'Etat estimant, naturellement, essentiel de recouvrer le contrôle du commerce extérieur et de l'achat d'armes.

Dès lors, ce furent les carabiniers qui assurèrent, normalement, les activités douanières.

\*  
\* \*  
\*

## LA JUSTICE

Le déclenchement de la révolution enleva le pouvoir judiciaire au régime républicain au profit de son exercice par les syndicats et les formations antifascistes radicales.

La première tâche qui incombait à la justice fut de juger et de condamner les personnes qui avaient pris part à la rébellion militaire.

En Catalogne, jusque vers la fin de 1936, la justice fut le domaine privilégié des anarcho-sindicalistes et, dans une moindre mesure, du POUM. Dans ce secteur aussi, la Généralité dut se contenter, pendant quelques mois, de ratifier par voie de décrets, ce qui avait été fait par le peuple en armes.

A Barcelone, le journaliste et avocat CNTophile Angel Samblancat s'empara au début août, à la tête d'un groupe d'anarchistes armés, du Palais de Justice. Commence alors une vaste épuration de l'ancien appareil juridique et la constitution de Tribunaux Populaires. Avec deux délégués de la CNT, A. Samblancat mit sur pied le Comité Supérieur de Justice de Catalogne, puis cet avocat fut le premier président du Bureau (ou Section) Juridique, que la Généralité avait créé officiellement, le 17 août, par décret.

Le Bureau (ou encore Tribunal <sup>1</sup>) Juridique s'occupait surtout de petites affaires, en fournissant une assistance juridique gratuite : " Réprimer l'usure, aplanir les difficultés dans les cas de divorce et de mariage et voir les accusations peu importantes de fascisme " <sup>2</sup> . Présidé ensuite par le juriste CNTiste Eduardo Barriobero, venu exprès de Madrid pour occuper ce poste. Le Bureau Juridique était " formé de personnes de provenance strictement révolutionnaire et attachées à la cause du peuple " :

1. Les appellations des instances juridiques ne sont pas définies strictement. Elles varient d'un journal ou d'un historien à l'autre.

2. John Brademas, *Anarcosindicalismo y revolución en España*, chap. La Justice Révolutionnaire (riche en informations), pp 179-182.

" Chaque jour, des centaines de cas sont résolus, lesquels sont tranchés en peu de temps; le DEMANDEUR et le DEFENSEUR exposent leurs causes par voie orale et la sentence est dictée immédiatement.

Une moyenne de mille [?] causes par jour sont révisées, en faisant disparaître celles qui ne sont pas intéressantes. " <sup>3</sup>

Du Bureau Juridique dépendait un Tribunal Industriel (ou du Travail), chargé des affaires économiques. Un Tribunal Populaire Spécial fut créé à Barcelone, vers fin août, pour les cas de sédition et de rébellion militaires, en liaison directe avec le soulèvement nationaliste.

En octobre 36 furent institués en Catalogne sept autres tribunaux populaires (quatre à Barcelone et trois dans les capitales de provinces). Ces nouvelles cours s'occupèrent également de la rébellion militaire, mais elles eurent aussi à juger des actes politiques contraires au nouveau régime. Du fait de l'absence d'une sorte de tribunal de police, le tribunal populaire élargit rapidement ses compétences, en ne prenant plus seulement en compte les délits considérés comme contre-révolutionnaires.

Le tribunal populaire se composait d'un juge, presque toujours un ancien avocat nommé par le ministre de la justice de la Généralité, et de douze jurés appartenant aux formations révolutionnaires, selon leur force respective dans la localité. Les procureurs, désignés également par le ministre de la justice, n'étaient généralement pas des juristes, mais des personnes d'origine prolétarienne.

L'ancien code pouvait être utilisé, mais le tribunal n'avait pas à tenir compte des vieilles lois, car " les jurés se prononcent exclusivement selon leur conscience révolutionnaire ". <sup>4</sup>

La défense est laissée entièrement à l'appréciation de l'accusé, qui peut se défendre lui-même ou faire appel à qui il veut, homme ou femme, avec ou sans connaissances juridiques, ou encore demander, comme cela se fit la plupart du temps, l'assistance d'un avocat.

3. Article "La Justice Révolutionnaire", *Boletín de Información CNT-FAI*, 9 septembre 36. Durant les 80 jours de son existence, ce Bureau était parvenu à résoudre 6'000 cas, selon le chiffre avancé par l'auteur de tendance communiste Frank Jellinek, chiffre repris par John Brademas, op cit p 180.

4. Déclaration de Andres Nin, ministre de la Justice de la Généralité, à H.E. Kaminski. Voir note suivante.

Afin de se faire une idée concrète et vivante de l'application de la justice populaire, il convient de retenir le témoignage de l'écrivain allemand Hans Erich Kaminski qui, dans son beau reportage sur la révolution espagnole, consacra un chapitre sur le fonctionnement du "Tribunal Populaire"<sup>5</sup>.

Après s'être entretenu avec le leader du POUM Andrés Nin, qui occupa le portefeuille de la justice dans le gouvernement de la Généralité (du 26 septembre au 17 décembre 36), Kaminski suivit deux audiences au Palais de Justice de Barcelone, qui eurent probablement lieu vers le mois de décembre 36.

Dans le Palais de Justice, — "le seul édifice public à Barcelone qui ait l'air abandonné", comme "une entreprise qui chôme" — Kaminski remarque d'abord la longue queue, formée par des hommes et des femmes, qui attendent devant la salle des Divorces afin de faire officiellement déclarer leur rupture de couple, acte qui se déroule ensuite très rapidement.

Kaminski se rend alors à deux audiences. Dans la première, celle du Tribunal Spécial, les accusés sont d'ex-officiers qui ont participé au soulèvement militaire du 19 juillet. Le verdict contient une condamnation à mort, à l'encontre d'un commandant, aide de camp d'un général (lui-même déjà exécuté auparavant), une condamnation à trente ans de prison pour un autre commandant, tandis que les autres officiers écotent de "peines moins sévères ... On ne fait pas de distinction entre réclusion, prison et travaux forcés. Par contre, les tribunaux révolutionnaires condamnent souvent aux travaux dans les fortifications pour la durée de la guerre civile. (...) La peine de mort sera bientôt exécutée. Il n'y a pas d'appel."

Dans la seconde audience, celle du tribunal No 1, tous les accusés sont des civils (deux infirmiers, un commerçant, un musicien et un jeune étudiant de 16 ans) qui ont été arrêtés le 19 juillet dans les rangs des troupes rebelles. Le jury condamnera tous les accusés à mort, à l'exception toutefois de la peine du jeune de 16 ans qui "n'est prononcée que pour la forme", la Cour décidant "d'adresser une demande au Gouvernement pour qu'il la commue en trente ans de prison. Une femme s'effondre en sanglotant. Mais, au moins la vie du gosse est sauvée."<sup>6</sup> Les spectateurs sont satisfaits."

5. H.E. Kaminski, "Ceux de Barcelone", pp 125-138, Paris 1937. Après l'arrivée au pouvoir du nazisme, Kaminski émigra en France, où il entretint des contacts avec divers antifascistes italiens. De tendance social-démocrate, Kaminski avait une profonde sympathie pour le courant libertaire. Retourné en France après la guerre civile, il disparut en 1940 durant l'occupation allemande.

6. Kaminski assista à cette deuxième audience sur la demande de l'avocat de ce jeune homme, qui avait estimé que "la présence d'un écrivain étranger pourrait lui être utile et [qu'] il voudrait en profiter pour sa plaidoirie."

En observant la pratique de ces tribunaux populaires, Kaminski fut frappé par l'absence de decorum, par la simplicité et la rapidité des débats.

" Le président [du Tribunal Spécial] est un ancien avocat réputé comme écrivain révolutionnaire. Le procureur aussi était avocat, il est encore très jeune. Les jurés sont tous des prolétaires. Il y a deux femmes parmi eux.

On ne porte ni robe ni béret. Le public qui se presse derrière la barre ne forme pas de contraste avec les représentants de la justice populaire. On fume. Une partie des assistants gardent leurs casquettes, quelques-uns portent faux-col et cravate, plusieurs sont en uniforme de miliciens et ont des revolvers. Le président, le procureur et quelques jurés sont aussi armés. L'unique personne dont on reconnaît la fonction au port d'un brassard est l'huissier.

Seuls les défenseurs sont bourgeois de vêtements et d'allure. Ils sont tous des avocats, pour la plupart très jeunes; peu ont dépassé vingt-cinq ans.

On fait entrer les accusés. Ce sont d'anciens officiers qui ne portent cependant pas l'uniforme. Ils sont à peine surveillés. Les miliciens qui les ont amenés s'assoient quelque part dans la salle. Les accusés fument aussi pendant l'audience. Lorsque l'un d'eux n'a plus de cigarettes, son gardien lui en offre des siennes.

Les prévenus, deux commandants, trois capitaines, deux lieutenants, sont accusés d'avoir pris part le 19 juillet à la rébellion. L'un des commandants était l'aide de camp d'un général qu'il accompagna de la caserne à la défaite, mais il prétend avoir ignoré de quoi il s'agissait et ne pas avoir pris part aux actes de combat. Les autres restèrent dans la caserne, parce qu'ils ne sympathisaient pas avec les rebelles, disent-ils. Mais, des casernes, on a tiré sur le peuple et le deuxième des commandants accusés y avait le commandement.

La procédure est très objective. Comme aux Etats-Unis, c'est le ministère public et, après lui, le défenseur qui interrogent les accusés et les témoins. Le président n'intervient que rarement, surtout pour demander d'être bref. Par contre les jurés interviennent souvent et posent des questions aussi bien aux accusés qu'aux témoins.

Après les dépositions, le ministère public expose ses conclusions. Ensuite, les défenseurs plaident, sans dépasser un quart d'heure chacun. Suit la réplique du procureur et parfois encore une duplique de la défense. Les dernières paroles appartiennent aux accusés.

Tout est très désinvolte. Les jurés se passent une grande cruche en terre cuite et, selon la coutume espagnole, se font couler par son long bec de l'eau dans la bouche, sans toucher la cruche de leurs lèvres. Mais les formes de la procédure sont respectées. Un témoin de l'accusation, qui déclare qu'on eut mieux fait de coller les accusés simplement au mur, est énergiquement rappelé à l'ordre par le président. (...)

Les séances du Tribunal sont toujours des tragédies quand il s'agit de la vie ou de la mort, à plus forte raison ici où se reflète la lutte d'un peuple entier; la guerre civile espagnole ne fait pas rage seulement sur les champs de bataille, mais elle pénètre aussi dans les salles des tribunaux. "

La révolution accentua l'indépendance administrative de la Catalogne, la justice y agissant selon des normes établies en fonction du contexte de la province. Le droit de grâce qui, jusqu'au début de la révolution, avait toujours été du ressort du Président de la République, releva ensuite du Président de la Généralité, qui pouvait exercer cette faveur suprême pour autant que son gouvernement ait adopté une telle décision de clémence et qu'une requête ait auparavant été déposée par tous les membres du jury du tribunal populaire.

En matière de mariage, de divorce, d'adoption et de majorité civile (fixée à 18 ans), la justice catalane fut plus large et plus décidée que celle du reste du camp républicain, où des tribunaux populaires furent également instaurés.



Au mois d'octobre 36 fut créée une Junte de Sûreté Intérieure, subordonnée à la Conseillerie de la Sécurité Intérieure et dirigée par Artemi Aiguader de l'Esquerra. Le département d'enquêtes, qui dépendait du Comité Central des Milices passa alors sous le contrôle gouvernemental de la Généralité : " C'était le symptôme d'un phénomène qui ira en s'accroissant chaque fois davantage depuis cette date jusqu'à la chute de Largo Caballero, en mai de l'année suivante : la reconquête progressive, mais constante, par les organes étatiques de leurs facultés et la diminution parallèle du contrôle révolutionnaire populaire. " 7

Le 20 novembre 36, la Généralité supprima le Bureau Juridique, s'assurant ainsi une prise toujours plus grande sur le contrôle de la justice et de l'ordre public.

Se voyant peu à peu dépossédés de leur emprise, les anarcho-syndicalistes cherchèrent à réagir. Le 4 mars 37, le Conseiller de la Sûreté Intérieure Aiguadé fit des déclarations à la presse, en annonçant que le Conseil d'Ouvriers

7. John Brademas, *op cit*, p. 181.



et de Soldats, et autres corps similaires, doivent être dissous, étant donné que l'épuration des forces rebelles a été accomplie par son département et que ces corps para-policiers et para-militaires n'ont plus de raison d'être. Ces déclarations provoquèrent de vives protestations dans les rangs libertaires.

*Ideas* réagit avec une virulence particulière. Sous le titre de " Destitution immédiate de Aiguadé " (11 mars 37), l'hebdomadaire libertaire qualifia le Conseiller de la Sûreté de " contre-révolutionnaire " et de " fasciste éprouvé ", parla de " trahison " et insista sur l'absence de mesures prises par la Consoillerie à l'encontre des éléments factieux dénoncés précisément par le Conseil d'Ouvriers et de Soldats.

" (...) Nous aurions largement les raisons révolutionnaires pour demander la tête de plus d'un de ces comparses du fascisme, mais nous nous contentons de déclarer que l'heure est venue de liquider, pour le moins, la politique de toute espèce, de la balayer de tous les organes de la révolution, de créer le corps de la Sûreté Intérieure sur la base d'éléments fournis par la CNT et par l'UGT, nettement antifascistes, et de conserver au peuple les armes qu'il conquiert le 19 juillet pour faire front à toute surprise. Seules ces organisations ont à contrôler les hommes et les armes qui ont à défendre la Révolution. "

Les événements de mai 37 précipitèrent le déclin de l'influence anarcho-syndicaliste dans les rouages de la justice. Le Ministère de la Justice du gouvernement républicain réorganisa, à fin mai 37, les tribunaux populaires et décida d'exclure la FAI de ces instances juridiques.

Le Comité Péninsulaire de la FAI répliqua vertement contre cette mesure, édictée par le ministre basque et catholique de la Justice, Manuel de Irujo.

Qualifiant ce décret ministériel de " fasciste et réactionnaire ", la direction de la FAI mit en garde ce nouveau ministre : " (...) Nous sommes en guerre, que tous en tiennent compte et si, pour Irujo, la FAI est un ennemi, nous acceptons comme ennemi ce ministre qui encourage et déblaye le chemin de la contre-révolution. " <sup>8</sup>

A souligner qu'à Madrid, le Front Populaire, réuni en session extraordinaire, publia, peu après la décision de Manuel Irujo, une note demandant que " la FAI ne soit pas éliminée des Tribunaux Populaires ". <sup>9</sup>

8. Texte repris dans *Trabajo*, 3 juillet 37.

9. Voir *ABC* (de Madrid) du 11 juin 37.

## GARCIA OLIVER, MINISTRE ANARCHISTE DE LA JUSTICE

Dans le second cabinet du gouvernement conduit par Largo Caballero, Juan García Oliver fut chargé du portefeuille de la justice. Durant près de six mois (du 4 novembre 36 au 17 mai 37), García Oliver entreprit de transformer le paysage juridique de la République.

Des quatre ministres anarchistes, cet ancien garçon de café fut celui qui déploya la plus grande activité pour décréter des changements. Pragmatique et volontariste, se définissant lui-même comme étant avant tout un homme d'action, García Oliver estima que, dans le contexte de la guerre civile, "être anarchiste et ministre n'était pas incompatible" :

" Sans cesser d'être un anarcho-syndicaliste convaincu, partisan du communisme libertaire à réaliser par la prise du pouvoir [sic] par les syndicats ouvriers, ou *par n'importe quel autre moyen* [resic] , j'essayerai de laisser un témoignage ferme dans l'histoire des révolutions du passage d'un anarcho-syndicaliste dans un ministère de la Justice, considéré communément comme le ministère des chaînes, des verrous et des prisons, mais sans oublier qu'il est aussi celui des sources du Droit et que, en fin de compte, toutes les hautes conceptions du socialisme, qu'elles soient anarchistes ou marxistes, peuvent seulement s'affirmer par la voie du Droit. " <sup>1</sup>

García Oliver chercha dans sa réforme de la justice à démocratiser et à simplifier la procédure. La "Justice Pénale Populaire" fut déclarée gratuite et chaque personne majeure se vit octroyée la possibilité de se défendre elle-même jusqu'au Tribunal Suprême. La justice devait être accessible et compréhensible par tout le monde.

" (...) La justice se libère du professionnalisme, parce que la justice, qui doit être l'art de former l'homme et les sociétés, ne peut pas s'enfermer dans l'hermétisme d'une profession, elle doit toujours avoir un jugement calme, humain, vivant, pour que l'homme ne soit pas victime de l'agioteur, du professionnel.

Cela ne veut pas dire que la technique et les connaissances spéci-

1. Juan García Oliver dans ses mémoires ( El eco de los pasos/ L'écho des pas), op cit, pp 308-309.

ques ne soient pas conservées, mais, par contre, cela signifie qu'il y avait trop d'avocats, que la justice dans les mains du peuple pourra commettre des erreurs, mais jamais par atrophie de sentiment. " 2

" Nous avons dignifié la fonction de la Justice, en la confiant à des hommes susceptibles d'émotion, de sensibilité et d'esprit révolutionnaire. (...)

Nous avons fortifié l'autorité [sic] des Tribunaux Populaires, nouvelle institution appelée à subsister dans le futur. " 3

Afin de rompre avec le passé de la justice bourgeoise, García Oliver fit brûler tout le fichier du casier judiciaire central du ministère à Madrid (deux obus de l'armée nationaliste tombés sur cet édifice avaient déjà commencé cette besogne). Il suspendit également de leurs fonctions " plus de trois cents juges surchargés de fautes et de préjugés " 4 et il promulgua, en janvier 37, une très vaste amnistie annulant les délits commis avant le 15 juillet 1936.

En matière de droit civil et familial, un décret, en date du 4 février 37, attribuait et reconnaissait à la femme la capacité juridique complète, tandis qu'en avril, deux autres décrets légalisèrent l'adoption de mineurs et les unions libres des miliciens morts à la guerre. 5

A Valence, dans son ministère, García Oliver se fit entourer d'une commission de conseillers juridiques. Placée sous la présidence du sous-secrétaire du ministère, l'avocat fédéraliste républicain Mariano Sánchez Roca, cette commission de spécialistes réunissait un autre fédéraliste, Abel Velilla président du Tribunal de Gérone, un républicain magistrat au Tribunal Suprême, un syndicaliste et un avocat communiste.

Le projet d'un "nouveau code" conforme aux réalités de la nouvelle

2. Discours prononcé à Valence pour l'ouverture de l'année judiciaire 1937, repris dans la *Solá* du 1<sup>er</sup> janvier 37 et reproduit également dans ses mémoires (pp 360-361).

3. Texte de García Oliver, "Vers notre Justice", *Boletín de Información CNT-FAI*, 20 janvier 37. Sur les nouvelles orientations de la justice, voir aussi l'"interview télégraphique" du très affairé ministre, accordé à *Mi Revista*, 1<sup>er</sup> février 37 et le bilan dressé par *Timon*, 1<sup>er</sup> juillet 38 sur "l'administration de la justice dans la révolution et la guerre".

4. *Boletín de Información CNT-FAI*, 20 janvier 37.

5. Article de *Catalunya*, 28 avril 37, "L'oeuvre du ministre de la justice, le compagnon García Oliver, deux Décrets de véritable importance sociale dans la législation civile".

société et aux nouveaux rapports de classes fut élaboré dans ses grands traits. Abel Velilla, haut magistrat de la province de Gérone, publia un article de fond dans *Mi Revista* (1<sup>er</sup> février 37) afin d'exposer les points forts du projet :

" (...) Je sais qu'il existe trop de lois et qu'elles seront peu appliquées. Il est probable et, plus que probable, possible que les lois interprétées depuis le Pouvoir servent de torture contre les humbles et pour cela, elles se dénaturent ou se retournent frauduleusement, en niant l'esprit qui les instruit.

C'est pour cela que le peuple a de l'aversion pour les lois et surtout pour les législateurs.

Pour cette raison, la loi peut et doit être discutée avec sérénité et vaillance, surtout dans cette période de construction révolutionnaire.

La justice doit être et est le nerf de la patrie.

Sans justice, l'on ne peut pas dire qu'un pays est civilisé. (...)

Brûlons les lois passées, comme étant mauvaises, tristes, vieilles, inadaptables, mais créons-en d'autres nouvelles, qui rendent la révolution et l'effort des masses forts et indestructibles. (...)

Les blancs feuillets attendent d'être remplis d'idées. Il est nécessaire de les recueillir dans l'Université de la rue - la plus riche d'enseignements et la plus réelle du monde - et de les passer par le tamis des techniciens, qui, en conservant leur pureté d'origine, doivent les rendre tangibles et lettre vive.

Pas question (...) de centaines d'articles, ni de casuistique.

Court. Peu d'articles. Plus que des articles, des lignes générales. Une peine maximale et minimale que les Tribunaux pourront appliquer avec un absolu libre arbitre.

Améliorer, autant que possible, les Codes révolutionnaires du Mexique, de Tchécoslovaquie et de Russie, parce que nous pouvons déjà, en tant que spectateurs, recueillir les enseignements de leurs révolutions.

Effacer tous les délits qui naquirent pour défendre un régime bourgeois et créer [sic] les nouveaux délits - sabotage, DESOBEISSANCE AUX ORDRES EMANANT DE L'AUTORITE SYNDICALE [souligné par moi], etc. - et surtout bien soumettre l'esprit révolutionnaire au Code afin que, loin d'être un poids pour le progrès social, il soit un éperon, qui ait la main caressante pour le progrès et gantée de fer pour ceux qui essayent d'arrêter le progrès social ou conspirent contre la révolution. [Fin] "

Pour appliquer la nouvelle justice, un certain nombre de professionnels avaient bien sûr à travailler dans l'appareil juridique, au premier rang desquels se trouvaient les procureurs, représentant le ministère public du nouvel ordre social et requérant sanctions et châtements contre les *ennemis* du régime.

Le magazine *Mi Revista*, très porté sur la chose judiciaire, publia (1<sup>er</sup> avril 37) un entretien avec "le sympathique compagnon Mariano Viñuales, procureur du Tribunal Populaire" à Barcelone. Au travers de l'itinéraire de ce militant anarchiste, jadis humilié et persécuté pour ses idées et occupant, grâce à la révolution, un poste prestigieux et une situation de puissance, l'on perçoit comme une revanche sur un passé éprouvant, et l'on distingue comme une certaine jouissance à venger les affronts subis, attitude que l'on retrouve d'ailleurs chez un certain nombre de militants détenant une position.

Né à Madrid en 1900, M. Viñuales passa sa jeunesse à Saragosse. Après le décès de ses parents, " mon tuteur s'obstina à vouloir faire de moi un prêtre de la Sainte Mère l'Eglise ... et il m'enferma dans un séminaire. (...) Au lieu de faire de moi un curé, ils arrivèrent à faire de moi un anarchiste. Et un anarchiste dans un séminaire, c'est quelque chose de sérieux. " M. Viñuales se rebelle, s'enfuit et travaille près de deux ans dans la mine.

" - Quelles furent tes activités en quittant la mine ?

- De la mine, je suis passé à la prison.

- Pour des affaires ?

- Non, pas du tout pour des affaires. Je n'ai jamais été un homme d'affaires dans ma vie. Tous ceux qui font du négoce, quel que soit le négoce, sont mes ennemis. Je t'assure que je fusillerais sans pitié tous les négociants [sic] . "

En fait, il avait été mis en prison comme réfractaire, après avoir refusé d'être incorporé dans l'armée pour aller combattre au Maroc. Ensuite, pendant des années, il a maille à partir avec la police. L'interview ne précise pas s'il possède une quelconque formation juridique.

" - Tu vis depuis longtemps à Barcelone ?

- Depuis le triomphe de la République. Et je resterai à Barcelone jusqu'à ce que les ennemis de la liberté me tuent.

- Ta fonction de procureur te donne-t-elle beaucoup de travail ?

- Cela n'est pas travailler, je te l'assure. On travaille beaucoup plus au front. De toute façon, j'accomplis mon devoir. Je suis où l'Organisation [la CNT-FAI] m'ordonne d'être et, comme toujours, au service du peuple.

- Quelles impressions as-tu de la Révolution que nous sommes en train de vivre ?

- Cette Révolution est quelque chose de supérieur à tous mes rêves révolutionnaires. Quand je pense que le Palais de Justice est dans les mains des travailleurs, des humbles qui n'étaient entrés ici que pour s'asseoir sur le banc des accusés, je ressens un immense plaisir. Aujourd'hui, la Justice c'est le peuple qui la dicte et ses représentants l'administrent avec la plus grande simplicité, sans oripeaux, ni artifices d'avocailles. Cette grande conquête de la Révolution, nous devons la défendre avec notre vie, si c'est nécessaire.

- Gagnerons-nous la guerre ?

- Indiscutablement. <sup>6</sup>

- La Révolution Proletarienne triomphera-t-elle ?

- Pour que triomphe la Révolution, il est nécessaire d'anéantir les politiciens *sur tous les fronts*.

Ces paroles dites, nous prenons congé de l'ami et du compagnon Mariano Vinuales, procureur du peuple au service de la Révolution prolétarienne. [Fin]

Des signes d'une sorte de culte de la personnalité autour de García Oliver se firent jour dans plusieurs journaux. Photographies, appréciations louangeuses, étalage flatteur du dynamisme du ministre concoururent parfois à dresser le portrait d'un surhomme.

Dans l'hagiographie des militants anarcho-syndicalistes placés à des postes de haute responsabilité, *Mi Revista* se distingua là-aussi par une constance dans la flagornerie.

Dans le cas de Juan García Oliver, plusieurs articles vantèrent ses mérites : - texte de Abel Velilla (président du Tribunal de Gérone) "García Oliver, l'humain" (15 janvier 37), - un panégyrique "García Oliver" (1<sup>er</sup> septembre 37), - "J. García Oliver, héros populaire" (15 novembre 37), la palme revenant sans conteste à l'étude (1<sup>er</sup> avril 37), réalisée spécialement pour ce journal par le professeur Manuel Linares, intitulée "Ce que dit la calligraphie du ministre de la Justice Juan García Oliver". Comme de bien entendu, l'analyse ne révélait que des qualités. En voici la conclusion : " Finalement, l'absence d'esthé-

6. Cet optimisme quelque peu béat sur l'issue de la guerre était fréquemment affiché par les personnalités officielles du moment. Le ministre García Oliver, en réponse à une question similaire, se montra, par exemple, encore plus catégorique : " - Quelle fin crois-tu qu'aura cette guerre civile ? - La fuite honteuse des chefs fascistes à l'étranger. "; "interview télégraphique, García Oliver et la nouvelle justice", *Mi Revista*, 1<sup>er</sup> février 37. Le journaliste qui réalisa cette interview du ministre se plut à révéler qu'il ne dut pas attendre des heures dans l'antichambre, car "le nom de *Mi Revista* fit le miracle" : être reçu très vite et en toute simplicité

tique de son écriture découvre de la simplicité et de la modestie, avec beaucoup d'absence de toute prétention; l'orgueil est gentil, comme le démontrent les courbes des majuscules, qui sont également les signes d'un homme très optimiste et de bonne humeur à toute heure. Sérénité. Caractère résolu, avec suffisamment de confiance en lui-même. Il s'ensuit qu'il y a dans son tempérament une profonde capacité des foules. " A noter que le profil psychologique *dégagé* par l'étude graphologique correspond, de façon singulière, aux données fondamentales du modèle du dirigeant anarcho-syndicaliste, tel qu'il était conçu par le mouvement libertaire de cette époque.



Dans son passage au ministère de la justice, Garcia Oliver se signala aussi par ses *innovations* pénitentiaires, à savoir la création des camps de travail et l'élaboration des cités pénitentiaires, sujets qui seront traités dans le chapitre sur les prisons.

## TERREUR REVOLUTIONNAIRE, PEINE CAPITALE ET CHATIMENTS

Lorsque l'on se penche rétrospectivement sur l'attitude du mouvement anarcho-syndicaliste quant à la manière de condamner les *fascistes*, les *ennemis* du régime, on constate de profondes tergiversations, une grande incohérence, beaucoup d'indécision.

Dans cet éventail de positions contradictoires, trois phases chronologiques se détachent toutefois. Premièrement, une période d'environ trois mois après le 19 juillet, qui se caractérisa par la *terreur* révolutionnaire et par une justice sommaire, puis la deuxième phase, jusqu'aux événements de mai 37 où une normalisation passant par la mise en place d'une nouvelle organisation de la justice fut entreprise et la dernière phase, jusqu'à la fin de la guerre civile, où des libertaires, encore radicalement révolutionnaires, se retrouvèrent en situation de *gibier*.

Il a déjà été décrit plus haut la phase des perquisitions, des pillages, des règlements de comptes personnels où les *incontrôlés* sévissaient, en profitant du trouble du moment.

Dans les premières semaines, la répression à l'encontre des classes privilégiées fut sauvage, sommaire et sanguinaire. Une relative impunité laissait la voie ouverte aux *amateurs*, membres d'organisations ou simples citoyens, pour liquider physiquement des bourgeois, censés sympathiser avec les militaires insurgés. Des procédés expéditifs, exécutions sommaires ou *paseos*<sup>1</sup>, permettaient de se débarrasser des personnes considérées comme ennemies, sans avoir besoin de l'aval d'un tribunal, qui était, souvent, en voie de reconstitution ou tout simplement inexistant.

Aucune organisation antifasciste n'échappa à la contagion de la violence criminelle ou irréfléchie.

1. Le *paseo*, qui signifie littéralement la promenade (ultime), correspondait à l'exécution, dans la nature, d'un ennemi ou d'un prisonnier extrait, sans autre forme de procès de sa geôle.



En Catalogne, la CNT-FAI tenta d'enrayer les excès et les débordements par de nombreux appels au calme et par des menaces de châtements irréversibles :

" (...) Nous sommes ennemis de toute violence, de toute imposition. Tout sang qui n'est pas celui répandu par le peuple dans ses grands efforts justiciers nous répugne. Mais nous déclarons froidement, avec une terrible sérénité et avec l'intention inexorable de le faire, que si l'on n'en termine pas avec tous ces actes d'irresponsabilité qui sèment la terreur [souligné par moi] à Barcelone, NOUS FERONS FUSILLER TOUT INDIVIDU dont il est prouvé qu'il a réalisé des actes contre le droit des gens, tout individu qui s'est octroyé pour lui seul des attributions concédées par l'Organisation confédérale et spécifique à une commission composée par des éléments du front de lutte antifasciste, choisissant les hommes les plus impartiaux et les plus sérieux. " 2

Afin de montrer la détermination des organisations antifascistes dans le rétablissement de l'ordre, des peines exemplaires furent infligées à des incontrôlés ou à des voleurs.

Le quotidien *ABC* (de Madrid, 25 août) rapporte, sous Barcelone, le cas d'un individu ayant essayé de commettre, à coups de pistolet, une vengeance personnelle et auquel fut appliqué " la sentence inexorable de la justice du peuple ", et le cas de deux individus ayant tenté de perpétrer un vol à main armée "contre un employé colonial" et qui subirent "le châtement inexorable".

A Figueras, un milicien et sa compagne furent jugés par le tribunal d'Urgence, puis exécutés, à fin septembre, pour "avoir voulu agir révolutionnairement sans contrôle et pour leur propre bénéfice".

" (...) Le tribunal d'Urgence, en se prononçant implacablement contre ceux qui veulent agir en marge de la collectivité, en oeuvrant individuellement et guidés seulement par des passions louches, a démontré, de façon exemplaire, comment il sait châtier ceux qui ne servent qu'à déshonorer le mouvement révolutionnaire, dans lequel notre prolétariat a déposé ses désirs les

2. Manifeste de la FAI du 30 juillet 36, publié par *Tierra y Libertad* du même jour.

plus élevés. " 3

Pour imposer de la discipline et de l'ordre dans leurs rangs, les comités catalans de la CNT, de la FAI, de la FIJL, avec, en plus, le comité péninsulaire de la FAI, avaient mis sur pied une "commission de recherches".

Cet organisme de répression interne procéda à l'exécution de divers militants anarchistes qui "furent incapables de surmonter un moment de confusion et de faiblesse". 4 Des anarchistes de renom, tels que José Gardeñas de la branche de la construction ou Fernández, président du Syndicat de l'Alimentation, furent sommairement fusillés pour l'exemple, suspectés de pillage de maisons cossues, d'exécutions de bourgeois ou encore de vengeances personnelles. 5 Selon l'historien Hugh Thomas, le gouvernement "fit également exécuter pour leurs crimes" les dirigeants anarchistes de Vallvidrera et de Molino de Llobregat. 6

\*  
\* \*  
\*

La presse anarchiste présente un éventail contradictoire de points de vue quant à l'application de la peine capitale, certains articles prônant une utilisation sur une large échelle de la peine de mort, alors que d'autres textes n'envisagent le châtement suprême que pour les hauts dirigeants de l'insurrection militaire de juillet.

3. *Brollador*, 8 octobre 36. Sur cette même affaire et sous le titre "Ceux qui déshonorent la Révolution, Exécution de profiteurs à Figueras", le *Diari Oficial* du Comité Antifasciste et de Salut Public de Badalona (28 septembre) donnait des précisions sur les méfaits reprochés à ce couple : "Abusant de l'amitié d'un vieux de cette ville, ils le cachèrent dans sa maison durant environ vingt-cinq jours, lui demandèrent, à des occasions répétées, des sommes croissantes, ils exigèrent qu'il les nomme ses héritiers universels, puis ils le dénoncèrent comme factieux."

4. Selon l'expression de José Peirats, op cit, Tome I, p. 175.

5. Dans ses mémoires, García Oliver précise qu'il s'insurgea à l'époque contre l'exécution sommaire de Gardeñas et de son groupe, exécutés comme "si c'étaient des ordures", alors qu'il aurait dû incomber à un "tribunal anarchiste" de réprimander, le cas échéant, leur conduite (pp 229-231). Diego Abad de Santillán, dans *Porque perdimos la guerra* (pp 82-83), estime qu'"il y eut peut-être un excès de rigueur de la Fédération locale de Barcelone", ce Fernandez ayant été dénoncé des années auparavant pour ses idées et ses activités militantes par un ménage de son village d'origine, et "il avait subi des tortures, des persécution: et des prisons sans fins". "Quand éclata le mouvement du 19 juillet, il rencontra ce couple à Barcelone et jugea qu'il ne pouvait s'empêcher de se venger. Ce couple portait déjà le carnet de la CNT."

6. H. Thomas, op cit, tome II, p. 112.

Jaime Balius, dans la *Solzi* du 11 octobre 36, se prononce fermement en faveur de l'emploi massif de la peine capitale dans un article au titre qui ne laisse pas planer l'équivoque : " Comme dans la guerre, la justice doit être inflexible ". Alors qu'un mois auparavant, ce même J. Balius élevait un plaidoyer chaleureux en faveur des vieux (voir ce chapitre), ce militant, lorsqu'il s'agit de justice et de l'ordre révolutionnaire, se veut implacable et sans pitié :

" (...) Nous avons suivi avec attention les jugements des Tribunaux Populaires et nous sommes surpris que, dans beaucoup de ces jugements rendus, des sentences légères soient dictées. Il est ridicule et contre-révolutionnaire que, dans les durs instants que nous sommes en train de traverser, l'on pense à des peines de réclusion et de prison correctionnelle. (...)

Dans la guerre, il n'existe pas de variété de peines pour l'ennemi. Celui qui est trouvé les armes à la main, on doit lui appliquer le châtiement qu'exige la vindicte publique. Celui qui est découvert en train de comploter ou de saboter la Révolution, on doit lui imposer la sanction maximale. (...)

Les détenus ne doivent pas rester de longues heures en qualité de détenus. Si l'on prouve qu'ils ont attaqué les miliciens ou qu'ils ont commis quelque acte de caractère agressif ou bien qu'ils sont complices d'un quelconque fait qui attente aux prérogatives révolutionnaires, on ne doit pas hésiter quant au type de sanction qu'on doit leur appliquer.

La cruauté de la guerre et les infractions inouïes auxquelles se livrent les factieux nous poussent à procéder avec une énergie indomptable et avec une dureté qui, en résumé, ne font rien d'autre que refléter le baromètre populaire et celui de la rue.

Les Tribunaux Populaires furent créés pour donner un sentiment de sécurité aux personnes détenues et pour démontrer au monde entier que personne n'est exécuté sans avoir été écouté. Mais cette garantie que l'on a cherché à enlever n'empêche pas que la sanction qui s'impose ait un contenu catégorique et qu'elle ne doit pas mériter un atome d'appel. (...)

Nous sommes des êtres humains. Nous nous sentons désolés par le sang qui est répandu, mais la santé de la Révolution demande à grands cris que l'on ne respecte pas l'ennemi qui s'est soulevé en armes contre le nouveau monde qui naît au milieu de spasmes de douleurs. (...)

La guerre exige des sanctions exemplaires. On peut seulement imposer une sanction. L'ennemi doit être fusillé. Son délit contient la peine de la vie. L'unique sanction est la peine de mort. [Fin] "

Tout un vaste courant au sein du mouvement anarcho-syndicaliste légitima le fameux *œil pour œil, dent pour dent* <sup>7</sup>, qui, dans le contexte de la guerre civile, signifia l'adhésion à la pratique massive de la peine de mort.

Une grande intransigeance, le besoin de réparer par le sang les *crimes* commis par l'autre camp se manifestèrent avec moult formules tranchantes

Ainsi, en date du 5 décembre 36 par exemple, soit près de 150 jours après l'échec du soulèvement à Barcelone, tant *Ruta* que *Tierra y Libertad* préconisaient un recours intense à la peine capitale, dans des termes d'une rare haine :

*Ruta* : " Nous libertaires, nous n'étions pas d'accord avec l'application de la peine de mort, mais devant les horribles crimes perpétrés en masse contre des ouvriers syndicalistes, c'est une mission sainte et salubre de tailler de nos arbres toutes ces branches, qui peuvent donner des fruits pervers."

*Tierra y Libertad* : "Peine de mort au fasciste.

(...) La haine la plus profonde et rageuse jaillit du cœur de tous les hommes dignes contre les fascistes. « Peine de mort au fasciste ! » crient des milliers de voix, parce que le fascisme symbolise le crime, la ruine de l'Espagne, la barbarie, la destruction et la mort.

Nous les anarchistes, nous nous sommes engagés à lutter contre le fascisme. Et nous lutterons jusqu'à perdre la vie. Nous les anarchistes, nous ne sommes pas nés pour vivre esclaves. (...)

Que personne ne nous parle de paix, d'arrangements, ni d'armistices. Il ne peut y avoir d'armistice avec ceux qui ont assassiné le meilleur de la jeunesse espagnole. Les cadavres de nos frères sont un cri de guerre jusqu'à l'extermination complète [sic] des fascistes. « Peine de mort au fasciste ! », crie le sang de nos camarades. « Peine de mort au fasciste ! » nous, nous le répétons. (...)

Quoiqu'il advienne, quoiqu'il se passe, notre consigne de maintenant est unique : Peine de mort au fasciste ! [Fin] " <sup>8</sup>

7. Adage menaçant repris comme énorme titre barrant le haut de la première page de l'édition du 24 juillet 36 de la *Sol* (en tant que justification de l'élimination de "la canaille fasciste" à la suite d'exécutions de "camarades" par les nationalistes à Saragosse).

8. Dans ce même esprit de revanche sanguinaire s'inscrit le *poème* de J. Cauché, intitulé "Justice", publié dans le 1<sup>er</sup> No (2 janvier 37) de *Alba Roja* (Aube rouge, ...) : "(...) Le peuple dans cette lutte a démontré être fort/ et pour les fascistes qu'il n'a pas tué / ce même peuple demande pour eux la peine de mort/ afin que jamais plus ils ne recommencent à trahir./ Et ainsi, en faisant un nettoyage total/ total jusqu'aux racines mêmes/ nous éviterons d'eux tout dessein criminel/ en donnant une leçon aux autres pays." *Vida Nueva* (de Villanueva y Geltru) s'indigna, le 6 février 37, sous le titre de "Lassitude" des fréquentes mises en liberté de fascistes par le biais d'appuis de parents républicains ou syndicalistes, en recommandant : "Ni scrupules de nonnes, ni sentimentalisme maladif qui nous conduiraient à l'échec."

Face à cette marée d'appels en faveur des sanctions maximales, di-<sup>453</sup>  
verses personnalités réagirent, au sein du courant libertaire, afin de faire  
entendre un peu d'humanité aux purs et durs, partisans de la liquidation physi-  
que de l'ennemi.

Parmi ces voix qui refusèrent la haine érigée en système, celle  
de Juan Peiró se distingua particulièrement. Militant anarcho-syndicaliste de  
premier plan, futur ministre de l'Industrie du gouvernement Caballero, Peiró  
se dressa contre l'ampleur et la cruauté de la répression.

Depuis les colonnes de *Llibertat*, organe du comité local antifasciste  
de Mataró, et parfois depuis la *Solí* ou encore depuis *La Rambla*, Peiró en appe-  
la au retour de l'éthique et des sentiments humanitaires dans la conduite de la  
révolution.

En novembre 36, la parution de son livre "Perill a la reraguarda"  
(Péril à l'arrière), recueil d'articles publiés principalement entre juillet et  
octobre dans *Llibertat*, obtint un large écho dans l'opinion antifasciste.

Dans le prologue de cet ouvrage, Juan Peiró " réaffirme - ainsi que  
le soulignait élogieusement le commentaire du grand quotidien *La Vanguardia* (du  
21 ou 22 novembre) - sa conception rationnelle, humaine et constructive de la  
révolution. "

" Pour moi, les révolutions innovatrices sont une chose sérieuse et  
pleine de dignité. Les régimes qui tombent, c'est parce qu'ils ont perdu la base  
qui soutient leur contenu moral et une dignité supérieurs. Les révolutions qui  
se préoccupent plus de détruire que de créer sont des révolutions dont la soli-  
dité morale incite au doute. Les révolutions qui se dépassent dans leur tâche  
destructive ont, moralement, pour destin la mort et pour linceul le mépris des  
9. Juan Peiró Belis, né à Barcelone en 1887, occupa à deux reprises le poste de  
secrétaire général du Comité National de la CNT. En 1930, il fut directeur de la  
*Solí*, puis adhéra au Manifeste des Trente, et réintégra formellement la CNT au  
début de la guerre civile. A Mataró, dans le cadre du comité antifasciste local,  
il fut à la tête du comité de l'approvisionnement. Après son départ du gouverne-  
ment central, il dirigea le quotidien *Catalunya* et, en 1938, il fut nommé commis-  
saire général de l'énergie électrique. Verrier de profession, il est considéré  
comme un modéré de l'anarcho-syndicalisme espagnol, adoptant une ligne pragmati-  
que souple et ne refusant pas le caractère politique du mouvement populaire encé-  
dré par la CNT. Exilé en France à la fin de la guerre civile, il fut détenu par  
les autorités de Vichy et livré à la Gestapo, qui le transféra, avec d'autres exi-  
lés (dont le président Companys), en Espagne. Il fut jugé, puis exécuté à Valence  
le 27 juillet 1942, après avoir refusé formellement la proposition qui lui était  
faite d'occuper une charge dans le syndicalisme vertical du franquisme. Sur Peiró  
voir la copieuse sélection de ses "Escrits, 1917-1939", effectuée par Pere Gabriel  
et l'ouvrage que lui a consacré son fils José, "Juan Peiró, teorico y militante  
del anarcosindicalismo español".

choix spirituels qui les auraient appuyées et rendues magnifiques. (...)

Si les révolutions consistaient à voler et à tuer des gens, les voleurs et les assassins seraient les plus grands révolutionnaires. *C'est, justement tout le contraire.* Les plus grands révolutionnaires, ceux dont l'Histoire se plaît à parler, sont ceux qui se trouvent toujours le plus éloignés de l'effusion de sang et de l'amoralité des expropriations à des fins de lucre personnel. " 10

Dans plusieurs articles, Peiró condamne également le fanatisme trop souvent présent dans les mesures anticléricales. Ainsi dans "Justice et persécution" (*Llibertat*, 5 septembre 36), il met en garde à l'égard des campagnes contre la religion, qui peuvent gravement frapper la "liberté de pensée" :

" (...) Une chose est la persécution et la destruction de l'Eglise et une autre, bien distincte, est la persécution des sentiments religieux. La destruction de l'Eglise est un fait de justice, parce que l'Eglise représente un pouvoir politique, dont la finalité est l'esclavage spirituel et social du peuple. La persécution du sentiment et des croyances religieuses viole un droit inaliénable; c'est un droit semblable à celui que nous revendiquions quand nous étions poursuivis à cause de nos sentiments politiques et sociaux.

Dans notre maison, nous avons des tableaux et des allégories qui symbolisent les idées que chacun de nous professe. Quand les agents de l'Autorité ont osé profaner ce qui fait partie de nos sentiments idéologiques, notre âme s'est sentie pénétrée par une onde de haine, et bien loin de nous écarter des idées aimées, la profanation nous a poussés à les aimer de plus en plus.

Je ne justifie pas le mauvais goût de ceux qui, en étant ou non religieux, conservent des choses qui veulent exprimer les motifs d'une religion fautive comme toutes les religions ou la sainteté de quelques êtres réels ou imaginaires qui n'ont rien eu de saint. Mais, je justifie encore moins le mauvais goût de ceux qui maintenant, quand il y a tant à faire, emploient leurs énergies à détruire les peintures et les oeuvres, classées du seul fait de leur caractère religieux. C'est un jeu infantile qui n'a rien de juste, qui n'a rien d'utile pour la cause de la révolution.

Cependant, c'est une attaque à la liberté de pensée et c'est, d'autre part, le procédé pour grossir les rangs du fascisme, parce que la haine que ce procédé va soulever autour de la révolution, deviendra une haine aux libertés du peuple qui n'a pas su en être digne. [Fin] " 11

10. Compte-rendu très favorable de *La Vanguardia* repris dans *Llibertat* du 23 novembre 36.

11. A noter que la largeur de vues exprimée par Peiró dans cet article contraste avec un éditorial publié dans ce même journal, le 29 juillet, sous le titre de "La « persécution religieuse »", qui excuse le sort fait aux ecclésiastiques.

Juan Peiró, comme d'autres personnalités antifascistes, intervint lui-même directement afin de venir en aide à des personnes considérées comme factieuses. Le 26 octobre 36, il se rendit à bord du vaisseau prison Uruguay afin de témoigner à la décharge du commandant Alvarez Buyla, traduit avec six autres militaires devant le Tribunal Populaire pour avoir dirigé l'insurrection à Mataró. Le tribunal, dirigé par Angel Samblancat, prononça toutefois six peines de mort, seul un ancien sous-lieutenant échappant au peloton d'exécution.

Le lendemain, un appel intitulé "Pardon ! Grâce", placé en première page de *Llibertat*, et signé par 19 personnalités de Mataró, dont Peiró, demandait la non-exécution des sentences :

" (...) Sans aucune réserve mentale pour ce qui concerne la tâche de justice - implacable justice du peuple ! - mais fidèles à la conviction humaine de proclamer l'inutilité de la peine de mort - sauf pour les cas absolument nécessaires - , dans ces moments douloureux, devant un vaincu s'élève notre voix en demandant de PARDON !

Il ne peut manquer dans cette heure grave pour notre ville, si riche en attitudes libérales depuis toujours, la voix des consciences humanitaires.

Au moins pour ne pas laisser sur les foyers de Mataró l'ombre d'une sentence terrible qui, pour longtemps, devrait les noircir. [Fin] " 12

Une autre figure anarchiste de grand prestige, le FAIste Diego Abad de Santillán, exprima sa réticence ou son écoeurément quant au flot de violences et d'exécutions. Bien que convaincu, au début, de la légitimité de l'exécution des responsables militaires putschistes, Santillán intervint ensuite pour sauver la vie de personnes menacées ou pour les faire sortir du pays.

Dans une conférence prononcée à fin décembre 36 à la Casa CNT-FAI, Santillán disserta sur le thème de la "collaboration révolutionnaire avec le Gouvernement", en n'omettant pas d'aborder les questions relatives à la répression

12. L'on discerne une évolution quant à la question de la peine de mort dans *Llibertat* allant, au fil des mois, vers des positions de type humanitaires. En effet l'éditorial du 1<sup>er</sup> août 36, "Justice inexorable", concluait catégoriquement par "Peine de mort aux traîtres ! Justice rapide et définitive aux ennemis du peuple ! Ensuite, quatre semaines plus tard (le 28 août), l'éditorial "La peine de mort", après avoir rappelé l'ancienne opposition de principe au châtiment capital ("inhumain", "injuste", "inefficace"), en venait à légitimer l'exécution des "militaires soulevés", mais en prenant soin de préciser, des "principaux responsables".

Partisan de solutions humanitaires dans le traitement des fascistes, Santillán se sentait par là-même en décalage avec une part importante de la *militance* anarcho-syndicaliste, et bien que prêt - "comme militant discipliné" - à approuver les décisions de son mouvement, il n'en tint pas moins à faire part clairement de ses réserves :

" (...) J'ai assisté depuis le 19 juillet aux exécutions des militaires factieux, j'ai même commandé des pelotons d'exécution. <sup>13</sup>

Et je ne me suis pas repenti de l'avoir fait, mais aujourd'hui, quand nos camarades semblent s'être habitués à l'idée que l'unique solution face au prisonnier est l'exécution, je désire revendiquer mon indépendance pour leur dire qu'il est temps de penser ce que nous faisons. Nous anarchistes, nous ne voulons pas la peine de mort, et encore moins comme système. Je suis partisan qu'il ne se prenne pas de prisonniers dans la guerre; je ne crois pas que l'on doive faire quartier des rebelles, mais il me semble que les exécutions transformées maintenant en spectacle quotidien ne produisent aucun effet et ne servent que pour satisfaire des morbidités qui répugnent. Militant discipliné, tant que l'organisation ne décide pas autre chose, j'approuverai toutes les sentences que dictent les tribunaux populaires, mais je veux avoir le droit de clamer, à n'importe quel instant, que les prisons ne me conviennent pas, que les exécutions ne me conviennent pas et que la perpétuation du vieux système pénal ne me convient pas. Je désire une nouvelle forme de châtement; (...) je n'en trouve pas d'autre plus adéquate pour ceux qui n'ont jamais travaillé, que celle de leur rééducation par le travail utile. Au lieu de condamner un ennemi à trente ans de pénitencier, je le condamnerai à construire dix kilomètres de route.

13. Carlos Rojas, *La guerra en Catalunya* (pp 60-61) rapporte la mise à mort, le 26 août 36, dans les fossés du fort de Montjuich, de quatre officiers factieux de la garnison de Barcelone, à laquelle assistèrent comme témoins du Comité central des milices antifascistes, D. Abad de Santillán et Jaume Miratvilles. Le macabre cérémonial s'accomplit pourtant avec quelques notes de chaleur humaine qui mettent bien en lumière le caractère spécialement absurde de la guerre civile. A relever également que cette scène d'exécution n'aurait pas détonné dans le pathétique de certaines tragédies grecques :

" (...) Miratvilles était là aussi à la demande de Luzcano de la Rosa, un [capitaine] ancien ami à lui. «Jaume - lui dit Lizcano en le voyant - tu ne sais pas combien je suis content que tu sois venu.» Maintenant, les condamnés semblent accepter leur destin avec courage, plus soumis que vindicatifs. Assis sur une chaise [il avait été blessé lors des combats du 19 juillet], où il recevra la mort, López Varela égrène un chapelet. López Belda fume une cigarette et sourit avec dédain, comme si tout ceci était un spectacle peu convaincant. Comme de vieilles connaissances, López Amor et Diego Abad de Santillán s'étreignent. - Demain - lui dit le premier sans colère -, c'est vous qui serez à notre place. Un instant avant que l'ordre de feu ne retentisse, López Amor lève le bras en faisant le salut phalangiste. Lizcano de la Rosa crie alors « Vive l'Espagne ! », de toutes ses forces. « Vive ! » réplique unanimement la foule armée dans une imprévue et étrange communion. Le piquet fait feu et les anarchistes tirent aussi avec leurs mausers et fusils contre les quatre officiers." Voir aussi sur cette exécution la version, légèrement différente, que donne le propre Jaume Miratvilles in *Episodis de la guerra civil espanyola*, pp 74-75.



ou à planter cent ou deux cent mille arbres. " 14

Sur la question de la peine de mort, qui renvoie en fait directement à la problématique de la fin et des moyens, l'auteur libertaire britannique Vernon Richards réaffirme quant à lui, sans ambages et à la lumière de la révolution espagnole, le point de vue anarchiste classique, qui refuse l'idée même du châtement capital :

" (...) On peut en venir à dire que l'attitude de la CNT-FAI envers une légalisation de la violence dans la période 1936-1939 était telle qu'elle rend insignifiante sa déviation collaborationniste. La violence n'était plus une arme de défense contre l'attaque armée des forces de Franco. Elle était une arme de vengeance (exécution de prisonniers « fascistes »), d'intimidations (exécution publique de déserteurs), de menace préventive (« peine de mort pour les voleurs » - *Solidaridad Obrera* du 17/9/36). Nous disons sans hésiter qu'un anarchiste ne peut justifier l'exécution d'un homme désarmé, quel que soit son délit. L'exécution de celui qui refuse de tuer, ou de celui qui a aidé « l'ennemi » par des renseignements, etc... est encore moins justifiée. Nous croyons que la lutte révolutionnaire, pendant qu'elle se développe, peut être efficacement protégée de la cinquième colonne par la détention et dans les meilleures conditions possibles. « Nous devons donc épargner la vie de ceux qui ont été responsables du massacre de centaines de nos camarades ? » nous demanderont les travailleurs espagnols qui croient (...) à la philosophie de « El terror contra el terror » (*Solidaridad Obrera* 30/1/38) ou dans « Venganza y venganza fiera », « Ojo por ojo, diente por diente » (*Solidaridad Obrera* 6/9/36), (...). Il n'y a qu'une réponse : oui. " 15

Les estimations chiffrées relatives aux exécutions sont très difficiles à établir. Pour les six derniers mois de 1936, le *Times* (7 janvier 37) avança le chiffre de 4'000 victimes pour la seule capitale catalane, nombre global comprenant les assassinats commis par des *incontrôlés* et par les diverses tchékas et les exécutions prononcées par les tribunaux. <sup>16</sup> Rien qu'en ce qui concerne le Tribunal Spécial ou Extraordinaire, qui s'occupa à Barcelone (au début à bord de l'Uruguay, puis au château de Montjuich et enfin au Palais

14. Conférence publiée dans le *Boletín de Información CNT-FAI*, 29 décembre 36.

15. Vernon Richards, Enseignements de la révolution espagnole, pp 380-381.

16. Chiffre repris par Carlos Roja, op cit, p. 61.

458 de Justice) des militaires impliqués dans la rébellion, A. Samblancat qui y officia souvent, énonce le nombre d'environ 200 sentences de mort prononcées, " qui furent appliquées au Campo de la Bota [en bordure de la mer, au nord de Barcelone] en présence de milliers d'ouvriers et d'ouvrières [sic] des fabriques de San Andrés, Pueblo Nuevo et San Martín. Les grâciés ou les peines commuées par le gouvernement de Catalogne ne descendirent pas au-dessous d'une autre centaine. "17

La normalisation dans la répression tarda à s'opérer et jusqu'au printemps 1937, de nombreuses exactions continuèrent, plus ou moins discrètement, à se commettre. Beaucoup de groupes ou d'organisations, estimant la justice populaire officielle trop molle ou trop lente, optèrent pour continuer à appliquer les "paseos" et pour poursuivre les arrestations.

Telle fut par exemple la situation qui prévalait à Valence, vers décembre 36, où un autoproclamé «Tribunal de Sang», composé d'une vingtaine de membres de l'appareil juridique, policier et politique de tous les partis et mouvements antifascistes (dont la CNT-FAI), se réunissait chaque soir au dernier étage du Tribunal régional de la capitale du Levant. Des personnes soupçonnées de fascisme y étaient jugées et, si elles étaient considérées comme coupables, elles étaient exécutées la nuit même sous forme de "paseos". Les corps apparaissaient le lendemain hors de la ville, dans des champs et des vergers.<sup>18</sup>

Le recouvrement de l'autorité gouvernementale dans le domaine de l'ordre public exigea le désarmement de l'arrière. La diminution des armes circulant à l'arrière pouvait signifier une réduction des "paseos" et de la violence sauvage, mais surtout le contrôle des armes représentait un enjeu capital pour le gouvernement dans sa reconquête du monopole de la violence légale.<sup>19</sup> A l'inverse

17. Relation de A. Samblancat faite spécialement pour l'ouvrage *La CNT en la revolución española*, reprise donc par J. Peirats, op cit, tome II, p. 80. Sur l'épineuse question de l'estimation des assassinats/exécutions perpétrées dans la zone républicaine - les données étant fort éparses, contradictoires et sujettes à caution - , voir les recoupements présentés par Burnett Bolloten, op cit, p. 70. Le chiffre de 300'000 civils morts assassinés, avancé d'abord par les nationalistes fut corrigé plus tard et ramené à environ 60'000 victimes.

18. Une description de ce tribunal brutal est faite par García Oliver dans ses *Mémoires*, op cit, pp 380-381.

19. Témoin cette note, quelque peu pittoresque, du Commissaire général de l'ordre public, qui, à Barcelone, le 3 octobre 36, recommandait encore au public "de s'abstenir d'emmener des armes aux matches de football" (*ABC*, Madrid, 9 octobre). Dans le même registre, le Commissaire général de l'ordre public de Catalogne remit, le 11 janvier 37, une note à la presse demandant le désarmement de "ces dix à vingt mille malfaisants, la majorité desquels se trouvent aujourd'hui armés jusqu'aux dents et dont on sait qu'ils ne sont pas au front." (*ABC*, Madrid, 12 janvie

pour les organisations révolutionnaires, la perte des armes était le signe tangible du déclin de leur force et avait pour résultante de les placer évidemment dans une situation de vulnérabilité en cas d'affrontement violent avec les autorités gouvernementales. Les combats du mois de mai 37 constituent à cet égard la dernière réaction armée face au processus de blocage de la révolution.

Le rétablissement du fonctionnement d'une justice légale, officielle, s'entourant des formes, s'accomplit parfois au travers de condamnations *exemplaires*, mais qui faisaient l'économie - essentielle - de la peine capitale. Ces sentences étaient appliquées contre des personnes considérées comme de très mauvais citoyens, car il s'agissait de se dédouaner, par des peines spectaculaires, auprès des milieux favorables à une justice expéditive et sommaire.

A titre d'exemple de ces sanctions musclées, mais non définitives, voici deux cas de jugements qui furent susceptibles de frapper les esprits.

*Catalunya*, du 24 février 37, conta à ses lecteurs la sentence infligée à une infirmière qui " insultait les milices " :

" Au Tribunal Populaire numéro 2 s'est déroulé un procès contre Rosa Jover Teixidor, qui, étant infirmière dans une clinique, écrivit une lettre à ses parents, habitant à la Granja Escarpa [à environ 30 km à l'O de Lerida], insultant les milices et attaquant les dirigeants du régime actuel.

La peine requise par le procureur fut d'un an de privation de liberté et quatre de suspension des droits civiques.

Le Tribunal a imposé à l'accusée la peine d'un an de travaux pour les Milices et de quatre de privation des droits civils. "

Un autre cas qui s'apparente également au délit d'opinion fut corrigé par un tribunal de Barcelone qui, en guise de vengeance pour une défaite républicaine, fit payer très cher le goût de la liesse à deux partisans de l'autre camp :

(*ABC*, Madrid, 14 mars 37) "Condamnés pour avoir fêté la chute de Malaga  
Barcelone, le 13, 3 heures de l'après-midi. Le procès a eu lieu contre Enrique Masferrer et Juan Albalella, habitants de Centellas [à 15 km au S de Vich], accusés d'avoir fêté par un banquet la chute de Malaga. Ils ont été condamnés à vingt ans de réclusion et au paiement de cinq mille pesetas. - [agence Febus. "

RÉPRESSION CONTRE LES *REVOLUTIONNAIRES*

Après les événements de mai 37 et avec le déclin de leur influence, les anarchistes ne furent plus en état de demander une attitude déterminée à la justice.

La vaste et féroce répression entreprise, depuis les sphères officielles, contre les POUMistes, frappa également des éléments révolutionnaires, plus ou moins libertaires. Aussi, le mouvement anarcho-syndicaliste n'osait plus véritablement exiger des autorités judiciaires une grande sévérité contre les fascistes, fermeté qui aurait pu directement se retourner contre nombre de libertaires considérés par le pouvoir républicano-communiste comme trop révolutionnaires et comme faisant  *finalement*  le jeu du "fascisme".

Dans ce climat de chasse aux sorcières révolutionnaires et de grande suspicion, les nombreuses et puissantes tchékas, contrôlées par les communistes, inspirèrent de la terreur en raison de leur large recours à la torture et à cause de leurs assassinats.

Une presse de résistance et d'opposition vit le jour afin de dénoncer la virulence de cette répression et pour témoigner une solidarité aux révolutionnaires détenus. Editée discrètement, voire clandestinement, cette presse souhaitait briser le silence officiel imposé par la censure sur une telle répression. La stratégie de collaboration politique suivie par les instances dirigeantes de la FAI y fut souvent mise en cause.

A Barcelone, dans la deuxième moitié de 1937, quatre journaux, au moins, furent créés en faveur des prisonniers révolutionnaires; ces feuilles ne connurent, du reste, qu'une existence de un ou de quelques numéros. Tout d'abord en juin ou juillet 1937, sortit  *Libertad* , "journal discrétionnaire et sans censure gouvernementale, au service de la guerre et de la révolution", puis en octobre  *Alerta ... !* , "journal au service de la révolution prolétarienne", et en décembre  *Liberación* , "pour la liberté des prisonniers révolutionnaires", tandis que  *Anarquía FAI* , créé au début juillet 37, s'inscrivait lui aussi explicitement dans le

combat pour les détenus révolutionnaires. <sup>1</sup>

La lecture de ces journaux, rédigés par des libertaires et/ou par des membres de l'ultra-gauche, fait apparaître l'ampleur des sanctions qui avaient été prises à l'encontre des courants radicaux. Pour ce qui est des chiffres des révolutionnaires emprisonnés, l'on note un accroissement du nombre des détenus au fil des mois, même si les chiffres indiqués sont probablement gonflés pour des besoins propagandistes.

Ainsi *Libertad*, dans son No 1 (de juin ou juillet 37), avance le chiffre de 150 prisonniers à Barcelone et d'environ 500 pour toute la Catalogne. *Alerta* ! dans son premier No (23 octobre 37) annonce qu'"à la prison modèle de Barcelone, il y a plus de cinq cents frères antifascistes détenus; plus de quatre cents appartiennent à la CNT-FAI". A fin décembre 37, *Liberación*, également dans son premier No (du 20 décembre), dénonce "le problème des prisonniers, celui de la conquête de leur liberté [qui] est d'une actualité palpitante. Ils sont environ 15'000 les militants des organisations prolétariennes - de la CNT, du POUM, de la FAI, de l'UGT révolutionnaire, de la Jeunesse Communiste Ibérique [Jeunesse du POUM] et des Jeunesses Libertaires - les plus avancées qui ont été arrachés à leur poste de travail et de combat par la contre-révolution bourgeoise et qui se trouvent maintenant dans les prisons de tout le pays, accusés de délits absurdes ou retenus par la police en qualité de prisonniers gouvernementaux."

Le déclenchement de cette offensive contre les révolutionnaires s'appuya sur l'appareil juridico-policier que les anarcho-syndicalistes avaient précisément beaucoup contribué à restaurer. Le nouveau rapport des forces politiques leur étant défavorable, les anarcho-syndicalistes allaient subir l'effet de boomerang des institutions de maintien de l'ordre public.

Cette situation de contre-coup, de reflux fut mise en évidence par *Anarquía FAI* qui médita amèrement sur les décrets répressifs propulsés antérieurement par le ministre García Oliver et qui se retournaient maintenant contre ses propres compagnons anarchistes.

" (...) Nous avons toujours vu d'un mauvais oeil la collaboration de notre CNT dans tout gouvernement, car nous pensions que le travail révolutionnaire

1. *Vibraciones*, de Figueras, annonça, le 11 juin 37, que "les nécessités du moment ont obligé les organisations CNT-FAI à former leurs Comités pro-prisonniers, pour défendre les compagnons prisonniers et les persécutés."

re de nos ministres au pouvoir serait nul, malgré toute la bonne volonté qu'ils y mettraient.

Une expérience de six mois de collaboration nous a confirmés dans notre opinion; nos représentants au pouvoir n'ont pas pu empêcher que s'y édictent, et eux-mêmes en ont édicté, une série de décrets en rien bénéfiques pour la cause de la révolution.

Nous avons une expérience palpable de cela et je dis palpable, parce que nous sommes en ces moments, frappés par les conséquences de ces décrets de justice, qui avaient eu pour effet l'exclusion de la FAI des tribunaux populaires et qui sont la cause de ce que beaucoup de nos compagnons ne jouissent pas de liberté dans ces moments, car les avocaillons, les procureurs, etc., s'appuient sur ces décrets pour les maintenir détenus.

Nous n'allons pas maintenant publier ici tous ces décrets élaborés comme on sait par notre ex-ministre García Oliver; à titre d'échantillon, nous dirons que dans ceux-ci, et pour possession d'armes ou d'explosifs, il est demandé des peines qui atteignent jusqu'à vingt ans.

Nous croyons évidemment que la bonne foi de notre compagnon, en élaborant tout cela, fut surprise et qu'il croyait naïvement que ce seraient les fascistes qui seraient les lésés avec ces lois, dont maintenant, nous voyons douloureusement comment elles sont appliquées, avec toute leur rigueur, contre nos compagnons. " 2

\*  
\*  
\*

Les représailles engagées contre les révolutionnaires touchèrent également des étrangers venus en Espagne pour s'engager dans les troupes anti-fascistes ou en tant qu'observateurs sympathisant avec les changements sociaux entrepris.

Le parti communiste espagnol, patronné par des agents du Guépéou et des émissaires du Komintern, pourchassa de nombreux étrangers suspects de déviationnisme trotskyste ou qui n'étaient tout simplement pas jugés conformes à l'orthodoxie du moment. Beaucoup d'étrangers furent appréhendés comme des dissidents et, dans la pure tradition des méthodes stalinienne, ils ne surent souvent nullement de quoi ils s'étaient montrés coupables et quelles charges étaient

2. Article (non signé) "Contre la collaboration", *Anarquía FAI*, 12 juillet 37. L'éditorial de *Horizontes Nuevos* (décembre-janvier 37-38), intitulé "Prisonniers !", demandait également la libération des "compagnons" emprisonnés, mais non pas "comme une grâce, mais comme un droit qu'ils ont acquis". Sur la féroce répression qui s'abattit contre le POUM, voir les livres de Julian Gorkin, qui fut secrétaire général du POUM après l'assassinat de Andres Nin, notamment *Les communistes contre la Révolution espagnole*.

L'autrichien Franz Borkenau qui se rendit, à deux reprises, en Espagne comme journaliste fut, en février 37, arrêté à Valence par des membres d'une police secrète dirigée par les communistes.

" Des cas comme le mien n'ont rien d'exceptionnel. Au cours des derniers jours que je passai à Valence, je vécus une expérience assez cocasse qui illustre bien à quel point de semblables mésaventures étaient monnaie courante. Je fis le récit de mon arrestation à un groupe de six personnes de diverses nationalités, parmi lesquelles des journalistes étrangers acquis à la cause républicaine et d'autres directement employés par les services gouvernementaux. Deux seulement n'avaient pas connu la prison au cours de leur séjour en Espagne, et sur ces deux-là, une s'attendait à être arrêtée d'une minute à l'autre pour une affaire qui n'impliquait nullement des sentiments antirépublicains. Suivit une longue énumération de personnes qui avaient été arrêtées pour des motifs les plus ténus, dont notamment un dirigeant du mouvement ouvrier bien connu dans son pays d'origine. Tous ces gens préféraient prendre la chose du bon côté, mais je sentis une profonde déception derrière leurs sourires. (...)

La police se comporte déjà comme une Guépéou principalement préoccupée de débusquer les dissidents. L'homme qui tremblait perpétuellement à l'idée de se voir arrêté, jugé, peut-être exécuté, c'était en août 36 l'aristocrate, le prêtre, l'industriel, le riche négociant, le paysan aisé. Aujourd'hui [vers février-avril 37] si l'on excepte les agents à la solde de Franco, celui qui a peu c'est l'homme qui se trouve en désaccord avec le Parti communiste, même sur des points de détail. En août, c'était l'homme qui, par son statut social, était l'ennemi désigné des classes pauvres. En février, c'est l'homme qui, par ses opinions, se pose non pas en adversaire mais en critique du Parti communiste et de la ligne qui est la sienne. " 3

L'écrivain britannique George Orwell présente le cas exemplaire d'un intellectuel engagé loyalement aux côtés des républicains espagnols, et positivement attentif à la révolution, et qui finit par être chassé sans merci du pays

3. F. Borkenau, *Spanish cockpit*, p. 236 et p. 241. Placé en prison, Borkenau put finalement s'embarquer, vers fin février à Valence, sur un cargo anglais à destination de Sète. Ancien membre du parti communiste allemand, Borkenau avait travaillé pendant plusieurs années pour le Komintern, "mais communisme et marxisme le déçurent également en raison du pédantisme et du manque de réalisme qui, selon lui, marquaient ces deux doctrines" (propos de Gérard Brenan dans la présentation de ce livre).

A la prison pour hommes de Valence, le ministre de la justice García Oliver fut fort surpris, lors d'une visite, de trouver une vingtaine de prisonniers étrangers engagés dans les Brigades Internationales. Ne connaissant pas les motifs de leur détention, ils déclarèrent au ministre que leur situation avait commencé à se dégrader au moment où ils avaient refusé d'adhérer au parti communiste, section européenne de chacune de leur nationalité. Garcia Oliver les fit très rapidement libérer et s'arrangea pour qu'ils gagnent la frontière avec une escorte de protection. Mémoires, op cit, p. 379-381.

qu'il était venu aider. 464

" Ce fut une drôle d'affaire. Nous avons commencé comme héroïques défenseurs de la démocratie et nous avons terminé en sortant à toute allure par la frontière, pourchassés par la police, haletante sur nos talons. " <sup>4</sup>

George Orwell (de son vrai nom Eric Arthur Blain) s'en fut à mi-décembre 36 en Espagne, où il s'affilia à Barcelone dans les milices du POUM et partit pour le front d'Aragon. Il revint quelques fois en permission à Barcelone et c'est ainsi qu'il assista aux combats des journées de mai 37. Lieutenant d'un détachement du Parti Travailleiste Indépendant (ILP) anglais au sein des troupes du POUM, il fut blessé au front, le 20 mai, par une balle d'un franc-tireur nationaliste qui lui traversa le cou ! Convalescent, puis recherché par la police communiste à Barcelone, il put franchir, avec son épouse, la frontière française le 23 juin 37.

" Si j'avais été en Espagne sans aucune affiliation politique, certainement que je me serais enrôlé dans la Colonne [Brigade] Internationale et maintenant j'aurais, une balle dans le dos pour être «politiquement suspect» ou, au minimum, je serais en prison. Si j'avais mieux capté la situation, je me serais certainement enrôlé avec les anarchistes. Mais, comme je le fus, j'arrivai avec la documentation de l'ILP et je fus enrôlé dans la milice du POUM, si bien que maintenant, on me dénonce régulièrement comme fasciste, trotskyste, etc." <sup>6</sup>

Orwell analysa avec perspicacité et à *chaud* l'évolution, sous l'impulsion communiste, du régime républicain vers un Etat policier, à propension totalitaire. Il mit clairement en évidence la tendance redoutable de voir employer, dans le camp républicain, des pratiques et des concepts *fascistes* pour soi-disant lutter contre les *fascistes* de l'autre bord.

" (...) Il y a peu de mois [article écrit en juillet 37], on disait que les anarcho-syndicalistes «travaillaient loyalement» avec les communistes; en-

4. Lettre à Rayner Heppenstall du 31 juillet 37, figurant dans le recueil paru sous le titre *George Orwell, Mi guerra civil española*, p. 41. Sur Orwell, voir la biographie documentée que lui a consacré Bernard Crick (*George Orwell, une vie*), en particulier le chapitre X : *L'Espagne et le meurtre nécessaire*, pp 281-316.

5. La fin du séjour espagnol de Orwell fut pénible : "Quand je réussis à retourner à Barcelone le 20 juin, je me trouvais avec le POUM qui avait été supprimé, tous ceux que je connaissais étaient en prison ou cachés, je dus dormir deux nuits dans la rue et la police avait été ennuyée ma femme avec le plus grand manque d'égards. Dans tout cela, ce qui me gêna réellement fut que le secret [de ce qui se passait] avait été soigneusement maintenu aux hommes sur le front". Lettre à Frank Jellinek, 20 décembre 38, *Mi guerra ...*, op cit, pp 127-128.

6. Lettre à Jack Common, probablement en octobre 37, *Mi guerra*, op cit, pp 58-59. Dans ses "Notes sur les milices espagnoles", il réaffirme sa sympathie à l'égard des anarchistes : "Si j'avais mieux connu la situation, je me serais engagé dans les milices de la CNT". *Mi guerra*, op cit, p. 92.



suite, les anarcho-syndicalistes furent écartés du Gouvernement : ils n'étaient plus tenus pour loyaux, et maintenant ils sont sur la voie d'être considérés comme des traîtres. Caballero, l'ex-premier socialiste de gauche, qui était, jusqu'en mai 37, l'idole de la presse socialiste, est tombé dans la plus grande obscurité et on le tient pour trotskyste et «ennemi du peuple». Et ainsi continue le jeu. La fin logique de cela, c'est un régime dans lequel tout parti ou tout journal d'opposition est supprimé et tout dissident de quelque importance est en prison. Evidemment, un régime ainsi sera fasciste. Ce ne sera pas le même que le fascisme que Franco imposerait, il doit être même meilleur que le fascisme de Franco à tel point qu'il vaudra la peine de lutter pour lui, mais ce sera du fascisme. Seulement comme les communistes et les libéraux le dirigeront, on l'appellera d'une autre façon. " 7

La victoire finale des nationalistes, appuyés par les puissances fascistes, ainsi que la menace de totalitarisme qui avait plané sur le camp républicain, inspirèrent à Orwell une réflexion, en forme de boutade, sur le phénomène totalitaire, qui constitue une donnée fondamentale de l'histoire du XX<sup>ème</sup> siècle

" Je me souviens avoir dit une fois à Arthur Koestler : «L'histoire s'arrêta en 1936», et il fit immédiatement un geste d'assentiment. Les deux, nous pensions au totalitarisme en général, mais plus concrètement à la guerre civile espagnole. " 3

7. Article paru le 28 juillet et le 2 septembre 37 dans *New English Weekly*, *Mi guerra*, op cit, pp 33-34. Dans une lettre (à Geoffrey Gover), en date du 16 août 37, Orwell réaffirme son idée sur la contagion du fascisme : "Tu ne peux pas t'imaginer comme les choses qui sont en train de se passer en Espagne sont terribles. C'est un véritable règne de terreur, l'imposition du fascisme sous l'excuse de la résistance au fascisme, de véritables centaines de personnes enfermées en prison et maintenues durant des mois sans jugement, avec une suppression des journaux, etc. etc." *Mi guerra*, op cit, p. 45. Le propre commandant au front de Orwell, le belge George Kopp, ne put sortir d'Espagne qu'après avoir croupi 18 mois à l'ombre, dans une prison du Guépéou, où "il perdit plus de quarante kilos". *Mi guerra*, op cit, p. 135.

3. Texte "En regardant en arrière vers la guerre civile espagnole", écrit en automne 1942. *Mi guerra*, op cit, p. 153.

## SYSTÈME PÉNITENTIAIRE

Comment, avec l'avènement de la révolution, les anarchistes envisagent-ils la prison qu'ils avaient auparavant si souvent subie et si souvent radicalement mise en question ?

De l'été 36 jusqu'au début 37, une contradiction vive se manifesta dans les milieux libertaires quant à la position qu'il fallait adopter à l'égard de l'institution carcellaire : d'une part, toute une série de textes appelaient résolument, en bonne logique anarchiste, à la suppression des prisons, mais d'autre part, comme il n'était guère concevable d'éliminer physiquement *tous les ennemis*, il s'avérait tout de même nécessaire de les empêcher de nuire et, donc, les prisons n'avaient plus qu'à rouvrir leurs portes, solution qui, d'ailleurs, prévalut très vite dans la pratique.

L'hebdomadaire *Ideas* s'éleva, à diverses reprises, contre le maintien du système pénitentiaire. Dans un court texte, en date du 21 janvier 37, la suppression concrète des prisons était encouragée :

" Démolissez les prisons.

Nous croyons que l'heure est arrivée de mettre en pratique ce que tant de fois nous avons dit au sujet des prisons.

Nous sommes ennemis de l'enfermement et, plus encore, ennemis de ceux qui, s'érigeant en autorités, ordonnent d'enfermer les hommes.

Nous demandons que soient démolies toutes les prisons d'Espagne et également les pénitenciers. Ces antres de douleur et de torture doivent disparaître. " 1

1. Dans la même thématique abolitionniste, voir également dans ce même journal l'article (11 mars 37) "S.O.S. : A bas les prisons !" de Ivan Chevik. L'hebdomadaire des Jeunes Libétaires *Ruta* pesta aussi avec régularité contre la perpétuation des prisons. Dans un article (14 novembre 36), au titre navré "Il y a encore des prisons !", le journal réaffirma que "aujourd'hui, nous anarchistes nous détestons les prisons, comme nous les détestions hier. La prison est le symbole le plus accentué de l'esclavage et du crime. La prison est le cimetière des hommes vivants. Le geôlier est la silhouette exacte du bourreau, même s'il s'appelle révolutionnaire. (...) C'est une honte de voir tant de chaînes perpétuées, des années de détention et les prisons remplies d'hommes, quand il y a tant à faire et que les aliments se font rares. Nous ne nous fatiguerons pas de le répéter, c'est une honte ! Pour l'ennemi irréconciliable du peuple, il ne peut y avoir de pardon ! IL DOIT MOURRIR ! Pour celui qui ne l'est pas, il doit en sortir. Et pour ceux qui n'inspirent pas confiance qu'ils aillent aux tranchées !, parce que là il y a du travail pour tous et qu'ils y trouveront une occasion de se racheter. Mais des prisons, NON, NON, ET NON ! [Fin]" Dans un registre identique, voir aussi l'article "Prisons !", *Ruta*, 7 janvier 37.

La logique de la guerre civile en cours imposant la survivance, et une certaine extension des prisons, des réformes furent-elles entreprises pour rendre moins insupportable et moins douteuse l'institution carcérale ?

Les anarcho-syndicalistes, du fait de leur poids, de leur riche expérience en la matière, ainsi que par la nomination de García Oliver au ministère de la justice, jouèrent un rôle de premier plan dans le débat autour du nouveau système pénitentiaire à implanter. Ainsi, de nombreux anarchistes assurèrent des fonctions de direction dans le nouvel appareil des prisons.

Sous le titre ambitieux de "Révolution dans les prisons", la *Sol* publia, le 5 septembre 36, un texte du Dr Sala Perxas qui définissait les grandes lignes d'une réforme, inspirée par diverses réformes de démocraties étrangères, et qui s'appuyait en fait encore énormément sur des subtilités de langage ...

" Après avoir salué la démolition de "l'immonde prison de femmes" de Barcelone, qui est un "geste qui a valeur de symbole : démolir le vétuste pour aspirer à créer", le Dr Sala Perxas précise les intentions de "la réforme carcérale" , étant entendu qu'"il y aura toujours des délinquants, du fait de l'imperfection humaine et sociale" : "L'ère de l'ingénieur pénal est terminée, les systèmes panoptiques ou radicaux de la pénitence n'intéressent plus. Siècle de la psychologie appliquée. Nous vivons l'ère du médecin-psychiatre pénal et nous clamons : Plus de prisons !

Oui aux colonies champêtres de rééducation et de réadaptation sociale (qui plus que de la Justice, dépendraient de l'Assistance sociale). Plus de prisons ! Oui à des «curateurs», personnel moral et compétent dans la pédagogie carcérale."

Ce docteur imagine plusieurs types d'établissements, les uns basés sur des méthodes psychiatriques et les autres fonctionnant sur la base de la rééducation par le travail. Le schéma de cette organisation pénitentiaire complexe comprend, outre une "annexe psychiatrique" (pour l'observation du prisonnier), la "Colonie champêtre agricole" (destinée au type "criminel né", décrit par "Lombroso" [!]<sup>2</sup>, la "Maison de réforme industrielle" (pour "les délinquant «habituels»"), la "Maison de travail" (pour le "délinquant «occasionnel»"), la "Clinique judiciaire" (pour "les délinquants «par passion»"), l'"Asile judicia

2. Cesare Lombroso psychiatre italien mort en 1909, qui est cité deux fois dans cet article, avait bâti précisément toute une théorie autour de l'anarchiste comme terroriste invétéré, et *congénitalement* négatif ... (cf son livre Les anarchistes, paru en 1894).

re" (pour "ceux appelés fous délinquants et les délinquants fous") et, finalement les "sanatoriums judiciaires" (pour "les « dipsomaniaques » anormaux/élan, manie et vice de boire de l'alcool ou de « priser » de la cocaïne ou de s'injecter de la morphine").

Le principe de la diversification des établissements est fondé sur l'idée que "plus il y a de « types de pénitenciers » (et par conséquent moins de noyaux de prisonniers) plus la correction est efficace."

A Barcelone, la prison modèle connut un début de réforme, comportant notamment la fin du "système cellulaire" et un assouplissement des conditions de détention. Le directeur du principal établissement carcéral de Barcelone, Antonio Aznar, ancien membre de l'administration pénitentiaire, qui avait subi des réprimandes pour son trop grand libéralisme et pour avoir "sympathisé avec *Solidaridad Obrera*", précisa, au cours d'une interview, les limites des nouveaux aménagements dus, selon lui, au fait que les personnes détenues étaient des prisonniers de guerre et non pas des condamnés de droit commun à rééduquer. Le directeur ébaucha également les principaux axes de la future réforme des prisons à entreprendre :

" (...) - Ici, dans la prison modèle, avez-vous déjà fait disparaître le régime cellulaire ?

- Nous l'avons aboli complètement, bien qu'en parlant de futurs systèmes, je ne me réfère pas aux prisonniers qu'il y a actuellement. Pour moi, ceux-là sont des prisonniers de guerre qu'il faut considérer comme tels. Je ne crois pas qu'un régime d'humanité comme celui que nous suivons avec eux nous amène à une captation de volontés vers le camp révolutionnaire, mais simplement à la gratitude personnelle, qui n'a rien à voir avec le système pénal.

- Est-ce qu' en ayant fait changer l'opinion qu'ils pouvaient avoir des révolutionnaires, cela peut aussi porter des fruits ?

- Cela se pourrait. (...) Dans la prison, nous avons modifié le système. Nous en avons fini avec les matraques, les pistolets et les uniformes. Nous en avons fini avec ces geôliers, qui n'étaient, à proprement parler, rien d'autre que des geôliers. Le personnel est composé aujourd'hui par un directeur, un administrateur, trois chefs de service, des employés réformateurs et des réformateurs auxiliaires. Et tous, sans exception, nous nous efforçons d'accomplir no-

tre tâche, en donnant aux détenus un traitement humain distinct de celui qu'il y avait avant avec les prisonniers. De leur côté, les prisonniers ont leurs comités. Un comité de sept individus pour chaque galerie. Ils les élisent eux-mêmes et ces comités sont les premiers à éviter que ne se produisent des faits qui ne doivent pas se produire et à les corriger, s'ils se produisent. Presque toujours, de légères indications suffisent et, bien sûr, il n'y a pas d'application de châtiments.

- Des réformes ont-elles été faites dans le bâtiment ?

- Nous n'avons pas eu des crédits pour cela. Cependant, les cellules ont été blanchies et l'on a amélioré tout ce que l'on a pu. Les prisonniers passent leur vie en commun dans la cour durant toute la journée. Ils mangent bien, en rapport avec les circonstances. (...) Au sujet de la qualité de la nourriture, elle est toujours contrôlée par les prisonniers eux-mêmes, qui ont un comité de cuisine qui regarde les aliments et la manière de les assaisonner. "

Pour ce qui relève de la nouvelle philosophie de l'accomplissement des peines, Antonio Aznar, partant de l'idée que "le délinquant est un malade", préconisait "l'amour contre la violence" et envisageait un élargissement considérable des attributions du personnel entourant le délinquant.

" (...) Je n'ai jamais cru dans les méthodes de violence. Leur résultat est nul. (...) Je ne suis pas seulement ennemi de ce système à cause de sa nullité, mais par humanisme. L'on ne peut pas considérer le délinquant comme s'il était une bête féroce. C'est un homme. C'est un malade. Il faut le soigner. Quelqu'un devient un délinquant à cause de mauvaises habitudes ou en raison de déformations psychiques. Il faut corriger ces habitudes, par la pratique disciplinée d'autres nouvelles habitudes, ou ces déformations, avec les traitements que conseille la science médicale.

- Faudra-t-il alors supprimer les geôliers ?

- Naturellement. Cela doit disparaître, tout au moins dans leur conception de gardiens. Seuls sont nécessaires des médecins et des maîtres, ces derniers spécialisés dans des méthodes pédagogiques pour anormaux. La Prison n'a pas de raison d'exister. Le système futur devra s'inspirer de la norme suivante : premièrement, un Préventorium Judiciaire pour ceux qui attendent d'être jugés par les Tribunaux. Ensuite, des Maisons de Travail ou des Maisons de Correction, appelez-les comme vous voulez. Et ces Maisons de Correction ne doivent jamais être des prisons où l'on purge une faute, dont les autres furent presque toujours responsables, mais à la fois école et sanatorium, où l'on apprend de nouveaux modèles et où les infirmités psychiques sont soignées. Sans aucun système violent. La violence forme des rebelles ou des exaltés. Avec amour

et bonté, qui est la méthode pour avancer en limitant les réactions violentes des élèves. (...)

- N'y aura-t-il alors plus d'échelle de peines selon les délits? Ne condamnera-t-on pas définitivement à tant et tant d'années ?

- Bien sûr que l'on ne doit pas condamner ainsi. Les Tribunaux doivent simplement dire si l'individu est coupable ou non. S'il est coupable, il passera à la Maison de Correction, en y demeurant le temps nécessaire pour sa guérison. (...) Il faut couper à la racine le système qui consiste à garder les hommes qui ont fait de la délinquance. Il ne s'agit pas de les garder, mais de les régénérer et de les rendre régénérés. J'ai vu des cas d'individus qui après quatre, deux ou une année et parfois moins, et parfois même quelques semaines après avoir commis un délit, étaient des hommes nouveaux, libres de l'état passionnel qui les avait fait commettre un délit. Et ces hommes devaient, par force, prolonger d'autres longues années leur séjour dans le pénitencier, sans aucun avantage pour la société et avec le danger, en échange, de ce que la vie pénitentiaire fasse échouer cette bonne disposition, en les transformant en des délinquants d'habitude. La future Maison de Correction doit éviter de suivre un chemin si erroné. Quand le malade est rétabli, il ne faut pas le retenir un seul moment de plus. " 3

La principale *innovation* introduite concrètement dans le domaine pénitentiaire est due au passage de García Oliver à la tête de la Justice de la République et elle a consisté en la création, par décret en date du 28 décembre 36, des Camps de Travail. 4

La constitution de ce genre de lieux carcéraux de masse correspondait directement à l'esprit de l'époque, de tels camps étaient à rapprocher de ceux existant en pays fascistes (Allemagne, Italie) et dans l'URSS du communisme étatique.

Malgré ce peu d'originalité dans cette entreprise concentrationnaire García Oliver et certains milieux anarcho-syndicalistes usèrent de moult rhétorique pour exposer les *avantages* de leur système.

3. Article-interview "Conquêtes de la Révolution, le système cellulaire a été aboli, la société future ne devra pas garder les délinquants, mais les soigner et les corriger", *La Noche*, 27 janvier 37.

4. L'annonce de la prochaine constitution des camps fut qualifiée de mesure d'une "importance remarquable" par le *Bulletin d'Information CNT-AIT-FAI*, du 25 décembre 36. *La Solá*, 5 janvier 37, sous le titre "Les brigades pénales de travail approuva les camps de travail, en souhaitant également la création à Barcelone de telles brigades pénales, déjà présentes à Gérone et en Aragon, pour faire travailler les prisonniers droitistes et de droit commun. L'article alla même plus loin en proposant que "tout fasciste en puissance, connu et qui n'a pas commis un acte d'hostilité prouvé, doit, tant que durent les circonstances actuelles, travailler pour la société"; étant donné que la théorie du danger" social, jadis "appliquée capricieusement par tant de gouvernements de droite est tout à fait justifiée" présentement, de même que "la loi sur le vagabondage, brandie hier contre nous."

Dans une interview accordée à *Mi Revista*, 1<sup>er</sup> décembre 37, García Oliver évoque rétrospectivement son travail ministériel et aborde la question des camps :

" Les Camps de Travail répondaient à une nécessité impérieuse : éviter que la population pénale constitue une charge excessive pour l'Etat. On cherchait, en plus, à dignifier l'existence des reclus en dirigeant leurs activités de manière qu'elles apportent des bénéfices utiles à la société. Dans le Camp de Travail de Totana [dans la province de Murcie], le premier qui fut installé, apparaît cette devise : «Travaille et ne perds pas l'espérance.» C'est-à-dire que l'on poussait à l'action comme base de la libération future, qui, dans une certaine manière, peut être l'oeuvre du reclus lui-même.

Dans les Camps de Travail, chaque seconde de la vie du reclus représente une émotion de ses passions généreuses ou mauvaises, ou de ses vices. Le travail fécond peut servir de régulateur aux instincts, en les subordonnant aux exigences matérielles immédiates. Soutenir le moral et élever l'esprit du reclus, en lui apportant les germes réjouissants de l'espoir, correspond à des conquêtes de grande valeur dans la thérapeutique sociale. Pour y parvenir, on créa les bons d'annulation de peine, qui, en partant d'attributions insignifiantes, suivies de périodes de courte liberté, arrivent jusqu'à déterminer la réduction de la condamnation en une année pour les reclus dont la bonne conduite et l'amour du travail permettent d'obtenir cinquante-deux bons, en leur octroyant, en plus, cinquante-deux jours de liberté. " <sup>5</sup>

La mise sur pied des camps répondait aussi à des raisons d'ordre utilitaire, puisque les ennemis emprisonnés représentaient un important potentiel de main d'oeuvre corvéable et gratuite, à disposition pour effectuer de grands travaux d'équipement.

5. Dans ses Mémoires, García Oliver explique plus en détail cette comptabilité de remise de peine : "Il était très important que le condamné voie dans la fin de la semaine quelque chose de plus positif que le tabac qu'il avait déjà fumé et que la lettre expédiée. Pour le condamné qui parvenait à passer les sept jours de la semaine avec sept bonifications, on le récompensait avec un jour d'extinction de la condamnation. Sur une année, s'il avait atteint cinquante-deux bonifications d'extinction de condamnation, on lui créditait, en plus des cinquante-deux jours récompensés, une autre année, de façon qu'en une année, il pouvait éteindre deux ans et cinquante-deux jours de condamnation. Comme en plus, il avait droit à la traditionnelle liberté conditionnelle pour bonne conduite, qui dans les peines majeures arrivait au quart de la condamnation, normalement, un condamné au camp de travail économisait de l'argent et pouvait éteindre une condamnation de 30 ans en une période de 5 à 8 ans. Temps que je considérais comme la durée de l'oeuvre de reconstruction nationale." Mémoires, pp 393-394. Ironie de l'histoire, un système analogue de jours de peine déduits, pour bonne conduite - et comme moyen de pression afin de mieux contrôler les détenus - , fut introduit par les franquistes vers 1942-1943 pour les prisonniers républicains ... Voir le No spécial de la revue *Historia* sur les "prisons en Espagne", Madrid, octobre 1978.

" La réglementation des camps, précise García Oliver, était basée sur l'idée de récupérer— par le travail des fascistes condamnés—des éléments essentiels comme la vie des condamnés, sauvés des poteaux d'exécution auxquels ils étaient avant inexorablement condamnés dans les «paseos», ces accusés ayant été condamnés à mort parce qu'il n'existait pas d'alternative à l'heure de leur condamnation par les tribunaux populaires; de faciliter la reconstruction, une fois terminée la guerre, avec les énormes travaux qu'il y aurait à

réaliser pour parvenir au rétablissement des routes, ponts, voies ferrées, ports et reboisement forestier, qui s'ils devaient se réaliser avec une main d'oeuvre syndicalisée et avec des salaires, en seraient presque impossibles à exécuter.

Avec le travail des condamnés comme fascistes, la société récupérerait une partie des valeurs matérielles détruites à cause d'eux. " 6

Pour assurer le fonctionnement des prisons, le ministre anarchiste institua une Garde Pénitentiaire, qu'il veilla à former principalement d'"anarchosindicalistes, idoines pour l'oeuvre que je pensais réaliser en matière de justice pénale."

" (...) Les membres de la Garde Pénitentiaire devaient être, primo, des compagnons de confiance et, secundo, des ouvriers appartenant à la CNT. Pour les chefs, il serait convenable de faire un voyage à Barcelone et de recruter des compagnons des quartiers de Sans, Clot, Pueblo Nuevo et San Andrés. Pour les gardes, les demander secrètement aux syndicats de la Régionale du Levant et des fugitifs des Régionales d'Andalousie et d'Aragon. " 7

Un autre volet de la réforme de l'exécution des peines, projetée par García Oliver, fut la Cité Pénitentiaire.

Il s'agissait d'un lieu proche des communautés idéales des socialistes utopiques, un genre de phalanstère carcéral, *autogéré* par les prisonniers eux-mêmes. Dans l'esprit du ministre, qui en ce cas, fut singulièrement révolutionnaire, cette Cité devait connaître des conditions de vie matérielle et des rapports humains supérieurs à ceux prévalant dans le reste de la société.

García Oliver présenta son projet dans un discours prononcé, à Valence,

6. García Oliver, Mémoires, p. 393. C'est en vertu de principes semblables qu'à la fin de la guerre, les nationalistes imposèrent, en tant que vainqueurs, des camps de travail aux républicains vaincus.

7. Mémoires, p. 346.



pour l'ouverture de l'année judiciaire de 1937. Au vu de l'énorme ambition de ce plan, il semble qu'il n'eut aucune application tangible dans le cadre de la guerre civile :

" (...) Où placer les hommes quand un débordement de la bestialité les pousse à l'assassinat et au vol ? Au pénitencier ? Les pénitenciers sont terminés. L'individu sera condamné à quelque chose de supérieur à la vie sociale, mais non à la prison, ni à la privation de la liberté, ni à la réclusion; il sera condamné à la séparation de la Société. Séparation de la Société pour vivre dans des conditions inférieures, non. Pour vivre dans des conditions supérieures à la propre Société. Dans une Cité Pénitentiaire.

Cité Pénitentiaire, mais Université en même temps. (...) La Cité Universitaire accumulera tous les éléments les plus importants du progrès, pas seulement dans le village, dans la ville, en Espagne, mais dans le monde : théâtres, cinémas, sports, parcs, universités, musées, enfin tout ce qui peut contribuer à donner un homme à la Société, non pas dans des conditions d'infériorité, mais dans des conditions de supériorité.

Quand un homme sort, s'il désire sortir, parce qu'après l'accomplissement de sa peine, s'il désire rester, il restera, (...) il sera cinq fois supérieur en culture, en sociabilité au reste des citoyens, à nous qui vivons hors de la Cité Pénitentiaire [!] .

Y aura-t-il des châtiments ? Nous, nous n'imposerons pas de châtiments. Ils auront leur tribunal, ils apprendront à être juges, ils apprendront à se régir. Ils auront un régime corporatif et pour chacune des branches du travail un délégué sera nommé; ils se feront leur Code; ils se feront leur justice; ils adopteront leurs déterminations et leurs dispositions. "

Le ministre précisait encore que le séjour dans cette Cité d'harmonie serait peut-être de l'ordre "de cinq ans, comme maximum, (...) pour le délit, vulgairement criminel, contre la propriété collective ou individuelle", "et pour le délit d'assassinat, peut-être seulement dix ans de séparation", qui ne seraient pas nécessairement tout à fait accomplis. <sup>8</sup>

Deux anarchistes fonctionnèrent comme directeurs généraux des prisons. Tout

8. Transcription du discours dans la *Solá*, du 1<sup>er</sup> janvier 37 et repris dans les Mémoires, pp 368-370. Le ministre dressa lui-même le bilan de son passage au gouvernement dans une Conférence prononcée au Théâtre Apolo de Valence, le 30 mai 37 sous le titre de "Ma gestion à la tête du ministère de la Justice".

d'abord, Antonio Carnero Jimenés<sup>9</sup>, du syndicat des arts graphiques de Barcelone, qui avec Jaime Nebot (des spectacles publics) en tant qu'inspecteur général du département des prisons, travaillèrent dans le cabinet de García Oliver. Ensuite fut nommé Melchor Rodriguez, qui se définissait lui-même comme un "anarchiste humaniste" et qui s'efforça, semble-t-il, de répandre une attitude de commisération à l'égard des fascistes détenus.

\*  
\*  
\*

En dépit des déclarations lénifiantes, et généralement sincères, des responsables anarchistes ou républicains de l'appareil pénal sur le bon ordre qui régnait dans les prisons, la situation sur le terrain ne correspondait souvent guère avec ces vues humanistes.

Ainsi, dans le port de Barcelone, le paquebot prison Uruguay contenait dans ses cales des centaines d'hommes entassés dans des conditions de détention extrêmement précaires.

Sous le titre de "Figures pittoresques de la Révolution", *Mi Revista* (15 avril 37) publia "un moment de conversation avec Luzbel Ruiz, «l'Amiral», militant CNTiste de longue date qui avait dirigé le vaisseau-geôle Uruguay et qui professait une philosophie pour le moins acerbement nihiliste.

L'interview se déroula au secrétariat général de la Junte de la Sécurité Intérieure de Barcelone, où L. Ruiz travaillait alors comme "homme de confiance"

9. Dans une interview accordée à *Mi Revista* (1<sup>er</sup> avril 37), le directeur général des prisons tint, comme d'autres dirigeants anarchistes, à démarquer les camps de travail républicains des camps de concentration fascistes : "(...) Nous n'allons pas le moins du monde égaler les procédés nazis, copiés de l'enfer hitlérien, qui emploient ceux qui veulent faire de l'Espagne une colonie germanique. A toute personne décente et digne répugne la violence organisée comme système pour soumettre ceux qui, de par leur situation de vaincus, ne peuvent se rebeller contre elle. Notre méthode sera de travail et de respect." La *Solà* du 11 avril 37 proclama aussi que les camps républicains n'étaient pas "une décacolmanie du fascisme", car "dans la forme dans laquelle ils sont structurés en Espagne, ils se différencient totalement des autres de cette nature existant en Allemagne, en Italie et au Portugal. Là-bas, les condamnés politiques ne font rien, sinon qu'on les torture physiquement. Au contraire, ici, ils changent leurs condamnations en travaux utiles."

de Aurelio Fernandez.

" (...) Tu es marin de profession ?

- Pas du tout. Je suis coiffeur, répond-il avec orgueil.

- Coiffeur ? ... Alors pourquoi t'appelle-t-on l'«Amiral» ?

- Cela est une blague de l'ami Rubio [très certainement de Eduardo Rubio, directeur de *Mi Revista*] et ensuite, je suis resté l'«Amiral» ! Parce que je fus à la tête du vapeur *Uruguay* durant les premiers mois de la Révolution, les compagnons commencèrent à m'appeler ainsi et la blague continue. (...)

- Sais-tu que Queipo [de Llano] a promis à la radio de venir à Barcelone pour te couper les cheveux ?

- Bêtises que tout ça ! Queipo ne serait même pas capable de couper les poils d'un petit chien ... Et venir à Barcelone ... Cela, c'est seulement pour des hommes ... Pauvre ivrogne ! (...)

- Et ton opinion sur la guerre ?

- Mon opinion est que nous gagnerons la guerre et la Révolution ou que nous perdrons tous la vie, nous les militants de la CNT et de la FAI. (...)

- La guerre se terminera-t-elle rapidement ?

- Elle se terminera rapidement ... Mais elle se terminerait plus tôt si l'union du prolétariat était une réalité.

- Est-ce vrai que tu as tué un bourreau ?

- A ce sujet, je vous dirai que ma mission en ce monde, assurément une haute mission, est de tuer des bourreaux. Le jour où j'en ai fini avec eux, je me tire une balle dans la tête.

- Pourquoi ?

- Pour la bonne raison que je n'aurai plus rien à faire dans cette vie. (...) Notre conversation se termine avec le compagnon Luzbel Ruiz, homme pur, humble, sain de corps et de coeur [!] comme tous les anarchistes. [Fin] " 10

Dans son livre de souvenirs, publié en 1947 et intitulé "Le troisième combattant", le docteur suisse Marcel Junod, délégué de la Croix Rouge Internationale en Espagne (de août 36 à la fin du conflit), raconte qu'il reçut beaucoup de lettres de prisonniers nationalistes se plaignant de leurs conditions

10. En date du 10 novembre 36, *La Veu de Catalunya* annonça le transfert au château de Montjuich des 450 prisonniers qui étaient détenus à bord de l'*Uruguay*. Toutefois, selon le témoignage du Dr Junod, représentant en Espagne du Comité International de la Croix-Rouge, à fin 38, "les bateaux d'otage", comme il les appelle, firent à nouveau leur apparition dans le port de Barcelone; Le troisième combattant, De l'ypérite en Abyssinie à la bombe atomique d'Hiroshima, p. 106. Toujours de l'avis du Dr Junod, au début janvier 39, il y avait à Barcelone 5'000 prisonniers, dont 600 détenus à Montjuich (pp 110-112).

de détention ou de tortures subies :

" Après les parents des disparus, les mères et les soeurs des fusillés, ce sont les prisonniers eux-mêmes qui nous écrivent. Du fond des cachots, où tant d'hommes vivent, séparés du monde, nous parviennent d'atroces révélations, d'épouvantables plaintes.

Que faire ? Nous n'avons ni mandat, ni droit d'intervention. Et il faut beaucoup de courage pour aller dire à ces hommes qui gouvernent la mêlée révolutionnaire : « Dans vos prisons, on a infligé tel supplice ... » " (p. 100)

Pourtant, fort de la conviction (épigraphe du livre) qu'"il n'y a jamais que deux adversaires, mais auprès d'eux et parfois entre eux survient un troisième combattant", le Dr Junod se démena pour faire épargner le plus grand nombre de vies et s'efforça d'inciter à un respect minimum envers les prisonniers. Dans son activité, ce médecin raconte qu'il fut accueilli avec moins d'incompréhension et de méfiance du côté républicain que dans le camp du général Franco.

Par le biais de l'échange de prisonniers des deux camps (souvent promis au peloton d'exécution) ainsi que par le troc de détenus étrangers (dont, par exemple, le journaliste-écrivain Arthur Koestler), le Dr Junod et ses collaborateurs, appuyés parfois par des légations diplomatiques, la britannique surtout, parvinrent à insuffler un peu d'esprit humanitaire dans cette guerre fratricide et à atténuer le terrible engrenage des exécutions/représailles/contre-représailles, ...

Durant toute la guerre, la Croix-Rouge Internationale échangea "cinq millions de fiches" entre les deux zones, des fiches au sujet des disparus, des prisonniers, des tués, "cinq millions de fois, la Croix-Rouge accomplit ce miracle : rendre un peu d'espoir ou briser une incertitude" (p. 98). Le travail des délégués de la Croix -Rouge dans l'Espagne partagée par la guerre se heurta à de gros problèmes de communications et compliqua beaucoup les négociations autour des transactions de prisonniers; la discussion s'établissait sur une base triangulaire entre Valence, Genève et Salamanque :

" Pour communiquer avec Salamanque, je n'ai d'autre ressource que de téléphoner à Genève qui transmet et me renvoie la réponse. On imagine à combien d'er-

reurs, de mises au point, de malentendus, donne lieu ce relais. Quand la situation paraît inextricable, les délégués de la Croix-Rouge dans les deux camps sont convoqués à Genève par avion. Conférences. Rapports. Discussions. Retour précipité vers « nos » capitales ... Rien d'irréparable ne s'est-il produit entre temps ? Non ... " (p. 105) <sup>11</sup>

\* \* \*

Au vu du peu de changements véritables survenus dans la conception même de la répression, un certain désenchantement se fit jour parmi les milieux libertaires.

Diego Abad de Santillán exprima son désabusement dans un article au titre explicite de "Complexité du processus révolutionnaire", paru dans la *Solá* du 4 mai 37 :

" (...) Là, nous avons les prisons. Nous n'avons fait que changer les geôliers et les pensionnaires. L'institution demeure étayée sur les mêmes principes. Demain, les pensionnaires et les geôliers peuvent changer à nouveau et les victimes se transformer en bourreaux, comme cela est arrivé tant de fois. Et cela, ce n'est pas une Révolution. "

Le journal *Anarquía FAI* (12 juillet 37) manifesta également sa déception à l'égard des décrets promulgués par García Oliver, finalement bien peu avancés par rapport à de nombreux pays *bourgeois* :

" (...) Et c'est qu'il faut nous détromper; nous, apolitiques de toute la vie, nous, ennemis du pouvoir, nous ne pouvons, nous ne devons pas aller vers lui sous peine de nous convertir à la longue en quelque chose de très semblable aux marxistes. Si le compagnon García Oliver, qui de la justice ne connaît que

<sup>11</sup>. Dans la chronique de l'action qu'il mena en Espagne, le Dr Junod évoque des épisodes tragico-grandiloquents du conflit. Par exemple, les circonstances du premier échange de prisonniers de la guerre, qui concerna un député carliste connu, détenu chez les républicains à Bilbao et le maire socialiste de cette ville, emprisonné à Pampelune; l'échange se déroula sur territoire français, dans un hôtel de Saint-Jean-de Luz :

" Nous y arrivons vers 10 heures du soir. Esteban Bilbao [le carliste] est au salon lorsque je fais entrer Ercocera [le socialiste]. Dès que ces deux hommes condamnés à mort par deux partis ennemis, se trouvent face à face, ils tombent dans les bras l'un de l'autre, comme de vieux amis.

- Homme ! Homme !

- Ils jurent l'un et l'autre de tout tenter auprès de leur parti pour faire cesser les massacres.

- Nous serons vos meilleurs alliés, me disent-ils.

Je n'ai pas revu le Basque, mais l'autre, qui devint plus tard le Ministre de la Justice de Franco, oublia vite la Croix-Rouge Internationale. " (p. 87)

la rigueur des lois et des pénitenciers, s'était préoccupé de cela, il aurait vu qu'il y a par là-bas, dans des pays cent pour cent bourgeois, comme par exemple dans beaucoup de républiques américaines, dans quelques pays nordiques et dans d'autres, des lois beaucoup plus bénignes et humaines et plus révolutionnaires, ou à tout le moins, moins réactionnaires que celles qui ont été élaborées par lui. "

## RENFORCEMENT DU CONTRÔLE SOCIAL

La conjoncture de guerre civile et la volonté d'assurer les bases du nouvel ordre social amenèrent une intensification de la surveillance des citoyens-travailleurs.

Le contrôle se durcit sur le citoyen, à cause de ses éventuelles options politiques contraires, tandis que la vigilance eut tendance à s'accroître sur le travailleur, au nom de l'augmentation de la production de guerre.

En conséquence, la sphère privée de l'individu fut grignotée par les diverses autorités, sous l'invocation de la nécessaire participation de chacun aux efforts collectifs.

"On doit établir un contrôle rigoureux de la population " recommandait *Solidaridad Obrera* en novembre 36, en préconisant la mise sur pied dans les quartiers de " Comités d'habitation ", destinés à effectuer *révolutionnairement* et de façon systématique la tâche classique de concierge-indicateur.

" (...) Dans l'instant que nous vivons, des Comités d'habitation s'imposent. Ces Comités, qui seront composés d'habitants de solvabilité [sic] révolutionnaire, posséderont pour mission fondamentale d'être chargés du contrôle exact des locataires qui occupent les multiples maisons, qui constituent le périmètre urbain de Barcelone.

De cette façon simple, l'on parviendra à ce que nous puissions savoir, en toute sûreté le signalement et la provenance des habitants. En essayant d'accoupler les activités des Comités esquissés avec les fonctions qu'exerce le Commissariat de l'Ordre Public, l'on obtiendra avec une rapidité inusitée que le danger que nous dénonçons chaque jour s'estompe avec une grande urgence. "

L'article conseille une différenciation des mesures qui seront à prendre dans "les quartiers qui possèdent une empreinte bourgeoise" et dans les quartier ouvriers.

" Le Comité d'habitation est une création révolutionnaire. Il est nécessaire pour contrecarrer l'espionnage et l'infiltration des éléments hostiles à la situation révolutionnaire. " <sup>1</sup>

1. Article "Comme dans la guerre, on doit établir un contrôle rigoureux de la population", *SoL*, 3 novembre 36.

Dans le cadre du travail, la surveillance des ouvriers et employés se développa pour combattre la passivité, le sabotage éventuel et pour mieux isoler les oisifs.

La généralisation du Certificat de Travail permit, en particulier, aux autorités de débusquer plus aisément les désœuvrés.

Le *Bulletin des Travailleurs de la Banque*, ... de Catalogne applaudit, en juillet 37, à la systématisation de l'établissement du carnet de travail en se réjouissant, avec ironie, de la perspective de voir ainsi imposer le travail obligatoire aux tire-au-flanc.

" Certificat de Travail .

On peut déjà observer les effets de son implantation dans les bars et cafés de la ville, qui ne sont plus fréquentés comme avant, car les «vagabonds» ont déjà été retirés de la circulation. Tous ceux qui «travaillent» ont déjà leur «carnet», et tous, par une drôle de coïncidence, selon un document si véridique, travaillent «continuellement». Et, bien sûr, les ex-bourgeois, plus que personne, les politiciens, il ne manquerait plus que ça ! et bien sûr les gandins ! Il n'y a qu'à voir la hâte qu'ils ont manifesté pour obtenir ce facile brevet de travailleurs qui travaillent continuellement et sans repos ; mais, à ceux d'entre eux à qui on devrait le retirer — à la première fois qu'on les attrapera, aux heures habituelles de ce travail, dans des lieux de vice et de paresse — on devrait, au passage, les retirer eux aussi et les mettre dans les camps de travail. Ainsi, moins de rafles auraient à être faites et les travaux de fortification pourraient avoir davantage de succès avec l'énorme nombre d'ouvriers qui pourraient y pourvoir.

Menudillo [Fin] " 2

C'est avec des sujets comme le carnet de travail que l'on est à même de mesurer l'évolution considérable opérée dans les milieux anarchistes en l'espace de quelques mois. En effet, une année auparavant, le 23 juin 36, la *Sol* s'élevait avec indignation contre la création d'un livret professionnel, carnet taxé alors "de pur style fasciste".

En juin 36, le patronat de la branche du commerce de Barcelone avait accé-  
té la demande faite par les ouvriers affiliés aux syndicats "nationalistes" du

2. *Boletín de los trabajadores de banca, ahorros, seguros y afines de Catalunya CNT*, No 1, 19 juillet 37.



CADCI et marxistes du FUTM (Frente Unico de Trabajadores Mercantil) pour l'établissement d'un carnet professionnel.

" L'établissement du carnet professionnel signifie un danger pour la liberté d'option des ouvriers et dont ses propres défenseurs déploreront un jour les résultats. (...) Le carnet professionnel, ça fait de la peine à le dire, es de pur style fasciste. "

Dans le domaine des certificats à imposer aux citoyens, la *palme* revient très certainement au nommé Juan Nieto, qui proposa dans *Via Libre* (Voie Libre.. en mars 37, d'instaurer "le certificat pré-matrimonial". Partant de l'idée que "les hygiénistes et les physiologistes ont beaucoup parlé, avec des visées eugéniques, d'établir, de façon obligatoire, pour tous ceux qui désirent s'unir matrimonialement, un certificat accréditif de l'état de santé et de la conséquence aptitude procréatrice des futurs mariés", J. Nieto mettait en avant le projet du certificat pré-matrimonial, brevet de "type culturel", puisque "pour peu que l'on médite, on comprendra parfaitement que ceux qui désirent procréer ont besoin de deux aptitudes : la physiologique et l'intellectuelle."

En fait, la proposition exprimée ici vise avant tout à exclure de la procréation et de l'éducation, les parents dont les vues politiques ne plaisent pas au nouveau régime prolétarien, c'est-à-dire un système de contrôle étatique fort proche des conceptions des pays fascistes. A noter, toutefois, que de tels propos constituent une exception en regard du reste de la presse anarchiste.

" (...) La révolution offre deux aspects : le répressif et le formatif. Le premier « contient » tous ceux à l'idéologie indifférente et opposée aux postulats révolutionnaires; le second forge, à la manière prolétarienne, les esprits des nouveaux êtres.

Une des conquêtes majeures de l'organisation à l'arrière a été (...) l'institution du C.E.N.U. . Avec l'établissement de l'enseignement obligatoire de nuance essentiellement rationaliste, la poursuite et la permanence des idéologies révolutionnaires sont garanties. (...)

Mais l'enfant a deux écoles, l'« officielle » et celle de la maison. La révolution essaiera de « contenir » tous ces suspects, mais, probablement, elle ne pourra empêcher que ceux-ci, depuis les inoubliables intimités de leurs domiciles particuliers, prostituent le credo révolutionnaire et contaminent les

enfants mineurs qu'ils pourraient avoir. Il ne servirait à rien que les enfants des parents suspects d'être réfractaires à la cause, apprennent, avec profit, les plus avancées doctrines sociales-ouvrières à l'Ecole, car dans leurs maisons respectives, les familles s'épancheront<sup>[sic]</sup> pour défaire le patient labeur du maître.

Pour de tels cas, il n'y a qu'un remède radical: l'observation de l'enfant; elle nous donnera en soi l'évidence du mode de « penser » de ses géniteurs. Conséquemment, l'application d'une mesure énergique qui évite la nocive contagion : l'internement de l'enfant dans un établissement éducatif de l'Etat, avec un isolement absolu de sa famille, tant que sa sensibilité ne s'est pas formée. (...)

Jusqu'à présent, à notre connaissance, personne ne s'est préoccupé de la nécessité d'exiger des futurs pères de famille un minimum de capacité d'enseignement. Un minimum qui peut se réduire à la simple collaboration passive avec le maître; si passive qu'elle se limite seulement à ne pas défaire, à la maison ce qui a été fait par celui-ci à l'école.

En bons principes libertaires de l'amour [!], personne ne peut s'opposer à ce que ceux qui ne réunissent pas les conditions requises de culture éducative, auxquelles nous nous référions avant, n'aient pas d'enfants. De plus, conformément aux normes qui doivent présider à la formation de la Société nouvelle, il est logique et convenable d'interdire que l'« incapacité » de telles personnes puisse contaminer leurs descendants, futurs citoyens de l'Etat prolétaire.

En raison de tout ce qui a été exposé, il est urgent d'ordonner obligatoirement l'établissement d'un certificat pré-matrimonial double. " 2

\*  
\* \*  
\*

A la lumière du passage des anarchistes dans la machinerie répressive, une constatation s'impose : si le pouvoir corrompt, il corrompt tout particulièrement dans le domaine de la répression.

De la même manière que pour l'entrée des anarcho-syndicalistes au gouvernement de la Généralité et au gouvernement central, les ressources subtiles du vocabulaire furent appelées à la rescousse afin de masquer l'hérésie d'une pareille conduite en regard de la philosophie libertaire. Aussi, lorsque des anarchistes se sont retrouvés occupant des postes de procureurs, de présidents de

2. Rubrique Orientations Idéologiques, article de Juan Nieto, Le certificat pré-matrimonial, *Via Libre*, 27 mars 37.

tribunal, de geôliers, de directeurs de prison, voire de bourreaux, la terminologie a de nouveau été maniée avec recherche afin de chasser les préventions, qui dans l'opinion publique libertaire, étaient intimement liées aux fonctions de l'appareil juridico-policiers-carcéral.

Dans leurs efforts pour évincer les classes privilégiées et pour imposer une morale de guerre à l'arrière, les anarcho-syndicalistes omirent par trop souvent de faire la différence entre les institutions et les hommes, entre les idées et les personnes. Un tel distinguo fondamental avait été, du reste, sagement conseillé par divers théoriciens de l'anarchisme (notamment Bakounine et Kropotkine) vers la fin de leur vie.

Dans la philosophie anarcho-syndicaliste de la répression, le travail était la valeur cardinale pour que l'ennemi, assimilé au fasciste, ou le délinquant de droit commun parviennent à la rédemption de leurs fautes. En jouant quelque peu sur les mots, l'on pourrait songer que la célèbre devise hitlérienne placée à l'entrée des camps de concentration, *Arbeit macht frei*, n'aurait pas trop détonné aux frontons des camps de travail républicains. C'est par le travail, par l'effort physique et la peine du labeur que l'exclu, l'indésirable parvenaient à se racheter pour être dignes de réintégrer le corps social prolétarien.

Un autre concept clé en matière de traitement de la délinquance, voire de la déviance à caractère politique, était la psychiatrisation du délit. Partant de l'idée que dans la société régie par les principes libertaires d'égalité et de fraternité, le délinquant ne pouvait être qu'un inadapté, pour raisons psychiques, la tendance était de substituer le psychiatre au geôlier. Par le recours prioritaire à une thérapie psychique, le risque existait de considérer toute délinquance comme relevant de la maladie mentale. Ainsi, le délinquant, le déviant et peut-être l'opposant politique se seraient systématiquement retrouvés en situation de devoir passer par le tamis de la psychiatrie, leur conduite répréhensible étant réduite au diagnostic de leur propre personnalité *dérangée*. Il est, du reste, avéré qu'une société, en recourant à un tel mécanisme, personnalise et individua-

lise à l'excès la conduite indésirable de certains de ses membres et parvient à éviter de se voir poser les questions embarrassantes contenues parfois dans l'acte même du hors-la-loi.

La question de l'ordre public et de la répression interpelle les libertaires dans leur attachement à la spontanéité populaire.

Dans le cas de la révolution espagnole, les premières semaines (surtout) virent un tel déferlement spontané d'assassinats, de violences et d'exactions que nombre d'anarchistes en vinrent à préférer une reprise en mains organisée et structurée *d'en haut*, que d'assister au spectacle cruel et navrant d'une certaine spontanéité populaire.

La dirigeante Federica Montseny évoqua à chaud (*La Revista Blanca*, 30 juillet 36) l'intense violence du torrent révolutionnaire :

" (...) Nous avons pu vérifier la réalité d'un phénomène (...) que nous connaissions déjà, mais en théorie; à savoir que la Révolution est destructrice, aveugle, sauvage et grandiose, car elle fait entrer en jeu des forces incontrôlables et incontrôlées, capables de déplacer des montagnes; qu'une fois la première brèche ouverte, le peuple, tel un torrent s'y précipite, et qu'il est absolument impossible d'arrêter la course effrénée des eaux. Tant de choses sont détruites, dans la violence du combat, dans la fureur aveugle de la tourmente ! Nous avons imaginé les hommes, ni meilleurs ni pires que ce qu'ils se sont révélés être. (...) Leurs vices et leurs vertus se font jour; du fond du cœur du voyou, s'éveille l'honnêteté endormie, du plus profond de l'homme honnête surgissent une violence féroce, des impulsions destructrices, une soif de sang; de telles métamorphoses paraissent inconcevables. " <sup>3</sup>

La nécessité d'endiguer et de canaliser le flot de la vindicte populaire s'imposa aux révolutionnaires comme une tâche fondamentale pour mener à bien leurs projets de transformation sociale. Réduire, orienter et contrôler certaines manifestations de la spontanéité fut donc une obligation impérieuse pour la

3. Diego Abad de Santillán reconnut également la virulence du fleuve révolutionnaire : " Nous ne refusons pas d'admettre que les événements du 19 juillet ont entraîné un débordement de passions et entraîné d'innombrables abus; mais il s'agit d'un phénomène naturel qui se produit inévitablement quand le pouvoir passe des mains des privilégiés aux mains du peuple. Il est possible que notre victoire ait impliqué la mort violente de quatre à cinq mille citoyens de la Catalogne, considérés comme des hommes de droite, liés à la réaction politique ou ecclésiastique. Mais ce sont les conséquences inexorables de la révolution qui ne peut éviter de verser du sang, et on a beau lui imposer des limites, elle demeure semblable au fleuve qui brise la digue, dévaste tout sur son passage et se calme à mesure qu'il se répand." in *La revolución y la guerra en España*, La Havane 1938, p. 176, cité par Burnett Bolloten, op cit, p. 69.

poursuite de la révolution.

On mesure par là même les limites de l'autodiscipline dans le terrain essentiel de l'ordre public, terrain où une spontanéité outrancière entraîne des dégâts humains irréparables, à l'exemple des assassinats.



# PROBLEMES MILITAIRES





Au cours des trente-trois mois de la guerre civile, la Catalogne ne connut effectivement les combats militaires que lors des trois derniers mois du conflit. Ce chapitre portera donc avant tout sur la vie à l'arrière d'une province engagée dans une vaste bataille et sur le débat instauré à l'intérieur du courant libertaire quant à la manière de conduire la guerre.

Traditionnellement, les anarchistes sont opposés à la guerre et plus encore à l'institution militaire. Profondément antimilitariste, l'anarchisme voit dans l'armée le cadre privilégié de l'autorité. La caserne, perçue comme une école de soumission et de déresponsabilisation des individus, par une discipline implacable, est un lieu situé aux antipodes des idéaux et des valeurs libertaires. L'idéologie véhiculée par l'armée est à l'opposé des postulats anarchistes, qui repoussent complètement une forme d'organisation considérée comme ne laissant aucune place à la spontanéité et à l'imagination; pour eux, la complète conformité aux rôles précis conçus et imposés par l'institution militaire est l'attitude ordinaire exigée du soldat, qui se voit ainsi totalement pris en charge, dépossédé en fait de ce qui constitue sa personnalité, sa valeur en tant qu'individu et sa qualité d'être humain.

Outre la négation de l'individu, les anarchistes reprochent à l'armée sa *consubstantialité* étatique : l'armée étant la garante de l'existence extérieure et intérieure de l'Etat, elle permet à cet instrument de domination de classes de se perpétuer.

La fonction de répression intérieure de l'armée est aussi mise en accusation, dans la mesure où l'armée est généralement appelée à la rescousse lorsque la police ne se trouve plus à même de maintenir l'ordre convenant aux déten-

teurs du pouvoir étatique. L'armée est également jugée comme support du conservatisme, en raison de la pesanteur de ses structures, de par la rigidité de son organisation et du fait de son attachement organique à l'ordre social du moment. Dans une optique libertaire, l'armée constitue l'école de la violence organisée, planifiée, la force y étant vénérée pour elle-même. En tant que mouvement politique, l'anarchisme voit dans l'armée le risque permanent d'une vie martiale imposée à l'ensemble des habitants du territoire qu'elle régent. Au reste, le fascisme, le totalitarisme s'accompagnent, s'ils n'en sont pas le produit, d'une armée puissante. A cet égard, le coup d'Etat militaire du 19 juillet s'inscrivait en droite ligne dans l'analyse politique habituelle des anarcho-syndicalistes et beaucoup de textes soulignèrent les accointances *naturelles* entre militarisme et fascisme.

L'internationalisme cher au coeur des anarchistes allait à l'encontre du rôle de sauvegarde de l'Etat-Nation occupé par l'armée. En outre, le principe fédératif, compris comme association libre et volontaire des individus en communes, puis en régions, puis en ensembles plus vastes n'excluant pas une possible fédération à l'échelle de la planète, ce principe réunificateur se trouve donc limité par les diverses souverainetés nationales. Pour les libertaires, les armées représentent des obstacles, des barrières dans le rapprochement entre les peuples, car, par essence, elles se doivent de cultiver et d'intensifier la xénophobie et le chauvinisme.

Dans le domaine militaire également, le conflit espagnol mit à rude épreuve les sentiments antimilitaristes et le vieux fond de résistance à la guerre des anarchistes. La sphère militaire, c'est une évidence, est un terrain qui se prête beaucoup moins à des tentatives de transformations sociales et à l'exercice d'une *créativité révolutionnaire* que le reste du champ communautaire.

## COMMENT CONDUIRE LA GUERRE OU LE CHOIX D'UNE STRATEGIE

Les vicissitudes du soulèvement militaire, qui aboutirent finalement au déclenchement d'une guerre civile, surprirent l'ensemble de la société espagnole.

Le coup d'Etat projeté par les militaires rebelles devait être rapidement mené à terme, à l'instar de beaucoup de pronunciamientos qui parsèment l'histoire moderne de l'Espagne. Du côté des partisans de la République démocratique et dans le mouvement ouvrier, la possibilité d'un putsch militaire était perçue comme étant dans l'air et souvent elle fut dénoncée, mais l'opinion républicaine excluait la perspective d'une guerre civile véritable. Aussi, dans les deux camps la stupéfaction fut de taille lorsque, bien vite, il s'avéra que l'affrontement idéologique prenait irrévocablement la voie de la guerre civile, ravageant l'ensemble de la nation espagnole.

### MISE EN PLACE DES TROUPES

La précipitation des événements de l'été 36 imposa et appela, en matière militaire également, des formules spontanées.

Une fois terminés les combats de rues, dans les villes où le putsch avait été défait, le *peuple en armes* chercha à poursuivre le combat pour venir au secours des régions où le soulèvement avait réussi. Ce fut alors la phase du départ enthousiaste des colonnes de citoyens-miliciens, dans l'euphorie de la croyance à une rapide victoire.

A Barcelone, dès la dernière semaine de juillet, des colonnes se forment et, sous les acclamations de la foule, elles partent, par camions ou par trains, combattre les militaires fascistes.

Dans les premiers temps, la marche des miliciens vers ce qui allait devenir le front offrait l'occasion de défilés et de liesse populaire. La *Sozi*, du 1<sup>er</sup> septembre 36, salua le départ des Aiglons de la FAI, qui s'accomplit dans une atmosphère de joie et de tristesse, qui rappelle les scènes d'adieux des mobilisations des deux guerres mondiales, le quotidien anarchiste mettant en valeur l'attitude tendre et encourageante d'une belle jeune fille :

" (...) Les miliciens et miliciennes - qui sont nombreux - sont entourés de parents ou d'amis qui, pleins d'attention et orgueilleux du geste des leurs, se prêtent à leur porter les fusils et les affaires de campagne.

Partout les vivats et les applaudissements leur sont prodigués avec ferveur. Mais ils marchent, comme étrangers à cet hommage, tranquilles, imperturbables; sur les visages, la confiance se reflète et dans les poitrines, les énergies pour écraser l'ennemi sont accumulées. (...)

Le passage, ouvrez-leur le passage aux jeunes avec un coeur d'enfant et pleins du courage, de la combativité et de la fermeté des lions excités à la bataille !!

A la gare, les adieux sont émouvants. Une jeune fille, jeune et d'une beauté extraordinaire, radieuse et enflammée comme un coquelicot, va d'un groupe à l'autre de miliciens.

- Qui de vous n'a personne pour lui dire adieu, compagnons ?

Et quand elle reçoit la réponse, elle les embrasse et les prend dans ses bras avec la même tendresse, la même onction que l'aurait fait la mère, la soeur, la fiancée ou la compagne de ceux qui partent.

Bravo, jeune fille, c'est comme ça que l'on fait. Avec la spontanéité et la noblesse de ton bel acte, tu as rendu heureux ceux qui éventuellement ne reviendront pas recevoir une autre fois les douces caresses d'une femme. Vivants ou mourants, leurs souvenirs seront toujours pour toi. "

La figure du milicien se stéréotypa rapidement dans les descriptions de la presse antifasciste, comme celle d'un être intrépide, optimiste, sorte de prolétaire-guérillero profondément mû par le combat pour la cause de l'antifa-

scisme et prêt à tout lui sacrifier.<sup>1</sup>

Le personnage romantique du milicien, comme ouvrier associé volontairement à d'autres prolétaires dans une entreprise guerrière, allait peu à peu céder le pas au soldat discipliné d'une armée hiérarchisée. L'improvisation combative du début fut supplantée par la formation militaire dispensée par des officiers issus d'écoles de guerre. Nombre de cadres de l'ancienne armée avaient, en effet, opté pour le pronunciamiento ou étaient suspectés de sympathie avec les rebelles<sup>2</sup> ce qui obligea les autorités du camp antifasciste à pallier au manque de compétences guerrières par la création d'école de formation militaire.

A Barcelone fut mise sur pied l'Ecole Populaire de Guerre qui, à fin 36, préparait quelque deux mille hommes au commandement.

Le cinéaste-reporter Mateo Santos consacra, dans *Tierra y Libertad* du 26 décembre 36, un article à cette école, sous le titre des "Guerilleros du Peuple", en exprimant ses réticences à l'égard du concept d'armée : " La guerre a créé la nécessité d'une armée populaire. Mais, comprenons bien que le mot armée a pour

1. Jacinto Toranzo décrit, dans l'"Interview d'un guerillero de la FAI" (*Soldá*, 12 août 36), l'un des premiers miliciens (de la colonne Durruti) de retour du front, et qui exprimait une inflexible et gaillarde détermination combative : "Il vient d'arriver du front. Ses yeux débordent de joie, des yeux de danseur, remplis de jeunesse et d'illusions. Il est habillé d'un mono bleu [combinaison de travail] abîmé dans la campagne. A la ceinture, bien serrées, les cartouchières. Sur la tête, un bonnet à deux pointes, bonnet rouge et noir, symbole de l'héroïsme téméraire. Sur l'épaule, le fusil frère. Sur le visage, un sourire, par lequel l'optimisme déborde." Le journaliste demande à ce milicien, rentré pour accompagner des camarades blessés, ce qu'ils font au front et s'ils ont "liquidé beaucoup de fascistes"; le milicien est invité à "raconter une action forte" et à parler de Durruti. Déjà, l'insouciance, le manque d'efficacité de l'arrière et la bureaucratie sont dénoncés ; encouragé à exprimer "des recommandations aux camarades de Barcelone", le milicien insiste sur le fait qu'"ils ne doivent pas perdre de temps stérilement", comme c'est trop souvent le cas : "Ecoute, j'ai dû aller aujourd'hui à l'Ecole Nautique, siège du Comité Central des Milices, et pour une chose aussi simple que de mettre un timbre sur un papier, cela m'a pris toute une après-midi. J'en ai retiré l'impression qu'il y a un excès de bureaucratie. Et avec cela, il faut faire très attention, parce que le plus grand ennemi de la révolution, comme les choses se présentent, c'est cette demoiselle [sic] qui s'infiltré partout et qui s'enroule comme un serpent, avec sa vitesse et son agilité, jusqu'à l'étouffer. Ecoute mon vieux, si tu voyais quelle peur j'ai, ces jours, des bureaucraties au lexique révolutionnaire ... ! Et ensuite, nos camarades qui pêchent toujours par excès de bonne foi ... ! "

2. Le commandant Vicente Guarner, qui lors du 19 juillet occupait le poste de chef supérieur de l'ordre public de Catalogne, puis, du fait de sa loyauté, fut nommé sous-secrétaire de la Défense de la Généralité et ensuite chef de l'armée d'Aragon (de mars à juin 37), se plaint que "l'on se méfiait systématiquement de tout militaire professionnel et plus encore de ceux qui, comme moi, n'avaient aucun « carnet » du parti prédominant, ni d'aucune organisation". Des militaires de haut rang étaient souvent employés à des tâches subalternes ou à d'obscurs rôles d'instructeurs élémentaires. Vicente Guarner, *Cataluña en la guerra de España*, p. 153.

nous une signification bien distincte de celle qu'elle peut avoir pour n'importe quel Etat de structure capitaliste et pour n'importe quelle mentalité bourgeoise. Il nous répugne même un peu d'admettre le mot armée, mais nous ne pouvons pas momentanément le substituer par un autre.

Pour nous, armée équivaut toujours à Peuple armé, lorsque ce peuple armé doit défendre ses libertés. C'est-à-dire que les membres de cette armée ne doivent pas être, en aucune façon, des professionnels des armes, mais des ouvriers, qui devant la réalité de leur liberté et de leur vie sérieusement menacées, se voient forcés de laisser, de manière purement circonstancielle, les outils de travail pour empoigner un fusil. " 3

### DISSOLUTION DES MILICES ET MILITARISATION

Le passage à une armée de type *classique*, bien que dotée du qualificatif de populaire, correspond au recouvrement de l'autorité gouvernementale et, corollairement au déclin de la prédominance des anarchistes et du courant révolutionnaire. Le gouvernement central et la généralité, pour recouvrer leur autorité, se devaient d'acquérir le contrôle de la conduite de la guerre. A la multiplicité des milices et de leurs variantes idéologiques devait succéder une armée structurée organiquement et possédant un commandement unique.

Le 10 octobre 36, un décret créa l'Armée Populaire par la voie de la militarisation des milices. En Catalogne, le Comité Central des Milices avait été dissous une semaine auparavant, et, le 4 octobre, la Généralité avait ordonné la mobilisation de tous les hommes valides de 18 à 40 ans. Jusque là, les diverses tentatives pour fondre les milices dans le moule soldatesque s'étaient heurtées

3. Sur cette école militaire, voir aussi le reportage de *Mi Revista*, 1<sup>er</sup> janvier 37. L'Ecole Populaire de Guerre de Barcelone fut fondée à l'instigation de García Oliver, qui avait laissé ses colonnes de miliciens au sud-ouest de Huesca, et qui était alors à la tête du Département de Guerre du Comité Central des Milices Antifascistes. L'idée de base de cette école, conçue avec le commandant Vicer te Guarner et le colonel Escobar, était que "la guerre de positions, bien qu'étant de tactique très simple, demande plus d'expérience militaire qu'une guerre de marches permanentes". J. García Oliver, Mémoires, op cit p. 220. Cette école préparait en trois mois les futurs lieutenants de campagne. Les élèves devaient être idéologiquement sûrs et pourvus d'un aval de leur organisation ou de leur parti, représenté au C.C.M.A. Par la suite, et en parallèle avec son portefeuille de ministre de la Justice, García Oliver se chargea de mettre sur pied et d'organiser les Ecoles Populaires de Guerre de la République. Le plus important camp d'instruction militaire de Catalogne fut installé à Pins del Vallès (voir le reportage de *Mi Revista*, 15 avril 37).

à une vive opposition. Déjà en août 36, lorsque le gouvernement central et la Généralité cherchèrent, par des mesures de mobilisation, à créer une "armée de volontaires", la réaction des possibles soldats avait été vive et leur attachement pour les milices hautement affirmé.

" Lors de la tentative de mobilisation militaire du Gouvernement madrilène et de la Généralité [à fin août], les rues de Barcelone ont été envahies par les recrues des classes 33/34 et 35 qui, n'ayant aucune confiance dans les officiers et s'estimant libérées de la vieille conception de l'encasernement, refusèrent de se rendre à leur corps. Nombre de ces jeunes gens s'inscrivaient aux milices; d'aucuns voulaient même partir tout de suite pour Saragosse. " A l'issue d'un grand meeting rassemblant 10'000 jeunes, la résolution suivante fut adoptée "Nous ne refusons pas de remplir notre devoir civique et révolutionnaire. Nous voulons aller libérer nos frères de Saragosse. Nous voulons être miliciens de la liberté, non des soldats sous l'uniforme. L'armée s'est avérée un danger pour le peuple; seules les milices populaires protègent les libertés publiques : Miliciens, oui ! Mais soldats, jamais ! " <sup>1</sup>

L'acceptation de la militarisation pour les anarchistes offre beaucoup d'analogies avec l'acceptation de la participation au pouvoir. Dans les deux cas, un même processus de reniement profond des principes anti-autoritaires proclamés, quelques semaines plus tôt, est patent. L'intégration aux structures classiques du gouvernement ou de l'armée s'accompagne d'un intense travail sur le vocabulaire pour essayer de faire accepter ces *amères pilules* aux militants, abreuvés jusqu'alors des déclarations intransigeantes contre les pratiques autoritaires. Dans ce processus de renonciation à l'essence de la philosophie libertaire, un décalage est perceptible entre l'attitude du sommet, qui, en raison des circonstances, tient à sacrifier les vieux principes pour rechercher une plus grande efficacité, et l'indétermination ou la résistance de la base, ou plutôt d'une partie de celle-ci, qui ne comprend pas le besoin de renoncer aux options premières.

1. André et Dori Prudhommeaux, La Catalogne Libertaire, pp 9-10, citant un texte paru dans *L'Espagne Antifasciste*. Dans le même ordre d'idées, ce journal publia, en date du 30 août, un article au titre explicite de "A bas l'armée ! Vivent les Milices !".

La transformation des unités miliciennes en armée populaire prit quelque six mois, la date du 21 mars 37 marquant la fin de l'expérience des milices par l'acceptation de la Colonne de Fer, jusque là la plus rétive à toute militarisation, à se transformer en 83<sup>ème</sup> Brigade de l'armée régulière. <sup>2</sup>

Les raisons qui jouèrent contre le maintien des milices furent à la fois d'ordre politique et d'ordre militaire. Pour parer au pronunciamiento, l'union politique républicano-antifasciste s'effectua tout de suite, tel un réflexe de survie, mais au fil des semaines, et avec l'internationalisation du conflit, la cohésion du camp légal demandait un renforcement de l'engagement commun et une unification des initiatives guerrières. Sur le plan militaire, l'abandon de la formule des milices fut décidé au nom d'une plus grande efficacité dans la conduite orchestrée des opérations sur le front. Ce changement de cap s'explique également du fait de l'organisation technico-matérielle des troupes. A cet égard, l'un des principaux arguments avancés par la direction anarcho-sindicaliste pour justifier la renonciation aux milices fut la promesse gouvernementale de répartir, dans ce nouveau système, équitablement les armes entre les divers fronts et entre les diverses formations politico-militaires. Sur le front d'Aragon où elles étaient largement majoritaires, les colonnes de la CNT-FAI manquaient chroniquement d'armes et de munitions, au point que plusieurs attaques entreprises, qui s'annonçaient victorieuses, durent être stoppées, faute d'armement suffisant. A relever que le renoncement anarchiste aux milices alla de pair avec la mise en veilleuse de leur antiétatisme, l'entrée au gouvernement central ayant aussi été largement motivée par la perspective d'un traitement équitable aux unités anarchistes combattantes.

2. La Colonne de Fer exprima la plus virulente résistance anarchiste à la militarisation. Opérant sur le front de Teruel pendant les sept premiers mois du conflit elle regroupait quelque 3'000 hommes, dont plusieurs centaines de prisonniers libérés du pénitencier de San Miguel de los Reyes. Mettant radicalement en question la participation politique de la CNT-FAI, la Colonne de Fer opéra un coup de force, le 1<sup>er</sup> octobre 36, revenant du front sur Valence afin de se procurer des armes et des munitions qui leur faisaient gravement défaut, en désarmant les corps de police de la capitale du Levant. Sur la Colonne de Fer, ainsi que sur le mouvement libertaire et l'armée, voir les chapitres 22 et 23 - remarquablement documentés - de la partie IV (pp 267 à 399) de l'ouvrage de Burnett Bolloten, op. cit. Sur le refus de la militarisation, voir aussi le texte pathétique "Protestation devant les libertaires du présent et du futur sur les capitulations de 1937" par un « incontrôlé » de la Colonne de Fer, publié par *Nosotros* (12,13, 15,16 et 17 mars) et reproduit (en édition bilingue) par les Ed. Champ Libre, Paris 1979.



Malgré leur profond enthousiasme et leur intense bravoure, un certain *amateurisme* dans l'*art* de la guerre, et surtout de la guerre moderne, fut fatal aux milices. La concurrence et la rivalité idéologique entre les diverses milices faisaient que, souvent, chacune entendait mener la guerre à sa manière et presque pour son compte. Se sentant avant tout liées à leur organisation politique respective, les colonnes de miliciens, dans le cas d'une opération groupée sur le front, envisagée par ce qui tenait lieu d'état-major, consultaient aussitôt les instances dirigeantes de leur formation avant de donner ou non leur accord ... Une telle procédure entraînait des palabres interminables, qui finissaient souvent par n'avoir plus d'objet, les positions de l'ennemi ayant entre-temps changé du tout au tout ...

Les antagonismes idéologiques entre colonnes pouvaient aller parfois jusqu'à se voler des armes ou, à tout le moins, ne pas vouloir en doter une colonne *rivale* moins bien lotie. La militarisation fut aussi invoquée en raison de la conduite désordonnée, inconsciente ou trop encore imprégnée de vie civile de nombreux miliciens, qui ne se rendaient guère compte des exigences de la logique militaire. Les anecdotes sont nombreuses au sujet du comportement militairement aberrant de miliciens. Ainsi, des miliciens refusaient telle ou telle mission avec des raisons extravagantes, d'autres ne voulaient pas creuser des tranchées sous prétexte qu'" un révolutionnaire ne se cachait pas sous le feu de l'ennemi ".<sup>3</sup>

Le commandant Aberri, envoyé de Barcelone pour participer à la réorganisation du front aragonais, fut abasourdi, en tant que militaire professionnel, par le fonctionnement des milices :

" Près de Sariñena [quartier général des milices], j'aperçois un camion arrêté sur l'autre côté de la route. Un groupe de soldats me demande de m'arrêter. Le camion est en panne et ils ne savent pas de quoi il s'agit ...

3. Carlos Semprun-Maura, op cit, p. 175.

Etonné, je leur demande :

- Où allez-vous ?

- A Barcelone, passer le dimanche.

- Mais vous ne devriez pas être au front ?

- Oui; mais comme là-bas il n'y a rien à faire, nous allons à Barcelone.

- Mais, on vous l'a permis ?

- Non. Vous ne voyez pas que nous sommes des miliciens.

Ils n'ont pas compris ma question. Ils trouvent tout naturel de quitter le front, parce qu'il n'y a rien à faire. Ils ne connaissent rien de la discipline. Evidemment, personne ne s'est précocoupé de la leur apprendre. Ils s'ennuient alors ils s'en vont ... (...)

Le système de tranchées reflétait lui aussi la situation. Dans certains endroits, on avait édifié des parapets faisant face aux colonnes voisines qui appartenaient à une autre organisation politique. Il régnait une certaine satisfaction lorsqu'un rival politique était rossé par l'ennemi ...

Durant ma mission sur le front de Huesca, je dus passer une nuit très près des lignes ennemies. J'étais fatigué, et je restai pour la nuit dans une position. Je ne m'étais pas plus tôt enveloppé dans ma couverture que j'entendis quelqu'un chanter à tue-tête. Je me levai et je trouvai une sentinelle qui attaquait énergiquement une jota.

- Hé ! lui dis-je, tu ne sais pas qu'une sentinelle ne doit pas faire de bruit ?

- Bah ! Qu'est-ce que ça peut faire ! C'est fini ces histoires-là ...

- Non, mon vieux, non ! Ça n'est pas fini. Tu ne comprends pas qu'on peut te repérer et te tirer dessus ?

- Mais non ! Nous sommes d'accord pour ne pas nous «descendre». Et en plus si je ne chante pas, je vais m'endormir. " 4

Dans un premier temps, la militarisation débaptisa les unités miliciennes. Selon leur effectif, les colonnes furent transformées en régiments ou en brigades, tandis que les centuries devinrent des compagnies ou des bataillons. Par la substitution d'un numéro à chaque colonne, la référence à leur organisation

4. Témoignage paru dans le journal mexicain *Hoy*, Mexico 12 août 39, et repris par Burnett Bolloten, op cit, pp 277-279. H. E. Kaminski, bien que positif à l'égard de la révolution sociale et des milices, constata diverses failles dans leur engagement sur le terrain : "Il est à peine besoin de dire que ces troupes commirent toutes les fautes que l'on peut commettre. Des attaques de nuit furent opérées avec des vivats pour la révolution, les canons furent souvent placés sur la même ligne que l'infanterie. Il y eut parfois des incidents vraiment grotesques. Un milicien m'a raconté qu'un jour, après le déjeuner, tout un détachement se rendit dans une vigne voisine pour manger des raisins; lorsqu'ils revinrent, leur position était occupée par l'ennemi." H. Kaminski, *Ceux de Barcelone*, p.244

politico-syndicale était supprimée. Sur le front d'Aragon qui, à fin 36, s'étendait sur 450 km avec plus de 40'000 volontaires miliciens, les unités catalanes ne se distinguaient plus que par leur numérotation qui, toutefois, n'alla pas jusqu'à faire éclater le ciment idéologique de ces diverses troupes. <sup>5</sup>

Cherchant à conserver ses prérogatives militaires, la Généralité avait créé, par décret en date du 8 décembre 36, l'Armée Nationale de Catalogne. Mais, cette entité régionale guerrière ne pouvait, dans le contexte du recouvrement de l'autorité du gouvernement central, qu'avoir une existence hypothétique, voire fictive. Comme le souligne l'historien Manuel Cruells, "elle donne la sensation qu'elle est, comme d'autres choses dans ce moment, une disposition irréfléchie qui restait inscrite sur un papier officiel sans aucune possibilité, ni concrétisation possible." <sup>6</sup>

La mise sur pied de l'armée populaire, dont les communistes furent les principaux instigateurs, impliqua la réapparition d'une hiérarchie stricte et précise : soldat, caporal, sergent, lieutenant, capitaine, major (commandant), lieutenant colonel, colonel et général. Le code de justice militaire fut réintroduit et la fonction de commissaire politique fut généralisée; initialement prévue comme un rôle de surveillance des cadres militaires peu sûrs et comme une fonction de propagande politique, la charge de commissaire politique devint celle d'un auxiliaire du commandant, occupé à la formation culturelle, à l'éducation politique et à la police intérieure de l'unité combattante. Dans sa structure, l'armée populaire était fondamentalement composée de Brigades Mixtes, formations regroupant quatre bataillons d'infanterie et divers services ( 2 ou 3 brigades constituaient une division et 2 ou 3 divisions un corps d'armée, enfin, 2 ou 3 corps d'armée formaient une armée).

5. Les colonnes anarchistes furent transformées en trois divisions : la colonne Durruti fut métamorphosée en 26<sup>e</sup> division (commandée par Ricardo Sanz), celle dirigée par le menuisier CNTiste Antonio Ortiz devint la 25<sup>e</sup> division, celle qui avait pris le nom de Francisco Ascaso, et qui était conduite par Gregori Jover, s'appela désormais la 28<sup>e</sup> division, tandis que la colonne Lénine du POUM était changée en 29<sup>e</sup> division, la colonne Karl Marx du PSUC en 27<sup>e</sup> division, la colonne Macia-Companys ou colonne catalane en 30<sup>e</sup> division. Le gouvernement ne put, cependant, jamais désigner les chefs des troupes anarcho-syndicalistes, qui étaient choisis et proposés pour ratification, par le Comité régional de défense de la CNT.

6. Manuel Cruells, De les Milícies a l'Exèrcit Popular a Catalunya, p. 163.

La direction de la CNT-FAI cautionna le processus de la militarisation des milices, en essayant de concilier le vieux fond antimilitariste et la réinstauration d'une armée disciplinée.

Dans son éditorial du 30 octobre 36, *La Veu de Catalunya* présenta la militarisation comme le résultat du souhait populaire :

" Une autre des aspirations populaires vient d'avoir une consécration officielle avec le décret sur la militarisation des milices antifascistes" approuvé par "le Conseil de la Généralité qui est le Conseil du Peuple". (...) "Le peuple se sent-il donc militariste ? Non, en aucune manière. Mais, une chose est de ne pas se sentir militarisé et une autre chose est de décider, à un moment donné, l'encadrement militaire des forces du peuple afin d'obtenir une meilleure efficacité dans leur effort; de la même manière que le peuple, tout en abominant la guerre, en un moment donné, se lance dans la guerre précisément pour la bannir : telle est la signification du cri de Guerre à la guerre ! "

Sous le titre "Militarisation des Milices, non à la résurrection de la vieille armée", *Solidaridad Obrera* (31 octobre 36) accepta la transformation des milices sous le couvert d'une plus grande efficacité combative, mais en mettant en garde contre la renaissance de l'ancien militarisme :

" Une chose est de reconnaître tous, comme tous nous le reconnaissons, la nécessité de régulariser le caprice et l'inconstance des Milices, de donner une base sévère au sens de la responsabilité des combattants, en allant jusqu'à l'application de sanctions rigoureuses contre ceux qui, après s'être solennellement engagés, abandonnent leur place au combat. Une autre chose est cet impossible embrigadement dans le cadre détruit par la sédition militaire elle-même. " 7

Après la perte de Malaga, la *Soli* (13 février 37), sous le titre "Le chemin de la victoire, La militarisation des milices prolétaires", justifia totalement 7. Avec le même type d'argumentation, le ministre anarchiste Juan Peiró, dans la *Soli* du 20 novembre 36, défendit la militarisation sous le titre de "Pour l'unité de commandement et de responsabilité". Rejetant "la discipline de caserne", Peiró soulignait l'importance du Conseil Supérieur de Guerre, créé un peu plus d'une semaine auparavant : "En lui sont représentés tous les secteurs antifascistes d'Espagne et, par conséquent, en lui nous devons nous sentir représentés, tous les travailleurs, tous les espagnols et, par conséquent, si nous nous sentons représentés par ce Conseil Supérieur de Guerre, à lui, nous devons obéissance. Si c'est lui qui doit organiser et diriger la guerre civile, nous devons obéir à ses directives et à ses ordres. (...) A l'heure actuelle, l'on ne peut plus admettre qu'il y ait des colonnes, qui, quand le commandement de tel secteur ordonne une chose, disent : « nous ne le faisons pas, parce que nous n'en avons pas envie », parce que ce « je n'en ai pas envie », donne souvent comme résultat que le fascisme avance et cause des victimes."

la constitution de l'armée populaire :

" Le fracas a été fort. Si fort que l'ambiance hostile, créée autour de la militarisation des colonnes prolétaires, a disparu presque complètement. (...)

Nous avons démontré avec des faits que nous étions détenteurs d'une mentalité souple et adaptable aux nécessités de la guerre antifasciste. Mais, cependant, nous comprenons que ce n'est pas une chose facile que de se dégager des conceptions idéologiques que nous avons enracinées dans le plus profond de notre personnalité révolutionnaire. Les travailleurs espagnols sont antimilitaristes en puissance et en présence. Leur instinctive aversion à l'Armée est suffisamment justifiée. Jamais comme maintenant, il n'a été démontré que la caserne est l'école du mensonge, de l'abjection et du crime. Les militaires traîtres en ont donné la preuve dans les attentats qu'ils réalisent constamment contre la population civile sans défense. (...)

[cependant], il est indiscutable que contre un canon, il n'y a rien d'aussi efficace qu'un autre canon plus puissant, et que contre une armée organisée, il n'y a rien d'aussi contondant qu'une armée mieux organisée et mieux équipée.

De là, il se dégage l'impérieuse nécessité que les colonnes prolétariennes se militarisent. La technique militaire et la cohésion avec laquelle l'ennemi effectue ses attaques lui ont donné des victoires comme celles de Malaga, Irun, Badajos et San Sebastien.

Si vraiment nous désirons triompher, si nous désirons sortir victorieux de cette guerre cruelle, nous devons, inéluctablement, nous organiser sous une forme supérieure à celle de l'ennemi. Le courage est un grand facteur pour la victoire; compter avec des armes modernes et efficaces, concède une supériorité combattive évidente; mais, si elles ne sont pas accompagnées d'une coordination des commandements et d'une discipline volontaire et forte, tout est inutile. "

Pourtant, ces propos rassurants et relativisateurs de l'officialité anarcho-sindicaliste ne convainquirent pas rapidement et facilement beaucoup de miliciens, qui n'appréciaient guère de troquer leur indépendance de combattants volontairement engagés pour l'uniformation d'une armée classiquement organisée. Le désarroi, le désanchement, le désabusement furent parfois tels que l'abandon du front et la désertion représentèrent la réponse de miliciens blessés dans leur philosophie et dans leur idéal. <sup>8</sup>

8. Pour ce qui est de la Colonne de Fer, "dans la seule journée du 22 décembre [36], quatre-vingt-dix-sept hommes quittèrent le front et furent dénoncés comme déserteurs par le Comité de guerre". *Nosotros*, 2 janvier 37, repris par B. Bollic ten, op cit, p. 358.

Le trouble moral provoqué chez certains miliciens par l'annonce de la militarisation fut encore plus marqué auprès des anarchistes étrangers venus combattre en Espagne et qui étaient davantage imprégnés de culture libertaire que le commun des miliciens autochtones.

Ainsi, le *Bulletin d'Information CNT-AIT-FAI*, porte-parole de la "Section Française" de Barcelone, se fit l'écho de la désorientation de français qui s'étaient engagés dans les milices.

Dans le numéro du 6 janvier 37 de ce *Bulletin*, sous la rubrique de "La vie de la «Section Française»", à propos de la réunion du 26 décembre, on lit au point " II.- Militarisation des milices .- Quelques miliciens sont inquiets au sujet d'une éventuelle militarisation. Il leur est conseillé d'attendre de plus amples informations [sic] ."

A l'intérieur de cette même édition était publié le compte-rendu d'un voyage au front, auprès de la colonne Durruti, de représentants de cette "Section Française". Ce récit vivant, quoique relativement banal, mérite d'être restitué dans son entier, car il illustre bien l'état des esprits et la réticence à l'égard de la suppression du statut de milicien.

" LA «SECTION FRANÇAISE» EN TOURNEE SUR LE FRONT.

La semaine passée, la «Section Française» a mis à exécution ce qu'elle s'était promis depuis longtemps : les visites au front.

La délégation était composée comme suit : Schlauder (secrétaire de la «Section»), Fortin (délégué à la propagande par la «Section») et le camarade René (chauffeur habituel de la «Section»). Notre camarade instituteur Wullens, directeur de la revue *Les Humbles*, de passage à Barcelone, et les miliciens Philippe et Emile, faisaient partie de l'expédition.

Nous allons vers les miliciens de la Colonne Durruti : par Caspe, Bujaraloz, Gelsa, Velilla, etc. Voyage long, pénible, contrarié par le brouillard et sur des routes très mauvaises, la pauvre voiture de la «Section», malgré ses fiers drapeaux rouge et noir, éprouve quelques difficultés à rouler. L'adresse du chauffeur, et la foi aidant, tous les obstacles sont vaincus.

Mais quelle compensation constitue à notre arrivée, l'accueil des miliciens, eux-mêmes réconfortés, parce qu'ils ont la preuve, en voyant la «Section

française chez eux, qu'ils ne sont point oubliés par ceux de l'arrière ! Heureux, également, de recevoir des colis, des journaux, des lettres, etc. De temps à autre, claquement des balles (fusils ou mitrailleuses), mais qu'importe les fascistes désirent surtout marquer leur présence de l'autre côté.

Réception chaude, repas gai, conversation animée. De temps en temps, au prononcé d'un nom, un silence : on songe au camarade qui ne revient pas de telle ou telle attaque. Malgré les dures réalités du présent, le passé compte, ici. La milicienne Thérèse a conservé ses qualités ménagères et veille à ce que chacun puisse avoir la pâtée, aidée en cela par une bonne équipe de camarades dévoués.

Le moral est bon et les compagnons, animés qu'ils sont par leur enthousiasme révolutionnaire ne demandent qu'une chose : continuer à se battre en miliciens [souligné par moi] .

Quant à la discipline durant le combat [souligné par moi], ils sont les premiers à la réclamer.

Le retour le lendemain, effectué par Lérida, permet de constater, à gauche et à droite, dans les plus petits villages, quelques-unes des réalisations accomplies par les compagnons de la CNT-FAI. Bon moral à la base, qui contribuera non seulement à abattre le fascisme, mais à empêcher que les conquêtes ne soient effacées.

Les visites au front par la «Section française» auront lieu dorénavant le plus souvent possible. Cela permettra de faire parvenir plus certainement colis livres, journaux, etc. à nos camarades du front et à leur apporter un réconfort moral, en établissant une liaison très étroite entre ceux de l'avant et ceux de l'arrière. "

La perplexité déçue des miliciens français se manifesta encore lors d'une autre réunion, tenue le 6 mars 37, de la "Section Française" :

" Réunion de miliciens.- Beaucoup de camarades sont descendus du front. Afin d'examiner leur situation, car presque tous se sentent désorientés, il est décidé d'organiser une réunion de miliciens pour le mardi 9 mars, Casa CNT-FAI en s'assurant le concours d'un camarade [espagnol] du Comité Régional. " <sup>9</sup>

9. *Bulletin d'Information CNT-AIT-FAI*, 13 mars 37. Les Nos suivants ne donnent aucune indication quant au déroulement de cette réunion d'examen de la situation des miliciens. Par contre, la "Section Française" se rallia, par la voie du *Bulletin* (17 avril 37), à la politique "réaliste" de la direction CNT-FAI en mettant en garde les compagnons français que "l'heure n'est point à la critique systématique" : " Ce ne serait point le fait même d'avoir passé quelques semaines sur le front qui conférerait à qui que ce soit le droit de saboter la politique de la CNT et de la FAI, même involontairement ou indirectement. D'ailleurs, ces quelques éléments ne sauraient représenter le prolétariat étranger, mais même s'ils le représentaient nous saurions comment répondre. Le prolétariat étranger et plus particulièrement le prolétariat français a trop à se reprocher pour avoir la prétention de s'ériger en critique de la politique menée par les organisations espagnoles."

Le processus de militarisation fut vivement mis en cause, et comparé à une dégénérescence de type "bolchevique" par l'anarchiste italien Auro d'Arcola, dans un article écrit probablement hors d'Espagne et publié par *Guerra di classe*, l'organe de la section anarchiste italienne de Barcelone :

" (...) La Milice Volontaire Antifasciste, garantie fondamentale de la libération du peuple, a été abolie, substituée par une réorganisation de l'armée à commandement unique et concentré dans les mains de Caballero, derrière lequel se trouve le commandement effectif de l'Etat Major bolchévique. Nous savons que ces manoeuvres d'étouffement de la Révolution espagnole ne sont pas ignorées de nos compagnons d'Espagne. Nous savons (...) [qu'il existe] le dilemme de laisser entraîner le peuple espagnol vers la dictature fasciste ou de laisser dégénérer la Révolution vers le bolchévisme. " 10

Camilo Berneri, principale figure de l'anarchisme italien engagée en Espagne et fondateur du journal *Guerra di classe* se montra plutôt favorable à la militarisation, mais en cette matière également, il tint à maintenir une distance à l'égard de la direction CNT-FAI, trop engagée à son gré dans la collaboration politique et l'étatisme. Se voulant réaliste et actif, Berneri accepta tout de même la militarisation, en se situant à mi-chemin des antimilitaristes persévérants et des néo militaires anarcho-syndicalistes, position qu'il résuma<sup>vers février 37</sup> dans une interview accordée au journal *Spain and the world* :

" Ainsi, observons-nous, il y a du bon dans la militarisation ?

Certainement, riposte Berneri avec conviction, mais une distinction est à faire : il y a d'une part le formalisme militaire qui est non seulement ridicule, mais inutile et dangereux, et d'autre part il y a l'auto-discipline. Celle-ci peut être extrêmement rigoureuse, comme c'est le cas dans la colonne Duruti. Le formalisme militaire se rencontre, par exemple, dans certaines colonnes contrôlées par le Parti Ouvrier d'Unification Marxiste (POUM). Lorsqu'on affirme, comme il est inscrit dans le décalogue de la Colonne Uribarri, que «le soldat qui sait saluer, c'est le soldat qui sait combattre», on se rend coupable d'une sottise renouvelée de Pierre 1<sup>er</sup> ou du Roi-Sergent.

Pour ma part, je suis partisan d'une juste moyenne : on ne doit tomber ni dans le formalisme militaire, ni dans un antimilitarisme superstitieux. En acceptant et en réalisant les réformes imposées par la nature des choses, nous se

10. Une note signée de "Vice" placée au bas de cet article essayait de relativiser la virulence de cette analyse, en laissant entendre que, finalement, "la milice dépendant de la CNT et de la FAI reste et essaye de rester comme elle fut à sa naissance." *Guerra di classe*, 16 décembre 36.



rons par là-même en état de résister aux manoeuvres de Madrid et de Moscou, qui tentent d'instituer, sous prétexte de militarisation, leur hégémonie militaire sur la Révolution espagnole, afin de la transformer en instrument de leur hégémonie politique.

Quant à moi, je considère comme une faute de parler, comme le font certains représentants de la CNT-FAI de Commandement Unique ou «suprême» au lieu d'Unité de commandement. (C'est-à-dire de coordination générale en matière de direction de la lutte armée). L'intention est bonne, mais le terme employé conduit à de dangereuses confusions !

Au total, donc, les réformes nécessaires dans la Milice, à mon point de vue seraient les suivantes : distinction nette entre le commandement militaire et le contrôle politique, dans le domaine de la préparation et de l'exécution des opérations de guerre; accomplissement rigoureux des ordres reçus, mais conservation de certains droits fondamentaux : celui de nommer et de révoquer les officiers. " 11

Le passage à la militarisation ne créa pas seulement des remous dans les rangs anarcho-syndicalistes, car les vagues provoquées par cette mesure touchèrent aussi beaucoup de simples miliciens engagés dans d'autres colonnes; la militarisation signifiait en ce cas le signe tangible de la prolongation de la guerre, la perte d'habitudes d'auto-organisation et la fin d'une certaine indépendance et d'une certaine spécificité propre à chaque colonne. Même dans les unités du PSUC, et bien que les communistes furent les principaux instigateurs de l'armée populaire, la fin des milices provoqua parfois un malaise. 12

11. Interview reprise dans C. Berneri, *Guerre de classes*, Les Cahiers de "Terre Libre", Nîmes avril-mai 1938 (traduction française dans *L'Espagne Nouvelle* de février 37; la revue syndicaliste française *La Révolution Proletarienne* reproduisit également cet entretien, de même, semble-t-il, que le *Boletín de Información CNT-FAI*). Une position proche de celle incarnée par Berneri s'exprima dans l'éditorial, en date du 20 février 37, de *Bakunin*, organe de la caserne barcelonaise du même nom : "Commandement unique ? Oui, pour autant qu'il signifie technique militaire, bonne volonté et coordination guerrière et révolutionnaire. Mais pas de caudillisme. Ni de dictateurs. Notre «commandement unique», c'est le contrôle et la direction uniques des deux centrales par rapport au pays et à sa situation. La CNT et l'UGT à la direction et aux postes de responsabilité. Ni davantage, «tout le pouvoir pour le chef»."

12. Dans son livre de souvenirs intitulé *556 Brigada Mixta*, l'ancien membre des Milices du PSUC Avelli Artis-Gener (Tísner) rappelle l'embarras et la gêne qui saisirent les miliciens de base face à la militarisation : "A beaucoup, il semblait que si nous étions encadrés dans des rangs militaires, sous des commandements sérieux, notre lutte perdrait ses essences les plus pures. Cette envie inquiétante de combattre et de tout risquer au feu quand tu sentais que l'heure était arrivée, disparaîtrait pour toujours et la guerre cesserait d'être la nôtre. Ou, du moins, elle ne le serait plus autant." Divers passages de ces souvenirs figurent dans le livre de Manuel Cruells, *De les Milícies a l'Exèrcit Popular a Catalunya*, pp 53 à 59.

Un autre symptôme de passage difficile vers une armée régulière se manifesta par la froideur avec laquelle furent accueillis nombre de cadres-officiers fraîchement émoulus des écoles de guerre, reçus un peu à la manière de corps étrangers dans les unités qui avaient déjà accumulé plusieurs mois d'expérience du feu.

#### LA COLONNE DURRUTI

Malgré la militarisation, beaucoup de colonnes conserveront toute la guerre durant, leur coloration politique du début.

Parmi les unités anarchistes, la colonne la plus célèbre fut, sans conteste, la colonne Durruti. Mandaté par le Comité Central des Milices pour organiser la première colonne en partance vers le front, Buenaventura Durruti, figure la plus populaire de l'anarchisme espagnol, devint un personnage légendaire, symbole du guérillero ouvrier en lutte incessante contre les puissants.

Composée de quelque deux à trois mille hommes, la colonne Durruti avait pour mission initiale d'aller libérer Saragosse, mais la principale ville d'Aragon demeura nationaliste tout au long de la guerre. Vers le 10 novembre 36, Durruti fut rappelé par la direction CNT-FAI et par le gouvernement afin d'être placé à la tête d'une force de 12'000 hommes pour aller renforcer la défense de Madrid. La présence de Durruti dans la capitale, qui venait d'être abandonnée par le gouvernement, représentait un stimulant pour la population assiégée. Mais, sa mort, survenue le 19 novembre dans des circonstances mystérieuses <sup>1</sup>, acheva son épopée, la direction de la colonne/26<sup>e</sup> division étant par

1. Abel Paz, biographe fervent de Durruti, ne consacre pas moins de 65 pages aux différentes versions de cette disparition. Parmi les versions aussi disparates que celles de l'assassinat par des membres madrilènes de la 5<sup>ème</sup> colonne ou par des communistes ou par des propres membres de sa colonne (à cause de la militarisation) ou simplement par une balle tirée par un soldat nationaliste, A. Paz semble toutefois incliner pour la thèse du stupide accident (du fait que l'unique balle qui emportera Durruti fut tirée à très peu de distance et de bas en haut) : c'est en descendant de sa voiture, près de la Cité Universitaire que Durruti fit un faux mouvement et déclencha son fusil mitrailleur. La version officielle qui suivit le décès fut celle d'une balle nationaliste ayant emporté ce héros en plein combat, car, il va sans dire, que l'explication de sa mort consécutive à un stupide accident aurait complètement desservi les besoins propagandistes. Sur la fin de Durruti, voir aussi le livre de Joan Llarçà : La muerte de Durruti.

la suite confiée à Ricardo Sanz.

Durruti, qui selon plusieurs témoins, n'était ni un remarquable stratège, ni un orateur hors du commun, incarna le volontarisme de l'anarcho-syndicalisme espagnol. Accompagné du colonel d'artillerie Enrique Pérez Farras, comme conseiller militaire, ce dernier rompit rapidement avec Durruti, et, par la suite, ce furent des anarchistes ou des sympathisants qui occupèrent ce poste. La structuration de la colonne jusqu'à la militarisation en 1937 procéda du choix des volontaires de se doter d'une organisation démocratique et même *autogestionnaire* pour faire la guerre, en repoussant l'esprit militaire ou le traditionnel commandement hiérarchisé :

" L'organisation était simple : dix hommes formaient un groupe ayant à sa tête un délégué choisi librement. Dix de ces groupes formaient une centurie dont le responsable était choisi de la même façon; cinq centuries formaient un «groupement» qui avait lui aussi un délégué. Les délégués des centuries et le délégué du «groupement» constituaient le comité du groupement. Les délégués de groupement avec le délégué général de la colonne formaient le comité de guerre de la colonne. " <sup>2</sup>

La colonne possédait un service de propagande qui rédigeait et imprimait le bulletin quotidien *El Frente* et qui disposait d'un émetteur de radio.

Par rapport à la militarisation décrétée, la colonne Durruti adopta une position positive sur le fond, mais réservée quant à nombre d'aspects formels accompagnant l'effacement des milices. Dans une interview donnée à *L'Espagne Nouvelle*, de novembre 36, le chef anarchiste exposa son acceptation vigilante de la réforme des troupes au nom d'une coordination supérieure des efforts de guerre; ses déclarations sont précédées d'un commentaire de ce journal sur l'aspect du front :

" Mis dans l'alternative de se soumettre à la nouvelle loi ou de laisser le fusil en quittant les milices, les combattants considéraient les deux choses comme également nocives à la révolution qu'ils entendaient défendre et, malgré les ordres des organisations, la plupart tranchèrent la question en ne faisant ni l'un ni l'autre. Mais le moral en souffrit beaucoup. Ce fut la force de la

2. José Mira, *Durruti*, édité par la CNT, Barcelone 1937, rapporté par Abel Paz op cit, p. 328.

colonne Durruti de se tenir dans l'ignorance de la nouvelle loi tout en appliquant certaines dispositions pratiques qui avaient leur bon côté, et qui la mettaient à l'abri du reproche d'indiscipline. Ici se manifeste le réalisme personnel de Durruti, son ascendant moral sur sa colonne et sur le pays, et une sorte de matoiserie paysanne dont on trouvera l'expression obstinée et rusée dans l'interview que voici :

- Est-il vrai que l'on va rétablir dans les milices les règlements et la hiérarchie de l'ancienne armée ?

- Non ! Ce n'est pas ainsi que la chose se présente. On a mobilisé quelques classes et on a institué le commandement unique. La discipline suffisante pour un combat de rue est naturellement insuffisante pour une longue et dure campagne, face à une armée équipée de façon moderne. Il a fallu y remédier.

- En quoi consiste ce renforcement de la discipline ?

- Nous avons jusqu'à ces derniers temps un très grand nombre d'unités diverses ayant chacune son chef, ses effectifs - ils variaient d'un jour à l'autre dans des proportions extraordinaires - son arsenal, son train, des équipages, son ravitaillement, sa politique particulière vis-à-vis des habitants, et bien souvent aussi sa manière particulière de comprendre la guerre. Cela ne pouvait plus durer. On a apporté quelques améliorations et il en faudra encore d'autres

- Mais les grades, les saluts, les punitions, les récompenses ... ?

- Nous n'en aurons pas besoin. Ici, nous sommes des anarchistes.

- L'Ancien Code de Justice Militaire n'est-il pas remis en vigueur par un récent décret de Madrid ?

- Oui, et cette décision du Gouvernement a produit un effet déplorable. Il y a là un manque absolu de sens de la réalité,

*Il existe un contraste absolu entre cet esprit-là et celui des milices. Nous sommes très conciliants, mais nous savons que l'une de ces mentalités doit disparaître devant l'autre.*

- Ne penses-tu pas que si la guerre durait longtemps, le militarisme se stabiliserait et mettrait en danger la révolution ?

- Eh bien ! C'est justement pourquoi il nous faut gagner la guerre au plus tôt !

Sur cette réplique, le camarade Durruti nous sourit, et nous prenons congé de lui par une vigoureuse poignée de main. " 3

3. Entretien figurant dans la brochure de A. et D. Prudhommeaux, op cit, pp 18-19. *Mi Revista*, 1<sup>er</sup> janvier 37, publia le reportage "Une visite au quartier général de la colonne Durruti", à Bujaraloz, période durant laquelle Lucio Ruano était le successeur de Durruti à la tête de la colonne. *La Noche*, 24 mars 37, reproduisit une interview avec Pablo Ruiz, "délégué du quatrième Groupement de Gelsa, formé de quelque six cents militants de la CNT-FAI" intégré à la colonne Durruti.

Des anarchistes ou des sympathisants étrangers combattirent au sein de la colonne Durruti, parmi lesquels la plus célèbre fut la philosophe française Simone Weil (1909 - 1943). Arrivée en août 36, Simone Weil passa deux mois en Espagne : quelques jours à Barcelone, puis sur le front d'Aragon avec le Groupe International, ensuite dans un hôpital de Sitges et, de nouveau, à Barcelone. Fortement myope, elle voulut néanmoins tenir un fusil et participer directement au combat, mais un accident fortuit - une profonde brûlure en mettant le pied dans une marmite d'huile bouillante - abrégua son engagement auprès des anarchistes espagnols.

" J'avais un peu voyagé en Espagne - assez peu - avant la guerre civile, mais assez pour ressentir l'amour qu'il est difficile de ne pas éprouver envers ce peuple; j'avais vu dans le mouvement anarchiste l'expression naturelle de ses grandeurs et de ses tares, de ses aspirations les plus et les moins légitimes. La CNT et la FAI étaient un mélange étonnant, où on admettait n'importe qui, et où, par suite, se coudoyaient l'immoralité, le cynisme, le fanatisme, la cruauté, mais aussi l'amour, l'esprit de fraternité, et surtout la revendication de l'honneur si belle chez des hommes humiliés; il me semblait que ceux qui venaient là par un idéal l'emportaient sur ceux que poussaient le goût de la violence et du désordre. En juillet 1936, j'étais à Paris. Je n'aime pas la guerre; mais ce qui m'a toujours fait le plus horreur dans la guerre, c'est la situation de ceux qui se trouvent à l'arrière. Quand j'ai compris que, malgré mes efforts, je ne pouvais m'empêcher de participer moralement à cette guerre, c'est-à-dire de souhaiter tous les jours, toutes les heures, la victoire des uns, la défaite des autres, je me suis dit que Paris était pour moi l'arrière, et j'ai pris le train pour Barcelone dans l'intention de m'engager. C'était au début d'août 36. " <sup>4</sup>

4. Lettre à Georges Bernanos, rédigée peut-être en 1938, in Simone Weil, *Ecrits historiques et politiques*, pp 220-221. Vivement impressionnée par la franchise et le courage démontrés par l'écrivain catholico-royaliste français dans sa dénonciation des atrocités nationalistes aux Baléares au travers de son livre *Les grax cimetières sous la lune*, elle lui écrivit pour lui faire part de sa semblable désapprobation et de son dégoût pour ce qu'elle avait vu en Espagne : "J'ai reconnu cette odeur de guerre civile, de sang et de terreur que dégage votre livre; je l'avais respirée". Dans cette lettre, S. Weil est particulièrement dure à l'égard de ses anciens compagnons de combat, allant jusqu'à parler de Français "qui baignaient dans cette atmosphère imprégnée de sang avec un visible plaisir" et de "guerre de mercenaires". L'anarchiste, d'origine belge, Luis Mercier Vega, qui s'était également engagé, à 22 ans, dans le Groupe International de la colonne Durruti explique le désarroi des anciens compagnons de S. Weil, lorsque cette lettre fut rendue publique, au début des années 1950 : "Ce qui paraissait un procédé inacceptable, c'était la façon dont elle s'adressait à Bernanos, pour capter sa sympathie, s'en faire un interlocuteur amical, au même niveau, dans le même esprit, fût-ce au détriment de ses anciens camarades. (...)-

Retournée en France y faire soigner sa blessure, S. Weil pensait regagner par la suite, au plus tôt, l'Espagne pour continuer à y combattre, comme en témoigne sa participation à Paris aux grands rassemblements publics de soutien à la révolution espagnole. Pourtant, elle se détacha de sa solidarité active envers les révolutionnaires espagnols, comme en atteste sa lettre, adressée vers 1938, à l'écrivain Georges Bernanos :

" (...) Je ne sentais plus aucune nécessité intérieure de participer à une guerre qui n'était plus, comme elle m'avait paru être au début, une guerre de paysans affamés contre les propriétaires terriens et un clergé complice des propriétaires, mais une guerre entre la Russie, l'Allemagne et l'Italie. (...)

On part en volontaire, avec des idées de sacrifice, et on tombe dans une guerre qui ressemble à une guerre de mercenaires, avec beaucoup de cruautés en plus et le sens des égards dus à l'ennemi en moins. " 5

\*  
\*  
\*

La CNT-FAI se montra favorablement disposée envers les étrangers accourus pour combattre auprès des anarcho-syndicalistes. A fin novembre 36, le Comité Régional catalan de la CNT-FAI adressa un message "aux camarades venant en Espagne pour lutter contre le fascisme international" où il est question d'"accueil fraternel" et de "gratitude de tout un peuple généreux" pour "votre venue

suite note 4/ Or, la plupart des faits que Simone dénonce lui ont été rapportés par ses compagnons du Groupe international, eux-mêmes indignés". Texte de L. Mercier-Vega, Simone Weil sur le front d'Aragon, in Marc Hanrez, Les écrivains et la guerre d'Espagne, pp 275-279. Sur Simone Weil et la guerre d'Espagne, voir, notamment, P. Bugnion-Secretan, Simone Weil, Itinéraire politique et spirituel, Ed. Messel-ler, Neuchâtel 1954 et Richard Rees, Simone Weil, Esquisse d'un portrait, Ed. Buchet-Chastel, Paris 1968.

S. Luis Mercier Vega, qui alors, en raison de son refus de la conscription militaire, vivait sous la fausse identité de Charles Ridel, estime que ce retrait de S. Weil était dû à son manque de racines prolétariennes, car "aussi profond que fût son engagement, aussi bouleversant que fût son témoignage, elle n'appartenait pas naturellement à ces groupes d'hommes et de femmes issus des couches ouvrières et conscients d'y appartenir. (...) Paradoxalement, c'est pendant les quelques jours de son passage dans les milices d'Espagne que Simone Weil aurait pu rencontrer des êtres qui, brûlés par leur soif d'absolu, cherchaient comme elle une brèche dans le mur de l'absurde. Voués à la quête d'une société de justice et de liberté, broyés par des régimes de force brutale ou hypocrite, coincés entre leur rêve et leur lucidité, ils partirent combattre en Espagne non pas dans l'espoir du triomphe, mais dans la certitude de pouvoir y mourir sans trahir." Le Groupe international de la colonne Durruti fit l'objet d'un reportage vibrant dans *Mi Revista*, du 15 mars 37, et *Tiempos Nuevos*, avril 37, présenta "quelques bons camarades de l'Internationale Libertaire" luttant en Aragon, sous le titre "Les chevaliers de l'idéal".

sur cette terre ardente et martyre qui est pour l'humanité entière la plus belle leçon de solidarité." <sup>6</sup>

L'arrivée d'étrangers n'alla toutefois pas sans poser divers problèmes, pour des questions d'intégration, de qualité morale ou politique des volontaires. Par ailleurs, le manque de munitions et d'armements, de même que le renforcement du caractère d'internationalisation du conflit qu'impliquait la présence sur les champs de bataille de combattants étrangers, indisposèrent parfois les dirigeants républicains et anarchistes.

A Barcelone, la "Section Française" mit en garde, en décembre 36, les "camarades de France" sur la capacité et la réelle motivation des hommes qui étaient dirigés en Espagne :

" Avis aux camarades de France.

Les camarades responsables du Cuartel Bakunin (Caserne de Pedralbes) et appartenant à la «Section Française», nous prient d'informer les dirigeants des organisations anarchistes françaises qu'ils doivent contrôler très sérieusement les hommes qu'ils envoient en Espagne. Quelques scandales lamentables ayant eu lieu, ils leur demandent de ne plus diriger ici des ivrognes, des parasites de tout genre ou même des possesseurs de cartes syndicales trop récemment délivrées.

Egalement, il ne faut plus envoyer de jeunes gens au-dessous de 19 ans, ni de femmes, les Espagnols s'opposant à leur entrée dans les milices.

Ils rappellent enfin que, à part de très rares emplois de techniciens, il n'y a pas, ici, de situation facile à se créer. Ceux qui espèrent vivre à Barcelone comme en un paradis se trompent grossièrement : Nous sommes en période de guerre.

La «Section Française» ne peut que renforcer de toute son autorité [!] cette demande. Elle est composée de camarades sérieux et ne peut voir ses travaux contrariés par quelques indésirables. D'autre part, chaque fois que surgit un ennui quelconque ayant trait aux éléments venant de France, les camarades espagnols en font retomber toute la responsabilité sur la Section Française qui n'en peut mais. " <sup>7</sup>

6. Texte reproduit, en première page, du *Bulletin d'Information CNT-AIT-FAI*, 30 novembre 36.

7. *Bulletin d'Information CNT-AIT-FAI*, 3 décembre 36.

## LE BATAILLON DE LA MORT

L'une des plus surprenantes créations des anarchistes dans le domaine militaire demeure l'éphémère Bataillon de la mort.

Constitué à fin 1936 sous cette appellation grandiloquente, ce bataillon avait pour cadre des anarchistes italiens. Le commandant de cette troupe était Cándido Testa, ancien journaliste émigré en Argentine, que secondait Emilio Strafolini, ingénieur déporté quelques années sur l'île de Lipari, tandis que Fausto Nitti fonctionnait comme conseiller politique.

Très porté sur l'apparat, le Bataillon de la mort frappa les esprits par la tenue impeccable, dont étaient dotés 500 hommes : uniforme vert avec un pantalon bouffant, pull-over noir à haut col, bonnet noir rehaussé d'un insigne argenté en forme de tête de mort, buffleteries et gros poignard à la ceinture, ...

Diego Abad de Santillán, curieusement, patronna et finança cette unité, depuis son poste de secrétaire général de la Conseillerie de la Défense et, ensuite, en tant que Conseiller de l'Économie de la Généralité.

*Mi Revista* consacra deux reportages à ce bataillon, considéré comme "une force de choc, courageuse et disciplinée" :

La martialité de cette unité impressionna les journalistes : "A la caserne Cándido Testa nous invite à monter dans son automobile, qui part rapidement vers la caserne pour attendre, dans la cour centrale de celle-ci, le retour de la force qui était sortie en manoeuvres.

Au son de la trompette et défilant devant la garde qui s'est formée près de la porte crénelée, les volontaires du Bataillon de la Mort entrent avec un pas martial. La tête haute, la poitrine saillante, les pieds glissent avec rythme, tandis que les bras se balancent au compas.

Ainsi marchent ces hommes, les plus disciplinés sans aucun doute de tous ceux qui s'enrôlèrent dans les Milices antifascistes. Et ils sont presque tous militants de la CNT et de la FAI ! (...)



Près d'un groupe de garçons très jeunes (le plus vieux semble à peine avoir dix-huit ans) se tient Cándido Testa, qui avec Strafaliní nous fait plus ou moins passer en revue son bataillon.

- Ce sont les « gamins » de ma force. Très jeunes, mais très courageux. Presque tous ont déjà lutté sur le front aragonais et maintenant, ils sont impatients d'y retourner.

Et les gosses acquiescent aux paroles de leur commandant, qui paternellement s'approche d'eux et caresse de la main droite leur visage [sic] . (...)

Les fascistes ont maintenant perdu la guerre. Ils le savent bien, (...) Ils ne passeront pas, et avec des forces de choc comme ce Bataillon de la Mort qu'a créé Cándido Testa, bientôt, très bientôt, ils seront délogés de leurs positions pour être pourchassés et anéantis complètement. " <sup>1</sup>

La théâtralité affectée par ce bataillon, son goût prononcé pour une morbidité belliciste, son affirmation spectaculaire du virilisme et d'une stricte discipline y étaient cultivés à un point tel que cette unité finissait par s'apparenter à une formation de type fasciste. Cette propension fascistoïde pour le moins marquée ne fit, bien sûr, pas l'unanimité parmi les milieux anarchistes et au sein de la population.

Juan García Oliver, dans ses Mémoires (p. 233), n'est pas tendre pour Aba de Santillán, à qui il reproche, en l'occurrence, son rôle prépondérant dans la création de ce bataillon :

" Il organisa avec des compagnons étrangers un « Bataillon de la Mort », étrange caricature de certaines milices paramilitaires qui se voyaient dans les défilés des bandes fascistes italiennes. Ce n'était plus un pittoresque bataillon de miliciens anarcho-syndicalistes, mal vêtus, encore moins bien équipés, mais à la marche élégante. Le « Bataillon de la Mort », avec ses vêtements obscurs, ses chemises et cravates obscures, ses harnais noirs, ses bottes noires et son long poignard, paraissait avoir été créé pour escorter un enterrement. "

En toute logique, la vie de ce Bataillon de la Mort fut brève. Le 14 mars

1. Texte de Juan M. Soler, *Mi Revista*, 15 février 37. Dans un autre article, le directeur de cette revue, présenta E. Strafeliní, alors âgé de 44 ans, dont "25 ans de lutte" : "Il est un des disciples préférés de Malatesta; il prononce son nom avec délectation, le cite comme exemple, s'y réfère toujours. (...) En parlant, un nom apparaît fréquemment sur ses lèvres : Santillán. Pour Strafeliní Santillán est quelque chose d'immense et d'admiré : l'anarchiste authentiquement idéal !". *La Veu de Catalunya*, 10 décembre 36, avait également célébré le bataillon : "une sélection épurée, la fleur de nos jeunesse ardentes et enthousiastes".

1937, après un imposant défilé dans le centre de Barcelone, il partit combattre sur le front de Huesca. Les résultats de cette formation de choc furent très médiocres et le bataillon dut rapidement être dissous, ses membres étant alors répartis dans les divisions du front d'Aragon, la plupart s'incorporant dans le bataillon Garibaldi des Brigades Internationales.

Au vu du fiasco combatif démontré par ce bataillon mortifère, et de revers qui s'accompagnaient de fuites dégradantes devant l'ennemi, des graves reproches furent adressés à l'endroit de la fanfaronnade et de la mystification qu'incarna finalement cette prétendue troupe d'élite.

## MOBILISATION

L'acte de mobilisation est tout à fait contraire à l'esprit même de l'anarchisme, puisque ordonner la mobilisation, c'est décréter d'en haut, depuis l'Etat, l'affectation de tous à des tâches militaires. Mobiliser signifie fondamentalement que le pouvoir étatique s'arroge la faculté de disposer de la vie de tout citoyen.

Pourtant, au nom de la guerre et en vue de la victoire de leur camp, les anarchistes en vinrent rapidement à légitimer l'enrôlement obligatoire, au complet détriment d'un quelconque libre arbitre individuel.

*Tous et toutes pour la guerre* fut un leitmotiv constant, qui ne fit que s'accentuer avec les batailles perdues par les républicains. Déjà, quelques semaines après le 19 juillet, la *Sol* (27 août) estima que tous les citoyens devaient être mis sur pied de guerre. Sur le thème que "la guerre nous affecte tous" <sup>1</sup>, de très nombreux textes insistèrent, en long et en large, dans les colonnes des journaux anarcho-syndicalistes pour que chacun se sente concerné et se considère lui-même comme mobilisé.

La mobilisation des esprits pour le sacrifice guerrier alla fort loin puisque les "individualistes d'action" de la *Revue Anarchiste* française firent,

1. Titre de l'éditorial de *L'Instant*, 5 novembre 36.

à mi-novembre 36, publiquement part de leur soutien actif à leurs camarades espagnols, en les "exhortant à faire provisoirement toutes les concessions qui s'avèrent indispensables" et en "applaudissant à la politique réaliste adoptée par eux ces temps derniers".

" (...) Ils déplorent que ceux-ci aient un peu tardé dans l'acceptation de certaines mesures, peut-être parce que trop influencés par les conseils de gens à l'étranger et hors des réalités de la guerre. Ils regrettent que l'entrée dans l'appareil gouvernemental ne se soit pas effectuée plus tôt. (...) Ils regrettent enfin que la mobilisation générale - qu'ils demandèrent dès le 26 juillet, prévoyant la durée et la dureté de la lutte engagée - n'ait pas été décrétée et réalisée plus tôt, ni plus complètement, tout en invitant les camarades à veiller à l'existence des milices, gage des conquêtes révolutionnaires. "

Sous couvert de réalisme et d'efficacité, cette déclaration s'en prend ensuite aux anarchistes attachés ou fidèles à leurs principes : " Au nom des sacrifices faits et de ceux à venir, et afin que ceux-ci ne soient pas vains, les « individualistes d'action » invitent leurs camarades révolutionnaires espagnols à faire fi de toutes les critiques et remontrances dogmatiques des timorés et des « vieilles barbes », personnages fossiles n'ayant d'intérêt que pour l'histoire, dont l'irréalisme frappe d'impuissance tout ce qu'ils touchent et qui, en maint pays contribuèrent à mettre la révolution au tombeau.

Nous l'avons dit souvent : pour vaincre peu importent les moyens ! " <sup>2</sup>

Sous le titre de "Il faut mobiliser tout le monde", la Fédération Anarchiste Ibérique publia, en février 37, un manifeste exigeant que "la mobilisation soit étendue à tous les hommes et femmes valides pour le travail" : "Ce n'est pas suffisant de mobiliser deux classes. Il faut mobiliser tout le monde et il faut exiger que tous travaillent pour la guerre." <sup>3</sup>

La notion de mobilisation alla donc en s'élargissant depuis le terrain militaire pour inclure le domaine syndical et pour finalement englober, au nom cette fois des intérêts collectifs de la révolution, l'ensemble de la population.

2. Texte daté de "Barcelone, le 16-11-1936" et paru dans le *Boletín de Información CNT-FAI* du 18 novembre et repris dans le *Bulletin d'Information CNT-AIT-FAI* du 9 janvier 37.

3. *Boletín de Información CNT-FAI*, 18 février 37.

Le *Boletín de Información CNT-FAI*, du 18 février 37, affirmait la nécessité de "la mobilisation syndicale", car "la discipline syndicale et organique de la Révolution s'impose".

" (...) Nous avons déjà dit que la mobilisation syndicale devait se fonder (...) sur l'indispensable, en premier lieu. Comme indispensable et de première nécessité, nous reconnaissons la mobilisation de 20 à 45 ans de tous les individus, hommes et femmes. Les hommes et les femmes doivent être mobilisés, car en plus d'une guerre, c'est une révolution et que dans la Révolution se jouent les intérêts collectifs de tout un peuple, et non les intérêts des trusts et des capitalistes comme il arrive durant la guerre. Maintenant, tous les hommes aptes à supporter les fatigues inhérentes à la guerre doivent être incorporés «ipso facto» dans les rangs de l'armée populaire. (...)

Ceux qui ne seront pas aptes, pour des raisons physiques, à remplir cet emploi devront prêter leurs services dans les organismes spécifiques à l'engrenage de la guerre. (...) Rétribué ou non, tout le monde doit travailler; ce que l'on doit exiger, c'est la nourriture. (...)

Les femmes doivent être mobilisées comme les hommes. Les plus aptes physiquement pourront remplacer leurs compagnons dans les industries de guerre, les tramways, les autobus, les métros, etc ... Les autres pourront s'occuper des enfants, des vieillards. De cette manière seulement, il y aura une mobilisation effective et qui aura des effets positifs.

On ne doit pas enlever un seul homme des mines (...). Le paysan, ce camarade qui aime la terre comme une seconde Mère, doit se considérer mobilisé dans la terre où il emploie ses efforts. Ces mesures, qui paraissent assez banales, constituent en réalité le nerf de la guerre. " <sup>4</sup>

Fort peu de réticences s'exprimèrent à l'encontre des mots d'ordre de mobilisation tous azimuts, lancés depuis les bureaux gouvernementaux et à partir des officines syndicales. Le quotidien *Acracia* de Lérida fut, là aussi, l'une des rares publications anarcho-syndicalistes à mettre en garde contre le recours aux vieilles formules autoritaires et centralisatrices.

4. Texte repris et traduit dans le *Bulletin d'Information CNT-AIT-FAI* du 27 février 37. Ce même organe publia, le 20 mars 37, un manifeste signé par la CNT, la FAI et la FIJL de Catalogne, qui réaffirmait : "Les armes au Front ! les hommes au Front ! les vivres au Front ! tout l'or et toutes les richesses personnelles ou collectives pour les besoins impérieux de la guerre !" *Alba Roja* s'était joint à ce concert de réquisitions en proclamant (4 mars 37) : "Exigeons la mobilisation générale, obligatoire et immédiate", alors que le journal *Bakunin* questionnait à haute et forte voix sur "Que font tant d'hommes à l'arrière ?" et que *Artes Gráficas* (1<sup>er</sup> avril 37) insistait, en éditorial, sur l'obligation de "Toute la jeunesse à l'armée".

Sous le titre de "Recrutement forcé ?", ce journal posait déjà, le 30 septembre 36, la question du bien fondé de l'imposition d'une totale mobilisation.

" (...) Nous ne résistons pas à discuter ce qui ne l'est pas. C'est vrai que la guerre engagée contre le fascisme exige de tous les antifascistes le maximum d'efforts et de rendement. (...) L'on ne peut éviter cette tendance manifestée par certaines gens qui confondent facilement une révolution avec une fête et une guerre avec une passacaille. Mais l'on ne peut oublier l'esprit de générosité observé dans la majorité, la tendance irréprouvable de marche vers le front, l'offrande généreuse de la vie par la jeunesse espagnole, qui ressent la cause antifasciste avec une grande ardeur et intégrité.

Comprenons-nous. Il ne manque pas d'hommes sur les fronts à l'Espagne antifasciste, comme il ne manque pas à ces hommes la valeur nécessaire pour lutter avec courage jusqu'à la victoire. Ce qui manque, ce sont des fusils, des munitions en abondance, des canons de calibre, une aviation de guerre. Aux fronts de combat se présente une surabondance de gens qu'il est impossible d'équiper, étant donné nos maigres disponibilités. Ce qu'il faut donc résoudre, avant de parler de mobilisation et de recrutement forcé, c'est le problème de l'approvisionnement en armements. Plus tard, nous pourrions parler de l'opportunité d'un appel général sous les drapeaux.

Le gouvernement peut résoudre cela. Au moins, il peut le faire avec l'or qu'il a à sa disposition. Alors que viennent ces lingots qui éveillent tant l'intérêt du capitalisme armementiste, disposons-nous à équiper tous ceux qui désirent aller au front sans avoir besoin de passer devant une commission. Nos révolutionnaires sont toujours prêts à donner leur vie, pourvu qu'on les dote de ce qui leur est dû. Il suffit que les comités de leurs organisations respectives les harangent pour que tous comme un seul homme occupent leur poste dans les lignes avancées. Tout au moins, nous parlons par la bouche des militants de la CNT et de la FAI, de ces militants qui, en régime monarchique comme en régime républicain, se sont refusés, en grande proportion, à prendre une arme pour défendre la patrie des riches et des capitalistes; de ceux qui ont franchi des frontières comme déserteurs ou comme insoumis par scrupule de ne pas revêtir l'habit dénigrant des recrues. Ce sont eux qui refusent de se mobiliser sur l'ordre d'ukases autoritaires qui leur rappellent l'objet de leurs haines : le militarisme assassin, ce militarisme contre lequel se fait actuellement la guerre, malgré nos principes pacifistes et nos idées de respect humain. [Fin] "

*Acracia* exprima à nouveau son scepticisme et sa résistance envers le recrutement généralisé sous la forme d'un éditorial (12 avril 37) ironiquement intitulé "Excellences de la mobilisation générale", dans lequel il était affirmé que l'appel systématique des hommes sous les drapeaux désorganisait l'économie et permettait de castrer la jeunesse de ses aspirations révolutionnaires par le recours au classique embrigadement militaire :

" (...) On a commencé à appeler la jeunesse. Savez-vous ce que cela suppose ? Cela représente rien de moins que d'arracher des milliers et des milliers d'hommes utiles au travail de l'arrière. Et ces milliers d'hommes, soutiens de l'économie et de la révolution, ne vont pas combattre. Il n'y a pas d'armes pour eux. Le gouvernement de la Généralité garde ses fusils pour les corps de l'arrière. Pour les gardes Municipaux, gardes de Sécurité, d'Assaut et garde Nationale Républicaine. C'est-à-dire qu'elle garde les fusils et les mitrailleuses pour la contre-révolution.

Les milliers et milliers de jeunes arrachés des fabriques et des champs ont abouti dans les casernes. Là, on les soumet à une discipline militaire sans autre objectif que de saluer solennellement les nouveaux chefs - dont beaucoup d'analphabètes, qui d'ailleurs ne sont pas les pires - , de savoir balayer et interpréter le règlement, de se promener dans les rues des villes pour dire des galanteries aux gamines, de fréquenter les cafés, bals et bordels. La vie de caserne ne peut pas être plus complète.

L'intérêt à castrer la jeunesse est patent. Les révolutionnaires d'en haut savent que dans cette jeunesse est représentée la nouvelle Espagne. Et les étatiques ne désirent pas la révolution, mais un ordre gouvernemental sous le même drapeau et les mêmes institutions qu'avant le 19 juillet.

Les classes ont été mobilisées pour domestiquer les forces de la révolution. "

Le recours à la mobilisation générale impliquait, fondamentalement, la fin des milices basées sur le volontariat et la motivation politique des engagés. La mobilisation fut le préalable au rétablissement d'une armée régulière, baptisée populaire en la circonstance. A l'instar des guerres classiques et au fur et à mesure des défaites militaires républicaines, la mobilisation abaissa et augmenta de plus en plus la fourchette des âges de la population mâle, les derniers mois du conflit voyant des adolescents et des vieux appelés sous les drapeaux.

## DISCIPLINE

Sur les fronts, la question de la discipline constitua la pierre angulaire de l'organisation des unités combattantes.

Dans les premiers temps, avec les milices, la discipline fit l'objet de larges discussions, dont le but était de s'attribuer librement des règles de conduite à respecter.

Par la suite, avec la mise sur pied de l'armée populaire, la discipline n'eut plus à être démocratiquement débattue, puisque les ordres et les préceptes étaient imposés ou avaient été fixés d'*en haut*.

Indépendamment de la création de l'armée populaire, on constate dans la presse anarcho-syndicaliste un glissement progressif vers la justification d'une discipline de plus en plus stricte, inflexible et non sujette à la discussion; ce te évolution vers un durcissement était motivée par référence au besoin d'un ordre rigide, imposé par la guerre et légitimée par le souhait d'une efficacité accrue.

Le bulletin de la colonne Durruti, *El Frente*, expliqua, le 9 octobre 36, "la notion de la discipline", en regrettant qu'"il y ait beaucoup de compagnons qui confondent de manière lamentable la discipline avec l'autorité" et en insistant sur le fait qu'"il faut se rendre compte que tout objectif, tout but nécessite, pour son heureuse réalisation, la discipline, c'est-à-dire l'adaptation aux normes, règles, etc., qu'il requiert."

" La notion d'autorité, ou l'autorité en soi, est clairement et parfaitement répudiée dans nos milieux anarchistes. L'autorité ne peut en aucune manière s'unir avec la Liberté qui est notre «leitmotiv» ou principe essentiel de toutes nos actions. Liberté et autorité se rejettent, s'opposent, et si l'une a la faveu l'autre meurt. (...)

Toute guerre suppose une organisation militaire et celle-ci une discipline (...). Ici, nous sommes tous égaux. Il n'y a pas en effet des *supérieurs*,

selon le vieux style. Mais il y a, par contre, des compagnons qui supportent la direction de la guerre, il y a un Commandement Militaire, qui est chargé de la distribution tactique et stratégique des forces opérantes et l'on en déduit clairement que s'il n'existait pas la discipline, c'est-à-dire l'*obéissance* aux consignes de guerre, aux devoirs, etc., nos généreux efforts se perdraient stupidement.

Tout compagnon conscient est discipliné. " <sup>1</sup>

Durruti eut l'occasion de préciser sa conception de la discipline dans une interview accordée au quotidien madrilène *CNT* (6 octobre 36, et reprise dans *L'Instant* du surlendemain). Après avoir souligné que "nous, sur le front d'Aragon, nous faisons en même temps la guerre et la révolution" et que "les miliciens savent pourquoi et pour quoi ils luttent", car "ils se sentent révolutionnaires et ne se battent pas pour des paroles creuses, ni pour des lois plus ou moins prometteuses, mais pour la conquête de la terre, des fabriques, des ateliers, des moyens de transport, du pain, de la nouvelle culture", le chef militaire anarchiste exposa sa définition de la discipline en la rattachant à la responsabilité personnelle :

" (...) - Que penses-tu de ce qu'on a appelé la « nécessité de la discipline » ?

- La discipline ? Je suis content que vous m'ayez posé cette question. On en parle beaucoup. Pour moi, la discipline n'est pas autre chose que le respect de la responsabilité personnelle et de celle d'autrui. Je suis pour cette discipline. *El Frente* (dans son No de la veille) reproduisit "Le règlement des Milices Confédérales" (repris de *Frente Libertario*, quotidien édité par le Comité de Défense du Centre, CNT) :

"Article 1 : Tout milicien est obligé de respecter les normes des Comités de Bataillon, délégués de centurie ou de groupe.

Article 2 : Il ne pourra oeuvrer pour son compte dans le domaine guerrier et respectera sans discussion les postes et les lieux qui lui seront assignés, tant au front qu'à l'arrière.

Article 3 : Tout milicien qui n'obéit pas aux normes du Comité de bataillon, délégués de centurie ou de groupe, sera sanctionné par son groupe si la faute est légère, par le Comité de bataillon si la faute est grave.

Article 4 : Sont considérés comme fautes graves : la désertion, abandon de poste, sabotage, pillage, préférer des phrases qui provoquent la démoralisation.

Article 5 : Tout milicien doit savoir qu'il est entré volontairement dans les Milices, mais qu'une fois qu'il en fait partie comme soldat [sic] de la Révolution, sa conduite doit être OBEIR ET ACCOMPLIR.

Article 6 : Quiconque agit en marge des Milices sera considéré comme factieux et subira les sanctions que le Comité de bataillon, auquel il appartient, déterminera." Ce règlement fut également publié dans le *Boletín de Información CNT-FAI*, du 5 octobre 36.



pline et jamais, je ne serai pour celle de la caserne. La première fait des hommes libres et responsables. La seconde n'engendre que l'automatisme, c'est-à-dire l'abrutissement.

Cela dit, il faut ajouter, pour éviter les ambiguïtés, que je rejette, comme une attitude irresponsable, la liberté mal comprise à laquelle se réfèrent les lâches afin de s'esquiver.

Dans notre organisation, dans la CNT se trouve la meilleure discipline grâce à laquelle les confédérés qui ont donné leur confiance aux compagnons qui occupent les charges des Comités, respectent et accomplissent les décisions de ceux-ci. " 2

Le porte-parole de la colonne de Fer CNT-FAI sur le front de Teruel, *Línea de Fuego*, se déclara aussi résolument favorable à la responsabilité par l'autodiscipline. Pour le dénommé(ou la dénommée) Trinita (signataire du texte-éditorial "Responsabilité, Autodiscipline", 26 octobre 36), le choix de la conduite à suivre était clair :

" (...) Pensons tous à cela [à "l'importance de la responsabilité"] et c'est sûr que, la grandeur de cette idée éclairant notre cerveau, nous acquerrons automatiquement cette autodiscipline, un million de fois plus effective et utile que la discipline routinière et cruelle de la bourgeoisie pourrie. "

Les journaux publiés dans les casernes ou au front ressassèrent sur tous les tons les mérites de la discipline et de l'obéissance.

Dans son premier No (9 janvier 37), *Bakunin*, organe de la caserne barcelonaise du même nom, communiqua les recommandations du Comité au nouvel arrivant, sous le titre de " A toi Milicien " :

" (...) Tu tiendras compte que :

1° - Une fois enrôlé comme Milicien, tu cesses de t'appartenir [!] et tu te dois, exclusivement, à la collectivité et à la lutte, en un mot, à la Révolu-

2. Avant de partir sur le front de Madrid, "le populaire Caudillo Durruti" s'adressa, à Barcelone, au prolétariat catalan pour le rassurer sur le sérieux de l'engagement et de la discipline des miliciens en Aragon : "(...) Travailleur de Catalogne, sois vigilant et exige un redressement énergique et la mobilisation de tous, absolument de tous les hommes de seize [!] à cinquante ans. Venez, vous qui avez élaboré ce décret [probablement de la militarisation] et vous verrez comment sur les fronts il y a de la discipline, comment on travaille, comment on lutte et comment on construit, sans que les miliciens n'aient d'autre discipline que celle qu'ils ont voulu s'imposer à eux-mêmes. Dormez tranquilles [sic] , travailleurs de Catalogne; au front, il n'y a pas d'indiscipline, au front d'Aragon, il y a une fermeté et une foi magnifique; je vous l'assure. Pour triompher, il est nécessaire de se sacrifier ici et là, au front et à l'arrière. [Fin] " Discours paru dans *ABC* (Madrid) du 15 novembre 36.

tion.

2° - Tu obéiras à toutes les instructions provenant des éléments directeurs qui devront te conduire à la victoire.

3° - En étant ennemis de la discipline imposée nous arriverons à la désorganisation; par une discipline et une organisation révolutionnaire, nous gagnerons la lutte.

4° - Dans tous tes actes, sois droit et responsable, tant dans les actes individuels que dans les collectifs, dans lesquels tu démontreras être digne de la confiance qui a été déposée en toi comme homme et comme Milicien.

5° - Sera considéré comme sabotage à l'oeuvre révolutionnaire et aux précédents principes :

A. - Ne pas mettre un effort suffisant ni prêter la convenable attention à l'instruction ou préparation militaire qui est donnée au Milicien, avant de partir au front.

B. - Ne pas respecter ni prendre soin des lieux communs, meubles, vêtements etc., etc.

C. - Manquer aux appels, s'absenter de la Caserne sans la juste permission et y rentrer après neuf heures du soir, heure à laquelle la porte est fermée.

Quiconque, qui sans respecter les principes déjà posés, tombe dans les fautes signalées ou n'importe quelles autres, sera considéré comme factieux et jugé et châtié comme tel, selon la faute qu'il commet et en accord avec les circonstances.

LE COMITE [Fin] "

Dans *El Frente* (15 mars 37), B. Argüelles, "chef du Premier Bataillon de notre Division Durruti" revint énergiquement sur la discipline, associée, en l'occurrence, à la technique militaire, et comme formant "la base de la victoire". Sur un ton martial, ce dirigeant répéta "qu'il faut absolument que les compagnons obéissent au Commandement, que nous nous y unissions étroitement et que nous nous en soyons pénétrés" :

" (...) Que manque-t-il à l'ennemi ? Le Moral. Soit ce que nous avons en trop.

Que nous manque-t-il à nous ? Nous allons le dire en toute crudité : LA DISCIPLINE. Il nous manque seulement cela. Parce que pour les armes, nous avons

grandement amélioré la situation et bien que, peut-être nous ne pourrions jamais les comparer avec celles de l'ennemi, nous pouvons affirmer qu'avec celles que nous avons et en arrivant à discipliner nos cadres, nos unités, en les dotant en même temps de commandants intelligents, nous serons invincibles. (...)

Il y a seulement une nécessité urgente à satisfaire, la Discipline. (...)

Ici, dans nos rangs, l'on sait bien que nous n'avons pas l'ambition de gagner des étoiles et des décorations. Notre lutte est absolument désintéressée. Mais, il faut que transitoirement, c'est-à-dire jusqu'à la victoire, nous observions tous une véritable discipline militaire [souligné par moi], soit : étant donné que nous avons un Commandement capable et jouissant de toute notre confiance, sachons lui obéir, parce que, autrement, il y aurait des conséquences très graves, en un mot, la défaite ... (...)

Nous ne sommes plus en train de lutter aux coins des rues ou sur les toits mais sur des terrains étendus et entre des montagnes abruptes. Il y a donc aussi l'impérieux besoin de nous préparer dans un tel sens, d'employer tout le temps dont nous disposons dans ces occupations, dans la connaissance parfaite des armes, pour créer de bons tireurs, en résumé, de bons soldats. Des soldats de l'Idéal ! "

Dans ce contexte de valorisation des vertus de l'obéissance, *Solidaridad Obrera* se distingua par son éditorial du 18 février 37, dans lequel l'autorité, notion si souvent réprochée par l'anarchisme, est saluée comme positive en matière militaire.

Le quotidien anarcho-syndicaliste qui, "en plus d'être le porte-parole de la Confédération Nationale du Travail", s'auto-définissait alors comme étant "de par les circonstances spéciales qui concourent dans notre journal, l'authentique organe de la Révolution, qui a pour mission d'orienter les masses", rappela à ses lecteurs qu'il fut "le premier à commencer la campagne d'unité d'action, de commandement et de responsabilité au front" et termina cet éditorial par un ferme hommage au binôme autorité/obéissance : "Nous l'avons dit et répété en une infinité [!] d'occasions : pour se faire obéir, ce qu'il faut d'abord c'est avoir de l'autorité." <sup>3</sup>

3. Ce précepte, souligné par moi, forme le titre même de cet éditorial.

Le climat de fermeté autour des devoirs assignés au milicien ou au soldat souleva diverses réactions, qui cherchaient encore à concilier le vieux fond anti-autoritaire et les exigences de la vie militaire.

Déjà le 30 novembre 36, *L'Instant* émettait l'avis que "discipline ne veut pas précisément dire absence de critique" et qu'avant et après les opérations militaires, "le droit de critique doit être admis".

L'hebdomadaire des Jeunesses Libertaires, *Ruta*, exprima à diverses reprises sa désapprobation à l'égard du renouveau d'un certain militarisme qui n'osait pas dire son nom. Ce journal fixa (1<sup>er</sup> janvier 37) nettement sa position sur le problème de l'autorité et de la guerre :

" Fréquemment arrivent jusqu'à nous des plaintes des camarades du front contre des absolutismes rigoureux et des autoritarismes démesurés.

Nous savons que la guerre exige une grande dose d'autorité; mais, nous ne sommes pas disposés à ce que celle-ci soit élevée jusqu'au point extrême où l'on ne peut formuler aucune plainte, ni mettre en question l'action d'aucun dirigeant. Avec cela, nous, nous ne sommes absolument pas d'accord. "

La publication en première page de *La Vanguardia* de la photo d'élèves de l'Ecole Populaire de Guerre (créée par García Oliver) provoqua l'ire et la raillerie de *Ruta* (7 janvier 37) envers les uniformes "rutillants", signe de "l'exhibitionnisme ridicule" des apprentis lieutenants : "Nous nous sommes frottés les yeux jusqu'à nous faire mal pour nous convaincre que nous n'étions pas en train de rêver".

La photo incriminée par *Ruta*, qui montre "jusqu'où peut aller le ridicule humain", présentait des "élèves rendant hommage à un couple récemment uni par les liens du mariage".

"Uniformes, épées tirées bien haut, contractants en pleine «pose».

Il ne manquait seulement au pied de l'image que le nom d'une petite marquise, d'un militaire digne et d'un quelconque colonel ventripotent qui présiderait la scène avec ses larges moustaches et son regard bovin ...

Lamentable, très lamentable."

Après avoir souligné que "l'uniforme du militaire révolutionnaire doit être sobre et ne pas rappeler, ni par l'apparence, ni par la pompe, ni par la quincaillerie la tenue des militaires d'opérette qui se soulevèrent le 19 juillet contre le peuple", *Ruta* rabaissa catégoriquement les prétentions des nouveaux cadres militaires : "choisir la profession militaire ne donne aucune supériorité dans un pays d'hommes libres. Il est plus digne de manier la houe, le marteau ou la plume que l'épée, instrument de mort."

A l'intérieur de la caserne Durruti de Barcelone, les galons produisaient "un certain malaise" et "une tension". Le soldat José Reverte Lirola mit en garde ses camarades, dans l'hebdomadaire de cet établissement (*Durruti*, 20 mars 37) contre le retour du militarisme, par le biais, inflexible, de la discipline hiérarchique : "Attention à ce que nous ne redevenions pas des automates !" Ce soldat préconisait le "respect" dans les relations entre gradés et subordonnés

" (...) Que les compagnons qui n'ont pas de grade soient considérés [et] accomplissent les consignes. (...)

Que ceux qui ont un grade, que ce soient des caporaux, des sergents, des officiers, des chefs, etc. aient aussi du respect envers leurs subordonnés. Nous exigeons d'eux du respect et je crois que le respect ne s'obtient pas en mettant les compagnons au garde-à-vous en leur faisant lever le poing à hauteur de la tête [c'était le salut en usage].

Si quelque compagnon de ceux que nous appelons subordonnés en ren- contre un qui fait étalage de ses galons, qu'il ne regarde pas son parement, ni se fixe sur l'étoile qu'il a à la casquette. Qu'il le regarde en face. Yeux dan- les yeux. Comme un homme.

Non seulement, nous demandons une Armée Populaire et nous en avons besoin (...) mais une Armée qui soit précisément Populaire. "

Le risque de tomber dans une attitude autoritaire pour les anarchistes détenant une position fut mis en évidence par Fontaura dans la publication in- dividualiste *Iniciales*. Bien qu'étant d'avis que la brutalité des circonstances historiques imposait une adaptation doctrinale et que face au fascisme, il ne pouvait y avoir de passivité, Fontaura incita ses compagnons libertaires à "res- pecter la liberté de l'individu" :

" Nous nous trouvons donc dans des circonstances telles qu'il y a forcément des motifs suffisants pour justifier des attitudes qui avant auraient mérité des blâmes. On avait hypothéqué l'avenir en tressant toutes sortes d'hypothèses de programmes. La réalité a fiché en l'air les rêveries futuristes. Ainsi, par exemple, après avoir lancé les plus furibonds anathèmes contre le militarisme de la part des anarchistes, il y a eu la nécessité de rectifier. (..

Le chemin est dangereux et il faut posséder une maîtrise de soi formidable, une volonté vigoureuse pour que celui, qui en raison des circonstances, exerce des fonctions autoritaires depuis un poste de responsabilité, ne s'attache pas à sa charge jusqu'au point de s'adapter à la psychologie inhérente à celle-ci. " 4

. Le quotidien *Acracia* (10 février 37) résuma crûment, et sans craindre de choquer les esprits, le caractère universel et contraignant de toute discipline militaire, qu'elle soit "rouge ou blanche" : "Nous savons par expérience qu'il n'y a seulement qu'un type de discipline : celle de la caserne, celle de la soumission et de l'obéissance sans réserves aux ordres des supérieurs, jamais des techniciens. De la même manière que le commerçant est commerçant avant d'être antifasciste ou révolutionnaire, la discipline ne peut cesser d'être elle-même, qu'elle s'appelle rouge ou blanche, qu'elle soit revêtue de nouveaux uniformes et de nouveaux gestes."

La conception majoritaire en matière de discipline tendait à l'établissement d'une obéissance globale, tant sur les champs de bataille que dans les usines et les ateliers. La guerre, là aussi, avait fini par imposer des relations marquées du sceau de la rigidité.

4. Article "Jours de lutte, l'individu et sa liberté", *Iniciales*, 2 mai 37. Le journal *Proa*, organe des marins de guerre CNTistes, s'éleva dans deux articles de son premier No (24 mai 37) contre les interprétations erronées et abusives de la discipline. Dans le texte "La hiérarchie ne doit pas être déprimante", il était question d'"un sourire de scepticisme sur les lèvres" de ceux qui sont dans l'armée, face aux prétendus changements égalitaires intervenus, alors que, par exemple, les anciennes formules obséquieuses sont maintenues dans la correspondance entre inférieurs et supérieurs hiérarchiques. "Un fantôme" exprima, par ailleurs, son désabusement (dans l'article "Discipline !! et avec cela vont ... ") au sujet du retour au formalisme et au militarisme : "Discipline ! Discipline ! Mais qu'est-ce donc que cette discipline si insistante et si mal interprétée par ceux d'en bas et par ceux d'en haut ? Veut-on ne plus faire de distinction entre les compagnons, objets vivants sans cerveau comme avant le 19 juillet et annuler le raisonnement qui distingue l'homme des animaux."

## STRATÉGIE

Les deux camps qui s'affrontaient ne choisirent pas, à proprement parler, une stratégie guerrière. L'échec relatif du soulèvement et la prolongation du conflit rendirent perplexes les deux parties belligérantes.

Pourtant, le camp nationaliste avait l'important avantage d'avoir pris l'initiative, et l'extension temporelle et géographique des hostilités profita rapidement aux insurgés.

Les républicains, en particulier divers milieux anarcho-syndicalistes, furent victimes, dans une certaine mesure, de leurs visions *romantico-lyriques* de la guerre. Ainsi, le cadre de références militaires de toute une partie des révolutionnaires espagnols renvoyait au XIX<sup>e</sup> siècle, à la résistance populaire face à l'invasion napoléonienne ou à des expériences d'insurrections prolétariennes, du genre de celles de la Première République ou de la Commune de Paris. L'Espagne n'ayant pas été impliquée dans la première guerre mondiale, beaucoup de révolutionnaires ibériques n'avaient qu'une idée imprécise, tronquée des dimensions de la guerre moderne. L'illusion était souvent vivace que le fusil constituait encore l'arme essentielle, sorte de symbole-panacée pour l'obtention de la victoire. Répugnant à l'étude de la stratégie militaire, les anarchistes ne prirent souvent que tardivement conscience du rôle primordial des armes lourdes (tanks, panoplie des canons, ...), de la marine et de l'aviation, préférant vanter les possibilités des armes utilisables individuellement, comme leurs fameuses grenades ou bombes à main.

L'enlisement de la guerre civile dans une guerre classique de position et de front, avec champs de bataille, artillerie, infanterie, ... fut particulièrement funeste pour le mouvement anarchiste. En effet, les libertaires étaient le courant politique certainement le plus démuné face à cette évolution du conflit

qui exigeait, comme nous l'avons vu, la centralisation des décisions et du commandement, le retour aux grades et à une stricte discipline, et, conséquemment, la disparition de la guerre de volontaires que représentaient les milices. Le besoin en armes lourdes signifiait l'adoption de *L'art de la guerre* des militaires professionnels, une dépendance étroite envers le ou les pays amis dispensateurs de matériel de guerre et donc l'attribution d'un rôle considérable à la diplomatie soit un ensemble de facteurs directement propices à un retour de l'étatisme.

On s'accorde, rétrospectivement, à estimer que la guerre civile espagnole constitua le prélude à la seconde guerre mondiale. Le conflit espagnol permit aux puissances de disposer d'un vaste champ de manoeuvres et d'expérimentation pour certaines de leurs troupes, pour leur matériel ou pour leurs stratégies. Comme le souligne l'historien militaire Emile Wanty, la guerre civile " fut attentivement étudiée par nombre d'armées étrangères. Les pays totalitaires des deux bords y attachèrent une telle importance qu'ils y envoyèrent des détachements armés (légion aérienne Kondor, allemande), ou des divisions complètes (l'Italie), ou des spécialistes (l'URSS). (...) Certaines armées exploitèrent sans tarder cette expérience, et on peut affirmer sans erreur que la Guerre d'Espagne avait été pour elles un vaste «banc d'essai»." <sup>1</sup>

Les nombreux observateurs militaires étrangers qui assistèrent aux batailles essayèrent d'en dégager des leçons avec, sans doute, en arrière fond, l'idée que les combats de la guerre civile pourraient incarner une sorte de *répétition générale*. Au reste, dès 1938, un courant se fit jour dans le camp républicain, qui, au vu des revers militaires subis, escomptait un pourrissement général de la situation internationale, capable de déclencher une conflagration et de bouleverser ainsi les données militaires de la guerre civile dans une direction fatale au camp nationaliste.

Dans le domaine des innovations destructrices, le conflit espagnol vit le premier emploi massif des chars, regroupés en grandes unités motorisées, et le

1. Emile Wanty, *L'art de la guerre*, Ed. Marabout Université, Verviers 1967, tome II, p. 270.



début de l'utilisation intensive de l'aviation dans les combats au sol et dans le bombardement des villes (exemples de Madrid et de Barcelone).

Au seuil de l'ère de la bombe atomique, le conflit espagnol marque le passage entre un type de révolte ouvriéro-paysanne et un type de guerre à haute technicité et forte capacité de destruction.

A l'intérieur du camp républicain, trois options stratégiques étaient apparues. Tout d'abord, la conception anarcho-syndicaliste qui, arguant du succès populaire opposé dans certaines villes aux putschistes, postulait une campagne militaire consistant en une guerre rapide, souple, menée par des unités miliciennes enthousiastes et idéologiquement sûres. Cependant, cette stratégie née dans le bouillonnement allègre des premières semaines s'effrita assez vite, et les libertaires ne furent plus ensuite à même de présenter un projet guerrier spécifique.

La deuxième proposition stratégique émana du POUM et elle était, en gros, calquée sur le modèle de l'Armée Rouge, créée par Trotsky en pleine révolution russe. Mais, de par la faiblesse relative du POUM et à cause de son manque d'implantation hors de Catalogne, les aspirations des marxistes révolutionnaires ne rencontrèrent qu'un écho limité et la puissante et disciplinée armée rouge ne connut aucun début d'implantation en Espagne.

Enfin, la troisième option, qui s'imposa dans les faits, fut celle de la coalition réunissant les républicains bourgeois, la majorité des socialistes et les communistes qui l'inspirèrent, à savoir l'Armée Populaire. Ce type de stratégie, étroitement liée à des considérations de *real politique*, rétablissait une armée régulière, classique, subordonnée à l'Etat républicain et elle offrait une image extérieure convenable, susceptible de rassurer certaines démocraties et de faciliter les démarches diplomatiques.

A relever que la question même de la stratégie ne souleva que fort peu de débats de fond dans la presse anarchiste. La fin des milices et le retour à une armée étaient généralement perçus comme un mal nécessaire, justifié par les cir-

constances historiques.

Le recours à une stratégie de guérilla ne fut pratiquement pas abordé dans les colonnes des journaux anarcho-syndicalistes. Ce n'est que quelques dizaines d'années plus tard que la guérilla fut, ici et là, rétrospectivement analysée comme une voie qui aurait pu être positive dans le cas de la guerre civile. Abraham Guillen, ancien rédacteur des journaux *Juventud Libre* et *FILJ*, commissaire politique de la 14<sup>e</sup> division et du 4<sup>e</sup> Corps d'Armée (commandée par Cipriano Mera), puis réfugié en Amérique latine, est considéré comme l'un des premiers théoriciens de la guérilla urbaine; selon lui, la guerre civile espagnole, si elle avait été conduite de manière "révolutionnaire" aurait permis l'utilisation de la guérilla :

" (...) Dans une guerre révolutionnaire, les éléments purement militaires ne décident pas de la victoire : armements abondants et lourds, plus grand nombre de divisions que l'adversaire, maîtrise de l'air, de la mer et de la terre. Ces éléments matériels sont très importants pour obtenir la victoire, mais ils ne la garantissent pas. Dans l'histoire, il a été souvent démontré que la supériorité de l'armement, du nombre de combattants, d'une grande nation sur une petite ne sont pas nécessairement les facteurs déterminants dans le succès de la guerre.

Les facteurs secondaires - politique opportune, moral inébranlable, population et terrain favorables pour une guerre de guérilla ; céder de l'espace à un puissant ennemi et l'user en fonction du temps, moralement et politiquement sur son avant-garde et son arrière; gagner la faveur de l'opinion internationale; mobiliser le peuple en armes - sont des facteurs décisifs pour gagner une guerre de libération sociale et nationale contre un puissant agresseur étranger ou national. " 2

Dans le cadre de l'Espagne de 36-39, le choix de la guerre de guérilla aurait probablement été une solution aux résultats hypothétiques, voire aléatoires dans la mesure où il ne s'agissait plus tant de résister à un soulèvement militaire que d'emporter, par des offensives convergentes, une victoire sur

2. Article de Abraham Guillen, "Enseignements politico-militaires de la révolution espagnole", dans la revue *Bicicleta*, No 25, Valence, mars 1980.

Le terrain. Le caractère éminemment et ouvertement offensif qu'avait pris le conflit rendait par conséquent incertain une guérilla qui aurait consisté, pour l'essentiel, à harceler les troupes nationalistes, puisque cette (littéralement) *petite guerre* n'aurait sans doute plus permis de livrer véritablement bataille aux corps d'armée du généralissime Franco.

Dans l'un des rares articles qui traite explicitement de l'éventuelle alternative entre une armée classique et la guérilla - texte paru dans *Tierra y Libertad* du 12 décembre 36 - le choix, dicté par la guerre moderne, d'une armée forte est clairement proclamé.

Le signataire de cet article, le responsable CNTiste Alejandro Gilabert Gilabert, y valorisa les propos tenus peu avant par le dirigeant FAIste Juanel (so Juan Manuel Molina, ex-directeur de ce journal et futur commissaire du XI<sup>e</sup> Corps d'Armée) lors d'un plenum régional de Groupes Anarchistes de Catalogne.

"«Il faut en terminer avec la guerre de guérilla - a dit le compagnon Juanel - applicable seulement quand on lutte à l'intérieur des villes et dans les petites agglomérations contre un ennemi faible et réduit.»

En effet, la guerre de guérilla fut efficace en Espagne au début du siècle passé, lors de l'invasion napoléonienne, parce que les deux factions adverse se battaient avec du matériel déficient et de faible portée. A cette époque, les guérilleros de paysans armés avec des faucilles et des escopettes pouvaient décapiter par surprise les troupes de l'armée française, mais il serait puéril et dangereux de suivre la même tactique dans la guerre moderne, dans laquelle est employé un armement perfectionné et d'une portée extraordinaire, employé par une armée disciplinée, nombreuse et bien organisée. La tactique qui, il y a cent vingt-huit ans fit échouer l'invasion napoléonienne en Espagne, appliquée à la lutte de nos jours, nous conduirait à l'échec et à la défaite. "

Divers autres facteurs jouèrent en défaveur de l'application de la guérilla, comme l'internationalisation intense du conflit et le fait que les deux belligérants connaissaient naturellement fort bien le terrain géographique de leurs opérations.

Rappelons que pour des raisons en partie semblables, le mouvement de guérilla conduit en Ukraine, durant la révolution russe, par l'anarchiste Nestor Ma

no finit par échouer face aux armées blanches et face à l'Armée rouge des bolcheviques.

A relever aussi que les tentatives de guérilla dans les Pyrénées et dans les Asturies en vue d'ébranler, après la seconde guerre mondiale, le régime franquiste se soldèrent pas des échecs répétés.



Le constat du caractère inévitable de l'internationalisation du conflit n'amena que peu d'anarchistes à préconiser une politique étrangère dynamique et audacieuse afin que les démocraties en viennent à se déterminer et à sortir de leur molle et trouble neutralité, déguisée aux couleurs de la non-intervention. L'italien Camillo Berneri fut l'un des rares leaders anarchistes à proposer une "politique étrangère énergique", étant donné que "croire que l'on peut écarter, grâce à la non-intervention, la possibilité d'un conflit armé international, n'est que reculer pour mieux sauter", puisque "cela permet à l'Italie, à l'Allemagne et au Portugal de mieux se préparer à la guerre et aux forces espagnoles fascistes de s'approvisionner en armes et en munitions".

Bernerri partait (en octobre 36) de la constatation que le Portugal s'était "soustrait au contrôle de l'Angleterre", en s'alliant avec les nationalistes, et que, par conséquent, il fallait expulser immédiatement tous les représentants diplomatiques portugais, confisquer tous les biens appartenant aux capitalistes portugais demeurant en Espagne et prendre de pareilles mesures à l'encontre de l'Italie et de l'Allemagne, "une telle politique aurait pour effet immédiat d'obliger l'Angleterre et la France à prendre position."

De façon originale, Berneri désignait également la base marocaine des troupes nationalistes comme une cible adéquate à toucher, par des mesures de décolonisation qui ne manqueraient pas de heurter les intérêts franco-anglais dans le monde arabe :

" (...) La base des opérations de l'armée fasciste est le Maroc, Il faut

intensifier la propagande en faveur de l'autonomie marocaine sur tout le secteur de l'influence panislamique. Il faut imposer à Madrid des déclarations sans équivoque annonçant l'abandon du Maroc et la protection de l'autonomie marocaine. La France envisage avec anxiété la possibilité de répercussions insurrectionnelles dans l'Afrique du Nord et en Syrie; l'Angleterre voit se renforcer les agitation autonomistes dans les zones égyptiennes et celles des Arabes en Palestine. Il faut exploiter de pareils soucis grâce à une politique menaçant de déchaîner la révolte dans le monde islamique." <sup>3</sup>

En sa qualité de réfugié de l'Italie fasciste, Camillo Berneri avait probablement davantage l'habitude et le sens de l'imbroglie des relations internationales que ses compagnons espagnols. Toutefois, il n'est pas avéré que l'accentuation de la dimension même d'internationalisation de la guerre civile aurait pu profiter au camp républicain, et en particulier au mouvement anarcho-syndicaliste, qui demeurait le plus isolé et le plus démuné d'appuis sur la scène européenne et mondiale.

\*  
\* \*  
\*

Il est frappant de constater le peu ou le manque d'opérations menées par des partisans ou des agents républicains à l'arrière des lignes du général Franco ou dans les villes contrôlées par les nationalistes.

L'équivalent républicain de la Cinquième Colonne n'a pas existé, ce qui est paradoxal pour le camp antifasciste qui se prétendait plus *populaire* que l'autre camp et qui aurait donc dû aligner une profonde résistance, en termes de classes sociales, à l'encontre du régime de *privilèges* réinstauré par Franco. L'explication à cette absence d'une Cinquième Colonne pro-républicaine peut se trouver dans le fait que la répression et l'élimination physique des *rouges* a été condui-

3. Article Que faire, *Guerra di classe*, 24 octobre 36. Ce dernier passage fut repris dans sa "Lettre ouverte à la camarade Frederica Montseny", 14 avril 37, où Berneri adresse de sévères reproches aux ministres anarchistes : "L'heure est venue de se rendre compte si les anarchistes sont au gouvernement pour être les vestales d'un feu sur le point de s'éteindre ou bien s'ils y sont désormais seulement pour servir de bonnet phrygien à des politiciens flirtant avec l'ennemi ou avec les forces de restauration de la « République de toutes les classes »".

te avec plus de systématisme et d'efficacité que ce qui s'était passé chez les républicains contre les *fascistes* et, par ailleurs, le manque de cohésion idéologique de la coalition antifasciste n'a pu permettre d'organiser véritablement une résistance et une désorganisation dans le territoire de l'autre bord.

## GUERRE CIVILE ET PSYCHOLOGIE

L'irruption de la guerre signifia l'avènement d'un univers psychologique tout à fait distinct, renversant les valeurs et bouleversant les mentalités.

La guerre, et au surplus la guerre civile, exige l'engagement de toute la population, en profondeur et pour une importante durée. Constituant certainement l'entreprise majeure menée collectivement par une société, la guerre est l'action politique qui réclame la plus grande abnégation de la part des citoyens.

Puisque "la guerre est incontestablement le plus spectaculaire des phénomènes sociaux" <sup>1</sup>, elle se développe dans un registre psychologique qui frappe les esprits et heurte toutes les habitudes. Le facteur émotionnel jouant un rôle considérable, il est de la première importance de forger un moral robuste au combattant.

### ÉLOGES DE LA BRAVOURE

Dans le camp républicain, un flot de textes et d'allocutions déferla afin de motiver le combattant et pour exalter sa bravoure. L'image du héros —milicien/soldat surhomme affrontant tous les dangers et toujours prêt à se sacrifier pour la cause — fut rapidement popularisée. Cette figure du héros guerrier demeura finalement très classique (que l'on songe à l'imagerie et à la propagande des armées européennes des deux guerres mondiales), mis à part l'accent placé, par les courants révolutionnaires, sur la vocation prolétarienne du combattant.

1. Selon la définition de Gaston Bouthoul dans son étude *La guerre*, p. 5, Ed. Presses Universitaires de France, Paris 1953.

La presse anarchiste fourmille de textes qui rendent lyriquement un culte à la vaillance des miliciens/soldats et appellent solennellement au sacrifice pour l'obtention de la victoire militaire.

Dans sa rubrique "Coups de fouet " (11 septembre 36) paraissant dans la *Solz*, le nommé Gali, après avoir rendu un hommage fervent aux miliciens volontaires s'en prend, par contraste, " à cette série de petits jeunes hommes, aux cheveux gominés et aux habits moulants, qui papillonnent dans les haut-lieux de la paresse, en étant des spectateurs indifférents dans cette lutte fratricide qui décime le meilleur de notre jeunesse. La mission de ces piètres gens est habile : consommer et conquérir des femmes. Tout homme inutile est lâche par nature.

Entre ceux là, les surhommes [souligné par moi] et ceux-ci, les ex-hommes il existe une notable différence : les uns sont dignes de vivre et meurent; les autres méritent de mourir et vivent confortablement.

Empoignez le fusil pour vous dignifier, ex-hommes, avant que vous n'y soyez obligés par la force. "

La légende des photos de presse présentant les miliciens témoigne du souhait de galvaniser constamment les esprits autour de la vaillance guerrière. Dans cet ordre de considérations, les légendes des photographies parues dans les numéros de *Ruta* des 7 et 14 novembre 36, illustrent bien cette ferveur belliqueuse :

" Un groupe de militants attaquant l'ennemi avec enthousiasme ";

" Nos vaillants miliciens repoussent l'ennemi ";

" L'heure du repas des braves lutteurs du front ";

et la légende du dessin occupant toute la dernière page de l'édition du 14 novembre : " En avant, jeunesse, pour lutter comme des titans. "

La quintessence des motivations et du sens de l'engagement du combattant des premiers mois fut condensée dans "l'Hymne des Milices Antifascistes". Le *Boletín de Información CNT-FAI*, du 1<sup>er</sup> octobre 36, reproduisit ce chant de guerre prolétarien :



" Chants de victoire

Voici les paroles de l'hymne qui doit être créé samedi prochain 3 octobre. durant le festival qui, organisé par les Offices de Propagande CNT-FAI, avec la collaboration du Syndicat Unique des Spectacles Publics se déroulera au Théâtre Olympia [de Barcelone].

MILICIEUS D'ESPAGNE

(Hymne des Milices Antifascistes)

Salut,

Miliciens d'Espagne !

Salut et ardeur

pour faire la campagne !

Haute la bannière de l'idéal,

que vibre l'âme juvénile

au contact du fusil

en défendant la liberté !

Vaincre la bête fasciste,

vaincre et étouffer

sa furie absolutiste,

c'est notre devise et notre désir véhément.

Nous devons faire une guerre fière,

une guerre à mort et sans quartier [sic]

jusqu'à la victoire finale.

Nous sommes une jeunesse indomptable

et nous luttons avec ardeur

pour une Ibérie naissante,

pour une Espagne meilleure,

où règne la justice

du peuple travailleur.

En avant camarades,

avec fermeté et loyauté;

tous ensemble bien unis,

combattons sans cesse,

car le triomphe est pour celui qui lutte

avec foi pour la liberté. [Fin] " 2

2. On retrouve cette ardeur pour le don de soi dans de nombreux autres textes, notamment dans les articles "Se sacrifier" (éditorial de *La Veu de Catalunya* du 3 octobre 36), "Tout pour la guerre sociale" (*Tierra y Libertad* du 5 novembre 36), "La morale du sacrifice" (*Boletín de Información CNT-FAI* du 27 janvier 37) et "La valeur et l'héroïsme", article dissertant encore autour de la bravoure quelques semaines à peine avant la chute de Barcelone (*Amanecer*, janvier 39

Le rituel guerrier supposa également l'érection de monuments en l'honneur des combattants tombés pour la cause, effigies destinées à magnifier le sens de la lutte fratricide.

Au milieu de la principale place de Barcelone, la place de Catalogne, fut inauguré, en grande pompe, le 14 mars 37, le monument au "Soldat Héroïque du Peuple", avec des discours du président Companys et du commandant du Bataillon de la Mort, vantant "la nécessité de la création de l'Armée Régulière" et de "vaincre le fascisme international en défense de la liberté." <sup>3</sup>

### DÉVALORISER L' ENNEMI

De la même manière que dans la représentation graphique des affiches, nombreux furent les textes qui cherchèrent à enlever tout caractère humain à l'ennemi pour le ravalier au rang de *bête immonde*.

La mort (loin d'être considérée comme l'échéance *égalitaire* ultime de la trajectoire humaine) fut fièrement revendiquée pour l'ennemi et pleurée avec emphase pour les siens.

Moins de deux semaines après le 19 juillet, *Tierra y Libertad*, qui comme la presse libertaire était pourtant traditionnellement opposé à la peine de mort se mettait à applaudir à la mort du "fasciste" :

" Chaque victime qui tombe produit en nous le naturel grincement de dents mais pas la moindre indignation contre l'ennemi obstiné à faucher le meilleur parmi le meilleur de la race [sic] . (...)

Chacun des nôtres qui tombe, c'est une offrande du meilleur parmi le meilleur à la mort. Chaque fasciste qui mord la poussière, c'est une scorie, une hache qui disparaît.

Là est la différence. " <sup>1</sup>

3. Cette cérémonie fut relatée par le quotidien anarchiste *Catalunya* (15 mars) sous le titre "Le monument au soldat du Peuple", alors que le quotidien républicain madrilène *ABC* (16 mars) précéda son compte-rendu de la manifestation, en titrant "Inauguration du monument au Soldat Héroïque". Dans le même genre de syndicalisme militaire, le conseil des ministres avait présenté à Valence, le 27 février 37, un "projet de création de nouvelles décorations pour tous les actes de guerre qui méritent d'être récompensés, tant pour leur héroïsme que pour leur capacité." (*ABC/Madrid*, 28 février).

1. *Tierra y Libertad*, 1<sup>er</sup> août 36.

A grands renforts de lourdes métaphores, le lecteur fut accoutumé à l'idée qu'il fallait "écraser le fascisme comme on écrase un reptile".<sup>2</sup>

La lutte sanglante était évoquée avec un intense recours au pathos le plus éculé, comme en atteste ces "Instantanés de la Révolution" présents dans *Tierra y Libertad* du 27 août 36 :

" Camarades, je suis blessé ! Je me meurs, mais ne me retire pas le fusil Je désire mourir, en l'embrassant comme s'il était la fiancée de mes chimères et la mère de mes enfants.

\* \* \*

Camarades, l'un des nôtres est tombé. Regardez comment il saigne; comment le vivifiant liquide de son énergie se répand sur le pavé de la rue ! En mourant que d'idées lumineuses durent braver son esprit ! Encore après sa mort, ses lèvres sourient, avec le sourire du triomphe !

Frère, nous te vengerons ! "

Ce même hebdomadaire de la FAI estima nécessaire (le 17 septembre 36) de faire une mise au point de nature terminologique quant au vocable qui conviendrait le mieux, à son avis, pour désigner les nationalistes, à savoir le terme d'"esclavagiste" :

" En devant nommer les éléments fascistes, on leur donne, généralement, ce nom, comme c'est naturel. D'autres fois, on les appelle rebelles ou factieux. Nous croyons qu'on devrait leur donner une dénomination distincte. Les termes *factieux*, *rebelles* ne sont pas suffisamment expressifs. Et quant au terme *fasciste*, nous croyons que les espagnols chrétiens qui ont encore leurs griffes sur une partie de l'Espagne, ont surpassé en brutalité leurs collègues barbares d'Italie, d'Allemagne et des Balkans. Appeler *rebelles* les fascistes d'Espagne, c'est un contresens, parce que la révolte, seule la possède celui qui se bat authentiquement pour la liberté, mais jamais celui qui se bat pour la sauvagerie.

Les fascistes ont prouvé leurs instincts sauvages et leur absolutisme sanglant. Il faudrait les appeler *esclavagistes*. Nous proposons ce terme, parce que nous le croyons le plus adéquat. Ce que eux, ils veulent, c'est qu'il y ait des

2. CNT *Marítima*, 11 décembre 37

esclaves en Espagne. Leur unique programme est l'esclavage, " 3

#### MISE AU PILORI DE LA MOLLESSE ET DE LA LÂCHETÉ

La période de la guerre civile vit le développement du culte rendu au virilisme, aux vrais mâles par opposition aux poltrons et autres couards, étant donné, comme le proclamait le journal de caserne *Bakunin* (23 janvier 37) que "les faibles ne font pas la révolution et les lâches non plus".

Comme dans les temps de belligérance aigüe, une mystique fut cultivée autour de la notion de héros, ferveur qui, dans l'ambiance révolutionnaire de l'Espagne d'alors, allait de pair avec la création de l'homme nouveau, et qui déboucha sur la notion de "super héros", prolétaire-soldat qui ne pouvait que remporter la victoire.

Face à cette figure extrême de l'héroïcité, les éventuels lâches étaient sévèrement mis en garde, à l'instar des paroles prononcées par García Oliver, qui venait à peine d'être nommé ministre de la justice :

3. Cette surenchère dans le vocabulaire ne fut, bien sûr, pas l'apanage des anarchistes, ni du camp républicain. Sur ce même thème de l'esclavage, le bouillonnant général Milan Astray, fondateur de la Légion espagnole, grand invalide de guerre (il ne lui restait plus qu'un oeil et un bras) et à qui on prête la paternité du macabrement célèbre "¡Viva la muerte!", s'adressa, le 5 décembre 36 depuis l'émetteur de radio Salamanque aux anarchistes et aux républicains pour leur signifier leur complète soumission à l'égard de l'URSS : "(...) Et savez-vous comment, à cet instant, l'on vit en Russie - et ce que je vous dis, c'est la vérité, sur mon honneur - savez-vous comment l'on vit en Russie ? Actuellement en Russie, seuls vivent les quelques-uns, qui sont ceux qu'ils appellent les véritables communistes, qui ne sont seulement que deux ou trois millions. Les restants, 157 millions de russes, vivent réduits en esclavage et ne figurent pas sur les listes du parti communiste; ils n'ont ni voix, ni vote et sont dans une condition pire que les esclaves. (...)

Et vous les anarchistes, vous qui abominez les lois et la force, vous qui ne tolérez ni prisons ni Armée, ne voyez-vous pas que vous êtes déjà des esclaves absolus de la Russie ? Voyez, constatez comment vous êtes commandés par les militaires russes, qui, maintenant, vous tyrannisent, comment ils vous poussent à la mort; voyez comment ils vous fusillent dans le dos si vous vacillez ou reculez dans le combat.

Alors je vous déclare, anarchistes espagnols, je vous jure sur mon honneur que nous nous n'avons, ni ne le ferons, jamais fait feu sur nos propres soldats. Les nôtres vont à la bataille. Vous, vous allez à l'abattoir." Allocution reproduite dans *ABC* (Séville) du 6 décembre 36.

" (...) Je crois qu'il faut créer la morale combative de l'héroïsme et du SUPER-HEROÏSME [souligné par moi], ne trouvant pas de justification ni de milieu, sous aucune excuse, à la lâcheté du prolétaire qui fuit face aux fascistes. Le prolétaire ne doit pas oublier que le fasciste, c'est l'enfant répugnant qui l'a humilié constamment dans la rue, au cinéma, dans les fabriques, au bureau ...

Que cela reste bien clair et évident : la lâcheté de celui qui fuit ne peut pas se justifier. Les organisations et partis devraient se considérer comme déshonorés par chacun de ses miliciens qui tourne les talons au fascisme, en faisant, en même temps, dans leurs locaux, une liste de leurs miliciens qui se comportent dignement et héroïquement et une liste quotidienne des miliciens indignes qui perdent leurs droits syndicaux et politiques, à cause de leur lâcheté pour ne pas avoir su lutter et mourir face à l'ennemi. " <sup>1</sup>

Dans la patrie du donquichottisme et du machisme, les professions de foi en la virilité combative allèrent fort loin, la palme, dans le camp républicain revenait sans doute à la leader communiste Dolores Ibarruri, plus connue sous son nom populaire de La Pasionaria.

Oratrice brillante, possédant une rhétorique qui enflammait les foules, la Pasionaria eut le sens des formules tonitruantes capables de piquer au vif la masculinité du combattant.

Outre sa plus fameuse phrase - "nous, les espagnols, nous préférons mourir debout que de vivre à genoux" -, Dolores Ibarurri dit notamment (à la fin du discours prononcé lorsqu'elle fut nommée "Commandante d'Honneur" du 5<sup>ème</sup> régiment) : "S'ils triomphent, au camp de concentration vous penserez que vos femmes et vos mères vous diraient : «Pleurez comme des femmes, puisque vous n'avez pas su lutter comme des hommes»", alors qu'elle termina une autre harangue (organisée par le Front populaire de Madrid) par ces paroles pathétiques : "Mieux vaut être des veuves de héros que des épouses de lâches". <sup>2</sup>

1. *ABC* (Madrid), 6 novembre 36. Rappelons que quelques jours après ses propos martiaux, le gouvernement central s'enfuit discrètement de Madrid vers Valence, après - il est vrai - que les ministres anarchistes eurent vigoureusement protesté, mais sans effet, contre cette décision qui pouvait être assimilée à une débandade.

2. Ce dernier aphorisme aurait été forgé, selon la Pasionaria, par "les femmes valenciennes". Phrases citées par *ABC* (Madrid) des 6 et 15 octobre 36.

## VIE AU FRONT ET EFFETS DE LA GUERRE A L'ARRIERE

En lisant les récits des combattants, il ressort que, les premiers mois passés, la vie au front se normalisa dans une *routine* qui rappelle l'existence des soldats dans une guerre moderne de positions : longue immobilité entre les phases d'engagement, ennui, importance considérable accordée aux petites choses de l'intendance, courrier attendu fébrilement, temps rythmé par les permissions, habitude progressive de la mort et de la souffrance, ce à quoi il faut ajouter l'ensemble des épreuves et des joies fugaces touchant des hommes réunis artificiellement dans une communauté aux règles strictes, imposées par la campagne guerrière.

L'atmosphère sur le front nous est bien restituée, et avec poésie, par un texte de Arsenio Olcina - "Neige dans les lignes de feu" - publié, précisément par *Línea de Fuego (Ligne de Feu*, 13 décembre 36), journal de la Colonne de Fer CNT-FAI sur le front de Teruel. Cet article évoque la distribution, par automobile, du journal aux miliciens.

" Il a neigé.

Les routes et les monts sont enfarinés.

- Vous tenez là un bon thème. Nous verrons si vous en ferez quelque chose de beau - avons-nous entendu dire de la part de beaucoup.

Quelque chose de beau. La neige. Les champs et les villages ont leurs palpitations amorties avec du coton. Flocons. Confettis dans le festival de l'hiver. Sentiers longs, longs, avec un arrière-goût de mélancolie indéfinissable. Un fourneau allumé. Paysage immobile à travers les vitres embuées. Image classique des rêves.

Quelque chose de beau ...

Des tranchées. De la paille humide. Des pieds patageant dans la boue avec des aiguilles de cristaux. Des rafales de vent cru. Des miliciens. Des corps en tension, amarrés à une attente longue, longue ... De temps en temps, la somnolence est rompue par une alarme qui fait vibrer et se mettre debout toute la ligne de feu.

Des jours. Encore des jours. Martèlement incessant des «pacos» [franc-tireurs] . Des vies qui sentent et palpitent, dérochant leur corps aux projectiles. Parfois, la chair déchirée qui tombe inerte, prise dans les griffes qui guettent ...

«Nous verrons si vous ferez quelque chose de bon ...»

Le paysage est merveilleux. Le trait fort et multiforme du milicien se détachant vigoureusement sur la tapisserie indemne. Surcharge. Quelqu'un va se laisser entraîner par le spectacle sorcier. L'on ressent des élans de créer un retable avec des sillons de sentimentalisme rouillés. Un de plus, parmi la masse infinie des créations creuses.

Nous freinons à temps. Attention ! Ou bien est-ce que la convulsion qui est en train de remuer notre vie au plus profond d'elle-même va laisser indemne les écumes d'une poésie putride ?

NOUS SOMMES EN GUERRE. Mieux. EN REVOLUTION, Révolution pleine et profonde. Là, à quatre pas sont les parapets contenant la réaction. Les circonstances ont fait que ce soient des écluses immobiles. "

L'évolution depuis une guerre d'"aventure", avec les premiers temps de la constitution des milices, vers une guerre conduite selon des normes plus classiques, de même que l'importance prise, chez les combattants, par les questions "rudimentairement matérielles" sont particulièrement bien décrites par le nommé Coblas, toujours dans les pages du journal de la Colonne de Fer, *Línea de Fuego* (10 décembre 36).

" (...) Les colonnes qui portaient pour le front étaient porteuses d'éléments de guerre presque inutilisables. (...)

Toute cette masse qui se précipita pour prendre les armes afin d'en terminer avec les rebelles, ne prit pas en compte les inconvénients qu'elle allait rencontrer dans cette guerre. L'on peut presque dire qu'ils s'enrôlaient comme pour l'aventure [souligné par moi].

Mais les choses se passèrent autrement.

Dans les premiers temps où tout manquait d'organisation, la nourriture vint à se faire rare. Il manquait aussi les vêtements. Plus tard vint la pluie, le froid, la neige, et alors les individus commencèrent à faillir. N'importe quel détail, pour petit qu'il fut, était un motif pour élever des protestations qui, bien qu'injustifiées, leur servaient pour demander leur congé ou pour mena-

cer de se faire transférer dans une autre colonne.

Le manque de responsabilité commença à se faire notoire. Les individus oublièrent leurs idées et ils les remplacèrent par des questions rudimentairement matérielles.

Tout leur courage, toute leur hardiesse se perdaient parce qu'on ne leur donnait pas des chaussures et une chemise et parce qu'ils mangeaient trop de saucisson et de sardines en conserve.

Les exigences tombaient en avalanche.

Mais, cette époque eut aussi sa fin et, peu à peu, de par la volonté d'une minorité, les Colonnes s'organisèrent et résolvaient les problèmes que la guerre leur posait.

Ils ne pouvaient plus protester parce qu'ils n'avaient pas de chaussettes. Tout le service d'approvisionnement était résolu.

Mais ils devaient avoir un autre motif, et il surgit : les permissions.

Les permissions s'organisèrent aussi et l'on en profitait quand les circonstances belliqueuses le permettaient.

Ensuite, plus tard, quand le moment ne le leur conseillait pas, la menace surgit à nouveau : ou vous me donnez la permission ou je me la prends. (...)

Si l'on avait eu le sens de ce qu'est la responsabilité, si l'on avait eu des idées, si comme ils se disent, ils avaient été anarchistes ou de la Confédération, ils n'auraient pas employé certains termes. Les circonstances ne conseillaient pas les permissions et ils se la prenaient, en oubliant déjà tous les devoirs que la guerre exigeait d'eux. "

#### TÉMOIGNAGE DE ORWELL

Le britannique George Orwell, qui, en Aragon, commandait, comme caporal, douze hommes dans les milices du POUM, fournit un témoignage très précieux sur la vie au front. Sympathisant lucide et non complaisant de la révolution espagnole, Orwell qui avait l'expérience du métier des armes (il avait servi dans la police impériale en Birmanie) rappela le caractère universellement guerrier, c'est-à-dire dégradant, meurtrier du conflit espagnol.

" L'horreur essentielle de la vie militaire (quiconque a été soldat sait à quoi je me réfère), c'est à peine si elle varie avec la nature de la guerre



dans laquelle on lutte. Par exemple, la discipline est la même, dans le fond, dans toutes les armées. Les ordres doivent être obéis et si c'est nécessaire, leur accomplissement est renforcé par le châtement; la relation entre l'officier et le soldat doit être celle du supérieur et de l'inférieur. La vision de la guerre dans des livres comme *A l'Ouest rien de nouveau* [de l'auteur allemand E. M. Remarque] est substantiellement vraie. Les balles blessent, les cadavres puent, les hommes qui livrent bataille ont si peur que leurs pantalons sont trempés. Il est certain que le fond social duquel surgit une armée caractérisera son entraînement, ainsi que sa tactique et son efficacité générale. De même, la conviction d'avoir raison peut encourager le moral, bien que cela touche davantage la population civile que les troupes. (Les gens oublient qu'un soldat près du front a l'habitude de trop souffrir de la faim, d'être apeuré, d'être trop fatigué pour se préoccuper des origines politiques de la guerre). Mais les lois de la nature ne sont pas plus suspendues par une armée «rouge» que par une «blanche». Un pou est un pou et une bombe est une bombe, même si la cause pour laquelle on lutte paraît juste. " <sup>1</sup>

Dans des "Notes sur les milices espagnoles", écrites une fois quittée l'Espagne et retrouvées, après sa mort, dans ses papiers, Orwell évoque la vie des garnisons du POUM, peu distincte du fonctionnement des autres milices durant les dix premiers mois de la guerre. Les rapports entre gradés et simples soldats, le respect de la discipline, les distractions, les permissions sont évoqués avec beaucoup de discernement.

" (...) Le commandant de la centurie avait plus ou moins le rang de capitaine, mais en-dessous, il n'y avait aucun rang clair excepté caporal et soldat. Les gens portaient les galons, etc., de leur rang à Barcelone, mais «ce n'était pas à la mode» de les porter au front. En théorie, l'on était promu par élection, mais en réalité, les officiers et sous-officiers étaient nommés par en-haut.

1. Ce texte, écrit en 1942, se poursuit ainsi : "Pourquoi vaut-il la peine de souligner quelque chose de si évident ? Parce que la majeure partie de l'*intelligentsia* anglaise et nord américaine ne se rendait pas compte de cela alors, ni maintenant. Nous avons la mémoire courte (...). Les mêmes qui durant vingt ans s'étaient tant moqués de la « gloire » de la guerre, des histoires d'atrocités de guerre, du patriotisme, et même du courage sortirent de cette période avec des écrits qui, en ne changeant seulement que quelques mots seraient très bien rentrés dans le *Daily Mail* de 1918. S'il y avait quelque chose à laquelle était affectée l'*intelligentsia* britannique, c'était de dénigrer la guerre, la version de ce que la guerre n'est rien d'autre que des cadavres et des latrines et qu'elle ne conduit jamais à un bon résultat, [au lieu] des bêtises romantiques guerrières que nos hommes de gauche débitaient alors." George Orwell, *Mi guerra civil española*, pp 140-142.

(...) Une donnée curieuse, de toutes façons, était de pouvoir choisir la section à laquelle on appartenait et, en règle générale, on pouvait être transféré sous une autre bannière, si on le voulait. Dans ces moments, l'on envoyait des hommes au front avec seulement quelques jours de formation (...) et beaucoup de fois sans avoir jamais tiré un coup de fusil. J'avais apporté avec moi les concepts normaux de l'armée britannique et le manque de discipline me scandalis. C'est clair qu'il est toujours difficile d'obtenir que les recrues obéissent aux ordres et encore plus quand elles se trouvent plongées dans des tranchées, en devant supporter le froid, etc., ce à quoi elles ne sont pas habituées. Si elles n'ont pas eu l'occasion de s'habituer aux armes à feu, elles ont fréquemment beaucoup plus peur de l'ordinaire des balles et c'est une autre raison du manque de discipline. (...)

Tous étaient obsédés à maintenir l'égalité sociale entre officiers et soldats, aucun titre militaire et aucune différence de nourriture, etc., et cela allait jusqu'à des extrêmes assez ridicules, bien qu'elles paraissaient moins ridicules sur la ligne, alors que des différences minuscules se remarquaient beaucoup. (...)

Il est excessivement compliqué de punir [pour désobéissance] des hommes qui sont déjà en première ligne, car à part les tuer, il est difficile de leur faire une position plus inconfortable que celle dans laquelle ils sont déjà. La punition normale était de doubler les tours de garde - très inadéquate, parce que tous traînaient du sommeil en retard.

Parfois un homme était fusillé. Un homme, qui essaya de passer vers les lignes fascistes et qui était évidemment un espion, fut fusillé. Un autre qui fut pincé alors qu'il volait d'autres miliciens fut envoyé à l'arrière pour être prétendument fusillé, bien que je croie qu'il ne l'a pas été. (...)

Superficiellement, les typiques caractéristiques « révolutionnaires » se maintinrent constantes jusqu'à la fin de mai [1937], mais en réalité, déjà alors des différences se faisaient remarquer. Quand je commandais une section (qui alors était un peloton), les jeunes espagnols me donnaient du « vous ». Je les corrigeais de cela, mais on revenait évidemment à utiliser le mot. Sans doute, que l'usage général du « tu » dans les premiers mois de la guerre était une affectation qui devait paraître très anormale pour des gens latins. (...) Mais l'usage généralisé de « camarade » et l'idée que tous nous étions sur plan d'égalité se maintint jusqu'à la redistribution des milices. (...)

L'erreur monumentale et inexcusable de cette guerre, tout au moins sur le front d'Aragon, fut de laisser des hommes au front durant des périodes inutilement longues. A Noël de 1936, la guerre était pratiquement stationnaire, étant

donné que durant de longues périodes d'environ six mois de suite, il y eut peu de luttes. Ainsi, il aurait été parfaitement faisable d'organiser un système de quatre jours au front et quatre non, ou même quatre jours au front et deux non. Avec ce système, les hommes n'obtiennent pas réellement plus de repos mais ils peuvent périodiquement dormir dans un lit ou au moins enlever leurs vêtements. Tel que ce fut, les hommes demeuraient parfois jusqu'à cinq mois de suite sur la ligne. (...) Avec un peu d'organisation, il aurait été possible de ménager juste derrière les lignes des bains chauds, une désinfection, des distractions d'un certain type, des cafés (il y eut de tristes essais de le faire) et aussi des femmes. Le très peu de femmes qui étaient à proximité ou sur la ligne même et qui étaient faciles étaient indubitablement une source de jalousies. Il y avait une certaine fréquence de sodomie entre les jeunes espagnols. Je doute que les troupes puissent en même temps commencer une guerre de tranchées et être entraînées pour la guerre mobile, mais l'on aurait pu davantage entraîner, si l'on avait pris davantage le soin de donner du repos aux hommes. (...)

Jusqu'à juin [1937], il n'y avait réellement aucun moyen pour obliger un homme qui était parti en permission de revenir à son unité, et le recrutement pour l'Armée Populaire devenu loi (...), il ne fut pas entièrement efficace. Si bien qu'un milicien en permission pouvait simplement s'en aller chez lui et il avait encore plus de motifs pour le faire, car il venait de toucher un bon reste de solde en retard, ou bien il pouvait s'enrôler dans une autre organisation chose alors fréquente. En réalité, beaucoup d'hommes rentraient de permission, mais quelques-uns non, si bien que chaque permission octroyée signifiait une réduction des effectifs.

J'arrivais à la conclusion, un peu contre ma volonté, qu'à la longue les « bons militants » font les meilleurs soldats. " 2

2. George Orwell, op cit, pp 88-112. Pour en terminer avec ces longues citations de cet écrivain anglais, une anecdote se passant au front mérite d'être retenue pour son caractère d'exemplaire absurdité. Orwell et un autre soldat étaient partis à l'aube pour s'approcher des lignes ennemies afin de faire subrepticement le coup de feu contre les "fascistes", mais, "cette fois les fascistes n'apparurent pas, nous demeurâmes là-bas trop de temps et l'aube nous surprit. (...) Nous nous disposions à entreprendre une rapide retraite, quand il y eut un grand vacarme et des coups de sifflet dans la tranchée fasciste. Quelques-uns de nos avions approchaient. A ce moment, un homme, qui peut-être apportait un message à un officier, sauta de la tranchée et courut le long du parapet en pleine vue. Il allait à moitié vêtu et, en courant, il retenait des deux mains ses pantalons. Je ne voulus pas tirer contre lui. Il est certain que je suis un mauvais tireur et que je suis incapable de toucher à quatre-vingt mètres un homme en train de courir, et ma préoccupation était aussi de revenir à notre tranchée pendant que les fascistes avaient leur attention fixée sur nos avions. Cependant, la raison pour laquelle je n'ai pas tiré fut ce détail des pantalons. J'y avais été pour tirer contre les « fascistes », mais un homme qui retient ses pantalons, ce n'est pas un fasciste, sinon évidemment un prochain, quelqu'un de semblable à soi-même et cela ne fait pas envie de lui tirer dessus. Que démontre cet incident ? Pas grand chose, car il s'agit de quelque chose qui arrive très souvent dans toutes les guerres." G. Orwell, op cit, pp 148-149.

## DÉSERTION, AUTO-LÉSIONS ET PSYCHIATRIE FACE À LA GUERRE

La désertion posa rapidement une question de principe quant à la manière dont la guerre était à mener. Durant l'existence des milices, les instances militaires étaient empruntées pour châtier très durement les déserteurs, étant donné que l'enrôlement dans les troupes était volontaire. Plutôt que de punir directement le fautif, au cours des premiers mois, la persuasion était employée ou un sévère "savon" était passé au déserteur pour le faire revenir sur sa décision ou pour le corriger s'il avait déjà abandonné son poste; la menace de le dénoncer à son organisation, en lui occasionnant ainsi probablement des ennuis dans sa localité d'origine, était également employée et, en dernier recours, les moyens de transport lui étaient refusés. La faculté de choisir de retourner chez soi n'était octroyée, bien que relativement, qu'aux étrangers.

Dans une interview accordée au quotidien *CNT*, Durruti vanta sa tactique dissuasive pour faire rentrer dans le rang les éventuels déserteurs et autres tricheurs :

" (...) Les trucs pour se défilier auxquels recourt un soldat en temps de guerre, ma colonne m'en a offert plus que mon content : la mère mourante, l'épouse sur le point d'accoucher, l'enfant malade ... Mais, j'ai pour y parer, mes propres trucs ! Pour le tricheur, quelques jours de corvées supplémentaires. A la corbeille à papier, les lettres démoralisantes [ce qui tendrait à dire que le courrier des miliciens était surveillé]. Quiconque insiste pour rentrer chez lui en expliquant naturellement qu'après tout il s'est librement engagé de sa propre volonté doit d'abord subir mon admonestation. Je lui fais entrevoir clairement qu'il nous a trompés tous, car nous comptions sur lui. Puis on lui retire ses armes, qui sont propriété de la colonne. S'il insiste encore, on le laisse s'en aller, mais à pied. Les véhicules sont exclusivement réservés au service de la guerre. Il est rare qu'on en arrive là, car le milicien a tout de même son petit amour-propre. La plupart du temps, il me suffit de dire que je ne me laisserai pas mener par le bout du nez, que je suis le chef de la colonne et voici que mon homme remonte docilement en première ligne et se bat comme un

héros." <sup>1</sup>

Le souhait d'un traitement "humanitaire" à l'égard des miliciens déserteurs exista durant la première année du conflit, comme en témoigne une disposition émanant, en mars 37, du Conseiller de la Défense de la Généralité, le CNTiste Francisco Isgleas, qui prévoyait que le milicien fugitif continue à toucher sa solde durant le temps de son instruction judiciaire. <sup>2</sup>

Les mesures disciplinaires semblaient plus clémentes dans les casernes de l'arrière qu'au front. Ainsi, l'hebdomadaire *El Guerrillero*, paraissant à Tarragone, rapporta, dans son édition du 6 mai 37, une série de sanctions plutôt clémentes prises par le jury du régiment (composé de trois soldats, du délégué de la compagnie et en présence du commissaire du 4<sup>ème</sup> bataillon) envers quatre soldats, qui avaient prolongé de deux jours, "capricieusement", leur permission et contre un soldat qui s'était absenté de la caserne durant quatre jours "sans l'autorisation de ses Chefs".

Les premiers furent condamnés "à sept jours de nettoyage dans la Compagnie et le dernier à huit jours d'arrêt". (...) "Tous ceux qui étaient présents furent d'accord avec la bienveillance de la punition, étant donné qu'il s'agit de la première affaire, mais (...) s'il se représente une affaire comme celle-ci, les sanctions maximales devraient s'appliquer." Une dispute dans laquelle un soldat jeta une bouteille contre l'un de ses compagnons (qui le "dérangeait continuellement en lui lançant des petits objets") se solda par une punition "de deux jours consécutifs de travaux mécaniques", infligée par la Junte du régiment à l'endroit de l'agresseur.

Après l'instauration de l'armée populaire et en vertu des divers ordres de mobilisation, l'acte de désertion fut considéré avec davantage de sévérité.

1. Interview reproduite dans *L'Instant* du 8 octobre 36 (traduction dans H.M. Ezensberger, op cit, p. 262). Dans une autre interview accordée au journal *Ahor* (et reprise dans *Tierra y Libertad* du 22 octobre 36), Durruti répéta qu'il se méfiait des faux malades et des lettres décourageantes (envoyées du front ou de l'arrière) et qu'il prenait des mesures contre ce genre de comportement. Au début décembre 36, l'ex-délégué de la section des statistiques de la Colonne Durruti fut fusillé, car il détournait à son profit la solde des miliciens. "Nous croyons que ce sera la dernière et seule fois que nous devons procéder de cette manière si dure" écrivit le Comité de la Colonne dans une feuille expliquant cette exécution et distribuée dans tout le secteur (article "Exemple de discipline", *Solidaridad Obrera*, 13 décembre 36; cette sanction fut également évoquée dans "Une visite au quartier général de la Colonne Durruti", *Mi Revista*, 1<sup>er</sup> janvier 37).

2. *Boletín de Información CNT-FAI*, 24 mars 37.

Le rétablissement d'une armée régulière réintroduisit des sanctions intransigeantes à l'encontre des déserteurs et nombre d'entre eux furent fusillés, suivis à une procédure expéditive en conseil de guerre. <sup>3</sup>

Lorsque la désertion paraissait un moyen inadéquat pour s'échapper du champ de bataille, il restait pour certains la voie de l'auto-lésion volontaire. Procédé périlleux et aux conséquences incertaines, l'auto-lésion est un acte teinté de désespoir. Dans le cadre de la guerre civile, le recours à l'auto-mutilation fut pratiqué sur une certaine échelle, si l'on en juge par l'article du Dr J. Villangómez, paru dans *Más Allá* (22 septembre 37), porte-parole de la division Francisco Ascaso. Ce médecin militaire prévient les soldats contre les grands risques et les dommages de telles blessures volontaires, dont l'origine est, selon lui, aisément décelable et donc facilement punissable. Il termine son texte en évoquant le sort tragique d'un sculpteur, qui se serait infligé une lésion, ayant entraîné l'amputation de deux de ses doigts et le rendant invalide pour le front, mais aussi handicapé définitif pour son art ...

" Dans la guerre, nous entendons par auto-lésions, les blessures que, toujours par arme à feu, l'on s'inflige délibérément à soi-même avec le but d'éviter, au moins pour un laps de temps plus ou moins long, les devoirs militaires que la défense de notre cause nous a imposés.

Je ne cherche seulement qu'à vous parler de la gravité de ces blessures, pour que chez chacun d'entre vous cette pensée reste gravée : *ce type de lésions considérées globalement, possèdent un pourcentage de gravité plus élevé que celles produites par le projectile de l'ennemi. (...)*

Dans le diagnostic de ces auto-lésions, il est difficile de tromper un chirurgien moyennement expérimenté, le blessé ayant beau nier - et pour des raisons faciles à comprendre, cela est le cas le plus courant - sa participation volon-

3. Il semblerait que l'exécution des déserteurs augmenta avec les revers militaires républicains. Voir à cet égard les tribulations harassantes de Luis Montagu "J'étais deuxième classe dans l'armée républicaine espagnole", qui mobilisé à la mi-38, vécut toute la déroute du camp antifasciste, et la belle nouvelle tragi-comique de Max Aub - "La Loi" - où un capitaine, ingénieur agronome dans la civil, est désigné pour défendre deux déserteurs maladroits ... , texte où transparaît toute la douloureuse et grotesque absurdité de la guerre. Max Aub, Dernières nouvelles de la guerre d'Espagne, Ed. Gallimard, Paris 1967.

taire dans le fait. Toutes se présentent avec tant de caractéristiques semblables, qu'il n'y a aucun inconvénient à les regrouper, en tenant seulement compte de la région affectée. Souvent le profane a été étonné que, devant l'aspect d'un blessé qui nous arrive du poste de secours avec un bandage de la main imbibé de sang et qui, à nos questions intentionnelles pour savoir si le fusil est parti lorsqu'il le nettoyait, répond affirmativement, nous diagnostiquons sans plus qu'il s'agit d'une AUTO-LESION. Les raisons pour une telle affirmation sont puérilement compréhensibles. (...) Il est impossible de nettoyer efficacement un fusil - par exemple un mauser qui jusqu'il y a peu était le plus utilisé dans notre Armée - avec le verrou mis et avec une balle dans le magasin, conditions nécessaires pour provoquer le tir. (...)

Il n'est pas de notre ressort, purement médical, de parler des corrections militaires qui s'imposent pour les AUTO-LESIONNÉS. Quelles qu'elles soient, le pire châtement, c'est celui que porte le blessé avec sa propre invalidité. "

Pour faire face à ces déficiences combattantes et aux problèmes psychiques posés par la guerre, la psychiatrie fut mandée afin de limiter les dégâts mentaux causés par le conflit. Le docteur Félix Martí Ibañez prononça une conférence devant le micro de l'émetteur ECN.1 de la radio CNT-FAI, dans laquelle il dressait un bilan d'une rencontre réunissant tous les psychiatres de Catalogne, convoqués par la direction générale de la Santé et Assistance sociale de la Généralité, pour discuter de "l'Hygiène mentale" et de "l'alluvion de problèmes, dont beaucoup au profil inédit", amenés par les hostilités militaires.

" (...) La guerre signifiant un état de psychose collective, elle a toujours été l'une des motivations sociales, qui avec le plus de profusion a déchaîné la tempête de la folie chez les hommes.

« Dans la guerre, l'être perd son contrôle et tombe dans les abîmes de la démence », lit-on dans les vieux poèmes Puranas de l'Inde, telle une observation sagace, qui au bout de milliers d'années conserve toute sa vigueur et son exactitude. (...)

Les premières avalanches de volontaires ne furent pas soumis à un contrôle médical préliminaire et parmi eux se détachèrent quelques sujets à la mentalité prédisposée ou en franche anormalité, qui ensuite ont présenté une aggravation de leur processus ou une réaction psychotique avec le choc des aspérités circonstanciées de la guerre. Ces perturbations mentales sont dangereuses à trois égards : Pour ce que cela suppose pour l'individu en soi et pour sa vie future,

pour la contagiosité des maladies mentales, quand elles se déchaînent sur des masses suggestionnables et facilement influençables comme le sont les colonnes de combat et, finalement, parce qu'elles peuvent provoquer des actes excentriques des attitudes inadéquates et une conduite irrégulière du soldat qui, vue extérieurement par des yeux profanes peut être interprétée de manière erronée. (...)

L'examen de beaucoup d'épisodes incompréhensibles des premiers mois de guerre, nous démontrerait combien de fois une interprétation psychologique inadéquate du fait et la révision psychiatrique du protagoniste, auraient situé les choses à leur juste place et évité les indésirables conséquences physiques de l'épisode pour l'individu, et morales pour ses compagnons qui en furent les témoins. (...)

Psychologiquement, l'Idéal est toujours un facteur très précieux d'hygiène et d'harmonie mentales pour l'individu. (...) La propagande, par exemple, sous la forme des affiches est un ressort formidable d'hygiène mentale et cela (...) pas seulement dans le cas où il s'agit d'affiches qui diffusent des conseils sanitaires, mais simplement dans le cas d'affiches de propagande politique ou sociale révolutionnaire et antifasciste.

La vision de l'affiche antifasciste - haut-parleur de papier qui nous appelle avec sa voix silencieuse - détermine chez le milicien une réaction émotive salutaire, en faisant vibrer cet Idéal, qui est la fine fleur de son esprit. (..

[Il faut] réveiller chez tous l'inquiétude pour résoudre les questions posées et assurer avec elles la santé mentale du milicien afin qu'il puisse surmonter le moment amer et les épisodes tragiques de la guerre et faire irruption, gaiement et plein d'espoir, aux portiques de la Nouvelle Ere. [Fin] " 4



4. *Boletín de Información CNT-FAI*, 27 février 37. Il est intéressant de mettre en parallèle ce texte avec un article intitulé "Les médecins devant la guerre", paru en janvier 36 dans *Tiempos Nuevos* : à un peu plus d'une année de distance, le Dr Martí Ibañez justifie avec un certain brio ce qu'il réprouvait naguère, avec toute sa faconde habituelle. Imprégné de spiritualité indienne (il présenta à Madrid, son doctorat sur l'"Histoire de la Psychologie et Physiologie mystiques de l'Inde"), Félix Martí Ibañez avait été - avant le 19 juillet - un ardent propagandiste des thèses pacifistes. En sa qualité de médecin, il fut la principale antenne sur Barcelone du "Comité médical international pour la prophylaxie de la guerre", fondé en Hollande en 1933. En guise de comparaison quant au virage à 180° effectué par sa pensée, voici quelques courts extraits de son plaidoyer antiguerre du début 36 : "(...) Avant tout, il faut, à mon avis, que tous les médecins, comme préliminaire à n'importe quelle position qu'ils adoptent, fassent leurs les paroles de Einstein : «*Si une nouvelle guerre éclatait, je me refuserais absolument à tout service de guerre, direct ou indirect, quelle que soit la cause de la guerre.*» Aucun médecin, avec la pleine conscience de sa mission, ne doit aller à la guerre pour favoriser, avec son travail de soulagement et de réparation des blessures, l'assassinat collectif qui, par mégalomanie dans les hautes sphères et docilité dans la masse, se commet sur le front de bataille. Nous ne devons pas mettre notre profession au service d'impérialismes césaristes, ni au service de patriotismes fratricides. Le médecin le plus courageux ne sera pas celui qui ira dans un hôpital de sang se couvrir de gloire, mais celui qui risque tout, en niant à la guerre son aide professionnelle. (...) Ce qui est fondamental, c'est de se souvenir que la guerre a, comme répercussion animique sur ceux qui la vivent, la conséquence de détruire le plan culturel et conscient et de libérer ce fauve brutal et destructeur qui se trouve dans les profondeurs de notre esprit. Ou, dit dans un langage plus psychologique, elle libère les plans stratifiés profondément dans l'esprit, en transformant l'homme en une bête sadique et cruelle qui obéit purement aux puissances destructrices de sa mentalité. (...) Aujourd'hui plus que jamais, les médecins, connaisseurs des subtilités de l'esprit humain, ont le devoir de créer une culture humaniste qui prépare le peuple à régir ses propres destinées historiques." Et, comme à l'accoutumée, la plume de Martí Ibañez est toute trempée d'optimisme pour l'envoi final de son article : "Debout, frères prolétaires, travailleurs du poir et du front ! Ouvrez les esprits à la lumière rayonnante de la Paix !"

## CONTESTATION DES DÉFILÉS ET DE L'EMBRIGADEMENT JUVÉNILE

Passées les premières semaines de liesse, les parades martiales indisposèrent une partie des milieux anarchistes. Les défilés militaires firent l'objet de critiques, car - outre leur trop grand nombre - il leur était reproché de gaspiller l'énergie et l'enthousiasme, et de représenter une vaine démonstration de vanité.

En soi, le défilé militaire heurtait la traditionnelle sensibilité antimilitariste des libertaires, une telle procession en uniforme, savamment orchestrée, offrant l'image crue de l'univers militaire : marche cadencée, visages de marbre, rangs serrés, séparation rigide des divers grades, étalage de la panoplie guerrière, ... L'acceptation de la guerre et de la militarisation de la part de beaucoup de libertaires demeurerait probablement toutefois peu compatible avec les défilés, qui symbolisaient, au grand jour et de manière trop saisissante, l'évolution militaire de ces mêmes milieux d'avec leurs principes si longtemps proclamés.

Une partie de la presse anarchiste se fit l'écho d'un scepticisme agacé à l'endroit des parades militaires. Dans *Tierra y Libertad* par exemple, le nommé Mingo exprimait, en date du 17 septembre 36, son désaccord par le texte "Impressions du moment : des défilés spectaculaires, mais non pratiques" :

" (...) Nous avons assisté ces jours à plusieurs défilés de miliciens. Nous avons vu que durant ces défilés, les tramways n'ont pas circulé, ni les autobus, soit les seuls véhicules qu'à l'heure actuelle le citoyen barcelonais peut utiliser pour se déplacer d'un endroit à l'autre, avec le grave inconvénient de ne pouvoir régler ses affaires le plus rapidement possible, compte tenu des circonstances actuelles. (...)

Quelle nécessité y a-t-il que tant d'armes et tant d'hommes marchent au son de clairons et de tambours, comme si les régiments, formés de jeunes irresponsables de leurs actes, existaient encore ? Pourquoi marcher par où le militarisme

avait marché, si c'est comme pour dire au peuple que le militarisme n'est pas encore mort ? Dans les temps de révolution, les défilés sont de trop et les faits parlent.

Ce n'est pas grâce à beaucoup de ces promenades « martiales » que l'on manie mieux le fusil, ni qu'il y a plus de hardiesse dans la lutte. Au contraire, elles nuisent notablement au défenseur authentique des libertés du peuple et à son économie."

Le quotidien *Acracia* (10 février 37), dans sa rubrique "Profils de la vie locale" pesta également contre "ces spectacles gratuits" qu'offraient les défilés à Lérida.

" (...) Il est à noter qu'il ne manque aucun détail au défilé. La musique et tout. (...)

A l'efficacité de ces défilés répondrait l'apparition - à un jour fixé, dans l'entrée d'une de ces rues qui conduisent vers le passage, théâtre de ces opérations militaires - de forces ennemies. Ce serait une chose amusante de voir si le défilé en colonne par trois, les tours et demi-tours de géométrie rudimentaire, continueraient avec une telle prestance.

Et que l'on nous pardonne si nous avons recouru à cette supposition. [Fin]"

Un reproche de poids qui fut formulé à l'encontre des exhibitions militaires, c'était de frapper intensément l'imagination des enfants en les entraînant dans des voies nocives pour leur développement éthico-intellectuel. Le dirigeant anarcho-syndicaliste Juan Peiró, dans un texte destiné à ramener de la mesure dans les esprits - "La guerre est chose plus sérieuse" (*La Noche*, 19 septembre 36) - s'en prit résolument à la manipulation des esprits juvéniles à des fins militaires

" (...) De temps à autre, nous voyons à présent dans les rues quelque chose qui nous rappelle que le Carnaval est arrivé à contre-temps. Il y a des gens qui déguisent les gosses aux couleurs des miliciens. La raison de ce Carnaval à

1. L'éditorial de *La Noche*, 26 février 37, "Il faut canaliser l'enthousiasme" attaquait aussi le caractère superfétatoire des défilés, pour s'achever ainsi : "Hommes et armes au front, pas dans des défilés. Plus nous donnons de sérieux à la guerre, plus nous aurons gagné le droit au respect du monde entier et plus sera proche l'heure du triomphe." Le surlendemain pourtant eut lieu une énorme manifestation unitaire (avec la participation de la CNT) dans le centre de Barcelone, dont le titre de l'article de l'*ABC* (de Madrid du 28 février) donne une idée "L'Armée régulière catalane défile sous la bannière républicaine parmi l'enthousiasme délirant de la foule."

contre-temps ne provient pas d'une question de sentiment, ni d'un sentiment à l'égard de la cause de l'antifascisme. Les petits et les petites ainsi déguisés n'ont pas l'âge pour aimer ou haïr ce qui rend l'Humanité malheureuse. On les déguise en miliciens de la même façon qu'avant, les parents de ces petits et de ces petites les déguisaient pour aller prendre la communion et l'on peut dire que si beaucoup de ces parents déguisent leurs enfants en miliciens, c'est parce qu'eux ne sont pas capables de s'habiller ainsi et d'aller au front afin de lutter pour cela même que leurs enfants ne peuvent et ne doivent pas encore sentir. (...)

Ne pouvant former une colonne avec des hommes accomplis et des jeunes forts des centuries sont formées avec des enfants sans conscience de ce qu'ils sont et de ce qu'ils désirent, manquant trop d'expérience pour comprendre qu'un bas égoïsme de secte [à savoir "les ambitions et les appétits" des colonnes rivales] les transforme en chair à canon. (...)

Conduire des enfants vers le front de guerre, pour qu'ils se suicident comme ces petites bêtes qui se laissent surprendre sous les autos ou pour qu'il entravent ceux qui se battent, c'est un fait qui mérite la récrimination des gens sensés et responsables. (...) La guerre est une chose sérieuse, elle a que que chose de tragique et c'est à la fois lamentable et méprisable que, pour un égoïsme de fanion, l'on introduise les enfants dans les choses sérieuses et tragiques.

Et avec cela, amis, il faudra que l'un ou l'autre de ceux qui doivent en terminer le fassent, parce qu'il y a des choses honteuses qui nous mettent tous en évidence. [Fin] "

Au sujet du refus de l'embrigadement belliciste des enfants - thème déjà abordé dans le chapitre Les enfants et la guerre -, il convient de mettre en valeur la constance de l'hebdomadaire des Jeunesses Libertaires de Catalogne, *Ruta*, dans sa profonde réprobation de la propagande guerrière auprès des petits. Comme exemple de cette fermeté, voici l'intégralité de l'article paru en date du 7 novembre 36 et dont le titre est précisément "Les enfants et la guerre" :

" C'est une immoralité sans nom, un crime inqualifiable, d'inculquer aux enfants la haine de leurs semblables. Stimuler chez les enfants l'esprit guerrier, exciter l'enfance vers le crime, leur enseigner à tuer au lieu de leur enseigner à aimer, c'est le propre de déséquilibrés ou de probables bourreaux.

Cela s'explique que Mussolini et Hitler empoisonnent et déforment l'enfance, en la militarisant; mais, ce qui ne s'explique pas, c'est que se comportent ainsi ceux qui disent lutter pour une société de paix et de justice.

Flatter la vanité infantile avec des uniformes, essayer d'attirer les enfants en leur montrant et en leur promettant des fusils et des cartouchières, c'est répugnant et odieux. Seuls peuvent réaliser de pareils actes de sauvagerie ceux qui dans leur for intérieur nourrissent des désirs de tyran.

Nous devons extirper la haine des coeurs infantiles. C'est pour nous une obligation de les distraire, dans la mesure du possible, de la cruelle tragédie que nous vivons. Leurs cerveaux en formation ne peuvent au nom de rien ni de personne être déformés par la haine, la rancœur et les désirs de vengeance.

Un camarade du front nous écrivait, il y a quelques jours : « Mon gosse Renald, devenu terrible, s'était mis à demander, à chaque instant, à sa mère qu'elle lui achète un *pitolet pour tuer les falistes* [sic]. Pauvre petit ! Ses paroles s'enfoncent dans mon coeur comme des dards ! Que c'est douloureux d'entendre parler ainsi les gamins ! J'espère que la nouvelle société, pour laquelle nous luttons depuis longtemps et pour laquelle nous offrons maintenant notre vie, saura lui faire oublier ces moments désolants et tragiques, en lui donnant une culture saine et libre. » Ainsi s'exprime un père qui sent la responsabilité contractée en donnant la vie à un nouvel être, un père qui lutte avec courage pour abattre le fascisme, en rêvant à l'avenir de son fils et à l'avenir de tous.

Assez de militarisation infantine ! Nous ne voulons plus voir d'enfants avec des uniformes, buffleteries et pistolets ! Celui qui l'encourage est un irresponsable ou un ennemi déclaré du bonheur humain !

Aux enfants, il faut leur enseigner à aimer, non à haïr. Pour l'enfance, des livres, des écoles, de l'air et du soleil. " <sup>2</sup>

2. Voir aussi notamment dans *Acta* deux textes réprobatifs du même genre dans les Nos du 14 novembre 36 et du 1<sup>er</sup> janvier 37.

## COCASSERIE MILITAIRE

La guerre, phénomène de démesures, fait ressortir les extrêmes de la nature humaine et pousse aux paroxysmes.

Dans ce tourbillon chaotique que charrie la guerre, le tragique côtoie le grotesque, la cruauté voisine avec l'altruisme, l'humilité croise la mégalomanie; l'exacerbation des sentiments provoquée par les hostilités amène souvent une dose inhabituelle de cocasserie.

L'on trouve ici et là dans la presse anarchiste des éléments touchant à l'incongru, des anecdotes qui sont finalement très parlantes quant à l'épopée politico-mentale qu'ont constituée la guerre et la révolution.

La panoplie des armes que la guerre sortit au grand jour impressionna fortement beaucoup d'esprits au point qu'à l'arrière, certains se mirent à singer l'image du combattant au front, en arborant, sans aucune nécessité militaire, tout un bric-à-brac guerrier.

Le spectacle de la rue est le grand révélateur des mentalités et du changement des coutumes, et, ainsi que l'exprimait judicieusement *Pluma Libre*, "la rue est le grand théâtre, enseigne et reflet de la vanité, de l'orgueil et de l'ambiguïté des personnes sans avis personnel".<sup>1</sup> Ce même journal (31 janvier 37), sous la signature de J. G. Guillaumet se moqua, dans l'article "Critique", des fanfarons et des mythomanes de l'arrière :

" Celui-là, nous l'avons vu au sous-sol de la Place de Catalogne [à Barcelone], habillé comme un fils à papa, mais il avait la tête couverte d'une casquette de style russe, sur laquelle brillait une étoile rouge, sur la salopette une breloque avec le poing antifasciste et avec l'inscription no pasaran! [ils ne passeront pas] et dans la poche supérieure du veston une pochette rouge et noire aux couleurs de l'anarchisme. Il en ressortait ainsi une encyclopédie d'insignes, mais le plus remarquable, c'était le revolver qui lui pendait

1. Article de Folki, "Choses de la rue", *Pluma Libre*, 6 décembre 36.

au-dessus du ventre, sûrement sous le nombril et parallèlement à la braguette.

Mon compagnon, plus sévère dans ses jugements, fit cette observation : celui-ci est intérieurement un fasciste. Mais moi, davantage bienveillant, je lui répondis, ce n'est pas précisément qu'il soit fasciste, c'est plutôt un poseur, qui, dépourvu des attributs de l'homme qu'il devrait avoir derrière la braguette, croit les surmonter en plaçant à cet endroit un revolver.

Un autre, je l'ai vu avec un pistolet et avec un couteau de marchand de chèvres, un couteau plus long qu'un jour sans pain (déjà que maintenant l'on peut mesurer une pareille longueur) et avec plus de ressorts qu'un canapé. Sûrement qu'avec ce couteau, il ne saurait ni se couper les ongles, ni se curer les dents, ni même couper des tranches de pain et, par conséquent, encore moins faire une égratignure dans la peau d'autrui, n'ayant pas de si mauvaises intentions.

Il y a aussi celui qui provient du terrain qu'occupent les fascistes et qui put heureusement fuir, chose raisonnable. Mais, il vient t'expliquer une foule d'aventures, en te racontant des combats, en rêvant de canons, de bombardements aériens mitrailleurs, bref, il en ressort comme un héros. Bon, ensuite viennent des compagnons du même endroit qui affaiblissent la totalité ou une partie de ce qui a été dit par ce Tartarin, et il en ressort qu'il n'a pas tiré un seul coup de fusil. (...)

De ces vaillants en carton pâte, quoique peu nombreux, il en reste quelques-uns. Dans les premiers jours de cette tragédie, quand nous croyions que cela durerait SEULEMENT 15 JOURS, OU AU PLUS UN MOIS [souligné par moi], il y avait l'excuse de se laisser emporter par l'imagination, en nous croyant un Pancho Villa, un Sandino nicaraguayen ou national (...) ou des émules des malheureux Ascaso et Durruti, notre imagination souhaitant que notre personne s'incarne dans le guérillero préféré de nos romans ou de l'histoire. Mais aujourd'hui où la tragédie est à son comble, ces simagrées ne nous font plus rire; elles nous indignent et nous attristent, en pensant que tant de douleur sert à certains, comme une mode de plus qui demain sera déjà passée, alors que cette douleur doit rester gravée comme un souvenir éternel des générations présentes et à venir. Faire rire dans la tragédie est doublement tragique. Le moment exige le sérieux. [Fin] "

"La pédanterie et la Révolution" fit le thème d'un article spirituel du juriste E. Barriobero y Herrán dans la *Solá* du 25 avril 37. Cet avocat se disait tellement passionné par les "cas" de pédanterie révolutionnaire qu'il an-

nonçait souhaiter "en garder beaucoup d'inédits pour les placer dans un livre quand arrivera le calme". Ce livre n'a probablement jamais paru, mais, heureusement pour nous, E. Barriobero narra déjà dans son article plusieurs "cas" dignes d'intérêt :

"Ce n'est pas seulement dans la nôtre, mais dans toutes les révolutions de l'Histoire, que la pédanterie fit acte de présence et, avec sa petite caisse de couleurs bon marché, elle essaya de nuancer la physionomie sévère et majestueuse des grandes oeuvres, comme si les grandes oeuvres ne naissaient pas avec leur nuance définitive. (...)

de curieux exemples de pédanterie révolutionnaire: celui qui vend des bas et des soutiens-gorge dans un commerce «contrôlé», habillé en milicien et couvert d'une copie en toc de bijouterie emblématique sur la poitrine, sur le cou et sur les revers. (...)

Celui qui fait frire des patates ou qui assaisonne des escargots dans la cuisine d'une gargote «contrôlée» avec un pistolet mitrailleur et trois chargeurs, le tout suspendu à un ceinturon. (...)

Un petit magistrat imberbe, à qui un garde demandait s'il était avocat, e qui, bombant le torse et gonflant la gorge comme le crapaud (...) qui sort pour voir la pluie, lui répondit :

- Je suis plus, camarade. Je suis un technicien de l'Administration de la Justice.

Et le gardien qui n'a pas l'obligation de savoir distinguer l'empirique du technique, lui présenta les armes. " 2

2. Cet article se termine justement sur une anecdote judiciaire, où transparait le déclin de l'influence de la CNT-FAI : "Il y a quelques semaines, chargé par la Régionale CNT-FAI, je me suis rendu dans un Tribunal Populaire pour défendre quelques compagnons, capricieusement poursuivis par la « Justice », comme au temps de La Cierva ou de Badia, pour lesquels on alla jusqu'à demander la peine de mort. Quand j'entrai dans la Chambre, un camarade qui avait été mécanicien jusqu'au 18 juillet me prit par le bras pour m'emmener vers l'embrasure d'une fenêtre - les embrasures des fenêtres paraissent les lieux destinés par l'architecture moderne aux confidences transcendantes - et durant plus de dix minutes, il me donna des instructions sur la manière, la forme et le mode qu'il fallait utiliser pour présenter la défense. Déjà, l'abondant étang de ma patience était en train de se sécher. J'allais lui dire, sans doute avec un geste dur et rude : - Mais oublies-tu ou ignores-tu que cela fait trente-cinq ans que je me consacre à ces occupations ? quand, quelqu'un qui interpréta mon intention s'approcha de nous et m'avertit, avec une admirable opportunité : - Le camarade est le bras droit du conseiller de la Justice [il doit probablement s'agir du conseiller de l'UGT/PSUC, Rafael Vidiella]. Je l'examinai alors avec le respect qui, en ces temps, est dû aux autorités, à leurs dossiers en suspens et à leurs employés; je vis, en plus, qu'il portait une serviette aussi grande qu'une valise, et je me pliai en le remerciant, en honorant le sens révérenciel que la pédanterie eut toujours dans toutes les révolutions de l'Histoire."



La guerre fournit aussi aux inventeurs en tous genres l'occasion de proposer leurs nouveaux projets. Ainsi, un mécanicien CNTiste, chauffeur de profession et membre de la Colonne Durruti, du nom de Ramón Angelats, mit, paraît-il, - au point un "lance-flammes très bon marché, qui propulsait des bombes incendiaires de 4 à 8 kg à une distance de trois à quatre cents mètres". Cet inventeur s'intéressait également à "un système pour lancer des bombes avec des parachutes." <sup>3</sup>

\* \* \*

Une certaine insouciance et inconscience dans la manière d'envisager la vie au front fut parfois stigmatisée, comme dans le cas de l'article, signé "Le lutin de la caserne", paru dans *Durruti* du 10 avril 37.

" Bien qu'il soit clair que la vie sur les fronts est une chose ennuyeuse, désagréable, pleine d'immobilité", il ne doit plus être question d'organiser des matches de football et autres "bals délicieux", expressions d'une dangereuse désinvolture, car "un jour, en nous réveillant comme d'habitude, il ne nous resta que le temps de courir sans même avoir eu la possibilité de nous habiller."

Ce même journal de caserne, sous la plume du nommé Julio Macanás Palazón demandait (27 mars 37) "un peu plus d'austérité" dans les actes de la vie quotidienne, en prenant pour contre-exemple le gaspillage que représentait le bavardage téléphonique d'"un compagnon", car "des compagnons ainsi, on ne peut leur donner un tel nom, puisqu'ils ne font qu'interrompre le dynamisme si nécessaire en ces moments décisifs" :

" (...) « Une fois en accompagnant le compagnon (à ce qu'il paraît) au téléphone, il demande à parler à sa famille, il décroche l'écouteur, compose le numéro correspondant, et bien sûr il obtient la concierge.

- Etes-vous la concierge de Monsieur Un tel ? ... Alors ayez la bonté de l'aviser pour qu'il vienne au téléphone.

Il s'écoule, au mieux, quinze minutes.

- Bonjour Monsieur Un tel. Je suis Un tel. Comment avez-vous passé la nuit ? Et la demoiselle, va-t-elle bien ? Vous êtes-vous bien reposé ? Et les

3. Reportage paru dans *Mi Revista*, du 1<sup>er</sup> mars 37, qui précisait que "bien que Ramón Angelats ait trente-sept ans, nous pouvons l'appeler gamin, un gamin magnifique qui met en évidence l'héroïsme et la foi des braves combattants du noble idéal !"; la *Solá*, en date du 3 février 37, avait également présenté ce bricoleur inventif qui s'appêtait, au début mars, à faire le voyage de Valence pour soumettre son projet au président Caballero.

enfants, ont-ils pris leur chocolat ? Alors, j'en suis très, très content. Toutes mes meilleures salutations et dites chez vous que je pense beaucoup à vous tous. Au moment où j'aurai une permission pour sortir de la Caserne, je passerai pour vous saluer personnellement. Faites pour moi la bise aux enfants ...»

Bon, et ensuite il y eut un chapelet de sottises, en demandant des nouvelles de toute la famille. "

\* \* \*

La façon dont la guerre était rapportée, par certains correspondants au front ou par divers journalistes, était tellement teintée d'exagérations et d'in-vraisemblances, que quelques journaux protestèrent publiquement contre ce manque flagrant de déontologie.

La *Solà* pesta contre "la frivolité qui, dans la guerre, est une arme très dangereuse" en affirmant qu'"il faut en finir avec ces prétendus correspondants de guerre qui écrivent leurs chroniques et leurs reportages depuis la table d'un café, à cent kilomètres de distance du front, et qui se permettent de rêvasser sur des combats qu'ils n'ont pas vus et qui n'ont pas eu lieu".<sup>4</sup> Le quotidien barcelonais *La Rambla* s'était également plaint des "informations absolument fausses" au sujet du front d'Aragon que certains autres quotidiens de la capitale catalane colportaient, comme de procédés frauduleux qui pouvaient complètement désorienter le lecteur et le public :

" (...) Dans ces informations, l'on fait clairement référence à des avances qui ne sont pas réalisées, à des villages qui n'ont pas été occupés et à des faits qui ne se sont pas passés. Cette soif de notoriété journalistique, ce manque de contrôle et de sens de la responsabilité a comme conséquence la création d'une position absolument désavantageuse pour les journalistes qui, désirant servir résolument la révolution, ne se prêtent pas à ce jeu, contraire à la morale de guerre, qui crée un confusionnisme extrêmement pernicieux. Elle nous crée une situation désavantageuse, non seulement devant nos lecteurs, qui peuvent penser à de la négligence ou à de l'incapacité de notre part, mais le plus grave c'est face au public, qui peut croire que nous lui cachons les choses, que nous

4. Article repris par le *Diari Oficial del Comité Antifeixista i de Salut Pública de Badalona*, 3 octobre 36.

ne les avons pas vues ou que nous nous sommes pas renseignés pour savoir quand et comment elles se sont produites. " <sup>5</sup>

\* \* \*

Les bombardements qui s'abattirent sur la capitale catalane eurent au moins un effet nocturne positif, si l'on en croit *Mi Revista* (1<sup>er</sup> avril 37), qui notait dans sa rubrique "On parle à Barcelone ..." : "... du plaisir que donne à quelques amoureux la confortable obscurité des rues." Toujours dans cette rubrique de ce même No, les difficultés de ravitaillement suscitaient des considérations nostalgiques, puisque l'on parlait "... de la totale disparition des patates, que les jeunes filles romantiques appellent «le divin tubercule»."

L'art culinaire souffrit beaucoup des restrictions dictées par l'économie de guerre; pourtant, des cuisiniers ne désarmaient pas et recherchaient avec ingéniosité la meilleure manière d'accommoder la disette.

*Gastronomía*, la revue anarcho-syndicaliste de "l'industrie gastronomique", contenait une section "Menus de Guerre", assurée par un certain "Gourmet", qui exposa, dans le premier No (3 septembre 37) de cette publication, le sens de sa rubrique :

" En temps de guerre, notre position de Cuisiniers nous oblige, plus que jamais, à suppléer au manque d'aliments avec habileté et bon goût, devant nous efforcer que la nourriture soit agréable au palais et à la vue.

Dans cette section «Menus de Guerre», on indiquera la manière d'assaisonner des plats qui soient en accord avec les circonstances du moment et dans lesquels les matières premières qui manquent seront suppléées par d'autres proches, aussi nutritives et agréables. "

Et voici quels étaient les trois premiers menus conseillés :

- "Une soupe végétarienne pour 100 personnes"
- "Du riz avec de la morue pour 500 personnes"
- "Un potage campagnard pour 300 personnes".

5. *La Rambla*, 2 septembre 36 (reproduit dans *ABC/Madrid* du lendemain). A cette époque, ce quotidien exprimait les vues des nationalistes catalans de gauche modérée et il n'était pas encore passé sous le contrôle du PSUC.

## FEMMES ET FRONT

Dans la liesse des premiers départs de colonnes, différentes femmes se joignirent aux hommes en partance. Toutefois, la présence féminine au front causa rapidement des problèmes : jalousies entre les miliciens, maladies vénériennes, brèches dans la discipline, complications dans l'intendance et dans l'engagement face à l'ennemi.

Vers la fin de l'automne 36, il ne restait pratiquement plus de miliciennes-soldates combattant directement sur les lignes de feu, les femmes ayant été renvoyées à l'arrière ou travaillant dans les hôpitaux de guerre. Dans la colonne Durruti, par exemple, au début octobre, "les compagnes" des miliciens "pouvaient venir passer deux jours sur le front, après quoi elles retournaient à l'arrière".<sup>1</sup>

L'imagerie, qui avait fleuri autour de la femme en uniforme de milicien et arborant, gravement et fièrement, un fusil, ne dura pas davantage, car la femme en revint rapidement à son statut d'épouse/compagne-soeur-mère, voyant alors exalté son rôle de suppléante dans l'économie de l'arrière. C'est dans ce contexte que la *Solà* s'éleva contre la "frivolité" qui animait certaines femmes jouant aux guerrières :

" (...) Les femmes qui se donnent de grands airs avec un mono [salopette de la milice], dans les rues du centre de la ville, ont confondu la guerre avec un carnaval.

Il faut plus de sérieux et en finir avec ces revues qui publient des photographies de femmes armées d'un fusil qui, de leur vie, n'ont jamais tiré un coup de feu. " <sup>2</sup>

En rapport avec le retour de la femme à la condition de civile, le reportage futile publié par *La Noche* (5 octobre 36) sur une "milicienne blonde", "ma cotte" d'un régiment représente l'un des ultimes articles dédiés à la femme que

1. Interview de Durruti à CNT de Madrid, reprise dans *L'Instant* du 8 octobre 36

2. Article reproduit dans le *Diari Oficial del Comité Antifeixista i de Salut Pública de Badalona*, 3 octobre 36.

rière.

Dans ce long texte, le reporter présente la seule milicienne du "8<sup>ème</sup> Rapide", nommée Lola Montseny, dont la bonne humeur et l'entrain stimulent la vie de son unité, qu'elle invite souvent à entonner des chants révolutionnaires

" (...) Lola Montseny, jolie mascotte du 8<sup>ème</sup> Rapide, subvient aux tâches guerrières, en préparant les charges de poudre. (...)

Dans une conversation, la milicienne aux boucles d'or dit à un camarade : - Je suis partie de Barcelone avec la colonne des Aiglons [dirigée par Juan García Oliver], parce que mon fiancé s'en allait dans celle-ci. Nous avons été ensemble dans les terres aragonaises, mais, comme sa jalousie ne me laissait plus vivre, en arrivant à Castilsabás, je suis entrée dans le 8<sup>ème</sup> Rapide. Ici, je serais contente de tout si ce n'était la nostalgie qui m'assaille parfois ... Mais mes peines ne durent que jusqu'à ce que nous nous mettions à chanter."

## DURRUTIDOLÂTRIE

La mort de Buenaventura Durruti déclencha un phénomène d'idolâtrie autour de la personne du grand leader disparu.

Profondément populaire, entouré d'une sorte de légende sur son passé d'activiste au service des exploités, Durruti jouit d'un ascendant énorme sur les masses, et l'irruption de la guerre civile en fit sans doute le plus prestigieux des chefs militaires du camp antifasciste.

L'annonce de son décès provoqua une gigantesque vague de tristesse populaire et son enterrement, le dimanche 22 novembre 36, dans les rues de Barcelone, rassembla environ un demi-million de personnes, ces funérailles représentant l'une des manifestations ouvrières les plus marquantes de l'histoire du prolétariat.<sup>1</sup>

Durruti disparu, c'est tout un culte qui va être rendu à son effigie. La philosophie et la pratique anarchiste s'inscrivent, sans ambages, en faux contre tout culte de la personnalité rendu à tel ou tel leader et, dans cette mesure, la vénération accordée à Durruti peut être considérée comme directement proportionnelle au recul de l'esprit libertaire. Cet étonnant développement de dévotion, encouragé par la majorité de la presse anarcho-syndicaliste, s'explique, partiellement, en raison des *impasses* mêmes dans lesquelles se trouvait alors engagé le mouvement libertaire espagnol. En novembre 36, quatre anarchistes de renom étaient entrés au gouvernement central, plusieurs CNTistes faisaient partie du gouvernement de la Generalitat, et le mouvement anarchiste s'était lancé activement dans la voie de la collaboration politique et de la révision de son antimilitarisme traditionnel. Face à un certain désarroi idéologique que devaient ressentir alors les militants, l'image de Durruti permettait, de façon diffuse, de croire ou de prétendre à la continuité des principes : Durruti, homme d'ac-

1. La foule était à ce point dense, tout le long du parcours et au cimetière, que l'inhumation ne put s'effectuer que le lendemain. Voir la saisissante description des funérailles donnée par Kaminski, op cit, pp 59-65.

tion légendaire, guérillero du peuple devenu une espèce de général, incarnait, aux yeux des masses, la simplicité et la droiture d'un personnage d'épopée. La figure de Durruti symbolisait ainsi le volontarisme du prolétariat en lutte pour son émancipation et constituait une image compensatoire, simple et rassurante face aux complexités arides de la situation historique.

La lecture des hommages rendus par la presse au moment de sa mort est très révélatrice de ce glissement vers une forme classique de culte de la personnalité :

Le gros titre barrant toute la première page de l'édition du 22 novembre de *La Veu de Catalunya* exprime très clairement l'idée d'immortalité qui va entourer dès lors le personnage : " Ils t'ont tué Durruti, mais tu n'es pas mort! Quant à *Vida Nueva* (de Villanueva y Geltrú, 25 novembre), ce journal estime que Durruti, "héros véritable de la Révolution, est descendu dans la tombe avec une auréole glorieuse et immortelle".

La volonté de venger la mémoire du héros est souvent invoquée, comme en témoigne "le manifeste de la colonne Durruti à l'occasion de la mort de celui-ci" : "(...) Aucun ne fut plus aimé, ni plus affectueux que notre Durruti. Nous ne pleurerons pas sa mort; mais nos yeux seront troublés et nos poings serrés jusqu'à l'extermination du dernier de nos ennemis [sic] .

Nous défendons un idéal; nous luttons pour une vie meilleure; rien de plus en nos coeurs que des désirs humains.

Mais à tout cela, aujourd'hui, s'ajoute une nouvelle consigne : LA VENGEANCE.

Unis par Durruti dans sa colonne, nous serons unis pour sa vengeance. Nous luttons comme des hommes, nous allons lutter comme des fauves. " <sup>2</sup>

Dans l'expression des éloges adressés, la psychanalyse trouverait un riche matériau d'études, notamment pour ce qui est de l'image du père, ou du frère qui fut souvent accolée à Durruti.

*Luz y Fuerza* (décembre 36) invoque, avec des effets de miroir, l'image de ce père/frère perdu : "Durruti est mort. Ainsi, sans formules admiratives, sans exclamations vaines, comme un enfant de bronze, il aurait dit à sa mère, dans la forge du foyer : père est mort. Et ainsi dit, il aurait empoigné ensuite le marteau et il aurait frappé avec furie le fer incandescent sur l'enclume. (...)

2. Texte repris et traduit par le *Bulletin d'Information CNT-AIT-FAI*, 3 décembre 36.

Le frère est mort : allons récolter la moisson. Ensuite, semons à nouveau. Gloire, maître. Mère ... un homme est mort ! "

*Mi Revista* (1<sup>er</sup> décembre 36) résumait le sentiment qu'inspirait "la mort d'héros", du "caudillo [sic] de milliers d'hommes qui le suivaient avec la foi du pèlerin" : "La Révolution a perdu son homme le plus représentatif; l'Espagne antifasciste, un héros difficile à dépasser, le peuple, son guérillero le plus romantique ... " Et Eduardo Sanjuán terminait son hommage de la sorte : "C'est avec une profonde émotion que je dédie ces lignes au saint [sic] laïc". Dans son numéro suivant (du 15 décembre), *Mi Revista* publiait un dessin représentant un milicien le doigt tendu vers le lecteur - à la manière des affiches «engagez-vous» - avec pour légende : «Toi ! souviens-toi de Durruti».

Un texte, signé par J. G. Guillamet dans *Pluma Libre* du 6 décembre 36, reflète particulièrement bien, en reproduisant la réaction spontanée d'enfants, l'importance démesurée qui avait été attribuée à Durruti, assimilé implicitement quelquefois à un *sauveur suprême*, et qui avait souvent une forte emprise sur les âmes féminines :

" (...) Durruti est mort ! s'exclamèrent nos compagnes avec la douleur de celle qui perd un fils, de celle qui perd l'être le plus aimé, dans lequel était placé tout leur espoir pour leur émancipation. Parce que pour elles, Durruti représentait et personnifiait l'amour filial et fraternel.

Papa, Durruti est mort ! C'était la première chose que nous lançaient nos tout petits en arrivant à la maison, avec la tristesse peinte sur leur innocent visage. Maintenant, les fascistes vont venir ? demandaient-ils craintifs ?

Car dans leur imagination infantile, ils concevaient Durruti comme un bon géant qui, avec sa poitrine de colosse<sup>3</sup> et ses bras musclés, repoussait les dégoûtants pygmées fascistes, pour qu'ils ne tuent pas plus d'enfants, de femmes et de vieux. "

3. Le corps puissant, pétri de virilité du beau héros fut évoqué, à peu près dans les mêmes termes, par Federica Montseny qui fut chargée par la CNT de prononcer le 21 novembre, à Madrid, une allocution radiophonique : "(...) Tous vous le connaissez, tous vous avez vu son torse d'hercule et sur son visage à moitié sauvage, les yeux, les yeux de l'enfant, les yeux de son regard clair et le sourire caractéristique, le sourire qui révèle son âme. Son âme infantile, son âme pure son âme grande qui peut se définir comme je l'ai déjà dit avant, l'âme d'un enfant dans un corps gigantesque." Discours reproduit dans *Horizontes*, 15 décembre 36. A souligner que l'emprise de Durruti sur l'imagination enfantine était déjà très forte quelques semaines après le 19 juillet, puisque dans un reportage de *La Noche* (15 août) sur l'ordre révolutionnaire à "San Andrian de los Besos", localité jouxtant le nord de Barcelone, nous était présenté le cas d'"un enfant inconnu qui ne veut pas s'appeler autrement que Durruti".



Si l'émotion qui s'était exprimée immédiatement après la mort de Durruti peut expliquer certains *débordements*, il n'est par contre guère possible, d'un point de vue libertaire, de justifier la piété qui fut entretenue par la suite (et jusqu'à nos jours) autour de ce *héros*.

L'héritage politique de Durruti fut diversement revendiqué. Les communistes et les formations qui n'approuvaient guère la révolution virent volontiers en lui un leader populaire, au charisme particulièrement affirmé, qui avait su se montrer *raisonnable* et accepter les limites que dictait la guerre (ne lui avait-on pas prêté la phrase, très controversée : « Nous renonçons à tout, sauf à la victoire »). Les organisations anarcho-syndicalistes en firent un martyr, qui s'était sacrifié pour ses idées révolutionnaires et pour la cause de l'anti-fascisme. Enfin, le personnage de Durruti fut prôné comme l'exemple du leader énergique et radical, *pur et dur*, par le courant qui se regroupa, au début mars 37, sous l'appellation des « Amis de Durruti » et qui entendait continuer la révolution, en exprimant une certaine attirance pour les méthodes du bolchevisme.

La postérité durrutienne se manifesta également par des cérémonies, des commémorations et par des objets. Ainsi, la grande artère de la Via Layetana fut rebaptisée Via Durruti et, le dimanche 27 juin 37, l'inauguration d'une plaque à l'effigie du héros, située devant la Casa CNT-FAI, rassembla quelque cent mille personnes.<sup>4</sup> Un cinéma construit dans le centre de Barcelone, en pleine guerre, en fit son nom; une grande exposition monographique fut, toujours à Barcelone, organisée à fin 38, par la 26<sup>ème</sup> division, tandis que le journal *Mi Revista*, à l'occasion du premier anniversaire de la révolution, avait lancé un concours (doté de 500 pesetas) auprès de ses lecteurs afin de susciter des articles consacrés à cette figure légendaire.<sup>5</sup> De nombreux bustes furent confectionnés et un fabricant barcelonais de bonnets créa un modèle de casquette Durruti<sup>6</sup>, ...

4. La plaque était l'oeuvre du sculpteur Enrique Boleda et plusieurs ténors de l'anarcho-syndicalisme (García Oliver, Federica Montseny, Ricardo Sanz, Severino Campos) prirent la parole lors de la cérémonie; cf *Catalunya* du 2 juillet 37.

5. *Mi Revista* des 19 juillet 37 (No spécial) 15 avril et 1<sup>er</sup> décembre 38.

6. Publicité parue dans *Mi Revista* du 1<sup>er</sup> mai 37.

Très rares furent les réticences et les critiques qui osèrent s'exprimer à l'encontre du culte <sup>7</sup> qui était rendu à l'idole Durruti. Le quotidien *La Noche* se risqua, dans son éditorial "Idoles et icônes" du 20 novembre 37, à soulever la question de cette frénésie dévote, mais pour finalement rallier la ferveur populaire :

" Il est connu que les idoles et les icônes répugnent à la masse ouvrière en général et à l'anarchiste en particulier, parce qu'ils créent une adoration fétichiste et fausse, la plupart du temps; mais si cela est sûr, il n'en est pas moins vrai que l'idole - et sa naturelle expression vulgaire et tangible, l'icône - se produit en marge de la propre volonté des hommes, par une exaltation irrépréhensible et qu'il n'est pas dans notre intention de vaincre.

Il est indiscutable qu'un groupe d'hommes, au moyen d'une propagande habile est capable de créer une idole et que ce serait une bêtise de la révéler. Il n'en est pas moins discutable que les grands faits historiques forgent l'idole, que la tradition s'incorpore à l'iconographie, même si à cela les conseils les plus sensés et les plus prudents sont opposés. L'unique différence entre l'idole fautive et l'idole authentique, c'est que la première ne survit que rarement à son époque alors que la seconde subsiste à tout jamais. (...)

Qu'on le veuille ou non, par-dessus toutes les idéologies, Durruti sera une idole.

7. Parmi l'abondance des articles hagiographiques dédiés à Durruti, citons notamment deux textes dans le premier No de *Adelante* (2 janvier 37), l'article "Durruti est avec nous" paru précisément dans le journal *Durruti* (27 mars 37), divers articles où le terme de caudillo est employé pour qualifier ce leader, *Mar y Tierra* (novembre 37), *Faro* (12 novembre 37): "Deux génies authentiquement représentatifs de la race humaine espagnole : Cervantes, Durruti", *Horizontes Nuevos* (nov. 37 et déc. 37-janv. 38). Le journal *Alerta ... !* (20 novembre 37) fit paraître une homélie, où l'héritage durrutesque est revendiqué dans une perspective de révolutionnarisme radical : "Depuis sa tombe, il désavoue ceux qui, avec des couronnes, avec des fleurs, avec des discours et avec des manifestations, célèbrent l'anniversaire de son assassinat, puisqu'il ne peut plus se lever pour les gifler. C'est en avançant sur les fronts, en dépassant la production à l'arrière, en fusillant les lâches et les traîtres, en stimulant la révolution prolétarienne que l'on fait honneur à la mémoire de Durruti. Laissez Durruti tranquille dans le sépulcre; ne prononcez pas son nom pour ne pas le salir. S'il vivait, si en ces moments, il levait la tête et voyait à quoi lui a servi son sacrifice, il se suiciderait [...] en ayant honte de vous ou vous-mêmes vous l'assassineriez à nouveau. Entre Durruti et vous, il n'y a rien de commun. LAISSEZ-LE !!! " Enfin, signalons le No spécial que *Campo* (20 novembre 37) sortit sur Durruti "âme et chair du peuple".

Une année a passé (...) et c'est avec fièvre que le public cherche et encadre les portraits de Durruti. (...) Le sentiment l'emporte sur la raison doctrinale. (...)

Laissons le peuple faire son oeuvre, comme le lui dicte son coeur. L'humanisme est dans l'aphorisme qui dit : «Contre l'amour, il n'y a pas de raison». Donc, ne raisonnons pas et permettons que, demain, la tombe de Durruti apparaisse embellie par les fleurs très sincères de nos foules. [Fin] "

Le culte rendu à Durruti correspond au recul et aux aléas de la révolution, l'ancien chef militaire ressortant dès lors comme un personnage compensatoire.

Buenaventura Durruti fut transformé en homme providentiel, et ça et là, certains prétendent volontiers que, s'il n'avait pas disparu, le cours de la révolution et de la guerre en aurait été tout à fait modifié. Un tel mécanisme psychologique éclaire le processus qui voit, sur la scène historique, quelques leaders, une poignée de charismates se faire confier ou prendre les rênes des affaires de la communauté. Face à la complexité du phénomène de changement des structures sociales, la tentation est forte au sein des masses de s'en remettre dévotement à quelques *grands hommes*, dont les qualités et les vertus sont louées à l'extrême.

Durruti fut célébré comme héros de guerre et comme homme d'action au volontarisme hors pair, les masses retrouvant en lui le prolétaire entièrement dévoué à la cause des exploités. En cela Durruti est très révélateur du caractère essentiellement ouvrier et pratique de l'anarchisme espagnol, peu porté sur la théorie et le conceptuel.

## DE L'UNION SACRÉE ET DE L'APPEL AUX FIBRES NATIONALISTES

De par la bipolarisation des adversaires, la guerre civile exigea une homogénéité à l'intérieur de chaque camp. Dans cette recherche d'un *modus vivendi*, le camp nationaliste rencontra beaucoup moins de difficultés que les républicains, probablement parce que les nationalistes, après avoir longuement ourdi leur complot, avaient pris l'initiative, mais aussi en raison de la plus grande clarté et du caractère expérimenté de leur programme politique *réactionnaire*.

Du côté des républicains, les dénominateurs communs étaient plus flous, la référence d'ensemble étant, d'une part, la seconde République, cadre politique qui avait fréquemment été radicalement contesté par les anarchistes et diverses tendances d'extrême-gauche, et, d'autre part, l'antifascisme, cause rassemblant principalement *contre*, mais guère pour un projet commun, la terminologie même de fascisme étant parfois appliquée par les anarchistes au modèle soviétique dont se réclamaient les communistes espagnols...

C'est par le *pronunciamento* qu'avait dû s'échafauder la cohésion du camp républicain, union fragile qui prouva son hétérogénéité lors de désaccords aigus (mai 37, combats internes sanglants lors de la chute de Madrid), qui virent l'affrontement armé des antagonismes, provoquant de la sorte des petites guerres civiles dans la guerre civile.

On se rend compte, rétrospectivement, qu'assez vite et parallèlement à l'affirmation de l'antifascisme, la défense de la patrie espagnole fut invoquée en tant que ciment du camp républicain. Cette référence explicite à la sauvegarde de la nation espagnole représenta finalement un ressort plus puissant pour toucher l'âme des masses que la mise en avant de l'oeuvre révolutionnaire. L'affirmation d'un caractère nationaliste dans l'enjeu du conflit jouait sur les vieux réflexes grégaires et touchait aux fibres mêmes du puissant sentiment d'humanité. La guerre civile engendra une situation paradoxale où les deux camps en

présence se proclamaient les seuls défenseurs légitimes de leur patrie, tout en recherchant avidement à bénéficier de l'aide des puissances étrangères.

Une grande partie de la presse anarcho-syndicaliste joua volontiers de la fibre patriotique, en n'évitant pas, en certains cas, d'encourager le chauvinisme ou des attitudes racistes, tout spécialement à l'endroit des soldats maures de l'armée nationaliste.

En octobre 36, *Tierra y Libertad* offre deux exemples de propagande basée sur le recours au nationalisme :

L'hebdomadaire de la FAI met en cause, le 15 octobre, l'Italie par un gros titre résolu : " L'Italie dans notre île de Majorque. Que la Société des Nations en ait honte. Au cri de «Vive l'Espagne !», les fascistes vendent la nation à l'impérialisme romain. "

Le 29 octobre, ce sont les Maures qui font l'objet d'accusations outrées :

" Les maures recrutés par les fascistes s'établissent avec leurs familles en territoire espagnol. "

Un correspondant de guerre écrit depuis un des secteurs du Centre que la guerre civile prend des allures de guerre d'invasion. Le chroniqueur a pu confier que dans le secteur de Robledo, plusieurs soldats réguliers ont été vus, accompagnés de leurs femmes, s'établir dans les meilleures maisons d'un village occupé. Nous ne luttons donc pas contre une armée traîtresse vendue au fascisme, mais contre une armée d'invasion du territoire. "

La notion de "guerre d'indépendance nationale" fut hautement revendiquée par un éditorial (26 novembre 36) de la *SoLi*, qui établit une comparaison avec la guerre menée, au début du XIX<sup>ème</sup> siècle, contre l'occupant français.

" En pleine guerre d'indépendance nationale. "

(...) La guerre civile espagnole s'est transformée en une guerre d'indépendance nationale. Les généraux de la Monarchie ont livré le sol du pays où ils naquirent aux armées italienne et allemande. Les deux nations sont en train de faire, sur notre territoire, l'expérience de leur matériel de guerre, commençant dans la Péninsule Ibérique, sans déclaration préalable, la guerre européenne avec toutes ses terribles conséquences. Cela est la vérité. (...)

Connaissant la réalité du problème qui s'est posé, nous y ferons face et nous triompherons, comme nos aïeux vainquirent dans la Guerre d'Indépendance,

lutte cruelle qui dura plus de quatre ans, Alors, les armées étrangères avaient occupé presque la totalité du territoire national et finalement, nous fûmes vainqueurs. " 1

Un refrain analogue était entonné par l'éditorial (mars 37) du *Boletín del Sindicato de la Industria Fabril y Textil de Badalona y su Radio CNT-FAI* :

" (...) Pour notre part, nous affirmons que, pour ce qui est arrivé, le titre que nous lui donnerons sera celui de «Seconde Guerre de l'Indépendance de l'Espagne».

Ceci est le véritable titre que l'on doit appliquer à la lutte engagée entre la crapule internationale et l'authentique peuple espagnol. "

Et ce texte s'achevait, comme cela se faisait parfois, sous la forme de slogans, à la manière des paroles militantes proférées dans les manifestations :

" Vive notre «Seconde guerre d'indépendance» !!

A bas les envahisseurs et les voleurs de notre liberté !!

Plutôt mourir que de vivre esclaves d'une botte étrangère !! " 2

Le glissement vers des positions classiques de défense de la patrie dans un cadre d'Etat Nation fut très clairement manifesté par le ministre García Oliver, qui s'en remettait à une "puissante armée populaire" pour faire respecter l'intégrité du sol national.

C'est dans le cadre de déclarations (reprises dans le *Bulletin d'Information CNT-AIT-FAI* du 3 avril 37) prononcées lors d'une "récente visite" à l'Ecole

1. La fin de cet article montre l'optimisme qui pouvait encore régner durant ce premier automne : "Le triomphe de la Révolution ibérique ne fait pas de doute, parce qu'en plus de l'effort et de l'enthousiasme que le peuple révolutionnaire met dans le conflit, nous disposons d'un formidable matériel de défense, et à nos côtés seront bientôt les grandes démocraties d'Europe et le prolétariat mondial".

2. L'anarchiste allemand Augustin Souchy souligna également la lutte pour l'indépendance nationale dans le texte, paru dans la *Solá*, "Révolution et guerre". Après avoir rappelé l'intervention des puissances qui suivirent la Révolution Française et la Révolution Russe, Souchy exprima l'avis qu'"aujourd'hui en Espagne, nous voyons quelque chose de semblable" : "Ici aussi, l'étranger nous attaque. Le peuple espagnol qui lutte pour sa libération sociale, lutte aussi pour défendre son indépendance nationale." Toutefois, Souchy tenait à relier la "guerre révolutionnaire" espagnole au contexte des rapports de forces européens, en concluant de la sorte : "Les événements en Espagne peuvent être le début de transformations dans tous les pays européens. Nous aurions la vue bien courte si nous considérions la lutte d'Espagne comme un fait isolé. Elle est en relation étroite avec les problèmes fondamentaux de l'actualité : fascisme et réaction, liberté et progrès". Article repris et traduit dans le *Bulletin d'Information CNT-AIT-FAI* du 20 mars 37.

Populaire de Guerre que le ministre anarchiste exposa ces vues traditionnellement nationalistes, non sans avoir évoqué auparavant la question de la discipline :

" Vous officiers de l'armée populaire, vous devez observer une discipline de fer.

Votre mission est d'assurer la victoire sur les forces fascistes envahisseuses et de maintenir, au lendemain de la victoire, une puissante armée populaire sur laquelle nous puissions compter pour répondre à toute provocation fasciste, ouverte ou déguisée, d'une puissance étrangère et qui sache faire respecter le nom de l'Espagne, depuis longtemps déconsidéré dans les sphères internationales. "

Il vaut la peine de réfléchir sur la trajectoire singulière d'une bonne part du mouvement anarchiste espagnol qui, partant des positions internationalistes et antimilitaristes habituelles au courant libertaire, se retrouva à prôner la défense nationale du pays, par le biais d'une armée régulière. Les énormes carences dans la concrétisation, effective et efficace, de la vieille idée de la solidarité prolétarienne internationaliste de la part des travailleurs de l'étranger expliquent, dans une certaine mesure, le repli nationaliste de beaucoup d'anarchistes espagnols.

A cet égard, un parallèle historique peut être ébauché avec la situation qui prévalut lors de l'éclatement de la première guerre mondiale, où les motivations de chauvinisme et d'union sacrée l'emportèrent sur les refus longtemps et fièrement proclamés par les mouvements syndicalo-révolutionnaires de participer à une guerre entre Etats-Nations.

## GUERRE ET ANARCHISME

Le projet d'instauration d'une société anarchiste ne comprend pas la guerre comme phase obligée permettant le passage vers le *monde nouveau*. Cependant la révolution en tant que déclic total ouvrant les portes de la société future a souvent été conçue comme une période, temporellement limitée, d'affrontements et de violences, tel un Grand Soir où, sur la scène historique, les *exploités* s'attribuent enfin les premiers rôles. Un tel schéma, comme nous l'avons vu, prévoyait habituellement une phase insurrectionnelle courte, puis débouchait sur l'édification d'un nouvel édifice social. Ce plan était souvent, chez les théoriciens anarchistes, circonscrit arbitrairement aux dimensions d'une société, sans guère prendre en compte les rapports de force des relations internationales.

La guerre répugne aux anarchistes dans la mesure même où le phénomène guerrier est essentiellement rattaché au jeu morbide de la rivalité des appétits de puissance des Etats ou à l'expansionnisme économique du système capitaliste. Face à cette logique belliqueuse, l'anarchisme - et en cela il ne se différencie que peu de divers courants de la pensée socialiste classique - oppose le formidable potentiel de la solidarité prolétarienne, la résistance des damnés de toute la terre, comme antidote aux antagonismes des classes dirigeantes. Le raisonnement anarchiste excluerait même la guerre, perçue comme un processus destructeur qui n'est le fait que de minorités privilégiées contre des majorités dominées, puisque les peuples, prenant conscience de leur identité et de leurs intérêts véritables, seraient *logiquement* amenés à rejeter et à renverser les gouvernements pourvoyeurs des champs de bataille.



Le cas de la guerre civile espagnole ne cadra que fort peu avec les prévisions de l'anarchisme, à commencer par le fait que dans le camp des *privilegiés* une proportion considérable de *peuple* - d'ouvriers et de paysans - combattait aux côtés des militaires réactionnaires insurgés.

#### DÉCALAGES ET CONTRADICTIONS

Alors que les libertaires avaient fourni d'innombrables *contingents* de réfractaires, d'objecteurs de conscience, d'insoumis ou de déserteurs, la guerre civile renversa les rôles à tel point que le mouvement anarchiste se mit à légitimer, largement, l'active participation à la guerre, en ajoutant volontiers que cette guerre-ci allait être la dernière - *la der des der* - et rendre les autres impossibles ...

De nombreuses déclarations justifiant cette guerre-là abondent dans la presse anarcho-syndicaliste. *Pluma Libre* (6 septembre 36) offre un clair exemple du retournement des esprits, dans un texte signé par "Ses" de la caserne générale de la Seconde Division, "Nous et la guerre" :

" Quel contraste ! Quand cet après-midi, les camarades (...) prirent le fusil pour aller à Saragosse, des douzaines de pensées défilaient dans mon esprit. Mais, cela est-il possible ? Est-ce qu'il est possible que, nous, hommes qui avons toujours prêché la paix, l'amour et l'harmonie entre tous les êtres humains, nous nous voyions obligés de prendre les armes pour détruire et arracher avec elles des cœurs et des vies pleines de jeunesse, d'illusions et de vie.

Cela est-il possible ? Oui, ça l'est. Malheureusement. Cette chose vénéneuse, ce produit de barbarie, ce monstre au visage humain qui s'appelle fascisme, a lancé sur la terre espagnole le cri de guerre pour que les hommes, tous frères enfants d'une même mère peut-être, nous nous dépecions les uns les autres, comme si nous étions des fauves de la jungle.

Il ne nous reste pas d'autre chemin. Nous devons tuer, arracher des vies, détruire et mutiler des corps humains pour défendre la nôtre, celle de no

proches et celle d'un monde nouveau qui veut, qui peut et doit être libre. (...) Que de cruauté. Que de sang juvénile versé pour que le mot liberté soit un fait

Ceux qui comme [tel] camarade (...) avaient toujours propagé la paix se voient maintenant forcés de recourir à la guerre, parce que la guerre, dans ce cas, c'est la liberté. (...)

La guerre, c'est la mort, la mort cruelle et horrible, mais nécessaire maintenant parce qu'elle représente la vie et la liberté. [Fin] " <sup>1</sup>

Les notions de "légitime défense" et de "violence nécessaire"<sup>2</sup> furent acceptées presque unanimement par les militants anarchistes. L'aval donné à la logique de la destruction amena, parfois, des vues nihilistes ou des déclarations d'adhésion à la cruauté, érigée en système.

Le principal journal de l'anarchisme espagnol - *Solidaridad Obrera* - donna parfois le ton du cynisme vengeur.

Ainsi l'article, au titre sans équivoque, de l'édition du 2 octobre 36 :

" A la guerre, comme à la guerre ! NI SENTIMENTALISME, NI VACILLATIONS.

Celui qui a dit : à la guerre, comme à la guerre, avait raison. Dans la lutte actuelle n'entre ni sentimentalisme, ni vacillations d'aucune sorte. L'e

1. Dans le même genre de justifications de la guerre, citons notamment le slogan, paru, en majuscules et en gras, dans *Ruta* du 21 novembre 36 : "Guerre à la guerre !! Pour en terminer avec le militarisme, avec le fascisme, nous devons lutter contre la guerre; nous devons nous défendre dans la guerre civile commencée. Debout, jeunesses antifascistes !!!". Ce même hebdomadaire, en date du 19 décembre 36, réaffirmait cette position dans un court texte : "Nous, nous n'idéaliserons jamais la guerre. Nous l'acceptons comme une fatalité et aujourd'hui, comme hier, nous la maudissons. Nous faisons la guerre par et pour la révolution. Nous luttons avec l'idée fixe, avec l'obsession constante, que cette guerre doit transformer complètement les fondations de l'actuelle société, en rendant impossible toute nouvelle tuerie humaine". *Adelante*, dans son premier No du 2 janvier 37, développa une même argumentation dans "Pourquoi acceptons-nous la guerre ?" à savoir que "cette guerre n'est pas comme les autres guerres", que "nous luttons pour la liberté" et contre "la bête fasciste". *Ideas* mit en avant de semblables thèses, en insistant sur l'aspect guerre ultime du conflit espagnol : "Nous sommes ennemis de la guerre; nous sommes pacifistes, nous sommes des jeunes qui voulons écraser le fascisme pour rendre les guerres impossible." (11 mars 37). Le *Boletín de los Trabajadores de Banca, Ahorros, Seguros y Afines de Cataluña CNT*, sous la plume de la nommée Tonia, approuva (novembre 37) complètement le changement des mentalités en faveur de la guerre : "La guerre nous devons tous la haïr; mais, notre guerre d'indépendance, nous devons l'aimer. (...) C'est pour cela que j'écris ce texte; pour que, maudissant la guerre, maintenant nous l'adorions [sic], pour que nous nous engagions dans la lutte, en offrant toutes nos énergies, sans reculer devant rien, en étant disposés à mourir en nous battant et en disputant pied à pied à l'envahisseur le terrain qu'il essaye de nous arracher."

2. Conceptions exposées par Pedro Gori dans "La violence et le triomphe de l'anarchie", *Tiempos Nuevos*, mars 37.

nemi est cruel et sanguinaire, il bombarde sans pitié des hôpitaux et des populations civiles.

Il faut donc agir avec la fermeté et l'énergie maximales. Celui qui vacille un seul instant sera complètement enfoncé. (...) Celui qui vacille est un traître. "

Le gros titre, sur cinq colonnes, barrant tout le haut de la première page de l'édition du 12 novembre 36 est encore plus explicite :

" OEIL POUR OEIL ET DENT POUR DENT

Comme représailles au barbarisme fasciste, notre Aviation a bombardé, avec une grande efficacité, Palma de Majorque. "

Un pareil contexte autorisait *Tierra y Libertad* à affirmer (21 novembre 36) au sujet des "ailes de la victoire" : "Nos avions sont plus puissants que ceux de l'ennemi; nos pilotes sont des héros, pas des assassins" et *Tiempos Nuevos* put, plus tard (oct.-nov. 38), insérer un article sur "l'Armée de l'Air, gardienne de la Paix."

L'évolution vers une attitude d'inflexible dureté et l'acceptation entière du principe des représailles est bien illustrée par un article signé du dirigeant anarchiste catalan Alejandro Gilabert Gilabert, figurant dans *La Noche* du 19 mars 37 et intitulé "Trop humains" :

" Les bombes que l'aviation fasciste fit tomber mardi [16 mars] sur Barcelone auraient pu provoquer une mortalité terrible. Sept morts et trente-quatre blessés, c'est un bilan tragique. Et pourquoi ces vies ont-elles été sacrifiées? Quel but poursuivaient les aviateurs qui lancèrent leurs bombes sur la population civile? Leurs objectifs n'étaient pas militaires. Le bombardement de mardi obéit à la vieille tactique militaire allemande, qui consiste à terroriser les populations civiles.

Cette méthode terroriste doit nous faire méditer un peu. L'humanisme de nos idées et de notre conduite est interprété par les fascistes comme une raison de lâcheté et d'impuissance. Jusqu'à maintenant, nous avons été trop humains. Il faut penser aux représailles, et si celles-ci ne sont pas très humaines, la guerre ne l'est pas non plus. Nous acceptons la guerre par instinct de conservation, par sécurité propre et par dignité. Les représailles sont aussi une méthode de guerre. (...)

Il est naturel que nous, nous ne puissions agir de la même manière que les

fascistes, mais dans les villes occupées par eux, il y a beaucoup d'objectifs militaires à exécuter. Parfois, pour des raisons sentimentales et par crainte de causer des victimes plus ou moins innocentes, ces objectifs n'ont pas été accomplis. (...)

Les représailles sont une puissante nécessité qui s'impose d'elle-même. Il n'y a pas de passivité qui soit justifiable. (...)

L'initiative doit toujours être nôtre, sans crainte de pécher en étant peu humains. Dans la guerre, c'est une erreur de convertir l'humanisme en une religion. N'y-a-t-il rien de plus inhumain que la guerre elle-même ? (...)

Ce serait un suicide absurde que d'employer des bons conseils pour convaincre les fascistes, qui ne doivent pas être convaincus, mais vaincus. A la guerre comme à la guerre ! Il ne peut y avoir d'autre dilemme. "

Reconnaître la justesse de la guerre suppose l'obligation de se pourvoir en armement. Dans le camp républicain, une restructuration de plusieurs industries en vue de fabriquer des armes fut entreprise, mais le volume de cette production reconvertie était insuffisant; aussi, outre l'aide en matériel de guerre apportée par l'URSS, il fut aussi nécessaire de se fournir, discrètement en armes auprès de marchands/trafiquants internationaux.

En matière de commerce et d'approvisionnement en armements, un décalage sensible subsistait chez beaucoup d'anarchistes entre la traditionnelle opprobre jetée sur les marchands d'armes et le besoin impérieux de se fournir en matériel guerrier. La mort, survenue à Monte-Carlo vers la fin novembre 36, de Basil Zaharoff, *roi des armements*, offrit l'occasion de percevoir clairement un tel décalage avec la réaction de la presse anarchiste.

*La Veü de Catalunya* (29 novembre) commenta ainsi ce décès :

" (...) D'une certaine manière, Zaharoff était déshumanisé, aucun sentiment d'humanité ne put jamais freiner son infâme négoce, qui s'appuie sur la mort et la misère des hommes."

Sous le titre "Un ennemi de moins", *Sembrador* (27 décembre) salua la disparition de ce magnat du trafic des engins de mort :

" Un grand ennemi du Peuple est « crevé », l'ennemi numéro 1, Sir Basil Zaharoff, aujourd'hui roi du pétrole, du charbon, de la mécanique, etcétera.

Il était le roi des rois, *le roi de la mort*, lui, l'individu qui a commencé avec les armements. Toute sa vie il le fit, comme une crapule, spéculant toujours

avec les instruments de destruction. (...)

C'était l'un des nombreux qui tirent leur fortune des étrangers, des innocents qui croient lutter pour la patrie et meurent pour les industriels et les marchands comme Zaharoff.

C'est vraiment dommage que des Sirs comme ce Zaharoff terminent leurs jours dans un lit seigneurial blanc et doux ... [Fin] " 3

#### CRITIQUES DE CIRCONSTANCE ADRESSÉES AU PACIFISME

La légitimation de la guerre comme moyen pour atteindre la société du communisme libertaire eut pour effet logique le développement d'une critique de circonstance à l'endroit du pacifisme et de la non-violence.

Cette critique fut étroitement liée au contexte historique, dans la mesure où la virulence de la mise en cause du pacifisme a été directement proportionnée à l'état de la situation militaire du camp républicain; c'est dire que les reproches adressés au pacifisme furent plus vifs et nombreux au début du conflit que vers 1938, où les échecs militaires successifs avaient refroidi les charges contre le pacifisme. À remarquer que la presse anarchiste se contenta surtout d'exprimer des justifications de la guerre plutôt que de présenter une réelle argumentation à l'endroit des principes et des méthodes de la non-violence.

Le Dr Félix Martí Ibañez, davantage porté sur le débat général des idées que la plupart des journalistes anarchistes, tint quant à lui à poser la question de la résistance à la guerre dans le long article (*Mi Revista*, 1<sup>er</sup> février 37) "Message aux idéalistes, l'objection de conscience devant la révolution".

3. La responsabilité des marchands d'armes fut également dénoncée par Joan Vernet (*Orientaciones Nuevas*, 10 juin 37) dans des "Commentaires pacifistes et ironiques" : "Détruisez toutes les fabriques d'armement qu'il y a au monde et les guerres seront terminées./ Il y a ceux qui s'enrichissent en faisant se tuer les gens. D'autres pour qui tuer est un plaisir./ (...) Tant que dans le monde il y aura des capitalistes, des fabricants, des commissionnaires et des courtiers en fusils, canons et mitrailleuses, les guerres se produiront toujours ... / Dans les guerres, les victimes sont toujours ceux qui sont le moins coupables : les enfants et les vieux. / Avec ou sans guerre, les piliers de café subsisteront toujours, qui commentent les événements face au jeu du <parchessi> ou du domino. / Pour nous faire oublier la guerre, dans nos salles de cinéma, passent des films de gangsters ... "

Soulevant une problématique d'éthique politique et d'engagement, l'infatigable docteur acceptait l'idée de *se salir les mains* au vu des enjeux et des promesses mêmes de la révolution, et parallèlement, il invitait les individus rétifs à la violence à se joindre, à leur manière pacifiste, au travail antifasciste et rénovateur.

" (...) Laissons de côté tous ceux qui se retranchent derrière une fausse objection de conscience, qui n'est rien d'autre que peur ou égoïsme, et référons nous aux idéalistes purs et aux pacifistes authentiques, qui oscillent dans un éternel conflit spirituel entre leur répugnance à la violence et leur désir de servir loyalement le prolétariat. (...) la violence dans les révolutions n'est rien d'autre qu'un des fleuves par lesquels coulent les eaux révolutionnaires. C'est une nécessité historique, douloureuse, mais inexorablement nécessaire, comme l'est le coup de bistouri qui, en ouvrant la tumeur intoxiquée, permet de guérir le patient. La Révolution n'aime pas la violence et elle n'en fait pas un objectif. C'est simplement un recours historique pour réaliser d'autres finalités plus hautes. Si, en tant qu'hommes dotés d'un sentiment d'humanité, nous haïssons la violence, du moins nous savons tous la disculper quand elle est suscitée comme une réponse historique à l'autre violence de l'ennemi. Avec la différence que, si celle-ci est la violence barbare et stérile au service du clergé et du capitalisme, la révolutionnaire est la violence douloureuse, mais justicière et dotée d'une impétuosité créatrice qui la dignifie et la disculpe.

« Nous sommes pacifistes - disent certains - et nous préférons cela à tout, plutôt que la guerre » . C'est faux et dangereux. Nous, les révolutionnaires, nous aimons la Paix et nous la défendons maintenant et toujours, mais c'est au nom de cette Paix que nous allons, actuellement, à la guerre. Le triomphe du fascisme serait le commencement de la guerre mondiale. Aujourd'hui, ils rêvent à la Méditerranée et elle serait le théâtre de futurs et horribles conflits.

Se croiser les bras à présent et se refuser à la guerre civile, ce serait allumer la guerre mondiale et laisser en plus s'effondrer la civilisation hispanique.

Allons à la Paix à travers l'orgie de sang de la guerre [sic] . Nous haïssons la guerre, mais nous l'acceptons virilement, en sachant qu'avec elle nous achetons, à quel prix de douleur ou de mort que ce soit, la future Paix. Vous qui êtes pacifistes, vous ne pouvez accepter l'odieuse Paix que le fascisme offre. Une paix sabotée et établie sur la force brutale des baïonnettes, sous lesquelles s'agitiera, en préparant des guerres futures, tout le commerce caché et

tragique des marchands de la mort. (...)

A vous, la violence vous déplaît, La Révolution est loin de votre activité pour tout ce qu'elle signifie de violence. Eh bien, aidez la Révolution au moyen d'un autre type d'apport non-violent ! Vous avez de beaux précédents : le mouvement hindouïste de Vivekananda (...) et aussi Gandhi. (...)

Récoutez l'exemple ! Debout, idéalistes, pacifistes, tous ceux qui jusqu'à présent avez vu votre effort paralysé par l'objection de conscience ! Formez une Confédération des serviteurs de la Paix, des travailleurs du front et de l'arrière ! Organisez-vous en toute discipline ! Constituez une gigantesque armée des serviteurs pacifistes de la Révolution, qui vont recueillir et s'occuper des blessés, soigner les enfants, aider aux évacuations, organiser tous les travaux de l'arrière et tous les secours au front ! En cela, vous ne faites rien d'autre que de remplacer le sentier idéaliste de la méditation que jusqu'à présent vous avez parcouru par le sentier de l'action, âpre et pénible, mais fécond et profondément humaniste ! Tous en avant ! Formons la ronde de la Paix, dans laquelle l'épaule rude des lutteurs - poing et fusil pour la cause - touche les bras des hommes et des femmes au service dévoué de l'aide pacifiste ! Alerte, donc, camarades ! Effacez l'objection de conscience ! Libre passage à la Révolution ! [Fin] "

A relever que F. Martí Ibañez prit cependant part en été 38, avec la délégation de l'Alliance Juvénile Antifasciste espagnole au "Second Congrès Mondial des Jeunesses pour la Paix", qui se déroula à New-York.<sup>1</sup>

En tant que "publication bimensuelle individualiste", *Iniciales* s'attaqua (1<sup>er</sup> avril 37), sous la plume de Léon Drovar, au problème de "la non-violence et le cas espagnol", en mettant en avant une présentation passablement émasculée du potentiel des techniques d'action non-violente pour n'en retenir, en fait, que l'idée de résistance passive, assimilée à la capitulation.

" Quelques anarchistes hollandais se demandent si, dans la lutte d'Espagne, il n'aurait pas été mieux que les antifascistes espagnols aient opposé une résistance passive aux ambitions des militaires soulevés contre la volonté du peuple ibérique, qui désire être plus libre, au lieu de la résistan-

1. Deux ans auparavant, ce docteur avait également assisté au premier congrès de ce mouvement qui se tint à Genève; voir son texte paru dans *Mi Revista*, 15 août 38, "Devant le Congrès Mondial pour la Paix à New-York, l'Espagne pour la Paix".

ce armée qu'on leur a opposée. «N'en aurait-il pas résulté - se demandent-ils - moins de douleurs et de dommages ? Qu'auraient pu faire les nationalistes et leurs mercenaires contre tout un peuple qui refuse de participer à la vie sociale fasciste et d'assurer son fonctionnement ? »

Certes, il n'y aurait pas d'arme plus formidable que celle-là et, cependant, l'interrogation est infantile, parce que s'il existait ce peuple capable d'adopter une telle attitude, les fascistes n'existeraient pas, étant donné que ceux-ci sont couvés par l'inculture populaire. (...)

Et la résistance à la violation contre des hordes hystériques et sauvages ne peut pas s'organiser d'une autre façon que par la violence; (...)

Nous, en sentant profondément l'anarchisme et le natuisme, nous cultivons la non-violence - qui réunit la joie et la non-peine - , mais pas au point d'offrir l'autre joue, si nous pouvons offrir les poings. Car, nous savons distinguer entre *résistance passive* et *résignation*.

Comme individualistes que nous sommes, nous ne nous sommes jamais ralliés à des mouvements violents tendant à imposer au peuple espagnol des normes de vie contraires à son sentiment, avec des révolutions sporadiques à termes fixes comme si la mentalité d'un peuple pouvait varier au moyen d'un ordre. Mais le cas actuel est différent; il s'agit d'une guerre civile et d'invasion, dans laquelle on nous attaque avec acharnement, alors nous devons nous défendre. [Fin]

Dans la précipitation des événements et face aux urgences créées par le soulèvement militaire, le débat fondamental, d'ordre éthique, sur la fin et les moyens à mettre en oeuvre pour se rapprocher du but proclamé, ne put être entamé en Espagne.

C'est à l'étranger, dans les milieux pacifistes/non-violents, qu'il convient d'aller chercher des éléments de réponse dans cette discussion essentielle sur les moyens. A cet égard, le mouvement de l'Internationale des Résistants à la Guerre (I.R.G., fondée en 1921) fut particulièrement interpellé par le conflit civil espagnol. Organisation laïque, l'I.R.G. était préoccupée par les injustices sociales et regroupait diverses sensibilités socialisantes ou libertaires. Aussi, l'I.R.G. se sentit très proche des aspirations du camp républicain. Toutefois, comment pouvait-on venir en aide au camp républicain, sans renier ses convictions de résistance à la guerre ?



La controverse fut vive et, lors de la Conférence Internationale de 1937, à Copenhague, les délégués furent informés que "ce dilemme terrible avait fait perdre des membres aussi ardents que Fenner Brockway, le Premier Président, et aussi Olga Misar, le membre du Conseil pour l'Autriche. Cependant, il apparaît qu'une majorité écrasante est restée fidèle à son engagement envers la résistance à la guerre." <sup>2</sup>

L'I.R.G. agit néanmoins par le biais de l'aide humanitaire. Un comité de secours fut créé, qui s'occupa de distribution de nourriture, de vêtements et de médicaments, de la collection d'informations au sujet de parents ou d'amis se trouvant dans l'autre camp, d'encouragement à des négociations pour l'échange de prisonniers, de la mise sur pied d'un home pour des enfants réfugiés à Prats-de-Mollo dans les Pyrénées, etc. "Bien entendu, la plus grande partie de cette aide allait aux Républicains, bien qu'en théorie au moins, l'I.R.G. était prête à fournir de l'argent et du matériel aux cas valables des deux côtés."

Les leçons de la guerre d'Espagne, dans une optique pacifiste, sont tirées, avec quelque désabusement, par David C. Lukowitz :

" D'un point de vue pacifiste, la politique de rester libre de tout engagement militaire était sage. Certainement, l'histoire fournit des quantités d'exemples qui montrent qu'une guerre civile égale, en tragédie et en méchanceté toute lutte entre nations. En fait, il y a des preuves qui suggèrent qu'une guerre civile, puisqu'elle a généralement une base idéologique, est souvent plus infernale. A la grande honte de l'espèce humaine, nous sommes souvent plus méchants quand nous luttons pour un «principe», que ce soit Dieu, le capitalisme ou le matérialisme dialectique.

Tout ceci semble confirmé par l'expérience de la Guerre Civile Espagnole. Des connaissances récentes sur le sujet, libérées maintenant des passions politiques des années trente, montrent, de façon convaincante, que les deux côtés se sont conduits avec barbarité et cruauté, employant la torture et perpétrant

2. Article du professeur David C. Lukowitz, "Les pacifistes et la lutte des classes : La Guerre Civile Espagnole", paru dans le No spécial 40/41, *Londres 1<sup>er</sup> & 2<sup>ème</sup> trimestre de 1972, de Résistance à la guerre*, pp 28-30. Les renseignements et divers extraits reproduits ici proviennent de cette étude.

des atrocités. Si les forces Nationalistes, sous le Général Franco, apparaissent plus « perverses », c'est largement à cause du fait qu'étant victorieuses, plus d'opposants politiques sont tombés dans leurs mains, offrant ainsi plus d'occasions pour la sauvagerie. Les pacifistes avaient aussi une tendance à exagérer les vertus prétendues du régime Républicain. Mais encore une fois, une étude plus posée montre que la coalition Républicaine de libéraux, de socialistes, de communistes, d'anarchistes et de syndicalistes s'est souvent mal conduite, même entre eux, et que la torture, la cruauté et l'assassinat politique ne leur étaient pas inconnus dans la poursuite de leurs objectifs politiques. "

Et cet article se termine par des considérations de philosophie non-violente à portée générale :

" Ce que tout ceci signifie c'est que, tandis que les pacifistes pourraient être tentés de soutenir la guerre civile afin d'obtenir la justice sociale, il est décidément difficile de voir au plus chaud de la bataille où la « justice » se trouve. Les héros d'une époque deviennent souvent les gredins d'une autre ; la laideur de la lutte des classes n'est pas toujours immédiatement perceptible ; des slogans émotifs et un idéalisme passionné peuvent temporairement voiler le jugement. La guerre civile et la lutte des classes peuvent paraître attrayantes et séduisantes, mais, en fin de compte, elles apparaissent comme n'ayant joliment rien à faire avec le pacifisme. "

La France fut certainement le pays qui fut le plus concerné par le conflit espagnol, de par sa longue frontière pyrénéenne et de par leur riche passé commun.

Dans les années 1930, il existait en France une série de mouvements pacifistes regroupant diverses tendances, telles que des chrétiens, des socialistes, des libertaires, des anciens combattants, des féministes, des néo-malthusiens (en faveur du contrôle des naissances et opposés à la surpopulation), des "hommes (et des femmes) de bonne volonté", ...

Un Comité d'Action pour la Paix en Espagne se mit à publier, à partir de février 37, un bulletin intitulé, en bonne logique, *La Paix en Espagne*.

Rassemblant diverses sensibilités pacifistes (Chrétiens, hommes politiques de gauche, intellectuels humanistes, ...) <sup>3</sup>, ce Comité formula un plan de paix.

3. Parmi les adhérents au Comité, l'on note les écrivains Jean Giono, Victor Margueritte et Simone Weil (figurant dans la liste des "Membres de l'Enseignement", en tant que professeur au lycée de Bourges). A signaler (pour la *petite histoire*) que le siège du Comité et du Bulletin se trouvait à Paris, au No 6 de la rue de la Paix ... et que la trésorière en était Mme Hélène Laguerre ... (de la Ligue des Mères et Educatrices pour la Paix).

articulé en trois étapes.

D'abord, il était envisagé un "appel à l'armistice", "lancé par Genève ou par l'ensemble des puissances médiatrices. *La parole n'est pas au canon. La parole est à la raison. CESSEZ LE FEU !*" (...)

" Puis, médiation de la Société des Nations ou des Puissances membres ou non-membres de la Société des Nations, invitées par la France et la Grande-Bretagne à coopérer avec elles. Examen et solution des problèmes d'extrême urgence notamment de l'assistance à la population, du rétablissement et du maintien de l'ordre et de la paix civile.

Puis, Plébiscite : consultation du peuple espagnol. Après des épreuves aussi tragiques, et en raison même de ces épreuves, les vingt millions d'Espagnols ont le droit et le devoir de dire à nouveau la volonté du peuple ... *Au-dessus de la guerre civile comme de la guerre étrangère, les peuples doivent librement disposer d'eux-mêmes.* " (No 1, février 37)

Ce programme très ambitieux visait à sensibiliser l'opinion publique française et européenne aux graves dangers pour la paix du monde tout entier que charriait le conflit espagnol. Appuyant son action sur l'autorité supra-gouvernementale prêtée à la Société des Nations, sur les intentions apaisantes accordées aux puissances démocratiques et sur la croyance que les peuples animés par la raison, sont naturellement pour la paix, ce Comité Pacifiste ne parvint donc, et de loin pas, à concrétiser ses objectifs généreux. Un tel mouvement pacifiste est révélateur de la grande confiance qui était alors placée dans le Droit International et dans la récente Société des Nations pour ramener les gouvernements et les hommes à la mesure.

## GUERRE ET/OU RÉVOLUTION

Un dilemme central agita, tout au long du conflit, le camp républicain, celui de la guerre et de la révolution.

Fallait-il mener en même temps ces deux opérations ou convenait-il d'accorder la priorité à l'un des deux termes ?

Historiquement, ce binôme contradictoire tourna à l'avantage de la guerre au détriment de la transformation sociale, mais avant que les champs de bataille n'aient eu réglé définitivement cette alternative, la question fut abondamment traitée dans la presse.

Du côté des partis du centre, de la gauche modérée et des communistes, l'opinion soutenue était qu'il s'agissait avant tout de gagner la guerre afin de pouvoir ensuite, le cas échéant, entreprendre, non pas à proprement parler une révolution, mais des réformes en profondeur.

Par contre, le point de vue défendu par les tendances révolutionnaires - anarchistes, socialistes de gauche, POUMistes - était inverse et insistait sur la nécessité de mener de front la révolution sociale et la guerre. Cette argumentation se fondait sur les circonstances mêmes de la réplique prolétarienne, qui avait été la première à s'opposer au pronunciamiento et soulignait le caractère de prolongation exacerbée de la lutte des classes au travers de la guerre civile. Pour les tendances révolutionnaires, il importait de mettre, sans tarder, à profit l'ébullition des esprits et d'utiliser le pouvoir des armes afin d'exercer une pression sur les milieux réticents aux changements et afin d'infléchir, au besoin par la force, leur résistance. La crainte y était latente que, si la révolution était reprise après la fin de la guerre, un tel renvoi pourrait bien être irréversible, dans la mesure où une révolution ne peut se *congeler*.

et être placée en état d'hibernation et que, d'autre part, le retour à une situation de *normalité*, qui ne manquerait pas de suivre la fin du conflit, ne favoriserait guère une reprise sur une large échelle des expériences révolutionnaires.

En regardant de plus près les positions présentes à l'intérieur des sphères anarcho-syndicalistes, on s'aperçoit de divergences quant à l'opportunité de mener tout à fait simultanément révolution et guerre.

Si, sur le fond, l'ensemble du courant libertaire est bien sûr pro-révolutionnaire, des désaccords sont exprimés quant à la possibilité de transposer les principes et les pratiques révolutionnaires dans la conduite de la guerre et des opérations militaires. Telles furent les réticences présentées dans certains journaux de casernes ou du front.

Cette position affirmant la nécessité d'une séparation fut clairement résumée par *Línea de Fuego* (10 décembre 36) dans l'article "Responsabilité", signé par le nommé Coblas :

" (...) Les individus ont eu la vertu de confondre les principes doctrinaux de la révolution avec la guerre et il s'impose que cette confusion soit dissipée. Ce n'est pas que nous n'ions que l'on peut faire la guerre et la révolution, mais, par contre, nous disons que chaque chose doit se faire séparément

La guerre est la négation de toutes nos aspirations. Dans la guerre, on poursuit l'homme comme un fauve, en essayant toujours par tous les moyens de lui faire le plus de mal.

Dans la révolution, l'on atteint l'homme par la fraternité et par l'amour. L'une et l'autre sont incompatibles.

Faisons la guerre à sa manière et à sa manière aussi la révolution. " 1

La majorité des textes de la presse anarchiste mettent l'accent sur le

1. Un point-de-vue voisin fut soutenu par le dénommé Abejota dans *Bakunin* (3 mai 37) sous le titre de "Un arrêt dans la marche" de la révolution : "La guerre et la révolution sont des choses complètement distinctes et même opposées : la première, comme une chose inventée et cultivée par les amis des l'ORDRE, est sujette à des règles et à des lois plus ou moins fixes, lois et règles, toujours faites au goût et au plaisir des puissants, des «grands manitous» qui permettent (comme on en a vu des cas) d'échanger 200 hommes ou plus pour un général ou pour ses parents; en revanche, la seconde, la révolution, non, elle n'a pas de règles, elle se régit toujours par les besoins du moment, elle détruit ce qui la gêne et crée ce dont elle a besoin, pour cela, notre révolution, ils l'ont transformée en guerre et la faute en revient sans doute aucun à ceux qui se disent révolutionnaires de tout le monde, qui n'ont pas voulu faire la révolution, alors que les guerriers (lisez les capitalistes) se sont unis et font la guerre.

caractère inséparable et complémentaire de la lutte militaire et du changement social. L'argument pour l'interpénétration de ces deux composantes, mais au bénéfice et dans l'esprit résolu de la révolution, fut synthétisé avec vigueur dans l'éditorial du quotidien *Acracia*, du 22 janvier 37, intitulé "La sophistication des termes" :

" Nous ne faisons pas la guerre pour faire la guerre. Si notre mouvement devait être encadré dans un qualificatif fermé, ce qualificatif ne serait pas celui de guerre, mais celui de la révolution. (...)

Tant proclamer que le terme de guerre est synonyme de révolution nous a conduit à doter cette guerre de tous ces compliments belliqueux, qui nous furent toujours odieux : l'armée régulière et la discipline. (...)

Nous, nous affirmons que toutes les guerres sont néfastes. Si nous avons la conviction que nous sommes en train de faire la guerre, nous serions les premiers déserteurs. C'est que la guerre n'éclate jamais au bénéfice de ceux qui la font et souffrent de ses ravages. (...)

Nous, nous luttons contre le privilège et non pas pour la nation. Pour la liberté et non pour la patrie. Pour l'anarchie et non pour la République. Nous exposons notre vie pour le bénéfice collectif et non pour une caste retranchée dans l'impunité. (...)

Nous ne faisons pas la guerre. La guerre se fait toujours sur le compte d'un deuxième et entre des frères, pauvres d'esprit. Nous, nous faisons la révolution pour tous les êtres humains et contre les castes survivantes du parasitisme et de l'égotisme. " <sup>2</sup>

L'hebdomadaire *Ideas*, qui entendait éviter les compromis de la collaboration politico-gouvernementale, alla très loin dans l'affirmation de son volontarisme révolutionnaire en prétendant qu'il fallait supprimer le mot de guerre, pour ne plus parler que de défense de la révolution. La pédagogue Floreal Ocaña précisa (8 avril 37) ce distingué linguistico-psychologique dans l'éditorial

2. Cet éditorial fut repris par le *Boletín de Información CNT-FAI* du 29 janvier 37. Ce même bulletin avait publié, peu avant, deux articles aux thèmes semblables : "Contre la guerre : révolution !" (11 janvier 37) et "La guerre et la révolution sont inséparables" (19 janvier 37), où l'on pouvait lire : "Nous ne combattons pas, qu'on le comprenne bien, pour la République démocratique, nous combattons pour le triomphe de la Révolution prolétarienne. La révolution et la guerre, actuellement en Espagne, sont inséparables. Tout ce qui se fait dans un autre sens est contre révolution réformiste." L'indissolubilité des liens entre révolution et guerre fut souvent affirmée, notamment dans *Ruta*, 5 décembre 36 ("La guerre et la révolution"), *Federació Obrera*, mars 37 ("La révolution est le moyen le plus efficace pour gagner la guerre").

"Orientations révolutionnaires" :

" (...) Durant des mois et des mois, dans les porte-paroles des organisations révolutionnaires les plus désintéressées et conséquentes, quotidiennement l'on répétait que «le problème est de gagner la guerre», qu'«en perdant la guerre, nous perdrons la Révolution», que «la guerre exige tous les sacrifices et "concessions", qu'il ne faut plus penser qu'à la guerre». Le mot guerre apparaissait - et apparaît encore bien qu'ajouté au vocable révolution - chaque jour dans les colonnes d'un même quotidien, hebdomadaire, etc. , imprimé des centaines de fois.

Demandez au maçon, au tisserand, au charpentier, au paysan, au mineur, à tous ceux qui consciemment se battent contre le fascisme dans les tranchées s' ils sont en guerre ou en Révolution, s'ils empoignent le fusil pour guerroyer ou pour des fins essentiellement humaines. La plupart vous répondront qu'ils sont antimilitaristes, antiguerriers, qu'ils haïssent la guerre, qu'ils luttent pour la Révolution, que pour elle et seulement pour elle, ils abandonnent le lieu de travail, le foyer, leurs enfants, leur compagne, versent leur sang et sont disposés à offrir leur vie.

Bien que les partis politiques et leurs chefs s'efforcent de tuer cet esprit révolutionnaire, en créant la psychologie de guerre qui incite les foules à faire la guerre pour la guerre, nous, nous ne pouvons les suivre sur ce mauvais chemin. Notre devoir est de cultiver la psychologie révolutionnaire. Ce labeur exige la suppression du mot guerre - cela fait des mois que IDEAS l'a supprimé de ses travaux de Rédaction - dans la propagande révolutionnaire, en tant que produit de la civilisation capitaliste-autoritaire que nous liquifions. (...)

Les politiciens profitent de présenter aux esprits simples [la guerre et la révolution] comme deux problèmes distincts qu'il faut résoudre séparément. Ils connaissent l'histoire et savent que ce que le peuple ne conquiert pas durant la période violente, il ne l'obtiendra que difficilement après. La Révolution se fera ensuite, s'exclament les politiciens de toutes les couleurs. Que d'hypocrisie et de méchanceté.

Il faut changer le vieux et abrutissant lexique pour le nouveau et salutaire que réclame la biologie sociale, bien qu'à certains cela paraisse puéril. " 3

3. L'irréversible reflux de la révolution, après mai 37, au profit de la guerre peut être illustré, avec quelque candeur, par cette question - demeurée sans réponse - posée par un certain Juan Martínez dans le *consultorio* de *Horizontes Nuevos* (novembre 37) : "Si nous donnons tout pour la guerre, que restera-t-il pour la Révolution ? "

## ANARCHISME ET VIOLENCE

La guerre est la période historique où la violence, érigée en système, se trouve célébrée comme une vertu. Comment, dans un pareil contexte vouloir instaurer des relations sociales fraternelles, de respect et de tolérance, soit l'idéal implicite de la société libertaire ?

Par le moyen de la guerre et par le recours à la force, la possibilité était offerte d'agir afin de modifier, en un court délai, le cadre structurel de la société. Dans une semblable perspective, la guerre put accélérer le déclenchement du processus révolutionnaire, mais en entraînant comme corollaire, le développement considérable d'une répression à l'encontre des *ennemis* du nouveau régime.

Aussi, la révolution voyait son devenir subordonné à la victoire militaire, alors même que la guerre avait pour effet de limiter singulièrement l'avance et l'étendue de la révolution.

Le moment historique dans lequel s'est déroulée la révolution espagnole, c'est-à-dire le cadre d'une guerre civile internationalisée, empêchait une transformation *équilibrée, harmonieuse*, ou, à tout le moins, un changement de l'édifice social ne provoquant pas trop de "casse" humaine.

En acceptant la guerre, en raison du poids des circonstances historiques du pronunciamiento, puis comme moyen pour résoudre le problème social, les anarchistes ne se rendirent, la plupart du temps, pas véritablement compte qu'ainsi, ils se plaçaient sur le terrain de la force brute, de la violence tous azimuts, qui est en fait le terrain cultivé et exalté par une idéologie politique comme le fascisme.

La logique inhérente à la guerre civile avait pour conséquence que les



antagonismes devenaient mécaniquement et grossièrement bilatéraux, avec l'obligation pour les anarcho-syndicalistes d'instaurer de nombreux jeux d'alliances et de combinaisons paradoxales ou *contre-nature* en regard des principes libertaires.

La presse anarchiste traita, quelquefois, du problème fondamental de l'emploi de la violence. Dans l'examen de cette question épineuse, le penseur italien Errico Malatesta (1853-1932) était volontiers pris comme référence, à cause de sa position médiane d'acceptation circonstanciée et limitée de la violence et également en raison de ses mises en garde à l'endroit de la violence, qui cesserait d'être un simple moyen pour devenir une fin en soi.

Un article de *Il Risveglio Anarchico* — (*Le Réveil Anarchiste*), très probablement le journal anarchiste de Genève dirigé par Luigi Bertoni, repris par le *Boletín de Información CNT-FAI* (17 octobre 36) et partiellement par *Guerra di classe* (24 octobre 36) — reflète bien les contradictions vécues par le mouvement libertaire entre, d'une part, un vieux fond d'idéalisme et, d'autre part une impudence quant au choix des moyens pour mener la guerre sur les fronts et la répression à l'arrière :

" LA VIOLENCE

(...) Le problème de la violence est un problème très grave et nous éprouvons une certaine répugnance à en parler; mais il s'est nouvellement mis en vue avec la révolution espagnole.

Etablissons avant tout que l'état de guerre est la destruction de tout principe moral, c'est pourquoi moraliser sur la guerre est une absurdité. Il s'agit de vaincre et l'on ne vainc qu'en faisant le plus grand nombre de cadavres et de destructions. Et cependant, malgré tout, nous sommes de l'avis de Malatesta, qui considère nécessaire de contenir la violence dans les limites de la nécessité, mais en éliminant tout sentimentalisme.

Un autre problème délicat, c'est celui du nettoyage qu'il faut faire dans les localités où fut vaincu le fascisme. Voir des suspects partout peut donner lieu à ce que se commettent de déplorables erreurs. Mais, d'autre part, il est

nécessaire de ne pas oublier ce que l'on vit à Paris en 1871, une fois la Commune vaincue. Tous les dénommés «neutres» se changèrent en espions et formaient partie des pelotons d'exécutions. Nous n'abhorrons aucune phrase plus que celle-là : «avec nous ou contre nous», parce qu'elle sert de fondement à la tyrannie; mais, durant une guerre civile, il faut la mettre en pratique, surtout quand l'ennemi nous donne l'exemple, comme ce qui arrive dans notre cas.

Il n'y a rien de plus odieux que les perquisitions policières; mais face à un infâme complot contre la liberté des Espagnols, pour peu qu'il ne réussisse pas et que, pour le vaincre, il y eut à faire des centaines de victimes, il est naturel que l'on se résolve à tout pour découvrir les valeurs et les armes indispensables pour obtenir une victoire définitive. (...)

Personne ne condamne le terrorisme; pour étouffer toute tentative d'émancipation prolétarienne, il n'existe plus de distinction entre moyens licites ou illicites. Cela est la terrible vérité.

Les antifascistes, d'un point de vue guerrier, n'ont qu'à s'inspirer dans l'efficacité majeure ou mineure de leurs mesures et non pas dans un honneur ou un déshonneur qui n'a rien à voir ici. (...)

En conclusion, il est impossible de réaliser une société de libres et d'égaux dans le très anormal temps de guerre; mais il n'est pas nécessaire de sortir ce prétexte pour la déclarer aussi impossible dans l'avenir et revendiquer déjà une future dictature de parti et, pendant ce temps, économiser des armes et des forces pour cette raison, avec le danger d'être tous renversés. [Fin]

La violence fut assez souvent présentée comme une *chirurgie*<sup>4</sup> "fatale" à cause de la "résistance du capitalisme" et permettant enfin au nouveau monde d'accoucher. *Pierra y Libertad* (19 décembre 36) exprima explicitement cette conviction dans l'article "Violence" :

" (...) Notre violence doit aller jusqu'où elle est nécessaire pour détruire tout vestige du vieux régime. Notre époque de guerre ne peut se baser exclusivement sur des principes anarchistes. La guerre n'est et ne peut pas être anarchiste. C'est le moyen forcé que, anarchistes et non-anarchistes, nous utilisons pour arriver au régime de la non-violence,

N'oublions pas, cependant, qu'en intervenant dans l'opération sanglante dans laquelle naît le monde nouveau, nous sommes toujours anarchistes. [Fin]"

4. Telle cette "maxime révolutionnaire" que l'on trouve dans le premier No de *Alba Roja* (2 janvier 37) : "La violence qui s'achemine vers une amélioration et vers une humanisation plus ample et plus profonde des choses, ce n'est pas de la violence, c'est de la CHIRURGIE."

Le malaise et les ambiguïtés incontournables, perceptibles dans les propos des anarcho-syndicalistes espagnols face à la question de la violence, se remarquèrent aussi dans la poursuite de la mise en cause de l'Etat, en tant qu'institution principalement génératrice de la violence, alors même que des anarchistes participaient aux gouvernements en qualité de ministres ... En fait, les références traditionnelles, les habituelles *diatribes* anti-étatiques ne parvenaient que très imparfaitement à masquer le vaste décalage entre la pratique résolument guerrière et la répétition du credo humanitaire.<sup>5</sup>

Au fil des mois et des échecs militaires, une morosité et un néo-scepticisme s'exprimèrent envers la *sacralisation* de la violence. Ici et là, on pouvait lire des phrases du genre : "dans ces temps de tension maximale des nerfs, la violence semble fréquemment se rendre maître de l'homme et le culte qui lui est rendu semble une norme faite loi."<sup>6</sup>

L'équilibre délicat prôné par Malatesta entre les nécessités et les limites de l'usage de la violence ne fut pas réalisable dans le cas du conflit espagnol, d'autant que ce penseur insistait, parallèlement, sur la notion cardinale de l'amour, comme élément catalyseur de la révolution. *Alba Roja* (2 janvier 37) crut utile de rappeler les "paroles du maître" sous la forme d'une mise en garde constituée par un court texte, à portée générale, de Malatesta et intitulé "La révolution par l'amour" :

" (...) Nous devons être toujours résolus et énergiques, mais en essayant de n'excéder jamais la limite marquée par la nécessité. Nous devons faire comme le chirurgien qui coupe quand c'est nécessaire, mais qui évite d'infliger des souffrances inutiles.

EN RESUME, NOUS DEVONS ETRE INSPIRES PAR LE SENTIMENT D'AMOUR ENVERS LES HOMMES, ENVERS TOUS LES HOMMES.

Il nous semble que ce sentiment d'amour est le fond moral, l'âme de notre

5. Voir à ce sujet les articles "Violence et Anarchie", *Boletín de Información CNT-FAI* du 26 décembre 36, "La violence et le triomphe de l'anarchie" de Pedro Gori, *Tiempos Nuevos* du mars 37 et dans cette même publication le texte "La guerre ne se conjure pas, elle s'ajourne", sept.-oct. 37.

6. Article de Joaquín Galía, "Le culte de la violence ?", *Comunicaciones Libre* février 38.

programme. Il nous semble que c'est seulement en concevant la révolution comme la grande allégresse humaine, comme la libération et la fraternisation de tous les hommes, quels qu'ils aient été la classe ou le parti auquel ils appartenaient, que notre idéal pourra se réaliser.

La révolte brutale doit se produire indubitablement; mais si elle n'avait pas le contre-poids des révolutionnaires qui oeuvrent pour un idéal, elle se dévorerait elle-même.

La haine ne produit pas l'amour. Par la haine, on ne rénove pas l'amour. La révolution de la haine, ou fera tout rater, ou il en résultera une nouvelle oppression qui pourrait peut-être s'appeler anarchiste, comme les gouvernements de notre temps s'appellent libéraux, mais qui ne cesserait pas pour autant d'être une oppression et de produire tous les effets des oppressions politiques. "

Ces réflexions idéalistes et quelque peu prophétiques d'un Malatesta offrent l'occasion d'apprécier l'écart énorme entre le projet de passage vers la société régénérée et le chaos sanguinaire de ce chemin, décalage terrible qui pouvait faire confesser à un dirigeant tel que Diego Abad de Santillán : "C'est la tragédie de ma vie qu'il faille me débattre dans la guerre et ses conséquences. J'ai toujours été pacifiste ! " <sup>7</sup>

Pour ne pas avoir médité davantage sur les dangers et les incohérences de la violence *révolutionnaire*, les anarchistes furent finalement les victimes des mécanismes destructeurs et *inhumains* qu'ils avaient contribué à mettre en marche.

La violence, qui s'inscrit dans la dynamique de la dictature, rendait hypothétique leur plan de société émancipée et elle entraînait l'organisation interne du mouvement libertaire vers des modes autoritaires et vers la centralisation. C'est dire qu'une victoire militaire républicaine aurait d'abord signifié le triomphe de la force et que la tâche aurait pu être particulièrement ardue et longue afin de *déconditionner* des mentalités et des structures, qui s'étaient, durant des années, façonnées dans et par la violence.

7. Aveu recueilli par H.E. Kaminski, op cit, p.202.

# AUTOGESTION



L'autogestion représente la caractéristique majeure de la révolution espagnole et le terrain où les idées libertaires purent le mieux germer.

Par son refus de la *politique*, l'anarchisme, et en particulier l'anarcho-syndicalisme, privilégie l'économie. La fin du *politique*, comme disparition de l'Etat et du système parlementaire, est précisément envisagée par la mise en place d'une économie harmonieuse, rendant caduc et superflu tout pouvoir politique.

Dans son principe essentiel, l'autogestion signifie que chaque individu participe directement aux décisions qui ont une portée sur sa propre vie, ainsi que sur la vie de la société tout entière. L'auto-gestion — la gestion par soi-même — propose l'application de la démocratie à l'ensemble des domaines de l'activité sociétaire. Au travers de relations transparentes, établies sur l'égalité, l'autogestion devrait donc permettre la gestion communautaire des rapports sociaux.

L'autogestion est basée sur des éléments d'ordre éthique, tels que l'entraide afin de supplanter les rivalités concurrentielles, la solidarité pour dépasser les égoïsmes, l'égalité pour supprimer les privilèges, la fraternité afin de reléguer la méfiance ..., ce corpus éthico-idéaliste étant indissociable de la mise en oeuvre du projet autogestionnaire qui prétend à l'abolition de *l'exploitation de l'homme par l'homme*.

Le projet autogestionnaire refuse à la fois le capitalisme et l'étatisme (socialiste ou communiste), rejetant, d'une part, la propriété privée des moyens de production et repoussant, d'autre part, une gestion centralisée de l'économie par l'Etat.

Ainsi, l'autogestion postule la fin du salariat, les travailleurs s'émancipant de la tutelle du capital privé ou de l'autorité étatique pour devenir des citoyens-producteurs, individus autonomes, librement associés, au travers de relations fédéralistes, pour oeuvrer à leur bien-être personnel et collectif. La société, perçue comme une vaste association libre et volontaire d'individus conscients, ne devrait plus alors faire obstacle aux désirs de réalisation personnelle de ses membres.

L'autogestion, qui n'est en fait que l'expression pratique et constructive de la philosophie libertaire, suppose donc un complet bouleversement des mentalités et des habitudes pour que son programme ambitieux puisse être mené à bien. Un homme différent, *nouveau*, émancipé est souhaité ardemment afin que ce système, se situant au-delà de l'autorité et de la hiérarchie, puisse fonctionner. Alors, dans ce nouvel ordre de convivialité, la responsabilité remplacera l'autorité, tandis que la compétence reléguera la hiérarchie au musée des accessoires sociétaux surannés ...

#### COURANTS DE L'AUTOGESTION ESPAGNOLE

La profonde implantation des idées libertaires en Espagne, la longue pratique autogestionnaire dans le fonctionnement interne du mouvement libertaire, expliquent la radicalité de l'expérimentation économique intervenue lors de la guerre civile.

A la veille de la guerre civile, deux conceptions de l'autogestion étaient présentes dans le mouvement anarchiste espagnol. Lors du fameux congrès de la CNT, en mai 36 à Saragosse, deux visions de l'organisation de l'économie dans la société future s'affrontaient.

Une première tendance voyait dans la commune le cadre essentiel de la réalisation du communisme libertaire. C'est à l'échelle de la localité que devait s'effectuer la socialisation de l'économie au travers de la Munici-



palité Libre et du Syndicat. Le médecin Isaac Puente, principal inspirateur de ce courant, avait publié, en 1932, la brochure *El comunismo libertario*, où l'économie de l'avenir était ainsi présentée :

"(...) Le communisme libertaire se base sur l'organisation économique de la société, l'intérêt économique étant le lien exclusif d'union qui est recherché entre les individus, parce que c'est le seul sur lequel tous sont d'accord. L'organisation sociale n'a d'autre finalité que de mettre en commun tout ce qui constitue la richesse sociale, c'est-à-dire les moyens et outils de production et les produits eux-mêmes, de rendre commune aussi l'obligation de contribuer à la production, chacun avec son effort ou avec son aptitude, et de se charger ensuite de distribuer les produits entre tous en accord avec les besoins individuels. (...)

Le Communisme Libertaire se base sur des organismes déjà existants, grâce auxquels on peut organiser la vie économique dans la ville et dans les villages, en prenant en compte les besoins propres de chaque localité. Ce sont les Syndicats et la Municipalité libre.

Le Syndicat réunit les individus, en les associant selon le type de travail ou la coexistence quotidienne dans celui-ci. Premièrement, les ouvriers d'une fabrique, d'un atelier ou d'un chantier, constitue la cellule la plus petite, avec une autonomie dans ce qui lui est propre. Ces cellules réunies avec leurs semblables forment la section dans le Syndicat de Branche ou d'Industrie. Il y a un Syndicat de divers métiers pour fondre ceux qui en eux-mêmes ne peuvent se constituer numériquement en Syndicat. Les Syndicats de la localité sont fédérés entre eux, constituant la Fédération locale, qui existe avec un Comité formé par délégation des Syndicats, avec un Plenum, constitué par tous les Comités de l'Assemblée générale, qui est celle en définitive qui possède la souveraineté maximale.

La Municipalité libre est l'Assemblée des travailleurs d'une petite localité, village ou bourgade avec souveraineté pour s'occuper de toutes les affaires de la localité. Institution avec une vieille tradition, bien que médiatisée par les institutions politiques, elle peut récupérer son ancienne souveraineté, en se chargeant de l'organisation de la vie locale.

L'économie nationale résulte du concert entre les diverses localités qui la composent. Du moment qu'isolément chaque localité a son économie bien administrée et ordonnée, l'ensemble doit être harmonique et l'accord national parfait. On ne veut pas imposer la perfection depuis en haut, mais on veut la voir fleurir à la base, pour qu'elle soit un résultat spontané et non pas un effet forcé. (...)

C'est dans la campagne que la réalisation du Communisme Libertaire revêt la plus grande simplicité, car elle se réduit à mettre en vigueur la Municipalité libre. (...)

Dans la ville, la Municipalité libre est représentée par la Fédération Locale, des organisations comparables de quartiers pouvant exister dans les grandes agglomérations. La Fédération Locale des Syndicats d'Industrie trouve sa souveraineté maximale dans l'assemblée générale de tous les producteurs de la localité.

Au moment de la révolution, les Syndicats prennent collectivement possession des fabriques et ateliers, des habitations, édifices et terrains, des services publics et des marchandises et matières premières emmagasinées.

La distribution est organisée par les syndicats producteurs, en ayant recours aux Coopératives ou aux locaux des magasins et marchés. " <sup>1</sup>

C'est cette vision de l'autogestion, prolongeant les thèses d'un Kropotkine, qui était surtout diffusée au sein du mouvement libertaire espagnol et comme l'écrit Federica Montseny, "le Dr Isaac Puente fut, indiscutablement, le principal inspirateur des réalisations collectivistes de la Révolution espagnole". <sup>2</sup> La famille des théoriciens Urales-Montseny, soit Federico Urales, sa fille Federica Montseny et son compagnon Germinal Esgleas, propageait depuis *La Revista Blanca* des conceptions favorables au communalisme. Au congrès de Saragosse de mai 36, "la conception confédérale du communisme libertaire", qui fut finalement adoptée largement, s'inspirait en ligne directe des schémas de Puente.

La deuxième conception de l'organisation collective de l'économie était avancée par Diego Abad de Santillán. Elle fut formulée dans le livre, paru en mars 36, *El organismo económico de la revolución. Como vivimos y como podríamos vivir* (*L'organisme économique de la révolution. Comment nous vivons et comment nous pourrions vivre*). Cet ouvrage présente une synthèse des positions que défendait Santillán depuis plusieurs années, en particulier dans les articles et éditoriaux qu'il publiait dans son journal *Tiempos Nuevos*.

1. Isaac Puente *El comunismo libertario*, pp 9, 20-21 et 23 (réédition Toulouse, ?, supplément au No 646 d'*Espoir*). Ce docteur, apôtre de l'anarchisme, fut exécuté par les nationalistes à Vitoria, en août 36. I. Puente avait collaboré aux revues de Valence *Generación Consciente* et, plus tard, *Estudios*, en signant du pseudonyme "Un Médecin Rural".

2. Epilogue à la réédition précitée, p. 29.

Pour Santillán, l'économie moderne implique le dépassement du localisme et une coordination centrale des branches d'activité et des régions. Mettant l'accent sur le secteur industriel et soulignant l'importance du progrès technique, il défend la nécessité d'une planification fédéraliste pour faire face à la complexité du fonctionnement d'une économie développée.

Rejetant les options du communalisme, considérées comme proches d'un "primitivisme économique" et trop liées à des aspirations autarciques, Santillán insiste sur les interdépendances multiples de la société industrielle.

" (...) S'il y a quelque chose de définitivement dépassé, comme principe directeur, c'est bien le localisme économique. L'économie actuelle ne peut plus être enserrée dans un cadre national, et encore moins dans un cadre local; par conséquent, en économie il ne peut y avoir de particularismes (le producteur connaît rarement le consommateur), mais coordination. (...)

Naturellement, il est nécessaire de conserver la liberté de l'individu dans le groupe de travail, celle de son groupe dans le Syndicat, celle du Syndicat dans le Conseil de sa branche, celle-ci dans le Conseil local, et ainsi de suite; mais, s'il faut résoudre et reconnaître de multiples cas d'exception, il doit se créer un organisme général agglutinant l'économie (...), le *Conseil fédéral de l'économie*. (...)

Au lieu du propriétaire, être stérile dans l'économie, nous aurons un Conseil d'entreprise, de fabrique, de ferme, de n'importe quelle spécialité du travail. Conseil constitué par les ouvriers, les employés et les techniciens, qui représente le personnel de l'entreprise, du vaisseau, de la mine, etcétera, et qui est nommé par ce personnel, étant révocable à tout moment, modifiable à tout instant si on le juge convenable.

Personne mieux que les compagnons de travail eux-mêmes connaît la capacité de chacun de ceux qui agissent dans un établissement déterminé. Là où tout le monde se connaît, la pratique de la démocratie est possible. " <sup>3</sup>

3. Diego Abad de Santillán, *El organismo económico de la revolución*, pp 92-94. Ce livre qui connut trois éditions (mars 36, janvier 37 et mars 38) a été republié, avec un prologue de Félix García, par les Editions Zero, Madrid 1978. Selon le spécialiste de l'autogestion espagnole, Frank Mintz, à la veille de la révolution, "la réalité est que ce livre était pratiquement inconnu" (article "Enseignements de l'autogestion espagnole", p. 146, in revue *Autogestion et socialisme*, cahier 18-19, Paris janv.-avr. 1972, No spécial sur "Les anarchistes et l'autogestion").

Le schéma structurel de Santillán prévoyait que les représentants des Conseils d'usines constituent les sections des syndicats de métier ou d'industrie, dont les conseils de secteurs incarnaient l'exécutif. L'économie, selon ce projet, était répartie en 17 secteurs ou branches.

A l'échelon inférieur, les représentants des Conseils de secteur forment le Conseil local qui supprime les organismes politiques, tels que municipalité ou conseil général. Puis vient le Conseil régional, qui s'occupe principalement des travaux publics, de la recherche et des techniques nouvelles, et qui est secondé par un Conseil du crédit et de l'échange. Enfin, à l'échelle du pays il est prévu le Conseil fédéral de l'économie, organe général de coordination et de régulation, dont dépend le commerce international, et qui n'est pas à assimiler à un "pouvoir politique".<sup>4</sup>

Dans l'optique du congrès de Saragosse, Santillán fut le principal inspirateur du "rapport du Syndicat des arts graphiques de Barcelone" (paru dans la *Solid* du 24 avril 36). Parmi les 150 rapports présentés, c'est celui du Syndicat des Manufactures et du textile de Barcelone, doublé de l'influence personnelle de Federica Montseny, qui forma la substance du rapport définitif sur "la conception du communisme libertaire de la Confédération".

Les thèses défendues par Santillán, imprégnées de modernisme et d'anticipations pragmatiques dans la perspective de changements proches, au vu du climat pré-révolutionnaire des années trente, ne rencontrèrent donc qu'un échec limité avant le 19 juillet. Cependant, l'action personnelle de premier plan menée ensuite par ce théoricien lui permit de propager *d'en haut* ses idées; en effet, Santillán représenta la FAI dans le Comité Central des Milices Antifascistes, puis il fut ministre de l'économie, de décembre 36 à avril 37, dans le gouvernement de la Généralité, en tant que membre de la CNT.

A ce courant qui mettait en avant l'organisation coordonnée et planifiée de l'économie, il convient de rattacher aussi Gaston Leval (1895- 1978), qui avait publié en 1931 l'étude "Problemas económicos de la revolución social española".

4. Au sujet de l'articulation de la pensée de Santillán, voir l'article de Antonio Elorza "Une conception scientifique du communisme libertaire, D. A. de Santillán" (in revue *Autogestion et socialisme*, cahier spécial, op cit, pp 93-101). A. Elorza a également rassemblé et commenté les écrits de ce théoricien parus entre 1930 et 1938 sous le titre de D. A. de Santillán, *El anarquismo y la revolución en España*, Madrid 1976.

Le mouvement libertaire espagnol fut profondément influencé, dans sa représentation de l'économie du futur, par les travaux de l'anarcho-syndicaliste français Pierre Besnard (1886- 1947). Cheminot de profession, puis secrétaire général de l'A.I.T. à l'époque de la guerre civile (il se rendit, durant cette période, plusieurs fois en Espagne), Besnard avait publié, en 1930, "Les syndicats ouvriers et la révolution sociale", que le Comité national de la CNT fit traduire une année plus tard; il fit paraître, en 1934, un développement à la troisième partie ("Le rôle des Syndicats Ouvriers dans la Révolution sociale") de ce livre sous la forme d'une grosse brochure intitulée "Le monde nouveau, son plan, sa constitution, son fonctionnement" (également traduit un an plus tard). Besnard, qui était avant tout un syndicaliste, poussa souvent fort loin le goût de l'anticipation en prévoyant, avec moult schémas, organigrammes et un luxe de précisions, les rails et aiguillages sur lesquels il convenait de placer la nouvelle économie et ses mécanismes.

Parmi les autres apports extérieurs à l'autogestion espagnole, le nom de l'anarchiste hollandais Christiaan Cornelissen (18 -19 ) mérite d'être signalé, en raison de l'édition à Valence, en 1936, de son ouvrage "El comunismo libertario y el régimen de transición" ("Le communisme libertaire et le régime de transition").

Il serait toutefois erroné de surestimer le poids et l'impact des théoriciens évoqués ci-dessus, car le passage à l'autogestion dans la révolution espagnole fut avant tout le fait direct du *peuple*, des *masses* ouvrières et paysannes.

La mise en pratique de la collectivisation fut pour une large part une immense action *spontanée*, dans la mesure où la *base* n'attendait pas de quelconques consignes d'en haut pour agir. Si les références intellectuello-théoriques ne furent donc pas capitales, il ne faudrait pas diminuer pour autant l'importance de la préparation des esprits, au cours d'un demi-siècle d'intense propagande socialo-anarchiste, qui explique le développement si rapide de l'expérimentation autogestionnaire.

L'idée que la terre revienne aux paysans qui la cultivent ou que l'usine soit dans les mains des ouvriers qui y travaillent était fort répandue parmi les milieux populaires. Le long apprentissage de la démocratie directe et du fédéralisme dans les syndicats, en particulier au sein de la CNT, avait donné confiance aux travailleurs en leur capacité d'auto-organisation.

Le nouveau monde était déjà en gestation dans la vieille société capitaliste-étatique et l'on croyait que par la solidarité et l'équité une ère d'abondance, ou à tout le moins de partage, se profilait dans le proche horizon.

La démocratie authentique, *palpable*, grâce à la possible révocabilité à tout moment des responsables désignés et grâce à la transparence des décisions prises en assemblées générales, devait permettre de supprimer le joug du salariat en rendant chacun responsable.

L'économie allait enfin pouvoir être gérée de manière rationnelle et ses fruits être équitablement répartis. La vieille aspiration qui souhaitait *remplacer la domination de l'homme sur l'homme par l'administration des choses* allait être en mesure de devenir réalité.

## HISTORIQUE DE LA COLLECTIVISATION

La Catalogne fut la région d'Espagne qui connut la plus vaste expérience d'autogestion. L'ampleur de ce phénomène s'explique par deux causes principales d'abord, cette province était celle où le mouvement anarcho-syndicaliste était le plus puissant et, par ailleurs, la Catalogne fut l'une des régions qui demeura le plus longtemps à l'écart des batailles militaires.

L'échec du pronunciamiento entraîna l'effondrement de l'ordre politique et économique. Les membres en vue des classes dirigeantes s'enfuirent, se cachèrent, furent arrêtés et, parfois, exécutés. Dès lors, un grand nombre d'entreprises se trouvaient sans direction, abandonnées par leurs propriétaires.

L'immense élan de collectivisation, qui surgit sitôt la défaite nationaliste consommée, toucha pratiquement tous les domaines d'activité économique. A ce sujet et selon un recensement effectué en 1930, la population de Catalogne atteignait 2'791'292 personnes, dont 755'380 (27 %) avaient moins de 15 ans 823'353 (29,5 %) étaient classés comme "improductifs et travailleurs domestiques" et 26'850 (1 %) étaient des membres des forces armées. La population active était répartie à raison de 21,5 % (605'371 personnes) dans l'industrie, de 13 % (362'863) dans l'agriculture, de 5 % (147'205) dans le commerce et de 2,5 % (70'270) dans les professions libérales.<sup>1</sup>

Avec la révolution, en Catalogne, l'industrie fut collectivisée dans une proportion de 70 %<sup>2</sup>, et le mouvement autogestionnaire toucha particulièrement les services publics (eau, gaz, électricité, transports, ...).

Le ravitaillement et les transports furent les secteurs qui se montrèrent les plus prompts à procéder à la collectivisation et à rétablir, parallèlement, très vite une normalité dans le fonctionnement de leurs activités.

1. Données fournies par le *Butlletí Trimestrial de la Conselleria d'Economia*, article "Distribution de la population de Catalogne par groupe d'activités", janvier 37. A relever que ce tableau ne fournit pas d'indications sur les effectifs des fonctionnaires de l'administration.

2. Ce chiffre est avancé par Gabriel Jackson, *Histoire de la guerre civile d'Espagne*, p. 73, par Broué et Témime, *op cit*, p. 134, ainsi que par divers autres auteurs.

L'autogestion dans l'Espagne révolutionnaire présente une multitude de figures et offre une mosaïque de formules, en raison même du morcellement de l'économie après le 19 juillet et du fait que les initiatives collectivisatrices partaient, en ordre dispersé, depuis la base.

D'un point de vue géographique, d'autres implantations autogestionnaires furent réalisées dans diverses régions de la zone républicaine, dont l'ampleur et l'intensité étaient directement en relation avec l'importance de la présence de mouvements ou de traditions révolutionnaires, et en particulier de l'influence locale de la CNT-FAI. Dans un ordre de grandeur décroissant quant à l'ampleur du phénomène autogestionnaire, il convient ainsi de placer d'abord l'Aragon, car l'ensemble de cette province fut touché profondément par la collectivisation, puis viennent le Levant, une partie de la Castille, certaines contrées de l'Andalousie, bien que dans cette dernière région les expériences furent de durée relativement brèves du fait de l'avance des troupes nationalistes. A la différence de la Catalogne, ces expériences autogestionnaires ne débordèrent que peu le terrain de l'agriculture.

Le noyau fondamental de l'aventure autogestionnaire espagnole est l'équipe constituée sur le lieu de travail en fonction de la commune participation à l'activité professionnelle. L'équipe nomme un responsable — représentant, désigné en fonction de ses compétences. Au sein de l'entreprise — usine, ferme, bureau, atelier, ... — la capacité de décision et la faculté d'organisation sont confiées à un Comité, formé par les délégués des équipes. L'essentiel du *pouvoir révolutionnaire* sera assuré par les Comités, qui revêtirent des noms divers, mais pratiquement équivalents, selon les lieux et les entreprises : Comité Ouvrier, Comité de Contrôle, Comité Révolutionnaire, voire Comité Anti-fasciste. En principe, l'Assemblée Générale des travailleurs de l'entreprise possède la possibilité de révoquer à tout instant ses représentants élus;



toutefois, il semble que la réfutation de responsables fut rare, et que la rotation aux postes de direction, thème cher aux libertaires, fut encore moins appliquée.

Au cours des assemblées générales, les comités rendent compte de leur gestion; les problèmes et les orientations du moment peuvent être soumis à une large discussion. Dans l'intention de parer à l'apparition d'une bureaucratie, les membres du comité ne perçoivent pas de rétribution spéciale et ils sont censés effectuer les tâches occasionnées par leur fonction en dehors de leurs heures de travail habituelles. Cependant, ces principes intègres ne purent surtout être mis en oeuvre qu'aux échelons *inférieurs*, dans les petites unités économiques, car au fur et à mesure que l'on montait dans le processus de production, l'on rencontrait plutôt le semi-professionnalisme ou le professionnalisme dans la gestion et l'administration. Les entorses à ce *bénévolat*, à ce *dilettantisme* peuvent s'expliquer par le volume croissant des affaires à traiter aux postes *supérieurs*, à cause des urgences dictées par la guerre et en raison d'une certaine inexpérience ou du manque de préparation pour la gestion d'ensembles économiques complexes.

La *comitécratie* des entreprises, couplée à l'infrastructure des syndicats exerça le pouvoir révolutionnaire concret dans les villages, les quartiers et, bien sûr, aux échelons inférieurs et moyens de l'économie catalane. Ainsi, durant toute la phase ascendante de la révolution, le pouvoir trouvait son origine et sa légitimité dans l'économie collectivisée par les *travailleurs en armes*.

La concrétisation du passage à l'autogestion revêtit plusieurs formes et statuts. Néanmoins, deux types principaux se détachèrent dans ce processus de *décapitalisation* :

- l'"*incautación*", soit la saisie, la confiscation, formule dans laquelle l'entreprise devient la possession, voire la propriété des ouvriers; dans ce cas, l'usine ou l'atelier appartient, de facto, au personnel qui y travaille.

— l'"intervención" (soit l'intervention), situation dans laquelle l'entreprise est contrôlée à la fois par le gouvernement et par le comité ouvrier; dans cette seconde formule hybride, le poids de l'Etat l'emporta généralement sur l'entité autoconstituée par les travailleurs.

A côté de ces deux catégories existèrent plusieurs autres formes de gestion. Ainsi, la "municipalisation" où l'exécutif politique d'une localité prenait la direction d'une entreprise ou d'un secteur économique, la "collectivisation syndicale", où c'était le syndicat qui administrait les affaires d'une usine ou d'une branche économique. Par ailleurs, des coopératives continuèrent d'exister et d'autres furent créées en s'intégrant au nouveau système.

La collectivisation amena parfois la création de nouvelles entreprises. Il s'agit, la plupart du temps, de naissances par regroupements, par concentrations de petites unités économiques. Ce processus toucha principalement l'artisanat et les services individualisés, dotés d'un faible capital et d'instruments de travail relativement simples. On vit ainsi des cordonniers, des modistes, des menuisiers, des coiffeurs ou des cuisiniers réunir leurs efforts: leur savoir-faire, leurs outils et leur matériel dans de nouvelles entreprises plus grandes et censées être davantage aptes à répondre rationnellement aux besoins du public.

Toute l'expérience autogestionnaire se déroula avec la guerre comme toile de fond. Au bout de quelques mois, de graves problèmes se posèrent pour l'importation de matières premières (par exemple le coton en provenance des USA et indispensable à l'industrie textile catalane) et pour l'exportation des produits, du fait du dérèglement des relations extérieures de la République espagnole. Par ailleurs, d'importantes restrictions s'imposèrent dans l'alimentation et, dans beaucoup d'endroits, un rationnement dut être instauré.

A partir du mois d'octobre 36, le charbon se fit rare en Catalogne, et malgré la substitution du lignite, de graves difficultés énergétiques commencèrent

alors pour l'industrie et pour le chauffage domestique. A la même période, l'approvisionnement en benzine devint problématique.

## LES INDUSTRIES DE GUERRE

La Commission des Industries de Guerre fut créée dès le 7 août 36 par la Généralité, avec pour tâche de coordonner la transformation d'une partie de l'économie à des fins militaires.

Placé sous la présidence de Josep Taradellas, membre de l'Esquerra et Conseiller de l'Economie et des Services Publics de la Généralité, cet organisme gouvernemental *intervint* dans une série d'entreprises considérées comme d'intérêt primordial pour la guerre.

Les entreprises, placées sous intervention, furent divisées en trois groupes : celles partiellement transformées pour la guerre, celles créées ou modifiées exclusivement pour des but militaires et celles considérées comme auxiliaires ou complémentaires à la production guerrière (telles que les textiles).

Au début du conflit, la Catalogne ne produisait pratiquement pas de matériel de guerre et c'est le Comité Central des Milices Antifascistes qui, dans l'improvisation et dans la hâte, traça les premières bases d'une industrie de guerre. Dans cette province, l'industrie métallurgique, soit quelque huit cents fabriques ou ateliers importants occupant 88'000 personnes<sup>1</sup>, était une industrie de type légère, contrairement à celle qui existait au Pays Basque et en Asturies. L'autre industrie concernée de près par l'irruption de la guerre était l'industrie chimique, développée en Catalogne et qui comptait 35'000 travailleurs.

1. Ce chiffre, ainsi que la plupart des renseignements de cette section sont tirés de l'étude de Josep Maria Bricall, *Politica econòmica de la Generalitat (1936-1939), Evolució i formes de la producció industrial*", pp 56-60 et pp 285-293. A ce jour, ce livre est le plus documenté quant à l'économie catalane de la guerre civile.

Bien que démunies au début du conflit, certaines composantes de ces industries parvinrent à se métamorphoser rapidement et avec un certain succès en unités économiques au service direct des milices, puis de l'armée. En conséquence, la Catalogne se mit à produire massivement des munitions, des bombes pour l'aviation, des explosifs, des camions blindés, des ambulances, etc.

A mi-septembre 36, la Commission des Industries de Guerre contrôlait ou *intervenait* 24 fabriques (dont Cros, la Maquinista Terrestre i Marítima, Hispano-Suiza, Pirelli, Elizalde, ...) et une année plus tard, le contrôle portait sur 500 fabriques et sur 50'000 ouvriers, auxquels il fallait ajouter les 30'000 employés des entreprises auxiliaires.

L'industrie de guerre fut la source de nombreuses tensions entre la Généralité et le Gouvernement central, celui-ci souhaitant étendre également son autorité, dans le cadre de la conduite des opérations militaires, sur le secteur économique spécialisé en matériel de guerre. Ces différends se terminèrent par la dissolution, en date du 23 janvier 38, de la Commission, soit quelque trois mois après l'installation à Barcelone du siège du gouvernement central, transfert qui eut pour conséquence générale de limiter considérablement les prérogatives dont bénéficiait, avec le statut d'autonomie, la province catalane.

Dans le domaine de l'économie de guerre, les anarcho-syndicalistes acceptèrent une forte immixtion des organismes étatiques. Ces concessions étaient admises du fait de la centralisation du commandement dans la guerre et à cause de l'idée d'une efficacité accrue, grâce à une coordination émanant d'instances administratives regroupant les diverses composantes du camp antifasciste.<sup>2</sup>

2, La CNT s'assura une forte présence dans la Commission des Industries de Guerre, car les deux secrétaires généraux étaient des membres dynamiques de la confédération : Eugenio Vallejo (pour la métallurgie et les industries mécaniques) et Manuel Martí Pallares (pour les industries chimiques).

## LE CONSEIL DE L'ÉCONOMIE

Créé par décret le 11 août 36, le Conseil de l'Economie avait pour but de diriger et de structurer l'économie catalane selon les nouveaux principes issus de la révolution.

Rattaché au Département de l'Economie de la Généralité, le Conseil regroupa, à ses débuts, les formations antifascistes, avec un certain avantage pour les anarcho-syndicalistes, qui étaient les principaux instigateurs de cet organisme de coordination :

3 membres pour la CNT (Eusebi C. Carbó, Joan Porquerizas Fabregas et Cosme Rofes), 2 pour la FAI (Antoni G. Birlán et Diego Abad de Santillán), 3 pour l'Esquerra, 1 pour l'Action Catalane, 3 pour l'UGT, 1 pour le PSUC, 1 pour les Rabassaires et 1 pour le POUM (Andreu Nin). La prédominance de la CNT-FAI se traduisit par la direction du Département de l'Economie de septembre 36 à juin 37 et par la présidence répétée du Conseil de l'Economie (après J. Taradellas de l'Esquerra, le Conseil fut conduit par les anarchistes J. P. Fabregas, D.A. de Santillán, Juan J. Domenech, Andrés C. Capdevilla, Valerio Mas et par le PSUCiste J. Comorera).

Le Conseil de l'Economie formula un programme commun en 11 points, sensé résumer les vues des formations politiques et syndicales qu'il abritait dans la perspective du "Plan de Transformation Socialiste du Pays" :

- 1) Régulation de la production en accord avec les besoins de la consommation.
- 2) Monopole du commerce extérieur.
- 3) Collectivisation de la grande propriété agraire pour être exploitée par des syndicats de paysans avec l'aide de la Généralité, et syndicalisation obligatoire des producteurs agricoles qui exploitent la petite et moyenne propriété (un décret, 30 août 36, institua une telle obligation d'appartenance syndicale).
- 4) Dévaluation partielle de la propriété urbaine au moyen de la baisse des loyers ou de l'établissement d'impôts.
- 5) Collectivisation des grandes entreprises, des services publics et des transports en commun.

6) Confiscation et collectivisation des entreprises abandonnées par leurs propriétaires.

7) Extension du régime coopératif dans la distribution des produits.

8) Contrôle ouvrier sur les affaires bancaires jusqu'à arriver à la nationalisation de la banque.

9) Contrôle syndical ouvrier sur toutes les industries qui continuent à être exploitées en régime d'entreprise privée.

10) Reclassement énergique des ouvriers sans travail dans l'agriculture et dans l'industrie.

11) Suppression rapide des divers impôts pour arriver à l'implantation de l'impôt unique.

Le CNTiste Juan Fábregas, qui eut un rôle de première importance dans la réorganisation officielle de l'économie catalane, définissait "la mission principale" de ce Conseil comme celle de "recueillir les résultats des expériences effectuées déjà dans la rue, bien que de manière empirique et instinctive, expériences que nous avons le devoir de canaliser". Cette déclaration, extraite d'une conférence radiophonique prononcée à Madrid, et recueillie par *La Noche* du 9 septembre 36, était prolongée par des propos destinés sans doute à rassurer l'auditoire de la capitale sur la capacité d'organisation et de régulation du nouvel organisme :

" Le Conseil de l'Economie de Catalogne a établi, quant à la collectivisation, des normes bien définies [?], normes au moyen desquelles les entreprises de tous genres, tant industrielles qu'agricoles, auront comme base les Conseils ouvriers d'administration, avec l'intervention d'un représentant du Conseil de l'Economie, dans le but qu'ils contrôlent que les bénéfices des entreprises, une fois payés les coûts des salaires et de l'entretien de l'entreprise, servent à alimenter le budget extraordinaire de la reconstruction économique".

Juan Fábregas poursuivait en mettant déjà en garde contre les risques de résurgence d'un néo-capitalisme ou d'un égoïsme de néo-propriétaires :

" (...) Il faut éviter que tous ceux qui se lèvent un beau matin et se décident à occuper une fabrique ou qui se saisissent d'une maison, se sentent immédiatement propriétaires, il faut éviter, je répète, que ces individus "

commettent un fait inadmissible qui répugne à notre conscience, étant donné que ces éléments-là, si on ne leur mettait pas le frein qui doit leur être mis, se conduiraient de la même façon que les anciens propriétaires, que les saboteurs de la Révolution. "

A relever que Juan P. Fábregas était alors "un illustre inconnu même pour beaucoup de vieux militants d'avant le 19 juillet" <sup>1</sup> et que sa venue à des fonctions clés est significative de l'arrivée d'intellectuels ou d'hommes expérimentés, mais sans grand passé syndical, à la tête de la confédération. <sup>2</sup>

1. Selon José Peirats, *Los Anarquistas en la Guerra Civil Española*, p. 197. Juan P. Fábregas (Barcelone 1893-Londres 1966) fut vendeur d'automobiles, employé de banque, petit entrepreneur. En 1931, il fut candidat de l'Esquerra à Barcelone, puis il fut le créateur et l'animateur de l'Institut des Sciences Economiques de Catalogne (1932). Membre dès 1931 du Syndicat des Professions Libérales de la CNT, il fut conseiller de l'économie de septembre à décembre 36 dans le gouvernement de la Généralité; il élabora le projet de décret de la mobilisation civile et à la fin 37, il s'exila en France ! Lorsqu'éclata la deuxième guerre mondiale, il partit à Londres, où il travailla à la BBC et fonda une entreprise d'exportation. Mort dans la capitale britannique, il fut enterré, par dispositions testamentaires, à Barcelone. Renseignements tirés de la notice biographique (p. 300) figurant dans l'ouvrage collectif *El pensament econòmic català durant la República i la guerra (1931-1939)*.

2. D'après l'avis de Juan García Oliver, "Fábregas n'était pas de la CNT, n'était pas anarchiste et il ne comptait seulement qu'avec l'aval de Federica Montseny. Il était, semble-t-il, un ami de la famille Urales. (...) C'était l'inconfondable bureaucrate libéral bourgeois."

Au-delà des rivalités, des jalousies ou des querelles de personnes à l'intérieur des sphères dirigeantes de la CNT-FAI, la scène, ci-après, que décrit García Oliver dans ses *Mémoires* (pp 278-279) est révélatrice des brusques changements survenus dans la pratique ouvriériste et les habitudes d'humilité des anarcho-syndicalistes avec leur venue dans le sein des classiques institutions étatiques: "Ce matin-là [le 27 septembre 36, jour de l'entrée des anarchistes au gouvernement de la Généralité], pratiquement dépossédé de mes fonctions du Comité des Milices, j'allai à la Casa CNT-FAI pour me rendre compte de comment se préparaient les trois conseillers pour la solennelle entrevue de présentation. Dans les divers secrétariats du Comité régional, il y avait pas mal d'allées et venues, quelque chose comme le désordre caractéristique des préparatifs de noce, quand le fiancé et la fiancée, ayant perdu la notion des réalités, ne servent à rien, pas même à se faire le noeud de la cravate ou à attacher la jarretière. Je pris place. Personne ne m'accompagnait. Rapidement, il se produisit comme un remous de personnes, venant d'un autre secrétariat et apparut un type avec un visage de curé, des lunettes obscures, rasé de frais, noeud papillon sur une chemise d'une impeccable blancheur et vêtu d'une longue et solennelle jaquette et d'un pantalon à rayures.

J'en restai bouche bée. Dans mon travail de serveur de restaurant [avant la révolution et avant de devenir ministre, García Oliver travaillait comme garçon de café], j'avais revêtu le smoking et le frac, quelque chose de honteux pour la pauvre qualité des vêtements que je portais, qui bien qu'étant de location n'avaient pas la solennelle prestance de cette jaquette. L'individu me vit, il ne me salua pas et retourna se fourrer dans le bureau de Marianet [Mariano R. Vázquez, secrétaire régional de la CNT de Catalogne]. Je m'approchai d'une secrétaire que je connaissais.

- Peux-tu me dire, camarade, qui est ce monsieur à la jaquette ?

Le Conseil de l'Economie (appelé aussi Conseil économique de Catalogne) prolongeait en fait le type de pouvoir révolutionnaire incarné par le Comité Central des Milices Antifascistes qui, accaparé par les problèmes militaires, s'en remit sur cette entité pour organiser la nouvelle société. Ainsi, durant près de deux mois, le Conseil de l'Economie, qui avait été composé sur les mêmes bases de représentation que le CCMA, devint selon César M. Lorenzo, "le véritable cerveau de la Catalogne, le véritable gouvernement remplaçant la Généralité toujours réduite à un rôle représentatif et succédant au Comité central des milices désormais confiné dans les affaires militaires".<sup>3</sup>

Avec l'entrée, à fin septembre 36, des anarchistes à la Généralité, le gouvernement catalan se trouva considérablement renforcé et retrouva sa pleine légitimité. Cette restauration d'un pouvoir *classique* enleva les prérogatives normatives au Conseil de l'Economie, qui se transforma dès lors en une instance de discussions et d'orientations générales, fonctionnant comme un organisme de liaison entre l'Administration et les entreprises.

Ce forum, cette instance pratique et théorique, que représenta alors le Conseil de l'Economie, se divisa en 11 départements et se mit à publier un bulletin trimestriel, informant, avec chiffres et graphiques, sur ses activités.

Note 2./suite. - C'est le compagnon Fábregas, notre conseiller de l'Economie au gouvernement de la Généralité.

- Tu te rends compte ! et moi qui ne le connaissais pas. Ecoute, en ce moment, je ne peux retourner au Comité des Milices et je dois parler avec Durruti, à Bu jaraloz. Veux-tu me demander la communication ?

- Allo oui ... C'est Durruti ? C'est moi, Juan. Je suis au Comité régional, en train de contempler les préparatifs de la prise de possession de nos conseillers à la Généralité. Figure-toi que l'un d'eux, un certain Fábregas, que je ne connais pas, est habillé avec une jaquette ... Tu vois comment sont les choses ... Et ici, dans l'attente que vous preniez Saragosse ... ! "

3. César Lorenzo, op cit, p. 120.



## LE DÉCRET DE COLLECTIVISATIONS

Un mois après l'entrée de la CNT à la Généralité, le gouvernement catalan publia (24 octobre 36) le Décret de Collectivisations et de Contrôle Ouvrier de l'Industrie et du Commerce.

Suite à l'immense vague de saisies et de confiscations d'entreprises, le besoin de clarifier, d'ordonner l'ensemble de l'économie était manifeste. Les nouvelles règles du jeu économique étaient à définir, d'une part dans la perspective anarchiste de la socialisation globale de la production et d'autre part, parce que la petite bourgeoisie réclamait un frein, de la mesure et de l'ordre dans la collectivisation.

Le décret ne fut approuvé qu'après de longues et âpres discussions entre les positions de la CNT-FAI (appuyées par le POUM) et les vues de la petite bourgeoisie catalane, exprimées par l'Esquerra et soutenues fermement par les communistes.

Comme le souligne Albert Pérez Báro, auteur de l'étude sur "Trente mois de collectivisme en Catalogne", l'orientation du décret était basée sur quatre principes essentiels : "la suppression des rentes ne provenant pas du travail, la conversion du capital privé en capital collectif, le droit octroyé aux travailleurs à la direction de l'économie et la subsistance de la petite propriété privée."<sup>1</sup>

Le décret, co-signé par J. Tardellas en tant que premier ministre de la Généralité et par J. Fábregas en qualité de conseiller de l'Economie, comprenait 39 articles et classait les entreprises catalanes en deux catégories : les entreprises collectives, dirigées par les travailleurs par le biais d'un Conseil d'entreprise, doté des "mêmes responsabilités que les anciens Conseils d'administration dans les sociétés anonymes", ainsi que les Groupements ou Con-

1. Albert Pérez Báro, 30 meses de colectivismo en Catalunya, p. 70. Cet auteur, spécialiste du mouvement coopératif, fut membre du Conseil de l'Economie et fut secrétaire de la Commission d'application de ce décret.

centrations collectivistes rassemblant un ensemble d'entreprises; l'autre catégorie s'appliquait aux entreprises privées, dirigées par un patron ou par un gérant, sous le contrôle et avec la collaboration d'un Comité ouvrier. . . .

Dans ces deux types de gestion et de propriété, l'Etat, au moyen du Conseil de l'Economie, se ménageait la faculté de superviser les activités et le droit, dans les Conseils d'entreprises, d'intervention directe en cas d'"incompétence manifeste ou de résistance aux normes fixées".

La caractéristique majeure de ce décret réside certainement dans le fait qu'il visait avant tout la *grande industrie* — "le principe de l'organisation économique-sociale de la grande industrie doit être la production collectivisée" (préliminaires du texte) — en laissant, hors de ce grand "capital", la possibilité de subsister aux moyennes et petites entreprises sous une forme semi-privée. Compromis entre la résistance de la petite bourgeoisie catalane et les options autogestionnaires — mais non totalitaires — des anarcho-syndicalistes, le décret ouvrait, officiellement et d'en-haut, la voie à une économie mixte et pluraliste. L'Etat s'attribuait la direction et la planification du système économique, mais des contre-poids efficaces pouvaient, théoriquement du moins, lui être opposés par les ensembles et sous-ensembles fédérés des syndicats et des conseils ouvriers ou par le secteur privé.

L'organisation générale de la production et de la planification était conçue au travers des Conseils Généraux d'Industrie, coiffés du Conseil de l'Economie.

Un des éléments les plus vigoureusement débattus dans ce décret fut le barème de la taille à fixer pour décider de la collectivisation automatique des entreprises : dès 50 ouvriers pour la CNT-FAI et le POUM, pas moins de 250 selon la petite bourgeoisie (ERC, ACR, UR), l'UGT et le PSUC<sup>2</sup>; le chiffre finalement retenu correspondait à un personnel de plus de cent personnes.

2. Voir J. M. Bricall, *op cit*, p. 196. Cet économiste est aussi l'auteur du fascicule No 14 (1977) *Les Collectivitzacions*, de la série illustrée "Recuperem la nostra història", publiée conjointement, à Barcelone, par la Gaia Ciencia et les Edicions 62.

Plusieurs points importants du décret vont être reproduits ci-dessous (avec des surtitres rajoutés par moi) afin de concrétiser le cadre des enjeux légaux de la collectivisation catalane :

*- Quelles sont les entreprises collectivisées*

" Art. 2 -- Seront obligatoirement collectivisées toutes les entreprises industrielles ou commerciales qui, à la date du 30 juin 1936, occupaient plus de cent salariés, ainsi que celles qui occupaient un nombre inférieur d'ouvriers, mais dont les patrons ont été déclarés factieux ou ont abandonné l'exploitation. Exceptionnellement, les entreprises de moins de cent ouvriers pourront être collectivisées après accord intervenu entre la majorité des ouvriers et le ou les propriétaires. Les entreprises de plus de cinquante ouvriers et de moins de cent pourront être collectivisées après accord des trois quarts des ouvriers. Le Conseil de l'Economie pourra décider aussi la collectivisation des autres industries qui, par leur importance dans l'économie nationale ou pour d'autres raisons, devront être retirées à l'exploitation privée. " (...)

*- Qui sont les travailleurs*

" Art. 4 -- Sera considéré comme faisant partie des ouvriers et compris dans le nombre total des travailleurs qui forment l'entreprise, tout individu qui sera porté sur la liste, quelle que soit son opinion, qu'il accomplisse un travail intellectuel ou manuel. " (...)

*- Sort des anciens propriétaires*

" Art. 7 -- Dans le cadre de l'entreprise collectivisée, les anciens propriétaires ou gérants seront affectés aux postes où leurs aptitudes de techniciens ou d'administrateurs auront été reconnues indispensables. " (...)

*- Capital étranger*

" Art. 9 -- Dans tous les cas où des intérêts de ressortissants étrangers sont représentés dans les entreprises, les conseils de ces entreprises ou les comités ouvriers de contrôle sont tenus de le communiquer au Conseil de l'Economie. Celui-ci convoquera les membres intéressés ou leurs représentants en vue de discuter les cas litigieux et d'assurer la sauvegarde des intérêts en question. "

*- Des Conseils d'Entreprise*

" Art. 10 -- La gestion des entreprises collectivisées sera assurée par un Conseil d'Entreprise nommé par les travailleurs, choisi dans leur sein en assemblée générale. Cette assemblée déterminera le nombre des membres du Conseil d'Entreprise, nombre qui ne sera jamais inférieur à cinq, ni supérieur à quinze. Dans sa constitution, seront représentés les divers services : production, administration, services techniques et service commercial. Seront également représentées, s'il y a lieu, les diverses tendances syndicales auxquelles appartiennent les ouvriers et ce proportionnellement à leur nombre. La durée du mandat est fixée à deux ans, la moitié du conseil étant renouvelable chaque année. Les conseillers d'entreprise seront rééligibles.

*- Responsabilités*

" Art. 11 -- Les Conseils d'Entreprise auront les mêmes responsabilités que les anciens Conseils d'Administration dans les Sociétés Anonymes et les entreprises placées sous le contrôle d'un conseil de gérance. Ils seront responsables de leur gestion devant les ouvriers de leur propre entreprise et devant le conseil général de l'industrie intéressée.

- *Discipline / éducation*

" Sur le plan social, les Conseils d'Entreprise veilleront à l'accomplissement strict des règles établies en cette matière et en suggéreront d'autres qu'ils jugeront convenables. Ils prendront toutes les mesures nécessaires à la sauvegarde de l'hygiène physique et morale [sic] des ouvriers; ils se consacreront à une intense oeuvre culturelle et éducative, favoriseront la création de club centres de récréation, de sports, de culture, etc. " (...)

- *Directeur*

" Art. 14. -- Pour veiller d'une manière permanente à la bonne marche de l'entreprise, le Conseil nommera un Directeur, auquel il délèguera tout ou partie de ses fonctions." (...)

- *Contrôleur de la Généralité*

" Art. 15. -- Dans toutes les entreprises collectivisées, il y aura obligatoirement un contrôleur de la Généralité qui fera partie du Conseil d'Entreprise et qui sera nommé par le conseiller de l'Economie en accord avec les travailleurs." (...)

- *Révocation des Conseils*

" Art. 20. -- Les Conseils d'Entreprise pourront être révoqués partiellement ou en totalité par les ouvriers réunis en assemblée générale et par le conseil général de l'industrie concernée, en cas d'incompétence manifeste ou de résistance aux normes fixées. Lorsque la révocation aura été prononcée par le conseil général de l'industrie, ils pourront, avec l'assentiment général des ouvriers de l'entreprise réunis en assemblée générale, en appeler de cette décision auprès du Conseiller de l'Economie, mais la décision de ce dernier après rapport au Conseil de l'Economie, sera définitive."

- *Des Comités de contrôle dans les entreprises privées*

" Art. 21. -- Dans les industries ou commerces non collectivisés, la création du Comité Ouvrier de Contrôle sera obligatoire et, dans ce comité, seront représentés tous les services, de production, techniques et administratifs qui forment l'entreprise. Le nombre des éléments qui composeront le Comité sera laissé au libre choix des ouvriers. La représentation de chaque syndicat sera proportionnelle au nombre respectif de leurs membres dans l'entreprise.

- *Fonction du Comité de contrôle / "stricte discipline dans le travail"*

" Art. 22. -- Les fonctions du Comité de Contrôle seront :

- a) Le contrôle des conditions de travail et l'exécution stricte des mesures en vigueur quant aux salaires, horaires, assurances sociales, hygiène et sécurité etc. ainsi que l'assurance de la stricte discipline dans le travail. Tous les avertissements et notifications que le gérant croira devoir faire au personnel seront transmis par la voie du comité;
- b) Le contrôle administratif : encaissements et paiements, tant en espèces que par l'intermédiaire des banques et rapport de ces opérations avec l'importance de l'entreprise; contrôle des autres opérations commerciales;
- c) Le contrôle de la production, en étroite collaboration avec le propriétaire de l'entreprise afin de perfectionner le développement de cette production. Le Comités Ouvriers de Contrôle entretiendront les meilleures relations avec les techniciens dans le but d'assurer la bonne marche du travail.

Art. 23. -- Les patrons seront tenus de présenter aux comités ouvriers de contrôle les bilans et mémoires annuels qu'ils enverront au conseil général de l'industrie respective. "

- *Des Conseils généraux d'industrie*

" Art. 24. -- Les Conseils Généraux d'industrie seront constitués par : quatre représentants des Conseils d'Entreprise de cette industrie; huit représentants des diverses centrales syndicales désignés suivant un taux proportionnel; quatre techniciens nommés par le Conseil de l'Economie. Chacun de ces conseils sera présidé par le représentant de cette branche au Conseil de l'Economie."

- *Planification*

" Art. 25. -- Les Conseils Généraux d'industrie détermineront les plans de travail de l'industrie, fixeront la production de leur branche et régleront toutes les questions qui la concernent.

Art. 26. -- Les décisions adoptées par les conseils généraux de l'industrie seront exécutoires. Aucun conseil d'entreprise ni aucune entreprise privée ne pourra s'opposer à leur exécution. Ils pourront, tout au plus, présenter un recours devant le conseiller de l'Economie, dont la décision sera sans appel."(...

- *Des groupements d'industries*

" Art. 29. -- Afin de promouvoir la constitution et l'organisation des Conseils Généraux d'industrie, le Conseil Général de l'Economie proposera, dans un délai de quinze jours après la promulgation du présent décret, une classification et un groupement des différentes industries en accord avec la spécialité respective et la coordination des sections en lesquelles chacune d'elles se subdivise. " (... ) 3

Le décret de collectivisation eut une portée historique, car outre qu'il représente le texte officiel le plus élaboré en vue de légaliser une partie de la révolution économique, cet édifice juridique préfigura et influença les dispositions législatives des tentatives d'autogestion en Yougoslavie, puis en Algérie, pays où toutefois les prérogatives de l'Etat étaient d'emblée beaucoup plus fortes et restrictives que dans l'exemple catalan.

3. Le texte du décret figure dans le No 2, janvier 37, du *Butlletí de la Conselleria d'Economia* (en catalan) et dans J. Peirats, op cit, tome I, pp 340-345 (en castillan). De longs passages en ont été traduits dans l'anthologie de Daniel Guérin, *Ni Dieu ni Maître*, tome III (Ed. Maspéro, Paris 1970), pp 122-128; c'est la traduction de certains de ces éléments qui a été reprise ici. La revue *El Productor Hispano Americano*, mai-juin 37, publia une série de formulaires types pour l'authentification de divers actes juridico-économiques liés à la vie de l'entreprise collectivisée : - "Acte de Nomination du Conseil d'Entreprise"; - "Acte de Constitution du Conseil d'Entreprise"; - "Proposition de Nomination du Délégué Intervenant [ou Contrôleur] de la Généralité"; - "Communiqué de la Nomination du Conseil d'Entreprise au Conseil d'Economie de Catalogne"; - " Acte de Collectivisation dans le cas d'Entreprises de plus de 50 et de moins de 100 Ouvriers"; - "Proposition de Nomination du Directeur au Conseil d'Economie de Catalogne" (pour des industries de plus de 500 ouvriers ou avec un capital de plus d'un million de pesetas ou qui travaillent pour la "défense nationale").

Le rôle principal du décret était de répondre au besoin de coordination de la nouvelle économie, à la fois socialiste et capitaliste, et qui manquait de communs dénominateurs. On s'en remit à l'Etat pour remplir la fonction de grand régulateur des diverses vues en présence. L'acceptation de la tutelle étatique fut admise par la CNT-FAI, récemment entrée dans la machine gouvernementale, car les anarcho-syndicalistes croyaient, avec une certaine candeur, qu'une fois placés à la tête de l'Etat, ils parviendraient, eux, à changer la nature du pouvoir politique ...

Il ne faut pas oublier que, fondamentalement, le décret n'était guère *créateur*, puisqu'il ne faisait, pour l'essentiel, qu'entériner légalement ce qui avait déjà été mis en autogestion depuis quatre mois. Par ailleurs, le décret fixait plutôt haut - à cent ouvriers - la taille des entreprises collectivisables, alors que la grande majorité de l'économie catalane était constituée de petites et moyennes entreprises. Ce barème de collectivisation relativement élevé, fut, par la suite, l'un des éléments souvent peu respecté dans la pratique.

Au sujet de la portée réelle et concrète du décret, il est nécessaire de constater avec l'historien américain John Brademas, que "tous les critiques [de ce texte] sont d'accord pour dire que le décret resta sur le papier. Les ouvriers firent communément ce dont ils avaient envie. (...) L'histoire du décret de collectivisations illustre mieux que n'importe quel exemple l'abîme qui sépare les lois des faits dans l'économie confuse des premiers mois de la Catalogne révolutionnaire".<sup>4</sup>

Si le décret, ainsi que se plaisait à l'affirmer Juan Fábregas, avait été conçu comme "le code de la nouvelle loi ordonnatrice de la vie économique-social de Catalogne"<sup>5</sup>, il manqua, jusqu'aux événements de mai 37, un pouvoir politique

4. J. Brademas, *op cit*, p. 199.

5. Le terme de "code" revient notamment dans deux articles de Fábregas, "Sur le nouvel ordre économique-social" (Bulletin de la *Conselleria d'Economia*, No 1, octobre 36) et dans "Actuellement, le nouvel ordre économique-social en Catalogne" (*El Productor hispano-americano*, sept.-oct. 36).

suffisamment cohérent pour faire appliquer ces dispositions officielles et après ce tournant, avec le reflux de la révolution, l'objet même du décret devint hors de propos.

Dans les sphères dirigeantes de la CNT, il y eut souvent la tentation de penser que le décret était un "instrument" d'extension des conquêtes révolutionnaires <sup>6</sup> et que la caution étatique/légaliste allait jouer un rôle de catalyseur pour l'autogestion. C'était oublier que, sans un *rapport de forces* positif pour les anarchistes au sein du camp antifasciste, les dispositions légales les plus clinquantes ne pouvaient que demeurer platoniques ...

6. Par exemple : "Un instrument révolutionnaire, le décret de Collectivisation" éditorial de *Artes Gráficas*, du 25 novembre 36.

## LES JOURNÉES DE LA NOUVELLE ÉCONOMIE

Afin de populariser auprès des responsables les récentes mesures officielles, la "Première journée de la Nouvelle Economie" fut organisée au Palais National de Montjuich le samedi (après-midi) 7 et le dimanche (matin) 8 décembre 36. En présence de plusieurs milliers de personnes (surtout des membres des conseils d'entreprises des collectivités et des comités de contrôle des entreprises privées) et sous l'égide du président Companys, trois orateurs prirent la parole, dont les CNTistes José Giménez et Juan Fábregas.

Ces journées représentent un indicateur précieux quant à la manière dont l'autogestion était envisagée *d'en-haut*, quatre mois après le début de la collectivisation. Le Bulletin de la *Conselleria d'Economia* No 2, janvier 37, est presque entièrement consacré à cette rencontre. Les deux allocutions prononcées par J. Fábregas méritent une attention particulière, car elles présentent une synthèse du nouveau credo économique, exprimé par un haut dirigeant syndicalo-gouvernemental.

Après avoir rappelé l'importance historique du décret de collectivisation, Fábregas insista sur la mesure et la modération avec lesquelles il convenait de graduer les changements. D'autre part, il enjoignit, à diverses reprises, aux comités de ne pas retomber dans une mentalité bourgeoise ou dans un égoïsme d'entreprises, et il invita les responsables à se méfier des éléments "impatiens" ou "intransigeants". Tout au long de ses propos, Juan Fábregas en appelle à une obéissance, à une stricte observation des décisions prises au sommet par les instances gouvernementales.

" (...) Décret de Collectivisations. Voici le mot magique qui recueille en ces moments, non seulement la conscience du prolétariat catalan, mais celle du prolétariat des autres peuples d'Ibérie et même de toutes les masses populaires du monde entier. Décret de Collectivisations qui recueille les aspirations populaires, transforme les normes sporadiques en en faisant un ensemble



articulé, organique, constituant les bases d'une nouvelle conception de la vie et dont le prolétariat catalan sait l'usage qu'il doit en faire.

Mais il est nécessaire de tenir compte que le Décret de Collectivisations, étant une représentation des aspirations populaires, doit rester soumis aux circonstances spéciales de cette première étape de la création du nouvel ordre économique-social. Période de guerre dure, guerre épouvantable, sanglante et désespérée, qui nous oblige à suivre un rythme graduel et progressif dans nos réalisations, en tenant compte que coopèrent avec nous d'autres secteurs qui, bien qu'ils nous aident dans la lutte contre le fascisme, ne peuvent avoir le même genre de compréhension que nous.

Il faut tenir compte que, pour que le Décret de Collectivisations donne un rendement effectif et pour que ses résultats portent des fruits, il faut que nous remplissions notre esprit d'un profond sentiment d'humanité, de coopération et de renonciation aux intérêts et égoïsmes personnels pour le bien de la collectivité, puisque le rendement d'une entreprise avec un bon outillage doit aider à en soutenir une autre avec un outillage plus déficient, les bénéfices allant à une caisse collective qui servira d'instrument régulateur des activités collectivistes de tout le pays. (...)

Il faut donc éviter, par tous les moyens possibles, qu'un beau matin des individus se lèvent et s'emparent d'une fabrique, d'un atelier ou d'une propriété quelconque, suivant un ordre, et se constituent en patrons, en seigneurs de ce qu'ils se sont procuré. Non. Si la conception bourgeoise a disparu, nous ne devons pas permettre que maintenant au lieu de un, nous en ayons sept ou huit. Dans la vie, rien ne peut être créé d'une manière désarticulée. (...)

Il convient, aussi, que tous les Comités existants rationalisent leurs activités. Il faut en finir, une fois pour toutes, avec ce spectacle de ces sept, huit, dix personnes, qui viennent d'un village pour une consultation qu'une seule pourrait faire. On en a fini avec l'ancien bourgeois de la fabrique ou de l'atelier, mais à sa place, actuellement, il y en a dix, douze ou quinze. Avant, il était fréquent de voir, devant les portes d'une fabrique, une voiture. Maintenant, il y a cinq ou sept voitures qui représentent le Comité. Cela doit se terminer pour toujours, en faisant en sorte que tous aient une fonction bien déterminée qui évite de gaspiller du temps et des énergies, qui, tout à la fois, supposent une perte de richesses.

Nous avons pu observer qu'ils sont nombreux les Conseillers Régisseurs de Catalogne<sup>1</sup> qui ne sont pas au courant des dispositions, décrets et ordres. Ces Conseillers Régisseurs avaient une fonction de coordination à l'échelle de la localité entre les entreprises collectivisées, la municipalité, les syndicats et le Conseil d'Economie de la Généralité.

de la Conseillerie de l'Economie de la Généralité. Nous, ceux qui avons des postes de responsabilité, nous sommes une continuation directe de vous-mêmes. Nous créons, entre tous, une société nouvelle. Il est nécessaire, compagnons Régisseurs, que vous lisiez attentivement le *Journal Officiel*, dans lequel sort toute la tâche législative qu'il est nécessaire de connaître pour coordonner nos efforts.

Dans ce qui fait référence au problème des collectivisations, il est nécessaire de se soumettre strictement à l'esprit et à la lettre du Décret de Collectivisations, puisque autrement, l'on court le danger de détruire l'harmonie et la coordination qui sont nécessaires pour assurer la consolidation du nouvel ordre économique-social. (...)

J'attire l'attention de tous pour vous mettre en garde. Ce sont les tempéraments impatientes, les tempéraments intransigeants, ceux qui peuvent mettre en danger l'oeuvre commune. Mais, il faut les contrôler et nous devons nous mettre en garde contre ces éléments, parce que ce ne sont jamais les vieux militants de direction des organisations syndicales, ni des partis politiques, non. Avec l'éclatement de la révolution, après le 19 juillet, une avalanche d'éléments accoururent dans toutes les organisations et il faut se mettre en garde parce que ces nouveaux éléments pourraient déconsidérer l'oeuvre juste et sacrée de la révolution. Les vieux militants, qui estiment l'oeuvre de la révolution, parce que c'est une conséquence des souffrances et des persécutions subies, quand est arrivé le moment de se soumettre [sic] et de s'en tenir aux consignes de l'heure tragique que nous vivons, ils se sont mordus les lèvres, mais ils respectent les consignes

Les éléments dangereux, qui ont pu et peuvent s'infiltrer dans les organisations, doivent être démasqués, parce que la marche triomphante de la révolution ne peut être brisée ou empêchée. Je veux rappeler l'anecdote dont je vous ai déjà parlé hier soir; quand, à la Conseillerie dans laquelle vous m'avez placé, des commissions se sont présentées devant moi ou un quelconque élément intransigeant, intolérant ou intraitable, je n'ai pas eu d'autre remède comme vieux [!], voir les avis reproduits plus haut] militant de la CNT, que de les inviter à me montrer leur carnet [syndical]; et il en est toujours résulté que ces éléments intolérants, intransigeants ou intraitables, me présentaient un carnet délivré avec la date du 1<sup>er</sup>, du 10 ou du 15 août [1936]."<sup>2</sup>

2. Des compte-rendus fort positifs de ces Journées furent publiés dans la *Solà* et dans *La Veu de Catalunya* du 8 décembre, ainsi que dans *ABC* (Madrid) du 7 décembre. Voir aussi plusieurs textes à ce sujet parus dans *Horizontes*, "porte-parole des ouvriers de la General Motors", février 37.

## REFLUX DE LA COLLECTIVISATION

Après mai 37 et avec le déclin du courant anarchiste, principal instigateur et défenseur des réalisations autogestionnaires, les collectivisations connurent un temps d'arrêt, puis se mirent à décroître.

Déjà, dans le semestre précédent les journées sanglantes de Barcelone, une opposition larvée des secteurs républicains et communistes s'était peu à peu consolidée afin de se mettre en travers de la collectivisation. Par le biais du crédit bancaire et du commerce intérieur et extérieur qui, grâce au gouvernement républicain, restaient sous le contrôle de la petite bourgeoisie, de nombreux obstacles avaient été placés au développement des collectivisations.

C'est précisément dans un pareil contexte de *sabotage* financier contre l'autogestion que naquit un projet d'attaque de la Banque d'Espagne afin de s'emparer de l'or contenu dans ses coffres. Le scénario de cet audacieux hold-up, destiné à soutenir les milices et l'autogestion catalanes, avait, semble-t-il, été imaginé conjointement par Santillan, Durruti et García Oliver. L'opération aurait dû se passer à Madrid dans la nuit du 1<sup>er</sup> au 2 octobre 36 et être menée par la colonne Tierra y Libertad, forte de 3'000 hommes, qui luttait sur le front de la capitale. Finalement, ce raid, qui aurait permis de s'approprier le contrôle de la masse monétaire du pays, fut annulé, après que le Comité national de la CNT — mis tardivement au courant — eut fait valoir les graves risques de guerre civile interne, entre une part de la Catalogne et Madrid, que comportait un tel coup de main. <sup>1</sup> Cet épisode, pour le moins rocambolesque, témoigne à sa manière exacerbée des grandes difficultés de collaboration financière rencontrées par le mouvement autogestionnaire.

1. Sur cette affaire trouble, voir Abel Paz, Durruti ou le Peuple en armes, pp 387-388, D. Abad de Santillan, Por que perdimos la guerra et les Mémoires de García Oliver.

Une entrave considérable pour l'extension de la collectivisation résida dans la réticence manifestée par l'autre grande centrale du pays, l'U.G.T. (Unión General de Trabajadores) à l'égard de la socialisation. Traditionnellement rattachée au Parti Socialiste Ouvrier Espagnol, l'UGT, durant la guerre, fut secouée par l'âpre débat qui divisa ce parti, entre une aile gauche (emmenée par Largo Caballero) et une aile droite (dirigée par Julián Besteiro, Indalecio Prieto et Juan Negrín). Certains secteurs socialistes furent gagnés par l'idéologie communiste et telle personnalité du PSOE, comme Julio Alvarez del Vayo, qui fut le principal ministre des affaires étrangères de la République durant le conflit, s'était placé sous la férule du Komintern. Ce rapprochement, voire cette jonction d'une partie importante des socialistes avec le PCE, avait été facilitée par la fusion, intervenue en avril 36, entre la petite Union des Jeunesses Communistes et la forte Fédération des Jeunesses Socialistes. Dès lors, la Fédération des Jeunesses Socialistes Unifiées, dirigée par Santiago Carillo, qui s'affilia au PCE quelques mois après le début de la guerre, fut l'une des bases les plus fermes de la politique communiste.

En Catalogne, l'UGT, très minoritaire, passa, avec le déclenchement du conflit, sous le contrôle des communistes catalans, rassemblés dans le PSUC. Bien qu'à la base, au niveau des entreprises et des localités, diverses ententes étaient possibles entre travailleurs de l'UGT et de la CNT, au sein de comités communs de liaison, cette collaboration concrète et souvent cordiale n'était plus possible à l'échelon d'entités syndicalo-politiques plus larges, où la logique des états-majors s'imposait.

Aussi, les nombreux et pressants *appels du pied* de la CNT envers sa consœur UGT restèrent lettre morte, en grande partie à cause du dynamisme et de l'habileté manifestés par les communistes. L'impossibilité de bâtir un consensus entre les deux grandes centrales syndicales fut l'un des facteurs clé qui empêcha la mise en place d'une nouvelle économie homogène et cette discorde représenta un frein capital pour la progression autogestionnaire.

Dans la province catalane, les communistes rassemblèrent la petite bourgeoisie urbaine dans un syndicat, le GEPCI qui comptait vers la fin 37 "dix-huit mille commerçants, artisans et petits industriels"<sup>2</sup>. Les communistes se mirent à protéger et à défendre la petite et moyenne propriété avec une audace, une vigueur que ne se permettaient plus les républicains libéraux, rendus hésitants par le climat révolutionnaire.

La presse anarcho-syndicaliste ne réagit paradoxalement que peu face à ces menées concertées de réinstauration d'un capitalisme et le GEPCI ne fit que rarement, tout au moins avant mai 37, l'objet d'articles critiques. C'est dire que le texte, paru dans l'hebdomadaire *Orientaciones Nuevas* (27 mars 37) sous la plume d'un certain Anselmo Zapata et intitulé "Le GEPCI", mérite une attention particulière. L'auteur, qui parle de la situation dans la petite ville de La Garriga (à 10 km au N de Granollers, soit à environ 30 km au N de Barcelone) s'en prend résolument aux manoeuvres anti-autogestionnaires de cette corporation et aussi à l'UGT, qui accepte d'abriter un tel groupement.

" Sous le titre de GEPCI sont apparues à La Garriga des affiches qui disent plus ou moins en somme cela : «Est-ce l'heure de gagner la guerre ? Oui ! ... Est-ce le moment pour collectiviser les industries ? Non ! ... »

Je suis d'accord que le moment est propice pour gagner la guerre. (...)

Mais, ce avec quoi en aucune façon je ne peux être d'accord, c'est l'affirmation que le moment n'est pas propice à la collectivisation du commerce privé et des industries. Les messieurs du GEPCI disent que nous, qui essayons de collectiviser les industries, nous sommes des perturbateurs et des contre-révolutionnaires. (...)

Mais, pour nous, les messieurs du GEPCI sont .., A présent, je vais expliquer ce qu'ils sont. Eh bien, ils sont un groupement qui défend les intérêts de ceux qui n'ont jamais travaillé. Parce que le GEPCI est formé par tous les commerçants et industriels de cette ville, ce qui veut dire que c'est une société compo-

2. Le GEPCI était le sigle de la Federacion Catalana de Gremios y Entidades de Pequenos Comerciantes e Industriales; ce chiffre, publié en octobre 37, par un membre du Bureau politique du PCE, est reproduit par B. Bolloten, op cit, p. 111. L'ensemble de l'ouvrage de cet historien américain, qui fut correspondant de l'United Press en Espagne de 1936 à 1938, démontre remarquablement, et avec une documentation énorme, la "montée communiste" durant cette période et le rôle cardinal joué par les émules de Staline dans la contre-révolution.

sée de ceux qui n'ont jamais trempé une chemise de sueur, de ceux qui jusqu'à présent nous avaient exploités jusqu'à la moelle, nous les travailleurs. (...)

Nos ennemis sont précisément ceux qui favorisent toutes ces organisations, qui sont plus fantômes que réelles, et ceux qui lancent toutes ces consignes absurdes que les fainéants de tous genres recueillent comme bonnes.

Mais, ce que je trouve plus étrange, c'est que l'UGT accueille en son sein une société dont les principes sont diamétralement opposés à ceux de l'organisation qui les patronne, parce que le GEPCI, ici à La Garriga, a comme unique finalité d'empêcher que nous les ouvriers révolutionnaires, nous faisons la révolution que devraient faire les socialistes. (...)

Pourquoi nous met-on tant d'entraves à nous, les compagnons de la CNT, pour socialiser les industries et pour socialiser le commerce privé, qui sont les principes qu'affichait le leader des socialistes et, en plus, leur fondateur Karl Marx ?"

Le journal semi-clandestin de combat *Anarquía FAI* n'hésitait pas à passer vivement à la contre-offensive pour dénoncer les agissements anti-collectivistes du binôme GEPCI-PSUC. Dans l'article (18 juillet 37) "Avec bec et ongles, il faut défendre les Collectivités", cette publication mettait furieusement en cause la politique de réaction déployée par les communistes.

" Le premier coup criminel souhaitait être assainé par le GEPCI et le PSUC contre les Transports Publics Urbains. L'honnêteté l'empêcha.

Ensuite, les vachers, avec la protection des autorités au service du PSUC, veulent démolir l'industrie laitière.

Et avec cet exemple, les ex-bourgeois chauffeurs de taxis s'enhardissent et tiennent une Assemblée - et quelle Assemblée - et ils veulent « revenir à la même chose qu'avant, car eux payeraient les salaires aux employés »

Aux paysans, on attaque les édifices qui renferment leurs marchandises produit de leur sacrifice et de leur sueur, et on les leur vole.

Où allons-nous ? Qui sont ceux du GEPCI ? Combien d'hommes du GEPCI moururent dans les journées de juillet ? Où étaient-ils alors ? Combien d'hommes a le GEPCI dans les tranchées ? (...)

Demandez à n'importe quel milicien, à quelque organisation qu'il appartienne que défends-tu ? pourquoi luttés-tu ? Il ne nous dira pas pour une République Parlementaire et Démocratique, mais pour abolir l'exploitation de l'homme par l'homme, base du système qui s'est écroulé le 19 juillet. (...)

Les Collectivités donnent-elles des résultats ? Voyons. Tout a augmenté, après juillet, d'environ cent pour cent, à l'exception des industries socialisées cinémas, théâtres, tramways, métros, autobus, taxis, eau, gaz, électricité, etc. etc. Malgré l'augmentation des salaires et l'amélioration des services, dans certains cas même le prix a été baissé. (...)

Défençons-nous les collectivités avec bec et ongles ?

ANONYME

-----  
[mention figurant sous ce texte] *Ce journal ne passe pas par  
la Censure communiste* "

## VICISSITUDES DES MINISTRES ANARCHISTES

Au gouvernement central, les ministres anarchistes essayèrent en vain de défendre et de consolider la collectivisation.

Dans deux ministères directement concernés par l'économie, Juan Peiró à l'Industrie et Juan López au Commerce tentèrent laborieusement de maintenir les acquis de l'autogestion. En lisant leurs rapports d'activités respectifs, établis dans le cadre d'une série de grandes conférences prononcées par les quatre ministres anarchistes à fin mai et début juin 37 à Valence, il ressort nettement un constat d'impuissance. Les représentants au pouvoir de la grande centrale syndicale, en particulier Peiró et López, expriment le sentiment de paralysie qu'ils ont ressenti dans les hautes sphères officielles, empêtrés dans les dédales de la solidarité gouvernementale, de la diplomatie et coincés par la sourde et efficace opposition de leurs collègues. Au terme de six mois de présence dans le gouvernement central, ces ministres anarcho-syndicalistes, novices du pouvoir étatique, donnent l'impression d'en ressortir *percaudés*, encore étonnés d'avoir été finalement si muselés, si entravés dans leurs projets.

Au registre économique, il vaut la peine de s'arrêter sur le maigre bilan tiré par J. Peiró, en tant que ministre de l'Industrie. Cet ancien ouvrier vitrier se plaint amèrement des obstructions systématiques rencontrées dans la réorganisation de l'économie et il déplore, en outre, l'attitude de son collègue socialiste Juan Negrín, ministre des finances, auquel il reproche un travail de sape mené à l'encontre des collectivisations.

Après avoir souligné le "chaos" que connaissait l'industrie espagnole en automne 36, Peiro s'étendit, avec un ton très vivant, sur les aléas de son propre décret de collectivisations, inspiré de près par celui qui régissait déjà l'économie catalane :

" Quel fut le procédé pour en terminer avec cette situation [de chaos] ? Eh bien, simplement, étudier un projet de collectivisation des industries (...)



basé sur la conception fédéraliste. Alors que j'étais en train d'y mettre la dernière main, j'eus l'occasion d'avoir une entrevue avec Largo Caballero, à laquelle assistèrent les trois autres ministres de la CNT. Et en parlant du problème aigu, grave, très grave de l'économie des industries, je suggérai qu'il fallait présenter un projet de collectivisation, parce que je ne connaissais pas d'autre manière de mettre de l'ordre dans l'industrie et d'obtenir que le Gouvernement de la République ait un droit légitime sur l'économie des industries.

Quand je présentai cette proposition, Largo Caballero — homme qui en cette occasion démontra le sens révolutionnaire qui présidait à sa conduite à la tête de la République — me dit :

— Ecoutez, Peirō. Je ne suis pas de ceux qui croient que, quand la guerre se terminera, l'Espagne devra revenir à ce qu'elle était le 18 juillet. (...) Mo je ne crois pas qu'en Espagne un régime nettement socialiste puisse s'implanter mais, par contre, je crois que les industries doivent être collectivisées et que par conséquent, le travailleur, en échange du sacrifice d'aujourd'hui, devra avoir un droit de gestion dans la direction et dans l'administration de l'industrie. Mais, rendez-vous compte d'une réalité, et la réalité est celle-là : Vous me parlez de collectiviser l'industrie nationale et d'"intervenir" celle du capital étranger, mais vous pouvez être sûr que, s'il y a des entreprises à capital étranger, les travailleurs, en revanche, sont espagnols. Quand vous aurez collectivisé l'industrie nationale, ces travailleurs espagnols ne voudront pas tenir compte qu'ils travaillent pour des entreprises étrangères et voudront aussi collectiviser l'entreprise dans laquelle ils travaillent. (...) Si nous acceptons ce que vous proposez, soit la collectivisation des industries, déjà que nous sommes reconnus comme relevant de la charité par les pays démocratiques et que nous devons léser des intérêts qui leur sont propres, alors nous nous retrouverons dans une position où leur aide sera totalement étranglée. Et quelle sera notre situation ? <sup>1</sup>

1. Au vu de l'importance de l'emprise du capital étranger en Catalogne, des appels souhaitant rassurer les hommes d'affaires étrangers furent très tôt lancés. Témoin le texte paru dans le *Boletín de Información CNT-FAI* du 26 août 36 et intitulé "Aux étrangers résidant en Catalogne" : "(...) Nous invitons tous les étrangers et surtout les consulats et leur personnel à réfléchir avec un peu de calme et à nous dire avec franchise s'ils sont dérangés le moins du monde dans leurs occupations quotidiennes. Et aussi les hommes d'affaires avec des intérêts matériels. Peuvent-ils nier qu'ils ont reçu de la part de nos organisations ouvrières et officielles un traitement exceptionnel quant au respect absolu de leurs biens, l'intervention dans leurs affaires ayant été la plus atténuée possible ? Il n'y eut ni manque de courtoisie à l'égard de leurs personnes, ni violation matérielle de leurs intérêts. Nous désirons suivre le même traitement cordial avec eux." Le bulletin officiel de l'anarcho-syndicalisme catalan reconnaissant cependant le peu d'écho qu'avaient rencontré les tentatives apaisantes entreprises auparavant : "(...) Il est lamentable que beaucoup des étrangers à qui nous nous

Je ne sais ce que vous en penserez, camarades, mais moi je considère cette argumentation du camarade Largo Caballero comme une argumentation logique. (...)

Et comme il fallait se tirer d'affaire par quelque moyen, mettant à profit quelque chose qui avait déjà été fait au Ministère de l'Industrie, j'élaborai le Décret du 22 février [37], qui se rapporte à la saisie [incautación] et à l'intervention [intervención] des industries. (...)

Une fois terminé le projet de Décret, je l'apportai au Conseil des Ministres et là, camarades, commence le CALVAIRE [souligné par moi]. On reconnaissait que c'était un projet, bien entendu profondément conservateur, mais on ne voulut pas l'approuver s'il ne passait pas devant une commission interministérielle qui était composée par les ministres des Finances, des Communications, du Travail, des Travaux Publics, de l'Agriculture, du Commerce et de l'Industrie. Je le soumis à cette Commission interministérielle et, pour que soit accepté le terme de «saisie» [incautación], nous passâmes toute une session. Pour les républicains, représentants de la petite bourgeoisie, il était légitime qu'ils s'opposent au mot «saisie», ce qui ne pouvait pas s'expliquer pour d'autres éléments [les communistes] qui ne représentaient pas ni, à tout le moins, ne devaient représenter la petite bourgeoisie. Mais, comme le mot «saisie» était si juste, si logique, qu'il recouvrait un état de fait, parce que l'Etat n'allait pas se saisir de rien mais en tous les cas, il se saisirait de quelque chose qui l'était déjà, ceux qui s'opposaient au mot «saisie» durent se convaincre, après avoir consulté les dictionnaires, qu'il n'y avait pas d'autre mot que le mot «saisie», parce que c'était le terme le plus propre pour exprimer la pensée que contenait ce projet de Décret.

Pour arriver à la seconde session, des semaines passèrent. "

Note 1./suite/ adressions s'étaient déjà allés, trompés et pris de panique inpirée par la vile propagande fasciste. Il faut espérer que les «bons» qui sont restés nous montrent leur confiance, et nous souhaitons que leurs Consulats respectifs sachent nous manifester en retour la même considération et le même respect que ceux que nous leur accordons. [Fin]"

Dans le secteur des téléphones, où les capitaux américains étaient dominants, la collectivisation avait à tenir compte de cette tutelle étrangère. A Barcelone, *Nuestra Revista* - bulletin CNT-FAI "au service et en défense des intérêts du personnel téléphonique" - annonçait (en octobre 36) la prochaine tenue à Valence d'une assemblée conjointe CNT-UGT de la branche afin de s'adapter aux nouvelles circonstances. L'ordre du jour de cette réunion prévoyait dans son point 2 "la substitution de l'actuel Conseil d'Administration de la Compagnie par un CONSEIL OUVRIER, en acceptant uniquement la représentation nord-américaine."

Ensuite, Peiró continue de se lamenter sur le sort fait à son décret, devenu "un squelette indécant, sans pieds ni tête". Au surplus, un autre projet de première importance, consistant en la création d'une Banque Industrielle, fut enterré et un crédit de 30 millions de pesetas, accordé pour l'application du décret, fut finalement beaucoup raboté par le ministère des finances de Juan Negrín.<sup>2</sup>

L'autre anarchiste gouvernemental concerné directement par les questions économiques, Juan López, ministre, précisément, du commerce, eut également à dresser un bilan morose et décevant de son passage dans la machine étatique. López fait lui-même la constatation que la CNT-FAI n'était pas parvenue, "en aucune manière", à réaliser "l'unité de l'économie espagnole afin de la mettre au service de la guerre et afin qu'elle soit une garantie des conquêtes révolutionnaires faites par le prolétariat".

Dans sa sphère spécifique, J. López est contraint d'avouer son échec :

" (...) Nous, en interprétant l'esprit de la révolution espagnole, en interprétant la conjonction des forces qui constituent tout l'antifascisme espagnol, nous voulions arriver au monopole du Commerce extérieur, en établissant, au travers de l'organisation étatique, au travers de l'Etat, le contrôle opportun pour garantir que cette politique de monopole du Commerce extérieur ne se réalise pas au bénéfice exclusif d'un secteur de la classe travailleuse. Mais, nous avons défendu en même temps le point de vue disant que, bien que l'Etat devait contrôler toute cette organisation, la pratique du monopole devait revenir aux Syndicats des travailleurs, devait être dans les mains de ceux qui tenaient en leur pouvoir les ressorts et la direction de tout l'appareil de la production; mais, même avec ce compromis, il n'a pas été possible que prédomine au sein du Gouvernement le critère, apporté par nous, afin d'établir une base d'unification dans l'économie espagnole. Il s'ensuit que nous devons confesser l'INUTILITE [souligné par moi] de notre gestion au plan économique, il s'ensuit que nous ne pouvons pas nous présenter aujourd'hui devant l'opinion antifasciste d'Espagne pour présen-

2. Conférence prononcée le 3 juin 37 au Grand Théâtre de Valence par Juan Peiro et recueillie sous le titre "De la fabrique de verre de Mataró au Ministère de l'Industrie", Edition Comisión de Propaganda y Prensa del Comité Nacional de la CNT, pp 15 à 18. Voir aussi une interview réalisée précédemment pour *Catalunya*, 18 mars 37, intitulée "La Catalogne a besoin de la collaboration du Gouvernement central".

ter une oeuvre d'organisation du commerce espagnol, de l'économie espagnole, convenablement organisée. "

Selon Juan Lopez, les raisons d'un tel échec proviennent de l'attitude négative, désorganisatrice des partis politiques qui, "fermant les yeux à l'évidence, prétendent exclure les Syndicats et les organisations syndicales de la direction du pays".

Dans les manoeuvres engagées pour faire échec à une prépondérance, dans la représentativité et dans les responsabilités , dont auraient bénéficié les deux centrales syndicales CNT-UGT, l'ex-ministre du commerce s'en prend, avec une virulence toute spéciale, aux communistes :

" Il y a en Espagne un parti qui n'est pas autochtone, qui est une délégation d'un autre pays, et ce Parti est l'agent, qui, d'une manière active, se prête à servir des intérêts contraires à la classe travailleuse. Ce Parti donna le premier coup contre l'unité antifasciste en Catalogne. " <sup>3</sup>

3. Conférence donnée le 27 mai au Grand Théâtre de Valence par Juan Lopez et rapportée sous le titre "6 mois au Ministère du Commerce", Edition Comisión de Propaganda y Prensa del Comité Nacional de la CNT, pp 16, 19 et 23.

## DIFFICULTÉS MONÉTAIRES DE L'AUTOGESTION

L'absence de cohérence dans la politique monétaire pesa lourdement sur le développement de l'économie autogestionnaire.

Ainsi, la monnaie fut abolie dans certains villages ou dans des petites villes, alors que la peseta servait toujours de base commune dans les échanges du reste du pays. Lorsque la monnaie était déclarée supprimée, des bons étaient émis par les autorités révolutionnaires locales. Souvent, ces bons (les "vale") avaient une durée de validité limitée afin de prévenir l'accumulation de capital

La multiplication des types de *contre-monnaies* locales eut pour conséquence de compliquer et de ralentir les échanges, tandis que corollairement il existait une propension au repli des petites communautés sur elles-mêmes, voire une recherche d'une vie autarcique. La dispersion des modes de paiement entraîne des écueils qu'il y a pour dépasser la situation d'éclatement économique, qui a correspondu aux débuts de la collectivisation. Le système du troc fut alors souvent utilisé pour l'échange des produits. Les bons ou les trocs constituèrent des ersatz et ne purent constituer véritablement une alternative constructive à la monnaie du marché capitaliste.

Une autre difficulté importante pour la croissance du mouvement autogestionnaire fut l'évolution galopante des prix. Le contexte de guerre civile, de pénuries, d'incertitudes, de dérèglements, s'accompagna d'une forte inflation.

Le spécialiste de l'économie catalane de cette période, Josep Maria Bricall distingue trois phases quant à l'augmentation des prix de gros (inférieure à celle du coût de la vie) : a) de juillet 36 à avril 37, avec un accroissement mensuel des prix de 5,68 %, b) de mai 37 à mars 38, avec un taux de 5,19 %, et c) d'avril à décembre 38, avec un taux de 3,53 %.<sup>1</sup>

1. J. M. Bricall, op cit, pp 100-117. Le coût de la vie à Barcelone, avec l'index de base de 100 en juillet 36, passa à 147,1 en décembre 36, à 196,4 en juin 37, à 357,8 en décembre 37, à 367,1 en juin 38 et à 453,3 en novembre 38.

Sur le marché international des changes, la devise espagnole fut séparée en deux cours distincts. Le recul militaire du camp antifasciste amena un effriement progressif de la peseta républicaine. Le marché des changes de Paris reflète bien cette dégringolade, puisque en janvier 37, 100 pesetas républicaines correspondaient à 86,35 Francs Français (100 pesetas nationalistes à 130,21 FF), une année plus tard 100 Ptas rép. valaient 32,20 FF (100 Ptas nat. à 165,91 FF), en janvier 39, 100 Ptas rép. ne représentaient plus que 6,28 FF (respectivement 104,20 FF) et enfin, en février 39, 100 Ptas rép. n'équivalaient plus qu'à 2,10 FF (respectivement 145,68 FF).<sup>2</sup>

La faiblesse chronique de la devise républicaine, de même que le peu de considération et de crédit qu'inspiraient à la finance internationale les expériences socialisantes du camp antifasciste, constituèrent un handicap puissant en défaveur du commerce extérieur de la zone antifranquiste.

L'érosion de la monnaie républicaine suivit le déclin de l'influence diplomatique du gouvernement espagnol légal. En cet aspect également, les démocraties occidentales ne firent que très peu de démarches concrètes afin de soutenir la fragile économie du camp antifasciste.

2. Le gouvernement nationaliste suivit une politique systématique de surévaluation de sa peseta. Ces chiffres sont fournis par Antonio de Miguel, et ils sont repris et commentés par Angel Viñas, "Breve bosquejo económico", appendice IV du tome V de Hugh Thomas, op cit, tableau 26, p. 127.

## ATTAQUES CONTRE LA COLLECTIVISATION

Les opérations menées directement, et parfois militairement, contre l'autogestion touchèrent surtout les campagnes.

Durant presque toute la guerre, le ministère de l'agriculture fut dirigé par le communiste Vicente Uribe, adversaire déclaré de l'autogestion des terres. Ce ministre s'occupa à contrecarrer les entreprises des paysans collectivistes, ainsi que le souligne le militant et historien trotskyste Grandizo Munis :

" Depuis le ministère de l'agriculture, le staliniste Uribe s'efforçait de créer des conditions économiques qui prouveraient l'échec des collectivités, organisait des syndicats agricoles réactionnaires, paralysait le transport des produits ou empêchait que les collectivités s'approvisionnent dans une autre région de ce qui leur manquait. " <sup>1</sup>

Un décret du 7 octobre 36, signé par V. Uribe, légalisait partiellement les collectivités agricoles en expropriant les terres des factieux. Cependant, cette mesure officielle cherchait surtout à décourager la socialisation rurale par des dispositions juridiques strictes et complexes, comprenant un délai limité de légalisation, qui, s'il n'était pas respecté par les paysans, permettait théoriquement de leur retirer les terres exploitées en commun.

Le ministre communiste de l'agriculture multiplia les déclarations de réticence, de méfiance et d'hostilité envers la collectivisation, en cherchant à rassurer la petite et moyenne paysannerie. Au cours d'un meeting, vers novembre 36,

1. G. Munis, *Jalones de derrota, promesa de victoria*, p. 429. Grandizo Munis eut un rôle important dans l'Opposition Communiste de la Gauche Internationale en Espagne, formation patronnée par Léon Trotsky. Par la suite, en désaccord avec la tendance de Nin et Andrade, il créa la Section Espagnole de la Quatrième Internationale. Après mai 37, les dirigeants du petit groupe des bolcheviques-léniniste Munis et Carlini, furent arrêtés. Les accusations formulées alors contre Munis étaient même passibles de la peine capitale ... En janvier 39, ils attendaient encore d'être déférés devant un tribunal républicain, mais la chute de la Catalogne et de Barcelone leur permirent, ainsi qu'à d'autres dirigeants du POUM également emprisonnés, de s'échapper et de fuir en France. Plus tard, G. Munis travailla directement aux côtés de Trotsky, en France et au Mexique. En 1951, il retourna à Barcelone en raison d'un large mouvement de protestation (boycott des tramways) qui se transforma en une grève générale; mais, il fut détenu par la police franquiste et emprisonné durant dix ans, jusqu'à son exil définitif en France.

V. Uribe exprima sa réprobation à l'égard du communisme libertaire établi dans certaines localités de la province de Valence :

" Nous savons que certains comités ont instauré, sur leur propre initiative [sic] , un certain régime, où tout le monde est soumis à leur volonté; qu'ils s'approprient les récoltes et commettent d'autres abus tels que s'emparer des petites exploitations agricoles, imposer des amendes, payer avec des bons, et tant d'autres choses anormales. Vous savez bien que le gouvernement ne donnera jamais, au grand jamais — vous entendez — son assentiment à de tels procédés, ni même qu'il fermera les yeux. (...) Et nous déclarons que la propriété du petit paysan est sacrée et qu'il faut considérer comme des adversaires du régime tous ceux qui l'attaquent ou lui portent atteinte ! " <sup>2</sup>

Le décalage conflictuel entre la base autogestionnaire et les instances gouvernementales s'exprima tragiquement en mars 37 à Vilanesa, près de Valence. Les cultivateurs collectivistes refusèrent un décret, pourtant édicté par le ministre CNTiste et levantin du commerce Juan López, réquisitionnant les exportations d'oranges, qui étaient jusque-là du ressort d'un comité commun CNT-UGT. Des affrontements mirent aux prises paysans collectivisateurs et policiers, les troubles s'étendant aux localités de Moncada, Gandia et Utiel. Finalement, cette émeute rurale se solda par 15 morts (dont 11 policiers) et de nombreux blessés. La Colonne de Fer avait annoncé qu'elle était prête à quitter le front pour intervenir aux côtés des collectivistes. Le calme ne revint toutefois qu'après une médiation du Comité national de la CNT auprès des forces de l'ordre.

2. *Verdad*, journal paraissant à Valence, 1<sup>er</sup> décembre 36. Discours repris par B. Bolloten, op cit, pp 112-113.



## LA SUPPRESSION DU CONSEIL D'ARAGON

Ce fut cependant après mai 37 que le gouvernement et les communistes entreprirent de s'attaquer sur une large échelle à l'autogestion agraire. L'épisode le plus saillant de cette hostilité fut la destruction opérée, manu militari, des collectivisations de l'Aragon.

Le 10 août 37, un décret gouvernemental prononça la dissolution du Conseil de Défense d'Aragon, en arguant que cet organisme "était demeuré en marge de ce courant centralisateur auquel nous devons en grande partie la victoire qui nous est promise". Parallèlement, la 11<sup>ème</sup> division du commandant communiste Enrique Líster fut envoyée dans cette province, par Indalecio Prieto avec l'accord du cabinet, afin d'abattre le conseil aragonais, considéré en fait comme un reliquat gênant de pouvoir révolutionnaire. Les troupes de Líster suspendirent les comités locaux, interdirent le journal du Conseil, *Nuevo Aragón* (substitué par le journal communiste *El Día*), occupèrent puis fermèrent les locaux de la CNT et des formations libertaires, détruisirent des bâtiments agricoles construits par les collectivistes, rendirent les terres, le bétail et les outils saisis à des personnes jugées auparavant comme factieuses, à leur famille ou à leurs anciens propriétaires. Quelque six cents membres de la CNT furent arrêtés, dont le président du Conseil, l'ouvrier maçon anarchiste Joaquín Ascaso, accusé, bizarrement pour la forme, de "contrebande" et de "vol de bijoux".<sup>1</sup>

Il est instructif de s'arrêter sur la version donnée de cette razzia anti-autogestionnaire par l'historiographie communiste officielle. "Elaborée par une commission présidée par Dolores Ibárruri" et publié à Moscou dans les années 1960, l'histoire communiste de la guerre civile cherche à concilier les décisions et positions adoptées lors du conflit par le PCE avec les évolutions

1. Il s'agissait de la cession de bijoux dont s'était saisi le Conseil d'Aragon. A noter que Joaquín Ascaso n'avait pas de lien de parenté, contrairement à ce qui a été souvent écrit, avec le célèbre anarchiste Francisco Ascaso, mort à Barcelone durant les combats de rues du pronunciamiento.

et options survenues par la suite dans l'exil. La "fin de la dictature anarchiste" en Aragon nous y est présentée ainsi :

" (...) En été 37, le Gouvernement du Dr Negrin était parvenu à établir un ordre révolutionnaire [?] dans tout le territoire loyal. L'unique exception était l'Aragon qui apparaissait sur la carte politique de la République comme un îlot échappant au contrôle des organes étatiques. Là n'exerçaient pratiquement pas leur autorité ni le Gouvernement de la République, ni celui de la Généralité de Catalogne qui s'était compromis avec lui [avec le Conseil d'Aragon] dans les premiers jours du soulèvement.

Les véritables maîtres de l'Aragon étaient les anarchistes qui, avec l'aide des milices confédérales catalanes, avaient instauré dans cette région une dictature anarchiste. (...)

La collectivisation forcée implantée par les anarchistes en Aragon, le pillage, le crime et le désordre des maîtres de cette région provoquèrent un profond mécontentement et un malaise parmi les travailleurs. Pour les faire taire et donner une plus grande respectabilité à leur domination, sans l'enseigne «Abominable» de gouvernement, les leaders faïstes imaginèrent le Conseil Régional d'Aragon. Ils créèrent un appareil bureaucratique et policier qui maintenait son autorité. Mais la situation ne changea pas et le petit gouvernement cantonal de composition exclusivement anarchiste <sup>2</sup>, présidé par Joaquín Ascaso, se discrédita rapidement. Les travailleurs n'étaient pas disposés à la soumission que les dirigeants acrates désiraient, et la violence et la terreur continuèrent à agir à leur guise. (...)

Les anarchistes d'Aragon, déjà avant que s'organise le Conseil comme une caricature grossière de gouvernement, avaient ramassé tout l'argent, bijoux et joyaux de quelque valeur que conservaient traditionnellement les familles paysannes. Ils supprimèrent l'argent de la République et émirent, eux, une nouvelle monnaie sans aucune garantie, mais qui leur servait pour leurs affaires et pour dépouiller les paysans jusqu'au dernier gramme de blé ou de viande.

Dans son histoire, l'anarchisme n'avait jamais eu une occasion aussi propice de mettre en pratique ses «idéaux acrates», que celle que lui offrit l'Aragon durant les premiers treize mois de guerre. Et cependant, la «République Libertaire» s'écroula entre sang, misère et larmes. La politique de collectivité

2. Rappelons que le Conseil d'Aragon fut constitué en octobre 36, en prenant comme siège la ville de Fraga. Formé à l'origine uniquement de membres de la CNT et de la FAI, avec sa reconnaissance par le gouvernement central (par un décret du 23 décembre 36), le Conseil s'ouvrit à la représentation d'autres organisations républicaines (dont le PCE) et à l'UGT. En plus de sa désignation comme président, J. Ascaso fut nommé Délégué du Gouvernement de la République en Aragon.

sation forcée, de rétribution égalitaire, de terreur et de répression tua la stimulation des paysans au travail et causa la complète ruine de cette prospère région agricole. (...)

Le choix du commandant Líster pour garantir l'accomplissement du Décret de dissolution du Conseil d'Aragon n'était pas un hasard. Indalecio Prieto, ministre socialiste de la Défense, poursuivait un double but : mener à bonne fin la décision du gouvernement et, en cas de résistance, que ce soit la 11<sup>ème</sup> Division, commandée par un communiste, qui s'affronterait avec les anarchistes. (...)

La population aragonaise, et spécialement les paysans, reçurent avec un enthousiasme indescriptible la dissolution du Conseil, estimant que c'était une oeuvre hautement méritoire du gouvernement, qui les libérait d'un pouvoir étranger à leurs intérêts. " <sup>3</sup>

Officiellement déplacée en Aragon pour se reposer et se réorganiser à la suite de la bataille de Brunete sur le front du centre, la 11<sup>ème</sup> Division de Líster mena sa campagne contre les collectivisations avec trop de zèle et de virulence, de sorte que l'économie aragonaise se retrouva gravement désorganisée. Le démantèlement des collectivités compromit, en particulier, les récoltes et affecta profondément le moral des troupes anarchistes qui luttaient, précisément, sur le front d'Aragon.

Le parti communiste, devant la résistance sourde d'une partie importante de la population aragonaise, dut faire machine arrière et certaines exploitations autogérées qui avaient été démembrées furent reconstituées. Le président de l'ancien Conseil, J. Ascaso fut relâché (le 18 septembre 37), mis au bénéfice d'un non-lieu et les prisonniers anarchistes recouvrèrent la liberté.

Au sujet de la trajectoire subie par la collectivisation dans la province aragonaise, l'historien libertaire José Peirats apporte divers éléments d'interprétation sur la portée de la répression communiste. Il dresse d'abord le para

3. "Guerre et Révolution en Espagne", Moscou 1971, tome III, pp 262-271. Des incriminations de même nature sont formulées dans le chapitre 3 "Expériences anarchistes", pp 29-42 du Tome II (Moscou 1966).

lèle entre le nombre des délégués qui participèrent aux deux congrès des auto-gestionnaires qui se déroulèrent en 1937 dans cette province — cinq cents participants en février avant la destruction des collectivités agricoles (il y avait alors environ 450 collectivités enregistrées dans cette région) et deux cents, en septembre, à la suite de leur dissolution et après le volte-face communiste autorisant leur reconstitution — puis Peirats constate que "de toute façon, les collectivités recommencèrent à prendre un développement considérable"

" Il est très probable que durant cette seconde étape, la collectivisation reflète plus fidèlement la sincérité des convictions de ses membres. Ceux-ci avaient été soumis à une dure épreuve, et ceux qui furent capables d'y résister étaient des collectivistes à toute épreuve. Ce serait, cependant, de la légèreté que de qualifier d'anti-collectivistes tous ceux qui abandonnèrent la collectivisation dans cette seconde étape. La peur, la contrainte, l'insécurité de l'avenir eurent beaucoup de poids dans la décision d'un important secteur du paysan aragonais. "

Dans cette seconde phase, les collectivités se développèrent "avec des difficultés plus grandes et avec moins de collectivistes"; mais surtout, un élan avait été brisé et la capacité d'enthousiasme battue en brèche. Cette baisse du moral peut en partie, expliquer qu'au printemps 38 toute la province aragonaise soit tombée aux mains des troupes nationalistes : "cette fois, c'est Franco qui fit la récolte.(...) C'est qu'on ne peut pas s'amuser impunément à démoraliser un front et son arrière." <sup>4</sup>

4. J. Peirats, *Los anarquistas en la Guerra Civil Española*, pp 274-276.

## PRESSE ET AUTOGESTION

En dépit de ses failles et de ses erreurs, l'autogestion dans la révolution espagnole a souvent été synonyme d'allégresse et de fierté. Dans le désir de prise de parole par les travailleurs, nombre d'entreprises collectivisées décidèrent de publier un journal ou un bulletin. Ces feuilles répondaient généralement à une double vocation : besoin, d'une part, d'une circulation interne d'informations spécifiques à la branche économique et de points de vue sur des questions pratiques ou d'ordre général et, d'autre part, volonté de présenter, vers l'extérieur, la vie, les réalisations et les projets de l'entreprise.

Des branches économiques regroupées dans un syndicat (le plus souvent la CNT ou l'UGT) choisirent également le canal de la presse écrite pour exprimer leurs aspirations et leurs préoccupations.

Le ton habituel de ces publications est positif, résolument constructif, les rédacteurs des journaux d'entreprises ou de secteurs économiques provenant, le plus souvent, des sphères dirigeantes de leur firme et/ou des noyaux de syndicalistes militants. Aussi, l'on trouve des consignes dans les pages de cette presse, bien que, dans l'ensemble, les journaux de l'autogestion s'ouvrent de préférence sur l'étude et la discussion de questions larges, dépassant les strictes contingences de la production.

Ici et là, on rencontre des textes, voire quelquefois des rubriques exprimant des doléances contre des aspects insatisfaisants de la gestion collective. Toutefois, les attaques personnelles ou la mise à l'index de telle catégorie précise de personnel sont très rares.

Les auto-présentations et les auto-reportages sont écrits dans un sens

évidemment favorables aux gestionnaires de la nouvelle économie, mais avec une certaine candeur et une spontanéité qui excluent, la plupart du temps, un style et un vocabulaire de basse propagande ou un esprit d'orthodoxie étouffant. La vertu célébrée avant tout, c'est le sens et l'esprit constructif des travailleurs.

La fierté est manifeste d'avoir su organiser — sans le patron et hors du capitalisme — l'entreprise où, auparavant, l'on n'avait rien ou pas grand-chose à dire. Les avantages de la nouvelle gestion sont exposés avec contentement; cependant, c'est vers l'avenir que l'accent est placé de préférence, vers les innovations et les améliorations projetées par les *employés-associés* de cette ère nouvelle.

La presse autogestionnaire se trouvant souvent placée sous l'égide des syndicats et particulièrement de la CNT, les mérites du syndicalisme y sont spécialement vantés, tandis que l'appartenance à une grande *famille* représente un ferment commun constamment exalté.

Dans l'étude de l'autogestion espagnole, la presse rédigée par les collectivistes constitue une source très riche, car elle restitue l'état véridique des mentalités, la façon dont les problèmes étaient envisagés et la manière dont étaient formulés les espoirs placés dans l'économie socialisée.

Des journaux comme *Mi Revista*, *Solidaridad Obrera* ou *¡¡ Campo !!* offrent une profusion d'éléments sur l'autogestion en marche, traitée souvent sous l'angle de reportages. Les interviews, tout spécialement, permettent aux acteurs de l'autogestion, qui ne sont pas nécessairement à l'aise dans l'écriture, de s'exprimer plus directement et plus concrètement que dans le cadre d'articles ou d'analyses générales.

Les exemples d'autogestion présentés au lecteur correspondent bien sûr de préférence à des expériences considérées comme positives. Néanmoins, malgré le *filtre* syndicaliste militant ou de direction d'entreprise apposé sur ces journaux, la presse autogestionnaire offre la vision incomparable et authentique d'une classe ouvrière, désireuse de larguer ses amarres d'avec le vieux monde des injustices sociales.

Sur la base des très nombreux articles recueillis, les chapitres suivants vont tenter de présenter, secteur par secteur, l'économie catalane, dans l'idée de parvenir à une vue d'ensemble de la mosaïque autogestionnaire. <sup>1</sup>

1. Les domaines des spectacles, de l'art, de la presse, de la pédagogie, de la santé ont fait l'objet de présentations spécifiques dans les chapitres précédents.

## L ' INDUSTRIE

A l'époque de la guerre civile, la Catalogne était la plus importante région économique de l'Espagne et disposait de l'industrie la plus développée.

Le textile constituait la principale industrie et employait près de 250'000 personnes, soit le 90 % de toute la main-d'oeuvre des filatures espagnoles. Ensuite venait la métallurgie avec près de 90'000 ouvriers et l'industrie chimique avec environ 35'000 personnes.

Le secteur textile fut celui qui subit le plus les conséquences de la guerre, par le manque de matières premières importées et à cause de la fermeture de nombreux marchés habituels. Dans une moindre mesure que le textile, la branche de la chimie vit sa production réduite pour des raisons comparables. Le secteur de la métallurgie, grâce aux énormes besoins en armes de tous genres, connut durant près d'une année un accroissement de sa production, mais là également les défaites militaires entraînèrent des revers économiques sérieux. D'autres branches, comme le papier et le bois subirent aussi des diminutions de leurs activités.<sup>1</sup>

La restructuration de l'économie, le dérèglement des échanges provoquèrent une augmentation du chômage et spécialement du chômage partiel. Pourtant, en chiffres absolus, les chômeurs ne semblent pas avoir beaucoup augmenté, mais ce paradoxe arithmétique s'explique par le départ volontaire ou par mobilisation de dizaines de milliers d'hommes vers le front. Dans diverses industries, les fabriques ne pouvaient fonctionner qu'au ralenti, amenant un large chômage technique. L'arrivée massive de réfugiés contribua à compliquer encore la situation de l'emploi.

1. Josep Maria Bricall fournit à ce sujet des données précieuses en présentant d'index d'évolution de la production en Catalogne par secteurs industriels dans les années 1936-1937. Voici un extrait de ces évolutions en prenant 4 repères (janvier 1936=100) : juillet 36/A; janvier 37/B; juillet 37/C; décembre 37/D. Textile:57/A, 39/B, 39/C et 20/D. Métallurgie:85/A, 119/B, 69/C et 62/D. Chimie:60/A, 49/B, 51/C et 31/D. Construction:50/A, 32/B, 50/C et 44/D. Autres secteurs industriels:74/A, 78/B, 59/C et 28/D. Quant à l'index général de la production, avec ces 4 repères temporels, il se présente comme suit: 82/A, 70/B, 71/C (mais 66 en mars 37) et env. 58/D. Pour 1938, la courbe s'inscrit à env. 60/mars pour tomber progressivement vers 35/septembre. J. M. Bricall, op cit, pp 74-79, p. 55 et p. 96.



## L' INDUSTRIE TEXTILE

Concentrée dans la région barcelonaise, en particulier à Tarrasa, Sabadell et Badalona, l'industrie textile employait une majorité de femmes. Uniquement à Barcelone, la CNT contrôlait 40'000 ouvriers de cette branche et sur les 230'000 travailleurs occupés dans la région, la Confédération en regroupait le 70 %. <sup>1</sup>

Le textile catalan, dépendant de l'étranger pour son approvisionnement en fibres, était étroitement tributaire du marché national. Déjà avant l'éclatement du conflit, l'industrie textile catalane connaissait des difficultés, c'est dire que ce secteur fut spécialement vulnérable aux aléas de la guerre. Cette branche économique semble avoir fourni un contingent très important de miliciens pour le front, le marasme des affaires pouvant sans doute expliquer ce haut taux d'engagement militaire. <sup>2</sup>

L'organisation des fabriques textiles de Badalona (ville de quelque 80'000 habitants) nous est présentée dans le *Boletín del Sindicato de la Industria Fabril y Textil de Badalona y su radio*. Ce bulletin mensuel, imprimé sur les presses des "Industries Graphiques Collectivisées de Badalona", expose dès son premier No de janvier 37 "l'action du Comité de l'Economie et de Contrôle de l'Industrie Textile de Badalona". Ce comité, "conçu et organisé par la CNT", comprenait aussi des membres de l'UGT, ces deux centrales rassemblant "tous les éléments manuels, techniques et commerciaux" du textile local :

" (...) La trentaine de compagnons qui en font partie représentent, du point de vue technique, les multiples ramifications de l'industrie en question et pour la plus grande efficacité de son activité, le Comité fut divisé en six Commissions, dont quatre à caractère technique, comme celles de la Cordellerie, des Filatures, des Tissus et celle des Teintures et Apprêts, et les deux restantes à caractère administratif, soit la Commerciale et celle des Finances."

1. Chiffres avancés par Augustín Souchy et Paul Folgare dans "Collectivisations l'oeuvre constructive de la Révolution espagnole", p. 48 et repris aussi par J. Peirats, op cit, Tome I, p. 319.

2. Vers avril 37, A. Souchy et P. Folgare avancent le chiffre, très probablement exagéré, de 20 à 25'000 hommes du textile de Barcelone-ville, affiliés à la CNT qui seraient partis au front comme volontaires, alors que seulement 3'000 hommes de l'UGT seraient également partis combattre; op cit, p. 49.

Dès son entrée en fonction, le comité, fidèle à une tradition remontant à la Première Internationale, tint à connaître la *vérité objective* des éléments en présence par l'établissement d'une statistique détaillée et d'ensemble de la production.

" L'oeuvre primordiale du Comité, afin que ces Commissions puissent agir sur une base ferme, fut d'établir la statistique générale de toute l'industrie textile locale. (...) De par sa composition, cette statistique est absolument complète, tant et si bien que l'on peut dire que jamais il n'en avait été réalisé d'égale dans l'industrie textile de notre pays. " <sup>3</sup>

La question fondamentale que se posa ce comité était de savoir si l'autogestion à Badalona prendrait la voie de la collectivisation par fabrique, entité indépendante et associative, ou s'il devait revenir à la branche d'industrie de prendre la direction des usines. Dans cette ville, c'est cette seconde formule qui l'emporta, probablement du fait que les deux centrales CNT-UGT avaient réussi à réunir leurs forces au sein d'un seul comité, facteur qui ouvrait la voie à une gestion syndicale de l'économie.

Théoriquement, les syndicats de Badalona devaient solliciter l'approbation de la Conseillerie de l'Economie de la Généralité pour être en mesure de mettre en pratique leur solution, mais il apparaît qu'ils n'attendaient pas cet éventuel vuire incertain, feu vert officiel pour s'organiser comme ils l'entendaient.

" C'est sur la base de cette statistique, pour l'établissement de laquelle on a compté avec la collaboration des comités de contrôle des fabriques, que le Comité de l'Economie a pu développer, en véritable connaissance de cause, un travail qui, par son importance transcendante, requiert l'attention maximale : celui de se prononcer sur l'opportunité de la collectivisation des fabriques de la localité par entreprise ou par industrie. Ce problème a été étudié par les Commissions, chacune pour elle-même, et l'on arriva à la conclusion, que le Comité fit sienne, de considérer la collectivisation par industrie comme la plus satisfaisante pour le bien de l'industrie elle-même et pour celui de la classe tra

3. Dans la prolongation de la vieille idée de la Première Internationale, les autogestionnaires espagnols accordèrent une assez grande importance à la statistique. Le *Boletín de Información CNT-FAI* consacra son éditorial du 27 octobre 36 à la nécessité de disposer des données numériques de l'économie sous le titre optimiste de "La révolution triomphera avec la statistique".

vailleuse; dans ce sens, le Comité de l'Economie et de Contrôle de l'Industrie Textile de Badalona s'adressa à la Conseillerie de l'Economie de la Généralité de Catalogne.

Ainsi projetée la trajectoire à suivre, le Comité de l'Economie et de Contrôle précité procéda IMMEDIATEMENT [souligné par moi] à la réalisation du projet — naturellement d'une manière hypothétique, étant donné que celui-ci n'a pas encore de fonctions exécutives — Dans ce but, chacune des Commissions techniques et administratives dans lesquelles il se distribue procéda à l'établissement de feuilles de contrôle hebdomadaire du mouvement de chaque fabrique, qui doivent permettre de connaître, constamment et en toute exactitude, la situation, considérée techniquement et commercialement, des diverses fabriques qui dans le futur doivent représenter une seule grande entreprise.

Parallèlement à cela, la Commission des Finances entreprit l'étude, du point de vue administratif, de l'organisme central qui devra régir cette entreprise projetée. "

Dans ce rapport de gestion intermédiaire, le comité traite aussi de l'inquiétant problème de la rareté des matières premières :

" (...) rareté qui arrivera très bientôt à être un manque absolu, entraînant l'arrêt complet de toute l'industrie textile catalane, si l'on n'obtient pas de l'étranger la laine, le coton, le lin et les fibres dites artificielles. "

Face à cet approvisionnement ardu, la Commission de la Cordellerie essaya de trouver des ersatz, en se tournant vers des fibres végétales du pays; après divers essais, le chanvre s'avérait supérieur au sisal et au genêt.

La Commission des Tissus établissait des devis au sujet des articles demandés, celles des Teintes s'occupait de régulariser les prix des teintures, la Commission Commerciale s'intéressait à l'échange des matières premières et des produits manufacturés et elle cherchait à se procurer des devises pour l'achat des matières premières.

Un écueil considérable pour l'autogestion fut la disparité des conditions entre les entreprises. Dans certaines fabriques, l'expérience collectivisatrice démarrait avec une bonne trésorerie, des stocks garnis, un équipement de qualité, un personnel hautement qualifié, ... alors que d'autres firmes étaient reprises dans un état précaire. Ces situations inégales furent diversement prises

en compte par les autogestionnaires. Dans le cas de Badalona, le Comité de l'Industrie Textile, au cours d'une réunion des représentants CNT et UGT (dont les accords furent ratifiés le 15 février 37 par une assemblée générale extraordinaire des travailleurs des deux centrales), décida de venir en aide aux entreprises qui avaient besoin de fonds pour payer les salaires :

" Il a convenu d'aller vers l'établissement d'un impôt pour les Entreprises qui jouissent encore de fonds propres, afin de secourir celles qui seraient dans le besoin.

Cet impôt sera de 1,20 peseta par semaine pour chaque ouvrier qui travaille dans l'Entreprise.

Il est sous-entendu que cet impôt ne sera pas déduit du salaire des travailleurs, mais du fonds collectif des Entreprises.

Ces fonds seront remis par les Entreprises au Comité de l'Economie et de Contrôle de l'Industrie Textile, Section Commerciale.

L'on nommera une Commission, à partir des deux Syndicats, pour contrôler ces fonds. " <sup>4</sup>

Un éclairage complémentaire sur le vécu de l'autogestion à Badalona nous est fourni par Josep Costa, qui fut secrétaire du syndicat textile CNT de cette ville, et dont le riche témoignage a été recueilli par Ronald Fraser dans son histoire orale de la guerre civile. <sup>5</sup>

A quarante ans de distance, ce responsable CNTiste réfléchit sur les épreuves rencontrées par la collectivisation, en soulignant, qu'à l'époque, lui-même et ses compagnons syndicalistes de Badalona avaient été d'emblée sceptiques quant aux chances de succès de l'aventure autogestionnaire.

Peu de jours après le pronunciamiento, les fabriques se remirent en marche. Le syndicat textile ordonna aux directeurs et aux propriétaires de retourner à leurs postes, ce qui fut fait, sauf dans une demi-douzaine de cas.

" A ce moment, déclare Josep Costa, nous n'avions pas la moindre intention d'occuper, d'exproprier ou de collectiviser aucune fabrique. Nous pensions que

4. *Boletín de la Industria Fabril y Textil de Badalona y su radio*, No 2, février 37

5. Ronald Fraser, *Recuérdalo tú y recuérdalo a otros* (Souviens-en toi et rappelle-le aux autres), *Historia oral de la guerra civil española*, Tome I, pp 315-319.

le soulèvement serait écrasé rapidement et que tout demeurerait plus ou moins pareil qu'avant. A quoi servait de s'enthousiasmer avec les collectivisations si tout allait se terminer, une fois encore, dans les mains de l'ancien système capitaliste ? "

Cependant, le syndicat se mit à prendre l'initiative et commença à donner des ordres — "ce qui certes est impropre à la tradition anarcho-syndicaliste, mais c'étaient des moments d'exception" — au comité syndical de chaque usine afin que se constitue un comité ouvrier, composé de techniciens, de personnel administratif et d'ouvriers.

" Puis, le syndicat établit (un impôt de guerre) touchant les entreprises avec bénéfices, dans le but d'aider les 500 hommes de la localité qui luttèrent au front et afin d'aider les fabriques économiquement faibles à acquérir des matières premières. Mais, seules une demi-douzaines d'usines obtenaient des bénéfices. "

Sur les 37 fabriques textiles de la localité, il y avait encore environ une douzaine d'entreprises avec plus de 100 ouvriers, la majorité de celles-ci occupant presque 1'000 ouvriers. Avec la protection du décret de collectivisations de la Généralité, les deux douzaines d'autres fabriques déjà collectivisées durent revenir au statut du contrôle ouvrier. Au début, trois usines seulement étaient demeurées en marge, l'une, car la majorité UGTiste qui y travaillait préféra conserver le contrôle ouvrier, et les deux dernières, parce qu'étant de propriété étrangère (suisse et française, leur drapeau ayant, du reste, été hissé sur la fabrique).

" Mais, franchement, nous ne nous préoccupions pas trop du décret. Les comités ouvriers de contrôle accomplissaient les instructions du syndicat et, en ce qui nous concerne, les fabriques pouvaient se considérer comme collectivisées. (...)

Il ne nous semblait pas que les collectivisations textiles de Barcelone pourraient nous servir de modèle. Depuis le début, les fabriques collectivisées là-bas fonctionnèrent comme si elles étaient des unités complètement autonomes, qui lançaient leurs produits sur le marché du mieux qu'elles le pouvaient et qu

ne prêtaient que peu d'attention à la situation générale. Cela causa un problème affreux. C'était une espèce de capitalisme populaire ... (...) "

Ce dirigeant CNTiste fait part du scepticisme qui l'habitait quant au devenir de la révolution :

" Je suis sûr qu'il y avait des milliers de militants CNTistes comme moi qui se rendaient compte que toute cette histoire de révolution n'avait pas de sens. Mais la pression venait de la base, de la masse des ouvriers à laquelle la CNT avait, durant des années, inculqué des idées révolutionnaires. Nous, les militants, nous ne pouvions prendre alors à la plaisanterie l'idéologie et la pratique de l'émancipation de la classe ouvrière que nous professions depuis si longtemps. La révolution était comme un chien qui se secoue le corps en sortant de l'eau : le peuple espagnol se débarrassait de 400 ans d'injustice. Pour nous militants, il ne nous restait d'autre alternative que de continuer ou de nous tirer une balle dans la tête ... "

A Badalona, des mesures concrètes et sociales furent prises, telles que la suppression du travail aux pièces, la réduction de la semaine de travail à 40 heures (et rapidement beaucoup moins en raison du manque de matières premières) et la création du "premier système de sécurité sociale d'Espagne", financé par une cotisation payée par chaque ouvrier : assistance médicale et médicaments gratuits, retraite avec la paie complète, subside maladie et maternité (avec deux jours de congé payé pour le mari de l'accouchée), clinique pour services spécialisés et accouchements. Par ailleurs, un fonds de chômage fut créé et chargé de rechercher du travail pour les chômeurs en dehors de l'industrie textile.

" (...) Nous nous trouvions invariablement confrontés à l'opposition de l'UGT, qui invariablement aussi invoquait la Généralité, spécialement après que le secrétaire général du PSUC, Comorera, vint occuper la charge de Conseiller de l'Economie [soit à partir de juin 37]. La Généralité pouvait bloquer très facilement la rationalisation : après deux ans de guerre, au moins la moitié des entreprises collectivisées s'étaient hypothéquées auprès de la Généralité en échange du paiement de leurs salaires. La Généralité nomma un inspecteur au travers duquel elle prit, en réalité, la fabrique en charge. Les entreprises collectivisées perdirent la liberté économique qu'elles avaient gagnée au début. Nous

fîmes tout ce que nous pûmes pour limiter le nombre de ceux qui allaient à la «banque des gages» [sorte de caisse de chômage officielle], mais dans ces circonstances difficiles, nous ne pûmes faire suffisamment ... "

Quant à la production, elle diminua de 20 à 30 % à cause de la réduction de l'horaire de travail, mais elle recommença à croître, "après qu'il eut été expliqué que le succès de l'autogestion dépendait de chaque travailleur"—aux dires de ce témoin-militant activement engagé dans les transformations économiques.



La situation de l'industrie textile à Tarrasa est exposée par une série de reportages, parus en octobre et en novembre 37 dans *Mi Revista*, et portant sur quatre entreprises collectivisées : "Tarrasa Industrial" (article du 15 nov. "Anonima Font Batallé" (1<sup>e</sup> nov.), "Sala y Badrinas" (1<sup>e</sup> nov.) et "Lanas Coll" (1 nov.).

Ces quatre usines devaient certainement bénéficier de conditions relativement favorables ou être bien gérées, car l'impression qui se retire des reportages est tout à fait positive : taux élevé de travail, union étroite à la base entre personnel de la CNT et de l'UGT, efforts intenses pour la culture (écoles) et publication de bulletins d'entreprises. Dans ces textes, la fierté pour les nouvelles formes de l'organisation économique est souvent résolument affirmée.

Tarrasa Industrial, E. C. <sup>6</sup>

"(...) Ici, dans cette Collectivité, nous sommes environ 300 ouvriers : environ de l'UGT et le reste de la CNT. Donc, quand il s'agit de produire plus et bien, tu nous vois en bloc compact, au coude à coude. Et ainsi, je dois te déclarer qu'une fois ces difficultés vaincues, comme le sont les matières premières : fibres colorants, etc., nous travaillons tous les jours de la semaine, payant, chaque semaine, des salaires supérieurs à 18'000 ptas; et, en plus, on gagne de l'ar-

6. Le sigle E. C., signifiant en castillan Empresa COlectivizada ou en catalan Empresa Col·lectivitzat, était fréquemment accolé au nom des firmes autogérées et revenait dans les annonces publicitaires que certaines entreprises plaçaient dans la presse. "L'Atelier Confédéral de Tailleurs No 1 de Tarrasa" fut décrit dans *Mi Revista* du 15 octobre 37. Regroupant 125 ouvriers et ouvrières, le Comité de ce grand atelier-manufacture était formé de neuf personnes, dont deux femmes.

gent, ce qui doit nous permettre de réaliser très prochainement un certain nombre d'améliorations conduisant à rendre plus facile, plus joyeux le travail : la grande fonction sociale. "

Anónima Font Batallé, Empresa Colectivizada

" Nous avons eu l'occasion de visiter la filature et fabrique de tissus en laine que possèdent les ouvriers de l'Entreprise Anonyme Font Batallé, E. C. . Nous avons remarqué que tant les machines que l'installation sont admirables. (..

L'effort de ces ouvriers, et spécialement du Conseil d'Entreprise, est démontré dans les réformes et les avantages dont ils jouissent. Ils ont une école, qui fonctionne toutes les après-midi, à laquelle peuvent venir tous les ouvriers et les enfants de ceux-ci. Naturellement, tout le matériel [scolaire] ainsi que le [salaire] du maître sont à la charge de l'Entreprise. L'école est située devant la fabrique et au-dessus des bureaux de celle-là. C'est une salle qui peut contenir plus d'une centaine de personnes.

Dans cette école aussi, il a été récemment inauguré une bibliothèque très agréable. (...)

Depuis plus d'une demi-année, un Bulletin mensuel est publié qui, bien entendu, est le meilleur qui s'édite dans la ville et, sans crainte d'exagérer, de toute la province [!]. Ce Bulletin a été loué à plusieurs reprises par la Presse locale pour les articles à caractère social qui s'y trouvent. Ce sont les ouvriers eux-mêmes qui écrivent ces articles et qui prennent les initiatives qu'ils transmettent à la Rédaction afin que jamais ce Bulletin ne puisse déperir. Il y figure aussi une page dans laquelle il est rendu compte de tout ce qui dépend de l'école et une autre dans laquelle figurent toutes les décisions, au sujet de la fabrique, prises par le Conseil d'Entreprise. "

Sala y Badrinas, Empresa Colectivizada

" Ce que nous déclara le compagnon José Ronzano Ejarque [non membre du Conseil d'Entreprise] : - Environ 500 compagnons, appartenant aux deux centrales UGT et CNT, font partie de cette industrie collectivisée, tous unis dans ces moments si difficiles.

La masse ouvrière anonyme, qui a apporté dans la lutte les efforts et sacrifices maximum, a déjà réalisé pratiquement son unité dans la majorité des fabriques et ateliers, depuis le commencement du mouvement. Elle a su envisager et résoudre beaucoup des problèmes, qui durant tout ce temps, se sont posés sur les lieux de travail, dans un sens général, éloigné de l'esprit de parti et par rapport aux intérêts généraux des travailleurs. (...)



Il convient de noter que jusqu'à maintenant, seules ont été prises des mesures qui n'ont conduit à rien : faute d'orientation précise, la non-crédation à temps de ces organismes dirigeants et orientateurs dans les lieux de production, la persistance de l'emploi de systèmes caducs, l'abandon à leur propre effort et à leur propre initiative des Collectivités, l'inefficacité des dispositions législatives par manque d'application effective, soit toute une série de facteurs qui ont constitué de graves dérèglements pour notre économie et pour la lutte même que nous soutenons. (...)

Douze compagnons forment le Conseil d'Entreprise. (...)

Il est intéressant de noter que cette Collectivité a essayé d'encourager, en tout moment, la création d'écoles, en les subventionnant à cet effet. Il y a eu quelque temps, il fallut établir un écrit sur lequel quelques compagnons, ne sachant pas signer, durent le faire d'urgence. Donc, postérieurement un autre écrit a été fait, sur lequel les mêmes compagnons (après avoir assisté à des classes spéciales données par d'autres compagnons) ont pu apposer leur signature correctement. (...)

Enfin, il convient de rendre compte que nous éditons un Bulletin mensuel, dans lequel nous insérons toutes les innovations que nous croyons nécessaires. Sa lecture est très intéressante pour nous tous afin d'apprécier à travers ses pages tout ce qui se passe dans l'Entreprise. Ses colonnes hébergent les nobles initiatives qui, à n'en pas douter, doivent fournir une noble stimulation à ses metteurs en page, qui, de cette manière élèvent le sens de la responsabilité de l'ouvrier, l'invitant à se mettre à proposer des initiatives profitables et réalisant ainsi le but pour lequel il fut créé : maintenir une étroite relation entre la masse ouvrière et son Conseil d'Entreprise qui, de cette façon, voit son moral augmenter, chose indispensable pour que la lutte continue. "

"Une collectivité exemplaire" : Lanús Coll Colectivizada

" (...) La Collectivité a su et a souhaité se passer des vieilles normes. Avant, un système capitaliste basé sur l'égoïsme personnel donnait seulement huit ou neuf mois de travail par an aux salariés qui collaboraient dans la maison. (...)

Les actuels responsables, ceux qui veillent aux activités de l'Entreprise les ouvriers eux-mêmes, veillèrent avant tout à réparer cette lacune patronale volontaire, en acquérant la matière nécessaire pour que le travail soit continu toute l'année et en terminant ainsi avec cette injustice chronique à laquelle nous sommes soumis. (...)

Tenant compte que les circonstances entraînent un chômage forcé des compagnons de la Branche de la Construction, les compagnons de Coll colectivizada projetèrent et réalisèrent des travaux d'amélioration de leur édifice social, en dotant ses entrepôts de toitures, ses bureaux de chauffage, en repeignant l'édifice, etc., travaux qui s'élevèrent à un montant de plus de *soixante mille* pesetas et qui sont dignes de tout éloge pour enrayer le manque forcé de travail de la branche précitée.

On pensa aussi aux Collectivités agricoles, aux souscriptions en faveur des victimes du fascisme, des devoirs incombant à l'assistance sociale et, en un mot, de tout ce qui pouvait représenter un esprit de solidarité avec les autres producteurs.

Et malgré toutes ces initiatives altruistes, le volume de travail de l'Entreprise a augmenté. Le rendement est supérieur à celui des exercices antérieurs et cela nous donne la satisfaction de constater, comme preuve indiscutable, que les industries aux mains des producteurs n'ont rien perdu en efficacité et en expansion, mais qu'au contraire, elles ont su accroître ces facteurs. " 7

A Barcelone, à partir d'avril 37, la "Commission de la Culture" de la firme collectivisée de filatures Fabra y Coats publia la revue mensuelle *Ideas*.

Ce groupe industriel possédait plusieurs usines en Catalogne et des dépôts à Madrid, Bilbao et Séville. Sur les 3'800 personnes employées, l'effectif masculin ne représentait qu'environ un tiers du personnel. En dernière page du premier numéro, la fierté des travailleurs de l'entreprise ressort dans une publicité pour du coton à broder, puisqu'on peut y lire : "Les articles Fabra y Coats sont les meilleurs ", slogan digne d'ailleurs de la concurrence monopolistique du capitalisme.

7. D'autres renseignements sur l'industrie textile catalane se trouvent notamment dans le livre de A. Souchy & P. Folgare, op cit, pp 48 à 71, en particulier sur la fabrique "La Espana Industrial" qui, avec ses 2'500 ouvriers, était l'une des grandes usines de la branche. Sur cette même entreprise, voir aussi le témoignage de Luis Santacana, employé et militant CNT, inséré dans le livre de R. Fraser, op cit, Tome I, pp 299-303 et également le témoignage de Jaume Albúnia, ancien membre UGTiste du comité de collectivisation, recueilli dans le dossier consacré à cette importante firme dans la revue d'histoire *L'Avenc*, Barcelone, No 34, janvier 1981.

"Le rôle du Comité Régional de l'Industrie Textile, du Vêtement et annexes", installé dans la Casa CNT-FAI, fut exposé dans un entretien avec son secrétaire Enrique Playan, dans *La Noche* du 26 avril 37.

## INDUSTRIES CHIMIQUES

Cette partie de l'économie catalane, bien que frappée par les dérèglements du marché, vit plusieurs de ses activités *stimulées* en raison même des besoins de la guerre.

Le syndicat des industries chimiques de la CNT chapeauta la collectivisation des entreprises en mettant sur pied la socialisation de l'ensemble de ce secteur.

A partir du mois d'août 37, la commission de la culture et de la propagande de ce syndicat se mit à publier le mensuel *Horizontes Nuevos*, qui offre de multiples renseignements sur les facettes de l'autogestion dans la chimie.

La collectivisation supposa un certain redécoupage des branches incluses dans le syndicat CNT de la chimie, qui se virent regroupées dans trois grandes sections : Produits chimiques, Verre et Peaux. Aussi, les activités suivantes intégraient finalement ce syndicat :

" Acides, sels et engrais chimiques; matières colorantes et nitroglycérine graisses et savons; produits chimiques pour la pharmacie et la photographie; essences et parfums; industries du verre et du cristal, du caoutchouc, du celluloid, de la galalithe [plastique] et annexes, et des cuirs, courroies et canonniers. " <sup>1</sup>

Le syndicat de la pharmacie fut, par exemple, rattaché à celui de la Santé les pharmaciens travaillant surtout avec les médecins.

Un reportage sur l'organisation de la chimie catalane par la centrale anarcho-syndicaliste apporte des données utiles quant aux nouvelles orientations.<sup>2</sup>

La structuration introduite avec la collectivisation tendit nettement vers la concentration, "sous contrôle syndical qui ne pouvait se diluer dans des autonomies non responsables".

1. "La Reconstruction Economique de l'Espagne : le Syndicat des Industries Chimiques, avant-garde de la floraison industrielle révolutionnaire", par José Jiménez del Castillo, *Mi Revista*, 1<sup>er</sup> juin 37.

2. Idem article précédent.

Ce syndicat établit ses bureaux à la rue Caspe (angle rue Bruch) dans un ancien couvent : " Sous les toits qui auparavant hébergeaient des esprits prisonniers des filets de l'obscurantisme religieux, aujourd'hui agissent une poignée de travailleurs à l'âme libre, au corps sain et à la ferme volonté. "

Le reporter s'entretient avec Isidro Sancho et Pablo Bravo, respectivement président et secrétaire du syndicat :

" Sancho nous dit ce qui suit :

- Le Syndicat des Industries Chimiques s'est proposé d'aller à la totale socialisation des anciennes branches qui en font partie actuellement. Mais aller à la socialisation, non pas ainsi que l'entendent certains comme une socialisation au profit d'un groupe déterminé, mais une socialisation au profit de tous et pour chacun des travailleurs. (...) J'estime que la socialisation de toutes les industries est indispensable. "

Ce syndicat se proposait de niveler à l'avenir les salaires, en tenant compte "des besoins familiaux ou d'un autre ordre de chaque travailleur".

Le président de la chimie CNTiste reconnut ensuite qu'une "force puissante", regroupant principalement le personnel technique, faisait obstacle au projet de totale socialisation. En filigrane de ces propos, le problème de l'indispensable intégration du technicien est posé.

" Dans cette force puissante qui contrecarre nos efforts avec une ténacité suicidaire militent, dans une bonne proportion, les éléments appelés technicien bien qu'il soit vrai que, dans la majorité des cas, ils le font en étant influencés par le milieu ambiant dans lequel ils agissent jusqu'à maintenant.

Il est nécessaire de faire savoir à ces éléments techniques que leurs intérêts, leur avenir et leur idéal sont les mêmes que ceux que l'ouvrier manuel. Les uns et les autres, travailleurs subjugués auparavant par la bourgeoisie, doivent oeuvrer en commun afin que ne se reproduise pas la mauvaise herbe de la différence de castes.

Les ouvriers manuels ne doivent pas oublier non plus que les techniciens sont leurs collaborateurs efficaces et irremplaçables; ils doivent faciliter la stimulation de ces éléments sans lesquels l'économie espagnole tomberait dans la grave erreur dans laquelle tomba la révolution russe en se passant de travailleurs qu'elle dut, plus tard, rechercher désespérément.

Il est nécessaire que les techniciens jouissent de la considération qui

leur est dûe et disposent des plus grandes facilités dans le développement de leurs connaissances pour le bénéfice du peuple. Il faut leur accorder sans chicaneries tout ce dont ils ont besoin et qui est juste.

Il est certain que parmi les techniciens, certains préjugés demeurent, hérités de la classe capitaliste au sein de laquelle ils avaient évolué de préférence et, à cause de cela, les ouvriers eux-mêmes doivent être ceux qui mènent à bien le travail de captation de ces éléments, sans employer en cela ni la coaction ni la violence, mais en étant attentifs à la compréhension entre frères. "

Au sujet de l'indispensable alliance souhaitée avec l'UGT, I. Sancho met en cause l'obstruction manifestée par des éléments "politiques" et "arrivistes" extérieurs aux "authentiques travailleurs qui militent dans l'UGT".

D'après ce dirigeant CNTiste, les divergences entre les deux centrales sont bien moindres qu'avant le 19 juillet.

Auparavant l'UGT considérait que le moyen pour arriver au socialisme était de "s'emparer des rênes de l'Etat", alors que la CNT, au contraire, "pensait qu'il était nécessaire de détruire la structure même de l'Etat et, avec lui, le capitalisme". Cependant, près d'une année après le pronunciamiento, I. Sancho estime que la situation est très différente, car "nous devons reconnaître que les Gouvernements en Espagne, à partir du 19 juillet, sont révolutionnaires, étant donné qu'ils représentent la classe triomphante dans la Révolution et nous devons aussi reconnaître que l'Etat bourgeois est détruit."

" Si la finalité concrète des deux centrales se résume dans la socialisation, rien ne sépare des travailleurs d'autres travailleurs". Et I. Sancho de proposer la réunion d'assemblées communes, "dans lesquelles l'une et l'autre partie exposent leurs points de vue et où l'on arrive à une conclusion de véritable et solide union".

Le secrétaire de ce syndicat chimique, Pablo Bravo se déclara également, sans ambages, contre la dispersion de la production en égoïsmes d'usines :

" Nous devons répéter une fois de plus que nous, les travailleurs de la CNT, nous sommes ouvertement contre tous ceux qui interprètent d'une manière particulière l'usufruit de la production, en la limitant au cercle réduit d'une Entreprise ou d'une fabrique déterminée. Avec cette manière de procéder, on étouffe l'ardent désir d'équité que notre organisation confédérale a constamment proposé. "

Au cours d'un congrès régional de la CNT, qui se déroula du 25 février au 3 mars 37, le syndicat des industries chimiques de Barcelone adopta son "Règlement Interne". Ce texte établit en 38 articles les droits et les devoirs des militants dans la nouvelle économie.

Un tel document est révélateur de l'évolution du syndicalisme anarchiste, qui, de mouvement de résistance et d'opposition au capitalisme, devint un des rouages actifs du système économique entré dans la voie du socialisme. Ce règlement place toutefois encore l'accent sur la défense de la condition prolétarienne (sauvegarde de "la dignité" dans le travail, "aide morale et matérielle entre les travailleurs") ou sur l'éducation ("aider économiquement au soutien des écoles rationalistes") et n'ose guère s'aventurer sur le terrain de la gestion économique proprement dite, en affirmant le rôle clé que souhaite prendre le syndicat. <sup>3</sup>

Le point e) des Dispositions Additionnelles démontre la supériorité des attributions du syndicat sur les entreprises lorsqu'est réalisée "la concentration de l'Industrie" :

" Les Conseils d'entreprise des Sections qui ont effectué la concentration de l'Industrie pourront être dissous en Assemblée générale, si leur conduite ne répond pas aux besoins de l'organisation. Dans les Sections qui n'ont pas effectué la concentration, les Conseils d'entreprise des maisons ou fabriques pourront être destitués par les ouvriers de celles-ci, en accord avec le Syndicat."

3. Texte reproduit dans *Horizontes Nuevos*, novembre 37. Le règlement se divisait en huit parties : "Nom et objet du Syndicat; le Comité [Junta] du Syndicat et ses attributions; le Comité Technique de Section et ses attributions; la Commission de Quartier; le délégué de fabrique et d'atelier; les assemblées générales du Syndicat et de Section; l'Administration du Syndicat; Dispositions variées (+ des Dispositions additionnelles)." A partir d'avril 37, parut à Barcelone le journal *Unión Petrolífera*, "organe de la Fédération Nationale de l'Industrie du Pétrole", CNT-AIT. La branche du pétrole devait sans doute être intégrée dans l'industrie chimique.

La reconversion d'une partie de la chimie civile en chimie guerrière fut, semble-t-il, largement acceptée par les ouvriers, car il fallait répliquer en produisant vite et "avec foi dans la victoire sur le fascisme".

Ainsi que l'écrivait W. Yagüe (*Horizontes Nuevos*, novembre 37) dans son article "la chimie et la guerre" : "Ce n'est pas notre faute, à nous qui travaillons dans des produits chimiques, si nous avons dû convertir en une industrie de mort ce qui n'était qu'une industrie de progrès et d'avancement et si, avec notre cerveau et notre effort, nous coopérons à produire et à rechercher la forme permettant de trouver un meilleur rendement et une plus grande efficacité pour envoyer la mort."

#### LES TANNERIES

L'industrie des cuirs fut présentée, sous la plume d'un certain Fray, dans un reportage paru, en octobre 37, dans *Horizontes Nuevos*.

Dans les bureaux centraux des "Tanneries collectivisées de Barcelone" (installé Via Durruti 28), "le compagnon Juan Puertas, directeur de l'Entreprise" expose les grandes lignes du secteur du cuir en Espagne, qui comptait un millier de fabriques, la production couvrant les besoins du pays et permettant quelques exportations.

" (...) - Que peux-tu me dire quant à l'importance de votre collectivisation ?

- Le Groupement d'entreprises - nous répond Puertas - est constitué, comme tu le sais, par les 70 tanneries qui existent à Barcelone et à Gramanet del Besós et qui représentent une capacité productive équivalente au quart de la production totale de la tannerie espagnole.

Afin de faciliter notre travail, nous avons établi les Groupes d'Administration, de Fabrication et d'Echange."

En matière administrative, la comptabilité a été centralisée, "sur la base d'un contrôle rigoureux de toutes les activités."

"-Réalisez-vous un travail statistique ?

- Oui [répond le sous-directeur Lardiès], cette section veille à transformer en tableaux et en graphiques les activités les plus remarquables de notre

Collectivisation afin de pouvoir connaître à tout moment la situation de celle-ci.

Ainsi, par exemple, là tu vois des graphiques démontrant le mouvement des ventes mensuelles, dans lesquels se reflète la marche ascendante de l'Entreprise.

Le cuir se réorganisa sur la base du regroupement des entreprises :

" - Maintenez-vous en fonctionnement le même nombre de fabriques qu'avant le 19 juillet ?

- Comme conséquence des besoins du moment et en vue de la formation de grands centres de production, nous avons fermé [dit le "vieux compagnon" Angel Membrado du Groupe de Fabrication] des petits ateliers, en envoyant le personnel les machines et l'outillage vers d'autres fabriques en meilleures conditions, sans préjudice pour la capacité totale de production.<sup>1</sup> Les causes de cette détermination sont multiples et très variées; d'abord, l'économie qui est représentée en frais généraux, tels que loyers, impôts, forces motrices, eau, électricité, etc., et en toutes sortes de matériaux, car à un plus grand nombre d'ateliers correspond un plus grand nombre de matériaux entretenus, ainsi qu'une plus grande quantité de restes de ceux-ci; ce qui revient à dire plus de capital employé pour arriver à obtenir une plus grande production.

Dans le domaine technique également, nous avons donné une grande avance dans l'amélioration de notre production avec la création d'un Laboratoire de Recherches Chimiques. "

Des réformes sociales furent introduites, en particulier dans l'obtention de retraites pour les vieux travailleurs.<sup>2</sup>

A cette époque, l'industrie du cuir travaillait "presque exclusivement" pour "les besoins de la défense nationale" sic .

1. Jusqu'au 19 juillet, la Section des Tanneurs était constituée de 52 fabriques ensuite avec la "centralisation industrielle", ce nombre fut ramené de moitié, soit à 26 unités. Texte de F. Cortès, "Le capitalisme et le développement actuel de la Section des Tanneurs", *Horizontes Nuevos*, octobre 37.

2. "Nous avons déjà mis à la retraite environ quatre-vingt compagnons, à cause de leur âge et pour avoir usé leur énergie durant les nombreuses années d'exploitation, et bien que la bourgeoisie leur pressât le peu de jus vital qui leur restait, cela aurait constitué un crime de lèse-humanité de les faire persister dans le labeur quotidien. Maintenant, ils reçoivent toutes les semaines le 75 % du salaire, ce qui leur permet de se consacrer à un repos qu'ont bien mérité ceux qui ont passé les meilleures années de leur vie consacrées au travail. Bien que cela ait un côté altruiste, nous ne l'envisageons pas comme tel, mais nous croyons que c'est seulement un acte de justice, et nous espérons mériter le même traitement de la part de la génération future quand, en ce qui nous concerne, arrivera notre heure."



## INDUSTRIE DU VERRE

Avant le 19 juillet, le secteur du verre était dispersé entre de nombreux fabricants qui se livraient à une "terrible concurrence", facteur qui expliquait, selon les syndicalistes de la CNT, les "misérables conditions" de cette branche.

L'industrie du verre plan

La situation, avant la révolution, des cent firmes de ce domaine était précaire, puisque quelques maisons ne travaillaient que trois jours par semaine et que, dans la plupart des entreprises, les ouvriers ne touchaient pas leur salaire complet.

" (...) L'industrie était minée à un tel point que, lorsque se produisit le mouvement du 19 juillet, il fut nécessaire de demander à la Généralité une coopération. (...)

Six cents ouvriers travaillaient dans cette industrie, mais les chômeurs étaient très nombreux. Tous appartenaient à la CNT. Après le 19 juillet, avec l'idée de collectiviser l'industrie, ils allèrent trouver le camarade Doménech. Ensuite, ils allèrent à un local où les patrons se réunissaient. Là, ils eurent une entrevue avec ces derniers. Ils n'eurent pas besoin de beaucoup d'éloquence pour leur faire comprendre que l'industrie agonisait par leur faute. Ils leur demandèrent la cession du matériel des usines et leur solde de caisse. Ils avaient le droit de faire leurs preuves. Les patrons acceptèrent sans grande discussion et signèrent un pacte de cession au Syndicat de l'Industrie Vitrière. C'était dans la première semaine du mouvement révolutionnaire.

Lorsqu'ils prirent en mains l'industrie, le premier geste des ouvriers fut de réduire à vingt-neuf les cent maisons qui existaient. Ils améliorèrent les bases antérieures de travail en établissant des roulements et la journée de six heures. Cela ne veut pas dire que si les nécessités de la guerre l'exigent, ils ne travaillent pas autant d'heures qu'il est nécessaire pour répondre à l'esprit de la Confédération. Aujourd'hui [mars 37], tous les ouvriers de l'industrie travaillent. Leur nombre est passé de six cents à mille. Il n'y a plus de chô-

meurs. La situation matérielle est excellente, si l'on tient compte des circonstances actuelles. Avec une amélioration des salaires et une augmentation du personnel, il n'y a pas eu besoin de recourir à la Généralité depuis le début de leur gestion; bien au contraire, la Généralité leur doit 300'000 Pesetas. Ils ont aussi un débiteur, un bourgeois qui s'est enfui et qu'une main mystérieuse protège et qui leur doit 300'000 autres Pesetas. Ils ont utilisé toutes les machines des anciens patrons qui pouvaient servir; car, c'est une honte de le dire il y avait des machines qui dataient du XVI<sup>e</sup> siècle. Les patrons sont aujourd'hui employés dans les usines. Les ouvriers les ont acceptés parmi eux, car ils connaissent à fond l'industrie. Ils touchent 100 Pesetas par semaine et sont satisfaits; car aujourd'hui qu'ils connaissent bien les ouvriers, il y en a qui sont même enthousiastes. Il faut dire qu'auparavant il y avait déjà beaucoup de petits patrons qui s'identifiaient avec eux.

Parmi leurs projets les plus immédiats, il y a celui de fondre en une seule [!] toutes leurs usines. Ils ont apporté à la guerre leur collaboration pécuniaire et aussi les produits de leur industrie, entre autres les verres pour les masques à gaz. " 1

### L'industrie du verre soufflé

Auparavant, la situation dans cette branche était également mauvaise ("lamentable"), 32 patrons, occupant 300 ouvriers, se concurrençant de manière "acharnée". Il y avait à Barcelone 36 usines, "si l'on peut les appeler ainsi, car elles ne produisaient rien ou presque rien".

L'ambition des travailleurs autogestionnaires était de se passer de l'importation onéreuse des matières premières de l'étranger et de concentrer la production entre quelques entreprises.

" (...) Aujourd'hui, toutes les matières premières sont espagnoles. La Section du Verre soufflé fabrique, sans recourir à l'étranger, des thermomètres cliniques et des seringues hypodermiques dans l'usine "La Collective" sise dans la rue Balmes, N° 220; et toutes sortes de thermomètres industriels, ampoules, sérums, appareils de laboratoire, etc, dans les six usines qui sont restées

1. Article de la *Solà* "L'industrie du verre (verre plan) à l'avant-garde de la révolution", repris et traduit par le *Bulletin d'Information CNT-AIT-FAI* du 20 mars 37.

Sous le titre de *Especjos, Cristales y Vidrios Planos CNT-AIT* (Miroirs, vitres et verre plan), le syndicat de l'industrie verrière, section verre plan, publia un journal, probablement depuis l'automne ou l'hiver 36.

trente-six d'autrefois. Personne ne croyait que les seringues pouvaient être fabriquées avec du verre espagnol; ce n'était pas toutefois l'opinion des ouvriers et ils avaient raison. "

Les salaires furent augmentés de cent pour cent et la production s'accrut notablement, le "meilleur client" étant le Département de Guerre qui, avec l'intensification des hostilités, avait besoin de beaucoup de matériel sanitaire et d'articles de laboratoire.

" (...) Pendant l'époque de l'exploitation bourgeoise, au prix du plus grand effort, le maximum de production était de cent seringues par jour. Aujourd'hui, les ouvriers atteignent le chiffre de trois cents et il y eut des jours où l'abnégation de nos camarades a pu atteindre la production de mille thermomètres

Au sujet de l'encadrement technique, il est précisé qu'" Il y a un seul technicien dans l'usine, lequel est allemand, un anarcho-syndicaliste qui a fui l'Allemagne homosexuelle [!] de la croix gammée. Egalement, il y a quelques techniciens espagnols. " <sup>2</sup>

#### L'industrie du verre optique

La fabrication des appareils optiques offrit des caractéristiques comparables à celles du verre plan et soufflé : concentration des entreprises, diminution des importations et tentative de trouver uniquement des matières premières indigènes, prestations sociales accrues.

En matière de salaire, l'égalité de traitement homme-femme fut établie (à partir de 24 ans, 300 pesetas par mois, vers le printemps 37); un salaire familial, prenant en compte les situations de mariage, de parents ou de personnes âgées "vivant sous le toit de l'ouvrier" fut parallèlement instauré.

La "Collectivité Optique de Barcelone" centralisa la production en une seule usine, répartissant ses articles dans 42 succursales présentes dans la capitale catalane. <sup>3</sup>

2. Texte de la *Solà* "L'industrie du verre soufflé", repris et traduit par le *Bulletin d'Information CNT-AIT-FAI* du 17 avril 37.

3. Indications se trouvant dans un texte de *Mi Revista* (19 juillet 37) "La Collectivité Optique de Barcelone, expression constructive maximale des travailleurs" et dans l'ouvrage de A. Souchy et P. Folgare, op cit, pp 72-76. Ces deux auteurs parlent avec flamme des jumelles prismatiques de Durruti fournies au

"chef" militaire anarchiste par la branche opticienne de Barcelone : "Tout le monde les connaît. Une photographie qui a passé entre les mains de tous les prolétaires les a rendues populaires. Ces jumelles prismatiques qui reposaient sur la poitrine de notre grand Durruti étaient son signe distinctif. Le glorieux lutteur, qui vit toujours dans nos coeurs n'usa jamais d'étoiles, de rubans ni de

## COLLECTIVITÉ CROS

En Catalogne, l'importante firme Cros, qui fabriquait près de 80 % des engrais espagnols, prit l'initiative de la collectivisation des fabriques que ce groupe comptait dans le pays.

A Barcelone, de décembre 36 à décembre 37, un bulletin mensuel, du nom de *Sintesis* (Synthèse) fut publié par le personnel de la collectivité Cros. Ce journal, dont la création fut décidée par "l'Assemblée Consultative" de septembre 36, illustre bien ce que souhaitaient réaliser les travailleurs autogestionnaires en matière de presse : " Etablir un trait d'union qui resserrera, avec cette relation constante, la collaboration mutuelle en faveur de l'amélioration collective, tant dans le domaine spirituel que dans le matériel".

Le contenu du bulletin était centré sur la restructuration du groupe, qui comprenait donc diverses fabriques en Catalogne et dans le reste de l'Espagne. A fin 36, le Conseil d'Entreprise était formé de 10 membres répartis à part égale entre la CNT et l'UGT. La promulgation du décret de collectivisation de la Généralité signifia la présence d'un *intervenant* du gouvernement catalan dans la firme. Une divergence se fit jour à propos de l'éventualité d'un démantèlement du groupe réclamé par les représentants des bateaux à vapeur Cros :

" La délégation des Vapeurs fit une constante obstruction, se refusant à entrer dans la Collectivité en prétendant, par contre, continuer à recevoir la paie de celle-ci. Mais on leur démontra l'incongruité de leur position que l'on considéra inadmissible, parce que, en suivant la lettre du Décret, l'on ne pouvait pas démembrer l'Entreprise en la collectivisant sans l'autorisation expresse de la Conseillerie de l'Economie; malgré cela, cette délégation demeura irréductible dans le maintien de sa position. " (Second Plenum Consultatif, novembre 36).

Note 3/Suite/ clinquant pour se convaincre et convaincre ses subordonnés qu'il était un chef et un des plus solides piliers de la révolution. Son unique insigne celui qu'il aimait, c'étaient ces jumelles prismatiques pendues à son cou et qui retombant sur son coeur généreux et bon, permettaient à son regard de s'étendre jusqu'à l'infini."

Le secteur des bateaux Cros connut de gros avatars, compliquant par là-même le fonctionnement du groupe, car vers la fin novembre 36, "l'Etat saisit tous les bateaux de notre flotte, en réquisitionna un autre, alors que le «Sac IV» fut coulé dans le port de Palamos, à la suite de l'attaque dont il fit l'objet par un vaisseau pirate au service des factieux."

En été 37, une polémique éclata entre la Collectivité Cros et la Généralité, qui lui reprochait de ne pas fournir de fertilisants <sup>aux paysans</sup> non-collectivisés, alors que Cros se retranchait derrière le manque de matières premières disponibles. <sup>1</sup>

Le bulletin *Síntesis* se tournait volontiers vers des thèmes scientifiques ou de divulgation culturelle, l'éclectisme et la curiosité intellectuelle de ce bulletin étant représentatifs de beaucoup d'autres journaux d'entreprises collectivisées.

Une rubrique du nom de "Section technique de vulgarisation et d'information" offrait des études sur les réactions chimiques, la fermentation, la composition des aliments, ... La "Section bibliographique" rendait compte de livres et de revues, présentait des ouvrages politiques portant à la fois sur des penseurs libertaires et marxistes, cette dualité correspondant à la cohabitation dans la collectivité des deux courants. Dans *Síntesis*, l'on trouvait également de courts récits du genre historique-anecdotique et quelques poèmes (Lorca, Machado).

Divers textes étaient consacrés aux activités communautaires de la firme (bibliothèque, service social).

Outre l'éditorial, on rencontrait généralement dans les pages de *Síntesis* des articles à propos de la réorganisation du groupe, des problèmes posés par la collectivisation et des thèmes tels que l'éducation, le sport, le transport et l'industrie, la photographie et le cinéma, la vie à l'arrière, ... <sup>2</sup>

1. Voir *Acracia*, 21 juin 37. Ce différend est rapporté par F. Mintz, op cit, p. 87 (ou 136 de la nouvelle édition).

2. *Mi Revista* décrivit la collectivité Cros dans un article du 1<sup>e</sup> août 37.

## PIRELLI

Le cas de la grande fabrique Pirelli, établie à Villanueva y Geltrú, constitue l'exemple d'une multinationale (d'origine italienne) qui passa sous le statut d'"intervention et de contrôle ouvrier".

Un texte paru dans *Vida Nueva* (18 octobre 36), organe local des Jeunesses Libertaires, valorisait les changements intervenus, en soulignant la coordination qui s'était très vite établie entre les autres usines que ce géant du pneumatique possédait en Espagne, transformations résumées par le titre "La libération d'une grande industrie" :

" La plus grande fabrique de notre ville s'est vu abandonnée par les directeurs étrangers aux premiers jours de la révolte fasciste. (...)

Les travailleurs, en considérant l'importance qu'avait la remise en marche de l'industrie, constitués en Assemblée, nommèrent un Comité directeur afin qu'il procède à la réorganisation des services, en les adaptant aux circonstances.

En raison de la multiplicité des organes que la firme Pirelli a dans tout la Catalogne et en Espagne, il fut nécessaire de coordonner (...) les relations avec les compagnons de Barcelone<sup>1</sup>, Manresa, Torredembarra [à 15 km au N de Tarragone], Valence, Madrid et Bilbao, lesquels établirent aussi, dans chaque localité, les Comités de Fabrique ou de Bureau. (...)

L'«Industrie Pirelli», à Villanueva, occupe quelque 1'400 personnes, mais, en y additionnant les gens des autres groupements, ce nombre est doublé. Toute cette foule de travailleurs se comporte aujourd'hui avec un enthousiasme et une activité comme jamais on ne l'avait vu, et elle donne envie de voir comment leurs efforts sont multipliés, parce que, précisément, ils savent que personne ne les ennuie avec les fâcheuses surveillances des temps passés.

Cette maison, d'une énorme capacité productive, tourne maintenant avec une agréable simplicité, malgré la multiple variété des articles qu'elle fabrique, comme si elle était poussée par une main invisible.

Quel contraste entre la rigidité de la vieille discipline et la liberté des moments présents!

Il semble que tout s'est simplifié et réduit, comme si, tout à coup, nous avions découvert le piège qui grossissait et compliquait devant nous la farce de la vieille organisation bourgeoise. "

1. "Le Groupement Culturel (CNT) des Industries Pirelli, publia à Barcelone, à partir de février 37, le bulletin *Inquietud*.

## INDUSTRIES DIVERSES

Aucun secteur industriel ne demeura à l'écart de la tornade collectivisatrice.

A l'aide d'exemples tirés de la presse, plusieurs facettes de la production industrielle vont être abordées.

### MÉTALLURGIE

Une partie importante de l'industrie métallurgique se mit au service de la production de guerre. Par une reconversion hâtive des machines, du matériel de guerre fut fabriqué sur une grande échelle.

Dans la branche automobile, les ouvriers de la Ford Motor Ibérica, encadrés syndicalement, nommèrent un comité qui "établit des consignes rigides et détermina davantage d'heures de travail journalier".

Quelques semaines après le pronunciamiento, les ouvriers de la Ford envoyèrent une caravane au front, comprenant des voitures-tanks, des voitures-ateliers, des camions, des automobiles, des grues et "même une voiture imprimerie, où devait s'éditer le Bulletin de guerre de la Ford, qui, plus tard, fut offerte au glorieux Durruti pour son quartier général." Une "colonne du front" fut constituée dans les environs de Bujaraloz, avec atelier, garages, magasins de pièces de rechange, afin de réparer les véhicules de la Colonne Durruti.<sup>1</sup>

Dans l'une des autres grandes sociétés automobiles, un comité de liaison CNT-UGT publia le journal *Horizontes*, "porte-parole des ouvriers de la General Motors" qui devint ensuite "porte-parole des ouvriers de la Collective Ibérica Marathon".

Comme galvanisé par l'effort de guerre à fournir, le personnel de la Ger

1. "Comment les ouvriers de la Ford Motor Ibérica interprètent la guerre", par Carlos de Sirval, *Mi Revista*, 19 juillet 37.

Motors transforma également des véhicules pour la guerre, et, à fin octobre 36, se considérant "soldats de l'arrière [les ouvriers] s'imposèrent la semaine de 60 heures".

Vers le mois de septembre 36, les travailleurs de la G. M. organisèrent, avec le département de la propagande CNT-FAI, une "caravane de vente de livres au bénéfice des milices" qui parcourut la Catalogne durant 28 jours.

La nouvelle appellation de l'entreprise - "Marathon" - "symbolisait tout l'effort de l'humanité en lutte contre la tyrannie par le chemin de la civilisation".

Les ouvriers de cette entreprise automobile nourrirent un important projet celui de mettre au point et de fabriquer un "camion intégralement national".

A mi-décembre 36, cette option ambitieuse était présentée en éditorial :

" Devant nous s'ouvrent de grandes perspectives : le camion national, NOTRE camion, n'est déjà plus un plan lointain, mais une réalisation proche et grandiose : beaucoup de fabriques travaillent déjà pour nous; beaucoup d'hommes fondent leurs efforts et leurs espérances sur notre labeur.

Notre production rendra indépendante l'industrie nationale de la tutelle yankie et des capitalistes européens. " <sup>2</sup>

\*  
\* \*  
\*

Dans la ville de Vich, la métallurgie passa sous le régime de la collectivisation. Durant les années précédant la guerre, ce secteur, jadis "florissant", connut une crise dans cette cité, à cause de "l'incapacité et du manque d'administration de la bourgeoisie qui la dirigeait". La révolution rationalisa les activités :

" (...) L'esprit constructif dont sont tant dotés les hommes de la CNT (...) fit que, se rendant compte de l'état de la métallurgie locale, des Comités d'atelier furent rapidement nommés. Voyant, d'autre part, l'état de ruine de plusieurs ateliers et l'insolvabilité d'un grand nombre de patrons pour le paiement des salaires, l'on procéda rapidement à la saisie des ateliers en les regroupant par sections. Il se présentait le cas paradoxal que les lampistes faisaient fonc

2. *Horizontes*, 30 octobre et 15 décembre 36. Sur les ateliers Hispano-Suiza, entreprise collectivisée de 1'400 ouvriers, voir A. Souchy & P. Folgare, op cit, pp 71-72. Sur la Maquinista, principale fabrique de locomotives d'Espagne, également implantée à Barcelone, voir le témoignage de son ancien directeur (nommé en suite directeur adjoint), Joan Roig dans R. Fraser, op cit, Tome I, pp 312-314.



tion de ferblantiers, que les électriciens installaient le chauffage et ainsi tout à l'avenant. En résumé, chaque branche ressemblait à une encyclopédie avec, comme résultat, une perte considérable d'énergies. Nous avons implanté une véritable économie de guerre, en réduisant à sept les vingt-cinq ateliers différents de la branche. "

Un collège de séminaristes, auparavant "centre et éminence du sectarisme clérical", fut transformé en de vastes ateliers regroupant divers corps de métiers de ce secteur.

" (...) Les résultats obtenus jusqu'à maintenant par notre collectivisation sont positifs. Une occupation a été donnée à tous les métallurgistes chômeurs de la localité, en nivelant les salaires sans distinction de classes ni de sexes et avec le regard tourné vers la prochaine implantation du salaire familial." <sup>3</sup>

\*  
\* \*  
\*

Les ateliers Nouveau Vulcain qui construisaient, dans le port de Barcelone des carénages de bateaux, des chaudières, des machines à vapeur, furent rapidement collectivisés. Un comité, nommé par acclamation et formé de trois membres de la CNT (dont le secrétaire général) et de trois membres de l'UGT, prit la direction et l'administration des ateliers, en proposant un mode de fonctionnement par assemblées générales régulières et alternance des responsabilités déléguées.

" (...) En constituant ce Comité, la nouvelle structuration aujourd'hui en vigueur fut décidée, en fixant la réunion d'une assemblée ordinaire tous les trois mois, dans laquelle les compagnons du Comité doivent rendre (et l'ont déjà fait) compte de leur gestion devant les autres compagnons.

L'on décida aussi le renouvellement, chaque année, des postes qui composer cet organisme dirigeant, les ouvriers qui ont mérité l'approbation de leurs compagnons pouvant être réélus.

3. Les industries métallurgiques de Vich, *Mi Revista*, 15 mars 37. Le journal *Acero* (Acier), "Science-Sociologie-Technique", "Organe de la Fédération Nationale des Industries Sidéro-Métallurgiques" de la CNT fut publié à Barcelone à partir de janvier-février 38. (Toutefois, je ne sais pas si cet organe parut plusieurs fois, n'ayant pu consulter, à l'Hemeroteca de Madrid, que son premier No)

La production a été si notablement augmentée dans les ateliers « Nouveau Vulcain » que l'on est arrivé à devoir doubler le nombre du personnel.

Il est à noter qu'en raison de l'extraordinaire labeur qu'ont dû développer les compagnons qui font partie du Comité de fabrique, ils se sont vus obligés de devoir travailler beaucoup d'heures supplémentaires sans que, pour cela, ils aient perçu une quelconque augmentation de leur salaire. " 4

4. *Mi Revista*, 19 juillet 37. Ce texte occupe les 2/3 d'une page de ce numéro, le dernier tiers étant formé par une annonce publicitaire, vantant précisément les services des ateliers Nuevo Vulcano. L'insertion d'une publicité, très certainement payante, dans ce journal, a-t-elle entraîné la parution d'un article consacré à cette entreprise ? ou les travailleurs de ce chantier naval voyant, avec fierté, qu'un texte leur était dédié, ont-ils été incités à faire publier une annonce publicitaire ?

## ARTS GRAPHIQUES

Le secteur des arts graphiques, en Catalogne, procéda également à la collectivisation sur une large échelle.

Grâce au bulletin du syndicat des arts graphiques, appelé (logiquement) *Artes Gráficas CNT-AIT* et qui fut publié à Barcelone, du 10 novembre 36 à fin février 38, la vie autogestionnaire des métiers gravitant autour du papier nous est exposée.

Dans ce domaine aussi, la centrale anarcho-syndicaliste occupa un rôle déterminant dans le déploiement du processus collectivisateur.

Une rubrique rendait compte des "Accords du Comité Administratif" du syndicat et des dernières assemblées. Ainsi, lors de l'assemblée du 16 août 36, les mesures suivantes furent notamment adoptées :

" Contribuer, de façon obligatoire, avec le cinq pour cent des salaires en faveur des milices.

Socialisation du travail des poseurs d'affiches ayant obtenu de la Mairie de Barcelone l'exploitation des colonnes d'annonces par la Section des Poseurs.

Ne pas reconnaître d'autre organisation ouvrière dans notre industrie que la Fédération Graphique Espagnole.

Envoyer une quantité de jouets aux enfants des villages d'Aragon. (...)

Que, vu certains abus, les camarades qui font partie des Comités de Contrôle soient obligés de travailler leur journée comme les autres, dans leurs professions respectives. Les réunions qu'ils croient nécessaire de tenir auront lieu en dehors des heures de travail. Si, durant la journée, il faut effectuer une démarche, un seul la fera, expressément désigné pour cela. Les camarades qui figurent à la tête des sections de travail ne sont pas habilités à licencier aucun compagnon, mais par contre à corriger les défauts qu'ils remarquent et à attirer l'attention sur l'accomplissement du devoir professionnel, en gardant le respect que méritent les camarades et en exigeant un traitement réciproque. Quand un compagnon, quelle que soit la charge qu'il exerce, démontre qu'il sabote notre oeuvre, il sera expulsé de l'atelier sans rémission. "

Dans l'assemblée du 25 octobre. - Fut approuvé à l'unanimité, " le rapport sur le « Salaire Unique de type familial », envoyé par l'organisation locale. " <sup>1</sup>

1. *Artes Gráficas*, No 1, 10 novembre 36.

Avec la nouvelle économie, il était prévu que les industries barcelonaises se raient divisées en cinq départements, à savoir :

" 1.- Département du papier et dérivés (fabriques de papier et de carton; construction d'objets en papier et cartons; boîtes, enveloppes, sacs, etc).

2.- Département d'Éditions.

3.- Département de Presse.

4.- Département des Ateliers commerciaux.

5.- Département Général (encres, machines, réparations, matières premières. " 2

Le département de presse, formé par les représentants des comités de contrôle où s'éditaient les journaux de Barcelone, tint à réorienter le contenu des périodiques en accord avec les nouvelles valeurs mises à jour par la révolution.

" (...) Dans la Presse, comme dans les autres secteurs de l'industrie, les travailleurs doivent parvenir à une administration scrupuleuse, en affranchissant les journaux des procédés immoraux auxquels le capitalisme les soumettait et en essayant que le texte des journaux réponde en tout moment aux intérêts élevés du prolétariat, de notre classe, qui est celle, en ces moments, qui est chargée de la responsabilité historique de délivrer l'Espagne du banditisme organisé. " 3

Durant le conflit, les arts graphiques, et la presse en particulier, souffrirent du manque de matières premières et, spécialement, de papier. Les imprimeries et les ateliers graphiques accusèrent le contre-coup du dérèglement des affaires, la santé de cette branche étant étroitement subordonnée à la vitalité de secteurs économiques plus *vitaux*.

La CNT, en matière d'activités graphiques, soutint aussi activement la thèse du regroupement des petites unités dans le sens d'une industrie concentrée. Dans son article, intitulé "Collectivisation des petits secteurs de notre industrie", il est envisagé, avec confiance, de réunir les entreprises dispersées, étant entendu que les petits patrons récalcitrants finiront par être convaincus des avantages de cette conception.

2. *Artes Gráficas*, No 1, 10 novembre 36.

3. *Idem*.

" (...) Ce qui pouvait être un obstacle — le refus patronal de la concentration — n'existe pas, et dans le cas où, par exemple, un patron sur dix s'opposerait à ce qui tôt ou tard doit être leur fin, les neuf restants peuvent décider de se réunir et de constituer l'entreprise unique avec laquelle on obtiendrait : sécurité dans le travail, économie dans le processus productif et, sinon la baisse, du moins la stabilisation, durant le plus de temps possible, des prix actuels de la production. (...)

La concentration ne veut pas dire, comme beaucoup le supposent, rendre inutile la petite bourgeoisie, puisque celle-ci peut opter pour ne pas se rallier au nouvel appareil qui se crée. Ce que nous devons faire, c'est utiliser les ateliers dont les patrons sont d'accord avec la collectivisation, pour quelque raison que ce soit. " 4

Au début de l'année 1937, lors d'une réunion des "Commissions techniques et militantes" de ce syndicat, en accord avec le Comité, il fut décidé "à l'unanimité d'aller immédiatement à la collectivisation, sans forcer la marche, des petits secteurs les plus propices à une rapide réalisation". Dans cette perspective, la collaboration de l'UGT est ardemment souhaitée (les résolutions adoptées ayant à être transmises à l'autre grande centrale) et le commun dénominateur prolétarien est réaffirmé :

" (...) la transformation économique ne pourra être réalisée pleinement si elle n'est pas faite sur une *base de classe*, c'est-à-dire sur l'unité d'action et de programme des forces ouvrières organisées, en s'imposant aux directions de partis quand celles-ci contredisent cette unité, et aux couches retardées du prolétariat qui sont enclines à la contre-révolution, et dont la densité numérique détermine presque toujours l'échec des activités progressives et libératrices. "

Dans la perspective du "futur régime politique de demain", il est considéré comme nécessaire que les Syndicats, "répondant à l'intérêt unique de classe

4. *Artes Gráficas*, 25 décembre 36. Dans ce même No sont reproduites les "Normes pour la Concentration d'industries", édictées le 28 novembre précédent par la Conseillerie de l'Economie.

établissent une seule direction réalisatrice. " 5

Quelque sept mois après son lancement, le bulletin du syndicat des arts graphiques, à l'orée de l'été 37, marquait le pas et donnait des signes d'essoufflement. Ou plutôt, c'est le nombre de lecteurs qui commençait à faire cruellement défaut, l'enthousiasme des débuts s'étant sans doute ramolli au fil des épreuves endurées par la révolution.

Le tirage de *Artes Gráficas* est éloquent à cet égard; si le premier No totalisa 4'735 exemplaires (et fut épuisé), ensuite une baisse inexorable s'amorça avec, par exemple, 4'092 ex pour le No 3, 3'071 pour le No 6 et 2'487 ex pour le No 9, soit une diminution d'environ 50 % en six mois.

Aussi, dans son éditorial du 1<sup>er</sup> juin 37 (No 11), intitulé "Notre Bulletin *Artes Gráficas* en appelle "à combattre l'apathie" et "à expulser l'inconséquence de nos milieux" et prône l'augmentation de l'équipe de rédaction et un nombre accru de collaborateurs pour la rédaction des articles et pour la diffusion.

Il est piquant de rappeler, à la vue du fort tassement de l'audience de ce bulletin, que dans les colonnes de son premier No, *Artes Gráficas* affirmait péremptoirement que Barcelone comptait trop de journaux, que trop de titres se ressemblaient dans leur contenu et que, vu le manque de papier, certains organes feraient mieux de disparaître ou de se regrouper ...

" (...) A Barcelone, il se publie trop de journaux. Chaque organisation qui participe au front antifasciste a son organe de presse. Obligée par les cir-

5. Passages de l'éditorial "Concentration de notre industrie", *Artes Gráficas*, 31 janvier 37. Un autre texte, dans ce même No, décrivait la "collectivisation de l'industrie des boîtes en carton", en insistant également sur l'utilité de la concentration : "Au sujet de la concentration que quelqu'un interprète comme fusion et réunion obligées d'ateliers, il convient d'indiquer que cela sera une conséquence logique de la direction centralisée, laquelle, avec l'adoption du programme de rationalisation de l'industrie, appliquera tous les moyens dirigés vers ce but : spécialisation des ateliers, regroupement par spécialités, perfectionnement technique, etc. " Un reportage de la *Solá* (repris et traduit par le *Bulletin d'Information CNT-AIT-FAI* du 13 mars 37) présentait l'unique fabrique de papier à cigarettes de Barcelone, Miquel y Costas & Miquel, "Entreprise collectivisée sous le signe du Syndicat Unique des Arts Graphiques". Adolfo Bueso, imprimeur affilié au POUM et syndiqué à la CNT, traite dans ses mémoires de la situation des arts graphiques à Barcelone; "Recuerdos de un cenetista", en deux tomes Barcelone 1976 et 1978.

constances, la spécialisation ne peut être cultivée, d'où il résulte une monotonie regrettable.

Mis à part ces publications, les anciens «organes d'opinion», les «journaux indépendants» se maintiennent encore, et, outre qu'ils ne peuvent ajouter une note divergente dans la monotonie actuelle, ne répondent à aucune nécessité sociale, mais uniquement au désir — par ailleurs logique et humain — que les ouvriers qui y sont employés puissent gagner leur vie.

Cette réalité est aggravée actuellement par le manque de papier pour la Presse. (...) Et c'est précisément pour cette raison que la question suivante se pose : «Tous» les journaux doivent-ils continuer à se publier ?

Si, du point de vue syndical, nous sommes obligés de défendre nos camarades qui travaillent dans la Presse, il n'en est pas moins certain que du point de vue des nouveaux intérêts généraux, ce n'est pas le cas. Tant que durent les circonstances actuelles, que nous n'avons pas créées, mais bien les ennemis de la dignité et de la liberté du peuple, tous les journaux ne peuvent continuer à se publier. Premièrement, parce qu'il n'y a pas de papier pour tous tant que n'arrive pas la pâte achetée à l'étranger. Deuxièmement, parce que les dénommés «journaux indépendants» du passé ne répondent à aucun besoin social. " 6

Les leçons données hautainement par *Artes Gráficas* se retournent, avec le temps, contre ce bulletin qui connaissait de grandes difficultés pour conserver ses lecteurs, qui se recrutaient pourtant directement parmi les travailleurs affiliés au syndicat.

Au sujet de la propension marquée des anarcho-syndicalistes à vouloir regrouper, concentrer les petites unités économiques, l'on note que cette volonté, légitimée au nom d'une rationalité économique supérieure, s'inscrit parfois en faux envers le principe libertaire élémentaire de respect des entités minoritaires. Ce décalage est tout particulièrement vif dans le cas de la presse, et conséquemment de la liberté d'expression, car les multiples opinions, au cas où elles sont artificiellement *regroupées, concentrées* dans quelques journaux, ne présenteraient aucunement une rationalité supérieure, mais bien plutôt un appauvrissement liberticide de la pensée ...

6. Article "La presse et le manque de papier", *Artes Gráficas*, 10 novembre 36.

Toutes les activités à caractère économique n'étant pas *équivalentes*, *interchangeables*, il ne saurait y avoir de *recette* unique, aussi l'idée de concentration chère aux anarcho-syndicalistes ne peut pas être calquée telle quelle et mécaniquement à l'ensemble de la vie du travail.



## MINES

Le bassin minier catalan, situé dans le Haut Llobregat et le long de la rivière Cardener, connut également la mise en pratique de la collectivisation. Dans les villes de Sallent, Suria et Cardona, les mineurs améliorèrent très sensiblement leurs conditions de travail, qui avaient été particulièrement éprouvantes et dangereuses, dans les opérations d'extraction de la potasse.

*Solidaridad Obrera* consacra un texte aux transformations introduites, vers avril 37, par la gestion ouvrière.

" (...) Dans les mines de Suria travaillent actuellement 800 ouvriers. Avant le 19 juillet, la journée de travail était de 8 heures, aussi bien pour ceux qui se trouvaient à l'extérieur qu'à l'intérieur. Les salaires étaient de 7 pesetas, 20 et de 10 pesetas, 40 au maximum. Les salaires sont actuellement de 75 à 86 pesetas dans la mine et de 70 à 80 pour ceux qui travaillent en dehors. Les heures de travail sont de 36 pour ceux qui sont à l'intérieur des mines et de 40 pour les autres. En cas d'accident de travail, le salaire est entier. En cas de maladie, on paye 60 % du salaire, et si la maladie dure, on paye le salaire entier. Avant, lorsqu'un ouvrier avait un accident, on lui retenait les trois quarts de son salaire à cause de la loi des Accidents du Travail. En cas de maladie, on retenait aux camarades 50 % de leur salaire. Les conditions de travail dans les mines étaient les plus infectes que l'on puisse imaginer. Si Dante revenait, il pourrait s'inspirer des mines de potasse de Suria pour décrire l'Enfer de sa «Divine Comédie». Comme le salaire que payait la compagnie était insuffisant, la compagnie avait instauré des primes de surproduction. Ce système de primes introduit à Suria était un raffinement du système belge et français, système le plus machiavélique que les camarades aient eu à supporter. En cas d'accidents graves, 500 ouvriers périssaient asphyxiés. La direction refusa toujours de construire un puits supplémentaire, car cela représentait une dépense d'un million de pesetas. Actuellement, les camarades ont remédié à cet état de choses en construisant ce puits nouveau, en installant des systèmes de ventilation et toute la technique moderne pour faciliter le travail. (...)

Actuellement, il existe un stock de 25'000 tonnes de potasse prêtes à être vendues sur le marché national ou sur le marché international. Il n'y a

pas plus de 25'000 tonnes de stock, parce que, étant donné le boycottage que le camarades subissent de la part des puissances capitalistes, il n'est pas utile que la production soit plus intense. (...)

Le travail réalisé par la FAI et la CNT dans le village de Suria.

A Suria existent toutes les organisations politiques et syndicales, PSUC, UGT, POUM, mais la FAI et la CNT ont la majorité syndicale et municipale. Le travail réalisé par nos camarades de la CNT-FAI à Suria est digne de mention.

Avant le 19 juillet, il n'existait aucune condition d'hygiène pour les travailleurs, les eaux de la ville étaient insalubres et calcaires. Un contingent important d'hommes étaient sans travail.

Poussé par le dynamisme de la CNT et de la FAI, le Conseil Municipal a consacré une somme de 400'000 pesetas afin d'effectuer des travaux d'embellissement qui sont en train de se réaliser et de faire disparaître le chômage. On a arrangé une magnifique ferme en hôpital du peuple, on construit des égouts dans tout le village, on a commencé à construire un abattoir moderne et les eaux de la ville ne tarderont pas à être complètement purifiées.

Ces terribles mineurs de Suria qui, avec leur face rude et leurs mains calleuses étaient la terreur de la société, sont maîtres maintenant de la ville et de ses mines depuis le 19 juillet. Ont-ils commis quelque dérèglement ? Non Ils sont conseillers municipaux et se consacrent à organiser, en parfaits producteurs et hommes remplis de bonté, la vie de la population et du travail, sur de bases humaines qui seront — sitôt gagnée la guerre contre le fascisme — les bases solides d'une société libre et égalitaire. [Fin] " 1

1. Article de la *Solá* repris et traduit par le *Bulletin d'Information CNT-AIT-F*, du 3 avril 37.

## CIMENT

Ce secteur sera abordé par le biais de l'importante fabrique de ciment Portland et de ciment naturel de Vallcarca, située en bordure de mer, à 5 km au nord de Sitges.

Employant 750 ouvriers, "bien que presque toutes les opérations s'effectuent mécaniquement", cette fabrique, avant le 19 juillet, était la propriété de la famille Fradera, qui s'était distinguée par la dureté de ses méthodes de direction. Fondée en 1898, les propriétaires de l'usine avaient en quelque sorte imposé une coopérative de consommation aux employés — "qui n'était rien d'autre qu'une tromperie pour plumer l'ouvrier" — et s'étaient montrés très répressifs à l'égard du syndicalisme ouvrier.

" (...) Fradera était un patron difficile et dictatorial, il faisait régner une véritable terreur sur son personnel et avait fondé un syndicat jaune.

L'ouvrier surpris en train de lire un journal ouvrier était immédiatement licencié.

Le syndicat de l'UGT, fondé en mars [36], recueillit immédiatement 700 adhésions, mais l'élection de la centrale n'était pas libre. Fradera, après une grève importante en 1931, voua à la CNT une haine irrémédiable et toléra l'UGT en comptant avec l'intervention des jurys paritaires. (...) Ces conditions expliquent facilement le récent transfert du syndicat d'une centrale à l'autre, puisque le syndicat a décidé d'abandonner l'UGT pour entrer à la CNT. "

La fabrique se doublait d'une cité ouvrière, d'une école, d'une église, "déjà commencée et interrompue plusieurs fois en raison des péripéties politiques et dont les travaux sont définitivement arrêtés après Juillet"; cet endroit était saupoudré d'"une poudre blanche qui recouvre tout ce qui est à proximité".<sup>1</sup>

Suite à l'échec du pronunciamiento, les propriétaires avaient pris la fuite. Le 10 août, le comité de contrôle se forma, transformé ensuite en comité de fabrique.

1. Près de quarante ans plus tard, dans les années 1980, ce complexe industriel est toujours en activité et la poussière blanche continue de s'accumuler dans ce lieu, au demeurant, plutôt sinistre.

" (...) Le décret de collectivisations promulgué, le Conseil d'Entreprise se constitua, composé de quinze compagnons : six ouvriers manuels, trois employés d'administration, cinq techniciens et un technicien assesseur nommé par le Comité Régional de la CNT. (...)

La «Collectivité Ouvrière des Ciments Vallcarca» a passé le racloir nivelateur de la justice. La collectivité a supprimé les grands salaires démesurés, en les égalisant à la quantité de six cents pesetas mensuelles. "

Des indemnités de maladie et des pensions de retraite furent introduites. La grève de 1931 ayant entraîné le licenciement de trois cent cinquante hommes, en guise de réparation postérieure, le personnel a été augmenté de cent cinquante unités.

Le loyer "des petites maisons, tristes et poussiéreuses, situées au pied de l'église et dans lesquelles vivent une centaine de familles" fut réduit de moitié. Diverses réformes furent introduites dans l'infirmierie et dans le dispensaire de cette cité industrielle.

Les conditions de travail, parfois dangereuses, s'améliorèrent, spécialement pour les travaux pénibles, "le Comité se proposant d'installer des bains-douches et des WC modernes au service des ouvriers et un garage à bicyclettes pour ceux qui viennent de loin". L'horaire diminua, passant de 44 heures (en juin 36) à 38,20 heures (en septembre 36, "chiffre fixé pour des raisons techniques"), tandis que le travail de nuit et du dimanche vit sa rémunération s'élever sensiblement.

Pour ce qui se rapporte à la production, des innovations furent établies en vue d'économiser le charbon. Vers la fin de septembre 36, la fabrique n'avait recouvré que le 60 % de son fonctionnement normal, cependant la situation se redressa par la suite, car, au début de février 37, la production s'était alors accrue d'environ 15 %.

Le personnel technique ne changea que très peu, puisque "seuls deux employés supérieurs et six préposés ont refusé de collaborer à la nouvelle organisation et sont partis."

Dans cette cimenterie, quelque 150 femmes étaient occupées à la réparation des sacs, et jusqu'avant juillet 36, elles étaient payées aux pièces.

La fabrique, située directement le long de la voie de chemin de fer, disposait d'un port qui lui permettait de "servir sa clientèle, uniquement espagnole, au moyen de trois bateaux et d'un remorqueur, assurant les services réguliers d'une part, entre Mallorque et Barcelone, et, d'autre part, tout le long des côtes ibériques jusqu'au Pays Basque. C'est l'un de ces bateaux qui a été coulé

dans le Guadalquivir, lorsque le port de Séville fut bouché aux fascistes."

Une soixantaine de "compagnons" de la fabrique combattaient au front, tandis que, depuis la première semaine de la guerre, chaque travailleur contribuait au soutien des milices avec 3 pesetas par semaine; "en plus, nous avons contribué par des livraisons gratuites de ciment pour la fortification". Quarante réfugiés, en provenance de Madrid, ont été accueillis dans cette colonie et "sont entièrement entretenus dans un esprit de solidarité".

Les travailleurs de la cimenterie apportèrent également un soutien à l'agriculture et "comme solidarité paysanne" — "l'industrie doit aider la campagne" — une quantité de trois pesetas, par semaine et par personne, fut fixée.

" C'est ainsi que la «Collectivité Ouvrière des Ciments Vallcarca» a surpassé le régime bourgeois, en établissant justice et solidarité pour tous ceux qui forment le service de la puissante fabrique. L'exploitation de l'homme par l'homme a disparu, en réduisant le mécanisme industriel à sa véritable expression : l'industrie au service des producteurs. " <sup>2</sup>

Dans un cas comme celui de Vallcarca, l'autogestion essaya donc d'humaniser des conditions de travail et des lieux qui rendaient la vie particulièrement pénible à ceux qui devaient y gagner leur pain, sans toutefois être en mesure de modifier en profondeur le caractère triste du labeur dans cette fabrique.

2. Ces divers renseignements sont tirés de deux articles, parus sous la plume de Simone Kahn dans le *Baluard de Sitges*, 19 et 26 septembre 36, et d'un reportage paru dans *Solidaridad Obrera*, 12 février 37.

## BOIS

De même que dans le cas de la construction, le secteur du bois fut directement affecté par la guerre.

La centrale anarcho-syndicaliste, puissamment implantée dans cette branche, parvint, quelque six mois après le début de la révolution, à socialiser l'ensemble du secteur. La chute des commandes occasionnées par la guerre et la dure situation des petits patrons facilitèrent la reprise en main des activités par le syndicat.

Une concentration marquée des ateliers, par la création de grosses unités de production, caractérisa le passage à la socialisation du bois.

La genèse de cette socialisation est racontée avec passion par le dirigeant du syndicat concerné, Manuel Hernández, dans une interview donnée à *La Noche* du 25 janvier 37. Dans ce long entretien, ce responsable CNTiste se montre très intransigeant à l'égard des petits patrons et de la petite bourgeoisie, et critique la tiédeur du décret de collectivisations. Il évoque, par ailleurs, la nécessité du crédit à la consommation afin d'écouler la montagne de meubles accumulés.

" (...) - Quand avez-vous commencé l'organisation du travail ?

- Cela a commencé lorsque Garcia Oliver nous a passé une commande pour la construction de grandes baraques pour le front. Il aurait été très commode pour nous de chercher un patron qui l'aurait fait sous notre contrôle, mais nous avons préféré aller droit vers notre idéal sociétaire, en établissant un atelier confédéral de menuiserie. A ce moment-là, un autre compagnon avait organisé un atelier identique d'ébénisterie. Ce furent les premiers pas pour l'oeuvre que nous avions à réaliser. Nous nous sommes chargés de tout : achat du bois, paiement des salaires et direction du travail; sans budget, parce que nous nous limitions à toucher ce que coûtaient la matière première, les salaires et les frais généraux, et sans aucun intérêt de lucre.

- Comment s'étendit cette organisation ?

— Nous avons commencé par nous saisir des petits ateliers. Ceux-ci avaient été le cauchemar de la branche et une peine pour tout le mouvement prolétarien, à cause des conditions dans lesquelles ils travaillaient. C'étaient des ateliers sans moyens propres de vie, insolubles, servis par le patron lui-même, un fils, un parent, un ouvrier au chômage, qui y travaillaient par la force des circonstances. Ils vivaient en vendant mal leur travail aux bourgeois propriétaires des magasins, que ceux-ci évaluaient selon leur caprice et parfois au-dessous du prix des matières premières. Ces ateliers, en se débrouillant dans ces conditions, travaillaient sans contrôle, sans bases de travail qui régularisent la journée et le salaire, cette profession constituant ainsi un obstacle dans les luttes contre le patronat. S'ils avaient été obligés de respecter les bases, ils n'auraient pas pu subsister.

- Vous êtes-vous saisis de tous les ateliers ?

- Absolument; remarquez qu'aucun n'avait un actif, mais du passif. Aujourd'hui, ils n'existent plus. En revanche, ces patrons qui ne pouvaient pas vivre, maintenant ils vivent convertis en ouvriers libres. Les ateliers actuels sont grands, ce sont des ateliers de 300 à 400 travailleurs.<sup>1</sup> Nous avons continué notre travail, en produisant pour l'Ecole Nouvelle, la Guerre, la Défense Aérienne, le Secours Rouge International, le Secours Rouge du POUM, pour des travaux de décoration et pour tout ce qui concerne la menuiserie artistique. La même chose se passait aussi avec les ébénistes, emballeurs, fabricants de sommiers, vanniers, alfatiers, tourneurs; sculpteurs, modélistes, scieurs, etc. Une fois les ateliers confédéraux en marche, deux problèmes se présentèrent à nous : chercher des marchés pour la production et rassembler les chômeurs. Dans le régime bourgeois, il se fabriquait beaucoup de meubles de luxe, élément qui déterminait un excès de tapissiers, de tourneurs, de modélistes et autres ébénistes. Nous croyons que ces sections de la branche sont appelées à diminuer considérablement. Présentement, afin que les ouvriers de celle-ci puissent vivre, nous faisons des meubles avec quelques touches de ces caractéristiques, mais sans en rajouter.

1. Cependant, même avec les concentrations réalisées, tous les ateliers n'étaient pas aussi grands. Pour preuve, deux visites — guidées par ce même M. Hernandez — effectuées par *Mi Revista* (1<sup>er</sup> et 15 décembre 36) et la liste reproduite dans le *Boletín del sindicato de la industria de la Edificación, Madera y Decoración* CNT AIT qui à mi-mai 37 indiquait, pour Barcelone, quelque 150 ateliers en général, plus douze ateliers de jouets, quatre de rideaux et de persiennes, six de tonneries et deux fabriques de contre-plaqué. Les CNTistes insistaient sur les grands ateliers, car c'étaient ceux dont ils étaient le plus orgueilleux. A cette même date, 172 magasins, plus "3 magasins dépôts de meubles", entraient dans le cadre de la socialisation du bois à Barcelone.

- A quoi a obéi la saisie totale de l'industrie ?

- Une fois notre marche commencée, nous devons reconnaître que le patronat n'avait pas de raison d'exister. C'est pourquoi nous avons procédé à la saisie de tous les ateliers patronaux du bois. Cela nous a permis de développer nos plans socialisateurs, dans la mesure où nous y sommes parvenus.

- Le décret de collectivisations ne heurte-t-il pas votre jugement ?

- Bien sûr. En tant que légitimes anarchistes que nous sommes, nous ne pouvons accepter de ce décret que la part de théorie anarchiste qu'il renferme. Pour le reste de son contenu, nous ne pouvons laisser passer. Il est impossible que nous acceptions l'aide à la petite bourgeoisie, parce que la petite bourgeoisie d'aujourd'hui serait la grande de demain. Nous nous rendons compte que le décret procède d'un gouvernement hétérogène, où il y a des représentations ouvriéristes mais aussi politiques et bourgeoises. Les partis politiques ne sont intéressés qu'à gagner la guerre et qu'à ce que les choses continuent comme elles étaient. A nous, il ne nous importe pas seulement de gagner la guerre, mais aussi la révolution. Si, aujourd'hui, nous acceptions les petits patrons, demain ils se seraient déjà transformés en grands patrons, avec lesquels nous devrions recommencer à lutter. Les collectivisations entraînent un danger fondamental qui est de faire de nouveaux riches et de nouveaux pauvres, parce que les industries avec des possibilités parviendraient à obtenir des bénéfices et à répartir des dividendes, alors que d'autres branches du travail, comme les paysans, une partie de la branche de la construction et les manoeuvres en général, ne pourraient jamais se collectiviser. Même en admettant le cas de ce que tous obtiendraient la répartition des dividendes, ce serait transformer en patrons tous les ouvriers. Nous, nous ne pouvons accepter ni collectivisations, ni coopératives, mais la socialisation de l'industrie et de la Banque, celle-ci en entendant que le capital doit être au peuple et non pas à quelques privilégiés. (...)

- La branche du Bois a-t-elle besoin qu'on l'aide ?

- La situation que nous traversons paralyse en grande partie les ventes que nous pourrions faire dans une époque normale. Cela représente une difficulté. Nous avons des meubles pour plus de un million de pesetas, des meubles que nous mettons à la disposition de qui le désire, en échange d'un crédit pour continuer à produire. Nous ne demandons rien sur des valeurs hypothétiques, mais sur des réalités, comme l'est celle d'un produit déjà fini, qui a une valeur effective et positive. " 2

2. Afin de montrer les réalisations de ce syndicat et pour relancer les ventes eut lieu à Barcelone, en été 37, la "première Exposition du Meuble". Le compte-rendu enthousiaste fourni par *Mi Revista*, 1<sup>er</sup> septembre 37, se plaisait à signaler "l'étonnement que nous avons pu apprécier parmi les visiteurs petits bourgeois, qui ne supposèrent jamais le succès qu'allait remporter cette Exposition. Une autre exposition, cette fois des "jouets du bois socialisé" se tint vers décembre 37 (cf *Mi Revista*, 1<sup>er</sup> janvier 38).



Le secteur du bois et de la décoration fut syndicalement accouplé à celui de la construction, selon le schéma des syndicats d'industrie. Une série de projets furent mis à jour, devant les difficultés d'importation, afin de développer la culture forestière en Espagne et en vue de mieux tirer parti des ressources catalanes, et spécialement des forêts du Val d'Aran. La socialisation du bois fut structurée en trois parties : Forêts, Meubles-Décoration et Ebénisterie, avec un seul département commun des ventes pour ces trois sections. Le "Conseil Economique", nommé en "Assemblée générale des travailleurs" incarnait "la représentation maximale du Bois Socialisé, ce Conseil étant le contrôleur et le responsable de la marche économique".<sup>3</sup>

3. Article de présentation de *Hoy*, 1<sup>er</sup> décembre 37. Ce texte qui portait sur le "Bois Socialisé", à Barcelone probablement, signalait un effectif de 7'000 ouvriers pour 252 établissements et une administration occupant 102 personnes. Par rapport aux chiffres d'établissements fournis, notamment, par le *Boletín del sindicato de la industria de la Edificación, Madera y Decoración* (15 mai 37) et déjà cités, il apparaît que la concentration des entreprises et des magasins se soit poursuivie durant la seconde moitié de 1937. Sur le bois, voir également le texte paru dans le *Bulletin d'Information CNT-AIT-FAI* du 20 janvier 37 (reportage traduit de la *Solá*) et deux autres articles encore de *Mi Revista*, celui du 15 mars 37 sur "les charpentiers et ébénistes de Vich qui ont collectivisé leur industrie" et celui du 1<sup>er</sup> mai 37, qui décrit l'ensemble du syndicat de la construction-bois-décoration de Barcelone.

## LA CONSTRUCTION

Cette branche subit très fortement le contre-coup de la guerre. Au fil des mois, l'activité déclina, et pratiquement plus aucun chantier nouveau ne fut ouvert.

Comme le notait le *Butlletí Mensual d'Estadística* de la Généralité vers l'été 37, "le mouvement enregistré par les index dans ces derniers mois est à peu près nul, ce que nous attribuons, plus qu'à la nécessité de nouvelles constructions, aux exigences des moments que nous vivons, qui font que les activités de l'industrie du bâtiment soient destinées à terminer l'important nombre d'édifices qui, surtout à Barcelone-ville, étaient déjà commencés au moment du soulèvement, ainsi qu'à l'amélioration d'un autre nombre important de logements modestes." <sup>1</sup>

La révolution posa le problème de la propriété du sol, en optant là-aussi pour des voies collectives dans l'idée générale que le logement devait désormais être considéré comme un service public.

Durant plusieurs mois après le 19 juillet, les loyers ne furent plus payés ou les locataires en auto-réduisirent le montant. Il fallut attendre mars 37 pour que le recouvrement des loyers redevienne régulier. <sup>2</sup>

Au niveau officiel, la Généralité essaya de régulariser la situation de l'habitat. Par un décret, en date du 18 septembre 36, fut créé le Commissariat au Logement. Conçu pour être présidé par le Conseiller de Justice et pour réunir les diverses formations du Front Populaire, ce commissariat devait s'occuper,

1. *Butlletí Mensual d'Estadística*, juil.-août-sept. 37. Cet extrait provient de la traduction française d'origine, car ce bulletin publiait ses commentaires en catalan bien sûr, mais aussi en castillan, français et anglais. Ce même No fournissait des chiffres au sujet des permis de construction demandés à la mairie de Barcelone, ainsi qu'aux mairies de Catalogne de plus de 10'000 habitants. Sur la base de l'index 100 pour 1925, le logement s'inscrivait en mars 36 à 127, en août à 32,4 et à la fin de cette année à 10,8. Une tendance semblable se dégageait pour les locaux commerciaux.

2. A diverses reprises, la Généralité tenta de rattraper son retard sur les événements, en édictant des dispositions, plus ou moins appliquées, au sujet des loyers, notamment celles du 29 juillet et 12 août 36 annonçant la baisse des loyers, et celle du 9 janvier 37 suspendant le paiement des loyers.

directement ou par délégation, de l'administration des immeubles urbains, résoudre les conflits entre locataires et propriétaires, élaborer la législation immobilière. Cependant, comme le constate J. M. Bricall, "le commissariat fut incapable de contrôler la situation et il continua à différer les expropriations privées et à prolonger le désordre dans le recouvrement et le paiement des loyers." <sup>3</sup>

Dans cette désorganisation, diverses mairies se mirent à municipaliser la propriété urbaine, mesure qui améliora, dans ces temps ardues, la trésorerie des municipalités. A Barcelone, à partir de février 37, la gestion de la propriété urbaine fut du ressort de la Commission Mixte d'Administration et de Contrôle de la Propriété Urbaine. Constituée par un décret de la Généralité, cette Commission était formée de neuf membres se répartissant en trois parts égales entre des représentants du département des finances et entre les centrales syndicales CNT et UGT. Dans les villes de plus de 1'500 habitants furent mises en place, avec caractère obligatoire, des Commissions Urbaines d'Administration de la Propriété, nommées par les municipalités pour gérer les immeubles et pour en percevoir les impôts.

L'évolution légale du logement jusqu'à la fin de la guerre fut marquée par une progression du poids de la Généralité sur les initiatives locales ou syndicales. La municipalisation du logement fut décrétée le 11 juin 37, sans que toutefois la mesure ne parvint à être effective, de même que la constitution des Caisses Immobilières Locales, annoncées en même temps, et qui étaient censées se charger de l'entretien, de la construction et de la distribution des propriétés.

Le département des finances du gouvernement catalan parvint à s'assurer un contrôle étroit sur les commissions urbaines, jusqu'à les subordonner com-

3. J. M. Maria Bricall, *op cit*, p. 283, chapitre "Le problème de la propriété urbaine", riche en éléments.

plètement, puis il remplaça les membres des commissions par des fonctionnaires, qui prirent le nom de Délégués locaux de la propriété urbaine.

\*  
\*  
\*

Après avoir rappelé les principales décisions officielles en matière de logement, l'action menée par les travailleurs de la construction et, en particulier, par la centrale anarcho-syndicaliste va être exposée dans ses grandes lignes.

L'activité des ouvriers de cette branche tendit, à Barcelone, à la création d'une unique collectivité de la construction, regroupant l'ensemble du personnel du secteur, chapeauté par les deux grandes centrales syndicales.

En date du 10 février 37, un décret de la Généralité consacra la légalisation de la collectivisation de la construction de Barcelone sous la forme d'un "Groupement de la Construction" qui "comprendra toutes les entreprises, les travailleurs manuels, techniques et administratifs qui sont encadrés actuellement dans les syndicats" CNT et UGT.

" (...) Tant que n'est pas effectué le recensement officiel des travailleurs de l'Industrie de la Construction, le Conseil d'Entreprise sera formé par dix-neuf représentants de la CNT et onze de l'UGT, qui représenteront la totalité des deux Syndicats. (...)

Le Conseil d'Entreprise pourra recueillir, comme UNIQUE [souligné par moi] entreprise de la construction de Barcelone les moyens qui sont nécessaires pour la continuation de cette Industrie. (...)

Le Conseil d'Entreprise représentera légalement la Mairie. " 4

4. Décret reproduit dans le No 1, 6 mars 37, du *Boletín del sindicato unico del ramo de la construcción de Barcelona y sus contornos*. Vers décembre 37, le conseil d'entreprise comptait avec une représentation encore plus favorable à la CNT, puisque sur 15 délégués, 5 provenaient de l'UGT et 10 de la CNT, avec aussi un "délégué de la Généralité désigné par les travailleurs" (Hoy, 1<sup>er</sup> décembre 37 Bernard Cattla qui a recueilli et traduit un important ensemble de documents sur les "Problèmes de la construction et du logement dans la révolution espagnole 1936-1939" articule le chiffre de 1'500 entreprises avec plus de 30'000 travailleurs intégrant le groupement collectif de la construction à Barcelone (p. 232).

De fait, les militants CNTistes du bâtiment avaient très tôt voulu aller vers la socialisation de leurs activités, dans le sens d'améliorations sensibles du logement, comme l'expliquent des délégués anarcho-syndicalistes du "Groupement collectif de la Construction de Barcelone" :

" (...) - Expliquez-moi la genèse de cet organisme ?

- Le Syndicat confédéral de la Construction avait projeté immédiatement après le 19 juillet ce qui était et reste son desiderata : socialiser le travail de la spécialité qu'il représente. (...)

- Ainsi donc, le décret de la Généralité du 10 février ...

- Ne fit qu'accepter le fait consommé par les travailleurs qui avaient agi dans leurs organismes respectifs. (...)

- Quels sont les moyens de travail ?

- A la Commission Mixte du Contrôle des Loyers, nous facturons les ouvrages des brigades qui travaillent dans la construction. C'est un apport considérable à l'économie du Groupement. Le travail dans les refuges procure aussi des sommes appréciables, de même que la série de travaux à caractère public, comme les écoles du C.E.N.U. et les liaisons ferroviaires.

- Quel est l'effectif des travailleurs ?

- Environ neuf mille, avec une tendance à l'augmentation. Maintenant, le problème des réfugiés aggrave la situation. (...)

- Avez-vous des plans ?

- Bien sûr. (...) Nous désirons hygiéniser le logement. La Commission Mixte des Loyers n'accepte pas de nouveaux travaux dans les vieilles maisons. Il est nécessaire de penser à de grands travaux, à des rues neuves, à une cité saine où bien vivre ne soit ni un privilège ni une exception. " <sup>5</sup>

Vers avril 37, une fusion dans le sens du rassemblement de l'ensemble des activités d'une industrie s'effectua au sein de la CNT catalane par l'union de la construction (ou de l'"édification") avec le secteur du bois et de la décoration.

Lors du premier congrès régional du "Syndicat de l'Industrie de l'Edification, Bois et Décoration" de Catalogne, qui se tint du 26 au 28 juin 37, deux

5. Hoy, "Revue mensuelle porte-parole du Comité Régional en Catalogne des Industries de l'Edification, Bois et Décoration, CNT-AIT", 1<sup>er</sup> décembre 37.

cent vingt délégués y représentèrent les quatre-vingt dix mille affiliés CNT de cette branche. <sup>6</sup>

Les membres du comité régional de cette industrie eurent l'occasion d'exprimer, dans une interview parue dans *Hoy* (1<sup>er</sup> décembre 37), leurs vues tendant vers une "finalité socialisatrice" en évoquant les oppositions que rencontrait ce programme considérable :

" (...) - Et vous n'avez pas d'adversaires ?

- Je peux te dire que non. Il y a une soi-disante Association Ouvrière Catalane du Plâtre, de la Chaux et du Ciment , pure copie des directions bourgeoises. Ses membres sont arrivés à nous dire qu'ils restaient en marge de notre organisme par crainte . que nous les absorbions, mais les fabriques se fournissent dans les matières que nous contrôlons, et ils finiront par se convaincre que l'absorption ne nous intéresse pas, mais la relation et le désintérêt. (...) J'affirme, face aux pessimistes, qu'aujourd'hui, il ne peut y avoir de commerce dans la Construction, parce qu'elle est passée au rang de service public. "

A plusieurs reprises, les travailleurs CNTistes réclamèrent la municipalisation du logement, en confiant ainsi à l'autorité politique locale la gestion de l'habitat. Ce modèle organisationnel était généralement défendu par le PSUC-UGT <sup>7</sup>, pourtant, en cette circonstance, la CNT s'écarta de la socialisation syndicale en ce domaine touchant l'ensemble des citoyens-habitants.

6. *Boletín del sindicato de la Industria de la Edificación, Madera y Decoración CNT-AIT (ex Boletín de la Construcción)* 10 juillet 37.

7. Dans la question de la nouvelle forme à donner à la propriété urbaine, l'UGT et le POUM apportèrent des éléments théoriques plus élaborés que ceux de la CNT. Ainsi le livre "Municipalisation de la propriété urbaine", paru vers le milieu de 1937, rédigé par deux militants UGTistes, Joan Grijalbo (le futur éditeur) et Francesc Fàbregas, qui présentaient une description et une analyse du cas concret de Barcelone, "des relations entre système urbain et système économique, spécialement de l'influence de la propriété privée dans la configuration de la structure urbaine"; ces deux auteurs se penchaient, spécialement, sur l'étude des rentes du sol urbain. Le POUM favorable à la socialisation du logement, précisa ses positions avec le livre de son militant Josep Oltra Picó, intitulé "Socialisation des propriétés urbaines et municipalisation des services"; dans cet ouvrage, paru en 1937, la solution du problème du sol urbain est envisagée par la socialisation, sans indemnisation, des propriétés, dont l'administration serait confiée aux municipalités. Ces deux livres sont résumés dans "El pensament econòmic català durant la República i la guerra", chap. XI, "La revolució territorial i urbana", pp 225-234.

" Nous demandons la municipalisation du logement.

Nous la demandons pour beaucoup de raisons. Pour alléger la crise de la Branche de la construction. Pour en terminer avec tant de bric-à-brac d'interventions dans une question si importante, que la Municipalité est la plus apte à résoudre. Pour en terminer avec les propriétaires, avec les avoués et les administrateurs sans coeur. Pour faire une solide oeuvre révolutionnaire. " 8

Dans la capitale catalane, la commission mixte d'administration et de contrôle de la propriété urbaine (créée par décret le 1<sup>er</sup> février 37) s'occupait des quelque 60'000 propriétés de la ville. Organisme tri-partite - Généralité, CNT et UGT - la commission fut présentée dans un reportage de *Mi Revista* (15 juin 37) par l'un de ses membres CNTistes, du nom de Francisco Palmer :

" (...) Grâce aux services techniques, mis à part l'organisation du service compliqué de conservation et de réparation des logements, l'on est en train de terminer une statistique des logements insalubres, situés dans les arrondissements les plus modestes de la ville. Un service de surveillance fonctionne, à la charge de la Section des Locations, pour éviter et pour couper les abus qui s'étaient produits avec l'occupation arbitraire des logements et avec l'appropriation correspondante des meubles. Dans la Section Administrative fonctionne de la même manière un service spécialement consacré à l'aide aux propriétaires, qui passent par une situation économique difficile tant que ne se pratiqueront pas les liquidations correspondantes des propriétés respectives, liquidations qui sont en train de se terminer. "

8. *Boletín del sindicato de la Industria de la Edificación, Madera y Decoración CNT-AIT*, 15 mai 37. Voir aussi la reproduction intégrale du texte du "Décret de Municipalisation du Logement à Badalona" dans *Via Libre* du 28 novembre 36 et l'interview publiée par *La Noche* du 10 février 37 de "compagnons de la Branche de la Construction" où la municipalisation du logement est présentée comme "le remède positif" pour la nouvelle structuration de la branche du bâtiment.

## ARCHITECTURE

La révolution bouleversa les données du travail des architectes.

En Catalogne, dès 1929, un dynamique mouvement — le Groupe d'Architectes et de Techniciens Catalans pour le Progrès de l'Architecture Contemporaine/ GATCPAC — avait posé les bases d'une architecture sociale dans le cadre de l'autonomie de cette province et en liaison avec les formations de gauche.

Le déclenchement de la guerre civile et le raz-de-marée collectivisateur entraînent une profonde modification de la profession d'architecte. Le 31 juillet 36 fut créé à Barcelone le Syndicat des Architectes de Catalogne / SAC, constitué en deux sections, rattachées l'une à la CNT et l'autre à l'UGT, la direction de ce syndicat étant le Comité de Liaison, composé de représentants des deux centrales.

Dans son rapport au Congrès International d'Architecture moderne, tenu à La Sarraz (Suisse) du 9 au 12 septembre 36, la délégation espagnole explique la genèse de la création du syndicat des architectes de Barcelone :

" Compte tenu de la nécessité d'être en contact avec les syndicats ouvrier du bâtiment de la CNT, organisation ouvrière la plus importante de la Catalogne, nous avons cru nécessaire de faire disparaître les organisations existantes en supprimant le Collège et l'Association des Architectes, créant, à leur place, un Syndicat d'Architectes, plus conforme aux besoins actuels.

Le Syndicat des architectes une fois créé, les organisations ouvrières sont venues lui demander sa collaboration pour les aider à résoudre un ensemble de problèmes des plus urgents, notamment la reprise du travail sur les chantiers privés abandonnés.

Ainsi a commencé notre collaboration avec les autres organisations ouvrières. Nous leur avons proposé d'adopter les solutions les plus constructives. " <sup>1</sup>

Il est intéressant de s'arrêter sur le nouveau statut du métier d'architecte, cas d'une profession libérale qui fut syndicalisée au nom de la portée éminemment sociale et communautaire de cette activité.

1. Rapport pour la réunion du Comité International pour la Réalisation des Problèmes d'Architecture Contemporaine, repris et traduit par B. Cattla, op cit, pp 179-182. La partie de ce recueil rassemblant des textes au sujet de l'architecture a été beaucoup utilisée pour ce chapitre, soit les pages 166 à 232.



La révolution ayant fait disparaître l'initiative privée dans la promotion immobilière (la baisse de 50 % des loyers décrétée en août 36 avait de quoi décourager l'esprit privé d'entreprise), ce furent l'Etat, les Municipalités ou encore les syndicats qui devinrent les commanditaires de l'architecture.

La propriété du sol passant, dans les villes, à des entités collectives, la base du travail architectural s'en trouvait simplifiée et ouvrait, théoriquement du moins, la voie à la réalisation de projets audacieux, *modernes* et à caractère social. Toutefois, les impératifs de la guerre empêchèrent là aussi de mener à terme des innovations importantes, dont certaines, telles celles du Barrio Chino, prévoyaient la complète transformation de tout un quartier. Durant la guerre, le travail des architectes catalans porta, pour une large part, sur l'amélioration des bâtiments scolaires en collaboration avec le CENU : réfection des anciennes écoles, conversion des édifices abandonnés par les communautés religieuses en salles de classe. Un autre volet de l'occupation des architectes durant cette période concernait directement les opérations militaires avec la construction de refuges et de fortifications.

Le syndicat des architectes de Catalogne/SAC devint l'unique employeur de la profession, ayant, par ailleurs, rendu obligatoire l'appartenance à cette corporation aux membres du métier.

A Barcelone, le SAC regroupait donc les 182 architectes de la ville et exerçait son contrôle sur les bureaux techniques de la mairie. Le SAC était "fier" de la "confiance" qu'il avait obtenue de la part des organisations ouvrières, et un architecte était présent dans chaque collectivité de la construction. Organisme bipolaire qui avait su intégrer positivement les deux centrales syndicales (contrairement à la situation de Valence où les rivalités prévalaient), le SAC s'était doté d'une organisation efficace, dirigé par un comité de liaison, composé de neuf membres répartis à parts égales entre les deux syndicats avec "un secrétaire général élu librement".<sup>2</sup>

2. Rapport présenté le 12 décembre 36 par Josep Torres y Clavé, l'un des principaux dirigeants du SAC. Les membres du Comité animaient dix commissions : Rationalisation, Enseignement, Etudes et Recherches, Régions, Publications (la revue du SAC fut *Arquitectura y Urbanismo*), Contrôle des villes, Contrôle des plans, Circulation, Contrôle des Entreprises de Construction, CENU. Parmi les principaux architectes qui travaillèrent dans le SAC, citons Juan Baptista Subirana, Luis Sert et Yllescas.

Le SAC de Barcelone entreprit d'aider ou de créer des organismes similaires dans les autres régions catalanes, en envoyant des délégués à Lerida, Tarragone et Gérone. Le syndicat de la capitale catalane semblait vouloir centraliser une part non négligeable des activités. <sup>3</sup>

La préoccupation centrale du SAC fut de "rationaliser" le travail architectural. Il s'agissait d'une part d'arriver à une distribution "équitable" et "juste" du travail entre tous les architectes affiliés et, d'autre part, de confier des mandats selon les diverses compétences et expériences des syndiqués.

Afin de faciliter cette répartition rationnelle des chantiers, un système de "fiche de travail" fut mis en circulation pour connaître à tout moment la quantité de labeur de l'architecte et pour savoir s'il dépasse ou non le volume de travail qui pourrait alors revenir à d'autres affiliés. Un autre élément intervenait dans la distribution des commandes, c'était la capacité et les études réalisées par l'architecte, éléments d'information regroupés sur une autre fiche appelée "fiche technique".

Un problème délicat et ardu s'imposa au SAC, celui de la détermination du revenu de l'architecte. Le nouveau statut de la profession assimilait, quelque peu abstraitement et à l'instigation des membres révolutionnaires du SAC, l'architecte à un *travailleur* oeuvrant dans la collectivité de la construction, en assumant des responsabilités de premier ordre.

Ainsi, virtuellement, l'architecte passait de la profession libérale à la condition salariale. Pourtant, en raison du caractère *créateur* et en fonction du haut niveau d'études de ce métier, les architectes, même les plus acquis à l'autogestion, tin-

3. (...) La Catalogne est divisée en 14 sections. Pour déterminer ces sections, nous avons tenu compte de la facilité de circulation entre les agglomérations qui constituent la subdivision.

Dans chaque division, il y aura un délégué du Syndicat qui s'occupera d'établir les fiches de rationalisation du travail de la même manière qu'il a été fait à Barcelone. De ces fiches, le Syndicat Central à Barcelone en aura un duplicata. Ne pourront travailler dans la section que les architectes qui en auront fait la demande auparavant au Syndicat. Celui-ci leur désignera une des places établies. Dans chaque division aura été déterminé, a priori, le nombre d'architectes qui pourront y travailler. " Rapport de J. Torres y Clavé, op cit sous la note/2.

rent à maintenir une rétribution supérieure à celle *du commun* des travailleurs et défendirent la reconnaissance monétaire de la part de recherches et de tâtonnements (non réductible au temps fixe de travail) indispensable à leur activité.

Un des dirigeants du SAC, Josep Torres y Clavé précisa, en décembre 36, la difficile fixation du montant du salaire de l'architecte :

" (...) Comme travailleur, son salaire doit être naturellement, en fonction du service qu'il rend à la collectivité, pourtant il dépend directement de la journée de travail. Mais le salaire de l'architecte n'est pas comme celui d'un travailleur destiné simplement à couvrir dignement les nécessités élémentaires pour vivre, car avec son salaire, l'architecte doit pourvoir, non seulement aux nécessités d'ordre naturellement plus compliquées, mais aussi à la poursuite de sa formation culturelle, afin de pouvoir remplir dignement la fonction dont la société l'a chargé.

C'est pour cela qu'entre tous les travailleurs de la construction, l'architecte est celui qui doit avoir le salaire le plus élevé. Ce critère, nous l'avons défendu devant les organisations ouvrières qui voulaient que nos revenus soient égaux à ceux des travailleurs manuels de la construction.

Après avoir beaucoup débattu et leur avoir expliqué une série de raisons parmi lesquelles celles mentionnées auparavant, ils reconnurent que, dans les circonstances actuelles, soit admis le droit de percevoir le salaire mensuel, actuellement établi, par journée entière de travail. (...)

Il y a deux sortes de travail que réalise l'architecte. L'un est un travail de création, difficile à mesurer en heures. Ceci est un travail de projet. Après il y a un autre travail qui est celui de direction de l'ouvrage, contrôles, organisation du travail en général, etc.; plus facile à mesurer parce qu'il est plus facile à déterminer. (...)

Pour payer le travail de projet, il y avait antérieurement un tarif établi qui déterminait la somme à toucher, sur la base d'un pourcentage du montant du projet. Nous trouvons que dans ce cas, le critère à appliquer est assez bon, (...) avec une nouvelle valorisation du pourcentage. "

La SAC avait prévu "la nécessité de rémunérer les charges du Comité" avec la conséquence que "les compagnons qui font partie du Comité ne peuvent absolument pas accepter tout type de travail professionnel durant le temps de présence au Comité". L'instauration du salaire familial, correspondant au "nombre d'individus que l'architecte

doit soutenir avec son travail" était considéré comme le complément nécessaire pour une équitable répartition des sommes entre les affiliés.

Du fait probablement de leur appartenance à une (ancienne) profession libérale et en raison de leurs habitudes d'indépendance matérielle et d'organisation de leur temps, les architectes souhaitèrent conserver une stimulation, un encouragement pécuniaire pour les personnes qui obtiendraient un "rendement supérieur à la normale".

" (...) Il manque un facteur à considérer, et celui-ci est le facteur humain. L'architecte, comme n'importe quel individu de la société actuelle est matérialiste et nécessite comme stimulant de trouver une compensation économique à son effort intellectuel. Nous voulons en tenir compte. Pour cela, tout architecte ayant un grand intérêt pour son travail, ou ayant un rendement supérieur à la normale, aura une augmentation de salaire équivalente à ce rendement. Cette augmentation ne pourra pas être supérieure à une somme auparavant déterminée; de cette manière, nous nous trouverons avec des architectes qui pourront obtenir, en plus du salaire familial assigné, un sur-salaire équivalent à l'augmentation dans le rendement normal. " 4

Le SAC se présentait tel un organisme puissant, centralisant les activités de toute la profession ainsi que les rentrées financières, déterminant les salaires-honoraires et distribuant le travail et les revenus aux architectes, qui, pour exercer leur métier en Catalogne, devaient donc, en plus du titre professionnel, être obligatoirement affiliés au Syndicat.

L'article 7 des statuts du SAC allait même jusqu'à prévoir la délation pour assurer un bon fonctionnement à cette union professionnelle :

" Tous les architectes et spécialement ceux qui occupent des charges officielles SERONT OBLIGES DE DENONCER [souligné par moi] au Syndicat les contrevenants aux dispositions consignées. "

Le SAC s'occupa activement de protection des monuments historiques, défendit le principe de la municipalisation du logement et commença une réforme en profondeur de l'Ecole d'Architecture.

\*  
\*  
\*

4. Rapport de décembre 36 de J. Torres y Clavé, op cit. Toutefois, ce sur-salaire, cette prime à l'efficacité ne semble pas avoir été reprise, du moins officiellement, par le SAC, puisque ses statuts (légalisés par décret du Conseil de la Culture le 27 avril 37) ne prévoient pas explicitement cette reconnaissance financière au rendement.

Tout un élan audacieux, généreux afin de rendre la ville plus habitable, changer l'architecture, amener un confort décent dans les logements fut stoppé par le déroulement de la guerre.

Dans la célèbre station touristique de Sitges, l'avènement de la révolution était perçu, par certains, comme le moyen qui allait rendre enfin possible la transfiguration des quartiers pauvres, *coulisses* misérables de ce lieu de villégiature clinquant.

" (...) Tous les chroniqueurs des beautés de Sitges, nous peignent ses charmes, ses maisons blanches, sa plage d'or - selon eux - et tout cet ensemble qu'en réalité nous ne pouvons que célébrer. Les touristes, avec leurs bourses replètes, ne se fatiguent pas d'admirer tous ces enchantements, mais ce que nous n'avons pas vu, et le cas ne s'est pas présenté, dans aucune de ces visites auxquelles nous sommes habitués, c'est que quelqu'un leur montre, en même temps que toutes ses beautés, ses tares et ses misères qui ne sont pas peu, ses maisons sans ventilation, sans eau pour le plus élémentaire, sans les pièces nécessaires pour le repos de ceux qui, après un travail éreintant ressentent le désir de rencontrer la paix réparatrice dans le meilleur confort. Ainsi est la plage d'or. " <sup>5</sup>

Le journal *Hoy* (1<sup>er</sup> décembre 37) publia sous le titre "Temps Nouveaux" une mosaïque de brèves réflexions sur les nouvelles données apportées par l'autogestion

- Architecture. " L'architecture adaptée à l'humanisme et à la vie sans cryptes et sans temples ! C'est cela notre architecture. "

- Chauffage. " Le chauffage ne peut continuer à être l'apanage de quelques privilégiés. "

Dans ce même numéro de *Hoy*, les idées de Le Corbusier sur son projet de "Cité Radieuse" étaient exposés, et un texte proposait de décongestionner, dans la capitale catalane, la vaste zone de rues orthogonales de l'Ensanche.

" (...) Il est évident que l'Ensanche barcelonais a un plan concret quant à l'urbanisation, plan de grandes lignes décidé géométriquement. Mais, il n'en est pas

5. *Baluard de Sitges*, texte "La Plage d'Or", 20 août 36. Dans ce même No, l'article "Par Humanité" soulève les mêmes problèmes en exprimant un espoir semblable de transformation. La "vie bourgeoise", le luxe étalé, disparurent à Sitges comme le constata "le célèbre militant révolutionnaire français" Michel Collinet dans son article "En passant les frontières ...", rédigé spécialement pour le *Baluard de Sitges*, 19 septembre 36.

moins évident que ce plan a le défaut d'être constitué par d'excessives masses en blocs, sans espaces intermédiaires libres, à la manière d'un répit.

Les travailleurs remédieront à cela et à d'autres anomalies dictées par l'intérêt et l'égoïsme".

Certains aspects du mode de vie "bourgeois" étaient néanmoins considérés positivement, comme en témoigne un billet journalistique dédié aux jardinets intérieurs, que l'on trouvait à l'arrière de presque toutes les maisons de maître, et qui sont "une joie et un enchantement".

" (...) A l'abri du remue-ménage urbain, silencieux et recueillis, ces petits jardins sont de délicieux réduits d'apaisement. (...)

Le peuple authentique, celui qui produit et lutte, a, comme ces messieurs nobles, une sensibilité affinée pour la beauté. Il saura vous respecter comme vous le méritez, recoins enchanteurs. " 6

6. Rubrique "Notes" signée par "P." et intitulée "Jardinets intérieurs" dans *La Veu de Catalunya*, 29 novembre 36. Dans cette même chronique, en date du 4 décembre 36, le nommé "P" s'émerveillait du succès fait par la population barcelonaise à l'exposition annuelle des roses : élément "hautement encourageant, que, au milieu des embarras de l'arrière, des manifestations de beauté et de bon goût" puissent rencontrer pareille ferveur populaire.

## AGRICULTURE

En Catalogne, la majorité des terres étaient possédées par de petits propriétaires. La structure de la propriété rurale catalane n'était donc nullement comparable à l'Andalousie ou à diverses régions centrales (dont, en partie, l'Aragon) où le sol demeurait l'apanage des grands propriétaires (latifondistes) et où le travail agricole était accompli, irrégulièrement, par des masses de prolétaires-paysans (les braceros).

La terre catalane était cultivée soit par les petits propriétaires eux-mêmes, soit, cas fréquent, les domaines étaient affermés à des cultivateurs, sur la base de baux relativement longs, assurant une certaine sécurité aux fermiers. L'organisation syndicalo-politique "L'Union des Rabassaires" rassemblait puissamment, sur une base catalaniste, les petits paysans et les métayers, et fournissait le gros des forces de l'Esquerra. Les Rabassaires, dès le début de la révolution, s'opposèrent à la collectivisation, cherchant plutôt à mettre à profit les bouleversements socio-politiques dans le sens d'un prolongement de la timide réforme agraire de la II<sup>e</sup> République.

La région catalane connaissait une production agricole prospère, caractérisée par la polyculture. Les embouchures des deux fleuves — le Llobregat et l'Ebre — forment des plaines fertiles, permettant de riches cultures potagères.

L'auteur A. Sieberer, catalanophile d'origine germanique, soulignait que "le sol et le climat favorables unis à l'habileté de la population ont fait qu'en Catalogne, il n'y a que 12 % de la surface du terrain qui soit improductif, tandis que dans le reste de l'Espagne, il y en aurait 50 %." Cet observateur faisait remarquer que la province de Barcelone se classait au troisième rang (derrière Valence et La Coruña) de la richesse agricole espagnole, qu'un tiers de tous les vins du pays provenait de Catalogne, "qu'il y croît aussi beaucoup d'arbres fru

tiers et qu'il n'y manque pas non plus de pommes de terre." <sup>1</sup>

Dans les campagnes catalanes, l'autogestion fut mise en pratique sur une échelle moindre que dans le reste de l'économie.

La profonde implantation de la petite bourgeoisie rurale, incarnée dans l'Union des Rabassaires, représenta un contre-poids de taille aux aspirations collectivisatrices.

Sitôt l'échec du pronunciamento consommé, en maints villages le processus autogestionnaire se mit en marche *spontanément*. L'avance des colonnes de miliciens vers le front d'Aragon, en raison de la dure répression contre des propriétaires considérés comme factieux et à cause de l'*exportation* du radicalisme révolutionnaire barcelonais, constitua un facteur favorable à l'accroissement de la collectivisation rurale.

Dans les campagnes aussi, il exista une grande variété d'expériences autour de la mise en place de l'autogestion. Des collectivités furent établies avec les terres de gros propriétaires (liquidés physiquement ou qui avaient pu s'enfuir), d'autres se composèrent de petites parcelles individuelles; d'autres encore étaient formées sur une base mixte, un domaine collectif étant créé avec l'apport des terres de petits propriétaires et grâce à la confiscation de celles de gros propriétaires; parfois, des villages entiers constituaient la collectivité, comme dans le cas de Hospitalet de Llobregat et de Amposta (à l'embouchure de l'Èbre); des collectivités connurent une composition exclusivement CNTistes, tandis que d'autres regroupaient à la fois des adhérents de la CNT et de l'UGT. Il n'y eut pas, à ma connaissance, d'intervention directe de l'Etat/Généralité dans des exploitations agricoles, contrairement à différents secteurs de l'économie.

1. A. Sieberer, "Espagne contre Espagne", p. 100. La Catalogne importait du reste de l'Espagne des céréales "en grande quantité" et de la viande (pp 98-99). Josep Maria Bricall fournit des données quant à la production agricole catalane sur la base de la moyenne des chiffres des années 1932-34. Les pommes de terre représentent la première valeur dans la culture, suivies par le blé, le vin, l'huile, l'orge; op cit, pp 41-46.



Bien qu'il existât une large diversité dans les solutions choisies, la création et le fonctionnement des collectivités répondaient généralement au schéma suivant. Dans un village, les paysans et les ouvriers agricoles qui le souhaitaient se rassemblaient pour fonder une collectivité autogérée. Les paysans apportaient leurs biens à la collectivité : terre, bétail, instruments, machines, engrais, ...; les ouvriers campagnards n'étaient en mesure, bien sûr, que de fournir leur force de travail à la communauté, soit leurs bras. Dans un registre étaient notés les apports de chaque paysan, de sorte que, s'il voulait quitter la collectivité, droit en principe existant à tout moment, il puisse récupérer ses biens. Un Comité, habituellement composé des cadres locaux de la CNT, était nommé afin de diriger la Collectivité. Il était procédé au recensement et à l'intégration des diverses propriétés qui appartenaient aux paysans adhérents, à des grands propriétaires, et qui comprenaient aussi les terres communales et municipales. Ne demeuraient à l'écart de la collectivité que les paysans qui préféraient continuer à cultiver individuellement leurs champs, mais qui n'avaient pas le droit d'*exploiter autrui*, soit d'employer des ouvriers agricoles, et qui ne pouvaient recourir qu'au travail de leur propre famille. Dans les régions où le poids des Rabassaires était prépondérant, la situation qui prévalait fut celle du partage et de la répartition des terres entre paysans individuels. En Aragon, par contre, province qui comptait des masses de paysans pauvres et d'ouvriers agricoles, la collectivisation des terres l'emporta dans la grande majorité des cas. Le Comité organisait et distribuait les tâches entre les membres de la collectivité, qui travaillaient ordinairement en équipes ou en pelotons. Les produits du travail étaient répartis par le Comité entre les collectivisateurs, en tenant compte des divers besoins, et le surplus était échangé avec d'autres communautés ou avec des villes. Dans les petits villages, le Comité tendait à concentrer l'ensemble de la vie économique, en propulsant la collectivisation des autres activi-

tés, telles que les petits commerces et en rétribuant (souvent avec des bons de consommation) les services des coiffeurs, tailleurs, menuisiers, maréchaux-ferrants ou la fonction d'instituteur et de médecin. En principe, un membre de la collectivité ne pouvait être exclu que par l'assemblée générale, après avoir été averti à une ou plusieurs reprises.

Dans les petites collectivités, l'existence d'une relative autarcie économique représenta un facteur favorable à l'implantation globale de la collectivisation, tandis que dans les grands villages et dans les gros bourgs, une certaine complexité de la vie économique rendit plus difficile une complète organisation autogestionnaire. <sup>2</sup>

2. Tendence que Augustin Souchy, dans son long reportage "Parmi les paysans d'Aragon", résuma ainsi : "Plus la localité est grande, moins elle est collectivisée. Plus le village est petit, plus les nouvelles formes économiques s'enracinent fermement." Puis Souchy poursuit en mettant en cause les postulats du matérialisme dialectique : "Ce fait est un coup pour les conceptions marxistes. Il était affirmé que le socialisme et le communisme se réaliseront d'abord par les masses du prolétariat industriel. Ensuite viendrait la petite bourgeoisie et enfin la campagne. Cette prophétie partait de la fausse prémisse que le socialisme et le communisme ne sont uniquement que la conséquence de la prolétarianisation, de la paupérisation, de l'industrialisation. Les paysans aragonais ont démontré avec leur exemple que l'industrialisation n'est pas une condition préalable pour le communisme libertaire." Cette remarque vaut bien sûr également pour la Catalogne et les autres régions agraires où se développèrent des réalisations autogestionnaires. A Souchy, "Entre los campesinos de Aragon", p. 75.

## POLITIQUE AGRAIRE DE LA GÉNÉRALITÉ

Tout au long de la guerre, le Département de l'Agriculture de la Généralité fut dirigé par l'Union des Rabassaires, Josep Calvet i Móra occupant durant presque tout ce temps le portefeuille de cette conseillerie.

Au travers d'une série de décrets, les petits propriétaires parvinrent avec succès à mettre en oeuvre une politique gouvernementale afin d'endiguer les flots collectivisateurs. L'Union des Rabassaires (U.R.), qui était déjà présente, avec un délégué, dans le Comité Central des Milices Antifascistes, parvint à conserver la haute main sur la législation agricole. La stratégie de l'Union des Rabassaires consista à tirer parti du changement révolutionnaire pour alléger le fardeau de leurs redevances et pour saisir de grandes propriétés à gérer ou à partager ensuite entre des agriculteurs indépendants. L'action de l'U.R. fut facilitée par la politique agricole *rétrograde* menée par le gouvernement central et dirigée par le ministre communiste Uribe.

Rapidement, la puissance syndicale de l'U.R. s'accrut grâce à des décrets encadrant les coopératives agricoles (fin juillet) et imposant la syndicalisation obligatoire des paysans (fin août 36). L'U.R. contrôla la nouvelle Fédération des Syndicats Agricoles de Catalogne, regroupant les coopératives.

La garantie de la petite propriété fut sanctionnée par des décrets promulgués en janvier et février 37. D'abord, les contrats de culture passés avant le 19 juillet furent invalidés, les agriculteurs devant acquitter un impôt correspondant aux anciens loyers versés aux propriétaires. Puis il fut officiellement établi que les fermiers, qui travaillaient avant le pronunciamiento les terres de propriétaires déclarés par la suite rebelles, pourraient continuer à les cultiver, avec l'assurance que ces domaines ne pouvaient être collectivisés. L'enjeu de ces mesures, comme le souligne John Brademas, était d'"assurer aux rabassaires

la jouissance de la condition de propriétaires, même sans le titre en tant que tel. La CNT avait trop de pouvoir à Barcelone et l'on ne pouvait pas lui demander qu'elle admette cette dernière chose; mais elle n'en avait pas assez pour empêcher le fait accompli." <sup>1</sup>

Depuis les colonnes de *¡¡ Campo !!* (Campagne) hebdomadaire des paysans CNTistes de Catalogne, créé en février 37, la politique agricole de la Généralité suscita de nombreuses critiques. Ainsi, le décret du mois de janvier 37 fut taxé de "confusionnisme" et fit l'objet de blâmes dans la mesure même où l'organisation anarcho-syndicaliste concernée (le Comité Régional des Relations de Paysans qui devint plus tard la Fédération Régionale des Paysans de Catalogne) "n'a eu aucune participation dans la rédaction et promulgation du décret". <sup>2</sup>

La législation rurale promulguée au début 37 provoqua également de vives attaques de la part de *Solidaridad Obrera*. Dans un article (18 mars 37) intitulé "La légalité devant la révolution", F. Callol s'en prit vigoureusement au "manque de logique et de base révolutionnaire" des décrets agricoles et dénonçait l'absence de soutien officiel aux collectivités :

" (...) Nous pouvons affirmer que la conduite de la Conseillerie de l'Agriculture s'est bornée à reconnaître et à protéger la petite bourgeoisie de la campagne, au moyen de décrets et d'ordres, en laissant en marge, incontrôlées de par sa seule volonté, les réalisations avancées des organismes sociaux responsables. (...)

Les collectivités constituées par le prolétariat campagnard, par le journalier et par le domestique — exploités non seulement par le fermier, mais aussi victimes indirectes de l'exploitation, dont à son tour le fermier était l'objet de la part du propriétaire — ont besoin plus que quiconque de l'appui officiel, puisqu'elles manquent absolument de l'indispensable par rapport à leurs propres besoins, comme aussi par rapport à ceux en relation avec leur nouvelle forme de travail. "

1. J. Brademas, op cit, p. 203.

2. *¡¡ Campo !!*, 20 février 37. Le fait que les paysans anarchistes n'aient créé leur propre organe de presse que près de six mois après le putsch montre sans doute la relative faiblesse des agriculteurs libertaires en Catalogne, et ce surtout en comparaison avec le dynamisme journalistique de leurs compagnons de l'industrie et des services. A moins que ce retard ne provienne de la nature et de la dispersion des entreprises agricoles,

La tension dans certaines régions rurales avait explosé à fin janvier 37 lors de graves incidents à la Fatarella, dans la province de Tarragone (près de l'Ebre à 14 km à l'O de Asco), où des affrontements entre collectivistes et paysans propriétaires firent plusieurs morts. A signaler à ce propos que la propriété terrienne était davantage concentrée dans les provinces de Tarragone et de Lérida que dans celles de Gérone et de Barcelone où les petits propriétaires étaient plus nombreux. Cet élément explique que les essais collectivisateurs s'accomplirent sur une plus grande échelle dans les campagnes tarragonaises et léridiennes.

#### LES ANARCHISTES ET LA QUESTION AGRAIRE

C'est dans les zones rurales catalanes que l'élan autogestionnaire des anarcho-syndicalistes rencontra le plus de résistance.

Le problème central qui s'imposa au courant anarchiste fut celui de l'attitude à adopter à l'égard de la petite propriété individuelle et familiale. La révolution ayant brisé la classe des gros propriétaires fonciers, il ne restait comme force sociale active, outre le prolétariat, que les petits et moyens propriétaires.

La CNT-FAI se trouva prise en tenaille entre son idéal anarchiste, passant par le respect de la sphère individuelle, et son projet de totale socialisation de l'économie.

Le premier congrès régional des paysans CNTistes de Catalogne se déroula à Barcelone le 5 septembre 36, réunissant "400 délégués représentant près de deux cents syndicats".<sup>1</sup> Un rapport fut adopté concédant le respect de la petite propriété familiale dans le but d'éviter que la petite bourgeoisie rurale ne devie

1. Chiffres indiqués par F. Mintz, op cit, p. 84. Cet auteur apporte de nombreux éléments sur la vie organique des formations syndicales, surtout de la CNT. Il a établi, sous forme de brochure, une "cronología de las asambleas, plenos y congresos económicos en la zona Republicana durante la guerra civil española 1936-1939

ne une force contre-révolutionnaire :

" En procédant à l'établissement de la collectivisation de la terre, afin que les petits propriétaires ne se méfient pas un instant de notre action émancipatrice et, en conséquence, qu'ils ne puissent se convertir en ennemis, gêneurs ou saboteurs de notre oeuvre, il sera respecté, en principe, la culture des terres qu'ils peuvent travailler de leurs propres bras et toujours quand cela n'entrave ou ne rend difficile le développement des noyaux qui se collectivisent (...) Ce que nous obtiendrions peut-être en les obligeant s'obtiendra par l'exemple que donnera d'elle-même la collectivisation de la terre, en changeant la structure de la culture. " <sup>2</sup>

L'UGT catalane se refusa à appuyer la collectivisation ou à collaborer dans le cadre d'une politique agricole commune. Lors du premier congrès des "Travailleurs de la Terre", réuni par l'UGT catalane le 23 janvier 37, l'autogestion agricole fut repoussée. Une grande pancarte placée sur la tribune résumait, sans ambiguïté, les réticences autogestionnaires de ce syndicat : "MOINS D'ESSAIS COLLECTIVISTES ET PLUS DE PRODUITS". <sup>3</sup>

La CNT avait essayé auparavant, à plusieurs reprises, de passer un accord avec ses *partenaire* — les Rabassaires et l'UGT — afin de parvenir à une coexistence constructive dans les campagnes.

L'Union des Rabassaires s'était montrée ouverte à la négociation et à mi-décembre 36, un pacte avait été défini, bilatéralement, avec la CNT, dont voici les points principaux :

" 1) Chaque famille aura la terre qui lui sera assignée. Les terres restantes et les domaines communaux pourront toujours être collectivisés, à condition qu'il y ait des individus contrôlés par des organisations responsables, qui volontairement voudront les collectiviser.

2) L'étendue de l'exploitation familiale sera fixée dans chaque village d'après les caractéristiques propres et la qualité de la terre.

3) Les fruits de la terre appartiendront à ceux qui la travaillent, et il:

2. Compte-rendu du congrès cité par Gabriele Ranzato, "Lucha de clases y lucha política en la guerra civil española", partie I "Las colectivizaciones anarquistas en Cataluña y Aragón", pp 37-38.

3. Ce congrès rassembla 40 délégués "représentant, selon les données officielles 30'000 affiliés". J. Peirats, op cit, Tome II, p. 127.

ne pourront en être dépossédés tant qu'ils la cultiveront convenablement.

4) Pour organiser les collectivités dans les villages ou localités où elles se créeront, les collectivisateurs mettront en commun les terres qu'ils possèdent, ainsi que toutes les autres terres non cultivées individuellement, étant entendu comme condition indispensable que ceux qui entrent dans une collectivité apportent à celle-ci toutes les terres et instruments de travail qu'ils possèdent.

Les huit autres points de ce projet prévoyaient des permutations éventuelles de parcelles entre des indépendants et la collectivité, la concentration dans chaque localité "en un seul Syndicat Agricole coopératif" des collectivités, ainsi que des exploitations familiales, le droit pour les journaliers de faire partie d'une collectivité, l'aide municipale ou syndicale aux veuves des enfants mineurs. Le point 11 était pétri de l'éthique kropotkinienne, puisqu'il y était affirmé que "l'ENTRAIDE [souligné par moi] sera la norme de conduite".<sup>4</sup>

Les Rabassaires demandèrent la signature de l'UGT afin que ce pacte puisse être appliqué. Cependant l'importante centrale syndicale, déjà placée sous l'obédience du PSUC, refusa de s'associer à cet accord, car "elle n'acceptait pas la collectivisation des terres, non par principe, mais pour des raisons d'opportunité".<sup>5</sup> Les efforts de bonne volonté et de concessions réciproques accomplis *au sommet* en vue de parvenir à une coexistence et à une collaboration entre secteur collectiviste et secteur individuel finirent donc par échouer, en raison de l'obstruction manifestée par l'UGT paysanne.

A fin mai 37 eut lieu à Barcelone un congrès régional de paysans CNTistes de Catalogne. A cette époque, cette Fédération Régionale de Paysans anarcho-syndicalistes regroupait environ "quatre cents collectivités et neuf cents syndicats".

4. Selon le titre de l'ouvrage de Pierre Kropotkine "L'entraide, un facteur de l'évolution". Les tribulations de ce pacte sont narrées en détail par José Peirats *op cit*, Tome II, pp 29-35.

5. Déclaration de l'UGT reproduite par J. Peirats, *op cit*, tome II, p. 31.

Toutefois, il convient de prendre avec précaution ces chiffres, car, en cette matière, les besoins propagandistes et les mémoires défaillantes brouillent beaucoup les pistes.<sup>6</sup>

Dans ce congrès, il fut décidé d'aller vers la constitution de la Fédération Régionale des Industries Agricoles, vaste organisme qui devait réunir, outre les syndicats et collectivités paysannes, des domaines d'activités liés à la campagne, comme l'irrigation, la machinerie agricole, les marchés, l'utilisation des déchets ou encore les ingénieurs agricoles et les vétérinaires.

Avec des mêmes vues unificatrices se tint à Valence, du 12 au 14 juin 37, un Congrès National de paysans, qui donna naissance à la Fédération Nationale de Paysans, affiliée à la CNT. "L'objectif primordial" de cette nouvelle Fédération était "d'articuler au plan national l'économie agricole", en rassemblant tant les collectivités que "le petit propriétaire paysan ou cultivateur individuel", voir même des collectivités mixtes CNT-UGT. Les statuts adoptés en cette occasion témoignent d'une volonté de coordination globale sur la base des régions et de la reconnaissance du producteur agricole indépendant.

Les adhérents à la Fédération avaient une "pleine liberté d'initiative et

6. L'évaluation précédente est fournie par F. Mintz, op cit, p. 86. Cet historique indique également les chiffres avancés par R. Porté, secrétaire général de cette Fédération paysanne : 700 syndicats avec 70'000 affiliés (*Solà*, 1<sup>er</sup> juin 37) et 945'283 [!:] affiliés et 297 syndicats (*Solà*, 8 octobre 37).

Ramon Porté fut également secrétaire confédéral de la région de Montblanch. C'est à ce titre que se présenta chez lui, au début de la guerre, pour lui demander refuge l'archevêque de Tarragone, le cardinal Francisco Vidal y Barraquer. Grâce à un sauf-conduit, délivré par Juan García Oliver, le cardinal put finalement passer la frontière. Vivant d'abord à Rome, le cardinal mourut en 1943 dans un couvent en Suisse. Ce responsable catholique eut la vie sauve en raison de ses opinions d'ouverture vers la gauche et à cause de son refus d'adhérer au soulèvement nationaliste. (Ses restes furent rapatriés, trente-cinq ans après sa mort e selon ses dispositions testamentaires, à Tarragone). Voir les Mémoires de J. García Oliver, op cit, pp 201-202. A signaler que Hugh Thomas présente une autre version de cet épisode dans laquelle le cardinal aurait d'abord été arrêté par des militants anarchistes au monastère de Poblet, puis sauvé par l'intervention du président Companys; cf Tome II, p. 112 et notice biographique Tome III, pp 73-



d'exécution pour le développement agricole des terrains qu'ils occupent", en étant toutefois "subordonnés aux accords nationaux (...) pour ce qui se rapporte à l'obtention d'un meilleur rendement des cultures, pour éviter la propagation et l'apparition des fléaux de la campagne, et pour la transformation ou substitution des cultures que, économiquement, il ne convient pas de continuer, à cause de leurs résultats déficients, afin de garantir aux travailleurs campagnards de meilleurs moyens de vie."

Les agriculteurs fédérés étaient "obligés de fournir les données statistiques sur la production existante ou prévisible" de manière à permettre une coordination d'ensemble. La Fédération s'attribuait le monopole de l'exportation, en tant qu'"unique distributeur" de la production qui devait être écoulée à l'étranger. Les collectivités et les exploitations individuelles pouvaient "séparer de leur propre production la quantité qu'elles estiment nécessaires pour leur propre consommation", devant respecter en cela les principes d'une "distribution équitable", "assurant un droit égal à tous les consommateurs du corps social". Le surplus de la production était remis à la Fédération, laquelle "payera sa valeur correspondante à celle en vigueur dans la localité de production" ou une valeur déterminée par un organisme national de régulation des prix. Les cultivateurs avaient à se pourvoir auprès de leur Fédération Régionale, au prix coûtant, en matériel et en biens de tout genre nécessaires à leurs travaux. Dans le souci d'"une juste distribution de la terre, afin que tous les paysans aient une terre à cultiver", la Fédération prévoyait de "faciliter le transfert des travailleurs campagnards de zone où manque la terre cultivable dans des zones où l'on remarque un manque de bras pour cultiver la terre disponible en abondance." La Fédération envisageait de mettre en place un service auxiliaire de caisses de compensation pour les encaissements, paiements et échanges, tant dans le pays qu'à l'étranger. Enfin, il était prévu un large système d'assurances tant pour les dommages matériels que pour la sécurité sociale des adhérents.<sup>7</sup>

La guerre empêcha de mettre véritablement en oeuvre ce programme de socialisation agraire et le déclin de l'influence des anarcho-sindicalistes limita la portée de ce plan de restructuration de l'agriculture espagnole.

A l'image d'autres secteurs CNTistes, les paysans de cette Fédération Nationale s'en remirent à l'aide de l'Etat afin de surmonter leurs difficultés.

7. J. Peirats reproduit l'intégralité des 35 articles formant les statuts de la Fédération ratifiés lors du congrès de Valence; op cit, tome II, pp 228-234.

Mais le gouvernement demeura la plupart du temps sourd à ces requêtes adressées par les collectivistes, ainsi que s'en plaignait, à la fin de l'été 38, Juan Almela, secrétaire de la Fédération Nationale des Paysans. Invité à s'exprimer dans le cadre de la série "L'interview d'aujourd'hui" du quotidien *CNT* (10 septembre 38), J. Almela déplora les attaques et le manque de soutien officiel dont pâtissait l'autogestion agraire, et il se prononça pour une représentation paysanne dans le gouvernement :

" (...) - A quoi peut obéir la campagne qui se réalise contre les Collectivités ?

- A des influences externes maintenues par des éléments de l'intérieur qui suivent des indications de caractère exotique [pointe dirigée contre les communistes]. Mais la conservation des Collectivités rendra possible que leurs vertus ressortent et que ceux qui aujourd'hui sont ses détracteurs se convertissent en ses adeptes. Cette antipathie pour les Collectivités est surprenante alors qu'en réalité, ce qui se passe, c'est que nous sommes en retard par rapport à d'autres nations dans cet aspect social. En France, il existe des Collectivités et des Coopératives vinicoles et fruitières, et c'est le Gouvernement qui leur donne le crédit nécessaire. (...)

A une question sur l'opportunité que les paysans aient une représentation au Gouvernement, Juan Almela répond :

- Non seulement je le crois opportun, mais nécessaire, pourvu que le paysan occupe au Gouvernement le poste qui en raison et en droit lui correspond afin que, de là, il se consacre à l'administration et à l'orientation technique des produits agricoles, car les paysans sont les seuls qui sont qualifiés pour savoir ce qui, à la campagne, manque ou est en trop. "

## EXEMPLES DE COLLECTIVITÉS RURALES

La presse anarcho-syndicaliste présenta souvent des collectivités agricoles, symboles de l'esprit constructif des couches populaires.

A cet égard, *¡¡Campo!!* se distingua tout spécialement en consacrant une série de 18 reportages à des collectivités de la campagne catalane.<sup>1</sup>

Comme ce fut le cas dans l'industrie, la collectivisation campagnarde signifia régulièrement la mise en place d'une solidarité effective, au travers de mesures sociales (santé, vieillesse), d'initiatives culturelles (instruction, lecture), d'un nivellement égalitaire des revenus, de l'appui à d'autres collectivités ou encore de l'aide matérielle ou en hommes pour le front, ...

A préciser que le processus égalitaire ne toucha guère la femme, puisque les rétributions féminines étaient presque toujours inférieures à celles des hommes (souvent de l'ordre d'un tiers), l'introduction de la formule du "salaire familial" atténuant toutefois ces disparités. Néanmoins, dans toutes les collecti-

1. Ces articles s'échelonnèrent entre le 29 mai 37 et le 1<sup>e</sup> janvier 38. Voici la liste des collectivités visitées : - Prat de Llobregat, Syndicat Agricola Col·lectiu CNT-UGT "El Llobregat" (29 mai); - Barcelone, "La section de paysans du Syndicat des Industries Agricoles, Pêche et Alimentation de Barcelone a aussi sa Collectivité Agricole (12 juin); - Villanueva y Geltrú, "Collectivité Agricole Vilanovesa affiliée à l'Union des Rabassaires" (19 juin); - Masnou, "Laboratoire Technique d'Expérimentation de la Section des Ingénieurs et Techniciens du Syndicat Unique des Professions Libérales CNT-AIT" (3 juillet 37); - Barcelone "Industries Sidérurgiques, Entreprise Collectivisée, Industrie-Agriculture, Equilibre Economique" (24 juillet 37); - Castellvi de la Marca "Collectivité Agraire" (31 juillet); - Teya, "Collectivité Agraire CNT-UGT" (14 août); - Toruella de Montgrí, "Collectivité Campagnarde" (28 août); - Puigvert de Lérida, "La Collectivité Agraire En Avant" (11 septembre); - Montblanch, "Collectivité Paysanne" (25 septembre); - Empori, "Collectivité Paysanne" (9 octobre); - Hospital de Llobregat, "Collectivité Agricole" (23 octobre); - Rubí, "Collectivité Paysanne" (30 octobre); - "Collectivité agricole de Barcelone et de son rayon (6 novembre); - Gramanet del Besos, "Collectivité Agricole" (13 novembre); - Rosas de Llobregat, "Collectivité de Paysans" (27 novembre); - Tremp, "Collectivité Renaissance" (11 décembre); - Viladecans, "Collectivité Paysanne" (1<sup>e</sup> janvier 38).

Des reportages ou des articles furent consacrés à d'autres collectivités agricole de Catalogne, notamment : - La collectivité de Vilafranca del Penadès (*SUT*, 9 avril 37, *Boletín de Información CNT-FAI*, 16 avril 37); - Les statuts en 14 points de la collectivité de Perelló (*¡¡Campo!!*, 24 avril 37); - La collectivité de Pau/près de Figueras (*Vibraciones*, 11 juin 37); - L'exploitation avicole Paradis de Arenys de Mar (*Mi Revista*, 1<sup>e</sup> juillet 37). Les problèmes d'approvisionnement furent traités dans divers articles, dont : "La campagne et la révolution" (*Ruta*, 5 décembre 36), le marché du Borne collectivisé à Barcelone (*Mi Revista*, 19 juillet et 1<sup>e</sup> décembre 37, *Mar y Tierra*, novembre 37).

vités exposées par le reporter de *¡¡Campo !!*, aucun nom de femme ne figure dans la liste des membres du "Conseil Administratif" ou du "Comité", qui était fréquemment reproduite, ce qui tend à prouver que les postes de responsabilité et de direction demeuraient l'apanage des hommes. Le phénomène fut très certainement plus marqué dans les campagnes, où l'évolution des moeurs et des mentalités était plus lente.

Il n'est pas possible sur la base des articles retrouvés d'élaborer une vision synthétique et précise de l'expérience autogestionnaire catalane. Frank Mintz, en pionnier de l'étude du collectivisme espagnol, a dressé un tableau de 51 collectivités de Catalogne, en précisant que "les conditions locales particulières durent jouer un rôle très important et [qu'] il est difficile de généraliser :

" (...) Les collectivités agricoles catalanes n'avaient d'unité ni par la formation (terres réquisitionnées et apportées) ni par la composition (pourcentages variables par rapport à la population). Déterminer quels furent les résultats est actuellement impossible dans l'ensemble. De plus, même s'il n'en était pas ainsi, nous n'aurions qu'une cinquantaine de collectivités sur les 300 qui existèrent, encore que, bien entendu, celles dont nous savons quelque chose sont généralement les meilleures, car il est à supposer que la presse ne mentionnait pas les entreprises antiéconomiques. " <sup>2</sup>

2. Frank Mintz, op cit, pp 84-91 (133-145, éd.1976). L'estimation de 300 collectivités ayant existé dans les campagnes catalanes semble plutôt basse en relation avec les chiffres avancés lors des congrès syndicalistes paysans. Les sources et la documentation au sujet des collectivités paysannes se trouvent notamment dans les réponses apportées à deux enquêtes. L'une lancée par le comité régional CNT de Catalogne au début septembre 36 et dont les 15 réponses apportées par des syndicats locaux furent publiées dans le *Boletín de Información CNT-FAI* du 21 septembre 36 au 3 mai 37 (voir le chapitre Echec du soulèvement militaire) L'autre enquête, à caractère obligatoire, eut du mal, comme celle de la CNT, à susciter des réactions, bien qu'elle fut ordonnée par la Généralité, avec une inscription dans le Journal officiel du 8 novembre 36. Le *Butlletí del Departament d'Agricultura* de la Généralité reproduisit les 66 réponses provenant de villages, les localités où prédominait la CNT s'étant fort peu manifestées devant cette démarche officielle.

Au début de son chapitre sur "La révolution à la campagne", Burnett Bolloten fournit une liste étoffée de "périodiques publiés pendant ou après la guerre civile" offrant "des renseignements sur les collectivités de paysans qui s'étaient formées dans la zone contrôlée par la gauche"; op cit, pp 83-84, note 1.

Il vaut la peine de s'arrêter sur quelques-unes des 17 collectivités agricoles, dont le portrait fut brossé dans les reportages de *ii Campo !!*.

Le journal de l'anarcho-syndicalisme agraire choisit de commencer (29 mai 37) sa série par le "Syndicat Agricole Collectif CNT«Le Llobregat»UGT", situé dans la banlieue sud de Barcelone, à Prat de Llobregat, et qui était conjointement géré par les deux grandes centrales.

" (...) Actuellement, il existe, à Prat de Llobregat, des collectivisation sous le contrôle CNT-UGT dans les branches des paysans, de la construction, des lampistes et électriciens, des charbonniers, de la papeterie, des coiffeurs et boulangers.

C'est pour cela que nous avons commencé nos reportages à Prat de Llobregat comme exemple de comment la cordialité est possible entre les ouvriers des différentes centrales. "

Cette collectivité employait 1'100 hommes et 300 femmes. Tous les ouvriers recevaient le salaire de 70 pesetas par semaine, de même que les veuves et les malades. Le Conseil d'Administration était composé de 12 membres, répartis à part égale entre les deux centrales. La plaine où est située cette localité, avec ses 1'500 hectares de terrain, était celle qui fournissait le plus de légumes et de fruits aux marchés de Barcelone. Des produits, tels que patates, artichauts et laitues étaient exportés, bien que dans le cas de la laitue, qui était auparavant écoulée principalement en Allemagne, les ventes aient chuté. La collectivité avait recherché un ingénieur agronome "pour qu'il nous oriente dans l'exploitation technique des terres".

" Conclusion.

Quand le camarade photographe a terminé sa mission, nous rentrons satisfaits de notre visite. Mais avant de partir du village, nous remarquons une inscription peinte sur un mur, sans beaucoup d'exigences artistiques, ni grammaticales, mais très significative. Elle disait : A bas les planques et tous au travail Tu comprendras, ami lecteur, que quand un peuple s'inspire de ces principes, il n'est pas étrange que les choses réussissent. "

La métropole catalane abritait, paradoxalement, une collectivité agricole formée, vers juin 37, et composée de plus de 3'500 *paysans urbains* affiliés à la CNT.

Cette collectivité s'était constituée par l'apport des terres des petits propriétaires et par celles expropriées aux gros propriétaires. Les petits jardins des paysans "amateurs" [en français dans le texte] furent respectés. L'écoulement des produits se faisait sur les marchés barcelonais.

Les terres cultivables de la capitale, situées près des fleuves Llobregat et Besos, étaient divisées en six secteurs, avec à chaque fois un "délégué responsable", qui ensemble formaient le Comité de Contrôle. "(...) La distribution du travail se fait chaque soir. Si le lendemain, les travailleurs de l'effectif ne sont pas suffisants pour effectuer le travail du jour, des travailleurs occasionnels sont employés, qui touchent, par jour, 13,35 ptas pour les hommes et 8,50 pour les femmes."

" (...) Cette Collectivité, nous pourrions encore mieux l'appeler socialisation paysanne. A cet égard, les paysans ont dépassé la majorité des activités industrielles, dans lesquelles ceux qui ont collectivisé leurs fabriques et ateliers respectifs s'administrent chacun pour leur compte et sans se préoccuper si les ouvriers des autres fabriques vivent moins bien ou mieux. Les paysans de Barcelone vivent tous pareillement, ceux d'un quartier de la même façon que ceux d'un autre."<sup>3</sup>

Les colonnes de *i Campo !!* s'ouvrirent pour une longue présentation de la grande "Collectivité Agricole Vilanovesa" affiliée à l'Union des Rabassaires. Située à Villanueva y Geltrú, cette collectivité était "l'une des plus importantes de Catalogne, tant du point de vue économique que pour son orientation sociale".

" (...) Dans le domaine professionnel, l'organisation à laquelle appartiennent les paysans de n'importe quelle Collectivité a peu d'importance. Mais cela en a dans le domaine politique, parce que cela démontre que l'esprit collectiviste n'est pas l'apanage de « quatre fous » de la CNT, ni d'une demi-douzaine de « va-nu-pieds » de la FAI.

3. Cette collectivité fit l'objet d'une nouvelle description dans le No du 6 novembre 37 et il était précisé qu'avec ce même nombre d'affiliés "la production avait augmenté de plus de 30 %" en une année. Une autre collectivité agricole de la banlieue de Barcelone, celle de Gramanet del Besos, suscita un reportage dans le No du 13 novembre 37. Cette exploitation regroupait 63 hommes et 40 femmes recevant respectivement 100 et 58 pesetas par semaine.

Ce reportage très vivant, spirituel (mais non signé), mérite d'être spécialement retenu, car il montre, en effet, une démarche quelque peu différente dans ses origines, mais complémentaire au vaste courant collectiviste impulsé par les anarchistes.

" Nous ne savons pas si ce fut à cause de l'influence de la Lune, ou d'un autre astre céleste, mais le fait est que la majorité des collectivités paysannes se constituèrent depuis la fin août jusqu'au début octobre [1936]. Les paysans de Villanueva y Geltrú accomplirent aussi la « consigne » et, au début septembre, un groupe de paysans inscrits à l'"Union des Rabassaires" donnèrent le jour à une collectivité que, dix mois plus tard, on peut considérer comme un modèle de collectivité. (...)

Comme les collectivités campagnardes ne se sont pas constituées pour créer de nouveaux fainéants de la production et pour vivre la panse au soleil, mais, tout au contraire, pour travailler et intensifier la production agricole, base de l'économie révolutionnaire, la Collectivité Vilanovesa, comme toutes celles de Catalogne, commença à travailler dès le lendemain de sa constitution.

Chaque membre, collectiviste, apporta à la communauté les terres de sa propriété ou celles qu'il cultivait en fermage.

A celles-ci s'ajoutèrent les propriétés saisies aux propriétaires terriens déclarés factieux.

La terre que cultive actuellement la collectivité est de 1'507 jornales<sup>4</sup>, en vigne, en terrains irrigables et non irrigués. Cette quantité de terre cultivable est le résultat de 37 fermes saisies et de 30 fermes d'apports individuels.

Les produits qui atteignent le plus grand volume de production sont le vin l'orge et les caroubes. (...)

Les 1'507 jornales de terre sont divisés en 14 zones de travail, chacune à la charge d'un délégué responsable et d'un sous-délégué suppléant.

#### Les membres.

Généralement, la majorité des collectivités de Catalogne sont constituées sur la base de familles complètes et l'inscription individuelle est seulement admise, lorsqu'il s'agit d'un célibataire ou de quelqu'un qui vit séparé de sa famille.

4. Le "jornal" est une mesure agraire, très employée en Catalogne, qui correspond à l'espace de terre qui peut être labouré par un paysan durant un jour normal de travail. Toutefois, comme les conditions varient selon les contrées, cette mesure n'est donc pas uniforme et elle change même considérablement au gré des régions, passant de 20 à 60 mètres carrés ou se situant aussi entre 96,76 m<sup>2</sup> et 120,96 m<sup>2</sup>. Le "jornal" est également calculé selon le nombre de ceps qui peuvent être plantés dans une étendue déterminée.

En revanche, dans la "Collectivité Agricole Vilanovesa", toutes les inscriptions sont individuelles, de la même manière que dans celle de Barcelone.

La chose s'explique par le fait qu'à Villanueva y Geltrú, les familles entièrement agricoles n'abondent pas, étant donné la nombreuse industrie qui existe dans la localité. Par ce système, ils essayèrent et sont parvenus à résoudre le conflit de la famille qui, malgré que tous ses membres soient des paysans, voyaient les uns être partisans du collectivisme et les autres non. Par conséquent, chacun peut travailler en accord avec ses préférences.

Les membres de la collectivité n'ont pas de salaire fixé, car pour cette année, il demeure subordonné au résultat de la récolte. Cependant, la collectivité avance dix pesetas par jour aux hommes (...) et six aux femmes. La récolte arrivée, les chiffres diront ce que l'on peut faire à l'avenir. (...)

La tâche de distribution des articles produits par la collectivité incombe à une section de femmes, des collectivistes également, affectées à cela. "

La collectivité termina la construction des travaux d'un barrage (celui de Foix), ce qui permit d'accroître considérablement l'irrigation des terres. Une ferme saisie accueillit 28 enfants et 5 femmes réfugiés de Madrid. Comme beaucoup de collectivités, la "Vilanovesa" avait installé dans une église un magasin et un dépôt de machines. La collectivité disposait de son propre hebdomadaire, intitulé *Raó* (Raison). Un projet d'économat était en bonne voie, pour fournir aux collectivistes toutes sortes de produits à prix avantageux.

" Le comité administratif.

La «matière première» des collectivités, c'est bien sûr la terre, mais elles ont besoin aussi d'autres éléments, sinon aussi indispensables, du moins nécessaires, parmi lesquels figure un local pour les questions administratives. Car, il ne s'agit pas d'avoir le livre de caisse suspendu à un olivier, ni le registre des membres sous un chou.

C'est pour cela que toutes les collectivités ont inclus, dans leur inventaire l'acquisition d'un bâtiment comme local social, et, soit dit en passant, jamais elles n'ont gardé le pire parmi ceux qui étaient disponibles. Ce qui démontre que les paysans sont en train de revaloriser leur personnalité sociale.

La "Collectivité Vilanovesa" a saisi un local aussi grand qu'ancien, situé à la Rambla Macía No 17. "

Le comité administratif y était installé. Il était formé de 4 membres "qu'avec la collaboration de Délégués de Zones, orientent et administrent tout ce qui se rapporte à la vie de la collectivité, en suivant la ligne de conduite signalée



par les assemblées qui se réunissent chaque quinze jours." Le président du comité administratif — José Ricart — avait en plus la charge de la rédaction du journal *Raó*, et il avait participé, peu avant ce reportage, au congrès régional des Syndicats et Collectivités Paysannes de la CNT en y présentant un rapport sur la "Vilanovesa".

"«Tot això és nostre ...»

L'an passé, durant un bref séjour à Madrid, nous eûmes l'occasion de visiter quelques collectivités paysannes des terres castillanes. Parmi celles-ci, nous allâmes un jour visiter la collectivité située à Delbís del Jarama (...).

Pendant que nous parcourions la ferme, environ deux heures de description, un paysan, provenant d'Andalousie, qui nous accompagnait, nous expliquait tous les détails les plus importants de la ferme et, à chaque moment, en étendant la main et avec un ton particulier, il nous disait : «Tout cela est à nous» [«Todo esto es nuestro»].

Durant notre visite aux fermes de la "Collectivité Vilanovesa", nous nous sommes rappelés plusieurs fois le paysan andalou de Delbís de Jarama, car l'histoire s'est répétée avec une totale exactitude.

Pendant que l'automobile était en train de parcourir une ferme après l'autre, le compagnon qui s'offrit, aimablement, pour nous accompagner, alors qu'il égrenait des détails et des données, étendit la main et, avec la même expression et avec une satisfaction identique à celle de son frère andalou, il nous disait : «Tout cela est à nous» [«Tot això és nostre»].

Dans cette coïncidence entre le paysan andalou et le catalan se trouve le secret de la Révolution espagnole. (...) Nombreuses sont les années depuis que les paysans de toute l'Espagne sont en lutte pour pouvoir dire, à voix haute, «Tout cela est à nous» et cela une fois obtenu, on le leur arrachera difficilement des mains. "

Près de Villafranca del Penadès, dans le village de Castellvi de la Marca s'était constituée, au début octobre 36, la collectivité agricole. Au début, la collectivité commença avec seulement 12 familles et, à fin juillet 37, elle regroupait 52 familles.

" (...) La terre cultivable de la Collectivité est de 250 jornales, dont 100 d'apports volontaires des collectivistes eux-mêmes, le reste étant de la terre saisie à des personnes déclarées factieuses. (...)

Malgré que l'entrée dans la Collectivité se fasse par famille, seul le chef de famille est obligé de travailler dans celle-ci; les membres de la famille restant ont la complète liberté de travailler où ça leur plaît le mieux.

Chaque membre producteur est rétribué avec quatre pesetas par jour et le chef de famille avec un supplément de 50 centimes pour chaque enfant de moins de seize ans. Les travailleurs âgés de soixante ans sont libres de tout engagement et reçoivent la même rétribution que les autres travailleurs. "

A Teyá (15 km au N.E. de Barcelone), une "collectivité agraire CNT-UGT" travaillait quelque 380 hectares sous la direction d'un conseil administratif, composé de 8 membres, provenant à part égale des deux centrales.

Cette collectivité fut fondée le 11 août 36 par quatre familles et une année plus tard, elle était formée de soixante-douze familles. Le salaire familial fut adopté et une coopérative de consommation fournissait, au prix coûtant, les articles non produits dans le village.

L'autogestion permit à des innovateurs et à des inventeurs d'essayer de faire connaître et de faire partager leurs *découvertes*. Ainsi à Teyá, un paysan mit au point un nouveau et singulier légume ...

" Sanfaina concentrada

Nous connaissons déjà le cas par ouï-dire des paysans de Teyá et, comme c'est naturel, nous avons profité de notre visite pour pouvoir le constater.

Il s'agit d'un producteur d'aubergines, qui voulant se sortir de la routine de ses collègues, s'est mis à faire pousser des tomates, mais comme il ne peut renier sa condition auberginaire, l'intérieur de la tomate est en aubergine et le noyau en poivron.

Tandis que nous étions en train de commenter les particularités de cette plante, notre sympathique photographe Pérez de Rozas, définit la conversation avec une de ses bonnes blagues. « Oui, eh bien, maintenant il ne vous reste plus qu'à lui greffer un peu de poulet et nous aurons résolu le problème de la sanfain concentrada »).

Le bas de cet article était illustré d'une photo de cet ingénieux paysan, "que nous pouvons voir auprès de son oeuvre et enchanté de celle-ci".

A fin août 37, avant la présentation de la collectivité anarchiste de Torruella de Montgrí, l'auteur des reportages de *¡¡Campo!!* tint à faire une intéressante mise au point quant à l'ampleur de l'implantation de l'autogestion rurale, en réplique directe à un rapport d'un "organisme officiel" de Catalogne destiné à l'étranger, et qui essayait de minimiser l'élan collectivisateur en prétendant qu'il n'y avait que 26 collectivités enregistrées dans la province.

" (...) Tout le rapport ne tend qu'à présenter les Collectivités paysannes comme une chose sans importance et sans prise parmi le paysannat catalan. Il est clair que la vérité est très différente, comme tout le monde le sait, y compris ceux qui ont rédigé le document et ceux auxquels il est destiné.

L'on est en train d'abuser un peu, peut-être trop, de ce qu'on s'est mis à appeler le «face à l'extérieur». Nous ne pouvons croire que l'opinion internationale se conquiert en dissimulant la réalité des choses. Le monde est très petit et les moyens de communication très évolués pour que personne n'ait besoin de nos informations pour savoir ce qui se passe en Espagne et connaître la portée de chaque chose, tant dans le domaine politique qu'économique. Jamais nous n'avons discuté à personne le droit d'avoir une opinion contre le concept économique et social représenté par les Collectivités, ni de propager le jugement que chacun a sur ce sujet. Nous, nous avons assez à faire pour qu'on ne nous limite pas le droit de propager notre opinion. Ce que nous croyons, en droit, pouvoir demander à tous les opinants, c'est que la vérité ne soit pas falsifiée.

Aujourd'hui, les Collectivités Campagnardes en Catalogne et hors d'elle représentent un fort mouvement qu'il n'est pas possible de traiter à la légère, ni avec des dissimulations. DANS LA REGION CATALANE, L'ON NE PEUT PAS PARCOURIR CINQ VILLAGES DANS N'IMPORTE QUELLE DIRECTION SANS RENCONTRER UNE COLLECTIVITE [souligné par moi]. (...)

En Catalogne, il y a des Collectivités dans toutes les contrées; il y en a dans tous les genres de cultures et travaux agricoles, et toutes les organisations syndicales de la campagne ont des Collectivités. "

Les paysans de Torruella de Montgrí (30 km à l'E. de Gérone), ville où "l'esprit collectiviste toucha toutes les activités" <sup>5</sup>, constituèrent leur collectivité en septembre 36, avec un total de 200 hectares.

5. Voir également le reportage de *Vibraciones*, "Torruella de Montgrí, ville confédérale", 23 juin 37.

" (...) Les paysans de Torruella de Montgrí non seulement ont augmenté la capacité productive de la terre par rapport aux années antérieures, mais ils ont aussi augmenté la quantité de terres cultivables. Ce phénomène qui s'est vu dans le 95 pour cent des Collectivités est le parapet le plus formidable pour résister à l'attaque de tous ses adversaires. Contre tous les arguments qui peuvent se présenter pour justifier les campagnes anti-collectivistes, toujours elles auront à s'affronter contre ce fait irréfutable. Les Collectivités, dans leur première année d'existence, avec les inconvénients innés à toute oeuvre récemment commencée, ont obtenu une augmentation de production et ont augmenté la surface de terres cultivables. Si cela a été obtenu durant la première année, que peut-on ne pas espérer par la suite ?

La terre de la Collectivité de Torruella est divisée en quatre groupes. (...) A chaque groupe correspond une Ferme qui est le point de concentration du personnel et de tous les outils de travail. (...)

La rétribution que reçoivent les paysans (...) est de cinquante pesetas par semaine pour les hommes et de trente pesetas pour les femmes, avec une assurance médicale et pharmaceutique pour tout genre de maladies ou d'accidents. "

A Puigvert de Lérida (à 13 km au S.E. de Lérida) se constitua, en septembre 36, la Collectivité Agraire «En Avant», qui avait la particularité de "ne pas se composer exclusivement de paysans, puisqu'en font partie des maçons, des charpentiers, des forgerons, des constructeurs de chars et des boulangers."

Formée de quarante familles, qui "sans aucun genre de pression collectivisèrent leur effort producteur", « En Avant » cultivait 600 jornales de terre, dont 400 apportés par les collectivistes eux-mêmes.

" (...) Pain pour tous

La Collectivité a tenu et tient ses portes ouvertes à tout paysan, dont la moralité permet la convivialité mutuelle. Cependant, le fait de ne pas appartenir à la famille collectiviste n'a pas été un obstacle pour que, en cas de nécessité, la Collectivité lui fournisse son appui solidaire. Ainsi, cela s'est passé avec le pain, étant donné que durant beaucoup de temps la Collectivité s'est chargée de pourvoir tout le village, sans distinctions ni privilèges.

La Coopérative créée pour le service des collectivistes a procédé d'une manière identique dans beaucoup d'articles que, grâce aux opérations d'échange, la Collectivité pouvait obtenir,

Que se serait-il passé si les Collectivités avaient été celles qui auraient eu besoin de l'appui des autres ? Nous ne pouvons faire d'affirmations, mais nous avons toutes les raisons de supposer qu'ils n'auraient pas reçu le même traitement.

Prévoyances de la Collectivité.

La Collectivité «En Avant», dans son noble désir que tous ses membres jouissent d'une même situation économique, en plus de l'établissement du salaire familial, a destiné un cochon à chaque famille et, pour ceux qui n'en ont pas, une maison gratis.

Les collectivistes célibataires ont aussi leurs besoins prévus. Quand un collectiviste se marie, la Collectivité lui remet mille pesetas et la laine suffisante pour un matelas. "

Le bas de ce texte intitulé "un reportage manqué" indiquait que le journaliste s'était rendu aussi au village voisin de Artesa de Lérida (10 km au S.E. de Lérida), mais que "les circonstances que traversent la Collectivité de Artesa font que, pour le moment, nous renonçons à la publication du reportage, en attendant d'autres circonstances plus propices." <sup>6</sup>

6. Par la suite, les circonstances n'ont pas dû être plus favorables, puisque ce reportage n'a pas été imprimé. Sur le village de Artesa précisément, Frank Mintz a recueilli, en 1966, le témoignage de R. Oriol, qui habitait cette localité et qui fut secrétaire de la Fédération régionale catalane des paysans CNTistes de novembre 37 à novembre 38. R. Oriol fournit quelques éléments au sujet des circonstances contraires rencontrées par les anarcho-syndicalistes à Artesa, en évoquant les exactions anti-collectivistes de la «Légion rouge», comparables à celle de la colonne Lister en Aragon : " (...) On créa une bibliothèque : la mienne que j'offris au syndicat (le syndicat et la collectivité furent créés en même temps et dans le même esprit). Ensuite, on y ajouta un bon nombre d'ouvrages donnés volontairement et qui étaient à la disposition de tous les lecteurs. A propos de la bibliothèque, il y a une anecdote que je veux rapporter. A un moment (mars 37), les éléments réactionnaires, camouflés dans l'UGT et qui répondaient aux consignes du PSUC, appuyés par la «Légion rouge», stationnés dans le village, poussèrent les femmes [?] à attaquer le syndicat de la CNT. Elles envahirent le local et tous les livres furent jetés par la fenêtre et finirent dans un autodafé. " A propos du pourcentage d'adhésion et de refus rencontré par cette collectivité, R. Oriol avance une intéressante estimation : " L'essai de collectivisme fut rendu possible par le soulèvement de la réaction et il n'était pas total. Cependant on profitait de l'occasion offerte au peuple pour mettre en pratique ce système, et le minifundium n'offrait aucun avantage à l'assimilation, à l'adhésion au collectivisme. Malgré tout, le pourcentage des collectivistes de la localité qui nous occupe a dû être de 20 à 25, et les partisans de ce système au départ de 50 à 60, ce qui donnerait donc un pourcentage de 25 % d'opposants ou d'indifférents. Ajoutons qu'à mesure que la contre-révolution étendait ses tentacules le baromètre baissait, mais il resta un bon pourcentage de collectivistes qui ne perdirent pas la foi et étaient aussi enthousiastes qu'aux premiers moments. " A la fin de l'entretien, cet ancien dirigeant CNTiste et F. Mintz établissent une liste de 32 localités agricoles qui auraient existé dans la province de Lérida. F. Mintz, op cit pp 363-371. La collectivité de Alguaire (14 km au N. de Lérida) suscita un reportage de José Peirats dans *Ideas* du 18 mars 37.

A Montblanch, ville d'environ 7'000 habitants, située à 33 km au nord de Tarragone, la collectivité campagnarde animée par les membres de la CNT (avec "trois compagnons de l'UGT") démarra, en automne 36, dans une conjoncture difficile. Cet exemple démontre bien la disparité des conditions (qualité du sol et de l'ensoleillement, parc de machines, provisions, infrastructures d'irrigation, de bâtiments, de routes, de transport, main d'oeuvre et connaissances agronomiques, ... ) qui existaient entre les collectivités des diverses contrées.

" (...) Pas à pas

Toutes les Collectivités Campagnardes ont eu à réaliser des efforts pour s'en tirer avec l'oeuvre entreprise, mais il est indubitable que ces efforts n'ont pas été effectués avec la même quantité ni dans une étendue égale dans toutes les collectivités.

Pour les collectivités productrices de légumes, qui le lendemain du travail ont pu se rendre aux marchés de la capitale, cela a été plus facile de résoudre leur problème économique depuis les premiers moments. La situation n'a pas été la même pour ces Collectivités dont les produits sont de récolte annuelle. Même parmi celles-là, les conditions ont été bien distinctes, selon les réserves rencontrées au moment de commencer la Collectivité. Il y a eu des Collectivités qui, en se constituant, n'ont pas compté avec plus de réserves qu'une grande quantité de foi en l'avenir.

Cela est le cas de la Collectivité Campagnarde de Montblanch. Quand les paysans de Montblanch décidèrent de collectiviser LEUR EFFORT PRODUCTEUR [souligné par moi], ils ne disposaient que des réserves que chacun avait chez lui. Au moment des semailles, les paysans collectivistes eux-mêmes apportèrent les semences et les engrais, de même que tous les outils de travail.

Des cinq cents hectares de terrain qui constituent la terre cultivée par la collectivité, plus de la moitié provient des collectivistes eux-mêmes, le reste ayant été saisi aux personnes factieuses. (...)

En octobre 1936, les cinquante-six familles qui amorcèrent la Collectivité commencèrent à travailler, sans autre rétribution que l'espoir d'un avenir meilleur, puisqu'elles ne recevaient pas de salaire d'aucun genre. Seules les familles nécessiteuses recevaient quinze pesetas par semaine pour se tirer d'affaire.

A Empori (anciennement et présentement San Pedro Pescador <sup>7</sup>), village situé en bordure du golf de Rosas (à 15 km au S.E. de Figueras), la collectivité campagnarde disposait de 300 hectares.

" (...) La Collectivité Campagnarde de Empori se constitua en août 1936 et, par conséquent, c'est l'une des plus anciennes de Catalogne. La collectivité fut commencée par 75 familles et chaque jour le nombre augmente, ce qui démontre le crédit qu'elle est en train de gagner parmi le village. "

Cette collectivité avait également instauré le salaire familial et disposait d'une "coopérative de consommation, coopérative qui figure dans le 90 % de Collectivités Campagnardes". Une section de pêcheurs travaillait alternativement sur mer et dans les champs.

L'introduction des principes autogestionnaires signifia une sensible amélioration des conditions de vie des vieilles personnes. Cette reconnaissance concrète du troisième âge se manifesta également à Empori.

7. Cette localité comme tant d'autres - la *Solà* (15 mars 38) annonçait que "cent dix villages ont changé de nom en Catalogne" - avait décidé de laïciser son appellation, ce qui embrouilla la piste du reporter de *¡¡Campo!!*, qui intitula l'amusant début de son article "A la recherche d'un village" :

" Non, nous n'étions pas sept comme les personnages de l'oeuvre pirandellienne, ni n'allions à la recherche de l'auteur. Nous étions seulement deux et à la recherche d'un village, et il s'en est fallu de peu que nous ne le trouvions pas, et tout cela par la faute de cette *maudite* révolution, qui n'a pas même respecté les noms des villages.

Il n'y a qu'à voir l'histoire que nous fit un cantonnier de Palamós lorsqu'on lui demanda la direction de Empori. L'homme s'entêta à nous convaincre que nous allions à Empurias [lieu célèbre pour ses vestiges gréco-romains] et que Empori n'existait pas. Après un moment de tenace controverse autour de Empurias ou de Empori, le petit vieux, blessé dans sa dignité professionnelle, se raidit en nous disant :

«Il ferait beau voir si après avoir travaillé cinquante ans sur ces routes, on voudrait encore m'apprendre où sont les villages». (...)

Arrivés à Empori, avec deux heures de retard, la première chose que nous fîmes fut de demander que l'on avertisse le cantonnier de Palamós afin que ses cinquante années de voisinage ne soient pas mises à nouveau en doute.

Au cas où nous aurions la chance qu'il nous lise, nous lui demandons qu'il nous excuse pour le dérangement, mais qu'il remarque que nous n'allions pas à Empurias voir des ruines, même si ce ne sont pas celles d'un régime qui s'est écroulé pour toujours, et qu'à sa place, des hommes sont en train de construire un monde nouveau, sans saints qui pêchent [cf Saint Pierre Pêcheur], mais avec des hommes qui travaillent. "

" Les vieux aident aussi.

Nous avons pu contempler comme les vieux paysans, mis déjà à la retraite par la Collectivité, se réunissent chaque après-midi pour aller travailler dans les tâches que leurs forces physiques limitées leur permettent. Ils savent que leur subsistance est garantie par la Collectivité, mais comme travailleurs de toute la vie, ils ne peuvent s'abstenir d'apporter leur collaboration au bien commun. Ils le font avec satisfaction, parce qu'ils savent que personne ne les y oblige. (...)

Les Collectivités Campagnardes ont éloigné de la vieillesse la perspective de l'asile ou de l'aide, pas toujours sincère, d'un parent. Les Collectivités Paysannes, en assurant l'entretien des vieux, ne le font pas dans un sens de charité, mais par la conviction qu'en agissant ainsi, elles ne font pas autre chose que de rendre à des hommes ce qu'ils avaient déjà plus que gagné. C'est pourquoi elles le font sans exiger des révérences d'aucune sorte, ni des remerciements humiliants. "

A Hospitalet de Llobregat, ville qui comptait quelque cinquante mille habitants, à l'entrée sud de Barcelone, une importante collectivité agricole ("une Collectivité de gros") se développa<sup>8</sup>. De 750 membres lors de sa constitution le 5 septembre 36, le nombre d'affiliés dépassait le millier à fin octobre 37.

" Nous avons vu beaucoup de Collectivités paysannes, mais aucune ne nous avait donné la sensation d'une *grande chose*, comme celle de Hospitalet de Llobregat.

Ils ressemblent à des briquetiers. Ils comptent tout par milliers, sans qu'ils aient à exagérer aucun chiffre, ni amplifier aucune donnée.

Il suffit de dire que la terre cultivée par la Collectivité représente une superficie de trois mille "mojadas" de terre, équivalant à plus de quinze kilomètres carrés (...), répartis en 38 zones. "

Le Conseil Administratif était formé de cinq "compagnons" et il était secondé par deux délégués pour chaque zone, l'un syndical et l'autre technique. Comme principal projet, il y avait la canalisation du fleuve Llobregat.

8. Une présentation de cette collectivité - "l'Agricole Collective" - figura aussi dans le *Bulletin d'Information CNT-AIT-FAI* du 15 mai 37.



" Normes administratives.

Dans les statuts internes de la Collectivité, il est prévu que chaque trimestre se tiendra une assemblée générale pour étudier les résultats obtenus dans le trimestre qui se termine et signaler le travail à réaliser dans le prochain. Quelques jours avant la date indiquée pour la tenue de l'assemblée, le Conseil Administratif doit présenter aux membres un état des comptes, détaillé jour par jour, afin que tous les intéressés soient suffisamment documentés pour l'approuver ou le rejeter. " 9

9. La célèbre militante et écrivain anarchiste américaine Emma Goldmann (1869-1940) visita l'Espagne révolutionnaire. Après la mort, par suicide, de son vieux compagnon Alexandre ("Sacha") Berkmann (1870-28 juin 1936), Emma retrouva dans la révolution espagnole un certain espoir. Elle se démena alors en conférences, voyages, articles pour la défense de ses camarades ibériques. E. Goldmann et A. Berkmann avaient participé activement à la révolution russe, en condamnant avec perspicacité le totalitarisme bolchevique; aussi c'est avec une solide expérience révolutionnaire qu'Emma visita l'Espagne. (Ces deux figures de l'anarchisme américain et international publièrent chacune des mémoires remarquables : A. Berkmann, "Mémoires de prison d'un anarchiste" (1912) et E. Golman "Living my life" (1932) ).

En introduction à ce reportage sur la collectivité de Hospitalet était re produite une interview de la doyenne de l'anarchisme international, qui effectuait son deuxième voyage en Espagne :

" (...) La compagne Emma Goldmann a désiré visiter quelques collectivités campagnardes. La première fut celle de Hospitalet de Llobregat. De retour à la Rédaction de *¡¡Campo!!*, nous lui avons demandé son opinion sur les collectivités. Voici sa réponse.

- Que pensez-vous des Collectivités ?

- Je crois que l'oeuvre qui se fait dans les Collectivités Campagnardes est la plus importante de tout ce qui est en train de se réaliser dans la révolution espagnole et avec la particularité que c'est la première révolution qui fait une oeuvre semblable.

Préparer et labourer les terres de culture, en pleine lutte, ne s'était vu dans aucune révolution. Malgré toutes les erreurs qui ont pu se commettre, les oeuvres des Collectivités Paysannes demeureront, parce que c'est un travail constructif et solide.

- Nos Collectivités ont-elles quelque ressemblance avec ce que furent les paysans russes ?

- Aucune. Les paysans russes, de mars à octobre de 1917, procédèrent à l'expropriation des terres. Mais, plus tard, l'intervention du Gouvernement neutralisa ces expropriations.

Dans les premiers temps de la révolution, Lénine lui-même avait dit aux paysans : La terre est à vous, prenez-la. Il avait dit la même chose aux travailleurs industriels. Après la révolution d'Octobre, les choses changèrent au point qu'en 1925 Lénine lui-même dut implanter la N.E.P. .

- Quelle impression a-t-on en Angleterre et en Amérique de notre oeuvre ?

- On la méconnaît complètement. La presse, tant européenne qu'américaine se préoccupe seulement de discréditer le mouvement confédéral et anarchiste, en expliquant une série de bobards, principalement contre les collectivités campagnardes. En certaines occasions — nous dit-elle — j'ai dû moi-même les démentir — depuis leurs propres colonnes. (...)

Enfin, nous lui demandons quelle impression lui a causé la Collectivité d'Hospitalet de Llobregat, et, rapide, elle nous répond :

- Magnifique. Je ne croyais pas qu'elle était si importante. "

Sur cette collectivité *modèle*, voir aussi Gaston Leval, "Espagne libertaire", pp 322-324 et J. Peirats, op cit, tome I, pp 278-279.

Dans la ville de Rubí, située à une dizaine de kilomètres au nord de Barcelone, et qui comptait 8'000 habitants, une collectivité agricole fut fondée à fin août 36 par 185 affiliés. Dans cette localité, essentiellement agricole, la collectivisation toucha aussi d'autres domaines, en particulier des usines textiles.<sup>10</sup>

A fin octobre 37, cette collectivité comptait 201 membres avec un domaine de 76'800 palmos<sup>11</sup> carrés, répartis entre vignes, champs et forêts; plus de la moitié de ces terres avaient été apportées par les collectivistes eux-mêmes. Le salaire hebdomadaire passa de 48 pesetas à 60 pesetas.

" Chaque collectiviste qui le désire peut cultiver pour soi un jardin potager pour les légumes de la consommation familiale. Les dimanches et autres jours de fête, la Collectivité met à disposition de ces cultures particulières, les chars et les chevaux dont les collectivistes ont besoin. (...) Chaque collectiviste peut avoir sa petite basse-cour. "

La composition sociale de la collectivité faisait apparaître un fort contingent de propriétaires, qui en raison de leur "esprit libéral et progressif" avaient opté pour l'autogestion.

" Il serait gratuit de prétendre nier que, parmi les paysans collectivistes de Catalogne, abondent les ex-journaliers, métayers et fermiers. Mais, l'on ne peut pas non plus nier que dans les contrées catalanes, il existe plusieurs douzaines de paysans, dont la situation économique se situait sur un plan d'indépendance très remarquable et, cependant, ils sont entrés volontairement dans les collectivités.

Plusieurs cas ont défilé dans ces colonnes, d'autres défilèrent encore. Dans la collectivité de Rubí, il s'est trouvé que, lorsque s'est constitué le premier Comité Administratif, la majorité de ses membres étaient des propriétaires, avec suffisamment de terre pour avoir du travail garanti toute l'année, et certains avaient même besoin d'aide. Mais, l'esprit libéral et progressif de ces paysans les amena à collaborer, avec leurs terres et leur comportement personnel à l'oeuvre de la révolution, aux côtés des autres paysans. Remarquons que ce n'est pas seulement à Rubí que cela s'est passé. Ce qui démontre que L'ESPRIT COLLECTIVISTE PARMIS LES PAYSANS N'EST PAS CLASSIFIÉ NI DÉTERMINÉ PAR LA SITUATION ÉCONOMIQUE DE CHACUN, MAIS QUE C'EST UNE QUESTION DE SENTIMENT ET D'ÉDUCATION SOCIALE. [souligné par moi]

10. Sur la ville de Rubí, voir aussi A. Souchy & P. Folgare, op cit, pp 136-140.

11. Le "palmo" est une mesure de longueur équivalente à environ 21 cm et qui correspondait à la grandeur de la main ouverte et tendue d'un homme, depuis l'extrémité du pouce à celle du petit doigt.

Toujours dans la fertile région du bas Llobregat, et à proximité de Barcelone, existèrent à Rosas (San Felíu) de Llobregat et Viladecans <sup>12</sup> des collectivités paysannes.

La dé-catholicisation des noms de localités toucha également l'ancienne (et actuelle) San Felíu qui fut métamorphosée, en raison de son importante production de fleurs, en Rosas (Roses) de Llobregat.

Outre les fleurs, on y cultivait surtout des fruits (oranges et pommes) et la culture des légumes y fut introduite. La terre travaillée correspondait à une superficie de 102 "mojadas" <sup>13</sup>.

Cette collectivité offre la particularité d'avoir été syndicalement bipolaire, puis entièrement CNTiste, après avoir essuyé des pressions anti-autogestionnaires.

" Le 2 novembre 1936 commencèrent les activités de la Collectivité paysanne de Rosas de Llobregat, composée de paysans des deux Centrales syndicales. En même temps, débutait une campagne sournoise contre la collectivité.

Tous les raisonnements exposés par les collectivistes face à leurs adversaires furent inutiles. Ces derniers continuèrent leur travail de discrédit destructeur. Mais, la volonté des paysans collectivisés fut plus forte et la Collectivité continua, avec une seule variation : l'entrée de tous les collectivistes

12. La situation à Viladecans suscita un reportage publié le 1<sup>er</sup> janvier 38 dans *¡¡Campo!!* : " (...) La Collectivité Campagnarde de Viladecans est l'une des plus anciennes de Catalogne. Elle se constitua peu de jours après le début du mouvement révolutionnaire. Les premières terres mises en travail collectif furent celles d'un couvent de moines de la localité. (...) Rapidement, la collectivité élargit son rayon d'action, jusqu'à arriver à 963 "mojadas" de terre, qui sont celles cultivées actuellement. (...) 180 hommes et 48 femmes travaillent dans la Collectivité de Viladecans avec une rémunération [hebdomadaire] de 105 pesetas pour les hommes et 60 pour les femmes. Dans les mêmes conditions que les paysans travaillent les maçons, charpentiers, mécaniciens, constructeurs de chars, (...) les chauffeurs et charretiers et un ouvrier qui fabrique des balais, en tirant profit de la matière première qui est produite dans la Collectivité. "

A Viladecans, comme en de nombreuses autres occasions, les paysans autogestionnaires furent aidés et appuyés matériellement par leurs compagnons de l'industrie collectivisée : " Sans l'aide des travailleurs de la Collectivité «Roca Radiateurs» de la même localité, il aurait été difficile à la Collectivité campagnarde de Viladecans de vaincre la situation économique des premiers temps. " Sur Viladecans, voir aussi J. Peirats, op cit., tome I, p. 277.

13. Mesure agraire utilisée en Catalogne, qui représente deux mille vingt-cinq "canas" carrées et équivaut à près de quarante-neuf "areas". Une "cana" est une mesure longitudinale de 1,60 mètre et une "area" est une mesure de superficie équivalente à 100 m<sup>2</sup>.

dans la CNT.

Les éléments directeurs de l'UGT placèrent leurs affiliés, qui appartenaien à la Collectivité, devant le dilemme de choisir entre la Collectivité ou le carnet syndical. Les paysans ugétistes optèrent pour la Collectivité. "

De 15 membres à son origine, la collectivité en comptait 64 à fin novembre 37. L'adhésion était individuelle et le salaire hebdomadaire était, au début de 55 pesetas pour les hommes et de 48 pour les femmes et, à l'automne 37, de 100 et 65 respectivement.

A Tremp, petite ville située à environ 90 km au nord de Lérida, la collectivité paysanne qui se créa à l'automne 36 pour cultiver quelque 160 "jornales" de terre (surtout des patates et de la luzerne) ne pouvait, au commencement, compter que sur le *volontarisme* et l'enthousiasme de ses membres. L'exaltation de la valeur de la volonté, chère à l'ensemble du courant collectiviste anarcho-syndicaliste, était spécialement marquée dans le cas de cette unité autogestionnaire, qui se dota du nom de "Renaissance" :

" (...) Quand en octobre de l'année passée, vingt-quatre paysans constituèrent la collectivité "Renaissance", ils ne comptaient sur d'autres ressources que sur leurs bras, à tel point que beaucoup de collectivistes devaient aller travailler à la journée sur d'autres terres afin de fournir à la Collectivité des moyens économiques pour les premières dépenses. MAIS LA VOLONTE EST UN FACTEUR TOUJOURS DETERMINANT DANS TOUTES LES ENTREPRISES DE L'HOMME [souligné par moi] , qui lui fait transformer les montagnes en des chemins plats. Et la Collectivité "Renaissance" s'en sortit à tel point qu'aujourd'hui [décembre 37] , ils peuvent regarder l'avenir avec tout l'optimisme que les circonstances actuelles permettent.

Actuellement, ces vingt-quatre paysans travaillent continuellement dans la Collectivité, excepté trois ou quatre qui ont dû partir au front en accomplissement de leurs obligations de citoyens. "

Le salaire hebdomadaire de chaque collectiviste était de soixante pesetas, "avec la particularité que jusqu'il y a peu, ils ne touchaient que six journées et non pas toute la semaine". Ces paysans avaient mis à disposition des techniciens du "Laboratoire Confédéral d'Expérimentations" un champ pour la recherche agricole et il était prévu qu'une "station climatologique pour le service de

toute la contrée" y serait également installée.<sup>14</sup>

" Dans le cours de notre conversation, nous leur avons demandé si l'enthousiasme pour le travail était égal entre tous et la réponse fut catégorique :

- Ici, nous travaillons tous comme ce n'est pas possible et celui qui n'est pas d'accord, il sait bien qu'il a la porte ouverte. Nous sommes peu et chacun a ses défauts, mais on peut être tolérant avec tout, sauf avec la fainéantise.

14. Le "Laboratoire Technique d'Expérimentation de la section d'ingénieurs et techniciens de l'Enseignement et des Professions Libérales de Barcelone" CNT-AIT installé à Masnou (périphérie nord de la capitale catalane), fleuron de la reconstruction scientifique des anarchistes, fit le thème d'un autre reportage de *¡¡ Campo !!*, en date du 3 juillet 37. La reconversion à Barcelone de l'entreprise "Mateu et fils" en "Industries Sidérurgiques E.C." avec une production de machines pour l'agriculture (batteuses, herbes, presses d'emballage, ...) suscita également un reportage de *¡¡ Campo !!*, publié le 24 juillet 37.

## NATURISME RURAL

En pleine guerre, le courant libertaire mû par des principes naturistes continua, ici et là, à se manifester.

Ainsi, lors de l'important congrès régional des paysans CNTistes catalans du 5 septembre 36, "le secrétariat des relations des Colonies naturistes et anarchistes" fit approuver avec succès — "à l'unanimité et sans discussion des délégations présentes" — deux résolutions préservant scrupuleusement l'autonomie des cultivateurs naturistes et encourageant la plantation systématique d'arbres dans les grands domaines saisis :

" (...) 1) Que soit respectée, par les syndicats de paysans, l'autonomie des colons qui forment nos colonies pour produire et consommer individuellement ou collectivement selon leur déterminisme, c'est-à-dire pour cultiver et pour s. régir en accord avec leurs idéaux, en tant que groupements ou individus libres, sans gouvernement ni autorité, en ayant seulement avec les syndicats de la CNT que des relations de camaraderie et d'échange de produits, mais tout cela étant volontaire entre les deux parties.

2) En nous basant sur l'accord pertinent des syndicats agricoles de se saisir de la terre des grands propriétaires, nous sollicitons l'autorisation pour notre secrétariat de saisir, d'un commun accord avec le syndicat paysan, des terres dont nous avons besoin dans chaque localité, et aussi d'y planter de préférence des arbres.

Camarades paysans, QUICONQUE A PLANTE UN ARBRE N'A PAS PASSE PAR LE MONDE INUTILEMENT [souligné par moi] ; parce que le fruit de l'arbre est notre véritable aliment, constituant notre source de vie. " 1

Au cours de la révolution, une certaine activité des groupes naturistes parvint à se maintenir, par le biais de l'échange ou de l'envoi d'aliments diététiques ou encore par la création de nouveaux groupements. *Ruta*, l'hebdomadaire des Jeunesses Libertaires de Catalogne, fournit (31 novembre 36 et 7 janvier 37 l. *Iniciales*, mai 37. Dans sa rubrique de courrier des lecteurs "Entre amis", la publication anarchiste individualiste *Al Margen* revint (2<sup>ème</sup> quinzaine de novembre 37) sur les rapports entre individualistes et collectivités agricoles anarchistes et les possibilités de mutuelle coexistence : "Evidemment, cela dépend du degré de compréhension et de respect de la liberté que peuvent avoir les camarades paysans de l'une ou de l'autre localité de ne pas mettre de difficultés à la création de colonies, sur la base d'éléments qui ont des affinités dans le domaine naturiste ou anarchiste individualiste -. S. Blanco"

des éléments sur la survie du courant naturiste, notamment à Barcelone.

" - Communiqué des Colonies naturistes et anarchistes d'Espagne : Les syndicats ou villages contactés sont priés de nous envoyer la liste et les prix de denrées alimentaires, semences ou machines et outillage agricoles qu'ils peuvent nous vendre ou nous ECHANGER CONTRE DES LIVRES, UNIQUE PRODUIT DONT NOUS DISPOSONS POUR LE MOMENT [souligné par moi] . Tous les camarades naturistes qui se trouvent au front ou dans les hôpitaux peuvent nous envoyer leur adresse et nous essayerons qu'ils puissent continuer sans difficulté leur régime alimentaire. Secrétariat des Relations. Premia No 44, Barcelone [siège du journal *Iniciales*]

" - Avis aux compagnons Naturistes Anarchistes. - Il s'est constitué à Barcelone le Groupe Naturiste Acrate, d'action naturiste et anarchiste. "

## PÊCHE

Le secteur des pêcheries connut aussi une transformation autogestionnaire quoique dans une mesure moindre que la campagne. A la fin de 1926, la branche de la mer (et pêche) occupait, en Catalogne, quelque 9'000 ouvriers.<sup>1</sup>

Le retard des pêcheries vis-à-vis de la collectivisation s'explique probablement par le bas taux de syndicalisation que l'on y connaissait et en raison du grand nombre de petits et moyens patrons qui dirigeaient cette activité, en partant eux-mêmes en mer.

La condition des pêcheurs de Villanueva y Geltrú fut décrite dans un reportage, signé "Pessigant", publié dans *Vida Nueva* du 15 novembre 36.

Dans cette ville d'une vingtaine de milliers d'habitants, l'industrie de la pêche et ses annexes comptait, au printemps 37, 300 affiliés au syndicat CNT correspondant, qui s'était constitué après le 19 juillet. La flotte locale de bateaux comportait 14 barques, appelées "bous", pour le travail de huit hommes, sept autres barques pour seize à dix-huit personnes et une quarantaine d'embarcations.

1. Sur la base d'une population catalane d'environ 3 millions d'habitants vers la fin 1926, la population ouvrière s'établissait à 970'000 personnes, dont 390'000 travailleurs dans l'agriculture. Chiffres tirés de J. M. Bricall, op cit p. 86.

tions pour deux à trois pêcheurs. Avant la révolution, les pêcheurs étaient employés par les patrons et par l'Etat.<sup>2</sup>

" (...) Vint la saisie de l'ancien Etablissement des Pêcheurs et de l'Association des Armateurs de Pêche, dissous comme archaïques et opposés aux moments révolutionnaires que nous sommes en train de vivre et qui furent transformés en Syndicat de l'Industrie de la Pêche et Annexes, adhérant à la CNT."

Le syndicat confédéral de la pêche disposait de quatre locaux. L'un, qui était, avant, la propriété des patrons, fut destiné à la vente du poisson, un autre servait de coopérative de consommation, enfin les deux derniers, consistant en bureau administratif et en un café, se trouvaient dans une belle et vaste maison sur le front de mer.

Ce café irrita les anarcho-syndicalistes qui, là comme souvent ailleurs, exprimèrent une réticence, de nature puritaine, à l'égard de ce genre de lieu de détente.

" (...) A dire vrai, ce café nous a causé, lors de notre visite de dimanche, un peu de déception, en voyant qu'il n'avait changé en rien son ancienne physionomie, et que, pour le bien de la CNT et de la transformation sociale que nous vivons et aussi de la culture, il devrait perdre ses anciens vices et régler donc son compte à son ancienne physionomie. Les maudites cartes, le domino et tous les autres jeux, nous croyons qu'ils sont de trop dans un syndicat et d'autant plus si celui-ci appartient aux rangs de la CNT. "

Et l'auteur de cet article d'exhorter le public de ce café, dont une série de jeunes, à fréquenter plutôt "la magnifique bibliothèque qui est en train d'être installée dans une école anachronique."

A Mataró 20 km au N. de Barcelone , au début 1938, la majorité des bateaux demeuraient la propriété de petits patrons. Bien que "tous les pêcheurs de Mataró soient affiliés à la CNT", seuls "14 hommes travaillent dans un régime de collectivité qu'ils commencèrent à vivre en juin 1937 avec l'achat de deux barques et dont ils ont, à force de grands efforts, presque amorti les emprunts contractés dans ce but".

2. Ces indications sont tirées du passage sur Villanueva y Geltrú de A. Souchy et P. Folgare, op cit, pp 140-144.



" Le reste travaille dans les conditions suivantes : ils ont 34 barques avec leurs propriétaires respectifs qui prennent aussi la mer et dont les recettes se divisent, par barque, de la façon suivante : le 60 % pour les pêcheurs et le 40 % pour le propriétaire, lui-aussi pêcheur.

Nous eûmes l'occasion de confronter les deux formes de travail : le collectif et celui rémunéré par le patron. L'organisation collective est plus parfaite, une telle perfection étant due à ce que tous, ou presque tous ceux qui interviennent dans celle-ci sont intéressés par son but même : pouvoir arracher la plus grande quantité possible de poisson à la mer, pour approvisionner avec le plus d'efficacité le peuple et pour imprimer une marche prospère aux affaires. " 3

3. "Une visite aux pêcheurs de Mataró", *Mar y Tierra CNT-AIT*, mensuel de la "Fédération Nationale de l'Industrie de la Pêche et de ses dérivés", janvier 38.

## S E C T E U R   T E R T I A I R E

## TRANSPORTS

L'ensemble des moyens de transport connus, en Catalogne, a subi une profonde transformation autogestionnaire. Le service public que représentent les transports en commun chercha la voie de la complète socialisation, en raison de l'étroite interdépendance qui existe entre les diverses composantes d'un réseau (horaires, infrastructure, entretien, complémentarité entre les moyens). Dans ce domaine, aucune entreprise ne peut faire véritablement *cavalier seul*, la nature même du transport public exigeant une coordination globale et précise des multiples activités. <sup>1</sup>

## CHEMIN DE FER

Il existait en Catalogne trois compagnies de chemin de fer : le réseau Madrid-Saragosse-Alicante (M.Z.A.), le réseau du Nord et les chemins de fer catalans. La CNT était majoritaire dans les syndicats de cheminots. A Barcelone, le 19 juillet, les travailleurs ferroviaires s'emparèrent de la gare de France et de la gare du Nord pour les défendre contre le soulèvement militaire, et peu de jours après, le premier train de miliciens partit pour Caspe.

Le 21 juillet, le réseau M.Z.A. et celui du Nord furent saisis par les cheminots CNTistes, la collectivisation allant ensuite vers l'unification des trois anciennes lignes. Le nouveau réseau exproprié comptait 123 gares, regroupées en

1. *Tierra y Libertad*, 13 août 36, en appelait résolument à la socialisation du transport afin de démocratiser les voyages : "La socialisation du transport est une nécessité afin que tout ce qui est cher dans le transit devienne bon marché et utile. Le voyage est pour l'espagnol un luxe que personne ne peut presque se permettre. Le transport des marchandises est une exploitation qui grève scandaleusement le coût de la vie".

neuf secteurs. Avec quelque retard, l'UGT collabora avec la centrale anarcho-syndicaliste à la réorganisation des chemins de fer dans des comités administratifs communs, de manière fédérative, depuis l'échelon de la petite gare à celui du secteur et enfin au niveau du Comité Central de la province.

Un important effort fut entrepris afin de ramener la fourchette des salaires, qui était très large dans cette branche. Les syndicats ouvriers, surtout le CNT, avaient des préventions à l'égard des anciens cadres techniques, et une épuration intervint rapidement, comme l'expliquèrent des responsables anarcho-syndicalistes à un reporter de la *Solidaridad Obrera*<sup>1</sup> :

" (...) - Est-ce que vous vous passez du personnel technique ?

- Dans les premiers temps, oui, parce que nous nous méfions de lui. Ensuite l'on a fait la sélection opportune et maintenant, il y a plusieurs techniciens à la tête des départements. Il y en a un à la Commission d'achats, un autre pour les analyses de matériel, un autre pour les essais de locomotives et, enfin, plusieurs qui nous rendent d'importants services et qui nous ont donné des preuves de leur adhésion.

- Qui les contrôle ?

- Le Comité Central - que constituent le président et 8 compagnons - et les sous-comités de service. "

Le manque de charbon se faisait gravement sentir et un autre problème inquiétait les cheminots, hérité en partie des "Gouvernements bourgeois" et de "leur préoccupation consistant à avoir toujours à leurs ordres une organisation de forces répressives" :

" Cela est à l'origine du fait lamentable qu'aujourd'hui PAS PLUS DE SOIXANTE POUR CENT DE CEUX QUI VOYAGENT NE PAIENT DE BILLET [souligné par moi] . Avant il y avait encore quelques restrictions, mais aujourd'hui, ces privilèges se sont fièrement déchaînés et c'est ainsi que les Mozos de Escuadra [policiers de la Généralité], la Garde Nationale Républicaine, les Carabiniers, la Police, les Militaires et de nombreux fonctionnaires de l'Etat voyagent aujourd'hui sans

1. "Reportages de *Solidaridad Obrera*, L'esprit constructif de la CNT : Comment l'essence de la Révolution a été appliquée à l'industrie ferroviaire du Réseau Catalan", 31 décembre 36. Cet article a été résumé et traduit dans le *Bulletin d'Information CNT-AIT-FAI* du 30 janvier 37. Gaston Leval a consacré au rail un chapitre documenté, op cit, pp 276-289.

payer et dans la classe qui les accomode le mieux, arrivant même à certaines occasions à être insolents avec le contrôleur, qui exige d'eux la preuve de leur droit à se déplacer gratis d'un point à l'autre. Si nous n'avions pas l'espoir que cela va se terminer, et rapidement, nous ne travaillerions pas avec l'enthousiasme que nous avons actuellement. "

La guerre, avec la désorganisation et l'interruption du réseau espagnol des chemins de fer, amena une sensible diminution de voyageurs et de marchandises transportées.

#### TRAMWAYS

Dans la capitale catalane, les tramways formaient le premier des modes de transport en commun avec soixantes lignes desservant la ville et les localités de l'agglomération.

La compagnie "Les Tramways de Barcelone SA"—dont le capital, en partie nationalisé, demeurait principalement en mains belges—occupait quelque 7'000 salariés (dont 6'500 affiliés à la CNT). Elle regroupait en 1936, sous une même direction financière, les principales entreprises de transports urbains, en conservant toutefois une gestion séparée pour chacune des firmes; ainsi, lors de la collectivisation, les tramways, les autobus et le métro demeureront des entités distinctes à l'intérieur du Syndicat Unique des Transports (SUT) de la Confédération.

Le 24 juillet, des militants anarcho-syndicalistes occupèrent les bureaux de la compagnie, qui est placée dès lors sous le signe de la gestion collective. Quelques jours plus tard, après que les lignes aient été débarrassées des restes des combats de rues, les tramways se remettent à circuler.

Le poids prédominant de la Confédération dans le transport public barcelonais se traduisit spectaculairement dans le nouvel *habillage* des tramways, dont les sept cents voitures furent repeintes, en diagonale, aux couleurs noires et

rouges de l'anarchisme espagnol, en arborant comme seule inscription les sigles CNT-AIT. Cette métamorphose chromatique fit s'exclamer, le 28 juillet, le quotidien *Tierra y Libertad* :

" Les transports urbains circulent avec les initiales qui nous sont si chères. C'est d'un effet merveilleux. Depuis que nous avons vu cet effet, il nous semble que jusqu'à présent les tramways avaient toujours été à l'arrêt. "

Le 6 août, *La Noche* consacra sa dernière page au "service des tramways aux mains des travailleurs", avec ces gros sous-titres : " - La base de leur programme est de faire bénéficier le personnel et la ville; - Augmentation des salaires, semaines de 36 heures et autres avantages pour les ouvriers; - Services améliorés et réduction du prix des trajets pour tous les citoyens."<sup>1</sup>

Ce décidé programme ne put que partiellement être réalisé. Dans une remarquable étude monographique, "Les tramways de Barcelone collectivisés pendant la révolution espagnole (1936-1939)"<sup>2</sup>, Walter Tauber se penche avec précision sur ce qui a été souvent considéré comme "un modèle d'entreprise collectivisée".

Dans sa recherche sur un cas concret de pratique autogestionnaire, exemple rare d'une entreprise reconstituant la vie réelle d'une collectivité, W. Tauber a retenu une problématique double : essayer de savoir "si les travailleurs étaient capables de gérer l'entreprise convenablement" ("les comptes d'exploitation devront montrer si le service des Tramways a fonctionné à la satisfaction

1. Des membres du Comité de Contrôle Ouvrier (C.O.C.) précisèrent au reporter de *La Noche* que personne n'avait été licencié parmi le personnel : "Celui-ci s'est offert tout entier, inconditionnellement au Comité. Dans le secteur bureaucratique, nous avons rencontré du personnel utile et inutile. Nous appelons utile, celui qui travaille et inutile, celui qui jouissait de favoritisme et ne rendait aucun service. Nous ne l'avons pas licencié. On lui a seulement fait savoir qu'il a fini d'être inutile ou, ce qui revient au même, qu'il a l'obligation de travailler. Il peut choisir entre le travail et la rue." Un chapitre étoffé sur les tramways de Barcelone figure dans le livre de Gaston Leval, op cit, pp 266-275. Le *Bulletin d'Information CNT-AIT-FAI* (9 janvier 37) reprit et traduisit un texte de la *Solà* sur "Le service des tramways de Barcelone". Au sujet des transports catalans, voir aussi le chapitre rédigé par A. Souchy & P. Folgare, op cit, pp 34 à 37.

2. Mémoire présenté en 1975 à la Faculté des Lettres de l'Université de Genève et reproduit dans les *Bulletins d'Information de la Fondation Internationale d'Etudes Historiques et Sociales sur la Guerre Civile d'Espagne de 1936-1939*, No 2 (mars 1977, pp 8 à 54) et No 3 (avril 1980, pp 19-85). Ce travail est basé sur les archives des "Transportes Barcelona SA" et sur les souvenirs de plusieurs témoins.

des usagers, indépendamment de la composition de la direction et de la méthode de gestion"), puis déterminer "si les «Tranvias», sous la gestion ouvrière, formaient bien une collectivité (...) ou bien s'ils s'agissait que du remplacement d'une bureaucratie capitaliste par une bureaucratie «ouvrière»."

En fouillant soigneusement les archives de la Compagnie, Walter Tauber met à jour "les problèmes auxquels doit faire face la nouvelle direction : questions techniques, disciplinaires et d'organisation qui se répètent de façon monotone - caractéristique peut-être de toute gestion d'entreprise quelle que soit sa nature ou sa composition."

Le nivellement des salaires souhaité par la CNT se traduisit surtout par la fin des hauts traitements que recevaient les anciens administrateurs et par une augmentation sensible des basses payes. Mais le "salaire unique" ne put être introduit, en raison de "la nécessité de s'assurer de la coopération des «techniciens» et il subsista une échelle de rétribution de l'ordre de un à sept :

" On ne pouvait évidemment pas se passer des ingénieurs et des experts bourgeois - il y en avait déjà assez qui avaient abandonné leur poste pour s'exiler ou, plus tard, rejoindre les nationalistes. Réduire les salaires de ceux qui restaient aurait abouti à les chasser. Même vers la fin de 1937, il subsistait aux «Tranvias» des salaires variant de 200 Ptas à 1'500 Ptas par mois. "

Finalement, au cours de la guerre, dans cette entreprise, comme ailleurs du reste en Catalogne, l'accroissement des salaires fut décalé et inférieur à l'augmentation du coût de la vie.

L'horaire de travail fut abaissé à 40 heures lors d'une assemblée tenue en août 36. Cependant, dans les tramways comme dans de nombreuses autres entreprises, les difficultés provoquées par la guerre obligèrent à revenir à des horaires plus longs et, en novembre 36, une autre assemblée générale décida de réintroduire la semaine de 48 heures.

La nouvelle structuration collectivisatrice des tramways était "fondée sur les comités élus directement par les travailleurs". A la base, il y a les

Comités de Section (C.S.), au nombre de 11 et à la direction de l'entreprise, le Comité Ouvrier de Contrôle (C.O.C.).

Les C.S. étaient "responsables du travail de leurs départements respectifs" et le C.O.C. s'occupait de la gestion d'ensemble et de la coordination des diverses sections.

Des désaccords ou des tensions existèrent entre ces deux niveaux au sujet des attributions et facultés respectives. Après la «légalisation» de l'entreprise (et la transformation du C.O.C. en Comité d'Entreprise/C.E.) survenue en juin 37, l'autonomie assez grande des sections fit place à "une tendance marquée vers la centralisation" au profit de la direction.

Au fil des mois, un nouvel esprit se fit jour dans le C.O.C./C.E. porteur de bureaucratisation et qui se remarquait "avant tout dans le langage des décisions prises : il devient de plus en plus vague dans ses formulations, de plus en plus « langage officiel » stéréotypé."

Pendant la guerre, l'entreprise dut affronter des problèmes disciplinaires (absentéisme, faux malades, vol de matériel, revente de billets utilisés), en prenant parfois des sanctions de renvoi, mais il semble que ces manquements, dont l'intensité ne varia pas au long de ces années, n'arrivèrent pas à "perturber de façon grave le fonctionnement de l'entreprise" :

" En résumé, on peut affirmer qu'il y a eu certainement des travailleurs qui ont essayé d'exploiter la nouvelle situation à leur avantage personnel [c'était surtout le cas chez les « nouveaux » entrés pendant le conflit], mais que, d'autre part, la conscience de participer à la « construction d'une nouvelle société », de ne plus travailler pour le profit d'une société capitaliste poussait les travailleurs — dont la majorité étaient, ne l'oublions pas, syndiqués à la CNT<sup>3</sup> — à faire des efforts supplémentaires. (...) On ne peut donc pas parler de chaos au sein de la collectivité; de même il faut se méfier d'une vision trop idéale des travailleurs de la base. Un grand nombre en était certainement des militant idéalistes — il semble même que ce soit la majorité — mais les « neutres » subsistaient, peu intéressés par l'oeuvre révolutionnaire, à part les avantages directs qu'elle pouvait leur apporter. "

3. Les tramways comptaient, le 18 juillet 36, 3442 employés, dont 120 seulement n'étaient pas affiliés à la CNT. Le rôle de l'UGT y était presque nul.

Pour ce qui est de la qualité du service, de l'entretien et de l'extension du parc des véhicules, du nombre de passagers transportés — en augmentation à cause des difficultés de la circulation automobile (essence, pièces de rechange) — , de l'élargissement des lignes, les effets de la gestion ouvrière apparaissent comme positifs.

Toutefois, les comptes d'exploitation montrent une élévation importante des coûts, qui s'explique en bonne partie par "le désir d'accroître l'autonomie technique de l'entreprise en agrandissant les ateliers". Le bénéfice d'exploitation baissa d'une quinzaine de pour cent par rapport aux années 1934-35.<sup>4</sup>

Pourtant, "il resta un bénéfice net assez considérable qui fut utilisé pour aider des collectivités déficitaires, surtout dans le même secteur. Un total de 3'805'859,80 Ptas fut ainsi réparti de juillet 1936 à mai 1937 à travers le Syndicat Unique des Transports", dont des montants importants qui furent distribués "aux camarades fermiers" (notamment 500'000 Ptas en avril 37) des pensions furent versées régulièrement aux «compagnes» des mobilisés.

Dans ses conclusions, Walter Tauber revient sur sa problématique de départ en dressant un bilan favorable, bien que judicieusement nuancé, de cette entreprise autogérée :

" A la première question posée, sur la capacité du COC de gérer l'entreprise, on peut répondre affirmativement sans hésitation aucune. La nouvelle

4. Sur la base des années 36-37. A partir du printemps 38, le rapprochement de la guerre vers la capitale catalane faussa beaucoup toutes les données. Le prix moyen du billet baissa quelque peu pour les utilisateurs, ce qui correspondit à une baisse des recettes de l'entreprise. Etant placé dans une économie de marché, le C.O.C. ne put envisager la gratuité des transports, bien que de nombreux services spéciaux aient été accomplis gracieusement. Il fallait équilibrer les comptes, et fort peu de demandes de cartes d'abonnement gratuites, émanant de comités de tout genre, furent acceptées. Par ailleurs, "certaines personnes et groupements profitaient de la confusion, régnant pendant les premières semaines, pour refuser simplement de payer leurs billets". "Après les premières semaines de «vide du pouvoir», les forces opposées à la collectivisation se rassemblèrent derrière l'Etat reconstitué et commencent leur offensive. Des provocations, telles que le refus des Officiers de l'Ecole de Guerre [ou de "militants d'Etat Catala] de payer leurs billets de tramway sont à l'ordre du jour et deviendront de plus en plus fréquentes au fur et à mesure que le pouvoir de la CNT décline. L'effort principal de cette offensive sera dirigée dans le sens d'une Municipalisation de tous les Services Publics."



direction a su maintenir le service malgré les difficultés causées par la guerre et en tenant compte du développement à long terme d'une entreprise hautement capitalisée. On pourrait évidemment lui objecter qu'il est facile de «commencer à zéro» en expropriant une entreprise existante et en abolissant simplement les paiements sur le capital qui a permis sa mise en place. Mais vu le contexte général de la politique économique de la CNT et du Conseil de l'Economie de la Généralité (du moins pendant la première année de la révolution) cette façon d'agir est tout à fait logique du point de vue économique. La nouvelle structure envisagée prévoyait au moyen de la "Caisse de Crédit Industriel" et, avant sa création, par l'action régulatrice des syndicats, le financement nécessaire à la création de nouvelles industries et au soutien de celles qui étaient en difficulté à cause de la guerre. Le développement à long terme de l'économie collectiviste paraît tout à fait possible. (...)

Je crois pouvoir affirmer que la collectivité des «Tranvias de Barcelona, Colectivizados» a, d'une part prouvé que des organisations ouvrières sont capables de gérer par des structures démocratiques des entreprises même très complexes, mais que, d'autre part, la collectivisation ne peut réussir pleinement que dans une société qui se constitue consciemment sur la base de l'autogestion à tous les niveaux. "

## AUTOBUS

Ce moyen de transport présente beaucoup d'analogies avec la situation d'autogestion ouvrière qui fut introduite dans les tramways.

L'ancienne "Compagnie Générale des Autobus" fut rebaptisée "Autobus G", le personnel fut augmenté (de 800 il passa à plus de mille membres au début 37), les voitures en circulation s'accrurent (jusqu'à 110 véhicules), de nouvelles lignes furent créées.

Les salaires connurent une hausse (en janvier 37, les conducteurs et contrôleurs percevaient 14 et 15 Ptas respectivement) et le nombre de passagers s'éleva.

Un reporter de *Mi Revista* (15 janvier 37) s'entretint avec des membres de la nouvelle direction ouvrière. A une question sur une possible baisse des tarifs, il obtint une curieuse réponse des responsables CNTistes, dans la mesure où ces militants tendaient à privilégier les caisses de leur organisation syndicale plutôt que de faire profiter l'ensemble du public des améliorations financières. Voici la retranscription de ce passage de l'interview :

" — Mais, avec l'augmentation du public, il est logique que la recette ait aussi augmenté ?

— Cela s'est passé ainsi. Près de quatre mille pesetas de plus qu'avant sont perçues quotidiennement.

— Reste-t-il une marge pour une baisse des tarifs ?

— Aucune. Il serait impossible de continuer. Sur l'augmentation des salaires pèse l'acquisition de matériel, dont le prix a augmenté de 100 à 200 %. Il faut tenir compte, en plus, que si nous devons vivre la Révolution, et nous comprenons que celle-ci ait ses exigences, le fonds qui existe ici EST A L'ORGANISATION [à la CNT/souligné par moi] et c'est à elle qu'il faut le donner lorsqu'elle le réclame. " <sup>1</sup>

## METRO

Trois jours seulement après l'insuccès du pronunciamiento, le métropolitain fonctionnait à nouveau à Barcelone. Un comité ouvrier de contrôle, animé principalement par des militants CNTistes réorganisa la marche du métro : licenciement de 56 personnes suspectes de sympathies factieuses, puis engagement d'une quarantaine de nouveaux employés (le personnel, à la fin 36, comprenait 413 membres) : augmentation des salaires de 15 % et adoption de la journée de neuf heures ; prix unique du billet fixé à 0,15 Ptas et permettant de circuler sur tout le réseau.

Un reporter de la *Solà* (30 décembre 36) s'entretint avec un représentant du Comité Ouvrier de Contrôle, qui lui expliqua le fonctionnement de cet organe

1. Voir aussi le texte "Comment la révolution a intensifié l'industrie des autobus", *Bulletin d'Information CNT-AIT-FAI*, 30 décembre 36.

directif et aborda la question de la discipline :

" (...) Lorsque le Comité débute, ses membres exerçaient le matin les fonctions propres à leur délégation. L'après-midi, le Comité se réunissait en session permanente et étudiait les problèmes qui s'étaient présentés à chacun dans le cours de la journée. Cela continue ainsi avec un Comité plus réduit, mais dont tous les membres s'identifient avec les idées que défend la CNT (...); il en résulte que les séances, bien qu'assez laborieuses, permettent toujours d'atteindre les buts poursuivis. (...)

— Un intense labeur a-t-il été nécessaire pour imposer la discipline ?

— Il n'y a pas eu besoin du moindre effort. A la différence d'autrefois, l'on a évité radicalement les chefs et les inspecteurs et avec eux, l'autoritarisme de caserne. Il a suffi à nos travailleurs de réfléchir sur le fait qu'il s'agit d'un service public et que les oublis et les négligences représentent de graves accidents de circulation qui retomberaient sur le matériel mobile, en plus de produire un effort moral désastreux sur les voyageurs. A quatre heures dix du matin, le service est ouvert et personne ne manque à son poste et à la tâche qui lui a été assignée. D'autre part, l'on a eu un intérêt spécial à donner à tous les compagnons, sans exception, le maximum de tolérance et à écouter leurs réclamations quelles qu'elles soient. " <sup>1</sup>

1. Des changements avaient par ailleurs été introduits dans "le contrôle des billets aux stations, grâce à quoi l'on économisera du personnel inutile et, surtout l'on évitera des dérangements ennuyeux aux passagers". Une garde nocturne existait à l'entrée des stations pour défendre la population civile en cas de bombardement aérien. Le *Bulletin d'Information CNT-AIT-FAI* traduit et résuma ce reportage dans son édition du 13 février 37. A l'époque de la guerre civile, le métro barcelonais ne comptait que deux lignes.

## TAXIS

La branche du taxi mit plus de temps à se réorganiser à Barcelone que le reste des transports publics. Des véhicules servirent pour le transport de militaires et de marchandises, d'autres voitures furent utilisées comme ambulances.

Après les premières périodes de troubles, les militants CNTistes du taxi, là aussi majoritaires, "installèrent leurs bureaux sur la Rambla et parvinrent en peu de jours, à coût d'efforts surhumains, à contrôler la quasi totalité des véhicules de la ville".

Avec cette nouvelle structuration syndicale, la concentration des taxis fut établie. Le Palais No 2 de l'ancienne Exposition Universelle fut saisi et les taxis "qui étaient disséminés dans une infinité de garages et de maisons particulières y furent transférés".

A la fin décembre 36, la Section des Taxis du Syndicat des Transports comptait près de 4'000 affiliés. Leur salaire hebdomadaire se montait à 90 pesetas, à raison de 8 heures "intensives" par jour. A cette date, il y avait 700 taxis en circulation, "mais ce nombre s'accroît tous les jours et nous espérons que bientôt seront en service les 2'500 du temps normal."

A l'intérieur du service du taxi, la quête de la *dignité* dans le travail impliqua la fin de la pratique du pourboire, considérée comme déshonorante.

" Le pourboire est antipathique.

— Ne crois-tu pas qu'il conviendrait d'insister publiquement sur le thème du pourboire ?

— Bien sûr, mais brièvement, malgré son opportunité. Le thème est si antipathique qu'il ne mérite même pas d'être traité longuement. LE POURBOIRE FLATTE CELUI QUI LE DONNE ET HUMILIE CELUI QUI LE RECOIT [souligné par moi] . Je te demande que *Solidaridad Obrera* rende public, une fois de plus, que tous les compagnons, quand ils prennent le taxi, doivent s'abstenir d'humilier avec leur don le travailleur digne qui accomplit sa mission. " <sup>1</sup>

\*  
\*  
\*

1. "Reportages de *Solidaridad Obrera*", 27 décembre 36, dont proviennent les divers éléments indiqués ci-dessus. Article résumé et traduit dans le *Bulletin d'Information CNT-AIT-FAI* du 6 janvier 37.

Le reste des activités liées au transport connut une même réorientation autogestionnaire.<sup>2</sup> La branche qui eut le plus à pâtir de la guerre fut certainement le transport maritime.<sup>3</sup>

2. Au sujet du transport routier et des garages, voir notamment le texte paru dans *La Noche* (25 septembre 36) sur la "Casa David", qui était un grand atelier de réparation automobile et les articles de *Mi Revista* : - transports collectifs de la région de Gérone (15 avril 37), - contrôle CNTiste des garages et stations services (15 octobre 37), - industrie du transport à Badalona (idem), - "Auto-transport Manresa E.C" (idem), - carrossiers de Reus (15 août 37).

3. Entre février et mai 37, la Compagnie des tramways de Barcelone versa près de 1'300'000 Ptas aux débardeurs, comme aide à cette branche qui traversait une crise aiguë (cf Walter Tauber, op cit). *La Noche* (7 février 37) consacra un texte à l'organisation syndicale dans le transport maritime.

## " GASTRONOMIE "

Bon nombre de restaurants et d'hôtels furent repris par leur personnel. Le syndicat CNT de "l'Industrie Gastronomique" s'occupa souvent du réaménagement local de la restauration.

A Barcelone, à partir de fin juillet 36, un organisme syndical conjoint CNT-UGT -- le "Comité de Contrôle de l'Industrie Gastronomique Collectivisée" -- se chargea de diriger une partie des restaurants de la ville. Ce Comité, à mi-février 37, employait 1'200 personnes et contrôlait près de cinquante établissements, "depuis le luxueux hôtel Continental [sur la Rambla de Canaletas] , jusqu'au populaire restaurant « La Prova » [?] , en passant par le restaurant cosmopolite L'or du Rhin [sur la Gran Vía] ".

Dans le sens d'"une seule économie" (avec "une seule comptabilité"), le Comité supervisait le paiement des employés et organisait, depuis deux grands magasins qu'il possédait, l'approvisionnement des restaurants en nourriture et en équipements divers. Cet organe syndical mixte s'occupait également de l'échange de "produits de la ville" contre des "produits de la campagne"; il avait réalisé, par exemple, l'échange pour 40'000 Ptas de cacao de Fernando Poo contre l'équivalent "en conserves, huile, lait condensé, jambons, etc."

Sous l'égide du Comité fonctionnaient, par ailleurs, dix restaurants populaires, où étaient servis quotidiennement, dans chacun d'eux, près de deux mille "portions", "en résolvant ainsi le problème épouvantable des chômeurs ou des indigents, qui, de cette façon, sont en condition de faire face à la vie, tant que ne se présentent pas d'autres solutions plus positives." <sup>1</sup>

A Granollers, ce fut "sous l'initiative des patrons" que les "ouvriers gastronomiques" prirent en charge les établissements, les propriétaires connaissant beaucoup de difficultés à assumer le paiement des salaires au personnel. Le travail s'effectua collectivement, et sous l'égide de la CNT, dès le mois de décembre 36.

1. Citations et renseignements extraits de l'article-reportage de *Mi Revista*, 15 février 37 : "Barcelone sous le signe de la CNT et de l'UGT : comment se gagne la guerre à l'arrière".

*Gastronomiã*, "Revue Graphique de l'Industrie Gastronomique" CNT-FAI, consacra un reportage (18 septembre 37) à l'importante "collectivité gastronomique" qui s'était développée dans cette ville, située à une trentaine de kilomètres au nord de Barcelone.

" (...) — Combien d'établissements a la collectivité ?

— L'Industrie [sic] compte actuellement seize succursales [re-sic] . Il existe, de plus, plusieurs établissements que nous maintenons fermés parce qu'ils ne répondent pas aux besoins du moment, mais le personnel de ceux-ci a été transféré dans les succursales que nous tenons ouvertes au public.

— Au total, combien d'ouvriers êtes-vous dans la collectivité ?

— Plus de deux cents, en comptant les compagnons que nous avons sur les fronts. "

L'époque était fâcheuse pour l'art culinaire et le manque de matières premières alimentaires entravait le travail des cuisiniers.<sup>2</sup> Pourtant, les responsables anarcho-syndicalistes insistaient sur la nécessité de maintenir un niveau de qualité et des prestations élevées dans le service à la clientèle. L'éditorial du No 2 (18 septembre 37) de *Gastronomiã* s'en prit énergiquement à "la tendance anti-professionnelle introduite dans certaines réalisations de l'industrie gastronomique".

Pour parer à cette carence — "un des problèmes fondamentaux qu'il nous faut résoudre prioritairement" —, il était clairement affirmé que "nous, les gastronomiques libertaires, nous devons nous déclarer comme essentiellement PROFESSIONNELS. "

Une échelle de compétences avait à être respectée et il ne devait plus être question d'écarter des "professionnels de premier ordre" :

" (...) Aujourd'hui ["]où la partie la plus importante de notre Industrie es

2. "Les compagnons qui accomplissent leurs activités dans l'élaboration doivent tenter de faire en sorte que les matières premières dont ils disposent, chaque jour, servent à élaborer de préférence ces produits qui, par la simplicité de leur composition, peuvent offrir non seulement plus de revenus, mais qui peuvent permettre aussi de servir un plus grand nombre de clients." *Gastronomiã*, No 1, 3 septembre 37. Dans ce même No, voir l'interview du gérant de l'hôtel Victoria (ex hôtel Ritz). Un article humoristique sur "L'Art de manger gratis" et sur certaines astuces, plutôt loufoques, en vue d'éviter de régler l'addition fut rédigé par R. Rué dans le No du 18 septembre 37.

en économie collective"]], notre préoccupation essentielle est d'arriver à la canalisation et à la consolidation de notre oeuvre économique-sociale, en admettant et en incorporant même dans celle-ci, qui est la propriété de tous les gastronomiques, la collaboration de tous ces Camarades, professionnels de premier ordre qui, sans opposer de quelconque motif éthique, sont actuellement relégués des activités qu'ils accomplirent toujours. "

## ALIMENTATION

Dans ce secteur, l'autogestion toucha avant tout des produits de base, tels que le lait, le pain, les oeufs et, dans ces cas, la collectivisation tendit à une restructuration de l'ensemble de la production. En chiffres ronds, la centrale anarcho-syndicaliste comptait dans l'alimentation environ 30'000 affiliés<sup>1</sup>, répartis en une trentaine de sections.

La guerre et les conceptions nouvelles amenées par la révolution mirent en cause certaines denrées, considérées comme inadéquates ou inutiles. Ainsi, la branche des sucreries, volontiers assimilée à un mode de vie bourgeois et à des goûts surannés, vit certains de ses produits contestés, parce que jugés "superflus" :

" (...) — Cette industrie du sucre est une des plus considérables, nous déclare-t-on, et comprend de nombreuses industries dérivées que l'on appelle superflues. En effet, les gâteaux, bonbons, caramels et tout ce qui n'est pas de première nécessité est vu aujourd'hui d'un mauvais oeil, ce qui est assez normal, si normal même qu'on a formé le projet de supprimer progressivement toutes ces fabrications.

— On ne peut donc pas les supprimer en une seule fois et dans un bref délai

— Si, on le peut, mais un grave problème se présente alors, le chômage de tous les ouvriers qui vivent de ces industries. Que ferons-nous d'eux ? Nous avons donc résolu d'attendre que d'autres industries les emploient et que le superflu se résorbe naturellement. Il ne faut pas oublier, non plus, que toutes les

1. Chiffre indiqué dans un reportage de *La Noche*, 14 janvier 37, sur l'industrie alimentaire. Les activités de base de ce syndicat étaient la boucherie, la laiterie, les oeufs et les volailles, les vins et liqueurs, le café et les denrées coloniales.



industries dérivées du sucre ne doivent pas disparaître. Les biscuits et les chocolats, par exemple, sont d'une utilité relative et ils ont l'avantage de pouvoir servir de produits d'échange avec d'autres régions. " 2

La fabrication du pain s'effectua, à Barcelone, sous l'égide du "Comité Economique du Pain", CNT-UGT, qui avait "sous son contrôle tout ce qui se rapporte à la production, distribution ou vente de pain". Créé le 12 octobre 36, le comité conjoint présidait aux destinées des quelque 6'000 familles qui vivaient de cette branche.

Un reportage de *Mí Revista* (1<sup>er</sup> septembre 37) indiquait que les salaires avaient été maintenus au même niveau qu'avant le 19 juillet et que, plus d'un an après le début de la révolution, les rétributions oscillaient entre 89 et 103 Ptas hebdomadaires.

En raison des difficultés d'approvisionnement en farine et à cause des "détestables conditions de travail" qui existaient dans beaucoup de boulangeries par la faute de "la majorité des patrons", seuls fonctionnaient 250 fours sur les 745 qui marchaient auparavant. Un nouveau type de pain de 250 grammes fut adopté, car plus pratique et plus rationnel.

A relever le souci des boulangers collectivistes de mener "une intense campagne pour le total assainissement des locaux servant à la fabrication du pain" afin de "pouvoir travailler avec le maximum d'hygiène".

Cette préoccupation de qualité dans les produits proposés aux consommateurs avait été soulignée, dans *Ruta* (21 novembre 36), par "Acracia Progreso" qui souhaitait que les autres travailleurs de l'alimentaire suivent l'exemple des boulangers qui, en collectivisant leur branche, "ont fermé les fours qui ne réunissent pas de bonnes conditions et fabriquent le pain avec des farines sans aucun mélange nocif". 3

Le lait connut également une large organisation autogestionnaire. Les principes de la gestion collective allaient dans le sens d'une sensible amélioration des conditions d'hygiène (transport, conservation) et la fin des trucages et falsifications, dont ce produit de base était particulièrement victime. 4

2. A. Souchy & P. Folgare, op cit, chapitre L'organisation de l'alimentation, pp 77-85.

3. Une entreprise collectivisée de biscuits, celle des "Galletas Victoria" de Badalona fut décrite dans *Mí Revista*, du 15 octobre 37.

4. "A part les manipulations du lait qu'il serait trop long d'expliquer, nous pouvons déclarer, sans aucun type de doutes, que ce lait contenait un 20% d'eau". Article de Victor Muñoz Vela, "secrétaire du Comité de l'Industrie Laitière Socialisée", sur les nouvelles orientations de ce secteur. *Mí Revista*, 1<sup>er</sup> novembre 37

La collectivisation laitière chercha à imposer un prix unique, en défendant l'idée d'un marché central, et essaya de mettre en place une distribution privilégiant les enfants et les malades.

Le lait manqua à Barcelone en raison de diverses causes liées à la guerre, dont la diminution du fourrage pour les bêtes, la méfiance de certains éleveurs (encouragés par certains ex-patrons regroupés en coopératives), la présence dans les villages de nombreux réfugiés, la spéculation sur les produits de la campagne, ...

Les oeufs firent l'objet d'une semi-collectivisation menée par le syndicat de l'alimentation CNT, "en collaboration avec des compagnons de l'UGT", et en entente avec les patrons, qui, encore en février 37, "s'étaient engagés" à payer leur salaire aux ouvriers. <sup>5</sup>

La viande manqua en Catalogne durant le conflit, les régions habituelles d'approvisionnement (Galice, Extramadure) étant occupées par les nationalistes, il ne demeura plus que la région de la Manche, insuffisante; aussi, il fut nécessaire de recourir à l'importation. Dans la branche de la boucherie, le "99 %" des travailleurs appartenaient à la CNT.

Un reportage de la *Solà* (29 décembre 36), dans la série sur "l'esprit constructif de la CNT", porta sur "l'effort humain à l'Abattoir Général de Barcelone".

La physionomie du lieu produit une impression sinistre sur le journaliste:  
 " (...) L'Abattoir général est un héritage lamentable, une dépouille de plus que les ouvriers, en la collectivisant, ont pris sous leur protection. Le reporter anonyme a parcouru dans un matin froid toutes ses dépendances et s'est effrayé du retard et de la pénurie de la vieille usine, (...) Comment a-t-on pu travailler dans de semblables conditions ? (...)

— Quelles améliorations avez-vous réalisées ?

— Du point de vue économique, la plus importante, a été de se passer des

5. Voir le reportage sur ce sujet paru dans *Mi Revista* du 15 février 37.

intermédiaires, qui négociaient, avant, la vente du bétail. Un agent achetait au producteur, et un commissionnaire d'achats du Marché achetait à son tour à l'agent; entre les deux, le prix de la viande s'élevait. Maintenant, les opérations sont directes.

Par ailleurs, nous avons installé la Section d'Elaboration des Produits et Sous-Produits du porc, animal qui n'a pas de déchet. "

Outre des versements en argent, le personnel des abattoirs contribua à la guerre par l'envoi de deux cents hommes au front, "les uns avec le fusil à la main et les autres formant les Brigades d'Abattage.

— Les Brigades d'Abattage ?

— Ce sont des équipes de professionnels qui donnent à l'abattage des bêtes un aspect industriel. Avant les miliciens eux-mêmes prenaient le bétail et le sacrifiaient, obtenant des animaux un profit minimum : satisfaire le besoin physique de la faim. On dédaignait le sang, la graisse, les intestins, etc. Maintenant, grâce aux Brigades d'Abattage, on tire profit du sang, indispensable dans les hôpitaux pour les réactions Wassermann et les cultures; les tripes, qui entre autres produits, servent pour l'obtention du fil «catgut», nécessaire dans les hôpitaux; la graisse non comestible, qui rend une infinité de services industriels, parmi lesquels dans la pyrotechnie de guerre, son utilisation pour les fusées lumineuses ... " 6

6. Les "Entités Ouvrières de l'Abattoir de Barcelone", membres de la CNT, publièrent, à partir de septembre 36, le mensuel *Federació Obrera*.

## BOISSONS

Dans le domaine de la bière, les deux grandes fabriques "Damm" et "Moritz" furent collectivisées par leur personnel, regroupé dans la centrale anarcho-syndicaliste.

La volonté délibérée de concentration et de socialisation syndicales pouvait amener des conséquences douteuses en matière de *qualité de la vie* et, en l'occurrence, de plaisir gustatif. Ainsi, le Syndicat de l'Alimentation, au printemps 37, déclarait que "nous procédons à la création d'une seule marque de bière et de vermouth"<sup>1</sup>, de pareilles mesures, dans un tel secteur, correspondant à une réduction et à une uniformisation du choix offert au public.

Les brasseries Damm occupaient 610 ouvriers, au début 37, dirigés par un Conseil d'Entreprise, formé de neuf "compagnons" et divisé en 5 sections : commerciale, industrielle, inspection de fabriques et relations extérieures, culture et propagande, et contrôle technique.

" (...) — Avez-vous amélioré les salaires ?

— Oui, au prix du sacrifice des salaires de quelques camarades des bureaux, qui, cependant, reçoivent des salaires supérieurs à ceux du reste de la succursale de Barcelone. (...) Par ailleurs, nous avons établi la retraite obligatoire à 60 ans, avec 70 pesetas par semaine et également la retraite volontaire à 55 ans avec le même traitement. "

Des améliorations techniques (élévateur, bascule, extraction et purification du gaz carbonique, ...) furent introduites. Dans les relations commerciales, on allait vers "l'élimination de l'intermédiaire". Dans le "domaine spirituel", il y eut de notables innovations, comme l'aménagement d'un ancien bar privé en bibliothèque ou la reconversion d'un magasin en salle de conférences, qui fut inauguré par une causerie de l'infatigable Dr Félix Martí Ibanez.

La collectivité Moritz offre des traits comparables, avec la particularité que "ses ouvriers, encadrés dans des unités de combat, reçoivent une instruction

1. Propos recueillis par A. Souchy & P. Folgare, op cit, p. 85.

pour se former à la guerre, donnée par des instructeurs, élèves diplômés de l'Ecole Populaire de Guerre, qui sont des militants provenant des pépinières inépuisables du mouvement juvénile anarchiste."<sup>2</sup>

Diverses eaux minérales furent également placées sous le régime de la gestion collective. A Caldas de Malavella [20 km au S de Gérone], ville de cures et de jeux, "abandonnée par le capitalisme et qui ne servait, la plupart du temps, que d'amusement touristique et mondain, où ils [les capitalistes] se réunissaient pour célébrer leurs orgies et leurs grandes bacchanales", un "Comité Ouvrier de Contrôle des Eaux et Thermes" se mit rapidement en place afin de redonner du travail à la population.

Dans les premiers temps de la guerre, la vente des eaux minérales chuta, mais les quatre marques d'"Eaux Minéromédicinales Collectivisées" — "Vichy Catalán", "Agua Imperial", "Agua Narcís" et "Vichy Prats" — purent à nouveau s'écouler, une fois résolus les problèmes de transport et les problèmes d'embouteillage ("grâce aux compagnons de la collectivité du verre CNT").

Le Comité s'occupa aussi de fournir du travail aux ouvriers de la construction (construction d'une grande ferme); il demanda, en outre, aux paysans de la contrée (il n'y existait pratiquement pas d'ouvriers agricoles) de lui céder les terres qu'"ils ne voulaient pas cultiver", et qui furent alors travaillées collectivement.

Les salaires furent augmentés, passant pour les femmes de 35 pesetas hebdomadaires à 60 (en octobre 37) et pour les hommes de 45 pesetas à 90, tandis que dans les magasins de ces eaux minérales, à Barcelone, les ouvriers touchaient davantage, à savoir 100 pesetas.<sup>3</sup>

Même le champagne n'échappa point à la pétillance autogestionnaire et *Mi Revista* (10 janvier 38), dans une présentation du plus fameux cru catalan, put fièrement titrer : "Le labeur du prolétariat : Le champagne Codorníu".

Située à [San] Sadurni de Noya [à 12 km au N de Vilafranca del Penedès],

2. Reportage de la *Solà* sur la brasserie Damm, 19 janvier 37, résumé et traduit par le *Bulletin d'Information CNT-AIT-FAI* du 27 février 37. La collectivité Moritz fut relatée dans un article de *Mi Revista*, 15 avril 37.

3. "Le travail des hommes de la CNT, Les eaux minérales de Caldas de Malavella", *Mi Revista*, 15 octobre 37.

l'ancienne "Casa Codorniu SA", fondée en 1872, devint la "Collectivité Codorniu" animée par un "Comité Ouvrier de Contrôle CNT" qui se mua, après le décret de Collectivisations, en "Conseil d'Entreprise".

La révolution prolétarienne ne signifia pas l'arrêt de la production de cette boisson, éminemment *aristocratico-bourgeoise*, et l'entreprise Codorniu continua son "développement croissant et ininterrompu", puisqu'elle occupait "plus de deux cents camarades champagnistes, en plus de maçons et d'ouvriers agricoles". Le texte de *Mi Revista* ne précisait pas quel était l'écoulement de ce champagne, mais probablement qu'alors la majeure partie des bouteilles partaient pour l'exportation.<sup>4</sup> "L'élaboration des grands vins mousseux Codorniu" était orgueilleusement exposée dans cet article, — "le raisin se cueille comme si l'on cueillait des fleurs, juste au moment de sa maturité" — , et il semble qu'entre des mains prolétaires, le champagne Codorniu demeura ce "grand" cru, "si apprécié par les bons taste-vins".

4. Bien qu'en Catalogne, il convient de noter que la consommation de champagne est sensiblement plus répandue et plus diversifiée socialement que dans les autres pays européens.

## SOULIERS / CUIR

La cordonnerie, la plupart du temps disséminée en une infinité de petits ateliers et de petites échoppes, fut collectivisée également dans le sens d'une concentration marquée de la main d'oeuvre et des locaux.

La guerre représenta une source importante de commandes nouvelles pour les souliers et les bottes militaires.

A Lérída, à proximité du front d'Aragon, les cordonniers, en collectivisant leur travail, fabriquèrent souvent des articles pour les milices.

Le quotidien *Aeracía*, dans un reportage de Klein étalé sur trois volets (22,23 et 24 avril 37), alla rencontrer les membres de l'atelier de cordonnerie collectivisée CNT-FAI de Lérída.

La collectivisation commença sous l'impulsion de deux seuls cordonniers qui étaient affiliés à la Confédération avant le 19 juillet et qui, avec quelques autres "camarades de la localité" ainsi qu'avec un patron et son fils, montèrent, vers la mi-août 36, un atelier collectif. Mais, ce local était trop petit pour les onze membres de la collectivité qui, continuant à se développer, dut changer encore de lieu, occupant, en avril 37, 40 personnes.

" — Qu'est-ce qui vous intéresse le plus ?

— Un local spacieux.

— Pourquoi n'allez-vous pas occuper une église ? Bien que la vérité, c'est que les églises ne servant que comme églises, elles doivent toutes être détruites.

— Elles manquent de lumière. Il faudrait dépenser en travaux plus que ce que coûterait la construction d'un immeuble adéquat pour notre but. "

Le reporter Klein posant une question sur les femmes de l'atelier apprit que "les femmes travaillent avec la même assiduité que les hommes" et que "deux compagnes sont initiées, et plus qu'initiées, dans le maniement des machines"; mais, elles ne recevaient pas la même rétribution, ce décalage devant théoriquement être dépassé avec l'introduction du salaire familial :

" Quand celui-ci sera établi, nous n'aurons pas à changer la rétribution,

étant donné que la règle générale est que l'homme soutient une famille. Je veux dire que si, par exemple, une compagne gagne ici 55 pesetas et une autre 65, ses compagnons, enfants ou parents gagnent le reste, jusqu'à obtenir le salaire familial, avec pour résultat la même proportion par tête que dans les collectivités complètes établies à la campagne; cela étant, en résumé, une question de bonne distribution solidaire familiale.

— Combien gagnent les compagnons ?

— Quatre-vingt dix pesetas.

— Travaille-t-on bien ?

— Vous l'avez vu.

— Huit heures ?

— Toujours.

— Intensives ?

— L'intensivité équivaut avantageusement à un plus grand horaire. (...)

De plus, une délégation n'est pas parmi nous une charge qui justifie de passer des heures et des heures avec les bras croisés. Le délégué de section travaille comme n'importe quel ouvrier et il est exactement ce qu'est un autre compagnon. Cela est l'élément fondamental de la satisfaction intérieure et il n'y en a pas d'autre. "

A Sitges s'implanta, sous l'égide de la CNT, la Coopérative Ouvrière de la Chaussure (C.O.C.S.) qui regroupa en trois grands ateliers-fabriques 150 travailleurs et prit la direction et le contrôle des fabriques Benazat, qui comptaient, vers octobre 36 également, un effectif de 260 personnes.

Cette coopérative procéda à des échanges avec des Comités d'approvisionnement d'autres localités, en troquant, par exemple, avec celui de Igualada des chaussures contre des semelles.

Les trois fabriques qui supplantèrent "les petits ateliers insalubres" offraient des meilleures conditions de vie, puisqu'elles "étaient installées dans des locaux aérés dans lesquels les ouvriers, pendant qu'ils travaillent peuvent jouir de la lumière naturelle et de la caresse vivifiante de notre incomparable soleil de la côte méditerranéenne." <sup>1</sup>

1. Reportage de la *Solà* du 20 octobre 36. Voir également un texte de présentation du "Conseil de la C.O.C.S." dans le *Baluard de Sitges* du 10 octobre 36. Le C.O.C.S. travaillait aussi pour la guerre, mais dans une proportion moindre que leurs collègues de Lérida.



Dans le cuir, les bourreliers et les tanneurs se rassemblèrent dans diverses villes pour travailler sur une base collective, voisine de celle des cordonniers. Les besoins de la guerre en articles de cuir pour l'équipement du soldat ou pour le matériel signifièrent un haut niveau de commande pour les bourreliers et les selliers.<sup>2</sup>

## COIFFEURS ET BARBIERS

La situation avant le 19 juillet était caractérisée par une pléthore de salons, des salaires très bas et un fort chômage.

" Dans chaque rue, à chaque coin, l'un en face de l'autre, les salons de coiffure s'installaient".

Les salons populaires connaissaient des conditions douteuses : " Un mauvais miroir, quelques serviettes et un savon pour cent clients étaient le mobilier de ces établissements (...); il en résultait que le client (...) qui y entra pour se faire raser en ressortait avec un eczéma de la peau, etc. " <sup>1</sup>

La collectivisation de la Branche de la Coiffure fut facilitée par la décision de la Généralité, prise en août 36, de fixer à 40 heures la semaine de labeur, avec une augmentation de 15 % des salaires, car "les patrons se virent blessés à mort". A Barcelone, une assemblée des coiffeurs, sous le signe de la CNT, opta alors pour la collectivisation, par zones, des salons, et quatre semaines plus tard, "nous avons en notre pouvoir la totalité des établissements de la cité et des faubourgs."

La nouvelle organisation supposa la fermeture immédiate de plus des deux tiers des salons, puisque 900 établissements furent supprimés et qu'il ne resta

2. Voir dans *Mi Revista* les articles sur la section des bourreliers du "Syndicat Unique de l'Industrie Textile et du Vêtement et annexes de Barcelone" CNT-AIT (19 juillet 37) et un texte au sujet des tanneurs de Vich (1<sup>er</sup> mars 37).

1. "Collectivisation des salons de coiffure sous le signe de la CNT", *Boletín de Información CNT-FAI*, 11 décembre 36, article dont sont tirés les citations et les renseignements de ce chapitre. Les bureaux du syndicat des coiffeurs étaient installés dans la Calle Carmen No 44, "local qui fut le siège de la funeste Lliga Catalana".

que 240 boutiques en activité.

" Et pas précisément les mieux installées, mais celles qui avaient la situation la plus avantageuse. L'installation n'était pas un problème, étant donné que le mobilier des salons fermés s'utilisa pour remplacer l'ancien mobilier ou celui qui était moins bien accommodé".

Ce syndicat CNTiste comptait, en décembre 36, 3'100 affiliés; dans ce chiffre étaient inclus "les ex-patrons et les veuves qui, selon ce que nous avons constaté, sont considérés comme des compagnons". Tout le monde était, à cette date, payé à raison de 75 pesetas par semaine (contre 60 pesetas "dans les premières semaines de collectivisation"). Il n'y avait plus de chômeurs et trois cent cinquante "compagnons réfugiés" avaient été engagés, "occupant les places de ceux qui luttent à l'avant-garde [au front]".

" Dans les deux cent quarante salons de coiffure ouverts, l'on travaille depuis huit heures du matin jusqu'à neuf heures du soir sans interruption. Chaque coiffeur prête service durant six heures et demie, deux équipes se relayant durant ces treize heures, celle du matin et celle de l'après-midi. (...)

Chaque salon a deux Délégués, celui du matin et celui de l'après-midi, qui représentent la collectivité et veillent à la bonne marche des services. Ils remettent, à nos bureaux centraux, la recette quotidienne et le samedi, ils retiennent le salaire hebdomadaire des compagnons de leur salon, qu'ils payent l'après midi."

Les coiffeurs pour dames étaient, par contre, affiliés à l'UGT, syndicat qui fut à Barcelone, comme le présenta un reportage de *Mí Revista* du 1<sup>er</sup> septembre 37, "l'organe collectivisateur de cette industrie".

Dans les grandes lignes, les transformations introduites dans la coiffure pour dames rappellent ce qui s'était fait dans les salons pour hommes : réduction drastique du nombre de boutiques (d'environ 800 à 85 établissements), fin du chô

mage, meilleur aménagement des locaux et un service amélioré.

L'interview du "camarade Pueyo", secrétaire de ce syndicat, apporte des réponses qui permettent d'apprécier la position de l'UGT, *contrainte* par les circonstances économiques à accepter dans ce cas la collectivisation. Peu suspect de sympathie autogestionnaire, le secrétaire Pueyo exprime à haute voix des réticences quant aux lacunes de la gestion collective, des réserves qui n'étaient que rarement formulées par des responsables anarcho-syndicalistes.

" (...) — Comment est née en vous l'idée de la collectivisation ?

— Par pure nécessité. Déjà que nous, et lors de conversations avec la défunte Fédération Patronale, nous maintenions l'opinion que l'on ne pourrait sauver notre profession, et avec elle nous tous, que par la réalisation d'un plan rigide d'économies consistant dans la réduction des établissements et, quant à la production, que par la totale unification des tarifs. Si, avant nous ne pouvions pas vivre, ni les patrons, ni les ouvriers, ce fut encore plus difficile durant les mois de juillet, août, septembre, où toutes les maisons s'écroulèrent pour des raisons de circonstances et à cause du manque de réserves économiques de la part des patrons; car, ils avaient autant que nous, et la preuve de cela est fournie par le passif que nous avons trouvé dans presque tous les établissements. Qu'il soit donc bien établi que si la collectivisation se réalisa, ce fut POUR DES RAISONS DE NATURE ECONOMIQUE ET NON PAS PAR ESPRIT DE CLASSE [souligné par moi] et moins encore en abusant de ces moments-là.

— Etes-vous satisfait de votre oeuvre de collectivisation ?

— Oui et non. Oui, pour ce qui est de l'oeuvre dans son aspect social et économique, car nous sommes pleinement convaincus que nous n'avions pas d'autre solution. C'est le comportement de beaucoup de ses membres qui nous cause de la déception et de la douleur. Les moments ne sont en rien propices à notre profession; mais, cependant, si, de la part de certains, il n'existait pas un je-ne-sais-quoi d'incompréhension et si à cause de l'attitude d'autres, peut-être car le système est contraire à leurs convictions, l'oeuvre n'était pas sabotée, celle-ci rendrait, au bénéfice de tous, un 20 pour cent de plus de ce qu'elle rend actuellement. "

Dans la façon répandue d'user et d'abuser du terme d'*industrie*, la coiffure était également assimilée à une activité industrielle, "nécessaire en tout temps".

" (...) — Envisagez-vous un meilleur et plus large avenir dans le développement de votre industrie ?

— Oui. Ce n'est pas une matière de première nécessité, celle que produit [sic] notre industrie; mais, cela n'empêche pas que notre profession, par l'art qu'elle contient en soi, par l'aspect hygiénique qu'elle a et par son caractère de frivolité, si en consonance avec le tempérament de la femme espagnole, soit une branche de l'industrie qui sera nécessaire en tout moment."

## VENTE AMBULANTE

Les turbulences révolutionnaires avaient eu pour conséquence d'augmenter considérablement la vente ambulante. A tel point que le commerce barcelonais, qui employait (selon *L'Instant*) plus de cinquante mille vendeurs, s'alarma de cette concurrence jugée sauvage et déloyale.

*L'Instant* consacra deux éditoriaux à cette question, "Problèmes du commerce barcelonais" (17 octobre 36) et "Il est nécessaire d'ordonner la vie dans la rue" (29 octobre 36).

" Ainsi, après les premiers jours d'anormalité, les voies citadines furent envahies par une meute d'individus à la vie hasardeuse, l'un vous offrant un allume-gaz, l'autre des insignes, et un autre une quelconque bagatelle. (...)

Est-ce que nous pouvons négliger un fait qui a une apparence puérile et qui est en train de ronger l'édifice commercial de notre cité? (...)

Nous ne pouvons oublier que les commerçants détaillants sont extraordinairement sensibles à l'anormalité. L'acheteur a quelque chose qui ressemble à l'es cargot. Aussitôt qu'il se sent en insécurité, il se recroqueville dans sa coquille."

Il fut mis de l'ordre dans le commerce sur la voie publique. La CNT encadra à Barcelone une "Section de Vendeurs ambulants" qui regroupait, à la fin du printemps 37, quelque 8'500 membres. Un reportage de José Jiménez del Castillo dans *La Noche* (8 juin 37) soulignait l'organisation de ce secteur en insistant,

de façon involontairement cocasse, sur la nature - une fois de plus - "industrielle" - de cette activité, puisqu'il titrait : "Structuration économique sur la base des Syndicats d'Industrie. Distribution et Administration, fondement d'une nouvelle orientation sociale. Les vendeurs ambulants, modèle de socialisation industrielle".<sup>1</sup>

Cette section CNTiste de vendeurs de rues "avait socialisé la vente des fruits et des légumes, en accord avec les compagnons qui contrôlent le Marché du Borne". Chaque vendeur recevait un salaire hebdomadaire, "le même pour tous, sans que les bénéficiaires puissent établir des différences qui déterminent le retour à la situation chaotique d'avant le 19 juillet."

" (...) Leurs collectivisations modèles n'ont pas besoin de contrôle extérieur.

La discipline des vendeurs ambulants, leur comportement public a rendu inutile, parfaitement inutile, cette surveillance antipathique des policiers urbains, toujours attentifs à rien d'autre qu'à rendre la vie impossible à ces héroïques [sic] travailleurs.

Ils ont annulé ces véritables souks qui étaient la «parure» et l'«élégance» de la ville.

Ils rendent impossible le lucre des sans-gêne et des vendeurs profiteurs de loteries et de roues de la chance, couverture fréquente de jeux interdits ou illicites.

En résumé, les vendeurs ambulants de la CNT ont dignifié le travailleur qui doit chercher ses moyens de vie avec la modestie d'un étal de babioles ou avec la vente d'articles de difficile écoulement dans les bazars. "

1. Le syndicat CNT de la Distribution et de l'Administration était quelque peu hybride. La distribution rassemblait "les travailleurs chargés de distribuer les produits divers des différents Syndicats et spécialement ceux de la branche des bazars", mais aussi "les travailleurs de la Banque, Bourse et Assurances". La CNT semblait très bien implantée parmi les fonctionnaires, si l'on en croit la réponse donnée par "le compagnon Agustí" à ce reporter de *La Noche* : " - Contrôlez-vous beaucoup d'employés ? - Pour ce qui est de la Mairie et de la Généralité, l'on peut dire que militent dans nos rangs la majorité des employés des deux organisations."



## ECUEILS, REALISATIONS ET CONTRADICTIONS

### DE L' AUTOGESTION ESPAGNOLE

Il est ardu de tirer des enseignements à portée générale des expériences autogestionnaires espagnoles. D'abord, en raison de la brièveté même de la période de des collectivisations, soit environ une année et demie, jusqu'au début 38 et avant que les champs de bataille ne gangrènent complètement le terrain de l'économie. En matière de bilan ou d'appréciation économique, il est, au surplus, aléatoire de raisonner sur à peine un couple d'années, alors que de nombreux phénomènes requièrent des périodes de durée bien supérieure. Ce facteur temporel s'impose tout particulièrement pour l'agriculture, car des améliorations y demandent plusieurs récoltes ou plusieurs années d'élevage pour devenir véritablement effectives. Dans l'industrie également, c'est le moyen, voire le long terme qui dicte l'adéquation des gros investissements nécessaires à la production de masse

Outre le caractère non satisfaisant de ce court terme pour l'analyse de l'autogestion espagnole, les nombreux effets, déjà largement soulignés, *perturbateurs et chaotiques*, déclenchés par la guerre en empêchent une évaluation rigoureuse.

Il existe, par ailleurs, un problème aigu de sources et de documents afin de connaître de *l'intérieur* le processus autogestionnaire dans les entreprises urbaines et dans les collectivités campagnardes. Un gigantesque travail d'expert se comptable, d'analyse financière serait à mener, pour autant que demeurent consultables les livres de comptes et les multiples pièces indispensables (procès verbaux, correspondance, actes juridiques, ...). De rares essais ont été réalisés dans le sens d'une radiographie de telle ou telle entreprise de cette époque ou dans le cas de collectivités embrassant la quasi totalité d'un village. Pour-

tant, même si un nombre important d'études monographiques étaient effectuées, il n'est pas évident que des conclusions solides puissent ressortir de ce faisceau d'expériences particulières, la mosaïque des tentatives accomplies dans des régions et des branches économiques fort différentes, et souvent guère homogènes constituant, en effet, un obstacle pratiquement insurmontable pour une conclusion synthétique et définitive.

A l'intérieur du matériau de base retenu pour cette étude, c'est-à-dire la presse libertaire de Catalogne, l'autogestion a donc été rapportée dans les colonnes de ces journaux par le principal mouvement instigateur de la collectivisation, et d'une manière naturellement *juge et partie*. Toutefois, malgré le caractère de défense propagandiste des collectivités, la variété de tendances présentes dans cette presse (ou l'absence d'un monolytisme de pensées au sein du mouvement libertaire) permirent une expression vivante, parfois distanciée, voire critique, de l'autogestion. La fonction éducative et normative que les rédacteurs des journaux anarcho-syndicalistes voulaient donner à leurs écrits fait aussi apparaître des éléments précieux de connaissance du phénomène autogestionnaire au travers de la stigmatisation de carences de fonctionnement ou par le biais de la dénonciation de mauvais comportements de certains travailleurs.

A défaut de prétendre à un bilan général de cette *aventure* autogestionnaire, les quelques réflexions qui vont suivre essayeront de mettre en avant des contradictions révélées par l'expérience catalane et souligneront le rôle prédominant que souhaitaient s'attribuer les syndicats dans la nouvelle économie. En filigrane sera évoqué le peu de cas qui était habituellement fait de l'individu, bien qu'en principe, la personne était censée représenter l'axe essentiel de la société nouvelle.



La principale question à résoudre pour le système autogestionnaire fut celle de la coordination d'ensemble de la vie de l'économie collective. Le problème qui s'imposait était d'arriver à former un puzzle harmonieux avec les nuées d'entreprises investies par leur personnel.

Dans l'optique libertaire, l'équilibre à trouver se situait entre la complète et égocentrique autonomie des conseils d'entreprises et la centralisation autoritaire des activités, par en haut. En théorie, un équilibre dynamique était atteignable par la mise en application des principes fédératifs, qui permettraient tout en respectant l'indépendance des acteurs économiques, de parvenir *naturellement* à faire converger les efforts vers un bien-être commun.

Derrière cette recherche d'une coordination générale se situe la problématique de la motivation et de l'échelle de contrôle. Pour être viable, l'autogestion demande à pouvoir compter sur des travailleurs se sentant suffisamment concernés et motivés par l'entreprise où ils évoluent pour assumer son organisation et pour prendre des initiatives. Toutefois, cette attitude responsable et dynamique ne doit pas correspondre de la part du personnel à une relation de propriétaires, au sens *bourgeois*, à l'égard de *leur* entreprise, car cela équivaldrait à un repli sur soi et à une lutte, à caractère de concurrence capitaliste entre les entreprises. En ce cas, l'égoïsme de néo-possédants supplanterait le sentiment de solidarité.

A l'inverse cependant, si l'impression prévaut que les enjeux économiques se passent à une échelle débordant complètement le cadre de l'entreprise, le personnel va se sentir désarmé, impuissant pour intervenir dans la marche de ses propres activités, en se voyant subordonné à des décisions venues d'en haut et sur lesquelles il n'a presque aucune prise.

C'est au moyen de la planification que devait se régler le fonctionnement des divers secteurs et régions de production. Là aussi, sans vision globale et

de nature solidaire, le risque était grand qu'apparaissent des *replis*, à caractères corporatistes ou régionaux.

La guerre civile ne permit pas la mise en place d'une réelle planification, bien que le besoin d'ordonner l'ensemble de l'économie se soit fortement fait sentir. Dans les rangs anarcho-syndicalistes, la nécessité d'établir un ordre économique fit évoluer le gros des militants vers des positions privilégiant le pôle centralisateur, adaptation circonstancielle qui signifiait une importante entorse envers le fédéralisme traditionnel. Et ce d'autant qu'avec le précédent de la participation gouvernementale de ministres anarchistes, il était souhaité, au sein de la CNT-FAI, qu'un tel rôle de régulation centrale soit confié à des structures étatiques. Une pareille évolution a été sanctionnée par plusieurs accords pris au cours de larges plenums du mouvement anarcho-syndicaliste.

Au début du mois de janvier 1938 eut lieu à Barcelone un congrès régional de paysans CNTistes. L'assemblée entérina le rôle directeur joué par le Conseil Supérieur de l'Agriculture dans l'arbitrage des conflits découlant de la législation rurale et confirma la tutelle exercée sur ce conseil par le conseiller de l'agriculture du gouvernement de la Généralité.

La révision globale de la pensée économique anarcho-syndicaliste fut consacrée par le "Plenum Economique National Elargi", qui se tint à Valence, à mi-janvier 38, en présence de plus de 800 délégués, désignés par les quelque 1'700'000 affiliés.

Regroupant les fédérations des localités, des contrées et des régions, ainsi que les fédérations d'industrie, cette assemblée, d'une ampleur exceptionnelle, se proposait principalement de pallier aux carences et aux déficiences apparues au cours des 18 mois d'innovation collectiviste.

Dans la perspective de cette vaste réunion, la *Sol* du 12 janvier 38 résumait "les défauts qui doivent être éliminés" :

" Le particularisme corporatif de certaines entreprises et collectivités, l'absence d'une production planifiée, un déséquilibre excessif dans les salaires, l'existence d'industries qui peuvent être considérées comme superflues et l'existence d'autres nécessaires, mais qui se maintiennent précairement, alors qu'il y a des entreprises extrêmement prospères, la dispersion administrative, la diminution du rythme de production, etc. " <sup>1</sup>

En l'absence d'un Conseil national de l'Economie patronné par l'Etat, avec la participation des centrales syndicales, formule que la CNT avait réclamée à plusieurs reprises, le congrès anarcho-syndicaliste définit les bases de la propre planification du système autogestionnaire. Outre les accords pris sur des points (qui seront traités plus avant) comme la création d'une banque syndicale, l'échelle des salaires, la prévoyance sociale, l'encadrement du travailleur, ce congrès s'attacha donc à définir "une planification générale des industries qui permette d'obtenir le plus grand développement et perfectionnement de la production". Le Conseil Economique Confédéral se voyait chargé de "régir les entreprises industrielles et les collectivités paysannes contrôlées par la CNT", sans en attendre à la création du Conseil national de l'Economie, conçu donc comme un "organisme officiel avec une base mixte étatique et syndicale".

Le Conseil Economique Confédéral était appelé à opérer la centralisation "en partant des unités économiques avec les Conseils administratifs de l'Industrie locale, décrivant depuis ce moment deux mouvements : l'un qui passera par divers plans successifs (structuration de la Fédération d'Industrie) et l'autre, celui des Conseils économiques".

A l'aide de la statistique, de l'établissement des normes et des rapports

1. Article relevé par José Peirats, op cit, Tome III, p. 3. Le plenum de Valence donna lieu à la publication d'une brochure, éditée par le Comité national de la CNT sous le titre d'"Accords du Plenum Economique National Elargi"; J. Peirats en reprend de larges extraits (Tome III, pp 2-25, chapitre XXVII, "le Plenum économique de Valence"), dont des passages sont reproduits ici.

d'activités aux divers niveaux, incombant aux "Conseils techniques administratifs", était posé "le mécanisme qui permet de réaliser la concentration administrative de l'économie aux mains des travailleurs."

Si le principe fédéraliste de nomination des organes responsables/directeurs était respecté dans ce schéma général de structuration de l'économie — de la base vers le sommet et de la périphérie au centre —, il n'empêche que, de facto, un large *pouvoir* décisionnel et une autonomie certaine étaient confiés aux équipes des responsabilités supérieures, au nom de l'efficacité et de la compétence.

Le congrès économique de janvier 38 marque le déclin du courant libertaire communaliste au profit de l'anarcho-syndicaliste structuré et planificateur, qui voulait relever *efficacement* le défi de l'industrie moderne.

Ainsi que le commente Xavier Paniagua dans son étude sur la pensée économique de l'anarchisme espagnol des années trente, les propositions de ce plenum CNTiste s'inscrivent "à l'intérieur d'une structure cohésionnée dans l'Etat, auquel ils demandaient une sanction juridique pour leurs projets".

" Mais il signifia surtout la reconnaissance complète des thèmes syndicalistes de Besnard et de Cornelissen. (...)

Bien sûr, le processus économique amorcé le 19 juillet ne fut pas uniforme; des raisons internes au mouvement libertaire, avec de multiples polémiques et affrontements, et les facteurs politiques de la zone républicaine conditionnèrent son développement, bien que le chemin commencé fut déjà irréversible. L'anarchisme traditionnel, le communalisme, celui de l'action directe, l'anti-industrialiste, l'insurrectionnel disparut définitivement. La réalité les a poussés à des formes de structuration et de fonctionnement qui pouvaient parfaitement se conjuguer avec d'autres tendances idéologiques et politiques. A preuve, le pacte de la CNT et de l'UGT en mars 1938." <sup>2</sup>

2. Xavier Paniagua, *La sociedad libertaria*, p. 277.

## MARCHÉ

Pour envisager une quelconque coordination économique, il était indispensable qu'un certain nombre de dénominateurs communs fonctionnent.

En premier lieu, le rôle et la nature du marché avaient à être définis. Dans la situation de guerre civile révolutionnaire, la question du marché se trouva peu posée, car le type de marché capitaliste fut, pour une bonne part, reconduit. Toutefois, des correctifs appréciables y furent apportés : - limitation ou création de nouvelle monnaie, - intervention de l'Etat dans plusieurs secteurs (étatisation d'industries liées à la guerre, rationnement, monopole de certaines exportations), - réorganisation syndicale de l'économie (par localité, par branche ou au niveau national). Aussi le marché se situa à mi-chemin entre la libre entreprise et une économie socialisée. Un régime économique pluraliste se développa en faisant cohabiter la petite entreprise (individuelle, familiale ou limitée à quelques employés) avec l'entreprise collectivisée par son personnel, le secteur étatisé/nationalisé avec des branches socialisées ou syndicalisées, sans oublier les coopératives et des firmes demeurant liées au capital étranger.

La loi de l'offre et de la demande continua souvent à fonctionner, bien qu'étant atténuée par de multiples interventions à caractère social ou égalitariste, par des pratiques de troc et par une mise en cause de la monnaie.

Rétrospectivement, il apparaît qu'au milieu du chaos de la guerre, l'économie catalane, secouée par les impulsions autogestionnaires, fit preuve d'une souplesse et d'une capacité d'adaptation étonnantes. Et ce d'autant que l'accès aux marchés extérieurs habituels était devenu ardu, voire fermé, ce qui perturbait gravement une part importante de la production de la province.

Les besoins nouveaux furent rapidement pris en compte par le marché dans la mesure où la disponibilité des matières premières nécessaires le permettait.

## MONNAIE ET SYSTEME FINANCIER

Outre le dénominateur commun du marché, un accord devait exister au sujet du moyen permettant les échanges. Si la monnaie fut parfois abolie au début de la guerre dans certaines zones rurales ou si diverses autorités locales émirent leurs propres billets, la peseta redevint, avec le rétablissement d'une certaine normalité dans le camp républicain, le principal intermédiaire dans les opérations commerciales. La reprise des activités économiques ramena une monnaie commune, étalon de référence et réserve de valeurs. Cependant, la défiance anarcho-syndicaliste envers l'argent se traduisit par un développement des pratiques de troc entre unités autogestionnaires. A terme, la résurgence du troc pouvait déboucher sur une économie collectivisatrice se plaçant d'elle-même en retrait ou en marge du reste de l'économie capitalisto-étatique. La méfiance d'une bonne partie des autogestionnaires à l'égard de la monnaie s'exprima par le souhait d'échanger, concrètement et directement, les produits ou les services fournis, en se passant de l'intermédiaire de l'argent, trop chargé de symboles d'iniquités et considéré comme une chose sur laquelle les travailleurs, la *base*, n'avaient qu'une trop faible prise.

La CNT, qui ne comptait, avant juillet 36, que fort peu de militants dans le secteur bancaire et financier, mit du temps à poser de front la question de la place à donner à la monnaie. Mal à l'aise sur le terrain financier, la centrale anarcho-syndicaliste dut se résoudre à accepter le rôle clé exercé par la monnaie dans une économie *moderne*.

Selon le vieil adage qui dit que *l'argent est le nerf de la guerre*, les anarcho-syndicalistes s'intéressèrent d'abord agressivement aux réserves de la Banque d'Espagne. Demandant que l'or de l'Etat soit utilisé pour acheter des armes, certains dirigeants envisagèrent même un hold-up en règle contre les

caves de la banque centrale.<sup>1</sup>

Confrontés aux impératifs de trésorerie et d'investissements, la CNT se mit à envisager de créer sa propre institution bancaire, souhaitant traduire aussi dans le domaine financier sa massive présence dans les entreprises.

Un éditorial du *Boletín de Información CNT-FAI*, en date du 1<sup>er</sup> janvier 37, intitulé "Vers la création d'une Banque Confédérale" en appelait à la constitution d'un organisme propre "qui doit servir d'intermédiaire pour trouver le crédit nécessaire à tous les éléments qui en ont besoin afin de régulariser les échanges à l'intérieur et à l'extérieur" :

" (...) Dans cette époque de transition, et tenant compte que demain aussi nous aurons la nécessité de maintenir des relations avec d'autres pays et que subsisteront encore les signes monétaires, nous croyons, en conséquence, nécessaire que la Confédération Nationale du Travail étudie la formule qu'elle doit donner à ses relations extérieures; et, pour nous, nous croyons qu'elle doit aller résolument vers la création de la Banque Confédérale, dont l'établissement recevra tous les comptes courants des Syndicats et des industries, en tant qu'intermédiaire qu'elle serait de la Fédération des Industries. "

L'important congrès de Valence de janvier 38 donna le feu vert à la création d'une banque syndicale. A une large majorité (581 votes pour, 60 contre et 74 abstentions), l'assemblée décida qu'il était opportun de constituer un institut bancaire, qui aurait "la structuration des autres banques", "assureraient les services bancaires propres" et proposerait "un service que jamais les banques

1. Sur ce raid avorté, voir le chapitre Problèmes militaires. *Tierra y Libertad* recommandait déjà le 7 août 36 la saisie de l'or de la banque d'Espagne comme première mesure "pour la reconstruction économique" : "Premièrement : Il conviendrait que puisse être menée à bien la saisie de l'or existant à la Banque d'Espagne. Cette saisie serait un coup de grâce contre le fascisme et contribuerait comme rien de comparable à sa défaite, mis à part que le capital non aurifère des fascistes en fuite en résulterait dévalorisé, tandis que l'Espagne pourrait mener à bonne fin un gigantesque mouvement d'échange de produits, sans or, sans argent, sans billets." Le journal mural des jeunesses libertaires de Catalogne, *Esfuerzo*, revint (2<sup>ème</sup> semaine de mars 37) à la charge en réclamant que l'or soit employé "pour gagner rapidement la guerre".

bourgeoises ne pourraient réaliser en relation avec les industries socialisées ou collectivisées".<sup>2</sup>

" (...) Le Plenum décide la création d'une Banque Syndicale qui s'appellera Banque Syndicale Ibérique, et dans laquelle il sera réservé une égale participation dans le capital social syndical de la Banque aux deux centrales CNT-UGT, l'accord préalable de l'autre centrale syndicale n'étant pas indispensable pour son fonctionnement immédiat."

Il ne semble pas que cette banque syndicale devint réalité, l'époque où sa création fut décidée étant déjà par trop marquée par les défaites militaires.

Au chapitre financier, les principales mesures prises dans l'Espagne de cette période provinrent *naturellement* de l'Etat. Mus encore par leur anti-étatisme traditionnel, les anarcho-syndicalistes furent démunis pour agir sur le terrain financier. En Catalogne, les décisions financières émanèrent des départements de la Généralité concernés, les autogestionnaires se montrant réticents à s'engager dans cette voie.<sup>3</sup>

Un projet, publié à fin 1936, par des ingénieurs et des ouvriers CNTistes de l'industrie textile de Catalogne, proposa toutefois une réforme du système monétaire et un schéma de la circulation fiduciaire dans la "Nouvelle Economie Sociale".

Les auteurs du projet partaient de la constatation du maintien indispensable de la monnaie "dans une société organisée", car "le système monétaire est un système de mesures et de comparaisons de la valeur des choses", qui ne pourrait être "remplacé avec succès" par un système de bons, qui ne supprime d'ail-

2. Cet organisme fut présenté, lors du congrès, par le Comité national; compte-rendu dans *Solidaridad Obrera* du 18 janvier 38, rapporté par J. Peirats, op cit tome III, p. 8.

3. Voir à ce sujet le second tome, intitulé "le système financier", de l'étude très documentée de Josep Maria Bricall sur "la politique économique de la Généralité (1936-1939)" et l'ouvrage de José Arias Velasco "Les finances de la Généralité 1931-1938",



leurs pas la monnaie, mais substitue "simplement la base arbitraire actuelle par une autre base arbitraire d'échange". "Il faut, avec les mêmes réserves d'or existant actuellement, construire un système monétaire plus souple".

L'idée centrale de cette "réforme monétaire radicale", "qui permettait donc à la fois de détruire la cause principale du capitalisme et de construire une économie saine et forte dans ses bases" était fondée sur "LA SEPARATION PRATIQUE ET EFFECTIVE DE CES DEUX CONCEPTIONS : MOYENS DE CONSOMMATION ET MOYENS DE PRODUCTION".

La monnaie de consommation était destinée à "faciliter la libre manipulation, l'achat, le paiement et l'usufruit de la propriété et des moyens de consommation" et à servir "d'instrument de la conquête du pouvoir économique minimum pour tous et chacun des individus libres, le salaire familial et les primes à la production données éventuellement étant payées en monnaie de consommation".

A l'instar de la théorie de *la monnaie fondante* de l'économiste germanique Silvio Gessel, cette monnaie de consommation était conçue "sous la forme de papier monnaie, de valeur variable selon le temps, dans le but de stimuler la consommation et d'éviter la thésaurisation, sans détruire l'épargne personnelle et familiale. Le papier-monnaie de consommation sera diminué, par périodes, d'un pourcentage annuel ou trimestriel à fixer selon que les émissions de billets seront annuelles ou trimestrielles".

Par une sorte de planification ambitieuse, l'on postulait que "chaque année selon l'indice de richesse collective du pays et les possibilités de la production, la quantité totale et maximum de la propriété personnelle et familiale de consommation sera fixée; il sera dressé une liste des moyens de consommation qui pourront être normalement et librement manipulés et utilisés avec le papier-monnaie de consommation."

Quant à la monnaie de production, elle était pensée comme "l'unité d'échange pour toutes les transactions industrielles, commerciales, financières et bancaires des moyens de production, sans absolument aucune exception". Ce type de monnaie "n'aura pas de circulation monétaire visible, mais sa valeur sera constante et fixe" et "son usage sera obligatoire pour toutes les transactions des moyens de production au moyen d'estimations écrites (chèques, lettres, etc., etc. signées par les Syndicats professionnels, vendeur et acheteur, et contrôlées par leur service bancaire, selon les normes bancaires générales."

Cette monnaie de production, en fait une variante de monnaie scripturale,

était envisagée comme du ressort exclusif des "syndicats professionnels" et son utilisation n'était accordée également qu'aux "services économiques des organismes politiques, sociaux et judiciaires strictement nécessaires à la nouvelle société."

Sur le marché international, tant qu'une "monnaie internationale" n'était pas créée, "la base du Commerce Extérieur sera l'échange, et l'or et les autres métaux précieux seront dans tous les cas considérés comme marchandise d'échange".<sup>4</sup>

A défaut de mettre réellement en oeuvre des réformes financières audacieuses, les autogestionnaires subirent les avatars de la monnaie, en période de crise grave. La monnaie fractionnée vint à manquer<sup>5</sup>; les prix augmentèrent très sensiblement, instaurant une situation de vie chère et un mécontentement populaire.<sup>6</sup>

En ne prenant pas suffisamment en compte les données financières de leur expérience, les autogestionnaires espagnols se condamnaient à demeurer tributaires des rouages étatiques ou des mécanismes de l'ancien système capitaliste.

4. Projet reproduit par Frank Mintz, op cit, pp 151-154.

5. A Tarrasa, la carence de monnaie fractionnée provoqua une grande perturbation dans le commerce et l'industrie locales, spécialement pour le paiement des salaires; c'est pourquoi, le quotidien *Vida Nueva* (26 février 37) demanda que la mairie, comme dans d'autres villes, émette des bons. A Barcelone, le manque de confiance dans le papier monnaie amena la thésaurisation des pièces et des difficultés dans les achats, d'autant que certains commerçants émettaient des bons valables uniquement dans leurs magasins. Voir l'article de la *Solá*, du 9 avril 37, dénonçant "les accapareurs de la monnaie fractionnée".

6. La presse anarchiste se plaignit à de multiples reprises des difficultés du commerce, de la spéculation et des abus des marchands. Voir notamment *L'Instant* (17 octobre 36), *La Veu de Catalunya* (31 octobre 36), *Solidaridad Obrera* (4 et 11 décembre 36), *Mi Revista* (15 avril 37), *Mar y Tierra* (novembre 37) et aussi les récriminations de la *Full Municipal de Sitges*. Le problème des queues fut souvent déploré, par exemple dans *Ruta* (19 décembre 36), *Boletín de Información CNV FAI* (23 décembre 36), *L'Instant* (éditorial du 25 décembre 36), *La Noche* (6 janvier 37), *Vida Nueva* de Tarrasa (23 janvier 37). La *Solá* (15 avril 37) se fit l'écho de manifestations de ménagères qui protestèrent dans divers marchés de Barcelone. Face à la vie chère et aux inégalités d'accès à la consommation, un certain désabusement s'exprima, en particulier, dans l'hebdomadaire satirique *Crítica* qui, par exemple, dans sa rubrique "Radio Oreille" du 5 juin 37 revenait plusieurs fois sur les iniquités du coût de la vie : "L'on dit : (...) Que les commerçants volent aujourd'hui beaucoup plus qu'avant le 19 juillet. Qu'ils volent effrontément, avec la permission des Comités et avec l'autorisation des autorités compétentes. (...) Que celui qui a de l'argent mange où il veut, autant qu'il veut et ce qu'il veut. (...) Que le prolétariat continue d'être aussi candide qu'avant le soulèvement fasciste. Que pendant que les ouvriers travaillent et souffrent avec résignation toutes sortes de privations, les riches d'antan et de nos jours promènent leurs chéries, entre des mousses de soie et de champagne, dans les salons des établissements de luxe, qui abondent tant dans notre

## AUTOGESTION ET CLASSES MOYENNES

L'une des lacunes les plus aiguës de l'autogestion et de l'anarcho-syndicalisme espagnols fut de ne pas proposer de *programme* aux classes moyennes. Un flou, lourd de crispations et de malentendus, présida aux rapports qu'essayèrent d'instaurer les autogestionnaires avec les membres des classes moyennes.

Afin de faire face à la marée autogestionnaire, qui apparaissait sous des traits essentiellement ouvriéristes, la petite bourgeoisie alla chercher protection et refuge auprès du parti communiste. Pourtant, les options ouvertement contraires aux nationalisations et à la centralisation étatique des anarcho-syndicalistes auraient dû, en bonne logique, moins effrayer les classes moyennes que les choix du PCE, effectués avec la claire référence à l'URSS. Il semblait, théoriquement, que le projet anarcho-syndicaliste laissait malgré tout davantage de place aux classes moyennes que le programme communiste, basé sur la toute puissance de l'Etat.

Dans une région comme la Catalogne, où la classe moyenne était la plus forte de toute l'Espagne, il était impératif pour n'importe quel projet révolutionnaire de compter avec la petite bourgeoisie et de rechercher, sinon son appui, du moins à ne pas s'en faire une force activement hostile. Or, par excès de révolutionnarisme ou par manque de perspectives d'ensemble, les anarcho-syndicalistes ne surent pas faire une place aux classes moyennes. Dans la période de transition, ouverte le 19 juillet, se posait inévitablement la question de

suite note 6/  
ville." Le journal individualiste *Al Margen* (deuxième quinzaine de décembre 37) constatait lui aussi qu'"on nous parle constamment de morale de guerre, mais que cela ne compte pas pour celui qui a de l'argent". Sans doute que devant les complications de la consommation, le journal *Ciudad y Campo* (20 mars 37) trouva plus simple de redécouvrir les vertus de la vie modeste en prônant dans son article "Vivre petit" les bienfaits de la sobriété et de la frugalité.

la possible intégration d'une partie de la multitude d'entreprises de petites, voire de moyennes tailles, entreprises qui étaient dirigées individuellement ou familialement.

En étendant leur modèle de gestion collective, les anarcho-syndicalistes donnèrent souvent l'impression de livrer la bataille sociale avec autant d'acharnement contre le grand capital que contre la petite initiative privée. Or, la petite bourgeoisie entreprenante pouvait avoir avec les autogestionnaires des vues communes pour s'opposer au grand capitalisme, et la nouvelle économie avait besoin des compétences et de l'expérience de nombreux anciens petits et moyens patrons. Dans la mise en place de la nouvelle économie, les autogestionnaires ont fait preuve d'un manque de souplesse à l'égard d'une partie importante de la petite bourgeoisie qui aurait pu être progressivement associée à la société socialiste.

A l'exemple de ce qui fut institué dans les campagnes lors de la collectivisation, l'indépendant — qu'il soit artisan, commerçant ou qu'il exerce une profession libérale — aurait dû voir son statut *officiellement* garanti, lorsqu'il arrivait à se passer de main d'oeuvre salariée, voire également dans le cas où il était reconduit dans sa fonction dirigeante à la demande des membres de son personnel. C'est à cause de cette absence de clarté de la part de la CNT-FA envers la condition d'indépendant que s'explique l'affiliation massive de modestes entrepreneurs auprès d'un organisme comme le GEPCI, ouvertement opposé à la collectivisation.

Placée devant le discours anarcho-syndicaliste, la petite bourgeoisie craignait de se voir prolétarisée, en se retrouvant prise dans un processus de syndicalisation touchant la totalité de la société. L'autogestion, en étant présentée sous des traits avant tout *prolétariques*, ne pouvait guère être perçue par les couches petites bourgeoises comme un projet plus global et plus fondamental, capable d'intégrer les diverses composantes sociales et de les placer

progressivement, avec la disparition graduelle de leurs contraires, sur un plan d'égalité.

La presse anarchiste offre néanmoins des exemples d'*appels du pied* envers les classes moyennes, caractéristiques d'une double attitude cherchant, d'une part, à rassurer les milieux petits bourgeois, mais qui souhaite, d'autre part, mettre en garde ces mêmes couches contre la persistance de pratiques de cupidité (spéculation, égoïsme), attribuées généralement à la petite bourgeoisie.

Beaucoup d'articles destinés aux classes moyennes incitent les commerçants les artisans à sortir de leur routine et à s'extraire de l'étroitesse de leurs boutique et atelier. En mettant l'accent sur leurs dures conditions de travail, souvent 12 à 14 heures par jour, ces textes demandent aux indépendants de rompre avec leur harassante existence laborieuse pour s'ouvrir intellectuellement, faire l'expérience de la solidarité et se rapprocher de la CNT.<sup>1</sup>

Un texte, paru dans *Tierra y Libertad*, le 20 août 36, et intitulé "A la petite bourgeoisie", condense spécialement bien une certaine argumentation déployée pour rassurer les couches moyennes. :

" A la petite bourgeoisie.

Cette crainte de la petite et modeste bourgeoisie envers nous est franchement inexplicable.

Que ce soient les thésauriseurs, les millionnaires, les plutocrates, les propriétaires fonciers qui nous craignent, cela est logique. Parce qu' eux, ils incarnent l'injustice et représentent la classe des privilégiés. Mais, les modestes bourgeois, les petits commerçants et industriels devraient se rendre compte que nous ne sommes pas leurs ennemis, mais les ennemis de ceux qui, exploitant l'effort d'autrui, ont accumulé des richesses, qui appartenaient à leurs produc-

1. Voir notamment les articles "A toute la petite bourgeoisie commerçante", *Boletín de Información CNT-FAI* 8 septembre 36, ainsi que la série de textes parus dans la *Solidaridad Obrera* : éditorial du 29 août 36 "Les petits bourgeois ne doivent pas s'alarmer, la révolution sociale les élèvera moralement et matériellement", 3 septembre 36 "La petite bourgeoisie et la Révolution", éditorial du 8 octobre 36 "La petite bourgeoisie et la collectivisation", 7 avril 37 "La petite bourgeoisie et le prolétariat".

teurs, les ouvriers.

En Catalogne, la petite bourgeoisie atteint UN POURCENTAGE ENORME [souligné par moi]. Et nous ne voulons pas gâcher sa fonction sociale. Nous avons la conviction que dans l'engrenage de la nouvelle société qui est en train de naître, cette petite bourgeoisie constituera une pièce très importante du mécanisme naissant que la classe ouvrière est en train de mettre en place, depuis l'heure même où le capitalisme traversa la date du 19 juillet.

Les petits commerçants et industriels proviennent presque tous de la classe travailleuse. Ils parvinrent à s'émanciper de la fabrique et des lieux de travail que régentent le capitalisme, aux dépens de leur sueur, avec un méticuleux esprit d'économie.

S'ils savent apprécier où est leur place, si la modeste bourgeoisie se convainc que son poste est au côté des travailleurs, elle n'a pas à trembler pour l'avenir. L'avenir est à ceux qui, se fondant sur la justice, se disposent à édifier une vie nouvelle.

La CNT et la FAI les invitent à abandonner leurs craintes. Que naissent en eux la confiance et qu'ils sachent se mettre à leurs postes avec le prolétariat. C'est leur devoir. "

Parmi les économistes anarchistes, Diego Abad de Santillán accorda une grande importance à la captation des classes moyennes. Au travers de déclarations répétées, il tint à rassurer la petite bourgeoisie sur son nouveau sort.

Dans une conférence donnée à la Casa CNT-FAI et reproduite par le *Boletín de Información CNT-FAI* du 29 décembre 36, Santillán souligna le rôle potentiel des classes moyennes :

" (...) Il est nécessaire de s'employer dans tous les terrains, dans celui de la propagande et dans celui des faits quotidiens, afin d'amener la petite bourgeoisie à la conviction que si, avec le capitalisme vieux style, son avenir était celui d'une condamnation irrémédiable à la prolétarisation et à la misère, avec le nouvel ordre économique, dans lequel elle a à remplir un grand rôle par son intelligence et sa culture, elle aura la perspective de la sécurité et de la dignité".

Avec 7<sup>e</sup> expérience d'une année de révolution, Diego Abad de Santillán publia (*Tiempos Nuevos*, juillet-août 37) un long article de synthèse — "Les anarchistes, la Révolution et la petite bourgeoisie" — remettant en cause les préjugés défavorables contre les classes moyennes et contestant au prolétariat, qui ne forme pas une majorité, le monopole de la révolution. Préférant des notions de justice à de sèches vues d'appartenances de classes, Santillán plaide avec humilité et détermination, pour l'intégration des membres de la petite bourgeoisie, ainsi que de tous *les hommes de bonne volonté*, dans la nouvelle société.

Après avoir rappelé que "les révolutionnaires les plus remarquables de toutes les époques et de tous les pays ne proviennent que rarement des rangs des plus déshérités" (en citant les exemples de Kropotkine, Tolstoy, Bakounine, l'exception de Proudhon, ou encore les cas de Marx, Engels, Lénine et la plupart des leaders de la révolution russe), puisque "ce sont en général des individus de la petite bourgeoisie et même de la haute bourgeoisie et de l'aristocratie", Santillán ne craint pas d'affirmer que "le mythe d'un prolétariat forcément révolutionnaire est une invention des non prolétaires" : "Nous, nous ne croyons pas en des instincts infailibles de classe. Nous rencontrons partout, dans toutes les situations économiques et sociales, des hommes et des femmes de bonne volonté, capables de tout sacrifier à un idéal de justice. Ces hommes et ces femmes sont notre classe, la classe de la Révolution, celle qui va en tête de l'Humanité vers la terre promise [sic] du socialisme." (...)

"Nous, les anarchistes, nous n'avons jamais été partisans de la méthode classiste, bien que les travailleurs aient toujours été notre point d'appui, parce que nous n'avons jamais compris cette scission catégorique de l'Humanité en classes ennemies. Si le soi-disant instinct de classe était réellement quelque chose de substantiel, nous n'aurions pas pu vérifier le fait indubitable que les hautes puissances financières de la bourgeoisie, de tous les Etats et de tous les temps ont leurs meilleurs appuis dans les instruments bureaucratiques, policiers, etc. etc., surgis des entrailles vives des travailleurs et des paysans."

Santillán poursuit en constatant que "le prolétariat n'est pas, en aucune manière, une unité complète dans l'économique et dans le spirituel, qui peut exister par lui-même, ni même dans le sens de classe productive. Il a un complément obligé dans les techniciens, dans les administrateurs, dans les hommes de science."

En raison des progrès scientifiques, Santillan met l'accent sur l'évolution des connaissances qui donnent au technicien un rôle de plus en plus grand par rapport au labeur de l'ouvrier et précise que le technicien, comme les hommes de science, sont généralement issus des familles de la petite bourgeoisie

"Tout notre espoir est dans un régime social où les privilèges n'existent pas et où, par conséquent, les prétendues idéologies de classe n'ont pas de raison d'être. Nous entendons que le sens de la justice peut être réveillé en tous, indépendamment de la position économique respective. (...)

L'on peut dire de la petite bourgeoisie qu'elle n'est pas arrivée à être plus puissante et plus indépendante, ni avoir plus de force de domination, parce que les circonstances ne l'ont pas favorisé; mais on peut dire aussi du prolétariat qu'il n'est pas arrivé à jouir des commodités et de la position de la petite bourgeoisie, parce qu'il ne réalisa jamais ses aspirations. L'esprit révolutionnaire n'est pas opposé au désir d'améliorer sa position incommode, tant moralement qu'intellectuellement ou matériellement. (...) Si le prolétariat a continué à être le prolétariat, est-ce parce qu'il existait ou qu'il existe en lui un sens de la justice supérieur à celui des autres prétendues classes ?

Est-ce que les moyens pour sortir de sa situation n'ont pas été si abondants ou si efficaces ? Nous, nous pensons qu'aucune catégorie de la population est incapable de sentir et de pratiquer la justice. (...) Les hommes, pris individuellement, n'ont pas de caractéristiques différentielles qui fassent des uns des objets révolutionnaires nés, et des autres, des ennemis nés de la Révolution. Tout est question de propagande efficace et de prosélytisme; et si, jusqu'à présent, nous avons eu plus de succès dans les rangs ouvriers, cela a été, en bonne partie, parce que chez eux le besoin d'un changement social était plus pressant mais aussi parce que NOUS AVONS DIRIGE TOUT NOTRE EFFORT DE CAPTATION DANS CETTE DIRECTION [souligné par moi]. Mais, le moment est venu dans lequel la guerre et la Révolution nous obligent à penser en la valeur de ce qu'on appelle la petite bourgeoisie, à laquelle il est nécessaire de faire comprendre que sa place, où elle verra ses meilleures aspirations satisfaites, est à notre côté."

Santillan met en exergue la responsabilité de "la propagande du socialisme qui a fait de la petite bourgeoisie "une réserve permanente du fascisme", en creusant entre elle et "les prolétaires de l'industrie et les travailleurs de la terre, des abîmes de méfiance et de rancœur, qu'un examen impartial devrait forcément faire disparaître".



L'économiste anarcho-syndicaliste attire ensuite l'attention sur une évidence dérangement et souvent camouflée, à savoir que "le prolétariat n'est pas une majorité". "L'on imagine couramment le prolétariat comme une écrasante majorité sociale; les cantiques les plus exagérés ont été faits au pouvoir omnipotent des travailleurs de l'industrie. Cependant, ces travailleurs sont une minorité sociale, moins importante numériquement que ce que l'on croit. Il est préférable de vivre de réalités que de fictions. Le paysannat, par exemple, n'est pas une force sociale qui sent et agit unanimement aux côtés des travailleurs de l'industrie et, de plus, il est plus fort numériquement. Ce qu'on appelle la petite bourgeoisie, autour de laquelle peuvent se regrouper des secteurs variés d'opinion, est un pouvoir effectif et comprend un ensemble de population qui n'est pas inférieur, numériquement, au prolétariat. D'autre part, ce n'est pas une classe parasitaire qui serait comme un obstacle sur le chemin d'un développement économique bénéfique, mais, au contraire, un facteur favorable de la production et du progrès. (...) Il faut reconnaître à temps que nous avons besoin les uns des autres."

Santillan termine en insistant sur la nécessité pour le mouvement révolutionnaire de pouvoir compter sur la non hostilité des classes moyennes, récusant les méthodes de répression, et dans l'idée générale que "nous devons assurer la vie de tous".

" Nous le soutenions avant le 19 juillet et nous pouvons le répéter maintenant, après les expériences faites : pour les producteurs, il serait plus économique et plus profitable d'assurer à l'ancienne petite bourgeoisie la vie, que d'avoir cette force comme obstacle permanent sur le chemin d'une Révolution. Les fautes d'un régime ne doivent pas être payées personnellement par les individus. Ce qui nous importe, c'est de supprimer les institutions parasitaires, en les remplaçant par d'autres utiles. Cela est une oeuvre lente de transformation, un effort graduel, dans lequel se démontre la capacité constructive des peuples. Ceux qui furent éduqués dans le vieux régime porteront au long de leur existence les tares de l'organisation sociale dans laquelle ils ont grandi. On ne peut les supprimer par décret et on ne doit pas les exterminer par la terreur."

L'ouverture et le sens du dialogue avec la petite bourgeoisie, dont faisait publiquement preuve Diego Abad de Santillán, ne fit guère école au sein du mouvement anarcho-syndicaliste. En abordant la question de la petite bourgeoisie, la presse libertaire préférait habituellement reprendre ses invectives et menaces à l'encontre des commerçants et des boutiquiers cupides. Souvent la nature des attaques envers l'égoïsme de la catégorie commerçante pouvait être interprété comme une attitude fondamentale de défiance contre l'ensemble de la petite bourgeoisie.<sup>2</sup> Nombre d'articles s'en prennent aussi, avec logique, à l'action des communistes, et en particulier au PSUC, érigés en rempart de la petite propriété capitaliste et en défenseurs d'un suranné statut quo social.<sup>3</sup> D'autres textes enfin cherchent à isoler la petite bourgeoisie des partis politiques qui la représentent ou qui prétendent en être le porte-parole.<sup>4</sup>

Hors de ces déclarations de méfiance systématique, l'on trouve cependant dans le mouvement anarchiste et parallèlement à un penseur comme Santillán, un dirigeant tel que Juan Peiró pour proposer de prendre véritablement en compte la classe moyenne. Au risque de heurter l'orthodoxie anarchiste et de se lancer dans des combinaisons politiques, J. Peiró eut certainement le mérite de proposer une reconnaissance de la petite bourgeoisie dans le cadre d'"un régime de transition". Partant du constat de la commune collaboration des courants antifascistes:

2. Voir, entre autres, l'article de A. G. Gilabert "Les petits propriétaires", dans *La Noche*, 5 février 37, l'éditorial du 16 janvier 37 de *Vida Nueva* (de Tar-rasa) "La moyenne et petite bourgeoisie sabotent la révolution", une mise en garde aux commerçants de Tortosa dans *Ciudad y Campo*, 20 mars 37, l'éditorial "La classe moyenne dans le moment de la Révolution" dans *Catalunya*, 13 avril 37, l'article "Le petit bourgeois catalan" dans *Superación*, 2 août 37.

3. Par exemple, les textes "Le GEPCI et les travailleurs" dans la *Sol*, 3 avril 37 et "Qu'est-ce que la petite bourgeoisie" dans le *Butlletí CNT-FAI de Igualada* 12 juin 37.

4. Voir en particulier l'analyse développée par Jaime Balius dans son article "Le moment historique. La révolution doit continuer à avancer". *Ideas*, 29 décembre 36.

dans la guerre, Peiró plaïda pour une "République Fédérale Socialiste". Conçue comme une mosaïque permettant un large éventail d'expériences politico-économiques, ce régime, basé sur le respect des différences et articulé par des liens fédératifs, n'était pas sans rappeler le cantonalisme de la première République espagnole.

Dans une conférence prononcée devant le microphone de la radio CNT-FAI E.C.N.I., et retranscrite dans le *Boletín de Información CNT-FAI* du 24 octobre 36, Juan Peiró exposa son projet de "régime de transition", non sans avoir insisté sur le rôle des "valeurs spirituelles" ("sens élevé de la pondération", "impartialité" et "générosité illimitée") que les anarcho-syndicalistes avaient à maintenir pour cohabiter avec les autres courants républicains et afin d'"éviter la tragédie d'une nouvelle guerre civile".

" (...) Pour moi, frères de tous les peuples d'Ibérie, le régime de transition le plus adéquat pour les circonstances créées par la guerre et par la révolution, c'est la République Fédérale Socialiste. Je demande aux camarades anarchistes et syndicalistes révolutionnaires qu'ils ne s'effrayent pas devant l'appellation de socialiste; parce que socialistes, nous le sommes tous; ce que nous ne sommes pas tous, c'est d'être fédéralistes. Et ce qui est intéressant ici, c'est que dans la république de type socialiste ou socialisante, les postulats de type fédéralistes soient acceptés, qui reconnaissent la liberté des peuples à se régir eux-mêmes, dans le sens le plus large du concept, étant donné que dans les postulats fédéraliste, nous pouvons trouver, les uns et les autres le nécessaire champ d'expérimentation de nos conceptions politiques, économiques et sociales; un champ suffisamment ample pour qu'y survivent et s'y essayent des expériences allant des essences de la démocratie bourgeoise aux postulats économiques du Communisme Libertaire. (...)

De plus, ce régime de transition est recommandable pour les anarchistes et syndicalistes révolutionnaires, parce que les postulats du fédéralisme reconnaissent la personnalité inviolable des peuples, le droit de ceux-ci à disposer de l'intégrité de leur propre économie et d'établir pour chaque peuple leur propre système de relations morales, politiques, sociales et économiques qui sont le plus en accord avec les caractéristiques ethniques, psychologiques, de tempéraments, et ainsi même l'économie de base de chacun d'eux.

La République Fédérale Socialiste devra s'édifier sur la base de la complète liberté des municipalités. (...)

Que peut nous importer, à nous les anarchistes et syndicalistes révolutionnaires, qu'il y ait des villes où nous soyons minoritaires, qui se résignent à un régime de démocratie bourgeoise ou à un socialisme de type étatique, si nous nous pouvons revendiquer le droit de vivre une vie économique-sociale plus en consonance avec nos aspirations, peut-être même le communisme libertaire ? "

### INTÉGRATION DES TECHNICIENS ET DES "COLS BLANCS" DANS LA NOUVELLE ÉCONOMIE

L'origine sociologique des autogestionnaires espagnols se situait principalement dans le monde ouvrier. Avant le 19 juillet, le mouvement anarcho-syndicaliste ne comprenait dans ses rangs qu'un nombre restreint de techniciens, d'intellectuels, de cadres.

Contrôlant une large part de l'économie, il était vital pour les entreprises collectivisées d'arriver à obtenir la collaboration des techniciens et des hommes de science. La séparation entre ouvriers et cadres techniques, issue en partie du mode de production capitaliste, avait été prolongée, plus ou moins consciemment, par la stratégie syndicale de la CNT, qui misait surtout sur les travailleurs manuels et sur les prolétaires du bas de l'échelle sociale.

Devant la nécessité de capter le concours des techniciens, la presse anarchiste publia des appels destinés aux cadres afin que "bras et cerveaux soient à l'unisson".<sup>1</sup>

Chacun était convié, comme le souhaitait le *Boletín de Información CNT-FAI* (26 octobre 36), "à occuper, sous le signe de l'égalité, le poste qui lui corres-

1. Selon l'expression qui clôt le texte "Techniciens et manuels" dans *SUT* du 5 mars 37.

pond pour le plus grand rendement de la production". Avec optimisme, l'on affirmait "qu'il n'existe plus la situation du technicien supérieur à l'ouvrier; les deux se compénètrent, les deux sont également nécessaires et se nécessitent mutuellement; sans l'un et l'autre, il n'y aurait pas de progrès possible" :

" Le muscle et le cerveau sont invincibles quand existe cette compénétration, que les besoins de la guerre ont créés et plus que créés en la rendant tangible et possible."

Dans cette collaboration à instaurer se posait la question de l'autorité.

Très sensibles sur ce problème, les anarcho-syndicalistes postulaient qu'une autorité n'était acceptable que lorsqu'elle se présentait sous la forme de la compétence. Ainsi fondée, cette *autorité* n'était reconnue qu'en fonction de capacités, de connaissances spécifiques à tel ou tel savoir. Le terme même d'*autorité* était ainsi théoriquement impropre, les libertaires préférant de beaucoup parler de respect et d'acceptation de compétences, donnant droit à l'exercice de responsabilités et à la faculté de prendre des décisions. Cependant, dans la pratique révolutionnaire de la guerre civile et dans les démarches des auto-gestionnaires pour attirer les *compétences*, l'on remarque implicitement que la crainte est grande de voir les tenants du savoir - techniciens, cadres, ... - substituer aux travailleurs révolutionnaires dans la conduite de l'économie nouvelle.

En recherchant intensément la coopération du technicien, l'anarcho-syndicalisme reconnaissait aussi les limites d'un certain volontarisme ouvrieriste, qui ne pouvait finalement pas venir à bout de tout ... A ce propos, l'économiste anarchiste Higinio Noja Ruiz attirait l'attention sur les insuffisances de la bonne volonté pour résoudre les difficultés de "l'oeuvre révolutionnaire". Dans son article sur "la collaboration du Technicien" publié par *Tiempos Nuevos* (septembre-octobre 37), il constata : "Les problèmes techniques qui se posent à nous sont très nombreux et c'est seulement techniquement qu'ils sont bien rés

Ius. La bonne volonté est dans tous les domaines un facteur important; mais dans des zones déterminées de l'activité humaine, la volonté échoue si elle ne s'appuie pas sur la connaissance".

H. Noja Ruiz, dans ce même texte, analyse les antagonismes séparant ouvriers et techniciens, en espérant que la coopération à instaurer ne passe plus par l'ancien système hiérarchique :

" (...) Heureusement, la réserve avec laquelle on accueillait, dans les milieux ouvriers, tout appel à l'aide technique s'est passablement affaiblie. Il existait une méfiance certainement assez justifiée. Le technicien, qui n'était en réalité qu'un salarié, se considérait situé sur un plan supérieur. Par éducation et par habitude, il était bourgeois. De plus, sa fonction même de dirigeant dans une organisation fondée sur le concept de la hiérarchie, lui donnait le rang de chef, face à l'ouvrier qui occupait la position de subordonné. Cela explique qu'il n'existait pas la moindre cordialité entre l'ouvrier de l'intelligence et celui du muscle. "

Les choses ont varié sensiblement. Bien qu'en général la mentalité du technicien ne se soit pas modifiée sur l'essentiel, il commence à voir clair et à comprendre le vrai rôle qu'il jouait dans le mécanisme de la production. Pour peu que nous nous efforcions de l'attirer vers nous, il se placera de notre côté.

Il n'est pas besoin de dire que nous ne plaidons pas pour que le technicien vienne vers nous avec le préjugé de chef, mais que nous sollicitons sa collaboration, nécessaire pour la création et pour le soutien de la nouvelle société, qui doit se fonder sur la bonne organisation et distribution du travail. C'est au camarade et non au chef que nous nous adressons."

Le désir de sauvegarde de l'identité et des valeurs prolétariennes dans les appels aux techniciens peut être mis en parallèle avec l'attitude des militaires refusant l'ancienne hiérarchie militaire, mais demandant le concours de stratèges expérimentés.

Les préjugés réciproques séparant ouvriers et techniciens devaient être dépassés afin de parvenir à organiser valablement le travail, un effort d'ouver-

ture commun étant attendu des deux *partenaires* en présence. C'est dans un tel esprit de confiance à bâtir que se plaçait le nommé M. Miralles dans son texte, paru dans le *Boletín de la Edificación, Madera y Decoración*, 10 avril 37, et intitulé "La captation des techniciens" :

" (...) Nous devons dire aux techniciens qu'ils ne doivent pas se considérer comme une «marchandise chère», ni non plus se considérer comme des surhommes, puisque leur éducation ne leur donne pas le droit de se considérer comme ayant plus d'autorité personnelle que quiconque qui possède les qualités normales de raisonnement. Nous devons leur dire que les livres de textes ne leur parlèrent jamais des privilèges sociaux; les livres de textes leur enseignèrent des vérités concrètes, mais les vérités morales et humaines ne s'apprennent pas dans les livres froids des mathématiques et des sciences naturelles. Ces vérités s'apprennent dans le contact avec le peuple, puisque celui-ci incarne toute l'aspiration de l'espèce humaine. (...)

Je dois aussi dire aux ouvriers que certaines prétentions exagérées sur les techniciens ne sont pas raisonnables. Si leur capacité syndicale laisse à désirer, ce n'est pas de leur faute. Les atavismes, la mauvaise éducation sociale reçue, cristallisèrent leur esprit. Ce qui importe, c'est de détruire cet esprit et d'essayer qu'ils assimilent nos idées, que certainement et étant donné leur capacité mentale, ils ne rejettent pas. Les traiter avec dédain, les traiter avec hauteur, ce serait contre-productif pour tous. Nous leur donnerons nos idées pleines d'humanisme. Par cet échange de valeurs, le labeur syndical sera fructueux. Travaillons dans ce but. La Révolution l'attend, la civilisation l'exige. [Fin] "

Outre un effort de compréhension de la mentalité du technicien, les anarcho-syndicalistes eurent à consentir une brèche dans leur foi en l'égalitarisme en acceptant le maintien ou un retour à des salaires différenciés, avec l'objectif d'obtenir la collaboration des spécialistes. Dans cette reconduction partielle des différenciations de traitements, l'on remarque le poids du facteur temps de la période de transition, car des décennies d'habitudes ne peuvent être abolies ou dépassées en quelques mois.

La notion de technocratie fut abordée par le ministre de l'économie du gouvernement de la Généralité, le CNTiste Juan P. Fábregas. Avec perspicacité, Fábregas releva la nouvelle force que constituait depuis la fin de la première guerre mondiale "l'aristocratie du cerveau". Il mit en évidence le caractère autonome de cette nouvelle puissance sociale, irréductible et insubordonnable pour "tout pouvoir politique". Dans l'article "La technocratie et la révolution" publié par la revue *El Productor Hispano-Americano* de mai-juin 37, J. Fábregas analyse le rôle considérable occupé par les techniciens dans l'économie industrielle.

" (...) Voici qu'au moment précis où le quatrième pouvoir, le prolétariat prend la direction des destinées du monde, surgit une autre aristocratie, qui vient substituer, dans tous ses privilèges et dans toutes ses prérogatives, les vieilles aristocraties du sang et de l'argent; il s'agit de ce qu'on appelle la «technocratie», qui se manifeste avec toute sa prépondérance depuis la signature du Traité de Versailles.

L'aristocratie du cerveau est destinée à occuper une place prépondérante dans la structuration du nouveau monde que cette nouvelle époque de l'Histoire implique. (...)

Capitalisme, socialisme, communisme libertaire. Voici les trois notions de la vie qui se disputent en ces moments et qui se livrent une bataille titane que afin d'imposer leurs points de vue respectifs, pour ce qui est des deux dernières, et afin de conserver ses positions pour ce qui se réfère à la première.

Mais de cette lutte sanglante et effrayante, qui coûte et coûtera à l'humanité des montagnes de victimes et des fleuves de sang, se détache un autre pouvoir, AUQUEL PERSONNE N'AVAIT PENSE JUSQU'IL Y A PEU [souligné par moi], parce qu'au moment où se concevaient, dans le cerveau de quelques hommes et dans la conscience collective, des principes sociaux déterminés, les positions de la science et de la technique n'avaient pas encore atteint la situation prépondérante de maintenant.

2. Historiquement, selon Fabregas, il y eut d'abord "l'aristocratie du sang", puis "le pouvoir autocratique des monarchies", ensuite "le pouvoir de la classe capitaliste qui représentait l'aristocratie de l'argent" et, enfin, le quatrième pouvoir, soit le prolétariat.



Cette lutte pour obtenir l'hégémonie dans la direction politico-économique et sociale du monde a mis en relief le pouvoir universel (...) de la nouvelle aristocratie du cerveau, la technocratie, dont la collaboration est indispensable et dont le pouvoir repose non sur des facteurs pondérables, mais sur des facteurs impondérables qui échappent au contrôle de tout pouvoir politique. "

Dans la prise de conscience de la prépondérance de la technique, il était conseillé à l'ouvrier d'augmenter son niveau d'instruction professionnelle. L'accroissement des connaissances de l'ouvrier offrait également la perspective pour les travailleurs motivés et doués, de prendre, à terme, la relève des techniciens et des cadres, formés dans le contexte bourgeois.

La revue *Acero* (Acier) , porte-parole CNTiste des Industries Sidéro-Métallurgiques, s'occupa, en janvier 38 et sous la plume de Tomas de Mora, de la question de "l'éducation scientifique de l'ouvrier". L'auteur de cet article avertit d'emblée, ses lecteurs que, pour apprendre, "il est absolument nécessaire d'accepter un sacrifice", "le sacrifice du travail intellectuel, beaucoup plus pénible que le sacrifice manuel ou physique".

" (...) Toi, lecteur patient, par le seul fait de lire cette revue et d'autres qui ont pour but de cultiver l'intelligence du travailleur, tu démontres que tu es un candidat au perfectionnement, tu as la principale qualité qui est nécessaire pour cela; celle de vouloir, d'aspirer à être, celle de sentir au fond de ton âme le désir d'arriver à dominer ton métier, à être un artiste.

La richesse de la production industrielle d'un pays dépend presque exclusivement de la préparation technique des ouvriers qui y interviennent. C'est seulement avec des ouvriers aptes que l'on peut obtenir un produit parfait; c'est seulement avec des bons ouvriers que l'on peut tirer des machines tout leur rendement; c'est seulement avec un personnel intelligent que l'on peut s'éviter la perte inutile de matières premières, base de l'économie de la production. L'Etat a l'obligation de contribuer puissamment au perfectionnement technique de l'ouvrier. Les entreprises industrielles doivent le favoriser, de même que les techniciens des fabriques et ateliers doivent s'occuper de sa formation, mais le facteur principal est dans l'ouvrier lui-même. Avant tout, il est nécessaire que l'ouvrier le désire et qu'il s'y prête, parce que celui qui veut fait plus que celui qui peut. "

## ÉCHEC DES ANARCHISTES FACE À LA PETITE BOURGEOISIE

Il ressort, avec le recul, que les anarcho-syndicalistes espagnols n'ont pas accordé dans leur stratégie révolutionnaire suffisamment de place aux classes moyennes. En Catalogne, cette carence fut particulièrement sensible et explique l'isolement *politique* dans lequel les anarchistes eurent à se débattre.

D'une manière plus marxienne que libertaire, la CNT-FAI privilégia souvent dans son analyse et sa pratique, la *puissance* économique, incarnée sous la forme de la concentration et de la grande industrie. Au nom du développement économique moderne, les anarcho-syndicalistes firent volontiers peu de cas de la petite unité de travail. Pourtant, comme descendants d'un des principaux penseurs de l'autogestion, c'est-à-dire Pierre-Joseph Proudhon, l'on aurait pu attendre des anarchistes espagnols qu'ils accordent plus de respect à l'artisanat. En effet, la CNT-FAI fit largement preuve d'un manque de considération à l'endroit de la production artisanale ou des indépendants, que l'on souhaitait immoler par catégories entières sur l'autel du *progrès* économique. Bien sûr, il était avéré que certains secteurs artisanaux étaient en décalage avec leur époque ou pâtissaient d'un lourd retard. Cependant, ces inadaptations ou ces manques ne justifiaient guère la vision dépréciative retenue par les anarchistes. Le peu de cas fait généralement des indépendants — des individus ayant cherché leur voie personnelle pour travailler et vivre avec le capitalisme — peut trouver une explication dans la nature sociale du mouvement anarcho-syndicaliste, mouvement de masse et formé majoritairement de prolétaires.

La CNT-FAI postulait implicitement la syndicalisation de l'ensemble de la société. Par un tel processus, chaque personne active était *enrôlée* syndicalement et, de fait, prolétarisée ou transformée en salariée de la nouvelle économie en gestation. L'accent était délibérément placé sur le collectif au détriment souvent de l'individuel. Sous prétexte de rationalité et de contrôle co

ordonné, certains domaines, où l'élément individuel est déterminant, se voyaient déconsidérés. Ainsi, le modèle collectiviste était appliqué, avec rigidité, dans des activités où la personnalité du ou des responsables est essentielle. A titre d'exemple, pareille application du collectivisme pouvait compromettre et entraver gravement les prestations ou les services d'un bon restaurant, d'une pâtisserie; d'un(e) luthier, d'un(e) encadreur, d'un(e) ébéniste, d'un(e) libraire, d'un(e) antiquaire, d'un(e) éditeur, d'un(e) tailleur, d'un(e) forgeron, etc., etc., etc. Dans des métiers pratiqués seuls ou en petites équipes et qui sont basés sur le savoir-faire patiemment acquis, sur le goût de *la belle ouvrage* ou sur l'inventivité, il est économiquement contestable, sur le plan de la pure productivité, de vouloir transformer ces expériences individuelles en simples maillons de l'immense chaîne du travail collectif. D'un point de vue social exprimé en termes actuels de *bien être* ou de *qualité de la vie*, la banalisation de telles activités artisanales, originales, talentueuses, par le biais d'une collectivisation entraînerait un appauvrissement des potentiels humains présents dans la société. Il viendrait à manquer de la variété dans le choix offert, une capacité d'innovation, de souplesse, voire de fantaisie, bref, ce qu'on pourrait se risquer à appeler *l'imaginaire* économique s'en retrouverait singulièrement tronqué.

Le cas des pays de l'Est européen, sans parler de l'URSS, collectivisés sous la férule d'une bureaucratie étatique, illustre clairement les plaies provoquées par une machinerie économique froide et accablante à l'encontre des petites unités économiques, entreprises à taille réduite, "*à visage humain*", souples, individualisées et adaptables aux besoins du consommateur. Le développement considérable, dans ces pays de capitalisme d'Etat, d'un circuit économique parallèle, caractérisé par le travail ou le marché au noir, témoigne de façon saisissante contre les prétentions bureaucratico-collectives d'un contrôle économique total.

Dans le contexte des années de la guerre civile, les priorités allaient bien sûr aux problèmes militaires et aux difficultés de la révolution. Cependant, il n'en demeure pas moins que le mouvement anarcho-syndicaliste s'était engagé dans des options qui s'écartaient sensiblement de l'estime de principe que, comme courant libertaire, il était censé témoigner à un vaste ensemble d'individus, économiquement actifs, qui, du reste, n'*exploitaient* la plupart du temps personne, si ce n'est leur propre force de travail. Il était aussi manifeste que des activités relevant du *superflu*, d'un certain luxe étaient considérées, dans l'ambiance de guerre civile, comme inutiles ou surannées, en rappelant trop, par ailleurs, les *moeurs bourgeoises*. Pourtant l'austérité proclamée par de nombreux anarchistes semblait être destinée à déborder le cadre de la guerre civile et à durer bien au-delà. Il est certain que des considérations d'équité intervenaient pour justifier un mode de vie du genre ascétique; mais, il n'en est pas moins probable qu'il aurait été difficile et, en définitive, illogique de vouloir durablement imposer au corps social tout entier des conduites austères, qui étaient celles que s'étaient choisies des groupes de militants, volontairement mus par des convictions de tempérance. Dans son opposition au capitalisme, l'anarchisme exprime une argumentation fondée sur la dénonciation des inégalités et sur l'aspiration à un bien-être économique général et partagé. Le bien-être ne se réduit pas seulement à satisfaire des besoins élémentaires, tels que le logement et le ravitaillement; aussi, à terme, si le socialisme libertaire voulait gagner son pari contre le capitalisme, il était inévitable de contenter des désirs plus complexes, voire *sophistiqués*. Pour cela, outre la mise en oeuvre des grands moyens adéquats pour la production de masse, il fallait pouvoir disposer des capacités propres à satisfaire des demandes particulières et personnalisées. Et si la catégorie des petits entrepreneurs, inventifs, *débrouillés*, *lâchés*, *amoureux* de leur métier, avait auparavant été laminée, le bien-être promis finirait par se retrouver bancal.

La CNT-FAI manqua de clarté et de cohérence dans son attitude envers les petits producteurs. Au contraire de ce qui avait finalement été défini dans les campagnes — soit le respect de la petite propriété, pour autant que le paysan travaille seul et avec sa propre famille comme main d'oeuvre — aucun statut ne fut nettement tracé pour les petits entrepreneurs qui ne relevaient pas de l'agriculture. En l'absence d'un vrai programme élaboré par la centrale anarcho-syndicaliste, qui aurait cherché à intégrer les petits entrepreneurs dans la nouvelle économie, en respectant leur identité indépendante et en demandant en contre-partie leur adhésion aux principes d'équité, les petits artisans, commerçants, ... préférèrent tourner le dos à la collectivisation.

En majorité, la petite bourgeoisie résista à l'autogestion, quand elle n'opta pas les premiers mois passés, pour l'opposition de front aux acquis de la collectivisation. En utilisant également l'arme du syndicalisme, au travers du GEPCI, contrôlé par le PSUC ou par l'Unio de Menestrals (Union des Artisans) liée à l'ERC, la petite bourgeoisie recourut aussi au moyen de la coopérative afin de reconquérir ses prérogatives. Dans le cas des coopératives, les anarcho-syndicalistes, faute d'une vision synthétique des enjeux économiques, perdirent presque un terrain, qui avait jadis été, en large partie, fécondé par leurs idées. La formule de la coopérative fut aussi utilisée par d'anciens patrons pour sauvegarder leurs capitaux, alors que l'instrument coopératif, non dévoyé dans ses principes, aurait précisément pu accueillir des indépendants, souhaitant le rester, par la voie de la libre association.

La méfiance, la retenue d'une bonne part de la petite bourgeoisie envers l'autogestion était sociologiquement naturelle et compréhensible. Les autogestionnaires misaient souvent sur la valeur d'exemple donnée par leurs réalisations, mais ce procédé était insuffisant s'il ne s'accompagnait pas d'un certain nombre de garanties données aux membres de bonne volonté de la petite bourgeoisie.

L'ambiance de terreur — arrestations massives, exécutions sommaires, assassinat insécurité tenace — qui sévit lors des premières semaines après le 19 juillet, ambian-

ce qui était souvent attribuée à la responsabilité des anarchistes, ~~des~~servit considérablement l'image des partisans du collectivisme auprès des classes moyennes, attachées à un respect du droit et choquées par un usage non contrôlé de la violence. Le mouvement anarcho-syndicaliste n'arriva pas à se départir de cette image de violence, qui agissait à la manière d'un épouvantail sanguinaire auprès de nombreux milieux.

Il est surprenant que les anarchistes n'aient pas *utilisé* davantage leur choix doctrinal du fédéralisme pour gagner quelque confiance auprès de la petite bourgeoisie catalane, très motivée par des sentiments d'autonomie régionale. En comparaison des socialistes et des communistes, traditionnellement adeptes du centralisme, le courant anarchiste avait clairement manifesté son adhésion aux principes fédéralistes, basés sur une large autonomie des régions

## DIMENSIONS PSYCHOLOGIQUES ET SOCIALES DE L' AUTOGESTION

Dans son essence, l'autogestion postule la primauté de l'humain sur les contingences matérielles. L'autogestion peut être considérée comme une réaction cherchant à mettre l'économie au service de l'homme et non plus l'inverse.

L'atomisation du pouvoir souhaitée par l'autogestion exige que les parcelles de celui-ci retombent sur des individus conscients et motivés. Ainsi, la mise en pratique d'un système autogestionnaire suppose un développement général, au sein de la société, de la responsabilité.

### RESPONSABILITÉ

En voulant se passer de l'autorité et de la hiérarchie, il devenait indispensable pour les autogestionnaires que chaque travailleur se sente concerné par son activité au point de rendre superflue toute tutelle.

Mais, l'*homme nouveau* émancipé et responsable que les anarcho-syndicalistes appelaient de leurs vœux ne vint pas en un jour, ni en quelques mois. La tâche était immense pour parvenir à dépasser l'absentéisme coutumier au monde ouvrier. Aussi, la presse anarchiste de Catalogne offre de multiples exemples de textes oeuvrant pour la responsabilisation du personnel des entreprises collectivisées.

Le quotidien CNTiste *L'Instant*, 12 septembre 36, consacra son éditorial au "sens de la responsabilité", en regrettant qu'"il y ait des esprits simples qui, au moment où est commencée la révolution, pensent que c'est déjà terminé".

" (...) La partie sociale [de la révolution] présuppose un labeur constant, long et pénible. (...) Le sens de la responsabilité est quelque chose qui affecte tout le peuple. Il convient que tous se rendent compte que l'égoïsme pourrait nous ramener à tomber dans des injustices et des défauts semblables à ceux qu'avait le capitalisme, et qu'en ces

moments, nous venons tout juste de commencer la transformation sociale."

Avec des accents conscientisateurs comparables, un éditorial de *La Noche*, 23 septembre 36, intitulé également "le sens de la responsabilité", insistait sur la nécessité de "dominer et de dépasser les obstacles" : "N'oublions pas un instant que tous nous nous jugeons et que le monde nous juge pour que le sens de la responsabilité, que nous avons contacté, soit toujours latent dans notre esprit."

Un article de F. Verdiell, dans *Martillo* du 15 juillet 37, mettait en vedette "le facteur individu dans la socialisation" considéré par ce militant comme "le principal facteur" :

" (...) Pensez toujours que plus nous créerons d'individualités, plus forte et unie sera la Collectivité.

Le facteur individu est le facteur de base de notre socialisation. Pense donc, compagnon, que de ton comportement individuel dépend le succès de cette Entreprise à laquelle tu as tant rêvé, et qui peut aujourd'hui être une réalité, si, entre nous, il existe un esprit élevé de responsabilité et de sacrifice. " <sup>1</sup>

1. Le passage à l'autogestion signifia souvent un attachement beaucoup plus étroit du travailleur à l'égard de son entreprise. Ce sentiment, composé de fierté, de fidélité, d'assiduité allait dans le sens du développement de la responsabilité. Dans des cas extrêmes, comme la destruction de l'entreprise par un incendie, l'on note un abattement des travailleurs et de la population environnante très certainement plus marqué que lors de sinistres comparables survenus dans l'époque capitaliste. Deux incendies, d'origine probablement non criminelle, qui ravagèrent des usines (textile à Hospitalet de Llobregat et dérivés du bois à Llinars, près de Granollers) furent relatés avec une intense émotion par la presse anarchiste (cf *Ideas*, 4 février 37 et *Orientaciones Nuevas*, 10 juin 37).



## PROBLÈMES DE FONCTIONNEMENT INTERNE

La démocratie économique instaurée à l'intérieur des entreprises posa le problème de la participation et de l'engagement de chacun dans le travail collectif. L'apprentissage de la gestion communautaire n'alla pas sans créer des difficultés. Divers décalages dans la motivation se firent jour, tandis que des privilèges liés à l'exercice de certaines fonctions ressurgirent parfois.

"De la responsabilité dans les actes pour ceux d'en bas et pour ceux d'en haut" voilà ce que demandait sous forme d'éditorial et "après cinq mois de convulsions sociales" le journal *Cultura y Porvenir* (17 janvier 37) afin de faire échec au "CANCER DE L'IRRESPONSABILITE [souligné par moi]" qui a pénétré dans les entrailles de notre Révolution sociale". Cet appel est révélateur d'un certain désarroi que les autogestionnaires avaient à surmonter afin de poursuivre efficacement la collectivisation.

Le fonctionnement des assemblées générales fit ici et là l'objet de critiques ouvertes. Selon les termes du Décret de Collectivisations et, logiquement, en situation de démocratie directe, l'assemblée générale était l'organe souverain de l'entreprise collectivisée. Faute de pratique ou d'intérêt, les réunions de l'assemblée générale du personnel parvenaient de façon plus ou moins satisfaisante à poser, à débattre et à résoudre les questions relatives à la marche de l'entreprise. La prise de parole personnelle, l'exposé de ses idées, le débat contradictoire, la synthèse des argumentations en présence, la discussion méthodique des points de l'ordre du jour, le respect minimum envers les opinions autres ou contraires, la prise en commun des décisions, .. autant de comportements de *groupe* que toute assemblée générale des travailleurs devait prendre en compte pour être en mesure de fonctionner.

Un article, signé des initiales R. M. et publié dans *Iluminismo!* de Ripoll (2 janvier 37), apporte un éclairage critique, agacé, sur l'attitude négative de beaucoup de travailleurs dans les réunions de leur entreprise. Ce texte passe en revue plusieurs conduites répandues qui empêchent un déroulement serein et fructueux des séances :

"Quelque chose sur les assemblées générales.

Il est véritablement triste de voir la manière avec laquelle sont débattues les questions dans la majorité des assemblées générales qui ont lieu, et que si on n'avait pas pu le constater, on ne le croirait presque pas, étant donné qu'il est inadmissible que tant d'inculture se manifeste en plein vingtième siècle. (...)

Il est impératif d'écouter avec toute son attention n'importe quelle initiative qui est mise en discussion dans les assemblées, au lieu de rire et de faire du tapage comme cela arrive la plupart des fois, car nous ne sommes pas tous des orateurs pour savoir exprimer nos idées à la perfection, alors que mieux vaut les idées exprimées lourdement, mais dans un bon but (...). En continuant ce qui s'est passé jusqu'à maintenant, les camarades qui, dans les assemblées générales, mettaient tout leur intérêt et leurs efforts à éclairer les discussions se verront importunés et s'abstiendront d'intervenir, quand, précisément, il est temps que dans la nouvelle structuration sociale, interviennent les ouvriers en général.

En intervenant sur les questions, il est nécessaire d'être attentif à ne pas répéter ce qu'a déjà exprimé un autre compagnon, et si l'on agit ainsi, l'on épargne beaucoup de temps, qui parfois passe inutilement à répéter, sans aucun sens pratique, ce qui a déjà été dit. "

Le journal *Alba Roja* recommandait vivement, dans son premier No du 2 janvier 37, aux "travailleurs de l'arrière" d'assister aux assemblées, car "personne ne peut éluder sa présence et sa collaboration enthousiaste".

" (...) Dans les villages, nous avons besoin d'encourager les comices des travailleurs, desquels ils semblent s'être retirés. (...)

Il faut s'habituer à parler dans les assemblées. Dans ce sens, L'INDIFFERENCE EST EXTREMEMENT PERNICIEUSE [souligné par moi], parce qu'avec elle s'enracine l'habitude que c'est toujours les mêmes qui le font et nous, nous savons que cette apathie et cette répugnance des travailleurs doit inévitablement tourner au préjudice de tous. (...)

Si l'on n'essaye pas de rectifier cela que nous, nous considérons comme inadéquat, nous ne reconnaitrons à personne le droit de critiquer des conduites nuisantes, parce qu'avec l'indifférence, on y aura aussi contribué. "

A Igualada, le *Butlletí CNT-FAI*, 20 mars 37, sous la plume d'un J.G. souhaitait en finir avec "l'aboulie", avec l'apathie qui touchait une part importante des travailleurs de cette ville, soit pour participer aux réunions syndicales, soit pour prendre

part aux assemblées de leur entreprise.

" La classe ouvrière de Igualada, bien qu'elle ait une histoire dans les luttes sociales qui la dignifient, démontre en ces moments historiques une aboulie ou une indifférence pour assister aux séances dans lesquelles sont débattus des problèmes d'extrême importance, en ne donnant vie qu'aux séances dans lesquelles se discutent ou sont posées des questions nettement matérialistes ou quelque chose de spectaculaire; et c'est pour cela, que se présente le cas paradoxal que dans une organisation comme la Fédération Locale des Syndicats Uniques [de cette ville] qui compte plus de cinq mille affiliés, la majorité des réunions ou des séances publiques qu'elle organise ne sont pas nécessairement fréquentés, ce qui cause cette actuelle dépression chez quelques camarades et de l'irascibilité parmi les autres.

A plusieurs reprises, les militants de la CNT, face à cette attitude, ont cru que c'était une conséquence du manque de savoir-faire pour organiser la propagande; d'autre fois, cela a été attribué à l'excès de travail que les militants ont dans leurs Syndicats respectifs; et d'autres ont cru que c'est une conséquence de ce que la classe ouvrière attend résignée ce qui est décidé, pour l'accomplir. (...)

Mais moi, je me demande : est-ce que nous pouvons accepter la responsabilité d'imposer à la classe ouvrière des accords qu'elle n'a pas acceptés au moyen d'assemblée ou de réunions, avalisés par sa présence, en apportant des idées, en rectifiant ou en ratifiant les accords que tous les comités ou les assemblées prennent ? (...)

Il est nécessaire que tous les comités convoquent périodiquement leurs affiliés pour leur rendre compte de la marche de l'organisation et que se tiennent des réunions hebdomadaires ou bi-mensuelles des Comités et des Conseils de Contrôle des fabriques, ateliers et maisons collectivisées, pour que nous formions un tout homogène et que tous comprennent la responsabilité de leurs actions pour qu'enfin, ils se rendent compte qu'ils tiennent entre leurs mains le nerf vital pour gagner la guerre qu'est l'économie. "

La vie intérieure d'entreprises autogérées, avec ses problèmes de relations, ses tiraillements, ses conflits, a été évoquée, sans fard, dans une rubrique insérée dans le *Boletín de los trabajadores de banca, ahores, seguros y afines de Cataluña CNT*.<sup>1</sup>  
Intitulée d'abord "Mes compagnons ne me comprennent pas", puis, "Je ne comprends pas

1. Cette rubrique du journal de la banque et des assurances est présente dans les quatre premiers Nos - 19 juillet/août-sept.-oct./ novembre et décembre 1937 - de cette publication CNTiste.

mes compagnons", cette série, composée de brèves réflexions, était censée exprimer le point de vue d'un *bon militant*, plutôt déçu du comportement peu consciencieux de ses compagnons de travail et de syndicat. Adoptant volontiers un ton moralisateur, cette rubrique, non signée, s'en prenait autant aux manquements de la *base* qu'à ceux des dirigeants-responsables. La courte sélection qui va suivre regroupera ces remarques selon les deux pôles retenus.

#### Critiques de la base

" Mes compagnons ne me comprennent pas ... - parce que j'entre au bureau quelques minutes avant de commencer le travail; je ne prends pas mon petit déjeuner, ni ne lis la presse, ni ne passe le temps à converser avec les autres compagnons ... - parce que je m'efforce de travailler le maximum et quand j'abandonne mon travail professionnel, je vais au Syndicat pour travailler ... - parce que je ne m'occupe pas du « ravalement », ni d'obtenir des primes pour des commissions, des vacances, etc ...

Je ne comprends pas mes compagnons ... - parce que se sentant incapables de ne « rien faire », ils se convertissent en censeurs de ce que les autres « font » ... - parce que sans avoir une « idée » du travail à accomplir, ils acceptent des charges de responsabilité dans des organismes officiels ... - parce qu'ils parlent de leurs dirigeants comme de « pestes » et qu'ils continuent à obéir à leurs consignes ... - parce que maintenant [décembre 37], ils se sentent ... « neutres » et qu'il y a un an, ils étaient de « parfait révolutionnaires » ... - parce qu'ils ambitionnent des charges qu'ils savent ne pas pouvoir remplir en aucune manière ... "

#### Critique des dirigeants-responsables

" Je ne comprends pas mes compagnons ... - parce qu'en occupant une charge syndicale, ils délaissent leur poste de travail et ne viennent que pour être payés ... - parce qu'ils s'assignent des salaires de Directeurs et de Sous-Directeurs, etc., ceux qui ont été élus comme contrôleurs, sans rien contrôler ... - parce que tant et tant de circulaires s'écrivent, en passant des ordres et des contre-ordres pour qu'elles restent ... lettre morte ... - parce qu'ils sont partisans de « camarillas » et parlent de ... démocratie ... "

## VERS LA NAISSANCE D'UNE NÉO-BUREAUCRATIE

Dans quelle mesure la mise en place du système autogestionnaire entraîna-t-elle la constitution d'une nouvelle bureaucratie ?

La révolution, qui se déroulait dans un contexte de guerre, ne toucha finalement que peu à la bureaucratie des institutions étatiques, si ce n'est pour procéder à une épuration des membres de l'administration les plus suspects de sympathie avec les factieux. La classe politique traditionnelle subit les contre-coups de la révolution et de la guerre qui lui enlevèrent son terrain d'action habituel, puisque la vie parlementaire fut mise presque complètement en veilleuse. De ce fait, il n'y eut pas d'élection démocratique pour renouveler les chambres et l'activité des hommes politiques se centra sur les combinaisons des cabinets gouvernementaux et sur la propagande (presse, meetings allant plus ou moins dans le sens de l'unité antifasciste). L'État, placé hors-circuit durant les premières semaines, reconstitua peu à peu son emprise et, grâce à la logique de la guerre, il alla même jusqu'à accroître son autorité dans divers domaines où son intervention était demandée au nom de l'effort militaire. Ainsi, l'on peut aisément constater que le pouvoir de l'État sur le citoyen finit par s'accroître durant les années de guerre, ce qui ne représente pas un moindre paradoxe pour l'active et puissante composante du camp antifasciste que formait le mouvement anarcho-syndicaliste.

Nous verrons plus loin les incidences des événements sur le fonctionnement interne des organisations anarcho-syndicalistes, mais auparavant la question de l'apparition d'une bureaucratie dans les entreprises collectivisées mérite d'être posée.

Avec la création d'organes directeurs et responsables — comités, conseils — chargés de la marche de l'entreprise allait-on vers l'instauration d'appareils administratifs se coupant progressivement du personnel, qui les avait démocratiquement mandatés ?

Il est ardu d'apporter une réponse fondée à cette interrogation, en raison des facteurs économiques relativisateurs déjà évoqués, soit le poids considérable de la guerre et la brièveté de l'expérience autogestionnaire. En lisant attentivement la presse libertaire, on distingue toutefois, ici et là, des signes permettant de distinguer certaines formes de bureaucratisme. Il s'agit, la plupart du temps, de protestations indignées ou désabusées de militants, qui constatent le décalage et l'inégalité survenus entre le gros du personnel et des membres exerçant une charge dans la direction de l'entreprise. Ainsi des néo-privilèges se trouvent mis sur la sellette, en particulier des avantages liés à l'exercice de la fonction dirigeante, tels que des commodités et des passe-droits facilitant la vie quotidienne ou des faveurs matérielles. La dénonciation porte aussi sur la fonction considérée par certains comme une sinécure ou une "planque". D'autres reproches sont adressés aux dirigeants, en raison du manque de transparence de leur gestion ou du peu de cas qu'ils font de l'information au personnel.

Les nouvelles habitudes bureaucratiques, dont plusieurs ne sont que des répliqués du passé, font l'objet d'articles critiques, qui déplorent la résurgence de mentalités que l'on croyait révolues.

Ainsi *L'Instant*, 24 décembre 36, dans une diatribe dirigée contre "les parasites de l'arrière", s'en prend à "des éléments de Conseils d'entreprises et de Comités de contrôle, qui ont perdu l'habitude d'aller à pied, en tramway ou en auto-omnibus [?] et qui, au lieu d'occuper leur poste habituel à l'atelier ou à la fabrique, perdent leur temps à faire des démarches insignifiantes en automobile." <sup>1</sup>

*Sembrador*, 27 décembre 36, s'élève sous la signature de "Espartaco" (Spartacus) contre la tendance de certains comités syndicaux ou de conseils d'entreprises à vouloir se substituer à la "volonté populaire" exprimée par la base, et met également en garde contre une "nouvelle tyrannie", qui pourrait s'implanter à cause du renoncement des ou-

1. *Artes Gráficas* CNT-FAI (25 décembre 36) rappelle, dans des "consignes", "les obligations des Conseils d'Entreprises ou des Comités de Contrôle", notamment la limitation stricte des déplacements et qu'il ne faut pas "se déplacer de l'atelier ou de la fabrique pour des questions qui peuvent se résoudre par téléphone ou par lettre". (...) "Les Comités et Comités doivent se considérer comme des éléments de choc dans le travail. (...) Les membres des Comités et des Conseils seront les premiers à arriver au travail et les derniers à le quitter."

vriers à leurs propres vues.

" (...) Nous avons tous le droit et le devoir de présenter et de discuter des initiatives, exposées dans des Assemblées qui doivent avoir lieu de façon continue. Les Comités et Juntas devront se faire l'écho des accords sortis des Assemblées, en suivant la trajectoire que la volonté des travailleurs indique. Ce n'est pas aux Juntas ni aux Comités de devoir signaler le chemin à suivre aux travailleurs, mais ceux-ci à ceux-là. (...)

La nouvelle vie, nous les travailleurs, nous avons à la structurer librement et tous ceux qui sont élus pour des charges administratives doivent s'en remettre à notre volonté. Si les ouvriers laissaient à la volonté des Comités et des Juntas le régime à suivre, à la fin de la guerre, nous devrions nous soumettre également à leur volonté, en créant et en fortifiant déjà depuis maintenant une nouvelle tyrannie et un nouvel esclavage. "

Un éventail des attitudes à ne pas adopter par un Comité de Contrôle fut dressé par le pseudonyme "Picotazo" (Coup de bec) dans *Luz y Fuerza* de janvier 37. Au seuil de l'an deux de la révolution, les Comités semblaient porteurs de nombreux travers ...

" (...) Je n'affirmerai pas que dans nos Comités se soit infiltré l'esprit de nouveaux riches selon l'expression populaire, mais je dirai, par contre, qu'un pourcentage très appréciable de compagnons ne se sont pas rendus compte pourquoi ils étaient dans un Comité de Contrôle.

Les Comités de Contrôle ne sont pas des charges comme des filons, ce ne sont pas des charges telles que des fromages, ce ne sont pas des charges pour se reposer. (...)

Les charges de Comité de Contrôle ne sont pas là pour qu'un certain nombre de compagnons restent assis tout le jour devant une table à mettre le petit sceau du Comité sur tous les papiers qui leur sont apportés et dont, la majorité des fois, ils ne connaissent pas ou ne comprennent pas le sujet qu'ils traitent.

Les charges de Comité de Contrôle ne sont pas là pour arriver sur le lieu de travail à n'importe quelle heure.

Les charges de Comité de Contrôle ne sont pas là pour entamer des discussions entre les deux centrales syndicales et pour perdre son temps au préjudice de l'industrie. (...)

Les Comités de Contrôle ne doivent pas être réunis en permanence, mais quand l'affaire l'exige et est absolument nécessaire. (...)

Les charges de Comités de Contrôle sont pour travailler pour l'industrie. Pour

son bon fonctionnement. Pour que son développement ne soit pas gêné, en évitant la démarche bureaucratique qui caractérisait le labeur antérieur. "

Le "sinécurisme" était comparé par J. G. Guillamet, dans *Pluma Libre* du 28 mars 37, à un "microbe" se développant dans "tout régime" et à un microbe "contagieux".

" (...) Ces nouveaux planqués, ces nouveaux bureaucrates de nouvelle marque sont restés attachés à la vieille bureaucratie, en tombant dans les mêmes vices, y compris dans l'indécente habitude de mettre les pieds sur la table-bureau et dans l'habitude de se donner une importance qui n'est pas nécessaire, câlées dans des fauteuils qui leur sont trop larges, faute de ne savoir comment les utiliser."

L'esprit de "nouveaux patrons" de certains membres de comités, leur propension à ne pas informer la base de leurs activités sont mis durement en cause dans *Superación* du 4 août 37, par la plume de José Carchano. Il est aussi vivement reproché au Comité de fabrique, dans le cas de "réclamations ouvrières", d'accepter de voir ses propres compétences supplantées par les attributions du syndicat.

" (...) Il est arrivé que dans la nouvelle structure sociale, la fonction des comités soit très différente de ce qu' eux-mêmes croient; eux, ils croient que parce qu'ils sont " du comité ", ils ont des droits, pour ne pas travailler, sur les autres travailleurs et cela, compagnons des comités, c'est une des plus grandes erreurs; les syndicats ne devraient pas le permettre.

Certains individus qui font partie d'un comité croient qu'ils ont à être les nouveaux «patrons». (...)

Nombreux sont les comités qui passent sous silence ce qui doit être publié, et les travailleurs ne savent rien. (...)

Avant le 19 juillet, les Syndicats avaient beaucoup d'intérêt à faire fonctionner les comités de fabrique et maintenant qu'ils devraient y veiller avec la plus stricte vigilance, ils montrent moins d'intérêt à leur fonctionnement. (...) Maintenant, quand un ouvrier réclame quelque chose, la réponse du comité est : nous consulterons le syndicat. "

Une attaque en règle contre le phénomène renaissant du "bureaucratisme" fut portée par le journal libertaire *Al Margen (En Marge)*, 2<sup>ème</sup> quinzaine de décembre 37. L'auteur de la diatribe, D.C., constate amèrement qu'"à la chaleur de la révolution



s'est développée une quantité énorme de bureaucrates", le phénomène ne s'arrêtant pas aux sphères classiques de l'Etat, mais touchant, parallèlement, le monde syndicalo-politique et l'économie.

" Le bureaucratisme est une bestiole parasitaire, capable d'étouffer dans les papiers les meilleurs projets, les meilleures initiatives et de faire échouer tous les plans. (...)

Contre ce réseau de ronds-de-cuir, nous avons mené nous, tous les travailleurs, une lutte acharnée; non pas à cause du fait qu'ils étaient des employés de bureau, car nous savons que le travail de bureau, le travail technique, etc., etc., est aussi nécessaire que celui du paysan ou de n'importe quel travailleur; mais le bureaucrate, ce n'est pas cela, mais celui qui nous dit, en se vautrant sur sa chaise : «Au bureau d'à-côté» et ainsi de suite au bureau suivant, jusqu'à ce que la fatigue nous épuise et que nous devions renoncer au but qui nous amenait, car on termine en nous disant que tel ou tel Décret n'est pas dans le Journal Officiel ou quelque chose du même style. (...)

Les bourgeois créaient des places et des emplois pour donner satisfaction à leurs amitiés. Ainsi, nous avons pu voir cette vaste bureaucratie dans des Administrations de provinces et dans d'autres organismes officiels. Mais le bureaucratisme n'est pas terminé, car maintenant il surgit sous formes de Comités, commissariats, associations, etc., etcetéra, et précisément ils ne sont pas peu ceux qui avant étaient les ennemis les plus enragés de cela et qui maintenant sont ceux qui le défendent le plus. Fin "

Bien que ces exemples de critiques de la bureaucratie soient virulents, l'on ne trouve pas dans la presse anarcho-syndicaliste de mise en question systématique d'une néo-bureaucratie, coiffant et contrôlant les travailleurs, et ayant la haute main sur leurs entreprises. La structure, qui pourrait être qualifiée de *comité-bureaucratie*, ne fit donc pas l'objet de fréquentes dénonciations dans les colonnes de la presse anarcho-autogestionnaire. Cette critique relativement dispersée peut sans doute s'expliquer par le fait que la néo-bureaucratie en était encore à sa gestation. Un autre élément d'explication provient de la manière dont étaient produits ces journaux, dans la mesure où, le plus souvent, ils étaient conçus et rédigés par les couches dirigeantes du syndicat et de l'entreprise, soit précisément ces mêmes couches susceptibles d'avoir engendré une néo-bureaucratie.

En tout état de cause, le phénomène bureaucratique devait certainement varier selon la taille des entreprises, dans le sens d'un développement, proportionnel à la dimension des établissements, de la séparation dirigeants/organes administratifs et base/personnel.

## COMMENT RÉTRIBUER ?

La révolution économique dut affronter le délicat problème de la rétribution du travail. Sur quelles bases et d'après quels critères convenait-il de récompenser l'effort du labeur ? Selon le credo anarcho-autogestionnaire, la réponse était simple, puisqu'il fallait introduire le principe égalitaire dans la rémunération des personnes économiquement actives. Mais ce schéma idéaliste correspondait à la société du communisme libertaire, et le contexte historique réel était lui situé à mi-chemin entre le capitalisme privé ou d'Etat et le socialisme autogestionnaire.

Dans les faits, la question se trouva implicitement posée dans les entreprises lors du passage à la collectivisation. Mais, l'économie étant un domaine qui requiert des solutions concrètes et promptes, le temps manqua pour un débat de fond, large et *théorique*, quant à la façon de rétribuer, et l'on assista à la rapide mise en place d'un système de rétribution hybride.

L'embarras perceptible en cette matière fut exprimé clairement par *L'Instant*, dans l'éditorial du 15 septembre 36, consacré aux "Problèmes urgents du nouvel ordre révolutionnaire" :

" En projetant les révolutions, l'on a pensé plus à la difficulté de les déclencher qu'aux obstacles auxquels doit se heurter, dans l'aspect économique-social, la consolidation du nouvel ordre économique. L'on est arrivé à croire qu'il était plus difficile de provoquer l'assaut au pouvoir, ou la destruction du pouvoir — selon la tendance doctrinale de chaque groupe révolutionnaire — que de remettre en marche la complexe machine de la production. (...)

Par exemple : de quelle manière faut-il arranger la question du salaire ?

Pour le moment, nous ne nous trouvons ni dans un communisme absolu, ni dans un socialisme d'Etat. L'argent circule de la même manière qu'avant le 19 juillet. L'ouvrier, qu'il travaille dans une entreprise collectivisée ou qu'il travaille dans une autre où subsiste le capitaliste, reçoit un salaire en échange de son effort.

De quelle manière doit se calculer la rétribution du travail ? Le salaire doit-il se fixer seulement selon les besoins de l'ouvrier ? Le travailleur doit-il se rémunérer selon ce qu'il produit ? Doit-on établir un salaire qui soit en relation directe avec

les besoins et avec le travail réalisé ? Convient-il de tenir compte de l'effort de préparation fait par l'ouvrier avant d'avoir acquis l'aptitude pour accomplir des travaux déterminés et lui compenser cet effort par une meilleure rétribution ? Tout le monde doit-il toucher un salaire égal ?

On voit que ce problème n'est pas simple. La solution primaire est celle de l'égalité. Mais alors il se trouve que nous ne prenons pas en considération l'ouvrier selon ses besoins. Et cet aspect contient certainement la justice. D'autre part, rattacher directement le salaire avec le travail fait est une solution logique, puisque l'on ne peut pas oublier que jusqu'à ce que l'homme soit meilleur de ce qu'il est maintenant il existera des individus sans volonté de contribuer aux besoins de la collectivité. Mais alors, nous nous mettrons en contradiction ouverte avec l'égalité et avec la rétribution selon les besoins de l'ouvrier. "

Le mode de rétribution fut moins difficile à déterminer dans les campagnes que dans les villes. L'agriculture représentait un système économique moins complexe que le commerce ou l'industrie. Les conditions matérielles de la population étaient moins disparates que dans les centres urbains et l'idée d'un revenu semblable paraissait plus aisée à implanter dans le monde rural. La collectivisation agraire pouvait s'appuyer sur le noyau familial et le type de rémunération allait s'inspirer étroitement des besoins de chaque famille. La vie villageoise permettait de connaître la situation de chacun et n'offrait que des possibilités limitées pour les dépenses individuelles.

Dans les campagnes, les collectivisations empruntèrent des voies proches de celles de la coopérative avec apports de matériel ou de capital de la part des membres fondateurs. Les collectivistes se considéraient plutôt comme des partenaires et des membres sociétaires que comme des employés et des salariés. Le maintien toléré des exploitations individuelles contribua à prolonger le sentiment de la grande indépendance des collectivités villageoises.

"La rétribution dans le travail collectif" fit l'objet d'un article (22 octobre 36) de *Acció Sindical*, porte-parole de la CNT dans la région de Valls-Montblanch, où l'on voyait défendue la thèse du salaire familial et également l'idée d'accorder une stimulation matérielle aux bons travailleurs.

" (...) Le système des rétributions de chacun selon son effort doit être remplacé par celui plus juste de chacun selon ses besoins familiaux. Il n'est pas juste qu'un homme célibataire soit rétribué de la même manière qu'un autre marié avec des enfants mineurs. Un régime qui prétend à la liberté et à l'égalité entre ses membres doit s'inspirer de principes plus justes et plus humains. (...)

Ainsi donc, nous croyons que, dans le travail collectif qui est entrepris dans tant de villages de notre région et de Catalogne en général, la rétribution familiale doit être établie; mais pour stimuler l'entrée dans celui-ci des familles composées de plus d'un membre apte au le travail, il faut choisir une formule qui, sans oublier la rétribution familiale, prête attention à l'effort individuel. A cet effet, trois types de rétributions hebdomadaires familiales pourraient s'établir selon le nombre de membres par famille non aptes au le travail. De plus, dans le cas où une famille a en son sein plus d'un membre apte au le travail, alors on pourrait établir que ce membre familial supplémentaire touche la moitié du salaire du membre qui se considère chef de famille. Ainsi, d'une part on stimulerait les familles à entrer dans le travail collectif et d'autre part, on ne romprait pas très ostensiblement le canon général de rétribution familiale, en évitant les inégalités excessives entre membres d'une même collectivité.

Bien sûr, nous confessons que tout cela sont des concessions à l'esprit bourgeois que nous allons supplanter, mais que, aujourd'hui, nous ne croyons pas pouvoir nous en libérer totalement. " 1

La formule du salaire familial eut pour effet de reconduire le patriarcat et il est piquant, d'un point de vue libertaire, d'y constater la reconnaissance du *chef* de famille et de l'autorité masculine dans les foyers.

Dans l'industrie, le commerce et les services publics, la tendance fut d'essayer de réduire les inégalités, en compressant fortement l'échelle des salaires. Cependant,

1. A Vallmoll 5 km au S. de Valls, la "Section de Travail Collectif du Syndicat des Travailleurs des Champs" se dota, à mi-octobre 36, d'un règlement en 16 points qui fixait notamment les modalités de rétribution : " (...) 6° Le membre de la Collectivité qui apporte des chars et des animaux sera indemnisé par un 4 % annuel de leur valeur. (...) 12° La Collectivité établira l'échelle suivante de rétributions pour ses membres a) 25 pesetas par semaine pour les célibataires ou les mariés sans enfants considérés comme chefs de famille. b) 30 pesetas par semaine aux ménages avec un enfant. c) 35 pesetas par semaine aux ménages avec plus de deux enfants ou personnes inaptes pour le travail. Les familles qui ont plus d'un membre en âge de travailler toucheront, par semaine, 25 pesetas pour le chef de famille et 15 pesetas pour les autres." *Acció Sindical* 22 octobre 36.

cette volonté de nivellement se heurta aux habitudes ancestrales de revenus différenciés et surtout la nécessité de s'assurer la collaboration des *cerveaux* (techniciens, scientifiques, cadres expérimentés), peu enclins à s'associer à la collectivisation, suppose la conservation de rétributions élevées. La persistance de hauts traitements ou du *trop d'argent* souleva parfois la colère de certains anarcho-syndicalistes, comme celle exprimée par "Higinio Hermosa", dans *Ruta* du 12 décembre 36, sous le titre indigné de "cent soixante-cinq mille «beatas»(pesetas) mensuelles !"

" (...) Dans les quotidiens, les hebdomadaires ou les revues, l'on voit des chiffres sur des salaires exorbitants, sur des mensualités énormes que touchent des hommes qui, de par leurs occupations, de par le poste qu'ils occupent, devraient être les premiers à donner l'exemple de l'austérité maximale, au lieu de former une nouvelle bureaucratie, une nouvelle aristocratie et bourgeoisie. "

Higinio Hermosa déplore ensuite "l'indifférence rétrograde des sans-gênes" qui vivent au-dessus de leurs besoins, et il constate, avec dégoût, que "continue d'exister l'égoïste vicieux, qui ne pense qu'à se souler dans les tavernes et des bars, à assister à des corridas de taureaux, à des parties de tennis, de rugby, de football et de boxe.

Les lupanars sont pleins de sadiques et de vicieux, qui se moquent complètement des tares les plus immondes et les plus infectes. Le peuple qui ainsi, par son manque de culture, s'abandonne, se relâche et se livre à tout ce qui est dégradation est l'unique coupable de tous ces abus démesurés qui arrivent."

L'auteur s'en prend aussi aux appointements réservés encore aux charges politiques et demande écoeuré : "pourquoi le Président de la Nation reçoit aujourd'hui autant qu'avant ? Pourquoi ne se fait-il pas une épuration dans les émoluments de toutes les charges politiques ? Parce que le peuple ne se rend pas compte de cela !! Parce que le peuple ne sait rien. Parce que le peuple est inculte et ignorant ! "

Après avoir pesté contre les éternels tire-au-flanc du travail et s'être étonné du projet de réduire la solde du milicien, H. Hermosa termine en se scandalisant des rétributions des gérants de grandes entreprises collectivisées ("de la Cros, de la Hispano [Suiza], de la Hydro-Électrique, de la Canadiense, de la Catalana, de la Transatlantique et de la Transméditerranée"), traitements qui "étaient la ruine de ces sociétés" et qui selon cet auteur "demeurent des appointements égaux ou supérieurs à ceux que touchaient les directeurs, administrateurs ou gérants de ces compagnies dans le régime bourgeois."

La presse anarcho-syndicaliste déplorait également le trop grand appétit de confort matériel perceptible parmi la classe ouvrière. Les revendications des salariés *ver toujours plus* étaient très mal reçues, l'ascétisme anarcho-syndicaliste y décelant une fâcheuse propension à l'embourgeoisement des couches prolétariennes. D'autant que l'on répétait à satiété que le moment était à l'austérité et au sacrifice, en raison de la construction de la nouvelle économie et à cause de la guerre. Les militants de l'autogestion étaient choqués que les travailleurs ne se rendent pas compte qu'en demandant trop, ils compromettaient par là même la fragile économie collective qu'ensemble ils étaient précisément censés forger; les responsables de l'autogestion admettaient mal que certains ouvriers continuent à revendiquer comme sous le capitalisme alors qu'on vivait une révolution sociale ... Un tel ressentiment est fortement exprimé par le dénommé "Acracio Progreso", dans *Tierra y Libertad* du 5 novembre 36, sous le titre désappointé de "Toujours le cercle vicieux" :

" L'égoïsme de l'ouvrier fait qu'il ne se rend pas compte des réalités de la vie.

Toujours en train de demander plus de salaire, de gagner plus de pesetas et de travailler moins d'heures.

Cela était la banderole de combat en période capitaliste, mais après le 19 juillet, c'est toujours la même banderole de combat en période de socialisation.

Si l'ouvrier continue à s'enfermer dans cet égoïsme et ne désire pas travailler ce qui est nécessaire, il ne se passera pas longtemps jusqu'à ce que pas mal d'industries socialisées doivent s'arrêter et fermer leurs portes pour cause de faillite. "

A. Progreso (Progrès) déplore que plutôt que d'abaisser le coût de la vie, des augmentations de salaires soient illusoirement consenties, qui ensuite font plus que se répercuter dans les prix que le public doit payer : "Deux exemples très récents confirment tout ce que je dis. La grève des employés de pensions, bars et cafés produisit la duplication des consommations. La grève des coiffeurs amena les prix actuels des salons de coiffure et des barbiers.

La conclusion de cet auteur met vertueusement en garde contre les "délires de grandeur" :

" Que les ouvriers méditent, que les syndicats méditent et, puisqu'il n'y a pas de valeur pour supprimer la monnaie, véritable mesure révolutionnaire, changeons le

disque et cherchons l'abaissement du coût de la vie, en laissant de côté cette déman-  
gaison de gagner beaucoup de pesetas, qui ne servent qu'à favoriser les multiples  
vices que l'homme devrait rejeter, s'il veillait davantage à sa santé, et s'il avait  
le désir de vivre une vie rationnelle et prolongée.

Je sais bien que l'ouvrier vit maintenant mieux qu'avant et qu'il a besoin de  
plus d'argent pour vivre, mais cette soif de gagner beaucoup de pesetas, comme ce désir  
de courir en auto et le désir de porter des chemises en soie, sont des vices bourgeois  
qui se sont infiltrés dans l'esprit de beaucoup d'ouvriers, qui, s'ils avaient été eux  
des bourgeois auraient été beaucoup plus mauvais que ceux que nous avons exterminés.

Il faut se soigner de tous ces délires de grandeur." <sup>2</sup>

Bien qu'aspirant à une stricte égalité, la politique des revenus pratiquée par  
les autogestionnaires ne put passer à côté d'une certaine échelle dans l'attribution  
des rétributions. Devant admettre que chacun ne fait pas le *même* travail, les collecti-  
vistes se virent obligés de reconnaître plusieurs éléments dans la fixation du revenu,  
comme le degré de compétence et de savoir-faire (études suivies, expérience acquise),  
le niveau de responsabilité assumé, la rareté ou au contraire la profusion du métier  
effectué. <sup>3</sup> A défaut d'arriver à un nivellement complet des salaires, la volonté était

2. *Martillo*, 1<sup>er</sup> juillet 37, critiqua également les ouvriers qui entendaient jouir  
matériellement de la révolution, de façon égoïste et irresponsable : "(...) L'on est  
arrivé à créer un état subconscient parmi les foules qui, d'une manière irréfléchie, le  
entraîne sur la pente glissante qui conduit au chaos économique. L'on masque, dans cette  
ambiance, la fétidité des bas égoïsmes, nés à la chaleur d'une fausse interprétation de  
besoins individuels et collectifs. L'individu, comme tel, devrait opposer l'intérêt gé-  
néral à l'intérêt particulier; du moment qu'il n'est pas possible de défendre la société  
quand chacun de ses membres n'est seulement préoccupé que de son intérêt privé et  
laisse de côté les intérêts communs. Malheureusement pour nous, les choses ne se passent  
pas ainsi; l'individu désire jouir du fruit avant qu'il ait atteint la maturité néces-  
saire. (...) Dans ces conditions, désirer jouir de la Révolution dans l'aspect matériel  
c'est la même chose que le constructeur d'une maison qui voudrait se préserver des  
intempéries avant d'avoir construit l'édifice et de l'avoir couvert convenablement."

3. En guise d'illustration du maintien d'une échelle de salaires différenciés, le pro-  
jet de la Fédération CNTiste des chemins de fer de Catalogne mérite d'être retenu. Pré-  
senté à fin mai 37 (et rappelé dans *„Nuestro!!* du 1<sup>er</sup> novembre 37), le tableau des ré-  
tributions prévues dans ce service public prenait en considération les fonctions et res-  
ponsabilités, ainsi que l'âge du travailleur, puisque les salaires augmentaient d'une  
vingtaine de pour cent dès 28 ans. Cette échelle comprenait six degrés, soit dans un  
ordre croissant (et pour les 28 ans et plus) : - "ouvriers avec charges auxiliaires"  
(stagiaires, apprentis, nettoyeuses, ...), 7 pesetas par jour; - "ouvriers manuels" (gar-  
des d'aiguillages, manoeuvres de train, porteurs, ...), 13 Ptas/jour; - "ouvriers spéci-  
lisés" (contremaîtres, chauffeurs, surveillants des communications, ...), 14 Ptas/jour;  
- "artisans et employés de bureau" ("Artisans : sont considérés comme tels ceux qui ac-  
complissent, en propre, leur métier", agents de facturation et de circulation, conduc-  
teurs, garde-freins, employés administratifs en général, infirmières, ...), 16 Ptas/jou



manifeste de parvenir à éradiquer la misère et d'améliorer sensiblement les très bas revenus.

L'aspiration à élever la condition ouvrière se heurta aux limites *objectives* imposées par la complexité des mécanismes économiques. En l'absence d'un accroissement de la production et d'un *décollage* économique, il n'était pas possible durablement de vouloir accroître le niveau de vie de l'ensemble de la population. La question d'un stimulant matériel fut aussi parfois posée, dans la mesure où le dynamisme, l'efficacité ou l'esprit entreprenant de certains débouchaient sur des améliorations et une rentabilité supérieure, dont tout le monde pouvait finalement profiter.

suite note 3/

- "sous-ingénieurs et assimilés" ("ceux qui accomplissent une fonction de responsable comme telle", appareilleurs, infirmiers, ...), 18 Ptas/jour; - "ingénieurs et assimilés" ("l'on considère comme tels ceux qui accomplissent des fonctions de responsabilités inhérentes à des ingénieurs"), 25 Ptas/jour. Il était prévu que la catégorie des "médecins et avocats" aurait une rétribution déterminée de cas en cas, "selon l'importance de leur mandat et sans pouvoir dépasser le salaire assigné aux techniciens". Des allocations de résidence étaient prévues, selon la taille des agglomérations (aucune somme jusqu'à 5'000 habitants, puis, par exemple, de 5'001 à 10'000 habitants : 30 Ptas par mois, de 50'001 à 200'000 h. : 75 Ptas/mois et de 500'001 habitants et plus et dans les villes frontalières : 125 Ptas/mois). L'on remarque donc que la gamme des salaires prévue bien que comportant plusieurs catégories, n'oscillait que dans une proportion de un à deux (non compris le premier groupe des "ouvriers avec charges auxiliaires", concernant des jeunes ou des employés à temps partiel).

## ENCADREMENT ET DISCIPLINE

---

La presse anarcho-syndicaliste est parsemée de textes autour de la discipline à instaurer dans le travail. Avec un ton facilement moralisateur, une foison d'articles dressent le profil du *bon employé*, appliqué, consciencieux, infatigable ou exposent la silhouette du *mauvais* travailleur, inconséquent, irresponsable et paresseux.<sup>1</sup>

Des appels constants sont lancés pour insister, en ces temps de guerre et de révolution, sur "la nécessité de la discipline"<sup>2</sup> tous azimuts.

### RÉDUIRE L'ABSENTÉISME

Dans le cadre de la bonne marche de l'entreprise, le problème concret de l'absentéisme et des faux-malades se posa rapidement. Des mesures furent prises afin de pénaliser ces éléments désorganisateur, improductifs, et dont on craignait la mauvaise influence sur le reste du personnel. Outre des considérations de rendement économique, la mise au pilori des tire-au-flanc procédait de la dénonciation de la profonde *immoralité* de leur conduite de réfractaires au labeur, qui mettait en question le sacro-sain principe de la nouvelle société : le travail.

L'apathie face au travail est une attitude à caractère endémique, intemporel. Avant le 19 juillet, du temps du régime capitaliste, les syndicats anarchistes, dans leur combat contre la loi du profit, n'avaient pas à se préoccuper du comportement des indolents, que l'on considérait plutôt comme des opposants implicites du système d'exploitation bourgeois. Avec la révolution et la mise en place de la collectivisation, les milieux autogestionnaires pensaient que la paresse et la résistance passive au tra

1. Voir supra le chapitre traitant des parasites sociaux, dans la partie répression.  
 2. Pour reprendre le titre de l'éditorial de *L'Instant* du 16 octobre 36. Dans le même ordre d'idées, citons notamment deux articles parus dans le No du 31 janvier 37 de *Artes Graficas*, "La révolution exige de la discipline" et "Moralité à l'arrière", l'éditorial du *Boletín de los Trabajadores de Banca ...* de août-sept.-oct. 37 intitulé "La discipline dans le Travail" : "Il est temps que l'on comprenne que la Révolution n'est pas une partie de plaisir. (...) Il faut travailler, travailler sans repos, avec discipline". Le *Bulletin d'Information CNT-AIT-FAI* publia divers articles sur le thème de la discipline, abordé de façon presque obsessionnelle, notamment dans ses éditions du 3 décembre 36, 6 janvier et 3 avril 37.

vail tendraient à disparaître. Mais, c'était sous-estimer toute une catégorie de *marginaux* qui avaient ancré profondément leur goût d'une certaine fainéantise.

Par ailleurs, le déclenchement de la révolution et les immenses espoirs suscités alors, amenèrent certains esprits à croire, avec candeur, que les chaînes du capitalisme brisées, une vie facile et insouciante s'ouvrait à tout le monde.

Une masse d'articles furent insérés dans la presse anarcho-syndicaliste afin de *refroidir* les esprits quant aux mirages du non-travail et pour mettre sévèrement en cause les tire-au-flanc.

*Artes Gráficas* décrit clairement, 25 décembre 36, dans une page rédigée par le Département des Editions, le malaise provoqué par les fatigués du labeur dans le cadre d'une révolution autogestionnaire.

" Il existe, indubitablement, dans tous les mouvements révolutionnaires, une résistance passive qui ne provient pas d'une attitude contre-révolutionnaire consciente, bien que ses effets soient pires que la rébellion ouverte. Cette résistance passive, contre laquelle tout révolutionnaire doit se prévenir, est produite par la lassitude. L'on a communément une conception si erronée de ce qu'est une révolution, que l'on exige de celle-ci des résultats parfaits après quatre jours de lutte, après huit jours une stabilisation du nouveau régime et après douze jours, l'on pense déjà à la récolte ... Comme cela n'est pas possible, comme une révolution est un affaiblissement et une rénovation rapide et continue d'hommes, tant au physique qu'au moral, les nature peu héroïques, les caractères apathiques et pusillanimes s'abandonnent à l'inertie et, de temps en temps, pensent : « Cela va mal; nous n'avons avancé en rien; nous sommes comme au premier jour; nous avons détruit des privilèges pour en créer d'autres », etcétera, etc. Erreur grossière. Et erreur parce c'est la fausse position de l'homme déçu, en raison d'idéaux inconstants, en raison d'une lassitude prématurée ou pour tout autre cause étrangère au courant révolutionnaire. (...)

Pour nous, il n'y a pas, il ne peut rien avoir qui dépasse l'intérêt de la Révolution. De là que les collaborateurs craintifs, ceux qui ne s'exposent pas, ceux qui s'entendaient bien avec le régime individuel, désertent à la première occasion. Ils ne craignent que l'acte de force; et, quand arrive l'acte de force, parce qu'il doit arriver, parce que la structuration de la nouvelle société est au-dessus de tout, et qu'il faut en finir avec la passivité et l'inertie, aux effets désastreusement contre-révolutionnaires, alors, ils se lamentent et demandent de la correction et des bonnes formes.

Notre Département a rencontré des collaborateurs assidus et efficaces. Le nier serait injuste. Mais l'on voit aussi des hommes fatigués, pour qui il est plus important, dans les moments historiques que nous vivons, de jouir de l'après-midi du samedi, congé que nous, les militants ouvriers, nous leur avons conquis dans le régime capitaliste, que d'aider à la structuration de la nouvelle économie. Cette connexion d'intérêts individuels de l'ancien genre contribue à l'abandon des intérêts de la Révolution. (...)

Le patron supprimé, sa mentalité continue de régner actuellement sur les travailleurs. Et cela n'est pas possible. "

Pour punir le laisser-aller dans l'accomplissement du travail, il fut souvent décidé de prendre des sanctions à l'encontre des récalcitrants au labeur. Ainsi, le syndicat des arts graphiques CNT de Barcelone convint, dans une assemblée générale en automne 36, de "sanctionner énergiquement ces «libertés» que certains prennent", le sens de ces mesures étant expliqué (*Artes Gráficas*, 25 novembre 36) dans un texte intitulé "Manoeuvres contre-révolutionnaires".

" Nombreuses sont les protestations que nous recevons sur la conduite de certains compagnons qui, usant de subterfuges, ne se présentent pas à l'atelier, manquant en cela à un devoir inévitable.

Dans quelques cas — trop nombreux — on allègue la maladie. MAIS JAMAIS, COMME DEPUIS QUE LA RESPONSABILITE DE LA GESTION ADMINISTRATIVE DU TRAVAIL RETOMBE INTEGRALEMENT SUR LES OUVRIERS, NE SE SONT PRODUITS TANT DE CAS DE MALADIES, NI DE CAS AUSSI LONGS. [souligné par moi]

Dans d'autres occasions, il s'agit de camarades, qui allèguent leur présence dans des réunions de l'organisme auquel ils appartiennent, pour ne pas se présenter à l'atelier le jour suivant chaque réunion.

Cela ne peut continuer. Aujourd'hui plus que jamais, la présence dans les lieux de production doit être maintenue avec toute la rigueur nécessaire. L'on ne peut manquer au travail que dans les cas véritablement justifiés. "

Si le secteur des arts graphiques — l'imprimerie étant habituellement considérée comme *l'aristocratie* du monde ouvrier — connaissait des problèmes<sup>3</sup>, le reste des branches de l'économie eut aussi à se prémunir et à sévir contre l'absentéisme.

3. A signaler toutefois que la CNT-FAI était moins implantée dans les arts graphiques catalans que dans d'autres secteurs économiques, ce qui pouvait signifier une plus grande réticence face à l'introduction de l'autogestion au sein de ces milieux professionnels.

Des assemblées syndicales, parfois communes à la CNT et à l'UGT, élaborèrent une réglementation du travail et diffusèrent des consignes d'assiduité à la tâche. A Barcelone, le syndicat unique CNT de l'industrie textile rédigea des consignes, reproduites dans le *Boletín de Información CNT-FAI* du 9 avril 37, destinées "tant aux Comités de Contrôle et Conseils d'Entreprise qu'à tous les ouvriers et ouvrières". Le premier point correspond au "respect strict" de l'horaire "pour ce qui est de la ponctualité dans l'entrée et la sortie"; puis, vient la question de la "justification des maladies", car "nous devons couper court à pas mal d'abus qui se sont produits", aussi il est exigé, dans chaque cas de maladie, un certificat, avalidé par la section syndicale ou celle du quartier, et qui doit être présenté un jour après le début et après la fin de l'interruption de travail. Des consignes sont aussi données pour que cessent les jours de fête injustifiés que certaines entreprises s'étaient attribués durant la semaine, et afin de pallier à la baisse du rendement. D'autres exemples de règlements de travail indiquent également un raidissement des instances responsables de l'économie envers le laisser-aller du personnel. <sup>4</sup>

4. "Le règlement de travail du personnel des ports et barrages socialisés", publié par le *Boletín de Información CNT-FAI* du 10 mars 37 décrit, en son article 8, les deux types de sanctions (plutôt compliquées) qui pourront frapper les mauvais éléments : "(...) Seront des fautes légères : 1<sup>o</sup> l'absence au travail sans motif justifié; 2<sup>o</sup> ne pas accomplir les ordres du Conseil ou des techniciens et délégués; et la troisième faute légère sera considérée comme grave lorsqu'elle est commise pour la première fois. La première faute légère commise par un compagnon, s'il n'a pas récidivé au bout d'un an, sera annulée.

Seront des fautes graves : 1<sup>o</sup> les manques de respect au Conseil, à la Direction technique et aux délégués; 2<sup>o</sup> l'indiscipline; 3<sup>o</sup> la diminution dans le rendement du travail, et 4<sup>o</sup> l'agression contre un compagnon.

Les fautes légères seront punies, la première fois, par une admonestation du Conseil. La deuxième, par le paiement de 30 pesetas; la troisième par une suspension d'emploi et de salaire d'une semaine, et la quatrième faute légère sera considérée comme grave, la seconde fois. (...)

Les fautes graves seront punies comme suit : la première par la suspension d'emploi et de salaire durant une semaine. La deuxième, par la suspension d'emploi et de salaire durant un temps non-inférieur à un mois, et la troisième, sera punie par une junta générale, qui déterminera la sanction à imposer. " A Badalona, des directives furent établies conjointement par les affiliés des centrales syndicales CNT-UCT pour "le contrôle des malades" (pour mettre un terme aux "abus") et afin de lutter contre la "non-assistance au travail" (seuls motifs admis, les décès ou graves maladies de la proche parenté et l'accomplissement d'un devoir public ou syndical) (in *Boletín CNT-AIT del sindicato de la industria fabril y textil de Badalona y su radio*, février 37).

Une certaine indolence dans le travail entraîna, bien sûr, des répercussions sur le rendement. Cette baisse de la productivité ne manqua pas de se révéler paradoxale pour les économistes autogestionnaires, qui avaient vigoureusement critiqué, naguère, la nature parasitaire de l'organisation capitaliste. La croyance, largement partagée, que l'on produirait mieux et davantage, une fois le capitalisme mis hors circuit, ne put donc pas toujours être confirmée dans le concret des expériences.

La revue libertaire *Al Margen*, précieuse pour son franc-parler et pour son indépendance d'esprit, aborda (15 octobre 37), sans biaiser, de pareilles contradictions par la plume de Cyrano et dans le cadre de sa rubrique "A la pointe de l'épée" :

"On est en train de faire la Révolution: on a déplacé les patrons et les chefs et directeurs antipathiques qu'il y avait dans les fabriques et les ateliers. Il semble que de la part des travailleurs, on aurait dû mettre plus d'enthousiasme et de diligence dans le travail. Il est arrivé le contraire : les gens travaillent le moins qu'ils peuvent.

Décidément, le chef, le contremaître, le patron, le directeur étaient des parasites; mais, apparemment, ils remplissaient une notable mission ... Sans parasites, on devrait produire plus et on produit moins. Paradoxe de la vie!

A diverses reprises, l'autogestion signifia un relâchement dans le service à la clientèle, une diminution des prestations offertes aux consommateurs. Là-aussi, la rupture avec le capitalisme fut interprétée par certains esprits comme un passage rendant superflu et dépassé la courtoisie et l'entregent dans les relations avec la clientèle.

Face à cette attitude de désinvolture, la revue des *Establiments Col.lektivitzats Liber* (qui regroupait notamment des cafés-restaurants) protesta, en février 37, dans l'article "La conscience du devoir", signé Climent, contre le désastreux laisser-aller d'une partie du personnel :

5. La liberté de ton de Cyrano n'était pas appréciée, puisque dans ce No, sa rubrique, composée de sept brèves réflexions, avait été noircie par la censure pour deux d'entre elles.

Il est lamentable, mais peu fréquent, le cas de clients qui se plaignent du traitement-qu'ils reçoivent actuellement de la part de certains compagnons qui, habitués à travailler sous le regard inquisiteur d'un patron ou d'un chef, confondent la collectivisation avec l'émancipation [?] et se permettent certaines libertés de parole et de travail avec les clients, et cela, c'est naturel, a une influence considérable sur la conservation ou la perte de la clientèle. (...)

Il arrive aussi fréquemment que des compagnons de travail, désignés à l'unanimité pour exercer des charges de direction rencontrent, une fois dans celle-ci, l'apathie de leurs compagnons, qui se sentent humiliés de recevoir des indications et des ordres de celui qui, jusqu'à présent, avait été un simple compagnon.

Rien de plus absurde et qui donne la plus pauvre idée de l'envie et du manque de noblesse que cette conduite, qui, en plus de porter préjudice à toute la collectivité, met en évidence et confirme le système des bourgeois, dans lequel ils soutinrent toujours la théorie de la « cravache », en ne se lassant pas de répéter avec leurs actes que, sans le contrôle du patron, toutes les affaires se précipitent à la ruine. Et ces individus, avec leur obstination à ne pas obéir aux ordres du conseil d'entreprise ou de contrôle (...) donnent raison et font le jeu des sempiternels réactionnaires, contre lesquels nous luttons à vie ou à mort. "

Cyrano dans sa rubrique de *Al Margen* (2<sup>ème</sup> quinzaine de décembre 37) s'éleva également contre le sans gêne et l'arrogance qui tenaient lieu de nouvelles manières pour certaines catégories d'employés :

" Etre émancipé du bourgeois ne veut pas dire que l'on ait le droit d'être grossier. La liberté ne s'est pas brouillée avec la culture.

A certains employés de trains <sup>6</sup>, de tramways, de cafés ou de spectacles publics, il leur est venu maintenant un orgueil tel, que l'on dirait vraiment que l'on doit s'humilier pour mériter leur attention. Et, peut-être, que c'étaient précisément les plus rampants, derrière le « patron » !"

6. Dans *Pluma Libre* du 17 janvier 37, le cheminot J. Alvarez se félicitait, cependant, de changements égalitaires intervenus et qui rendent meilleurs l'ambiance de travail et le service offert aux voyageurs. Il résumait cette modification des mentalités — usage général du mot camarade, fin de la servilité et des privilèges des petits chefs — sous le titre de "Les temps changent".

La survivance de l'absentéisme fait ressortir les lacunes de l'harmonie communautaire et montre que chacun n'est pas forcément prêt à accomplir *sa part* de labeur. L'absentéisme met donc directement en question l'idéal, le credo du communisme libertaire, résumé dans la célèbre formule "de chacun selon ses moyens à chacun selon ses besoins". Les motivations pour le labeur s'avèrent plus diversifiées que prévu et pour les réfractaires à un travail organisé, réglé, *imposé*, le collectivisme autogestionnaire ne diffère finalement guère du capitalisme.

Il est ardu de savoir s'il y eut plus d'absentéisme dans les entreprises avec le passage à la collectivisation. Les premiers temps d'euphorie provoquèrent certainement des conduites inconséquentes, mais il semble plutôt que des problèmes comme les faux-malades ou les indolents aient été particulièrement mis en relief par la presse autogestionnaire, qui se devait d'être une presse mobilisatrice, orientant les ouvriers sur les impératifs de la production.

Toutefois, il est évident qu'en traitant de l'absentéisme, les journaux anarcho-syndicalistes ne proposèrent pas de rendre le travail plus attractif et plus agréable son ambiance, démarche qui aurait sans doute été plus *révolutionnaire* que le seul recours aux menaces contre les marginaux du rendement.



## SURVEILLANCE DE LA VIE DU TRAVAILLEUR

Devant les difficultés pour parvenir à une motivation et à une participation de *tous* les travailleurs, les dirigeants de la nouvelle économie optèrent pour un contrôle étroit du passé et du présent de chaque salarié.

En particulier, la formule d'un livret professionnel ou d'ouvrier ou encore celle d'un carnet de producteur fut retenue par les syndicats afin de suivre à la trace le parcours professionnel de l'employé. L'introduction d'une telle documentation, servant à jauger la stabilité, la capacité et la mentalité du travailleur avait été naguère fermement repoussée par les anarcho-syndicalistes qui ne voulaient pas de l'implantation d'un système en honneur dans l'Italie Mussolinienne et dans l'Allemagne nazie :

" Le carnet professionnel — déclarait à la veille de la guerre M. R. Vazquez — facilite le contrôle par l'Etat de tous les ouvriers et lui donne un fichier abondant pour en faire usage au moment opportun en éliminant de l'état social ceux qui le gêneront." <sup>1</sup>

La fonction du carnet de travail, décrite par M. R. Vazquez, fut reconduite de la même manière par les organes directeurs de la nouvelle économie. A partir de la fin de 1936, la CNT, ainsi que l'UGT, se mirent à défendre l'utilité du certificat professionnel. En date du 25 octobre 36, l'organe des Jeunesses Libértaires de la région de Puigcerda, *Sembrador*, vitupérant les oisifs, finissait par demander (en gros caractères) : "MAIS QUAND VA-T-ON IMPLANTER LE CARNET DE PRODUCTEUR ? LE TRAVAIL EST UNE NECESSITE SOCIALE ET IL FAUT RESPECTER CETTE NECESSITE"

En février 37, un carnet d'identité confédéral fut institué pour la Catalogne, tandis que les citoyens de Barcelone et de Madrid se voyaient assujettis à un certificat de travail. Un tel livret devait probablement correspondre au "modèle" reproduit par *Vibraciones*, dans son No du 23 juin 37, et qui contenait les treize rubriques suivantes : "Nom et prénom du travailleur, Originaire de, 1. Article "L'interventionisme étatique équivaut au fascisme", paru dans la *Solá* du 11 juillet 36, et cité par F. Mintz, op cit, p. 201. Une semblable indignation du temps du capitalisme était exprimée contre le carnet professionnel dans cette même *Solá* du 23 juin 36; cf la partie ordre et répression.

Province ou région, Adresse actuelle, Age, Etat civil, Sexe, Métier ou profession, Spécialité, Salaire, Entreprise où il (elle) travaille, Adresse, Travaille-t-il(elle) continuellement ou non ?, puis lieu et date, Signature du responsable de l'entreprise et sceau de celle-ci, Signature ou marques digitales de l'intéressé

Ce journal précisait que "tous les citoyens salariés des deux sexes devaient se nantir du certificat de travail, à partir du 25 juin [1937] ". Cette pièce était établie en trois exemplaires : pour l'intéressé, la maison où il travaille et aussi pour le Département du Travail de la Généralité, "à des fins de Statistiques". "Le certificat servira comme document d'identité" et "les citoyens qui ne peuvent travailler en raison d'impossibilité physique" devront faire constater, sur un certificat médical leur incapacité.

Etaient exclus "de l'obligation de posséder un certificat de travail, les combattants antifascistes, les forces armées, les autorités et leurs agents, les hommes de plus de 65 ans, les femmes qui se consacrent aux travaux domestiques et les fonctionnaires des organismes officiels." <sup>2</sup>

Le très important congrès économique de la CNT, de janvier 38 à Valence, s'occupa également du contrôle à établir envers le travailleur. Le rapport au sujet du point 11 qui traitait de "l'Etablissement de normes de travail" fixait des règles d'orientation du labeur dans les entreprises, en prévoyant un système qui prenait d'en haut les employés en charge. A la lecture des six articles de ce point, l'on est frappé de constater comme les obligations et devoirs faits au travailleur priment sur l'exercice de droits ou sur la reconnaissance de l'initiative de la base. Le schéma de fonctionnement proposé repose finalement sur la prédominance des organes de surveillance — Conseil technique administratif et

2. J. González dans sa rubrique "L'on dit ..." de *Horizontes Nuevos* (août 37) se félicitait des mesures d'implantation du certificat de travail, permettant d'"éviter que, pendant que certains luttent et travaillent pour gagner la guerre, d'autres étalent leur oisiveté" et concluait par : "commençons déjà par les politiques". Morales Guzman, dans un article publié par *Tiempos Nuevos* en décembre 36 prônait l'établissement du "carnet de producteur" pour remplacer la monnaie, qui était à abolir : "Dans la nouvelle organisation de toutes les branches de la production, l'on doit aller à la création d'un Carnet qui justifie le travail productif de celui qui consomme, qui lui donnera le droit à jouir de l'égalité économique et qui, au contraire, servira pour pouvoir mettre, avec des preuves, en marge de la collectivité ces individus, qui par incapacité et irresponsabilité, veulent vivre dans des conditions égales aux autres, qui, quotidiennement, contribuent avec leurs efforts à l'économie commune."

Comité de contrôle syndical — plutôt que sur une conception gestionnaire de l'entreprise. Il semble, pour paraphraser en l'inversant la célèbre formule de Saint-Simon<sup>3</sup>, que l'élément *gouverner les hommes* se soit supplanté à l'élément *administrer les choses*.

" (...) Dans tout département de travail par métiers, il y aura un distributeur de travail qui sera le responsable officiel dans le déroulement des labours, veillant à la quantité, à la qualité et à la conduite des ouvriers. De plus, dans l'entreprise, il y aura un responsable général qui assumera la gestion principale et rendra compte au Conseil technique administratif, JOUISSANT D'UNE AUTORITE QUE POURRONT SEULEMENT LIMITER LE CONSEIL D'ENTREPRISE ET LES COMITÉS DE CONTRÔLE SYNDICAL [souligné par moi]."

Le licenciement d'un employé pouvait être proposé par le distributeur de travail, en accord avec le responsable général, pour les motifs suivants, parfois délibérément flous :

" Pour non-assistance injustifiée au travail; quant à l'obstination dans l'entrée tardive au travail; quant à ceux qui ne se conforment pas à satisfaire le type de production signalé; quant à ceux qui accusent des tendances défaitistes en opposant les ouvriers aux responsables du travail ou à ceux de l'orientation syndicale. "

Il était néanmoins prévu que l'ouvrier licencié pouvait faire appel à la Junte syndicale et que, par ailleurs, dans le cas d'un employé congédié, "comme paresseux ou immoral", l'industrie où il était engagé "était obligée de lui fournir un travail dans un autre lieu, en lui délivrant le certificat de travail correspondant".

Une mise en fiche systématique des éléments du personnel était programmée : "Comme les enregistrements de personnel pour n'importe quelle entreprise seront vérifiés par les bureaux du Conseil technique administratif du syndicat, tous les ouvriers et employés auront une fiche sur laquelle seront catalogués les détails de leur personnalité professionnelle et sociale. Le Conseil technique administratif recevra le personnel des sections respectives du syndicat, lesquelles certi-

3. "Il faut remplacer le gouvernement des personnes par l'administration des choses".

fieront sa moralité [sic] et ses aptitudes professionnelles."<sup>4</sup>

L'omniprésence du syndicat était hautement affirmée : "Dans tous les lieux de travail, il y aura un Comité de contrôle syndical qui assistera le Conseil d'entreprise et veillera à l'accomplissement scrupuleux du travail. (...) Il proposera au Conseil technique administratif la nomination des distributeurs [de travail] et des responsables généraux de l'entreprise. Il facilitera la découverte des éléments négatifs, en dénonçant les cas d'incompétence qui se révèlent. Il s'appliquera à améliorer, dans ce qui est possible, les conditions matérielles du travail des ouvriers. Il proposera des promotions dans la classification professionnelle de ceux qui l'auront mérité et qui seront passés inaperçus au distributeur, en préparant pour cela un examen de capacité. Il s'occupera de l'hygiène, de la propagande, du renforcement de liens moraux entre les ouvriers dans le travail socialisé."

Le Comité de contrôle syndical, à la fois organe de surveillance et commissariat *politique*, était également (auto)mandaté pour s'occuper des accidents du travail "d'origine suspecte".<sup>5</sup>

L'établissement méthodique du fichage des travailleurs-citoyens ouvrait largement la voie à une nouvelle aliénation du salarié. Avec l'argument d'une rationalité supérieure dans la production, l'individu devenait un simple rouage,

4. La "moralité" du travailleur et de ses représentants était une notion affirmée dans la presse anarcho-syndicaliste. Ainsi, *Espectaculos* (15 et 30 septembre 37) dans ses "leçons syndicales", où se voyaient précisés les "devoirs" du Militant, du Délégué et du Comité, accordait une grande place à la morale : "Le Militant, en plus de son comportement actif et moralisateur dans le Syndicat et dans le travail doit avoir une conduite irréprochable dans sa vie privée. (...) Le Délégué, en plus de la propagande et de l'exemple confédéral qu'il doit donner, veillera à la morale Syndicale et au travail de tous ses compagnons, qui travaillent avec lui, en surveillant constamment le comportement de tous et de chacun. (...) Devoirs du Comité. (...) Quand la morale d'un homme commence à tituber, cet homme ne doit arborer aucune charge. La vie saine et austère ne sera jamais un préjudice; le luxe, la propriété, etc., etc., le sont par contre. (...) Plus la charge est grande, plus grande doit être la morale dans tous ses sens. Le despotisme, l'orgueil ou la vanité ne sont pas moraux."

5. Textes et résolutions de ce congrès reproduits par J. Peirats, op cit, tome II pp 21-23. Il était prévu, à l'issue du congrès, que "le Conseil National de l'Économie éditera un CARNET DE PRODUCTEUR [souligné par moi], articulant les droits et devoirs de tous dans le contrat économique de la production confédérale, en condensant les principaux accords du Plenum économique élargi."

interchangeable et catalogué, de la ruche économique. Asservi à l'arbitraire de *chefs*, vaguement désignés de façon démocratique, le citoyen économiquement actif risquait de se retrouver soumis à la tutelle des dirigeants du régime collectiviste. Le manque de confiance envers la *base* s'avère flagrant au travers de dispositifs comme les livrets de travail. A croire que pour nombre de dirigeants autogestionnaires, les salariés n'étaient pas *mûrs*, pas suffisamment *adultes* pour prendre eux-mêmes en charge leur existence.

" IL EST NÉCESSAIRE DE CRÉER UNE MYSTIQUE DU TRAVAIL "

Joan P. Fábregas <sup>1</sup>

La presse anarcho-syndicaliste regorge d'hymnes, de cantiques, d'éloges au travail. Une sorte de liturgie à la gloire du labeur était répétée afin de galvaniser les esprits. Le salut personnel et collectif résidait dans le travail, "la seule valeur qui reste sans tâche"<sup>2</sup>.

Avec l'instauration de la révolution, "la pleine vérité que le *travail dignifie l'homme*" éclatait, plus que jamais, au grand jour<sup>3</sup>. Dans la nouvelle économie, "le travail responsable sera le facteur suprême"<sup>4</sup>, car "le travail utile est un grand bien que nous devons aimer, pour ses fruits et pour les joies qu'il nous procure"<sup>5</sup>.

Le discours anarcho-syndicaliste s'en prenait à la thèse chrétienne qui veut que l'homme, déchu du paradis, se soit vu infligé, en guise de punition, le fardeau du travail.

" (...) Chantons un hymne au travail de toute nature. (...) Nous luttons pour détruire le concept selon lequel le travail est un déshonneur, une peine, un châtement que l'on nous imposa pour le péché d' Adam et d' Eve. Faux concept sur lequel s'est artificiellement monté tout le déplorable système social, dont nous assistons à la destruction. L'anathème biblique :« Tu gagneras ton pain à la sueur de ton front » a pesé comme une chape de plomb sur toutes les générations qui nous ont précédés. "<sup>6</sup>

1. Expression figurant dans *Mi Revista* du 1<sup>er</sup> décembre 36, en ouverture du texte "Eloge du travail".

2. Editorial du No 1, décembre 37, de *Hoy*. Les autres valeurs, elles, s'étaient souillées : la science en "se prostituant" au service des privilégiés, la haute technique en servant des intérêts opposés au progrès social, l'art en devenant un marché coupé des sentiments humains et la politique en dégradant tout, même l'humanisme.

3. Article de Picotazo dans *Luz y Fuerza* de janvier 37.

4. Texte de Morales Guzman, "Devant le moment historique de la production et de la consommation, le travail responsable sera le facteur suprême de l'Economie des peuples libres", *Tiempos Nuevos*, décembre 36.

5. Première phrase de l'éditorial de León Drovar, "Le travail source de santé et de joie", publié en mai 37 par la revue individualiste *Iniciales*.

6. Article non signé "Eloge du travail" dans *Mi Revista* du 1<sup>er</sup> décembre 36. Dans ce texte, une vision pourtant fouriériste du travail est avancée, "l'ennui allant en disparaissant à mesure que le travail perd son caractère imposé, pour prendre

Le travail était considéré comme une rédemption, comme le moyen pour l'homme de quitter une certaine animalité. Par le labeur, l'être humain pouvait conjurer ses démons et dépasser ses tentations.

" Le travail ordonné, méthodique et rémunérateur, émancipe l'homme du vice et de l'abjection." <sup>7</sup>

" Le travail méthodique et constant, parfois grandiose, ne fatigue, ni n'épuise les nerfs; au contraire, les émotions remâchées, les erreurs sexuelles, les passions violentes et les préoccupations capricieuses, dans lesquelles se cachent l'ambition et la méchanceté, sont celles qui fatiguent les nerfs et produisent des neurasthénies. L'occupation est un labeur utile, c'est la meilleure thérapeutique pour les nerfs et la santé en général." <sup>8</sup>

Le culte rendu au travail par les anarcho-syndicalistes incluait la répétition de l'anathème jeté contre l'ancien ordre bourgeois, coupable d'avoir engendré une multitude de *vices*, en n'ayant pas conféré au labeur le respect qui lui est dû. A relever, l'abondance de l'emploi du terme de "vice" dans le très vertueux discours que les anarcho-autogestionnaires développèrent autour du labeur afin de moraliser les masses. Ainsi, par exemple, le journal *Inquietud* (28 février 37), porte-parole du groupement culturel CNTiste des Industries Pirelli, affirmait hautement que "le dégoût et l'indifférence dans le travail est un vice bourgeois" et aussi que "tout travailleur qui, dans un régime collectif, ne travaille pas avec pléinesatisfaction et responsabilité, est un bourgeois en essence."

suite note 6/

le caractère d'une activité libre, d'une loi morale imposée par le devoir de solidarité sociale" : "Ainsi, nous nous rapprocherons de l'idée de Fourier, qui faisait tourner la société future sur le *travail attractif*, en partant de l'hypothèse que si le travail a quelque chose de pénible, cela est dû uniquement à une organisation vicieuse des sociétés modernes, le travail devant être transformé en plaisir au moyen du libre choix de ce que chacun doit réaliser, en accord avec sa vocation, par la variété des occupations, la brièveté des tâches, l'émulation, l'esprit de classe et d'autres moyens variés qui arriveraient à transformer les différentes modalités de travail en d'autant d'autres variétés de sports ou de distractions agréables." A noter que cette conception attrayante et ludique du travail ne fut que très rarement exposée dans les colonnes de la presse anarcho-syndicaliste.

7. Editorial, déjà cité, de Léon Drovar dans *Iniciales* de mai 37.

8. Texte, déjà mentionné, "Eloge du travail", *Mi Revista*, 1<sup>er</sup> décembre 36.

En automne 36, la Fédération Locale des Syndicats Uniques de Barcelone, se fondant sur la primauté du travail et la situation de guerre, avait édicté des consignes en dix points afin que chacun "se considère mobilisé" et pour qu'il soit bien clair (point 6) qu'"aucun producteur ne pourra se refuser à faire un travail, quand il le lui est demandé, si cela est bénéfique pour la nouvelle ère qui est en gestation."<sup>9</sup> De telles dispositions autoritaires étaient prises en se retranchant derrière l'esprit de sacrifice, que devaient ressentir tous les travailleurs à l'égard de la révolution. En recourant à une propagande destinée, comme dans le cas de l'enrôlement militaire, à donner mauvaise conscience aux indécis, aux hésitants et aux *tièdes*, la presse anarchiste interpellait les mous afin qu'ils sortent de leur torpeur et rejoignent les rangs des bons travailleurs. A la manière de l'image du doigt pointé vers le passant-citoyen et du slogan *Engagez-vous*, divers articles essayèrent de secouer les esprits indifférents. Ainsi, par exemple, le texte (non signé) de l'édition du 8 janvier 37, du *Boletín de Información CNT-FAI*, intitulé "Toi, que pourras-tu dire", dans lequel il est fait appel au sens de l'honneur hispanique et au sentiment machiste

" Il semble, jeune homme, que tu ne t'es pas encore rendu compte — ou que tu ne souhaites pas te rendre compte, ce qui est pire — de ce qui se passe en Espagne. Quelqu'un te regarde et te surveille continuellement [sic]. Tu te lève tard, très tard quand les camarades travaillent déjà depuis trois ou quatre heures". Suit la description de la journée insouciante et confortable de cet indolent.

" (...) Tu ne comprends pas que cela fait cinq mois que nous sommes en guerre, qu'un amalgame abject et monstrueux prétend raser tout ce qu'il y a de bon, de digne et de meilleur en Espagne. Tu ne sais pas que les enfants meurent de faim et de mitraille, que les mères errent folles de douleur, que les hommes — nos compatriotes, nos frères — se décarcassent, ne dorment pas, ne se reposent pas, et luttent fièrement, jusqu'au bout, jusqu'à périr dans les monts et dans les plaines ? Et si je te dis que des simples villageoises, que des jeunes ouvrières ont été égorgées et violées par des bêtes répugnantes ? (...)

9. Consignes reproduites dans *La Voz del Pueblo*, 31 octobre 36.



Ah, jeune homme, si tu continues ainsi, il vaut mieux que tu ailles avec nos ennemis. Mais, eux ne te voudraient pas non plus et ils feraient bien. (...)

A quoi penses-tu ? Qu'as-tu pensé ? Veux-tu qu'on t'appelle un lâche ? Es-tu disposé à faire quelque chose ? En dernier recours — au cas où tu ne sais pas employer la règle à calculer ou conduire une machine ou labourer la terre — la pelle et la pioche, car au pire, tu sais manier quelque chose. Fais-tu la grimace ? ...

Toi, tu n'es pas espagnol ! ni homme, ni rien ! Tu n'as pas honte ! Un de ces jours, les femmes te cracheront au visage.

Mais non; tu souhaites faire quelque chose, être utile et digne.

Remarque bien comme le jour est proche où les braves garçons rentreront des fronts avec les lauriers éclatants de la victoire frémissant sur leurs tempes. Et alors, que diras-tu, que pourras-tu dire, malheureux ? [Fin] <sup>10</sup>

L'heure, proclamait-on tous azimuts, était à l'accomplissement rigoureux et consciencieux du labeur; comme l'écrivait "un confédéré", "l'homme de la campagne et de la ville, doit suivre sans chipoter, droit et loyal, cette consigne : Travailler, travailler, travailler."<sup>11</sup> La révolution entreprise exigeait que chacun consente au sacrifice, étant donné que "sans l'abnégation, le sacrifice et le désintérêt, jamais on ne triomphe dans les Révolutions menées face aux racines de l'Autorité".<sup>12</sup> Par conséquent, il ne devrait pas être question d'avoir congé durant les habituelles fêtes de fin d'année <sup>13</sup> ou de pratiquer la semaine anglaise.<sup>14</sup> Le temps était au renoncement et il fallait cesser de "maintenir des normes bourgeoises" dans l'exécution du travail.<sup>15</sup>

10. Dans une même veine, voir notamment le texte de *Fuerza y Cerebro* du 1<sup>er</sup> mai 37 et qui débute de cette façon : "Toi qui ne fais rien ! Aie honte camarade."

11. *Adelante*, 2 janvier 37, article "Au travail" : "Dans ces moments révolutionnaires, dans ces instants de transformation sociale, refuser de travailler est un délit de haute humanité collective. Dans ces heures uniques de notre histoire rénovatrice, ne pas imposer l'obligation de produire autant qu'il est nécessaire, c'est criminel et insensé".

12. Phrase en gros caractères dans *Cultura y Porvenir* du 10 janvier 37.

13. Article "Notre devoir est de travailler", *Boletín de Información CNT-FAI* du 28 décembre 36 : "Nous ne devons pas nous laisser embarasser par des frivolités et des bêtises".

14. Texte "La Semaine Anglaise" : "Dans ces moments, c'est un sarcasme" à l'égard de "nos camarades qui luttent sur le front", aussi "A bas la Semaine Anglaise !!" *Boletín de Información CNT-FAI* du 9 avril 37. Voir aussi l'éditorial de *L'Instant* 17 décembre 36, "Ce n'est pas l'heure des fêtes".

15. Article de Urano "Notre devoir à l'arrière", *SUT*, 5 mars 37.

Devant la constatation souvent faite que "l'arrière ne travaille pas", ainsi que le déplorait un article de *Artes Graficas* (15 février 37), de pressantes sollicitations étaient faites pour accroître la production et pour améliorer les rendements, comparativement à l'ancien système capitaliste :

" (...) Continuellement — écrivait *Artes Graficas* —, arrivent à nos oreilles des plaintes de camarades au sujet de la conduite de beaucoup d'individus qui se croient autorisés à entrer dans l'atelier ou à la fabrique comme pour passer la journée le mieux qu'ils peuvent, considérant que leur mission est accomplie par le seul acte de présence. Pas de ça, compagnons,

Notre classe a obtenu pour elle-même la responsabilité d'organiser une société sans patrons ni esclaves, mais cela comporte l'obligation de travailler plus qu'il ne se travaille actuellement et d'améliorer la production, en ce qu'elle dépend de l'effort personnel de l'ouvrier. Nous n'avons pas pris la direction des fabriques et des ateliers pour faire ce dont nous avons envie [!], parce que cela, en dernier ressort, pourrait être considéré comme une trahison à notre classe.

A la fabrique, à l'atelier, au bureau, l'on y va pour travailler et non pas pour flâner. Il est irritant qu'en vérifiant le rendement d'un noyau de travailleurs, on remarque que l'ancien régime produirait le double et parfois plus de ce que cela donne aujourd'hui, malgré que ses conditions économiques se sont extraordinairement améliorées, que la conquête morale est complète parce que c'est terminé des valets de la bourgeoisie. (...)

Personne n'a le droit de produire moins de ce qu'il produisait avant la rébellion fasciste. Et, où cela est possible, son obligation est de produire plus.

Les Conseils d'Entreprise sont habilités pour rendre attentifs les camarades et leur exposer, en toute crudité, quels sont leurs devoirs. Pas d'hésitations dans cet aspect. Cela pourrait nous causer la chute verticale des industries au moment même où nous proclamons, à pleine voix, que nous faisons mieux que la bourgeoisie. "

La palme dans la frénésie de l'auto-sacrifice sur l'autel de la production revient, très certainement, à la General Motors collectivisée. Le bulletin de l'usine, *Horizontes*, rédigé conjointement par des CNTistes, des UGTistes et des communistes, prouve que la ferveur laborieuse n'était pas le seul fait des anarcho-syndicalistes. En date du 30 octobre 36, le bulletin de l'usine annonçait que

"Les travailleurs de la General Motors, soldats de l'arrière, s'imposent la semaine de 60 heures". Une grande campagne d'affiches fut lancée, au début 37, par le personnel de cette firme collectivisée, dans "tout Barcelone, en Catalogne et jusque dans les terres du Levant" avec le slogan de "Ouvrier ! travaille". L'affiche représentait un ouvrier puissamment musclé, une sorte de maciste, s'appêtant à frapper du marteau sur une enclume.<sup>16</sup>

#### HOMMAGES À STAKHANOV ET À TAYLOR

Dans leur ferveur productiviste, certains autogestionnaires en vinrent à prendre comme modèle le mineur soviétique Aleskei Grigorievitch Stakhanov, champion légendaire de l'accroissement du rendement, ou l'ingénieur américain Frederick Winslow Taylor, pionnier de l'organisation "scientifique" du labeur et d'un système de chronométrage de l'exécution du travail.

Ainsi, dans le cas de la General Motors, cette entreprise collectivisée comptait en son sein un "groupe Stakhanov Cabré", créé en tant que "groupe de choc" dans la production.<sup>1</sup>

Un hommage fervent au "Stakhanovisme" fut exprimé par le *Boletín del Sindicato de la Industria Fabril y Textil de Badalona y su radio CNT-AIT*, en février 37, le personnage du mineur soviétique (dont la photographie ornait cet article) étant considéré comme "l'initiateur du Stakhanovisme, mouvement populaire des travailleurs de l'URSS pour la conquête de la technique dans le but d'augmenter

16. Texte "Ouvrier ! Travaille et nous vaincrons", *Horizontes*, 1<sup>er</sup> février 37. A signaler dans la rubrique de journal, "Les travailleurs de la G.M. pensent et écrivent", une contribution d'un nommé M. Carrera, 15 décembre 36, qui faisait un éloge dithyrambique du PSUC et insistait déjà pour "éliminer la scission dans le camp ouvrier", à savoir "les scissionnistes professionnels, c'est-à-dire le trotskysme, qui sont autant des agents du fascisme parmi nous que la «cinquième colonne»".

1. Voir le texte de P. Arnauda, "Organisation", dans *Horizontes* du 2 octobre 36.

la production."

" Stakhanov, tel est le nom, aujourd'hui célèbre, d'un ouvrier qui, jusqu' il y a peu, faisait anonymement partie de la masse travailleuse de l'industrie minière russe, et qui, désireux que l'ouvrier donne le rendement maximum dans son travail, imagina de coordonner les efforts développés pour le réaliser, en évitant les gestes inutiles.

Comme les travailleurs de l'URSS ont l'habitude de se réunir régulièrement après la journée de travail, pour discuter entre eux des mesures susceptibles d'améliorer l'organisation des entreprises textiles auxquelles ils appartiennent Stakhanov ouvrier sans personnalité [sic] , put exprimer sans difficultés son idée à ses compagnons et ainsi en étant acceptée par ceux-ci, il put voir combie: l'implantation de sa nouvelle méthode de travail, que l'on appela stakhanovisme, avait d'effet.

Cette méthode de travail éveilla immédiatement un vif enthousiasme. (...)

Voici un exemple que l'ouvrier espagnol doit s'efforcer d'imiter au bénéfice de l'économie industrielle, ce qui est la même chose que de dire au bénéfice de sa propre subsistance, et ainsi, il sera possible de faire fleurir à nouveau une industrie qui, comme le textile, est la base la plus puissante de la vie de notre pays. [Fin] "2

Le système mis au point par Taylor suscita les louanges de *Horizontes*, sous la forme d'un article signé des initiales A.U. et paru, en mai 37, sous le titre de "Culpabilité et taylorisme". Ce type d'"organisation scientifique du travail" était très positivement décrit, notamment pour son soin dans "la sélection des travailleurs les plus aptes", pour ses hauts rendements et pour l'accroissement de la sécurité et la baisse des accidents.

2. A signaler un article de Felipe Alaiz, paru dans *Tiempos Nuevos* oct-nov. 38, sous le titre interrogatif de "Vers le Stakhanovisme espagnol ?", dans lequel ce journaliste anarchiste se penche sur les causes qui ont fait que "en général, le travail accuse un faible rendement", en passant en revue les mauvaises habitudes d'indolence et d'insouciance prises auparavant avec les grèves en tous genres, avec la semaine anglaise, la coutume des multiples fêtes, les vacances, voire, dans certains cas, avec la sur-protection de l'ouvrier, qu'avaient pu obtenir les luttes syndicales. Dans son étude, mis à part le titre, F. Alaiz ne fait aucune mention du travailleur modèle soviétique.

Les références directes à des méthodes comme celles du taylorisme et du stakhanovisme ne sont toutefois pas fréquentes dans la presse anarcho-syndicaliste. Par contre, il existait toute une tendance, au sein du mouvement anarcho-collectiviste, qui privilégiait le rendement au travers de solutions à caractère technocratique. La propension marquée des autogestionnaires à faire du productivisme la clé de voûte de la nouvelle économie provoqua, parfois, quelques réactions.<sup>3</sup>

Parmi celles-ci, la réserve fondamentale exprimée par Herri Han, dans sa rubrique "d'ici et de là" de *Iniciales*, en mai 37, vaut la peine d'être reproduite, car elle représente une farouche critique de principe à l'endroit de l'*économisme* outrancier dont faisaient preuve, selon cet individualiste, les anarcho-syndicalistes qui mettaient par trop l'accent sur des questions de matérialisme.

" Presque toute la propagande anarchiste est limitée au problème économique en le considérant comme une cause et non comme un effet, comme ça l'est en réalité. Pour cela, on espère que résolu le problème économique, tous les autres le seraient automatiquement aussi. Ce qui est une erreur dont il faut nous débarrasser. Il y en a beaucoup qui se disent anarchistes et qui ne donnent pas à l'idéal anarchiste plus de portée que celle qui se dégage de la forme dans laquelle est organisée la production et la consommation, quand bien même cela est une chose aussi secondaire que la manière de se laver le visage avec les mains. En un mot : il se fait trop d'« anarchisme d'estomac »."

Face aux problèmes de rendement, la tentation fut forte parmi les anarcho-autogestionnaires de vouloir intensifier, par tous les moyens, la production. En recourant à des moyens hypercapitalistes ou propres au capitalisme d'Etat, le

3. Un article paru dans *Hoy*, 1<sup>er</sup> décembre 37, tenait à préciser que "dans le fonctionnel, le primordial est le facteur humain" : "Dans un homme, il peut y avoir un ouvrier; mais un ouvrier qui aujourd'hui ou demain peut se substituer à un engrenage mécanique est un être passif". L'exemple d'organisation industrielle, montée aux USA par Henri Ford, est contesté : "Malgré les prétentions qu'a Ford en faisant produire au personnel de ses ateliers une automobile toutes les dix minutes, il en résultera toujours que l'on n'arrive à un pareil résultat qu'au coût de la déshumanisation de l'ouvrier. De cette déshumanisation naît le capitalisme nord américain, d'autant plus puissant qu'il déshumanise plus d'hommes et qu'il bastonne plus de noirs dans les plantations de caoutchouc."

risque était grand de s'écarter du contenu humain lié au projet de constitution de l'économie communautaire. La rentabilité tendait à se supplanter, comme priorité, à l'affranchissement du travailleur.

## SYNDICAT, AUTOGESTION ET EMANCIPATION

### TOUT AUX SYNDICATS

Dans l'expérience autogestionnaire espagnole, les syndicats jouèrent un rôle de pivot. Au moyen de dispositions comme la syndicalisation obligatoire, la reconnaissance par décrets de la collectivisation, grâce à la déconnexion de nombreux circuits étatiques ou à la disparition du grand patronat, les syndicats devinrent le principal pouvoir en matière économique.

Regroupant dans leurs rangs quelques millions de travailleurs, la CNT et l'UGT se muèrent en institutions chapeautant toute l'économie. Dans ce couple de centrales syndicales, la partenaire CNTiste fut celle qui réclama, inlassablement, la prédominance du syndicat dans la direction de la vie sociale. A l'intérieur du couple CNT-UGT, l'entente, du reste, ne s'établit guère, les relations ne parvenant jamais à prendre la voie du *mariage* (ou plutôt de l'union libre) en raison de stratégies peu compatibles. D'une part, la CNT souhaitait se passer du monde politique traditionnel afin de former un puissant binôme syndical capable de superviser l'ensemble du système social, alors que, d'autre part, l'UGT, étroitement liée, ou plutôt subordonnée, au parti socialiste et aux communistes (surtout en Catalogne) ne voulait pas d'un monopole syndical et ne souscrivait, d'ailleurs, que moilement (ou pas du tout) à la collectivisation. Aussi, la centrale anarcho-syndicaliste ne put véritablement compter que sur ses propres forces pour intensifier et élargir le champ de l'autogestion. Et ses innombrables appels du pied envers sa partenaire UGTiste ne parvinrent point à convaincre celle-ci de se joindre activement à l'aventure de la collectivisation.<sup>1</sup>

1. Voir, par exemple, la série d'articles proposant l'unification des deux centrales, parus dans la *Solà* des 24, 26 janvier et 20 février 37 et traduits dans le *Bulletin d'Information CNT-AIT-FAI* des 30 janvier, 13 et 27 février 37.

Du point de vue de la terminologie, dans l'esprit anarcho-syndicaliste, la socialisation, mot qui recouvrait la collectivisation ou l'autogestion, était synonyme de syndicalisation. Les travailleurs avaient à être assemblés dans le moule syndical, qui, depuis l'échelon le plus simple de la production (par exemple l'atelier) jusqu'à son sommet (le plan national), constituait le modèle idoine pour organiser l'économie. Dans ce schéma, le syndicat devait tout diriger tel un organe de régulation qui coordonnait l'ensemble des activités économiques et sociales.

Ce goût pour le tentacularisme amenait la CNT à intervenir, à statuer, à *légiférer*, à régenter dans tous les azimuts. A titre d'illustration d'une pareille propension à un contrôle général, un exemple mérite d'être exposé, c'est celui des méticuleuses "bases de travail pour le doublage des films" établies, à mi-août 36 déjà, par le "Syndicat Unique de la Branche des Spectacles Publics de Barcelone (CNT) (Sections Acteurs)". En 22 articles, les horaires et les pauses, les équipes, les salaires et les cachets, les contrats, les types de doublage font l'objet d'une avalanche de prescriptions pointilleuses et formalistes, dont voici quelques échantillons :

" Article 1 - Pour prendre part au doublage de films, la condition indispensable est d'appartenir au Syndicat Unique de la Branche des Spectacles Publics de Barcelone (CNT) Section Acteurs.

Art. 2 - Les acteurs qui n'appartiennent pas à ce Syndicat ne pourront prendre part au doublage des films que dans une proportion maximale de cinquante pour cent. (...)

Art. 4 - Ne pourront intervenir dans aucun doublage les acteurs qui sont en train de jouer dans des compagnies théâtrales ou directement dans des films.

Art. 5 - L'acteur ne pourra, sous aucun prétexte, doubler deux rôles différents le même jour.

Art. 6 - Les demi-journées de travail sont totalement supprimées.

Art. 7 - Un salaire minimum de 50 pesetas par session est établi. (...)

Art. 9 - Aucun acteur ne pourra interpréter deux rôles dans un même film quand celui-ci compte moins de 26 personnages dans sa répartition totale. (...)



Art. 15 - Quand une maison de production engage une équipe fixe, le nombre de celle-ci ne pourra être inférieur à 14 membres, entre acteurs et actrices. (...)

Art. 18 - Les films documentaires ne pourront seulement être commentés que par des acteurs professionnels. " 2

De telles réglementations syndicales plaquées rigidement sur une activité cinématographique, même chroniquement victime du chômage, forgeaient un carcan, propre à étouffer le souffle de la création artistique, domaine où les ingrédients fondamentaux que constituent la spontanéité et la liberté demeurent irréductiblement rebelles à n'importe quelle tentative de codification.

La prétention de la CNT à exercer un rôle tutélaire dans la vie sociale du pays perdit de sa vigueur avec l'incorporation des anarchistes aux gouvernements. Dès lors, la CNT-FAI eut du mal à déployer une stratégie visant à instaurer une *syndicalocratie*, et le mouvement anarchiste dut miser — non plus seulement sur une alliance, voire sur une fusion avec l'UGT — mais sur l'établissement d'un régime mixte politico-syndical. Face aux aléas et aux déboires de ce changement de cap, la presse anarcho-syndicaliste continua toutefois à réclamer la première place pour les syndicats dans la conduite de la révolution. Avec une argumentation présentant la structure syndicale comme auto-suffisante pour affronter les problèmes sociaux, de très nombreux articles s'évertuèrent à montrer la supériorité du syndicat afin d'instaurer une économie harmonieuse.

Ainsi, en décembre 36, la *Solà* proclamait, dans un court texte, que "l'heure de la socialisation" était venue :

" (...) La socialisation intégrale doit se faire sur la base des Syndicats lesquels doivent prendre, avant tout, en mains la direction de la production. Les ateliers et les fabriques doivent être contrôlés par l'organisation syndicale, qui éliminera définitivement l'exploitation patronale. Sinon celle-ci reprendra

2. Normes communiquées par la *Solà* du 18 août 36 (comme l'exemplaire consulté de cette édition n'était pas très clairement imprimé, le montant de 50 pesetas, indiqué à l'art. 7, n'est pas tout à fait sûr).

bientôt une vigueur renouvelée.

Le mot d'ordre de tous les travailleurs, quelle que soit leur filiation idéologique doit être seulement celui-là : la production aux mains des travailleurs par l'intermédiaire de leurs organisations de classe. [Fin] "3

Le dirigeant des jeunesses libertaires Fidel Miró exprimait aussi son credo dans le rôle moteur des syndicats, en limitant délibérément le terrain d'action des partis à la conduite de la guerre et à l'ordre public.

" Que l'économie dans tous ses aspects, dans la production et la distribution, passe aux mains des Syndicats, organismes révolutionnaires de la classe travailleuse. Il faut aller rapidement à un contrôle rigoureux dans tous les domaines de l'économie, en intensifiant la production au moyen de la rationalisation et par le rationnement de la consommation.

Il importe de se passer autant que possible de l'aspect politique dans les Syndicats, en essayant d'éviter des séparations et des divergences parmi la classe travailleuse. (...)

Par ailleurs, il faut éviter que les organismes politiques s'immiscent dans les fonctions propres des Syndicats. Qu'ils se préoccupent, tant qu'elle dure, de la direction de la guerre, du maintien de l'ordre révolutionnaire, de nettoyer les fronts et l'arrière des éléments factieux, etc ... [Fin] "4

Les syndicats CNTistes se présentaient volontiers comme des "facteurs de l'ordre économique"<sup>5</sup>. Il est probable que par le biais de leur vaste implantation et par les liens tissés avec le fédéralisme, les syndicats étaient en mesure de coordonner la production. Tendait à contrôler l'ensemble de la fabrication et de la distribution, les organisations syndicales cherchaient à disposer des structures et des moyens propres à mettre sur pied une économie *rationnelle* et planifiée

3. Texte repris et traduit par le *Bulletin d'Information CNT-AIT-FAI* du 25 décembre 36 et reproduit également par *Sembrador* du 27 décembre 36.

4. Article de F. Miró "Comment se fait la Révolution, L'économie aux mains des Syndicats", *Ruta*, 7 janvier 37. Une aversion comparable à l'égard du rôle désunificateur attribué aux hommes politiques est, notamment, exprimée par Floreal Ocaña dans le texte "Travailleurs ! A la socialisation", *Ideas*, 1<sup>er</sup> avril 37.

5. Titre de l'article de José Viadu, "Les Syndicats, facteurs d'ordre économique" *Tiempos Nuevos*, juil.-août 37.

Cependant, un tel projet de suprématie syndicale — a fortiori il s'inscrivait dans le cadre d'un syndicat unique — était porteur de grave incohérence pour un mouvement comme l'anarchisme, qui se propose de réduire au maximum le phénomène de pouvoir. Avec l'instauration du syndicat tout puissant, l'essentiel du pouvoir devait être concentré dans une énorme machinerie qui s'arrogeait le monopole de la conduite économique-sociale du pays.

Dans le schéma idéal de l'anarcho-syndicalisme, une fois l'Etat balayé, et avec lui le Parlement et les partis, la voie était dégagée pour la construction du communisme libertaire, qui rendait superflu l'ancienne vie politique. Ainsi, la seule institution qui demeurait après la révolution, c'était le Syndicat, qui d'ex-organe de combat des exploités contre le capitalisme se transformait en une entité qui incarnait la globalité de la société nouvelle. Dans cette dialectique, l'anarchie se définit avant tout comme une démocratie du travail auto-géré, le Syndicat constituant le seul cadre qui unifie véritablement la population.

D'une manière semblable à la théorie marxiste, l'anarcho-syndicalisme postule l'existence d'une classe universelle — le prolétariat — qui porte en elle la dissolution de toutes les autres, et qui ne peut s'émanciper sans émanciper toutes les autres classes de la société. Mais contrairement au marxisme, et, en particulier, au bolchevisme, ce n'est pas au *parti révolutionnaire* qu'incombe la mission de libérer le prolétariat, mais au *syndicat*, qui rassemble l'expression et l'aspiration des travailleurs. A la différence aussi du bolchevisme, la praxis anarcho-syndicaliste était fondée sur une vaste démocratie fédéraliste se situant aux antipodes du "centralisme démocratique", cher à Lénine. Pourtant, dans le cas de la révolution espagnole, les anarcho-syndicalistes eurent également à se rendre compte que la population ne se réduisait pas au seul prolétariat ...

Si le syndicat se retrouvait, après la révolution, comme la seule institution habilitée à agir dans l'économie, le risque était intense de voir cette ancienne association de défense des intérêts ouvriers se transformer en un gigantesque «machin», coiffant toutes les activités, et qui se couperait peu à peu des communautés autogérées pour s'ériger en une néo-administration, imposant sa propre logique. Et à la chaleur de la syndicalisation du corps social, une néo-bureaucratie pourrait aisément trouver les conditions nécessaires et suffisantes pour proliférer. Le processus de développement autonome, et non démocratiquement contrôlable, du syndicat en une institution pansociale pouvait être considérablement facilité par le fait qu'il ne trouverait plus devant lui de contre-poids ou de contre-pouvoir officiellement admis. Face au syndicat, il n'était pas véritablement envisagé qu'une *opposition* puisse se faire entendre, car la structure syndicale, en tant que résultante de l'aspiration des masses, était considérée comme suffisamment complète pour digérer en son sein les conflits. L'ordre syndical ayant la vocation de chaperonner l'individu dans son double statut de travailleur d'abord, mais aussi de citoyen.

L'Etat aboli et remplacé par le Syndicat, la légitimité de l'autorité sociale, du pouvoir, passait dans l'organisation syndicale. Une conséquence de ce transfert pouvait être l'apparition de *la Raison du Syndicat*, prenant la place de *la Raison d'Etat*, en tant qu'affirmation d'un principe supérieur et extérieur aux hommes.

Dans cette exposition critique, volontairement simplifiée et abrupte, du projet anarcho-syndicaliste, j'ai omis de parler du rôle dévolu aux communes. En effet, le projet théorique prévoyait habituellement que la commune s'occupe des fonctions qui ne relèvent pas de la production (éducation, loisirs, santé, logements, travaux publics, communications, ...). Cette entité géographique de base pouvant abriter en son sein des débats à caractère de politique générale,

qui ne seraient pas menés par des partis politiques, mais par des individus, des groupes ou des associations de type culturel. Le système fédératif réunissait là-aussi les communes par régions, puis au plan national. Pourtant dans la conception anarcho-syndicaliste de la nouvelle société, l'on entrevoit mal comment les communes auraient pu représenter un important contre-poids éventuel face à la primauté de l'ordre syndical.

## SYNDICATS ET ETAT

Les schémas de la doctrine anarcho-syndicaliste ont (bien sûr) été passablement contredits par la réalité historique de l'Espagne de 1936-1939.

L'Etat et les partis ne disparurent pas, les syndicats ne se fondèrent pas en une mouture unique, le prolétariat ne choisit pas uniformément son émancipation ...

Ainsi, le projet à vocation totalisante ou *totalitaire* (cet adjectif était employé par la presse de l'époque sans le sens d'oppression globale qu'il a pris par la suite<sup>1</sup>) de l'anarcho-syndicalisme ne put être mené à terme.

Une rivalité d'attributions opposa la CNT-FAI et l'Etat quant à l'organisation de l'économie. Traditionnellement hostiles à la nationalisation, qui représente pour les anarchistes du capitalisme étatique, la CNT-FAI eut toutefois à admettre un renforcement des prérogatives de l'Etat dans l'économie. La position contraire à la nationalisation fut amoindrie par la participation active du mouvement anarchiste aux gouvernements. Ayant pactisé avec l'Etat, les syndicats anarcho-syndicalistes voulurent souvent voir dans l'institution étatique un arbitre, chargé de départager les composantes sociales du camp antifasciste. Par ailleurs, passé le moment d'exubérance révolutionnaire, la CNT-FAI souhaitait, en collaborant au gouvernement, que l'Etat apporte une caution de légalisme à l'autogestion entreprise. Tel est le vœu que résumait le ministre anarchiste de l'industrie, Juan Peiró, dans une interview accordée à un reporter de *Mi Revista* (1<sup>er</sup> mai 37).

" (...) La saisie et l'intervention des industries marche lentement et à pas sûrs. Comme chose digne de mentionner, je vous dirai, ami reporter, que les saisies et les interventions s'effectuent à l'entière satisfaction des travailleurs, tant s'ils sont de l'UGT que de la CNT. Le Gouvernement ne doit pas s'op-

1. A titre d'exemple une phrase glânée dans *"Nuestro!"* du 1<sup>er</sup> avril 37 : "La socialisation est la solution totalitaire que nous les anarchistes, nous proposons

poser à la marche de la Révolution qui est en train de s'opérer dans le monde de la production. Au contraire, sa mission de maintenant consiste à stimuler cette Révolution et à légaliser le nouvel état social avec des vues vers la reconstruction économique de l'Espagne." 2

Un discours étatico-syndical comparable était tenu, toujours dans ce même No de *Mi Revista*, par Juan Lopez, le ministre anarchiste du commerce, qui semblait avoir rapidement intériorisé le langage, souvent ampoulé, des personnages officiels de premier plan :

" (...) — De quelle manière les Syndicats pourront-ils collaborer à l'oeuvre d'un commerce florissant ?

— Pour que l'oeuvre des Syndicats puisse se discipliner dans une collaboration efficace de notre commerce, il est nécessaire que l'on arrive dès que possible au monopole de celui-ci. Dans une bonne organisation du commerce, il appartient aux Syndicats, en accord avec les orientations économiques qui se frayent un chemin parmi la classe travailleuse, d'exécuter ce monopole, car bien qu'il devra être légalisé et ordonné, à chaque instant, par les organismes de l'Etat, les organes exécutifs du monopole seront toujours les instruments de la production. (...)

Je considère comme fondamental (...) que les Syndicats et entités se rendent compte que le travail de surveillance et de contrôle, qu'exerce en ces momer le ministère du Commerce, vise à défendre les intérêts de l'économie nationale et donc les leurs propres, ce en quoi ils l'accepteront de bon gré et seront des collaborateurs dans le travail d'orientation qui est confié à ce ministère. "

Le courant libertaire sceptique ou opposé à la participation gouvernementale de la CNT-FAI chercha toutefois à souligner l'incompatibilité qu'il y avait pour l'autogestion à se voir patronnée par l'Etat. Ouvrir les entreprises à l'Etat, c'était voir l'initiative ouvrière et syndicale supplantée par les directi

2. Près de quatre mois auparavant, J. Peiro avait écrit un texte pour la *Solá* (17 janvier 37), intitulé "Nous avons besoin de savoir ce que nous faisons", dans lequel ce ministre anarchiste émettait des réserves quant à la capacité des syndicats, en ce contexte de guerre, à gérer l'ensemble de l'économie. Peiró allait jusqu'à dire que "sur le fond, socialiser et nationaliser c'est la même chose". Les doutes (à peine voilés) au sujet des aptitudes syndicales émis par cet homme d'Etat anarchiste suscitérent l'étonnement irrité de la rédaction de cette même *Solá* qui, trois jours plus tard, rétablit par un éditorial la vision orthodoxe de l'anarcho-syndicalisme à l'endroit de la socialisation, sous le titre de "Nous pourrions gagner la guerre et perdre la Révolution".

ves des fonctionnaires de l'administration; c'était aussi aller au-devant d'une centralisation néfaste au dynamisme des collectivités. Les libertaires hostiles à l'emprise économique de l'Etat misaient sur la puissance des syndicats pour faire barrage aux nationalisations. Dans *Ideas*, revue militant contre la collaboration gouvernementale, la socialisation était prônée comme antidote à la nationalisation afin de "gagner la révolution". Dans un texte (11 février 37) s'élevant avec virulence contre "le grand trust Etat", Floreal Ocaña voyait dans "la nationalisation, l'Etat patron, l'ennemi le plus dangereux du prolétariat et de la liberté, le grand fasciste auquel il faut écraser la tête, peu importe où il essaye de la sortir".

" (...) Situation terrible que celle d'un peuple soumis à la nationalisation. Difficile, pour ne pas dire impossible, la protestation de l'individu ou du groupe d'individus devant n'importe quelle injustice. Ils vivent le pire des esclavages. L'Etat conditionne la vie physique de ses exploités vers l'annulation de leur vie mentale. Inutile de penser à changer de bourgeois, de profession, de travail, de village, de contrée ou de région, c'est l'Etat, patron unique, qui l'admet ou ne l'admet pas. L'Etat se trouve partout, intervenant dans la vie privée de tous les êtres humains, dans leurs manières de penser et d'agir en leur dictant ce qu'ils doivent ou ne doivent pas dire ou faire." <sup>3</sup>

La résistance à l'interventionnisme étatique exigeait, selon certaines analyses, le renforcement des collectivisations, qui n'avaient été que le préalable éparpillé de la socialisation syndicale, seule solution pour instaurer l'économie nouvelle. Tel était le raisonnement proposé par *Tiempos Nuevos* (sept.-oct. 37), plus d'une année après le début de la révolution, alors que le déclin de l'influence anarchiste commençait à permettre "trop d'interventions étatiques".

" (...) La mission de l'anarchisme, à l'égard de la future socialisation est donc, aujourd'hui, de renforcer ces institutions de type collectiviste, dont

3. Dans ce texte combattant résolument le totalitarisme étatique, on relève pourtant un plaidoyer pour l'établissement du carnet de producteur ... : "Les organisations ouvrières doivent aller à la constitution d'un unique carnet de producteur. [Soyons] tous des ouvriers de la ruche municipale ou communale."



la naissance a été stimulée particulièrement par les anarchistes, bien que des gens d'autres secteurs, forcés par l'ambiance, aient collaboré à sa réalisation. Et éviter toute tentative de mystification du caractère de ces institutions. (...) Là est le véritable danger. Plus l'Etat acquiert de pouvoir, moins en auront les institutions qui, au travers du collectivisme, marchent vers la socialisation. Même si l'Etat adoptait le nom de socialiste, il n'y aurait pas de socialisme. (...) La nationalisation ne débouchera jamais sur le socialisme, mais sur le capitalisme d'Etat, aussi exécrationnable que n'importe quelle autre espèce de capitalisme. Contre cette éventualité, nous devons être prêts. Aucune autre nous menace avec autant de probabilité. (...) Ce qui importe, par conséquent, c'est d'empêcher toute dictature, sans oublier la lutte contre le fascisme. "

Avec la reconduction de l'Etat, solution qui prévalut après les premières semaines d'incertitude, les syndicats devinrent, de fait, d'une part des partenaires de l'Administration et, d'autre part, des groupes de pression afin d'infléchir certaines orientations décidées dans les ministères.

Du point de vue juridique, les grands moyens de production étaient devenus après le 19 juillet, une propriété collective. Mais la fin du grand capitalisme déboucha sur une situation juridique trouble et complexe. En effet, les entreprises déprivatisées pouvaient appartenir à leur personnel, à la municipalité ou à la commune où elles étaient situées, à l'Etat (central ou à la Généralité par exemple) et aux syndicats. Face à cette *mixture* juridico-économique, une partie du courant anarcho-syndicaliste préféra confier à l'Etat le soin de remettre de l'ordre dans l'économie et d'arbitrer les conflits. L'abolition de l'institution étatique n'étant pas restée longtemps réellement à l'ordre du jour, l'ensemble du courant autogestionnaire eut à composer avec l'Etat pour essayer de maintenir les acquis de la révolution sociale.

Nombre d'observateurs étrangers, plus ou moins sympathisants de la révolution sociale, furent favorablement impressionnés par l'autogestion espagnole. Au gré de leurs déplacements dans le camp antifasciste et de visites de collectivités, ce qui frappa les journalistes ou ces intellectuels engagés fut la surprenante *capacité constructive* manifestée par les ouvriers. Et il est à souligner qu'à la différence des "voyages en URSS" ou, plus tard, en Chine populaire, les visiteurs étrangers disposèrent en Espagne républicaine d'une très large liberté de mouvement et que, par ailleurs, le camp antifasciste ne se dota jamais d'une unique officine de propagande, la pluralité des courants d'opinions en présence empêchant le développement d'un uniforme *langage de bois*.

L'étonnante spontanéité constructive des milieux populaires était, pour une large part, le fruit de décennies de sensibilisation anarchiste et de la longue expérience d'auto-organisation syndicale. Les premiers temps de la révolution allèrent dans le sens de l'adage anti-autoritaire qui affirme que "l'émancipation des travailleurs doit être l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes". La collectivisation/autogestion signifia la volonté de ne plus dépendre d'autrui et de prendre en mains sa propre vie sociale. Durant les premières semaines, les syndicats et, plus encore, les partis furent débordés par la vigueur de l'élan collectivisateur. Les couches ouvrières procédaient elles-mêmes à leur émancipation, sans se soucier de l'Etat et en agissant hors de la sphère de la seule sphère syndicale. Cette multitude d'émancipations à l'échelle des entreprises s'effectuait dans la dispersion et le syndicat, se voulant un *intermédiaire* émancipateur, prit sur lui de ré-encadrer les masses ouvrières et paysannes afin de conférer une unité et une direction à ce formidable bouleversement économique. En raison de sa vaste implantation géographique, de son appareil (même décentra-

lisé), de l'expérience et de la compétence de ses responsables, la confédération anarcho-syndicaliste fut à même de briguer la conduite du mouvement autogestionnaire.

L'on peut s'étonner que l'*auto*-gestion ait passé par le biais syndical et que la révolution socialo-économique fut finalement dirigée par les syndicats. Une pareille mise en question de la primauté du syndicat fut opérée, avec une certaine perspicacité, par des marxistes dissidents du courant conseilliste qui considéraient que les organisations syndicales portaient en elles-mêmes la confiscation de la révolution à leur propre profit et au détriment des masses ouvrières.

Ainsi, dans un texte rédigé par Helmut Wagner, et paru aux USA en juin 37 dans l'*International Council Correspondence*, le rôle dirigeant détenu par la CNT-FAI est vivement mis en cause, l'anarcho-syndicalisme étant considéré comme une doctrine qui débouche sur la subordination des travailleurs à des instances syndicalo-bureaucratiques :

" (...) Tout l'enthousiasme que manifeste la CNT en faveur du droit à l'autogestion dans les usines, n'empêche pas que ce sont les comités syndicaux qui, en fait, assument la fonction de l'employeur et qui, par conséquent, doivent jouer le rôle d'exploiteur du travail. Le système salarial est maintenu en Espagne. Seul l'aspect en a changé : auparavant au service des capitalistes, le travail salarié est maintenant au service des syndicats. (...)

C'est la question du maintien du salariat qui détermine le cours de la révolution prolétarienne. Si les ouvriers demeurent des ouvriers salariés comme auparavant, même au service d'un comité établi par leur propre syndicat, leur position dans le système de production demeure inchangée. Et la révolution s'écartera de son orientation prolétarienne à cause de la rivalité inévitable qui surgira entre les partis ou les syndicats pour s'assurer le contrôle de l'économie. On peut donc alors se demander jusqu'à quel point les syndicats peuvent être considérés comme les représentants authentiques des travailleurs; ou, en d'autres termes, quelle influence ont les ouvriers sur les comités centraux qui dominent la vie économique toute entière.

La réalité nous enseigne que les ouvriers perdent toute influence ou tout pouvoir sur ces organisations, même si dans le meilleur des cas, tous les ouvriers sont organisés dans la CNT ou l'UGT et s'ils élisent leurs comités eux-mêmes. Car les syndicats se transforment graduellement dès qu'ils fonctionnent en tant qu'organes autonomes du pouvoir. (...)

Pour les anarcho-syndicalistes, le danger de formation d'une bureaucratie existe au niveau des organes de l'Etat, mais non des syndicats. Ils croient que les idées libertaires rendent impossible un tel processus. (...) Mais chasser la bureaucratie par l'intermédiaire des syndicats revient à vouloir chasser le démon par Belzébuth, car ce sont les conditions dans lesquelles s'exerce le pouvoir, et non des dogmes idéalistes, qui déterminent le déroulement des événements. " 1

Cette longue citation méritait d'être retenue, car bien que Helmut Wagner ne semblait pas connaître très bien la situation espagnole, son article pose des questions de fond sur le rôle qu'entend jouer l'anarcho-syndicalisme.

En particulier, ce représentant du courant conseilliste dénonce l'acuité du danger de dérapage incontrôlé/incontrôlable des instances dirigeantes syndicales en organes bureaucratiques. Dans le cas de la guerre civile, il se déroula effectivement un processus d'autonomisation des comités syndicaux par rapport à leur base, spécialement dans le cas de l'appareil régional ou national des permanents de la CNT. L'urgence des événements rendit problématique ou impossible le maintien d'un fonctionnement de démocratie directe à l'intérieur des sphères syndicales. La cooptation, le recrutement par en haut remplacèrent la libre élection (ou révocation) des personnes désignées à un poste de responsabilité. La centralisation de la CNT-FAI stimulée par la guerre favorisa l'émergence d'une bureaucratie syndicale. Toutefois, dans le cas de l'Espagne de 36-39, il serait certainement erroné de prétendre que les syndicats et leur bureaucratie ont étouffé la révolution autogestionnaire; d'une part, parce que les syndicats

1. Texte paru dans le recueil "La contre révolution bureaucratique", Ed. 10-18, Paris 1973, pp 227-231.

n'eurent pas le loisir ou le désir d'accroître à un point tel leur puissance et, d'autre part, parce que les syndicats ne se coupèrent pas véritablement des *masses*, car ils continuaient à incarner, dans une large mesure, les aspirations des travailleurs.

La formule syndicale connut une vaste application, les premières semaines passées, en raison de la capacité de la CNT à recoller les *morceaux* dispersés de l'économie. Les facultés de coordination et de supervision des structures syndicales permettaient de dépasser l'ornière d'un néo-capitalisme d'entreprise, qui guettait nombre d'usines *jalousement* collectivisées par leur personnel. Le conseil ouvrier, prôné par le courant conseilliste, reposait sur l'entreprise et a posteriori, il semble peu probable que cette voie aurait été longtemps suffisante, du fait que des urgences telles que les inégalités de conditions entre entreprises, entre secteurs ou entre régions, réclamaient une régulation coordonnée de la nouvelle économie. A noter, au passage, que le courant conseilliste était pratiquement inexistant en Espagne.

Le conseillisme, comme l'anarcho-syndicalisme, accorde une place considérable, et sans doute démesurée, au problème du travail, en conférant à la classe ouvrière un rôle émancipateur quasi *messianique*. Au demeurant, cette propension à vouloir réduire toute l'existence au travail était commune aux divers courants qui intervinrent activement dans l'autogestion espagnole.

Avec l'adoption, dans la pratique, d'un anarcho-syndicalisme misant surtout sur les fédérations de secteurs industriels et peu ou plus sur les communes pour instaurer le "communisme libertaire", l'accent essentiel fut placé sur la production. Aussi, la vaste dimension sociale, *politique* qu'une organisation reposant sur la commune aurait pu posséder fut, en bonne partie, gommée par la prédominance syndicale, la vie de l'usine tendant à prendre la place de la vie de la cité.

Dans la mise en pratique de l'autogestion, la CNT-FAI confondait volontier syndicalisation et socialisation. Pourtant, l'autogestion n'était ou n'est pas immanquablement liée à l'existence du syndicat. La dynamique même de l'autogestion suppose bien plutôt qu'aucune institution *extérieure* au mouvement général d'auto-organisation ne se justifie. C'est pourquoi théoriquement et "idéalement" la CNT aurait-elle dû amorcer dès le commencement de la révolution un processus d'auto-dépêrissement afin d'éviter que sa propre puissance structurelle ne devienne un tuteur susceptible d'étouffer et de contrarier l'épanouissement de l'autogestion.

La critique de l'institution syndicale ne devrait pas pour autant conduire à une vision *manichéenne* du processus révolutionnaire où *les masses/les travailleurs* incarnent forcément le *bien* et *les organisations/les sphères dirigeantes* représentent nécessairement le *mal*, les premiers étant les victimes des stratagèmes combinés par les seconds.

Dans la révolution espagnole, les syndicats furent considérés comme l'affirmation vivante et puissante de l'identité prolétarienne, au-delà même de l'ancienne lutte contre le capital. Les *masses* s'appuyaient principalement sur les syndicats et ne s'en remettaient guère aux partis politiques, à cause d'une longue tradition de méfiance vis-à-vis de l'Etat et en raison de vives réserves envers le parlementarisme. Par conséquent, le syndicat se présentait pour les *masses* à la fois comme une sorte de refuge et à la fois comme un tremplin vers la révolution sociale; d'où souvent la tendance à idéaliser les facultés syndicales, à faire une *panacée* de la formule syndicale et, par contre-coup, l'incapacité de prendre en compte et d'intégrer les couches moyennes dans le projet de nouvelle société.

L'autogestion généralisée signifie la nécessité d'accroître le sens de la responsabilité. Afin que le travailleur moyen se considère solidairement respon-

sable de la marche de son atelier, de son entreprise, de son secteur ... il est impératif qu'il puisse avoir accès à l'information et qu'il connaisse les données des problèmes qui le concernent. L'on connaît la dialectique qui unit pouvoir et savoir; avec l'autogestion, l'atomisation du pouvoir doit passer par une vaste décentralisation de l'information. Cependant comment faire circuler l'information ? Quels individus ou quelles entités se chargent ou se targuent d'exercer le rôle d'émetteur, puis de diffuseur de l'information ? Dans la perspective idéale du projet libertaire, l'information connaîtrait un cheminement fédératif en partant de la périphérie vers le centre et en empruntant de multiples canaux. L'indépendance conférée aux unités économiques et politiques correspondrait à une multitude d'organes d'*auto-information* sous la forme de circulaires, de bulletins, de journaux, d'émetteurs de radio, ... En fait, les théoriciens anarchistes de l'autogestion n'ont que peu abordé la question de l'information et dans la révolution espagnole, le temps manqua pour qu'un débat s'instaure autour de la communication. Au niveau des entreprises collectivisées, le personnel était informé au travers des assemblées générales ou par le biais d'un éventuel bulletin. La confection de l'information émanait le plus souvent des cadres syndicaux, qui, par leur fonction dirigeante, disposaient, par ailleurs, des moyens matériels pour mettre en forme et diffuser les informations. A l'échelle d'un secteur économique, d'une ville ou d'une région, le syndicat possédait généralement son organe de presse. Au sein de la CNT-FAI, la direction souhaita exercer un contrôle sur le contenu de la presse publiée sous ce sigle et émit le voeu d'une certaine centralisation dans l'élaboration des consignes.<sup>2</sup> A terme, le risque était élevé de voir apparaître une information monolithique, propagée par les syndicats et légitimée au nom de leur représentativité populaire; une information dans laquelle, les choix et le langage seraient dictés par le *sommet*

2. Voir la conférence de la presse confédérale et anarchiste qui se déroula, à la Casa CNT-FAI de Barcelone, les 28 et 29 mars 37.

en direction de la *base*, car la *base* ne disposerait plus de ses propres canaux d'expression. Dans l'Espagne révolutionnaire, cette dichotomie n'alla pas si loin et, du point de vue général de la liberté d'expression, il convient de souligner le maintien, voire un certain développement, des possibilités d'expression, celles-ci étant toutefois principalement dévolues aux organisations — syndicats, partis, administrations publiques — et limitées par la guerre au registre républicain/antifasciste.

La propension anarcho-syndicaliste à vouloir concentrer l'information procède sans doute du souhait de mettre en place une société unie, *aplanie*, un monde dans lequel les conflits n'existeraient plus. A l'instar de beaucoup d'*utopies*, le projet anarcho-syndicaliste tend à nier les conflits sociaux, préférant substituer à l'Histoire une vision homogène et compacte du monde nouveau. A son stade ultime, la prospective idéaliste de l'anarcho-syndicalisme conduirait à une société tellement stable qu'elle en serait statique, son immobilisme pouvant signifier l'ankylose des citoyens, tandis que ses fondements éthiques tourneraient à vide : fraternité molle, égalité figée, liberté stérile. Aussi, il aurait été certainement plus *révolutionnaire* et plus conforme à l'*Histoire* de penser aux moyens et aux structures capables de recevoir et de résoudre les conflits. La réticence par rapport à la multiplicité des organes de presse trouve probablement son origine dans ce plan utopique totalement harmonieux, à l'égard duquel des opinions éparses, dispersées, détonnantes viendraient rompre l'accord parfait de cette musique d'avenir.

Dans le projet autogestionnaire, le facteur temps a été singulièrement sous-estimé. S'inscrivant au coeur de l'économie, la complète transformation des rapports de production s'insérerait dans un processus graduel et complexe, dont le bouleversement insurrectionnel constituait le déclic et non pas l'aboutissement. Car, ce n'est bien sûr pas en quelques années, et moins encore en quelques mois, que des habitudes séculaires peuvent être gommées, la notion de



transition s'avérant indissociable de tout changement fondamental. Ainsi, la nature de la production ne fut guère remise en cause par les autogestionnaires espagnols et l'on n'assista que peu à une redéfinition des besoins. Mis à part quelques domaines, jugés *luxueux* ou *immoraux*, comme la joaillerie, la haute confection ou des activités liées intimement à l'ancienne vie mondaine, les orientations générales de la production furent généralement reconduites. La modification majeure intervenue dans l'économie consista dans l'extension considérable — guerre oblige — d'un secteur par principe *anti-économique*, soit celui des armements.

Sous le couvert d'une efficacité supérieure, la nouvelle économie empruntait de préférence la voie de la concentration, d'un développement *lourd*, au moyen d'une industrialisation accélérée de nombreuses branches. L'économie espagnole des années 1930 présentait certes des signes d'arriération, et donc l'industrialisation de divers secteurs se justifiait. Il semble néanmoins que les autogestionnaires aient fait peu de cas des conséquences humaines de la concentration économique. Dans une optique libertaire, la petite taille des groupes humains permet une appréhension plus conviviale des problèmes liés à la vie quotidienne (conditions de travail, loisirs, éducation, logement, consommation, ...) et offre une certaine garantie contre l'émergence de comportements bureaucratiques. L'adage *small is beautiful* paraît particulièrement adéquat pour les idées autogestionnaires, puisque la petite collectivité, la communauté à l'échelle de l'individu offrent une qualité plus riche dans les relations interpersonnelles et incitent à davantage de motivation et à un sens plus prononcé de la responsabilité. Un tel mode de vie proche des valeurs artisanales ne fut que peu pris en considération par les autogestionnaires espagnols, qui optaient bien plutôt pour des pratiques découlant de la société industrielle.

En dépit de ses failles, l'expérience autogestionnaire de la guerre civile espagnole représenta une extraordinaire tentative pour changer les règles oppressives du jeu économique. La collectivisation spontanée, exubérante, audacieuse, exprima une immense espérance populaire, à la fois candide et émouvante. L'on demeure frappé par la hardiesse et par la sincérité de cet élan souvent tumultueux, mais dont la générosité n'a guère d'équivalents dans l'Histoire.

## CONCLUSIONS



## CONCLUSIONS

L'expérience de la révolution et de la guerre civile espagnole demeure très fertile en enseignements. L'histoire contemporaine ne fourmille pas de situations qui virent les principes mêmes du jeu politique être mis fondamentalement en question; c'est dire que l'Espagne de 1936 représente encore un remarquable terrain pour l'analyse du phénomène révolutionnaire.

En se penchant sur l'Espagne et surtout sur la Catalogne d'alors, on ne peut être que frappé par l'extraordinaire ampleur et profondeur de la transformation sociale qui figurait fièrement à l'ordre du jour.

## RAIDEUR DU TEMPS

De la même manière que l'on dit que *les faits sont têtus*, il convient de constater que le temps n'est pas une matière, un élément corvéable à merci.

La révolution, c'est la volonté de faire faire un bond à l'histoire, de lui forcer le pas, c'est le désir de prendre les devants d'une évolution, c'est vouloir faire avancer le char de l'Etat à bride abattue et, dans le cas des anarchistes, c'est, en plus, désirer galoper en se passant d'un tel char ...

Dans les doctrines appelant à l'avènement du socialisme, pendant longtemps, le passage à la société idéale s'est souvent résumé dans le *mythe* du Grand Soir. L'on plaçait ses espoirs dans la fée révolution qui, d'un coup de baguette magique, parviendrait à débarrasser la fange du vieux monde afin de faire place nette à l'édification d'une société harmonieuse. Cependant, "un régime avec

tout son cortège de maux ne se brise pas en un dixième de seconde comme une bombe"<sup>1</sup>, et la vision du Grand Soir faisait fi du poids considérable des habitudes. L'on pensait qu'après quelques jours ou semaines de combats de rues, la révolution allait rayonner tel un arbre prisonnier trop longtemps d'un tuteur, et l'on croyait pouvoir rapidement récolter ses fruits abondants.

Or, l'enthousiasme initial se résorbe *naturellement* après quelques mois, et comme dans un lendemain de fête -insurrectionnelle- il faut se replonger dans le quotidien et déployer des efforts aussi intenses que l'est l'ambition de changer de fond en comble la société. Avec les revers de la guerre et avec le marasme économique se développent, parmi de larges couches de la population, des sentiments de démoralisation ou de découragement. Par contre-coup, l'idée de sacrifier le présent pour le bonheur des futures générations se renforce, comme en témoignent des phrases et des sophismes prononcés par la ministre Federica Montseny : "Mourir n'est qu'un instant; mais vivre pour toujours dans le souvenir de l'humanité vaut bien la peine du sacrifice d'une vie et de toutes les vies."<sup>2</sup> Mais, il n'est de loin pas avéré que toute une population soit d'accord d'accepter de se sacrifier pour un hypothétique avenir. Car, à la différence des tentatives entreprises pour fonder dans des territoires lointains ou, dans le cas de la science fiction, dans d'autres planètes des colonies *utopiques*, il n'est pas question de pouvoir compter sur un groupe d'émigrants homogènes et unis par le même idéal.

L'anarchisme, en tant que mouvement, présente la particularité de vouloir préfigurer la forme de la société future; il désire préparer l'accès à la civilisation nouvelle. Les militants font de cette façon un apprentissage de la vie future qui doit leur permettre de se détacher des attitudes aliénantes.

<sup>1</sup> Aphorisme de *Fragua Social* figurant dans un long article repris par le *Bulletin d'Information CNT-AIT-FAI* du 20 mars 37.

<sup>2</sup> Discours de F. Montseny lors de la clôture de la semaine consacrée à Madrid, *Bulletin d'Information CNT-AIT-FAI*, 20 mars 37.

Ils se soustraient au mode de vie et au système du monde capitaliste afin d'être en mesure de mettre en place les linéaments d'une *contre-société*; cela s'accompagne de la recherche d'un ensemble d'alternatives capables de se substituer aux structures anciennes. En se développant dans le sein même de la société capitaliste, elle tendra à supplanter celle-ci, les masses devant, peu à peu, être gagnées au projet libertaire.

La volonté d'anticiper, à l'intérieur même des organisations libertaires, la société de l'avenir explique, en partie, que la question de la période de transition ne paraisse souvent être appréhendée que comme une sorte de problème interne. Il y a chez les anarchistes une propension à raisonner *in abstracto*; ainsi, bien souvent, ils transposent leur propre problématique sur la société globale en ne prenant pas suffisamment en compte les réactions du monde politique extérieur. L'organisation libertaire suppose l'acceptation de certains principes fondamentaux et l'adhésion à une éthique d'entraide et de solidarité. Ce que l'on peut espérer d'un militant mû par un idéal de fraternité ne peut être attendu de l'ensemble des individus composant une société. Plaquer, sans autre, le mode d'organisation libertaire à l'ensemble des rouages de la société ne va pas de soi. Une pareille transposition est d'autant plus ardue lorsqu'il s'agit d'une société industrielle, largement urbanisée où l'anonymat des relations humaines rend difficile la constitution de groupes autonomes qui sont les noyaux du projet libertaire.

Que la pensée anarchiste ne se soit pas davantage attachée aux problèmes posés par la phase de transition et ceci d'autant plus que la théorie libertaire prend en compte la plupart des aspects de la vie sociale demeure surprenant, paradoxal. Même lors du congrès de Saragosse, le plus important congrès cénétiste jamais réuni, cette question ne fut pas véritablement discutée — cela à la veille de la guerre civile (1-11 mai 36) et bien que beaucoup de militants pressentaient l'imminence d'un soulèvement militaire.

Il est caractéristique de cette carence dans la pensée libertaire qu'un congrès d'une telle importance se limite à débattre des problèmes de fonctionnement interne et n'envisage l'avenir que sur la forme à donner au contenu de la société future sans se pencher sur le comment du passage à cette société idéale.

Plus généralement, il apparaît que le refus de prendre réellement en compte la période de transition trouve son explication dans l'intransigeance des libertaires face au système du pouvoir politique, ce qui les amène à penser en termes exclusifs de *tout ou rien*.

Une question sociale, quelque peu triviale, mais d'importance comme enjeu révolutionnaire et humain, illustre indirectement la problématique de la période de transition : la prostitution.

Comme nous l'avons vu, la presse anarchiste abonde en articles pour l'abolition de la prostitution et pour la fermeture (définitive) des maisons closes. Etant donné la révolution sociale en cours, un *mal* aussi révélateur de l'exploitation économique et de la misère des relations humaines (et spécialement des rapports sexuels) comme l'incarne la prostitution devait forcément cesser d'exister. Or, si l'on ne souhaite pas employer des moyens de coercition étrangers à l'anarchisme, il n'est pas possible de reconvertir en quelques mois ou en quelques années des milliers de prostituées en des *travailleuses* responsables, conscientisées et autonomes. Le poids millénaire du passé, les habitudes mentales, la situation des mœurs y font obstacle. Par ailleurs, tout un réseau économique gravitant autour du *plus vieux métier du monde* (hôtels, cafés, cabarets, boutiques, ...) devrait être mis hors circuit; de plus, la fonction de procureuses de jouissances exercée par les hétaires devrait trouver rapidement une relève; par surcroît, dans le cas de la guerre et pour le moral du soldat-milicien en

3. Citons encore "La prostitution dans les moments actuels", *Ruta*, 5 décembre 36; "Le problème sexuel dans la Révolution", *Pluma Libre*, 28 février 37; "La jeunesse consciente ne peut fréquenter le bordel", *Fuerza y Cerebro*, 1<sup>er</sup> mai 37; "La prostitution sexuelle", *Iniciales*, mai 37 et "Sur la prostitution", *Vibraciones*, 5 novembre 37.



permission, le besoin prostitutionnel semblait tout particulièrement s'imposer.

Face à la complexité du problème de la prostitution et à un constat d'impossibilité de prompt (et même lointaine) éradication, la question — "Est ce que la prostitution est un mal nécessaire ?" — se trouvait posée. C'est d'ailleurs sous ce titre qu'un certain "Talvez" ("Peut-être") attaqua, sans fard, la question dans la petite revue individualiste et riche en réflexions, *AL Margen* (1ère quinzaine de mars 38). Après avoir placé la donnée dans un contexte large, — "à l'égal que celle qui vend -ou mieux qui loue- son bas-ventre, celui qui loue ses bras ou son cerveau est également un prostitué, peut-être à un autre degré, à une autre nuance, mais dans le fond, il ne cesse d'être un prostitué"— l'auteur de cet article hardi regrette qu'"il n'a pas été démontré qu'une société nouvelle, se rapprochant de l'idéal pour lequel nous luttons depuis si longtemps, amène avec elle un changement radical dans les relations entre les différents sexes, changement susceptible d'arriver jusqu'à la suppression de la prostitution". Pour "Talvez", tant que les femmes ne seront pas plus ouvertes sur le plan des relations sexuelles, le recours à la prostitution sera une nécessité. D'où le souhait formulé pour que le cadre et les conditions dans lesquelles se déroule la prostitution soient réformés, améliorés, voire même d'une façon autogestionnaire ... Voici la fin de cet article original :

" Un ami nous disait récemment : «Face à cette bêtise [la constance de la prudence] féminine, nous devrions installer des «lupanars» du dernier modèle (il ne précisait pas s'ils devraient être montés ou non en collectivités) avec tout le confort et l'hygiène possible et laisser ces idiots vieillir et mourir avec leur virginité, avec une toile d'araignée dans leur vagin.» Et il s'exprimait en termes beaucoup plus crus ...

Cette indignation n'est que trop compréhensible devant ce manque de liberté de la femme. Ah ! Nous savons qu' on nous répondra — de la part de certains qui se croient les plus purs anarchistes — qu'il ne faut pas confondre la liberté avec le libertinage. *Surtout que l'idée de profit pécaunier s'en trouve exclue.* Il s'agit simplement d'accomplir une fonction naturelle, comme celle de boire, de manger et de dormir.

Si les femmes — et nous nous référons toujours aux femmes espagnoles, étant donné qu'elles sont les plus arriérées — se privent d'amour et, par là, en privent l'autre sexe, qu'arrivera-t-il alors ? Il ne convient pas à tous les hommes de mendier, de se mettre à genoux et d'implorer un échange de caresses, ni de perdre leur temps à faire une cour «fade» .

Comme ils ne peuvent pas continuer ainsi, deux solutions se présentent alors aux individus : *l'onanisme et le recours à la prostitution.*

L'onanisme, naturellement, n'est pas recommandable. Moyen contre la nature, il laisse l'individu défaillant et même malade. [1]

*Il reste donc la prostitution.* Oui la prostitution, qui n'est pas agréable aux compagnons, mais dont nous comprenons maintenant la nécessité tant que la femme ne sait pas s'affranchir de ce côté-là et qu'elle n'ouvre pas toute grande la porte de l'Amour.

C'est au tour des femmes de répondre !

TALVEZ "

## ANEANTIR LE POUVOIR

L'anarchisme est le courant de pensée qui s'est le plus attaché à la mise en question du pouvoir.

Le projet libertaire cherche à réduire, à limiter au maximum les phénomènes de pouvoir et plus généralement toutes les relations humaines fondées sur l'autorité. Le pouvoir politique, de par son essence dissymétrique, crée des rapports fondés sur la domination et présuppose une société divisée en *dominants* et *dominés*. L'État est considéré comme la forme gouvernementale du pouvoir politique qui, par son caractère de concentration et de centralisation, par le monopole de la violence qu'il détient, constitue la principale entrave à l'*émancipation* non seulement du prolétariat, mais aussi de l'humanité. L'on se souvient de la fameuse résolution du Congrès de St-Imier (1872) où les anti-autoritaires de la Première Internationale affirmaient, avec panache, que "la destruction de tout pouvoir politique est le premier devoir du prolétariat".

Dans l'optique anarchiste, le rejet du pouvoir politique trouve sa justification profonde dans des considérations d'ordre éthique : le pouvoir transforme les individus, les dégrade et les corrompt. C'est pourquoi il ne peut y avoir de *bon pouvoir*, comme le disait Louise Michel dans sa célèbre formule : "Le pouvoir est maudit". Il y a pour les anarchistes quelque chose de foncièrement impur, de maléfique dans le pouvoir.

Le rejet et le refus du pouvoir posent la question du vide politique, du vide qu'il s'agit de combler afin de substituer un contenu à la béance immense laissée par l'abolition du pouvoir.

Dans l'Espagne de l'été 36, c'est sous l'aspect d'un dilemme que se présenta d'abord aux anarchistes la question du pouvoir. Alors, dans l'esprit de la plupart, il ne se présentait que deux possibilités : la collaboration politique ou l'instauration d'une dictature anarchiste.

Le second terme de l'alternative fut rapidement et largement repoussé en raison d'arguments tant éthiques que pragmatiques. En effet, contrairement au marxisme qui envisage le passage à la société communiste au travers de l'établissement d'une "dictature du prolétariat" maintenant et renforçant (en principe dans un premier temps seulement) les attributions de l'Etat, la théorie anarchiste conçoit la révolution comme le moyen et le moment qui rend possible l'éclatement du pouvoir politique et l'abolition immédiate de l'Etat. Cela suppose, par conséquent, une large adhésion de la grande majorité de la population à l'idéal libertaire. Une dictature, dans l'optique anarchiste, ne saurait avoir de raison d'être : il est antinomique de vouloir imposer la liberté - et qui plus est en commençant par l'étouffer. En outre, si la majorité de la population accepte et participe aux changements entraînés par la révolution - le prolétariat constituant la majorité de la population - le recours à la dictature est superflu.

Il est donc vital pour le projet libertaire de recueillir l'assentiment de la plupart. Comme l'affirmait Liberto Callejas dans *Ideas* (21 janvier 37), "l'essentiel dans une révolution, pour que celle-ci soit sociale, ce n'est pas seulement de détruire le système bourgeois, mais d'éviter qu'il s'établisse ensuite une quelconque dictature"<sup>1</sup>.

#### SCENARIOS ACRATIQUES

Sans se livrer à un exercice de politique fiction, il semble intéressant d'examiner les potentialités qu'offrait la situation d'effondrement de l'Etat et, plus généralement, du système politique. Le vide du pouvoir étant effectif, plusieurs possibilités pouvaient raisonnablement être envisagées — une "dictature anarchiste" étant exclue pour les motifs évoqués.

1. La réfutation de la dictature fut une constante de la presse anarcho-syndicaliste. Citons notamment : - *L'Espagne antifasciste*, 22 août 36, où Federica Montseny déclarait : nous sommes "guidés par la seule volonté d'empêcher à tout prix le triomphe du fascisme et de sauver l'Espagne de tous genres de dictature" - la *Solá*, 11 septembre 36, rappelait son rejet de la dictature du prolétariat : "Nous anarchistes, depuis le premier moment, nous avons été ceux qui la refusèrent absolument, en entendant qu'aucun parti politique - qu'il s'appelle comme il s'appelle - n'a le droit de détenir et encore moins d'imposer une trajectoire unique à la révolution"; - *Vida Nueva* (Villanueva y Geltru), 19 septembre 36, "Contre toute dictature" : "Nous ne voulons ni Dictature fasciste, ni Dictature marxiste. En Espagne, nous n'avons pas un tempérament pour nous soumettre à aucune Dictature"; - *Boletín de Información CNT-FAI*, 23 décembre 36; 7 janvier 37 "Contre toute prétention dictatoriale"; 5 avril 37, "Liberté ou dictature en Espagne" article de H. Rudiger, vice-secrétaire de la AIT : "La réalité nous démontre (...) qu'aucune dictature une fois établie ne disparaît volontairement. La dictature, au commencement, a l'habitude de dire qu'elle ne doit servir que comme un moyen pour réaliser un idéal social ou culturel, mais, en peu de temps, elle se transforme en une fin et en un dessein absolu qui, en réalité, n'agit que pour se maintenir elle-même à tout prix. Ainsi, toute dictature qui veut réaliser, consciemment ou non, des fins socialistes, ne sert qu'à créer de nouvelles inégalités et des tyrannies à la place de celles qui viennent de disparaître."; - *Acracia*, 13 février 37, éditorial "Attention à la dictature" et article "Dictature ... vive la liberté !"; - *A La Lucha*, 26 mars 37, "Le danger actuel : la dictature"; - *Esfuerzo*, 4<sup>ème</sup> semaine de mars 37, "En Espagne, il n'y aura pas de dictature ..." et, dernière semaine d'avril 37, "La dictature" : "Une Révolution doit satisfaire les besoins sociaux et non pas les intérêts d'un homme, d'un groupe ou d'un parti"; - *Trabajo*, 3 juillet 37, reproduisit les déclarations faites par F. Montseny et par J. García Oliver à un journaliste de *L'Oeuvre* lors d'un passage à Paris : "Nous sommes résolument aux côtés des démocraties. Nous sommes et nous serons toujours ennemis de toute tyrannie. En Catalogne, où nous étions en majorité, nous avons renoncé à notre force pour ne pas étouffer la libre expression des autres tendances. (...) Pour nous, la dictature d'un parti unique, c'est l'expression suprême, la pire et la plus lamentable manifestation d'un Etat politique."

Les hypothèses qui vont suivre — élaborées à titre général — se rapportent avant tout à la Catalogne, mais concernent aussi largement le reste de l'Espagne.

I) La première possibilité aurait correspondu à un refus total de la collaboration politique et à la poursuite d'une attitude intransigeante. Les anarchistes se seraient opposés, fidèles à leurs principes, à tout pouvoir, même révolutionnaire. Dans ce cas, la menace d'une victoire, d'une dictature nationaliste n'aurait pas modifié réellement leur attitude de rejet des structures gouvernementales.

Dans cette perspective, une tension accrue se serait manifestée jusqu'à créer sans doute des "Journées de Mai" avant la date. Une répression du mouvement libertaire dans les régions où il était faible (Pays Basque, Asturies) aurait été facilitée et se serait développée sur une large échelle.

Les conséquences pour la poursuite du processus révolutionnaire auraient sans doute été un affrontement ouvert entre l'Etat en reconstitution, les formations républicaines et régionalistes, plus le PSUC d'une part, les libertaires et les masses participant aux bouleversements révolutionnaires d'autre part. Il y aurait eu un certain risque d'isolement des anarcho-syndicalistes d'avec la gauche du PSOE, et avec l'UGT et le POUM qui représentaient des alliés potentiels.

La poursuite de la guerre se serait heurtée à des problèmes quasi insurmontables (par exemple la défense du front d'Aragon).

Les implications au sein même du courant libertaire auraient pu conduire à une scission, de très larges couches préférant une intégration partielle dans les institutions républicaines plutôt que de compromettre les chances de victoire du camp antifasciste.

Cette possibilité ouvrait la voie, par le maintien d'une "démocratie sauvage" (selon la judicieuse expression de Carlos Semprun Maura), à l'établisse-

ment d'une vaste fédération de communes libertaires. Dans l'optique du mouvement républicain, cela aurait pu déboucher sur des sortes de sécessions.

II) Cette deuxième possibilité aurait consisté en une attitude de neutralité favorable, se traduisant par la suspension de l'opposition systématique à l'égard du monde politique. Les libertaires n'auraient pas participé au gouvernement, mais n'auraient pas cherché à faire obstruction à des mesures politiques estimées justifiées par les nécessités de la conduite de la guerre. Un rapprochement avec les partis politiques de la gauche du Front Populaire se serait amorcé en vue de protéger certains acquis des changements révolutionnaire réalisés.

Le choix de cette attitude se serait justifié aux yeux des anarchistes en raison de la guerre à mener contre les nationalistes et parce que l'adoption d'un tel esprit de conciliation n'aurait représenté qu'une dérogation provisoire circonstancielle aux principes d'apolitisme.

Les transformations révolutionnaires, suivant le contexte politique local et régional, auraient pu se poursuivre; les collectivisations, en s'étendant auraient pu s'accompagner de la mise en place de réseaux d'échange fonctionnant en marge des structures républicaines.

Les expériences révolutionnaires auraient ainsi été prolongées avec le souci d'éviter les occasions d'un affrontement direct avec l'Etat.

La CNT-FAI aurait continué à fonctionner sur des bases de large autonomie des sections, de sorte que, suivant le contexte de leur localité, celles-ci se seraient déterminées vers un soutien plus ou moins fort aux partis politiques. Par suite, l'initiative aurait été conservée à la *base* de même que l'impulsion des transformations socio-économiques.

Cette possibilité laissait aux organisations anarchistes une vaste latitude pour manoeuvrer et pour se déterminer face au pouvoir politique et, par ailleurs, elle garantissait le maintien, pour l'essentiel, de l'identité

libertaire.

La question militaire aurait constitué la principale pierre d'achoppement. Il suffit, à ce sujet, d'évoquer la décision de l'Etat républicain d'unification autoritaire des milices ou de conscription obligatoire pour entrevoir la difficulté que les anarcho-syndicalistes auraient alors rencontré pour sauvegarder cette attitude de neutralité favorable.

III) La troisième possibilité aurait été la constitution d'un gouvernement révolutionnaire, proposition défendue par le POUM et par certains courant anarchistes, en particulier "Les Amis de Durruti". Pour mettre en place un tel gouvernement, il était nécessaire d'éliminer les formations politiques bourgeoises et le PCE/PSUC.

La conséquence directe de cette mise à l'écart des républicains et des communistes aurait été le rejet dans le camp franquiste d'une partie des premiers et la suspension de l'envoi du matériel soviétique. Une autre conséquence aurait certainement été la fin de l'appui diplomatique des démocraties.

La mise sur pied de cet organisme aurait probablement provoqué un éclatement du camp républicain. A ce propos, il convient de noter qu'à plusieurs reprises pendant la guerre, le gouvernement du Pays Basque entreprit des démarches discrètes, mais restées infructueuses, en vue de parvenir à une paix séparée avec les nationalistes.

Une répression inverse aurait pu se produire dans les régions où les courants révolutionnaires étaient minoritaires. Le camp républicain se serait, en tout état de cause, retrouvé affaibli.

Ce gouvernement aurait sans doute présenté certains traits d'une dictature. La révolution aurait été continuée, mais sous un mode autoritaire.

Le fonctionnement interne des organisations anarchistes aurait dû être adapté à la mise en place de ce pouvoir révolutionnaire, et ce, sur une échelle d'autant plus vaste que les anarcho-syndicalistes auraient été la forma-

tion dominante d'un pareil gouvernement.

IV) Une autre possibilité aurait été l'exercice du pouvoir gouvernemental par les seules centrales syndicales CNT-UGT. Il semble, du reste, qu'un tel projet ait été sérieusement envisagé à divers moments, principalement par la CNT, et que des conversations eurent lieu entre les deux centrales.<sup>2</sup>

Cette forme de gouvernement aurait surtout satisfait aux revendications d'une partie des CNTistes puisque, l'UGT étant rattachée au parti socialiste, celui-ci n'eut vraisemblablement pas toléré de se voir mis hors circuit.

Ce projet n'aurait guère eu de chances en Catalogne, l'UGT y étant contrôlée par le PSUC; il était donc conçu avant tout pour le gouvernement central.

Au plan des principes anarcho-syndicalistes, un tel organisme représentait une contradiction essentielle. En plus des aspects autoritaires qu'aurait entraînés la mise sur pied d'un organisme de pouvoir monopolisateur, un tel gouvernement aurait transformé, tôt ou tard, l'Etat Républicain en un Etat Syndicaliste. Le rôle et l'influence de la CNT auraient été accrus d'une façon considérable. Dans de telles conditions, la CNT-FAI aurait conjointement absorbé les fonctions de l'administration républicaine transférant dans les syndicats la légalité de l'ancien Etat républicain. Les syndicats auraient, en fait, concentré et monopolisé tout le pouvoir.

En ce qui concerne tant la conduite de la guerre que les prolongements diplomatiques, ce projet aurait été sans doute sensiblement voisin de la III<sup>ème</sup> variante.

.... \* ....

2. Voir notamment le schéma pour une union CNT-UGT publié dans *Inquietud* du 28 février 37.



Le *TOUT-SYNDICAL* ou *SYNDICAT-TOUT*

Plus généralement, un aspect de la théorie anarcho-syndicaliste se trouve ici, en partie, mis en cause.

L'anarcho-syndicalisme, qui "prépare les voies du communisme libertaire dont il sera le principal agent de réalisation"<sup>3</sup>, se propose, après la révolution, de bâtir un ensemble de structures destinées à remettre en marche l'économie et à former les noyaux de base de la vie sociale. Le danger réside, pour l'organisation anarcho-syndicaliste, dans la tentation de concentrer, d'accaparer toutes les décisions relatives à la vie économique et de plaquer sans autre son propre mode d'organisation à l'ensemble de la vie sociale.

Alors qu'en principe tout au moins l'anarcho-syndicalisme est pensé, au contraire, pour se fondre progressivement dans le tissu des rapports sociaux, pour se dissoudre dans les organes créés par les masses, après avoir mis à disposition son infrastructure et surtout le système de réseaux fédératifs qu'il a forgé.

Le grand danger implicite est donc l'institutionnalisation de l'organisation anarcho-syndicaliste s'érigeant en organisme de pouvoir, réclamant le contrôle de toutes les activités économiques pour tous les niveaux géographiques. Comme le disait, avec fierté, Pierre Besnard dans un article (*Boletín de Información CNT-FAI*, 5 octobre 36) exprimant les "impressions résultant de mon premier contact avec la Révolution espagnole" : "Ici [en Espagne], il n'y a pas un parti qui commande depuis en haut; ce sont les Syndicats qui dirigent. Rien ne se fait sans eux. Rien ne pourrait se faire contre eux." En conséquence, ce sont les membres influents de la centrale qui sont appelés à occuper les postes clés, un peu à la manière de certain parti, qui, ayant conquis le pouvoir,

3. Pierre Besnard, l'un des théoriciens majeurs de l'anarcho-syndicalisme. Il exposa ses conceptions dans deux livres principaux : "Les syndicats ouvriers et la Révolution sociale" (1930) et "Le monde nouveau" (1936). Citation extraite du rapport, intitulé "L'anarcho-syndicalisme et l'anarchisme", qu'il avait présenté en qualité de secrétaire de l'AIT, au congrès anarchiste international de 1937 (texte repris dans le supplément du *Monde libertaire*, Paris, avril 1973).

applique et transfère ses rouages internes et sa hiérarchie à la société tout entière.<sup>4</sup>

Pour le projet autogestionnaire, l'écueil est donc grand que le *Syndicat tout* s'érige en un énorme appareil exerçant une tutélairisation complète sur les entreprises et sur les échanges. Sous couvert de socialisation intégrale le *Tout-Syndical* peut imposer un système concentré, compact, rigide, centralisé et dirigiste. Ainsi, hors du syndicat omnipotent et omniprésent, il n'y a plus de place pour d'autres formules économiques du genre coopératives, petites ou moyennes entreprises, indépendants, travail familial, "petits boulots", ... Dans l'Espagne de la guerre civile, le syndicat *tentaculaire* n'a pas pu ou pas voulu pousser ses ramifications jusqu'à enserrer complètement le corps social. Il n'empêche que, pour la doctrine anarcho-syndicaliste, il existe une impasse, un écueil dans la mesure où elle postule volontiers la substitution du syndicat à l'Etat aboli par la révolution, remplaçant, en fait, un grand *Tout* par un autre *Tout* aux fortes potentialités oppressives. Le pouvoir politique est alors supplacé par le pouvoir syndical.

.... \* ....

V) Cette possibilité est l'acceptation reconnue de la collaboration politique et, tout particulièrement, l'entrée d'anarcho-syndicalistes dans les divers gouvernements.

Historiquement, c'est la solution qui a prévalu.

4. Une certaine suffisance quant à la primauté syndicale se rencontre aussi dans les articles suivants : ~ éditoriaux de la *Solt*, 20 et 21 janvier 37, "La nouveauté que présentera la Révolution prolétarienne espagnole, c'est celle de donner le cas unique qu'elle se terminera sans passer par la phase dictatoriale. Et liquidant les partis politiques, elle remettra la direction de la vie nationale DANS TOUS SES ASPECTS [souligné par moi] aux Syndicats prolétariens, du sein desquels sortiront les hommes qui doivent diriger l'Economie et TOUS [s.p.m.] les organismes nationaux. Ainsi, le Pouvoir politique sera COMPLETEMENT [s.p.m.] aux mains des organismes syndicaux, en simplifiant de telle manière la vie publique que nous pouvons nous présenter comme modèle devant le monde, qui contempera un cas imprévu, puisque même la Russie n'a pu se gouverner sans la direction d'un parti politique. Actuellement, la minorité communiste contrôle entre ses mains la vie de 160 millions d'habitants et imprime à l'Economie sa pensée et sa volonté" voir aussi le texte de Jaime Balius "La Révolution a ses exigences, tout le pouvoir aux syndicats" dans *La Noche* du 27 mars 37.

Toutefois, la collaboration politique aurait peut-être pu s'accomplir de façon différente. Ainsi, une plateforme, un *programme* auraient pu être clairement débattus et fixés comme conditions préalables par les anarchistes avant de se lancer dans une participation active et directe au monde politique.

Durant leur présence à la tête de l'Etat, ils auraient pu tenter d'utiliser autrement les mécanismes de la machine gouvernementale en paralysant certains rouages (spécialement l'appareil répressif) ou en détournant de leur fonction certains ressorts régularisateurs (en particulier, dans le domaine économique, celui du secteur bancaire).

Pourtant, fondamentalement, l'instrument de pouvoir qu'incarne l'Etat ne pouvait pas ne pas échapper à la logique qui le sous-tend : assurer le monopole de la direction de la vie sociale. Des anarchistes, même désirant ronger de l'intérieur l'édifice étatique, n'auraient pu parvenir à le lézarder suffisamment pour le faire s'écrouler. Bien plus, la coresponsabilité dans la marche du char de l'Etat incombait également aux anarcho-syndicalistes et les partis politiques représentés au gouvernement n'auraient aucunement toléré un sabotage venant, de plus, de l'intérieur de l'institution.

En définitive, la contradiction réside dans la séparation que renforcent des anarchistes participant au pouvoir étatique, entre l'Etat et la société entre l'Etat et les masses.

\*

Les cinq possibilités exposées semblent être les principales perspectives qui étaient envisageables dans cette situation de vide du pouvoir. Il existe naturellement des variantes, des solutions intermédiaires, telles que, par exemple, "un gouvernement ouvrier" que Largo Caballero avait mis partiellement en place et qui était moins restrictif dans ses composantes que la possibilité III (gouvernement révolutionnaire) et qui mettait davantage l'accent sur

le rôle des syndicats. Une autre variante aurait été le maintien des positions d'intransigeance des libertaires face au pouvoir politique, soit la possibilité mais s'accompagnant d'une collaboration interne intense à *la base* avec les sections de l'UGT.

Parmi ces diverses possibilités, seule la I, et dans une faible mesure la II, auraient eu pour but de prolonger la situation d'éclatement du pouvoir.

#### DU VIDE DU POUVOIR

La *vacance* du pouvoir politique est une situation limitée dans le temps, une situation de passage, de transition.

Elle n'évolue que dans deux sens :

- soit par la reconstitution d'un système de pouvoir, qui nécessite le rétablissement d'une hiérarchie des prérogatives; ce développement passe par la concentration et la centralisation du pouvoir.

- soit par le prolongement de la situation de non-pouvoir, de vide du pouvoir, ce qui entraîne le maintien de sa désarticulation, de son morcellement, afin de parvenir à réaliser son atomisation; ce développement passe par l'action autonome des masses se fédérant de "la périphérie vers le centre".

Si l'on admet que toute révolution populaire possède à ses débuts, en raison de l'effondrement du pouvoir qu'elle a provoqué, un contenu libertaire, on peut affirmer certainement que la révolution espagnole est la seule révolution qui, à ce jour, a reflété sur une telle durée et si explicitement les aspirations anarchistes. L'influence des idées libertaires explique bien sûr cette tournure, mais aussi les divers particularismes, le régionalisme, une méfiance, quasi ancestrale, à l'égard de la centralisation qui firent que la reconstruction de l'Etat espagnol s'effectua avec lenteur et laborieusement.

Le pouvoir, comme la nature, a horreur du vide. Aussi, la dynamique du pouvoir met un terme à la situation de *vacance* par le passage dans l'une de ces deux voies :

- la réanimation, la restauration des décombres du pouvoir; la machine étatique est reconstituée, ce qui s'accompagne du recouvrement du monopole de la violence et de l'assujettissement de l'ensemble des organes publics de décision.

- le partage, l'éclatement, la désintégration du pouvoir se perpétuent des structures, des réseaux d'échanges capables de garantir, de recevoir et d'aménager cet émiettement doivent être mis en place.

Ces deux voies constituent les deux pôles de la dynamique du pouvoir. Il existe, bien entendu, des paliers intermédiaires, mais ceux-ci gravitent autour de l'une ou l'autre de ces tendances antagonistes.

La transition peut s'effectuer très rapidement. Ainsi, sitôt l'insurrection nationaliste écrasée à Barcelone, lors de la célèbre entrevue du président Companys avec les représentants de la CNT-FAI, ces derniers décidèrent de ne pas abolir le système du pouvoir républicain.

Le vide du pouvoir est, du reste, un concept plutôt abstrait, car au fur et à mesure que s'écroule, lors d'une révolution d'envergure, l'édifice du pouvoir politique, des pans en sont reconstruits et un nouveau système de pouvoir tend à s'établir pour faire face aux tâches urgentes de la réorganisation sociale. En Catalogne, les problèmes du ravitaillement et de la conduite de la guerre forcèrent d'emblée les anarcho-syndicalistes à se déterminer.

\*

La dynamique du pouvoir met en lumière son unicité, son caractère totalisant, c'est-à-dire sa propension à s'exercer sur l'ensemble des activités humaines. Les domaines politique, économique, militaire sont placés en situation d'interrelations, s'imbriquent les uns dans les autres.

La façon dont était conduite la guerre affectait la manière dont s'organisait l'économie et la manière dont fonctionnait le système politique. Ces diverses sphères s'interpénétraient constamment. Les libertaires, dans leur refus de prendre réellement en compte le domaine politique, s'exposaient à subir les contre-coups de leur approche de la réalité sociale.

"Le pouvoir est totalitaire. Il tend à s'exercer sur la totalité des activités des individus" <sup>5</sup>. La pensée anarchiste, s'attaquant avec prédilection au phénomène du pouvoir et recherchant son atomisation, participe également (mais, bien entendu, de façon inverse) à sa totalitarité; c'est dire que le projet libertaire s'applique à l'ensemble des rapports sociaux et postule la création d'un ordre régi par des principes entièrement autres. De même que le pouvoir politique, spécialement lorsqu'il est incarné dans l'Etat s'articule autour d'une logique d'autorité pénétrant tous les organes publics de décision, de même la pensée anarchiste s'articule autour d'une logique d'auto-organisation qui doit se trouver relayée dans les collectivités des divers échelons géographiques.

Cette tendance à la totalitarité explique la difficulté éprouvée par les penseurs de l'anarchie à appréhender la question de la période de transition. Et ce d'autant plus que le passage à la société libertaire ne doit pas s'effectuer sous la contrainte.

5. Eugène Enriquez, "La notion de pouvoir", in "L'économie et les sciences humaines", Tome I, Ed. Dunod, Paris 1967, p. 305.

Quant à la nouvelle légitimité à forger pour justifier l'implantation d'un non-pouvoir ou d'un pouvoir atomisé, ce qui demeure frappant ce sont les valeurs plutôt *classiques, conservatrices* qui étaient mises en avant. Cette légitimité nouvelle correspondait à un ensemble de vertus qui se trouvaient collectivement exaltées, tant pour l'exercice du pouvoir en miettes par les responsables, que pour l'action des masses conscientisées. Mises à part les notions d'égalité, de solidarité, de rationalité sociale, les modes de comportement prônés respiraient fort une sorte de *boyscoutisme moralisateur*. L'on préconisait la sacralisation du travail et l'abnégation à la tâche, le sens du sacrifice et l'esprit de privation, le sens du devoir et une certaine obéissance, un moralisme pur et dur condamnant les *déviations* (les cafés, les jeux, la danse, la pornographie, la prostitution, l'homosexualité parfois, la frivolité, ...). Finalement, pour beaucoup de valeurs, une identité se dégage avec celles prônées par le camp nationaliste, ouvertement *réactionnaire*. Un tel paradoxe trouve son origine, pour une bonne part, dans la prédominance de la guerre qui imposait sa logique de force et de contrainte à tous les belligérants

#### DE LA RECONDUCTION ET DE L'AMPLIFICATION DE LA BUREAUCRATIE

Comme l'Etat n'avait pas été mis au magasin des accessoires historiques, mais bel et bien reconduit, le lancinant problème de la bureaucratie réapparut avec une acuité supplémentaire. Car, la révolution ne supprima pas les bataillons de fonctionnaires, mais en augmenta encore le nombre. De nouveaux services, départements, sections, offices, bureaux, greffes, secrétariats furent créés, nécessitant un personnel plus important.

Dans une conférence donnée devant les militants de la CNT en décembre 36, Diego Abad de Santillán stigmatisa résolument le danger bureaucratique, bien qu'il fut alors lui-même encore à la tête de la Conseillerie de l'Economie dans le Gouvernement de la Généralité.

" (...) Le nouvel Etat de Catalogne n'est pas meilleur, ni plus tolérable que l'ancien. Il est pire, et pire parce que plus grand est le parasitisme bureaucratique. LA BUREAUCRATIE MENACE DE DEVORER LA REVOLUTION [souligné par moi]. Et à cette bureaucratie, nous y avons tous contribué dans une quantité considérable, nous et les partis antifascistes. Tout le monde veut vivre planqué dans une quelconque conseillerie ou dans une quelconque mairie.

Voyez, par exemple, le cas de l'ordre public. Nous avons, avant la République, le corps de la Garde Civile; la République voulut sa propre garantie et elle créa la Garde d'Assaut; nous, nous avons créé les Patrouilles [de contrôle]. Nous avons maintenant trois corps armés qui doivent être soutenus par le travail des ouvriers de l'industrie et des paysans. C'est trop.

Et si la bureaucratie antérieure au 19 juillet était pesante, la nouvelle à laquelle nous avons tous contribué l'est par conséquent encore beaucoup plus. L'APPAREIL D'ETAT A CRU ENORMEMENT. [s.p.m.] " (longue conférence reproduite sous le titre "Suggestions d'ordre économique depuis le Gouvernement", in *Boletín de Información CNT-FAI*, 29 décembre 36).

Le binôme progression bureaucratique/enlissement de la révolution fut également déploré par la *Solà*, qui s'en prit particulièrement à la mentalité de nouveaux planqués qui sévissait dans les administrations.

Dans sa rubrique "Boussole", en date du 12 février 37, le nommé "Th" dresse un sombre constat de la néo-bureaucratie, si proche des tares de l'ancien régime.

"Beaucoup d'entre nous ont cru — naïveté qui continue encore ! — que la Révolution en viendrait, parmi d'autres choses, à purifier les antres de la bureaucratie, depuis le temps que celle-ci saigne à blanc le pays.

La réalité nous a fait remarquer le contraire.

Parce que la Révolution, non seulement n'a pas purifié ces antres, mais elle a agrandi leur profondeur, en augmentant, par conséquent, le nombre des planqués, des «gigolos» de la Révolution.

Tout le mauvais d'avant subsiste. (...) La Révolution a respecté le personnage inemployable pour tout, sauf pour toucher son salaire. Elle a respecté le traditionnel et classique cumulard, vampire du trésor public."



Sous le titre "Problèmes palpitants, la bureaucratie et la Révolution", la *Sol* (2 mars 37) constatait encore amèrement : "Nous avons été les spectateur impassibles de la croissance alarmante de la bureaucratie".

"(...) L'indolence bureaucratique, qui d'une manière accablante pesa toujours sur les fonctionnaires d'Etat, n'a pas disparu. (...)

Entrer dans une Conseillerie quelconque produit la même sensation que d'entrer dans un cimetière. Le rythme accéléré de la rue, du Syndicat, de la fabrique, est rompu dans ses enceintes." <sup>6</sup>

6. Dans un même registre, voir également l'éditorial de *L'Instant*, 1<sup>er</sup> octobre 37 "Le péril bureaucratique". De son côté, *Il Campo !!* dans son éditorial (24 avril 37 "Les Conseillers et les Conseilleries", récriminait contre l'ampleur de la pratique du favoritisme partisan et de la politique des petits copains qui sévissaient systématiquement dans les ministères.

## L'ETAT ET LE PHENOMENE REVOLUTIONNAIRE

Institution rigide, *conservatrice* par excellence, l'Etat s'avéra être *naturellement* à l'écart, puis contre la révolution. Mais la conscience active du rôle foncièrement a - et contre-révolutionnaire de l'Etat ne revint qu'assez tardivement aux anarcho-syndicalistes. Il fallut attendre l'après-mai 37, et la dernière année de la guerre pour voir reflourir des analyses s'attaquant frontalement et résolument à la question de l'étatisme.

Dans une sorte d'auto-critique, mélange de scepticisme rétrospectif et de désenchantement, des penseurs ou des leaders de l'anarcho-syndicalisme se mirent à reconsidérer leur participation à la machinerie étatique. Le regret fut exprimé amèrement d'avoir, via une certaine collaboration politique et par l'entrée aux gouvernements, contribué à restaurer l'Etat et à redorer son blason.

Une remarquable analyse sur "La CNT-FAI, l'Etat et le Gouvernement" due à Albert Yensen, de Stockholm (parue dans *Internacional*, organe de l'AIT de Paris, puis reprise, en août 38, dans la revue *Tiempos Nuevos*) met en évidence l'engrenage de renforcement du pouvoir que les anarchistes contribuèrent à déclencher :

" (...) L'Etat, blessé à mort et moribond, recouvra une vie nouvelle au moyen de la participation gouvernementale de la CNT et de la FAI. Les joues creuses de cet Etat recommencèrent à être grosses et son teint pâle disparut. Son sentiment de pouvoir revint. La transfusion <sup>de sang</sup> fraîche de la CNT-FAI pratiquée dans le corps de cet Etat à moitié cadavérique lui donna de nouvelles envies de gouverner d'être puissant, d'utiliser son pouvoir sur les masses et de les dominer.

La CNT-FAI remit de nouveaux aliments au monstre. Le Conseil de l'Economie devint une institution étatique. Le Comité des Milices prit le même chemin. (...) Les milices furent militarisées. L'Etat commença son attaque contre les conquêtes révolutionnaires. La liberté de commerce fut un cadeau pour le système de bénéfices de la petite bourgeoisie. L'Etat systématisa sa résistance par beaucoup de coups contre le système collectiviste. Sous la protection de l'Etat, la couche contre-révolutionnaire de la population se créa une position toujours plus forte.

L'Etat, qui ne peut être un instrument de la révolution, mais bien de la contre-révolution, se fit chaque fois plus fort. Et à mesure que l'Etat se renforçait, la position des forces révolutionnaires s'affaiblissait. (...)

Reconnaître l'Etat comme un mal inévitable dans une situation donnée, c'est une chose. Mais autre chose est la collaboration active dans la reconstruction de ce pouvoir contre-révolutionnaire et de lui permettre ainsi d'essayer la liquidation de la révolution. Cela nous paraît à nous, soit à beaucoup des camarades étrangers, une méthode tout à fait incompréhensible. (...) Beaucoup de camarades à l'étranger se demandent aussi s'il n'aurait pas été possible de prendre, en un moment déterminé, l'initiative pour concentrer les forces révolutionnaires contre l'Etat bourgeois. N'était-il pas possible, par exemple, de créer une nouvelle expression du pouvoir au moyen de la convocation d'une représentation de conseils d'ouvriers, de paysans et de soldats, un pouvoir qui n'aurait pas à tomber aux mains de la bourgeoisie contre-révolutionnaire ? Une pareille assemblée n'aurait-elle pas pu mobiliser les masses ouvrières et paysannes d'une façon qu'il en serait sorti une nouvelle forme de vie pour toutes les forces sociales-révolutionnaires qui voulaient un véritable changement social ? "

Albert Yersen établit également la constatation que "toutes les révolutions et tentatives de révolutions qui suivirent la guerre mondiale furent empêchées et ratées à cause du pouvoir d'Etat et des gouvernements", et ceci que ce soit un pouvoir socialiste (comme dans le cas de la social-démocratie allemande d'après 1918) ou un vieil Etat. Quant à la révolution russe, le jugement formulé est catégorique : "elle a conduit à la formation d'un Etat nouveau qui fut présenté comme une garantie pour éviter que le vieil Etat bourgeois n'empêche le développement révolutionnaire. Nous connaissons le résultat. Peut-être n'y-a-t-il aucun pays au monde où la liberté soit aussi mutilée qu' en Russie. L'esclavage féodal a été remplacé par l'esclavage étatique."<sup>1</sup>

1. L'URSS fit souvent l'objet d'une dénigration en règle en tant qu'Etat totalitaire. Toutefois, l'URSS étant le seul pays (avec le Mexique) qui apporta directement son soutien aux armées républicaines, elle suscita parfois des remerciements pour cette aide (monnayée contre l'or de la Banque d'Espagne). Le *Boletín de Información CNT-FAI* (31 juillet 36) clamait d'abord bien haut "Les espagnols n'ont pas besoin de la Russie" et le 12 décembre 36, un article très virulent affirmait qu'"la Russie a prouvé rigoureusement que pouvoir hitlérien ou pouvoir prolétarien, pouvoir mussolinien ou pouvoir stalinien, c'est toujours la domination d'un seul avec ses terribles conséquences". *Anarquía FAI* (1<sup>er</sup> juillet 37) brossait le portrait de "Staline, empereur de toutes les Russies" et l'on rappelait l'élimination des anarchistes par le jeune pouvoir bolchevique, en mettant en garde contre le machiavélisme de l'URSS (*Información para el militante CNT-FAI*, vers février puis vers mars 37). Cependant, à l'intérieur d'un même journal, il pouvait exister une ambivalence envers "la Patrie des Travailleurs"; ainsi, *Tierra y Libertad* publiait un "Salut aux camarades de l'URSS" (15 octobre 36) et une présentation favorable de Staline (29 octobre 36), mais s'attaquait dans le même temps au bolchevisme (15 octobre), revenait sur la révolution soviétique et la liquidation des libertaires (article de F. Montseny, 29 octobre) et insistait pour que l'oubli ne se fasse pas sur les persécutions encore en cours contre des libertaires russes (21 novembre 36). La *Solá* ou *Mi Revista* n'échappèrent pas à cette dialectique du dédoublement.

Jusqu'à quel point la participation à l'Etat n'est-elle pas une négation de la spécificité même du projet anarcho-socialiste ?

Dans quelle mesure des libertaires participant à un gouvernement conservent-ils leur identité ?

Cette contradiction fut sûrement présente, bien que de manière diffuse, chez les anarchistes qui étaient à la tête de l'Etat. Leur manque de détermination, leur apathie trouvent ici un élément d'explication.

La participation à un Etat, quel qu'il soit, implique l'acceptation des frontières de celui-ci et de l'idée nationale. Au reste, l'un des thèmes de la propagande républicaine ne fut-il pas la défense du pays contre l'intervention étrangère ?

## FINS ET MOYENS

Les écrits anarchistes n'ont que peu abordé, ou plutôt de façon évasive, la question des moyens pour atteindre ou, à tout le moins, pour se rapprocher de la fin poursuivie. Le problème de la guerre consécutive à la révolution en armes, la question de la répression à exercer contre les contre-révolutionnaires. Ces éléments centraux du passage à la société anarchiste n'ont ainsi que très peu été pris en compte.

Traditionnellement, la philosophie libertaire rejette la guerre comme une *boucherie* indigne de l'idée que l'on veut se faire de l'homme. Cependant, dans le cadre de la lutte contre l'injustice et l'oppression, la référence à une guerre de classes, à une guerre sociale est fréquente. Ainsi, les anarchistes en viennent souvent à légitimer la perspective de la guerre civile, justifiant, implicitement, une tuerie alliant aux horreurs de la guerre la haine politique. La guerre civile est la guerre totale, ou plutôt la guerre totalitaire englobant toute la population. Pour se développer, la guerre nécessite le fanatisme et ce besoin de fureur dans l'intolérance est particulièrement intense dans la guerre civile.

Une fois la révolution déclenchée et face au choix des moyens, l'on a assisté alors à la mise au rancart des anciens scrupules et des valeurs éthiques. Car, "l'on ne peut plus être humain"<sup>1</sup> et l'on estime que "la force d'une idée n'a rien à voir avec la moralité du moyen qui l'exprime ou la soutient, elle est dans l'audace, dans l'énergie, dans la force tout court".<sup>2</sup>

Dans cet esprit d'adaptation au raisonnement guerrier, on en arrivait même à citer, comme le fit de manière surprenante *Al Margen* (texte de Ramon Dovaï 2<sup>ème</sup> quinzaine de novembre 37), l'exemple de fameux chefs militaires, tel Otto

1. Titre de l'article de Acracio Progreso, *Ruta*, 28 novembre 36.

2. *L'Espagne antifasciste*, No 1, 22 août 36.

Bismarck :

" Dans la guerre, l'unique finalité poursuivie est la soumission complète et totale de l'ennemi, la nature plus ou moins cruelle des moyens nécessaires pour obtenir une telle soumission n'important absolument en rien, comme le disait Bismarck : «La véritable stratégie consiste à harceler l'ennemi et à le maltraiter durement. Avant tout, vous devez infliger aux habitants des cités envahies le maximum de souffrances, de telle manière qu'ils soient écoeurés de la lutte et que vous vous assuriez leur concours pour ce qui est de la pression qu'ils ont à exercer sur leur Gouvernement pour le contraindre à se rendre. Vous ne devez pas laisser aux populations où vous passez autre chose que leurs yeux pour pleurer. » "

Le cas de la guerre civile espagnole a mis à vif la contradiction insoluble entre le projet de libération porté par le courant libertaire-anti-autoritaire-antimilitariste et les moyens relevant nécessairement de la *barbarie* qui furent employés dans la lutte armée<sup>3</sup>.

De la même manière que les anarchistes stigmatisent la dictature du prolétariat chère aux communistes, puisque ce n'est pas en renforçant l'oppression que l'on peut se rapprocher d'une société de libertés, l'on pourrait aussi reprocher aux anarchistes *violents* de croire qu'il est possible de forger un monde de fraternité ou d'amour en recourant pour cela à la force brutale.

La tragédie de la révolution espagnole procède d'une succession de dérapages incontrôlés/incontrôlables : pronunciamiento provoquant immédiatement un contre-soulèvement populaire et une révolution sociale, enlèvement du putsch militaire conduisant promptement à une guerre *classique* de fronts et de positions, guerre civile amenant rapidement une internationalisation du conflit, irruption des puissances renforçant le guépier initial et réduisant la marge de manoeuvres des autochtones, embourbement, puis dénouement de la guerre d'Espagne comme l'un des préalables du deuxième cataclysme mondial, ...

3. A quarante ans de distance, l'écrivain Ramon J. Sender, qui fut un compagnon de route des libertaires, exprime avec détermination son dégoût et son rejet de la guerre civile : "Une guerre civile est toujours odieuse parce que l'on découvre vite que la tendance de l'homme à assassiner (aucun animal dans l'histoire du monde n'a tué tant de semblables) est conaturelle à l'être humain. (...) Une guerre civile ou internationale est toujours une honte. (...) Notre guerre civile fut rien de plus et rien de moins que l'institutionnalisation du droit à l'assassinat." Texte "Desde este parentesis" ("Depuis cette parenthèse") ouvrant le No spécial de la revue littéraire *Camp de l'arpa* consacré à "Literatura y guerra civil" (No 48-49, Barcelone, mars 1978).

Avec l'internationalisation du conflit, le mouvement anarcho-syndicaliste se retrouva comme marginalisé, puisqu'il constituait sans doute la composante du paysage politique espagnol qui comptait le moins d'appuis à l'extérieur. Les anarchistes ne purent qu'élever d'impuissantes protestations contre la veulerie des démocraties <sup>4</sup>, la mollesse de la Société des Nations <sup>5</sup> et contre les diktats de l'URSS. L'absence d'une véritable et efficace solidarité internationale affecta les révolutionnaires espagnols qui ne purent que déplorer l'apathie des masses étrangères.

Un fort intéressant article-éditorial, signé Vincente G. Cortès et publié par *Al Margen*, 2<sup>ème</sup> quinzaine de décembre 37, exprimait nettement le scepticisme envers la solidarité des classes ouvrières de l'étranger sous le titre explicite de "La fiction de l'internationalisme":

"Il est douloureux d'avoir à le constater, mais nous devons nous rendre

4. Les pays démocratiques, en particulier la France du Front populaire, firent l'objet de vives critiques pour leur indétermination et leur passivité, qui faisaient finalement le jeu des puissances fascistes. La presse anarchiste reflétait une ambiguïté quant au rôle qu'elle souhaitait voir adopter par les démocraties; car d'une part, toute idée d'armistice, sous l'égide des grands Etats européens, était farouchement repoussée et, d'autre part, il était souvent souhaité un soutien effectif en armes par les démocraties, leur net appui diplomatique et donc une certaine forme d'intervention; alors que par ailleurs, les anarchistes ibériques craignaient de se faire déposséder de leur révolution et redoutaient aussi une immixtion des autres pays européens. Ainsi, souvent en même temps que l'on regrettait la molle indifférence des gouvernements démocratiques, l'on proclamait hautement "L'Espagne aux espagnols" (éditorial de la *Solá* du 26 mai 37). Le *Boletín d'Información CNT-AIT-FAI*, destiné à l'extérieur, mena régulièrement le procès de la lâcheté des démocraties (notamment dans les textes du 11, 15 et 25 décembre 36, 30 janvier, 27 février 37 avec un discours de M. R. Vazquez : "On nous traite d'une manière pire que le peuple abyssin. Dans la guerre avec l'Italie, on permit à l'Ethiopie d'acheter des armes, ce que l'on ne permet pas de faire à une nation civilisée qui se soulève pour chasser l'envahisseur, prétendant s'emparer du sol national"). *Tiempos Nuevos* dressa aussi un réquisitoire contre les pays européens, par exemple : - J. Balius, "Le suicide de la démocratie bourgeoise" (janvier 37); - éditorial de mars 37, "La peur de la guerre conduit à la guerre", où l'on lisait : "Nous soupçonnons que les gouvernements libéraux d'Europe préfèrent le triomphe du fascisme à celui de la révolution. Mais, le danger d'une guerre internationale n'a pas été évité"; - Federico Urales, "L'Espagne attaquée par deux puissances guerrières et cinquante nations pacifistes" (avril 37).

5. L'action ou plutôt les palabres de la SDN soulevèrent l'ironie rageuse des journaux anarchistes. La SDN était comparée à un "cirque équestre où travaillent des clowns et des prestidigitateurs" (*Cultura y porvenir*, 10 janvier 37), l'on fustigeait "L'ivrognerie de Genève" (*Criticón*, 5 juin 37). *Tierra y Libertad* par la plume de A. G. Gilabert proclamait à propos de "Genève et l'Espagne : Nous voulons des bombardiers et pas du beurre" (8 octobre 36) et *Acracia Progreso* écrivait un article au titre très explicite : "Oh ! La diplomatie ..." (14 novembre 36).

D'autres protestations contre la SDN se trouvent aussi dans le *Boletín de Información CNT-FAI* (10 décembre 36, 11 janvier et 2 février 37) et dans *Evolución* (septembre 37).

à l'évidence : Jamais comme maintenant, l'on n'a pu vérifier l'inefficacité et la faiblesse de cet internationalisme si mesuré, malgré la fougueuse éloquence dont on a fait étalage lors de meetings et dans des journaux ouvriers. Devant un fait d'une gravité aussi inhabituelle que celui qui se développe en Espagne, dont les répercussions peuvent être si néfastes pour ces nations taxées de démocratiques et pour les masses laborieuses qui y agissent sous la bannière de l'extrémisme, que font donc les organisations mastodontes qui rassemblent en leur sein des centaines de milliers de producteurs, comme celles d'Angleterre, des Etats-Unis, de France, de Belgique, de Suisse, de Hollande, etc., etc. ? (...)

En beaucoup d'occasions, les masses productrices, pour s'être vu refuser des augmentations de salaires et après avoir formulé les traditionnelles requêtes, ont provoqué des grèves de grande importance qui paralysèrent, par conséquent, les rouages de la production. Elles ne peuvent pas refuser de reconnaître l'importance de ce qui se débat en Espagne et donc elles devraient prendre une énergique résolution. Une grève générale faite à l'unisson par les travailleurs de France, d'Angleterre, des Etats-Unis, etc., etc. aurait des résultats décisifs. Elle pourrait obliger les Gouvernements à prendre véritablement au sérieux le problème de notre pays, en les forçant à adopter des mesures un peu plus efficaces que celles prises jusqu'à présent et dont nous savons que trop qu'elles ne dépassent pas celles de la grossière comédie qui est représentée à la si trahie Société des Nations.

Ainsi, nous constatons qu'alors que ces masses de producteurs ont été capables de déclencher d'énormes grèves dans le but d'obtenir des augmentations de salaires — qui, soit dit en passant, n'auront servi pour beaucoup qu'à les abrutir encore un peu plus — elles ne sont pas capables d'entreprendre une grève pour les nobles buts indiqués. Elles se contentent d'une sympathie platonique ou d'une petite aide économique, qui, fondamentalement, ne peuvent en rien remédier à l'angoissante situation de tout un peuple.

Et ce n'est pas seulement le peuple espagnol qui se trouve désemparé, faute de l'appui ferme et efficace de ceux qui pourraient l'aider, mais c'est aussi le peuple laborieux chinois et avant ce fut l'Abyssinie martyrisée. Il n'y a pas eu, il n'y pas de dignité dans les masses. (...)

C'est pour ça que nous, anarchistes individualistes, nous sommes plutôt sceptiques pour ce qui concerne les réalisations au caractère d'affranchissement que peuvent arriver à effectuer les grandes masses, aussi extrémiste qu'ait été le fanion derrière lequel elles s'étaient faites enrôlées. C'est pourquoi, dans notre propagande, avant le conglomérat, nous nous adressons à l'unité, soit à l'individu, puisque — et même difficilement — aucune oeuvre positive ne sera faite par un conglomérat social s'il n'est pas composé par des individus conscients. [Fin  
(Ce texte fut aussi publié et traduit, approximativement, par la *Revue de la Presse Libertaire-Syndicaliste-Espagnole*, 15 février 38)



Le fiasco de l'internationalisme prolétarien, ravalé au rôle de mythologie creuse <sup>6</sup>, fait songer à la débandade qui s'empara du mouvement syndicaliste révolutionnaire européen lorsqu'éclata la première guerre mondiale. Là également les promesses faites par *les damnés de la terre* pour se dresser dans chaque pays contre le patriotisme belliciste volèrent en éclat et la tendance majoritaire fut à l'union sacrée dans chaque Etat et à la collaboration politique tous azimuts.

\*  
\*

Dans le domaine de la défense du nouvel ordre social et donc de la répression envers les contre-révolutionnaires, les anarchistes, tout au moins en Catalogne, jouèrent un rôle important.

Les débordements de furie et le climat de terreur des premières semaines causèrent un préjudice considérable aux anarchistes qui furent, passablement à tort d'ailleurs, accusés d'avoir été les incitateurs des dévouements sangui- naires. La terreur s'avéra contre-productive et anti-révolutionnaire. L'image de la révolution sociale à l'intérieur et plus encore à l'étranger se trouva souvent être une image ternie, négative. L'on assimilait facilement les anarchis- tes à des pillards sans morale, à des sadiques ne songeant qu'à se vautrer dans le luxe des anciennes classes possédantes. L'anticléricisme extrême, la liquidation physique des ecclésiastiques faisaient fâcheusement penser à des guerres de religion que l'on croyait définitivement éteintes en Europe. A cet égard, la très large diffusion des photographies montrant l'ouverture de cer- cueils et l'exhibition de momies d'ecclésiastiques, soi-disant pour prouver les tortures endurées jadis derrière les murs des couvents, eut un effet désas- treux pour la réputation des *révolutionnaires*. Face à ce genre de saccages, des

6. "On voit bien que ce truc de la «dignité de classe» et cette histoire de «prolétaires de tous les pays, unissez-vous» est un cliché auquel on n'accorde aucune importance" écrivait, amer, Cyrano dans un autre No de *Al Margen* (2<sup>ème</sup> quinzaine de mars 38), journal décidément riche en réflexions percutantes.

personnes jusque-là sympathisantes du mouvement libertaire et du projet révolutionnaire se détournèrent de la CNT-FAI, pour parfois rejoindre le camp des communistes, considérés comme formant un parti responsable, "organisé et discipliné". Ce fut, par exemple, le cas du cinéaste surréaliste Luis Buñuel (1900-1983)

Alors que L. Buñuel s'était signalé par une rare virulence anti-cléricale — comme dans "L'âge d'or" de 1930, où l'on voyait notamment aussi des squelettes recouverts de tiaras et de vêtements religieux, exposés sur un rocher marin —, l'irruption de la violence réelle, concrète des débuts de la guerre civile le laissa (à Madrid) déboussolé et atterré. L'on peut mesurer ici tout le décalage qui existe entre la violence sublimée exprimée par un artiste et la *basse* violence perpétrée dans la réalité historique.

" La révolution violente que nous sentions monter depuis quelques années, et que personnellement j'avais tant souhaitée, passait sous mes fenêtres, sous mes yeux. Elle me trouvait désorienté, incrédule. (...)

Les trois premiers mois ont été les pires. Comme beaucoup de mes amis, l'absence terrible de contrôle m'obsédait. Moi qui avais ardemment souhaité la subversion, le renversement de l'ordre établi, placé soudain au centre du volcan je prenais peur. Si certains gestes me paraissaient insensés et magnifiques — comme ces ouvriers qui un jour s'entassèrent dans un camion, allèrent jusqu'au monument du Sacré-Coeur de Jésus, édifié à une vingtaine de kilomètres au sud de Madrid, formèrent un peloton d'exécution et fusillèrent en bonne et due forme la haute statue du Christ — en revanche je détestais les exécutions sommaires, le pillage, tous les actes de banditisme. Le peuple se soulevait, prenait le pouvoir, et tout aussitôt se divisait et se déchirait. Des règlements de compte injustifiés faisaient oublier la guerre essentielle, qui seule aurait dû compter.

(...) Un jour ma femme de ménage vint me dire : « Descendez voir, il y a un curé fusillé dans la rue à droite. » Tout anticlérical que j'étais, et cela depuis mon adolescence, je n'approuvais en aucune façon ce massacre. (...)

Malgré mes sympathies théoriques pour l'anarchisme, je ne pouvais pas supporter leur comportement arbitraire, imprévisible, et leur fanatisme. (...)

Je voyais sous mes yeux un vieux rêve réalisé et je n'y trouvais qu'une certaine tristesse. " <sup>7</sup>

7. Luis Buñuel "Mon dernier soupir" (mémoires sous forme d'entretiens avec son scénariste Jean-Claude Carrière, Ed. Laffont, Paris 1982, pp 184-190).

Les sentiments de peur ou de panique qui s'emparèrent des classes moyennes face à la violence déferlante de l'été 36 poussèrent ensuite la petite bourgeoisie à se tenir à l'écart ou à lutter contre la société nouvelle. L'incapacité de contrôler véritablement les actes brutaux commis contre les *privilegiés* disqualifia durablement les milieux révolutionnaires.

La violence collective — *révolutionnaire* ou non — apparut très vite comme la manifestation du *droit* du plus fort. La violence, pour les anti-autoritaires qu'étaient censés être les libertaires, se révéla, à contrario, comme la preuve effective qu'ils exerçaient la coercition, le pouvoir. D'ailleurs, les familles des victimes *fascistes* considérant, au début, la CNT-FAI comme les nouveaux maîtres, tentèrent par divers moyens classiques (corruption, faveurs féminines, gâteries, ...) de faire fléchir, d'amadouer les anarcho-syndicalistes occupant des fonctions décisives quant au sort de leurs proches.

La prolongation de la guerre — de la *sale guerre*, les alarmes, les bombardements, les blessés, invalides, fusillés, les queues, les privations, les restrictions, ... amenèrent un climat de désenchantement, de désillusions, de dégoûts, ...<sup>8</sup> Une grande part de la population souhaitait avant tout la fin des combats, avant même de savoir quel camp l'emporterait. Les ovations des foules sur le passage des défilés de troupes nationalistes dans les villes reconquises/tombées étaient avant tout des manifestations d'allégresse devant la fin de la guerre, devant la fin de leur cauchemar. La guerre civile qui avait eu la capacité de réveiller un enthousiasme et une énergie formidables parmi le peuple espagnol le laissa ensuite très longtemps exsangue et apathique ...

\*  
\*

8. Les réactions d'une famille madrilène moyenne face à la guerre et à ses tragédies sont remarquablement décrites dans la pièce de théâtre de l'acteur Fernán Gómez - "Las bicicletas son para el verano" ("Les bicyclettes sont pour l'été") - que Jaime Chavarrri porta peu après, en 1983, à l'écran.

Le penseur anarchiste italien Errico Malatesta (1853-1932) avait lucidement mis en garde contre l'inférial engrenage de la violence. C'est pourquoi il terminait sa brochure sur "La terreur révolutionnaire" par cette réflexion : "Si pour vaincre, on devait élever des potences sur les places publiques, je préférerais être battu."<sup>9</sup> Dans l'Espagne de 36, la contradiction se situa pour les anarcho-syndicalistes précisément dans la croyance que *pour vaincre et ne pas être vaincu*, il leur fallait accepter les pelotons d'exécution, les prisons, les camps, la torture ... et admettre de se retrouver dans la peau de bourreaux, flics, geôliers, tortionnaires, ... Cette gangrène de la haine ne toucha pas seulement les *ennemis de classe* du nouveau régime, mais elle se répandit également dans la manière de poser et de résoudre les divergences au sein du camp antifasciste (mai 37, les prisons clandestines et les tchékas respectives, la fin de la guerre à Madrid, ...).

L'on peut constater qu'en matière de répression, les anarchistes espagnols allèrent très loin, beaucoup trop loin par rapport à certains avertissements exprimés par divers théoriciens de l'acratie.

Ainsi, le précurseur anglais William Godwin estimait que "la force des armes sera toujours suspecte à notre entendement, car les deux parties peuvent l'utiliser avec la même chance de succès. C'est pourquoi il nous faut abhorrer la force". Proudhon refusait un socialisme fondé sur une "Saint-Barthélémy des propriétaires"<sup>10</sup>. Bakounine, sur la fin de sa vie, insistait pour qu'une nette distinction soit faite entre la nécessaire destruction des institutions et l'humanité dont il fallait faire preuve envers les personnes. Kropotkine également en vint à se méfier de la violence hors limites et à repousser l'idée de la terreur :

" Le massacre des bourgeois en vue du triomphe de la révolution est un rêve insensé. Leur nombre même s'y oppose; car outre les millions de bourgeois qui devraient disparaître dans l'hypothèse des Fouquier-Tinville modernes, il y aurait encore les millions de travailleurs demi-bourgeois qui devraient les sui-

9. Errico Malatesta "La terreur révolutionnaire", Les éd. de l'Emancipateur, Bruxelles 19??, p. 6.

10. Les deux citations proviennent de l'article de Hem Day, "A l'école de Godwin, la non-violence comme technique de libération", pp 70 et 68, inséré dans le No spécial que sa revue *Pensée et Action* avait consacré à William Godwin (1756-1836) *Philosophe de la Justice et de la Liberté*", Bruxelles 1953.

vre. En effet, ceux-ci ne demandent qu'à devenir bourgeois à leur tour, et ils s'empresseraient de le devenir, si l'existence de la bourgeoisie n'était frappée que dans ses résultats et non dans ses causes. Quant à la Terreur organisée et légalisée, elle ne sert, en réalité, qu'à forger des chaînes pour le peuple. Elle tue l'initiative individuelle qui est l'âme des révolutions; elle perpétue l'idée de gouvernement fort et obéi; elle prépare la dictature de celui qui mettra la main sur le tribunal révolutionnaire et saura le manier, avec ruse et prudence dans l'intérêt de son parti.

Arme des gouvernements, la Terreur sert avant tout les chefs des classes gouvernantes; elle prépare le terrain pour que le moins scrupuleux d'entre eux arrive au pouvoir. " 11

Les anarchistes espagnols ont mésestimé gravement la nécessité cruciale de trouver une adéquation entre les moyens et la fin. Le choix des moyens s'inscrit dans la dynamique de cet aphorisme de Gandhi, selon lequel "La fin est dans les moyens comme l'arbre est dans la semence". Partant d'une problématique semblable, Albert Camus, qui se sentait assez proche de la philosophie libertaire, dira en 1951 dans "L'homme révolté" : "La fin justifie <sup>les moyens</sup> ? Cela est possible. Mais qui justifiera la fin ? A cette question, que la pensée historique laisse pendante, la révolte répond : les moyens."<sup>12</sup>

Pour un mouvement révolutionnaire prétendant à l'émancipation universelle, un déferlement de violence sur une longue période et sur une large échelle va à l'encontre de l'esprit de convivialité, indispensable à l'édification de la société nouvelle. A moins d'opter pour l'absurde et de vouloir liquider physiquement la moitié ou le tiers de la population, il faut oeuvrer, dès même le début de la révolution, dans le sens d'une réconciliation et d'une recherche

11. Pierre Kropotkine, "Oeuvres", textes réunis par Martin Zemliak, Ed. Maspéro, Paris 1976, p. 270. A propos d'une connaissance réelle des idées libertaires, Cyrano faisait, à juste titre remarquer, dans *Al Margen* (15 octobre 37) : "Il y a beaucoup d'iconoclastes cent pour cent qui ont les murs de leurs maisons couverts des effigies des plus notables penseurs, sans qu'ils ne se soient préoccupés en rien de lire leurs oeuvres. Evidemment, il en coûte moins d'acheter quelques images avec l'effigie de Kropotkine ou de Reclus et de les coller à la paroi, que d'acquérir leurs livres et de les lire."

12. Sur la violence et la révolte, Camus plaidait pour une claire limitation des dégâts humains : "L'action révoltée authentique ne consentira à s'armer que pour des institutions qui limitent la violence, non pour celles qui la codifient. Une révolution ne vaut la peine qu'on meure pour elle que si elle assure sans délai la suppression de la peine de mort; qu'on souffre pour elle la prison que si elle refuse d'avance d'appliquer des châtiments sans terme prévisible. Si la violence insurrectionnelle se déploie dans la direction de ces institutions, les

annonçant aussi souvent que possible, ce sera la seule manière pour elle d'être vraiment provisoire." "L'homme révolté", pp 360-361.

de la concorde. Tôt ou tard, l'heure sera à la négociation, à la médiation et au dépôt des armes. Un certain respect minimum et mutuel devra renaître. Plus l'intensité des haines déchaînées aura été forte, plus profond sera le fossé à combler et plus long sera le chemin pour parvenir à une entente. De toute manière, les générations suivantes auront beaucoup de peine à accepter les tueries fratricides de la guerre et l'impression dominante sera, comme dans le cas de l'Espagne, que "la guerre civile fut une époque honteuse qu'il vaut mieux oublier".<sup>13</sup>

Et après quelques dizaines d'années, les combattants acharnés d'antan, même après un dur exil, seront d'accord de se rencontrer et de débattre de leur passé si divergent mais également si commun. Les échanges pourront être vifs mais non plus faits de fusillades et de canonnades, mais d'argumentations et de points de vue. Le dialogue supplantera enfin la guerre. Et alors que les anciens combattants auront souvent l'impression d'être en décalage par rapport à l'époque présente, ils se sentiront, presque malgré eux, en affinités temporelles avec leurs ex-ennemis et comme sur une même longueur d'onde et de langage.<sup>14</sup>

Dans une guerre civile, il ne peut y avoir de vainqueur absolu. La victoire militaire ne saurait signifier l'assurance d'avoir aussi remporté la victoire politique et sociale.

Pour clore ce chapitre sur les moyens, il vaut la peine de reproduire l'étonnante lettre que cinq lecteurs adressèrent, dix jours seulement après le

13. Selon la grande enquête réalisée en 1983 par l'hebdomadaire *Cambio 16*, le 73 % des espagnols interrogés avaient, quarante<sup>ans</sup> plus tard, une telle réprobation. Voici la fin de l'éditorial de Juan-Tomas de Salas - "A tout jamais" - ouvrant cette intéressante série de Nos : "Le premier enseignement, le grand enseignement de la guerre civile (...) est celui-ci : ni ceux de «no pasarán» ni ceux qui passèrent à feu et à sang ne nous ont laissé aucun héritage qui en vaud la peine. Sauf un : leur exemple est désastreux, il ne faut jamais l'imiter, jamais il n'y a une quelconque raison valable pour tuer un frère espagnol. Ni de gauche, ni de droite, ni de la Lune." Sous le titre, "Enquête sur la guerre civile, l'horreur qui ne s'oublie pas", *Cambio 16* publia donc 4 extras les 19, 26 septembre et les 3, 10 octobre 1983.

14. Comme cela fut le cas lors de la première grande rencontre réunissant à Barcelone, du 19 au 21 avril 1979, sous le titre "Colloque international sur la guerre civile d'Espagne", les historiens, les spécialistes et des personnalités importantes des deux camps. Dans l'ensemble, cette volonté de dialogue, cette tendance à accepter une réconciliation n'ont fait que s'accroître depuis lors.

pronunciamento, à la rédaction de la *Solá* pour demander que "cesse l'actuelle tuerie" — qui était en train de devenir la guerre civile — et pour réclamer une médiation entre les adversaires. Cet appel, pathétique et presque *utopique* vu les circonstances, suscita une réaction mi-railleuse mi-agacée de la *Solá* (6 août 36). Signée des initiales F.S., cette longue réponse du journal s'articulait autour de "la paix est aussi notre devise, mais grattez-vous la tête pour voir s'il serait possible que nous nous mettions à donner des gâteaux à ceux qui sont en train de nous tirer dessus".

Voici cette lettre singulière, sincère mais aussi *visionnaire*, précédé d'un titre et d'un préambule dus à la *Solá* :

" La Paix, oui; mais pour ceux qui nous font la guerre, quoi ?

Cinq messieurs — nous disons messieurs, car nous ne les connaissons pas — ont jugé bon d'envoyer une lettre à SOLIDARIDAD OBRERA, en demandant la paix à foison. Cette lettre est si insensée que, pour cela même, elle mérite que nous en donnions connaissance. Voici ce que disent nos très affligés correspondants :

« Au nom du sens commun, de l'humanitarisme, de la liberté, de la fraternité, du droit à la vie, nous demandons à SOLIDARIDAD OBRERA qu'elle change son bellicisme actuel et qu'elle contribue à la

PAIX, PAIX, PAIX

pour qu'il y ait du travail, pour que le droit à la vie soit véritable, pour que la peine de mort soit abolie.

Pourquoi nous les espagnols, sommes-nous si brutaux, pourquoi, toujours sommes-nous en train de nous entre-tuer ? Aujourd'hui avec le prétexte social, hier avec le politique, avant avec le militaire, avant encore avec le colonial et encore avant avec le constitutionnel et ainsi tous les siècles.

Est-ce cela le progrès ? Est-ce cela la tolérance ? Est-ce cela la liberté ?

Notre groupe de citoyens, nous désirons, accablés par tant de sang, tant de stupidité, tant de brutalité, que cesse l'actuelle tuerie et que l'on emploie tous les moyens pour obtenir une transaction.

Transigeance, tolérance et respect mutuel ! Que ce sont de beaux mots ! Simplement des mots.

Barcelone, le 29 juillet 36 »

(suivent les signatures des cinq attristés) . "

## EVOLUTION DU MOUVEMENT ANARCHISTE

Les enjeux de la guerre civile et de la révolution, les urgences de la situation imposèrent une adaptation au mouvement anarchiste.

De formation viscéralement oppositionnelle, hors politique, la CNT-FAI dut se réorganiser en fonction du rôle prépondérant et souvent officiel qu'elle était amenée à jouer. La prétention du syndicat à vouloir coiffer l'ensemble de la société supposa une refonte des rouages de la CNT-FAI. Toutefois, une pareille transformation s'effectua à chaud, dans le feu de l'action, car à la veille du déclenchement de la révolution — comme devait justement le préciser ensuite Diego Abad de Santillán — "la grande majorité [des anarchistes] ne pensait pas à la proximité de notre heure et les militants eux-mêmes étaient passablement sceptiques"<sup>1</sup>.

La révolution représenta un énorme afflux de nouveaux membres vers les centrales syndicales et vers les partis. En Catalogne, la CNT qui était déjà, et de loin, la principale organisation des milieux populaires vit, avec l'échec du pronunciamiento et avec des mesures telles que la syndicalisation déclarée obligatoire, ses effectifs gonfler de façon spectaculaire. Le moment poussait chacun à un engagement social, tandis que tous les aspects de l'existence étaient politisés à l'extrême.

La centrale anarcho-syndicaliste dut, pour accueillir le flot des nouveaux adhérents, ouvrir de nouvelles sections. Ainsi, en été 36, diverses professions, parfois peu banales, furent notamment admises au sein de la grande

1. Interview parue dans *Mi Revista*, 1<sup>er</sup> mars 37. Dans cet entretien, ce dirigeant précisait ce qui "distingue les hommes de la CNT-FAI" : "Ce qui nous distingue, ce qui nous est essentiel dans le mouvement ouvrier moderne, c'est notre idéalisme, notre ligne de conduite austère, notre rectitude invariable, notre combativité."



famille CNTiste : "les médecins dentistes (section de prothèse dentaire), les travailleurs des cynodromes de Barcelone, l'union des professeurs particuliers", sans oublier "les professeurs de chant, déclamation et mise en scène"<sup>2</sup>. En terme de chiffres, il est très ardu d'essayer de quantifier la taille atteinte par la CNT-FAI. Selon *Ideas*, en mars 37, la CNT-FAI en Catalogne aurait compté 1'200'000 membres, appartenant à six cent quarante-huit syndicats; à la même époque et pour cette même province, selon la *Solí*, le chiffre aurait été, très exactement, de 954'547 affiliés; enfin selon *L'Espagne Nouvelle*, vers octobre 37 et "d'après les derniers rapports confédéraux", l'effectif de la CNT est de 2'500'000 membres, "y compris 200'000 miliciens en service sur le front" et la FAI (lors de son congrès des 4-7 juillet 37 à Valence) aurait réuni les délégués de 158'680 affiliés.<sup>3</sup> Au-delà de ces chiffres, généralement gonflés pour des raisons de propagande, ce qui demeure c'est la taille de mastodonte à laquelle était parvenu le syndicat anarcho-syndicaliste.

Face à cette marée de nouveaux adhérents, la question de la qualité des recrues récentes et donc de l'identité de l'organisation anarcho-syndicaliste se trouvait posée.

D'une part, l'on savait qu'une proportion des nouveaux membres n'étaient que de simples opportunistes — la *Solí* (8 août 36) prétendait même que "la plupart du temps, les récents arrivés sont des gens qui courent après le triomphateur de quelque couleur qu'il soit" et D.A. de Santillán (*Boletín de Información CNT-FAI*, 29 décembre 36) déclarait que "maintenant des gens peuvent arriver chez nous en n'aspirant qu'à une protection ou à un avancement personnel, alors qu'avant, il ne venait que ceux qui étaient disposés à affronter tous les martyrs et les persécutions pour la grande cause de la justice" —; et d'autre part, l'on voulait être ouvert et accueillant, en demeurant néanmoins vigilant et quitte, au besoin, à épurer : "Le fait de tenir les portes ouvertes pour tous ceux qui arrivent, ne veut pas dire que nous devons éluder le crible nécessaire pour expurger ceux qui ne sont pas dignes d'être dans nos rangs." (Santillán, idem.

2. *Boletín de Información CNT-FAI*, 11 août et 18 septembre 36.

3. *Ideas*, 11 mars 37, *Solidaridad Obrera*, 31 mars 37 et *L'Espagne Nouvelle*, 15 octobre 37.

La difficulté résidait dans le fait que l'anarchisme n'est pas une doctrine pré-mâchée ou un prêt-à-porter idéologique et que le militant nouveau n'avait pas toujours parcouru le cheminement idoine vers les idées libertaires. C'est pourquoi, "les nouveaux syndiqués (...) ne peuvent pas du jour au lendemain, ni comme par enchantement, se convertir en militants conscients de leur militance" (*Ideas*, 14 janvier 37). José Peirats (*Trabajo*, 3 juillet 37) constatait aussi qu'"être anarchiste n'est pas une chose facile même si les données ne manquent pas pour apprécier la catégorie idéologique au travers d'une consigne et d'un carnet" : "l'anarchiste est avant tout sentiments, tempérament et conviction"; Peirats soulignait aussi le risque d'une perte d'identité : "il est urgent de semer des idées dans la masse des partisans. Il faut les déterminer avant que ce ne soient eux qui nous déterminent en nous poussant, par la voie de garage, vers le déraillement." <sup>4</sup>

A l'instar de la croissance des effectifs, l'appareil de la CNT-FAI connut une vaste expansion. D'organisation bannissant les permanents, la centrale anarcho-syndicaliste fonctionna avec de nombreux militants devenus professionnels : secrétaires, représentants et délégués à plein temps, économistes, comptables, gestionnaires, journalistes, ... sans oublier des chauffeurs, des employés de bureaux, des concierges, ... Beaucoup d'immeubles (anciens locaux patronaux, religieux, des imprimeries, ...) furent saisis, dotant la CNT-FAI d'un patrimoine immobilier avantageux.

On remarque une concomitance entre l'intégration politique des anarchistes et les modifications survenues dans les structures de leur mouvement. Il a déjà été souligné que la participation gouvernementale, même temporaire, devait fatalement entraîner des répercussions plus durables et profondes que cel

4. Pour entrer dans la FAI, qui était censée maintenir la pureté du mouvement de masse anarcho-syndicaliste, les exigences étaient plus élevées. Il fallait être "travailleur manuel ou intellectuel", envoyer "sa demande au groupement local de quartier ou de district, avalisée par deux affiliés effectifs. Il s'ouvrira une information sur chaque cas, à la vue de laquelle l'assemblée générale décidera si l'adhésion est valable ou non." "Normes" figurant dans *El Productor* CNT-FAI-FIJI (14 août 37), hebdomadaire paraissant dans la localité valencienne de Onteniente. Selon *L'Espagne Nouvelle* (15 octobre 37), "en ce qui concerne la qualité des membres" — "on n'entre dans la CNT que présenté par deux parrains ayant quatre ans de mouvement" — "elle est en général satisfaisante. Les commissions mixtes nommées par les divers secteurs antifascistes pour épurer les organisations des fascistes et des indésirables qui s'y étaient introduits par fraude, ont relevé un pourcentage de déchets infiniment plus grand dans l'UCT et les partis politiques que dans la CNT anarcho-syndicaliste". Pour sa part, le *Boletín de la agrupación los de ayer y los de hoy* (août 37) relevait mi-satisfait mi-agacé que "c'est à la mode de se dire anarchiste".

les pressenties comme conséquences de la simple présence, momentanée, de quelque ministres. Parmi ces conséquences, il faut mentionner : l'apparition de dirigeants agissant en tant que *chefs* liés en priorité aux charges gouvernementales; la formation d'une sorte d'état-major prenant en mains les destinées du mouvement; la propension au centralisme et, par contre-coup, la limitation de l'autonomie des sections; l'affaiblissement de la démocratie interne (prises de décisions en cercles restreints, désignations par cooptation); la tendance à réclamer l'uniformisation des opinions chez les militants; le renforcement de la discipline intérieure et un comportement d'obéissance demandée aux adhérents.<sup>5</sup>

Au nom de l'efficacité et des exigences de la guerre, l'intervention de la CNT dans la politique avait été admise. A partir de l'été 37, des commissions auxiliaires politiques (C.A.P.) se mirent à fonctionner. Composées de dirigeants de premier plan, ces commissions étaient censées orienter les militants et elles se chargeaient des contacts avec les partis et des négociations par rapport aux gouvernements. Cependant, un pas supplémentaire, considérable au vu des principes acratiques, fut franchi lorsque vers la mi-38, le projet de constitution d'un "parti socialiste libertaire" fut ouvertement débattu au sein de la FAI. Lancé par Horacio Martínez Prieto (qui avait été secrétaire du comité natio-

5. Ces quelques textes témoignent d'une pareille rigidification : - "La discipline est autorité, force et efficacité" (*Nuestra revista*, octobre 36); - éditorial de la *Solá* (20 novembre 36) "L'indiscipline et l'excès de discussion nous conduiront à l'échec"; - fermes résolutions prises par le comité national de la CNT-FAI-FIJI "pour l'accomplissement des accords de l'organisation confédérale" et renforçant les attributions des comités régionaux (*Boletín de Información CNT-FAI*, 12 mars 37); - éditorial du *Bulletin d'Information CNT-AIT-FAI* (3 avril 37), dont voici la fin : "Si nous voulons faire la révolution, continuons à observer ce mot d'ordre, le plus important de tous : DISCIPLINE ! DISCIPLINE ! DISCIPLINE !" - des adjonctions pour se conformer à ce qui a été décidé *en-haut* et pour ne pas discuter de façon critique en public : "Tout bon militant de la FAI doit veiller à ce que les divergences internes sur des problèmes de tactique ou d'organisation ne commencent pas à être connues à l'extérieur. Face à l'ennemi commun, un seul bloc !" (*Boletín de información y orientación orgánica del comité península de la FAI*, 25 juin 37) ou "Aucun camarade conscient ne critique les Comités en public, parce qu'il sait que c'est favoriser les desseins de l'adversaire" et "L'anarcho-syndicalisme et l'anarchisme organisé se régissent par la loi des majorités [.]". Le militant a le droit d'opinion et celui de défendre ses thèses. Mais il est obligé d'obéir aux décisions majoritaires, même si elles sont contraires à son avis." (*Boletín del comité nacional de la CNT para exclusivo uso de los sindicatos*, 1<sup>er</sup> novembre 37).

nal de la CNT jusqu'en novembre 36 et l'ardent défenseur de l'entrée des anarchistes aux gouvernements), ce projet de parti souhaitait faire de la FAI l'agent politique du mouvement anarchiste espagnol, dont la CNT aurait continué à être la composante économique.

L'historien Cesar Martínez Lorenzo résume les idées-forces de son père "Selon Horacio Prieto, le communisme libertaire ne pouvait être qu'un but lointain, une aspiration, et l'anarchisme, une morale et une philosophie. Pour parvenir à ce communisme, une longue époque de transition était nécessaire, durant laquelle des réalisations libertaires étaient possibles mais non pas d'une manière systématique. Il fallait faire preuve d'opportunisme, de souplesse et ne pas hésiter à participer au gouvernement, à toutes les hautes charges de l'Etat et même au Parlement avec l'intention de prendre le pouvoir. Il fallait faire de la politique en permanence et non plus d'une manière circonstancielle; l'apolitisme révolutionnaire était mort." <sup>6</sup>

Les propositions *politistes* de H. M. Prieto furent repoussées massivement par le plenum national de fédérations régionales du Mouvement libertaire, qui se tint à Barcelone du 6 au 30 octobre 38. Il n'empêche que de tels souhaits de révision ou d'actualisation de l'anarchisme sont révélateurs du malaise envers la politique et la politique qui traversa la CNT-FAI. Cependant, un parti socialiste libertaire, d'une mouture somme toute assez voisine du Parti Syndicaliste (créé en 1933 par Angel Pestana et qui n'eut jamais de véritable retentissement), aurait signifié la participation aux élections, la représentation parlementaire et

6. C.M. Lorenzo, op cit, pp 294-300. L'argumentation de H.M. Prieto fut publiquement développée dans un long texte de dix pages, "Etude polémique", que curieusement la revue *Timón*, dirigée par D.A. de Santillán, publia en septembre 38. Toutefois, ce dernier ne manqua pas de faire suivre l'article d'un cinglant commentaire : "(...) un homme qui dit avoir milité vingt ans dans notre mouvement met en évidence, au bout de vingt ans, qu'il n'a rien compris à l'anarchie". A noter que dans la large enquête-interview réalisée par cette même revue (Nos 1 à 4, de juillet à octobre 38), pour savoir si "à partir de l'expérience que nous offre la période commencée en juillet 36, le mouvement libertaire a quelque chose à rectifier ?", H.M. Prieto fut le seul des sept intervenants du reste assez pâlots (D.A. de Santillán, F. Montseny, M.R. Vázquez, Jacobo Prince, J. Maguid ex directeur de *Tierra y Libertad* et Pedro Herrera, membre du secrétariat du comité péninsulaire de la FAI) à prôner un réel changement de cap. A signaler un article isolé, signé A. Sánchez Gimenez et publié dans le No du 15 janvier 38 de *Comunicaciones Libre* sous le titre "La création du Parti Socialiste Libertaire est-elle opportune ?", interrogation à laquelle il était donné une réponse favorable.

une présence (permanente) au gouvernement et à la direction de l'Etat. Avec une pareille orientation, l'on voit mal ce qui serait resté de spécifiquement anarchiste dans un tel parti, visant ouvertement à conquérir sa *part de gâteau* du pouvoir politique.

\*  
\*

#### L'ECOLE DE MILITANTS

Dans un semblable esprit d'unification et d'efficience, il avait été créé à Barcelone et à fin août 36 déjà, un singulier établissement : l'Ecole de Militants de Catalogne CNT-FAI.

Placée sous l'égide des Comités Régionaux de la CNT-FAI et installée au rez-de-chaussée de "la Casa CNT-FAI", cette école avait pour objectifs de former des orateurs, des journalistes, des propagandistes et des organisateurs. Le directeur en était Manuel Buenacasa, célèbre dirigeant et l'un des membres fondateurs de la CNT. Dans son texte de présentation paru dans le premier No (novembre 36) du mensuel de l'établissement (*Boletín de la Escuela de Militantes CNT-AIT-FAI* devenu ensuite *Amanecer*), M. Buenacasa taquinait bizarrement le paradoxe : "Faire des Militants ! Cela ne se fait pas. Les Militants nous ne pouvons pas dire qu'ils naissent comme les poètes. C'est dire que notre Ecole n'a pas d'autre objectif que celui d'indiquer au militant, qui est toujours le poète de la vie, la manière de mettre en musique ses propres conceptions".

L'école fonctionnait gratuitement, les professeurs étaient bénévoles et, au début mai 37, l'école accueillait 500 élèves. *Amanecer* (mai-juin 37) présenta les divers cours, qui consistaient surtout en conférences données par beaucoup des ténors-dirigeants de l'anarcho-syndicalisme.

Les cours avaient lieu en début de soirée ou en fin d'après-midi ; lundi : leçons sur "Histoire de la Civilisation (Les Faits de l'Histoire Universelle)", mardi et jeudi : "Organisation et normes syndicales spécifiques et confé-

dérales", mercredi : "Evolution des idées sociales et économiques", vendredi : "Histoire d'Espagne et des cultures ibériques", le samedi était consacré à des "controverses entre élèves et professeurs sur des thèmes traités antérieurement" et le dimanche consistait en des "examens généraux ou pratiques d'art oratoire et d'écriture".

A propos précisément d'un de ces examens dominicaux pour orateurs, "Tristan" en donna dans *Ideas* (4 février 37) un compte-rendu plutôt réservé et ironique, reprochant aux discoureurs en herbe de manquer de naturel et de simplicité : "(...) L'on respirait une ambiance de théâtralité caractéristique de la première de l'oeuvre d'un auteur célèbre ou de la présentation d'un acteur auréolé de la gloire. (...) Nous avons pu constater dans leurs interventions une certaine dose de théâtralité qu'ils doivent s'efforcer d'abandonner. Il doit y avoir moins de fiction et plus de naturel dans l'expression des idées. Le geste, l'expression doivent s'adapter à la psychologie de l'orateur. Il ne peut y avoir une règle pour tous. (...) Pour terminer cette agréable session, le compagnon Giner, du Syndicat Unique des Spectacles Publics, qui la présidait, prononça un discours très bien bâti, mais plein de théâtralité (il n'est pas acteur pour rien)."

En octobre 37, le "Manuel du Militant" rédigé par cette école fut publié par les Offices de propagande CNT-FAI. Véritable vade-mecum, il guidait (sur 158 pages) le militant pour lui faire comprendre les mécanismes internes de l'organisation et les ressorts de la propagande.

A la lecture des contributions des élèves dans leur bulletin, au vu de certaines réactions sceptiques<sup>1</sup>, il apparaît que cette école de militants distil-

1. Ainsi Juan García Oliver, pourtant très favorable à cette catégorie d'établissements, déclare dans ses Mémoires : "Elle fonctionna comme une école primaire [et non pas] comme une école supérieure" (p. 226; García Oliver figurait parmi les conférenciers prévus pour cette école, de même que des personnalités pourtant plus critiques comme José Peirats ou Severino Campos, sans oublier, par ailleurs, l'infatigable et omniprésent Dr Félix Martí Ibañez). Dans le manifeste présentant les activités de l'école (*Amanecer*, mai-juin 37), les élèves tenaient à préciser : "La nôtre n'est pas une école de bavards comme quelqu'un[?] l'a insinué malicieusement". Sur cette étonnante école, voir aussi les descriptions suivantes : *Boletín de Información CNT-FAI*, 31 août 36, annonce de la création de "L'Ecole Doctrinale et Oratoire de la CNT" et 25 décembre 36, critères et modalités d'examen de l'école, avec un appel aux sections locales pour signaler les fautes ou défauts observés chez les jeunes propagandistes en tournée; *Mi Revista*, 15 février 37; *Solidaridad Obrera*, 4 mai 37; *Ilustración Iberica*, février 38. L'école essaima en Catalogne et dans quelques autres régions d'Espagne où des établissements comparables virent le jour. Au début 37, *Amanecer* annonçait fièrement sous "Ecoles filiales et en formation" 23 lieux + 1 "etc" en Catalogne et 3 autres fonctionnant déjà ailleurs; probablement que le virus inculqué de la propagande gonflait ces chiffres, mais, en tous les cas, *Superción* (2 août 37) faisait part du fonctionnement réel à Sabadell d'une Ecole de Militants.

lait surtout un goût de l'emphase et reflétait un conformisme *officiel* et ambiant. Sur le fond, cet appareil semblait peu adéquat pour une diffusion vraie et vivante des idées libertaires.

Un tel moule à bonnes paroles anarchistes faisait davantage songer à un séminaire d'apprentis évangélistes ou à une école de cadre du parti communiste qu'à un lieu préparant à l'acquisition d'une culture libertaire souple, vivante, incitant chacun à un questionnement personnel et critique. Comme dans le cas d'une pépinière, cette école tendait à reproduire *un même type* de militants, calibrés de la même manière et liés à un même tuteur.

\*  
\*

## PRESSE

Dans le secteur de la presse, les instances dirigeantes de la CNT-FAI cherchèrent à reprendre en main l'orientation des publications. Avec la naissance d'une multitude de journaux nouveaux correspondant à la révolution sociale, le problème d'une identité anarchiste parmi cette foule de nouveaux titres se trouvait posé. Toutefois, les journaux étant généralement conduits par des militants de longue date, le réel problème résidait dans le degré de concordance avec lequel les journaux étaient censés rendre compte des décisions et des orientations arrêtées par la direction de la CNT-FAI.

En tant qu'organes appartenant au mouvement anarcho-syndicaliste, il était attendu des périodiques une certaine discipline et un certain alignement. L'état-major de la CNT-FAI était soucieux de présenter un front commun de positions vers l'extérieur afin de ne pas compliquer davantage encore les tractations pour la collaboration politique et gouvernementale. De plus, sur des sujets clés, tels que la militarisation des milices, la sécurité intérieure ou la légalisation des collectivités, il était bien sûr souhaité une même tonalité dans les colonnes des journaux. Mais, malgré ces consignes unificatrices, il convient de souligner que la presse anarchiste continua à présenter une réelle diversité, une palette d'opinions et un dégradé de positions. Les journaux anarchistes n'offrirent donc pas une couleur monolithique et une morne orthodoxie.

Pour ce qui se rapporte au nombre des publications se réclamant de l'anarchisme, il est difficile d'en établir un inventaire, et plus encore d'en déterminer le tirage. En avril 37, *Ideas* affirmait, dans une note polémique contre le PSUC et en reprenant des chiffres des fabriques de papier, que les quatre quotidiens communistes-UGTistes de Barcelone — *Treball*, *La Rambla*, *Las Noticias* et *El Noticiero Universal* — ne consommaient que "3750 kilos de papier alors que *Solidaridad Obrera*, *La Noche* et *Catalunya*, organes de la CNT en consomment 12'000 kilos"; *Ideas* précisait aussi que "dans l'Espagne antifasciste, la CNT-FA compte 13 quotidiens et 59 hebdomadaires"<sup>1</sup>.

La *Solidaridad Obrera* s'en prit, dans une série d'articles à fin 36, aux journaux qui souhaitaient encore être considérés comme "neutres" et plaida pour une limitation du droit à l'édition, spécialement dans le registre des quotidiens. Dans cette perspective restrictive, seuls seraient admis les porte-parole des organisations syndicales et politiques.

" (...) Il ne suffit pas qu'un journal puisse s'intituler, pour lui et pour l'extérieur, représentant de telle ou telle classe sociale, si celle-ci n'est pas encadrée dans une centrale syndicale ou dans des groupements qui soient acceptés comme responsables et qui aient le crédit nécessaire pour agir dans la vie nationale. On en a terminé avec le droit que chaque citoyen avait d'éditer des journaux et de spéculer avec l'opinion, en l'emmenant de long en large, selon ce qui convenait à ses intérêts, et avec celui de transformer en un affaire lucrative la création de journaux qui, au lieu de stimuler la conscience collective, tendaient à paralyser la curiosité des lecteurs envers les grands problèmes économiques et sociaux, en convertissant le caractère d'imprimerie en une espèce de morphine qui paralysait le sentiment du lecteur. (...)

Un journal est une chose très sérieuse. La Révolution en terminera avec tout le chaos qui s'est mis à régner dans cette matière et, dorénavant, nous assu-

1. *Ideas*, "Les PSUC et le «papier»", 8 avril 37. Le *Boletín de Información CNT-F* du 17 mars 37 transmettait un appel-questionnaire lancé par l'anarchiste belge Hem Day pour "établir un inventaire le plus complet possible de la presse anarchiste et syndicale publiée en Espagne depuis les événements de juillet". Dans *El periodismo en Barcelona* (No 13, 15 juin 38 et No 14, 15 juillet 38 notamment) l'on trouve une série de notices sur des publications nouvelles apparues depuis le 19 juillet 36.



rons que la Presse représentera la vraie opinion. (...) Le métier de journaliste sera, désormais, plus qu'une profession, un sacerdoce. C'est ainsi que nous, nous comprenons le journalisme révolutionnaire ... [Fin] "2

Face à la question de la censure, la presse anarcho-syndicaliste fit preuve d'ambiguïté et d'opportunisme. Comme déjà signalé précédemment, la CNT-FAI se mit à justifier dans les premiers temps la pratique de la censure, puis au fur et à mesure de leurs revers et pertes d'influence, les anarchistes recommencèrent à exprimer leurs réticences coutumières vis-à-vis d'une mise sous tutelle de la presse. Selon donc de *quel côté du manche* où elle se trouvait, la CNT-FAI légitimait ou dénonçait les interdictions faites à la faculté d'expression. Il faut néanmoins remarquer que les coupures, les sabrages imposés aux journaux libertaires furent parfois drastiques.

Ainsi, en date du 23 juillet 37, *Vibraciones*, hebdomadaire du mouvement libertaire du Haut Ampurdan, arborait une première page toute blanchie, vierge de tout texte, à l'exception d'un énorme et traditionnel "Ce numéro a été visé par la censure". Après l'avoir motivée, la *Solá* (25 février 37) se remit à critiquer "la censure, instrument partial et partisan". *Ideas* (11 mars 37) était d'avis qu'il convenait de répliquer énergiquement aux coups de la censure; admettant des restrictions quant à des informations militaires pouvant servir à l'espionnage, *Ideas* protestait en revanche au sujet de "l'agression contre les organes révolutionnaires les plus sincères et désintéressés", citant le cas du quotidien madrilène *CNT*, qui "censuré par les communistes et socialistes a paru avec une première page blanchie jusqu'à ses cinq colonnes". *Acracia* (5 et 16 avril 37) se demandait si "même en pleine ère révolutionnaire nous n'allons pas pouvoir nous libérer de la tutelle écoeurante de Madame Anastasie ?" et déplorait l'attitude molle et finalement complice des instances dirigeantes de la CNT-FAI qui laissaient se prendre des mesures de muselage graves contre *Castilla Libre* (organe de la CNT du Centre), *Nosotros* (organe de la FAI du Levant) et contre le quotidien *CNT*. Le nommé Esplin dans le *Diario de la Marina CNT-AIF* (27 mai 37) mettait vertement en cause la censure, étant donné que c'est à l'écrivain ou au journaliste

2. "La Presse et la Révolution", *Solá*, 8 novembre 36. Dans une semblable restructuration dirigiste de la presse, voir aussi les articles parus les 26 novembre ("En pleine guerre d'indépendance nationale"), 20 décembre ("Problèmes de la presse : nécessité de rendre la Révolution effective") et 25 décembre 36 ("Confusionnisme suspect : la presse dont a besoin la Révolution").

te de prendre ses responsabilités en s'exprimant, et que l'on peut ou l'on doit le cas échéant lui faire remarquer ses erreurs, mais non pas en recourant à la censure. Dans son premier No (vers juin ou juillet 37), *Libertad* expliquait clairement le pourquoi de sa création : "De la façon dont s'exerce la censure de la Presse à Barcelone, la publication d'un journal discrétionnaire éminemment libre devenait nécessaire".

Pour sa part, le nommé "Ris" (*Nuestro*, 1<sup>er</sup> juillet 37) se riait de la censure, constatant d'une part que "ce qui se lit le plus de tous les journaux, ce sont les «blancs»" et que, d'autre part, dans sa précédente chronique "Arêtes" à moitié censurée, plusieurs lecteurs avaient d'eux-mêmes complété le texte en "allant probablement plus loin" que sa propre pensée d'auteur. La revue satirique *Crítico*n se moquait souvent des lourds ciseaux d'Anastasia; par exemple dans le No du 19 juin 37, où en première page, l'on tombait sur ce singulier entrefilet "Il fait un temps magnifique" et où, en dernière page, l'on découvrait cet encadré frondeur : "RETIRÉS ! Beaucoup d'amis nous demandent si «CRITICÓN» a été dénoncé et retiré. Dénoncé, oui ... mais retiré par le public."

La censure *civile/gouvernementale*, différenciée de la censure militaire, fut aussi mise en question lors de la "conférence de la presse confédérale et anarchiste", réunie à la Casa CNT-FAI de Barcelone les 28 et 29 mars 37. La conférence s'occupa cependant surtout du "rythme unique dans l'orientation doctrinale et dans la propagande". Mises à part les importantes réserves exprimées par *Acracia*, *Ideas* ou *Nosotros*, la quarantaine d'organes représentés se mirent d'accord sur un texte (proposé par *Fragua Social* de Valence) attribuant à la presse un rôle de courroie de transmission des normes et orientations définies par l'organisation : "La Presse est une des forces auxiliaires que l'organisation emploie pour ses buts". Dans cette nette volonté de renforcer "le caractère homogène et responsable" de la presse, "de se présenter en un front compact", il était admis tout de même l'existence de "nuances et de variantes" de caractère local ou régional.<sup>3</sup>

3. Le second point de l'ordre du jour concernait la création d'"un service radio-téléphonique" entre les quotidiens anarchistes. Sur cette conférence, voir le No spécial (15 pages) du *Boletín de Información CNT-FAI* (18 avril 37), et aussi : - *Catalunya*, 10 mars 37 qui transmet l'invitation à 45 journaux; - la *Sol*, 26 mars 37, organisatrice de la conférence et qui en annonçait le contenu; - le *Boletín d'Información CNT-AIT-FAI*, 3 avril 37, qui valorisait les "accords concrets très importants" issus de cette rencontre.

Quelques critiques furent formulées envers la presse anarchiste à partir même des journaux libertaires. *Acracia* se montra, à cet égard, particulièrement vif. Klein y déplora (30 mars 37), avec de l'exagération, que "la moitié des textes qui se publient dans nos journaux, tous antimarxistes, sont des textes marxistes" étant donné que "les agences d'informations sont aujourd'hui toutes marxistes et que la CNT avec la FAI n'a pas su remédier à cet inconvénient en huit mois alors que les marxistes y ont remédié en deux semaines". José Peirats (22 avril 37) dressa un sombre bilan, sous le titre "Contrebande journalistique"

Après avoir rappelé ses réserves sur les décisions de la récente conférence de la presse anarchiste, Peirats dressait le constat du manque de talent journalistiques parmi la militance libertaire et regrettait que souvent le désir de voir son nom imprimé l'ait été au détriment d'un exposé cohérent des convictions. Surtout, Peirats déplorait les "glissements" et "l'exotisme dialectique" de beaucoup de nouveaux journaux, trop influencés par l'ambiance para-gouvernementale : "La collaboration cénétiste a converti ces organes en quelque chose de si lamentable que nous autres, partisans à outrance des nuances d'expression au sein d'un même mouvement, nous avons dû avoir honte devant les bourdes phénoménales passées comme voix autorisée de la CNT-FAI. Tout ce type de presse s'exprime dans les propres termes dans lesquels le ferait n'importe quel porte-parole républicain du genre. On y glorifie l'Ordre, la Justice, la Police, l'Armée et l'Etat avec une telle candeur délirante qu'elle ferait baver tous les commerçants endurcis." 4

Mais sur le fond, il n'empêche que malgré toutes ses lacunes, insuffisances et contradictions, la presse anarchiste de la guerre civile demeura étonnamment ouverte à une très large palette de questions et de points de vue.

\*

4. *Criticon* (3 juillet 37) tourna en dérision une "école de journalistes" que "sont en train de demander les nouveaux chefs amoureux d'une presse à leur image". L'article visait peut-être le PSUC, mais il concernait sans doute aussi une certaine presse cénétiste. Il était question d'examens où avaient été recalés des candidats très cultivés et au riche vocabulaire, jusqu'à que se présente devant le jury-"tribunal" un "jeune amateur" : "Je pense que ce qu'il faut démontrer ici c'est la forme dans laquelle doivent être posés dans le journal les différents problèmes actuels. Et moi, je les traiterais ainsi : « Nos armées avancent victorieusement sur tous les fronts », « L'ordre est absolu dans la Péninsule », « L'économie progresse grâce à la sage direction qu'on lui imprime », « L'union est effective et indestructible entre le prolétariat » ... Le tribunal, comme un seul homme, interrompit la dissertation du candidat en s'empressant de dire : Reçu !". *Horizontes Nuevos* (décembre 37-janvier 38) reprocha également aux publications anarcho-syndicalistes de verser dans la "redondance" et de "manquer d'originalité et de sincérité".

## AUTO-CULTE

La période de la guerre déboucha parfois sur la célébration d'une *liturgie* envers la CNT-FAI. La coloration épique de l'époque, un certain lyrisme hispanique exliquent, en partie, l'emphase qui accompagnait l'évocation des vertus et des grandeurs du mouvement anarcho-syndicaliste. Le recours à la pompe correspond au besoin de donner un support tangible à sa foi anarchiste, de trouver un exutoire à une certaine religiosité, qui devait être évacuée pour cause d'athéisme. Voici quelques exemples d'une telle ferveur mystique pour l'Organisation.

*Brollador* (8 octobre 36) publia une ode à la FAI, dont le premier paragraphe est révélateur :

"La FAI est un symbole. Ses trois lettres possèdent une magie spirituelle. Elles courent de bouche en bouche. Femmes, hommes, jeunes et vieux les prononcent avec la DEVOTION [souligné par moi] de qui fait fuir un péril et comble l'âme de lumière et d'espérance. Il n'y a pas de village ni de bourgade, ni de ferme ni de hameau où ne soit pas arrivée l'auréole de ces trois lettres MAGIQUES [s.p.m.]"<sup>1</sup>

En éditorial, *La Veu de Catalunya* (28 novembre 36) vantait les vertus de la CNT-FAI : "La CNT est le prolétariat pur (...). La CNT-FAI sont ainsi : responsabilité, sacrifice et loyauté".

Dans la présentation de son premier No (1<sup>er</sup> décembre 37), *Hoy* adressait un chant d'amour à la *jouvencelle-pucelle* CNT : "(...) La CNT n'est pas notre mère, mais notre fille, née de notre affection pour les idées et de notre travail quotidien, tant de fois épisodes de lutte. La CNT est notre oeuvre et notre ferveur. Avec la mère, nous sommes irrationnellement ingrats. Avec la fille, nous ne le sommes jamais."

En parallèle à l'irruption sur le devant de la scène politique de dirigeants anarchistes, il se développa un certain culte de la personnalité autour de figures de proue et de ténors de la CNT-FAI. Il a déjà été question du phénomène majeur en la matière, à savoir de la *Durruti-dolâtrie*, mais d'autres leaders anarcho-syndicalistes comme Juan Garcia Oliver, Federica Montseny ou Mariaca

1. L'hymne de la FAI "Hijos del Pueblo" ("Fils du Peuple") baigne aussi dans le pathos; on en trouve une traduction dans *L'Espagne antifasciste* du 24 octobre 36.

R. Vázquez, secrétaire du comité national de la CNT, virent leurs vertus abondamment vantées et leurs qualités grandement complimentées. Les flatteries pouvaient émaner de rédacteurs souhaitant bien se faire voir d'*en-haut* (par exemple dans *Mi Revista*), mais la consécration des leaders pouvait également répondre au besoin des masses d'affiliés de se sentir dirigées par des chefs hors pair, par des surhommes, par des êtres bardés de tous les talents. Dans la présentation hagiographique de M. R. Vázquez que rédigea *Ilustración Iberica* (février 38), "Marianet" était décrit tel "un lion confédéral" et les qualificatifs qui servaient à dresser son portrait avaient de quoi faire pâlir d'envie plus d'un Saint :

"Un HOMME avec majuscules - gloire - Vertu - jeune, robuste, intelligent et actif - maître de lui-même avec un parfait contrôle de ses nerfs - énorme capacité de travail - sens élevé de la responsabilité - il conduit le vaisseau libertaire invaincu jusqu'au port de la Victoire - il a fait de son austérité un drapeau - simple et noble - pas d'hypocrisies - pas de fastes superflus - franc - sincère - , .....

\*  
\*

DESABUSEMENT ...

Au fil des mois, un profond scepticisme se dessina parmi certaines branches du mouvement libertaire. Le doute de nombreux militants provenait du sentiment qu'à trop vouloir frayer avec le pouvoir, qu'à trop vouloir fréquenter les allées gouvernementales, qu'à trop vouloir se frotter aux rouages étatiques, l'anarchisme finirait par s'éroder et par se désagréger. Qu'advierait-il du noyau acratique des idées libertaires ? Et vidé de sa spécificité *anti-pouvoir*, l'anarchisme garderait-il encore une cohérence, un sens ?

L'inquiétude s'exprima d'abord en rapport avec le recul de la révolution favorisé par la participation au pouvoir, puis, plus généralement, la crainte se manifesta au sujet de la dépersonnalisation du mouvement anarchiste. Ces interrogations quant à une perte d'identité s'exprimèrent principalement dans des publications critiques, comme *Ideas*<sup>1</sup> ou *Acracia*, mais elles furent aussi formulées par des libertaires étrangers, déroutés et soucieux face à la métamorphose du mouvement anarchiste espagnol.<sup>2</sup>

Fondamentalement, la question était de savoir jusqu'où l'on pouvait aller en demeurant en accord avec ses convictions. Le dilemme, comme pour beaucoup des thèses centrales de l'anarchisme, était de nature éthique. Était-il possible d'accepter de voir son propre mouvement se compromettre dans des combinaisons et des pratiques que l'on avait abhorrées jusque-là ?

1. Dans *Ideas*, Severino Campos ou Floreal Ocaña exposèrent régulièrement des analyses mettant en garde, avec vigueur, contre la perte de substance libertaire, révolutionnaire que supposait l'intégration politique (notamment dans les articles de S. Campos "Pour la Révolution et contre l'Etat", 14 janvier 37, "Pour sauver le pouvoir ? Ni avec les uns, ni avec les autres" 18 mars 37 et dans les textes de F. Ocaña "Codification ? Révolution", 29 décembre 36, "Pour gagner la Révolution, à bas la politique !" 8 avril 37, "Les anarchistes et la politique", 6 août 37).

2. Ainsi, par exemple, le belge Hem Day, dans un article très négatif sur "Les anarchistes de gouvernement", regrettait amèrement que "l'esprit «ministériel» ait cédé la place à l'esprit de rébellion" : "Les nécessités du moment prévalurent à la fin que l'on devait poursuivre. L'Homme se transforma en s'adaptant. Il ne put échapper à la loi biologique, bien qu'étant anarchiste, ne l'avons-nous pas déjà dit suffisamment ? Pourquoi ferions-nous exception ?" Texte publié dans *La Voix Libertaire* et traduit dans *Archivo CNT-FAI*, 14 août 37. Le penseur italien Luigi Fabbrì dans une longue étude — "Défense sereine de l'anarchisme, le problème gouvernemental" — faisait également part de ses réflexions désapprouvant les relations entretenues par les anarchistes avec le pouvoir politique : "(...) Peu importe de quel côté l'on regarde, l'expérience des anarchistes au gouvernement n'a fait que confirmer l'essence même de l'idée anarchiste, c'est-à-dire que l'autorité gouvernementale est inutile quand elle n'est pas nocive, indépendamment des personnes qui l'exercent." Article paru dans *Studi Sociali* le 28 décembre 37 et traduit dans *Archivo CNT-FAI* du 26 février 38. Des constatations également désabusées furent exprimées dans *L'Espagne Nouvelle*, de juillet-août-septembre 39, par Ridel (Luis Mercier Vega) "Pour repartir" et par Ernestan "Bilan d'une expérience décisive". Luis Mercier-Vega relata les déboires du début de l'exil des républicains dans "La chevauchée anonyme" (Ed. Noir, Genève 1981).

La grande difficulté était de continuer à être actifs, efficaces, à exercer des responsabilités, mais sans renier ses principes. Une telle conclusion était tirée à la fin d'un compte-rendu de l'assemblée du comité des syndicats CNTistes de Villafranca del Panades :

"Après un intéressant débat, l'on arrive à la conclusion qu'étant donné que l'occupation de postes publics détériore les hommes et que ceux de la CNT pourraient tomber dans les mêmes vices que les politiciens, il est nécessaire d'observer en tout moment les principes confédéraux". (*Sut*, 5 février 37) <sup>3</sup>

Les mirages et les périls de l'étatisme se trouvaient également stigmatisés par José Peirats, qui citait Bakounine :

" (...) C'est parce que nous pensons que l'Etat accable l'individu que nous combattons l'Etat : « Vous voulez conquérir l'Etat et l'Etat vous conquerra vous-même », dit Bakounine aux marxistes. L'histoire donna mille fois raison à Bakounine. L'histoire moderne a amplifié cette constatation d'expérience. Les anarchistes espagnols ont transigé avec l'Etat et ils ont vu la dégradation de l'oeuvre populaire par cet Etat qu'ils sauvèrent de la mort." <sup>4</sup>

La dégénérescence du mouvement anarcho-syndicaliste souleva des haut-le-coeur dans *Alerta* (23 octobre 37, "La FAI ne peut pas être politique"), journal qui clamait son indignation contre ce qui se faisait sous couvert d'anarchisme :

" (...) Comment est-il possible que l'on ait perdu la tête jusqu'à l'extrême de vouloir convertir la FAI, synthèse de l'anarchisme militant, en un parti politique ? (...)

3. Dans un même ordre d'idées et peu avant la chute de Barcelone, B. Milla dressait, dans *Amanecer* (du quartier du Pueblo Nuevo, et dans le No de janvier 39), un bilan plutôt sombre de la révolution : "(...) Une des expériences majeures que nous pouvons recueillir, c'est celle de ne pas vouloir dénaturer la révolution, en la guidant sur les voies du légalisme qui, inéluctablement, doivent nous mener à l'exacerbation de nouveaux — sinon de vieux — organismes de pouvoir. L'autorité, nous ne pouvons l'exercer, même à titre de circonstance. Son exercice signifie le total discrédit et l'échec retentissant de ce qu'est l'anarchisme."

4. J. Peirats, "Effets permanents d'une position transitoire", *Frente y Retaguardia*, 26 juin 37. Dans une longue analyse, "Autour de nos objectifs libertaires" (*Timón*, août 38), Diego Abad de Santillán développait une problématique comparable, mais avec une petite différence, car il attribuait la citation précédente, non pas à Bakounine, mais à Kropotkine, ce qui démontre une saine élasticité dans la référence aux *maîtres-penseurs* de l'anarchisme et ce qui témoigne également de l'absence d'un dogmatisme paralysant chez les libertaires espagnols : "La participation au pouvoir politique (...) qui nous est parue conseillable circonstanciellement, vu la guerre, nous met une fois de plus en évidence ce que Kropotkine avait dit des socialistes parlementaires : « Vous croyez conquérir l'Etat, mais l'Etat finira par vous conquérir vous-mêmes ». " Cet article fut traduit et publié par *L'Espagne Nouvelle* (15 décembre 38 et 15 janvier 39) sous le titre significatif "Le « Mea-culpa d'un ex-ministre » anarchiste".

Nous sommes fatigués des paradoxes.

De Ministres anarchistes ...

De Gouverneurs anarchistes ...

De Maires et de Conseillers Municipaux anarchistes ...

De Policiers anarchistes ...

De Geôliers anarchistes ...

Ça suffit. Grimpez aux postes que vous voulez, si telle est votre décision, faites-vous même bourreaux si cela vous plaît, mais ne vous appelez plus anarchistes; laissez l'anarchisme tranquille, vous avez déjà assez cherché à l'injurier. Une chose est de connaître l'anarchisme et une autre, très différente, est de le sentir. Vous, vous ne l'avez jamais senti. [Fin]"

Sur le ton de la satire, mais *sérieusement*, *Criticon* (17 juillet 37) se demandait s'il ne conviendrait pas de "créer une nouvelle CNT" ayant les qualités de celle d'avant-guerre. *Al Margen*, sous la plume du dénommé "Talvez" (2<sup>ème</sup> quinzaine de novembre 37) réhabilitait l'individualisme et la conscience de l'homme au vu de "la démonstration écrasante de l'échec complet de l'anarcho-communiste" :

" (...) Qu'ont donc fait les anarcho-communistes de toutes les écoles et les anarcho-syndicalistes ? Anarchistes et anti-gouvernementaux, ils sont entrés au Gouvernement et ils ont exercé le Pouvoir; anarchistes et ennemis déclarés de la police, ils ont organisé une police anarchiste qui, bien qu'elle fut baptisée d'un autre nom, n'était pas autre chose qu'une police; anarchistes et antimilitaristes, ils ont participé à la lutte armée et ils ont formé des contingents qui, même en s'appelant milices, sont militaires; anarchistes et pacifiste ils ont tué des être humains; anarchistes et internationaux, ils ont été conduit à prendre la défense de la nation, etc., etc. "

L'auteur passe aussi en revue divers cas de combinards et d'arrivistes qui ont utilisé, à leur bénéfice personnel et sans vergogne, le contexte révolutionnaire :

" Ceux qui se sont servis de la Révolution (?) comme d'un tremplin; ceux qui ont usé d'une publicité tapageuse au nom de cette Révolution; qui sont entrés dans les Collectivités, seulement pour en obtenir des bénéfices personnels; qui ont occupé des postes de responsabilités de la même manière que de



parfaits autoritaires; et qui sont restés tranquillement à l'arrière, alors qu'ils incitaient les autres pour qu'ils aillent se faire trouer la peau; qui, au nom des principes révolutionnaires, ont exploité leurs camarades comme ne l'auraient jamais fait les patrons les plus iniques, etc. "

Ce désabusement, ce malaise exprimé par divers journalistes-intellectuels-penseurs du courant libertaire devait sans doute exister implicitement parmi une partie importante de la masse des adhérents. Les militants de base souvent peu au fait des doctrines livresques de l'anarchisme n'en étaient pas moins interpellés dans leur conception *élémentaire, simple, naïve*, mais vécue, exaltée, idéalisée de la société libertaire. Le membre ordinaire de la CNT-FAI devait souvent avoir du mal à digérer les coulevres du gouvernementalisme anarchiste qu'on souhaitait, d'en-haut, lui faire avaler.



## LES AVATARS DE L' ANARCHISME

*" Tout notre mouvement, dans et hors d'Espagne, proche ou éloigné du théâtre actuel de la lutte, est arrivé à sa première sérieuse épreuve au feu, à son choc grandiose avec la réalité, c'est-à-dire avec l'imprévu. "*

*Luigi Fabbri*<sup>1</sup>

L'Espagne de 1936-1939 fut la première confrontation d'ensemble de l'anarchisme avec le pouvoir. Et la réalité historique s'avéra impitoyable pour les *utopistes* que symbolisaient les anarcho-syndicalistes. Surtout, la situation concrète se révéla d'une formidable complexité : la révolution sociale tant espérée s'accompagnait d'une guerre civile; pour ne pas être écrasé, il fallait former un camp compact et donc se rapprocher des partis républicains, d'où la nécessité de collaborer sur un terrain *politique*; les puissances étrangères s'immisçaient dans le conflit, tandis que le prolétariat européen et mondial n'appuyait que très mollement les révolutionnaires espagnols; les ennemis du nouveau régime avaient à être neutralisés; l'autogestion naissante se cherchait des bases communes de fonctionnement et d'échanges dans un marché dérégulé par le conflit militaire; les problèmes d'intendance prenaient le dessus sur la réflexion et sur les engagements éthiques; la guerre se prolongeait, les revers se succédaient et le découragement s'installait dans la population, ...

Ainsi que le disait Federica Montseny, déjà un mois à peine après le pronunciamiento, "nous avons dû faire la dure expérience qu'une chose est la théorie, toujours parfaite et lumineuse et autre chose la pratique et sa réalité parfois cruelle"<sup>2</sup>. Comme saisis de vertige face à ce fantastique imbroglio, les

1. Article déjà cité paru dans *Archivo CNT-FAI* du 26 février 38.

2. F. Montseny, "Une expérience sociale et économique sans précédent", *L'Espagne antifasciste*, 22 août 36.

leaders révolutionnaires furent peu à peu gagnés par un sentiment de fatalisme. L'enchaînement des événements fut si brusque, si déroutant que les théories et les doctrines ne pouvaient guère être utiles. Même pour le mouvement anarchiste, pourtant peu porté sur la référence aux dogmes, les prévisions des penseurs et le fonds des idées libertaires apparaissaient soudain comme *à côté*, comme *en marge* de la réalité.<sup>3</sup> La situation dépassait, débordait toute conceptualisation préalable. La révolution se développait hors des recettes et aucune panacée ne pouvait la comprendre ...

\*  
\*

Le bond que les révolutionnaires souhaitaient faire faire à l'histoire était censé être contrôlable et dirigeable. Contrôlable ou non, le *coup d'accélérateur* infligé au temps frappait la globalité des citoyens. La tentative d'émancipation touchait chacun et personne ne pouvait échapper à la détermination affichée par les révolutionnaires de vouloir, précisément, *faire le bonheur de tous*. Autant dire qu'une révolution s'inscrit dans un processus *totalitaire*, processus qui, à beaucoup d'égards, se trouve en contradiction avec la philosophie de l'anarchisme, qui place au plus haut point le respect de la sphère individuelle. Dans ses critiques de l'anarchisme, Friedrich Engels avait donc des motifs pour reprocher aux libertaires de se montrer inconséquents en leur rappelant qu'une révolution est par excellence l'un des phénomènes les plus autoritaires qui soit ...

La tournure étatique prise par divers éléments de la nouvelle économie et due surtout aux communistes, irrita les anarchistes qui réagirent parfois avec l'arme de l'humour pour dénoncer le risque que tout le monde se retrouve fonctionnarisé par l'omnipotente et par l'omniprésente Administration.

3. Un troisième terme aurait alors éventuellement pu être rajouté au célèbre credo de l'anarchisme : "Ni dieu, ni maître, ni slogan" (selon l'heureuse formule du nommé "Igwal", publiée dans le mensuel *Fluide Glacial*, Paris, septembre 1984).

Tel est le sens de l'article de *Críticón* (31 juillet 37), "La municipalisation du sourire" où, par l'absurde, l'alarme était tirée afin de prévenir l'extension du contrôle totalitaire des actes de la vie :

"Après de graves et nombreuses réunions, conférences et plenums à la charge des autorités municipales et au vu de l'impossibilité dans laquelle nous sommes de municipaliser les portes et les fenêtres, il fut décidé, dans un récent conclave, de municipaliser le sourire. (...) Tout barcelonais a l'obligation de sourire non quand le citoyen le désire, mais en des occasions préalablement classifiées par l'autorité municipale".

L'article précisait encore certains degrés d'angle buccal de sourire exigés et précisait la réticence, en raison du surcroît de travail, "des gardes urbains chargés de mettre des amendes aux citoyens tristes [à la tête baissée]"

Dans un semblable ordre d'idées, le *Diario de la Marina* (27 mai 37) se naît l'alerte contre les prétentions du PSUC (rebaptisé "Pantalla [écran] Soviética Unilateral Catalana") sous le titre "Même le vent sera municipalisé".

Passé quelques mois, la mythologie de la Révolution, prometteuse d'un rapide Age d'Or et d'un Eldorado de Fraternité, céda la place à la pesanteur grisâtre de la réalité au jour le jour. Les faits, comme on dit, étaient têtus, si ce n'est obtus, et ils imposaient des limites contraignantes au volontarisme si cher aux anarcho-syndicalistes.

La notion de peuple se révéla beaucoup plus complexe que prévu : près de la moitié des travailleurs (ouvriers, paysans) et des milieux modestes se trouvaient dans le camp nationaliste/fasciste, alors que dans le camp républicain/révolutionnaire, le prolétariat n'agissait pas du tout *comme un seul homme*, contrairement à beaucoup de topiques de la littérature insurrectionnelle, puisqu'il était hétérogène, partagé et déchiré entre des intérêts et des options disparates ou antagonistes ...

\*  
\*

La révolution s'affirmant comme phénomène éminemment collectif, peu de place était laissée au facteur individuel. En tendant à ne reconnaître l'individu qu'en qualité d'acteur social devant se joindre à l'effort commun, le risque existait de voir apparaître une majorité devenue *silencieuse* à force d'entonner, à l'unisson, des slogans et *amorphe* à force de s'agiter, tous ensemble, pour exalter les vertus du sacrifice. A la longue, un esprit de troupeau, une attitude moutonnaire pouvait supplanter l'initiative individuelle. La culture et les arts pouvaient se retrouver comme mobilisés et subordonnés aux *besoins des masses*, besoins préalablement définis et codifiés par les dirigeants du nouveau régime; d'où pour le créateur - et c'est ce qui commençait à se passer - point de salut hors des canons de *l'art officiel*.

En tant que revue défendant l'individualisme, *Al Margen* était très préoccupée par la montée du collectivisme systématique et plaidait, avec quelque désabusement, pour la réhabilitation des "valeurs individuelles", comme dans ce texte, publié le 15 octobre 37 (avec quelques caviardages de la censure), et signé par J. Santana Calero :

" (...) La «masse» s'est substituée à l'individu. (...) L'orthodoxie à la riche variété de la pensée progressive. (...) Nous levons le poing pour ne pas détonner dans le rythme qu'impose la foule, transformée en masse par l'éducation autoritaire et la théologie politique. A la libre initiative, nous substituons des directives marquées depuis le sommet. (...) Et toute cette constante et douloureuse pratique d'auto-sacrifice, pourquoi ? Ah ! Les «circonstances»... (...) Il est urgent de commencer à travailler dans la conscience individuelle. D'en terminer avec cette résurgence matérialiste du syndicalisme qui menace d'en terminer avec les valeurs individuelles, bases indiscutables de la transformation sociale. L'individu ne peut être révolutionnaire tant qu'il continue à être dépendant des continuels lieux communs et de sa soumission dégradante, caractéristique des tempéraments messianiques."

La subordination de l'individu aux impératifs de la collectivité expliquait qu'il n'était que très peu ou plus du tout question de tenir compte des droits de l'homme.<sup>1</sup> Il fallait se conformer aux intérêts supérieurs de la collectivité, à la raison, sinon d'Etat, du moins de la Collectivité. La voie était ouverte à l'encouragement d'un nouveau conformisme, d'une uniformisation dans le comportement, d'une obéissance passive au nom même de l'Emancipation et de la Libération. On rejoint là la caricature de l'anarchisme proposée par l'écrivain et humoriste Alfred Jarry, qui dans sa pièce "Ubu Enchaîné" (1900) poussait à l'extrême les contradictions de l'acratisme, en mettant en scène trois personnages obligés de se conduire en "hommes libres" sous la conduite d'un "caporal" qui leur fait faire des "exercices individuels de désobéissance", en les forçant moyennant sanctions, à "prendre une attitude libertaire" ...

En Espagne, la révolution n'atteignit et de loin pas ce degré de *décevalage*, il n'empêche que de sérieuses zones d'ombre planaient sur son devenir. Ainsi, une victoire républicaine, de par l'immixtion de l'URSS et de par le poids pris par le parti communiste, aurait pu déboucher sur une soviétisation de l'Espagne à la manière des pays de l'Est européen après la seconde guerre mondiale. Et il ne faut pas oublier que George Orwell, annonciateur du totalitarisme contemporain, a notamment puisé dans son expérience de la guerre civile pour bâtir son "1984" ...

\*

\*

1. Pour le *Boletín de Información CNT-FAI* (29 décembre 36), il était clair et net que les devoirs avaient à l'emporter sur les droits et que la personne devait s'incliner devant les exigences de la "machine" sociale : "On parle maintenant, peut être avec trop d'insistance, de droits. Droits de l'homme et du citoyen, droits du producteur, droits de l'Etat, droits de la société ... (...) Mais, ils sont très peu, une véritable minorité, ceux qui se rappellent du devoir. (...) « Personne n'a d'autre droit que celui d'accomplir son devoir ... » Voilà les onze mots qui condensent et marquent, avec une pleine justesse, les exigences du moment historique que nous vivons. (...) Avec douceur ou avec des coups, il faut mettre au fond de chaque individu l'idée — qui est réalité — que ses droits se sont pulvérisés [sic] devant le devoir, devant la nécessité inéluctable que la collectivité a de gagner la guerre et de se sauver en tant que collectivité, c'est-à-dire comme la somme de chacune de ces individualités qui la composent. C'est une machine énorme, celle qu'il faut mettre en marche accélérée et, pour cela, même le dernier pignon doit répondre avec une exactitude mathématique et réaliser, sans défaillance et sans erreur, sa tâche. Par force, brutalement et dictatorialement [sic], si nécessaire. Mais, c'est que les intérêts de la majorité ne peuvent se soumettre aux désirs, ni même aux besoins, de n'importe quel irresponsable comme ceux qui prononcent le classique « Je n'en ai pas envie »."

Le caractère paradoxal, déconcertant de la guerre, et spécialement de la guerre civile, réside dans l'in vraisemblable dépense d'énergies, d'enthousiasmes, de désintéressement, de courage que suscite un conflit armé, alors que ce gigantesque effort collectif — un élan qu'on ne rencontre guère dans d'autres moments de l'histoire — porte en lui sa propre perte, par l'onde de destruction et de meurtre qu'il propage.

La guerre procède du fanatisme. Elle secrète la haine et fait, intrinsèquement, obstacle à un mouvement d'émancipation sociale. Ainsi que le dit l'humoriste François Cavanna "Le pouvoir est au bout du fusil, mais c'est le pouvoir du fusil", et l'aphorisme tient aussi pour les anarchistes qui veulent, par la force, parvenir au non-pouvoir. L'ambiance guerrière favorise la vindicte la basse vengeance comme dans cette punition infligée, au nom de l'anti-cléricisme, à une bonne cinquantaine de curés, obligés, pic à la main, de détruire des églises, et que *Solidaridad Obrera* relata avec contentement (17 décembre 36). L'enlèvement de la guerre signifia donc également l'enlèvement du potentiel de libération contenu dans la révolution sociale.

Cependant, s'il fallait, malgré les ravages de la guerre, tirer à grands traits un bilan de la révolution, l'on trouverait à l'actif des progrès réels accomplis dans les domaines de l'éducation, de la santé, des améliorations importantes quant au sort des anciens laissés-pour-compte (vieux, infirmes, pauvres), bref l'on pourrait dresser un bilan positif dans les questions sociales et d'assistance, en plus des changements intervenus dans la condition de la femme.

A l'actif, on pourrait aussi faire figurer toute une partie des expériences autogestionnaires et, en particulier, l'étonnante capacité constructive démontrée par les ouvriers-employés-paysans-artisans pour réorganiser et repenser leur travail. On verrait également le surprenant potentiel de *générosité*



et de *disponibilité*, dont témoignèrent les auteurs, anonymes ou connus, des tentatives de changement social; que l'on songe, ici, à l'incroyable activité (journalistique, organisatrice, médicale, sexologique, conférencière, ...) déployée par un personnage tel que le Docteur Félix Marti Ibanez, homme-orchestre de l'ardeur révolutionnaire et qui symbolise remarquablement le tourbillon d'enthousiasme et de confiance qui entourait cette époque.

Du côté du passif, outre les éléments déjà abondamment mentionnés (tels que répression incontrôlée, bellicisme, politisme, embrigadements généralisés, ... et, sans oublier, le manque du sens de l'humour), il serait aussi possible d'y inclure la propension démesurée de l'anarcho-syndicalisme à vouloir plaquer son schéma d'associations professionnelles à l'ensemble de la société. Les relations sociales sont beaucoup plus vastes que le travail et les seuls problèmes matériels. Et, ce n'est pas en recourant à une sacralisation du labeur que les anarcho-syndicalistes seraient parvenus, par leur propre logique, à embrasser toutes les questions humaines. L'on peut, par ailleurs, signaler que l'avènement d'une *société sans classe* n'abolit pas pour autant, et comme par enchantement, les phénomènes de domination et de subordination/soumission. Même dans l'hypothèse où le pouvoir politique aurait disparu, les *hiérarchies* dans le travail, dans l'utilisation des connaissances, dans la réorganisation de la vie sociale resteraient, sinon à supprimer, du moins à relativiser. L'expérience espagnole a démontré qu'il ne suffit pas de se déclarer résolument adverse du pouvoir et de l'autorité pour échapper à la domination ou à cette redoutable constance de la "servitude volontaire", mise en lumière, jadis, par La Boétie.

Le poids du collectif, les contingences du nombre ont limité le potentiel de *libération* que recèlent les idées anarchistes. Sans aller jusqu'à reprendre, telle quelle, la boutade sceptique de Georges Brassens — "le pluriel ne vaut rien à l'homme et sitôt qu'on est plus de quatre, on est une bande de cons" —, il n'en demeure pas moins que l'amplification, à l'échelle des *masses*

et de la société globale, de la philosophie libertaire n'alla pas sans de sérieux accrocs.

Est-ce à dire que l'anarchisme se trouverait condamné à être éternellement oppositionnel sans parvenir — non pas, bien sûr, à imposer, mais à implanter son projet de société ? Faut-il penser que les idées libertaires se confineraien surtout à la formulation de critiques aigües contre *la tragique comédie du pouvoir* ? Les influences exercées par le courant anti-autoritaire seraient-elles surtout *secondaires* ? L'anarchisme se limiterait-il *seulement* à n'être que philosophie et éthique personnelles ?

Le cas de la révolution espagnole permet, en partie, de fonder ces interrogations. Cependant, l'Espagne de 1936, malgré les avatars subis par le mouvement anarchiste, n'a pas signifié la fin des aspirations libertaires.

L'anarchisme a, sans doute alors, manqué son rendez-vous avec l'histoire mais l'histoire de l'anarchisme, elle, continue.

(Fin)

# ANNEXES

# CHRONOLOGIE

JUILLET 1936

CATALOGNE	RESTE DE L'ESPAGNE		POLITIQUE INTERNATIONALE ET GUERRE CIVILE ESPAGNOLE
	ZONE RÉPUBLICAINE	ZONE NATIONALISTE	
Dès le 13 A Barcelone, face à l'imminence d'un putsch militaire, la CNT et la FAI, élaborent un plan de défense.	12 Madrid - Assassinat du lieutenant des Asaltos, Castillo 13 - Assassinat du leader monarchiste Calvo Sotelo		
Dès le 16 A Barcelone, une commission spéciale de la CNT réclame des armes au président de la Généralité, Luis Companys, mais ce dernier s'arrangea pour différer sa réponse.	17 Soulèvement militaire au Maroc espagnol		
18-19 La Généralité censure la presse libertaire, en raison des informations qu'elle a publiées sur le soulèvement du Rif, et sur les risques de rébellion de la garnison de Barcelone.	18-20 Soulèvement militaire en Espagne 18 Démission du président du gouvernement Casares Quiroga		
19 "Radio Barcelona" lance, à trois heures du matin de ce dimanche 19 juillet, un appel au peuple français lui annonçant le péril qui pèse sur l'Espagne. A l'aube, début à Barcelone de l'insurrection militaire.	19 Création du gouvernement de José Giral. 19 soir Envoi d'un télégramme de mandant des armes et des avions au président du Conseil français, Léon Blum.		
20 Entrevue entre des dirigeants anarchistes et le président Companys.		20 Mort au Portugal, dans un accident d'avion, du Général Sanjurjo, qui aurait dû prendre la tête du pronunciamiento.	
20 soir A Barcelone, la rébellion est complètement maîtrisée.			21 Arrivée au Maroc d'avions allemands et italiens.
21 A Lérida, Gérone, Seo de Urgell, Manresa, Mataró, échec consommé des tentatives de rébellion. Les cheminots s'emparent des chemins de fer.			
23 Début officiel de l'existence du Comité Central des Milices Antifascistes.			
24 Constitution officielle du PSUC (qui existait en fait depuis quelques semaines). Départ de Barcelone de la Colonne Durruti pour aller prendre Saragosse.			
25 Collectivisation des transports urbains. Atterissage, à Barcelone, d'avions français pour la République.			
26 Collectivisation des entreprises électriques.			
27 La Généralité décrète la création du CENU, Conseil de l'École Nouvelle Unifiée.			26 Junte Cabanellas à Burgos.
28 A Barcelone, la Fédération locale des syndicats de la CNT lance le mot d'ordre de reprise du travail pour les besoins de la guerre.			
29 La Généralité ordonne la saisie des coopératives agricoles.			
30 Création de la Fédération des coopératives de Catalogne			

AOÛT 1936

CATALOGNE		RESTE DE L'ESPAGNE		POLITIQUE INTERNATIONALE ET GUERRE CIVILE ESPAGNOLE
		ZONE RÉPUBLICAINE	ZONE NATIONALISTE	
1 <sup>e</sup> ou 2	Companys charge Juan Casanovas, président du parlement catalan, de constituer un nouveau gouvernement, comprenant l'Esquerra, l'Union des Rabassaires, l'Action Catalane et le PSUC. Toutefois, la CNT, voulant éviter un renforcement de l'Etat, réclame la démission rapide des conseillers communistes. Ce gouvernement, qui se voulait de "Front populaire", est contraint de se dissoudre quelques jours plus tard.			1 <sup>e</sup> Le gouvernement français appelle à la non-intervention.
6	Nouveau cabinet de la Généralité (qui durera jusqu'au 26 sept.), qui comprend neuf membres de l'Esquerra, un de l'Union des Rabassaires, un de l'Action Catalane et le militaire F. Diaz Sandino.		3 Francisco Franco est nommé membre de la Junte de défense nationale.	3 L'ambassadeur de France à Rome, présente le projet de non-intervention au comte G. Ciano.
7	Création de la Commission des Industries de guerre, placée sous la direction de José Taradellas (Esquerra) et qui reconvertisse des fabriques et des ateliers à des fins militaires.		6 Le cardinal Gomá, primat d'Espagne, publie une lettre pastorale appuyant le soulèvement militaire.	Le gouvernement soviétique annonce que le 1 % des salaires mensuels des ouvriers et des employés sera prélevé pour l'aide à l'Espagne républicaine.
11	La Généralité "décrète" la création des patrouilles de contrôle. Création du Conseil de l'Economie, ou Conseil Economique de Catalogne, sur l'initiative de la CNT.	8 Les îles de Ibiza et Formentera sont prises par les Républicains.	6 A Séville, arrivée de Franco, en provenance du Maroc.	4 L'ambassadeur de France à Berlin soumet le plan de non-intervention à C. von Neurath
12	Les généraux Goded et Fernández Burriel sont fusillés à Barcelone.	10 La fermeture des institutions religieuses est décrétée par le gouvernement.		
15	Neuf jours après la création du Syndicat Unique des Spectacles Publics et à l'exemple des salles de cinéma, collectivisation des théâtres de Barcelone par la CNT.	14 Prise de Badajoz par les troupes nationalistes		5 Déclaration britannique favorable à la non-intervention.
17	La Généralité décrète la création du Bureau Juridique	16 Débarquement à Mallorca d'un contingent républicain de près de 10'000 hommes.		23 Signature du Pacte de non-intervention par la France, l'Angleterre, l'URSS, l'Allemagne et l'Italie.
25	Arrivée à Barcelone de Antonov-Ovseenko, en qualité de consul général de l'URSS.	27 Arrivée à Madrid de Marcel Rosenberg, en qualité d'ambassadeur de l'URSS.		
27	Décret de syndicalisation obligatoire des paysans.	27-28 Premiers raids aériens sur la capitale.		
fin août	Plenum de Fédérations locales et comarcales du mouvement libertaire de Catalogne, lors duquel fut décidée l'entrée de la CNT au gouvernement de la Généralité.			

CATALOGNE	RESTE DE L'ESPAGNE		POLITIQUE INTERNATIONALE ET GUERRE CIVILE ESPAGNOLE
	ZONE RÉPUBLICAINE	ZONE NATIONALISTE	
9 Publication d'un décret faisant passer, en principe, sous le contrôle de la Généralité la production minière, manufacturière et industrielle.	3 Plenum national de Fédérations régionales de la CNT, à Madrid. 3 Les républicains sont définitivement repoussés de Mallorca 4 Prise de Irun par les nationalistes. 4 Formation d'un gouvernement de Front populaire, présidé par Largo Caballero, et comprenant des représentants de toutes les organisations antifascistes, à l'exception de la CNT-FAI : six socialistes, deux communistes, deux Gauche Républicaine, un Union Républicaine, un nationaliste basque, un Esquerra.	12 Franco devient le chef unique de la Junte militaire. Les nationalistes.	3 En URSS, début des purges staliniennes, exécution de Kamenev et de Zinoviev.  6 Discours de Léon Blum à Luna-Park : affirmation de maintenir la paix européenne par la politique de non-intervention. 9 Première réunion du Comité de non-intervention à Londres.
17 Andrés Nin accompagne à Lérida le président Companys en tournée, et soutient la nécessité de collaborer avec les partis républicains en entrant dans un Conseil Municipal, remplaçant le Comité révolutionnaire.	13 San Sebastien est prise par les nationalistes.  15 Plenum national de la CNT à Madrid. 16 Le général nationaliste Varela s'empare de Ronda et ainsi toute l'Andalousie centrale passe sous le contrôle des rebelles.		14 Seconde réunion du Comité de non-intervention. 14 Le Pape Pie XI, lors d'un discours à des réfugiés espagnols du territoire républicain parle de la conduite "satanique" des sans-dieu d'Espagne. 17 Oliveira Salazar annonce la création de la Légion portugaise.
24- A Barcelone, le congrès régional des syndicats uniques ratifie la décision (prise fin août par le plenum des Féd. loc. et comarcales) de l'entrée de la CNT au gouvernement de la Généralité. 26 ENTREE DES ANARCHISTES AU "CONSEIL DE LA GENERALITE". Le nouveau gouvernement comprend trois CNTistes (Juan P. Fabregas à l'économie, José J. Domenech, ravitaillement, A. Garcia Birlan, santé et affaires sociales), trois membres de l'Esquerra, deux membres du PSUC, un membre du POUM (A. Nin, à la justice), un Rabassaire, un Action Catalane Républicaine et le lieutenant-colonel Sandino à la guerre.	27 Tolède est pris par les nationalistes et fin du siège de l'Alcazar 28 Plenum national de la CNT	29 Franco est nommé chef de l'Etat et généralissime des armées nationalistes.	28 Le Portugal siège pour la première fois au Comité de non-intervention.

CATALOGNE	RESTE DE L'ESPAGNE		POLITIQUE INTERNATIONALE ET GUERRE CIVILE ESPAGNOLE	
	ZONE RÉPUBLICAINE	ZONE NATIONALISTE		
3 Dissolution du Comité Central des Milices Antifascistes, qui transfère toutes ses attributions à la Généralité.	1 L'autonomie basque est approuvée par les Cortès.	Durant le cours du mois, l'armée nationaliste exécute une douzaine de prétextes basques pour "espionnage".		
8 Décret de la Généralité reconnaissant les collectivités agricoles.	5 Début des bombardements aériens sur Madrid.			
9 Décret ordonnant la dissolution dans toute la Catalogne des Comités populaires qui sont remplacés par des Conseils Municipaux,	7 Décret d'expropriation des propriétés foncières de "factieux".			
11 "élus par la réunion officielle des représentants des partis politiques et des secteurs syndicaux, dans la même proportion qu'au Conseil de la Généralité".	10 Décret établissant l'armée populaire et annonçant la militarisation des milices.			
	12 La première ligne de défense de Madrid est conquise par les nationalistes			
	12 A Albacete, rassemblement des premiers membres des Brigades Internationales.			
	15 Création du Commissariat Général à la Guerre, dont les cinq commissaires proviennent du PCE, du PSOE, de l'UGT, du Parti Syndicaliste et de la CNT.			
vers le 20 Manifestation, à Barcelone, des travailleurs des fabriques de chapeaux qui protestent contre le fait qu'on ne porte plus le chapeau et spécialement les femmes.	18 Plenum national de la CNT qui décide de la participation au gouvernement central.			
21 Début des activités du nouveau Conseil Municipal de Barcelone qui compte trente-trois membres : neuf de la CNT, neuf de l'Esquerra, six de l'UGT/PSUC, trois du POUM, trois de l'Union des Rabassaires, trois de l'Action Catalane.	20 A Valence, au cours d'un meeting du Front Populaire, D. Torres, dirigeant des dockers CNT, se déclare favorable à une participation gouvernementale des anarcho-syndicalistes.			
22 Signature du Pacte d'Unité d'Action entre anarchistes (CNT-FAI) et communistes de Catalogne (PSUC + UGT). Les deux mouvements s'engagent à renforcer le pouvoir du Conseil de la Généralité, à reconvertir les milices en armée populaire soumise à une discipline formelle et à un commandement unique, à liquider les groupes dits incontrôlés et à agir en liaison étroite avec le gouvernement central.	22 La création des Brigades Internationales est approuvée par le gouvernement.			
24 Décret de Collectivisations des industries catalanes, fixant la collectivisation obligatoire des entreprises de plus de cent salariés (ou celles dont les patrons ont été déclarés factieux ou ont abandonné l'exploitation) Décret de mobilisation des classes 1935 à 1932.				mi-octobre : arrivée dans plusieurs ports de la Méditerranée de conseillers soviétiques et de matériel de guerre russe.
				17 La Texas Oil Company garantit à Franco qu'il pourra disposer de pétrole, à crédit, tant que durera la guerre.
		23 Embarquement à Carthagène de plus de la moitié de l'or de la Banque d'Espagne à destination de Odessa.		
		30 A Berlin, création de la Légion Condor.		

CATALOGNE	RESTE DE L'ESPAGNE		POLITIQUE INTERNATIONALE ET GUERRE CIVILE ESPAGNOLE
	ZONE RÉPUBLICAINE	ZONE NATIONALISTE	
	<p>4 ENTREE DES ANARCHISTES AU GOUVERNEMENT CENTRAL dans le second cabinet Caballero, avec quatre ministres de la CNT :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Frederica Montseny (santé)</li> <li>- Juan Garcia Oliver (justice)</li> <li>- Juan Lopez (commerce)</li> <li>- Juan Peiró (industrie)</li> </ul> <p>6 Départ discret du gouvernement central pour Valence.</p> <p>6 Nomination du général Miaja comme commandant suprême pour la défense de Madrid.</p> <p>7 Début des affrontements à la Cité universitaire de Madrid</p> <p>9 Création du Conseil supérieur de la guerre (dont fait partie Garcia Oliver).</p> <p>mi novembre Intervention des Brigades Internationales sur le front de Madrid.</p> <p>19 Mort à Madrid de Durruti.</p> <p>20 Exécution, à Alicante, de José Antonio Primo de Rivera.</p>		<p>2 Arrivée à Odessa de l'or de la Banque d'Espagne-</p> <p>8 Première reconnaissance diplomatique de la Junte de Burgos par le Guatemala et le Salvador.</p> <p>17 L'Allemagne et le Japon signent le pacte anti-Komintern.</p> <p>18 L'Allemagne et l'Italie reconnaissent la Junte de Burgos.</p> <p>27 Le gouvernement britannique interdit les exportations d'armes à destination de l'Espagne.</p>
<p>11 Lors d'un congrès régional des Jeunesses Libertaires, la décision est prise d'incorporer les Jeunesses Libertaires catalanes dans le sein de la Fédération Ibérique des Jeunesses Libertaires.</p> <p>22 A Barcelone, plus de 500'000 personnes assistent aux obsèques de Buenaventura Durruti.</p>			



CATALOGNE	RESTE DE L'ESPAGNE		POLITIQUE INTERNATIONALE ET GUERRE CIVILE ESPAGNOLE
	ZONE RÉPUBLICAINE	ZONE NATIONALISTE	
<p>7 A Barcelone, "Première journée de la Nouvelle Economie", avec et allocutions sur la nouvelle gestion collective, prononcées par 8 des responsables syndicaux et politiques.</p> <p>16 Exclusion de Andres Nin (et donc du Poum) de la Généralité. 17 Nouveau gouvernement de la Généralité, avec 4 CNTistes (dont Diego Abad de Santillan, économie, Francisco Isgleas, défense, Pedro Herrera, santé et affaires sociales) et 3 UGTistes.</p> <p>22 Antonov-Ovseenko, consul général de l'URSS, exprime publiquement son "admiration" pour les anarchistes catalans.</p> <p>25 Décret légalisant l'avortement. L'interruption de grossesse peut être pratiquée dans les trois premiers mois.</p>	<p>15 Le cargot soviétique Kom- somol est coulé au large de Carthagène.</p> <p>17 Le Conseil d'Aragon est enfin reconnu officielle- ment, avec l'entrée de mem- bres de la Gauche Républi- caine, de l'UGT et du Par- ti Syndicaliste (sept des quatorze conseillers qui le composent sont des CNTistes).</p> <p>28 Le ministère de la justice dirigé par J. Garcia Oli- ver, publie un décret an- nonçant la création de camps de travail pour les prisonniers fascistes.</p>	<p>10 Le ministre des af- faires étrangères, Alvarez del Vayo, soumet le cas de la République espagnole au Conseil de la S.D.N., à Genève.</p> <p>19 Les puissances met- tent en place un sys- tème de patrouilles navales.</p> <p>21 Joseph Staline adres- se une lettre à Largo Caballero, contenant des "conseils ami- caux".</p>	

CATALOGNE	RESTE DE L'ESPAGNE		POLITIQUE INTERNATIONALE ET GUERRE CIVILE ESPAGNOLE
	ZONE RÉPUBLICAINE	ZONE NATIONALISTE	
7 Décret de la Généralité marquant la dissolution des Comités ouvriers de ravitaillement, et qui signifie ainsi un retour au commerce privé.	4 Bombardement de Bilbao par des avions allemands. 8 Le gouvernement reconnaît les collectivités agricoles.	5 Le général Franco accepte la formation d'un état-major comprenant dix "conseillers" allemands et italiens.	8 Aux USA, une loi est votée interdisant les envois d'armes à destination de l'Espagne
12 La Généralité rend exécutifs 58 décrets visant à renforcer le contrôle gouvernemental sur les entreprises collectivisées.	17 Début de l'offensive nationaliste contre Malaga, dirigée par le général Queipo de Llano.	20 Formation d'un "Etat-major général" germano-italien, en échange d'une augmentation substantielle de livraisons d'armes.	21 La France interdit le passage des volontaires à destination de l'Espagne, cette mesure n'étant cependant pas appliquée avec rigueur.
23 Evénements de la Fatarella : une trentaine de tués lors d'un affrontement entre des paysans opposés à la collectivisation de la terre et une patrouille de contrôle. Les communistes attribuent la responsabilité de ces incidents aux anarchistes.	27 A Madrid, le 5 <sup>e</sup> régiment (communiste) se dissout dans l'armée populaire.	30 Lettre pastorale du cardinal Gomá appuyant les rebelles et condamnant les franc-maçons, les juifs et les communistes.	

CATALOGNE	RESTE DE L'ESPAGNE		POLITIQUE INTERNATIONALE ET GUERRE CIVILE ESPAGNOLE
	ZONE RÉPUBLICAINE	ZONE NATIONALISTE	
	<p>6 Déclenchement de l'offensive nationaliste dans la vallée du Jarama (au sud-est de Madrid)</p> <p>8 Les troupes nationalistes s'emparent de Malaga.</p>		
<p>17 Un ouvrier de la CNT est assassiné à Barcelone.</p> <p>22 Lancement à Barcelone de <i>Catalunya</i>, premier quotidien de la CNT à paraître en catalan.</p> <p>26 Une fusillade opposant des militants de l'UGT et de la CNT fait plusieurs morts à Manresa. La Généralité interdit un meeting CNT-POUM qui devait avoir lieu à Tarragone.</p> <p>fin du mois D'autres affrontements et fusillades meurtrières se produisent à Centelles et à Villanueva y Geltru.</p>	<p>22 En Aragon, la structuration des collectivités est renforcée par une alliance conclue lors d'un congrès syndical à Caspe, entre la CNT et l'UGT.</p> <p>24 Attaques contre Largo Caballero dans la presse communiste.</p> <p>28 Fin de la bataille du Jarama.</p>		<p>20 Le Comité de non-intervention annonce l'interdiction du recrutement de soldats non-espagnols.</p>

CATALOGNE	RESTE DE L'ESPAGNE		POLITIQUE INTERNATIONALE ET GUERRE CIVILE ESPAGNOLE
	ZONE RÉPUBLICAINE	ZONE NATIONALISTE	
5 A Barcelone, douze tanks sont dérobés par un colonel communiste qui, pour cela, falsifia la signature du directeur des industries de guerre, le CNTiste E. Vallejo.	5 Un plenum du PCE demande l'unification de l'armée et la liquidation du trotskysme. 8 Coups de feu entre des CNTistes et des policiers à Vilanesa (Valence).		
16 Crise du gouvernement de la Généralité qui va durer un mois pour déboucher sur un autre Conseil à peine différent. La crise fut provoquée par l'opposition des anarchistes au décret de dissolution des patrouilles de contrôle, ainsi que par le désarmement de l'arrière-garde.	mi- Le gouvernement basque mars fait arrêter la direction régionale de la CNT.		
22 Etablissement d'une carte de rationnement du pain.	20-23 Défaite italienne à Guadalajara.		
	fin mars Début de l'offensive nationaliste contre la zone basque-asturienne.		23 Le conte Grandi, ambassadeur d'Italie à Londres affirme qu'aucun volontaire italien ne quittera l'Espagne avant que la guerre ne soit gagnée.

CATALOGNE	RESTE DE L'ESPAGNE		POLITIQUE INTERNATIONALE ET GUERRE CIVILE ESPAGNOLE
	ZONE RÉPUBLICAINE	ZONE NATIONALISTE	
3 Tentative éphémère de formation d'un cabinet réduit de la Généralité.	13 Le gouvernement légalise les mariages postérieurs au 18 juillet effectués devant n'importe quelle autorité.		
16 Formation d'un nouveau gouvernement de la Généralité presque semblable à celui de décembre 36, et qui comprend aussi 4 CNTistes (dont Andrés Capdevilla y Puig, économie, et Aurelio Fernández, santé et assistance sociale).	17 Sur l'ordre du ministre des Finances, J. Negrin, les carabiniers commencent à réoccuper les postes frontière qui étaient contrôlés depuis le 18 juillet par des anarcho-syndicalistes.	19 Franco annonce la création d'un parti unique, par l'unification des phalangistes et des carlistes	
25 Assassinat de R. Cortaba, militant en vue du PSUC.	23 Dissolution de la Junte de défense de Madrid.		
26 Promulgation d'un décret du conseiller CNTiste à la santé légalisant l'avortement.	26 Bombardement	de Guernica.	
27 Trois militants anarchistes de Puigcerda sont assassinés lors d'affrontements avec la force publique, chargée d'occuper la zone frontière.			
29 Le gouvernement de la Généralité suspend brusquement sa réunion en raison de la situation trouble et tendue que connaît la Catalogne.			30 Entrée en vigueur du contrôle de la non-intervention.
1 <sup>er</sup> A Barcelone, la journée n'est pas fêlée et aucune manifestation n'a lieu pour célébrer la fête du travail.	1 <sup>er</sup> A Valence, la fête des travailleurs est célébrée avec éclat, et un grand meeting commun UGT/CNT s'y déroule.		
2 (Dimanche) En vue d'éviter un affrontement considéré comme imminent, une réunion d'urgence de toutes les jeunesses catalanes se tient à Barcelone.			

EVENEMENTS DE MAI 1937

LUNDI 3 MAI, MARDI 4 MAI, MERCREDI 5 MAI,  
JEUDI 6 MAI, VENDREDI 7 MAI, SAMEDI 8 MAI.

BARCELONE		RESTE DE LA CATALOGNE	RESTE DE L'ESPAGNE		POLITIQUE INTERNATIONALE ET GUERRE CIVILE ESPAGNOLE
			ZONE RÉPUBLICAINE	ZONE NATIONALISTE	
Lundi 3	- A 14h45, la Telefonica est attaquée par des forces de police. - Le soir, réunion commune des comités régionaux de la CNT, de la FAI, des Jeunesses Libertaires et du Conseil exécutif du POUM.	A Gérone et à Lérida, du fait de l'implantation prépondérante des anarchistes ou du POUM, il ne se produit pas d'incidents durant cette semaine.			
Mardi 4	- A l'aube, des barricades sont dressées. - 16 h, arrivée au Palais de la Généralité du ministre de la Justice du gouvernement central, Garcia Oliver, et de M. R. Vasquez du comité national de la CNT, accompagné de Diego Abad de Santillan qui représente le comité régional et de Alfonso pour la fédération locale. - 20h30, appels au calme et à la cessation immédiate des hostilités, lancés à la radio par J. Calvet (Union des Rabassaires), par Alfonso, Vasquez, Garcia Oliver et par le président Companys.				
Mercredi 5	- 12h00, annonce de la formation d'un nouveau gouvernement de la Généralité, composé de C. Martí Feced (Esquerra), Valerio Mas (secrétaire du comité régional de la CNT), Antonio Sesé (secrétaire général de l'UGT) et de J. Pou (Rabassaires). - Début de l'après-midi, assassinat de Antonio Sesé, probablement par des membres de la CNT. - Milieu de l'après-midi, assassinat d'un des frères Ascaso (Domingo), dirigeant anarchiste. - Assassinat des deux anarchistes italiens Camillo Berneri et Barbieri. - Arrivée dans le port de deux navires de guerre envoyés par le gouvernement central.	5 A Tarragone, vers 8h, attaque de l'immeuble de la Telefonica par d'importantes forces de police; la population ouvrière n'oppose pas de résistance.	5 Le gouvernement central communique que de sa propre initiative, il a décidé de s'occuper dorénavant de l'ordre public et de la défense en Catalogne.		
Jeudi 6	- Vers 17h, le président Companys annonce à la radio les mesures prises la veille par le gouvernement central et recommande "la sérénité à tous les citoyens". - Dans la soirée, réunion extraordinaire du comité catalan de l'UGT, lors de laquelle il fut décidé, à l'unanimité, d'expulser les dirigeants du POUM de l'UGT.	6 A Tarragone, violentes attaques contre les locaux anarchistes par la force publique avec le concours de membres du PSUC et de l'Esquerra. Un accord est cependant passé entre toutes les organisations politiques.			6 Dans le Nord, la Brigade de Navarre occupe Sollube et Machichaco.
Vendredi 7	- La plupart des magasins rouvrent leurs portes et les transports publics circulent à nouveau. - Attentat manqué, probablement perpétré par des membres du PSUC, contre la voiture de la ministre Frederica Montseny. - De 19h à 20h, arrivée, en provenance de Valence, de 80 camions transportant environ cinq mille gardes d'assaut et deux compagnies motorisées; ces troupes défilent dans la ville.	7 A Tarragone, malgré l'accord accepté la veille, des gardes d'assaut et des forces de police s'emparent de l'immeuble du Conseil de Défense Intérieure de la ville, ce qui donne le signal d'une répression systématique contre les anarchistes, au cours de laquelle treize responsables anarchistes furent assassinés.			
Samedi 8	- Parution normale de tous les journaux. - <i>Traball</i> , organe du PSUC, accuse les éléments du POUM d'être les responsables des événements. - <i>Solidaridad Obrera</i> réclame la destruction des barricades et la reprise du travail.  Le bilan de ces journées tragiques avancé par la presse de l'époque s'établit à environ 500 morts et 1'000 blessés.				

DU 10 AU 31 MAI 1937

CATALOGNE	RESTE DE L'ESPAGNE		POLITIQUE INTERNATIONALE ET GUERRE CIVILE ESPAGNOLE
	ZONE RÉPUBLICAINE	ZONE NATIONALISTE	
10 Reprise générale du travail à Barcelone et dans le reste de la lundi Catalogne.	13 Au conseil des ministres, les communistes demandent le châtimeut du POUM, ce que refuse Largo Caballero.		
	15 Caballero présente sa démis- sion et tente de mettre sur pied un autre gouvernement formé de socialistes et d'anarchistes, mais finit par renoncer à ce projet. Départ des 4 ministres anar- chistes du gouvernement.		
	17 Formation du premier gouver- nement de Juan Negrín. Dans cette crise, l'influen- ce soviétique/communiste a été prépondérante.		
	24 Bombardement par des avions républicains du navire de guerre italien "Barletta" à Palma de Majorque.		
27 Interdiction de <i>La Batalla</i> , journal du POUM.	29 Bombardement par des avions républicains du croiseur "Deutschland" ancré au large de Ibiza.		28 A Genève, le Conseil de la S.D.N. se réu- nit pour examiner une plainte du gouverne- ment républicain au sujet de l'interven- tion germano-italien- ne.
	31 En représailles pour le "Deutschland", bombardement par des navires allemands de Almería.		

DE JUIN A DECEMBRE 1937

CATALOGNE	RESTE DE L'ESPAGNE		POLITIQUE INTERNATIONALE ET GUERRE CIVILE ESPAGNOLE
	ZONE RÉPUBLICAINE	ZONE NATIONALISTE	
16 juin Répression ouverte contre le POUM, le parti est dissous et ses dirigeants arrêtés. Andrés Nin, son secrétaire politique, est enlevé, puis assassiné, peu après, par des agents de la police soviétique.		3 juin Le général Mola, rival potentiel de Franco, meurt dans un accident d'avion.	12 juin Accusé de trahison le maréchal Toukatchewski est exécuté.
29 juin Constitution d'un nouveau gouvernement de la Généralité, toujours présidé par L. Companys, et qui durera jusqu'à la fin de la guerre. La CNT n'y participe plus, et ce conseil connaît la prédominance de l'Esquerra et du PSUC.	19 juin Entrée des troupes nationalistes dans Bilbao.		23 juin L'Italie et l'Allemagne abandonnent les patrouilles de contrôle naval.
9 juillet A l'intérieur de chaque Conseil Général d'Industrie, création des Fédérations Economiques d'Industries.	en juillet A Valence et à Madrid, congrès de l'Association Internationale des Ecrivains Antifascistes.	8 <sup>e</sup> juillet Lettre collective des évêques espagnols soutenant le généralissime Franco. Brunete.	
	6-28 juillet Bataille de	12 juillet Signature d'un accord économique entre l'Espagne nationaliste et l'Allemagne.	12 juillet La France renonce aux patrouilles frontières de la Non-intervention.
7 août La pratique privée du culte catholique est autorisée sur le territoire de la République.	9 août Institution par décret du S.I.M., sorte de police politique parallèle, contrôlée par les communistes.		29 <sup>juil</sup> Douze jours après le début de la guerre sino-japonaise, Pékin est occupé par les japonais.
14 août Les presses anarchistes et trotskystes vont avoir à tenir compte des menaces prononcées par le gouvernement central à Valence au sujet de l'interdiction des critiques adressées à l'URSS.	10-11 août Décret de dissolution du Conseil d'Aragon, intervention militaire du général Lister et arrestation des membres du Conseil.		
	23 août Début de la bataille de Belchite, localité qui sera finalement occupée le 6 septembre par les républicains.		
	26 août Prise de Santander par les nationalistes.		
14 septembre Formation de la Commission Régulatrice des Prix.	27 septembre Offensive républicaine contre Fuentes de Ebro.		14-17 septembre Conférence de Nyon (Suisse) et accords diplomatiques contre la piraterie en Méditerranée.
5 octobre Création de la Commission Régulatrice des Salaires au sein du département de l'économie, présidé par Juan Comorera (PSUC).		7 octobre Formation du Service Social, obligatoire pour toutes les femmes.	2 octobre La S.D.N. reconnaît l'échec du Comité de Non-intervention quant au retrait des volontaires étrangers.
28 octobre A Barcelone, procès intenté contre le Comité exécutif du POUM.			
31 octobre Transfert de Valence à Barcelone du gouvernement central, ce qui va signifier une sensible diminution de l'autonomie catalane.	21 octobre Entrée des nationalistes à Gijón et Aviles, ce qui marque la fin de la campagne du Nord.		
2 novembre Transfert du gouvernement basque à Barcelone.			
9 novembre Le parlement catalan confirme Luis Companys comme président de la Généralité.			6 novembre L'Italie devient membre du pacte anti-Komintern.
10 novembre Constitution de la Caisse de Crédit Industriel et Commercial qui a notamment pour fonction de répartir le 50 % des gains des entreprises collectivisées.		11 novembre L'Espagne nationaliste et l'Angleterre établissent des relations commerciales.	1 <sup>e</sup> et 6 décembre Le régime de Burgos est reconnu par le Japon, puis par l'Uruguay
8 décembre Bombardement de Barcelone par des avions nationalistes. En représailles, bombes républicaines sur Palma de Majorque.			
12 décembre Enterrement, à Barcelone, de Angel Pestaña, fondateur et dirigeant du Parti Syndicaliste, et ancien leader de la CNT.	15 décembre Début de l'offensive républicaine contre Teruel.		



JANVIER A JUIN 1938

CATALOGNE	RESTE DE L'ESPAGNE		POLITIQUE INTERNATIONALE ET GUERRE CIVILE ESPAGNOLE
	ZONE RÉPUBLICAINE	ZONE NATIONALISTE	
<p>1-7 janvier Pour la deuxième année, la "semaine de l'enfant, organisée par les syndicats et la Généralité, se substitue à la fête des Rois.</p> <p>6 Décret de la Généralité qui fait passer sous le contrôle de l'Etat l'approvisionnement et la distribution des vivres.</p> <p>8 A Barcelone, congrès régional des paysans CNTistes qui entérine le rôle directeur exercé par le Conseil supérieur de l'Agriculture de la Généralité.</p> <p>19 Les spectacles publics passent sous le contrôle de la Généralité.</p> <p>1<sup>er</sup> février Au monastère de Montserrat, réunion des Cortès républicaines, sous la direction de Martínez Barrio.</p> <p>8 Réduction officielle des attributions des Comités de Contrôle ouvrier.</p> <p>27 A Barcelone, conférence du PCE, avec des attaques contre Indalecio Prieto, ministre socialiste de la Défense.</p> <p>1<sup>er</sup> mars A Barcelone, Dolores Ibarruri-La Pasionaria dirige une manifestation contre "les capitulateurs".</p> <p>2 Bombardement de Lérida.</p> <p>16-18 Des avions italiens bombardent intensément Barcelone et divers lieux de la province barcelonaise, causant de nombreuses victimes. Manifestations dans la ville contre les pacifistes et contre la reddition.</p> <p>18 Publication du programme d'unité CNT-UGT.</p> <p>27 Le premier village faisant partie de la juridiction de la Généralité tombe aux mains des troupes nationalistes.</p> <p>4 avril Chute de Lérida et de Morella.</p> <p>14 Les troupes nationalistes atteignent la côte méditerranéenne et s'emparent de Viñaros. Ainsi l'Espagne républicaine est coupée en deux, et la Catalogne est séparée du reste du territoire antifasciste.</p> <p>18 Occupation de Viella et du Val d'Aran.</p> <p>11 mai Décret de municipalisation de la propriété urbaine.</p> <p>7 juin Incendie, à Barcelone, des dépôts de combustibles de la Campsa par un bombardement aérien. (Durant l'année 38 et jusqu'au 8 février 39, l'aviation italienne de Maccarone entreprit 260 attaques contre des objectifs de la zone côtière de Catalogne).</p>	<p>15-25 A Valence, se tient le "Plenum national élargi" des syndicats CNTistes en vue de structurer solidement la nouvelle économie collectiviste.</p> <p>22 Les nationalistes s'emparent de Teruel.</p> <p>1<sup>er</sup> Le président Negrín affirme qu'il ne saurait y avoir de compromis.</p> <p>9 Début de l'offensive nationaliste au sud de l'Aragon dans but d'atteindre la Méditerranée et de couper la zone républicaine en deux.</p> <p>10 Belchite est reprise par les nationalistes.</p> <p>5 Départ de Prieto et formation du deuxième et dernier gouvernement Negrín. Retour de la CNT au pouvoir central, mais avec un seul représentant, Segundo Blanco, comme ministre de l'Instruction publique.</p> <p>1<sup>er</sup> Negrín fait connaître ses "13 points", programme pragmatique en vue d'élargir la base sociale de son gouvernement d'Union nationale.</p> <p>14 Chute de Castellon de la Plana.</p> <p>26 Alicante est bombardée par l'aviation nationaliste.</p>	<p>30 Après avoir dissous la Junte technique, Franco forme son premier gouvernement avec des éléments civils.</p> <p>2 Décret supprimant la liberté de réunion et d'expression.</p> <p>6 Le gouvernement de Franco promulgue des lois abolissant le divorce, la réforme agraire et même, bizarrement, le statut d'autonomie de la Catalogne ...</p> <p>3 Retour des jésuites dans l'Espagne de Franco.</p> <p>la Plana.</p>	<p>28 La Turquie reconnaît le régime de Burgos.</p> <p>17 Le baron Strohrer, ambassadeur allemand, informe Berlin que les principaux dirigeants nationalistes sont contre une paix négociée.</p> <p>9 Anschluss: L'Allemagne nazie occupe l'Autriche</p> <p>13 Deuxième ministère de Léon Blum; la frontière avec l'Espagne est recouverte.</p> <p>9 A la S.D.N., Alvarez del Vayo ministre des affaires étrangères de la République, dément que son gouvernement recherche une médiation pour la paix.</p> <p>mi-juin: Le gouvernement français referme sa frontière avec l'Espagne, sous la pression du gouvernement anglais.</p>

JUILLET A DECEMBRE 1938

CATALOGNE	RESTE DE L'ESPAGNE		POLITIQUE INTERNATIONALE ET GUERRE CIVILE ESPAGNOLE
	ZONE RÉPUBLICAINE	ZONE NATIONALISTE	
<p>9 juillet Barcelone connaît de nouveaux bombardements.</p> <p>19 La cathédrale de Barcelone et ses environs sont bombardés.</p> <p>11 août Expropriation, par décret du gouvernement central, des industries de guerre contrôlées jusque-là par la Généralité. Cet acte d'interventionnisme du pouvoir central provoquera la démission (le 17) des deux ministres nationalistes.</p> <p>16 septembre Le port de Barcelone subit un intense bombardement aérien.</p> <p>6-30 octobre A Barcelone, Plenum national des Fédérations régionales du mouvement libertaire, qui entérine la collaboration politique découlant de circonstances exceptionnelles.</p> <p>24-29 Procès contre le POUM dans la capitale catalane.</p> <p>15 novembre A Barcelone, cérémonies d'adieux aux Brigades Internationales avec des allocutions de La Pasionaria et de Manuel Azana.</p> <p>15 décembre Désarticulation, à Barcelone, d'un réseau d'espionnage nationaliste.</p>	<p>25 L'armée républicaine lance une offensive sur l'Ebre. Début de la plus importante bataille de la guerre qui se terminera à la mi-novembre.</p> <p>17 Démission des deux ministres nationalistes Jaume Ayguadé (Esquerra catalane) et Manuel de Irujo (Parti Nationaliste Basque).</p>	<p>27 La Hollande reconnaît le gouvernement de Franco.</p> <p>9 En Suisse, conversation secrète entre Negrin et le Duc d'Albe (agent nationaliste) sur la paix.</p> <p>21 Devant la S.D.H., Negrin annonce le retrait des volontaires internationaux.</p> <p>29 Accords de Munich entre Chamberlain, Daladier, Hitler et Mussolini qui signifient le démantèlement de la Tchécoslovaquie.</p> <p>50 après le ministre allemand des affaires étrangères l'unique espoir des républicains réside dans l'éclatement d'une guerre mondiale, raison pour laquelle Negrin accepte le retrait des volontaires internationaux en vue de se rapprocher de la France et de l'Angleterre.</p> <p>10 Franco déclare à nouveau (à l'agence Reuter) qu'une médiation est impossible.</p> <p>14 Embarquement de retour, à Cadix, de 10'000 soldats italiens.</p> <p>28 Mort en Méditerranée de Ramon Franco, frère du Caudillo aviateur célèbre.</p> <p>15 Fin de la bataille de l'Ebre et repli des troupes républicaines.</p> <p>20 A Alicante, des avions nationalistes lancent des fleurs sur le cimetière en hommage à José Antonio Primo de Rivera.</p> <p>15 Franco restitue ses droits civils à Alphonse XIII.</p> <p>23 Début de l'offensive nationaliste sur la Catalogne.</p>	

JANVIER - FEVRIER 1939

CATALOGNE	RESTE DE L'ESPAGNE		POLITIQUE INTERNATIONALE ET GUERRE CIVILE ESPAGNOLE
	ZONE RÉPUBLICAINE	ZONE NATIONALISTE	
<p>13 janvier Prise de Tortosa 15 Chute de Tarragone et de Reus 24 Les armées nationalistes atteignent le fleuve Llobregat. Prise de Manresa, Martorell, Gavà, Prat de Llobregat. 26 Chute de Barcelone. 27 Sur la place de Catalogne, à Barcelone, immense messe d'actions de grâce, en présence du général nationaliste vainqueur Yagüe.</p> <p>1<sup>er</sup> février Prise de Vich. Après la chute de Barcelone, les armées nationalistes avancent, en moyenne, de 10 km par jour. Débandades massives et courses pour atteindre la frontière française. 4 Chute de Gérone. 5 Prise de Seo de Urgell. 6 Chute de Figueras. Les 15'000 fonctionnaires de la Généralité sont licenciés par un décret nationaliste. 9 Les troupes nationalistes arrivent à la frontière française. Plus de 100'000 civils et 200'000 soldats républicains (ou 500'000 personnes selon d'autres estimations) s'étaient précipitamment réfugiés en France.</p> <p style="text-align: center;">fin de la guerre en Catalogne.</p>	<p>23 Le gouvernement nomme Miaja général en chef des forces de Terre, Mer et Air. 25 Le gouvernement Negrin quitte Barcelone pour Figueras.</p> <p>1<sup>er</sup> Au château de Figueras, dernière réunion des Cortès sur sol espagnol. 3 A Madrid, premiers contacts entre le colonel Segismundo Casado et le socialiste Julian Besteiro, partisans tous deux d'une paix séparée avec Franco. 5 Azana, Martinez Barrio, Aguirre et Companys franchissent la frontière française. 7-8 Le gouvernement républicain et Negrin passent en France. 8 L'île de Minorque est prise par les nationalistes.</p>	<p>En France, le long des côtes du Roussillon, internement massif de réfugiés dans des camps sommaires (gardés par des militaires et des policiers et entourés de barbelés ...). Camps de Argelès sur Mer, Saint-Cyprien, Barcarès, et en Ariège ...</p> <p>19 La Pologne reconnaît le gouvernement nationaliste. 21 Mort à Collioure (Ville côtière des Pyrénées Orientales) du poète Antonio Machado, âgé de 64 ans, trois semaines après s'être réfugié en France. 27 A Paris, Manuel Azaña annonce sa démission comme Président de la République. 27 L'Angleterre et la France reconnaissent le gouvernement nationaliste comme le seul représentatif d'Espagne.</p>	
----- ZONE CENTRE - SUD DE LA RÉPUBLIQUE / ZONE CENTRE-SUD DE LA RÉPUBLIQUE -----			
<p>10 février Atterrisage à Alicante, de retour de France, du président Negrin et de quelques-uns de ses ministres. 11 Vol à Paris de Alvarez del Vayo pour essayer de faire revenir en Espagne Manuel Azana. 14 A Madrid, le colonel Casado contacte la CNT en vue d'une paix négociée..</p> <p>21 A Barcelone, Franco préside le défilé de la victoire, auquel prennent part plus de 100'000 hommes. 23 A Madrid, le PCE lance un manifeste pour la résistance à outrance. 25 Casado est nommé général.</p>			

ULTIME MOIS DE LA GUERRE, MARS 1939, .....

ZONE CENTRE - SUD DE LA RÉPUBLIQUE / ZONE CENTRE - SUD DE LA RÉPUBLIQUE	ZONE NATIONALISTE	POLITIQUE INTERNATIONALE ET GUERRE CIVILE ESPAGNOLE
<p>3 mars Negrin désigne trois lieutenants colonels communistes comme commandants militaires de Alicante, Murcie et de la base navale de Carthagène.</p> <p>4-7 Rébellion et confusion à la base de Carthagène, à la suite du refus de la nomination du nouveau commandant militaire. La flotte, qui était mouillée dans le port, prend la mer, et se réfugiera à Bizerte, en Tunisie. Entrée dans la ville d'une brigade de l'armée populaire, qui parvient à rétablir l'ordre républicain. Des bateaux de la flotte nationaliste, qui tentaient de débarquer à Carthagène afin d'appuyer une partie de la rébellion à caractère anti-républicain, sont repoussés ou coulés.</p> <p>5 A Madrid, formation dans la soirée, sous la direction de Casado, du Conseil National de Défense. Il s'agit en fait d'un coup d'Etat, le gouvernement de Negrin se voyant supplanté par ce Conseil, formé d'anarchistes (de Gonzalo Marin et Eduardo Val pour la CNT), de socialistes (dont Julian Besteiro) et de républicains. Le Conseil National de Défense a pour but de parvenir à une paix négociée et pour objectif d'obtenir des conditions de reddition décentes. Le général Miaja accepta d'être nommé à la présidence du Conseil et l'anarchiste Melchor Rodriguez (ancien directeur général des prisons) fut nommé maire de Madrid.</p> <p>6 Negrin (après avoir vainement tenté de faire arrêter Casado) et une partie de son cabinet furent par avion pour la France ou l'Afrique du Nord.</p> <p>6-12 A Madrid, violents combats entre les partisans du Conseil National de Défense et les autres unités militaires de la capitale et des faubourgs, commandées par des chefs communistes. L'intervention de la 14<sup>e</sup> Division, dirigée par le colonel anarchiste Cipriano Mera, permet finalement au Conseil de l'emporter. Cette guerre civile dans la guerre civile provoqua environ 250 morts et 560 blessés et elle marqua la fin de l'influence communiste sur les événements d'alors.</p> <p>14-25 Tentatives de négociations du Conseil avec le régime de Burgos. Mais les pourparlers se heurtent à l'intransigeance du gouvernement de Burgos, qui exige une reddition sans condition, et qui interrompt les discussions.</p> <p>26-27 Le Conseil décide de ne pas opposer de résistance à l'armée nationaliste. Dans la région de Madrid auto-démobilisation de l'armée républicaine.</p> <p>Fuite éperdue de milliers de personnes — désireuses de quitter le pays et d'échapper aux représailles — vers les ports de la région du Levant.</p> <p>28 ENTREE DES TROUPES NATIONALISTES DANS MADRID.</p> <p>Dans les ports de Valence, Gandia, Alicante, Carthagène et Almeria s'agglutinent une cinquantaine de milliers de républicains cherchant à s'expatrier par mer, grâce à d'hypothétiques navires.</p> <p>29 Occupation de Almería, Jaen, Ciudad Real, Cuenca et Albacete.</p> <p>30 Chute de Valence et Alicante. (Dans le port de Alicante, une quinzaine de milliers d'hommes, femmes et enfants attendirent vainement l'arrivée de navires. Scènes de bagarres pour savoir qui pourrait embarquer, crises de désespoirs et épidémies de suicides).</p> <p>31 Occupation de Murcie et de Carthagène.</p> <p>1<sup>er</sup> avril Franco signe le dernier bulletin du conflit marquant la FIN DE LA GUERRE</p>	<p>24 Le maréchal Pétain présente ses lettres de créance à Franco, comme ambassadeur de France à Burgos.</p> <p>26 Forte avancée nationaliste dans la Sierra Morena.</p> <p>27 Le gouvernement de Burgos adhère au Pacte Anti-Komintern (Allemagne, Italie, Japon).</p>	<p>1<sup>er</sup> Les USA reconnaissent Franco</p>

Septembre 39 : Début de la seconde guerre mondiale. Mai 1940 : Invasion de la France par les armées allemandes. L'occupation nazie de la France entraînera des conséquences pour les réfugiés antifascistes espagnols; certains prendront le maquis au côté de la résistance, d'autres seront déportés dans des camps allemands et plusieurs dirigeants républicains (dont Luis Companys et Juan Peiro) seront renvoyés en Espagne pour y être exécutés. 6 août 1945 : La première bombe atomique est lancée sur Hiroshima.

20 août 1975 : Mort à 82 ans de Francisco Franco, après avoir régné pendant près de quarante ans sur l'Espagne.

JOURNAUGRAPHIE → voir aussi pages 92 à 97  
LISTE DES PUBLICATIONS DÉPOUILLÉES

Cette nomenclature, qui concerne principalement la presse libertaire de Catalogne, sera présentée comme suit : - Titre, organe de ...; - fréquence de parution ( Q=quotidien, H=hebdomadaire, BI=bimensuel, M=mensuel, BM=bimestriel, TM=trimestriel, IR=parution irrégulière); - Lieu de parution; - époque de parution (indication du premier No, si ce titre n'existait pas avant juillet 36 durée approximative du journal; souvent difficile à préciser vu les "trous" des archives). Pour des raisons de place, d'autres éléments ne figurent pas ici : nombre de pages, format, illustrations, signature des articles (noms des principaux collaborateurs, rédacteur en chef ou directeur), contenu : type d'articles, rubriques, ton, adresse du journal, publicité, bibliothèques + cotes pour consultation.

- ABC, "Diario Republicano de Izquierdas", Q, Madrid, reparution le 25 juillet 36 — fin de la guerre.  
ABC, Q, Séville, reparution le 20 juillet -- fin de la guerre.  
( réédition partielle de ces deux quotidiens sous la direction de Xavier Tussell, Madrid 1978, qui sous un même titre présentèrent des visions diamétralement opposées de la guerre civile ).
- Acció Sindical*, "Portantveu de la CNT de la comarca de Vallis-Montblanch", ?(IR), Vallis, du 8 oct. 36 au 5 janv. 39.  
*Acero*, CNT-AIT, "Organo de la Federaci6n nacional de la industria sidero-metalurgica", M, Barcelona, dès janvier 38.  
*Accracia*, "Organo de la CNT y de la FAI en Lerida", Q, Lerida, (existait dès 1933), reprise dès fin juil./début août 36.  
*Adelante*, "Organo de la CNT y de la FAI en Tarragona y su provincia", BI, Reus, dès le 2 janvier 37.  
*Agrupaci6n profesional de periodistas*, UGT, ?, Barcelona, dès mai 37.  
*A la Lucha*, "Organo de la Federaci6n comarcal de las JJ. LL.", CNT-FAI, H, Figueras, dès le 12 février 37.  
*Alba roja*, "Organo del sindicato único de trabajadores de Premiá de Mar, CNT-AIT-FAI", ?, Premiá de Mar, dès le 2 janvier 37.  
*Alerta ... !*, "Periódico al servicio de la revoluci6n proletaria", H, "España Libre" (pas d'autres indications, sans doute Barcelone), dès le 23 octobre 37.  
*Almanaque proletario*, CNT-FAI 1937 "Almanaque laico", Annuel, Barcelona (probablement).  
*Al Margen*, "Publicaci6n quincenal anarquista individualista", BI, parfois M, Barcelona, puis Elda (mars 38), dès septembre-octobre 37.  
*Amanecer*, "Organo del comité de enlace CNT-FAI-JJLL de la barriada de Pueblo Nuevo", M, Barcelona, dès septembre 38.  
*Amanecer*, voir sous *Boletín de la escuela de militantes CNT-FAI-AIT*  
*El Amigo del Pueblo*, "Portavoz de los Amigos de Durruti", IR, Barcelone puis Perpignan, dès mi-mai 37 au 21 sept.37.  
*Anarquía FAI*, H, Barcelone, dès le 1<sup>er</sup> juillet 37.  
*A.N.P.P.*, "Boletín de la Asociaci6n Nacional de Profesores Particulares", IR, dès le No 47(oct.-nov.-déc.36) "bajo el control del CENU/CNT", Barcelona.  
*Archivo CNT-FAI-Diario*, "Servicio interior de informaci6n extranjera del archivo CNT-FAI", Q, Barcelona, dès été 37.  
*Archivo CNT-FAI-Semanal*, "Servicio interior de informaci6n extranjera del archivo CNT-FAI", H, Barcelona, dès été 37.  
*Artes Graficas*, CNT-AIT, "Boletín del sindicato de las artes gráficas", BI puis M, Barcelona, dès le 10 nov. 36.  
*La Aurora*, "Diario Republicano" (quotidien couplé avec *La Jornada*, *La Raz6n*, *El Popular* et *Renovaci6n*), Q, Barcelona, pas paru du 19 juillet au 1<sup>er</sup> août 36, dernier No sans doute le 8 août 36, chaque No contient en bonne place le point de vue de la CNT-FAI.
- Bakunin*, "Organo informativo/puis Organo del cuartel Bakunin", H (IR), Barcelona, dès le 9 janvier 37.  
*Baluard de Sitges*, "Organ del "Comité de defensa de Sitges", H (IR), Sitges, 20 août 36 au 10 octobre 36.  
*Boletín de la Agrupaci6n Los de ayer y Los de hoy*, (vieux anarchistes), M, Barcelona, dès juillet 37.  
*Boletín del Comité nacional de la CNT para exclusivo uso de los sindicatos CNT-AIT*, M (?), Valencia puis Barcelona, dès le 1<sup>er</sup> fév. 36.  
*Boletín de la Escuela de Militantes*, CNT-AIT-FAI, H, Barcelona, de novembre 36 à décembre 37, dès février 37, paraît sous le titre *Amanecer*  
*Boletín Film*, "Comité de producci6n del sindicato único de espectáculos públicos, secci6n de prensa", M (?), Barcelona  
*Boletín de Informaci6n CNT-AIT-FAI* (dans le texte raccourci en *Boletín de Informaci6n CNT-FAI*), Q, Barcelona, dès début dès le 22 juillet 36 au 22 mars 38.  
*Boletín de Informaci6n / Comité nacional de la CNT*, "Noticias facilitadas por la secci6n de informaci6n, propaganda y prensa", BI (?), Barcelona, dès 1937 (probablement).  
*Boletín de Informaci6n y orientaci6n orgánica del Comité peninsular de la FAI*, BI, Barcelona(puis Valencia) dès mai 36.  
*Boletín del Militante*, "FAI-Comité peninsular", H (?), Valencia puis Barcelona, ?.  
*Boletín del sindicato de la industria fabril y textil de Badalona y su radio*, CNT-FAI, M, Badalona, dès janvier 37.  
*Boletín del sindicato único del ramo de la construcci6n de Barcelona y sus contornos*, dès le No 2,  
*Boletín del sindicato de la industria de la edifiaci6n, madera y decoraci6n*, CNT-AIT, M, Barcelona, dès le 6 mars 37.

- Boletín de los trabajadores de banca, ahorros, seguros y afines de Cataluña*, CNT, BI, Barcelona, dès le 19 juil. 37.
- Brollador*, "Setmanari del Comitè comarcal de les Milícies Antifeixistes de l'Alt Empordà", H, Figueras, dès le 8 oct. 36.
- Bulletin d'Information CNT-AIT-FAI*, "publié par la Section française de Barcelone" (dès le No 2 paraît sous le titre *Boletín de Información CNT-AIT-FAI*, édition en langue française), H, Barcelone, dès le 25 nov. 36.
- Butlletí CNT-FAI - Igualada*, H, Igualada, dès la fin 36 environ.
- Butlletí de la Conselleria de sanitat i assistència social de la Generalitat de Catalunya*, 7, Barcelona, dès mars 37.
- Butlletí mensual d'estadística de la Generalitat de Catalunya*, BM et TM, Barcelona.
- !!! *Campo !!!*, CNT-AIT, "Organo del Comité regional de relaciones de campesinos", à partir du No 20, "Organo de la Federación regional de campesinos de Cataluña", H, Barcelona, dès le 6 février 37.
- Catalunya*, "Organ regional de la CNT", à partir du No 199, "Organ regional de la CNT d'Espanya", Q, Barcelona, dès le 22 février 37 au 28 mai 38 (probablement).
- Ciudad y Campo*, "Organo confederal y anarquista de la comarca de Tortosa", CNT-FAI, Q, Tortosa, dès le 20 mars 37.
- CNT*, "Organo de la C.N.T.", Q, Barcelona depuis mai 38 (avant Madrid).
- CNT Marítima*, "Organo del sindicato nacional del transporte marítimo", H, Valencia, puis dès le No 40, 27 novembre 37, Barcelona.
- Comité pro Heridos CNT-AIT*, H, Barcelona, dès le 1<sup>er</sup> juin 37.
- Comité pro Víctimas del fascismo CNT-AIT-FAI*, H, Barcelona, dès fin août-début septembre environ.
- Comunicaciones Libre*, "Organo de la Federación nacional de comunicaciones CNT-AIT", 3xparM, Madrid, puis Valencia et Barcelone dès le No 25, 10 décembre 37.
- Conselleria d'Economia de la Generalitat de Catalunya*, IR, Barcelona, dès octobre 36.
- Conselleria de Serveis Publics de la Generalitat de Catalunya*, H puis BI, Barcelona, dès le 1<sup>er</sup> février 37.
- Critiòon*, "Semenario humorístico" (libertaire), H, Barcelona, dès le 22 mai 37.
- Cultura y Porvenir*, "Semenario de las Juventudes Libertarias y Profesiones Liberales del Alto Urgel", FAI, H, Seo de Urgel, dès janvier 37.
- Diari Oficial del Comité Antifeixista i de Salut Pública de Badalona*, Q puis H (*Pull oficial de Badalona*), Badalona, dès le 14 septembre 36.
- Diario de la Marina CNT-AIT*, "Portavoz de la Regional catalana del transporte marítimo", Q, Barcelona.
- Diecinueve de Julio 1938 España CNT-FAI*, Album, Barcelona, vers mi-décembre 36.
- Durruti*, "Portavoz del Cuartel" (dès le No 13, "Portavoz del Cuartel de Ingenieros"), H, Barcelona, dès janvier 37.
- Esfuerzo FIJL-FAI*, "Periódico Mural de la Juventudes Libertarias de Cataluña", H, Barcelona, dès mars 37.
- L'Espagne Antifasciste*, CNT-AIT-FAI, "Edition française de *Solidaridad Obrera*", 2xparH, du 22 août 36 à Barcelone, puis dès septembre 36 à Paris.
- L'Espagne Antifasciste/La Nouvelle - Nueva España Antifascista*, "Organo de los españoles residentes en Francia y portavoz del antifascismo internacional", H, Paris, dès le 30 septembre 37.
- L'Espagne Nouvelle*, "Organe pour la défense des militants, des conquêtes et des principes de la révolution espagnole (anarchiste)", H puis BI, Nîmes, dès avril 37.
- Espectaculo*, "Revista ilustrada(o gráfica) del sindicato industrial del espectaculo CNT", BI, Barcelona, dès juil. 37.
- Espejos, Cristales y Vidrios Planos CNT-AIT*, "Sindicato de la industria vidriera, sección vidrio plano", 7, Barcelona, dès été ou automne 1936 (?).
- Establiments Col·lectivitzats Liber*, "Comissió de Cultura i Esbarjo" (plutôt marxiste), M, Barcelona, dès janv. 37.
- Evolucion*, "Organo regional de la Federación Estudiantil Conciencias Libres, Revista del Estudiante" (anarchiste), 7, Barcelona, dès septembre 37.
- Faro* (substitué à *Ruta* durant sa suspension), (anarchiste), H, Barcelona, du 12 novembre 37 au 7 janvier 38.
- Federació Obrera*, "Portantveu de les Entitats obreres d'industries de l'escorxador de Barcelona", CNT (dès sept. 36), M, Barcelona.
- El Frente*, "Boletín de guerra de la columna Durruti", puis "Organo de la 26 división", CNT-FAI, H, Pina de Ebro, puis Bujaralos, puis en campagne, dès l'été 36 environ.
- Frente y Retaguardia*, "Portavoz de las Juventudes Libertarias de la provincia de Huesca y su frente", H et BI, Arguis (Huesca), dès le 26 juin 37.
- Fuego*, "Organo regional de la Federación Iberica Estudiantil Iberica (en Cataluña)", (libertaire), 7, Barcelona, dès mai-juin 38.
- Fuerza y Cerebro*, "Organo de las Juventudes Libertarias de Gerona FIJL-FAI", BI, Gerona, dès février 37 environ.
- Full Municipal de Sitges*, H puis BI, Sitges, du 9 janvier au 30 janvier 37.
- La Gaceta de las Artes Gráficas*, "Adherida a la Asociación Española de la Prensa Técnica", M puis BI, Barcelona.
- Gastronomía*, "Revista grafica de la industria gastronómica", (anarchiste), 7, Barcelona, dès le 3 septembre 37.
- Guerra di Classi*, "USI-AIT, puis CNT-FAI-AIT, puis CNT-FAI" (section anarchiste italienne de Barcelone), H (IR), Barcelona, dès le 9 octobre 36.
- EL Guerrillero*, "Semenario del Regimiento Num. 2-3<sup>a</sup> División", H, Tarragona, dès la mi-mars 37 environ.
- Higié*, "Revista mensual d'Higiene i divulgació sanitària", CNT, M, Barcelona, dès juil. 36 sous contrôle de la CNT.
- Horizonte*, "Boletín del Estudio Libre de Bellas Artes, Patrocinado por las J.J.LL.", M (?), dès printemps 37 environ.

- Horizontas*, "Portavoz de los obreros de General Motors", dès février 37 "Portavoz de los obreros de Colectiva Iberica Maratón", BI puis M, Barcelona, dès le 18 septembre 36.
- Horizontas Nuevos*, "Portavoz del sindicato de industrias químicas", CNT, M, Barcelona, dès août 37.
- Hoy*, "Revista mensual, portavoz del comité regional en Cataluna de las industrias de la edificación, madera y decoración, CNT-AIT", M, Barcelona, dès le 1<sup>er</sup> décembre 37.
- Humanismo*, "Organo de la CNT y de la FAI de la localidad de Ripoll, Seminario de superación y combate", H, Ripoll, dès la mi septembre 36 environ.
- Ideas*, "Portavoz del movimiento libertario de la comarca del Bajo Llobregat CNT-AIT-FAI", H, Hospitalet, dès le 29 déc. 36.
- Ideas*, "Revista dels treballadors de filatures Fabra i Coats, Empresa Col·lectivizada", ?, Barcelona, dès avril 37.
- Ilustración Iberica*, (anarchiste), ? (No unique ?), Barcelona, dès février 38.
- Información para el militante CNT-FAI*, ?, probablement publié à Barcelona, pas de dates.
- Informations d'Espagne*, "Communiqués par la CNT et la FAI", IR, Genève (édités par *Le Réveil Anarchiste*), dès le 18 août 36.
- Iniciales*, "Publicación individualista; anarquismo, naturismo, libertad, salud", BI puis M, Barcelona, reparation dès le 1<sup>er</sup> avril 37.
- Inquietud*, "Portavoz de la Agrupación cultural (CNT) de las industrias Pirelli", ?, Barcelona, dès le 28 février 37
- L'Instant*, "Diari de la Nit", dès le 7 septembre 36 "Diari de la Nit, controlat pel Comitè obrer, afecte a la CNT" Q, Barcelona, dernier No le 25 décembre 36.
- I.W.M.A. Press Service*, "International Working Men Association - AIT", BI, (Madrid 1934), puis Paris dès le 25 mars 38, puis Stockholm dès janvier 39.
- La Jornada*, voir *La Aurora & Co*, Q, Barcelona, reprend le 22 juillet 36 jusqu'au 13 août 36 (probablement dernier No *Juventud Libre*, "Organo de la FIJL", Q, dès le 26 mars 38 paraît à Barcelona (lieu précédent non connu).
- ¡ Liberación !*, " ¡ Por la libertad de los presos revolucionarios !", ?, Barcelona, dès le 20 décembre 37.
- Libertad*, "Periódico discrecional y sin censura gubernativa, al servicio de la guerra y de la revolución", IR, sans doute Barcelone (mais imprimé à Perpignan), dès juin-juillet 37.
- Libre Studio*, "Revista de Acción cultural al servicio de la CNT", M, Valencia, dès fin 36 environ.
- Llibertat*, "Organ del Comitè local de salut pública, puis ... del Comitè local antifeixista, puis ... oficial del Consell municipal", Q, Mataro, dès le 23 juillet 36 jusqu'à, en tout cas, l'automne 38.
- Línea de Fuego*, "Portavoz de la Columna de Hierro, CNT-FAI, en el frente de Teruel", Q, Puebla de Valverde, dès fin septembre 36 environ.
- Luz y Fuerza*, "Organo de la Federación de sindicatos únicos de agua, gaz y electricidad CNT-AIT", M, Barcelona, dès décembre 36.
- Martillo*, "Portavoz de la Siderometalurgica" CNT-AIT, BI, Barcelona, dès le 15 juin 37.
- Mar y Tierra*, "Organo de la Federación nacional de la industria pesquera y sus derivados" CNT-AIT, M, Barcelona, dès mai 37.
- Mas Alla*, "Portavoz de la division «Francisco Ascaso»", puis vers le No 20 "Editado por el comisariado de la 28 división", ?, sur le front de Huesca, à partir du début 37 environ.
- Mas Lejos*, "Crítica-ideas-documentación social y económica" (anarchiste), H puis BI, Barcelona, 9 avril-2 juillet 36
- Mi Revista*, "Ilustración de actualidades" dès le 15 décembre 36 la devise est : "Pensar alto, sentir hondo y hablar claro" (anarchiste), BI, Barcelona, à partir du 15 octobre 36 jusqu'en décembre 38.
- Momenta*, "La Revista del nostre temps" (dessinateurs, écrivains, journalistes, publicitaires de l'UGT), IR, Barcelona, à partir du 12 décembre 36.
- La Moral*, "Revista de la cooperativa La Moral Badalona", IR, Badalona, dès mai 33, puis reprise durant la guerre.
- Mujeres Libres*, organe du groupement "Mujeres Libres" affilié à la CNT, M, Madrid (No 1: fin avril 36), puis Barcelona, dès fin 36-début 37 (sauf erreur).
- La Noche*, (anarchisant, puis devient, semble-t-il, dès mars 38 communiste), Q, Barcelona, ressort dès le 22 juillet 36
- Nosotros*, FAI, Q, Valencia, sans doute dès l'été 36.
- Nou Magisteri*, "Organ del sindicat unic de l'Ensenyança de Barcelona i portantveu de la Federació regional de sindicats de l'Ensenyança de Catalunya" CNT-FNSE-AIT, H (?), Barcelona, dès automne 37.
- Nuestra Revista*, "Al servicio y en defensa de los intereses del personal telefónico" CNT-AIT, ?, Barcelona, dès octobre 36.
- ¡¡ Nuestro !!*, CNT-AIT, "Organo de la F.N.I.F." (Región catalana), ?, Barcelona, dès avril 37.
- Orientaciones Nuevas*, "Organo confederal de las fuerzas económicas del Vallès Oriental" CNT-AIT, H, Granollers, dès le 9 janvier 37.
- Oriente*, "Organo confederal y anarquista de la comarca de Tortosa", H, Tortosa, dès septembre 36.

- La Paix en Espagne*, "Bulletin mensuel du Comité d'action pour la paix en Espagne", M, Paris, dès février 37.
- El Periodismo en Barcelona*, "Historico-periodístico", M, Barcelona, dès le 2 mai 37 jusqu'à fin 38.
- Pluma Libre*, "Organo de las Juventudes Libertarias", H puis BI, Ribas de Freser, dès fin août 36.
- El Popular*, voir *La Aurora & Co.*, "Diario Republicano", Q, Barcelona, repris du 22 juillet au 5 septembre 36.
- Porvenir*, "Editado por la Federación regional de Escuelas racionalistas de Cataluña" (libertaire), H, Barcelona, No 1 : 1937 (sans autre date).
- Proa*, organe des marines confédérales de guerre, CNT, ? , Barcelona, dès le 24 mai 37.
- El Productor*, "Organo de la Federación local y comarcal de sindicatos unicos" CNT-FAI-FIJI, H, Onteniente (Valencia), dès l'automne 36 probablement.
- El Productor Hispano Americano*, "Industria-Comercio-Economía-Finanzas", M, Barcelona, reprend dès septembre 36.
- El Quijote*, "Revista semanal de sociología, ciencia y arte" (libertaire), H, Barcelona, dès le 11 septembre 37.
- La Razón*, voir *La Aurora & Co.*, Q, Barcelona, reparait du 3 au 13 août 36.
- Renovación*, voir *La Aurora & Co.*, Q, Barcelona, reparait du 23 juillet au 30 septembre 36.
- Reasigment*, "Portantveu dels treballadors de la Empresa Socialitzada Vilardell" (marxisant), M, Barcelona, dès juillet 37.
- La Revista Blanca*, "Sociología, ciencia, arte" (ou + "literatura") (anarchiste), H puis BI dès fin mai 36, Barcelona, un seul No durant la guerre (No 388 du 30 juillet sorti le 15 août 36).
- Revista Natura*, "Portavoz de la Escuela «Natura»" (culottes courtes et pensées libertaires), ?, Barcelona, dès décembre 36.
- Revue de la presse libertaire et syndicaliste espagnole*, puis, dès le 15 décembre 37, *Lu dans la presse libertaire-syndicaliste espagnole*, M, Falaise (Calvados, France), dès février ou mars 37.
- Ruta*, "Organo de las Juventudes Libertarias de Cataluña", JJ.LL.-FAI, H, Barcelona, dès le 17 octobre 36.
- Semaforo*, "Revista del Comité ejecutivo de Espectáculos públicos de Valencia y Provincia", UGT-CNT, BI, Valencia, dès début décembre 36 environ.
- Sembrador*, "Organo comarcal de las Juventudes Libertarias del Ter y Freser", H, Puigcerdá, dès fin juillet 36.
- Servicio d'Información de la CNT et de la FAI*, ? (un seul No ?), Barcelona, 24 juillet 36.
- S.I.A.S.*, "Portantveu de la Conselleria de sanitat i assistència social de la Generalitat de Catalunya", BM, Barcelona, dès mars 37.
- Síntesis*, "Boletín mensual de la Colectividad Cros, industria química" (libertaire/marxiste), M, Barcelona, dès décembre 36.
- Solidaridad Internacional Antifascista* (anarchiste)  
*Consejo general*, Boletín orgánico/Ed. Española ; *idem Ed. Franquista*  
*Consejo general*, Circular  
*Consejo regional de Cataluña*, Boletín de prensa  
 IR, Barcelona, apparaissent vers fin 37 ou début 38.
- Solidaridad Obrera*, "Organo de la Confederación regional del trabajo en Cataluña - AIT, Portavoz de la CNT de España Q (dès le 13 octobre 37, trois éditions par jour, en principe), Barcelona, dès le 19(?) juillet 36 (No 1330) au 25 janvier 39 (No 2105).
- Spain and the world*, puis dès le 11 février 39 *Revolt*, "Anti-fascist fortnight" (anarchiste), BI, London, dès le 11 décembre 36.
- Spanish Revolution*, "A bulletin published by the United Libertarian Organizations", M, New-York, dès le 19 août 36.
- Superación*, "Organo de la CNT-FAI de Sabadell y su comarca, Diario de la noche", Q, Sabadell, dès le 2 août 37.
- S.U.T.*, "Portavoz del sindicato único de trabajadores CNT-AIT", BI, Vilafranca del Panades, dès le 5 février 37.
- Tiempos Nuevos*, "Revista de sociología, arte y economía" (anarchiste), M puis BM, Barcelona, (fondée en 34) reprise dès octobre 36 jusqu'en novembre 38.
- Tierra y Libertad*, "Semanario anarquista, Organo de la FAI" puis dès juillet 37 "Organo de la Federación de Grupos Anarquistas de Cataluña", reprise le 28 juillet 36, avec cinq Nos quotidien, puis H jusqu'au 7 janvier 39, Barcelona.
- Timón*, "Síntesis y orientación político social" (anarchiste), M, Barcelona, de juillet à décembre 38.
- Trabajo*, "Organo de la Federación Intercomarcal del Cardener y Alto Llobregat, CNT-AIT", H ou BI, Manresa, dès le printemps 37.
- UmbraL*, "Semanario gráfico" (anarchiste), H, Barcelona dès le 8 janvier 38 (avant publié à Valence).
- Unión Petrolífera*, "Organo de la Federación nacional de la industria del petróleo, Portavoz de la CNT-AIT", M, Valencia puis Barcelona à partir de novembre 37 environ.



- La Veu de Catalunya*, dès le 28 juillet 36 "Diari de la autonomia i de la Republica", dès le 8 septembre 36 "Diari Antifeixista controlat pel Comitè obrer" et dès le 3 octobre 36 "CNT Diari Antifeixista AIT", Q, Barcelona, dernier No 12651 du 8 janvier 37.
- Via Libre*, "Semanario portavoz de la CNT y de la FAI de Badalona", H, Badalona, dès mi-septembre 36 à 1938.
- Vibraciones*, "Semanario del Movimiento libertario del Alto Empurdán", H, Figueras, dès le 11 juin 37.
- Vida Nueva*, "Organo de la Federación local de sindicatos únicos de Tarrasa, CNT-AIT", Q, Tarrasa, dès fin octobre 36.
- Vida Nueva*, "Organo de las Juventudes Libertarias del Alto y Bajo Panadès, CNT-FAI", H, Villanueva y Geltrú, dès 1934 et continue durant la guerre.
- Visions de guerra i de reraguarda*, "História gráfica de la Revolució", IR, Barcelona, Série A (rétrospective) du 24 avril 37 au 9 octobre 37, Série B (actualités) du 17 avril 37 au 2 avril 38.
- La Vox del Pueblo*, "Semanario Antifascista" (anarchiste), H, Barcelona, dès 31 octobre 36 (un seul No paru ?).



Par ailleurs, j'ai eu connaissance de quelques autres titres, que je n'ai malheureusement pas pu dépouiller, soit que, bien que figurant au catalogue de certaines bibliothèques, l'on n'en trouvait plus la trace, soit que je l'aie su trop tard, soit encore que certains journaux aient probablement disparu, n'ayant pas été archivés.

- Bolletino anarohico* (Espagne, 1937 ? et 1938)
- Bulletin édité par le Groupe International des Jeunes anarchistes* (Barcelone, 1937)
- Full Oficial de Vilanova i la Geltrú*, CNT-FAI-JULL (Villanueva y Geltrú, ?-1938)
- Gerona CNT*, (Q?, Gerona, 1937 ?)
- Libertin* (Barcelona, 1936?-?)
- Parapeto* (Barcelona, 1936?-?)
- Sidero-metalurgica*, CNT-AIT (Barcelona, 1937-1938 ?)
- Solidaridad Humana*, anarchiste (Cardona, 1936?-?).

(cette liste est forcément non exhaustive ...)

## BIBLIOTHEQUES CONSULTÉES

AMSTERDAM	Institut International d'Histoire Sociale
BADALONA	Biblioteca Publica
BARCELONA	Arxiu Historic de la Ciutat Ateneu Barcelonès-Biblioteca Biblioteca de Catalunya Biblioteca del Fomento del Trabajo Centre d'Estudis d'Historia Contemporania (Fundació Figueras) Centro de Documentacion Historico Social Fundacio Internacional d'Estudis Historics i Socials sobre la Guerra Civil d'Espanya (F.I.E.H.S.)
FIGUERAS	Biblioteca Popular
GENÈVE	Centre International de Recherches sur l'Anarchisme (CIRA)
LAUSANNE	Bibliothèque Cantonale et Universitaire
MADRID	Biblioteca Nacional Fundación de Estudios Anselmo Lorenzo Hemeroteca Municipal de Madrid
MILAN	Biblioteca G.G. Feltrinelli
PARIS	Institut d'Histoire Sociale
SALAMANCA	Servicios Documentales
SITGES	Arxiu Historic Municipal Biblioteca Popular Santiago Rusinol
ZÜRICH	Sammlung des Kunstgewerbemuseums

Je me suis rendu aussi aux bibliothèques/hemerotecas de Gerona, Reus, Tarragona, mais sans y trouver de journaux concernant mon sujet.

## BIBLIOGRAPHIE

En raison de la très grande abondance de titres parus sur la guerre, cette bibliographie ne prétend pas, bien sûr, à l'exhaustivité. Elle reflète simplement mes lectures, ainsi que les ouvrages consultés.

## I OUVRAGES BIBLIOGRAPHIQUES

- García Duran Juan, Bibliografía de la guerra civil española 1936-1939, Ed. El Siglo Ilustrado, Montevideo 1964.
- Lamberet Renée, Mouvements ouvriers et socialistes, L'Espagne 1750-1936, Ed. Ouvrières, Paris 1953.
- Mintz Frank, La collectivisation en Espagne 1936-1939, Esquisse bibliographique, Archives internationales de sociologie de la coopération et du développement, No 22, Paris 1967.
- Rama Carlos M., Fascismo y anarquismo en la España contemporánea, chap. VIII, Estado actual de los estudios sobre el anarquismo español del siglo XX, Ed. Bruquera, Barcelona 1979.
- Thomas Hugh & collaborateurs, La guerra civil española, Nota bibliográfica + bibliográfica seleccionada, Tome V, Ed. Urbión, Madrid 1979.
- XXX, Cuadernos bibliográficos de la guerra de España 1936-1939, publiés par l'Université de Madrid à partir de 1961  
[*bi*<sup>n</sup> ouvrages bibliographiques PRESSE
- Campillo María & Centelles Esther, La premsa a Barcelona 1936-1939, Ed. Centre d'Estudis d'història contemporània Ed. de la Gaya Ciencia, Barcelona 1979.
- Guillamet Jaume, La premsa de les comarques gironines, Ed. Selecta, Barcelona 1977.
- Sola i Dachs Lluís, Història dels diaris en català, Barcelona 1879-1976, Ed. Edhasa, Barcelona 1978.
- Torrent Joan, La premsa de Barcelona 1641-1967, Ed. Bruquera, Barcelona 1969.
- Revue L'Avenç, La premsa diària a Catalunya al segle XX (1900-1966), No 18, Barcelona 1979.
- Cuadernos de historia económica de Cataluña, archives et nomenclatures de l'Institut municipal de historia de Barcelona, No XI, Barcelona 1974.
- XXX, Cent anys de premsa sitgetana, 1877-1977, Ed. Biblioteca popular Santiago Rusiñol, Sitges 1977.

## II ETUDES GÉNÉRALES

## A. CATALOGNE

- Alba Víctor, Cataluña de tamaño natural, Ed. Planeta, Barcelona 1975.
- Balcells Albert, Cataluña contemporánea I & II (1900-1936), Ed. Siglo Veintiuno de España Editores, Madrid 1974.
- Balcells Albert, Trabajo industrial y organización obrera en la Cataluña contemporánea, Ed. Laia, Barcelona 1974.
- Balcells Albert, Crisis económica y agitación social en Cataluña (1930-1936), Ed. Ariel, Barcelona 1971.
- Carandell José María, Guía secreta de Barcelona, Ed. Sedmay, Madrid 1978.
- Giralt Emili & Balcells Albert & Terres Josep, Los movimientos sociales en Cataluña, Valencia y Baleares, Ed. Nova Terra, Barcelona 1970.
- Molas Isidre, El sistema de partits polítics a Catalunya 1931-1936, Ed. 62, Barcelona 1972.
- Regla Juan, Historia de Cataluña, Ed. Alianza, Madrid 1974.
- Romero Maura Joaquín, La rosa de fuego, el obrerismo barcelonés de 1899 a 1909, Ed. Grijalbo, Barcelona 1974.
- Solà Pere, Els ateneus obrers i la cultura popular a Catalunya 1900-1939, Ed. Magrana, Barcelona 1978.
- Solà Canizares F. de, Luchas sociales en Cataluña 1812-1934, Ed. Zero, Madrid 1970.
- Vallès Edmon, La cultura contemporánea en Catalunya, Ed. 62, Barcelona 1977.
- Vallès Edmon, Historia de Catalunya en imatges 1888-1931, Ed. 62, Barcelona 1977.
- Ventosa i Roig Joan & Pérez i Baró Albert, El moviment cooperatiu a Catalunya, Ed. Moll, Palma de Mallorca 1961.
- Vilar Pierre, La Catalogne dans l'Espagne moderne, recherches sur les fondements économiques des structures nationales, Thèse de doctorat, Paris 1962.
- Gran enciclopedia catalana, diverses rubriques et notices historiques, Editée à Barcelone.

## B. ESPAGNE

- Atkinson W.C., Histoire d'Espagne et du Portugal, Ed. Payot, Paris 1965.
- Abad de Santillán Diego, Historia del movimiento obrero español, Ed. Zero, Madrid 1967.
- Aubier Dominique & Tuñon de Lara Manuel, Espagne, col. Petite Planète, Ed. du Seuil, Paris 1962.
- Bertrand Louis, Histoire d'Espagne, Ed. Fayard, Paris 1932.
- Blaye Edouard de, Franco ou la monarchie sans roi, Ed. Stock, Paris 1974.
- Carr Raymond, España 1808-1939, Ed. Ariel, Barcelona 1979 (1ère éd., 1966).
- Gallo Max, Histoire de l'Espagne franquiste, 2 tomes, Ed. Marabout, Vervier 1969.
- Georgel Jacques, Le franquisme 1939-1969, Ed. du Seuil, Paris 1970.
- Hermet Guy, L'Espagne de Franco, Ed. Colin, Paris 1974.
- Mirandet François, L'Espagne de Franco, Ed. Hachette, Paris 1948.
- Nash Mary, Mujer, familia y trabajo en España 1875-1936, Ed. Anthropos, Barcelona 1983.
- Rama Carlos M., La crise espagnole au XXème siècle, Ed. Fischbacher, Paris 1962 (éd. espagnole, F.C.E., Madrid 1976).
- Rama Carlos M., Fascismo y anarquismo en la España contemporánea, Ed. Bruguera, Barcelona 1979.
- Ramírez Luis, Franco, Ed. Maspero, Paris 1965.
- Semprun Maura Carlos, Franco est mort dans son lit, Ed. Hachette, Paris 1980.
- Souchère Elena de la, Explication de l'Espagne, Ed. Grasset, Paris 1962.
- Témime E. & Broder A. & Chastagnaret G., Histoire de l'Espagne contemporaine, de 1808 à nos jours, Ed. Aubier Montaigne, Paris 1979.
- Tuñon de Lara Manuel, La España del siglo veinte, Ed. Laia, Barcelona 1974.
- Tuñon de Lara Manuel, El movimiento obrero en la historia de España, Ed. Taurus, Madrid 1972.
- Villar Pierre, Histoire de l'Espagne, Ed. P.U.F., col. Que sais-je ?, Paris 1968 (1ère éd., 1947).
- "Guide bleu" Espagne, Ed. Hachette, Paris 1935.

## III LA DEUXIÈME RÉPUBLIQUE, LA GUERRE CIVILE ET LA RÉVOLUTION (1931-1939)

## A. OUVRAGES GÉNÉRAUX

- Abella Rafael, La vida cotidiana durante la guerra civil, tome II, La España republicana, Ed. Planeta, Barcelona 1977.
- Alba Víctor, Histoire du POUM, le marxisme en Espagne 1919-1939, Ed. Champ Libre, Paris 1975.
- Arias Velasco José, La hacienda de la Generalidad 1931-1938, Ed. Ariel, Barcelona 1977.
- Artal Francesc & Gasch Emili & Massana Carme & Roca Francesc, El pensament econòmic català durant la república i la guerra, 1931-1939, Ed. 62, Barcelona 1976.
- Bilan (revue), Contre-révolution en Espagne, texte Espagne 1936-1939, réunis et présentés par Jean Barrot, Ed. 10-18, Paris 1979.
- Bolloten Burnett, La révolution espagnole, la gauche et la lutte pour le pouvoir, Ed. Ruedo Iberico, Paris 1977 (édition abondamment augmentée de The grand camouflage, publié en 1961/très riche appareil de notes bibliographiques et journaographiques).
- Brasillach Robert, Histoire de la guerre d'Espagne, Ed. Plon, Paris 1969. (1ère éd. 1939).
- Brenan Gerald, Le labyrinthe espagnole, origines sociales et politiques de la guerre civile, Ed. Ruedo Iberico, Paris 1962 (1ère éd. 1960).
- Bricall Josep Maria, Política econòmica de la Generalitat 1936-1939, tome I : Evolució i formes de la producció industrial, tome II : El sistema financer, Ed. 62, Barcelona 1970 et 1979.
- Broué Pierre, La révolution espagnole 1931-1939, Ed. Flammarion, Paris 1973.
- Broué Pierre & Témime Emile, La révolution et la guerre d'Espagne, Ed. de Minuit, Paris 1961.
- Caparrós Lera José M., El cine republicano español 1931-1939, Ed. Dopesa, Barcelona 1977.
- Caparrós Lera José M., Arte y política en el cine de la República 1931-1939, Ed. 71, Barcelona 1981.
- Casanova M., La guerra de España, el Frente popular abrió las puertas a Franco, Ed. Fontamara, Barcelona 1978.
- Carr Raymond & divers auteurs, Estudios sobre la república y la guerra civil española, Ed. Ariel, Barcelona 1973. (1ère éd. 1971).
- Chazé H., Chroniques de la révolution espagnole, Union communiste 1933-1939, Ed. Spartacus, Paris 1979.
- Chomsky Noam, L'Amérique et ses nouveaux mandarins, chap. Objectivité et culture libérale, Ed. du Seuil, Paris 1969 (pp 253 à 302, critique de l'interprétation de la révolution sociale par Gabriel Jackson).
- Costa Claveil Xavier, El verano del 36, Ed. Bruguera, Barcelona 1976.

- Cruells Manuel, *El 6 d'octubre a Catalunya*, Ed. Portic, Barcelona 1971.
- Cruells Manuel, *La revolta del 1936 a Barcelona*, Ed. Galba, Barcelona 1976.
- Cruells Manuel, *De les milícies a l'exèrcit popular a Catalunya*, Ed. Dopesa, Barcelona 1974.
- Cruells Manuel, *L'expedició a Mallorca, any 1936*, Ed. Juventud, Barcelona 1971.
- Cruells Manuel, *El separatisme català durant la guerra civil*, Ed. Dopesa, Barcelona 1975.
- Dellacas Gianfranco, *Revolución y frente popular en España 1936-1939*, Ed. Zero, Madrid 1977 (1ère 1973).
- Faucier Nicolas, *Pacifisme et antimilitarisme dans l'entre-deux-guerres 1919-1939*, Ed. Spartacus, Paris 1983 (chap. La tragédie espagnole).
- García Nieto Maria Carmen, *Guerra civil española 1936-1939*, Ed. Salvat, Barcelona 1982.
- Gomez Ortiz J. M., *Los gobiernos republicanos, España 1936-1939*, Ed. Bruguera, Barcelona 1977.
- Grando René & Queraut Jacques & Febrés Xavier, *Vous avez la mémoire courte, 1939 : 500'000 républicains venus du Sud indésirables en Roussillon*, Ed. Le Chiendent, Marcevol 1981.
- Grimau Carmen, *El cartel republicano en la guerra civil*, Ed. Catedra, Madrid 1979.
- Grossi Manuel, *L'insurrección de Asturias*, Ed. EDI, Paris 1972 (1ère Ed., Barcelona 1935).
- Gubern Roman, *Cine español en el exilio 1936-1939*, Ed. Lumen, Barcelona 1976.
- Iglesias Ignacio, *Trotsky et la révolution espagnole*, Ed. du Monde, Lausanne 1974.
- Jackson Gabriel, *The spanish republic and the civil war 1931-1939*, Ed. Princeton University Press, Princeton 1965.
- Jackson Gabriel, *Entre la reforma y la revolución, 1931-1939*, Ed. Grijalbo, Barcelona 1980.
- Jackson Gabriel, *Histoire de la guerre civile d'Espagne*, Ed. Ruedo Iberico, Paris 1974.
- Landis Arthur H., *Spain, the unfinished revolution*, Ed. International publishers, New-York 1972.
- Llarch Joan, *Las primeras banderas, 10 días trágicos de Barcelona*, Ed. Producciones, Barcelona 1977.
- London Arthur G., *Espagne ...*, Ed. Français Réunis, Paris 1966 (1ère éd. 1963).
- Marrast Robert, *El teatre durant la guerra civil espanyola*, Ed. 62, Barcelona 1978.
- Maurice Jacques, *La reforma agraria en España en el siglo XX, 1900-1936*, Ed. Siglo XXI de España, Madrid 1975.
- Mez Lutz & Trempenau Winfried & Nau Peter, *Der spanische Bürgerkrieg im Film*, Ed. Freunde der Deutschen Kinemathek, Berlin 1975.
- Morrow Felix, *Révolution et contre-révolution en Espagne 1936-1938*, Ed. La Brèche, Paris 1978 (1ère 1938).
- Munis G., *Jalones de derrota, promesa de victoria, crítica y teoría de la revolución española 1930-1939*, Ed. Zero, Madrid 1977 (1ère éd. 1948).
- Nash Mary, *Mujer y movimiento obrero en España, 1931-1939*, Ed. Fontamara, Barcelona 1981.
- Nenni Pietro, *La guerre d'Espagne*, Ed. Maspéro, Paris 1959 (1ère éd. 1958).
- Nicolas L., *A travers les révolutions espagnoles*, Ed. Poche club, Paris 1972.
- Pamies Teresa, *Los niños de la guerra*, Ed. Bruguera, Barcelona 1979.
- Payne Stanley G., *Histoire du fascisme espagnol*, Ed. Ruedo Iberico, Paris 1965 (1ère éd. 1961).
- Payne Stanley G., *La revolución española*, Ed. Argos, Barcelona 1977 (1ère éd. 1970).
- Pitarch Ismael, *La Generalitat de Catalunya, tome I : els governs*, Ed. Undarius, Barcelona 1976.
- Pons Prades Eduard & Centelles Ossó Agustí, *Años de muerte y de esperanza*, Ed. Blume, Barcelona 1979.
- Rojas Carlos, *La guerra en Catalunya*, Ed. Plaza & Janes, Barcelona 1979.
- Romancero de la résistance espagnole Le, *anthologie réunie par Dario Puccini*, Ed. Maspéro 1976 (1ère éd. 1960).
- Romero Luis, *L'aube de la guerre d'Espagne, ce jour-là : 18 juillet 1936*, Ed. Laffont, Paris 1969 (1ère éd. 1967).
- Rossif Frédéric & Chapsal Madeleine, *Mourir à Madrid*, Ed. Marabout, Vervier 1963.
- Roux Georges, *La guerre civile d'Espagne*, Ed. Fayard, Paris 1963.
- Safón Ramon, *La educación en la España revolucionaria 1936-1939*, Ed. La Piqueta, Madrid 1978.
- Sieberer A., *Espagne contre Espagne*, Ed. Jeheber, Genève 1937.
- Sonadellas Concepció, *Clase obrera y revolución social en España 1936-1939*, Ed. Zero, Madrid 1977.
- Southworth Herbert R., *Le mythe de la croisade de Franco*, Ed. Ruedo Iberico, Paris 1964.
- Tarragona Eduardo, *Las elecciones de 1936 en Cataluña*, Ed. Bruguera, Barcelona 1977.
- Termes Josep & Miravittles Jaume & Fontseré Carlos, *Carteles de la república y de la guerra civil*, Ed. La Gaya Ciencia, Barcelona 1978.
- Thomas Hugh, *Histoire de la guerre d'Espagne, I et II*, Ed. Laffont, Paris 1961.
- Thomas Hugh & divers auteurs, *La guerra civil española, I à VI*, Ed. Urbion, Madrid 1979.
- Tuñón de Lara Manuel, *La II republica, I et II*, Ed. Siglo XXI de España, Madrid 1976.
- Vallès Edmon, *Història gràfica de la Catalunya autònoma. La guerra 1936-1939*, Ed. 62, Barcelona 1978.
- Hingeate Pike David, *Conjecture, propagand and deceit and the spanish civil war (vue au travers de la presse française)*, California Institute of International Studies, Stanford 1968.
- XXX, sous la direction de Dolores Ibárruri, *Guerra y revolución en España 1936-1939, I à III (histoire officielle du Parti communiste espagnol)*, Ed. Progreso, Moscou 1966 à 1971.
- XXX, sous la direction de Anna Sallés, *Recuperem la nostra història, documents 1931-1939, 19 cahiers*, Ed. La Gaya ciencia & Ed. 62, Barcelona 1977.
- XXX, *Bienal de Venècia, Fotografia e informacion de guerra, España 1936-1939*, Ed. GG, Barcelona 1977 (1ère éd. 1976).
- XXX, *La guerra civil española, exposition Madrid 1980*, Ed. Ministerio de la cultura, Madrid 1980.

*articles, brochures, revues*

- Grans Temes L'Avenç, L'Institut-Escola : 1932-1939, divers auteurs, No spécial, Barcelona 1976.  
 Bibliothèque du Travail, Les poètes et la guerre d'Espagne, No 78, Castanet 1976.  
 Les Cahiers de l'Histoire, 33 mois de guerre en Espagne 1936-1939 par Michel Lhospice, No 36, Paris 1964.  
 Cambio 16, Encuesta guerra civil, el horror que no se olvida, Nos 616 - 619, Madrid 1983.  
 Camp de l'Arpa, Literatura y guerra civil, No spécial 48-49, Barcelona 1978.  
 Historia, La reforma carcelaria republicana par Victoria Kent, No VII extra, Madrid 1978.  
 Historia, La guerre d'Espagne, hors série 22, Paris 1971.  
 Historama, Franco et la guerre d'Espagne, hors série 4, Paris 1976.  
 Partisans, Les défaites de la révolution espagnole par Michel Merlier, No 8, Paris 1963.  
 Les Révoltes logiques, Barcelona 36 : l'été rouge et noir par Jean Borreil, No 1, Paris 1975.  
 Révolution, Luites d'hier et d'aujourd'hui : la guerre d'Espagne par Martin Valdès, No 8, Paris 1974.  
 Tiempo de Historia, Los carteles de la guerra civil, Renau y Fontseré par Maria Rui Pérez, No 49, Madrid 1978.  
 Fernando Claudin, Espana 1936-1939, la revolución inoportuna, brochure, Ed. Rojas, Barcelona 1977.  
 Departament de Cultura de la Generalitat, Obres incautades a la Generalitat de Catalunya : 121 artistes catalans  
 catalogue exposition, Barcelone 1980.

**B. TÉMOIGNAGES, RÉCITS**

- Almendros Joaquin, Situaciones españolas 1936-1939, el PSUC en la guerra civil, Ed. Dopesa, Barcelona 1976.  
 Alvarez del Vayo Julio, Les batailles de la liberté (Mémoires d'un optimiste), Ed. Maspéro, Paris 1963.  
 Atholl Duchesse d', Projecteurs sur l'Espagne, Ed. Denoël, Paris 1938.  
 Aub Max, Dernières nouvelles de la guerre d'Espagne, Ed. Gallimard, Paris 1967 (1ère éd. 1955).  
 Bauer Eddy, Rouge et Or, chroniques de la reconquête espagnole 1937-1938, Ed. Attinger, Neuchâtel 1938.  
 Benavides Manuel D., Guerra y revolución en Cataluña, Ed. Roca, Mexico 1978.  
 Bernanos Georges, Les grands cimetières sous la lune, Ed. Plon, Paris 1938.  
 Bloch Jean-Richard, Espagne, Espagne !, Ed. Sociales Internationales, Paris 1936.  
 Borkenau Franz, Spanish cockpit, Rapport sur les conflits sociaux et politiques en Espagne 1936-1937,  
 Ed. Champ Libre, Paris 1979 (1ère éd. 1937)  
 Bowers Claude G., Missione in Spagna, 1933-1939 : prova generale della seconda guerra mondiale, Ed. Feltrinelli,  
 Milan 1957 (1ère éd. ? / Mémoires de l'ambassadeur USA à Madrid)  
 Buñuel Luis, Mon dernier soupir, mémoires recueillis par Jean-Claude Carrière, Ed. Laffont, Paris 1982.  
 Deschamps Bernard, La vérité sur Guadalajara, Ed. Denoël, Paris 1938.  
 Duval Général, Les espagnols et la guerre d'Espagne, Ed. Plon, Paris 1939.  
 Ehrenburg Ilya, Corresponsal en la guerra civil española, Ed. Jucar, Madrid 1979.  
 Etchebèhère Mika, Ma guerre d'Espagne à moi, une femme à la tête d'une colonne au combat, Ed. Denoël, Paris 1976.  
 Fraser Ronald, Recuérdalo tu y recuérdalo a otros, historia oral de la guerra civil española, I et II,  
 Ed. Grijalbo, Barcelona 1979 (1ère éd., Londres 1979).  
 González Ruiz Francisco, J'ai cru en Franco, procès d'une grande désillusion, Ed. Flory, Paris 1937.  
 Gorkin Julian, Les communistes contre la révolution espagnole, Ed. Belfond, Paris 1978.  
 Graven Jean, Images d'Espagne (d'un carnet de voyage, septembre 1938), Ed. de l'Aigle, Montreux 1942.  
 Guarner Vicente, Cataluña en la guerra d'España, Ed. del Toro, Madrid 1975.  
 Hanrez Marc, Les écrivains et la guerre d'Espagne, Ed. Panthéon Press, Paris 1975.  
 Junod Marcel Dr, Le troisième combattant (délégué de la Croix Rouge internationale), Ed. Payot, Lausanne 1947.  
 Kaminski H. E., Ceux de Barcelone, Ed. Denoël, Paris 1937.  
 Koestler Arthur, Un testament espagnol, Ed. Albin Michel, Paris 1939.  
 Krivitsky Général Walter G., J'étais un agent de Staline, Ed. Champ Libre, Paris 1979 (1ère éd. 1939).  
 Landau Katia, Le stalinisme bourreau de la révolution espagnole 1937-1939, brochure, Ed. Spartacus, Paris 1975,  
 (1ère éd. 1937)  
 Massis Henri & Brasillach Robert, Les cadets de l'Alcazar, Ed. Plon, Paris 1936.  
 Miravittles Jaume, Episodis de la guerra civil espanyola, Ed. Portic, Barcelona 1972.  
 Montagut Lluís, J'étais deuxième classe dans l'armée républicaine espagnole, Ed. Maspéro, Paris 1976.  
 Olgiati Rodolfo, Nicht in Spanien hat's begonnen, Ed. Lang, Berne 1944.  
 Orwell George, La Catalogne libre (Homage to Catalonia), Ed. Gallimard, Paris 1955 (1ère éd. 1937).  
 Orwell George, Mi guerra civil española, Ed. Destino, Barcelona 1978 (1ère éd. Londres 1968).  
 Rojo Vicente General, ¡Alerta los pueblos!, Ed. Ariel, Barcelona 1974.  
 Rojo Vicente General, España heroica, Ed. Ariel, Barcelona 1975.

- Saint-Aulaire Comte de, La renaissance de l'Espagne, Ed. Plon, Paris 1938.
- Sariol Badía Joan, La IV guerra civil, Ed. Dopesa, Barcelona 1978.
- Sariol Badía Joan, Petite història de la guerra civil, 23 testimonis informen, Ed. Dopesa, Barcelona 1977.
- Semprun Jorge, Les deux mémoires / Film, France 1973.
- Thalman Pavel et Clara, Combats pour la liberté, Moscou - Madrid - Paris, Ed. La Digitale 1983 (1ère éd. 1977).
- Tharaud Jérôme et Jean, Cruelle Espagne, Ed. Plon, Paris 1937.
- Treyvaud O., Les deux Espagne, carnets de route 1937, Ed. Payot, Lausanne 1937.
- XXX, Los dibujantes en la guerra de España, Ministerio de la propaganda, Valencia ? vers 1938.

#### C. JOURNÉES DE MAI 37

- Cruells Manuel, Mayo sangriento, Barcelona 1937, Ed. Juventud, Barcelona 1970.
- Gorkin Julian, El proceso de Moscu en Barcelona, el sacrificio de Andrés Nin, Ed. Ayma, Barcelona 1973.
- Mintz Frank & Peciña Miguel, Los amigos de Durruti, los trotsquistas y los sucesos de Mayo, Ed. Campo Abierto, Madrid 1978.
- Ollivier Marcel, Les journées sanglantes de Barcelone (3 - 9 mai 37), Le Guépéou en Espagne, Ed. Spartacus, Paris 1975 (1ère éd. 1938).
- XXX, L'assassinat d'Andrés Nin, Le guépéou en Espagne, Ed. Spartacus, Paris 1975 (1ère éd. 1939).
- Cahier Recuperem la nostra història, Els fets de Maig del 37, par Francesc Bonamusa, Ed. La Gaia Ciencia & Ed. 62, Barcelona 1977.

#### IV ANARCHISME ESPAGNOL

##### A. OUVRAGES GÉNÉRAUX

- Alcalde Carmen, Federica Montseny, palabra en Rojo y Negro, Ed. Argos Vergara, Barcelona 1983.
- Alvarez Junco José, La ideología política del anarquismo español 1868-1910, Ed. Siglo XXI de España, Madrid 1976.
- Alvarez Junco José, El anarquismo en España, chap. de Los anarquistas, selección de Irving Louis Horowitz, tome II Ed. Alianza, Madrid 1975.
- Badet Jacques, Contes anarchistes espagnols, 1870-1930, Ed. Presses universitaires de Lyon, Lyon 1980.
- Balcells Alberto, El sindicalismo en Barcelona 1916-1923, Ed. Nova Terra, Barcelona 1965.
- Balcells Albert, La polèmica del 1928 entorn de l'anarquisme a Catalunya, Ed. Nova Terra, Barcelona 1973.
- Bar Antonio, La CNT en los años rojos, del sindicalismo revolucionario al anarcosindicalismo 1910-1926, Ed. Akal, Madrid 1981.
- Bécarud Jean & Lapouge Gilles, Anarchistes d'Espagne, Ed. Balland, Paris 1970.
- Bookchin Murray, The Spanish Anarchists, the heroic years 1868-1936, Ed. Harper & Row, New-York 1978.
- Brademas John, Anarcosindicalismo y revolución en España, 1930-1937, Ed. Ariel, Barcelona 1974 (1ère éd. 1953).
- Brey Gérald & Maurice Jacques, Historia y leyenda de Casas Viejas, Ed. Zero, Madrid 1976.
- Adolfo Bueso, Como fundamos la CNT, congreso fundacional de la CNT, Ed. Avance, Barcelona 1976.
- Cardona Angeles & Francisco, La utopía perdida, trayectoria de la pedagogía libertaria en España, Ed. Bruguera, Barcelona 1978.
- Carrasquer Francisco, Felipe Alaiz, primer escritor anarquista español, Ed. Jucar, Madrid 1981.
- Casal Gómez Manuel, La banda negra, origen y actuación de los pistoleros en Barcelona 1918-1921, Ed. Icaria, Barcelona 1977.
- Comin Colomer Eduardo, Historia del anarquismo español 1836-1948, Ed. Radar, Madrid 1949 environ.
- Cruells Manuel, Salvador Seguí, el noi del sucre, Ed. Ariel, Barcelona 1974.
- Cuadrat Xavier, Socialismo y anarquismo en Cataluña, los origenes de la CNT, Ed. Revista de Trabajo, Madrid 1976.
- Elorza Antonio, La utopía anarquista bajo la segunda república española y otros trabajos, Ed. Ayuso, Madrid 1973.
- Enzensberger Hans Magnus, Le bref été de l'anarchie, la vie et la mort de Buenaventura Durruti, "roman", Ed. Gallimard, Paris 1975 (1ère éd. 1972).
- Ferrer Guardia Francisco, La escuela moderna, Ed. Tusquets, Barcelona 1976, prologue de Pedro Costa Musté.
- Ferrer Sol, Le véritable Francisco Ferrer, l'homme, l'éducateur, le militant, le martyr, Ed. Spartacus, Paris 1948.
- Ferrer Galceran Francisco, Le plaidoyer pour F. Ferrer, suivi de Lettres de Ferrer depuis la prison, Ed. Pensée et Action, Bruxelles 1959.
- Foix Pere, Los archivos del terrorismo blanco, el fichero Lasarte 1910-1930, Ed. La Piqueta, Madrid 1978 (1ère éd. 1974).
- Gabriel Pere, El anarquismo en España, chap. de El anarquismo de George Woodcock, Ed. Ariel, Barcelona 1979.
- Gomez Casas Juan, La primera internacional en España, Ed. Zero, Madrid 1974.
- Gomez Casas Juan, Historia del anarcosindicalismo español, Ed. Zero, Madrid 1968.
- Gomez Casas Juan, Historia de la FAI, Ed. Zero, Madrid 1977.
- Jovè R., L'ideal obrer, la democràcia i l'anarquisme, Ed. La Fona, Sabadell 1930.
- Kaplan Temma, Origenes sociales del anarquismo en Andalucía, capitalismo agrario y luchas de clases en la provincia de Cadix, 1868-1903, Ed. Grijalbo, Barcelona 1977.

- Kern Robert W, Red years black years, a political history of spanish anarchism 1911-1937, Ed. Ishi, Philadelphia 1972.
- Lida Clara E., Anarquismo y revolución en la España del XIX, Ed. Siglo XXI de España, Madrid 1972.
- Lida Clara E., La mano negra, Ed. Zero, Madrid 1972.
- Litvak Lily, Musa libertaria, arte, literatura y vida cultural del anarquismo español, 1880-1913, Ed. Bosch, Barcelona 1981.
- Lladonosa Manuel, El congrés de Sants, Ed. Nova Terra, Barcelona 1975.
- Llarch Joan, Los dirigentes obreros, Ed. Vergí, Barcelona 1977.
- Lorenzo Martínez César, Les anarchistes espagnols et le pouvoir, Ed. du Seuil, Paris 1969.
- Maestre Alonso Juan, Hechos y documentos del anarco-sindicalismo español, Ed. Castellote, Madrid 1977.
- Martí Ibanez Félix Dr, Consultorio psíquico-sexual, prologue de Ignacio Vidal, Ed. Tusquets, Barcelona 1975.
- Maurice Jacques, L'anarchisme espagnol, Ed. Bordas, Paris 1973.
- Mella Ricardo, Breves apuntes sobre las pasiones humanas, Ed. Tusquets, Barcelona 1976 (1ère éd. vers 1889).
- Meltzer Albert & divers auteurs, A new world in our hearts, the faces of spanish anarchism, Ed. Cienfuegos Press, Grkney (GB) 1978.
- Muñoz Vladimiro, Antología ácrata española, Ed. Grijalbo, Barcelona 1974.
- Nettlau Max, Miguel Bakunin, la internacional y la alianza en España 1868-1873, Ed. La Piqueta, Madrid 1977 (1ère éd. 1924).
- Núñez Florencio Rafael, El terrorismo anarquista 1888-1909, Ed. Siglo XXI de España, Madrid 1983.
- Padilla Antonio, El movimiento anarquista español, Ed. Planeta, Barcelona 1976.
- Paz Abel, Durruti, le peuple en armes, Ed. de la Tête de Feuilles, Paris 1972.
- Peirats José, Figuras del movimiento libertario español, Ed. Picazo, Barcelona 1977.
- Peiró Joan, Escrits 1917-1939, réunis par Pere Gabriel, Ed. 62, Barcelona 1975.
- Peiró José, Juan Peiro, teorico y militante del anarcosindicalismo español, Ed. Foil, Barcelona 1978.
- Pestaña Angel, Informe de mi estancia en la URSS, Ed. ZYX, Madrid 1968 (1ère éd. 1920 ou 1921).
- Pestaña Angel, Consideraciones y juicios acerca de la tercera internacional, Ed. Zero, Madrid 1968 (1ère éd. 1922).
- Pestaña Angel, El terrorismo en Barcelona, suivi de Principios, medios y fines del sindicalismo comunista, et avec Salvador Seguí, El sindicalismo en Cataluña, Ed. Calamus Scriptorius, Barcelona 1978 (1ère éd. 1915).
- Pestaña Angel, Terrorismo en Barcelona, introduction de Xavier Tusell et Genoveva García Queipo de Llano, éd. Planeta, Barcelona 1979 (rédigé en 1923).
- Pestana Angel, Por que se constituyo el partido sindicalista, Ed. Zero, Madrid 1969 (1ère éd. 1935).
- Salvat-Papasseit Joan, Humo de fabrica, paginas libertarias, Ed. Batllo, Barcelona 1977 (1ère éd. 1918 sous le pseudonyme de Gorkiano).
- Segarra Agustí, Federico Urales y Ricardo Mella, teóricos del anarquismo español, Ed. Anagrama, Barcelona 1977.
- Seguí Salvador, Escrits, réunis par Isidre Molas, Ed. 62, Barcelona 1975.
- Semprun Maura Carlos, Ni dios, ni amo, ni CNT, Ed. El Viejo Topo & La Chouette Diffusion, Paris 1975.
- Sola Pere, Las escuelas racionalistas en Cataluña 1909-1939, Ed. Tusquets, Barcelona 1976.
- Termes Josep, Federalismo, anarcosindicalismo y catalanismo, Ed. Anagrama, Barcelona 1976.
- Vega Eulàlia, El trentisme a Catalunya, divergències ideològiques en la CNT (1930-1933), Ed. Curial, Barcelona 1975.
- XXX, divers auteurs, El movimiento libertario español, pasado, presente y futuro, Ed. Ruedo Iberico, Paris 1974.
- XXX, divers auteurs, Acracia o anacronismo, Ed. Ruedo Iberico, Paris 1977.
- XXX, Congrésos anarcosindicalistas en España 1870-1936, Ed. CNT, Toulouse-Paris 1977.
- XXX, Congreso de constitución de la CNT, prologue de José Peirats, Ed. Anagrama, Barcelona 1976.
- XXX, CNT El congreso confederal de Zaragoza, Ed. Zero, Madrid 1978.
- XXX, divers écrivains : Salvador Seguí, Angel Pestaña, Salvador Cordón, Pedro Luis de Gálvez, Narraciones anarcosindicalistas de los años veinte, Ed. Icaria, Barcelona 1978.
- XXX, Equipo El sindicalista, Movimiento libertario y política, prologue de Carlos Diaz, Ed. Jucar, Madrid 1978.
- XXX, Autorenkollektiv, Die Libertäre Bewegung in Spanien 1868-1976, Frauen in der spanischen Revolution, Ed. Selbstverlag, Heidelberg 1977 ou 1978.



- Revue anarchisme et non-violence, Espagne révolutionnaire 1866-1936/1939, No 29, quelque part en France 1972.
- Recuperem la nostra història, Cahier La CNT i la Generalitat per Josep Termes, Ed. La Gaia Ciencia y Ed. 62, Barcelona 1977.
- Giner Cuco, Contribució a un estudio quantitativo de la CNT, Universidad de Valencia, Fac. Filosofia, Revista Saitabi, Valencia 1970.
- Paniagua Fuentes Xavier, La ideologia econòmica de los anarquistas en Cataluña y el país valenciano, Universidad de Valencia, Fac. Filosofia, Revista Saitabi, Valencia 1977.
- Alvarez Junco José, Sobre l'anarquismo y el movimiento obrero andaluz, Estudios de Historia Social, Nos 10-11, Madrid 1975.
- Schapiro Alexander, Informe Schapiro sobre la crisis de la CNT 1933, Estudios de Historia Social, Nos 5-6, Madrid 1978.
- Tavera i Garcia Susanna, La premsa anarco-sindicalista 1868-1931, Recerques, No 8, Barcelona vers 1978-79.
- Tavera i Garcia Susanna, Notes sobre l'anarco-sindicalisme basc i català, Departament d'Historia contemporània, Barcelona 1982.
- Mella Cea Ricardo, Le socialisme en Espagne, brochure, chronologie de Vladimir Muñoz, Ed. Espoir, Toulouse 1974, 1ère éd. 1897.
- Puente Isaac Dr, El comunismo libertario, brochure, Ed. Espoir, Toulouse ?, 1ère éd. vers 1932.
- Prat José, El sindicalismo, Ed. CNT, Toulouse-Paris 1974, 1ère éd. vers 1909.
- Cancionero revolucionario, divers chants, Ed. CNT, Espana ? 1977.

## B. ANARCHISME DANS LA GUERRE CIVILE

- Acerete Julio C., Durruti, Ed. Bruguera, Barcelona 1975.
- Berteri Camillo, Guerra de classe en España 1937-1937, prologue et notes de Carlos Rama, Ed. Tusquets, Barcelona 1ère éd. Les Cahiers de Terre Libre, Nimes 1938. rééd. + textes libertaires, Ed. Spartacus, Paris 1977.
- Berteri in Spagna par Max Sartin, Ed. R.L., Iglesias (Italie) ?, 1ère éd. New-York 1938.
- Duerr Hans Peter & Souchy Augustin, Stalinismus und anarchismus in der spanische Revolution oder Bruno Frei und die Methode der Denunziation, Berlin 1973.
- Favre Patrice & Froidevaux Michel, Les anarchistes confrontés au pouvoir et à la guerre civile, la Catalogne 1936-1937, Mémoire de licence, Université de Lausanne, 1975.
- Fontenis Georges, Le message révolutionnaire des "Amis de Durruti", Ed. "L", Paris 1983.
- García Pradas J., Guerra civil, poèmes, Ed. Tierra y Libertad, France 1947.
- Goldman Emma, Vision on fire, Emma Goldman on the spanish revolution, Ed. Porter, New-York 1983.
- Gomez Casas Juan, Los anarquistas en el gobierno 1936-1939, Ed. Bruguera, Barcelona 1977.
- Iturbe Lola, La mujer en la lucha social y en la guerra civil de Espana, Ed. Mexicanos Unidos, Mexico 1974.
- Llarch Joan, La muerte de Durruti, Ed. Plaza y Janes, Barcelona 1976.
- Llarch Joan, Cipriano Mera, un anarquista en la guerra de España, Ed. Euros, Barcelona 1976.
- Montseny Frederica, Converses amb Frederica Montseny : sindicalisme i acracia, recueillies par Agustí Pons, Ed. Laia, Barcelona 1977.
- Muñoz Diez Manuel, Marianet, semblanza de un hombre (portrait de Mariano R. Vázquez), Ed. CNT, Mexico 1960.
- Paz Abel, Paradigma de una revolución, 19 de Julio 1936 en Barcelona, Ed. AIT, France 1967.
- Peirats José, La CNT en la revolución española, tomes I à III, Ruedo Iberico, Paris 1971 (1ère éd. de 1951 à 1952).
- Peirats José, Los anarquistas en la guerra civil española, Ed. Jucar, Madrid 1976.
- Nash Mary, "Mujeres Libres", España 1936-1939, Ed. Tusquets, Barcelona 1975.
- Prudhommeaux André & Dori, La Catalogne libre, Ed. Combat syndicaliste, France 1970 (1ère éd. 1937) (brochure)
- Prudhommeaux André & Dori, L'Espagne libertaire, Cahier contre-courant, No 23, France 1955. (brochure)
- Richards Vernon, Enseignements de la révolution espagnole, Ed. 10-18, Paris 1975 (1ère éd. 1953)
- Rocker Rudolf, Die spanische Tragödie, Ed. Karin Kramer, Berlin 1976 (1ère éd. vers 1938).
- Semprun Maura Carlos, Révolution et contre-révolution en Catalogne, Ed. Mame, Tours 1974.
- Smyth Terence M., La CNT al país valencià 1936-1939, Ed. E. Climent, Valencia 1977.
- Willis Liz, Women in the spanish revolution, Ed. Solidarity, Londres 1975. (brochure)
- Wojak Monika, Das Verhältnis von Anarchisten zu linken Regierungen dargestellt am Beispiel Katalonien 1936, Ed. Impuls, Bremen, vers 1980 ?.
- Zafón Bayo Juan, El consejo revolucionario de Aragón, Ed. Planeta, Barcelona 1979.
- XXX, Un incontrôlé de la Colonne de fer, Protestation devant les libertaires du présent et du futur sur les capitulation de 1937, Ed. Champ Libre (bilingue), Paris 1979 (1ère éd. *Nosotros*, Valencia mars).
- XXX, Romancero libertario de la guerra de España, présentation de Serge Salaün, Ed. Ruedo Iberico, Paris 1971.

## artículos, brochures, documents, revues

- XXX, La CNT, le gouvernement et l'Etat, Ed. Pensée et Action, Bruxelles 1937.
- XXX, La position de la FAI, résolution d'un plenum de la FAI, Ed. Pensée et Action, Bruxelles 1937.
- Federica Montseny, Mi experiencia en el ministerio de Sanidad y Asistencia social, conferencia pronunciada en Valencia el 6 de Junio 1937, Ed. Comité Nacional de la CNT, Valencia 1937.
- Juan López, 6 meses en el ministerio de Comercio, conférence du 27 mai 37 à Valence, Ed. CNT, Valencia 1937.
- Juan Peiró, De la fabrica de vidrio de Mataro al ministerio de Industria, conférence du 3 juin 37 à Valence, Ed. CNT, Valence 1937.
- Juan García Oliver, Mi gestión al frente del ministerio de Justicia, conférence du 30 mai 37 à Valence, Ed. CNT, Valence 1937.
- Escuela de militantes de Cataluña CNT-FAI, Manuel del militante, Ed. CNT-FAI, Barcelona 1937.
- Wagner Helmut, L'anarchisme et la révolution espagnole, article tiré de *Raetekorrespondenz*, No 21, avril 37, in *La contre-révolution bureaucratique*, Ed. 10-18, Paris 1973.
- Lapeyre Aristide, Le problème espagnol, Ed. Tierra y Libertad, Bordeaux 1946. (brochure)
- López Santamaría Jesús, Las juventudes libertarias durante la guerra civil 1936-1939, Resumen de tesis doctorales, Universidad de Salamanca, 1983.
- López Santamaría Jesús, Juventud y guerra civil, el caso de las juventudes libertarias noviembre 1936-mayo 1937, purismo revolucionario catalán frente a circunstancialismo estatal, *Revue Ciscema* No 47, Espagne mars 1982.
- Colloqui internacional sobre la segunda república española, Tarragona, abril 1981 :  
Sobrequés i Callico Jaume, El projecte d'organització d'una conspiració llibertaria el 1937.  
Méllich Martre Jordi, El comité antifeixista de Reus.
- Gomez-Pelaez Fernando, Santiago Carillo ou l'histoire falsifiée, Ed. Noir, Genève vers 77 (brochure).
- XXX, divers auteurs allemands de l'époque, Die Spanische Revolution, Anarchistische Texte Nos 26 à 29, Ed. Liberta Berlin 1981.
- XXX, Révolution et contre-révolution en Espagne, par le Groupe Eugène Varlin, Ed. Espoir, Toulouse-Nice ?.

## C. AUTOGESTION

- Abad de Santillán Diego, El anarquismo en la revolución en España, Escritos 1930-1938 réunis par Antonio Elorza, Ed. Ayuso, Madrid 1976.
- Abad de Santillán Diego, El organismo economico de la revolución, introduction de Félix García, Ed. Zero, Madrid 1978 (1ère éd. mars 1936).
- Abad de Santillán Diego et Peiro Juan, Ökonomie und Revolution, divers textes, Ed. Karin Kramer, Berlin 1975.
- Bernecker Walther L., Colectividades y revolución social, el anarquismo en la guerra civil española 1936-1939, Ed. Grijalbo, Barcelona 1982 (1ère éd. 1978).
- Catlla Bernard, Problèmes de la construction et du logement dans la révolution espagnole 1936-1939, Barcelone et Aragon, documents, Auto-édition, Saillagouse (France) 1976.
- Dolgoff Sam, The anarchist collectives, workers's self-management in the spanish revolution 1936-1939, introduction de Murray Bookchin, Ed. Free Life, New-York 1974.
- García Felix, Colectivizaciones campesinas y obreras en la revolución española, Ed. Zero, Madrid 1977.
- Giele Jacques J., Arbeiders-Zelfbestuur in Spanje, een Verslag van Kollektivisatie van de Catalaanske Ækonomie Tijdens de Spaanse Burgeroorlog 1936-1939, Ed. Anarchistische Uitgaven, Amsterdam 1975.
- Gutiérrez Molina José Luis, Colectividades libertarias en Castilla, Ed. Campo Abierto, Madrid 1977.
- Leval Gaston, Espagne libertaire 36-39, l'oeuvre constructive de la révolution espagnole, Ed. du Cercle et de La Tête de feuilles, Paris 1971.
- "Los de Siempre", Las colectividades campesinas 1936-1939, reunión de textos de divers auteurs, Ed. Tusquets, Barcelona 1977.
- Mintz Frank, L'autogestion dans l'Espagne révolutionnaire, Ed. Béliabaste, Paris 1970.
- Mintz Frank, L'autogestion dans l'Espagne révolutionnaire, édition augmentée, Ed. Maspéro, Paris 1976.
- Mintz Frank, Cronología de las asambleas, plenos y congresos económicos en la zona republicana durante la guerra civil española 1936-1939, Ed. Hispániques, Paris 1975 (brochure).
- Paniagua Xavier, La sociedad libertaria, agrarismo e industrialización en el anarquismo español 1930-1939, Ed. Grijalbo, Barcelona 1982.
- Pérez Baró Albert, 30 meses de colectivismo en Cataluña, Ed. Ariel, Barcelona 1974.
- Ranzato Gabriele, Lucha de clases y lucha política en la guerra civil española, I Las colectivizaciones anarquistas en Cataluña y Aragón, II La política agraria de los comunistas, Ed. Anagrama, Barcelona 1977.
- Souchy Agustin & Folgare Paul, Colectivizaciones, la obra constructiva de la revolución española, Ed. Fontamara, Barcelona 1977 (1ère éd. Barcelona 1937).
- Souchy Augustin, Nacht über Spanien, Ed. Freie Gessellschaft, Frankfurt 1975 (1ère éd. 1955).
- Souchy Bauer Agustin, Entre los campesinos de Aragón, el comunismo libertario en las comarcas liberadas, Ed. Tusquets, Barcelona 1977 (1ère éd. Barcelona 1937).
- XXX, Die libertäre Bewegung in Spanien, avec des textes de Souchy, Leval, etc., Ed. Impuls, Bremen vers 1977-78.

- Revue *Autogestion*, Les anarchistes et l'autogestion, divers textes sur l'Espagne libertaire, No spécial 18-19, Paris 1972.
- XXX, Groupe Noir et Rouge, *Autogestion, Etat, révolution*, chap. Témoignage sur trois collectivités anarchistes en Espagne, Ed. du Cercle et de la Tête de feuilles, Paris 1972.
- Massari Roberto, *Teorías de la autogestión*, chap. La concepción anarcosindicalista de la autogestión, Ed. Zero, Madrid 1975 (1ère éd. italienne 1974).
- XXX, CNT-AIT Regional de Aragón, Rioja y Navarra, *Realizaciones revolucionarias y estructuras colectivistas de la comarca de Monzón (Huesca)*, con notas sobre la represión comunista, Ed. Cultura y Accion, Monzon 1977.
- Tauber Walter, *Les tramways de Barcelone collectivisés pendant la révolution espagnole 1936-1939*, diplôme de licence présenté à l'Université de Genève et reproduit par le *bulletin d'information* de la Fondation Internationale d'Etudes Historiques et Sociales sur la Guerre Civile d'Espagne 1936-1939, Nos 2 et 3, Genève-Barcelone 1977 et 1980.
- Cahier *Recuperem la nostra historia*, Les collectivitzacions par Josep Maria Bricall, Ed. La Gaia Ciència & Ed. 61 Barcelona 1977.
- Revue *L'Avenir*, La penultima mort de "La España Industrial", un essai d'histoire orale, par Jaume Fabre & Josep Mar Huertas, No 34, Barcelona 1981.
- Revista *CENIT*, España 36, revolución autogestionaria, suplement au No 224, Toulouse vers 1980 ?.

#### D. MÉMOIRES, SOUVENIRS

- Abad de Santillán Diego, *Por que perdimos la guerra*, Ed. del Toro, Madrid 1975 (1ère éd. 1940).
- Abad de Santillán Diego, *Memorias 1897-1936*, Ed. Planeta, Barcelona 1977.
- Buenacasa Manuel, *El movimiento obrero español 1886-1926, historia y critica*, Ed. Jucar, Madrid 1977 (1ère éd. 1926).
- Bueso Adolfo, *Recuerdos de un cenetista, I et II, de la semana tragica (1909) al final de la guerra civil*, Ed. Ariel, Barcelona 1976 et 1978.
- Ferrer Joan/Porcel Baltasar, *La revuelta permanente, entretiens de B. Porcel avec Joan Ferrer*, Ed. Planeta, Barcelona 1978.
- García Oliver Juan, *El eco de los pasos, el anarcosindicalismo en la calle, en el Comité de Milicias, en el gobierno en el exilio*, Ed. Ruedo Iberico, Paris-Barcelona 1978.
- Llarch Joan, *Los días rojinegros, memorias de un niño libertario 1936*, Ed. 29, Barcelona 1977.
- Manent i Pesas Joan, *Records d'un sindicalista llibertari català 1916-1943*, Ed. Catalanes de Paris, 1976.
- Martín Enrique, *Recuerdos de un militante de la CNT*, Ed. Picazo, Barcelona 1979.
- Mera Cipriano, *Guerra, exilio y carcel de un anarcosindicalista*, Ed. Ruedo Iberico, Paris 1976.
- Piera Simó, *Records i experiencies d'un dirigent de la CNT + Joaquim Ferrer, Simo Piera : perfil d'un sindicalista*, Ed. Portic, Barcelona 1975.
- Rosado Antonio, *Tierra y Libertad, memorias de un campesino anarcosindicalista andaluz*, Ed. Grijalbo, Barcelona 1979.
- Sanz Ricardo, *El sindicalismo español antes de la guerra civil, los hijos del trabajo*, Ed. Petrono, Barcelona 1976.
- Toryho Jacinto, *Del triunfo a la derrota, las interioridades de la guerra civil en el campo republicano revividas por un periodista*, Ed. Argos Vergara, Barcelona 1977.

